



3 1761 07827861 1

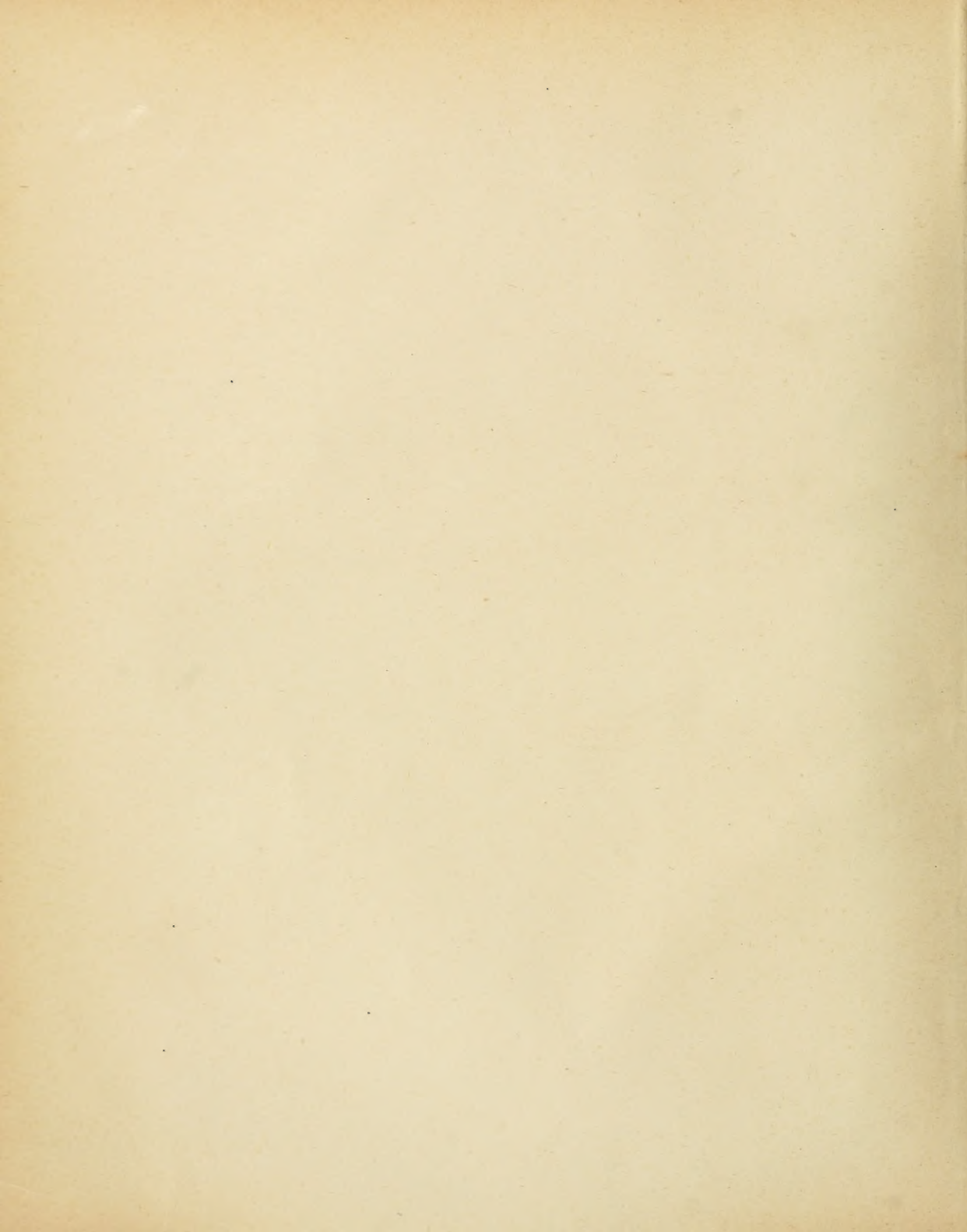




conf-



Digitized by the Internet Archive
in 2009



Il a été tiré de cet ouvrage sur papier pur fil des papeteries Lafuma à Voiron :

200 exemplaires numérotés de 1 à 200 dans le format in-4° raisin, texte et hors-texte réimposés avec double état des planches en couleurs dont un avant la lettre sur papier de Rives; et dans chaque volume un frontispice en couleur dessiné spécialement pour ces exemplaires;

1000 exemplaires numérotés de 101 à 1200 dans le format in-4° carré, avec deux tirages des planches en couleurs dont un avant la lettre.

HISTOIRE
DE LA
NATION FRANÇAISE

GABRIEL HANOTAUX

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

HISTOIRE DE LA NATION FRANÇAISE

TOME IX

HISTOIRE DIPLOMATIQUE

1515 - 1928

PAR

RENÉ PINON

PROFESSEUR A L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

ILLUSTRATIONS EN COULEURS DE MADAME CAMILLE HANOTAUX ET GEORGES JEANNIOT

ILLUSTRATIONS EN NOIR DE GABRIEL HANOTAUX FILS



235538
7 9 29

PARIS

SOCIÉTÉ DE
L'HISTOIRE NATIONALE

LIBRAIRIE PLON
LES PETITS FILS DE PLON ET NOURRIT

8, rue Garancière - 6.

DC
38
H3
L9



RICHELIEU SUR SON LIT DE MORT
 D'après une peinture à l'huile de Philippe de Champaigne.
 (Collection de M. Gabriel Hanotaux.)



INTRODUCTION

LES CONDITIONS PERMANENTES DE LA POLITIQUE NATIONALE FRANÇAISE



A nation française, à travers les âges, dans son effort permanent pour défendre sa vie et garder la part de sol nécessaire à son activité, s'est trouvée aux prises avec d'autres groupements humains, soit qu'elle résistât aux pressions de l'extérieur, soit qu'elle cherchât à s'épanouir au dehors. L'enchaînement de ces relations avec d'autres États, à la fois analogues et différents, c'est proprement l'histoire de la politique extérieure de la nation française. A l'époque moderne, où les peuples civilisés ont formé des individualités nationales nettement distinctes et souvent antagonistes, la diplomatie, qui est l'art d'établir et de régler les rapports des nations entre elles, s'est particulièrement développée et on a volontiers, par une extension abusive mais que l'usage a consacrée, appelé histoire diplomatique l'histoire des relations entre les États organisés. C'est dans cette acception large

que le mot sera ici entendu. Les relations entre les États organisés et civilisés et les peuples moins avancés constituent le domaine de l'histoire coloniale.

La politique extérieure met en œuvre les forces et en établit l'équilibre ; elle ne crée pas ces forces, elle les discipline et les adapte. Soit que, replié sur lui-même, il concentre ses ressources pour sa défense et sa conservation, soit que, débordant au dehors, il étende son domaine ou son influence, un peuple emploie à ses fins tous les avantages, naturels ou acquis, et toutes les ressources de l'organisme national. Forces militaires de terre et de mer, gouvernement et administration, finances et économie nationale, valeur morale et capacité intellectuelle, rayonnement religieux, scientifique, littéraire, artistique, tout à son prix et son efficacité, tout concourt à l'effort total de la nation pour vivre et s'étendre. Pour les peuples comme pour les individus, la loi de la vie c'est la continuité de l'effort. Si l'organisme se corrompt, si la valeur des individus s'abaisse, si le sentiment national s'atrophie, la capacité de résistance et d'action extérieure est réduite et l'équilibre peut se trouver rompu au profit d'autres personnalités nationales plus saines. La politique extérieure apparaît donc comme le résultat ultime d'une sorte de balance entre tous les avantages naturels et les énergies morales d'une part, toutes les faiblesses et les tares de l'autre, qui constituent la valeur et comme le poids d'une nation en face des autres. Ainsi l'histoire diplomatique implique toutes les autres branches de l'histoire nationale ; elle les met en action.

Plus est complexe et délicate cette adaptation à l'œuvre extérieure des éléments multiples dont est faite la puissance d'une nation, plus l'initiative des individus trouve à s'y employer ; nulle part l'énergie des volontés supérieures ne se manifeste avec plus d'efficacité ; nulle part aussi les fautes ne portent des conséquences plus dangereuses, plus lointaines, plus inéluctables. Et le malheur veut que la bonne gestion des affaires ne se manifeste qu'exceptionnellement par des résultats éclatants, mais couramment par des dangers évités, des occasions saisies, la paix maintenue, l'ordre assuré, la prospérité développée. La source de ces félicités, qui est dans la clairvoyance d'un ou de plusieurs hommes, échappe à l'attention publique et même à la recherche savante : il n'y a pas d'histoire des événements qui ne sont pas arrivés.

L'action des hommes, individus ou collectivités, s'exerce, pour chaque nation, dans des conditions physiques et matérielles plus ou moins permanentes et déterminantes ; presque aucune d'elles, même celles qui paraissent le plus fixes, n'ont un caractère absolu et immuable ; presque toutes sont modifiées ou modifiables

par le jeu de la liberté humaine. L'Océan est immuable, mais tenait-il le même rôle dans les relations entre les peuples avant et après l'invention des bateaux à vapeur ? Les conditions géographiques qui servent de cadre à l'activité des sociétés humaines — et dont l'influence a été si lumineusement étudiée par Jean Brunhes — sont naturellement parmi les moins variables ; cependant la volonté et l'intelligence réagissent contre elles, les adaptent à leurs besoins et réussissent à les transformer. Le canal de Suez a été une révolution dans la politique mondiale ; le tunnel sous la Manche en serait une. Le charbon, le pétrole ont existé durant des siècles sans exercer la moindre influence sur la politique des peuples et un jour viendra où ils n'en exerceront plus. Certaines conditions naturelles inclinent la politique française dans certaines directions constantes ; ces conditions n'ont rien d'absolu ni, au sens philosophique du mot, rien de déterminant. Selon la formule de Bacon, l'homme discipline la nature en lui obéissant. Le cadre géographique prépare et conditionne, dans une certaine mesure, l'histoire, il ne la détermine pas ; la géographie n'est pas une prédestination.

Les faits économiques sont, sans doute, les plus étroitement associés aux conditions matérielles ; il s'en faut qu'ils y soient complètement asservis ; d'ailleurs ils sont loin d'être l'unique créateur et régulateur des faits politiques. Toutes les explications matérialistes, celle de Buckle, celle de Karl Marx, faussent l'histoire et mutilent l'homme. Rien n'est plus complexe et plus délicat à analyser que le fait politique, tant ses aspects sont changeants, ses origines multiples, ses conséquences enchevêtrées. Toutes les formes de l'activité des sociétés humaines concourent à l'action politique. La liberté humaine trace, sur la trame permanente des nécessités matérielles, un dessin toujours nouveau où se marque l'empreinte des personnalités fortes. Le génial bon sens d'un grand ministre ou la vanité d'un brouillon changent la marche de l'histoire. La défaillance d'un général, la frivolité d'un souverain, l'erreur de jugement d'un ministre des Affaires étrangères suffisent pour hypothéquer lourdement, durant des siècles, l'avenir d'une nation. Il semblerait donc que les peuples ne dussent confier qu'à des capacités éprouvées des intérêts si essentiels ; mais les génies sont rares, rares même sont les hommes qui unissent la droiture et la résolution du caractère à la clarté de l'intelligence et à l'expérience des affaires ; souvent les plus capables et les plus dignes sont écartés des hauts emplois, sous tous les régimes politiques, par la nécessité de conquérir, à force d'intrigues et de luttes, ce que Richelieu appelait « les quatre pieds carrés du cabinet du roi » ; lui-même dépensait plus d'habileté à s'y maintenir qu'à tenir en respect les ennemis de l'État. Pour un Richelieu, pour un Mazarin,

combien d'incapables et d'ignorants ! La médiocrité fréquente des acteurs, qui faisait dire au chancelier Oxenstiern : « Si tu savais, mon fils, par quels pauvres esprits le monde est gouverné », et qui étonne au premier abord, s'explique par là, et elle-même explique en partie la disproportion entre les efforts déployés et les résultats obtenus après des siècles de luttes, de travail et d'ingénieuses combinaisons.

Sur la page blanche de l'histoire politique s'inscrit la volonté forte des hommes qui ont été des destructeurs ou des constructeurs, souvent l'un et l'autre à la fois ; ils font prendre aux événements un cours nouveau et précipitent les solutions ; sur eux se concentre l'attention des siècles parce qu'ils ont créé. L'œuvre d'un Charlemagne, d'un Napoléon, apparaît en un relief puissant que les années n'effacent pas ; ces esprits novateurs et réalisateurs impriment, sur leur temps et les âges qui suivent, le sceau de leur génie. Ils sont les héros dont parle Carlyle, les hommes représentatifs au sens d'Emerson. Mais, si puissante que soit leur personnalité, elle n'est vraiment efficace que si elle est accordée aux tendances générales du génie national dont elle est, à un certain moment de la durée, l'émanation sublime. Précisément, ils sont des politiques supérieurs parce qu'ils incarnent au degré héroïque les aspirations de leur temps et que, les incarnant, ils les transforment, les exaltent, les clarifient, les réalisent.

Le contenu de cette expression : l'âme d'un peuple, l'âme nationale, échappe à l'analyse scientifique. Les grands penseurs « réalistes » du treizième siècle qui enseignaient la « réalité » des universaux avaient compris ou pressenti tout ce qui se manifeste d'unité puissante et permanente dans ces individualités collectives, dans ces êtres sociaux, composés de millions d'êtres individuels, que sont les nations. Le « vouloir vivre en commun », dans le même cadre naturel, sous les mêmes lois, de la même civilisation, n'est lui-même qu'une résultante. A l'origine, il y a autre chose, beaucoup d'autres choses qui s'accumulent au cours des siècles. « Il y a dans l'âme d'un peuple une force mystérieuse dont l'histoire n'a jamais osé s'occuper et dont l'opération surhumaine est inexprimable à la parole et à la plume (1). » Il y entre un élément racial, à la condition d'entendre qu'il s'agit de races historiques, non de races anthropologiques. A la source lointaine de toutes les oppositions qui distinguent Germains et Français, il y a peut-être un élément ethnographique. Mais la communauté d'habitat et d'intérêts écono-

(1) SHAKESPEARE : *Troilus et Cressida*, traduit par Izoulet, dans l'introduction au livre de MAHAN : *Le salut de la race blanche et l'Empire des mers*, p. XLIV.

INTRODUCTION

miques, les heures de misère, de danger ou de gloire vécues ensemble, les mêmes croyances, la langue, la civilisation sous tous ses aspects délicatement nuancés, c'est tout cela, et bien d'autres choses encore, qui, d'affinités naturelles et historiques, constitue l'âme d'une nation. La moitié peut-être des Allemands d'aujourd'hui sont des Slaves germanisés et de combien de variétés anthropologiques la nation française, la plus unifiée de toutes, n'est-elle pas l'amalgame ? Le sentiment plus ou moins précis d'une solidarité nationale est antérieur à la discrimination très nette des nations constituées à peu près comme elles le sont encore aujourd'hui. Sur le vieux fonds historique, chaque époque bâtit selon ses besoins et les circonstances, mais quelque chose demeure qui échappe, par la complexité même de ses origines et de sa composition, à une analyse exacte.

Comme les soleils qui peuplent les immensités sidérales, les grandes collectivités nationales ont exercé et exercent une attraction plus ou moins forte, un rayonnement plus ou moins énergique. Un perpétuel travail d'assimilation, quand il s'agit d'une personnalité très vivante et irradiante comme la française, articule sans cesse les uns aux autres des éléments disparates et fabrique de l'homogène avec de l'hétérogène ; mais la masse, sans perdre tout à fait ses qualités distinctives, se modifie peu à peu ; elle s'altérerait si des éléments nouveaux s'agrégeaient en quantité trop forte au noyau primitif. Cette masse nationale possède une faculté de rayonnement et d'attraction d'autant plus active que sa cohésion intrinsèque est plus achevée et qu'elle poursuit avec plus d'éclat ce travail interne de création intellectuelle et sociale qui se résume dans le mot : civilisation. Attraction et rayonnement, l'énergie créatrice d'une collectivité nationale se manifeste par cette double opération. Les peuples idéophores, les porte-flambeaux, sont en définitive les seuls êtres vivants de l'univers historique. Grands les peuples qui ont une histoire !



Les historiens ont célébré les avantages de la position géographique de la France dans les frontières naturelles de l'ancienne Gaule : le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, la Méditerranée, l'Océan ; ils ont vanté la douceur de son ciel, la variété de ses climats dont aucun n'est excessif, la fécondité de son sol, la grâce et la majesté

de ses paysages, en un mot le caractère si « humain », c'est-à-dire si merveilleusement préparé pour la vie des hommes, où s'est formée et développée la nation française. Comment oublierait-on le tableau si brillant, mais quelque peu artificiel, de Michelet ? En réalité, le cadre de la vie française ne présente aucune particularité comparable, par la portée des conséquences, au fait de l'insularité dans la formation du caractère national des Anglais. Il s'en faut qu'il n'y ait que des avantages dans la position des terres françaises, péninsule extrême vers l'Ouest du vaste continent eurasiatique dont l'Europe n'est qu'une presqu'île. La forte cohésion, l'esprit d'unité et de centralisation qui distinguent la précoce personnalité historique de la France, lui auraient sans doute assuré une redoutable supériorité sur les peuples voisins, plus lents à prendre pleinement conscience de leur vie nationale, si sa situation géographique ne l'avait toujours obligée à monter la garde sur plusieurs frontières et incitée à s'engager, sur terre et sur mer, dans plusieurs directions. Depuis qu'il y a une histoire, les peuples de l'Eurasie, les habitants de ces grandes plaines du Nord qui commencent au pied de la falaise d'Artois pour se prolonger, sans obstacles sérieux, jusqu'aux montagnes de l'Asie centrale, tendent d'un mouvement continu vers la lumière de l'Océan, vers le ciel plus doux des rives méditerranéennes « où fleurit l'oranger ». Mais, gênés par les Alpes, les hommes du Nord ne sont pas descendus directement vers la Méditerranée ; ils se déplacent plus aisément dans la vaste plaine, ils arrivent au Rhin, le passent et les voilà en France. Il faut que les peuples qui prétendent se fixer sur le sol de la Gaule et en faire leur foyer national réagissent, fassent front vers l'Est, arrêtent les migrations : c'est la garde au Rhin. C'est la première et la plus constante de ces « nécessités permanentes » qui pèsent sur notre histoire. Depuis Arioviste jusqu'à Guillaume II la menace est toujours présente et fréquente l'invasion ; par le plateau de Lorraine ou par les Pays-Bas, l'attaque est vite parvenue aux points vitaux de l'organisme français : Reims, Soissons, le bassin de Paris. La contre-offensive française est plus rare et n'est jamais qu'une riposte ; elle a beaucoup de peine à atteindre les centres nerveux de la vie allemande : Munich, Cologne, Vienne, Berlin, sont loin et d'accès difficile. Quand la France vit en sécurité, elle n'a aucun intérêt à attaquer les terres allemandes, à s'enfoncer vers l'Est où rien ne l'attire.

Le Rhin ! D'où vient la fascination qu'il exerce sur les populations françaises comme sur celles de la Germanie ? Il est, pour les secondes, le grand fossé qu'il faut franchir, quand on vient de l'Est, avant d'entrer dans la terre promise ; pour les premières il est l'obstacle qui, de la mer du Nord aux Alpes, s'oppose à l'inva-

sion. Il est la borne antique de la Gaule et de la Germanie, de la civilisation romaine et du monde « barbare ». Il est, selon le mot du président Wilson, « la frontière de la liberté ». Quand les soldats allemands le franchissent pour l'invasion, c'est avec une sorte d'ivresse d'orgueil et de rapine ; quand les Français l'atteignent, c'est avec le sentiment qu'ils ont accompli la tâche héréditaire, le vouloir profond de toutes les générations gauloises et françaises qui ont lutté sur le Rhin pour le salut de la patrie, pour l'ordre européen et la sauvegarde de la civilisation occidentale. Que la France soit présente sur le Rhin, c'est la condition essentielle d'un équilibre pacifique en Europe.

Le Rhin, pendant de longs siècles, avec son cours rapide et torrentueux, sa largeur, la rareté des ponts, a été un obstacle difficile à franchir, une vraie frontière ; aujourd'hui, canalisé, asservi à l'industrie humaine, il est devenu une grande route, l'une des voies commerciales les plus fréquentées d'Europe, un port qui s'enfonce au loin dans les terres et y prolonge la navigation commerciale ; les deux rives participent à la même activité. Terre historique de contact et de mélange, de compénétration des civilisations et des peuples, la Rhénanie a été, durant des siècles, un champ de bataille, en même temps qu'un foyer de vie intense, un centre d'attraction où les disciplines latines se sont mesurées et confrontées aux civilisations germaniques. La région intermédiaire, où la Moselle et la Meuse creusent de profonds sillons et où la disposition du relief et des cours d'eau favorise le particularisme et le morcellement, est restée indécise entre le germanisme et la latinité. Mais, malgré l'épaisseur du rideau de l'Ardenne, malgré la direction de la Meuse qui, après un cours supérieur concentrique à celui de l'Aisne, prend tout à coup, en aval de Sedan, le parti de percer vers le Nord comme si elle désertait la France, toute cette zone serait sans doute aisément entrée dans la mouvance de la monarchie française, si Louis le Pieux n'avait eu que deux fils. Il faut toujours en revenir, dès qu'on veut comprendre nos destinées, à l'ancienne Lotharingie et au partage de 843. Les conditions naturelles n'imposaient pas que, là, s'organisât un État indépendant ; là, pourtant, s'est développée, au quinzième siècle, la politique de Bourgogne et s'est affirmée, au dix-neuvième, la personnalité nationale de la Belgique ; mais c'est le traité de Verdun qui a créé, entre France et Germanie, cette région disputée et qui en a fait une terre d'Empire.

Le hasard d'une succession, à une époque où les royaumes étaient partagés comme un bien de famille, a pesé et pèse encore sur toute notre histoire. L'existence d'une zone qui n'est ni la France ni l'Allemagne, l'obligation d'y établir l'influence française pour assurer la sécurité du reste du pays et en achever

l'unité, oblige la politique nationale à une perpétuelle vigilance et l'entraîne vers le Rhin, en descendant la Moselle et la Meuse. C'est une de ces nécessités permanentes qui gouvernent la politique française. Du Nord-Est sont toujours venus, pour la France, les grands périls et, quand elle a détourné son attention du Rhin et de la Belgique, elle n'a pas tardé d'être durement rappelée à la réalité. En 1468 l'ennemi est à Péronne, en 1544 à Château-Thierry, en 1557 à Saint-Quentin, en 1636 à Corbie, en 1711 à Denain, en 1792 à Verdun, en 1814, en 1815, en 1870 à Paris, en 1914 à Noyon, à Péronne, à Montdidier et devant Verdun. La frontière du Nord-Est où vient heurter la ruée des peuples de l'Europe centrale qui convoitent l'Occident, c'est la brèche de la France où il lui faut veiller.

Mais la France a d'autres frontières continentales. Au Sud-Est les Alpes, au Sud-Ouest les Pyrénées. La frontière, aujourd'hui, nous y paraît solidement assise sur la crête des montagnes, mais il n'en a pas toujours été ainsi ; dans le massif des Alpes, comme dans celui des Pyrénées, des États s'étaient développés à cheval sur les hautes vallées des deux versants : la France fut longtemps obligée de compter avec la Savoie et la Navarre. La Savoie, française de langue et de culture, n'est entrée dans l'unité nationale que depuis 1860. Du haut des Alpes, on voit s'ouvrir les riches plaines lombardes, au delà desquelles s'allonge entre ses deux mers la péninsule italienne : là resplendit Rome de tout l'éclat de sa gloire antique et de tout le lustre de la Papauté, Rome symbole et siège de l'unité, où, sur les ruines du monde païen et sur le tombeau des apôtres, s'élève la plus haute puissance morale que le monde ait révérée. La France a une politique en Italie, une politique vis-à-vis de Rome. Depuis le baptême de Clovis, le sacre de Charlemagne, le règne de saint Louis, il s'est établi, entre la France et le Saint-Siège, des affinités, des collaborations ; la France fait figure, dans l'histoire, de puissance catholique ; elle accomplit, en vivant sa propre vie, les « gestes de Dieu » : « fille aînée de l'Église, » c'est-à-dire fille majeure et raisonnable, sur qui l'Église peut s'appuyer, qui a son franc parler, qui dit son mot dans les affaires communes et qui ne se laisse pas mettre en tutelle.

Quand la France se bat sur le Rhin, face à l'Est, elle a l'Espagne à dos ; si des hasards dynastiques placent sur le trône d'Espagne des princes qui sont en même temps souverains d'autres États de l'Europe centrale ou septentrionale, les Pays-Bas par exemple, le péril devient extrême. La France ne peut donc se dispenser d'avoir une partie de sa politique tournée vers l'Espagne ; et réciproquement l'Espagne en ce qui concerne la France qui est sa seule voisine, l'unique voie de terre par où elle communique avec les États continentaux.

Sur toutes ses autres faces, la France est baignée par les mers. Mais le Pas de Calais et la Manche sont étroits ; des falaises de Calais on voit les roches blanches du Kent. Des Normands et des Picards, partis de France, firent un jour la conquête de l'Angleterre. Le peuple anglais fut lent à discerner les avantages de l'insularité et à s'aviser que son avenir était sur l'eau ; longtemps l'ambition de ses rois fut de chercher sur le continent une couronne et des provinces. Il est remarquable que leurs échecs n'eurent jamais de conséquences désastreuses pour l'Angleterre. La France, avec ses frontières vulnérables et les convoitises qui l'assiègent, a toujours payé cher ses erreurs, ses défauts de vigilance ; l'Angleterre, au contraire, quand elle s'est fourvoyée, se replie, comme en un fort, derrière sa « ceinture d'argent » ; c'est pourquoi, par une étrange contradiction, quand il s'agit de l'Europe, son éducation politique apparaît parfois si incomplète et sa politique si souvent heureuse. L'Angleterre, dans son île, a été plus fréquemment un danger pour la France que la France pour elle, car elle attache un grand prix à ce que les côtes qui lui font face soient sous sa dépendance, ou du moins partagées de telle sorte qu'elles ne puissent servir de base à un débarquement, ni de support à une grande puissance maritime. Elle a toujours eu, sur le continent, une clientèle ; longtemps elle a gardé un pied-à-terre à Calais ; elle a lutté avec acharnement pour que la France ne devînt pas une grande puissance navale ; c'est un axiome pour elle que sa sécurité dépend de la maîtrise des mers. On a souvent comparé l'Angleterre à un navire : l'homme d'État britannique est un pilote qui tient avant tout à garder sa liberté de manœuvre et qui ne se sent à l'aise qu'au large. Le marin anglais, sur son vaisseau, ne saurait avoir la même vision du monde que le paysan français sur son sillon ; il aperçoit la terre du point de vue de la mer ; il est, avec le continent, en relations de voisinage et d'affaires, mais il n'est pas directement et nécessairement mêlé à ce qui s'y passe. L'Europe est pour lui une côte qui borde les mers anglaises, ce n'est pas une maison où il est forcé de résider ; il ne sent pas un intérêt direct et capital à bien aménager cette maison dont il est l'hôte, où il compte des amis et des clients, mais où il n'habite pas. Ainsi la France peut avoir à souffrir du voisinage de l'Angleterre presque autant que du contact avec l'Europe continentale : de ce côté-là aussi il faut qu'elle soit vigilante. Mais comme elle est tenue de veiller sur toutes ses frontières, elle n'obtient que par exception, à des heures fugitives, la supériorité navale, si bien que l'Angleterre, au cours des siècles, a eu plus d'action sur la politique française que la France sur la politique britannique.

L'Océan, qui s'ouvre largement en face de nos côtes et de nos estuaires, nos

presqu'îles, telles que la Bretagne, invitent les populations maritimes à se lancer hardiment sur les flots : les marins de Dieppe ont aperçu l'Amérique avant Christophe Colomb. Les mers tentent le génie aventureux et la hardiesse sagace de nos navigateurs ; le goût de l'apostolat, qui est l'un des traits du caractère humain et sociable de la race, entraîne aussi nos missionnaires à la conquête des âmes. Les Français sont ainsi parmi les découvreurs de l'Amérique et les premiers fondateurs des sociétés américaines ; et, à mesure que les siècles s'écoulent, que la navigation se perfectionne et qu'aussi les États américains deviennent plus peuplés, plus riches, plus capables de prendre une place éminente dans la vie civilisée, apparaît mieux l'avantage d'une situation géographique presque péninsulaire qui porte les rivages de la France au-devant des Amériques : quand on vient du Nouveau-Monde, par bateau ou par avion, c'est en France que l'on met d'abord pied à terre ; lorsque des soldats américains sont venus, pour la première fois, se battre en Europe, ce fut pour la France et en France. Mais l'activité des Français sur l'Océan n'a été qu'intermittente ; elle est restée le privilège de quelques-unes de nos populations maritimes et le souci de quelques-uns de nos grands hommes d'État : trop de tâches diverses sollicitaient, parfois impérieusement, les énergies nationales pour que la France ait pu s'adonner avec assez de suite aux entreprises lointaines de navigation et de colonisation ; les succès qu'elle y a obtenus ont été souvent précaires. Mais lorsqu'il lui est advenu de perdre des colonies, ce fut toujours à la suite d'échecs continentaux.

Plus continue a été l'activité française dans la Méditerranée. C'est la mer latine par excellence sur laquelle la France, par la vallée du Rhône, par le Languedoc et la Provence, a sa porte largement ouverte. Dans l'histoire de l'expansion de la nation française, Marseille a sa place à part, une place presque indépendante, comme furent, sur une plus large échelle, Gênes et Venise dans l'Italie du Moyen âge et de la Renaissance. En face de nos côtes méditerranéennes, quelles perspectives séduisantes s'ouvrent, baignées dans la lumière de l'Orient ou illuminées par le soleil d'Afrique ! C'est la Corse, l'Italie, Naples où s'établit une dynastie angevine ; c'est, droit au Sud, Alger, Tunis, le Maroc, d'où les caravanes du Sahara conduisent vers le Soudan mystérieux ; au Levant, c'est la Grèce, c'est Constantinople où, au temps de la grande expansion féodale, régnèrent des empereurs français ; c'est l'Égypte, route des Indes ; ce sont ces « échelles » où, dans le langage des populations indigènes, tout Européen est un Franc ; c'est Jérusalem où le tombeau du Christ attire pèlerins et croisés. Par ses marins, ses commerçants, ses religieux, parfois ses soldats, la France n'a jamais cessé, depuis les Croisades, voire depuis Charlemagne,

d'exercer une action et une influence dans les deux bassins de la Méditerranée, d'avoir une politique orientale, méditerranéenne et africaine ; c'est l'une des formes les plus anciennes, les plus constantes, les plus fécondes, de son action extérieure et de sa grandeur.

Ainsi, tandis que ses frontières de terre obligent la France toujours menacée à rester toujours sur le qui-vive, ses frontières de mer l'invitent aux relations lointaines et à l'expansion. De tous côtés elle est sollicitée ou pressée ; sa conformation géographique lui facilite toutes les relations extérieures ; mais si elle est à même d'agir, elle est aussi exposée à subir. Il faut voir, dans ces conditions permanentes de sa vie nationale, beaucoup plus que dans une légendaire versatilité du caractère français, l'explication de ce que le rythme de notre politique a eu souvent de heurté, d'instable, de changeant. « La France, a-t-on dit, a eu trop de fers au feu en même temps. » Mais pouvait-elle agir autrement ? Devait-elle canaliser, à toutes les époques, sa politique dans la direction qui nous paraît, à un moment donné, essentielle ? D'autres générations ont eu des vues différentes parce que les circonstances, de leur temps, se présentaient autrement. Que parmi les hommes qui ont dirigé nos destinées, quelques-uns ne se soient pas tenus assez en garde contre ce que Gambetta appelait un jour « les sollicitations téméraires ou jalouses », c'est certain. Mais la France ne serait pas la France et le rayonnement de son génie aurait été moins éclatant si elle s'était dérobée aux grandes œuvres de civilisation que la Providence posait devant son activité comme

Un vase tout rempli du vin de l'espérance.

Il a fallu que la nation française demandât aux hommes qui ont assumé la responsabilité de ses destinées plus d'attention et de clairvoyance avisée que d'autres peuples : politique de mesure, de nuances, de prudence en même temps que d'initiative et d'énergie ; politique de choix et d'équilibre, de vigilance et de prévoyance. Si ses conducteurs ont été parfois — l'un d'eux surtout — tentés par des rêves démesurés, les circonstances l'expliquent ou leur génie personnel, mais la plupart, ceux qui sont vraiment représentatifs du tempérament national, n'ont souhaité et cherché que l'arrondissement suffisant, « le pré carré », la sécurité, l'aisance des entournures, la cohésion et l'unité du bercail. Mais une politique sans noblesse, sans élan, ne pouvait convenir à la France. Elle a été grande parce que souvent elle a demandé à son peuple des efforts qui pouvaient sembler déraisonnables et disproportionnés à ses moyens. L'État qui occupe sur le globe la situation d'élection où la France a vécu et s'est développée ne pouvait être que

vigoureux et puissant sous peine de n'être pas. Peut-être est-ce l'une des raisons qui expliquent que les Français ont eu pleine conscience de leur personnalité nationale et de leur cohésion avant d'autres peuples et plus fortement qu'eux. M. Camille Jullian a montré, dans ses brillantes leçons du Collège de France, combien est ancien et vivace le sentiment national dans notre pays. Aucune patrie n'a été aimée avec plus de désintéressement, d'héroïsme, de mystique pureté, que la patrie de Jeanne d'Arc.

Politique continentale et politique de la mer : l'une et l'autre sont essentielles à la vie de la France ; son front de mer a un développement à peu près égal à son front de terre. L'invasion et la destruction la menacent d'un côté, de l'autre l'asphyxie, le lent dépérissement dans une vie étroite et repliée sur elle-même. A certaines heures de notre histoire, tantôt l'un, tantôt l'autre de ces deux périls a été plus directement menaçant. La prédominance continentale d'une seule puissance crée pour la France un danger de mort ; l'hégémonie maritime d'une seule puissance n'est guère moins à redouter pour sa sécurité et son développement. Durant ces quatre derniers siècles, la politique française manœuvre entre deux adversaires : l'Allemand, l'Anglais ; cette double lutte résume presque tout l'essentiel de son histoire ; ses alliances, ses hostilités, ses négociations s'ordonnent en fonction de ce double antagonisme. Souvent le danger continental se présente en combinaison avec le péril maritime : ce sont les périodes critiques où l'indépendance et l'intégrité du territoire sont menacées. Parfois notre diplomatie réussit à les dissocier ou à gagner des alliances capables de faire contrepoids : ce sont les époques où la France retrouve une relative liberté d'action.

La lutte, cependant, reste un état anormal ; pour vivre, il faut s'accommoder, rendre habitable l'Europe, praticables les mers, accessibles les colonies. La politique française a donc besoin de mesure et de prudence ; elle recherche l'équilibre et l'ordre. Elle évite, tant qu'elle le peut, d'opter entre les amitiés qui s'offrent et de rompre avec les inimitiés menaçantes ; elle sait qu'il n'est pas, en politique, d'opération plus délicate et plus périlleuse que le choix d'une alliance qui ne donne pas toujours un ami sûr, mais qui, toujours, suscite un ou plusieurs ennemis déclarés. L'habile homme d'État pratique l'art subtil d'élire ses amis et aussi ses ennemis, mais il évite, tant qu'il le peut, de se lier les mains ; souvent son mérite consiste à ne pas se prononcer, à maintenir ouvertes toutes les avenues et réalisables des combinaisons variées.

On s'étonne qu'au milieu du conflit des intérêts, des luttes nationales et territoriales, des âpres batailles pour la vie qui caractérisent l'âge moderne, la France

ait cependant trouvé dans son âme les réserves d'énergie et de foi nécessaires pour accorder, dans sa politique, une place à l'idéal. Elle n'a jamais laissé prescrire sa vocation d'apostolat. Souvent, au cours de son histoire, elle s'est sentie emportée par de grands souffles généreux ; elle n'a jamais cru que la justice et la pitié fussent incompatibles avec le souci étroit des intérêts matériels et, si parfois elle en a pâti, souvent aussi elle en a recueilli les bénéfices. En tout cas il n'est pas possible de tracer un tableau de notre politique nationale sans tenir compte de ce goût du général et de l'universel, en partie hérité de la grande époque idéaliste du Moyen âge, qui imprime à nos annales un caractère si original et si noble.

Telles sont les directions principales où nous suivrons l'effort politique de la nation française. Selon les temps et les circonstances, l'une ou l'autre s'impose et domine ; l'art des grands chefs, souverains ou ministres, a été de discerner, pour chaque heure historique, les nécessités périlleuses, la capacité de résistance et les possibilités d'action. Quelques-uns se sont trompés ; la plupart, guidés par une sorte d'instinct supérieur des intérêts nationaux ou éclairés par l'opinion publique, ont conduit, en dépit des jalousies et des haines, non sans dommages mais non sans gloire, les destinées de la France.





CHAPITRE LIMINAIRE

LA POLITIQUE MODERNE



L'ÉPOQUE historique qui s'ouvre avec la fin du quinzième siècle et dont les générations à venir diront peut-être qu'elle se termine avec la guerre de 1914, présente, malgré révolutions et conflits, un certain caractère d'unité. Ces quatre siècles, si remplis qu'ils paraissent d'événements enchevêtrés, de guerres, de négociations, de traités, tournent en réalité dans un même cycle et débattent les mêmes questions : période longue pour qui s'égare dans le détail des faits, brève pour qui regarde les résultats. C'est l'âge des luttes nationales. Après la guerre de Cent ans, les grands États achèvent de se former, le principe monarchique s'établit, les bourgeoisies s'enrichissent et font l'ascension du pouvoir, les nations prennent conscience de leur personnalité et s'affrontent en d'interminables conflits pour leurs frontières ou pour la suprématie européenne. Tel est, du point de vue politique, le caractère de l'époque moderne.

Si l'on étudie l'histoire des guerres et des négociations, depuis François I^{er} jusqu'aux traités de 1919, on s'aperçoit que les mêmes noms reviennent sans cesse dans le récit des batailles comme dans les textes diplomatiques. Si l'on superpose les divers tracés de la frontière française de l'Est après chaque traité, depuis 1515 jusqu'à 1920, on a l'impression d'un piétinement sur place, d'un indéfini recom-

mencement des mêmes luttes pour des résultats toujours précaires. Et l'on serait tenté d'en induire que les efforts qui aboutirent à des effets si minces furent vains. Conclusion superficielle et partiellement fausse. Les résultats paraissent minimes si on les mesure sur la carte ; ils prennent déjà une autre allure si on les regarde sur le terrain, du haut du mont Donon ou de la cathédrale de Strasbourg par exemple ; être ou n'être pas sur le Rhin, c'est un succès ou un échec plus important qu'avancer ou reculer de cinquante kilomètres.

Considérons d'ailleurs que les efforts antagonistes se neutralisent les uns les autres. C'est la vie même et l'indépendance des nations qui est en jeu ; de là vient que leurs ressources diplomatiques et militaires sont constamment tendues pour balancer les forces de l'adversaire. L'avance ou le recul sur le terrain n'est que l'indice visible de victoires ou de défaites dont le premier effet a été de garantir ou de compromettre l'indépendance et la dignité morale d'un groupe national. Les États forment une société ; chacun est intéressé dans une mesure variable à tout conflit entre deux d'entre eux ; ils n'admettent pas qu'aucun soit définitivement écrasé et disparaisse ; pour l'avoir toléré dans le cas de la Pologne, l'Europe s'est préparé à elle-même les pires difficultés. Toutes les nations sont intéressées à maintenir un équilibre qui, de 1515 à 1919, n'a été totalement rompu qu'une seule fois, par Napoléon. Encore pourrait-on soutenir que sa passagère hégémonie continentale fut une tentative pour faire contrepoids à l'hégémonie maritime de la Grande-Bretagne. La politique d'équilibre apparaît ainsi comme une conséquence naturelle des luttes nationales. Elle est, pour chaque État, un moyen de sécurité, une condition de prospérité économique.

Les crises intérieures qui viennent périodiquement affaiblir la puissance d'expansion extérieure des nations contribuent aussi à expliquer cette sorte d'équilibre naturel qui s'établit entre les États. Cette remarque est particulièrement vraie pour la France moderne. A plusieurs reprises, l'œuvre nationale parut, au cours de ces quatre siècles, sur le point d'aboutir à des résultats définitifs, mais des troubles intérieurs vinrent compromettre l'œuvre presque achevée. Après François I^{er}, c'est la Réforme ; après Henri IV, la minorité de Louis XIII ; après Richelieu, la Fronde ; après Louis XVI, la Révolution ; puis vinrent les désordres politiques et sociaux du dix-neuvième siècle. L'effort n'est intense qu'aux périodes de suprême péril national ; quand le danger est loin, les énergies s'amollissent ou se dispersent.

Les derniers siècles ne se sont représenté l'humanité que divisée en nations. L'aptitude des groupements humains à s'organiser sous cette forme apparaît

comme le critère de la civilisation ; le monde civilisé se conçoit comme une société de nations où viennent s'agréger les peuples à mesure qu'ils s'élèvent dans l'échelle sociale par la culture. En réalité, l'existence des nations et le concept de nationalité sont des phénomènes récents, du moins sous la forme où nous les entendons aujourd'hui, et caractéristiques de « l'époque moderne ». Le Moyen âge a créé d'autres types de sociétés ; il s'est fait, de la collectivité des hommes, de son organisation et de ses fins, une conception très différente à laquelle les notions modernes ne se sont substituées que lentement et dont une partie a survécu, apportant avec elle jusqu'à nos jours l'idée d'unité et l'aspiration à l'universel.

L'idée de l'unité politique de l'humanité civilisée est une survivance de l'Empire romain, en dehors duquel n'existait que la masse inorganique des peuples « barbares ». Le christianisme apporte un élément nouveau : tous les hommes, créés par un même Dieu à son image et rachetés par le même Christ, sont frères et égaux en dignité ; tous ensemble constituent la Chrétienté, en dehors de laquelle il ne reste que les païens jusqu'à ce qu'ils y entrent et les hérétiques jusqu'à ce qu'ils y rentrent. A partir de Charlemagne, la Chrétienté trouve sa forme politique avec ses deux chefs, le Pape et l'Empereur. La pensée religieuse, sociale, politique du Moyen âge s'ordonne autour d'une conception unitaire. Unité dans la Trinité divine, unité dans l'Église où tous les hommes sont conviés, unité par-delà la tombe dans la Communion des saints entre l'Église militante d'ici-bas, l'Église souffrante et l'Église triomphante de l'autre monde, unité enfin dans l'organisation et dans l'action politiques. Cette conception n'est pas demeurée à l'état de rêve dans l'esprit d'un Grégoire VII, d'un saint Bernard, d'un Alexandre III, d'un Innocent III, d'un Dante Alighieri. La Chrétienté en action, c'est la Croisade ; elle unit pour des fins supérieures et désintéressées les princes et les peuples, toute l'humanité chrétienne, à la voix du chef de l'Église : idéal grandiose qui a survécu pendant des siècles aux hommes qui eurent l'audace de le réaliser. La Chrétienté a sa législation, son droit, sa paix ; au-dessus des querelles des princes et des guerres des peuples, qui sont la conséquence, inhérente à la nature humaine, des passions et des convoitises, en un mot le fruit détestable du péché originel, une autorité apparaît, arbitre et juge au nom de Dieu ; elle a qualité pour imposer la paix, pour arrêter le glaive prêt à frapper, pour dire le droit. Il s'en faut qu'en pratique cette intervention soit toujours efficace et le droit toujours le plus fort. Il est prodigieux cependant qu'un ordre ait pu s'établir parmi ces sociétés féodales violentes et brutales et qu'en soit sortie la floraison magnifique du douzième et du treizième siècle. L'Europe du Moyen âge place son idéal en dehors et au-dessus

d'elle-même : c'est le secret de sa grandeur. L'idée de nation ne se dégage pas encore, ou du moins elle reste subordonnée. Si, en effet, elle est absolue et exclusive, telle qu'elle le devient au seizième siècle, elle a quelque chose de contradictoire avec la conception catholique d'une Chrétienté supranationale. Les hommes, s'ils sont égaux en dignité devant Dieu, se différencient les uns des autres par l'aspect extérieur, la couleur de la peau, l'habitat, le langage, les mœurs, etc. Le groupement en nations est un moyen de mettre plus d'ordre dans le gouvernement des sociétés en tenant compte de leur diversité, car qui dit unité ne dit pas uniformité ; mais, au-dessus des nations, subsiste, dans le système du Moyen âge, l'idéal de la Chrétienté qui se réalise par des institutions, des lois, des faits.

La transformation qui, de la société du Moyen âge, fait sortir l'Europe moderne, dégage peu à peu la personnalité des nations qui grandissent jusqu'à obnubiler la notion d'unité. L'idée de Chrétienté, sans disparaître, s'estompe dans l'abstraction ; l'Église cherche à la maintenir, mais ce n'est plus qu'une thèse dont l'hypothèse s'éloigne de plus en plus. Généralisation du fait du groupement des peuples en nations, discrimination de plus en plus complète des nations les unes par rapport aux autres, rivalités et luttes nationales, c'est le trait caractéristique, dans le domaine politique, de la fin du Moyen âge.

Les nations se persuadent qu'elles sont à elles-mêmes leur propre fin et qu'aucun pouvoir sur terre ne leur est supérieur ; toute idée de lien entre elles et d'unité au-dessus d'elles s'efface. Les légistes affirment à la fois la souveraineté absolue du roi et l'indépendance absolue de l'État : « Le roi de France n'a suzerain en terre fors Dieu. » La renaissance du droit romain, dans l'entourage des empereurs Hohenstaufen, avec Irnerius et l'école de Bologne, puis dans le conseil des rois de France à partir de Philippe le Bel, restaure l'idée d'absolutisme. Après la mort de saint Louis, c'en est fini des croisades que les papes continuent vainement de prêcher aux princes. Avec la papauté d'Avignon et le grand Schisme, le rayonnement supranational du Saint-Siège s'obscurcit. La guerre de Cent ans est la lutte de deux nations, associée à la profonde révolution sociale où se dissout la société du Moyen âge. La Réforme est d'abord un phénomène de nationalisme religieux.

Il survit cependant, parmi les conflits nationaux, les luttes d'ambitions et d'intérêts qui remplissent le quinzième et le seizième siècle, quelque chose des hautes conceptions médiévales. La notion de l'unité supérieure de la Chrétienté se perpétue, comme un idéal lointain, par la nécessité de résister au péril musulman. Dans les documents diplomatiques du quinzième, du seizième et même du

dix-septième siècle, on voit réapparaître le vœu d'unir les princes chrétiens pour chasser le Turc d'Europe. Les papes ne cessent de rappeler aux princes leur devoir, de les inviter à la paix, à l'union. C'est le malheur des temps, la méchanceté du siècle qui empêche l'entente ; l'espérance survit qu'un jour la concorde permettra aux nations de marcher ensemble à une nouvelle croisade. On ne comprendrait pas le caractère et les mobiles d'un souverain tel que Charles-Quint si l'on en retirait le haut sentiment des devoirs d'un empereur chef temporel de la Chrétienté. L'idée de croisade est encore vivante dans le cœur d'un Sully, d'un saint François de Sales, d'un père Joseph ; Leibniz y convie Louis XIV. Tant qu'un idéal subsiste dans les cœurs, en contraste avec la médiocrité des intérêts de chaque jour et la bassesse des appétits, il continue d'agir sur les intelligences et les volontés. Les grandes conceptions du Moyen âge ne s'effacent définitivement que devant l'idéologie philosophique et humanitaire du dix-huitième siècle et l'enthousiasme patriotique de la Révolution française.

De toutes les nations, la plus anciennement constituée, celle qui a, la première, pris conscience d'elle-même, organisé sa vie, renforcé sa cohésion, rayonné au dehors, c'est la France. On ne saurait fixer une date à son origine. Le souvenir de l'unité de la Gaule romaine, dans ses « limites naturelles » du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, plane sur les obscurs commencements du sentiment d'une patrie française. L'idée nationale se précise et se développe autour de l'Ile-de-France, de Reims et de la monarchie capétienne. A Bouvines, en 1214, elle apparaît vivante. Le roi de France s'oppose à l'empereur ; Philippe Auguste, pour avoir vaincu Othon IV, devient le premier roi populaire, incarnation et défenseur de la France. La restauration en Allemagne de l'Empire austrasien de Charlemagne a posé les rois de France en ennemis de l'Empire. Ils ne s'élèvent pas contre la conception théorique de la Chrétienté, mais ils repoussent en fait la prétention de son chef temporel à une suprématie sur leur couronne. L'empereur, quand il envahit la France de concert avec l'Anglais, n'agit point comme un délégué de Dieu, chargé de faire régner la justice et la paix, mais comme un Allemand convoiteux des riches plaines de l'Ouest. « Le roi de France — ses légistes l'affirment — est empereur en sa terre. » A l'égard du pape, chef spirituel de la Chrétienté, la position de la nation française ne tarde pas à se dessiner ; le pontife est obéi comme docteur universel, mais les rois lui déniaient, en fait, le droit de les déposer et de délier leurs sujets du serment de fidélité. La France est l'organisme le plus complet et le plus vivant de la Chrétienté : elle a sa dynastie à qui Louis IX apporte l'auréole de la sainteté ; elle a l'Université de Paris, lumière de la catho-

licité ; elle se suffit à elle-même et, si elle respecte l'autorité du Saint-Siège, elle traite avec lui de puissance à puissance.

A l'empire d'Occident qui a des prétentions à la monarchie universelle, qui domine la vallée du Rhône et de la Saône et l'ancienne Lotharingie, la France capétienne oppose la cohésion précoce de ses provinces, l'énergie de son gouvernement, le profond instinct de conservation qui la groupe, au jour du péril, autour des chefs qui défendent l'unité nationale. Tandis que l'aristocratie et le peuple anglais, en sécurité derrière le « Canal », se liguent pour imposer à leurs rois le respect de la constitution et des libertés qu'ils leur ont arrachées, en France, bourgeois et paysans se serrent autour du roi ; entre ses mains la nation abdique avec fierté chaque fois qu'elle en trouve l'occasion, tant elle a besoin de s'incarner en une autorité qui la défende. Elle impose à ses maîtres le respect de la tradition unitaire : de là sa haine de la féodalité sous sa dernière forme, celle des apanages et des grands fiefs dont les seigneurs pactisent avec l'étranger ; de là en partie l'échec de la Réforme. Le patriotisme national n'a été, en France, l'apanage exclusif d'aucune classe, d'aucune catégorie sociale ; mais il s'est développé surtout avec l'avènement de la bourgeoisie, au quatorzième siècle. Les « bourgeois du roi » sont les ennemis du système féodal et du seigneur qui fraternise avec les aristocraties des autres pays ; ils sont les « gens du roi » pourvu que le roi assure la vie et la défense du royaume ; ce sont eux qui ont voulu et qui, avec le roi et par le roi, ont fait la France une et indivisible.

En Allemagne, l'évolution suit une courbe toute différente. Les souverainetés locales, princes, évêques, abbayes, villes, ligues, hanses, pensent d'abord à se prémunir contre les empiétements du pouvoir impérial trop proche. L'empereur qui dispose, en théorie, d'un pouvoir universel, est, en pratique, un prince besogneux et dénué de sujets directs ; il cherche une souveraineté plus effective, jusqu'à ce que l'Empire finisse par s'identifier avec la maison de Habsbourg. C'est seulement dans les marches de l'Est, dans ces régions frontalières où l'Allemand mène sa bataille nationale contre le Slave ou le Turc, que se constituent des États militaires centralisés et forts : la Prusse, l'Autriche. Sur l'Italie planent la papauté vivante et l'ombre de l'Empire : ici le morcellement et le particularisme sont les conditions de l'activité intense et florissante de petites républiques industrielles et artistes : Venise, Florence, Gênes, Sienne, et tant d'autres démontrent la vitalité d'une forme politique qui rappelle les cités de l'Hellade au temps de Périclès.

Ainsi l'Allemagne et l'Italie, qui ont porté les deux grands pouvoirs réguliers du monde chrétien, ont gardé plus longtemps, dans leur pensée et leur vie,

dans leurs institutions sociales et politiques, la trace des conceptions du Moyen âge. La France est la première monarchie continentale prête et équipée pour les luttes nationales. Dès le treizième siècle, son roi a plus de puissance effective que l'empereur. Lorsque le moine franciscain Guillaume de Ruysbroeck (Rubruquis), envoyé par saint Louis en ambassade auprès du tout-puissant empereur des Mongols, fut reçu en audience à la cour du Meungke-khan qui régnait sur la Russie par délégation du successeur du Tchinguiz-khan, il subit une sorte d'interrogatoire bienveillant : « Quel est le plus puissant prince de la Chrétienté ? » lui demande le khan. A quoi le moine, pénétré des conceptions de l'Eglise, répond sans hésiter : « C'est l'empereur. » — « Tu te trompes, repartit le khan, c'est le roi de France. »

Le royaume de France, depuis l'avènement des Capétiens, est en bataille contre l'empire : c'est le sens de son histoire. Contre tout pouvoir qui prétend à la monarchie universelle, il se dresse. L'antagonisme est plus âpre quand l'empereur réussit à se mettre à la tête de ses « Allemagnes » pour peser sur le Rhin, la Meuse, la Savoie ou les Flandres ; il est plus aigu aussi quand l'empereur prétend exercer sur la riche et commerçante Italie et sur la papauté une influence exclusive. L'entente étroite du pouvoir spirituel représenté par le pape et du pouvoir temporel incarné dans l'empereur, qui apparaissait aux hommes du Moyen âge comme la forme idéale de la société chrétienne, est, aux yeux du roi de France et de ses légistes, le plus grand des périls ; ils travaillent à empêcher une telle conjonction ; ils y réussissent souvent ; et ils font ainsi, dans l'histoire politique, figure de destructeurs des conceptions médiévales et de créateurs de la politique moderne. Mais la France, en même temps, réalise une partie, la plus pratique, de l'idéal du Moyen âge. Le peuple qui a dressé vers le ciel les cathédrales de style français et élevé vers Dieu l'âme d'un saint Louis, garde dans son caractère, dans son intelligence morale, le reflet des hautes et nobles lumières. Son esprit aspire à l'universel, son cœur est pénétré du souffle épique de la chevalerie tandis que sa politique est contrainte de se retrancher dans le particularisme national : le peuple qui a donné leur âme aux croisades sera le premier à s'allier au Turc. L'Allemagne et l'Italie, qui se glorifient de posséder le pape et l'empereur, n'achèvent leur formation nationale qu'au dix-neuvième siècle ; il subsiste, dans leur constitution politique, un émiettement de la souveraineté, une dispersion de l'autorité, qui rappellent le Moyen âge, tandis que leurs conceptions morales ont perdu de bonne heure cette fraîcheur d'idéalisme qui caractérise l'époque française des cathédrales.

Après la guerre de Cent ans, où les deux grandes nations occidentales, France et Angleterre, achèvent en se combattant de prendre conscience de leur personnalité, les caractères de l'Europe moderne se dessinent ; les frontières se précisent ; les intérêts s'accusent. En même temps le principe monarchique triomphe, en Espagne avec Ferdinand et Isabelle, en Angleterre avec Henri VII, en France avec Louis XI, en Allemagne avec Maximilien. Les républiques italiennes sont de plus en plus oligarchiques, comme Venise, ou obéissent à de véritables souverains, comme Florence. Les petits États d'Allemagne, d'Italie, s'organisent et se disputent des territoires minuscules avec plus d'âpreté et de cynique astuce que les grandes nations. L'Italie est la patrie d'élection du condottiere et du diplomate. Le premier fait la guerre pour qui le paye, toujours prêt à trahir au profit de qui le paye mieux : les princes et les républiques entretiennent des condottieri et des assassins à gages. La papauté elle-même prend l'aspect d'une monarchie italienne avec Alexandre VI et Jules II ; son caractère supranational va s'effaçant ; le pape est un souverain temporel qui a des amis et des ennemis, des alliances, des armées ; le haut magistère apostolique du successeur de Pierre est souvent primé par les intérêts temporels du pontife et de sa famille. L'Europe s'agrandit et se diversifie : les États du Nord et de l'Est : Pologne, Prusse, Suède, Bohême, Hongrie entrent dans la vie politique. Le Turc s'y installe, par effraction, en 1453 et du coup la transforme en y introduisant un élément hétérogène. L'occasion de la croisade est maintenant en pleine Europe, sur le moyen Danube, mais l'esprit de croisade a disparu.

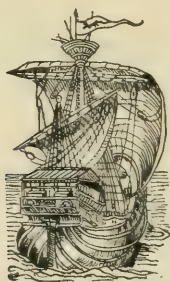
La diplomatie est de tous les temps et de tous les pays. Les princes ou les républiques ont, à toute époque, envoyé des hommes spécialement mandatés pour traiter avec les États voisins de leurs intérêts communs ou opposés. Mais la diplomatie qui se développe dans ce foyer intense d'intrigues et de négociations qu'est la péninsule italienne au quatorzième et surtout au quinzième siècle, revêt un caractère spécial et nouveau. Pierre l'Ermite, qui parle aux princes et aux peuples, saint Bernard, qui va trouver les rois comme un ambassadeur d'En-haut, ne sont pas des diplomates, mais Machiavel en est un. La multiplicité, la complexité des intérêts en jeu, l'ardeur des passions souvent mal accordée à l'importance des fins, le goût du complot, des menées souterraines et des brigues de toute nature qui donnent à la vie politique, dans l'Italie de la Renaissance, une physionomie si particulière et une si suspecte renommée, réclament un personnel spécial d'agents permanents, rompus à débrouiller l'écheveau le plus enchevêtré, à conduire, ostensiblement, les négociations et à servir, clandestinement, d'infor-

mateurs. Les républiques de marchands et de banquiers, d'industriels et d'armateurs, Florence et surtout Venise, ont besoin d'hommes chargés de défendre leurs intérêts engagés dans tous les pays et de renseigner exactement le gouvernement sur les hommes et les choses des contrées étrangères. La diplomatie, au sens moderne du mot, est née à Venise et y a trouvé son terrain d'élection ; elle a pris, dans toute l'Italie, un développement rapide. Les papes généralisent l'institution des nonciatures permanentes. Pas un petit prince qui n'ait ses ambassadeurs, pas une ville qui n'ait sa pléiade d'hommes rompus aux affaires et experts aux négociations épineuses. L'Italie de cette époque, celle des Borgia, des Médicis, des Visconti, des Sforza, des Este, « l'Italie vénéneuse », aime l'intrigue pour l'intrigue, l'art pour l'art, et les maîtres de cet art atteignent une incomparable virtuosité — le mot aussi est du temps et du pays —. Ne disons pas que l'Italie du quinzième siècle voit le plus grand éclat de la diplomatie ; elle en réalise l'abus. Machiavel qui a vécu dans ce milieu, qui y a excellé, a décrit, avec l'acuité de vision d'un artiste, la pénétration d'un historien et la sagacité d'un homme d'État, ce qu'il a vu autour de lui ; il est le miroir de son temps, mais il le dépasse par l'ampleur de ses vues générales, sa conception de l'histoire et son expérience géniale de la psychologie éternelle de l'homme en tant qu'animal politique. Les compagnons du naïf Charles VIII, quand ils passèrent les monts, furent éblouis du spectacle ; Philippe de Commines lui-même, pourtant le meilleur élève de Louis XI, envoyé à Venise pour surveiller l'Italie du Nord pendant que le roi s'en allait vers Naples, fut lent à s'apercevoir qu'il était subtilement mystifié et berné.

Ces mœurs politiques ne sont pas spéciales à l'Italie ; elles se sont développées sur ce terreau en perpétuelle et chaude fermentation avec un éclat et un coloris particuliers. Elles s'accordaient aussi à la finesse et au tempérament moral des Italiens. Le morcellement indéfini des souverainetés et des territoires multipliait les objets et les occasions de rivalité, de dol, d'intrigue et de violence. Mais, dans toute l'Europe, on trouve la même conception, les mêmes méthodes au service d'intérêts analogues. Louis XI n'est pas moins fourbe que Ferdinand le Catholique, et Maximilien qu'Henri VII. Une transformation morale profonde s'est opérée dans les esprits et se trahit dans toutes les manifestations de l'activité intelligente de l'époque. La politique de la Renaissance est un art essentiellement réaliste et individualiste ; elle a perdu le sens de l'idéal et du général ; elle s'absorbe dans les querelles nationales ; elle use et abuse des combinaisons « machiavéliques » que les diplomates, nouveaux venus dans l'histoire, sont chargés d'ourdir ou de démas-

quer. L'esprit de la Renaissance, d'où sort l'Europe moderne, apporte avec lui une sorte de laïcisation de la pensée politique en même temps que de la morale. Le sens moral s'obnubile chez les princes, les grands seigneurs et les hauts dignitaires de l'Église. Toute autorité supranationale disparaît et aussitôt la politique va se paganisant. A mesure que les peuples fixent leurs frontières et se différencient, il semble qu'il n'y ait plus de place que pour l'esprit national le plus exclusif ; encore est-il souvent primé par « les intérêts des princes ». La juste notion survit dans les masses populaires ; elles commencent à exercer leur action par cette arme nouvelle, l'opinion, qui, à partir de 1450, trouve pour la servir l'imprimerie. Une paysanne comme Jeanne d'Arc consent que l'on emploie au bien de sa patrie les moyens humains, « mais Dieu premier servi » ; un soldat comme Bayard est qualifié pour reprocher à un prince comme Bourbon sa félonie.

Telle est l'ambiance psychologique et morale où se développe la politique moderne et d'abord la grande tragédie de la France luttant pour son indépendance contre la redoutable puissance européenne et mondiale de Charles-Quint.





CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE POUR LA VIE CONTRE LA MAISON D'AUTRICHE

- I. LES ORIGINES. — *La renaissance nationale. — Louis XI et l'héritage de Bourgogne. — La politique française en Italie : Charles VIII et Louis XII.*
- II. FRANÇOIS I^{ER}. — LA POLITIQUE D'ÉQUILIBRE. — *Marignan et l'alliance avec les Suisses. — Le Concordat de Bologne. — L'élection à l'Empire. — Le problème des communications. — Les conceptions politiques de Charles-Quint. — La politique orientale.*
- III. HENRI II. — LE TRAITÉ DE CATEAU-CAMBRÉSIS. — *Henri II et ses conseillers. — Montmorency et les Guise — La politique en Italie. — La politique du Rhin. — Conquête de la Corse. — Trêve de Vaucelles. — L'intrigue des Caraffa. — Désastre de Saint-Quentin. — Le traité de Cateau-Cambrésis. — Sur les routes de l'océan.*



DANS l'histoire de la nation française, l'avènement de François I^{er} ne marque pas une coupure, il est un point culminant, un sommet particulièrement brillant ; immédiatement après s'ouvre une phase tragique. La lutte séculaire de la France pour sa vie nationale et son expansion devient plus âpre, plus serrée, plus angoissante, durant les règnes du roi François, de son fils Henri II et des derniers Valois, parce que, en face d'eux, sur toutes les frontières à la fois, se dresse la puissance formidable de Charles-Quint et de Philippe II. L'histoire de cette grande crise se

termine au traité de Cateau-Cambrésis (1559). Mais on n'en saurait comprendre le sens si l'on ne fait un bref retour sur la situation de la France en Europe depuis la fin de la guerre de Cent ans, car c'est au cours de cette période que se précisent les directions vers lesquelles s'oriente, pour des siècles, la politique française.

I. — LES ORIGINES : DE JEANNE D'ARC A FRANÇOIS I^{er}.

LA RENAISSANCE NATIONALE A peine la lutte entre la France et l'Angleterre est-elle terminée par la reconquête du sol national — Calais excepté — que la France, épuisée, saignée à blanc, ruinée, apparaît, par un de ces rebondissements prodigieux qui sont la marque singulière de son histoire, prête à s'élancer, allègre et forte. Le secret de ce rajeunissement est d'ordre moral. La France a conscience de sa vie nationale ; elle continue Charles V, Philippe le Bel, saint Louis, Philippe Auguste, Charlemagne, Clovis ; elle renoue les fils brisés et reprend l'œuvre interrompue. D'avoir bouté dehors l'étranger, elle se sent plus fière d'elle-même, plus elle-même ; un sang renouvelé circule dans ses artères. Le sacre de Charles VII à Reims, par la vertu de Jeanne d'Arc, est, pour la monarchie, un second baptême ; elle en reçoit un caractère nouveau, plus national, moins féodal. C'est le vouloir de tous les Français, sauf quelques « reniés », que la France vive et qu'elle soit forte. Même les provinces bourguignonnes de l'Est qui ont vécu loin de l'invasion, puisque, cette fois, l'envahisseur ne venait pas d'outre-Rhin, rejettent l'alliance anglaise ; et les feux de joie qui s'allument en France pour Formigny et Castillon illuminent aussi les coteaux de Bourgogne. Voilà pourquoi, si vite, la France a été prête à reprendre son essor.

La politique de Charles VII achève la victoire et se propose d'assurer, pour l'avenir, la sécurité. L'Anglais garde Calais et la maîtrise de la Manche ; le trop grand vassal bourguignon, avec ses rêves d'expansion et de royauté, reste, même après le traité d'Arras (1435), inquiétant. Avant même d'être le roi de Paris, dès 1430, Charles VII fait alliance avec le duc Frédéric d'Autriche, car l'intrigue de Philippe le Bon menace aussi les Habsbourg en Suisse, en Alsace. Alliance en 1456 avec Christian I^{er}, roi de Danemark, qui mettra à la disposition de la France une armée et surtout une flotte contre l'Angleterre. Alliance avec l'Écosse par le mariage du Dauphin avec Marguerite, fille de Jacques I^{er} : tant qu'il a existé une Écosse indépendante et que l'Angleterre a eu, dans son île, une frontière de

terre, c'est-à-dire jusqu'à 1603, la politique naturelle des rois de France fut de rechercher l'alliance écossaise.

**L A POLITIQUE FRANÇAISE
VERS LE RHIN**

L'alliance autrichienne donne à Charles VII l'occasion d'intervenir à l'Est. Il reprend et continue la politique de ses prédécesseurs. De l'avènement de Philippe le Bel au commencement de la guerre de Cent ans, l'activité des rois de France s'est portée vers l'Est ; ils acquièrent temporairement la Franche-Comté, le Barrois, les évêchés lorrains, ils négocient des alliances avec les princes de la rive gauche du Rhin et songent à une candidature à l'Empire. Les principales directions de la politique nationale apparaissent, à cette glorieuse époque, sous l'impulsion de l'un de nos plus grands rois, Philippe le Bel, vers le Rhin, par la Lorraine et les Flandres.

Mais, au cours des siècles, chaque fois que la France a été sur le point de réaliser son unité et de garantir sa sécurité en établissant sa suprématie sur le Rhin, elle a trouvé l'Angleterre sur son chemin. Philippe VI, au commencement de son règne, tourne son activité vers le Rhin, la Meuse, l'Escaut, la mer du Nord ; il a pour alliés le prince-évêque de Liège, l'archevêque de Cologne, le duc de Juliers, le duc de Lorraine, le comte de Hollande, la maison de Luxembourg dont le chef est ce Jean l'Aveugle, roi de Bohême, qui, à Crécy, voulut « fêrir un coup d'épée » et tomba noblement dans les rangs des chevaliers français. Parmi ces princes et ces villes de la région belgo-rhénane, les rois de France trouvent toujours une clientèle besogneuse et d'ailleurs assez instable. Ces petits seigneurs, par une tactique d'équilibre qui sauvegarde leur indépendance et les enrichit des deux mains, passent aisément d'un parti à l'autre.

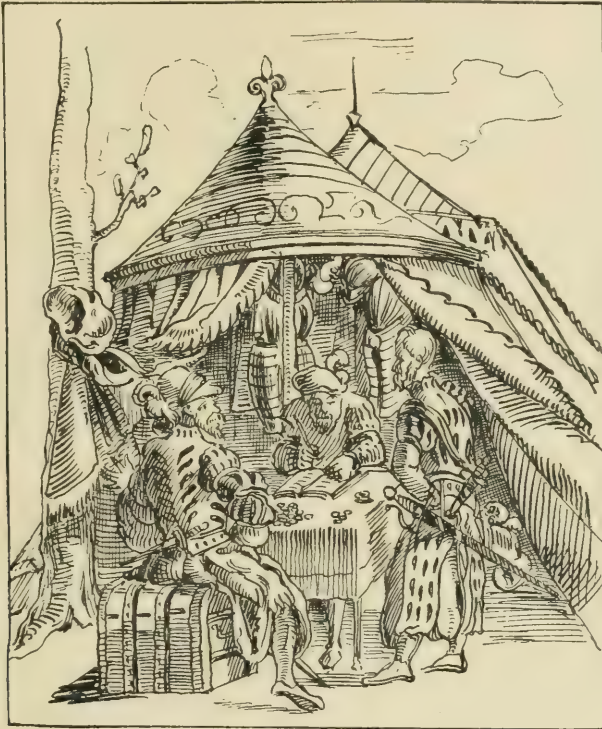
Charles V reprend l'œuvre interrompue par l'invasion anglaise ; il a, lui aussi, sa clientèle qu'il enrichit de pensions, ses agents diplomatiques qui mènent pour lui « certaines besoingnes grosses et secrètes ». Plus significatifs encore apparaissent les projets du duc Louis d'Orléans, frère de Charles VI. Il affirmait, s'il en faut croire un chroniqueur allemand, que « les terres d'Empire sises en deçà du Rhin appartiennent de droit à la couronne de France » ; il semble avoir voulu, comme vassal de son frère, se créer un grand fief entre Meuse et Rhin ; il intrigue avec l'empereur Venceslas ; il attire autour de lui les seigneurs immédiats de la Lorraine, du Palatinat ; on raconte qu'il veut mener à Rome le pape d'Avignon, Benoît XIII, et se faire donner par lui la couronne impériale ; il prépare une armée pour faire la guerre au duc de Lorraine et prendre Metz. Ses menées, si vagues qu'elles soient restées peut-être, inquiètent la maison de Bourgogne dont elles traversent les ambitions.

Telle est l'explication et la portée du crime du 23 novembre 1407. Jean sans Peur, l'assassin, reprend à son profit la politique de la victime. Toute la partie rhénane et belge des domaines de Bourgogne ayant fini, après la mort de Charles le Téméraire, par tomber en des mains non françaises, nous avons peine à nous représenter que les progrès de la maison de Bourgogne dans la région Escaut, Meuse, Rhin, soient apparus aux contemporains de Charles VI comme un avantage français ; le duc était prince de la maison de France ; la langue de sa cour, de sa chancellerie, de ses armées était le français. Jean Van Eyck, en Italie, est qualifié de « Gallicus ». Après l'assassinat du pont de Montereau, la Bourgogne devient un État ennemi ; il n'en reste pas moins que les régions qui entraient dans sa mouvance se trouvaient attirées vers la civilisation française. Nul peuple ne suivit avec plus de sympathie passionnée et de pieuse confiance la carrière merveilleuse de Jeanne d'Arc que les bourgeois et les paysans de la Rhénanie et du pays mosan, de langue française aussi bien que de langue allemande.

Ainsi, de Philippe le Bel à Louis XI, la politique de nos rois vers l'Est apparaît continue, cohérente ; elle formule la revendication française des anciennes limites du royaume franc, de la Gaule romaine, de Clovis et des rois d'Austrasie dont la capitale était Metz ; elle travaille à mettre de l'ordre dans le chaos féodal de la « région intermédiaire », où l'autorité de l'empereur est toute nominale ; elle rassemble une clientèle de petits États et seigneuries qui prennent l'habitude de se tourner vers la cour de France : les populations qui souffrent d'un morcellement accompagné de guerres et de pilleries, regardent au loin vers la justice du roi de France.

L'expédition de 1444, qui conduit le Dauphin Louis devant Bâle et le roi sous Metz, est un acte de haute importance ; c'est un anneau de la chaîne, un moment interrompue par l'invasion anglaise, de la politique française dans cette zone indécise de l'ancienne Lotharingie qui relève de l'Empire, mais où l'empereur n'apparaît guère, où seigneurs, évêques et villes s'occupent d'abord de garder leur indépendance et où les langues française et germanique se comprennent et s'enchevêtrent. L'acte de Charles VII n'est pas un incident ; son dessein est à longue portée. Se débarrasser des bandes d'écorcheurs n'est que l'occasion, le moyen ; il s'agit de faire échec aux ambitions de Philippe le Bon. La puissance du duc est une menace permanente pour le roi ; il tient la Somme et les places du Santerre, Roye, Montdidier, à quelques lieues de Beauvais, c'est-à-dire ce passage de toutes les invasions, la route Escaut-Oise, l'isthme qui sépare le cours de l'Oise de la Haute-Somme. Par Rethel, il est près de Reims ; de Bar-

sur-Seine, il touche à Troyes ; au Sud, il est à Auxerre, à Nevers, à Cosne ; il confine au duché de Bourbon. Il travaille à s'étendre dans la vallée du Rhône ; il donne en 1430 des troupes à Jean de Châlon qui cherche à joindre ses domaines de Franche-Comté avec sa principauté d'Orange ! De Dijon, de Besançon ou



ENGAGEMENT DE SUISSES MERCENAIRES

(D'après une estampe allemande du Musée de l'Armée.)

d'Auxerre, le duc a trois chemins pour gagner ses possessions des Pays-Bas : par l'Alsace et les bords du Rhin, par la Lorraine et le Luxembourg, par la Champagne et le pays de Liège. La politique de Philippe le Bon et de Charles le Téméraire consiste à frayer un passage, par force ou par diplomatie, dans ces trois directions. La politique française travaille à leur fermer ces routes. Le duc

de Bourgogne pousse du Sud au Nord ; le roi de France fonce droit vers l'Est : il coupe à angle droit l'effort bourguignon et il va chercher, au delà du Rhin et du Jura, l'alliance d'Autriche et des Cantons suisses. Tel est le sens de l'expédition de 1444.

Le Dauphin paraît devant Bâle ; il a une chaude affaire avec un corps de fantassins suisses qu'il écrase, mais dont l'héroïque attitude lui inspire le désir d'avoir pour alliés de si fiers soldats (combat de Saint-Jacques près Bâle, 26 août 1444). Il signe avec les cantons un traité de « bonne intelligence et ferme amitié » (28 octobre). Nouveau traité d'« intelligence perpétuelle » en 1452. Ces premiers pactes n'eurent pas d'effet immédiat, mais ils préparèrent « l'alliance perpétuelle » qui suivit Marignan et qui dura jusqu'à la Révolution. En Alsace, les écorcheurs laissèrent de détestables souvenirs ; mais le roi de France avait montré qu'il pouvait et voulait faire sentir sa puissance jusqu'au Rhin. Des deux côtés, en prévision de la grande lutte, on prenait ses dispositions, la France avec les Suisses, la Bourgogne avec la Bavière (traité d'alliance du 11 octobre 1444).

Plus importante encore est l'expédition dirigée par Charles VII lui-même. Il paraît à Épinal, qui se donne à lui, et devant Metz, qui ferme ses portes ; aux gens de Metz il déclare qu'il prouvera, par les chroniques et l'histoire, qu'ils ont toujours été sujets du royaume. On signe un traité de paix. Toul accepte la protection du roi, mais non la sujétion. Verdun reconnaît qu'elle est sous la sauvegarde du roi et verse l'arriéré de ses redevances. Charles VII négocie avec les princes, évêques et villes du pays rhénan qu'alarme le remuant duc de Bourgogne. L'électeur palatin, les archevêques électeurs de Trèves et de Cologne, Frédéric, électeur de Saxe, Guillaume, duc de Saxe, le duc de Juliers, d'autres encore signent des traités avec le roi de France. Ces promenades militaires et ces négociations inquiètent l'empereur Frédéric III ; ses ambassadeurs viennent sans succès se plaindre auprès du roi. La France, dans toute la zone intermédiaire, nie en fait les prétentions de l'empereur, qu'elle tient pour usurpées sur ses propres droits, en négociant directement avec les seigneurs laïques ou ecclésiastiques qui y règnent et dont elle reconnaît l'indépendance. Elle étend jusqu'au Rhin une politique d'influence. En Lorraine, c'est autre chose ; le 11 septembre 1444, le roi écrit qu'il est venu « pour donner remède à plusieurs usurpations et entreprises faites sur les droits de nos royaume et couronne de France en plusieurs pays, seigneuries, cités et villes, estans deça la rivière du Rhin, qui d'ancienneté vouloient estre et appartenir à nos prédécesseurs roys de France, et icelles remettre et réduire à nostre seigneurie et bonne obéissance ». La politique qui conduit Charles VII devant Metz et

qui y fera entrer Henri II est l'un des desseins permanents de la monarchie française.

LOUIS XI ET LA POLITIQUE DE BOURGOGNE

Avec Louis XI, la lutte contre la maison de Bourgogne prend le caractère aigu d'une tragédie nationale. Charles le Téméraire est un personnage étrange et mal équilibré, brillant chevalier, très cultivé, ami des arts, appliqué et probe, et en même temps, impulsif, brutal, ambitieux et fastueux sans mesure ; il donne à la fois l'impression d'un magnifique seigneur passionné pour la gloire et d'un brouillon dont les desseins aboutissent à la catastrophe que lui prépare dans l'ombre l'art subtil de Louis XI. Il fait penser, par certains côtés maladroitement chevaleresques, aux premiers Valois et, d'autre part, il annonce son arrière-petit-fils Charles-Quint. Il se disait volontiers Portugais, Anglais, Lorrain ; il est le premier de sa lignée qui ne soit vraiment plus un prince français. Son règne est à la fois l'apogée et la ruine de la politique de Bourgogne. Dans l'espace resserré où s'exerce son activité, il ne peut plus grandir à moins de devenir le roi de France ou l'empereur et, s'il ne grandit plus, il est condamné à périr. Il voulut être roi et empereur ; il rêva de mener en Orient une croisade sur les pas d'Alexandre le Grand, son héros et son modèle. Olivier de la Marche, qui vécut dans l'intimité du grand duc d'Occident, répondant à ceux qui l'ont accusé de « vouloir entreprendre sur ses voisins et conquérir le monde sur autrui », définit ainsi sa politique : « La volonté et extrême zèle qu'il avait au service de la foi chrétienne et à l'augmentation de l'Eglise lui faisait entreprendre et faire ce qu'il faisait. Car son désir et affection était d'aller contre les Infidèles en sa personne, et désirait se faire si grand et si puissant qu'il pût être conducteur et meneur des autres ; et, si Dieu lui eût donné vie et prospérité, il eût montré par effet que mon récit, en cette partie, est véritable, car je le sais par lui-même, non pas par ouï-dire à autrui. »

Le point culminant de sa carrière, c'est l'entrevue de Trèves avec Frédéric III, à la fin de septembre 1473. Charles espère obtenir de l'empereur la couronne royale ; il offre sa fille unique, Marie, pour Maximilien, fils de Frédéric III. Au milieu des fêtes, où le faste du duc de Bourgogne humilie le besogneux Habsbourg, les entretiens politiques vont leur train, mais, une belle nuit, sans tambour ni trompette, l'empereur s'éclipse : le rêve est fini. Charles obtient cependant un grand succès : le 30 novembre 1475, il occupe Nancy ; c'est la réalisation d'un de ses projets favoris ; c'est aussi un terrible danger pour la France, car c'est la jonction,

par la Lorraine, des États bourguignons et des pays rhénans et belges. Mais la catastrophe est proche. L'astucieux Louis XI jette le nouvel Alexandre sur les piques des Suisses : c'était la plus redoutable force militaire du temps, une infanterie disciplinée et offensive. Le pauvre duc s'y enferra, et c'en fut fini de la politique de Bourgogne.

La lutte contre son fastueux cousin, c'est la grande affaire de Louis XI. L'attaque bourguignonne vient de l'Est et du Nord ; elle est donc une véritable invasion étrangère. Elle se mène en France des complicités féodales ou apanagées. La



LOUIS XI

(D'après une médaille de Francesco Laurana.)
(Cabinet des Médailles de la Bibliothèque Nationale.)

première fois, elle pénètre jusqu'à Paris (combat de Monthéry, 16 juillet 1465) ; la seconde fois (1472), elle descend par la grande route des invasions, le long de l'Oise, prend Nesle, Roye, Montdidier, échoue devant Beauvais et s'en va ravager le pays de Caux. Il n'y a pour Paris et la France aucune sécurité tant que cette barrière de la Somme n'est pas française. Louis XI ne cesse de chercher les moyens de se l'assurer. Le roi ami des bourgeois, des gens « de petit estat », oriente ses combinaisons à cette fin. Son activité est prodigieuse, presque fiévreuse ; il est sans cesse en voyage ; constamment son esprit travaille, imagine, combine ; il a des yeux et des

oreilles partout ; il sait tout ; partout vont ses envoyés officiels et ses agents secrets, semant l'or, soudoyant les consciences, mijotant la trahison, débauchant les conseillers de son adversaire, Commynes entre autres. Il n'aime pas les moyens violents et se défie des militaires ; roi politique et roi diplomate s'il en fut. Ses ambassadeurs sont à Trèves pendant l'entrevue de 1473, endoctrinant les électeurs, travaillant les princes, ameutant la fidèle mais coûteuse clientèle rhénane des rois de France contre le Téméraire. Ils sont en Italie et en Espagne, en Hongrie et en Pologne, en Écosse et en Bretagne, en Angleterre et en Autriche.

Pour venir à bout du duc de Bourgogne, il faut d'abord n'avoir pas à redouter une invasion anglaise, car la France n'a jamais pu faire face sur le Rhin si elle est menacée à Calais et à Boulogne. Le souvenir de la guerre de Cent ans pèse toujours sur la politique française ; elle regarde l'Angleterre comme une puissance

redoutable qu'il faut à tout prix maintenir dans son île ; la diplomatie de Bourgogne travaille au contraire à la ramener sur le continent et à renouveler l'alliance qui faillit perdre la France. Mais les Anglais sont désabusés des entreprises continentales. C'est Louis XI qui l'emporte par les largesses et l'habileté de sa diplomatie, par l'art avec lequel il attise adroitement les dissensions intérieures. Les Anglais ne passèrent qu'une seule fois le détroit. Ce fut une chaude alarme ! Le roi accourt sur la Somme, les cajole, les renvoie, soûls d'argent et de bonne chère. Le traité de Picquigny, 29 août 1475, est comme une nouvelle et définitive terminaison de la guerre de Cent ans.

Louis XI a encore à veiller sur le duc de Bretagne, prince étranger, lui aussi, qui menace d'étouffer la France quand il est allié du Bourguignon (traité d'Ancenis, 10 septembre 1468). Il cherche à mettre la main sur la Savoie ou à y établir son influence, car c'est le moyen d'encercler la Bourgogne par le Sud. En Italie, il s'en tient à un rôle d'arbitrage. En Espagne, il vise à s'assurer la frontière des Pyrénées et travaille, sans succès d'ailleurs, à

empêcher l'unité de s'achever. La grande affaire est d'isoler le duc Charles, de séparer ses possessions du Nord de celles de Bourgogne ; de là les pratiques de Louis dans la vallée de la Meuse, à Liège, à Dinant, où il soutient le parti démocratique contre le prince-évêque Louis de Bourbon, neveu de Philippe le Bon, et contre le parti aristocratique appuyé par la Bourgogne. Les villes de la Haute-Alsace, Bâle, Colmar, Mulhouse, Strasbourg, Schlestadt, le margrave de Bade, concluent la « Basse Alliance » (14 mars 1473) afin d'empêcher la plaine entre Vosges et Forêt-Noire de devenir un couloir de communication à l'usage du duc Charles ; le roi les soutient discrètement, comme il aide le duc de Lorraine, qui, en 1474, devient son allié et, à son instigation, entre dans la « Basse Alliance » ; surtout il leur procure le concours des Suisses, réconciliés avec le duc d'Autriche, « et croy, dit



PHILIPPE LE BON ET CHARLES LE TÉMÉRAIRE
(D'après un dessin de l'époque).

Commines, que ce fut une des plus saiges choses qu'il fit oncques en son temps ». En effet, Suisses, maison d'Autriche, Bade, Haute-Alsace, Lorraine : le barrage est complet ; le Bourguignon ne passera pas ; il ira mourir devant Nancy. Louis XI, bon veneur, a découpé la meute, rassemblé les chasseurs qui traquent le noble gibier ; et c'est lui qui sonne l'hallali.

L'HERITAGE DE BOURGOGNE Moment décisif de notre histoire : la « zone intermédiaire », l'ancienne Lotharingie et, en plus, l'actuelle Belgique et tout le Nord de la France, vont-ils revenir à la couronne avec l'héritage entier de Marie de Bourgogne, fille unique du feu duc, filleule et vassale du roi, qui aurait dû, selon les lois de l'Église et le droit féodal, être protégée par lui et mariée par ses soins ? Si Louis XI avait disposé, à point nommé, d'un fils en âge d'épouser Marie, l'histoire de l'Europe eût été changée. Elle l'eût été encore si la politique du roi s'était montrée moins tortueuse, sa diplomatie plus loyale, ses troupes moins pillardes. Il semble que Louis XI se soit rendu compte que ni l'empereur, ni le roi d'Angleterre, ni les Suisses, ni tout ce qui constituait alors l'Europe, ne permettraient qu'un si riche héritage lui échût tout entier et qu'une telle rupture d'équilibre s'opérât à l'avantage de la France ; il limite ses ambitions, met la main sur « la duché » de Bourgogne et « la Comté », qui est terre d'Empire ; par là il devient voisin des Suisses et des possessions des Habsbourg en Haute-Alsace. Il prend tout de suite ces « terres et seigneuries de Picardie », sans lesquelles l'Ile-de-France reste ouverte aux invasions. Il fait une discrimination entre ce qu'il regarde comme français et devant lui revenir : Artois, Flandre, Hainaut et les deux Bourgognes, et tout le reste qu'il abandonnera « à aucuns seigneurs d'Almagne qui seroient ses amys et qui lui aideroient à exécuter son vouloir ». Voilà sa conception : une France presque dans ses limites actuelles, moins étendue à l'Est (Lorraine, Alsace, Savoie) mais englobant au Nord le pays flamand et le Hainaut. Entre Meuse et Rhin il désire voir se développer de petits États souverains sur lesquels s'exercera l'influence de la diplomatie et le rayonnement du génie français. C'est déjà la politique de Richelieu, de Mazarin, de Louis XIV. Mais, pour la première fois, il se heurte à une résistance nationale ; les cruautés de ses troupes, ses procédés brutaux (destruction d'Arras, etc.), ont effrayé les Flamands qui restent fidèles à leur jeune duchesse. Ils arrêtent et décapitent les deux conseillers Humbercourt et Hugonet qui engageaient Marie à épouser le jeune Charles, Dauphin de France, qui avait sept ans ; le 21 avril 1477 la duchesse accorde sa main à Maximilien, fils de l'empereur Frédéric III, et l'épouse le 19 août. Les pays du

Nord résistent aux armées de Louis XI ; la Flandre et le Hainaut échappent au roi. Les Flamands entendent se dérober aussi à l'autorité directe de Maximilien, en spécifiant le maintien ou la restitution de leurs franchises et de leurs privilèges. Le traité d'Arras (23 décembre 1482), après la mort de la duchesse Marie, sanctionne cet état d'équilibre ; l'Artois et la Franche-Comté devront former la dot de la petite Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien et de Marie de Bourgogne, sœur de Philippe le Beau, qui est fiancée au Dauphin Charles et amenée à la cour de France pour y être élevée. Louis XI reste nanti des deux provinces, ainsi que de la Picardie et du duché de Bourgogne.

Ainsi s'achève la première phase de la longue lutte de la monarchie française pour rompre le cercle d'États ennemis qui l'enserme. Peu s'en fallut que la maison apanagée de Bourgogne ne portât à la maison d'Autriche un bon morceau de la France de l'Est et du Nord. L'œuvre de Louis XI a été de reprendre à peu près tout ce qui dépendait de la couronne et même quelque chose de plus (Franche-Comté), mais il n'a pas joué la partie



MAXIMILIEN D'AUTRICHE
(D'après A. Durer).

complète ; ce virtuose de l'intrigue diplomatique a méconnu que l'efficacité de la diplomatie est limitée ; il n'a pas osé, au moment décisif, employer un mode d'action plus péremptoire afin d'empêcher le mariage de l'héritière de Bourgogne avec Maximilien d'Autriche. Le fils issu de ce mariage, Philippe le Beau, épousera Jeanne, héritière des couronnes d'Espagne, et ainsi se constitue, autour de la France, la plus formidable puissance qui ait paru en Europe depuis Charlemagne. Après le partage de 843, le mariage de 1477 est l'un des grands désastres de notre histoire. Louis XI, du moins, avait réussi à en pallier les effets en fortifiant la cohésion intérieure de la France, en annexant la Comté, l'Artois, le Roussillon, la Provence. Il pouvait se rendre à lui-même ce témoignage, dans ses

instructions au Dauphin, qu'il n'avait « rien perdu de la couronne mais icelle augmentée et accrue ».

L A DÉSASTREUSE POLITIQUE DE CHARLES VIII

Coalition de Maximilien, de Ferdinand d'Aragon, de Henri VII d'Angleterre pour empêcher la Bretagne d'aller à son destin, c'est-à-dire à la grande patrie française, intrigues et soulèvements féodaux : le gouvernement de Pierre et Anne de Beaujeu fait face à toutes les difficultés. Maximilien, déjà veuf de Marie de Bourgogne, morte en 1482, épouse par procuration Anne de Bretagne ; il va achever l'encerclement de la France ; il pourra attirer de nouvelles invasions anglaises et fomenteur des guerres féodales. Il faut empêcher la consommation d'un tel mariage. Charles VIII revendique son droit de suzerain et épouse Anne (6 décembre 1491).



ANNE DE BRETAGNE

(D'après une miniature du livre d'heures d'Anne de Bretagne).

C'est un succès. Mais il a fallu renvoyer la petite Marguerite d'Autriche dont la dot, touchée d'avance, était l'Artois et la Comté de Bourgogne. Louis XI eût peut-être rendu l'enfant, tout en gardant la dot. Son fils n'est qu'un bon jeune homme, maladif, nerveux et de médiocre entendement, incapable de s'appliquer aux affaires, proie des intrigants et des flatteurs. Il n'écoute personne et veut en faire à sa tête. Pressé de partir pour l'Italie, il signe avec Henri VII, dont les troupes assiègent

Boulogne, le traité d'Étaples (3 novembre 1492) : moyennant une grosse somme, les Anglais repassent la Manche ; décidément ils ne viennent plus chercher en France que des subsides et leur politique ressemble à un chantage. Avec l'empereur, Charles VIII conclut le traité de Senlis (23 mai 1493) qui cède à Maximilien la Franche-Comté, le Charolais, l'Artois. Le sort définitif de Mâcon, Auxerre et Bar-sur-Seine reste en suspens ; la France les garde provisoirement. Il faut dire que la Franche-Comté était envahie par les troupes impériales, et qu'un complot les avait introduites dans Arras. Charles VIII porte la peine des excès commis par les troupes de Louis XI et des procédés durs et cruels du roi lui-même. Pour garder les deux provinces, il aurait fallu faire la guerre à la coalition nouée par Maximilien, avec l'Angleterre et l'Espagne. Le roi d'Aragon est beau-

coup moins menaçant ; Charles VIII lui restitue cependant, par le traité de Barcelone (19 janvier 1493), le Roussillon et la Cerdagne et lui fait remise de 200 000 écus prêtés par Louis XI. Il admet que la Navarre revendique la protection de la Castille. Ainsi tous les boulevards dont le prudent Louis XI avait flanqué son royaume, son fils les abandonne ; il ne s'aperçoit pas qu'il ouvre de trois côtés les portes à l'invasion, et c'est après avoir donné une pareille preuve de faiblesse, qu'il va s'enfoncer dans la péninsule, laissant son royaume à la discrétion de voisins tels que Maximilien, Ferdinand d'Aragon et Henri VII !

LA POLITIQUE FRANÇAISE EN ITALIE. CHARLES VIII ET LOUIS XII

substituer, à Milan et à Rome, son influence à celle de l'empereur et de l'Es-



CHARLES VIII

(D'après une miniature attribuée à Robert Testard).

Qu'allait-il faire en Italie ? Déposer à Naples la maison d'Aragon, La jeune imagination du fils de Louis XI s'enchantait de la généreuse mais téméraire ambition de combattre le Turc. Que de chimères ! La péninsule italienne sera sa base d'opérations, l'appui moral du Saint-Siège son titre de droit, le royaume de Naples son point de départ pour des aventures épiques. Depuis la chute de Constantinople (1453) et la conquête de la péninsule des Balkans, le Turc est la terreur de la Chrétienté. Pour l'aller combattre, il n'est pas besoin de faire de longs voyages : en 1493 il est en Carniole et en Carinthie, c'est-à-dire tout près de Venise et de Vienne ; il est sur la côte Est de l'Adriatique et dans tout ce Levant avec lequel les ports de la Méditerranée eurent, pendant tout le Moyen âge, de si fréquents rapports. Quelle gloire, pour un jeune prince, de vaincre l'ennemi du nom chrétien ! Quel profit et quelle puissance ! L'Italie, d'ailleurs, attire par l'éclat d'une civilisation brillante, par un renom de richesse et de corruption qui éveille la curiosité et allume le désir d'un jeune homme

entouré de soldats et de profiteurs. Les rois de France avaient toujours eu, même

au fort de la guerre de Cent ans, des affaires militaires et politiques en Italie ; leurs légistes n'étaient pas en peine de fournir tout un arsenal de droits sur divers États de la péninsule. Les circonstances n'obligeaient pas Charles VIII à passer les monts et à s'enfoncer jusqu'à Naples ; la situation du royaume et de l'Europe devait au contraire l'en détourner. La première guerre d'Italie est vraiment une aventure, une expédition de magnificence et de foi chevaleresque.

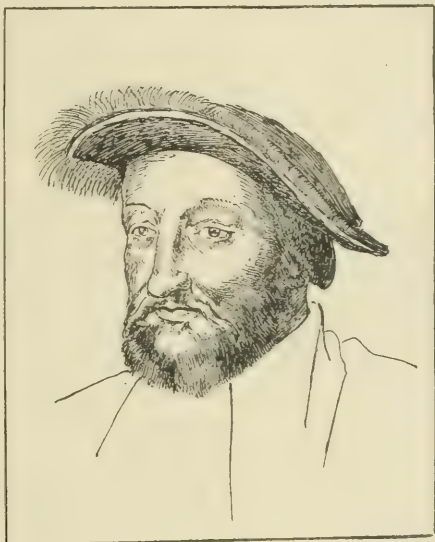
Mais la présence des Français en Italie suffit à poser un problème d'équilibre européen. L'Italie devient le centre de l'activité diplomatique et militaire. Toute l'œuvre de Louis XII est orientée vers le duché de Milan qu'il eût peut-être gardé s'il n'avait aussi voulu conquérir Naples de concert avec le plus adroit et le plus fourbe des souverains de ce temps, Ferdinand d'Aragon. Louis XII n'est pas de taille à tenir tête à la savante escrime diplomatique des princes de la Péninsule. Maximilien et sa fille Marguerite, l'une des meilleures têtes politiques du temps, travaillent avec agilité à resserrer tout autour de la France, depuis Arras jusqu'en Espagne, la chaîne des possessions qui seront le domaine de Charles-Quint. Et c'est peut-être par la crainte de voir le cercle se fermer que l'intervention de nos rois en Italie trouve sa justification. Les visées de Louis XII sur la péninsule sont moins nationales que ne le deviendra, sous l'aiguillon du danger, la politique de François I^{er} ; elles sont plus mêlées de souvenirs féodaux ; dans l'incroyable enchevêtrement des négociations qui s'entre-croisent, il est difficile de saisir une ligne directrice : les traités de Blois, la ligue de Cambrai, la guerre contre Venise, nous semblent aujourd'hui en contradiction avec ce que nous voyons, plus clairement que les contemporains, être l'intérêt français. A la fin le Milanais est perdu, les Anglais font une brève réapparition dans le Nord, et les Germano-Suisses pénètrent jusqu'à Dijon. Vaille que vaille, les frontières, telles qu'elles étaient en 1498, sont sauvegardées. Le règne de Louis XII et sa politique apparaissent ainsi comme la préface un peu confuse du grand duel qui va s'ouvrir.

II. — FRANÇOIS I^{er} : LA POLITIQUE D'ÉQUILIBRE

Avec le règne de François I^{er}, nous entrons dans la politique moderne, dans l'âge diplomatique. C'est l'époque où le rôle et les prérogatives des ambassadeurs se précisent ; l'idée d'équilibre s'implante, les méthodes, les conceptions, les procédés politiques qui se fixent alors ont survécu jusqu'à nous et c'est pourquoi nous

avons cru pouvoir commencer à cette date l'histoire diplomatique de la France. La lutte de François I^{er} et de Charles-Quint inaugure cette ère nouvelle.

A lire les mémoires et les documents du temps, il ne semble pas que le sentiment national soit nettement dégagé et parle très haut. L'action se passe dans un cadre encore tout féodal : il n'est question que des « droits du roi », définis par les légistes ; les grands desseins politiques sont souvent primés par des combinaisons de mariages ; on fiance les enfants au berceau et, pour dot, on leur assure des provinces ; le péril que la grande maison apanagée de Bourgogne a fait courir à la couronne française n'a pas servi de leçon. Charles-Quint ne cesse de revendiquer l'héritage de Charles le Téméraire, dont il porte le blason et la Toison d'or ; François I^{er} invoque des raisons de même ordre pour réclamer Milan et Naples. La féodalité et la chevalerie n'ont transmis aux hommes de ce temps, nourris des lettres anciennes, que leurs aspects de parade et de façade ; les grandes vertus du treizième siècle ont fait place à des mœurs et à des passions brutales sous la politesse du décor. La fleur de chevalerie survit dans le cœur d'un Bayard ; elle disparaît de la politique. Charles-Quint et François I^{er} s'envoient de solennels défis par hérauts d'armes splendidement accoutrés, mais ces formes courtoises ne sont qu'un trompe-l'œil ; l'époque de François I^{er} ressemble aussi peu à celle de saint Louis que le Roland de l'Arioste au héros de la Geste. Pas une négociation où il ne soit fait mention du vœu des princes de pacifier la Chrétienté pour aller ensuite, comme bons compères et compagnons, à la bataille contre le Turc sous la houlette de saint Pierre. Est-ce pure formule de style ? Non. Dans l'esprit des hommes il y a place pour des idées et des sentiments contradictoires ; les gens de ce temps-là étaient encore trop près du Moyen âge — et d'ailleurs le péril turc



FRANÇOIS I^{er}
D'après Clouet.

était trop près d'eux — pour que l'idée de l'unité chrétienne se dressant face à l'Islam fût morte dans leur conscience. Charles accusait François de favoriser les entreprises des ennemis du nom chrétien, mais s'il s'agissait de s'entendre (négociations de Cambrai), ses diplomates commençaient par réclamer la moitié du royaume. La France, menacée d'étouffer dans l'étau que resserre autour d'elle la puissance des Habsbourg, finit par s'allier au Turc. A cette époque d'absolutisme royal, la nation française ne fait guère entendre sa voix, mais elle est, pour ainsi dire, sous-jacente ; le roi lui-même fait appel à la force de l'opinion quand il a besoin de se dégager de quelque imprudent traité. L'idée d'une France une et indivisible, que proclamèrent les hommes de la Révolution, se manifeste dès le quinzième et le seizième siècle par la lutte contre les Anglais d'abord, contre Charles-Quint et Philippe II ensuite. Décor féodal, réalité nationale.

LA FRANCE DE FRANÇOIS I^{er} La France de François I^{er} est, pour une grande politique, un instrument robuste et bien en main. L'unité nationale, qui est une forme du besoin d'ordre, s'opère par la centralisation monarchique : Depuis la fin de la guerre de Cent ans, la France travaille, trafique, s'enrichit. La classe moyenne prend de plus en plus sa part des charges gouvernementales. La bourgeoisie porte la royauté et s'appuie sur elle à la fois pour détruire la noblesse et pour y pénétrer. Entre le pays et le roi il y a communication et communion ; le pouvoir du roi est à la fois limité et soutenu par les multiples organismes pleins de vie et de sève qui se développent sur la terre de France. Le gouvernement est surtout entre les mains des « gens du roi », parfois grands seigneurs, tel un Montmorency, le plus souvent gens de petite noblesse ou de roture, gens de robe, soit d'Église, soit de judicature, qui s'instituent les gardiens de la tradition politique d'autant mieux qu'eux-mêmes forment des dynasties de ministres et se transmettent les bénéfices et les charges. Le roi recrute parmi eux les diplomates qu'il charge de conduire les négociations qui, par toute l'Europe, entremêlent leurs fils. Il y a donc aussi des dynasties de diplomates : les de Selve, les du Bellay, les Noailles. D'autres, moins grands personnages, sont employés aux missions secrètes ; ce sont parfois des étrangers entrés au service du roi : tel Antonio Rincon, qui fut chargé d'importantes négociations dans l'Europe orientale. La royauté a en main des instruments de premier ordre ; mais, si elle est riche, il lui manque de bonnes finances ; si elle a des hommes, il lui manque une forte armée nationale bien commandée et disciplinée. Sur la puissance de Charles-Quint, la France a l'avantage de la centralisation et de la position géographique

qui lui permet, comme on dit en termes militaires, de manœuvrer sur les lignes intérieures. Les contemporains ne s'y sont pas trompés : « le royaume se peult trop mieulx passer de tous les aultres que les aultres de lui », dira le chancelier Duprat à l'assemblée des délégués des villes (mars 1517). C'est ce qu'on exprimait aussi en disant que les rois de France ont « l'Empire dans leur royaume ».

A l'heure où le jeune duc d'Angoulême devient roi sous le nom de François I^{er}, le 1^{er} janvier 1515, il n'est guère que l'enfant gâté d'une mère ambitieuse et énergique, il aime vivre et se laisser vivre ; il travaille peu et sans assiduité, il préfère la vie de plein air, d'exercices physiques et de fêtes élégantes qu'il mène avec sa cour dans ses châteaux de la Loire ; il est chasseur passionné et souvent les ambassadeurs étrangers se plaignent d'être obligés d'aller le trouver au fond de ses forêts et d'obtenir audience entre deux laisser-courre. Séduisant et séducteur, brillant et adroit, il se plaît à la société des femmes, des artistes, des lettrés. Aux affaires, il apporte un jugement assez averti pour comprendre que son intérêt s'identifie à celui de la France ; il a un sentiment très haut de la dignité royale et c'est par là, surtout après sa captivité à Madrid, qu'il prit pleine conscience de la terrible partie qui se jouait entre Charles d'Autriche et lui. Si ses goûts, ses manières, ses plaisirs, sont d'un chevalier et d'un dilettante, sa politique est réaliste et positive. Ses conseillers, sa mère, Louise de Savoie, d'abord, son chancelier Duprat, Florimond Robertet, les Semblançay, Anne de Montmorency, ont sans doute une large part dans le gouvernement, mais François I^{er}, comme Louis XIV, bien qu'avec moins d'assiduité et de solennité, ne cesse de remplir sa fonction royale.

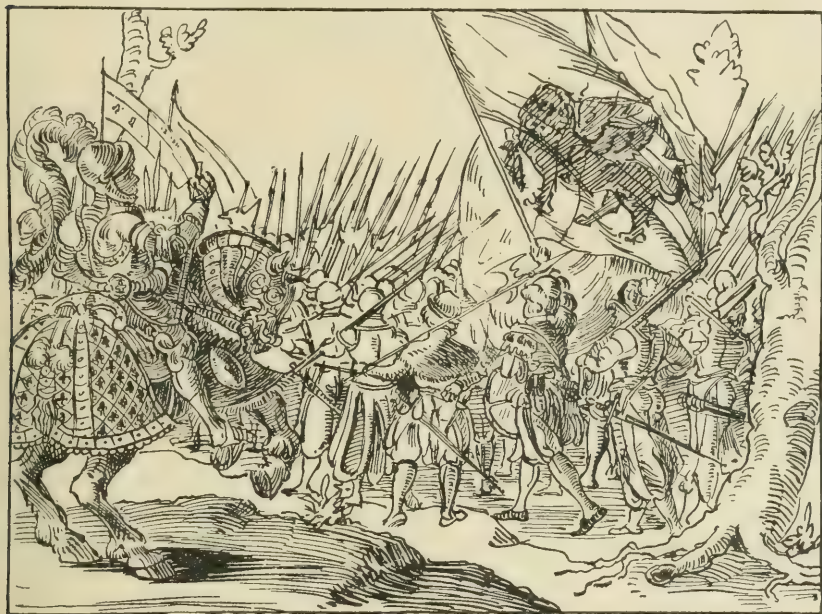
MARIGNAN ET L'ALLIANCE AVEC LES SUISSES

François I^{er} entre en scène avant Charles-Quint et débute par un coup de maître dont l'éclat rejaillit sur tout son règne et a caché, même à la postérité, bien des faiblesses et des revers. A peine affermi sur le trône, il descend en Italie pour revendiquer, casque en tête, son duché de Milan et porter remède à la situation désastreuse que Louis XII vieillissant n'avait pas su prévenir. La ligue de Malines (5 avril 1513) s'était renouée. Elle englobait dans une commune hostilité contre la France, l'Espagne, l'Empire, Florence, Milan, et, ce qui était plus grave, les Suisses. Léon X était l'inspirateur de la coalition. En vain le plus grand esprit politique de l'époque, Machiavel, avait représenté au pape Médicis que la France avait tout intérêt à l'indépendance du Saint-Siège et qu'au contraire l'Espagne et l'Empire, étroitement alliés et bientôt unis sous un même prince, devaient nécessairement tendre à mettre la papauté en tutelle et à se servir d'elle comme d'un instrument

de domination universelle. Les Suisses étaient, sous le nom de Maximilien Sforza, les vrais maîtres du Milanais ; le duc n'existait que par la protection de cette démocratie militaire qui avait formé la plus redoutable et la plus manœuvrière des armées du temps. Milan, centre géographique de la plaine lombarde, est le nœud des routes qui descendent de l'hémicycle des Alpes pour se diriger vers les passages des Apennins ou vers l'Adriatique. Que l'on vienne de France pour gagner la Toscane, Venise ou l'Émilie, qu'au contraire on débarque à Gênes ou à Savone pour se diriger vers l'Allemagne ou la Suisse, il faut traverser les domaines du duc de Milan ou ceux du duc de Savoie. Les Suisses occupent toutes les issues ; ils ont mis la main sur le débouché des vallées qui, de leur pays, conduisent à Milan : la Valteline, Bellinzona, le lac de Côme. Ils poussent leurs garnisons jusqu'à l'issue des vallées piémontaises d'où peut venir l'armée du roi de France. Les Suisses de cette époque ne sont plus seulement des mercenaires au service de qui les paye ; ils ont des chefs, une âme, l'âme véhémement du cardinal de Sion, le fougueux Mathias Schinner, l'ami et l'allié de Jules II, ardent comme lui à expulser d'Italie « les Barbares ». Les riches plaines de la Lombardie ont toujours attiré les montagnards des Alpes ; les Suisses, en 1515, étaient établis à demeure dans le Milanais, ils cherchaient à s'étendre aussi le long du lac Léman aux dépens du duc de Savoie, en Bourgogne aux dépens du roi de France. La première des démocraties paysannes que l'histoire de l'Europe connaisse était devenue conquérante. Charles VII et Louis XI avaient compris toute l'importance de cette république, mère de soldats et surtout de fantassins. Les ennemis de la France s'étendaient en demi-cercle autour d'elle ; il s'agissait déjà — il s'agira bien plus encore quand Charles d'Espagne s'appellera l'empereur Charles-Quint — de briser l'encerclement, de pratiquer des brèches. Les armées suisses, si elles étaient alliées de la France, permettraient précisément de couper la ligne d'investissement au point où elle était le plus mince, entre les Vosges et les Alpes. Les Suisses alliés de Charles-Quint, c'eût été les passages des Alpes assurés à l'empereur maître des Espagnes, des Flandres et des Allemagnes ; c'eût été aussi l'infanterie suisse combattant à côté des gens de pied espagnols, brabançons et des lansquenets d'Allemagne. Si les Suisses avaient été les alliés de Charles-Quint, le problème des communications par terre était résolu contre la France. Voilà ce que la victoire de Marignan a empêché.

La campagne de 1515 a montré aussi toute la valeur de l'alliance que Louis XII avait heureusement retrouvée après l'avoir si maladroitement perdue, l'alliance de Venise (ligue de Blois, 1513). Sans parler de sa puissance navale et financière, Venise était, pour la France, l'État situé de l'autre côté du cercle que ses ennemis tendaient

à resserrer autour d'elle : elle avait les mêmes ennemis que la France, l'empereur, les Sforza. Les rois de France, à cette époque, devaient s'attacher à l'alliance de la sérénissime République pour des raisons permanentes, analogues à celles qui ont fait rechercher l'alliance de Gustave-Adolphe par Richelieu et, par la



LES VÉNITIENS A MARIGNAN
(D'après le *Kriegsbuch* de Trousberger, 1575).

troisième République, celle de la Russie. Sur le champ de bataille de Marignan on vit les effets de cette heureuse politique ; les Suisses commencèrent à lâcher pied quand ils entendirent, derrière leurs épais bataillons, retentir les cris de : « San Marco, San Marco » !

F FRANÇOIS I^{er}
EN ITALIE Maximilien, toujours en retard parce qu'il était toujours sans le sou, descendait des monts avec une grosse armée ; il s'approche de Marignan quelques jours après la bataille, puis, tout à coup, aban-

donnant ses troupes qui se disloquent, court se cacher dans Vérone : victoire morale, pour François I^{er}, après la victoire militaire. Marignan ne fut pas une journée stérile. Les Suisses, étonnés de se voir, pour la première fois, vaincus en bataille rangée, conçurent une haute idée du roi de France et de sa force ; les Français, de leur côté, éprouvèrent pour leurs adversaires admiration et respect. La paix sortit de la mutuelle estime de ces braves ; elle dura ; elle s'appela la paix perpétuelle et, sauf pendant la crise de la Révolution française, elle n'a pas été interrompue. La « paix perpétuelle » (Fribourg, 29 novembre 1516) a une triple importance. Elle reconnaît l'existence et fait entrer dans le droit public une forme toute nouvelle de société : une république fédérale de paysans et de soldats ; elle ouvre au roi de France le grand réservoir d'infanterie et le ferme à l'empereur ; elle lui ferme aussi les routes du Valais ; la France est désormais assurée qu'aucune domination menaçante pour sa sécurité ne s'installera sur les Alpes ; enfin le traité contient, pour la première fois, une clause qui prévoit l'arbitrage en cas de difficultés entre les deux parties. C'est une grande date de l'histoire.

Après la défaite des Suisses et la fuite de Maximilien, le jeune roi de France, victorieux et magnifique, passe le Pô et s'avance vers le Sud, comme Bonaparte après Rivoli, pour y dicter la loi et imposer la paix. Le voyage est un triomphe. François I^{er}, élégant, cultivé, affable, galant, auréolé du prestige de la victoire, gagne les cœurs. A Bologne, il rencontre Léon X. Le pape arrivait tout tremblant ; il fut séduit par les nobles manières d'un vainqueur de vingt ans. A la conférence de Bologne, le pape et le roi règlent le sort de l'Italie. A Charles d'Autriche le Sud : François I^{er} renonce en sa faveur à ses droits sur Naples (traité de Noyon) ; il épousera une princesse française dont ces droits constitueront la dot. A François le Nord, le duché de Milan avec Parme et Plaisance ; à son allié le duc de Ferrare, Modène et Reggio. Bientôt Maximilien, moyennant 200 000 ducats, rend à Venise, notre alliée, Vérone, c'est-à-dire la route de l'Adige (traité de Bruxelles, 3 décembre 1516). Au centre de la péninsule, l'indépendance du Saint-Siège est assurée, les efforts d'Alexandre VI, de Clément VII, de Jules II surtout et de Léon X, n'ont point été superflus ; l'État pontifical est désormais une force capable, à une époque où achève de s'estomper la notion de Chrétienté et où l'équilibre européen va s'établir, de faire respecter l'indépendance du Siège apostolique. « Naguère, constatait déjà Machiavel quelques années plus tôt, aucun baron n'était assez petit pour ne pas mépriser la puissance papale ; aujourd'hui un roi de France a du respect pour elle. » Ainsi politique d'équilibre, de modération, de paix ; beau moment de la politique française. On a parfois présenté la descente de François I^{er} au

delà des monts comme une réédition de la folle expédition de Charles VIII, une politique de magnificence. Ce n'est là qu'une apparence. Elle correspondait, au contraire, à une vue politique juste et pratique. Les événements, depuis 1492, avaient fait de l'Italie le point vital de la politique européenne ; là était le nœud de toutes les routes qui faisaient communiquer entre eux les États disséminés de la monarchie espagnole. C'est là qu'il fallait frapper : maître de Milan et allié des Suisses, François I^{er} paralysait l'action diplomatique et militaire de son adversaire.

LE CONCORDAT DE BOLOGNE De Bologne, François I^{er} rapporte aussi le Concordat. Aux contemporains, la conclusion du Concordat n'apparut que comme un détail, un accessoire de la grande négociation qui réglait le sort de l'Italie et préparait pour l'avenir une entente et une paix générale, mais, dans l'histoire des relations de la France et du Saint-Siège, il marque une date très importante. Les négociations, conduites par le chancelier Duprat et les cardinaux d'Ancône et de Santi-Quatro, ne furent pas longues. Chaque partie faisait à l'autre les concessions auxquelles, de son point de vue, elle tenait le plus. Les papes, depuis la Pragmatique Sanction de Charles VII, n'avaient jamais cessé de s'en plaindre et de la condamner (1). La Pragmatique Sanction était un acte unilatéral, une décision de l'autorité royale s'arrogeant le droit de disposer, par sa propre et unique volonté, dans l'étendue du royaume, des biens de l'Église et de la nomination aux bénéfices. Elle était la négation des droits du Saint-Siège en matière temporelle ; elle reconnaissait aussi explicitement la supériorité du Concile œcuménique sur le pape. François I^{er} se souciait peu de maintenir en vigueur la Pragmatique pourvu qu'il en gardât les avantages matériels. Déjà, en descendant en Italie, il écrivait à M. de Selliers, son ambassadeur à Rome, qu'il voulait « défendre icelle pragmatique ou, au lieu d'icelle, faire un Concordat qui fût profitable pour l'Église gallicane ». La royauté qui, appuyée sur ses légistes, poursuit, à la grande satisfaction de la bourgeoisie française, l'abaissement de la haute aristocratie, comprend que l'aristocratie épiscopale, depuis les Conciles de Constance et de Bâle, a pris trop de place dans le gouvernement de l'Église ; elle préfère, voulant d'ailleurs rester

(1) Par édit du 7 juillet 1438, Charles VII « sanctionnait » les délibérations de l'Assemblée de Bourges qui avait adhéré aux décisions du Concile de Bâle, dont le pape Eugène IV ne reconnaissait pas l'autorité ; cette « sanction » était « pragmatique », c'est-à-dire, selon les définitions de l'ancienne diplomatique, qu'elle était le résultat « d'une délibération dont l'autorité souveraine ne prenait pas l'initiative, mais qu'elle se contentait d'homologuer ». (G. HANOTAUX, *Sur les chemins de l'histoire. Théorie du gallicanisme*, I, p. 90.)

fermement attachée à l'unité catholique, s'entendre directement avec le chef de cette unité reconstituée.

Sur cette base on pouvait s'accorder. Le pape était l'un des vaincus de Margnan. A cette politique qui mêlait de trop près le Saint-Siège aux querelles de la péninsule et aux luttes de l'Europe, la papauté, qui s'enfonçait dans le siècle, avait perdu une part de la haute autorité morale qu'elle avait exercée au Moyen âge. Cependant, à Bologne, Léon X emporte l'avantage qui lui tient le plus au cœur : le remplacement d'un acte unilatéral, émané de la volonté royale, par un contrat synallagmatique, un Concordat, où de très larges concessions de fait n'entament pas les droits essentiels du Saint-Siège. La papauté, quand elle négocie, n'est intransigeante que sur les principes : *patiens quia aeterna*. De fait, le Concordat de Bologne accorde à François I^{er}, avec quelques modifications, les avantages matériels que Charles VII s'était attribués par la Pragmatique Sanction de Bourges. Le roi a la disposition entière des bénéfices par la nomination des évêques. Le pape garde l'*institution* canonique, c'est-à-dire l'autorité spirituelle. Par le Concordat de Bologne, le gallicanisme épiscopal de Constance et de Bâle est vaincu au profit à la fois du gallicanisme royal et de la monarchie pontificale. La nation française qui dégage au quinzième et au seizième siècle sa forte personnalité et s'incarne dans la personne du roi, rejette toute intervention, toute juridiction étrangère, fût-ce celle du pape : pouvoir absolu des rois, indépendance gallicane à l'égard du Saint-Siège, sont deux termes qui se complètent. Le Concordat, approuvé et sanctionné par les Pères du Concile alors réuni au Latran, consacre la victoire de l'autorité du pape sur les Conciles et clôt l'ère ouverte par le Grand Schisme. En face des nations divisées, la Papauté ne cesse d'affirmer l'unité essentielle de la Chrétienté ; elle se sent, pour le moment, impuissante à remonter le courant des individualismes nationaux : Pie II est mort à la peine sans avoir réussi à entraîner les princes chrétiens contre le Turc ; mais, si elle plie, elle ne rompt pas. Dans l'ère nouvelle qui s'ouvre par le Concordat de Bologne et se termine le 20 septembre 1870, la papauté apparaît surtout comme tenant en Europe le rôle d'une puissance temporelle. La grande époque du Moyen âge, où les peuples se tournaient vers le Siècle de Pierre comme vers le foyer rayonnant de la justice, est close. Pour résister aux absolutismes monarchiques et aux individualismes nationaux qui vont être désormais le régime de l'Europe, la papauté concentre son pouvoir spirituel, fortifie son domaine temporel et entre, elle aussi, dans une ère où ses rapports avec les puissances séculières seront des négociations diplomatiques.

L'ÉLECTION A L'EMPIRE L'élection à l'Empire est la préoccupation dominante des quatre premières années du règne de François I^{er}. Dans cette ambition, comme dans la plupart des grandes affaires de cette époque, se révèle un singulier mélange des anciennes formes politiques du Moyen âge avec les conceptions pratiques issues des intérêts les plus immédiats. Il y a, sans doute, dans la candidature de François I^{er} à la couronne impériale, quelque idée de magnificence. Le roi était jeune, brillant, dévoré du désir de s'illustrer ; la couronne impériale gardait, aux yeux des hommes de ce temps, qui venaient de retrouver l'antiquité, un prestige incomparable qui n'avait d'égal que la majesté de la tiare. Être empereur, c'était la consécration suprême de la puissance qui faisait revivre les souvenirs de l'unité romaine continuée par l'unité chrétienne ; si l'Europe comptait plusieurs rois, il n'y



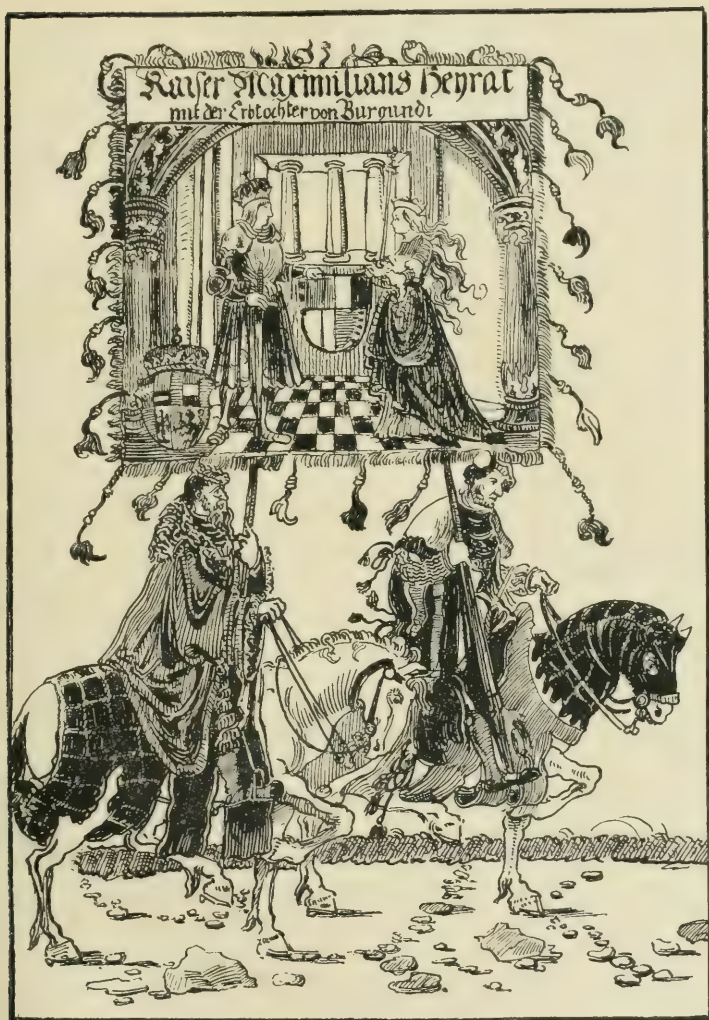
LE PAPE LÉON X (D'après Raphaël).

avait, depuis 1453, qu'un empereur. Que ne pourrait faire un roi de France, maître de l'Italie du Nord, allié des Vénitiens, s'il devenait empereur et unissait, à la plus haute puissance morale temporelle, les ressources et la force que le royaume de France assure à son souverain ? Après Marignan, François I^{er} domine dans la péninsule qui est toujours le lieu de l'Empire ; il a fait alliance avec le pape ; pourquoi, s'il a le pouvoir, n'aurait-il pas le titre ?

Les rois de France ont pris, en face de l'Empire, une position qui n'appartient qu'à eux. Ils ont, depuis les premiers Capétiens, reconnu, sous la pourpre romaine qui n'est qu'un symbole, la réalité du prince allemand ; l'Empire est donc surtout, à leurs yeux, une prolongation factice de la formule de domination romaine au profit de l'Allemagne. L'autorité impériale dissimule l'invasion allemande contre laquelle la monarchie française se met en défense : à Bouvines, elle triomphe de l'Empire. Les légistes du roi de France reconnaissent bien à l'Empire une vague

prééminence, mais sans autorité effective ; c'est un axiome que « le roi de France est empereur en sa terre, » c'est-à-dire qu'il a toutes les prérogatives de la souveraineté sans aucun lien de vassalité. Le roi est, lui aussi, l'héritier de Charlemagne ; « les droits du roi » priment les droits de l'empereur ; la couronne de France ne peut être subordonnée ; elle est « de droit divin ». Quand les rois de France feront commerce d'amitié avec les sultans, le protocole ottoman leur donnera le titre « d'empereur de France ». Si le roi de France devenait empereur, le péril disparaîtrait et le problème se trouverait résolu. Il n'y avait rien d'inouï dans la candidature d'un roi de France à l'Empire, encore que la Bulle d'Or de Charles IV exclût de l'Empire les princes qui ne seraient pas allemands. Philippe-Auguste, Philippe le Bel, Philippe VI, Charles VI, Charles VIII ont aspiré à l'Empire. Et n'avait-on pas vu, récemment, l'empereur Maximilien songer, à la mort de Jules II, à briguer la tiare ? François I^{er} était fondé à se croire le plus qualifié pour prendre en main la cause de la Chrétienté menacée et marcher contre les Turcs à l'appel du Saint-Siège. C'est ce que Léon X écrivait aux Électeurs par son bref du 12 mars 1519. Peut-être le roi François se voyait-il en rêve marchant sur Constantinople et devenant, comme un nouveau Charlemagne, un nouveau César, le maître de l'Europe.

La candidature à l'Empire était un acte politique. François I^{er} le définissait lui-même écrivant à ses ambassadeurs (16 avril) : « Vous entendez assez la cause qui me meut de parvenir à l'Empire et qui est d'empêcher que le Roi Catholique n'y parvienne. S'il y parvenait, vu la grandeur des royaumes et des seigneuries qu'il tient, cela me pourrait, par succession de temps, porter un préjudice inestimable. Je serais toujours en doute et soupçon et il est à penser qu'il mettrait bonne peine à me jeter hors de l'Italie. » Tout est là. La plus formidable puissance qui se soit vue depuis Charlemagne achève de se constituer autour de nos frontières. Charles d'Autriche, qui brigue la succession de son grand-père Maximilien au trône impérial, est l'unique héritier des maisons de Castille, d'Aragon, de Bourgogne et d'Autriche. Il a toute l'Espagne avec les Indes et les trésors de l'Amérique, le royaume de Naples et de Sicile, la Franche-Comté et des prétentions sur le duché de Bourgogne, les Pays-Bas et le Luxembourg, les États héréditaires d'Autriche (Autriche, Tyrol, Carinthie, Styrie, etc.), Son frère Ferdinand héritera bientôt des deux couronnes de Bohême et de Hongrie. Formidable étau, dont les branches sont à Arras, à Besançon, à Perpignan et qui menace d'étouffer la France. S'il s'y joint la haute puissance morale que donne le titre d'empereur, la souveraineté de l'Allemagne, d'une partie de l'Italie avec des prétentions sur



LE MARIAGE DE MAXIMILIEN ET DE MARIE DE BOURGOGNE
 Fragment du *Triomphe de Maximilien* (D'après Albert Durer).

l'ancien royaume d'Arles, l'ancienne Lotharingie, le Milanais, la France ne va-t-elle pas périr conquise, vassale ou sujette ? Quiconque a regardé à l'exposition des Tuileries, en 1927, écrit M. Louis Gillet, « les dessins du triomphe de Maximilien et la porte monumentale d'Albert Dürer, a gardé cette double impression que cette puissance est formidable, que c'est toute l'Europe et que c'est une puissance allemande. La France, en comparaison, apparaît toute petite : dans ce grand duel, c'est sa vie qui est en jeu. »

Maximilien et son petit-fils invoquent, eux aussi, la défense de l'Europe contre les Turcs qui menacent la Hongrie et la Sicile ; mais la raison vraie, celle que François I^{er} discerne et qui l'inquiète, c'est de rendre la dignité impériale héréditaire de fait dans la maison de Habsbourg.

Les deux compétiteurs, durant plus de trois ans, envoient leurs diplomates les plus adroits pour travailler les Électeurs et se ménager des amitiés ; ni l'un ni l'autre n'épargnent l'argent. A l'exception de Frédéric le Sage, électeur de Saxe, les Électeurs touchent des deux mains, se vendent et revendent sans vergogne, puis, à la veille de l'élection, se font donner, par les deux candidats, une lettre les dégageant de tous engagements afin qu'ils puissent jurer sur l'Évangile, conformément à la Bulle d'Or, que leurs consciences sont libres.

C'est précisément à cette époque et, en partie, à l'occasion de cette élection, que se développe en Allemagne un mouvement nationaliste et hostile aux étrangers ; la petite noblesse, celle qu'on appelait « immédiate », est à la tête, avec ses chefs, les Frantz de Sickingen, les Ulric de Hutten, celui-là même qui écrira bientôt les *Litteræ obscurorum virorum* ; Gœthe a dessiné le type de ces seigneurs dans son *Götz de Berlichingen*. Ce sont ces mêmes hommes et ces mêmes tendances qui ont porté Martin Luther et fait d'une « querelle de moines » une révolution politique et religieuse (1). Une forte partie de la noblesse de Franconie et des bords du Rhin se déclarait, avec Sickingen, pour Charles ; le comte de Kœnigstein, à Wesel, proclamait que, pour empêcher l'élection de François, il donnerait « la dernière goutte de sang à l'aide de tous ceux, en Allemagne, qui n'entendent pas être Français ». Les villes impériales se prononcent pour Charles. Les cantons suisses, malgré leur alliance avec la France, déclarent qu'ils ne se sont jamais séparés « du corps germanique, dont ils continuent à être membres, et qu'ils demandent, dans l'intérêt commun de la Chrétienté et du Saint-Empire, un chef tiré de la nation allemande et non de la nation welsche ». Les amis du roi répondent que Charles, Espagnol et

(1) En cette année 1519 Luther prêche contre les indulgences ; il est excommunié en 1520.

Wallon, est aussi un étranger, qu'il parle à peine l'allemand. Sickingen et la ligue de Souabe rendent effective leur menace en venant, à la veille de l'élection, camper près de Francfort avec plus de 20 000 hommes, « ce dont, écrit Fleuranges, furent merveilleusement estonnez ceux qui vouloient bien au roy de France et très fort joyeux ceux qui vouloient bien au roy catholique ». C'est l'argument décisif. Le pape, apparemment bien renseigné sur l'issue finale, cesse de faire à Charles une opposition de principe (en vertu de la bulle de Clément IV qui disposait qu'un empereur ne pouvait être en même temps roi de Naples). L'électeur palatin abandonne la cause de François. Une tentative *in extremis* pour faire élire Frédéric le Sage échoue devant son propre refus. Charles est élu à l'unanimité le 28 juin 1519. La campagne diplomatique française s'était heurtée au sentiment profond et instinctif des Allemands opposé à un prince français et aux courants nouveaux qui remuaient profondément la nation germanique et commençaient de lui donner un corps et une âme.

L E PROBLÈME DES COMMUNICATIONS

Voici donc constituée cette formidable puissance de Charles-Quint ; après des siècles, on en est encore intimidé quand on la regarde, sur la carte, étendre son immense demi-cercle autour de la France, — d'une France qui n'a ni Arras, ni Verdun, ni Nancy, ni Besançon, ni Chambéry, ni Pau, — comme si elle voulait l'étouffer de ses bras puissants. La monarchie, pendant deux siècles, a concentré les énergies nationales pour rompre ce formidable investissement. La France de François I^{er} et de Henri II était déjà trop forte et trop nationale pour pouvoir être conquise ; elle n'aurait risqué de succomber que si, comme au temps de Louis XI, les grands féodaux apagnés avaient été encore capables de diviser le royaume : la trahison avortée du connétable de Bourbon montra qu'il n'en était plus ainsi ; le duc n'apporta à Charles-Quint que l'épée d'un homme de guerre. Mais la France pouvait être comprimée, arrêtée dans son essor politique et économique. Les frontières n'étaient jamais en repos. Charles-Quint revendiquait inlassablement l'héritage de son arrière-grand-père Charles de Bourgogne, comme si l'honneur de sa dynastie y était engagé. Tous les Habsbourg ont eu à un haut degré ce sentiment des droits et de la puissance de leur Maison et le souci de les maintenir : ce fut, de notre temps, la règle politique d'un François-Joseph. Charles-Quint n'a pas poursuivi l'anéantissement de la France ; dans ses recommandations à son fils, il en parle comme d'un grand et puissant État dont il faut seulement tenir en bride les ambitions. Mais il chercha la réunion de tout l'ancien domaine du duc de Bourgogne et surtout il tra-

vailla à assurer des communications libres et faciles entre ses divers États. Voilà le point capital, la clef qui explique presque toute la politique de l'époque. Charles-Quint et Philippe II sont occupés à résoudre un problème de communications, François I^{er} et Henri II à les contrecarrer.

Les États des Habsbourg encerclent la France sur toutes ses frontières de terre ; mais, réciproquement, la France, unie et compacte, s'insère entre les branches de la tenaille comme une noix trop dure, que l'Empire ne peut ni rejeter, ni briser, ni avaler. Les distances créent au gouvernement de Charles-Quint des obstacles presque insurmontables. Les deux forces sont aux deux pôles : c'est l'Espagne et les Pays-Bas : l'Espagne avec son attachement dynastique, les traditions d'honneur et de chevalerie de sa noblesse, les mâles vertus de ses paysans, source de recrutement de « cette redoutable infanterie de l'armée d'Espagne » qui, jusqu'à Rocroi, resta sans rivale sur les champs de bataille ; les Pays-Bas où, malgré la ruine de leur indépendance politique, fleurissent les plus grandes et riches cités de l'Europe qui fournissent à Charles-Quint le plus clair de ses maigres ressources. Mais, de Gand ou de Bruxelles, pour aller à Madrid, si les routes de France sont fermées, quel voyage ! La voie de mer est pratiquée, mais au prix de quels risques ! La Manche est dangereuse, la lame y est courte et les courants redoutables ; la pointe de Bretagne, avec ses pierres traîtresses et ses raz, est la terreur des marins ; la côte des Asturies est une autre Bretagne inhospitalière, où les coups de vent d'Ouest drossent les navires et les broient ; les ports sont d'accès difficile et il faut souvent aller chercher la terre jusqu'à Cadix ; s'il y a la guerre, et même parfois en paix, les corsaires normands, bretons ou anglais attaquent les bateaux isolés ; les grands personnages ne risquent pas volontiers pareille aventure. Charles, en 1517, va de Middelbourg à La Corogne ; il reprend le même chemin aussitôt après son élection ; puis il ne confie plus César et sa fortune à de tels hasards jusqu'au moment de son abdication. Par terre, il faut contourner les frontières de France par Sedan et Metz, ou par Liège, Luxembourg, Metz ; de Metz, quand le duc de Lorraine est ami, on peut gagner directement Dôle ou Besançon par Domrémy et Nancy ; sinon il faut passer par l'Alsace. La perte de Metz sera, pour Charles-Quint, un désastre ; ses communications se trouveront coupées et il viendra, avec une grosse armée, en plein hiver, briser sa puissance sous les murs de la place, comme Charles le Téméraire devant Nancy. Si l'on remonte le Rhin en bateau, le voyage est moins fatigant, mais combien lent ! La trouée entre Ardenne et Jura, qui mène de l'Ouest à l'Est soit au col de Valdieu soit au col de Saverne et aux plateaux de la Sarre, est le point délicat de l'armure impériale. C'est pourquoi Charles-Quint

voudrait tant recouvrer la Bourgogne : ce n'est pas seulement l'héritage de ses pères qu'il revendique, ni les bons vins de la côte de Beaune qu'il regrette, ce sont les routes. Le complot avec Bourbon, s'il eût réussi, aurait abouti à créer pour le connétable un État souverain dans la vallée du Rhône et le Bourbonnais ; il serait si commode de descendre la Saône en bateau jusqu'à Lyon, qui fut ville impériale, et le Rhône ensuite jusqu'en Provence. Mais non ; il faut, en toute saison, se risquer à travers les Alpes ; on descend le long du flanc ouest du Jura, par cette riche et belle Comté qui a donné à Charles-Quint tant d'illustres serviteurs tels que les Granvelle ; de là il faut passer ou par les États du duc de Savoie ou par la Suisse, car ce diable de roi de France s'est insinué, avec son Dauphiné, jusqu'à Briançon et dans les hautes vallées du Piémont. La politique de Charles-Quint s'applique, avec les plus grands ménagements, à garder l'alliance de Savoie ; il donne sa sœur en mariage au duc et quand le roi de France se sera emparé de la Savoie, Charles-Quint et Philippe II n'auront de repos qu'ils n'y aient rétabli leur allié.

Le Piémont et la Lombardie, c'est l'autre point faible où la politique et les armes françaises cherchent à frapper. Milan est le nœud des routes de la haute Italie. D'ailleurs, les chemins des Alpes conduisent en Suisse et les Cantons, tout en ménageant l'empereur, sont alliés de François I^{er}. La grande voie de communication, au temps de Charles-Quint, entre l'Italie et le Nord, a été la ligne Florence, Bologne, Vérone (que Charles-Quint reprend aux Vénitiens), Trente, Innsbrück, puis les villes du plateau danubien : Munich, Passau, si on va vers l'Autriche, Augsbourg, si on va vers le Rhin. Regardez la carte (1) : de Bologne à Innsbrück, par le Brenner, la ligne est droite ; c'est l'axe principal de la politique impériale. L'empereur aime le séjour d'Innsbrück, à portée de l'Italie et de l'Allemagne, sur la route des courriers réguliers ; il réunit le Concile à Trente ; il est couronné empereur à Bologne ; il traite avec les seigneurs luthériens à Passau, à Augsbourg. Sans la liberté des transports d'Espagne en Italie et de là en Allemagne et aux Pays-Bas l'exercice du pouvoir de Charles-Quint devient impossible. L'Italie et l'Allemagne sont sans cesse agitées ; la France attaque souvent dans les plaines du Nord ; il faut constamment exécuter des mouvements de troupes qu'un technicien appellerait aujourd'hui des rocamboles. Les armées qui vainquirent les princes allemands à Muhlberg et à Ingolstadt étaient composées de vieilles bandes de fantasmes espagnols ou italiens qui avaient traversé mer et montagnes.

(1) Voyez les cartes, pages 89 et 129.

Réfléchissez à ce qu'étaient alors les routes, particulièrement les mauvais sentiers muletiers de la montagne ; voyez par exemple l'ancien chemin de la Via Mala qui subsiste encore ; et vous comprendrez pourquoi de tels voyages étaient l'effroi des diplomates, des marchands et des soldats, et comment il fallait



CHARLES-QUINT EN VOYAGE
(D'après le *Kriegsbuch* de Fronsberger).

un corps bâti à chaux et à sable pour entreprendre ces perpétuels déplacements. Or l'empereur Charles-Quint qui passa sa vie, littéralement, à tourner autour de la France, à cheval, en bateau, en litière, était de complexion délicate ; adonné, dans sa jeunesse, aux sports, au cheval, aux joutes, il avait ressenti d'autant plus tôt les atteintes de la goutte qu'il était un terrible mangeur et buvait à proportion ; de bonne heure son corps petit et débile fut perclus au point que souvent il ne

pouvait se tenir à cheval. Il voyageait cependant, il voyageait toujours, comme le Méphistophélès de Goethe, afin de pourvoir à toutes ses couronnes. Il faut lire, dans ses propres lettres, le récit dramatique de sa fuite, quand il manqua être pris, au printemps de 1552, à Innsbrück, par Maurice de Saxe vainqueur. Une première fois, le 6 avril, il s'enfuit un soir avec cinq serviteurs, reste à cheval toute la nuit, traverse les montagnes et parvient à Füssen d'où il voulait gagner le lac de Constance et les Pays-Bas ; mais on l'informe que les routes sont interceptées, il rebrousse chemin, revient à Innsbrück brisé, fiévreux, demi-mort. Le 19 mai, il apprend que Maurice de Saxe approche et s'apprête à l'enlever ; il s'enfuit, abandonnant tout, franchit le Brenner sous la neige, puis, par le Pustertal, gagne la Carinthie. Que de fois, au cours de ses rudes chevauchées ou de ses dangereuses navigations, Charles-Quint ne dut-il pas songer avec dépit à la vie de loisirs élégants et de gaies villégiatures où François I^{er} menait sa cour de belles dames et de brillants seigneurs, d'Amboise à Villers-Cotterets, de Fontainebleau à Blois, de Saint-Germain à Chambord. Et ne comprend-on pas pourquoi ce forçat du devoir de régner apercevait en rêve, parmi les cahots et les intempéries, l'oasis de verdure et de sérénité, la douce vallée d'Estramadure aux senteurs d'oranger, où il viendrait enfin, pèlerin fourbu, chercher l'ombre, le repos et la méditation au pied de la croix ?



CHARLES-QUINT (D'après Titien).

LA MAÎTRISE DE LA MER

D'Italie, pour gagner l'Espagne, la route directe est la mer ; Charles-Quint fit des efforts inouïs et presque constamment heureux pour en rester maître. Il tenta même, à deux reprises, de conquérir le Languedoc et la Provence afin de relier l'Italie à l'Espagne. L'entreprise échoua misérablement. Il fallait donc se contenter de la voie de mer.

La mer dépendait de Gênes ! Dans la lutte entre la France et l'Autriche-Espagne, l'importance de Gênes et de sa flotte est décisive. Gênes avait été, durant près de cinquante ans, française, gardée par Boucicaut ; elle s'était donnée à Louis XII en 1499 ; révoltée en 1507, elle avait été prise par La Palisse et Bayard, puis reperdue quelques années plus tard. Elle s'était de nouveau donnée à François I^{er} après Marignan, car Gênes, port de Milan, suit en général le sort de la Lombardie. François I^{er} chercha à s'attacher André Doria, le grand marin génois ; pendant les quelques mois qu'il l'eut à son service, la France eut partie gagnée. Mais une telle alliance devait être fragile ; Gênes avait deux rivales, Marseille et surtout Venise qui étaient l'une française, l'autre alliée de la France. François I^{er} ne semble pas avoir compris à temps que Doria et ses navires valaient pour lui toutes les armées ; maître de la Méditerranée, il aurait eu sans peine l'Italie et n'aurait pas été obligé de recourir à l'alliance compromettante de Soliman et aux services onéreux de Khaïreddin Barberousse. Doria estimant ses services insuffisamment appréciés, passa à l'empereur ; Charles-Quint sut gagner ce grand homme et en faire un véritable ami ; il l'appelait « son père », prenait ses conseils, le comblait de faveurs. Les vaisseaux de Doria n'étaient-ils pas l'unique moyen qu'avait Charles-Quint de se rendre en sécurité d'Espagne à Gênes ou à Naples, de garder la Sicile, de conquérir Tunis, de repousser les Turcs ? Charles-Quint l'emporta sur François I^{er} parce qu'il sut, par une énergie inlassable et une constante application, compenser, en gardant la maîtrise de la mer, les désavantages de la dispersion de ses États et de la difficulté de ses communications. A un seul moment, la maison d'Autriche parut sur le point de conclure une paix désavantageuse : ce fut la trêve de Vaucelles entre Henri II et Charles-Quint, en 1556. C'est qu'à ce moment la France avait conquis la Corse, d'où elle menaçait les communications de l'ennemi. Sans la mer, la politique et les armes de la France ne purent que sauvegarder tant bien que mal ses possessions territoriales. Nous verrons comment l'effort de ses rois s'est toujours porté sur les lignes de communication de l'ennemi, soit sur la haute Italie, soit, avec Henri II, sur la Lorraine où elle finit par remporter un succès décisif : Charles-Quint s'est brisé devant Metz et Guillaume II devant Verdun.

L ES CONCEPTIONS POLITIQUES DE CHARLES-QUINT

Le rapprochement de ces deux noms ne doit pas nous induire à quelque injustice envers la mémoire du grand homme que fut Charles-Quint. Le souverain qui a soutenu à lui seul le poids du gouvernement de tant d'États et de royaumes différents par les mœurs, les lois, l'histoire, les intérêts, qui a surmonté les difficultés

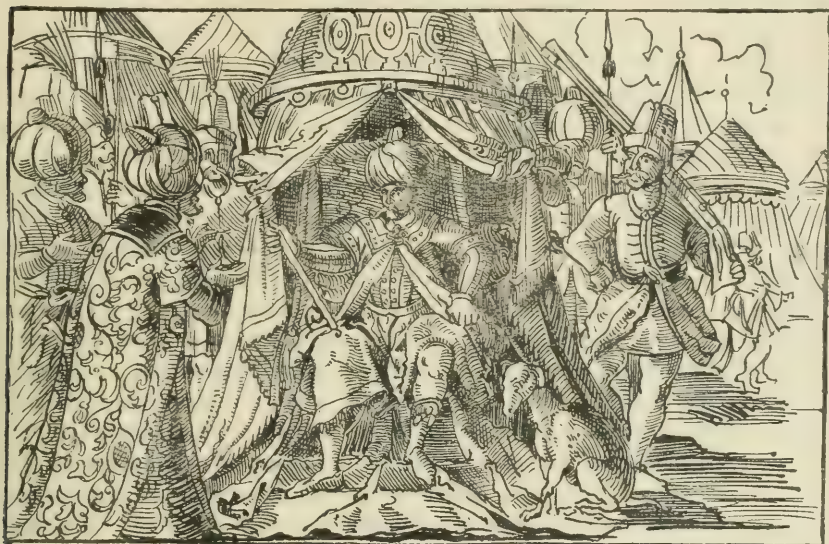
dont nous venons d'indiquer quelques-unes, qui a vaincu la nature et les hommes, est, par l'élévation du caractère, par le haut sentiment des devoirs d'un prince et de ses responsabilités devant Dieu, par l'application constante de la pensée et de l'énergie morale à la fonction de gouverner, par une sorte de prescience des destinées de l'Europe, l'une des plus grandes figures royales de l'histoire. Les combinaisons d'héritages qui ont assemblé les immenses possessions de Charles-Quint n'auraient sans doute été, pour un homme ordinaire, qu'une source de catastrophes et de ruines ; il s'efforça d'en cimenter l'unité et d'en maintenir la cohésion tout en respectant le caractère propre de chacun de ses royaumes. De Charlemagne à Napoléon I^{er} on n'aperçoit guère, dans l'histoire, plus haute figure d'organisateur, plus vigoureux tempérament de chef. Empereur, il le fut dans toute l'acception du terme. La guerre contre les infidèles, représentés à cette époque par les Turcs, est la fonction capitale et le suprême honneur de l'empereur, son devoir et la justification de son autorité ; sur le même plan est la lutte contre l'hérésie et le schisme pour l'unité du monde chrétien et la pureté de la foi. La croyance religieuse n'est pas une opinion ; elle est le lien social par excellence et c'est ce lien social que le bras séculier défend. L'empereur supplée même aux défaillances du pouvoir pontifical ; surveiller l'élection du pape, le soutenir, c'est-à-dire au besoin le régenter : c'est fonction impériale. La tutelle espagnole pèse lourdement sur les papes du seizième et du dix-septième siècle. Les rois de France, eux, veulent l'indépendance du Saint-Siège à l'égard de l'empereur et, par suite, la liberté de l'Italie. Lutte contre l'Empire et la monarchie universelle, indépendance du Saint-Siège à l'égard de l'Empire, c'est l'autre aspect de la politique des libertés gallicanes. François I^{er} et Henri II ont, en réalité, sauvé la liberté et le caractère supranational du catholicisme. On comprend quelle indignation devait emplir l'âme du grand empereur quand il sentait ses desseins traversés, ses plans ruinés par la constante opposition de la politique française et par l'implacable rébellion des conditions naturelles à ses volontés souveraines.

LES ALLIANCES L'alliance du roi d'Angleterre avec Charles-Quint est le plus terrible danger qui menace la monarchie française, c'est l'investissement complété, l'invasion sur toutes les frontières. Les Anglais viennent en 1523 jusque près de Beauvais, en 1544 devant Boulogne ; les Impériaux sont en 1536 à Péronne, en 1544 à Château-Thierry, en 1524 et en 1536 devant Marseille, en 1557 à Saint-Quentin et Noyon. Si les Anglais avaient marché à fond, comme au temps de la guerre de Cent ans, et coopéré avec les autres armées

ennemies, la France eût été perdue. Mais Henri VIII avait le sentiment de l'équilibre européen et redoutait également la victoire complète de l'un des deux adversaires. « Qui je défends est maître ! » avait-il pris pour devise. Il lui plaisait — il a toujours plu aux Anglais — que les côtes qui font face à son île eussent au moins deux maîtres et, entre les deux, il entendait garder la tête de pont de Calais. Il n'aimait pas François I^{er}, dont il jalousait l'élégance, les succès et la renommée ; il avait conservé mauvais souvenir du camp du Drap d'Or, du faste provocant et surtout de certaines railleries ; quand, en 1532, il dut rencontrer de nouveau le roi de France, il avertit qu'on se gardât d'amener « les railleurs et mocqueurs ». Que de fois, au cours de l'histoire, la raillerie française n'a-t-elle pas gâté notre cause ? Nos diplomates ont péché rarement par manque d'intelligence, souvent par abus de cet esprit qui ne prouve rien et qui blesse. Cependant les sympathies de Henri n'allaient pas et allèrent de moins en moins à Charles-Quint qui, tout en faisant saccager Rome par ses troupes, prenait en Europe le rôle de défenseur de l'orthodoxie et de l'unité catholique. Mais les sympathies du peuple anglais étaient d'abord pour l'alliance espagnole ; l'Angleterre, qui ne produisait guère que des laines, avait besoin de les vendre sur le grand marché des Flandres ; pour cette raison économique Henri VIII ne pouvait pas s'engager longtemps contre Charles-Quint ; quand il l'essaya, il compromit son trône. D'ailleurs, comme le disait Thomas Cromwell : « le Parlement est absolument hostile aux guerres étrangères et trouve que c'est folie de s'y embarquer quand on a l'épine écossaise dans le côté. » Henri VIII se flatte d'user et d'affaiblir ses rivaux l'un par l'autre. Il ne joue, sur le continent, que petit jeu ; il ne s'engage pas à fond, trop occupé de ses fantaisies amoureuses et théologiques, et borne ses ambitions à se faire payer cher une alliance qui n'est jamais très effective, des débarquements ou des retraites dont lui ou Wolsey savent exiger le prix. Il connaît la valeur de son appui, il sait quel épouvantail l'invasion britannique représente pour le roi de France occupé en Italie et pour le roi d'Espagne inquiet de l'esprit de révolte et d'indépendance des Pays-Bas. Après Pavie, pendant la captivité du roi François, Henri VIII s'alarme ; Charles-Quint ne va-t-il pas l'emporter définitivement ? Il se hâte d'assurer la régente de ses bons offices : c'est grâce à son appui que Louise de Savoie et Duprat peuvent « tenir le coup » et amener l'empereur à transiger. Il adhère à la ligue de Cognac pour aider François I^{er} à éluder le traité de Madrid et à garder la Bourgogne. Contre lui, lorsqu'il penche du côté de l'empereur, la France a recours à l'alliance de l'Écosse et fournit à Jacques V des subsides pour attaquer

l'Angleterre. En 1542, Jacques fut vaincu et mourut, laissant de sa femme, Marie de Lorraine, sœur de François de Guise, une fille, Marie Stuart.

Le rôle de Henri VIII, dans les événements de cette époque, n'est pas décisif. Toutefois la politique de ce triste sire marque le commencement d'une tradition : l'Angleterre prend conscience des avantages de sa position insulaire ; elle commence à dessiner sur le continent une politique d'équilibre ; il ne lui convient pas



LE SULTAN SOLIMAN II DONNANT AUDIENCE A SES MINISTRES

(D'après une gravure des archives du Musée de l'Armée).

que la France soit trop forte, mais elle comprend que son existence comme grande puissance est le fondement de l'ordre européen. Ce qui, chez Henri VIII, est en partie jalousie personnelle, va devenir, chez ses successeurs, système, principe invariable, à mesure que grandiront les intérêts britanniques sur mer et dans les ports du continent.

L A POLITIQUE ORIENTALE

L'alliance anglaise est, pour François I^{er}, un expédient passager qui ne lui fournit qu'un appui diplomatique strictement mesuré ; il trouve au contraire dans le sultan des Turcs, Soliman II le

Grand, un allié fidèle, encore qu'assez difficilement maniable et singulièrement compromettant. Les armées et les flottes du sultan exécutent en liaison avec celles du roi Très Chrétien des opérations combinées : on voit une flotte turque hiverner à Toulon, une escadre française mouiller dans le Bosphore. Signe des temps, preuve que la conception ancienne de la Chrétienté est morte, sinon dans les esprits, du moins dans la pratique. Le péril national est plus fort que toute autre considération. La France signe, en février 1536, un traité d'alliance formelle avec le sultan des Osmanlis.

Certes, le roi de France rencontre des résistances. C'est d'abord sa propre conscience. La politique d'alliance avec les Turcs ne fut jamais voulue et dirigée que par le roi et quelques-uns de ses conseillers ; elle fut surtout servie par un adroit et courageux exilé espagnol, Antonio Rincon. Dans le conseil du roi, Montmorency représentait le parti opposé à l'alliance avec les ennemis du nom chrétien et partisan d'une entente avec l'empereur. L'opinion publique était plutôt hostile à l'accord turc, dont l'utilité lui échappait et dont le scandale la frappait. François I^{er} restait flottant. Les attaques de Soliman étaient une diversion utile à la politique française et au maintien de l'équilibre en Europe, mais la puissance ottomane était aussi, pour toute la Chrétienté, un danger dont le roi de France prenait d'autant mieux conscience que Soliman, loin de conformer sa politique aux intérêts de celle de « son frère l'empereur de France », s'efforçait de faire servir l'action militaire et diplomatique de la France à son propre avantage.

Il faut entrer ici dans quelques détails, car la France eut, alors, tout un système de politique orientale ; elle chercha et trouva, comme elle l'a fait à toutes les époques de son histoire, des alliés par delà la puissance dominante en Europe centrale. Depuis longtemps nos rois étaient en relations avec l'Europe orientale. Henri I^{er} n'a-t-il pas épousé une Russe et Philippe Auguste une Danoise ? La monarchie française a toujours considéré qu'elle avait des intérêts universels. Saint Louis a envoyé des ambassades au khan des Tartares. Charles V, Charles VII, Louis XI ont une politique de bonne intelligence avec la Bohême, la Hongrie, les princes de Transylvanie et de Moldavie. François I^{er} continue cette tradition. La grande puissance de l'Europe du Nord-Est était alors la Pologne, dont le roi, Sigismond, était tuteur du roi de Bohême et oncle du roi de Hongrie. Les agents français sollicitent sans succès son appui, au moment de l'élection impériale, pour gagner le vote de l'électeur de Bohême. En 1520, Sigismond qui cherchait un allié contre les éternels ennemis de la Pologne, les chevaliers teutoniques, s'adresse à la cour de France. La Pologne était une sorte de carrefour où venaient

s'entre-croiser et se combiner les influences asiatiques, turques et tartares, et celles de l'Occident. En Hongrie, le jeune Louis II Jagellon, beau-frère de Charles-Quint et neveu de Sigismond, clame secours contre le Turc ; il députe un ambassadeur à François I^{er} pour lui annoncer la chute de Belgrade qui est « la clef du royaume de Hongrie ». En 1522, François I^{er} fait partir Antonio Rincon pour organiser l'Europe orientale et centrale comme un obstacle à la fois à l'hégémonie impériale et à l'invasion turque. Mais François I^{er} est tenté par l'éclat que donnerait à son nom une victoire sur les Turcs. Après Marignan, il envoie l'escadre de Prégent de Bidoux défendre Malte (1518) ; candidat à l'Empire, il voulait faire acte de défenseur de la Chrétienté. En 1520, Chanoy, avec son escadre, est battu et tué devant Beyrouth ; son successeur, un hardi marin, Saint-Blancard, détruit une flotte turque.

Mais la guerre commence contre Charles-Quint : Rhodes, abandonnée par la France, succombe avec le grand maître Villiers de l'Isle-Adam (Noël 1522). Sous le coup du désastre de Pavie, un ambassadeur est dépêché au sultan ; il est assassiné dans un guet-apens par le pacha de Bosnie. Le Croate Jean Frangepani est plus heureux à la fin de l'année 1525 : il porte à Soliman une lettre de Louise de Savoie et une du roi écrite de sa prison de Madrid ; la régente implore le secours du sultan pour délivrer son fils. Tout de suite la question est posée sur son véritable terrain : l'équilibre européen. Que le sultan entreprenne une expédition pour délivrer le roi, sinon celui-ci sera forcé de traiter avec l'empereur qui deviendra ainsi « le maître du monde ». Soliman accueille avec joie ces ouvertures qui favorisent ses desseins et donnent droit de cité aux Turcs parmi les puissances européennes. Le bruit des armements formidables que prépare le sultan contribue certainement à hâter la conclusion de la paix de Madrid. L'orage qui menaçait l'Italie alla fondre sur la Hongrie. A la bataille de Mohacs (20 août 1526) le désastre des Magyars fut complet, Louis II tué, la Hongrie écrasée. Désormais il y aura deux Hongries, l'une magyare dont Ferdinand, frère de Charles-Quint, est le roi, l'autre roumaine où règne Jean Zapolya, voïvode de Transylvanie, protégé et vassal du sultan Soliman et allié du roi François I^{er} ; celui-ci entre dans la ligue de Cognac et promet de ne pas déposer les armes avant que les enfants du roi de France, captifs à Madrid, soient délivrés. Sigismond se résout en 1532 à traiter avec les Turcs. Désormais la suprématie ottomane est établie dans les Balkans et dans tout le bassin inférieur et moyen du Danube ; les forces de Ferdinand d'Autriche sont occupées à arrêter la formidable poussée ; elles ne peuvent ni intervenir sur le Rhin, ni affermir en Allemagne l'autorité impériale.

Le traité de Cambrai n'interrompt pas les relations d'amitié entre la France et Soliman. Le sultan voit en Charles-Quint un rival. Il s'agit, dans la lutte qui s'apprête, de l'empire du monde. François I^{er} définissait lui-même assez exactement ses sentiments quand il disait à l'envoyé de Venise, Marino Giustiniano : « Je ne puis pas nier que je désire vivement voir le Turc très puissant et prêt à la guerre, non pas pour lui, car c'est un infidèle et nous autres nous sommes chrétiens, mais pour affaiblir la puissance de l'empereur, pour le forcer à de graves dépenses, pour rassurer tous les autres gouvernements contre un ennemi si grand. » Ce n'est que peu à peu, le danger austro-espagnol devenant toujours plus pressant, que la politique turque prend la première place. C'est dans la Méditerranée surtout que François I^{er} prescrit à ses agents d'attirer l'aide du sultan en le détournant de la Hongrie. Le fameux amiral Barberousse (Khâireddin) s'empare de Tunis en 1534 et se trouve dès lors établi dans la Méditerranée occidentale ; François I^{er} voudrait qu'il tînt tête à Doria et l'aidât à conquérir le Milanais et Gênes. Quand, en janvier 1535, Jean de la Forest est envoyé auprès du « seigneur Haradin » pour, de là, se rendre à Constantinople comme ambassadeur permanent et chargé de signer un traité définitif, il a pour instruction d'insister afin que la campagne de 1535 ait pour objectif Gênes, c'est-à-dire le passage d'Espagne en Italie. Les instructions à La Forest disent nettement que les Turcs auraient avantage à attaquer dans la Méditerranée, car « les Allemands ne se mouveront pour le péril de l'Italie et les flottes réunies de France et de Turquie pourront couper le passage par mer d'Espagne en Italie ». Voilà le fin mot de cette politique.

En 1535, Soliman est retenu en Asie ; La Forest, après avoir visité Barberousse à Tunis, va le trouver en Azerbaïdjan et reste toute l'année avec lui à son camp. Ce répit permit à Charles-Quint de manœuvrer ; sa situation, au début de 1535, paraissait peu sûre ; le roi de France groupait contre lui une formidable coalition : le pape, les rois d'Angleterre, d'Écosse, de Danemark, les Suisses, Zapolya, les Turcs. Où Charles-Quint va-t-il frapper ? Au point qui lui paraît le plus important : à Tunis. Dans une brillante campagne il enlève La Goulette et Tunis, il chasse les Turcs de leur base navale de la Méditerranée occidentale et délivre 10 000 captifs chrétiens (juin 1535). Le retentissement de ce coup d'éclat fut immense. François I^{er} avait été obligé, par crainte de l'opinion, de se déclarer « neutre » pendant que les troupes impériales attaquaient Tunis ; Montmorency en donna l'assurance à Charles-Quint. Le succès de l'empereur brisa du coup la ligue que François I^{er} avait dressée contre lui ; en faisant bravement son métier de défenseur de la Chrétienté, il obligeait le pape à revenir à son alliance, les

princes allemands et le roi de France à ne pas l'attaquer. C'est le plus beau moment de la carrière impériale de Charles-Quint.

L'objet principal des négociations de La Forest est d'établir, avec le sultan et le grand vizir Ibrahim, un plan de coopération militaire contre Charles-Quint ; en un mot, il s'agit d'encercler l'encerclément. La négociation commerciale et politique n'était que l'accessoire qui devait masquer l'alliance et la justifier devant l'opinion chrétienne. C'est elle cependant qui, avec le temps, est devenue principale. Le traité conclu, en février 1536, par l'ambassadeur de France et le sultan inaugure cette glorieuse politique française dans le Levant qui a été continuée et développée jusqu'à nos jours. Ces premières « Capitulations » contiennent en germe tous les éléments de la traditionnelle influence française dans l'Empire ottoman. En raison de « la bonne et seure paix et sincère concorde » entre le Grand-Seigneur et l'empereur de France, son frère, les Français pourront faire librement du commerce dans les ports turcs en payant les mêmes droits que les sujets du sultan, et réciproquement les Turcs en France. La bannière du roi de France jouit d'un privilège que, seule, celle de Saint-Marc partage avec elle. Tous les autres chrétiens, s'ils veulent naviguer et commercer en Orient, devront d'abord se mettre sous la protection du roi de France et naviguer sous son pavillon. Un Français voyageant dans l'Empire ottoman ne sera pas jugé par la justice turque ; il le sera à Alexandrie par son consul, à Constantinople par son ambassadeur ; les autres chrétiens pourront se réclamer du roi de France pour jouir de ce privilège de juridiction. Les chrétiens tombés en esclavage en Turquie seront remis en liberté s'ils sont réclamés par l'ambassadeur de France. Il faut bien voir toutes les conséquences. Désormais se rouvre le chemin des Lieux Saints ; il suffira aux pèlerins de se réclamer de la protection du roi de France pour être assurés de la sécurité de leurs personnes et de leurs biens. Sur les objets nécessaires au culte, les prêtres prendront l'habitude de représenter des fleurs de lis, et désormais ces objets seront respectés. La protection du roi de France s'étend ainsi à tous les catholiques latins ; elle s'étendra, avec le temps, même aux catholiques sujets du sultan. Telle est l'origine du protectorat catholique de la France.

François I^{er} fait ainsi un coup de politique. Il traite avec le sultan des Turcs ; il l'introduit dans le droit public, il en fait un élément de l'équilibre européen. Mais, en même temps, il obtient de lui protection et justice pour les chrétiens, pèlerins et négociants. Désormais le roi de France est fondé à soutenir que ses relations d'amitié avec le sultan sont plus efficacement utiles à la Chrétienté que les armements de l'empereur. Ses ambassadeurs ne se font pas faute de développer ce

point de vue au pape et aux princes chrétiens. Dès l'origine, on voit ainsi s'établir, sous son double aspect, la tradition de la politique française ; amitié, alliance entre la France et la Turquie, mais aussi protection, émancipation des chrétiens de l'Empire ottoman. Telle est la portée des Capitulations que Jean, sieur de La Forest, signa en février 1536 à Constantinople.

La coopération militaire n'eut pas de suites immédiates ; la flotte ottomane et l'escadre du baron de Saint-Blancard firent leur jonction devant Corfou et allèrent à Constantinople sans entreprendre aucune grande opération. Les Turcs remportèrent en Hongrie une grande victoire à Eszek. Par un nouveau revirement, François I^{er} rencontrait Charles-Quint à Aigues-Mortes, s'accommodait avec lui et promettait de l'assister dans sa prochaine offensive contre le Turc (14 juillet 1538). Sans doute, le roi de France ne s'était pas senti prêt à affronter la ligue conclue à Nice entre l'empereur, le pape Paul III et les Vénitiens ; elle était dirigée ostensiblement contre les Turcs, mais ses coups ne tomberaient-ils pas plutôt sur la France qui avait besoin de paix ? Dans toute alliance, celui qui se trouve le plus exposé a le droit d'être le plus prudent. Il n'est pas sûr que François I^{er} ait eu, comme on l'a souvent dit, un caractère indécis et qu'il suivit la dernière opinion qui savait se faire entendre ; l'équilibre qu'il a maintenu entre l'influence de Montmorency, qui le poussait à un accord avec Charles-Quint, et celle d'hommes tels que Rincon et Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier, son ambassadeur à Venise, ne serait-il pas sagesse et prudence d'une politique qui redoute de s'engager à fond, plutôt qu'irrésolution et flottement ? A peine son rapprochement était-il réalisé avec l'empereur, qu'il exhortait Rincon à calmer le ressentiment de Soliman et à lui expliquer l'attitude de son allié. Ce diplomate eut fort à faire ; le sultan se croyait joué ; il fallut prodiguer les cadeaux « aux paschas ». Rincon y mit toute son habileté, stimulée par sa haine personnelle contre Charles-Quint : entre l'empereur et l'exilé, c'était un duel à mort. L'alliance politique se trouva comme suspendue ; les bonnes relations commerciales continuèrent. Les rapports ne tardèrent pas à redevenir si cordiaux que le sultan invitait son « puissant frère » aux fêtes données pour la circoncision de ses fils.

François I^{er} commit alors une faute ; c'est lui-même qui rompit l'équilibre, si savamment sauvegardé, en autorisant Charles-Quint à traverser la France. L'objet de ce voyage aurait dû suffire à le mettre en garde : il s'agissait de châtier les Gantois révoltés ; ils avaient invoqué l'appui du roi de France qui se prétendait suzerain de la Flandre. L'empereur avait leurré François et Montmorency de la promesse du Milanais pour le roi ou l'un de ses fils, tant il était pressé

d'obtenir le passage. De Paris, Charles-Quint ne manque pas d'écrire à ses ambassadeurs à Constantinople, Venise, Florence, Gênes, bref dans tous les endroits où un secret est immédiatement répété, pour célébrer ses parfaites relations avec le roi de France : jamais plus il n'y aurait guerre entre eux, mais ils la feraient aux autres, et spécialement au Grand Seigneur. Le coup faillit réussir. François I^{er} n'eut pas le Milanais, blessa cruellement les Gantois et manqua perdre l'alliance turque. Il ne le pardonna ni à lui-même, ni à Montmorency qui fut disgracié, ni à l'empereur. Rincon, lorsque la nouvelle du passage de Charles-Quint par la France parvint à Soliman, eut un moment de désarroi ; le sultan parlait de lui faire trancher la tête ; mais l'orage ne dura pas ; bientôt les relations devinrent plus intimes que jamais et les projets de collaboration militaire furent repris. Dans l'été 1540, il y eut, écrit Pellicier, « une nouvelle ratification et confirmation de l'amitié et bonne volonté que le Grant Seigneur porte à Sa Majesté. » Il s'agissait, en réalité, d'un renouvellement de l'alliance et de préparatifs d'offensive. La diplomatie française ne manquait pas, en même temps, de se faire accorder la délivrance des esclaves chrétiens et la remise de saintes reliques aux catholiques de Jérusalem. Ainsi s'affirmait la politique française ; elle devenait déjà tradition.

On commença par une opération diplomatique préliminaire. L'état de guerre contre les Turcs ruinait le commerce des Vénitiens. Afin d'obtenir une paix très onéreuse (2 octobre 1540), ils durent passer par l'intermédiaire de Rincon. Pellicier fut chargé de remercier « très affectueusement » François I^{er}. Pour avoir préféré à l'alliance française celle de Charles-Quint, Venise se voyait affaiblie, diminuée (elle perdait l'Archipel, deux places importantes en Dalmatie, des bases navales en Crète) ; désormais, si elle devenait l'alliée de l'empereur, elle ne lui donnerait plus la suprématie dans le bassin oriental de la Méditerranée ; les Vénitiens durent accepter l'alliance et le protectorat français en Orient. La décadence politique et commerciale de la République date de là. Le pavillon aux fleurs de lis supplante dans le Levant la bannière de Saint-Marc.

Le 20 juillet 1540, le protégé de la France et des Turcs, Jean Zapolya, mourut, laissant d'Isabelle, fille de Sigismond de Pologne, un fils au berceau. La question de la couronne de Hongrie allait se poser de nouveau. Cette fois Soliman était résolu à recueillir le fruit de ses victoires. Il avait vaincu le prince de Moldavie, Rarech, allié de Ferdinand ; il consentit, à la demande de Rincon, à laisser le trône à l'enfant de Zapolya, s'engageant même, s'il venait à mourir, à reconnaître pour roi le duc d'Orléans, fils de François I^{er}. Mais le jeune souverain n'eut, moyennant tribut, que le pays à l'Est de la Tisza (Theiss).

Soliman s'impatiait, trouvait que François I^{er} tardait trop à déclarer la guerre. Il lui dépêcha Rincon (fin 1540) porteur des dernières conventions, après avoir eu avec lui un entretien de près de trois heures, « chose qu'il n'avait jamais faite à homme du monde ». L'ambassadeur reçut à la cour de France le meilleur accueil ; sa venue coïncide avec la disgrâce de Montmorency. Il repartit muni d'instructions et de dépêches de haute importance. Les instances de son compagnon César Fré-

gose, que le roi envoyait à Venise, le décidèrent à passer par le Piémont ; comme ils descendaient le Pô en bateau, ils furent assassinés par les sicaires apostés par le marquis Del Vasto, gouverneur du Milanais (4 juillet 1541). Heureusement les papiers de Rincon étaient, par prudence, restés aux mains de Guillaume du Bellay, gouverneur du Piémont pour le roi de France. Depuis longtemps, les Impériaux cherchaient à se venger de Rincon que Charles-Quint considérait comme un traître ; ses pas et ses démarches étaient épiés ; mais ni l'empereur, ni Del Vasto n'auraient osé perpétrer un si odieux attentat s'ils n'avaient pensé que l'opinion publique de la Chrétienté serait indulgente à un assassinat qui punissait l'instrument de l'alliance turque. Ce crime précipita la guerre sans relâcher l'alliance franco-turque. Le sultan, après une nouvelle victoire à Eszek contre Ferdinand, entra à Budapest et en fit la capitale



JANISSAIRE (D'après G. Bellini).

d'un pachalik turc (2 septembre 1541).

Le roi envoya auprès de la Porte un hardi marin, Polin qu'il fit plus tard baron de la Garde ; il continua l'œuvre de Rincon, préparant la collaboration des forces militaires des deux monarques. Au printemps 1542 la guerre est déclarée. Le désastre d'Alger (novembre 1541) avait affaibli Charles-Quint. Les cent dix galères de Barberousse quittèrent les Dardanelles en mai, ravagèrent les côtes du royaume de Naples, respectant, sur l'ordre exprès du sultan, les terres du pape, et arrivèrent en juillet à Marseille où des fêtes splendides les attendaient ; ils mirent le siège devant Nice en août. Il s'agit toujours de couper les communications entre l'Espagne et l'Italie, de garder la maîtrise de la Méditerranée occidentale et d'empêcher toute attaque des Impériaux sur la Provence. La coopération militaire fut une déception ; « le seigneur Haradin » et Doria s'étaient

entendus pour ne pas se rencontrer ! On ne put enlever ni Gênes, ni la citadelle de Nice. Les Turcs hivernèrent à Toulon qui prit l'aspect d'une ville turque. Barberousse était mécontent ; il aurait voulu plus de butin et surtout que François lui donnât des troupes, comme il l'avait promis, pour reprendre Tunis. Le roi, cette fois encore, recula devant le blâme de l'opinion française et le scandale de la Chrétienté. Quand il voulut envoyer Jean du Bellay à Spire pour expliquer sa conduite aux princes allemands, la diète refusa de recevoir son ambassadeur, déclarant « ledit roi de France autant ennemi de la dicte Chrétienté que le Turc même ». Barberousse fit une tentative sur la Sardaigne « pour empêcher que le secours d'Espagne vint en Italie » et quitta enfin les côtes françaises, lesté de 800 000 écus. A Toulon, « trente-deux trésoriers, trois jours durant, ne cessèrent de faire des sacs de mil, deux mil, trois mil écus chacun ». Les Turcs emmenèrent 14 000 esclaves chrétiens. On se demandait si la France n'était pas, elle aussi, tributaire du sultan.

C'était là l'écueil. L'alliance turque, de loin, semblait et était un moyen de salut ; sur les côtes de France, elle était un scandale et un péril. L'axe de la politique se déplaçait ; le danger passait au Nord où Charles-Quint et Henri VIII, de nouveau associés, envahissaient la France ; quant aux alliances, celles qu'allaient offrir les princes allemands devenaient de plus en plus importantes. En Champagne, en Picardie, c'était l'invasion. Les partisans de la paix, la faction Montmorency, reprirent le dessus à la cour : on négocia, on signa le traité de Crépy (18 septembre 1544). François abandonnait le Piémont et la Savoie, renonçait une fois de plus à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois, et Charles à la Bourgogne. Mais le duc d'Orléans devait épouser soit l'infante Marie apportant en dot les Pays-Bas ou la Franche-Comté, soit une fille de Ferdinand avec le Milanais. Enfin la clause de style : union contre le Turc.

Ce nouveau revirement parut au sultan « chose incroyable ». On parla d'empaler le duc d'Aramon, chargé des affaires françaises en l'absence de Polin. Mais celui-ci revint, chargé d'une mission qui était par elle-même un succès de la politique française ; Charles-Quint avait prié François I^{er} « de rechercher et d'estre médiateur d'une tresve entre le roy des Romains son frère et le Grand Turc ». Soliman était disposé à la paix ; il avait affaire du côté de la Perse. Pour la première fois un ambassadeur de l'empereur allait recevoir un sauf-conduit de la Porte, et c'était par les bons offices et sous la protection des Français. L'évêque Jean de Monluc, frère du capitaine, fut l'habile négociateur de la trêve d'un an entre « le sultan et la Chrétienté ». Le sultan écrivit à François I^{er} « qu'il

n'eût jamais donné la paix au roi des Romains n'eust été par son intercession ».

Le duc d'Orléans étant mort le 9 septembre 1545, le traité de Crépy se trouva remis en question ; le roi se laissa aller de nouveau à l'instinct naturel qui le portait à lutter contre la puissance de Charles-Quint. Le duc d'Aramon fut chargé de reprendre les négociations avec la Porte, le gros des forces du sultan étant destiné, pour 1546, à agir en Perse où son épouse préférée, la fameuse Roxelane, une Russe, le sollicitait de porter la guerre. Mais, pour 1547, une nouvelle collaboration militaire était prévue ; Soliman l'assurait à François I^{er} dans une lettre très cordiale où il lui donnait le titre de « restaurateur de la Chrétienté ». Le roi ne reçut pas cette lettre ; il était mort le 31 mars 1547.

François I^{er} avait quelque droit au titre dont le gratifiait le sultan. Les papes commençaient à comprendre tout le bénéfice que les catholiques pourraient trouver à une pareille politique ; ils ne faisaient que faiblement écho aux indignations de la cour d'Espagne. Aussi bien la cour de France n'en avait-elle pas, au début, cherché si long ; c'est une nécessité de salut qui avait dicté sa conduite. Et si l'alliance avec les Infidèles était encore, dans la catholicité, un objet de scandale, nombreux étaient les sujets du roi qui pensaient, comme Blaise de Monluc : « Si je pouvais appeler tous les esprits des enfers pour rompre la teste à mon ennemy, qui me veult rompre la mienne, je le ferois de bon cœur, Dieu me le pardoint. » Le bon sens national avait soutenu le roi dans sa lutte contre la puissance hispano-allemande ; beaucoup de Français, quand Charles-Quint ou Philippe II était à Saint-Quentin, à Noyon ou devant Marseille, auraient souscrit par avance à l'opinion qu'exprima plus tard en termes si gracieux le bon poète de Château-Thierry, La Fontaine :

« J'aime mieux les Turcs en campagne
Que de voir nos vins de Champagne
Profanés par les Allemands ;
Ces gens ont des hanaps trop grands
Notre nectar veut d'autres verres (1). »

(1) Épître au duc de Vendôme, septembre 1689.

III. — LA POLITIQUE DE HENRI II ET LE TRAITÉ
DE CATEAU-CAMBRÉSIS

**HENRI II ET SES
CONSEILLERS**

La politique de Henri II continue celle de François I^{er}. Très vite, cependant, l'action personnelle du nouveau roi se fait sentir, d'abord par le choix de ses conseillers.

Henri II a trente ans. Sa jeunesse, à la cour de son père, si gaie, si frivole, a été triste, surtout depuis la mort de son frère aîné; François I^{er} ne l'aime pas; on dirait qu'il ne lui pardonne pas de remplacer le dauphin disparu en 1537; il lui préfère son troisième fils, le duc d'Orléans, auquel il songe à laisser une partie de son héritage ou à créer un établissement en Italie; il lui tient aussi rigueur de sa fidèle et confiante amitié pour le connétable de Montmorency. Henri est un faible; il a besoin de protection, de tendresse, d'amitié. Il s'est, trop jeune, acoquiné à une maîtresse trop mûre, Diane de Poitiers, qui garde une influence déprimante sur son esprit. Cette liaison ne l'empêche pas de témoigner un attachement assidu et respectueux à la reine



HENRY 2 *Roy de France*

HENRI II

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale).

Catherine de Médicis. Il est à la fois jaloux de son autorité et pressé d'en déléguer l'exercice à des favoris qu'il oppose volontiers les uns aux autres. Il témoigne à Montmorency une confiance déferente, l'appelant « mon père »; hors de sa présence il ne se sent pas sûr de lui-même, comme un enfant qui craint de marcher seul; le ton de ses lettres à ce mentor aimé est affectueux, tendre, trop tendre pour un roi. Il ne peut se passer de la présence de ses amis qui sont ses conseillers. Après le traité de Cateau-Cambrésis, à François de Guise qui manifeste sa désapprobation et exprime le vœu de se retirer dans ses terres

« pour y chasser », le roi dit : « Vous avez tort, je vous aime. » Exact, appliqué, honnête, avec un haut sentiment de la dignité et des devoirs d'un roi, Henri II, intelligence médiocre, caractère faible mais obstiné, fut toujours mené par son entourage. Mort à quarante ans, peut-être avant d'avoir donné sa mesure, il garda toujours quelque chose de puéril, de naïf. L'histoire de sa politique est celle des factions qui se disputèrent sa confiance, Montmorency et les Guise.

MONTMORENCY ET SA POLITIQUE

La politique du connétable s'oppose à celle des princes lorrains, encore que parfois le roi ait voulu les mener de front et ait abouti à l'incohérence. Montmorency, connétable de France, grand maître de la cour, a été, sous Henri II, un véritable premier ministre. Il ouvre les dépêches, reçoit les ambassadeurs avant le roi ; il a sa politique qui est d'abord de conserver l'amitié du roi et, par là, le pouvoir et ses profits. Même pendant les courtes périodes où l'influence des Guise l'emporte, il garde sa place au conseil, son autorité, sa clientèle ; il s'applique à ruiner le crédit de ses rivaux en faisant échouer leurs entreprises, même aux dépens de l'intérêt français. Dans sa faction se rangent d'abord ses trois fils : Damville, Thoré et Méru, ses neveux, le cardinal Odet de Châtillon, Coligny, d'Andelot, des diplomates comme le cardinal Jean du Bellay, Lanssac, l'évêque d'Orléans Jean de Morvilliers.

Sa politique est assez simple. Montmorency est un seigneur féodal, « le premier baron de l'Ile-de-France », il a la rudesse et la cautele d'un campagnard mué en homme de cour ; en ce siècle de bataille, il est un ami de la paix ; il mériterait même le nom de pacifiste, avec la nuance péjorative qui s'y attache. Durant la paix, nulle influence ne saurait rivaliser avec la sienne. La guerre ruine le royaume et surtout profite à ses rivaux plus qu'à lui-même, car, s'il est un brave soldat, il est un général inepte. Il est opposé en principe aux aventures italiennes dont l'issue n'est jamais heureuse et qui détournent les efforts de la France des régions où sont ses véritables intérêts. Il en est si persuadé qu'il désorganise la marine française, paralyse l'effet de la sollicitude du roi pour sa flotte, car la marine est par excellence l'arme efficace pour combattre Charles-Quint et Philippe II. L'alliance espagnole est la base de sa politique. Sous François I^{er}, c'est lui qui a organisé la visite de l'empereur à la cour de France, dont les effets ont été désastreux. Crédule et fourbe jusqu'à la trahison, n'a-t-il pas profité du passage de l'empereur pour lui montrer les lettres des princes allemands secrètement nos alliés ! Sous Henri II, il poursuit son but avec obstina-

tion. Il est l'adversaire résolu des alliances avec le Turc, avec les protestants d'Allemagne. Accord étroit des deux grandes monarchies catholiques pour la paix de la Chrétienté et l'écrasement des musulmans ; répression de l'hérésie, mais indépendance des couronnes à l'égard du Saint-Siège : tel est, en quatre mots, le système politique autoritaire et féodal du connétable ; c'est celui qui correspond aux sentiments profonds de la noblesse provinciale, des gens de robe, des Parlements et de cette bourgeoisie dont l'influence dans l'État ne cesse de grandir ; et c'est sans doute ce qui faisait écrire au nonce en 1547 : « il est le plus français de paroles et d'actes qu'on ait jamais vu ». C'est la vieille idée, très noble mais très déplacée en pleine Renaissance, de la république chrétienne, formée de tous les princes catholiques sous la prééminence morale du pape et de l'empereur, avec, comme fin, la croisade.



FRANÇOIS DE GUISE

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale).

LES GUISE ET LEUR POLITIQUE Les Guise sont des cadets de famille régnante, princes de la maison de Lorraine, alliés à la maison de France (1). Montmorency est un grand vassal qui pense d'abord à son propre pouvoir ; les Guise voient plus haut et plus loin ; par leur naissance, par leur mérite, ils

(1) François de Guise épouse Anne d'Este, fille d'Hercule, duc de Ferrare, et de Renée de France, fille de Louis XII ; la sœur aînée de François, Marie, est reine, ayant épousé en secondes nocces Jacques V, roi d'Écosse. La génération comprend en tout six frères qui sont, outre François et Charles, Louis, cardinal de Guise en 1553, François, général des galères, Claude, duc d'Aumale, René, marquis d'Elbeuf, et une sœur, la reine d'Écosse, mère elle-même de Marie Stuart qui devint reine de France.

peuvent aspirer à des trônes. A chaque génération, hommes d'épée et hommes d'église s'épaulent mutuellement avec cet esprit de solidarité qui distingue les Lorrains. A la cour de François I^{er}, Claude de Guise, brillant soldat, et Jean, cardinal de Lorraine, poussent leur fortune et préparent celle de leurs enfants et neveux. L'ainé, François, « le grand Guise », est le premier capitaine de son temps. Sur son époque si riche en vaillants soldats mais si pauvre en vrais hommes de guerre, du moins en France, il tranche comme un génie. Son frère Charles, connu dans l'histoire sous le nom de cardinal de Lorraine, dirige la politique de sa famille et aspire à conduire celle de la France et celle de l'Église. Homme de cour séduisant et souple, ami délicat et cultivé des lettres et des arts, prélat de grande mine et d'austère allure, diplomate tenace et fertile en ressources, politique audacieux et de large envergure, le cardinal de Lorraine apparaît en un saisissant relief, soit à la cour de France où son rôle remplit les règnes de Henri II, de François II, de Charles IX, soit au Concile de Trente où il fait aboutir la réforme de l'Église.

La politique des Guise, dans les conseils de Henri II, s'oppose à celle du connétable ; elle est dans la tradition et dans la ligne générale de la politique française ; elle poursuit d'abord la lutte contre la redoutable puissance qui, depuis Charles le Téméraire, menace d'étouffer le royaume. Point de repos ni de sécurité pour la France tant que le même ennemi sera sur la Somme, sur les Pyrénées, à Besançon, en Alsace, en Italie, et même — quand Philippe II sera l'époux de Marie Tudor — en Angleterre. La France n'a jamais admis la suprématie impériale ; elle ne relève pas de l'Empire. Les Guise sont partisans de la guerre ; elle est nécessaire pour rompre l'étau ; elle donne au chef de la maison l'occasion de s'illustrer et aux cadets le moyen de pousser leur fortune.

Les historiens ont reproché aux Guise d'avoir prolongé les aventures italiennes quand le péril était sur la Somme et l'avenir sur le Rhin ; mais l'Italie est le point vulnérable de l'empire de Charles-Quint et des royaumes de Philippe II. Abandonner l'Italie à l'empereur et au roi d'Espagne qui est en même temps roi de Naples et duc de Milan, c'est laisser s'achever l'encerclement contre la France ; c'est aussi compromettre l'indépendance du Saint-Siège, l'une des assises fondamentales de la politique française. La politique et les armes françaises ne pouvaient ni s'enfoncer en Espagne, ni courir, en Allemagne, des aventures plus scabreuses que celles d'Italie ; elles ne pouvaient pas pousser leurs conquêtes dans les Pays-Bas sans risquer de provoquer une riposte anglaise ; leurs directions naturelles étaient donc le Rhin et l'Italie.

Il fallut le coup de tonnerre de Saint-Quentin pour faire entendre aux Français que le théâtre de la lutte avait changé. Le drame du règne de Henri II est dans cette rivalité de deux factions qui représentent deux politiques peut-être simultanément nécessaires mais pratiquement difficiles à concilier. Souvent aussi les intérêts nationaux sont primés par les passions individuelles.

Encore que les mobiles généraux apparaissent, sans doute possible, à travers les documents et les faits, écrit M. Lucien Romier dont les beaux travaux ont renouvelé l'histoire de cette époque, il serait périlleux d'enserrer l'âme mouvante et complexe de ces hommes, mus surtout par l'impulsion quotidienne, en des cadres rigides et sous des catégories immuables. Entraînés tour à tour et refoulés par les événements, les partis s'allient ou se combattent, se fondent parfois, changent sans cesse de buts et modifient leurs expédients, toujours plus résolus et obstinés dans leurs haines que dans leurs affections.

L A POLITIQUE FRANÇAISE EN ITALIE

Les contemporains, surtout avant le siège de Metz (1553), jugeaient que la partie décisive se jouait en Italie ; l'attention de la Chrétienté tout entière y était d'autant plus attirée qu'autour du Saint-Siège et du Concile de Trente étaient en suspens les destins du catholicisme et de la Réforme. Les événements politiques réagissent sur les faits d'ordre religieux et réciproquement. La France était devenue la terre d'asile des bannis, chassés des petits États de la péninsule ; les révolutions fréquentes, les complots, les confiscations accroissaient le nombre de ces *fuorusciti*. Les plus influents étaient les Florentins, qui avaient fui la tyrannie des Médicis, et les Napolitains, échappés à l'oppression du parti espagnol. Parmi les premiers brillaient des hommes d'église, des écrivains comme le poète Luigi Alamanni, et surtout les quatre fils de Philippe Strozzi, le plus riche manieur d'argent de la Chrétienté après les Fugger d'Augsbourg. Lyon est le grand centre de l'activité économique des Italiens et des Juifs d'Italie et devient, grâce à eux, la plus puissante place de commerce de l'Europe centrale. Les banquiers et les marchands florentins prennent fait et cause pour leurs compatriotes. Le roi, qui a besoin d'eux, accepte leurs subsides. Mais



PHILIPPE STROZZI (1567)
(Attribué à François Clouet).

ainsi il s'engage plus ou moins dans leur cause. Par leur intermédiaire, les écus de France s'en vont par la route des Grisons et Venise jusqu'à Ferrare, centre de rayonnement de l'activité politique française où réside le trésorier royal des armées d'Italie.

De l'Italie, Henri II tient solidement la porte : François I^{er} en 1536 et 1537 a conquis, — avec la connivence des Bernois inquiets des tentatives du duc de Savoie contre Genève, — le Piémont et la Savoie ; le duc, dépouillé de ses États, s'est réfugié à la cour de l'empereur. Le traité de Crépy (1544), qui renonçait à cette belle acquisition, n'avait pas été exécuté. Le roi tenant les deux versants des Alpes et les cols qui mènent en Italie, par la Bresse, le Bugey, le Valromey, le pays de Gex, tournait par le Sud les possessions impériales de Franche-Comté et interceptait l'une des plus faciles voies de communication avec Besançon et la Belgique ; sa position était d'autant plus forte que la domination française, sous l'habile gouvernement de Guillaume du Bellay, avait doté le Piémont et la Savoie d'une bonne administration et s'était fait aimer des habitants. Sous Henri II, le maréchal de Brissac continue cette grande œuvre française, défend le Piémont contre toutes les attaques et se concilie les sympathies des habitants jusqu'au jour où le traité de Cateau-Cambrésis rend ses États au duc Philibert Emmanuel, le vainqueur de Saint-Quentin.

Le Piémont est une base solide pour agir en Lombardie et dans la péninsule. L'influence française trouvait d'abord appui fidèle chez le comte de la Mirandole, dont la petite mais forte place était défendue par une garnison et des canons français. De là, on arrivait à Parme chez les Farnèse et, plus à l'Est, à l'entrée de l'Émilie, à Ferrare, chez les Este, alliés aux maisons de France et de Guise ; le duc était aussi maître de Modène. Le cardinal de Ferrare, Hippolyte d'Este, est, à Rome, l'homme des Guise ; en France, il siège au conseil du roi.

La première phase de l'intervention française en Italie, sous le règne de Henri II, tourne autour des Farnèse. Pour y combattre la puissance de l'empereur, c'est d'abord l'alliance du pape qu'il est indiqué de rechercher. Paul III avait donné l'investiture du duché de Parme et de Plaisance à son fils naturel Pierre-Louis Farnèse ; mais le duc s'était aliéné Charles-Quint et ne pouvait plus compter que sur le roi de France pour conserver son duché quand mourrait le vieux pontife. Le 10 septembre 1547, Pierre-Louis Farnèse est assassiné par ses sujets à l'instigation de Ferrante Gonzague, lieutenant de l'empereur en Lombardie, qui, le lendemain, fait occuper Plaisance par les troupes impériales. La victime laissait derrière elle toute une lignée. Son fils aîné, Alexandre, cardinal

à quatorze ans, avait été l'ouvrier du pontificat de son grand-père ; ami des Guise et des *fuorusciti*, favori de Catherine de Médicis, ce remuant et vaniteux personnage allait se faire l'instrument de la politique française en Italie et l'exploiter au profit de sa famille ; son frère Octave, pour hériter du duché de Parme et s'y maintenir, avait besoin de la France et allait servir sa politique bien qu'il fût le gendre de Charles-Quint, ayant épousé, à quatorze ans, la fille naturelle de l'empereur, Marguerite d'Autriche, déjà veuve d'Alexandre de Médicis assassiné par « Lorenzaccio ». Telles étaient les mœurs du temps ! Au troisième de cette nichée d'aventuriers, Horace, la politique destinait la main de Diane de France, fille légitimée de Henri II. Charles de Guise, venant à Rome pour recevoir son chapeau de cardinal à la fin de 1547, travaille à tourner au profit de ses desseins politiques la douleur du vieux pontife et les inquiétudes de ses petits-fils ; il négocie, avec le concours des banquiers de Rome et de Lyon, une ligue contre l'empereur ; il entrevoit déjà la conquête de Naples. La prudence du cardinal Jean du Bellay, tout dévoué à Montmorency, avertit le connétable qui empêche le roi de ratifier les traités conclus par l'aventureux Lorrain. Le roi hésitait encore deux ans plus tard et avait envoyé à Rome le cardinal de Ferrare et l'ambassadeur Claude d'Urfé pour y faire une enquête, quand mourut Paul III (10 novembre 1549).

Le conclave fut laborieux et scandaleux. Les cardinaux français étaient venus munis d'une ample provision d'écus. Jean de Lorraine, Alexandre Farnèse, Ferrare, candidats de la « faction française », ne purent recueillir les suffrages nécessaires ; Montmorency avait donné pour consigne à ses amis d'élire « un Espagnol plutôt qu'un Guisard ». Mais leur opposition fit échouer la candidature du cardinal anglais Reginald Pole que patronnait le parti impérial et que recommandaient son mérite et ses vertus. Après plus de deux mois, les deux factions finirent par se mettre d'accord sur un candidat neutre que l'un des Français déclarait, peu de temps auparavant, « léger, vicieux, indigne de la tiare ; » le 7 février 1550, Giovanni Gicchi, dit le cardinal del Monte, fut élu et prit le nom de Jules III. Étrange figure, bien caractéristique de son temps, que ce pape de la Renaissance, épicurien intelligent et cultivé, ami des arts et des lettres, des jardins et des casinos où il réunissait, autour de sa table délicate, cardinaux et humanistes, et qui, dans les dernières années de son court pontificat, devint le promoteur zélé de la réforme catholique et de la paix entre les princes chrétiens pour une commune résistance à la révolution protestante.

Le caractère violent et agressif de Jules III va bientôt offrir à la politique des

Guise l'occasion qu'elle cherche d'intervenir en Italie. Mais commencer la lutte en attaquant le pontife, c'est s'engager à contresens et rejeter Jules III dans le parti de l'empereur et des Espagnols. Le pape refuse de laisser le duché de Parme aux mains du neveu de son prédécesseur, Octave Farnèse, que protège Henri II (traité d'alliance du 27 mai 1551). Jules III proclame la déchéance d'Octave et lui déclare la guerre; le gouverneur du Milanais pour l'empereur envahit le Parmesan. Les *fuorusciti* de France accourent en Italie et apportent au Farnèse leurs épées et de l'argent. La guerre devient italienne. Jules III apparaît dans cette crise comme une réplique de Jules II; il prétend, comme lui, chasser d'Italie les étrangers et il est exaspéré que le roi ose, pour soutenir un nouveau venu dans la famille des princes d'Italie, braver le pape et l'empereur. Le dominicain Jean de Monluc, adroit et souple négociateur, envoyé par Henri II à l'instigation de Montmorency et des partisans de la paix, pour circonscrire la lutte, ne réussit pas à apaiser son courroux qui, le 3 juin, s'exhale en paroles d'une extrême violence contre le roi et les *fuorusciti*. Allié des Turcs et des protestants d'Allemagne — c'est l'époque où Henri II négocie une alliance avec Maurice de Saxe et les princes luthériens, — ennemi de la Chrétienté, perturbateur de l'Italie : c'étaient les griefs de l'empereur et ceux du pape. Celui-ci parlait de déposer le roi, de délier ses sujets du serment de fidélité, de conférer l'investiture de la France à Charles-Quint. Henri II, le 4 août, congédie le nonce avec des paroles acerbes à l'adresse de Jules III : « Le plus grand de mes péchés est d'avoir fait un tel homme pape. » La guerre est déclarée et les hostilités commencent. A l'avènement de Henri II, l'empereur écrivait à Paul III que, si François I^{er} avait « tiré le Turc par les cheveux en la Chrétienté, son fils le tirerait par les cheveux, les mains et les pieds ». La prédiction parut se réaliser; une flotte turque de cent trente-sept vaisseaux apparut dans la mer de Toscane et ravagea les côtes. Ainsi la querelle des Farnèse devient une guerre européenne.

HENRI II ET JULES III Elle faillit avoir des conséquences plus graves encore. Dans toute guerre contre le pape souverain temporel, le spirituel se trouve fatalement impliqué. La soustraction d'obédience de la part du roi ou, de la part du pape, l'excommunication et l'interdit pouvaient conduire tout droit au schisme, et du schisme à la Réforme. Nous touchons ici à l'un de ces moments décisifs où le cours des événements est suspendu à la décision d'un homme. Il ne manquait pas, autour de Henri II, surtout parmi les gens de loi et dans une partie du haut clergé, de conseillers disposés à incliner le roi vers une solution gallicane

qui eût été sans doute un acheminement à la Réforme ; les financiers tentaient la fiscalité royale en lui montrant les gros revenus qui, chaque année, s'en allaient outre-monts alimenter le faste de la curie pontificale. La tradition du gouvernement royal était gallicane ; les instructions à l'ambassadeur Claude d'Urfé, datées du 12 août 1547, constituent un exposé complet et rigoureux des revendications gallicanes ; l'ambassadeur devait les soumettre au Concile de Trente que Paul III venait de transférer à Bologne. Mais si le roi maintenait les prérogatives de l'Église nationale à l'encontre de la papauté, il entendait aussi défendre contre les hérétiques l'intégrité de la foi catholique qu'il considérait comme inséparable de l'intégrité de l'autorité royale.

En 1551, le roi trouva sur sa route une de ces occasions qui sont des tentations ; il était au plus fort de sa colère contre Jules III et venait d'interdire qu'aucun denier sortît du royaume à destination de la Curie. La Sorbonne avait soumis, quelque temps auparavant, à son approbation une proposition insidieuse : le roi et l'Église gallicane ne doivent pas obéissance au pape, leur devoir se borne à le reconnaître pour chef et à l'honorer quand il vient visiter les églises du royaume. Jean de Monluc, au cours de sa discussion avec Jules III, avait fait état de cette proposition au grand émoi du pontife. C'est peut-être lui-même, c'est en tout cas un des membres du conseil du roi qui, le lendemain de l'algarade au nonce Trivulzio, attira l'attention de Henri II sur la proposition de la Sorbonne et suggéra de soustraire l'Église gallicane à l'obéissance du pape et de créer un patriarche qui serait le chef de l'Église de France. Ainsi se serait constituée, en France, une Église nationale. Henri II, se tournant vers le cardinal de Lorraine, prit son avis. Le cardinal, les yeux pleins de larmes et regardant le roi bien en face, répondit : « Sire, j'en appelle à la conscience de Votre Majesté, c'est d'elle seule qu'elle doit prendre conseil et non des autres. » Ces nobles paroles, la gravité avec laquelle le prélat les prononça, firent une profonde impression sur le roi ; elles correspondaient trop à ce qui était la tradition et la doctrine de la monarchie française dans ses rapports avec l'Église catholique pour ne pas le convaincre. Écartant la proposition de son conseiller, il déclara que, poussé à la guerre par la témérité du pape, il entendait ne le combattre qu'avec des armes temporelles. Cette scène brève, dramatique, où la fermeté du cardinal de Lorraine et le bon sens du roi ont aiguillé la politique de la France dans la voie droite, oppose l'une à l'autre les deux conceptions et les deux hommes qui se partageaient le conseil du roi : Montmorency conseille une entente avec l'empereur et une politique gallicane, le cardinal de Lorraine veut la guerre à l'empereur et rejette toute tendance au schisme :

c'est la tradition de la politique royale, fondée sur les intérêts permanents de la nation française.

La conciliation de la guerre contre l'empereur et, au besoin, contre le pape, avec la fidélité à l'Église catholique était parfois difficile à réaliser. Henri II envoya l'évêque Jacques Amyot à la réouverture du Concile, pour témoigner de sa fidélité à l'Église, expliquer l'absence des Pères français et rejeter sur les fureurs du pape la responsabilité de la guerre. L'ambassadeur voulait présenter ses lettres de créance, mais comme elles portaient le mot *conventus* (convent) au lieu de *concilium*, il ne fut pas admis à les lire et ne put remplir sa mission. La situation de Henri II était très délicate ; pour ménager ses amis, les princes protestants d'Allemagne, il demandait à ses alliés turcs de ne faire la guerre à l'empereur que sur mer ; Sinan-pacha et Dragut, pourchassant les galères de Doria, croisaient le long des côtes des États de l'Église et menaçaient directement Rome où Jules III redoutait un coup de main ; puis la flotte de Dragut, ayant à bord l'ambassadeur de Henri II à Constantinople, le baron d'Aramon, enlevait Tripoli de Barbarie aux chevaliers de Malte (4 août 1551). Le scandale fut immense dans la Chrétienté, mais un coup sensible était porté à la puissance impériale dans la Méditerranée. Le pape exhalait son indignation en de violentes diatribes ; écrivant, le 16 août, à son secrétaire Dandino, il parlait de « prendre une croix sur l'épaule » et d'aller prêcher la croisade contre le roi qui « reçoit dans son État et dans le ventre de la Chrétienté une flotte infidèle, après qu'elle a pillé les îles et les terres des chrétiens, martyrisé d'innombrables innocents et enchaîné des milliers d'âmes, sans parler de l'aide que donne ce Roi Très chrétien aux luthériens d'Allemagne et de son alliance avec les Anglais ».

Si la situation du roi de France en guerre avec le pape est difficile, celle du pape est intenable. Il lui faut recourir à la protection onéreuse de l'empereur, l'argent de France ne vient plus en Italie et la caisse pontificale est vide. La Curie compte des hommes éminents : les Morone, les Cervini, les Reginald Pole, qui ont entrepris de purifier et de restaurer l'Église et dont la préoccupation maîtresse est de faire aboutir le Concile de Trente ; les Jésuites, dont l'influence se développe très vite, travaillent de toute leur ardeur pour la paix de la Chrétienté et la réforme de l'Église. Le cardinal de Tournon s'emploie, avec tout son zèle pour le roi et pour l'Église, à la conciliation. Un mois seulement après que Henri II a chassé le nonce de sa Cour, Jules III fait, le premier, un geste pacificateur ; spontanément il écrit au roi de France un bref où se révèle un esprit élevé et un cœur généreux ; « malgré toutes les offenses et tous les dommages que vous m'avez faits, je ne puis pas ne

pas vous souhaiter succès et prospérité. » Si évidente est la conjonction des intérêts du Saint-Siège avec ceux de la France que, dès qu'elle se brise ou s'interrompt, c'est pour se manifester avec plus de force.

A la cour, Montmorency, par amour de la paix et pour faire pièce aux Guise, abandonne les Gallicans et favorise les négociations que conduit à Rome, avec un art consommé, le cardinal de Tournon. Le 29 avril 1552 la suspension d'armes est signée : les clients du roi, les Farnèse, rentrent dans leurs biens, Octave à Parme, Horace, mari de Diane de France, à Castro ; le roi remporte un succès moral, mais « de l'humiliation politique du pape, l'unité catholique sortait intacte et plus efficace... Le gallicanisme militant disparaît de la grande politique ». Le jurisconsulte Charles du Moulin qui, dans un livre célèbre, avait défendu les droits du roi en matière de bénéfices, voit son ouvrage condamné ; lui-même, déclaré hérétique, est réduit à fuir en Suisse. Rien ne s'oppose plus à la collaboration du pape et du roi pour la défense de l'orthodoxie. Jules III, jusqu'à la fin de son pontificat, travaille avec zèle à la réconciliation des princes ; il prépare cette « paix catholique » qui aurait pu être avantageuse à la France en 1552 et que Henri II finira par conclure en 1559 dans des conditions désastreuses.

LA POLITIQUE DU RHIN A mesure que la politique française se détache de l'Italie et cherche à retirer sa mise, elle reprend, vers le Rhin et les Pays-Bas, sa marche historique. L'Allemagne du seizième siècle est agitée de passions violentes et puissantes. Luther, réformateur religieux, est aussi un patriote allemand, un représentant, au type très accusé, du nationalisme allemand dressé contre les forces extérieures. Les princes de l'Empire, tel un Philippe de Hesse, un Maurice de Saxe, et les simples chevaliers, comme un Hutten ou un Sickingen, incarnent ce qu'il y a toujours eu, dans le caractère germanique, de particularisme irréductible et de fière indépendance. Ce que Luther leur apporte, c'est l'occasion de répudier la domination religieuse de Rome pour constituer une Église allemande et mettre la main sur les biens ecclésiastiques. Quant à l'empereur, ils reconnaissent sa souveraineté pourvu que la couronne soit portée par un prince allemand. César est un maître lointain dont l'autorité, plus mystique qu'effective, n'est pas gênante ; mais ils ne veulent pas dépendre du domaine territorial des Habsbourg. C'est ce qu'on exprime en disant qu'ils acceptent la souveraineté *immédiate*, c'est-à-dire sans intermédiaire, de l'empereur, mais non pas son autorité *médiante*, c'est-à-dire exercée par l'empereur en tant que souverain territorial des États héréditaires de sa maison. Les villes veulent être

souveraines entre leurs murs comme les seigneurs dans leur burg. Pour le peuple, aucun droit, aucune liberté ; les paysans de Souabe, d'Alsace, de Westphalie, s'autorisant de ce que les nobles répudiaient l'autorité du pape et celle de l'empereur pour rejeter, eux aussi, celle des seigneurs, se soulevèrent à la voix de Carlstadt et de Münzer, pillant les châteaux, s'appropriant les biens des seigneurs comme ceux-ci s'étaient emparés de ceux de l'Église, des évêques et des abbayes ; contre ces malheureux, coupables d'être logiques, Luther déchaîna, avec une implacable brutalité, la croisade des princes : il fallait tuer comme des chiens ces gens qui prétendaient rejeter toute autorité (massacres d'Alsace, 1525).

La révolution luthérienne reste féodale et bourgeoise. Elle s'organise politiquement et militairement à la fin de 1530 : c'est la ligue de Smalkalde qui, peu à peu, faisant boule de neige, englobe la plus grande partie des princes et des villes de l'Allemagne moyenne, l'influence dominante restant à la Saxe et à la Hesse. François I^{er} s'empresse d'entrer en relations avec la ligue et de conclure un traité « pour la défense de la liberté germanique » (printemps 1532). Rien n'est plus significatif que de voir apparaître déjà ce fait et cette expression ; c'est le commencement d'une politique qui durera autant que la monarchie française : la France protège, contre les empiétements de l'autorité impériale, la constitution du corps germanique et ses traditions ; elle répond au vœu des peuples et des princes, elle fonde l'équilibre politique européen sur un juste équilibre de la liberté et de l'autorité en Allemagne. La réforme religieuse, vue de la cour de France, prend d'abord surtout l'aspect d'une révolte contre l'empereur, d'un coup droit porté à l'autorité de Charles-Quint, et le roi, si attaché qu'il soit à l'orthodoxie, n'hésite pas à la favoriser. La Bavière catholique s'allie aussi à la ligue et à François I^{er}. La diplomatie française est très active dans la région rhénane ; partout elle soutient, selon l'expression d'un ambassadeur de Venise, « les ennemis de César. » L'alliance traditionnelle avec le duc de Clèves et de Juliers, qui tient le Rhin inférieur, est renouvelée en 1540, bien qu'il soit passé à la Réforme. « Quelle habileté à ce roi, s'écrie Ferdinand, roi des Romains, à la diète de Spire (1542), quelle insolence et quelle rouerie pour troubler l'Allemagne ! »

Ce qu'il appelait, lui, troubler l'Allemagne, les princes nommaient cela sauvegarder leurs libertés et leur indépendance contre l'absolutisme et la centralisation. Charles-Quint, libéré par le traité de Crépy (1544), va employer toutes ses forces pour rétablir en Allemagne son autorité impériale, en même temps que l'Église catholique prélude à son double effort de réforme et de reconquête. Si les plans du grand empereur ont un plein succès, s'il réduit l'Allemagne à son obéissance

et peut s'en servir comme d'un réservoir de lansquenets, l'encerclement de la France est achevé et Charles-Quint est bien près de réaliser son double rêve : un roi, une foi. A la fin de 1546, il fait passer en Allemagne 35 000 Espagnols et Italiens ; il gagne Maurice de Saxe en lui promettant l'électorat. Puis il prend l'offensive militaire et diplomatique avec une magnifique énergie. En quelques semaines toute l'Allemagne du Sud, puis, après le combat de Muhlberg (24 avril 1547), toute la Saxe, se soumettent. Seule la ville de Magdebourg résiste. La Bohême obéit tout entière à Ferdinand. L'*Interim* d'Augsbourg, en attendant le Concile, dicte à l'Allemagne ce que les Habsbourg entendent qu'elle croie et pratique en religion.

Charles-Quint appela en Allemagne son fils Philippe afin de le présenter aux Électeurs et aux princes auxquels sa froideur et sa morgue espagnole déplurent. Ferdinand, qui désirait se réserver l'Empire pour lui et ses hoirs, excitait sous main le mécontentement de l'Allemagne. Le mouvement de révolte qui écarte Philippe de l'Empire et sépare pour l'avenir les Habsbourg d'Espagne des Habsbourg d'Autriche prend un caractère national allemand et continue la révolution déchaînée par Luther. Maurice de Saxe, subtil flaireur de vent, comprend que, pour consolider la dignité électorale qu'il doit à la faveur de l'empereur, il lui reste à le trahir pour se mettre à la tête du nationalisme allemand. Avec l'armée qu'il commande au nom de Charles-Quint devant Magdebourg, il marche sur Augsbourg et Innsbruck, où séjourne l'empereur entre l'Allemagne et le Concile. Ce fut le désastre. Nous avons dit la fuite éperdue du souverain à travers les neiges du Brenner (19 mai 1552). De Trente, les évêques se sauvent en Italie. C'est la ruine, en Allemagne, de la grande œuvre catholique et impériale de Charles-Quint. La dernière tentative d'unification de la Chrétienté a échoué : il n'y aura pas qu'un seul troupeau et un seul pasteur.

A ce résultat, la politique de Henri II a fortement, bien qu'indirectement, contribué, non pas qu'il ait souhaité détruire l'unité catholique, mais parce qu'il a lutté, selon la tradition de la politique royale, contre cette tentative grandiose de monarchie universelle. La France contre l'Empire, c'est la loi de notre histoire : question de vie ou de mort. Une Église et un pape, mais plusieurs nations et plusieurs rois égaux en dignité et en puissance.

Entre les princes allemands et la cour de France, les relations deviennent plus actives après Muhlberg et l'*Interim*, surtout par l'intermédiaire de deux Hohenzollern, Jean et Albert de Brandebourg ; les subsides du roi prennent le chemin de l'Allemagne. Le 15 mai 1551 Georges de Simmern et le comte de Nassau viennent à Fontainebleau : ils représentent que l'empereur veut asservir

à jamais la nation allemande et implorent l'aide de Henri II ; ils allèguent, s'il en faut croire Brantôme, « qu'eux et les Français étaient germains et frères, et que, pour ce, se devoient aide et maintenir les uns les autres ». Les négociations ne traînent pas ; les clauses essentielles sont arrêtées à Lochau par Jean de Fresne, évêque de Bayonne ; les princes promettent de n'attaquer personne pour cause de religion et de respecter les biens d'Eglise ; le traité est conclu à Chambord le 15 janvier 1552 et signé, entre Maurice de Saxe et l'évêque de Bayonne, à Friedwald en Hesse, le 14 février.

C'est un document capital. Le roi fournit aux princes des subsides (60 000 thalers par mois) pour faire la guerre à l'empereur. Lui-même se charge de couper les routes qui mènent, de l'Allemagne du Sud, où séjourne Charles-Quint, aux Pays-Bas, afin qu'il n'en puisse tirer ni argent ni soldats. « Il est trouvé équitable que le roi, le plus promptement possible, prenne possession des villes qui, de tout temps, ont appartenu à l'empereur, bien que la langue allemande n'y soit point en usage, c'est-à-dire de Cambrai, de Toul, en Lorraine, de Metz et de Verdun ; le roi les pourra conserver en qualité de vicaire de l'empereur. » Ainsi, les mêmes hommes qui mènent la guerre allemande contre une domination impériale à demi étrangère, abandonnent les Trois Evêchés lorrains au roi de France ; ces villes font partie de l'Empire, non de l'Allemagne. Henri II, comme pour donner plus de solennité à l'importante campagne qu'il s'apprête à entreprendre, réunit le Parlement et lui fait exposer par Montmorency les hautes raisons nationales qui l'ont décidé. Une belle armée est assemblée entre Vitry et Joinville, fief des Guise ; les princes lorrains, de là, ont pratiqué des intelligences dans tout le pays. Le roi franchit la Meuse avec François de Guise et paraît devant Toul le 10 avril 1552. C'est le 1^{er} avril que Maurice de Saxe arrive devant Augsbourg : le synchronisme est frappant ; rarement, à cette époque, une double opération militaire fut concertée et exécutée avec autant de précision.

Les magistrats de Toul ouvrent leurs portes. Le même jour, le connétable, grâce à une ruse, entre sans coup férir dans Metz où l'évêque, Robert de Lenoncourt, a organisé un parti démocratique favorable à la France. Le 17, jour de Pâques, Henri II fait son entrée solennelle par la porte Serpenoise. L'armée française parcourt sans résistance la Lorraine ; le jeune duc mineur, sous la tutelle de sa mère Marie-Christine de Danemark, nièce de Charles-Quint, prête au roi le serment d'hommage. Puis le roi passe en Alsace par Sarrebourg et le col de Saverne. Strasbourg, qui craignait Charles-Quint, se défait de Henri II ; les magistrats acceptent de le recevoir avec quarante gentilshommes ; mais il ne profite pas

de la permission, descend la rive gauche du Rhin, entre à Haguenau, à Wissembourg, où l'accueil est enthousiaste. Les envoyés des princes réunis à Worms viennent le supplier de ne pas aller plus loin afin de ne pas compromettre leur cause ; Henri II, revenant du « voyage d'Austrasie », comme on disait à la cour, entre dans Montmédy, Bouillon et Verdun, tandis que Charles-Quint fuyait en Styrie et qu'une grande armée turque envahissait la Hongrie.



FRANÇOIS DE GUISE SUR LES REMPARTS DE METZ

LE SIÈGE DE METZ Dans la ruine de sa politique, c'est l'injure française que l'empereur ressent avec le plus d'amertume. Il veut se venger de Henri II, dompter « la fortune femelle » ; il veut surtout rétablir à tout prix et sans délai ses communications entre les Pays-Bas et l'Italie. Avec les protestants il signe la transaction de Passau qui annule l'*Interim* d'Augsbourg (2 août) ; l'Allemagne se réconcilie avec l'empereur pour reprendre Metz. Charles-Quint, d'ordinaire si patient dans ses desseins, qui, vingt ans, a attendu l'heure de soumettre l'Allemagne, devient nerveux et précipité comme son aïeul Charles le Téméraire. Il rassemble à la hâte des troupes, 60 000 hommes commandés par le duc

d'Albe, qui campent devant Metz le 19 octobre. Mais François de Guise est dans la place depuis le 17 août avec la fleur des jeunes gentilshommes, les cadets de Lorraine, Enghien, Condé, deux Montmorency ; il a amené des hommes experts aux fortifications, nous dirions aujourd'hui des officiers du génie. Il se multiplie, stimulant les travailleurs, gagnant les bourgeois et le peuple. « C'était, dit Monluc, un prince si sage, si familier et si courtois qu'il n'y avait homme en son armée, qui ne se fût volontiers mis à tout hasard pour son commandement, tant il savait gagner le cœur. » C'est un chef. Il fait réparer les murs, détruire les faubourgs, sans excepter les églises, la vieille basilique de Saint-Arnould, installer des batteries. Le 20 novembre, Charles-Quint arrive à son camp, blême et malade, péniblement hissé sur un cheval blanc ; il prend à sa solde Albert de Brandebourg qui, avec une armée, rôdait aux environs, en quête d'un gain possible. Les attaques se précipitent ; partout elles sont brisées ; la maladie se met au camp ; le 1^{er} janvier 1553, Charles-Quint lève le siège, ayant perdu plus de 40 000 hommes. Le vainqueur recueillit ses blessés et malades et les fit soigner par ses médecins. L'armée du connétable était restée immobile en Champagne ; François de Guise se plaignait vivement qu'il n'eût rien fait pour munir la place avant le siège, ni pour la secourir. De fait, la gloire de son jeune rival mortifie cruellement l'âme jalouse de Montmorency ; mais la France tout entière vibre d'enthousiasme pour le héros. C'est un beau moment de notre histoire ; la popularité des Guise date de là, comme une récompense nationale au capitaine qui a brisé la puissance de Charles-Quint ; peu s'en est fallu peut-être qu'elle ne portât au trône de France l'héritier du grand Balafre, défenseur de Metz, conquérant de Calais ; et elle a certainement contribué à sauver, en France, le catholicisme. François de Guise sur les remparts de Metz, c'est un des spectacles où s'est complu notre âme nationale et où elle aime à retremper son énergie.

LA CONQUÊTE DE LA CORSE

L'éclat de ce succès décisif n'échappe pas aux contemporains ; pendant le siège « toutes les autres affaires sont en suspens » ; mais ensuite les intrigues reprennent leur cours. La politique du roi est engagée en Italie ; c'est là que l'on peut achever la défaite de l'empereur en coupant ses communications. Depuis la paix avec Jules III, il y avait, dans l'Italie centrale, aux ordres du maréchal de Termes, une armée française, qui était sans emploi, et une autre en Savoie et Piémont sous Brissac. Les *fuorusciti* visaient toujours Florence ; les Guise et leurs amis songeaient toujours à Naples. Le 26 juillet 1552, Sienne avait chassé les Espagnols aux cris de

« Francia ! » L'ambassadeur Lanssac, le maréchal de Termes s'y étaient rendus avec des secours ; le cardinal de Ferrare y était devenu lieutenant du roi. Les Guise conseillaient de profiter du découragement que l'échec de Metz jetait parmi les adversaires du roi pour prendre l'offensive en Italie, chasser Cosme de Médicis, allié de l'empereur. L'indécision du cardinal de Ferrare, Hercule d'Este, et la jalousie de Montmorency laissèrent passer l'occasion.

Pour occuper les troupes et porter un coup à la puissance méditerranéenne de l'empereur, le maréchal de Termes et le prince de Salerne débarquent 4 000 hommes en Corse, avec l'aide de la flotte turque, et en commençant la conquête (20 août 1553) ; de Marseille, le baron de la Garde amène des renforts. On est bientôt maître de l'île qui accueille avec joie les Français. Les Guise avaient fait décider l'affaire, profitant d'une maladie grave du connétable. Établis là, les Français menaçaient dangereusement les communications des Espagnols. Cette conquête précieuse avait l'inconvénient d'aliéner à la France la République de Gênes, qui entraînait en guerre, avec l'alliance de Cosme de Médicis. Les Turcs avaient commis à l'île d'Elbe des massacres, dont Jules III s'indignait. L'Italie centrale se levait de nouveau contre les Français. C'était le moment d'y expédier un homme de guerre ; mais le connétable, guéri, craignait surtout d'offrir à son rival une occasion nouvelle de s'illustrer ; on le vit avec étonnement, lui l'adversaire des *fuorusciti* et de leur politique, envoyer à Sienne, comme lieutenant général, pour remplacer le cardinal de Ferrare disgracié, le chef même des bannis, Piero Strozzi (1^{er} novembre 1553).

C'était semer le vent pour récolter la tempête. Autour de Strozzi, tous les *fuorusciti* accoururent ; ils avaient des amis à la cour, la reine la première ; le connétable lui-même était plein d'ardeur belliqueuse, les cardinaux du Bellay et de Tournon approuvaient. La guerre des *fuorusciti* ne fut pas heureuse. Le prieur de Capoue, Leone Strozzi, fut tué ; son frère Piero fut battu à plates coutures par les troupes du Médicis, le 2 août 1554. Lanssac qui se rendait à Sienne fut enlevé et emprisonné. La ville, assiégée et glorieusement défendue par Blaise de Monluc, tint jusqu'au 17 avril 1555. Ce fut la ruine irrémédiable des *fuorusciti* et de leurs espérances. La puissance des Médicis en fut consolidée : ces fils de banquiers avaient définitivement fondé, en Italie, le premier État national. Henri II cherchait un biais pour faire la paix ; les Guise, qui n'étaient pas responsables de la catastrophe, reprenaient leur crédit sur l'esprit flottant du roi.

LA TRÊVE DE VAUCELLES Jules III, dans les dernières années de sa vie, multiplie les appels à la grande paix de la Chrétienté ; ces aspirations, répandues par les religieux, trouvent d'autant plus d'écho que les ravages de la guerre sont atroces ; en août 1554, les Turcs, dans la Pouille, enlèvent 4 000 âmes et ruinent le pays. Partout, jusqu'en Italie, la réforme luthérienne s'infiltré. Charles-Quint, malade, vaincu, désespère de son œuvre ; il s'était cru l'instrument de la Providence, « l'avoué » de Dieu sur la terre, et voilà que son entreprise n'est point bénie, que les forces du mal, le Turc, l'hérésie, avec la complicité du roi de France, l'emportent : il ne lui reste qu'à se préparer à l'abdication et à la mort. S'il ne peut pas léguer à son fils ses États en paix, du moins il suspendra le carnage.

Le grand obstacle à une paix définitive c'est la question de Savoie. Charles-Quint tient à honneur de ne pas traiter sans avoir fait rendre ses États au souverain dépossédé ; Henri II n'offre qu'une compensation. Après l'échec des conférences de Marcq (mai 1555) les négociations reprennent en décembre, sur l'initiative de Montmorency, entre son neveu Gaspard de Coligny et Sébastien de l'Aubespine pour la France, Charles de Lalaing et Simon Renard pour l'empereur, à Vaucelles ; elles aboutissent rapidement, par la volonté de Charles-Quint, à la trêve de Vaucelles (1^{er} février 1556). Henri II garde toutes ses conquêtes ; la Savoie, le Piémont, le Montferrat, les places de Toscane et du Parmesan, la Corse, les Trois-Évêchés. Le duc de Savoie recevra 20 000 écus par an. C'est le triomphe de Henri II ; mais ce n'est qu'une trêve de cinq ans. Charles-Quint, au moment de déposer ses couronnes, n'a pas voulu engager l'avenir de son fils. Le grand duel n'est pas terminé ; mais la trêve de Vaucelles témoigne du profond besoin de paix dont les princes et les peuples prennent conscience. Une Europe nouvelle s'ébauche dans la douleur : crises religieuses, crises sociales, crises nationales ; les maîtres du jeu de ce monde ont besoin de se recueillir, d'oublier leurs querelles : la trêve de Vaucelles est née de ce désir.

Qu'elle ne se soit pas, sur-le-champ, transformée en paix durable, que la paix de la Chrétienté n'ait été signée qu'en 1559, après Saint-Quentin, c'est l'un des désastres de notre histoire.

L'INTRIGUE DES CARAFFA. L'intrigue qui amena la rupture de la trêve de Vaucelles s'ébauchait déjà quand les signatures furent échangées. Le pape Paul IV en était l'âme. Le cardinal Caraffa qui succédait à l'éphémère Marcel II « dont la Chrétienté n'était pas digne », appartenait à une

vieille famille napolitaine, donc ennemie traditionnelle du maître espagnol ; ce vieillard de quatre-vingts ans, violent, passionné, bilieux, et surtout son neveu Carlo Caraffa, aventurier de bas étage dont, à son avènement, il fit, selon la coutume du temps, un cardinal, bien qu'il « abhorât la prêtrerie », allaient bouleverser l'Europe pour chasser Charles-Quint d'Italie. Ces desseins correspondaient aux vues des Guise. Le cardinal de Lorraine, envoyé à Rome le 1^{er} octobre 1555, rassemble tous les fils ; il signe un traité avec la cour de Ferrare, un autre avec le pape (15 décembre 1555) que le roi ratifie le 10 janvier, quelques jours avant de signer la trêve de Vaucelles ; soit faiblesse, soit calcul, Henri II aimait à mener plusieurs politiques, fussent-elles contradictoires. La nouvelle de la trêve est accueillie en Italie par une explosion de colère : « Ce roi est un traître », s'écrie Carlo Caraffa. Strozzi, les Guise, la reine, Diane de Poitiers cherchent à renouer l'intrigue ; Carlo Caraffa vient à la cour de France comme nonce et y travaille à l'italienne. Le connétable résiste ; il tient à son œuvre et à son pouvoir ; il cherche à résoudre la question de Savoie, obstacle à la paix générale : le roi garderait le Piémont en cédant au duc ses droits sur le Milanais. Mais Paul IV fait rage, excommunie les Colonna, clients de Charles-Quint, propose au Consistoire du 27 juillet de priver Charles-Quint et Philippe II de leurs royaumes.

C'est une véritable déclaration de guerre. Dès lors, le roi de France permettrait-il un nouveau sac de Rome, une mainmise des Espagnols sur la papauté ? On cherche à lui forcer la main. Il apprend que les Farnèse ont fait leur accommodement avec Philippe II et abandonnent la cause française. La vengeance incline son âme à des résolutions que l'intrigue n'avait pu lui arracher. Les événements se précipitent ; Philippe II a relevé le gant et le duc d'Albe marche sur Rome.

Le roi, au commencement d'octobre, cède aux instances de son entourage et se décide à la guerre. En moins d'un an la politique française a fait trois volte-face. La fièvre de Naples, une fois de plus, s'est emparée d'un roi de France ; Naples « jouet des papes et amuseur des princes étrangers », dit Étienne Pasquier. Sous couleur de secourir le pape sans rompre la trêve, c'est en réalité une expédition de Naples qui se prépare avec François de Guise à sa tête.

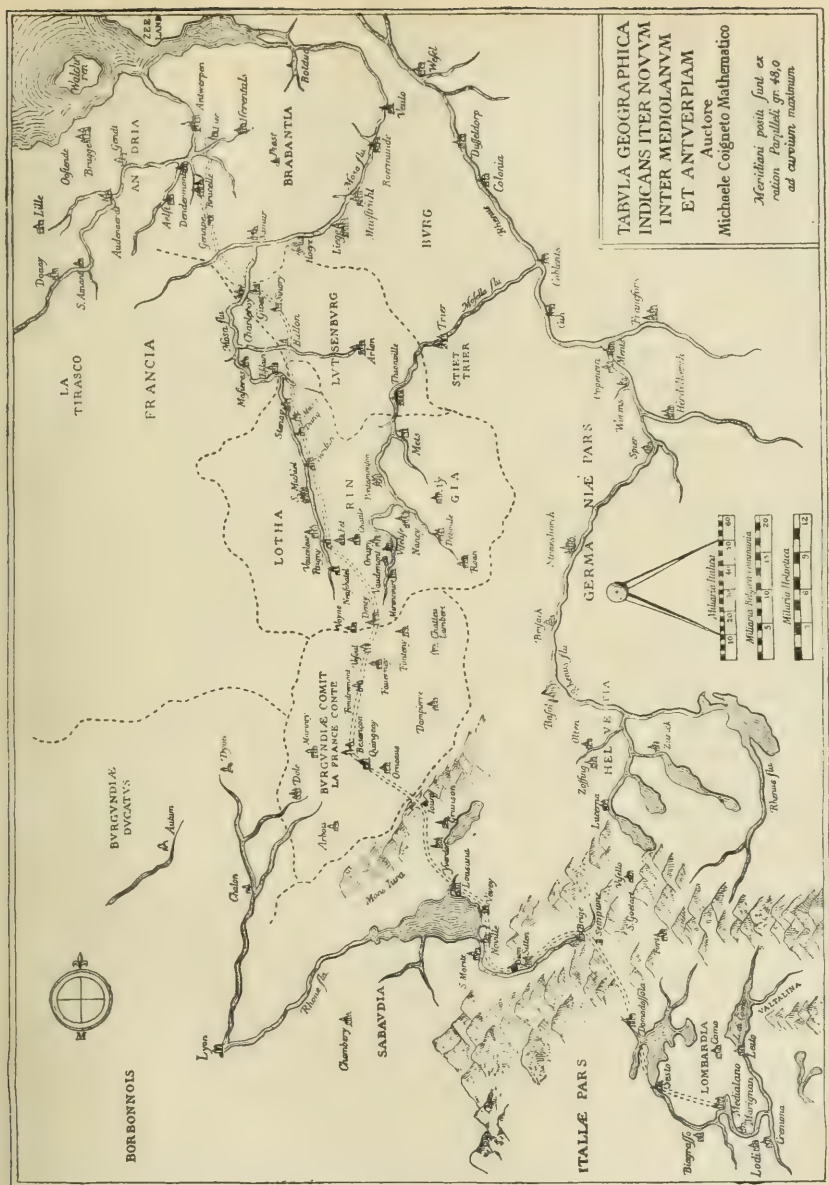
François de Guise franchit les monts (fin décembre 1556) ; son premier objectif est Parme : le roi veut que le Farnèse félon soit châtié. Mais les alliés, Ferrare, le pape, n'ont rien préparé, ni armée, ni vivres, ni argent ; l'arrivée de l'armée française est pour eux une aubaine qu'ils comptent exploiter. Guise tombe au milieu d'un écheveau inextricable d'intrigues et tout son art consiste, en bon capitaine, à tenir son armée intacte et forte, d'autant plus que, le 19 janvier 1557, Philippe II

déclare la trêve de Vaucelles rompue par la faute des Français et se prépare à une guerre décisive. L'avarice et la cupidité du duc de Ferrare, beau-père de Guise, paralyse les mouvements de l'armée ; il faut renoncer à attaquer Parme. Les Français en Italie, à cette époque, font toujours l'effet de grands enfants que l'on berne ; ils ne comprennent pas les finesses du jeu et ont le mauvais goût de s'irriter contre « le peuple le plus fourbe, le plus menteur et le plus indigne », écrit l'ambassadeur Marillac. Le pape n'apporte à Guise aucun secours ; délivré du péril immédiat par la retraite du duc d'Albe, le voici qui se passionne pour ses devoirs de pontife ; il refuse la promotion de cardinaux demandée par le roi et donne le chapeau à des prélats connus pour leur zèle à réformer l'Église : l'influence des Jésuites domine. Guise, n'ayant pas de base d'opération, évite de s'engager dans le Sud plus avant que Civitella d'où un ordre du roi le ramène à Ancône. Il y était encore, n'ayant subi aucun échec, quand des nouvelles désastreuses le rappellent en hâte.

DÉSASTRE DE SAINT-QUENTIN

Philippe II a décidé de porter la guerre au cœur de la France par les Pays-Bas ; une armée commandée par Emmanuel-Philibert, le duc dépossédé de Savoie, s'y concentre ; moyen assuré de détourner la menace contre Naples. La conjonction qui toujours arrêta l'expansion française s'est réalisée : Philippe II est plus redoutable que Charles-Quint, parce qu'il a épousé Marie Tudor, reine d'Angleterre, et joint les forces de terre et de mer anglaises à celles des Pays-Bas, de l'Empire et de l'Espagne. Le duc de Savoie attaque Saint-Quentin où Coligny se jette avec une petite troupe. Montmorency dispose d'une belle armée qu'il ne sait pas conduire ; il s'approche pour faire lever le siège de Saint-Quentin ; complètement battu, il est fait prisonnier avec le maréchal de Saint-André (10 août 1557).

De telles alarmes ne sont pas rares dans notre histoire : une défaite sur la frontière et voilà l'ennemi à Saint-Quentin, à Noyon, sur la route de Paris. Henri II accourt à Paris ; Guise s'embarque avec son armée à Civita-Vecchia le 15 septembre ; il est à Saint-Germain le 6 octobre pendant que Philippe II, arrêté par la pénurie d'argent, retenu par son caractère méticuleux et prudent, manque l'occasion de marcher sur Paris et s'attarde à des sièges. Le roi, le cardinal de Lorraine qui gouverne tandis que son frère commande les armées, travaillent à sauver l'État. François de Guise prépare la superbe riposte de Calais. La répercussion du désastre de Saint-Quentin est immense, en Allemagne, jusqu'en Turquie où le sultan se réconcilie avec l'empereur. L'Italie est perdue. Cosme de Médicis ménage aux



CARTE HOLLANDAISE DE LA ROUTE DES ARCHIDUCS D'ANVERS A MILAN
(D'après l'ouvrage de M. Roland : les Cartes anciennes de la Franche-Comté, 2^e partie, pl. XV).
La route des Archiducs est indiquée sur la carte par la ligne double en pointillé de Milan à Anvers. La carte est orientée le nord au haut de la page.

princes du parti français une rentrée en grâce auprès de Philippe II ; Hercule de Ferrare exécute sans vergogne la volte-face ; Alphonse d'Este est fiancé à Lucrèce de Médicis. Le duc d'Albe est entré à Rome le 20 septembre ; les Caraffa deviennent clients de l'Espagne ; Carlo, envoyé comme nonce à Bruxelles, sollicite le vainqueur, tandis que le vieux pontife, dégoûté, comme Jules III, de la politique, ne se préoccupe plus que de la réforme de l'Église et de la paix des princes chrétiens. Une seule famille, celle de la Mirandole, reste fidèle à la France et, en Toscane, la République de Montalcino. La suprématie espagnole est établie, pour deux siècles, en Italie. L'équilibre des forces rompu, c'en est fait de l'indépendance des princes et de la Papauté. Le développement magnifique de l'Italie s'arrête ; Venise et Gênes vont dépérir. L'Italie de la Renaissance, l'Italie des républiques aristocratiques, des tyrans, des condottieri et du népotisme, l'Italie individualiste et à demi païenne dans sa dépravation raffinée, mais prodigieuse de vitalité, de « virtuosité », va s'endormir sous la férule de l'Espagne et de l'Autriche ; elle ne se réveillera qu'au son des tambours de Bonaparte.

LE TRAITÉ DE CATEAU-CAMBRÉSIS

Le traité de Cateau-Cambrésis est la liquidation de la politique française depuis Charles VIII. Les négociations, qui s'ouvrent à l'abbaye de Cercamp le 8 octobre 1558 et qui s'achèvent au Cateau-Cambrésis le 2 avril 1559, continuent et terminent le long travail diplomatique que les négociations de Marcq et la trêve de Vaucelles avaient ébauché. On a, des deux côtés, la volonté d'aboutir à une pacification durable pour le bien de la Chrétienté et le repos des peuples. C'est la « paix catholique » préparée par Jules III qui va se réaliser. La lassitude, dans les deux camps, est extrême, comme la misère. Mais la situation de la France est très forte ; les brillants succès de Calais et de Thionville ont réparé le désastre de Saint-Quentin. La pénurie de soldats et d'argent rend toute grande opération impossible. L'avantage reste donc à celui qui se trouve nanti. La France occupe de tous côtés des positions avantageuses ; en Italie, elle tient le Piémont, c'est-à-dire les passages des Alpes ; dans la Méditerranée, la Corse ; dans le Nord, les Trois Évêchés et Calais. Les finances espagnoles sont à bout de ressources ; Philippe II est réduit à solliciter des États de Flandre, à la diète de Valenciennes (août 1557), un suprême effort. Il écrit à Granvelle en février 1559 : « Je dois vous dire qu'il m'est de toute impossibilité de continuer la guerre ; j'ai déjà dépensé un million deux cent mille ducats que j'ai tirés d'Espagne, et j'ai besoin d'un autre million d'ici au mois de

mars prochain... La situation me paraît tellement grave que je dois en venir à un arrangement. Que l'on ne rompe en aucune manière les négociations entamées. » Les plénipotentiaires français avaient donc beau jeu. Mais les Espagnols avaient un avantage capital ; ils tenaient prisonniers Montmorency et Saint-André. Le roi ne pouvait se passer de son conseiller, de son ami ; il brûlait de le revoir, autant que le connétable était impatient de revenir à la cour pour mettre fin à l'omnipotence de ses rivaux. Le roi lui écrit des billets d'amoureux : « Ne vous voyant point, les jours me durent années, » et celui-ci, dont nous respectons l'orthographe originale : « Je vous pry de croire que vous estes la personne de ce monde que j'ème le plus, et pour selà, je ne vous soroyz ryen oferyr, car puisque mon cœur est à vous, je croy que vous pensés byen que je n'épargneré mes byens ny se quy sera en ma puyssance pour avoyr set heur que de vous ravoyr. »

Pour « ravoyr » son ami, le roi sacrifia la France. Il eut la faiblesse de désigner les deux prisonniers, Montmorency et Saint-André, comme plénipotentiaires munis d'une confiance qu'il n'accordait pas au même degré à leur collègue, le cardinal de Lorraine. Le connétable non seulement accepta ce rôle, mais il en profita pour obtenir un adoucissement aux conditions de sa propre rançon (200 000 écus au lieu de 300 000 d'abord exigés). Il fit, par intérêt et par manque de finesse, le jeu de l'ennemi. S'il avait le désir immodéré de traiter à tout prix, le moindre bon sens diplomatique lui faisait un devoir de le cacher. A la cour, le parti de la paix trouvait un puissant appui en Diane de Poitiers ; au contraire Catherine de Médicis travaillait à sauver l'influence française en Italie et soutenait la politique des Guise. L'ambassadeur de Ferrare raconte que, le 15 novembre 1558, au sortir du Conseil, où l'influence de la favorite fit décider la rétrocession de toutes les conquêtes italiennes, comme Catherine lisait dans sa chambre, vint à passer Diane qui lui demanda le sujet de sa lecture : « Je lis les histoires de ce royaume, répondit la reine, et j'y trouve que toujours, à certaines époques, les p... ont dirigé les affaires des rois. » La sœur du roi, Marguerite, était aussi pressée de faire la paix ; elle avait passé la trentaine et, craignant de retarder son mariage avec le vainqueur de Saint-Quentin, Emmanuel-Philibert de Savoie, elle veillait à ce que son frère rendît à son fiancé ses domaines dans leur intégralité.

Henri II lui-même a signé sa propre faiblesse dans ses lettres à Montmorency, notamment dans la suivante où, sans donner à Montmorency l'ordre de conclure, il l'y incite et l'encourage à tenir compte de son propre intérêt, comme si déjà le connétable n'y était pas trop enclin. « Mon amy... je vous assure que M. de Guise ne désire la paix, me remontrant que j'ai plus les moyens de faire la

guerre que je n'eus jamais et que je n'en saurais tant perdre, faisant la guerre, que j'en rends si vous venez d'accord... Faites ce que vous pourrez afin que nous ayons la paix, et ne montrez cette lettre qu'au maréchal Saint-André et la brûlez après. Ledit personnage que je vous nomme dans ma lettre a dit ici à quelqu'un que, tant que la guerre durera, pas un de vous ne sortira jamais de prison, et pour ce, pensez-y comme chose qui vous touche (1). » Un tel document est tout à l'honneur des Guise, au déshonneur du roi et du connétable. Le cardinal de Lorraine ne réussit pas à empêcher les abandons qu'il déplorait ; Jean de Morvillier, évêque d'Orléans, et le secrétaire d'État Claude de L'Aubespine étaient sans influence. « Ceste paix, toute de Montmorency », dit Gaspard de Saulx-Tavannes. On était d'avance décidé à tout sacrifier et on le laissait voir. Les plénipotentiaires espagnols étaient le duc d'Albe, le cardinal Granvelle, Guillaume de Nassau, prince d'Orange, le conseiller Viglius van Zwicheem. Les Espagnols manœuvrèrent supérieurement, masquant leurs avantages politiques derrière le trompe-l'œil de la « paix catholique » ; ils surent persuader à Montmorency et à Henri II que le moment était venu d'oublier leurs querelles pour ne songer qu'à la lutte contre l'hérésie qui menaçait non seulement l'unité religieuse de la Chrétienté mais le pouvoir même des rois. Il était possible de faire la paix et d'arrêter « l'hérésie pullulante » sans pour cela sacrifier les grands intérêts nationaux ; c'était la politique du cardinal de Lorraine, aussi zélé à combattre le protestantisme qu'à défendre les intérêts du royaume.

Les plénipotentiaires français commencèrent, dans la première série de conférences (8-30 octobre), par abandonner leur meilleur gage, la Savoie, avec la Bresse, le Bugey, le Valromey, le pays de Gex, et le Piémont avec Nice et Barcelonnette ; ainsi, d'un trait de plume, était détruite l'œuvre admirable du maréchal de Brissac qui avait su non seulement défendre, fortifier et agrandir la nouvelle province acquise en 1536, mais qui, mérite rare à cette époque, avait su l'administrer, y créer des routes, en développer la prospérité, si bien que les habitants demandaient à rester Français définitivement. Le roi garderait seulement quelques places pour défendre les passages des Alpes et marierait sa sœur au duc. Le 14 novembre se produit la crise décisive ; les prétentions des Espagnols sont si insolentes que le roi envoie l'ordre de rompre les pourparlers ; c'est le lendemain que, malgré la reine et les Guise, l'influence de Diane l'incline à céder, à abandonner toutes

(1) LAVISSE, *Histoire de France*, tome V, par H. LEMONNIER, volume II, page 176. (Orthographe modernisée.)

les possessions d'Italie et à renoncer sans indemnité à la Corse dont personne ne paraît avoir estimé à sa valeur l'importance stratégique. Dès lors, on ne discute plus que sur Calais et le nombre des places de sûreté que le roi gardera en Italie ; la mort de Marie Tudor facilite la solution pour Calais. Philippe II cesse de s'intéresser à une place qui appartiendra à la reine huguenote Élisabeth. Calais n'est même pas donné en toute propriété au roi de France ; il en a la garde pour huit ans, à l'expiration desquels il lui sera loisible de l'acquérir moyennant 500 000 écus d'or. Les négociations interrompues reprennent le 6 février 1559 au Cateau-Cambrésis. Une perspective nouvelle s'ouvre ; Philippe II, veuf de la reine d'Angleterre, pourra épouser la fille aînée de Henri II, Élisabeth ; le roi de France n'en devient que plus ardent à souhaiter la paix. Les Français obtinrent l'amnistie pour leurs partisans en Corse, clause honorable que la République de Gênes n'observa pas. Rien de pareil ne fut stipulé pour les clients du roi en Italie, ni pour les *fuorusciti*. La République de Montalcino, où s'étaient réfugiés les débris de la République de Siennese après le siège de 1555, est abandonnée au duc de Florence. Le Montferrat, où Brissac avait si bien besogné, et Casal sont rendus au duc de Mantoue. La France conserve Turin, Chieri, Pignerol, Chivasso, Villeneuve d'Asti. Des Trois Evêchés il ne pouvait être question, l'Empire n'étant pas partie aux négociations ; Henri II les tenait de fait, mais la possession de *jure* ne lui en fut pas reconnue. La paix fut signée le 2 avril avec l'Angleterre, le 3 avec l'Espagne.



LE CARDINAL CHARLES DE LORRAINE

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale).

Depuis Louis XI, la royauté française avait mené une rude bataille pour desserrer l'étau qui menaçait de l'étouffer ; avec des alternatives de succès et de revers, elle avait rompu l'encerclement ; l'équilibre italien entraînait l'équilibre européen ; l'œuvre de Charles-Quint avait échoué. La trêve de Vaucelles était la constatation de cet échec. Au traité de Cateau-Cambrésis, le résultat d'un siècle d'efforts s'évanouit. L'hégémonie politique et religieuse de l'Espagne sur l'Italie, et par l'Italie sur l'Europe, est un fait accompli ; la maîtrise de la Méditerranée est acquise à l'Espagne. Sous prétexte de défense de la religion, l'Espagne va chercher à acquérir la domination universelle et s'insinuer dans les affaires de France. En sollicitant, dans une certaine mesure, la coopération de Philippe II contre l'hérésie, la France se met à la discrétion de la monarchie espagnole. Dans la lutte contre l'hérésie, la France ne conduit pas, elle suit. Par un article liminaire, les deux princes prennent l'engagement de convoquer un « saint concile universel » dont ils suivraient les directions dans le combat pour l'orthodoxie. Jusqu'en 1559, par tradition gallicane, Henri II avait plus ou moins ouvertement favorisé les dissidents qui n'acceptaient pas l'autorité du Concile de Trente. Après la paix, sous l'influence du Roi Catholique, il prend des mesures contre les protestants. Lorsque le pouvoir royal affaibli pourra être suspect de tiédeur dans la lutte contre la Réforme, les catholiques se croiront en droit de faire appel à l'Espagne comme à la grande puissance orthodoxe. Après Cateau-Cambrésis, la monarchie espagnole, alliée à l'Empire, maîtresse de l'Italie et des Pays-Bas, dominatrice du Nouveau-Monde, est un danger pour le libre essor, pour l'indépendance même de la France. Il faudra la guerre de Trente ans pour réparer le désastre de Cateau-Cambrésis.

Les contemporains sont unanimes à déplorer la faiblesse du roi et à réproucher un traité qui sanctionne l'abaissement de la couronne de France devant celle d'Espagne. « La paix, dit Montluc, se fit au grand malheur du roy principalement et de tout son royaume. » Nos ambassadeurs à l'étranger, les ambassadeurs étrangers en France, donnent la même note. Les premiers, surtout ceux d'Italie, relatent la stupeur et le désarroi de nos partisans qui s'empressent de porter leurs hommages à l'Espagnol. Avant 1559, dans les lettres des diplomates étrangers, apparaît une admiration mêlée de crainte pour la forte et habile politique des Valois qui tiennent en échec la formidable puissance de la maison impériale et de l'Espagne. Après 1559, c'est le dédain général pour un roi qui a capitulé. Et tandis que Henri II célèbre à Paris, pour le double mariage qui réjouit son cœur de père et de frère, les fêtes somptueuses où il trouve la mort, le roi d'Espagne voit l'Italie

soumise à ses volontés et l'Europe à ses pieds. Telle fut, pour la France, la première conséquence de la Réforme.

SUR LES ROUTES DE L'Océan.
L'EXPANSION FRANÇAISE

Les règnes de François I^{er} et Henri II sont, pour l'activité nationale, une époque de plénitude et d'épanouissement. Dans toutes les grandes avenues de son histoire, la France royale s'avance et prend position ; comprimée par les guerres anglaises et comme ramassée sur elle-même dans le dur travail de sa reconstitution nationale, elle a pris confiance sous les règnes de Louis XI et de Louis XII. « La richesse, qu'elle amasse si rapidement quand elle vit en paix avec elle-même, enfle ses forces et gonfle ses veines. » L'Océan est un des chemins où elle s'élance hardiment. Le tableau de sa prospérité serait incomplet si nous n'y faisons mention des merveilles aventures de nos marins et des tentatives hardies de nos premiers colonisateurs.

Au seizième siècle, comme à toutes les époques de notre histoire, nos côtes de l'Océan et de la Méditerranée sont peuplées d'audacieux marins, d'entrepreneurs commerçants ; le secret des voyages est, en général, très bien gardé afin d'éviter les concurrences, si bien que nous sommes mal renseignés sur leurs navigations. Ils se préoccupent d'ailleurs moins de découvrir que de s'enrichir. Dans nos ports, on s'intéresse passionnément aux aventures : la confrérie des pilotes de Honfleur n'avait-elle pas acheté l'exemplaire des voyages de Marco Polo provenant de la « librairie » de Charles V ? Le retentissement des découvertes de Vasco de Gama, de Christophe Colomb, est immense ; l'ardeur de nos marins et la cupidité de nos marchands s'enflamment ; eux aussi cherchent le chemin des îles aux épices ; eux aussi veulent

..... conquérir le fabuleux métal
Que Cipango mûrit dans ses mines lointaines.

Honfleur, Dieppe, Saint-Malo, les petits havres bretons de la Manche ont leurs conquistadores. Tout le mouvement de découvertes, d'expansion, de commerce est d'initiative locale et privée. François I^{er}, Henri II, la cour, s'y intéressent par intermittences ; la relation des voyages de Magellan, écrite par son lieutenant Pigafetta, est dédiée à Louise de Savoie ; mais trop souvent les nécessités de la politique générale ou l'inertie du gouvernement paralysent les plus brillantes entreprises. L'amiral Chabot de Brion reçoit des Portugais de honteux subsides pour décourager les capitaines de Honfleur et de Dieppe et les empêcher de faire

concurrence aux compatriotes de Gama et de Magellan. Sur les mers aussi se poursuivait la grande lutte contre la puissance de Charles-Quint ; elle ne laisse guère aux rois le loisir de s'occuper de l'expansion coloniale. Pourtant on partage, à la cour, l'opinion que le maréchal de Tavannes a exprimée dans un curieux passage de ses *Mémoires* cité par M. de la Roncière au tome III (page 255) de sa belle *Histoire de la marine française* : « Auparavant le vin était à un liard la pinte, la journée de trois sols ; maintenant la dépense est dix fois doublée. Pour y pourvoir, falloit acquérir la supériorité de la mer et prendre sa part des Indes par force, ou défendre l'or et faire monnoye de fer au moulin, telle qu'elle ne se pût imiter et trafiquer par exchange. Le fer vainc l'or. »

Dès les toutes premières années du seizième siècle, les Normands de Honfleur et de Saint-Malo, les Bretons de Bréhat et de Paimpol connaissent le chemin des Terres-Neuves et pêchent la morue sur les bancs. Il n'est pas certain que leurs voyages ne soient pas antérieurs à la découverte de Colomb. Le récit du voyage de Paulmier de Gonneville au Brésil, en 1503, nous dit que « Dieppois, Malouinois et autres Normands et Bretons, d'empuis aucunes années en ça, vont quérir du bois à teindre en rouge, cotons, geunons et perroquets », sur la côte des « Indes occidentales ». Mais l'hostilité des Portugais fit échouer ces premières tentatives. La bulle étrange d'Alexandre VI, qui partageait le monde entre les Espagnols et les Portugais et excommunait ceux qui prétendraient les troubler dans l'exercice de leur monopole, autorisait les représailles. François I^{er} n'admet pas cet exorbitant privilège. A plusieurs reprises, après l'arrestation de Chabot en 1540, il affirme la liberté pour tous « de naviguer sur la mer commune ».

Charles-Quint, qui réclamait la reconnaissance de son droit exclusif à la domination des mers et des nouveaux mondes, avait ordonné à ses marins de jeter sans merci nos équipages par-dessus bord lorsqu'ils les captureraient. François I^{er} réplique : « Le soleil luit pour moi comme pour les autres ; je voudrais bien voir la clause du testament d'Adam qui m'exclut du partage du monde. » C'est la première affirmation du principe « mare liberum » que nos juristes ne cesseront de défendre à l'encontre des Espagnols, des Portugais et des Anglais. Mais, pour le moment, le roi de France n'est pas assez fort pour faire triompher sa revendication.

Heureusement l'initiative de nos commerçants et de nos marins supplée à l'impuissance du pouvoir royal. Nous avons toujours eu des Jacques Cœur, des Anglo, des Jacques Cartier. Jean Anglo est un grand armateur de Dieppe, un chef d'entreprises ; il a ses bateaux, ses capitaines, ses pilotes qui vont quérir l'or et les



CATHERINE DE MÉDICIS
D'après une peinture du xvi^e siècle.
(Ecole de Clouet.)

épices, il rêve de donner à la France une colonie sur la côte qui est devenue le Brésil. Verazzano est un *fuoruscito* florentin ; subventionné par des banquiers de Lyon, il cherche la route « des Indes en Cathay » d'abord par le Nord-Est de l'Europe, puis entre les deux Amériques où les cartes du temps indiquent un passage ; il aborde en Floride, douze ans après Ponce de Léon ; il remonte vers le Nord, le long de la côte actuelle des États-Unis qu'il baptise *Gallia Nova*. D'autres navigateurs vont à Sumatra, aux Moluques, par le cap de Bonne-Espé-



FLOTTE FRANÇAISE AU SEIZIÈME SIÈCLE

rance et Madagascar. On aime à relever, à l'origine de l'expansion coloniale française, la trace de l'activité et du génie industriels des banquiers et des négociants de Lyon ; ils veulent découvrir la route de la soie ; un banquier de Lyon est en même temps armateur à Fécamp. Jacques Cartier, simple pilote de Saint-Malo, avait fréquenté les Portugais et parlait leur langue ; il fut chargé par le roi d'un voyage « pour certaines ysles et pays où l'on dit qu'il se doit trouver grant quantité d'or », au delà des Terres Neuves ; parti le 20 avril 1534, il découvre l'estuaire grandiose du Saint-Laurent qu'il remonte au cours de trois voyages successifs ; au nom du roi de France, il prend possession de ces terres que les Peaux-Rouges appelaient « Canada ». Il dresse, avant de partir, une grande croix avec l'inscription : *Franciscus primus, Dei gracia Francorum rex, regnat*. François I^{er}

prit possession du pays par lettres patentes du 15 janvier 1541. Cartier, par les Grands Lacs et le Mississipi, qu'il descend jusqu'au golfe du Mexique, réalise la première pénétration « au cœur de l'Amérique ».

La fondation du Havre révèle toute l'importance que François I^{er} attache à la puissance navale ; elle marque un dessein prémédité d'action sur la « Mer Océane » ; elle est une date importante de notre histoire. Le roi de France revendique sa part dans le partage du monde et sa place sur les mers libres : les lettres patentes qui décident la création du Havre en font foi. L'initiateur de l'entreprise est un certain Guillon le Roy, vice-amiral de France, gentilhomme poitevin, devenu, par l'achat d'une terre des Brézé, maréchal héréditaire de Normandie et capitaine de Honfleur. L'entreprise commence en 1517 ; dès 1520 le roi peut venir juger par lui-même de l'avancement des travaux. Le 24 octobre 1518, la nef du roi *l'Hermine* entre la première dans le nouveau port. Voyez comme l'histoire est belle : son capitaine est le gendre de l'amiral Guillon le Roy et s'appelle François du Plessis de Richelieu ; c'est le grand-père du cardinal. Ainsi apparaît, entre le premier effort naval de François I^{er} et la grande réalisation du dix-septième siècle, une filiation directe et saisissante (1). La France a toujours eu des dynasties d'hommes qui ont aimé la marine et compris l'importance de la puissance navale : Richelieu sera le plus grand ; nous touchons ici à l'origine de sa prédilection pour les choses de la mer.

(1) M. Hanotaux a raconté cette histoire dans son livre *l'Énergie française*.





CHAPITRE II

LA POLITIQUE FRANÇAISE ENTRE L'ESPAGNE ET LA RÉFORME (1559-1595)

La Réforme et l'Europe. — La politique française au temps de la Réforme. — La France et le concile de Trente. — François II. La politique des Guise. — Charles IX. La politique de Catherine de Médicis. — La question des Pays-Bas. — La politique de Henri III. — La tentative du duc d'Anjou aux Pays-Bas. — La mêlée des intérêts étrangers sur le sol français : Henri III, Henri de Navarre, Henri de Guise, Philippe II, Elisabeth, Sixte-Quint. — Henri IV roi national et roi catholique. — La France en Orient de 1559 à 1593.



U milieu du seizième siècle, l'ébranlement de l'Eglise, coupée en deux par la Réforme, secoue la société elle-même et fait trembler les couronnes. Pour être libre de combattre l'hérésie, Henri II signe le traité de Cateau-Cambrésis : ses successeurs en portent le poids. La politique française, sous les trois fils de Henri II, est fondée sur les mêmes principes et défend les mêmes intérêts qu'avant 1559 ; mais des éléments interviennent qui compliquent, jusqu'à la confusion, le jeu des forces antagonistes ; c'est la Réforme d'abord qui ébauche, par-dessus les frontières politiques, des solidarités religieuses, et c'est, d'une façon plus générale, le rôle très amplifié de l'opinion publique. Ronsard a éloquentement décrit, dans le *Discours des misères de ce temps* (1563), les ravages de l'opinion, « peste du genre humain ».

L'ambassadeur de Venise écrit : « Je ne reconnais plus cette France que j'avais autrefois contemplée de mes yeux si soumise, si unie, si forte et si grande. » La royauté, dont l'office est de veiller aux frontières, passe successivement aux mains débiles d'un enfant maladif, d'un jeune homme phthisique, d'un déséquilibré, et c'est à une femme, une étrangère, Catherine de Médicis, qu'incombe la responsabilité du gouvernement. La nation française, affamée d'unité, se voit menacée de dislocation, foulée aux pieds des étrangers : période de troubles et de crise, où la politique extérieure doit se faire surtout défensive.

La déchirure de la Réforme transforme l'Europe. L'Angleterre, avec Élisabeth, entre dans une voie nouvelle ; elle prend conscience de sa vocation et prélude à son expansion. Le schisme l'a isolée du continent d'où la perte de Calais l'a expulsée. Elisabeth et ses contemporains restent inconsolables de cette blessure dont le souvenir les range le plus souvent du côté des ennemis de la France. Politiquement, l'Angleterre devient une île d'où va disparaître la frontière écossaise. La première, en Europe, au temps d'Élisabeth, elle pratique une politique confessionnelle et c'est par là qu'elle reçoit la révélation de son avenir : sa marine se forme et se développe par la guerre de course contre les vaisseaux du Roi catholique, ses galions chargés d'or et d'épices, ses colonies. Quelle fortune d'être hérétique quand les bateaux à capturer, les colonies à prendre, sont aux papistes ! L'Angleterre va favoriser la sécession des Pays-Bas du Nord d'avec l'Espagne et chercher à créer, en France aussi, des républiques de marins et de commerçants. L'isolement religieux, le *no popery*, a, depuis cette époque, toujours été pour elle un instrument d'exclusivisme et d'impérialisme. Le commerce, surtout le commerce maritime, change de caractère et inspire plus directement la politique. L'Anglais, désormais, a sa religion pour lui seul et sa vie économique particulière. Son caractère historique national, mélange singulier d'idéalisme et de mercantilisme, achève de se dessiner ; il justifie le mot de Novalis : « chaque Anglais est une île. » La disparition, dans les pays réformés, et, par suite, dans les autres, des vieilles restrictions que la morale catholique enseigne sur le prêt à intérêt et l'usure, favorise le développement d'un type nouveau : républiques de marchands et de marins telles que la Hollande, La Rochelle. A la même époque disparaissent du droit international, avec les précurseurs de Grotius, les règles tutélaires du droit canonique. La théologie est expulsée de la politique et du droit, mais c'est au grand dommage des peuples.

En Allemagne, la Réforme limite l'autorité de l'empereur, favorise le particularisme des princes et des villes. Il y aura désormais une Allemagne catholique qui,

après le concile de Trente, reconquiert du terrain en Souabe, en Franconie et sur le Rhin, et une Allemagne luthérienne prépondérante dans l'Est et le Nord. La terrible période d'effervescence anarchique qui dure depuis Charles-Quint jusqu'aux traités de Westphalie est commencée et déjà apparaissent ces types de chefs de bandes qui vont ravager l'Europe au nom de la Réforme, un Jean Casimir, comte palatin, un Wolfgang de Bavière. Catholiques et protestants recrutent en Allemagne des reîtres et des lansquenets. La Suisse, elle aussi, est divisée entre protestants et catholiques. La Genève de Calvin, détachée de la Savoie, devient la Rome de la Réforme. A Genève, comme en Hollande, vont s'ourdir les complots contre la France ; de là vont partir les libelles diffamatoires. Autour de la France qui demeure catholique, des brûlots sont attachés ; la politique que feront Henri IV et Richelieu est impraticable tant que les réformés ont, en France, un statut politique, des places de sûreté, une organisation militaire, des princes pour chefs.

L'Espagne, avec Philippe II, continue la politique de Charles-Quint ; mais l'Espagne et l'Empire, désormais séparés, suivent chacun leur fortune. L'Empire lutte en Allemagne du Nord contre le particularisme féodal, auquel Maurice de Saxe a frayé le chemin, et, sur le Danube, contre la perpétuelle menace turque. L'Espagne, séparée de l'Empire, est moins dangereuse pour la France ; son domaine est plus paradoxal encore, plus décousu. Le problème des communications devient, pour Philippe II, plus essentiel et plus difficile encore que pour Charles-Quint. Entre les Pays-Bas, où il va falloir envoyer des troupes incessamment, et l'Italie, la liaison se fait par la Lorraine ou par le Rhin. Mais le Rhin ne reconnaît plus le pouvoir du maître de l'Espagne ; reste la route de Lorraine où le roi de France, qui occupe les Trois Evêchés, gêne moins l'empereur, dont la politique s'oriente vers le Danube, que le roi d'Espagne, qui n'a pas qualité pour réclamer une terre d'Empire. Philippe II s'applique à garder de bons rapports avec le duc de Lorraine, qui, marié à une fille de Henri II et de Catherine de Médicis, maintient soigneusement sa neutralité. L'intérêt de la catholicité et les instances du duc de Savoie ne parviennent pas à décider le roi d'Espagne à une ligue catholique dont le premier objet serait de reprendre Genève à Calvin pour la rendre au duc de Savoie ; Philippe II préfère Genève suisse et autonome, parce que l'une des routes d'Italie à Besançon passe par Genève. Le roi de France se sert, de son côté, du territoire de Genève pour communiquer avec Venise, le Danube et l'Orient. A ce double intérêt Genève doit son indépendance. La Franche-Comté est, pour les Habsbourg d'Espagne, descendants de Charles le Téméraire, un bien de famille auquel ils sont très attachés, mais elle est surtout la voie naturelle de com-

munication entre les Pays-Bas et l'Italie par la Lorraine. La politique catholique est, pour un Philippe II, un devoir de conscience, mais aussi un instrument de domination, moins que cela même, un moyen de maintenir l'unité et la cohésion d'une monarchie faite de pièces et de morceaux. Les guerres conduites contre l'hérétique ou l'infidèle ne sont qu'une enseigne ; la croisade contre le Turc est en réalité une lutte pour la suprématie navale dans la Méditerranée. Après l'échec des Turcs au siège de Malte et leur défaite de Lépante, la monarchie espagnole atteint son apogée. Le roi d'Espagne est maître de la Méditerranée occidentale, c'est le secret et la forte assiette de sa puissance.

Philippe II est un prince très remarquable : roi moderne, laborieux, appliqué, qui connaît toutes les affaires, travaille sur le dossier et porte à sa perfection un système d'informations rapides et de courriers qui lui permet, de son cabinet monacal de l'Escurial, de gouverner son empire ; souverain réaliste, mais qui sait que les idées et les forces morales sont aussi des réalités et, en définitive, mènent les hommes. Par la science du gouvernement, l'organisation militaire, les ressources économiques, l'Espagne est plus avancée que la France ; sa littérature, ses arts atteignent une perfection et une maturité que les nôtres n'égaleront pas. L'Espagne à Arras, à Besançon, à Charolles, à Bourg-en-Bresse, à Perpignan, maîtresse de l'Italie, des mers et des mondes nouveaux, est en mesure d'étouffer ou de vassaliser une France déchirée par les factions. Tel est le sens profond et dramatique de la lutte qui continue entre les deux monarchies.

L A POLITIQUE FRANÇAISE AU TEMPS DE LA RÉFORME La monarchie française, encerclée par la puissance espagnole, subit la loi fatale d'une lutte constante pour son indépendance ; elle poursuit ses buts historiques ; mais elle a signé en vaincue le traité de Cateau-Cambrésis et, affaiblie par des troubles intérieurs, elle ne peut ou n'ose s'en affranchir. Mais le poids que traîne la France après 1559 devient pour elle, parmi les troubles civils, une sauvegarde ; elle appuie sur les puissances catholiques sa cohésion morale et son unité nationale ébranlées par la Réforme. C'est le mérite de Catherine de Médicis d'avoir agi comme si elle avait le sentiment de l'importance unique de la France dans la grande crise européenne. Entre l'alliance protestante qui s'ébauche au Nord de l'Europe, et l'alliance catholique qui se constitue au Midi, la France est devenue le champ de bataille et l'enjeu de la lutte européenne. Qu'elle penche du côté de la Réforme, et le camp catholique devient le plus faible ; Granvelle rappelle ce danger à Philippe II : le zèle de l'Espagne à soutenir en France le catholicisme

s'explique d'abord par le besoin d'assurer la sécurité des Flandres. Que la France, au contraire, se mette sans réserves avec les puissances catholiques, elle risque de n'être plus qu'une province de l'univers espagnol. Aussi, des deux côtés, la ménage-t-on. Si elle ne combat qu'indirectement la puissance espagnole, Philippe II se montrera patient ; sa longanimité étonnera ses serviteurs, jusqu'au jour où, avec la Ligue, il croira avoir cause gagnée. Si elle résiste aux tendances ultramontaines, le pape ne s'en offensera pas. L'empereur Ferdinand écrivait à Pie IV, en octobre 1560 : « Jusqu'aujourd'hui la Ré-

forme protestante a conquis tout le terrain que vous savez avec le seul appui de deux ou trois princes allemands et d'un roi d'Angleterre, lequel est à peu près étranger au continent. Vous pouvez penser que, sous la protection et avec l'appui déclaré d'un roi de France, aucune région de la catholicité, si saine soit-elle, n'échapperait à l'infiltration rapide des nouvelles doctrines. » Le rôle de patronne de la Réforme en Europe a été rêvé pour la France par les meilleures têtes de la faction protestante, ceux dont le cœur restait patriote au milieu des guerres civiles : Coligny, La Noue, Duplessis-Mornay ; ils montraient au roi de France, comme prix de son apostasie, les Pays-Bas. Mais le parti protestant, en Europe, est visible-

ment le plus faible ; si la France y adhère, elle se disloquera, s'émiettera, deviendra elle aussi une république fédérative. D'ailleurs, le rôle de chef de la Réforme, c'est Élisabeth d'Angleterre qui s'en empare. Elle veut mal de mort au roi de France pour Calais ; que serait-ce s'il régnait à Dunkerque, à Anvers, à Amsterdam ? Si la France adopte cette politique, elle risque d'être écrasée entre l'Espagne et l'Angleterre.

L'ambition des princes se sert de la Réforme ; mais sans la Réforme et l'organisation politique des réformés, les princes n'auraient ni l'occasion, ni le moyen de troubler le royaume. Les courants religieux qui sont, pour les petites gens, affaire de conscience, deviennent, pour les grands, occasion de fortune. Les passions reli-



DUPLESSIS-MORNAY

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale).

gieuses enveniment et embrouillent les luttes ; on invoque la religion au profit de l'ambition ; on se sert de l'intérêt national pour faire triompher une opinion confessionnelle. Les étrangers exploitent la situation, profitent largement de nos discordes, s'engraissent aux dépens des Français et prennent, à déchirer l'éternel objet de leurs jalousies, un atroce plaisir. France, s'écrie Ronsard :

Tu es marastre aux tiens et mère aux étrangers...

Mais la droite tradition française trouve des mainteneurs. C'est, au premier rang, l'étrangère Catherine de Médicis ; ce sont, à certains moments, les rois ses fils ; ce sont quelques fortes têtes politiques, un cardinal de Lorraine, un cardinal de Tournon, un François de Guise ; ce sont les légistes, les gens du roi, ancêtres des grands commis du dix-septième siècle ; ce sont encore les diplomates de robe ou d'épée qui défendent partout les droits du roi. Cette époque de troubles européens et civiques est, dans l'histoire de la politique extérieure française, une période d'ordre et de sagesse. C'est en 1588 que Charles IX substitue aux quatre secrétaires

d'État dont chacun avait dans ses attributions une partie de l'Europe, deux secrétaires dont l'un est chargé exclusivement des affaires extérieures. L'ordonnance définitive sur l'inaliénabilité du domaine royal, qui codifie la tradition des légistes, est de 1566. Les troubles civils n'arrêtent pas le travail extérieur de la politique française, car la fonction essentielle de la monarchie est de soutenir au dehors la cause et les intérêts de la France. Sur ce chapitre, Catherine de Médicis ne transige pas ; elle maintient sa politique au-dessus des partis ; elle n'admet aucune ingérence dans son action extérieure, domaine réservé au roi seul. Catherine, qui a dévoré tant d'injures, n'amnistie pas les accointances avec l'étranger, elle les réprime avec une âpre passion, comme un attentat à la majesté royale.



LOUIS III DE BOURBON, PRINCE DE CONDÉ
(D'après une estampe de la Bib. Nat.).

Elle ne pardonne pas à Condé, qui, à peine refroidi le cadavre de Henri II, intrigue déjà avec l'Angleterre dont on trouve la main dans le tumulte d'Amboise. Depuis cette époque jusqu'à nos jours, il y a toujours eu, en France, un parti anglais, des

trames anglaises, de l'argent anglais. Condé, un cadet de la maison de Bourbon, petit, mal bâti, envieux, fielleux, né pour l'intrigue, brave sous les armes mais sans courage politique, prompt à abandonner ceux qui se compromettent pour lui, apparaît, en face de Catherine et des rois, l'homme de l'étranger ; il prend ses inspirations à Genève, ses subsides en Angleterre. Ceux même qui l'emploient ont mauvaise opinion de lui. « Traître, parjure, » dit de lui Calvin qui parle de « sa débauche d'ambition ». En face de ce prince du sang en état de révolte et de félonie, Catherine soutient les droits et les intérêts nationaux ; cette Florentine puise dans le respect religieux que lui inspire la couronne de France et dans son amour maternel l'énergie de défendre le royaume. Les moyens qu'elle emploie sont souvent des expédients, parfois des expédients atroces ; elle attend trop de sa politique de mariages, mais, parmi les pires difficultés, elle a sauvé l'intégrité de la France. Grâce à elle, à ses conseillers, a pu se former et se développer cette opinion moyenne et pratique qui a fini par triompher avec le parti des « politiques ». Ils représentent très bien l'un des aspects dominants du génie français, la pondération, le bon sens juste et modéré. Les « politiques » ne veulent ni une France huguenote, ni une France papaline ; ils entendent l'affranchir et de la tutelle espagnole et des alliances décevantes avec l'Angleterre, la Hollande ou les princes allemands. Ce sont eux, gens de petite noblesse ou de bonne roture, gens de robe ou gens de métiers, qui ont fait triompher Henri IV roi national, Henri IV roi catholique.

L A FRANCE ET LE CONCILE DE TRENTE

De 1559 à 1563, la grande affaire diplomatique, la principale préoccupation des gouvernements, c'est la convocation, puis les sessions du concile (18 janvier 1562-4 décembre 1563). La réouverture du concile apparaissait au roi de France comme le seul moyen de prévenir la guerre civile en pacifiant les esprits. Le traité de Cateau-Cambrésis contient une clause où les deux rois constatent leur « même zèle et sincère volonté » de travailler à la réunion « d'un saint concile universel tant nécessaire à la réformation et réduction de toute l'Eglise chrétienne en une vraie union et concorde ». Un solennel débat où les réformés auraient la pleine faculté de s'expliquer aurait, dans l'esprit de la reine mère et de ses conseillers, pour résultat soit de rendre plus légitime la répression de l'hérésie, soit de ramener une partie au moins des dissidents.

Après le coup d'État manqué d'Amboise, la diplomatie royale insiste pour vaincre la répugnance de la Curie romaine. Le cardinal de Lorraine espérait une

conciliation avec les luthériens, ce qui eût permis au roi de France de mener plus aisément de front des alliances avec les princes luthériens allemands et la répression chez lui de la rébellion calviniste. Il aurait souhaité, plutôt que la reprise du concile interrompu, un nouveau concile où les protestants auraient été convoqués. Le cardinal de Tournon, plus « romain », vite persuadé de l'incompatibilité des moyens politiques et du maintien de l'unité catholique en face de la Réforme déjà trop puissante et trop enracinée, montra la vanité de la politique de conciliation ; mais il insista avec d'autant plus de force sur la nécessité de rouvrir les sessions du concile de Trente. En mars 1560, François II se déclare résolu à convoquer un concile national pour la fin de l'année et demande au pape de désigner un légat pour le présider ; il indique à son choix le cardinal de Tournon. Pie IV, au reçu d'une dépêche de Tournon, se décide ; la bulle levant la suspension du concile est promulguée le 29 novembre 1560. C'est, pour la politique française, un grand succès ; elle est venue à bout des hésitations du pape entretenues par la diplomatie de Philippe II. Pour la Chrétienté, comme pour la France, c'est un fait d'une importance capitale.

Quand le 15 novembre 1562, après l'assassinat de son frère, le cardinal de Lorraine arrive au concile, son entente avec le légat Morone permet enfin à la réforme catholique d'aboutir et au concile de clore ses sessions après avoir achevé son œuvre. Entre le roi de France, le pape et Philippe II, Lorraine apparaît au concile comme médiateur et conciliateur ; il manœuvre en diplomate consommé ; il assure le succès des réformes désirées par la Curie et par toute la catholicité sans abandonner le point de vue de la cour de France qui est favorable à la réforme catholique, mais ne veut pas que le concile soit une affaire espagnole et impériale. Le cardinal de Lorraine a eu le mérite de trouver une conciliation entre l'attachement de la France au catholicisme et ses intérêts nationaux : politique de juste milieu, de pondération, d'équilibre qui ne sacrifie rien d'essentiel, ni sa foi, ni sa sécurité, ni son intérêt.

Mais, le concile clos, le roi, poussé par les parlementaires, refuse de « recevoir » sans conditions les actes d'une assemblée qui n'avait pas entièrement répondu aux vues de la cour de France et qui avait froissé les scrupules juridiques des légistes gallicans. Ce fut, là encore, une question diplomatique longtemps débattue avec le Saint-Siège ; l'histoire en a été récemment écrite par M. l'abbé Martin, qui a montré comment cette grande question religieuse se mêle étroitement à tout le drame de l'histoire de 1564 à 1615.

FRANÇOIS II : LA POLITIQUE DES GUISE

Il n'est vrai qu'en apparence qu'à cette époque de troubles sociaux et politiques, dite « des guerres de religion », la religion soit la cause principale des guerres. Les passions religieuses se mêlent à tout, elles ne déterminent rien. La politique française reste immuable dans ses directions et ses fins, muable dans ses moyens et ses voies.

C'est d'abord querelles de princes autour d'un roi de quinze ans. Les intrigues avec l'étranger commencent à côté du lit de mort de Henri II. Les Guise sont tout-puissants par leur nièce, Marie Stuart, reine de France ; il s'agit, pour les Bourbons, demi-étrangers eux-mêmes, de supplanter ces demi-étrangers ; pour y parvenir ils cherchent un appui chez les étrangers. Et tout de suite c'est la trahison. Dès les premiers jours du nouveau règne, on parle, au conseil du roi, de l'expédition que préparent les Guise, conformément à des ordres donnés du vivant de Henri II, pour rendre à leur nièce et à son époux leurs trônes d'outre-Manche ; Condé, qui assiste au conseil, fait porter à Elisabeth avis de l'expédition projetée. Les protestants, sous le coup de l'édit d'Écouen, vont trouver Antoine de Bourbon à Vendôme et confèrent avec lui sur les projets et les secours que l'on pourrait recevoir d'Angleterre et des princes allemands. A la cour, Antoine, peureux et balourd, affiche son orthodoxie, mais il s'abouche secrètement, le 23 août, avec l'ambassadeur d'Angleterre, Throckmorton, lui déclare son intention de défendre la « vraie religion » et sollicite l'appui d'Élisabeth ; il révèle, lui aussi, ce qu'il a pu apprendre des projets de la cour concernant la guerre d'Écosse. L'intrigue anglaise est mêlée à la conjuration d'Amboise, donc au commencement des guerres de religion en France. Coligny, occupé en Normandie à préparer la flotte et l'armée pour l'expédition d'Écosse, vient à Amboise le 24 février et apporte des précisions sur les préparatifs de guerre des Anglais et sur la « très méchante et malheureuse » conjuration qui reçoit des subsides anglais. Le 3 mars, des courriers de Granvelle et du duc de Savoie mandent à la cour des avis analogues et offrent des secours ; les conjurés, disent-ils, ont des alliés en Allemagne, en Suisse, à Genève. La Renaudie est beau-frère d'un certain Gaspard de Heu, de Metz, pendu l'année d'avant



FRANÇOIS II
(École de Clouet).

au donjon de Vincennes parce qu'il portait à la cour de Nérac des dépêches secrètes des princes allemands. Les Bourbons cherchent, depuis deux ans, des complices sur le marché germanique. Strasbourg est le centre des négociations avec les princes allemands et des vaines tentatives pour obtenir de Calvin l'approbation de l'entreprise ; un groupe de protestants français s'y trouve réfugié, parmi lesquels François Hotman, agent salarié des Bourbons ; de là partent les libelles diffamatoires contre les Guise, notamment la fameuse *Epistre au Tigre de France*.

Les Guise cherchent, contre ces tentatives de guerre civile et ces menaces de guerre étrangère, un appui à la cour d'Espagne. Ils se sont opposés à la conclusion du traité de Cateau-Cambrésis, mais, le traité signé et exécuté, le mieux est d'en tirer les avantages qu'il peut comporter : alliances de famille avec l'Espagne et la Savoie. Ils se gardent pourtant de trop s'avancer avec ces deux cours où les desseins que l'on nourrit à l'égard de la France ne sont empreints ni de confiance ni d'amitié ; ils ne se prêtent pas aux projets de ligue catholique contre Genève que la Savoie voudrait conduire. En revanche, ils s'attachent à conserver à la France l'amitié du duc de Lorraine, leur parent, gendre lui aussi de Henri II et de Catherine. Politique de famille assez sage plutôt que politique nationale.

Un an après l'affaire d'Amboise, on retrouve les mêmes personnages compromis dans un nouveau complot contre les Guise ; l'argent, cette fois encore, vient, semble-t-il, d'Angleterre, d'Allemagne, de Suisse et des Églises réformées. Cette fois encore, Calvin désapprouve l'entreprise, il consent pourtant, pour éviter un schisme, à envoyer à Nérac Théodore de Bèze (20 juillet 1560) ; mais les frères Maligny se proposent, sans son aveu, de surprendre Lyon, avec des soldats qu'ils sont allés chercher en Allemagne, pour en faire une ville libre, une sorte de canton suisse, allié de Genève. Le complot échoue, mais il révèle déjà le projet d'une France fédéraliste, huguenote, en relations d'amitié et d'alliance avec l'Allemagne, Genève, l'Angleterre. Au chevet de François II agonisant, la reine mère demande assistance à la duchesse de Savoie, son amie, et à l'ambassadeur de Philippe II, Chantonay. Ainsi se préparent en France les guerres civiles qui seront en même temps des guerres étrangères.

CHARLES IX : LA POLITIQUE DE CATHERINE DE MÉDICIS

Catherine de Médicis, comme tutrice du petit Charles IX et, après sa majorité, par son ascendant sur le faible et maladif jeune homme, exerce sur la politique de la France une influence prépondérante. Avec une rare fermeté, elle suit une ligne, elle exécute un programme simple et que dictent les circonstances : rester fidèle à

la dernière politique de Henri II, celle de Cateau-Cambrésis, maintenir l'unité nationale contre les novateurs, contre les grands, s'appuyer sur l'Espagne et la Savoie, sans leur permettre de s'immiscer dans les affaires intérieures du royaume et sans s'abstenir de combattre leur influence au dehors, quand s'offre l'occasion. Elle ne s'interdit pas non plus, à titre de contrepoids, des négociations avec l'Angleterre ou les princes allemands. Au fond elle redoute Philippe II, mais elle est résolument pacifique, elle l'est féroce ; comment ne le serait-elle pas avec un roi enfant et une France déchirée ?

La première prise d'armes des protestants décèle les positions arrêtées. Deux envoyés de Condé négocient avec Elisabeth le traité d'Hampton Court, signé le 20 septembre 1562 et ratifié par Condé et Coligny. La reine donnera aux réformés une aide de 100 000 couronnes et de 6 000 hommes, dont 3 000 iront occuper le Havre que



CHARLES IX
(D'après Clouet).



HENRI III
(D'après un dessin de l'époque).

Condé s'engage à leur ouvrir. La reine d'Angleterre remettra le Havre aux mains des chefs huguenots quand ceux-ci lui livreront Calais avant l'expiration des huit années fixées par le traité de Cateau-Cambrésis. Du Havre, Coligny organise contre les navires d'Espagne une guerre de flibuste. Catherine, de son côté, fait appel à l'Espagne, au duc de Savoie, au pape, enrôle des Allemands et des Suisses catholiques, tandis que les Guise cherchent un accord avec les princes luthériens pour les opposer aux calvinistes (entrevue des Guise avec le duc de Wurtemberg à Saverne, 15-18 février 1562).

L'étranger au Havre, c'est une épine dans la chair française ; Catherine de Médicis ressent si vivement l'injure qu'elle s'éloigne définitivement des protestants ; elle prépare la reprise du Havre. Après l'édit de pacification d'Amboise, Montmorency et Condé enlèvent ensemble la ville. Le traité de Troyes

(11 avril 1564) reconnaît à la France la possession définitive de Calais, moyennant 120 000 couronnes. L'affaire du Havre a révélé les desseins d'Élisabeth ; mieux vaut tirer parti de la politique de Cateau-Cambrésis. Mais Philippe II reste sur la réserve ; il ne daigne pas venir à Bayonne où Catherine ne voit que la reine, sa fille, et le duc d'Albe ; on y parle académiquement d'une grande alliance catholique que le roi d'Espagne n'est pas pressé de réaliser parce qu'il ménage l'Angleterre qui pourrait, aux Pays-Bas, menacer la puissance espagnole ; on y parle de l'admission en France du concile de Trente ; rien de positif ne sort de ces effusions familiales (14 juin-2 juillet 1564). Et, quelques mois après, une expédition française, envoyée par Coligny en Floride, manque de provoquer la guerre ; les Espagnols attaquent la petite colonie et massacrent la garnison, « non comme Français, mais comme hérétiques » (septembre 1565). Catherine demande réparation, mais refuse d'aller jusqu'à la rupture. C'est un bel épisode que M. de la Roncière nous a conté. Il se trouve un Français, un héros gascon, Dominique de Gourgues, pour prouver que, si les pouvoirs publics sont défaillants, « la France, Dieu mercy, fait teste à quiconque l'a assaillie » ; il vend ses biens, équipe deux vaisseaux, s'empare des forts espagnols et fait pendre les soldats de la garnison, « non comme Espagnols, mais comme traîtres, voleurs et meurtriers » (avril 1568).

L A QUESTION DES PAYS-BAS

Un événement nouveau va mettre à l'épreuve la politique française. En août 1566 apparaissent les premiers signes de la grande cassure religieuse et politique qui va séparer les Pays-Bas du Nord d'avec les Flandres et la Wallonie. C'est toute une partie de l'héritage de Bourgogne qui échappe aux Habsbourg. Quelle tentation pour la politique de la France, si les mêmes causes qui disloquent la puissance espagnole aux Pays-Bas n'affaiblissaient sa force offensive ! Les protestants français, à leur tête Coligny, indiquent la marche à suivre : que la France s'allie aux insurgés du Nord et, avec le concours des princes allemands et de la reine d'Angleterre, elle viendra à bout de la puissance espagnole. Mais la reine-mère résiste, soutenue par l'expérience de ses conseillers. Pour s'attaquer à la formidable monarchie espagnole, il faudrait que la France fût pacifiée et unifiée à l'intérieur. Entre les révoltés des Pays-Bas et les huguenots de France les accointances sont si étroites que la guerre, si elle s'engageait dans ces conditions, entraînerait le royaume vers la Réforme et ébranlerait à la fois l'autorité royale et l'unité nationale ; on irait au fédéralisme protestant. D'ailleurs, plutôt que de permettre que la France s'agrandît des Flandres, l'Angleterre s'allierait à l'Espagne.

Dans l'été 1567, le duc d'Albe, avec une armée espagnole, s'achemine lentement vers les Pays-Bas par Milan, la Savoie, la Franche-Comté, Luxembourg, Bruxelles. A Genève, on tremble que l'orage ne s'abatte sur la ville-église. Belle occasion de rompre avec l'Espagne, d'intercepter en route l'armée du duc d'Albe, d'assurer le succès des révoltés des Pays-Bas, suggèrent Coligny et ses amis. Mais la reine fait porter en Lorraine 6000 charges de blé aux soldats d'Espagne et maintient la paix. C'est l'une des causes de la seconde prise d'armes des protestants. Ils reçoivent des secours des princes calvinistes d'Allemagne, notamment de Frédéric III, électeur palatin ; les princes luthériens restent fidèles à l'alliance de la cour de France. Contre les protestants, commencent à se former, en France, des ligues catholiques qui



JEANNE D'ALBRET, REINE DE NAVARRE
(École de Clouet).



ANTOINE DE BOURBON, ROI DE NAVARRE
(École de Clouet).

se réclament de l'alliance espagnole. Après l'exécution, à Bruxelles, des comtes d'Egmont et de Horn (5 juin 1568), les huguenots renouvellent leurs instances ; des bandes de soldats cherchent à gagner les Pays-Bas, malgré l'opposition des officiers royaux. Alors Condé et Coligny, agissant pour le compte de leur parti, concluent un traité secret avec Guillaume de Nassau, prince d'Orange (août 1568), par lequel ils se promettent mutuellement secours. Catherine court à Metz en plein hiver (janvier 1569), pour arrêter les huguenots allemands, tandis que Tavannes bat ceux de France à Jarnac où périt Condé. Wolfgang de Bavière, duc de Deux-Ponts, trompant la surveillance de l'armée royale, entre en France par Montbéliard, saccage Beaune et s'en va

l'armée royale, entre en France par Montbéliard, saccage Beaune et s'en va

mourir à Saint-Yrieix en Limousin. La guerre avec les Allemands devient plus atroce. Henri, fils du grand Guise, fonde sa popularité en défendant Poitiers contre ces brigands. Après Moncontour (13 mars 1569), les Suisses de l'armée royale massacrent les lansquenets allemands.

La paix de Saint-Germain (8 août 1570) est un compromis. La reine mère a éprouvé, du côté espagnol, certains déboires. Veuf de sa fille Élisabeth, Philippe II



L'AMIRAL GASPARD DE COLIGNY
(École de Clouet).

refuse d'épouser Marguerite ; il préfère l'aînée des archiduchesses, filles de l'empereur, laissant la seconde au jeune Charles IX. Les Guise sont en disgrâce. C'est, pour le parti huguenot, l'occasion d'une nouvelle offensive politique. Ne serait-il pas possible de refaire la paix civile et religieuse en France par une grande entreprise nationale qui bénéficierait du concours de l'Angleterre ? Le cardinal Odet de Châtillon, Jean de Ferrières, passés à la Réforme et réfugiés en Angleterre, poussent à l'alliance. Élisabeth promet sa main au duc d'Anjou. On pourrait compter, contre l'Espagne, sur l'alliance du Médicis, devenu grand-duc de Toscane grâce à Pie V. Catherine se prête aux négociations qui plaisent au jeune Charles IX ; mais, en cas de succès, il faudrait partager les Pays-Bas avec les Anglais et, dès lors, on risquerait d'avoir avec eux une frontière continentale. Élisabeth,

d'ailleurs, n'est jamais sincère dans ses projets matrimoniaux ; elle ne consent même pas à promettre à son futur époux l'usage privé du catholicisme. La Rochelle devient une sorte de république maritime et marchande qui s'associe aux « gueux de mer » de Hollande pour piller les bateaux espagnols. Nassau, Coligny, mènent les négociations avec la cour (été 1571). Les Bourbons se réconcilieraient avec la cour par le mariage du jeune Henri avec Marguerite, fille de Catherine de Médicis. Mais la reine mère reste résolument pacifique ; elle veut bien ébaucher, de-ci de-là, des négociations qui montreront à l'Espagne la valeur de son alliance et qui, d'ailleurs, auront surtout pour objet d'établir ses enfants ; mais elle ne rompra pas. Sa prudence est confirmée par le retentissement de

l'éclatante victoire de don Juan d'Autriche sur les Turcs à Lépante (7 octobre 1571), qui donne à la monarchie espagnole un lustre incomparable et hausse Philippe II à la tête de la catholicité en face de l'infidèle comme en face de l'hérétique.

Cependant la personnalité du jeune roi commence à compter dans la politique française ; les perspectives que lui découvrent Guillaume de Nassau et Coligny séduisent son imagination. Les Montmorency, en haine des Guise, poussent dans le même sens ; le maréchal de Montmorency signe à Londres, avec Elisabeth, un traité d'alliance défensive (29 avril 1572). Tandis que « les gueux de mer » s'emparent de Brielle, première assise de l'indépendance hollandaise, la France, sous l'impulsion de l'amiral Coligny, fait des préparatifs navals. Ludovic de Nassau surprend Mons, où il est presque aussitôt assiégé. La France va-t-elle le soutenir ? Coligny brûle de partir, insiste auprès du roi ; mais, cette fois encore, la reine l'emporte. Un agent secret anglais, Middlemore, déclare à Coligny que l'Angleterre ne souffrira pas que la France s'empare des Flandres (10 juin 1572). Le nonce Salviati, au nom de Grégoire XIII, un ambassadeur extraordinaire de Venise, conseillent la paix. Coligny s'obstine, s'insurge ; il lève pour son compte 4 000 hommes que son lieutenant Genlis laisse exterminer sous Mons (17 juillet 1572). Charles IX a confiance en Coligny ; l'action le tente ; il voudrait secourir Mons, « faire la guerre tout ouvertement et tenir promesse au prince d'Orange ».

Nous touchons ici à un point critique de l'histoire. Selon que la volonté de la reine mère ou celle du jeune roi conseillé par Coligny l'emportera, la politique française s'orientera dans une direction ou dans l'autre. Deux conseils extraordinaires sont tenus au commencement d'août et se prononcent pour la paix. Coligny fait à « une autre guerre » une allusion où les catholiques voient une menace, et, malgré la volonté royale exprimée en Conseil, presse ses levées ; il veut partir avec 12 000 arquebusiers et 3 000 chevaux, tenir la parole donnée par lui au prince d'Orange : plutôt la guerre nationale que la guerre civile ! Catherine de Médicis veut à tout prix sauver la paix. Le 22 août, un assassin blesse l'amiral ; sur son lit, au roi venu le visiter, Coligny recommande encore avec insistance l'entreprise des Pays-Bas ; le 24, c'est la Saint-Barthélemy. Quelques jours après, Bricquemault, l'un des capitaines qui ont mené des troupes au secours de Mons, est jugé et exécuté. Mons capitule ; Charles IX insiste auprès de Philippe II pour que les Français qu'on y a pris ne soient pas épargnés et, comme le duc d'Albe les libère, le roi, à leur retour en France, les fait traquer sans merci. Catherine a repris tout son empire sur l'impulsif jeune homme ; elle a prévenu ce qu'elle craignait par-dessus tout, la rupture avec l'Espagne et la guerre qui, victorieuse,

aurait profité aux chefs protestants et au roi de Navarre et qui, malheureuse, aurait compromis l'unité et l'intégrité du royaume.

Désormais la politique de la reine mère l'emporte sans obstacle ; elle fait assiéger La Rochelle, nid de corsaires qui assaillent le commerce espagnol ; elle envoie Schomberg rassurer les princes protestants d'Allemagne : ce qui a été fait ne l'a pas été en haine de la religion réformée, mais en punition d'une conspiration. Elle n'accorde ni la réception du concile de Trente, ni l'adhésion à la ligue catholique contre les Turcs. Conduisant, par la Lorraine, le duc d'Anjou, élu roi de Pologne, Catherine rencontre, à Blamont, Ludovic de Nassau et le fils de l'électeur palatin et, sans leur rien promettre, ne les décourage pas. La politique qui se poursuit est imposée par la situation générale de la France en Europe, approuvée par les conseillers expérimentés de la couronne. Catherine, écrivait Charles IX en 1564, « détestait toute nouveauté au préjudice des traités ». La monarchie française a fait son choix au Cateau-Cambrésis ; elle ne revient pas sur sa décision politique tant que l'équilibre des forces n'est pas modifié. Et en réalité il ne l'est pas : les puissances protestantes sont faibles, divisées : Christophe et Ludovic de Nassau, qui cherchent à reprendre avec le plus jeune frère de Charles IX, le duc d'Alençon, la politique de Coligny, sont battus et tués par don Luis de Requesens, gouverneur des Pays-Bas (14 avril 1574). La principale puissance réformée nous est hostile : une France protestante ne bénéficierait pas plus qu'une France catholique de l'appui de l'Angleterre s'il s'agissait de réunir les Flandres au royaume. Catherine a eu le mérite de choisir, en dehors et au-dessus des partis, le chemin indiqué par la tradition des conseillers de la couronne et des diplomates ; elle ne s'est pas laissé entraîner à la suite des réformés, elle ne s'est pas non plus inféodée à Philippe II et à la ligue catholique, elle n'a pas perdu un pouce de la terre française ; elle a, somme toute, tenu tête à la formidable puissance de l'Espagne, maîtresse des mers, et au prince le plus remarquable de l'époque, le laborieux et tenace Philippe II ; elle a préparé les voies au roi national qui va venir : Henri IV.

H^{ENRI III} Le 30 mai 1574, Charles IX s'éteint. De Pologne, où il était allé régner, Henri III s'enfuit par l'Italie. Les Vénitiens lui font fête ; ils voudraient que la France reparût en Italie, car leur république de marchands étouffe sous l'hégémonie espagnole. En Piémont, Henri III, sans raison, abandonne à son beau-frère de Savoie Pignerol, Perosa et Savigliano, c'est-à-dire les débouchés des Alpes. La France ne garde plus, au delà des monts, que le marquisat de Saluces.

Voilà le nouveau roi dans son royaume. Mais le royaume est-il bien au roi ? Les huguenots sont organisés en républiques à La Rochelle, Nîmes, Montauban. L'assemblée de Montauban, en 1573, adresse à la cour une requête, presque une sommation : que la France s'allie aux puissances protestantes d'Europe qui garantiront la sécurité et les libertés des communautés réformées. Hotman, le pamphlétaire aux gages des Bourbons, publie sa célèbre *Franco-Gallia*. En attendant,



ENTRÉE DES ENVOYÉS POLONAIS A PARIS

la politique d'alliances protestantes, favorisée par les intrigues du duc d'Alençon et la complicité des Montmorency, aboutit à l'invasion de la France. Le jeune prince de Condé reçoit des subsides de l'Angleterre ; Montmorency-Thoré attend des troupes allemandes que l'électeur palatin Jean-Casimir doit lui amener ; on lui promet, en récompense, le gouvernement de Metz, Toul et Verdun ! La France se disloque. Le succès du jeune duc Henri de Guise, à Dormans, sur ces Allemands a tout le retentissement d'une victoire nationale. L'insolence des reîtres de Jean-Casimir est l'une des causes immédiates de la formation des « ligues » ; la ligue, en Picardie, a pour premier mot d'ordre de ne pas livrer au huguenot Condé la clef de la Somme, la place de Péronne, dont il est gouverneur. La France devient le champ clos où la Réforme et la catholicité jouent la partie

décisive ; sous le couvert des passions religieuses, les vieilles luttes politiques se déchaînent. C'est partout, sur le sol national, la guerre, le pillage, la destruction. La monarchie, au milieu des orages, maintient la tradition et la France fait toujours figure de grande puissance. Les princes, les républiques huguenotes, les ligues catholiques, ont aussi leur diplomatie, et c'est un enchevêtrement inouï d'intrigues, de négociations, de tractations, de marchés. Jamais la diplomatie n'a déployé plus d'activité. L'influence de la reine mère va déclinant ; Henri III affirme sa personnalité et ses vues. En Europe, trois figures se détachent en relief dans cette fin prodigieusement dramatique du seizième siècle : Philippe II, Sixte-Quint, Élisabeth.

L A TENTATIVE DU DUC D'ANJOU AUX PAYS-BAS

La question des Pays-Bas domine la politique ; elle intéresse toute l'Europe. François de Valois, duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou après l'avènement de Henri III, reprend les projets de son frère Charles et de Coligny. Tandis que le duc de Guise fait passer des troupes à don Juan d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas, le duc d'Anjou offre ses services au prince d'Orange qui s'avance avec une armée jusqu'à Mons (juillet 1578). Alexandre Farnèse, duc de Parme, qui succède à don Juan, fait la part du feu ; il organise, dans les dix-sept provinces, deux ligues rivales, l'union d'Arras et l'union d'Utrecht, d'un côté les catholiques, de l'autre les réformés qui vont fonder l'indépendance hollandaise. Jean-Casimir, avec son armée d'Allemands à la solde d'Élisabeth, s'établit à Zutphen : l'Angleterre est vigilante dès qu'il s'agit d'empêcher un prince français de régner aux Pays-Bas. Elle cherche en même temps à ruiner la domination espagnole. C'est le moment historique où Élisabeth oriente l'Angleterre dans la voie de son avenir : sa vocation maritime commence par les exploits des hardis pirates qui s'enrichissent aux dépens du commerce et des colonies de l'Espagne ; ils font cause commune avec les « gueux de mer » et la jeune marine hollandaise ; bientôt on les trouve jusque dans la Méditerranée, dans le Levant, à Constantinople, en Russie, aux Indes (premier traité anglo-turc 1580, embryon de la Compagnie des Indes, 1583). La politique d'Élisabeth est déjà dirigée par les maximes qui sont devenues traditionnelles : entretenir la division parmi les États continentaux.

Sur les confins des Pays-Bas, à portée de l'Angleterre et de la France, le duc d'Anjou essaye de pousser sa fortune. Il réussit à se faire livrer Cambrai, s'y établit (25 octobre 1579) et reprend les négociations pour son mariage avec Élisabeth. C'est le temps où les États-généraux, à bout de ressources, désespérant de résister

à la puissance espagnole, offrent au duc d'Anjou la souveraineté des Pays-Bas à la condition qu'il soit appuyé par la France (traité du Plessis-lès-Tours, 19 septembre 1580). Henri III promet, par un engagement secret, d'aider son frère. Le moment semble favorable : Philippe II est occupé à sa grande affaire de Portugal où la cour de France soutient de ses subsides, contre lui, le prétendant don Antonio ; Henri III, pourtant, n'ose pas risquer l'aventure. Tandis que le duc d'Anjou entre aux Pays-Bas avec des bandes françaises qui se font haïr par d'affreux ravages, le roi interdit les levées d'hommes en France. Catherine s'applique à détourner son fils d'une telle aventure et négocie pour lui, sans succès, un mariage espagnol : les Pays-Bas auraient formé la dot. Le mariage anglais reste encore une fois en suspens. Pour prix de sa main, Élisabeth exige une ligue offensive contre l'Espagne ; or, le gouvernement royal ménage toujours l'Espagne tout en lui faisant la guerre. Étrange situation ! Aux Pays-Bas, sur mer, c'est l'état de guerre : guerre malheureuse d'ailleurs. Une escadre française commandée par Strozzi est battue aux Açores par les Espagnols de Santa-Cruz (26 février 1582). Le 19 février 1582 le duc d'Anjou, amené par une flotte anglaise, débarque à Anvers ; cette fois Henri III et Catherine osent lui envoyer une armée sous les ordres de Biron, qui ne réussit pas à entrer par surprise dans Anvers (17 janvier 1583). Le duc d'Anjou n'a obtenu d'autre résultat que d'irriter la fierté et d'inquiéter l'indépendance de ses futurs sujets ; son alliance avec la maison d'Orange et la démocratie calviniste lui aliène la noblesse catholique qui prétend assurer les libertés du pays sans rompre avec Philippe II ; il se retire à Dunkerque, puis en France. Les États-généraux, pressés par la nécessité, acceptent par traité qu'au cas où le duc d'Anjou mourrait sans enfant, les Pays-Bas seraient annexés à la France (15 avril 1584). Il meurt le 10 juin, léguant Cambrai à Henri III. Ainsi finit l'étrange équipée de ce dernier des Valois.

L A MÊLÉE DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS SUR LE SOL FRANÇAIS. — HENRI III, HENRI DE NAVARRE, HENRI DE GUISE ; PHILIPPE II, ÉLISABETH, SIXTE-QUINT.

La mort du duc d'Anjou modifie en l'aggravant la situation européenne, car l'héritier légitime de la couronne de France, c'est désormais le chef de la maison de Bourbon, Henri de Navarre, un demi-étranger, un hérétique relaps. Pour Philippe II, l'avènement d'un protestant au trône de France signifie la perte des Pays-Bas par l'alliance franco-anglaise. Comment prévenir un tel péril sinon en abattant la puissance d'Élisabeth qui soutient l'hérésie et baille des fonds à la révolte. Désormais Philippe II interviendra directement dans les affaires de France ; il a

réussi son entreprise de Portugal ; ses forces sont disponibles ; sa politique trouvera en France le puissant appui de Henri de Guise et de la Ligue : « Qui n'aimerait mieux être Espagnol que huguenot ? » écrit l'avocat Louis d'Orléans, le rédacteur du manifeste de la Ligue. Henri de Guise agit désormais comme un chef de parti, comme une puissance autonome ; il signe, avec le représentant de Philippe II, le traité de Joinville (31 décembre 1584) par lequel l'Espagne promet des subsides

moyennant la restitution de Cambrai. Le Nord et l'Est, en haine des huguenots allemands, sont acquis à la Ligue. Henri de Guise fait venir de Suisse et d'Allemagne des gens de pied et des reîtres catholiques tandis que le roi de Navarre dépêche Ségur-Pardaillan chez les princes protestants d'Allemagne pour obtenir des secours et de l'argent. La France est le champ clos où les deux partis s'affrontent.

Vers le même temps (avril 1585), un grand pape ceint la tiare : Sixte-Quint. C'est un homme de très humble origine, un moine ; il ne se perd pas dans les méandres de la politique ; il veut empêcher l'avènement en France d'un huguenot, mais il redoute pour l'Église la toute-puissance de l'Espagne, maîtresse de l'Italie ; il veut surtout la paix. Peut-être aperçoit-il de loin la solution la plus sage : que la France catholique reconquière son futur roi. En attendant, par la « bulle privatoire » (9 septembre 1585), il déclare Henri de Navarre et les siens déchus de leurs droits à la couronne.



HENRI DE GUISE

(D'après une gravure de l'époque).

La prise d'Anvers par le duc de Parme (17 août 1585) fortifie indirectement le parti protestant, car l'Angleterre, toujours, fait la guerre pour Anvers. Élisabeth ameute les princes réformés ; sa diplomatie facilite la mission de Ségur-Pardaillan ; ses subsides lèvent des armées. Jean-Casimir, régent du Palatinat, fournira les troupes ; le roi de Danemark (traité de Fridelsheim avec Ségur, 11 janvier 1587) recrute une armée de Suisses et d'Allemands que commandera Fabien de Dohna et qui entrera en Lorraine et en Champagne. Henri de Guise, malgré le roi, fait la guerre au duc de Bouillon, ami des protestants ; ces petits princes souverains de la zone frontière flairent le vent de tous les côtés ; les Bouillon sont prêts aussi bien à ouvrir aux Allemands les plaines champenoises qu'à

servir d'avant-garde aux Français vers le Rhin. Guise, Lorrain du parti français, mène ici la vieille lutte de sa famille, qui est en même temps la lutte nationale.

L'armée de Bouillon et de Dohna entre en France par la Lorraine et Châtillon-sur-Seine ; Guise, à qui le roi n'a donné que de faibles effectifs, suit les Allemands, les harcèle, leur inflige deux échecs à Vimory (près de Montargis, 26 octobre 1587), à Auneau (24 novembre) ; le roi, jaloux, paye le départ des Suisses, tandis que les Allemands, traqués par les paysans, se retirent par le Charolais, dépendance de l'Espagne, et ravagent le comté de Montbéliard. Cette brillante campagne pose Henri de Guise comme le héros national en face du Valois pusillanime et du Bourbon hérétique que soutiennent l'Anglais et l'Allemand. Si l'*Armada* que Philippe II lance contre l'Angleterre avec l'appui secret de la Ligue et de Henri de Guise est victorieuse, par contre-coup la cause protestante sera abattue en France. La destruction de l'*Armada* est un très grand événement qui commence d'ébranler l'hégémonie espagnole et encourage la résistance du Portugal. L'apogée de la puissance de l'Espagne se place entre le traité de Cateau-Cambrésis et la ruine de sa flotte : son point culminant est la bataille de Lépante. Par l'échec de Philippe II, Henri de Guise se trouve moralement affaibli ; les desseins homicides mûrissent dans l'âme italienne de Henri III. Le duc de Savoie ayant, à la faveur des troubles du royaume, envahi le marquisat de Saluces, Henri III croit lire dans cet attentat la preuve de la complicité de l'Espagne et du duc de Guise, l'indice d'une ligue catholique pour substituer la dynastie des princes lorrains à celle des Valois au lieu et place des Bourbons ; il n'hésite plus, et c'est la tragédie de Blois (23 décembre 1588). Catherine de Médicis meurt quelques jours après. Henri III tombe sous le poignard ligueur de Jacques Clément, le 1^{er} août 1589.

HENRI IV ROI NATIONAL ET ROI CATHOLIQUE

Avec Henri IV, roi huguenot, la situation se complique d'un côté, mais s'éclaircit de l'autre. Philippe II est mis au pied du mur : aux Pays-Bas, la coalition des réformés en révolte, d'Élisabeth d'Angleterre et du roi de France peut abattre la domination espagnole d'autant mieux que l'Espagne a perdu la maîtrise de l'Océan ; en Navarre, Henri, devenu roi de France, peut revendiquer la portion de son héritage pyrénéen retenue par l'Espagne. Philippe II ne doit plus tergiverser ; c'est le moment d'entrer en France, sous couleur de soutenir les catholiques, et d'y prendre ses sûretés. Pour la première fois, en 1590, il envoie à la Ligue, que dirige Mayenne, des renforts armés. Paris ligueur est défendu par 1 200 Allemands,

500 Suisses, catholiques les uns et les autres ; Alexandre Farnèse, gouverneur des Pays-Bas pour Philippe II, s'avance pour secourir la ville, force Henri IV à s'éloigner et y laisse garnison espagnole. Il ravitaille de même Rouen. Toutes les avenues de la capitale sont aux mains des Espagnols ; ils tiennent La Fère, c'est-à-dire la route des Pays-Bas. Le duc de Mercœur, en Bretagne, a aussi des troupes espagnoles. Charles-Emmanuel de Savoie, sous prétexte de catholicisme, cherche à se tailler un royaume avec le Dauphiné et la Provence. La Lorraine travaille à s'arrondir. Pour mieux sauver la France de l'hérésie, ses voisins commencent à la dépecer : c'est ce qui les perdra.



HENRI IV, JEUNE
(École de Clouet).

Dès l'avènement de Henri IV, un fait significatif se produit : la république de Venise le reconnaît comme roi de France. La diplomatie vénitienne, qui ne se contente pas des bruits de cour mais mesure la puissance des courants d'opinion et la valeur des hommes, prédit le succès du Navarrais ; elle le souhaite parce que la domination universelle de l'Espagnol étoufferait la république qui a, la première en Europe, compris et pratiqué la politique de l'équilibre. Ce fut un beau scandale dans la catholicité ! Mais Sixte-Quint, pressé par l'Espagne de retirer son nonce à Venise et d'excommunier la république, refuse. Lui qui, par le monitoire de 1589, a déclaré Henri IV inapte au trône de France, se garde

de couper les ponts par où pourrait rentrer au bercail la brebis égarée. Henri de Navarre serait le roi légitime s'il n'était hérétique et, dans l'esprit du pape, l'obéissance aux rois légitimes est liée à l'obéissance à l'Eglise. La France est nécessaire à l'Europe, l'équilibre est nécessaire à l'indépendance du Saint-Siège. Le pape fait bon accueil à l'envoyé des catholiques royaux, le duc de Luxembourg-Piney. Quand l'ambassadeur Mendoza cherche, avec l'appui des Seize, à faire déclarer le roi d'Espagne « protecteur » du royaume, c'est le nonce Caetani qui inspire à Mayenne la réponse : « Le pape ne trouverait bon qu'autre que Sa Sainteté fût déclaré protecteur de la religion catholique en France. » Ce grand pontife organisateur est aussi un conciliateur ; c'est un politique. La Ligue se croit plus catholique que Sixte-Quint ; l'Espagne prétend le régenter ; un jésuite espagnol, en chaire, l'accuse de protéger les hérétiques ; Philippe II le fait attaquer par les plumes à sa solde.

La prévoyance de Sixte-Quint ne resta pas sans effet ; en vain ses successeurs (après Urbain VII, qui ne règne que quelques jours, Grégoire XIV, puis Clément VIII) se montrèrent-ils plus intransigeants et servirent-ils les passions politiques des ligueurs et les ambitions de Philippe II ; Sixte-Quint avait indiqué la voie qui conduira à la solution, celle que souhaitaient, en France, les « politiques », les catholiques ralliés à Henri IV et une partie de l'épiscopat. Les bulles de Grégoire XIV, affichées à Notre-Dame de Paris le 3 juin 1591, qui excommunient les prélats et les fidèles qui s'obstinent à rester fidèles au prince hérétique, ravivent parmi les parlementaires, et même dans une fraction du haut clergé, le sentiment gallican, mettent en garde l'esprit national contre une manœuvre qui semble de nature à favoriser les étrangers, et permettent à Henri IV de se poser en souverain national et en défenseur du droit monarchique. Le pape fait plus ; il lève une armée pour l'envoyer contre Henri IV sous les ordres de son nonce et il autorise les ecclésiastiques à s'y enrôler. Devant ces menaces du Saint-Siège, devant ces invasions d'Espagnols et d'Allemands, qui se disent alliés et se conduisent en ennemis, le sentiment national se redresse. Il ne se rallie pas encore au panache blanc qui flotte sur une tête huguenote, mais il grossit le parti des « politiques » qui s'accommodent du secours de Philippe II comme Henri IV accepte celui d'Élisabeth, mais qui n'entend pas lui livrer la France. Les États de 1593 sont très catholiques, ligueurs même, mais ils refusent de recevoir le légat aussi bien que le duc de Feria, si ce n'est en audience solennelle. Les maladresses espagnoles précipitent le dénouement. Le mot de la situation, c'est la déclaration si fièrement française des États : « de constituer roy sur eux, cela dépendoit de leur pouvoir et autorité et non de prince étranger. » Le Parlement, de son côté, arrête que les étrangers n'ont rien à faire en France. La conférence de Suresnes, qui entend de l'archevêque de Bourges, Renaud de



LE PAPE SIXTE-QUINT
(D'après une gravure de Thomassin,
dans la *Vie de Sixte-Quint*).

Beaune, la parole de salut : « Le roi abjure le protestantisme, » prononce aussi cette grave sentence : « Le roi ne dépend pas de Rome, du moins en tant que souverain. » Contre tout ce qui est étranger, la France se défend : étrangère la Réforme d'Allemagne, de Genève, d'Angleterre ; étranger le « catholicon d'Espagne » ; étrangère l'ingérence du pape au temporel. La France reste nationale avec son roi national.

Les événements se précipitent : 25 juillet 1593, abjuration du roi ; 31 juillet, trêve générale, suivie du départ des Espagnols de Paris : « N'y revenez pas ! » leur crie le Béarnais. Clément VIII cherche vainement à unir toutes les puissances catholiques contre le Turc hérétique : ce n'est pas la politique française. La royauté nationale déclare la guerre à l'Espagne le 17 janvier 1595. Cette fois, le traité de Cateau-Cambrésis est déchiré ; le roi, délivré de la guerre civile, reprend le programme traditionnel : rompre le cercle des possessions espagnoles. Une période de notre histoire s'achève, celle sur laquelle pèse lourdement cette « paix de Cateau-Cambrésis qui déshonora Henri second et qui a toujours été considérée comme la plus honteuse qui ait jamais été faite » (1). Une autre époque commence qui se terminera aux traités de Westphalie et des Pyrénées par le triomphe de la politique française. Mais combien de traverses encore jusqu'au succès !

L A FRANCE EN ORIENT DE 1559 A 1593

Les guerres civiles n'interrompent pas les relations de la France avec l'Europe orientale et particulièrement la Turquie. L'Empire ottoman est toujours, pour la diplomatie française, le contrepoids oriental à la puissance de la maison d'Autriche, la force qui peut prendre à revers l'ennemi européen. Pour la Porte, l'adversaire, c'est l'Espagnol maître de la Méditerranée occidentale, allié des chevaliers de Malte, boulevard de la Chrétienté en face de l'Islam. Entre l'Espagne et la Turquie il s'agit surtout d'une lutte pour la suprématie navale, c'est-à-dire pour la sécurité du passage d'Espagne en Italie. Mais les rois de France, qui ont signé le traité de Cateau-Cambrésis, sont obligés à une grande réserve dans leurs rapports avec le Turc ; ils éludent les projets de ligue catholique, mais ils ne peuvent guère s'allier ostensiblement au sultan. La « ligue chrétienne », au temps de François II, subit un désastre naval devant Gerbé (l'île de Djerbah, à l'Est de la Tunisie). Pendant le tumulte d'Amboise, les ambassadeurs du dey d'Alger sont reçus à la cour. François de Noailles, évêque

(1) Lettre de Vauban à Racine (1696). Daniel HALÉVY, *Vauban* (1 vol. in-16, Grasset, p. 137).

d'Acqs, ambassadeur de Charles IX auprès du sultan, s'acquiert un grand crédit personnel, mais il n'est l'instrument que d'une politique très réservée, surtout économique. Le contre-coup des guerres de religion se fait sentir jusqu'à Stamboul. L'entrevue de Bayonne augmente les appréhensions de la Porte ; Catherine de Médicis prend soin de la rassurer :

Recevant vos lettres, lui écrit le résident, j'asseuray le Bassa selon la teneur d'icelles, que telle rencontre ne porteroit préjudice aucune à ceste amitié et que la majesté du Roy désireroit estre parfaict amy



ABJURATION DE HENRI IV (D'après J. Callot).

du Grand Seigneur, comme ses prédécesseurs roys avoient esté, n'oubliant aucune chose qui appartienne à la conservation de ceste intelligence. De quoy, Madame, je vous laisse à penser s'ils en ont reçu grand contentement et plaisir, ayant eu toujours auparavant crainte et soupçon que le roy ne donnast secours, ayde et faveur au roy d'Espagne tant pour la consanguinité qui est entre les deux majestés que parce que cette guerre semble concerner en général toute la Chrestienté...

En 1570 les Turcs attaquent Venise, faute politique qui unit contre eux les deux puissances navales de la Méditerranée. La voix de Pie V appelle la Chrétienté contre l'infidèle : c'est la bataille de Lépante. Charles IX est resté neutre ; sollicité par les Turcs d'intervenir en aidant les Maures de Grenade révoltés, il n'a pas bougé ; mais, après Lépante, il fait porter aux vaincus ses condoléances. Les relations restent cordiales ; la Porte aide Henri de Valois à monter sur le trône de Pologne : France, Turquie, Pologne, c'est une conjonction qui reparaitra au cours de l'histoire.

En 1574, les Turcs prennent une revanche. Les Espagnols perdent Tunis. Mais la France est hors d'état d'agir au dehors ; la Porte s'alarme, écrit du Ferrier, de « la nouvelle que les reistres sont bien avant en France » (février 1576). Au moment où Henri III prépare la guerre contre l'Espagne, il recherche l'alliance turque, mais le sultan est occupé du côté de la Perse (1578) ; l'Espagne conclut une trêve avec la Porte malgré les efforts de notre ambassadeur, Germigny. L'Angleterre, en Orient, commence à faire concurrence au commerce français et cherche à affranchir ses navires de la tutelle de « l'empereur de France ». Ainsi, malgré l'échange d'assurances amicales, malgré la magnifique réception que Henri III fait à Paris à une ambassade d'Amurat III (décembre 1581), l'influence française recule en Orient par suite des « remuements » intérieurs. Tel est, en tous les temps, l'effet de nos discordes.





CHAPITRE III

LA POLITIQUE NATIONALE DE HENRI IV

Henri IV roi national. — La guerre avec l'Espagne. — Le traité de Vervins. — Le traité de Lyon, 1601. — L'alliance de Soleure et les passages des Alpes. — L'indépendance des Provinces-Unies. La France et les Pays-Bas. — L'ambassade du président Jeannin. — Henri IV et Jacques I^{er}. — Henri IV et l'Empire ottoman. — Henri IV et les princes allemands. — Henri IV et l'Empire. — L'évêché de Strasbourg. — Le duché de Prusse. — Henri IV et le duc de Bouillon. — La succession de Clèves et Juliers. Les libertés germaniques. — L'heure de l'action. — La mort du roi.



Une forte unité de la nation française a toujours suscité, dans ses grandes détresses, des hommes qui l'ont incarnée et sauvée. Chaque fois que la France a trouvé un chef, elle s'est révélée capable de prodiges.

Henri IV est un de ces conducteurs ; il en a conscience : « Je suis votre roi légitime, votre chef ; mon royaume en est le corps. »

Il ne fait qu'un avec le royaume, par une destination providentielle : « puisque Dieu m'a fait naître pour ce royaume et non pour moi. » Que ce prince, souverain à l'étranger, hier encore hérétique, soit si vite devenu le chef national, c'est un phénomène que la lassitude des guerres civiles, le besoin d'ordre et de travail ne suffisent pas à expliquer : il faut qu'il y ait, entre ce Gascon et le tempérament

français, quelque affinité naturelle. Jamais roi n'a mieux compris son royaume. La France est femme : elle devine qui l'aime et elle se donne. Henri IV est un Français type, avec les grandes qualités et quelques-uns des défauts de la race. Magnifiquement brave, parfois jusqu'à la témérité quand il « fait le roi de Navarre » ; passionné pour la gloire, il est prudent comme un Gascon, pondéré, ménager du sang de ses soldats et du dernier de ses sujets. « Je suis né et élevé dedans les travaux et périls de la guerre ; là aussi se cueille la gloire, vraie pâture de toute âme vraiment royale, comme la rose dedans les épines. » Mais parce qu'il sait les hasards et les misères de la guerre, il aime la paix. Il y a, dans sa politique, un haut sentiment de la justice, et c'est, en tous temps, extraordinaire. Il ne ment pas quand il dit : « Moi qui ne fis jamais injustice à personne » ou encore : « j'affectionne la justice en toutes choses. » Il est hardi, entreprenant, mais mesuré ; vieille vertu française : « Mesure vaut mieux qu'outrecuidance, » dit Olivier à Roland. Il se garde d'aborder les obstacles sans les avoir étudiés ; il se rend aux leçons de l'expérience. Il prise tout ce que préfèrent les Français : les clairons et le choc des épées, les femmes et l'amour, la gloire et la vertu, les arts et les chansons, les chevaux et la chasse, les belles demeures et les jardins fleuris, les blés lourds et les vignes mûrissantes. Il est venu au catholicisme par un haut sentiment de raison politique, non par le calcul d'une ambition vulgaire, et nul souverain n'a mieux deviné les affinités intimes qui associent la grandeur de la France au rayonnement du catholicisme. Relisez les belles lettres où éclate sa joie quand l'élection de Léon XI lui fait espérer un pontife disposé à correspondre à ses grands desseins. Il a, en tout, l'intuition que ses intérêts se confondent avec ceux de la France.

Son règne n'est à vrai dire qu'une préparation, car il est mort au moment précis où il croyait l'heure venue de passer à l'action. Mais il a tracé les grandes directions de la politique française. Loin d'être un isolé dans la lignée de nos rois, il se rattache directement au dernier des Valois et ouvre la route à ses fils, les Bourbons. D'ailleurs, si les dynasties changent, les fonctionnaires, les serviteurs de l'État demeurent ; les mêmes hommes qui ont servi Henri III servent Henri IV. On ne dira jamais assez que la continuité de la politique française est due, pour une large part, à la succession d'hommes qui ont les mêmes principes, les mêmes traditions. La monarchie française a eu des dynasties de ministres. Les secrétaires d'État de Henri III : Potier, Ruzé, Révol, continuent leur office sous Henri IV ; pour ces gens de robe longue, légistes ou hommes d'Eglise, les rois changent mais l'État demeure. Les relations extérieures, ce que nous appellerions le ministère des Affaires étrangères, sont surtout aux mains de Villeroy,

un ancien ligueur rallié au Béarnais ; c'est déjà la deuxième génération des Villeroy qui, dans les hauts emplois, servent l'État. Mais la politique de Henri IV est d'abord son œuvre personnelle et, pour l'apprécier, sa correspondance est un guide précieux. Il faut le juger sur ses actes et sur ses desseins authentiquement connus, non sur les légendes que Sully vieillissant a forgées ou amplifiées. Henri IV était Gascon ; il avait l'imagination vive et brillante, il aimait s'entretenir avec ses amis et laissait libre cours à sa verve prime-sautière ; les idées qui traversaient son esprit, il les exprimait dans ses longues causeries avec ses vieux compagnons d'armes ; mais il y avait loin de ces boutades à des actes longtemps mûris et « pourpensés ».

L A GUERRE AVEC L'ESPAGNE La déclaration de guerre à l'Espagne, le 17 janvier 1595, est un acte de libération, un coup de clairon sonnant le ralliement de l'unité française ; c'est un événement national que les hérauts du roi ont charge de faire retentir dans tous les villages ; il constate et consacre l'échec de la politique espagnole qui a voulu subordonner la couronne de France à la monarchie universelle de l'Espagne. « L'insatiable ambition et la superbie insupportable de cette nation » ont trouvé leur borne. En attaquant l'Espagne, Henri IV se flatte de rallier tous les Français autour de la monarchie ; il agit fortement sur l'opinion. Il veut que l'on sache que lui, « le roi des braves », ne cherche pas la guerre ; il écrit au duc de Lorraine (7 avril 1595) :

J'ay déclaré la guerre au roy d'Espagne le plus tard que j'ay peu, non pour aultre considération que pour ne troubler davantage la Chrétienté. Mais si jamais prince a deu estre excusé de ce faire, je n'en veux point d'aultre juge que vous ; ou, si après ma conversion à la religion catholique, apostolique et romaine, il eust seulement modéré ses aigreurs, comme il m'eust donné quelque raison d'attribuer à la piété les choses passées, j'y eusse ausy usé en son endroit comme j'ay faict envers ceux qui ont tenu ce chemin, sans prendre droict par ses actions contre le feu Roy mon seigneur et frère, qui estoit le plus catholique prince de son temps. Au lieu de ce faire, il n'a pas seulement redoublé ses coups contre mon royaume et mes subjects, qu'il semble que luy ou les siens aient ausy recherché, et véritablement trop curieusement, des moyens de me nuire, qui tiennent plus du barbare que du chrestien. Car vous scavés ce que l'on a depuis attempé à ma personne, comme l'on m'a traversé en la poursuite que j'ay faicte à Rome de la bénédiction de Nostre Saint Père le Pape pour la consolation de mon âme. Ces choses m'ont à fin contrainct, voire obligé, de me resouldre à la déclaration, non pour conquérir et usurper le bien d'aultruy, mais pour deffendre et conserver avec ma vie l'héritage de mes ancêtres, qui ne me peut estre injustement debattu.

Il est important de n'avoir pas contre soi le duc de Lorraine dont les États commandent les communications de Flandre en Italie. Henri compte sur Élisabeth d'Angleterre ; il écrit le 5 octobre au comte d'Essex : « L'Espagnol est nostre ennemy

commun ; ses desseings sont contre l'Estat de la Reyne ma bonne sœur et le mien, et ne doubte qu'il ne face plusieurs effects au préjudice de nos subjects, si, par un commun advis et correspondance, nous ne nous opposons à ses dicts desseings. » Il attend secours de Maurice de Nassau. Il écrit à ses « très chers et bons amys Messieurs les Estats-généraux des Provinces Unies des Pays-Bas » pour les inci-



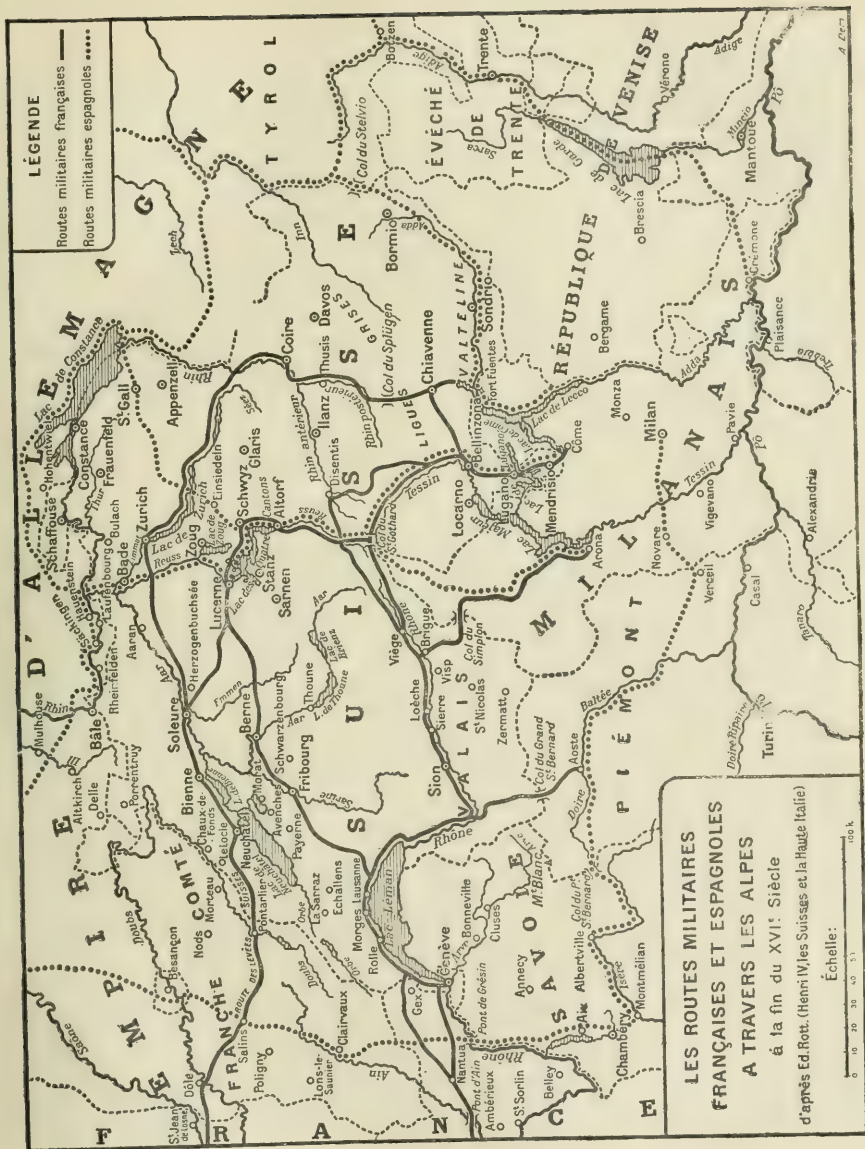
HENRI IV ET MARIE DE MÉDICIS

Médailon de Guillaume Dupré
(Cabinet des Médailles de la Bibliothèque Nationale).

ter à l'offensive : « Soyons, s'il est possible, les premiers aux champs... pour l'assaillir dedans son pays, sans attendre qu'il nous attaque dedans le nôtre ; car il est périlleux et douteux de demeurer toujours sur la défensive » (11 janvier 1597). Il compte sur les Turcs et stimule le zèle de Savary de Brèves, son ambassadeur. Les Espagnols n'ont pu venir à bout du royaume au temps des rois Charles IX et Henri III, — explique-t-il au duc de Luxembourg-Piney, son ambassadeur auprès du pape — qui n'avaient pas les mêmes avantages que lui ; ils n'étaient pas les alliés de la reine d'Angleterre, ils combattaient à outrance en France « ceux de la nouvelle religion » ; le Grand Seigneur,

en ce temps-là, était en paix avec les Habsbourg ; enfin, le roi d'Espagne avait alors plus d'argent ; « ses forces étaient en France plus gaillardes et mieulx conduites, et en plus grande réputation qu'elles ne sont de présent. » Henri IV, comptant sur son étoile et sa bravoure, a cru venir rapidement à bout de son terrible adversaire. Il allait éprouver la puissance de la monarchie espagnole et comprendre tout ce qui manquait encore à la France, à peine pacifiée, pour la vaincre.

Henri IV attaque au point sensible, cherchant à couper les communications de l'adversaire. Il fait prendre l'offensive en Luxembourg par le duc de Bouillon, en



Franche-Comté par deux hardis capitaines lorrains, Haussonville et Tremblecourt, agissant au nom et pour le compte de Maurice de Nassau, son allié. Après le brillant combat de Fontaine-Française, le roi lui-même entre en Franche-Comté : mais là s'arrêtent ses succès. Ses alliés, les Suisses des cantons protestants, l'invitent à respecter la neutralité de la Comté ; sans insister, le roi se retire ; il a besoin, contre l'Espagne, de tous ses amis et de l'opinion européenne. Il conclut à Lyon (22 septembre 1595) un nouveau traité qui renouvelle les garanties pour la Comté. Les Suisses ne tiennent pas à voir la puissance française s'approcher trop près d'eux car ils souhaitent que les courriers et les armées d'Espagne qui, au passage, font grosse dépense, puissent continuer à défiler de Milan à Bruxelles, soit par la Valteline et la haute vallée du Rhin, soit par le Valais, Genève, Besançon et la Lorraine, comme les Français vont de Lyon à Venise par Genève. Cet incident met bien en relief le rôle politique des cantons : réservoir de soldats et carrefour des routes militaires d'Europe.

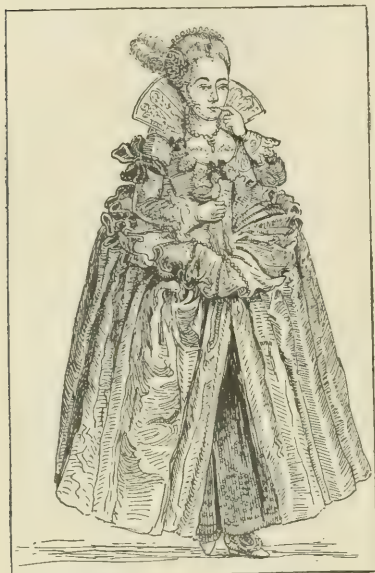
L E TRAITÉ DE Henri IV n'a pas pris l'exacte mesure de son adversaire :
VERVINS l'infanterie castillane et italienne restera sans rivale jusqu'à Rocroi. Les généraux de Philippe II et de Philippe III, un duc de Parme, un comte de Fuentes, un Spinola sont des maîtres de l'art de la guerre. En Picardie, en face de Fuentes, les affaires de Henri IV périclitent. Élisabeth marchande ses secours ; elle ne désire pas que la France se relève trop vite ; elle préfère un état de rivalité latente et de guerre sourde dont ses sujets profitent sans vergogne pour piller les vaisseaux et les colonies de l'Espagne et attaquer ses ports (prise et sac de Cadix par les Anglais, 1596). Les Provinces-Unies sont lasses de la guerre, travaillées par les dissensions politiques et d'ailleurs refroidies par la conversion du Béarnais. L'armée française, commandée par Bouillon et Villars-Brancas, est battue devant Doullens par le gouverneur des Pays-Bas, Fuentes (24 juillet 1595) ; la ville est prise et ses 4 000 habitants passés au fil de l'épée. La perte de Cambrai, suivie de celle de Calais (24 avril 1596), sont pour Henri IV deux coups terribles ; la situation militaire et financière du royaume est franchement mauvaise.

Le roi est obligé d'implorer le secours anglais. Après l'entrée des Espagnols dans les faubourgs de Calais, Henri IV envoie Sancy demander de l'aide pour sauver la citadelle ; Élisabeth y consent, mais à la condition de la garder pour elle. Henri IV refuse : plutôt Calais aux Espagnols qu'aux Anglais ! Après la prise de la citadelle, Sancy signe les traités de Greenwich les 24 et 26 mai 1596, le premier public, le second secret ; pour le faible secours de 2 000 hommes qui ne pourront être

employés que durant quatre mois, et un prêt de 20 000 écus pour quelques mois, Henri IV s'engage à ne pas faire de paix séparée sans les Anglais et les Provinces-Unies. Elisabeth veut bien, pour le public, paraître alliée et confédérée du roi de France afin d'en avoir les profits, mais elle en décline les charges et laisse tout le poids de la guerre retomber sur la France. La perte d'Amiens (11 mars 1597) accable le roi ; la route de Paris est ouverte. Cette fois, dans sa détresse, il offre de donner Calais en gage à Elisabeth : offre de Gascon ! Mais lui-même ne s'abandonne pas ; il déploie une activité magnifique, appelant tous ses vassaux et ses alliés. Des princes allemands rien ne vient, ni d'Angleterre : fragilité des alliances protestantes. Mais le roi besogne lui-même : il met le siège devant Amiens, intimide l'armée de l'archiduc-cardinal Albert d'Autriche et force la ville à capituler. La France est sauvée, mais elle ne peut pas poursuivre la guerre. L'Espagne subit de son côté des pertes énormes aux dépens de son commerce, ce dont profitent les Anglais. Philippe II voit menacer la sûreté de ses communications par mer qui sont la condition de la durée de son empire. Il est las et vieilli : la mort approche. La diplomatie de Clément VIII se multiplie pour la pacification de la Chrétienté : déjà, en 1595, le cardinal-neveu Aldobrandini est allé en Espagne pour engager Philippe II à la paix. Le roi de France a compris la situation ; les alliances protestantes, qui l'ont aidé à conquérir son trône et à combattre la monarchie universelle de Philippe II, ne lui serviront pas à détruire la puissance espagnole ; dès cette époque la politique anglaise est ce qu'elle sera de nos jours, ce qu'elle était déjà sous Henri VIII : pas d'hégémonie continentale ; ne pas laisser grandir, de l'autre côté du Canal, la puissance française, diviser pour régner, obtenir et garder la suprématie sur mer et aux colonies. Continuer la guerre, c'est se mettre à la merci des Anglais, en faire les arbitres de l'Europe. Mieux vaut la paix. Aussi bien la guerre a-t-elle servi à mater à l'intérieur les derniers tenants de la Ligue, mais elle a montré au roi que son œuvre de pacification et de reconstruction n'est pas aussi avancée qu'il l'avait cru. Un parti déplore la guerre contre l'Espagne avec l'alliance des huguenots. Et, d'autre part, les huguenots du royaume boudent un roi catholique qu'ils appellent renégat : devant Amiens, à l'appel du roi pour la France en danger, les chefs protestants, La Trémoille et Bouillon, se sont abstenus.

Le roi a besoin de la paix, d'autant plus que les Espagnols se sont emparés de Blavet, en Bretagne, d'où ils travaillent à faire revivre la Ligue. Les négociations sont poursuivies à Vervins sous les auspices du légat, cardinal Alexandre de Médicis, le futur Léon XI ; Pomponne de Bellièvre et Brûlart de Sillery représentent

Henri IV ; le président Richardot, Jean-Baptiste de Taxis et Verreiken sont les plénipotentiaires de Philippe II. Henri IV était anxieux d'avoir la paix. Les principales difficultés venaient de l'Angleterre et des Pays-Bas, qu'il aurait voulu comprendre dans le traité et qui gagnaient trop à la continuation de la guerre pour se montrer pressés, et du duc de Savoie pour l'affaire de Saluces. Elisabeth vou-



ÉLISABETH, REINE D'ANGLETERRE
(D'après le portrait de Holbein).

drait les profits sans les risques ; on se passera d'elle et aussi des Hollandais. Quant au duc de Savoie, on décide d'ajourner la question du marquisat de Saluces. Après bien des péripéties, la paix est signée le 2 mai 1598. Le traité rétablit le *statu quo ante bellum*, c'est-à-dire les clauses du traité de Cateau-Cambrésis. La France recouvre ses frontières, y compris Calais.

Le royaume va-t-il donc se retrouver dans les conditions de 1559 ? Non. La France est décidément indépendante de l'emprise espagnole ; le roi a remis son royaume « à son entier ; à quoi ont tendu tous mes travaux et desseings depuis que Dieu m'a appelé à cette couronne ». Après trente ans de troubles civils, après les déboires militaires de la dernière guerre, le retour aux limites de Cateau-Cambrésis est un succès statique. Philippe II a perdu la moitié des Pays-Bas. Il affirme bien encore ses droits à l'héritage de Bourgogne, mais il

s'engage à seulement « en faire poursuite par voye amiable ou de justice et non par les armes ». C'est, en fait, une renonciation. Philippe II va mourir : il reconnaît que son œuvre a échoué ; il renonce à la prééminence ; il se résigne à sa déchéance navale. Henri IV, lui, par ces trois années de guerre, a acquis l'expérience de la politique et la juste notion de ses forces. Avant de reprendre l'œuvre nationale, il faut fortifier le royaume de toutes manières : c'est d'abord l'édit de Nantes, signé à la veille de la paix (13 avril 1598), qui rassure définitivement les protestants ; puis c'est la politique économique et financière de Henri IV et de Sully : « la France et moi avons besoin de respirer » disait le roi. Pour venir

à bout d'une puissance telle que l'Espagne, il faut d'abord régner sur un État pacifié, fort, riche, puis s'assurer en Europe un système d'alliances solides, avoir partout une politique active, des amis sûrs. Après Vervins, Henri IV, mûri par l'expérience, sûr de son but, conscient des moyens d'y parvenir, commence le savant travail diplomatique qui doit, quand l'heure sera venue, lui permettre de reprendre la lutte nationale avec des alliances et des forces supérieures.

L E TRAITÉ DE LYON (1601) Le duc de Savoie, « portier des Alpes », est un voisin gênant et ambitieux. Son alliance peut ouvrir aux Espagnols les vallées du Rhône et de la Saône ; il couvre le Milanais ; si seulement il gardait une neutralité bienveillante, ce serait déjà pour la France un grand avantage. Henri II a tenté de l'attacher par mariage à la fortune de sa maison, mais le duc a continué le double jeu que sa double face, italienne et française, lui indique. Charles-Emmanuel est remuant, inconstant, inquiet : il a des vues sur Genève que Calvin lui a enlevée ; il voudrait s'agrandir sans bien savoir où ni comment. Durant les guerres civiles, il a tenté la fortune du côté de la Provence où Lesdiguières l'a arrêté. Un beau jour, profitant des circonstances, il s'est jeté sur le marquisat de Saluces, la dernière des possessions françaises au delà des Alpes. Ce territoire commande les hautes vallées du Pô et de la Stura qui, par leurs sources, conduisent dans la vallée de la Durance par le col de l'Arche, c'est-à-dire en Dauphiné, dont Saluces est un fief. Par là, le roi de France garde un pied en Italie ; de Carmagnole, la plus forte place du marquisat, il menace Turin ; il contourne par le Sud les États du duc de Savoie qu'il sépare de Gênes. « La ville de Saluces n'est qu'à une petite journée de Turin, et Carmagnole n'est qu'à une petite demi-journée, écrit d'Ossat à Villeroy le 14 août 1600 ; et tout le marquisat est comme une citadelle pour les Français sur toute l'Italie et particulièrement sur le Piémont. »

L'usurpation du marquisat de Saluces par le duc de Savoie en pleine paix, en 1588, est un gros grief pour la couronne de France. Henri IV en a d'autres. Le duc intrigue chez lui, à sa cour, soudoyant des complicités, des trahisons : c'est un compte à régler. Charles-Emmanuel vient à Paris (décembre 1599), fait des promesses qu'il ne tient pas. Le pape ne réussit pas à mener à bien l'arbitrage que lui offre Henri IV. L'ambassadeur à Madrid, La Rochepot, s'est assuré que l'Espagne restera neutre. Le roi, avec Biron, entre en Bresse, prend Bourg, passe le Rhône, occupe Chambéry ; Lesdiguières assiège Montmélian et marche vers le mont Cenis sans que le duc ait osé affronter l'armée française, sans que les Espa-

gnols aient bougé. Le roi est heureux de son œuvre : « La France m'est bien obligée, car je travaille bien pour elle », écrit-il, le 11 octobre, à la marquise de Verneuil.

Mais la guerre ne peut se prolonger sans amener des complications générales. Le roi propose de laisser au duc le marquisat de Saluces qui lui tient au cœur, mais il exige en compensation la Bresse, le Bugey, le Valromey, le pays de Gex. Le marquisat de Saluces, enclavé dans le Piémont, pauvre, n'a que 25 000 habitants ;



LE DUC DE BIRON
(Gravure de l'époque).

la Bresse est une des plus fertiles provinces de France. Le duc cherche à gagner du temps. Le cardinal-neveu Pierre Aldobrandini, envoyé par Clément VIII, s'entremet, décide le Savoyard en lui montrant la valeur, pour la sécurité de ses États, de Saluces. Le roi feint de ne céder qu'aux instances du légat et des cantons suisses. Le traité est signé à Lyon, le 17 janvier 1601. Lyon cesse d'être ville frontière, les limites de la France sont reportées jusqu'au Rhône, aux portes de Genève, sur le lac Léman. La Franche-Comté se trouve coupée de la Savoie, isolée par le Sud, proie certaine, dans l'avenir, pour le roi de France. Les Espagnols obtiennent le droit de faire passer leurs troupes, pour aller de Savoie en Franche-Comté, par le pont de Grésin et la vallée de

la Valserine. C'est la vieille route d'étapes des *terzios* de Gênes en Flandre. (Voir la carte p. 129.) Elle restera ouverte, en temps de paix, aux Espagnols, mais que la guerre éclate et que le chemin soit coupé, il faudra aller chercher la route de la Valteline par la Maloia ou le Splügen pour gagner, par l'Allemagne, les Pays-Bas.

La postérité a estimé que Henri IV, avec son sens politique, avait lâché l'ombre et saisi la proie. Les contemporains n'en ont pas jugé ainsi ; ils ont cru que Henri IV s'affaiblissait en abandonnant définitivement l'Italie. Lesdiguières ne se gênait pas pour dire que « le duc avait agi en prince et le roi en marchand » ; d'Ossat se plaint qu'on a enlevé « la vraie bride des Espagnols en Italie et encore du duc de Savoie ». Les Espagnols, en effet, furent satisfaits. Mais de ce qu'un traité n'est pas insupportable à l'une des parties, s'ensuit-il qu'il soit défavorable à l'autre ?

L'événement donna raison à Henri IV. Il pouvait opter, pour attaquer la mo-

narchie espagnole, entre deux champs de bataille, les Pays-Bas et l'Italie. Il choisit le premier ; il veut mettre fin aux guerres d'Italie, ramasser la politique nationale au lieu de la disperser : la guerre de Trente ans se fera en Allemagne et aux Pays-Bas, non en Italie. L'Espagne, tranquilisée dans la péninsule, permet à Henri IV d'assurer longtemps à ses sujets une paix dont ils avaient besoin et qui lui était nécessaire pour préparer l'exécution de ses grands desseins. Le duc de Savoie, rassuré par l'acquisition de Saluces, inquiet au contraire de la suprématie de plus en plus arrogante des Espagnols, représentés à Milan par le vieux et belliqueux comte de Fuentes, va se rapprocher de Henri IV qui ne néglige rien pour l'amener à ses projets. Le duc de Savoie envahira le Milanais avec l'aide d'un corps français et, si le succès venait, il le garderait tandis que Henri IV réunirait à la France la Savoie. Politique de clairvoyance et d'avenir. Pour le moment, les États d'Italie qui conservaient quelque ombre d'indépendance furent mécontents du traité de Lyon ; les Vénitiens se crurent abandonnés. Mais l'Italie n'avait apporté, aux prédécesseurs de Henri IV, que des déceptions. « Je n'ai pas délibéré, écrit-il à son ambassadeur à Venise, le marquis de Fresne-Canaye, de surachepter l'amitié de gens qui se donnent à qui mieux les paye, et dont la foy est si muable que d'estre subjecte à esbranler au premier vent de la crainte des armes espagnoles » (15 avril 1602).

L'ALLIANCE DE SOLEURE ET LES PASSAGES DES ALPES

Le traité de Lyon plaçait la France aux portes de Genève : son intérêt était d'en défendre l'indépendance. C'était le point par où la France communiquait avec les cantons suisses, par les cols des Alpes, avec Venise dont les États s'étendaient jusqu'à la pointe Sud-Est du lac de Côme et avaient pour frontière la chaîne des Alpes du Bergamasque qui sépare la Valteline (haute vallée de l'Adda) de la plaine lombarde. C'était aussi, pour la France, la route de l'Europe orientale et de Constantinople. En Suisse, la lutte diplomatique est extrêmement âpre autour des cantons, pépinière de soldats, nœud des grandes routes de l'Europe. Henri IV a déjà renouvelé en 1582 la vieille alliance de François I^{er} ; ses ambassadeurs, Sillery et Méry de Vic, concluent, le 29 janvier 1602, l'alliance de Soleure avec les délégués de onze cantons et de leurs alliés ; elle est plus complète que celle de 1582 ; le roi pourra, pour lui et ses amis, disposer des passages des Alpes ; il pourra puiser dans le réservoir des recrues montagnardes. Les ambassadeurs des cantons sont « choyés, caressés et festés » au Louvre et le traité est publiquement confirmé à Notre-Dame le 20 octobre 1602. L'alliance est valable pour toute la

durée des règnes de Henri IV et de son fils et huit ans encore après. Après le coup de main manqué du duc de Savoie sur Genève (Journée des Échelles, 11-12 décembre 1602), Henri IV intervient énergiquement : que le duc de Savoie se permette encore pareille agression, la France en fera un *casus belli*.

L'alliance avec les Suisses est un succès très important. Avec les Liges Grises qui tiennent les hautes vallées du Rhin et de l'Inn, des accords sont conclus qui assurent au roi de France et à ses amis le passage des Alpes. Ces traités alarment les Vénitiens : ils ne veulent pas dépendre du roi de France pour leurs communications commerciales avec l'Allemagne ; ils concluent, avec les Liges, l'alliance de Davos (15 août 1603). A la cour de l'Escorial, on se montre très inquiet de ces conventions, de la dernière surtout qui donne aux Vénitiens, alliés du roi de France, le contrôle des passages des Alpes orientales ; on croit à une coalition des États indépendants d'Italie, Venise et le grand-duc de Toscane, avec Henri IV, les Suisses et les Grisons apportant leur force militaire. Le vieux Fuentes, à Milan, agit avec sa vigueur coutumière. Un beau matin, le 23 octobre 1603, les habitants de la Valteline voient avec stupeur sur



LESDIGUIÈRES

(D'après une peinture de Porbus. Musée de Grenoble).

leur territoire, à proximité de la frontière espagnole du Milanais, à l'endroit où la vallée de l'Adda se resserre avant d'entrer dans le lac de Côme, de nombreux ouvriers acharnés à bâtir un fort, le fort Fuentes, à la croisée des routes de la Valteline et de Chiavenna, c'est-à-dire à l'issue des débouchés du Stelvio, de la Maloia et du Splügen. Grosse émotion. La question des passages avait alors, pour toutes les puissances militaires, une importance que nous comprenons difficilement aujourd'hui parce que les routes se sont multipliées et parce que l'Espagne n'a plus d'intérêts aux Pays-Bas, ni l'Autriche en Italie. En Valteline s'agitait un parti huguenot dont le voisinage déplaisait aux Espagnols et au Saint-Siège ; les habitants n'aimaient pas leurs seigneurs des Liges Grises.

Le fort Fuentes, bien que malsain et privé d'eau, a joué un rôle politique

jusqu'au jour de 1796 où un général français le fit sauter. En 1603, il apparut comme la pierre d'assise d'une ligne fortifiée qui relierait la branche autrichienne des Habsbourg à la branche hispano-italienne. De Valteline, en effet, on peut passer, par des chemins muletiers, à Trente, ville épiscopale qui dépend de l'Empire. En fait, l'Espagne mettait la main sur la Valteline. Sa diplomatie, très active dans les cantons catholiques, s'assurait la route militaire Milan, Côme, Bellinzona, le Saint-Gothard, Lucerne, Rheinfelden, la Lorraine, qui remplace avantageusement la route par la Franche-Comté (convention du 28 avril 1604, renouvelant et interprétant celle de 1587). Avec les trois Ligues elle obtenait, le 25 août, un arrangement analogue. C'est ainsi que la Valteline et les Grisons deviennent le point sensible de la politique européenne, où se mesurent l'influence de la France et celle de l'Espagne. Henri IV ne veut pas s'engager à fond prématurément ; ce n'est pas en Italie qu'il médite d'entamer la lutte. La politique « flamande » de Sully l'emporte sur la politique « italienne » de Villeroy. Le roi, sans abandonner ses alliances suisses, empêche la guerre d'éclater sur ce théâtre tant que l'heure ne sera pas venue ; mais la menace d'une descente des bandières des Grisons par la Valteline vers Milan reste suspendue sur la domination espagnole en Italie ; la conquête de la Lombardie à échanger contre la Savoie (traité de Brusol) fait partie du plan que Henri IV, en 1610, s'apprête à réaliser.

L'INDÉPENDANCE DES PROVINCES-UNIES. LA FRANCE ET LES PAYS-BAS

Le traité de Lyon, venant après le traité de Vervins, dégage le terrain et révèle le dessein de Henri IV. Il a fait son choix : son adversaire est l'Espagne, et c'est dans les Pays-Bas qu'il l'attaquera ; son but, ce sera l'extension de la France dans ces dépendances de la couronne d'Espagne qui sont de langue française ou anciens fiefs de France : Franche-Comté, pays wallons et flamands, Lorraine. Henri IV s'appuiera naturellement sur les puissances protestantes puisqu'il s'agit de combattre l'Espagne ; mais cette politique, que Coligny avait conçue, il la réalisera dans des conditions très différentes de celles que l'amiral, à la veille de la Saint-Barthélemy, proposait à Charles IX. Henri IV, avant de passer à l'action, a d'abord établi la paix religieuse et civique dans une France catholique ; les alliances protestantes ne sont plus pour lui affaire de parti, moyen indirect de faire triompher la Réforme en France même, ce sont des combinaisons d'intérêt national, comme les entendra Richelieu. Il suffit de lire l'admirable correspondance diplomatique du roi Henri pour être frappé des précautions minutieuses qu'il prescrit afin d'atténuer les inconvénients d'une politique que les

circonstances lui indiquent et qui, tout mis en balance, lui paraît la meilleure : nul esprit de système, nulle passion, si ce n'est celle du bien public, mais un chef-d'œuvre de souplesse, de ductilité, de réalisme, d'opportunisme.

La France, depuis que les Pays-Bas sont insurgés, n'a cessé de les aider plus ou moins ouvertement. L'énergie des protestants des Provinces-Unies n'aurait pas résisté à la puissance espagnole sans le secours de la France, sans les capitaines et les soldats qui, avec l'autorisation tacite du roi, allaient servir avec « les gueux », sans son aide financière et économique. La phase décisive, pour les Provinces-Unies, commence en 1604, après la prise d'Ostende par l'armée espagnole et la paix entre Jacques I^{er} et Philippe III. Henri IV crut son heure venue ; il fit proposer aux États-généraux six mille hommes de troupes et de gros subsides, et même une alliance ostensible avec déclaration de guerre à l'Espagne, s'ils lui reconnaissaient le droit de garder pour lui le comté de Flandre et les pays de langue française. A plusieurs reprises même, profitant des succès de Spinola, il envoya demander aux États-généraux s'ils l'accepteraient pour souverain et à quelles conditions. Mais ni Maurice de Nassau, ni les Provinces-Unies ne se souciaient d'avoir pour voisin direct un prince aussi puissant que le roi de France, encore moins de le choisir pour leur souverain ; ils le lui firent entendre ; puis, profitant des dispositions pacifiques des archiducs qui commandaient à Bruxelles et qui offraient de les traiter en État indépendant, ils signèrent avec eux une trêve de huit mois. C'était un échec pour Henri IV ; il s'arrangea pour en faire sortir un succès et, puisque la paix était possible, pour en devenir l'arbitre et le médiateur : il érigerait au Nord des Flandres un État indépendant qui serait l'allié naturel de la France.

L'AMBASSADE DU PRÉ- SIDENT JEANNIN

C'est l'objet de la négociation que conduisit à La Haye, d'août 1607 au 9 avril 1609, Pierre Jeannin, président au parlement de Dijon, fils d'un tanneur d'Autun, ancien ligueur, devenu l'un des conseillers les plus sages et les plus écoutés de Henri IV, et les sieurs de Buzanval et de Russy. Les lettres dans lesquelles jour par jour, parfois heure par heure, les plénipotentiaires du roi de France le tiennent au courant des moindres incidents, les instructions détaillées que Henri IV, Villeroy, secrétaire d'État chargé des Affaires étrangères, Sully, surintendant des Finances, adressent à La Haye, constituent l'admirable dossier d'une négociation qui est le point culminant de l'histoire diplomatique du règne et qui fait autant d'honneur à la sagesse du roi qu'à l'habileté de ses mandataires. Il n'est pas de meilleure école de diplo-

matie. Ce fut celle de Richelieu qui, dans sa disgrâce d'Avignon, relisait et méditait le livre où Jeannin a rassemblé les documents de son ambassade.

La partie était très délicate. Maurice de Nassau désirait la continuation de la



MESIRE PIERE JANIN CONSEILLER DV ROY,
en ses conseils sur intendant des finances de France, etc

LE PRÉSIDENT JEANNIN

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale).

guerre d'où il espérait faire sortir la souveraineté de sa maison sur les sept provinces ; les négociants, les marins, que la guerre enrichissait, ne demandaient qu'à la poursuivre ; Barneveldt voulait la paix, pour sauver la liberté politique, avec l'indépendance dont l'Espagne s'efforçait d'éluder la reconnaissance. L'Angleterre, qui pro-

tégeait, conjointement avec la France, les provinces révoltées, ne souhaitait pas trouver en face d'elle, sur la mer du Nord, une forte puissance navale alliée à la France, et ses ambassadeurs, qui partageaient avec ceux de Henri IV le rôle d'arbitres, embrouillaient les fils ou recherchaient une médiation exclusive. La cour de Madrid avait ratifié l'armistice, non sans hésitations d'ailleurs, mais sans faire mention de la souveraineté des États : elle finit par céder sur ce point capital (octobre 1607) et les négociations s'ouvrirent.

L'art du président Jeannin fut de faire comprendre aux États-généraux que, sans lui, ils étaient désarmés en face de l'Espagne et de les amener à conclure avec Henri IV un traité d'alliance défensive pour la garantie d'une paix qui n'était pas signée et pour laquelle il devenait un médiateur nécessaire. Les plénipotentiaires des archiducs, Spinola, le président Richardot et Verreyken, finirent par admettre la médiation française ; ils insistèrent surtout sur l'interdiction aux Hollandais du commerce des Indes et les garanties de libre exercice du culte pour les catholiques des Provinces-Unies. Henri IV se ménageait du jeu dans la négociation en ne rejetant pas les ouvertures du nonce Barberini, au nom de Paul V, pour les mariages entre les enfants royaux de France et d'Espagne où les Pays-Bas feraient office de dot et d'amorce. Sur la question du rétablissement, dans toutes les provinces, de l'exercice public et libre de la religion catholique, les États-généraux rompirent les négociations (25 août 1608) ; aussitôt le président Jeannin, afin de ménager les susceptibilités de la cour d'Espagne, proposa de conclure, au lieu d'une paix définitive, une « trêve à longues années » qui aurait les mêmes avantages pour les Provinces-Unies tout en laissant ouvertes certaines possibilités. La cour d'Espagne, sur les instances de l'archiduc Albert, finit par céder ; la trêve de douze ans fut signée le 9 avril 1609, à Anvers. Les « sieurs États-généraux » concluent, dit le protocole, « avec l'intervention et par l'avis de messire Pierre Jeannin, etc... de messire Richard Spencer », ambassadeur du roi d'Angleterre. L'indépendance est reconnue en ces termes : « Premièrement, lesdits sieurs archiducs déclarent, tant en leurs noms que dudit sieur Roi, qu'ils sont contents de traiter avec lesdits sieurs États-généraux des Provinces-Unies en qualité et comme les tenant pour pays, provinces et États libres sur lesquels ils ne prétendent rien et de faire avec eux... une trêve... »

C'est l'acte de naissance de la république des Provinces-Unies qui va tenir une si grande place dans l'histoire du dix-septième siècle. L'événement fut considéré comme un grand succès pour la cour de France, un coup très dur à la puissance de l'Espagne et à l'orgueil castillan.

HENRI IV ET JACQUES I^{er} Henri IV, roi de Navarre et roi protestant de France, a trouvé, pour conquérir son royaume, l'appui, à la vérité parcimonieux et réservé, de la reine Élisabeth. L'alliance anglaise est la conséquence et la condition nécessaire d'une politique dirigée contre l'Espagne. Mais Henri IV sait que l'Angleterre n'est pas son amie partout et toujours. Elle prétend, en Europe, à un rôle de direction des puissances protestantes dans lequel elle ne supporterait pas la rivalité du roi de France et, en attendant, elle laisse ses sujets s'attaquer en Orient aux intérêts français. Les marins anglais, dans les mers du Levant, se livrent à de véritables pirateries dont Henri IV se plaint amèrement (novembre 1599) ; il mande à Savary de Brèves de s'opposer « aux brigues et poursuites des Anglais qui veulent entamer ma bannière », d'autant plus que la reine se prépare à traiter avec l'Espagne. Il faut se défendre. Le seul remède serait d'avoir une bonne flotte ; le roi le désire ardemment. « J'ay délibéré me faire fort par la mer le plus tost que je pourray. » Mais il faut patienter.

Quand Élisabeth meurt, le roi exprime des regrets sincères ; on sait que l'on perd, on ignore qui l'on prend. Rosny partira aussitôt en ambassade auprès du nouveau roi « pour sentir ses inclinations ». Jacques I^{er}, fourbe et pusillanime, n'était pas de complexion à s'entendre cordialement avec Henri IV qui cherche vainement à gagner son amitié. Des litiges commerciaux et coloniaux irritent les deux cours. Jacques I^{er} fait la paix avec l'Espagne, dès les premiers jours de son règne, au grand déplaisir de ses marins et flibustiers qui s'enrichissaient par le commerce frauduleux aux Indes et par l'enlèvement des opulentes cargaisons des navires espagnols. Dans l'affaire des Provinces-Unies, les deux rois font, en apparence, la même politique ; en réalité, Jacques I^{er} ne cesse de travailler contre Henri IV ; l'alliance conclue par le président Jeannin avec les Provinces-Unies l'inquiète et l'irrite. Le Béarnais ne se fait pas d'illusions sur les véritables sentiments de son allié, il signe, entre autres, pour Jeannin, le 22 décembre 1607, une lettre qu'on voudrait citer tout entière comme un modèle de pénétration psychologique et de finesse diplomatique.

Je juge, par telle diversité et contrariété de langage, que lesdits Anglais ont très mauvaise intention envers moi et mon royaume, qu'ils tendent à traverser et empêcher que je ne me lie plus étroitement avec lesdits États, lesquels ils voudroient sinon jeter du tout entre les bras, ou sous l'absolue domination des archiducs, du moins détacher d'avec moi, en faisant leur susdit accord, afin de rendre son amitié, correspondance et voisinage plus nécessaire aux uns et aux autres, et par ce moyen me priver entièrement des commodités que je puis espérer desdits États.

Aucune politique, au cours de l'histoire, n'est restée plus semblable à elle-même que celle de l'Angleterre.

HENRI IV ET L'EMPIRE OTTOMAN

Durant la période des troubles civils, les liens que François I^{er} avait tressés avec l'Empire ottoman se relâchent ; sous Henri IV, la politique orientale est au second plan. Déjà, d'ailleurs, la puissance turque a passé le temps de son apogée ; on se préoccupe, dès la fin du seizième siècle, « de la très grande décadence » de l'empire du sultan. Henri IV écrit ce mot le 21 septembre 1595. Le roi ne fait pas grand fond sur des alliés affaiblis et d'ailleurs si lointains qu'il est très difficile de combiner avec eux des opérations concertées. Quand le roi de France a besoin de lui, le Turc est en Perse ou dans le Khorassan ; le voilà sur le Danube, mais le roi de France a déjà fait la paix. Durant la guerre contre l'Espagne jusqu'au traité de Vervins, Henri IV s'efforce d'obtenir une diversion turque « pour que cela empesche le roy d'Espagne de pouvoir tirer des forces d'Allemagne », écrit-il le 21 septembre 1592 à Brèves. Les Turcs hésitent : qui gouverne en France ? Ils se le demandent. A un moment il y eut, en même temps, à Constantinople, l'ambassadeur de la Ligue, Savary de Lancosme, et l'agent de Henri IV, Savary de Brèves, son cousin. Après de pittoresques aventures, l'envoyé de la Ligue est enfermé au château de Roumeli-Hissar et Savary de Brèves devient ambassadeur. Sur les instances de son maître, il presse les Turcs d'intervenir, mais il n'obtient rien d'important ; leur inertie est une des causes du traité de Vervins. Après cette paix l'alliance turque cesse d'être l'un des fondements du système par lequel Henri IV espère, à son heure, venir à bout de l'Espagne. D'ailleurs, la situation intérieure de la France oblige le roi à ménager le Saint-Siège : il est médiateur entre Paul V et les Vénitiens ; il ne sacrifie pas à des Turcs incertains ses amitiés catholiques.

A Constantinople, la France n'est plus seule : l'Angleterre, et bientôt les Provinces-Unies, obtiennent du Grand Seigneur des Capitulations ; les puissances protestantes font au roi Très chrétien auprès du sultan une concurrence heureuse, surtout après le retour de Henri IV au catholicisme qui apparaît aux Turcs une déception qu'exploite sans vergogne l'ambassadeur d'Angleterre (lettre à Brèves, 14 décembre 1599). Les lettres à Savary de Brèves de 1599 à 1600 sont remplies de plaintes du roi contre les intrigues et les pirateries des marins anglais dans les mers du Levant : « Je suis bien marry, écrit le roi, de n'estre aussi puissant par mer que par terre. » Le mot est dans une lettre du 3 mars 1604 à Brèves : c'est une grande pensée de Henri IV que reprendra Richelieu.

Savary de Brèves a laissé une relation célèbre de son ambassade et de la tournée qu'il fit dans le Levant jusqu'à Jérusalem avant de rentrer en France. Il y présente

les Capitulations signées par lui en 1604 comme un succès de la politique française. En effet, elles renouvellent les privilèges accordés à François I^{er} et même en obtiennent l'extension, puisque désormais les catholiques, sujets du sultan, peuvent eux aussi se réclamer de la protection du roi de France et de ses agents. Mais les privilèges de « l'empereur de France » sont déjà battus en brèche par ses rivaux. L'Angleterre et les Provinces-Unies échappent à sa tutelle.

Le roi, de son côté, se détourne de l'alliance ottomane. Pendant toute une longue période, la France aura des ambassadeurs à Constantinople, on parlera toujours d'amitié traditionnelle avec les Turcs, mais la réalité sera une politique d'entente avec les puissances catholiques contre les Turcs, notamment pour prêter assistance à Venise (siège de Candie ; bataille de Saint-Gothard). C'est seulement Louis XIV qui, par l'ambassade du marquis de Nointel (1670-1680), reprendra la tradition interrompue avec un empire ottoman réorganisé par les illustres grands-vizirs macédoniens, les Keupriliü.

HENRI IV ET LES PRINCES ALLEMANDS

Les Capétiens ont toujours suivi une politique en Allemagne. L'Allemagne a l'empire, c'est-à-dire la plus vieille, la plus respectable des institutions après la papauté. Nos rois ont vainement aspiré à l'empire, mais ils ont réussi à s'affranchir de l'empereur. Cependant, outre l'empire, il y a les princes allemands, les évêchés souverains, les villes impériales, tout cet ensemble dont la politique des Habsbourg ne parvient pas à faire un corps. La Réforme apporte dans « les Allemagnes » un élément nouveau de divisions et de discordes. Les princes adoptent le luthéranisme afin de s'émanciper de l'autorité impériale qui reste unie à Rome et à l'Espagne. Après Charles-Quint, les empereurs dirigent ou favorisent un puissant retour offensif du catholicisme ; de Vienne, de Cologne, d'Ingolstadt, l'apostolat des jésuites rayonne ; leur enseignement, qui procède de l'humanisme le plus éclairé en même temps que du catholicisme le plus orthodoxe et le plus « romain », attire la jeunesse de toutes les classes de la société ; l'autorité impériale retire peu à peu les privilèges arrachés à Charles-Quint par Maurice de Saxe vainqueur. Ainsi, au temps de Henri IV, l'Allemagne est divisée en deux grands corps : le corps évangélique, le corps catholique. Le principe *Cujus regio ejus religio* est la règle depuis la paix d'Augsbourg (1555) : les sujets suivent la religion du souverain. La contre-offensive catholique regagne de nombreux territoires ; les princes catholiques s'attachent à extirper l'hérésie de leurs États. Le Rhin est redevenu « la rue aux prêtres », avec les évêchés souverains de Coire et

de Constance, puis les princes-évêques de Bâle, Strasbourg, Spire, Worms, les trois grands électors catholiques, archevêchés de Mayence, Trêves et Cologne. Sur le Rhin inférieur, les deux duchés catholiques de Clèves et Juliers. A l'Ouest, ce puissant groupe est flanqué de l'évêché de Liège, à l'Est des évêchés ou abbayes de Wurtzbourg, Bamberg, Corvey, Fulda, Paderborn, Munster, Osnabruck, Lubbeck. La Bavière et l'Autriche sont les pivots de l'action catholique. La politique et les intérêts des États catholiques sont liés à la politique et aux intérêts de l'empereur et de l'Espagne ; le roi d'Espagne, en qualité de duc de Bourgogne, est membre de l'empire.

La politique de Henri IV, qui tend à se libérer de l'emprise espagnole, cherche appui parmi les princes protestants. Le bloc luthérien, c'est dans l'Allemagne du Nord que Henri IV le trouve : Brandebourg, Prusse, Poméranie, Mecklembourg, Holstein, Oldenbourg, Hanovre, Brunswick, Nassau, Hesse, Saxe. Un Hohenzollern, Albert de Brandebourg-Anspach, dès 1525, s'est proclamé duc héréditaire de Prusse, sous la suzeraineté de la Pologne, en sécularisant à son profit l'ordre teutonique dont il était grand maître. C'est parmi ces princes que la diplomatie de Henri IV va exercer ses talents, non sans difficultés, car leurs esprits, absorbés par de médiocres querelles, s'élèvent rarement à des conceptions d'ensemble. Dans l'Allemagne du Sud les maisons de Wurtemberg, de Bade-Durlach sont protestantes, tandis que les Bade-Bade, revenus au catholicisme, y ramènent leurs sujets. Les électeurs palatins sont calvinistes et alliés naturels des réformés français contre l'Autriche. Henri IV, tout en s'appuyant sur les protestants, ne va pas jusqu'à combattre les intérêts catholiques, car, pour la lutte contre l'Espagne, qu'il ne perd pas de vue, il aura besoin du pape et des catholiques français ; s'il ne les a pas pour lui, il est à la merci de l'Angleterre.

Le point par où le roi de France cherche à rallier les amitiés protestantes est l'indépendance des Provinces-Unies : Maurice de Nassau, prince de l'Empire, est l'allié de la France. Henri IV poursuit, avec plus de persévérance, plus de méthode, les projets que les rois de France ont de tout temps esquissés. C'est lui qui trace les directions de la politique qui sera celle de Richelieu et de Mazarin : une confédération rhénane dont la France protège, contre l'Empire, l'Espagne et l'Autriche, l'indépendance et les libertés : « Former une ligue du Rhin pour y faire accéder tous les États de l'Empire, tel fut le but constant des efforts de nos plus grands politiques. François I^{er}, Henri IV, Richelieu, Mazarin, Louis XIV et Napoléon travaillèrent à la même œuvre, les uns avec



HENRI IV

D'après une peinture du Musée de Versailles.
(Ecole française du xvi^e siècle.)

une modération couronnée de succès, les autres avec une violence qui finit par tout perdre (1). »

Dès le commencement de son règne, Henri IV éprouve quelques déceptions avec les protestants d'Allemagne, car ces luthériens ne détestent guère moins les calvinistes que les papistes. Plusieurs, comme l'ivrogne Christian II, électeur de Saxe, sont, sans le dire, attachés à la politique de l'Autriche. L'abjuration du roi les refroidit encore davantage; ce n'est qu'après la mort d'Élisabeth (1603), qui semble faire pencher la balance au profit des catholiques, que Maurice le Savant, landgrave de Hesse depuis 1592, se met franchement du côté de Henri IV. La correspondance du roi et du landgrave, publiée par M. de Rommel, révèle entre les deux princes des relations de confiance et d'amitié. Après son abjuration, Henri écrit au landgrave « qu'il n'en regardait pas moins comme étant la sienne propre la cause commune des princes de l'Empire et de la reine d'Angleterre contre l'ambition insatiable de l'Espagne, et que par suite il comptait toujours sur leur assistance ». La religion ne devait pas empêcher un accord politique. Après le traité de Vervins qui mécontente les protestants d'Allemagne, Henri IV reprend avec patience son œuvre : l'équilibre européen et la tolérance religieuse, par la formation d'une ligue des princes allemands confédérés sous la direction de la France. Henri IV voit loin et large; il aurait voulu persuader aux princes allemands d'aider les Pays-Bas à s'affranchir des Espagnols; il se heurte à des esprits étroits, soupçonneux et jaloux qui ne s'intéressent aux calvinistes des Pays-Bas qu'aux heures où ils se sentent directement menacés par la politique de l'Espagne. En Allemagne, luthériens et calvinistes étaient adversaires si acharnés que certains luthériens regardaient la Saint-Barthélemy comme un juste châtiment du ciel. La république théocratique de Genève inquiète les princes, et ils tiennent la révolte des Pays-Bas contre l'autorité légitime du roi d'Espagne pour un crime dont ils se refusent à devenir complices.

HENRI IV ET L'EMPIRE Pour sauvegarder l'indépendance des princes allemands, Henri IV ne pouvait se désintéresser des destinées de l'Empire. S'offrir au choix des Électeurs était un vieux rêve auquel l'esprit pratique du Béarnais ne pouvait guère s'arrêter. Il ne poserait sa candidature qu'au cas où Philippe III chercherait à se faire élire. Son attitude en face de l'élection

(1) Henri BAUDRILLART, *la Politique de Henri IV en Allemagne*, dans *Revue des Questions historiques*, 1885, I, p. 408.

impériale est exactement définie dans une dépêche à son ambassadeur Bongars (16 juillet 1600) : « Je regarde comme si important pour moi d'empêcher l'élection du roi d'Espagne, que si mes amis tiennent pour nécessaire que je mette mon nom en avant, je suivrai leur conseil. » En 1602, quand le landgrave de Hesse vient en France, Henri s'entretient avec lui de la future succession de Rodolphe I^{er} qui n'était pas marié. On en parlait à Rome. Le succès ne paraissait pas impossible au cardinal d'Ossat, mais il se demandait « si ce serait le meilleur pour le particulier de notre France ». Le roi ne tenait guère à s'engager dans pareille aventure ; il y renonça pour lui-même dès qu'il fut certain que le roi d'Espagne ne poserait pas sa candidature, mais il chercha à susciter, en la personne du duc de Bavière, un concurrent à la maison de Habsbourg. Maximilien, qui dirigeait la contre-offensive religieuse et politique, refusa de se prêter à un tel rôle. Les archiducs s'accordèrent (1606) pour choisir l'un d'entre eux, Mathias, comme chef de la maison d'Autriche et candidat à la succession de Rodolphe ; il fut élu en 1612.

L'ÉVÊCHÉ DE STRASBOURG L'œuvre maîtresse de la diplomatie royale fut la formation d'une alliance germanique. Longtemps ces projets furent entravés : les princes du Rhin et de l'Allemagne du Nord répugnaient à s'engager avec un roi français catholique dont une partie des sujets étaient calvinistes et à diviser à son profit les forces de l'Empire. Dès 1597, les conseillers du landgrave de Hesse répondaient à l'ambassadeur Ancel qu'une telle alliance n'était *ni permise, ni utile, ni nécessaire*. Plusieurs affaires délicates vinrent séparer ceux que Henri IV s'efforçait d'unir. Ce fut d'abord l'affaire de Strasbourg qui mit aux prises protestants et catholiques. Le chapitre de Strasbourg était partagé entre chanoines luthériens (évangéliques) et chanoines catholiques. L'évêque étant mort en 1592, les chanoines évangéliques élurent Jean-Georges, petit-fils de l'électeur de Brandebourg, les chanoines catholiques le cardinal Charles de Lorraine, évêque de Metz. L'affaire était importante. Laisser tomber l'évêché aux mains des luthériens c'était rompre cette série de seigneuries ecclésiastiques qui s'alignaient le long du Rhin, c'était offrir un pignon sur la « rue aux Prêtres » à un prince de l'Allemagne du Nord. Si le pape accordait l'investiture à l'évêque catholique canoniquement élu, les droits souverains, l'administration du diocèse n'allaient-ils pas rester à l'élus des chanoines luthériens ? Les protestants d'Allemagne insistèrent auprès de Henri IV pour qu'il soutint leur candidat ; mais le roi craignait de blesser les catholiques français, le pape, l'empereur et surtout le duc de Lorraine dont le cardinal Charles était le frère et dont la fille était dans sa pensée destinée au



ADNAUD CARDINAL D'OSSAT.

LE CARDINAL D'OSSAT

(D'après le portrait en frontispice des *Lettres de l'ill. et rever. Cardinal d'Ossat évesque de Bayeux au Roy Henry le Grand et à Monsieur de Villeroy.*) Paris, M. DC. XXIV.

dauphin. Henri IV louvoya, prodiguant à tous de bonnes paroles, mais évitant de s'engager à fond (mission du maréchal de Bois-Dauphin, 1600). Finalement les droits souverains et l'évêché restèrent à Léopold d'Autriche, coadjuteur du cardinal, qui devint évêque en titre ; le margrave de Brandebourg se contenta de 130 000 florins et d'une pension.

L E DUCHÉ DE PRUSSE Dans une autre affaire plus lointaine, Henri IV appuya de tout son pouvoir la maison de Brandebourg. Lorsque mourut, en 1603, le duc de Prusse, Albert-Frédéric de Brandebourg, l'électeur Joachim-Frédéric réclama la régence à l'encontre des droits de la branche des Hohenzollern de Franconie et des magnats polonais ; Henri IV soutint les droits de l'électeur, « tant je désire témoigner au dit électeur combien je l'affectionne et le bien de sa maison », écrit-il au landgrave de Hesse. Par l'entremise du roi de France, la maison électorale de Brandebourg obtient d'abord la curatelle (1605) et enfin l'investiture du duché de Prusse. A nous, Français d'aujourd'hui, la politique qui aboutit à accroître la maison de Brandebourg, à l'installer en Prusse et sur le Rhin nous semble regrettable ; au dix-septième siècle elle ne pouvait paraître que naturelle et utile. En face de l'Empire et des Habsbourg alliés de l'Espagne, Henri IV soutenait, agrandissait la puissance protestante du Brandebourg qui ne semblait pas alors redoutable, en dépit de son appétit déjà éveillé. Une entente avec la Prusse fut, contre la maison d'Autriche, longtemps populaire en France.

H ENRI IV ET LE DUC DE BOUILLON Entre Henri IV et les princes allemands des contestations d'argent troublèrent les bons rapports. Le roi, au temps de sa détresse, avait emprunté de grosses sommes aux princes, au landgrave de Hesse, aux Électeurs ; il était gêné pour les payer. Ce fut une des raisons qui compromirent Maurice le Savant dans les intrigues du duc de Bouillon. Grosse affaire ! Le duc de Bouillon est le type de ces princes de l'ancienne Lotharingie qui cherchaient à se tailler un État et à jouer un rôle entre la France et l'Empire. Ces gens des Marches avaient toujours un pied dans les deux camps. Bouillon, tout en se posant comme chef de la fraction huguenote en France et en s'appuyant sur les princes protestants d'Allemagne, se réservait de traiter avec l'Espagne : le but était de conquérir son indépendance. Beau-frère de Maurice de Nassau et de l'Électeur palatin calviniste Frédéric IV, il rêvait d'organiser, en marge de la France et de l'Empire, une sorte de petite Hollande. En 1602, il se lance dans la conspiration de Biron. Il s'agissait de rejeter la France dans les guerres civiles afin de la

démembrer au profit des maisons princières. Mais Bouillon était un trop mince seigneur pour jouer les Charles le Téméraire. Il essaye d'exciter l'opinion protestante en Allemagne contre le roi de France renégat ; il cherche à conclure une ligue ; la diplomatie française est tenue en échec par cet intrigant : « Le duc de Bouillon fait de mal en pis, corne la guerre partout, » écrit le roi. Entre les Français réformés qui s'agitent, Lesdiguières, Duplessis-Mornay, et les princes allemands, Bouillon sert d'agent de liaison. Henri IV entre à Sedan le 5 avril 1606, et



LE DUC DE BOUILLON. — ENTRÉE DES TROUPES ROYALES A SEDAN

mande cavalièrement à Maurice le Savant : « Mon cousin, j'ai pris Sedan, avec le maître de la maison. » Bouillon fit sa soumission et reçut sa grâce, en attendant l'occasion de recommencer.

L A SUCCESSION DE CLÈVES ET JULIERS. LES LIBERTÉS GERMANIQUES

Cet obstacle écarté, les négociations d'alliance entrent dans la phase décisive : le prince Christian d'Anhalt, avec l'électeur palatin et le duc de Wurtemberg, passent au premier plan. C'est le moment où Henri IV mène une campagne diplomatique pour isoler l'Autriche et l'Espagne : les princes allemands, les Provinces-Unies, la Savoie, Venise, l'Angleterre, doivent, dans sa pensée, constituer une ligue dirigée par la France. L'objectif immédiat est la suc-

cession de Clèves et de Juliers, où la maison ducale va s'éteindre. L'importance de ces territoires, Juliers, Clèves, Berg, la Mark, Ravensberg, à cheval sur le Rhin inférieur, est capitale. S'ils passent aux protestants, la jonction s'opère entre les États luthériens de l'Allemagne du Nord et les Pays-Bas. S'ils échoient à une maison catholique, l'influence austro-espagnole encercle les Pays-Bas et maîtrise tout le cours du Rhin. « Ces pays étaient forts, opulents, puissants, écrit l'ambassadeur Bongars à Sully, assis sur notre frontière, portant droit sur les États des Provinces-Unies ; ils ne pouvaient tomber entre les mains des ennemis de Sa Majesté qu'ils n'en reçussent un très grand accroissement de réputation et de force ; ils ne pouvaient être ôtés à ses amis que les États des Provinces-Unies n'en reçussent une extrême incommodité. » Mais l'affaire de Clèves n'est que le prétexte ou plutôt le moyen d'engager la lutte. Il s'agit de coaliser les petits États contre la maison d'Autriche sous la direction de la France. L'assise première de la confédération, c'est l'entente étroite de la maison palatine avec le duché de Wurtemberg (mai 1607, convention de Heidelberg) ; les autres viendront peu à peu s'y joindre.

L'affaire de Donauwerth stimule l'ardeur des protestants en éveillant leurs craintes. L'empereur, de son autorité privée, sans consulter la Diète, avait mis au ban de l'empire la ville de Donauwerth, où des protestants avaient maltraité des catholiques et préparé une révolte contre l'empire, et il avait chargé le duc de Bavière de l'exécution alors que le directeur du Cercle était le duc de Wurtemberg ; les luthériens quittèrent avec éclat la Diète de Ratisbonne (avril 1608), après avoir exposé leurs griefs dans un mémoire à l'archiduc Ferdinand. L'alliance d'Heidelberg renouvelée pour dix ans, complétée sous le nom d'Union (4 mai 1608), engloba le comte palatin Wolfgang-Guillaume de Neubourg, le duc de Wurtemberg, le margrave d'Anspach, le prince d'Anhalt. Le *Corpus evangelicum* eut à sa tête l'électeur palatin dont le prince d'Anhalt était lieutenant-général. Luthériens et calvinistes réconciliés entraient dans l'Union ; les villes de Nuremberg, Ulm, Spire, Worms, Strasbourg y adhéraient. Le landgrave de Hesse s'abstenait encore et il en donnait à Henri IV les motifs ; il se joindrait « avec ceux-là qui auraient pour but le bien public et la liberté allemande » (6 mars 1609).

L'ouverture de la succession de Clèves (25 mars 1609) détermine les hésitants. Cette affaire est ce que les Allemands d'aujourd'hui appellent une épreuve de force : « Que Sa Majesté embrassât cette affaire, elle réduirait l'autorité de la maison d'Autriche dans son nid... Point de Léopold dans Juliers : c'est un furet dans une garenne. » Plus tard — c'est Bongars qui le marque — si les

princes ne pouvaient se maintenir dans ces positions difficiles, le roi « mettrait la main sur des pays si précieux et si convoités » et indemniserait les possesseurs « en Berry, en Bourbonnais et en Auvergne » (1). En elle-même l'affaire de Clèves est, au point de vue juridique, très embrouillée. Qu'il nous suffise de dire que Henri IV soutient les droits de Jean-Sigismond de Hohenzollern, électeur de Brandebourg, et de Philippe-Louis de Neubourg, comte palatin, contre la maison de Saxe appuyée par l'empereur. Par la transaction de Dortmund (31 mai 1609), les deux prétendants s'accordent pour gouverner en commun. Il s'agit d'empêcher l'empereur de mettre la main, sous prétexte de séquestre, sur les biens en litige et d'en donner l'investiture à la Saxe, comme s'il ne s'agissait que d'une affaire d'empire à laquelle les princes étrangers n'ont rien à voir. Henri IV se prépare à la guerre ; il en avertit ses amis (octobre 1609). Ce sera « une guerre très longue, remplie de divers incidents et à laquelle se trouveront, à la fin, enveloppés tous les princes de la Chrétienté, soit directement, soit indirectement. » Les princes allemands, se défiant des grands desseins que la rumeur publique attribuait à Henri IV, ne voulaient s'intéresser qu'à l'affaire de Juliers et localiser la guerre. Ils se réunissent le 10 janvier 1610 à Halle où l'ambassadeur Jean de Thumery, sieur de Boissize, les rejoint. Ils forment une nouvelle union, plus large, plus précise, qui conclut une alliance formelle avec le roi de France (traité du 11 janvier 1610) ; les princes allemands promettent leur concours, stipulent leurs contingents, mais leur action concerne surtout Clèves et Juliers. Toutefois, dans le cas où l'Espagne et les archiducs de Flandre interviendraient et « qu'ils n'eussent plus de guerre ni à Juliers ni dans les autres pays, ils secourraient Sa Majesté. » C'est le point important : Henri IV a fini par obtenir l'alliance qu'il cherchait.

En face de l'Union de Halle, l'empereur et l'Espagne travaillent à grouper les États catholiques d'Allemagne ; ils s'appliquent à gagner le Saint-Siège et les États italiens ; ils ont l'appui de la Saxe. Henri IV met en branle sa diplomatie pour rassurer le pape : il n'est nullement question d'une extension nouvelle des puissances protestantes. D'ailleurs, que l'Espagne se retire de Clèves et de Juliers, et toute crainte de guerre se trouvera dissipée ; le roi de France assure qu'il n'a ni grands desseins ni vastes ambitions.

(1) *Œconomies royales*, II, p. 316-323.

L'HEURE DE L'ACTION Ainsi nous apparaît la politique simple et pratique du Béarnais. L'Espagne, en essayant de mettre la main sur la France et le Portugal, a cherché à réaliser une formidable entreprise d'hégémonie européenne ; elle n'y a pas encore renoncé, quoique sa tentative ait échoué en France. D'autre part, l'Angleterre travaille à se substituer à la France dans la direction de la politique protestante. La place de Henri IV, « roi Très Chrétien », roi catholique d'une majorité catholique et d'une minorité protestante, roi de l'abjuration de Saint-Denis et roi de l'édit de Nantes, n'est ni avec la révolution protestante ou la séparation anglicane, ni avec le catholicisme politique et batailleur de l'Espagne dont les rois utilisent la religion aux fins de leur suprématie et s'en servent plus qu'ils ne la servent. Henri IV est avec le pape dont il défend l'indépendance, dont il veut que les États aient une place parmi les *stati liberi* d'Italie, mais il est aussi avec ses légistes et il se dérobe à la publication du concile de Trente. C'est déjà la ligne de conduite de Richelieu ; ce n'est ni la politique de Montmorency, ni celle de Coligny, c'est bien plutôt, adaptée aux circonstances, la tradition nationale telle que l'ont comprise les Guise, Catherine de Médicis et les « politiques ».

Henri IV, par d'habiles campagnes diplomatiques, cherche à séparer l'Espagne de l'Empire. Bassompierre négocie le mariage du dauphin avec l'héritière de Lorraine. Le roi compte sur le grand-duc de Toscane, sur les Vénitiens, amis traditionnels dont la politique, catholique mais indépendante, est si proche de la sienne et pour qui il a ménagé une réconciliation avec le pape. Lesdiguières conclut à Brusol un traité d'alliance avec le duc de Savoie (25 avril 1610) : celui-ci deviendra roi, s'étendra en Lombardie, aura Milan, mais la France aura la Savoie et Nice : c'est la combinaison qui se réalisera en 1859. Trois armées sont sur pied, une au Nord vers Châlons, beaucoup plus forte qu'il n'est nécessaire pour la petite affaire de Clèves et Juliers, une en Dauphiné avec Lesdiguières, une sur les Pyrénées avec La Force. Tout est prêt. Mais, d'où sortira le conflit, auquel Henri IV est résolu, qui doit libérer la France et l'Europe de la suprématie des Habsbourg !

C'est ici qu'intervient la passion de Henri IV pour la « blonde et blanche » Charlotte de Montmorency, la jeune femme du prince de Condé. Quelle est, dans cette aventure, la part de l'amour et celle de la politique, il est difficile de le déterminer. Le Vert Galant eut un violent caprice pour la jolie et coquette princesse que cette passion royale amusait ; lorsque Condé, n'appréciant pas les avantages d'un partage avec Jupiter, enleva sa femme et la mit, à Bruxelles, sous la protection de l'infante, à l'abri des entreprises du « grand Alcandre », il y eut sans doute, dans la

colère royale, quelque dépit amoureux, mais, tout de suite, par le fait que Condé se plaçait sous la protection de l'Espagne, l'affaire prit une tournure politique. Ces Condé ont toujours été de dangereux intriguants. Philippe III, qui s'est hâté d'évoquer l'affaire au lieu de la laisser traiter aux archiducs, ne va-t-il pas faire de celui-ci, qui serait l'héritier du trône si Henri IV mourait sans enfants mâles, l'instrument d'une nouvelle guerre civile ? On parlait, à la cour de Madrid, de contester la validité du second mariage du roi et la légitimité des enfants de Marie de Médicis. Un mot de Henri IV, dans une lettre à Savary de Brèves, éclaire la situation ; parlant de la fugue de Condé, il dit : « Cette équipée procède de la boutique et pratique d'Espagne. » A ce jugement du roi de France répond une dépêche de don Inigo de Cardeñas à Philippe III où il conseille de soutenir le prince « que les huguenots et les catholiques non ralliés à Henri IV regardent comme leur chef et qui grandit dans leur estime depuis qu'il lui tient tête ». La précaution du mari jaloux apparaît au roi comme le paravent qui dissimule la trahison. Condé, se mettant ouvertement sous la protection de l'Espagne, s'enfuit à Milan et laisse la belle Charlotte à la garde de l'infante et de l'archiduc Albert.

Le conflit est directement entre Henri IV et l'Espagne. Une intervention du nonce Ubaldini n'est pas accueillie. Le nonce, dans son entretien avec Henri IV, lui montre l'obstacle : « Les succès que vous aurez dans les Pays-Bas ne pourraient que vous attirer comme ennemis la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies qui n'ont garde de favoriser de pareilles entreprises » ; mais il n'obtient rien. Le roi a pris son parti : « l'amour, a écrit Richelieu, a servi d'aiguillon à tout ce grand dessein ».

L A MORT DU ROI C'est bien là, en effet, le dessein de Henri IV, le seul « grand dessein » qu'il ait conçu. Les rêves utopiques mis par Sully, dans ses *Œconomies royales*, sous le nom du grand roi ne sont — M. Pfister l'a montré sans appel — que le produit de l'imagination du ministre en disgrâce. On peut au contraire tirer de véridiques indications d'un entretien qu'eut Henri IV, le 17 octobre 1609, avec Lesdiguières, un de ses meilleurs lieutenants et confidents. Il se propose d'établir solidement l'autorité du roi qui, en France, est le fondement de tout. Son fils sera roi absolu ; il épousera l'héritière du duc de Lorraine car « ce n'est pas peu de chose d'ajouter, à la couronne de France, la Lorraine ». Outre cela, ses vœux se limitent à la réunion de Gênes, d'une partie des Flandres. Il souhaiterait « qu'il n'y eût qu'une seule religion dans l'État ». La pensée du roi, limitée, pratique, ne se perd pas dans les chimères.

Ces projets, marqués au coin du bon sens et de l'esprit national, Henri IV se prépare à les réaliser. Intimidés, l'archiduc et l'infante cèdent sur le fait de la princesse ; ils écrivent à Condé pour l'aviser d'avoir à les décharger de la garde de sa femme « ayant considéré le peu d'affection qu'elle découvre envers vous ». Bien mieux, ils autorisent le passage de l'armée royale par Luxembourg et Liège en route pour Juliers. Le départ du roi est fixé au 20 mai ; le 14, à quatre heures, il se rend en carrosse à l'Arsenal, chez Sully, pour prendre avec lui les dernières dispositions ; il rencontre Ravaillac et la mort.

« Je loue Dieu, écrit à l'archiduc Albert M. de Vendregies, son ministre des Finances, de voir Votre Altesse délivrée d'un si puissant voisin qui troublait la Chrétienté et menaçait l'État de Votre Altesse. En quoy particulièrement l'on recognoît la Providence de Dieu qui, en semblables détroits, a souvent assisté la sérénissime maison d'Autriche. »

Si l'Espagne se réjouit, la France pleure. L'Europe peut juger, à l'intensité du deuil, que vraiment le Béarnais avait conquis son royaume et implanté sa dynastie. Saint François de Sales, dans une lettre au président Frémyot, d'une pénétration et d'une hauteur de vues admirables, nous fait comprendre de quels services la France était reconnaissante à Henri IV et quelle gloire l'auréolait :

« L'Europe ne pouvait voir aucune mort plus lamentable que celle du grand Henri IV... Ce prince, ayant esté si grand en son extraction, si grand en la valeur guerrière, si grand en victoires, si grand en triomphes, si grand en bonheur, si grand en paix, si grand en réputation, si grand en toutes sortes de grandeur... il sembloit bien qu'une si grande vie ne devait finir que sur les dépouilles du Levant après une finale ruine de l'hérésie et du turcisme... Ainsi prié-je cette souveraine Bonté qu'elle soit pitoyable à celui qui le fut à tant de gens, qu'elle pardonne à celui qui pardonna à tant d'ennemis et qu'elle reçoive cette âme réconciliée en sa gloire, qui en reçut tant en sa grâce après leurs réconciliations... »





CHAPITRE IV

LA GRANDE LUTTE CONTRE LA MAISON D'AUTRICHE

- I. L'ÉCLIPSE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE (1610-1624). — *Le renversement des alliances.* — *Le premier ministère de Richelieu.* — *La crise européenne de 1619-1620.* — *L'affaire de la Valteline.*
- II. LA MÉTHODE POLITIQUE DU CARDINAL DE RICHELIEU. — *Le facteur personnel.* — *Le service de l'État.* — *Un nouveau droit international.* — *La politique nationale.* — *La méthode diplomatique de Richelieu.*
- III. L'ACTION POLITIQUE DU CARDINAL DE RICHELIEU. — *Le redressement de la politique royale.* — *Richelieu et l'Angleterre.* — *L'affaire de la Valteline.* — *La libération de la politique française par l'ordre intérieur.* — *La succession de Mantoue.* — *L'Allemagne et l'Empire. Diète de Ratisbonne.* — *L'entrée en scène du Nord.* — *La politique de Richelieu en Allemagne.* — *La France entre dans la guerre.* — *Richelieu et la mer.* — *L'œuvre de Richelieu.*

I. — L'ÉCLIPSE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE (1610-1624)



DANS les démocraties modernes, la continuité de la politique extérieure est traversée par les sautes de vent électorales, les changements de ministères ; dans les anciennes monarchies, elle l'était par la mort prématurée, la maladie ou l'imbécillité des rois, par les minorités et les régences. La politique des alliances protestantes n'était praticable que par une royauté forte, capable d'assurer dans la nation l'unité gouverne-

mentale et morale ; Henri IV ne l'avait menée qu'avec les précautions nécessaires, par un jeu d'équilibre, mais sa vigoureuse personnalité, avec le rayonnement de son intelligence et sa puissance de séduction, était indispensable au succès des entreprises hasardeuses qu'il méditait. Il trouvait des résistances jusque dans son entourage ; il devançait ses contemporains et n'était guère compris d'eux. Un nombreux parti restait fidèle à la politique de Cateau-Cambrésis et aux alliances catholiques. Ravailiac avait entendu dire que le roi prenait les armes pour soutenir les protestants d'Allemagne ; c'était, dans son esprit, faire la guerre au pape et à Dieu lui-même : il frappa.

Le crime eut l'effet qu'en espérait l'assassin. Il parut, aux plus fidèles conseillers du roi, impossible de poursuivre les desseins dont le génie pratique du Béarnais avait préparé la réalisation. Pour un roi de six ans et une régente, l'alliance espagnole était une sécurité à l'intérieur. Marie de Médicis n'avait pas l'âme résolue, ni ce haut sentiment de ses responsabilités envers la couronne de France, que l'on est surpris de trouver chez une Catherine de Médicis. La plupart des conseillers du feu roi ne la détournèrent pas de revenir à l'entente espagnole ; Villeroy, Jeannin, anciens ligueurs, Brulart de Sillery, se prononcèrent en ce sens. Sully essaya de résister et se retira des affaires. Henri IV voulait marier son fils à l'héritière de Lorraine, estimant que rien ne serait plus précieux pour la France que la réunion de cette belle province ; il destinait sa fille Élisabeth au prince de Piémont ; Marie de Médicis se trouva plus flattée d'un double mariage espagnol. Pour sauver les apparences, on ne renonça pas à l'expédition de Juliers ; un corps de troupes peu nombreux y fut envoyé après qu'on eut donné à l'Espagne toutes assurances qu'on ne poursuivait aucun dessein plus ample ; le maréchal de la Châtre entra dans la ville avec Maurice de Nassau et le duché fut remis au margrave de Brandebourg et au duc de Neubourg à la seule condition que l'exercice de la religion catholique y serait autorisé. Le traité de Brusol, qui inaugurerait utilement une politique d'alliance avec la Savoie, fut dénoncé. La France se repliait sur elle-même et, comme il est fréquent dans son histoire, c'était pour trouver chez elle la guerre civile. Tandis que Rohan exposait à l'assemblée de Saumur la politique protestante, Villeroy signait à Fontainebleau avec don Inigo de Cardenas, des préliminaires réglant la question des mariages et un traité d'alliance défensive pour dix années (30 avril 1611). L'échange des deux princesses, Élisabeth de France qui devait régner sur l'Espagne, Anne d'Autriche qui allait devenir reine de France, eut lieu sur la Bidassoa le 9 novembre 1615.

Henri IV, avec un sens aigu de l'avenir, avait dirigé vers la Lombardie les

appétits du duc de Savoie. Très peu de jours après la mort du roi (14 juillet 1610), Villeroy exposait à l'ambassadeur de Venise, Foscarini, tout un plan de confédération en Italie pour supplanter l'influence espagnole et assurer l'indépendance des petits États : Venise, la Savoie et le pape devaient former une entente sous les auspices de la France. Charles-Emmanuel ne renonçait pas facilement à une proie telle que Milan ; il essaya de poursuivre l'entreprise, espérant entraîner la France grâce à l'influence de son voisin, le connétable de Lesdiguières, qui administrait presque en souverain indépendant son Dauphiné. Il faisait appel à l'opinion publique de la péninsule toujours prête à se soulever contre la domination espagnole. A une mise en demeure du gouverneur du Milanais d'avoir à cesser ses armements, il avait répondu par le manifeste célèbre où il pose la candidature de sa dynastie au trône de l'Italie libérée : « Mes armées sont la sauvegarde de l'Italie, le roi d'Espagne met sous le joug Naples et Milan, les embarras de Venise se multiplient, la Toscane est comme assiégée, Rome hésite, Gênes, sous le canon des flottes de Barcelone, n'obéit qu'aux ordres de Madrid ; si je désarme, la Péninsule ne comptera plus que des traîtres et des esclaves. Que l'opinion des Italiens dicte ma réponse ! » Voilà un homme qui a de l'avenir dans l'esprit ; on croirait entendre Cavour. Menacés par le gouverneur du Milanais, don Pedro de Tolède, Venise et Savoie s'allient (traité d'Asti, 21 juin 1615) et s'adressent à la France. L'opinion publique agit en leur faveur. Lesdiguières, malgré la défense du gouvernement, passe les Alpes avec une armée ; le vieux chef huguenot poursuit tout seul la politique de Henri IV et des alliances contre l'Espagne. Mais la cour est engagée avec l'Espagne ; Venise et les puissances protestantes passent pour encourager en France les rébellions des grands : la politique extérieure est dominée par les nécessités de la situation intérieure.

L E PREMIER MINISTÈRE DE RICHELIEU

C'est le moment où l'évêque de Luçon fait, dans les conseils de la reine mère, une première apparition sous les auspices de Concini et commence à y donner la mesure de ce que sera, en 1624, la politique du cardinal de Richelieu ; mais à son jeune génie manque encore l'expérience ; il lui manque surtout de pouvoir s'appuyer sur un gouvernement fort et ferme en ses desseins. Il envoie dans les principaux postes des hommes nouveaux ; l'un d'eux, Schomberg, qui va en Allemagne, est muni d'instructions où se révèlent déjà les vues d'un grand ministre, mais gênées par la politique de la régente et du favori : l'ambassadeur assurera « quoique discrètement » les princes allemands que le roi de France reste fidèle aux anciennes alliances ; au besoin, si

l'Espagne voulait confisquer les libertés germaniques, on serait là pour les défendre. C'est l'opinion de beaucoup de Français, des protestants et de tous ceux qui, « haïssant l'Espagne, font particulièrement état d'être bons Français ». Les mariages espagnols ont eu pour effet « d'ôter le venin » à la politique de l'Escorial : ils ne prouvent pas que la politique française soit inféodée à celle de l'Espagne. Luçon propose, pour régler les différends qui menacent la paix, une conférence à



CONCINI, MARÉCHAL D'ANCRE
(Musée du Louvre).

Paris. Mais on ne devient arbitre que si l'on est assez fort pour imposer au besoin une solution. La France, troublée à l'intérieur, n'est pas prête à la guerre ; elle ne l'est donc pas à la paix. Élisabeth avait donné à l'Angleterre une autorité internationale que Henri IV lui avait ravie et que Jacques I^{er} est en train de reprendre. Les Vénitiens, fidèles alliés, demandent à la régente d'user en leur faveur de la clause du traité de Henri IV avec les Ligues grises qui réserve au seul roi de France, pour lui et ses amis, la faculté de se servir des passages des Alpes, notamment en Valteline ; les ambassadeurs de Venise insistent ; mais pareille concession blesserait l'Espagne à la prunelle de l'œil. Luçon cherche

à atermoyer, finalement refuse (22 janvier 1617). Les Vénitiens, dès lors, travaillent à faire échouer la médiation préparée par le jeune ministre, ils se tournent vers l'Espagne ; la proposition française est rejetée. En quelques mois, Luçon a mécontenté tout le monde : tant il est vrai qu'une grande politique extérieure n'est pas seulement le fait de la clairvoyance d'un ministre, mais la résultante de conditions multiples dont la force militaire et la cohésion intérieure sont les principales. Et puis, pour la meilleure des politiques, il y a le moment favorable : l'heure de Richelieu n'était pas venue. La catastrophe des Concini, sa propre disgrâce allaient

lui permettre de méditer, dans l'exil d'Avignon et la retraite de son diocèse, sur les conditions permanentes d'une bonne politique française.

De 1617 à 1624, les destins de la France sont aux mains du jeune favori de Louis XIII, Luynes ; mais, à dresser des pies-grèches, il n'a pas appris la politique européenne ; entre ses mains inexpertes les affaires flottent sans direction ; et c'est le moment où la guerre de Trente ans commence. Dormir, à certaines heures, ne pas agir, ne pas prévoir, c'est déjà une catastrophe ; en 1621 la France a manqué à l'Europe et à ses propres destinées.

L A CRISE EUROPÉENNE DE 1619-1620

Du 20 mars 1619 — date de la mort de l'empereur Mathias — à l'automne 1620 s'accomplissent ou se préparent, en Europe centrale, des événements décisifs dont les conséquences remplissent tout le dix-septième siècle et ne sont pas épuisées.

La paix d'Augsbourg avait suspendu, elle n'avait pas terminé la lutte, en Allemagne, entre catholiques et protestants. Il s'agissait de bien autre chose que de rivalités religieuses. La religion n'était qu'une occasion, un moyen. Luther, en rejetant l'autorité du pape, avait ébranlé l'autorité des trônes. L'Allemagne évoluerait-elle vers un émiettement fédéraliste et républicain ou vers la centralisation et l'autorité sous la forte main des Habsbourg ? Dans toute l'Europe centrale et occidentale, les États ou les factions protestantes : Pays-Bas, villes hanséatiques, Allemagne, Angleterre, Suisse, réformés de France, adoptaient des solutions républicaines et fédéralistes en même temps que des formes nouvelles d'activité économique et bancaire. Venise la marchande était, pour cette raison, du côté des libéraux.

Trois grandes forces s'apprêtaient à s'affronter en Allemagne. C'étaient d'abord les protestants, ligue aristocratique et princière, dont l'ambition était d'échapper à l'autorité impériale, en tout cas à celle des Habsbourg en tant que souverains immédiats ; ils souhaitaient que la dignité impériale ne restât pas toujours dans la même dynastie et, comme Mathias n'avait pas d'héritiers directs, l'occasion paraissait propice d'élire un empereur d'une autre maison. Les princes qui s'étaient montrés disposés à une alliance avec Henri IV avaient formé une « Union » protestante ; elle avait une armée, redoutable ramas de reîtres et de lansquenets, commandée par un aventurier de noble lignée, Ernest de Mansfeld. Mais le *Corpus evangelicum* était divisé contre lui-même : entre Rhin et Moselle, notamment sur les terres de l'électeur Palatin, beaucoup de réformés étaient calvinistes. Les luthériens de l'Allemagne centrale ne regardaient pas ces hérétiques avec moins de défiance et

de haine que les papistes ; pour cette raison, la Saxe se rapprochait de l'empereur. L'électeur Palatin, Frédéric V, était donc le champion d'une foi et, par là, il avait des accointances avec Genève, avec la république des Provinces-Unies et avec le parti réformé de France. Il avait épousé la fille du roi d'Angleterre Jacques I^{er} qui lui répétait : « J'aimerais mieux manger de la choucroute avec un roi que du rôti avec un prince. » La liaison se faisait par le duc de Bouillon, chef du parti protestant français, un La Tour d'Auvergne qui avait hérité par mariage des biens des La Marck : Bouillon, Sedan. Bouillon était l'oncle et le tuteur de Frédéric V ; il était aussi, d'un autre côté, le neveu de Maurice de Nassau. Que rêvait-il ? Sans doute la constitution, entre Rhin et Moselle, d'une Lotharingie calviniste, d'une fédération de princes qui donnerait la main d'un côté aux Provinces-Unies, de l'autre se lierait à la Suisse et qui serait en contact étroit avec les républiques protestantes de France. L'Europe occidentale s'émietterait ainsi en une poussière de petits États princiers ou républicains. Pour le moment il s'agissait d'évincer les Habsbourg du trône impérial et d'y porter l'électeur Palatin ou même le duc de Bavière quoiqu'il fût un catholique ardent. Les trois électeurs ecclésiastiques étaient catholiques, le Palatin calviniste, Saxe et Brandebourg luthériens. Le septième, le roi de Bohême, était le chef même de la maison de Habsbourg. Aussi ceux des princes protestants qui aspiraient à enlever la couronne impériale aux Habsbourg travaillaient-ils assidûment la Bohême, où ils entretenaient et surexcitaient les désirs d'indépendance des Tchèques. Plus à l'Est, le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor, était calviniste ; il s'appuyait sur les Turcs. Tchèques et Magyars aspiraient à recouvrer ou à consolider leur indépendance en se délivrant des Habsbourg et de leur gouvernement centralisateur.

Les Habsbourg représentaient, en Allemagne et dans le bassin du Danube, l'autorité des trônes et l'orthodoxie romaine. La contre-offensive catholique, dirigée par les jésuites, avait, depuis Charles-Quint, regagné beaucoup d'âmes. Ferdinand de Styrie, cousin de l'empereur Mathias et héritier de ses couronnes, élevé par les jésuites d'Ingolstadt, était un prince de haute conscience, énergique et résolu. Il s'appuyait sur son beau-frère, Maximilien de Bavière, adroit politique et chef militaire redoutable, lui aussi dévoué aux intérêts catholiques. Il s'agissait, en somme, de savoir si l'Empire resterait sous l'influence des provinces allemandes catholiques du Sud et aux mains des Habsbourg qui en faisaient un instrument de domination et qui prétendaient confisquer à leur profit les « libertés germaniques » des princes et des villes. C'est un problème analogue, toutes différences gardées, qui s'est posé en 1866. Ferdinand de Styrie le trancha en faveur de sa maison et de l'Allemagne

du Sud ; l'Empire resta dans la maison de Habsbourg jusqu'à ce que Bismarck, à la tête des protestants du Nord, le lui enlevât.

La mort de l'empereur Mathias, bien qu'attendue, surprit les conjurés. A Francfort, le 28 août 1619, le duc de Bavière ayant refusé de faire le jeu des protestants, Ferdinand fut élu roi des Romains à l'unanimité. Mais, peu d'heures après, on apprit à Francfort que, plusieurs jours avant l'élection, le 17, Ferdinand avait été déposé comme roi de Bohême par la Diète de Prague qui avait élu à sa place l'électeur Palatin. L'armée de Bohême, sous les ordres du comte de Thurn, marchait sur Vienne, où elle avait donné rendez-vous aux troupes de Bethlen Gabor, et avait battu à Znaïm l'armée impériale. Tout allait-il s'effondrer, l'empereur et l'Empire ? Ferdinand avait pour lui Maximilien de Bavière et la forte armée de la *Ligue catholique* commandée par Tilly ; il avait le pape et l'Espagne.

Aurait-il la France ? Son ambassadeur, le comte Wratislas de Furstenberg, vint, le 5 décembre, implorer l'appui de Louis XIII. Mais, en même temps, Frédéric V écrivait à la cour de France ; Bouillon défendait habilement les intérêts de son pupille et ses propres ambitions. De toutes parts on se tournait vers le roi de France comme vers un arbitre ; jamais cas de conscience politique plus délicat, plus angoissant, ne s'est posé devant un gouvernement français. La situation d'un arbitre est enviable à la condition qu'il ose, à bon escient, prendre parti, se prononcer et appuyer sa décision avec toutes ses forces. Ce fut la position de Napoléon III en 1866 et celle de Luyves en 1619, mais ni l'un ni l'autre ne surent en profiter ; peut-être n'aperçurent-ils même pas les conjonctures qui leur offraient l'occasion d'un succès décisif : il est des diplomates, des généraux qui sont vaincus avant de s'être rendu compte qu'ils livraient bataille. Seules les grandes âmes sont à la hauteur des grandes circonstances.

Devant le conseil du roi l'affaire fut débattue ; l'opinion publique, saisie par des libelles, se passionnait.

Un mémoire rédigé par le baron de Friedenbourg, de la suite de l'ambassadeur impérial, et publié dans le *Mercur de France*, expose à merveille la thèse de l'autorité. Si le roi, disait-il, rejette les prières de Ferdinand, il se range du côté des hérétiques ; ce n'est pas seulement, pour la cause catholique, un irréparable dommage, c'est encore une atteinte irréparable à l'autorité des rois : la révolution l'emporte ; la France glisse avec toute l'Europe vers le fédéralisme aristocratique et républicain. La religion n'est qu'un prétexte puisque le complot est mené à la fois de Hollande et de Venise. — Le duc de Bouillon soutint la thèse des intérêts politiques. Si le roi ne profite pas d'un concours inespéré de circonstances pour abattre la puissance hispano-impériale qui, depuis Charles-Quint, est une menace pour la France, s'il secourt Ferdinand, il consolide le pouvoir de ses pires ennemis, il manque à la tradition de François I^{er} et de Henri IV, il sacrifie l'intérêt national à des considérations religieuses. Que le roi intervienne, qu'il demande la tenue d'une Diète, mais que ce soit sans renoncer aux alliances de Henri IV ; qu'il soit

le pacificateur et le protecteur « des communes libertés du pays ». Ces deux documents, l'*Exhortation aux roys et princes* de Friedenbourg et la lettre de Bouillon, sont deux pièces capitales de l'histoire diplomatique dont la lecture est, encore aujourd'hui, saisissante.

Le conseil débattit amplement cette grave question en février 1620. Les pouvoirs faibles vont d'instinct aux solutions faibles. Les suggestions de l'intérêt national avaient contre elles, comme au temps où Coligny les présentait à Charles IX, d'être soutenues par un chef de parti hier encore rebelle et prêt à le redevenir, le chef à demi étranger d'une faction qui avait des armées et des places de sûreté contre le roi, le duc de Bouillon. Luynes, qui écoutait les conseils du nonce Bentivoglio et plus encore son intérêt immédiat, penchait vers la proposition autrichienne. On s'imaginait, dans les milieux dévots de Paris, autour du duc de Nevers et du Père Joseph du Tremblay, que l'empereur, consolidé sur son trône, ne manquerait pas d'unir tous les princes de la Chrétienté pour chasser les Turcs d'Europe ; on écraserait à la fois l'hérésie et l'Islam. Sur un rapport du vieux président Jeannin, qui n'était plus que l'ombre de lui-même, on décida de s'en tenir à une action de médiation, d'arbitrage : la cause catholique et impériale l'emportait : « La fortune voulut, écrit M. Hanotaux, que la France, à cette heure décisive, fût conduite par un adolescent ignorant, un favori inquiet et des ministres timorés. Le choix qu'ils firent sauva la maison d'Autriche. »

On décida d'envoyer en Allemagne une ambassade dirigée par le duc d'Angoulême, fils naturel de Charles IX, assisté du comte de Béthune et du prieur de l'Aubespine. Au moins aurait-il fallu appuyer cette tentative de médiation par une armée sur le Rhin. La mission arrive à Ulm le 6 juin 1620 ; les princes de l'Union protestante s'y trouvaient assemblés et les deux armées sur le point d'en venir aux mains. Ce qui était en jeu à Ulm c'était l'indépendance de la Bohême. Si Maximilien de Bavière n'était pas libre d'assister l'empereur en Bohême, le triomphe des Tchèques était assuré. Il pourrait intervenir s'il obtenait la garantie que ses États ne seraient pas, pendant qu'il combattait dans l'Est, envahis par l'armée de l'Union protestante. Cette trêve, ce fut ce que les diplomates français travaillèrent à lui procurer ; donnant à fond dans le piège, ils admirent que la querelle de l'empereur avec la Bohême fût séparée des affaires générales de l'Allemagne et que la trêve ne concernât que les princes, laissant l'empereur et la Bohême en dehors. Ce fut le traité d'Ulm. Les princes protestants et catholiques d'Allemagne s'engageaient à ne pas recourir aux armes les uns contre les autres ; mais l'empereur pouvait porter ses armes dans le Palatinat et recevoir en Bohême le secours de la Ligue catholique. Frédéric V était trahi par les luthériens.

L'empereur était sauvé. Dès lors les événements se précipitent. Le traité d'Ulm est signé le 3 juillet 1620 ; l'empereur et Tilly prennent l'offensive en Bohême ; l'électeur de Saxe y entre de son côté par la Lusace ; Mansfeld reste neutre à Pilsen. Tout ce qui est allemand s'accorde pour écraser les Tchèques. Le prince de Transylvanie, par crainte des Polonais, signe un armistice. Spinola, avec 25 000 hommes, marche de Bruxelles sur le Palatinat. Le 8 novembre, à la Montagne-Blanche, près de Prague, l'armée tchéco-allemande est écrasée : c'en est fait de l'indépendance bohême. La nation tchèque, privée de ses chefs, de ses lois, de sa langue qui ne survit que comme un dialecte à l'usage des paysans, disparaît de l'histoire pour deux siècles et demi. Frédéric V, dépouillé de son royaume éphémère et de son électorat rhénan, s'enfuit.

A Vienne, les ambassadeurs français comprennent l'étendue des erreurs commises. On n'a plus besoin d'eux ; ils sont tenus à l'écart, pendant que l'ambassadeur d'Espagne triomphe ; ils ont cru apporter la paix, ils trouvent la guerre et la victoire des Habsbourg. Après la bataille de la Montagne-Blanche (8 novembre 1620), ils osent écrire au roi une lettre courageuse et perspicace ; ils y dévoilent les conséquences funestes d'une politique qui n'a ni vu ce qu'il fallait, ni exécuté ce qu'elle croyait vouloir. Il faut revenir à la politique et aux alliances de Henri IV, car la maison d'Autriche, après un tel triomphe, n'a jamais été plus redoutable.

L'AFFAIRE DE LA VALTELINE Au même moment la branche espagnole de la famille remporte, elle aussi, un grand succès. Nous avons dit l'importance de la Valteline : « Quatre intérêts contraires se coupent et se recoupent sur cet étroit territoire ; l'Espagne veut rejoindre ses possessions du Nord avec celles de l'Italie ; le protestantisme essaye de s'ouvrir cette voie vers le Sud, tandis que le catholicisme voudrait lui barrer le chemin ; la république de Venise prétend assurer ses communications avec l'Europe septentrionale. Quant à la France, elle veut maintenir, sous sa protection, le *statu quo* et l'indépendance des populations locales. » En Valteline, les catholiques, soutenus par l'Espagne, étaient en lutte constante contre les protestants, soutenus par les Grisons. Les protestants prirent l'offensive ; mais, en juillet 1620, les catholiques, appuyés par le duc de Feria, traquèrent les protestants. Les Grisons et les Zurichois venus à la rescousse furent battus, mais les Espagnols restèrent en Valteline et s'y établirent. C'était, pour la politique française, un très grave échec : l'encerclement s'achevait par la jonction du Tyrol avec le Milanais par la Valteline. Venise, les Grisons, tous nos

anciens alliés supplient le roi d'intervenir ; laissera-t-il ruiner l'œuvre de Henri IV ? L'opinion publique prend feu et flamme pour la Valteline, s'impatiente des hésitations du favori. C'est le moment où Luynes entraîne le jeune roi dans le Midi et commence contre les protestants du Béarn et du Languedoc une campagne que les violences du parti et ses compromissions avec l'étranger lui paraissent rendre nécessaire. Revenu à Paris en novembre, il se contente d'envoyer son frère, Cadenet, en grand apparat, comme ambassadeur auprès de Jacques I^{er}. Bassompierre va en Espagne, chargé de protester contre l'occupation de la Valteline, mais en termes qui ne puissent être imputés à menace. Il obtient un succès apparent, le traité de Madrid (15 avril 1621) ; la cour d'Espagne s'engage à retirer ses troupes de la Valteline, mais l'accord est subordonné à une clause qui le rend illusoire, l'adhésion des cantons suisses et des Grisons. Bassompierre ne s'y trompe pas ; il demande, si les Espagnols ne tiennent pas leur engagement, à être « un des sergents qui les ira exécuter ». Luynes, d'abord, se propose de « contenir les huguenots ». Mais, pas plus que sa politique extérieure, sa lutte contre l'aristocratie huguenote n'est préparée et conduite. L'opinion publique est saisie par des libelles. L'évêque de Luçon dirige la campagne. Entre les partisans de la politique espagnole et les huguenots, il y a place pour une politique nationale, celle des « bons Français » ; ils insistent pour que l'on revienne aux alliances de Henri IV et à la politique d'équilibre. La désastreuse campagne de Montauban achevait de ruiner la faveur du connétable quand il mourut le 15 décembre 1621.

Le favori disparu, la scène politique est encore occupée pour quelques mois par des comparses. C'est d'abord la tribu des Sillery ; le fils du vieux chancelier, Puisieux, est chargé des affaires étrangères : gens de bureaux, utiles auxiliaires, déplorables chefs. Les affaires, au dehors, s'aggravent. Les Espagnols assiègent Juliers, la trêve négociée par Jeannin entre l'Espagne et les Pays-Bas arrive à expiration ; la Valteline reste aux mains des Espagnols par le traité de Milan (janvier 1622) ; les Liges grises, pressées par l'Espagne, renoncent à leurs droits sur la Valteline moyennant promesse de démolir les forts. Les armées huguenotes ravagent atrocement l'Allemagne : Mansfeld, Brunswick, Bade-Dourlach se font, des pires atrocités, un jeu. Le duc de Bavière, ayant achevé la conquête du Palatinat, réclame à l'empereur la dignité électorale ; il prétend garder pour lui le Palatinat et convoite l'Alsace ; mais il se heurte à l'opposition inattendue de l'Espagne qui, uniquement préoccupée de réaliser sa suprématie européenne en reliant ses États des Flandres à l'Italie, ne veut pas voir se constituer, à cheval sur le Rhin, un puissant État catholique. Jacques I^{er}, d'autre part, cherche à gagner du temps pour

empêcher que son gendre ne soit définitivement dépouillé, et se rapproche de l'Espagne.

A Paris, tout un parti, avec des hommes tels que Fancan et le Père Joseph, favorise les desseins du duc de Bavière : un grand État catholique dans l'Allemagne du Sud, pensent-ils non sans raison, deviendrait infailliblement le rival et l'adversaire des monarchies autrichienne et espagnole. Puisieux n'agissait pas, n'osant prendre parti. Si l'électorat, enlevé à la maison Palatine, passait à celle de Bavière, ce serait en Allemagne une diminution de l'influence protestante : la France avait son mot à dire. L'empereur, engagé vis-à-vis de Maximilien, lui donne, le 25 février 1623, l'investiture de la dignité électorale palatine. En récompense, Tilly sauve une fois encore Vienne menacée d'une attaque turco-magyare de Bethlen Gabor. Partout la cause des Habsbourg triomphe. Venise, les Grisons, comprenant l'étendue de la faute qu'ils ont commise par le traité de Milan, prennent les armes et supplient Louis XIII d'agir. La paix de Montpellier avec les protestants raffermirait la situation intérieure (18 octobre 1622). En septembre 1622, les Grisons écrasés signent la convention de Lindau qui stipule, à l'égard de l'empereur, des engagements analogues à ceux que le traité de Madrid assurait à l'Espagne. L'Autriche met la main sur les Liges : c'est la réalisation définitive de la liaison sur les Alpes des deux monarchies alliées ; autour de la France se ferme le cercle de fer.

On improvise une solution qui n'en est pas une. La Valteline sera mise en dépôt sous la garde du pape ; on ébauche une ligue pour sa défense. L'opinion s'énervé ; puisque le roi a sous la main, à côté de sa mère, un homme qui sait les affaires, que ne l'appelle-t-il ? Les Sillery sont congédiés, mais Louis XIII, défiant et rancuneux, n'appelle pas Richelieu qui vient de recevoir le chapeau ; il craint, en prenant un ministre, de se donner un maître ; il se cramponne, trois mois encore, à La Vieuville ; cependant déjà l'influence du cardinal se fait sentir : « Il met toute son étude, écrit l'ambassadeur de Venise, à s'élever dans l'esprit du roi, à s'assurer son affection, en lui suggérant des idées de gloire et de grandeur pour la couronne. » Les circonstances se font de plus en plus pressantes : Jacques I^{er} se rapproche de la France et fait demander Henriette, sœur du roi, pour le prince de Galles. Les Hollandais députent à Paris, demandent secours ; Mansfeld vient offrir son épée et son armée. La Vieuville débordé, cédant aux instances de la reine-mère, propose au roi d'appeler Richelieu au conseil ; il y prend séance le 29 avril 1624. Il réclame, comme cardinal, la préséance. La Vieuville disgracié, affolé, est congédié : le 13 août 1624, le cardinal de Richelieu est premier ministre.

II. — LA MÉTHODE POLITIQUE DU CARDINAL DE RICHELIEU.

LE FACTEUR PERSONNEL Quelques historiens ont contribué à créer, dans l'esprit public, sur le cardinal de Richelieu et sa politique, une légende que les romanciers ont amplifiée. Ils ont abusé du célèbre passage du *Testament politique* où Richelieu trace en une phrase le programme de son gouvernement : « Je promis à Votre Majesté d'employer toute mon industrie et toute l'autorité qu'il lui plaisoit me donner pour ruiner le parti huguenot, rabaisser l'orgueil des grands, réduire tous les sujets en leur devoir et relever son nom dans les nations étrangères au point où il devait être. » Ils l'ont représenté comme un personnage tout d'une pièce, raisonneur et logicien, qui ayant, dès son arrivée au pouvoir, établi son système, eut l'énergie et la bonne fortune de le réaliser. La méthode personnelle de Richelieu est, au contraire, toute de souplesse et d'opportunisme. Rien n'est moins rigide que sa pensée politique. Dire qu'il a eu « l'intention des grandes choses qu'il a faites », c'est constater qu'il connaissait son métier d'homme d'État et de diplomate. La grande supériorité de Richelieu est là : il sait.

Il sait d'abord parce qu'il a appris et qu'il apprend tous les jours ; il est un des hommes les plus cultivés de son temps ; il ne cesse jamais de s'instruire par l'expérience, par l'entretien des hommes qui ont vu ou la lecture de ceux qui ont raconté ; sa curiosité s'informe de tout, car les vues d'un homme d'État doivent s'étendre plus loin que ses dossiers. Sa culture originelle est orientée — comme l'a été longtemps, dans les grands collèges anglais, l'éducation des fils de lords destinés au service de l'État — vers la carrière d'homme d'État qui, sous l'ancien régime, allait si souvent de pair avec celle d'homme d'Église. Diplomate né ? Sans doute ; mais surtout diplomate formé et préparé à son métier.

Il sait encore parce qu'il a souffert et réfléchi dans l'adversité. La fin du règne de Henri IV est une période où la nation française, réconciliée avec elle-même, s'apprête allégrement à l'expansion, tourne ses énergies vers l'extérieur comme si elle avait l'intuition que de grandes destinées se préparent pour elle. Le jeune Richelieu a vécu près de la cour cette veillée d'armes enthousiaste. Et voilà qu'en un jour tout s'effondre, le roi est tué et la France, pendant quatorze ans, est conduite par des aventuriers, des empiriques, des femmes, des fonctionnaires à l'esprit étroit et pusillanime ; en quelques mois, ils ruinent l'œuvre diplomatique et morale de quinze ans, car s'il est difficile d'édifier, il est aisé de détruire. Luçon, un instant,

passé au pouvoir, juste le temps de s'instruire par ses fautes et de s'apercevoir qu'une grande œuvre diplomatique est la résultante de ces facteurs multiples dont l'ensemble constitue un bon gouvernement ; puis il tombe dans une disgrâce qui paraît irrémédiable et où il lui est loisible de méditer sur les conditions et les directions d'une bonne politique française. Il lit Machiavel ; ce qu'il y goûte, c'est moins une doctrine politique que les leçons d'une expérience merveilleusement riche.

Il sait : il est renseigné ; jamais ministre des Affaires étrangères n'a été servi par des diplomates mieux choisis ; jamais non plus diplomates ne furent mieux stimulés à bien faire ; ils sont assurés qu'à Paris leurs rapports seront lus, compris, confrontés, critiqués ; leurs avis ne restent jamais sans réponse, ni leur conduite sans instructions ; ainsi soutenus et encadrés ils donnent un plein rendement. A côté des diplomates, Richelieu est renseigné par une nuée d'agents plus ou moins officieux de tous pays, de toutes catégories sociales ; il utilise et rétribue toutes les bonnes volontés ; il a partout des yeux et des oreilles. Partout aussi il a des plumes qu'il inspire ; il sait la force de l'opinion publique et des courants politiques qui l'emportent ; il est attentif à l'orienter, mettant lui-même la main à l'ouvrage, fournissant à ses scribes attirés directions et enseignements ; il a créé le journalisme politique avec Renaudot et sa *Gazette*.

Richelieu sait, mais ses connaissances sont ordonnées, classées, méthodiques ; par là il diffère essentiellement des hommes du seizième siècle dont la pensée bouillonnante, prime-sautière, est rarement clarifiée ; il ouvre l'âge classique ; il est le diplomate classique. Sa politique raisonnée, raisonnable, mesurée, est contemporaine de la philosophie de Descartes, de Bacon : *novum organum*, nouvelle méthode, logique nouvelle. Les livres du seizième siècle, pleins de beautés étincelantes, sont souvent chargés de digressions, d'un fatras mythologique, de répétitions (1) ; lisez le *Testament politique* et les écrits authentiques de Richelieu : les proportions en sont nettes, l'ordonnance régulière, le style solide, le plan rationnel. Pour la première fois la politique, sans cesser d'être un art, devient une science. Nous entrons dans le grand âge de la diplomatie. Mais, encore une fois, la méthode n'a rien de rigide ; Albert Sorel l'a dit : elle est opportuniste ; elle pratique l'art de sérier les questions, c'est-à-dire d'établir une hiérarchie des fins à réaliser et des difficultés à vaincre pour le bien de l'État. Cet art n'est autre que celui du choix qui exige la connaissance et le caractère. Richelieu, qui s'appliqua à échelonner les difficultés, sait que, dans cette lutte pour la vie qu'est la politique extérieure d'un État,

(1) Détail bien significatif : jusqu'en 1623, paraît presque chaque année une édition de Ronsard ; de 1623 à 1860 il ne sera pas une seule fois réimprimé.

toutes les questions sont liées et se conditionnent l'une l'autre ; dans la pensée d'un tel maître en diplomatie les problèmes ne sont pas séparés, comme dans les cartons verts d'un bureau, mais associés et solidaires. Le travail diplomatique est très différent de celui de l'avocat dont les divers procès n'ont entre eux aucun rapport ; ici tout s'enchaîne, tout se tient, tout s'ordonne. Ce qui est admirable dans la politique



LOUIS XIII
(D'après Philippe de Champaigne).

étrangère de Richelieu, ce n'est pas, comme on l'a dit, qu'un système la dirige, c'est au contraire que, fondée sur le savoir et l'expérience, elle est d'abord tâtonnante, cherchant sa voie, préparant ses moyens, écartant peu à peu les obstacles pour devenir, à la fin, comme la stratégie de Turenne, audacieuse, entreprenante, et s'achever dans la maîtrise et le succès. Le cardinal possède au plus haut degré cette vertu si française de la mesure ; il faut laisser mûrir les projets et se produire les effets ; il faut laisser du temps au temps. Pendant des années, qui durent sembler longues à son impatience, il emploie tous les moyens pour faire triompher son parti sans jeter dans la mêlée la France qui n'est pas prête. Et puis, le jour où il se sent prêt, le

jour où les circonstances imposent la décision, il décide hardiment ; il décide parce qu'il sait.

Mais savoir n'est pas suffisant pour décider, il faut encore le caractère, la force d'âme qui, au moment psychologique fait taire les raisons contraires — il en est toujours — et refoule les objections ; l'esprit critique, nécessaire pour le choix, est pernicieux pour l'action. Il est donné à peu d'hommes comme à un Richelieu, après avoir étudié, pesé, hésité, de prendre parti sans arrière-pensée, sans esprit de retour, sans regrets. Il connaît d'abord l'angoisse du doute et de la recherche et ensuite la joie de la résolution et de l'action : le devoir est facile quand on sait où est le devoir.

Tant qu'il cherche, il hésite, il a des crises de découragement, il pleure, il a besoin du Père Joseph pour s'épancher, pour essayer sa pensée sur la pierre de touche d'une autre pensée ; et puis la résolution succède à l'hésitation ; la crise est passée, la décision prise, l'action entamée. Richelieu est l'homme « qui s'approche des rayons du soleil sans cligner les yeux » ; organisation puissante, caractère hardi, viril et fort. Il agit comme s'il était assuré de vivre et de rester au pouvoir ; et pourtant son corps émacié, brûlé de fièvre, torturé par les médecins, semble toujours prêt à défaillir ; et son pouvoir tient à un fil, à l'humeur d'un roi jaloux et mélancolique, à l'intrigue d'une femme. Pour garder « les quatre pieds carrés du cabinet du roi », il lui a fallu plus d'audace et de diplomatie que pour tenir tête à l'Espagne. Représentez-vous ses angoisses dans cette crise d'août 1630 où l'on crut que Louis XIII allait mourir, avec la perspective de voir la couronne sur la tête vide de ce lâche et piètre Gaston d'Orléans. Regardez, le matin de la Journée des Dupes (11 novembre 1630), Richelieu au Luxembourg, entrant, calme et maître de lui, drapé dans sa robe rouge, par la porte de la chapelle restée seule ouverte, dans le cabinet du roi où Marie de Médicis se croit déjà sûre d'obtenir le renvoi du trop puissant ministre. Ou bien encore voyez le cardinal, au lendemain de la prise de Corbie, se promenant dans Paris, suivi seulement de quelques gentilshommes, le front serein mais l'âme en détresse, donnant au peuple qui s'affole l'exemple du sang-froid et du courage. Quels drames ! Un homme soutiendrait-il de telles luttes si une mesquine ambition l'inspirait et s'il ne se joignait à la passion du pouvoir le sentiment des grandes choses que seul le pouvoir permet à un puissant esprit de réaliser ?

Il faut rendre à Louis XIII toute la justice qui lui est due ; son esprit, peu capable d'application, a eu la conscience de l'éclat, du haut relief que la politique de son ministre donnait à son règne ; aucun roi n'a possédé à un degré plus élevé le sentiment de ses responsabilités en face de l'État et de la Couronne, réalités permanentes, augustes, qui dominent l'éphémère personne des rois et commandent leurs actions. C'est Louis XIII qui fut un maître inflexible et dur, et c'est Richelieu qui était souple et politique. Richelieu, comme tous ceux qui savent et agissent, souffre des incompréhensions et se montre sévère aux erreurs dont pâtit le service de l'État. Contre ceux qui, par vanité ou ignorance, paralysent son action, Bérulle, Marillac, la reine mère, Gaston d'Orléans, le Père Caussin, il a des accès de rage froide ; mais il est par nature tolérant et clément ; c'est le roi, qui, pénétré de ses devoirs et jaloux de ses prérogatives, est impitoyable. Le roi et le ministre communient par les plus hauts sentiments : la gloire, la raison d'État : « Je promis à

Votre Majesté d'employer toute mon industrie... à relever son nom dans les nations étrangères au point où il devait être. » Rappelez-vous l'entrevue de Tarascon en 1642 : le roi et le ministre moribonds, chacun dans son lit, s'entretiennent du service de l'État. Il ne faut pas, de l'histoire, retrancher le grand ; la rapetisser c'est la fausser.

LE SERVICE DE L'ÉTAT L'un et l'autre, le roi et le ministre, servent l'État, ou, ce qui est tout un, la Couronne. Il s'agit de l'élever parmi les nations étrangères. Richelieu s'identifie à l'État qu'il sert. L'histoire doit retenir — parce que dans un tel moment un Richelieu ne ment ni à Dieu ni à lui-même — la réponse solennelle au curé de Saint-Eustache qui apporte le Viatique : « Pardonnez-vous à vos ennemis ? — Je n'en ai jamais eu d'autres que ceux de l'État. » « On dit ces natures ambitieuses, a écrit M. Hanotaux ; leur ambition est de servir. » Le service de l'État c'est, dans une certaine mesure et sous une certaine forme, une notion nouvelle dans l'histoire des sociétés chrétiennes. « Cardinal d'État », a-t-on dit de Richelieu. *Le catholique d'Etat*, c'est le titre du curieux écrit de du Ferrier (1625) dont les idées se rapprochent beaucoup de celles de Richelieu. Le service de l'État est une forme nouvelle du sens national ; il ne s'agit plus d'un sentiment, presque d'un instinct, comme au temps de Jeanne d'Arc ; c'est un raisonnement. Le sens national est vieux comme notre histoire, mais il n'a jamais été plus conscient, plus dégagé de tout alliage. Le droit divin, ce n'est pas le droit des rois, c'est le droit de l'État.

Le sens et le goût de l'histoire s'y ajoutent comme une conséquence : Richelieu sait que sa diplomatie travaille pour la postérité ; il tient à tracer lui-même le plan de l'édifice qu'elle élabore ; il prépare des matériaux pour ses *Mémoires*, il écrit son *Testament politique*. Cette raison d'État, devant laquelle tout doit plier, c'est une notion inconnue à la rude et puissante génération des guerres de religion. Le seizième siècle est un magnifique bouillonnement d'individualisme ; le dix-septième siècle se discipline et s'ordonne par rapport à une idée supérieure et collective. L'idée de l'État est un de ces « universaux » dont le moyen âge avait défini et compris la valeur. La politique, au sens moderne du mot, est née ; on ne se bat plus pour la religion ; dans la grande lutte, elle n'est le plus souvent qu'une arme, un instrument, un prétexte. La guerre de Trente ans commence comme une guerre de religion et finit comme le type même de la guerre politique, de la lutte pour l'équilibre, pour l'hégémonie : c'est Richelieu surtout qui lui imprime ce caractère. Ce cardinal a vraiment laïcisé la politique.

« Qui a la force a souvent la raison en matière d'État ; et celui qui est faible peut difficilement s'exempter d'avoir tort au jugement de la plus grande partie du monde (1). » La « matière d'État » est distincte de toutes les autres, de la religion, de la morale même. « Autres sont les intérêts d'État qui lient les princes et autres les intérêts du salut de nos âmes », écrit Luçon à Schomberg, lors de son premier passage au ministère en 1616. Les guerres sont nécessaires, en de nombreux cas, au bien de l'État : « La guerre est quelquefois un mal inévitable ; et, en d'autres rencontres, il est absolument nécessaire, et tel qu'on en peut tirer du bien. » Richelieu soutient encore que la guerre doit être juste, parce que sans cela « il en faudrait rendre compte au tribunal de Dieu » ; mais, après lui, au dix-septième et surtout au dix-huitième siècle, c'est un scrupule qu'on n'aura plus guère.

UN NOUVEAU DROIT INTERNATIONAL Nous touchons ici à une conception nouvelle du droit international qui est le reflet des idées de l'époque et qui, en même temps, les codifie, les systématise, les propage. Nous sommes loin des grandes constructions idéalistes du moyen âge. Richelieu parle encore du tribunal de Dieu, mais il n'est plus question, en « matière d'État », de la juridiction du pape que l'époque de saint Louis reconnaissait comme le juge suprême du droit, l'arbitre de la justice. C'est la Réforme et les juristes réformés qui ont opéré le divorce de l'Église et du droit international. C'est en 1588 qu'Albéric Gentili, un Italien protestant, insère, dans son *De jure belli*, le mot célèbre : « Silence aux théologiens dans un domaine qui leur est étranger ! » Les théologiens, dans les conflits internationaux, cessent d'obtenir voix délibérative, mais, avec eux, la morale et l'idéalisme disparaissent des rapports entre nations ; il n'y a plus de droit au-dessus des droits des États et des princes ; nul souci d'idéal ne vient élever la politique au-dessus d'elle-même. « Les intérêts des princes », c'est ainsi que s'intitulent les traités de politique. Nulle autorité au-dessus des États, nul arbitre au-dessus des souverains : la porte est largement ouverte à l'arbitraire, à la violence, à l'injustice. Pourvu que l'État soit sauf, qu'il s'élève, qu'il grandisse, les moyens seront toujours bons.

C'est au moment où la guerre et la paix ne dépendent plus, en fait, que de l'intérêt et de l'ambition des princes ou des États que le Hollandais Hugues de Groot (Hugo Grotius, 1583-1645) écrit en latin, en 1625, son gros traité du *Droit de la paix et de la guerre*.

(1) *Testament politique*, II^e partie, chap. IX, section 4, p. 74, édition de 1688.

Rien n'est plus inutile, écrivait en 1786 Mallet du Pan, que les argumentations des discours sur cette matière ; le droit des gens n'est autre chose qu'un système de faits et de coutumes. Grotius et ses successeurs ont employé une immense érudition à les déduire... ils voulurent introduire le droit naturel au milieu de ce monument, faire de la justice son architecte et sa divinité, transformer en droit des usages, bâtir des doctrines sur le sable et prescrire comme autant de règles éternelles des modes accidentels formés, reformés, admis ou méprisés selon les vicissitudes de la société civile (1). »

Sur la base mal définie du droit naturel, Grotius, après Gentili, établit un système de droit international issu de certains principes rationnels et, à côté, il amasse une sorte de droit coutumier des relations entre les États. Mais les prescriptions de sa morale internationale restent sans aucune sanction puisque la Chrétienté est définitivement partagée entre plusieurs formes du christianisme et que les nations ne reconnaissent aucun pouvoir supranational qui soit qualifié pour leur imposer la paix ou l'arbitrage. Le puissant édifice du droit canonique, sur lequel Auguste Comte s'est exprimé avec admiration, est définitivement renversé.

Les théologiens catholiques eux-mêmes cherchent péniblement un fondement nouveau pour introduire l'ordre et la morale dans les relations internationales. Le dominicain espagnol François de Vitoria (1480-1546), professeur à l'Université de Salamanque, s'efforçait, dès les premières années du seizième siècle, de définir une organisation juridique où toute l'humanité trouverait sa place et où une loi internationale s'imposerait à tous les États dont il remarque l'interdépendance dans leurs relations. Les guerres, pour lui, ne sont justes que contre les États ou peuplades qui violent les lois de la morale ; elles doivent avoir pour objet le redressement d'une injustice. Le célèbre théologien jésuite Suarez, Espagnol lui aussi (1548-1617), cherche, comme les juristes protestants de son époque, à enfermer le droit de guerre dans un arsenal de règles limitatives. Il a, comme Vitoria, la notion d'une société d'États plus ample que la Chrétienté et régie par des lois morales qui constituent un droit des gens sur la base du droit naturel. « La raison d'être de ce droit des gens, dit-il, c'est que le genre humain, quoique divisé en peuples et en royaumes divers, possède toujours *une certaine unité, non seulement spécifique, mais aussi quasi politique et morale*, indiquée par le précepte naturel d'amour mutuel et de miséricorde qui s'étend à tous, même aux étrangers. » Ces cités, bien qu'elles constituent des communautés parfaites, n'en sont pas moins incapables de se suffire à elles-mêmes ; elles ont besoin d'une aide mutuelle ; elles constituent une véritable Société des Nations. Le nom y est déjà et l'idée est nette-

(1) Cité par A. SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, I, p. 11, note 3.

ment définie. A l'origine de l'idée de Société des Nations, c'est moins les rêves de Sully que l'enseignement de Vitoria et surtout de Suarez qu'il est juste d'évoquer. Suarez aperçoit déjà le recours à l'arbitrage ; mais l'autorité du pape ne s'impose plus comme un arbitre naturel et obéi, et il conclut que la solution des conflits par l'arbitrage « ne paraît pas possible dans l'état des mœurs ». La souveraineté des États n'est donc, en fait, limitée par aucun frein, par aucun droit. L'idée n'est pas nouvelle ; c'est celle des juristes de Philippe le Bel, de Louis XI, de François I^{er}. L'autorité spirituelle n'a rien à voir dans les conflits temporels où la force décide. Les théologiens ont beau esquisser une nouvelle théorie du droit des gens, ils sont obligés, eux aussi, de reconnaître que, dans l'état de division où vivent les nations, aucune obligation juridique ne limite leur souveraineté. Dans cette société où la raison d'État est au-dessus des lois et de la morale, la pensée catholique cherche des accommodements et travaille à introduire le frein du christianisme dans le débordement des intérêts et des ambitions. On pense à l'aphorisme célèbre de Pascal : « Ne pouvant faire qu'il soit force d'obéir à la justice, on a fait qu'il soit juste d'obéir à la force ; ne pouvant fortifier la justice, on a justifié la force, afin que le juste et le fort fussent ensemble, et que la paix fût, qui est le souverain bien. » La Renaissance et la Réforme ont séparé l'Eglise et la politique et laïcisé les relations internationales ; mais, durant les trois siècles qui suivent, tout idéalisme supérieur aux intérêts nationaux disparaît de la politique, si bien qu'au commencement du dix-neuvième siècle, la Sainte-Alliance, timide essai d'organisation de l'Europe, étonnera comme une nouveauté et que, vers la fin du même siècle, l'enseignement d'un Léon XIII ne sera guère compris des contemporains de Bismarck.



LOUIS XIII ET GASTON D'ORLÉANS
(D'après Abraham Bosse.)

LA POLITIQUE NATIONALE La politique des intérêts nationaux apparaît ainsi à sa vraie place, entre le noble idéalisme du moyen âge chrétien et la fiévreuse recherche contemporaine, qui n'a pas encore réussi à faire jaillir un idéal nouveau. Elle a, elle aussi, sa gloire et sa grandeur. Même du point de vue humain, l'effort prodigieux des nations pour se différencier, leur âpre rivalité pour délimiter leur domaine, ont été féconds. Pour ne pas sortir de notre domaine, l'ère des luttes nationales est l'époque par excellence de la diplomatie, l'âge classique de la politique. Richelieu en est le maître ; Grotius prétend la codifier ; Gentili écrit un traité « sur les ambassades » ; le livre de Wicquefort « touchant les ambassadeurs et les ministres publics » date de 1677. La politique de Richelieu réalise dans la pratique la conciliation que Suarez recherche dans la théorie. Dans l'état de l'Europe, aucune politique autre que la défense des intérêts nationaux ne peut être adoptée ; le Père Joseph, qui a d'abord rêvé de réconcilier l'Europe pour l'entraîner à la croisade à la voix du pape, renonce à un idéal impossible quand il voit quels intérêts poursuit le souverain qui demeure le chef théorique de la Chrétienté, l'empereur, et il devient l'habile et généreux auxiliaire du cardinal de Richelieu. Un Urbain VIII, quand il travaille à prévenir le formidable conflit des deux grandes puissances catholiques, la France et l'Espagne, se voit sans cesse arrêté dans son noble dessein. Richelieu porte à la perfection le système et l'outillage qu'Antonio Perez, le secrétaire d'État de Philippe II, réfugié à la cour de Henri IV, a contribué à acclimater en France. Mais Richelieu garde, en partie pour des raisons pratiques, le sentiment de la justice et de la bonne foi dans les relations diplomatiques ; du moins il le professe : « Je sçais bien que beaucoup de politiques enseignent le contraire, mais, sans considérer en ce lieu ce que la foi chrétienne nous peut fournir contre ces maximes, je soutiens que, puisque la perte de l'honneur est plus que celle de perdre la vie, un grand prince doit plutôt hasarder sa personne, et même l'intérêt de son État, que de manquer à sa parole qu'il ne peut violer sans perdre sa réputation et, par conséquent, la plus grande force des souverains (1). »

La politique gallicane, que Richelieu porte à son point d'équilibre, est, en quelque sorte, le miroir des maximes dominantes de sa doctrine : l'État est indépendant du Saint-Siège, mais il sert la religion et l'Église en réformant l'Église de France d'après les principes du concile de Trente qui, pourtant, n'a pas été « reçu » officiellement dans le royaume. Le Saint-Siège, dans l'intérêt général de l'Église et de chaque État catholique en particulier, doit être indépendant des puissances laïques, et notam-

(1) *Testament politique*, II^e partie, chap. VI, p. 45 ; édition de 1688.

ment de l'Espagne qui cherche à colorer sa politique nationale d'un zèle spécial pour le catholicisme dont elle tend, en réalité, à faire l'instrument de sa domination. Ainsi la politique d'équilibre, dont le gallicanisme est l'un des aspects, est, au temps de Richelieu, favorable à l'indépendance d'une papauté diminuée par la grande déchirure du seizième siècle. En sauvant et en agrandissant la France, la politique de Richelieu n'a pas travaillé que pour la France.

LA MÉTHODE DIPLOMATIQUE DE RICHELIEU

Il n'est pas étonnant que Richelieu et ses contemporains aient porté à un haut degré de perfection la pratique diplomatique. Elle est la préoccupation dominante de l'époque ; l'objet principal du gouvernement intérieur est moins le bonheur des peuples que leur grandeur parmi les autres ; tout est subordonné à ce dessein prémédité de sécurité et d'hégémonie. Jamais la politique n'a été moins abstraite, plus réaliste, plus pratique ; elle met en jeu tous les ressorts, depuis les intrigues de cour jusqu'à la corruption par l'argent, depuis les libelles jusqu'à la force armée. Même avec les États contre lesquels Richelieu est en guerre, il ne cesse de négocier. Dans tous les pays, les négociations sont continues, à propos de tout et à propos de rien ; l'ambassadeur parle, palabre, intrigue à perte de vue, que la négociation soit purement dilatoire ou que le ministre cherche à aboutir le plus vite possible ; toutes les avenues sont étudiées ; on s'y avance prudemment, on mène à la fois toutes les affaires, quitte à ne pousser à fond que celle dont on veut le succès ; mais sait-on jamais ce que peut apporter le hasard d'une négociation bien filée ? Les dossiers sont toujours ouverts, toujours nourris ; mais, en dehors des dossiers, le ministre médite, décide, agit. Tout un chapitre, le sixième, du *Testament politique*, traite de la « négociation continuelle » : « ...J'ose dire hardiment que négocier sans cesse, ouvertement ou secrètement en tous lieux, encore même qu'on n'en reçoive pas un fruit présent, et que celui qu'on en peut attendre à l'avenir ne soit pas apparent, est chose tout à fait nécessaire pour le bien des États. Je puis dire avec vérité avoir vu de mon temps changer tout à fait de face les affaires de la France et de la Chrétienté pour avoir, sous l'autorité du roi, fait pratiquer ce principe jusqu'alors absolument négligé en ce royaume... Les négociations sont des remèdes innocents qui ne font jamais de mal ; il faut agir partout, près et loin, et surtout à Rome. »

Les ministres de notre temps pourraient avec fruit méditer cet axiome, eux qui savent si peu se servir de leurs agents et que parfois leurs agents servent si mal ! Nous sommes ici au centre de la méthode de diplomatie rationnelle et pratique de Richelieu : « Il faut poursuivre ce qu'on entreprend avec une perpétuelle suite de

desseins... Il ne faut pas aussi se dégoûter par un mauvais événement, puisqu'il arrive quelquefois que ce qui est entrepris avec plus de raison réussit avec moins de bonheur. » Pour réussir, l'art de connaître les hommes et de les employer selon leurs aptitudes est un des plus nécessaires ; le chapitre VII du *Testament* (II^e partie) s'intitule : « Un des plus grands avantages qu'on puisse procurer à un État est de destiner à chacun l'emploi qui lui est propre. » Un prince doit se défier de ses inclinations personnelles et ne choisir ses conseillers et ses diplomates qu'à la lumière de sa raison ; il se défiera avant tout des flatteurs, des faiseurs d'intrigues, il les bannira de sa cour. « Le prince doit être puissant pour être considéré de ses sujets et des étrangers » ; il doit être puissant « par sa réputation », « par la force de ses frontières », « par ses forces de terre », « par ses forces sur la mer », par « le commerce », par « l'or et l'argent ». Le souverain, le ministre, le diplomate travaillent au bien, à la grandeur de l'État ; c'est la loi de leur vie, la règle de leur activité, l'objet de leur succès ; ce succès lui-même appartient à celui qui sait et qui veut. La volonté guidée par la raison conduit les hommes et les États. Richelieu s'irrite contre Cornille qui va chercher le thème de son premier chef-d'œuvre chez l'ennemi espagnol, mais il reconnaît en lui le héraut et le chantre de la volonté qui élève l'homme au-dessus de lui-même et le rend capable d'actions sublimes. L'Espagne, qui descend vers la décadence, ne connaîtra bientôt plus que « l'homme de cour » selon le type de Balthazar Gracian, tandis que la France, qui monte, sera servie par des hommes selon le cœur de Richelieu : voilà pourquoi, en politique, notre dix-septième siècle apparaîtra toujours comme une époque de maîtrise et de plénitude. Un Richelieu ne laisse rien à la fortune « de ce qu'on peut lui ôter par conseil et par prévoyance » et la fortune finit par sourire à sa ténacité. Le prince doit sans doute se proposer d'établir dans son État « le règne de Dieu » ; mais, en définitive, tout se réduit à la puissance.

Quand on est en présence d'un homme d'État de la taille et du caractère de Richelieu, qui a imprimé sur la politique française la marque profonde de son génie, il convient, avant d'observer ses actes, d'indiquer les maximes directrices de son activité. Lui-même nous guide dans cette recherche ; son *Testament politique* n'est pas seulement le bréviaire de l'homme d'État et du diplomate, il est aussi un trésor d'observation psychologique et sociale incomparable, rédigé en une langue d'une précision et d'une force qui ont été rarement égalées. Dans la seconde partie surtout, Richelieu condense une richesse d'expérience des hommes et des affaires qui donne à sa pensée une portée universelle. Les *Maximes et réflexions* acides et désabusées d'un La Rochefoucauld sont la quintessence des déboires d'un ambitieux



ARMAND DUPLESSIS, CARDINAL DE RICHELIEU

D'après Philippe de Champaigne.

British Museum.

déçu et d'un amoureux sur le retour ; les *Maximes d'État* d'un Richelieu, sereines et gonflées d'expérience, sont une mine inépuisable d'observations originales et de jugements définitifs. Les secondes devraient être plus célèbres, plus étudiées, plus classiques que les premières ; c'est cependant le contraire qui est arrivé, tant il est vrai que souvent le Français a un goût plus vif pour l'esprit caustique que pour le génie constructeur.

Voyons maintenant à l'œuvre le « cardinal d'État ».

III. — L'ACTION POLITIQUE DU CARDINAL DE RICHELIEU

L E REDRESSEMENT DE LA POLITIQUE ROYALE

Si Richelieu était mort vers 1630 ou si le roi l'avait laissé tomber à la Journée des Dupes, l'histoire se demanderait s'il a été un grand ministre. Il n'a pas, jusque-là, ses coudees franches. Et puis, il est si difficile de recoudre ce que d'autres ont mal taillé. La France n'est pas prête à l'action extérieure ; le parti huguenot forme encore un État dans l'État et fomenté, avec le secours de l'étranger, des complots, des révoltes. Richelieu ne s'engage que de biais, indirectement. Il était admis qu'un État pouvait secourir ses alliés contre un autre État sans être réputé lui faire la guerre ; Richelieu profite de cette faculté, quitte à retirer son enjeu si la partie devenait trop serrée. De 1624 à 1630, c'est, au dehors, une période de préparation politique et diplomatique et, au dedans, d'action énergique pour l'ordre et la centralisation. Richelieu cherche sa voie entre ceux qui voudraient entraîner prématurément la France vers des alliances protestantes, et ceux qui rêvent de reprendre avec l'Espagne et l'empereur une politique d'action catholique pour l'unification de l'Europe et la croisade contre le Turc. Il faut que les premiers se convainquent que la France ne peut s'allier aux réformés du dehors que si les réformés du dedans cessent d'être une force organisée qui échappe à l'État. Il faut que les seconds s'aperçoivent, comme le fera le Père Joseph, que l'esprit du temps n'est plus aux croisades, que les Habsbourg d'Espagne et ceux de Vienne ne poursuivent que les intérêts de leur maison et l'accroissement de leurs domaines, qu'enfin la papauté, avant de réaliser son noble rêve de paix et d'union européenne, est obligée d'abord de sauvegarder son indépendance territoriale pour ne pas compromettre son indépendance spirituelle.

Une politique faible est généralement celle qui fait le plus de mécontents.

Tous les cabinets de l'Europe, en 1624, sont irrités contre le gouvernement de Louis XIII. Les protestants d'Allemagne l'accusent de mauvaise foi ; la France les a leurrés en leur promettant son appui et en les lançant contre l'empereur. Les catholiques d'Allemagne et l'Espagne se plaignent que la politique d'alliance esquissée sous la régence n'ait donné aucun résultat. La Savoie regrette les projets de Henri IV et les brillantes perspectives du traité de Brusol. La première chose à faire est d'inspirer confiance ; il faut « redonner au conseil la réputation de foy et fermeté ès résolutions et promesses ». Comme Richelieu ne peut ni ne veut faire la guerre, la partie est très délicate à rétablir. Il s'adresse à l'opinion : les circonstances critiques que l'Europe traverse exigent en France un gouvernement vigilant et uniquement inspiré de l'intérêt national.

RICHELIEU ET L'ANGLETERRE

Comme entrée de jeu, Richelieu obtient, par le hasard favorable des circonstances, un succès d'importance. Dans les derniers mois de la vie de Jacques I^{er}, son favori, le fameux Buckingham, s'était mis en tête de réaliser une alliance politique entre l'Angleterre et l'Espagne en mariant le prince de Galles à une infante. Il fit, avec le futur Charles I^{er}, un voyage à la cour d'Espagne qui eut pour effet de montrer l'impossibilité d'une telle union et d'où les deux Anglais revinrent ulcérés contre les Espagnols. La diplomatie française sut en profiter pour négocier le mariage d'Henriette de France, fille de Henri IV, avec Charles, devenu roi le 27 mars 1625. Buckingham vint à la cour de France et se prit pour la reine Anne d'une passion romanesque. Les ministres de Louis XIII avaient même obtenu la promesse d'un concours de la flotte anglaise contre la Rochelle. L'opinion publique anglaise était favorable à l'alliance française à cause des profits que les marchands et marins tiraient du pillage des vaisseaux et des colonies de l'Espagne. La politique anglaise, ballottée entre le roi et le Parlement, manque d'esprit de suite et de constance dans ses desseins. En 1627, l'alliance avec la France se transforme en une guerre. Charles I^{er}, cherchant à reprendre, pour gagner l'opinion, la politique protestante d'Elisabeth, secourt les Danois en lutte contre l'Espagne et les Rochelais en révolte contre leur roi. Buckingham débarque avec des troupes dans l'île de Ré. Mais le caractère du favori et surtout le manque d'argent paralysent cette tentative. L'assassinat de Buckingham par un puritain (23 août 1628) arrête une nouvelle expédition. Le traité de Suse avec Louis XIII (24 avril 1629), celui de Madrid (5 novembre 1630) avec l'Espagne, mettent fin à la guerre. Charles I^{er} renonce à jouer un grand rôle sur le continent. Il n'a pas d'argent et comme,

de 1629 à 1640, il gouverne sans Parlement, il est obligé, pour ne pas se trouver réduit à en convoquer un, d'éviter toute dépense superflue. Après 1640, commence la guerre civile qui dure jusqu'à l'exécution du roi et à la proclamation de la République. La diplomatie de Louis XIII, sans s'arrêter au respect que les peuples doivent aux souverains, indifférente aux plaintes d'une reine française, ne se fait pas faute d'attiser en Angleterre les désordres civils. Richelieu excite tantôt les mécontents et tantôt la cour. Mazarin fera de même ; quand le Parlement se proclame souverain, il déclare que « ce n'est pas le temps de disputer sur des formalités » et il reconnaît cette souveraineté révolutionnaire ; ses agents ont pour instructions de brouiller les cartes tant qu'ils peuvent, de n'y point épargner l'argent. Ainsi, tandis que Richelieu et Mazarin mènent contre l'Espagne la grande lutte qui aboutit au triomphe des traités de Westphalie, l'Angleterre, comme puissance continentale, est pratiquement annihilée. De même au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, les révolutions de France, attisées par les intrigues anglaises, faciliteront la fortune de la Grande-Bretagne.

PUISSANCE DE L'ESPAGNE ET DE L'EMPEREUR. L'AFFAIRE DE LA VALTELINE

Cette remarque préliminaire posée, regardons agir Richelieu. Au moment où il entre au conseil, nulle trace d'affaiblissement ni de décrépitude dans l'une ou l'autre branche de la maison d'Autriche. L'empereur Ferdinand, politique très attaché à ses devoirs, féru de ses privilèges, a réussi dans tous ses desseins ; il a dompté les Tchèques ; il dispose de la meilleure armée d'Allemagne, celle de la Ligue catholique ; il s'appuie sur le duc Maximilien de Bavière à qui il vient de conférer la dignité électoral enlevée au comte Palatin. Non content de cela, il se fait une armée à lui que Waldstein organise et mène à la victoire. L'Allemagne protestante est abattue, découragée. A un envoyé du roi de France, l'électeur de Saxe riposte : « Si j'avais été du parti



CHARLES I^{er}, ROI D'ANGLETERRE
(D'après Van Dyck).

des Français, j'aurais péri comme j'ai vu périr sous mes yeux les autres princes dépendant de cette couronne. » Les deux branches de la maison de Habsbourg, Autriche et Espagne, sont liées par une solidarité politique et militaire étroite. Les armes espagnoles avec Spinola n'ont pas de rivales ; en 1625, Spinola obtient, après un siège fameux, cette reddition de Bréda, coup décisif à la fortune de Maurice de Nassau, qu'immortalise Velasquez.

Ce corps puissant reste vulnérable dans ses lignes de communication. Les Espagnols, en occupant la Valteline, ont assuré à leurs troupes un passage des Alpes hors de la portée d'une incursion française, à l'abri d'une défection du duc de Savoie. C'est en ce point sensible que Richelieu agit d'abord. Il prépare, pour se guider lui-même, un mémoire d'une précision merveilleuse sur les routes des Alpes (1). « La Valteline est importantissime, » y est-il dit. Non seulement elle est nécessaire aux Espagnols pour leurs communications, mais elle est le chemin par où une offensive française peut assaillir le Milanais. Or, écrit Richelieu dans son *Testament politique*, « l'Italie est considérée comme le cœur du monde et, à dire le vrai, c'est ce que les Espagnols ont de plus grand dans leur Empire ; c'est le lieu où ils craignent le plus d'être attaqués et troublés et celui auquel il est plus facile d'emporter sur eux de notables avantages, pourvu qu'on s'y prenne comme il faut ». La Valteline a été remise en dépôt au pape. Urbain VIII (Barberini) a conscience du danger qu'est, pour la papauté, la trop grande puissance de l'Espagne en Italie ; mais, dans l'affaire de la Valteline, il est retenu par un scrupule religieux : les Valtelins sont catholiques et leurs suzerains, les gens des Ligues grises, protestants. Richelieu renouvelle l'alliance conclue par La Vieuville avec la Savoie et Venise : il subventionne largement les Hollandais (alliés par le traité de Compiègne) ; il paye six mois de solde aux reîtres de Mansfeld ; à Christian IV, roi de Danemark, que menace l'armée de la Ligue catholique il envoie Des Hayes-Cormenin avec mission d'entretenir ses inquiétudes. Puis il agit et, tout de suite, vise les voies de communication. Lesdiguières et le duc de Savoie attaquent Gênes ; le marquis de Cœuvres, avec une petite armée, par Genève et Lucerne, gagne Coire et de là descend, en qualité d'allié des Grisons, en Valteline, d'où il chasse les troupes du pape. Voilà Richelieu en guerre indirecte avec Urbain VIII au grand scandale du parti dévot et, en même temps, aux prises avec la dangereuse révolte protestante de Rohan dans la France du Midi.

(1) On peut le lire soit dans les *Maximes et papiers d'État du cardinal de Richelieu*, publiés par M. G. HANOTAUX, soit dans les *Mémoires*, t. II, p. 358. Voir la carte, p. 129.

L'attaque contre Gênes échoue. Pour la Valteline, une négociation pénible est entamée à Paris entre Richelieu et le cardinal-neveu, François Barberini, légat du pape, tandis que se poursuit la guerre contre les protestants. Dans un mémoire de mai 1625, Richelieu expose au roi que la France n'est pas assez forte pour mener à la fois les deux luttes ; mais le cardinal, s'il cherche à traiter, se refuse à abandonner les forts de la Valteline qui sont l'objet du litige. Dans l'espoir de calmer l'agitation du parti dévot, Richelieu fait appel à l'opinion ; il réunit, le 29 septembre, une sorte d'assemblée des notables ou de conseil étendu, devant lequel lui-même,



L'ARMÉE DU MARQUIS DE CŒUVRES ENTRE EN VALTELINE
(D'après une gravure attribuée à J. Callot).

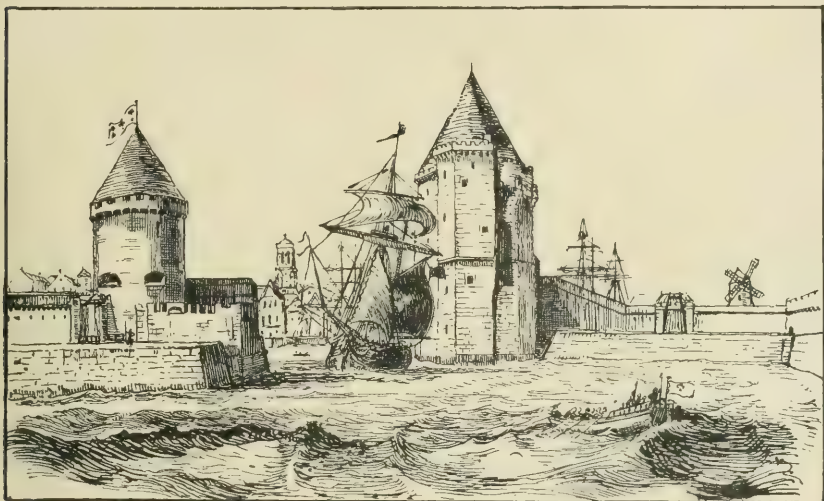
le chancelier d'Aligre et Schomberg exposent l'affaire de la Valteline : la France désire la paix, dit en substance le cardinal, mais elle ne la veut qu'à des conditions honorables : « Si nous laissons nos alliés et confédérés dans l'oppression, nous ne trouverons plus de supports ni d'alliances ; nos voisins nous quitteront pour suivre le party d'Espagne, comme trop faibles ou pour manquer de valeur et de courage. » Les négociations sont rompues avec le pape et les Espagnols, tandis que la guerre continue avec la république rochelaise ; des vaisseaux hollandais aident Henri de Montmorency, amiral de France, à battre Soubise dans les eaux de l'île de Ré.

Mais la situation est intenable : Richelieu combat les protestants de France avec des moyens fournis par les protestants de Hollande, d'Angleterre, de Danemark et, en même temps, il est en guerre avec le pape. C'est danser sur des pointes d'aiguilles ; tout succès décisif est impossible. La manœuvre de Richelieu est aussi souple que la position est délicate ; l'ambassadeur à Madrid, du Fargis, obéissant

aux suggestions de Marie de Médicis et du parti dévot, signe, le 1^{er} janvier 1626, avec Olivarès un traité que Richelieu, tout en blâmant le zèle intempérant de l'ambassadeur, reçoit avec des réserves. L'essentiel était sauf puisque la souveraineté de la Valteline était reconnue aux Grisons et l'usage du passage des Alpes réservé au seul roi de France. Quelques semaines après, le traité de Monçon (5 mars 1626) confirme implicitement ces conditions. L'exercice du catholicisme est seul admis en Valteline. Les forts devront être remis au pape et démolis. En même temps, par l'entremise des Anglais, Richelieu s'accommode avec les protestants. La paix de la Rochelle (5 février 1626) rétablit le *statu quo* et ne garantit guère aux Rochelais que la liberté de leur commerce. « Par une conduite pleine d'industrie inaccoutumée, dit Richelieu, on porta les huguenots à consentir à la paix de peur de celle d'Espagne, et les Espagnols à faire la paix de peur de celle des huguenots. » Tout le monde était mécontent, mais chacun comprenait que la partie n'était pas finie ; alliés et adversaires se crurent dupés ; le cardinal, obligé de faire face aux difficultés intérieures, rongait son frein et travaillait à préparer de meilleures occasions. En attendant, il s'arrangeait pour garder le gage, la Valteline.

L A LIBÉRATION DE LA POLITIQUE Il faut décidément rétablir en
FRANÇAISE PAR L'ORDRE INTÉRIEUR France la paix et l'unité en détruisant les privilèges politiques du parti huguenot : c'est la condition de toute action extérieure. Tout découle de là. Richelieu se rapproche du parti dévot qui s'agite autour de la reine mère et de Bérulle. C'est lui plaire que de soutenir en Angleterre le zèle catholique souvent maladroit de la jeune reine Henriette et de ses chapelains. Le traité de Monçon avait irrité l'opinion anglaise qui se réjouissait de la guerre avec l'Espagne, fructueuse occasion de piraterie. Les marins anglais prétendaient déjà faire la police de la Manche et ne permettre aux navires de chaque nation (sauf bien entendu aux leurs) de transporter que les marchandises de leur propre pays ; la rupture de décembre 1628, que Bassompierre ne réussit pas à prévenir, a déjà pour cause la liberté des mers : les Anglais, mis en goût, arrêtent et capturent des bateaux français. En même temps, on négocie avec l'Espagne ; Olivarès proposait une alliance ; Richelieu veut bien une entente temporaire contre l'Angleterre mais n'entend pas abandonner les vieilles alliances françaises ; il a besoin, en ce moment, de se rapprocher de l'Espagne et profite, tout en les blâmant, des initiatives de son ambassadeur du Fargis qui signe un traité d'alliance défensive avec l'Espagne contre l'Angleterre (20 mars 1627). Fancan, le fougueux libelliste, champion des alliances protestantes, ne comprend pas les raisons des menagements de Richelieu

envers l'Espagne et le parti dévot ; il semble qu'il ait eu, pour ne pas comprendre, des motifs personnels qui le firent mettre à la Bastille où il mourut. La politique de Fancan, l'alliance avec les protestants, allant jusqu'à « donner contentement à ceulx de la religion » à l'intérieur du royaume, devient trahison dès lors qu'on est en guerre avec l'Angleterre. En juillet 1627, Buckingham opère un débarquement à l'île de Ré et, par la connivence de Soubise, donne la main aux Rochelais et entraîne, non sans résistance, les protestants à un nouveau soulèvement.



ENTRÉE DU PORT DE LA ROCHELLE AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE
(D'après des documents de l'époque).

Le roi et Richelieu sont décidés à en finir ; les Anglais sont chassés de Ré, une flotte espagnole apparaît devant la Rochelle. Olivares cherche à se rendre nécessaire, multiplie des offres que Richelieu s'arrange pour éluder. La flotte anglaise ne peut rien faire, la médiation anglaise est écartée. Richelieu, nommé lieutenant général, fait métier de chef de guerre. La Rochelle capitule le 28 octobre 1627. L'opinion catholique ne pourra plus accuser Richelieu de pactiser avec l'hérésie ; il est manifeste, comme l'écrivit Urbain VIII, que le « roi Très Chrétien combat pour la religion ». L'Anglais est, une fois de plus, bouté hors du royaume ; bientôt il signera le traité de Suse (24 avril 1628) et s'engagera à ne plus appuyer en France

le parti huguenot. Les protestants vont cesser d'être constitués en un parti organisé et armé assez fort pour pactiser dangereusement avec l'étranger (paix d'Alais, 28 juin 1629). Quand Rohan, abandonné de ses partisans, fait des offres de service à l'Espagne, il n'est plus que le chef d'une insurrection aristocratique qui se met à la solde des ennemis de son roi et de son pays.

LA SUCCESSION DE MANTOUE. LA FRANCE REPREND PIED EN ITALIE Louis XIII et Richelieu n'ont pas le temps d'en finir avec la révolte protestante ; il leur faut courir aux Alpes ; l'héritage de Mantoue les appelle en Italie.

La maison italienne des Gonzague, souveraine de Mantoue, avait, en France, une branche cadette qui avait acquis par mariage le duché de Nevers ; à la mort de Vincent II (26 décembre 1627), l'héritage échet au chef de cette branche française. Affaire d'importance : Mantoue tient le passage du Mincio et surveille Venise ; le Montferrat s'interpose sur la route de Turin à Milan. C'étaient des fiefs relevant de l'Empire. Espagne, Savoie, Empire s'entendent pour mettre la main sur la succession en évinçant le candidat français. Le roi de France soutient son vassal, demande au duc de Savoie le libre passage par le pas de Suse et, comme le duc se fait prier, Louis XIII et Richelieu se mettent à la tête des troupes, forcent le passage par un brillant combat. C'est là, au pas de Suse ou sur la digue devant la Rochelle, botté et éperonné, qu'il faut se représenter « le cardinal d'État », si l'on veut avoir de son caractère, de son énergie dans l'action, une idée juste ; il n'est pas seulement l'homme du conseil et des dossiers, mais aussi de la résolution et de l'exécution.

L'effet est magique. Le duc de Savoie entre humblement dans l'alliance française ; le gouverneur du Milanais lève le siège de Casale et le duc de Nevers prend possession de son héritage. Cet acte d'énergie couronné de succès fortifie l'autorité de Richelieu à la cour et son renom au dehors ; on sait maintenant, en Europe, que la France a un chef. L'empereur et le roi d'Espagne envoient des troupes en Italie ; Spinola assiège Casale. Est-ce cette fois la guerre ? Urbain VIII s'entremet pour la prévenir, Richelieu descend en Italie et s'empare de Pignerol ; il tient l'une des routes des Alpes. Dans le mémoire où il expose au roi les raisons pour et contre la guerre et qui est tout un programme de politique, Richelieu explique que, si l'on se résout à la guerre, il convient d'abord de s'assurer de la Savoie et du Piémont afin de tenir les passages et de n'avoir pas d'ennemis derrière soi. Le roi se décide pour la guerre ; presque toute la Savoie est conquise en quelques semaines (mai, juin 1630), Saluces occupée et les Français pénètrent en Piémont ; mais en même temps le duc de Mantoue est chassé de sa capitale par les Impériaux

et Toiras assiégé dans Casale. C'est le moment où s'ouvre la diète de Ratisbonne. La France a réoccupé les passages des Alpes, abandonnés par Henri II, et repris pied en Italie ; elle y mène une politique d'équilibre qu'Urbain VIII favorise afin de faire contrepoids à la suprématie exigeante de l'Espagne (1). La réapparition de la France en Italie est un fait d'importance qui frappe les contemporains ; c'est à l'influence en Italie que se mesure le rayonnement d'une puissante monarchie, car là s'opère cette conjonction du pouvoir religieux et du pouvoir politique qui assure la suprématie, là passent les routes qui mènent vers le Rhin et les Flandres. Les bénéfices que la France peut recueillir d'une guerre sont au Nord ou à l'Est, mais le point vulnérable pour frapper la monarchie espagnole est en Italie.

L'ALLEMAGNE ET L'EMPIRE.

DIÈTE DE RATISBONNE La Diète de Ratisbonne marque un moment capital de l'histoire d'Allemagne ; la politique française y est directement intéressée. Devant les électeurs assemblés se dressent les difficultés qui sont à l'origine de la guerre de Trente ans et qui seront résolues par les traités de Westphalie ; c'est, dans toute son ampleur, la question allemande. Le Corps germanique s'oppose à l'empereur Habsbourg tout en s'identifiant, à certains points de vue, à l'Empire ; il veut que la dignité impériale soit allemande, mais, en se donnant un empereur, il entend donner un chef à la Chrétienté, non un maître à lui-même ; il tient à ses franchises locales, à ses libertés régionales, au caractère électif et limité de la dignité impériale ; divisé contre lui-même, scindé en Corps évangélique et Corps catholique, il parvient souvent à se retrouver un pour arrêter les empiétements du pouvoir impérial ou les entreprises des peuples non germaniques.

Ferdinand II, fort de ses États héréditaires, appuyé sur l'alliance de famille avec l'Espagne, dont les armées invincues lui prêtent main-forte, champion en Europe de la réforme catholique et de la reconquête romaine et, comme tel, bénéficiant, en Allemagne tout au moins, de la protection du Saint-Siège et du concours des Jésuites, poursuit un dessein de centralisation et d'unification dans l'Empire. L'édit de restitution atteint les princes réformés dans leurs biens, dans les sécularisations par lesquelles ils se sont agrandis. Les princes veulent bien que l'Empire soit fort, mais à la condition que ce ne soit pas à leur détriment. L'empereur n'est pas l'Empire ; l'Empire est le corps mystique de l'Allemagne dans sa diversité et dans sa liberté en même temps que dans son unité métaphysique.

(1) Voyez : Auguste LÉMAN, *Urbain VIII et la rivalité de la France et de la Maison d'Autriche de 1631 à 1635*. Mémoires des Facultés catholiques de Lille, tome XVI.

En 1630, l'empereur est trop fort et les membres de l'Empire craignent d'être absorbés, annihilés ou, comme on disait, médiatisés par le Habsbourg. Entre l'Empire et l'empereur le différend surgit à propos des armées. Le Corps catholique a une armée permanente et excellente qui obéit au duc de Bavière, chef de la Ligue catholique, et qui a pour général Tilly ; elle a vaincu les protestants de l'Allemagne du Nord, les Tchèques et les Danois ; elle sert la cause catholique, mais elle sert aussi les desseins astucieux du duc Maximilien. A travers l'histoire, on trouve souvent la Bavière et les Wittelsbach rivaux et jaloux de l'Autriche et des Habsbourg et, plus tard, de la Prusse et des Hohenzollern. Il a toujours existé, en Bavière, le sentiment que la Souabe et la Franconie seraient de taille à porter l'Empire et à l'imposer au reste de l'Allemagne. Et, par suite, il y a toujours eu, à Paris, une intrigue bavaroise et un parti pour soutenir la candidature de la Bavière à l'Empire. Au temps de Richelieu, c'était spécialement la politique des Capucins, et notamment du Père Joseph ; on trouverait, comme aboutissement de leur conception, l'unité catholique rétablie en Europe et la croisade générale contre le Turc. Mais la politique de la Bavière n'est jamais poussée à fond ; elle n'a pour cela ni le courage ni le génie ; au dix-septième siècle elle s'accorde sur le terrain de la défense catholique avec l'Autriche.

Ferdinand II, lui aussi, a voulu avoir une armée pour être indépendant de la Ligue catholique et de Maximilien ; un aventurier de génie, Waldstein, lui en a donné une formidable. Cette force, aux mains de l'empereur, inquiète les princes et les villes : que deviendront les libertés germaniques ? La Ligue veut bien soutenir l'empereur pourvu qu'il soit faible. Waldstein a gagné des victoires, il est capable d'asservir l'Allemagne aux Habsbourg ; les électeurs et les princes demandent que l'empereur se débarrasse de son général ; moyennant cette concession, on lui fait espérer que son fils sera élu roi des Romains. Voilà le nœud de l'intrigue qui se dénoue à Ratisbonne. Les électeurs protestants, Saxe et Brandebourg, se contentent d'envoyer des plénipotentiaires : armée de la Ligue ou armée de l'empereur, ils n'ont pas grand'chose à gagner ; le *Corpus Evangelicum*, depuis le désastre de la Bohême et l'échec de Christian IV de Danemark (bataille de Lutter, 1626), est affaibli, désarmé. Ses appuis sont au dehors : Danemark, Hollande, Angleterre et voici venir la Suède. Tous les princes protestants, appuyés par le roi d'Angleterre, demandent le rétablissement dans ses États héréditaires et sa dignité électro-rale de l'électeur Palatin dont les ambitions ont échoué en Bohême ; s'il y est rétabli, la cause protestante remporte un succès ; et c'en est assez pour séparer, des princes réformés, Maximilien de Bavière, qui a reçu l'électorat enlevé au Palatin. La

diplomatie de Charles I^{er} a efficacement travaillé au traité de la Haye (25 novembre 1625) entre les Provinces-Unies, le Danemark et l'Angleterre, dont l'objet est de restaurer les droits et les libertés des princes de l'Empire ; l'article 10 spécifie que la France sera invitée à y adhérer ; mais Richelieu n'est pas encore prêt à concourir par les armes au rétablissement de la « liberté germanique ». Ainsi la politique des « libertés germaniques » est dans l'air.

Richelieu dirige de loin la manœuvre à Ratisbonne ; c'est le moment de ses pires angoisses pour la vie du roi et pour sa propre situation à la cour. Brulart de Léon le représente comme ambassadeur et chef d'une mission dont l'âme est le Père Joseph. Quel est leur jeu ? Waldstein conseillait à l'empereur de s'affranchir de la constitution germanique. Pour les Électeurs, la France est une réserve ; si l'empereur devient menaçant, si son armée est trop forte, la France est là pour maintenir l'équilibre et sauvegarder « les libertés germaniques ». Les représentants de Louis XIII devront d'abord chercher à rétablir la paix en Italie en conservant les avantages gagnés, par conséquent en infligeant un échec à l'Espagne. L'empereur, en Italie, a partie liée avec l'Espagne ; c'est précisément pourquoi les princes ne veulent pas que l'empereur s'engage en Italie où les droits de suzeraineté qu'il revendique les laissent indifférents. L'affaire de Mantoue ne leur paraît qu'un prétexte pour entretenir une armée forte ; il faut la liquider et éviter de s'engager contre la Hollande, en un mot séparer la politique de l'Empire de celle de l'Espagne. Le jeu des ambassadeurs de Louis XIII est avec les princes et la Bavière ; il tend à isoler l'Espagne, à affaiblir l'empereur, à donner à la France le rôle de protectrice des libertés germaniques. C'est déjà tout le dessein qui triomphera aux traités de Westphalie. L'affaire d'Italie n'est qu'un paravent (1). Il s'agit de séparer l'empereur et les Électeurs, d'affaiblir le pouvoir impérial et de conclure alliance avec la Bavière et la Ligue catholique.

À Ratisbonne, la bataille est longue, compliquée par toutes ces subtiles manœuvres auxquelles se complait la diplomatie de l'époque. Les Électeurs, soutenus par les envoyés de France, l'emportent. Ils obtiennent le renvoi de Waldstein. L'empereur est désarmé et, pour prix de sa soumission, il n'obtient finalement pas l'élection de son fils comme roi des Romains. Les Électeurs entendaient se réserver le plus longtemps possible ce précieux moyen de pression. Richelieu voulait une paix qui n'englobât que les affaires d'Italie ; les Électeurs l'appuyaient, mais l'empereur soutenait que l'Italie était pays d'Empire et voulait une paix générale qui

(1) Voir : *le Père Joseph et Richelieu*, par FAGNIEZ, t. I, p. 472.

empêchât la France de s'immiscer dans les affaires d'Allemagne, de subventionner le roi de Suède. Le Père Joseph obtint d'abord un armistice pour la Lombardie le jour même où, sur place, l'habile représentant du pape, Giulio Mazarini, ménageait de son côté une trêve entre les belligérants (4 septembre 1630).

Le 13 octobre, la paix est signée, un peu vite, à Ratisbonne : le duc de Nevers reconnaissait la suzeraineté de l'empereur qui lui accordait l'investiture du duché de Mantoue. La France promettait d'abandonner les places qu'elle avait occupées en Piémont y compris Pignerol ; l'empereur évacuait les passages de la Valteline ; l'Espagne devait reconnaître Casale au duc de Mantoue ; la question des Trois-Évêchés était ajournée. L'article 1^{er}, conçu en termes vagues, et après que le Père Joseph eut spécifié n'avoir pas de pouvoirs pour traiter d'autre chose que des affaires d'Italie, déclarait que le roi promettait de n'offenser ni l'empereur ni l'Empire et de ne pas secourir leurs ennemis. Comment concilier un tel engagement, même imprécis, avec l'accord déjà conclu avec le roi de Suède qui descendait en Allemagne ? Louis XIII, sur l'avis de Richelieu, désavoua ses représentants et refusa de ratifier le traité. Il savait que Casale allait être secourue et voulait éviter de froisser l'irascible roi de Suède qui, maître de la Poméranie, menaçait le Mecklembourg et la Silésie. Mais Richelieu garda à ses deux agents toute sa confiance. Schomberg, aussitôt l'armistice expiré, courut à Casale dont il fit lever le siège par les Espagnols. Les traités de Cherasco (6 avril et 19 juin 1631) réglèrent les affaires d'Italie à la satisfaction de Richelieu : la France gardait les mains libres en Allemagne. Un traité secret avec la Savoie (31 mars) cédait Pignerol à Louis XIII. Le ministre d'une part, ses ambassadeurs de l'autre, avaient bien joué leur jeu. Brulart est envoyé auprès de l'empereur pour reprendre la négociation et le Père Joseph retrouve sa place auprès du cardinal. Les Électeurs catholiques avaient gagné la partie, mais ils avaient inquiété les princes protestants de l'Allemagne du Nord, et l'armée suédoise s'avavançait.

La Diète de Ratisbonne, les traités de Baerwald, de Cherasco, de Fontainebleau, coïncident avec le moment où Richelieu livre et gagne la bataille décisive pour « les quatre pieds carrés du cabinet du roi ». Les succès d'Italie sont l'origine des différends avec la reine mère : ne s'avisait-elle pas, sous l'influence d'une cabale de cour, de retenir son fils quand le devoir l'appelait devant la Rochelle ou à l'expédition de Casale ? Ces orages de cour, où Louis XIII se montre roi, se terminent favorablement pour le cardinal. Le 21 novembre 1629, il reçoit le titre « de principal ministre d'État ». A la fin de septembre 1630, pendant que le sort de l'Europe se débat à Ratisbonne, c'est la terrible maladie du roi à Lyon et, après la guérison, le

long tête-à-tête du cardinal et de la reine mère en bateau sur la Loire et le canal de Briare où les deux adversaires paraissent réconciliés, puis, en novembre, c'est la dernière crise, la Journée des Dupes, enfin, en mars 1631, c'est Gaston d'Orléans qui sort de France et, en juillet, Marie de Médicis qui s'enfuit aux Pays-Bas. Passer à l'étranger, c'est un crime contre l'État que Louis XIII ne pardonne pas. Richelieu, en août, devient duc et pair : c'est la marque du triomphe. Le cardinal désormais ne trouvera plus à la cour d'obstacle sérieux à son action extérieure. C'est l'heure de sa pleine maîtrise, de sa complète domination, de l'épanouissement de son génie. Rarement manœuvre diplomatique fut plus difficile et dangereuse que celle que le cardinal dirige en face des Suédois, ses terribles alliés. Quel est l'intérêt de la France ? Où est le devoir ? Où est le succès ? Nous qui savons à quel dénouement glorieux ces péripéties dramatiques ont abouti, nous avons besoin d'un effort pour imaginer la force d'âme, l'audace politique, la foi patriotique dont le roi et le cardinal ont donné d'illustres exemples durant ces jours difficiles.

L'ENTRÉE EN SCÈNE DU NORD

Les avantages de la politique française à Ratisbonne, Richelieu les doit surtout aux succès rapides de Gustave-Adolphe ; mais ces succès mêmes, c'est le cardinal qui les a prévus et préparés ; c'est lui qui subventionne les régiments que le roi de Suède mène à la victoire ; c'est lui qui oriente décidément vers l'Allemagne les destins du « roi de neige ».

Avant la Réforme et la guerre de Trente ans, les royaumes du Nord restaient étrangers à la politique générale de l'Europe, notamment à la lutte de la France contre les Habsbourg ; Pologne, Suède, Danemark étaient en rivalité pour la prééminence dans la Baltique et les profits du commerce avec les villes de la Hanse. Cette rivalité s'est avivée par la Réforme ; la péninsule scandinave et le Danemark deviennent luthériens tandis que la Pologne reste catholique ; un Hohenzollern du Brandebourg devient duc de Prusse en sécularisant à son profit l'ordre teutonique et un coin allemand se trouve enfoncé au milieu des populations polonaises et lithuaniennes. Si les luttes pour la Baltique s'apaisaient, des forces considérables se trouveraient disponibles pour prendre à revers la puissance impériale allemande. Pourquoi ne pas tenter l'expérience ?

L'entrée en scène du Nord, en 1630, est une opération de même nature que l'alliance de François I^{er} avec les Turcs et que l'alliance franco-russe de 1892. Un diplomate actif et avisé, grand voyageur et bon observateur, le baron Hercules de Charnacé, qui avait visité tout l'Orient méditerranéen et les royaumes du Nord, suggère au cardinal, tandis qu'ils étaient au camp devant la Rochelle, la manœuvre

à risquer ; au Père Joseph il parle de l'Égypte, des Lieux-Saints ; il fait, à l'un et à l'autre, l'impression d'un homme aux vues larges, à l'exécution vigoureuse ; le voilà aussitôt devenu l'un des agents favoris de Richelieu qui apprécie son énergie et lui conseille « de savoir céder parfois avec douceur (1) ». Christian IV de Danemark était intervenu déjà en Allemagne à l'instigation de la diplomatie anglaise — qui a toujours été prépondérante à Copenhague — et de l'ambassadeur de France, Des Hayes-Cormenin ; mais Richelieu avait refusé de participer au traité de la Haye (décembre 1625) conclu entre l'Angleterre, le Danemark et la Hollande. Il s'agissait, cette fois, d'un plan d'une tout autre envergure. L'empereur avait fait de Waldstein un duc de Mecklembourg et l'avait nommé amiral des mers Baltique et Océanique : par là, il inquiétait la Suède. Charnacé sut attiser ces inquiétudes, il ménagea entre la Suède et la Pologne, qui se disputaient les côtes orientales et méridionales de la Baltique, la trêve d'Altmark (26 septembre 1629) et, après bien des traverses, finit par conclure avec Gustave-Adolphe le traité de Baerwald, le 23 janvier 1631. L'armée suédoise serait désormais subventionnée par le roi de France : un million de livres par an, que solderaient les banquiers d'Amsterdam, pour 30 000 fantassins et 6 000 cavaliers. La Suède entrait dans la politique européenne ; la France, sans s'engager elle-même, suscitait à l'empereur un terrible adversaire.

La combinaison de Richelieu est fort simple. Il ne s'agit pas de jeter les luthériens de Suède sur les catholiques impériaux et de détruire par ce moyen la puissance de la maison d'Autriche, mais bien d'établir en Allemagne un équilibre entre les forces protestantes et les forces catholiques, équilibre qui garantira les libertés des princes et le respect de la vieille constitution germanique. La France, entre ces forces antagonistes, sera médiatrice. Elle n'est pas l'ennemie du catholicisme, tant s'en faut, elle ne veut pas que le roi de Suède fasse en Europe une guerre de religion, mais une guerre d'équilibre. C'est la lutte pour la Baltique qui met aux prises Gustave-Adolphe et l'empereur ; mais c'est la diplomatie française qui suggère au roi de Suède l'ambition d'étendre ses domaines et son influence en Allemagne. Le traité de Fontainebleau, du 30 mai 1631, avec le duc de Bavière, fruit des négociations du Père Joseph à Ratisbonne, signé peu de semaines après le traité d'alliance avec la Suède, indique bien les intentions de Richelieu. Par le poids de la Suède jeté dans la balance trop faible des princes réformés

(1) Jean DE PANGE, *Charnacé et l'alliance franco-hollandaise (1633-1637)*. Préface du marquis de Charnacé (A. Picard, 1905, 1 vol. in-8°, p. XIII. — Voir aussi les articles du marquis de Charnacé dans *la Nouvelle Revue* des 1^{er} et 15 juillet, 1^{er} et 15 août 1903.

d'Allemagne, il rétablit l'équilibre que Tilly et Waldstein ont rompu en faveur de l'empereur. Politique très française, très laïque, mais manœuvre singulièrement délicate à conduire.

Richelieu avait tout prévu, sauf les succès foudroyants de l'armée suédoise (prise de Stettin, 20 juillet 1630, conquête de la Poméranie, bataille de Breitenfeld 17 septembre 1631). Il se flattait de dériver l'attaque suédoise vers la Silésie et les États héréditaires d'Autriche ; mais déjà le vainqueur n'écoute plus ses avis. Le voilà sur le Rhin, au milieu des seigneuries ecclésiastiques, comme un renard parmi les poules. A lui se sont ralliées, pour sauver Magdebourg que Tilly assiège et ensuite par l'horreur du grand carnage et du pillage de cette ville après la capitulation, les forces des principaux princes protestants, Bernard de Saxe-Weimar, Jean-Georges, électeur de Saxe : « il fait la guerre aux Allemands par eux-mêmes, » comme Hannibal en Italie. Le jeu de Richelieu était d'apparaître à la fois comme l'allié de Gustave-Adolphe contre l'empereur et le protecteur des membres de la Ligue catholique en face des Suédois et des Allemands luthériens. Mais Gustave bouscule ces combinaisons, il enlève Wurzburg, siège d'un riche évêché souverain ; le voici à Francfort dont les bourgeois ouvrent les portes ; il passe le Rhin, enlève Mayence où l'électeur avait mis garnison espagnole (23 décembre 1631), prend Spire, Worms, Mannheim. Jamais l'Europe n'avait vu plus brillante et décisive campagne. Vers Mayence où il hiverne, les regards de l'Europe convergent ; les diplomates affluent ; le roi de Suède apparaît comme le maître de l'Allemagne du Nord et du Rhin. Rêve-t-il de fonder à son profit, comme un nouveau Charlemagne, un Empire protestant de l'Allemagne du Nord, ou plus simplement d'enlever l'Empire aux Habsbourg pour le donner à sa dynastie et aux luthériens ? Un mot des *Mémoires* de Richelieu le fait croire ; l'Empire a toujours hanté l'imagination des conquérants. Il s'appuie sur les Hollandais, maîtres de Clèves et de Juliers ; il compte sur la bienveillance anglaise ; il organise l'Allemagne. Mais l'empereur n'est pas vaincu ; il n'est même pas attaqué directement ; et Gustave-Adolphe, dont l'armée est peu nombreuse, a besoin d'une alliance. Louis XIII est en Lorraine, dont le duc s'est enfui, et en occupe les places une à une. De Metz à Mayence, la distance est courte. Gustave offre au roi de France une sorte de partage ; Louis XIII attaquerait « Bourgoigne (Franche-Comté), Luxembourg, Flandres ou Alsace ».

Le conseil du 6 janvier 1632 est une de ces heures où se décide, pour la politique d'un pays, l'aiguillage. Le Père Joseph se prononce pour la paix, contre l'alliance protestante ; Richelieu hésite ; l'Alsace et le Rhin hantent son imagination ; il réfléchit toute une nuit, puis il prend sa responsabilité en se rangeant à l'avis du capucin.

« Scrupule religieux, » a-t-on-dit (1). Chez le Père Joseph certainement, chez le cardinal vue politique profonde et juste. Un grand empire protestant, allié à la Hollande et à l'Angleterre, disposant des ressources du Nord en hommes, eût été,



GUSTAVE-ADOLPHE, ROI DE SUÈDE
(D'après une estampe du dix-septième siècle).

conçoit, sous l'inspiration des faits, une tactique que les circonstances favorisent. Les petits États laïques ou ecclésiastiques, protestants et surtout catholiques, qui ont poussé leur fortune modeste dans la région entre Meuse et Rhin, dans l'ancienne Lotharingie, peuvent dépendre nominalement de l'Empire ;

pour la France, un immense danger, en surveillant les passions religieuses à l'intérieur, en renversant l'équilibre politique de l'Europe centrale. Déjà, en France, les catholiques murmuraient ; le pape, dont les sympathies étaient précieuses en Italie, s'inquiétait. D'ailleurs la puissance de l'Espagne et celle de l'Empire étaient intactes, appuyées sur de riches et fidèles provinces, tandis que le roi de Suède était en l'air. Il était déjà un peu trop vainqueur ; il ne convenait pas, en l'aidant à le devenir davantage, d'en faire un maître de l'Europe. A l'abri derrière les scrupules du Père Joseph, Richelieu

(1) M. Mariéjol dans l'*Histoire de France* de LAVISSE (Hachette), t. VI, vol II, p. 307.

ils sont, en fait, les clients naturels de la France, les protégés du royaume des lys. Là est le champ d'action principal de la politique française. Mais ces petits princes, dont les plus importants sont des évêques, ont peur de l'ogre du Nord ; si la France se présente comme l'alliée du roi de Suède, toute cette clientèle va se tourner vers Vienne, Munich ou l'Espagne qui a des troupes aux Pays-Bas. Richelieu se garde d'effaroucher ces petits États ; il recommande à ses généraux de ne pas chercher à occuper leurs villes, mais de se le faire demander « si délicatement qu'il paraisse que le roi n'en fasse aucune recherche ». La France est l'alliée de Gustave-Adolphe, mais c'est dans l'intérêt des princes catholiques, c'est pour que l'orage ne tombe que sur le seul empereur. La protection française s'étendra au delà du Rhin. La Ligue catholique et Maximilien de Bavière n'ont pas voulu devoir leur salut à l'alliance française : si la foudre tombe sur eux, tant pis pour eux ! L'électeur-archevêque de Trèves, Christophe de Sötern, appelle les Français (9 avril 1632), leur ouvre les portes de ses places, enjoint à ses sujets de reconnaître le roi de France comme « son seigneur assistant » ; 700 hommes de pied et 50 chevaux-légers de Louis XIII occupent la citadelle d'Ehrenbreitstein qui, du haut de son rocher, sur la rive droite du Rhin, domine Coblenne et l'embouchure de la Moselle. Cette garnison protège la neutralité de l'électorat de Trèves. Succès capital, qui comble d'aise Richelieu. Il faut lire, pour avoir l'idée de la finesse du jeu du cardinal en Rhénanie, ses Instructions pour le sieur de Bruslon allant à Trèves !

Mais les Espagnols, appelés par les gens de la ville, entrent dans Coblenne. L'ambassadeur Charnacé, dès qu'il en reçoit la nouvelle, prend l'audacieuse initiative d'expliquer au chancelier de Suède, Oxenstiern, qu'il importe, sans délai, de chasser les Espagnols ; l'armée suédoise accourt ; les Espagnols, sommés par Charnacé, évacuent la ville, et l'armée suédoise se retire, laissant la garde de la capitale et de Philippsbourg, sur le Rhin, aux Français (1^{er} juillet 1632). Tel est le prestige du roi de France que son ambassadeur dispose à son gré de l'armée suédoise au profit de ses alliés et pour la perte de ses ennemis. Succès moral gros de conséquences. Charnacé est félicité, remercié par le roi et le cardinal. Richelieu ne veut pas tenir l'Alsace des victoires suédoises ; il rejette l'offre que lui en fait Gustave, mais lui fait comprendre qu'il n'admettrait pas qu'il s'en emparât pour son propre compte. En Lorraine, l'occupation française fait des progrès : Marsal, Stenay, Jametz, Clermont-en-Argonne sont occupés en 1632. Le plan est d'amener la Ligue catholique à l'alliance française et de la séparer de l'empereur. Tel est le jeu de Richelieu, tout en finesse, en nuances : « Il faut, écrit le Père Joseph au cardinal, se servir de ces choses ainsi que des venins, dont le peu sert de contrepoison

et le trop t. e. » (22 août 1630. Cité par G. Fagniez, I, p. 566.) Il peut craindre deux obstacles contraires : la défaite ou le trop grand succès de Gustave-Adolphe. Sa politique est conforme à la tradition nationale : équilibre, arbitrage, protection.

Maximilien a pris l'initiative des hostilités ; Tilly attaque les Suédois dans Bamberg (12 février 1631), il subit un rude échec au passage du Lech (15 avril 1632). La Bavière est occupée, mise à feu et à sang. L'opinion française s'alarme, se scandalise : Louis XIII cesse de payer les subsides à l'armée suédoise. Le roi de Suède traite parfois de haut les envoyés de Richelieu ; rarement ils le trouvent aussi maniable que dans l'affaire de Coblence. Waldstein, que l'empereur en détresse rappelle, prend Prague et envahit la Saxe ; Gustave-Adolphe accourt. Voici enfin la lutte directe avec l'armée de l'empereur, la lutte en Saxe, loin du Rhin. A la journée décisive de Lutzen, Waldstein est vaincu (16 novembre 1632). Cette fois, le roi de Suède est décidément vainqueur. Peut-être l'est-il trop au gré de Richelieu... Oui, mais il est mort ! L'art du politique est d'être toujours prêt à profiter même du hasard.

L A POLITIQUE DE RICHELIEU EN ALLEMAGNE APRÈS LA MORT DE GUSTAVE-ADOLPHE

Richelieu fait merveille. L'armée suédoise et protestante est désarmée. Imaginez Napoléon tué le soir d'Austerlitz. C'est la Suède maintenant qui a besoin de la France et c'est la France qui fait ses conditions. D'abord le plus urgent : empêcher le chancelier Oxenstiern de conclure une trêve. Il faut que la guerre continue partout, en Allemagne, en Hollande, car Richelieu n'est pas encore prêt et d'ailleurs préfère un rôle d'expectative. Oxenstiern gouverne au nom de la jeune reine Christine : c'est un habile politique ; il organise les résultats de la victoire où son roi a trouvé la mort ; par la confédération de Heilbronn, il conclut alliance avec les quatre cercles impériaux de Haut-Rhin, Bas-Rhin, Franconie, Souabe (13 avril 1633) : il s'agit de la défense des libertés germaniques ; les princes protestants s'unissent sous la protection de la Suède ; les cercles de Haute et Basse-Saxe apportent leur adhésion. C'est une véritable fédération protestante qui s'établit en pleine Allemagne ; seuls les électeurs de Saxe et de Brandebourg restent en dehors. Avec cette fédération, Richelieu, par l'entremise de l'ambassadeur Feuquières, conclut alliance à Francfort le 5 septembre 1633. Son parti est pris ; il a opté ; il abandonne la Bavière et s'allie à la confédération suédo-allemande. Il va disposer de l'armée du grand Gustave qui, même privée de son chef, fait trembler l'Europe.

Peut-être même aura-t-il quelque chose de plus : Waldstein, le général de l'empereur, aigri et mécontent, fait faire des ouvertures à Feuquières ; des négociations secrètes sont ouvertes ; si Waldstein sert les projets de la France, il sera roi

de Bohême (1). Le grand condottiere négocie de tous côtés, comme un homme désespéré, et ne marche pas au secours de Ratisbonne attaquée par les Suédois ; déclaré traître par l'empereur, il est tué le 25 février 1634. Le drame d'Eger n'est, pour la France, qu'un épisode. L'objectif, pour Richelieu, est moins loin. S'il mêle la France aux affaires de l'Allemagne, c'est à ses portes qu'il cherche des compensations. Les instructions à Feuquières portent que le roi « ne refuserait pas de se charger de la garde de quelques places sous charge de les rendre par la paix », et indiquent : Benfeld, Haguenau, Schlestadt, Brisach que les Suédois assiègent et, au nord de la Lorraine, Trarbach (sur la Moselle) et Kreutznach. En attendant, par le traité de Charmes (6 septembre 1633), il met garnison dans Nancy ; poursuivant Gaston d'Orléans et sa femme Marguerite, sœur du duc de Lorraine Charles IV, il met la main sur la place de Sierck, sur la Moselle. Charles IV abdique en faveur de son frère le cardinal François, évêque de Toul, qui se sécularise, épouse sa cousine Claude et devient duc ; Bitche, La Mothe sont occupés. L'Union de Heilbronn autorise Louis XIII à mettre garnison dans Philippsbourg, sur le Rhin, ville de l'électorat de Trèves. De tous côtés, la France s'avance vers le Rhin par infiltration, sans violence, avec l'agrément des princes et des villes.

Par la formation de l'Union de Heilbronn, les chances en Allemagne s'équilibrent ; l'empereur est tenu en échec et, d'autre part, la mort du grand Gustave rend improbable un triomphe des protestants. Mais si l'Espagne s'en mêle, l'équilibre sera rompu. L'ambassadeur d'Espagne, Oñate, est très écouté à Vienne ; il a contribué à perdre Waldstein, il travaille à rendre indispensable le secours des armées espagnoles ; en réalité, le gouvernement de Madrid et, à Bruxelles, le cardinal-infant sont inquiets : la France sur le Rhin, sur la Moselle, donnant la main à la Ligue de Heilbronn, voilà les routes de Flandre en Italie coupées. Justement le cardinal-infant, don Fernando, frère de Philippe IV, amenait de Milan en Flandre, par les défilés des Alpes, une armée hispano-italienne. En route, les tercios viennent épauler le roi de Hongrie, fils de l'empereur, et le duc Charles de Lorraine qui assiègent Nordlingen ; le maréchal Horn et Bernard de Saxe-Weimar, qui tentent de secourir la place avec l'armée suédoise et allemande, sont écrasés (5 et 6 septembre 1634).

Du coup voilà le prestige impérial rehaussé, et par l'Espagne : Ferdinand, conseillé par les Espagnols, en profite pour faire des concessions. Il rapporte l'édit de restitution, règle la question des biens sécularisés (30 mai 1635). Maximilien

(1) G. Fagniez croit qu'un traité fut signé avec Feuquières en janvier 1634 (II, p. 165, note 2).

gardera le Haut-Palatina et la dignité électoral ; plusieurs souverains dépouillés recouvrent leurs États ; la plupart des princes protestants et les villes adhèrent au traité. Seuls quelques princes trop compromis, comme Bernard de Saxe-Weimar, restent fidèles à la Suède. Tout le plan de Richelieu est anéanti. A l'automne 1634, il refusait encore de se lancer dans la bataille. Par le traité de Paris (1^{er} novembre 1634) signé avec les confédérés de Francfort, il prévoit cependant la rupture ; dans ce cas, il versera des subsides pour 12 000 hommes et tiendra une armée française en observation sur le Rhin ; en échange, les confédérés admettent que « le pais d'Alsace au delà du Rhin soit mis en dépôt et en la protection de Sa Majesté ». Oxenstiern refuse d'adhérer à ce traité et insiste pour l'entrée en guerre. Richelieu désire si fort cette Alsace qu'il fait offrir à l'empereur de renoncer à l'alliance suédoise pourvu qu'il la lui cédât. Mais les échecs se multiplient : l'armée du cardinal-infant, en route pour Bruxelles, enlève notre allié l'électeur de Trèves, prend Philippsbourg, Sierck, rétablit les communications. Cette fois, c'est l'heure. Richelieu a peut-être trop attendu. Oxenstiern vient à Compiègne et y signe un traité d'alliance (28 avril 1635). La France et la Suède se regardent comme en guerre avec l'empereur et s'engagent à ne faire la paix, à ne disposer d'aucune place, que d'un mutuel consentement. La France abandonne à la Suède deux grandes principautés ecclésiastiques, l'électorat de Mayence et l'évêché de Worms, sacrifice dont la portée morale dut paraître pénible à Richelieu. C'était la pression de l'armée espagnole qui obligeait Richelieu à marcher et à faire des concessions ; aussi est-ce à Bruxelles, au roi d'Espagne et au cardinal-infant que la France, le 19 mai 1635, déclare la guerre.

L A FRANCE ENTRE DANS LA GUERRE

Voilà, bon gré mal gré, la France dans la bagarre. Richelieu eût volontiers, s'il l'avait pu, prolongé entre les Suédois et Maximilien de Bavière un jeu de bascule qui lui rapportait des bénéfices sans compromettre ses forces et surtout sans soulever l'indignation de la catholicité contre une puissance catholique alliée aux envahisseurs protestants. La France n'a pas alors et, à vrai dire, n'a jamais eu, jusqu'à Louvois, une organisation militaire à la hauteur de sa diplomatie. La haine que ses armées, partout où elles s'établissaient, ont semée, faute d'intendance et de discipline, est l'une des raisons principales qui ont empêché la monarchie d'atteindre ses frontières naturelles.

Une armée aguerrie, victorieuse, bien commandée est disponible en Allemagne : celle de la confédération de Heilbronn associée à celle de la Suède ; Bernard de

Saxe-Weimar la commande : c'est un chef. Par les traités de Saint-Germain-en-Laye (26 octobre 1635), Louis XIII le prend à sa solde, l'enrôle à son service ; à la paix il est entendu que Bernard aura l'Alsace avec le titre de landgrave. Une telle armée donnera à l'empereur assez de tablature pour qu'il ne puisse secourir les Espagnols. L'objectif de Richelieu est aux Pays-Bas. En Italie, il s'agit d'empêcher les secours d'arriver : la ligue de Rivoli (11 juillet 1635) avec la Savoie, Modène, Parme et Mantoue a pour objet d'y pourvoir ; le duc de Savoie s'agrandira en Lombardie, la France aura Cavour (près de Pignerol) ; Urbain VIII, inquiet depuis que la France est entrée en guerre, se réserve ; Venise fait de même. Rohan reçoit l'ordre d'aller occuper la Valteline pour le compte des Grisons, conformément au traité de Monçon qui n'avait pas été exécuté. Aux Pays-Bas, Richelieu prépare un grand coup ; il ne s'agit de rien moins que d'un partage des Pays-Bas espagnols entre la Hollande et la France, avec l'adhésion des populations fatiguées de la domination espagnole. L'affaire est prévue déjà dans le traité d'alliance défensive de 1634 et dans la ligue offensive du 8 février 1635 ; si le pays se libère lui-même et chasse les Espagnols, il formera un État libre que protégeront les deux alliés ; s'il faut faire la guerre, le pays sera partagé entre la France et la Hollande.

Tout est bien combiné, mais le sort des armes est défavorable. Voilà l'armée espagnole sur la Somme, Corbie pris, la route de Paris ouverte (15 août 1636). L'empereur a déclaré la guerre : Jean de Werth est devant Saint-Jean-de-Losne, sur la Saône ; Saint-Jean-de-Luz est pris et les îles de Lérins, escale des galères entre Barcelone et Gênes. L'archiduc Ferdinand, fils de l'empereur, est élu sans opposition roi des Romains et, à la mort de son père (15 février 1637), empereur. Rohan, mal secondé, abandonné à ses seules forces, perd la Valteline ; la ligue italienne fait défection. La diète des Grisons, à Ilanz, décide de traiter avec les Impériaux. Tout s'effondre.

Mais, quand le canon tonne sur la Somme, la France se réveille ; comme Henri II après Saint-Quentin, Louis XIII, reprenant Corbie, ferme la brèche. L'année de Corbie est restée dans la mémoire des Français ; c'est aussi l'année du Cid. Le pauvre poète prend mal son temps pour célébrer des héros espagnols ! L'année de Saint-Quentin, l'année de Corbie, l'hiver de 1709, Valmy, les deux invasions de 1814 et 1815, l'année terrible, l'année de la Marne : ce sont des jalons dans l'Histoire de France, ce sont aussi des leçons.

Bernard de Saxe-Weimar est un grand homme de guerre, de la lignée de Gustave-Adolphe. Il était en Alsace ; il passe le Rhin en plein hiver, prend les quatre villes forestières, c'est-à-dire Säckingen, Laufenbourg, Waldshut, Rheinfelden, bat

Jean de Werth, assiège et prend Brisach, tête de pont sur le Rhin, clef de la Haute-Alsace. C'est un succès formidable cette fois. Par les villes forestières, l'Alsace et Brisach, la route des Espagnols est définitivement coupée ; la Valteline et les cols des Alpes perdent leur importance. La légende, une légende qui a la valeur d'un symbole, évoque Richelieu au chevet du Père Joseph agonisant : « Père Joseph ! Brisach est à nous ! » En 1639, c'est par mer que les Espagnols sont



VIEUX-BRISACH ET LE PONT SUR LE RHIN

(D'après une gravure du dix-septième siècle).

réduits à envoyer aux Pays-Bas 20 000 hommes qui, naturellement, n'y arrivent pas. L'amiral hollandais Tromp détruit la flotte à Douvres, dans les eaux anglaises.

Bernard, à son tour, est un peu trop vainqueur au gré de Richelieu. Il reste prince allemand, il prétend se tailler un domaine pour lui en Alsace. Mais lui aussi meurt à propos (18 juillet 1639) ; le chef du contingent français, Guébriant, le remplace ; le reste de l'armée weimarienne se donne à la France avec Brisach, avec l'Alsace. Cette armée franco-allemande va agir de concert avec les généraux suédois ; de terribles raids traversent l'Allemagne en tous sens. Pour la première fois, les Français font la guerre en Allemagne avec des Allemands contre des Allemands. Les Saxons, passés du côté de l'empereur depuis le traité de Prague, et les Impériaux

sont battus ; les Suédois, après la grande victoire de Leipzig, 2 novembre 1642, s'établissent en Saxe. En Savoie, Richelieu soutient la régente Christine, sœur de Louis XIII, contre ses cousins les princes Maurice et Thomas, alliés à l'Espagne ; après la prise de Turin par le comte d'Harcourt (18 septembre 1640), la Savoie est sous la protection très étroite et rude de la France. Et voici un grand triomphe sur la frontière la plus exposée : La Meilleraye, Châtillon et Brézé prennent Arras (août 1640) : pour la première fois depuis Charles VIII, la France se réinstalle en Artois : mémorable succès qui éloigne de Paris la frontière.

C'est maintenant au tour de l'Espagne d'être envahie. Le Portugal, révolté contre la domination espagnole, s'affranchit. Jean IV et Louis XIII signent le 1^{er} février 1641 un traité d'alliance ; une flotte française paraît devant Lisbonne. Les Catalans, en révolte contre l'oppression et les exactions castillanes, appellent les Français : Du Plessis-Besançon signe avec les Cortès un traité d'alliance perpétuelle (16 décembre 1640) et organise la défense de Barcelone. Louis XIII est élu comte de Barcelone et l'armée française conquiert le Roussillon et la Catalogne à l'exception de Tarragone. La prise de Perpignan (9 septembre 1642), après celle d'Arras, sont les deux grands succès de la fin du règne de Louis XIII. L'Espagne, attaquée chez elle, démembrée, perd beaucoup de son prestige et de sa force d'expansion. On s'achemine vers la paix. Les plénipotentiaires de France et de Suède, d'Avaux et Salvius, après avoir renouvelé à Hambourg leur alliance, s'abouchent avec les représentants de l'empereur ; les négociations générales pour la paix en Allemagne devaient s'ouvrir à Munster et à Osnabrück, en Westphalie, le 25 mars 1642 ; mais les événements reculent ce rendez-vous. Richelieu, épuisé de travail et d'émotions, meurt le 4 décembre ; il lègue au roi, pour diriger la diplomatie française, le cardinal Mazarin. Louis XIII lui-même s'éteint le 14 mai 1643.

RICHHELIEU ET LA MER La lutte contre la menace espagnole et allemande est, pour ainsi dire, le moteur central de l'activité politique de Richelieu ; il s'en faut qu'elle l'absorbe toute. Son imagination est vaste comme son information et saisit les lointains rapports des choses, car tout se tient dans le domaine de la politique extérieure. Il a la vision très nette de l'importance, pour la sécurité de la France et sa puissance, du pouvoir sur mer. La nature semble « offrir l'empire de la mer à la France », à cheval sur l'Océan et la Méditerranée. Dans le programme de 1629, où il expose au roi ses plans politiques, on trouve cette phrase : « Se rendre puissant sur la mer qui donne entrée à tous les États du monde ». Cette nécessité d'être fort sur la mer, qui déjà hantait l'esprit de Henri IV, Richelieu en

est convaincu par les faits. Que faut-il pour être maître de la Méditerranée ? Une belle escadre de trente galères ; et c'en serait fait des communications de l'Espagne avec l'Italie. La reprise des îles de Lérins acquiert à ses yeux l'importance d'une grande victoire. Tout un chapitre, rempli de détails techniques, explique, dans le *Testament politique*, les difficultés de la navigation des Espagnols, de Catalogne en Ligurie. Par ailleurs, Richelieu a vu, devant la Rochelle, le danger que représente, pour nos côtes de l'Océan, la flotte anglaise, si elle est hostile. Les succès sur terre n'ont été possibles que grâce à la neutralité de l'Angleterre et à l'amitié de la Hollande. Comme Henri IV, Richelieu garde sur le cœur l'affront fait à Sully qui, se rendant comme ambassadeur du roi en Angleterre, fut obligé à coups de canon de saluer le pavillon britannique. La prétention de la cour de Londres de transformer la mer en domaine britannique, la théorie du *mare clausum* imaginée par le juriste anglais Selden à l'encontre de Grotius et du *mare liberum*, soulèvent l'indignation de Richelieu et de Louis XIII. Ils ne l'acceptent pas. Sur mer comme sur terre la France est indépendante. Il faut la mettre en état de tenir tête à n'importe quelle puissance navale.

Le chevalier Isaac de Razilly, l'un des hommes de confiance de Richelieu, un marin qui a couru toutes les mers, écrit, dans un mémoire que M. de la Roncière tient pour une des plus belles études philosophiques sur la marine française : « Des personnes de qualité, mesmes du Conseil », soutiennent « que la navigation n'estoit point nécessaire à la France, que les habitants d'icelle avoyent toutes choses pour vyvre et s'habiller, sans rien emprunter des voysins, partant que c'estoyt pure erreur de naviguer. Vieilles chymères !... Quiconque est maistre de la mer, a ung grand pouvoyr sur la terre. » Vieille querelle aussi, et qui n'est point éteinte. « Jamais un grand État, dit le *Testament politique*, ne doit être en état de recevoir une injure sans pouvoir en prendre revanche. »

La France doit aussi obtenir sa part du partage des nouveaux mondes. Richelieu « grand maître, chef et surintendant général de la navigation et commerce de la France », est le véritable fondateur du premier empire colonial français. Son nom brille dans l'histoire associé à un effort coordonné d'expansion au moyen de grandes compagnies. Presque partout où la France est aujourd'hui établie, partout aussi où elle l'a été, elle apparaît au temps de Richelieu. Mais, comme toujours, la France, menacée sur le continent, ne peut consacrer à l'expansion coloniale qu'une part limitée et intermittente de ses ressources et de son activité ; elle se heurte à l'hostilité ardente de l'Angleterre, de la Hollande, de l'Espagne et ce n'est que grâce à l'admirable énergie de ses marins, de ses missionnaires,

de ses soldats, de ses colons, qu'elle parvient à se faire une place dans les continents nouveaux.

La colonisation française, au temps de Richelieu, ne se préoccupe que subsidiairement d'exploiter des richesses inconnues ; elle a d'abord pour objet l'extension de la Chrétienté par la France : *gesta Dei per Francos*. Le premier chapitre de la seconde partie du *Testament politique* s'intitule : « Le premier fondement du bonheur d'un État est l'établissement du règne de Dieu. » Le cardinal est très sensible au reproche d'être l'allié des protestants et des Turcs et de faire le jeu des ennemis du catholicisme. Il veut montrer que, si l'Espagne tient le Saint-Siège en tutelle à Rome et ne songe, aux colonies, qu'à ramasser de l'or, la France au contraire propage au loin le catholicisme et apporte à Rome de nouvelles provinces. Le gallicanisme, tel que Richelieu le comprend et le pratique, dresse les droits souverains du royaume de France en face des prétentions centralisatrices du Saint-Siège, mais établit en même temps la collaboration de la puissance française d'une part, de l'expansion du catholicisme et de l'indépendance du Saint-Siège de l'autre. Tel est l'esprit du Père Joseph qui a été l'organisateur des missions françaises outre-mer et dans le Levant, et, avec des nuances, la conception du cardinal. C'est par là que la colonisation française est avant tout civilisatrice : l'école et l'église s'élèvent d'abord ; les premières colonies françaises ont à la fois leurs héros et leurs martyrs. Se faire aimer des indigènes, les civiliser, les instruire, les élever, c'est la marque du génie colonial de la France ; elle conquiert les âmes et défriche les terres. Ainsi le divorce de la morale et de la politique au profit de la raison d'État n'est pas complet ; il n'est que l'effet de la dureté des temps et de l'injustice des autres États ; mais l'idéal survit.

L'ŒUVRE DE RICHELIEU Dans toutes ses principales directions historiques, le grand « cardinal d'État » conduit la nation française. Ce que la France de 1624 attend de lui, ce sont des actes. Guez de Balzac, l'auteur du *Prince*, lui écrivait, lors de son élévation à la pourpre : « C'est de gens sages et capables de gouverner les États que la stérilité est grande ; et, sans mentir, pour en voir un pareil à vous, il est besoin que toute la nature travaille et que Dieu le promette longtemps aux hommes avant que de le faire naître. » Richelieu lui-même a dit tout ce que le peuple français est capable d'entreprendre et de réussir, quand il est conduit par un chef qui a sa confiance, et de quelle discipline intelligente et souple notre pays a besoin. Richelieu est ce chef ; il redresse la direction ; il pilote le navire vers la haute mer, mais n'oublions pas qu'il se heurte chez lui, à la cour,

à la ville, à une violente et tenace opposition ; il est soutenu par la haute conscience du roi ; il a pour lui les descendants des « politiques » du seizième siècle, des « bons Français » du temps de Luynes. Il faut relire la belle lettre où Voiture, après l'affaire de Corbie, prend la défense du cardinal et de sa politique. Il est un chef national. Hardi et résolu, il a en même temps cette qualité si française de la mesure ; ni témérité, ni aventures ; la France aura son dû, sa sécurité, sa place au soleil. « Y a-t-il prudence et justice, écrit-il en 1635, qui permette d'attendre que les autres soient dévorés pour l'être les derniers ? » Prévoir, agir : on se garde par le mouvement. L'histoire a rendu justice à l'œuvre de Richelieu ; tout ce glorieux dix-septième siècle procède de lui, de ses méthodes, de ses directions ; il est le créateur de la grande politique française en Europe et hors d'Europe.

IV. — LA VICTOIRE FRANÇAISE : TRAITÉS DE WESTPHALIE ET DES PYRÉNÉES

LE CARDINAL MAZARIN « L'art de la diplomatie est un art secret ; s'il fait bien, il est peu apprécié, ses succès restant cachés dans le mystère des archives et dans une heureuse suite d'événements prospères qu'on attribue au cours naturel des choses ou de la fortune. S'il fait mal, ses fautes, qui ont des conséquences incalculables, ne sont aperçues que par quelques-uns et, quand ils parlent à temps, on ne les croit pas. » Ces lignes si justes — elles sont de M. Gabriel Hanotaux dans son *Histoire du Cardinal de Richelieu* — s'appliquent à merveille à l'histoire française durant les années qui suivirent la mort de Richelieu. Il a tout préparé pour que la France soit forte et le roi bien servi ; une génération de bons serviteurs de l'État s'est formée à l'école de sa politique méthodique et appliquée ; il a organisé une armée, choisi des hommes, indiqué des directions : à peine le cardinal et le roi ont-ils fermé les yeux que le succès s'épanouit ; Rocroi illumine l'enfance de Louis XIV. C'est Richelieu aussi qui a légué à la reine régente, comme le continuateur de son œuvre, le cardinal Mazarin.

Les régences ont toujours été, pour la politique française, une période critique : on l'avait vu après la mort de Henri IV. En serait-il de même, avec un petit roi de quatre ans et une reine espagnole ? Si vous voulez comprendre les services que Mazarin a rendus à la France, regardez Concini. Anne d'Autriche n'a ni la force de caractère, ni la capacité d'intelligence, ni l'énergie laborieuse que requièrent les cir-

constances ; c'est une personne sans volonté comme sans méchanceté qui, du vivant de Louis XIII, a été tenue à l'écart des affaires et qui, si elle prétendait diriger, pourrait tout compromettre. Richelieu lui laissait Mazarin. Le grand ministre avait demandé avec instance au pape la dignité cardinalice pour son plus intime collaborateur, le Père Joseph ; la mort du capucin fit tomber sur la tête de l'avisé Italien ce chapeau qui paraissait présager à son titulaire l'exercice effectif du pouvoir. Les affaires italiennes ont toujours été la meilleure école de diplomatie et les Italiens les plus subtils des diplomates. Richelieu, sur ce théâtre, avait remarqué l'agent du pape en Lombardie et apprécié la souplesse d'un esprit pénétrant et fertile en ressources. Il l'attacha à son service. Mazarin dirigeait une sorte de bureau d'informations pour les affaires italiennes ; il donna des avis qui furent goûtés ; et puis il était toujours souriant, toujours d'humeur égale et prêt à tous les bons offices. Les grands autoritaires aiment ceux qui ne leur ressemblent pas. Richelieu, se sentant mourir, pensa qu'un homme si adroit pourrait préserver son œuvre du sort de celle de Henri IV ; il le recommanda au roi qui se servit de lui et n'eut pas le temps de s'en détacher. Louis XIII mort, Mazarin était là ; il connaissait les affaires et savait comment répondre aux ambassadeurs ou diriger les négociations : il resta.

Obligé de se faire pardonner sa qualité d'étranger, ses origines obscures, son passé aventureux, Mazarin n'a ni la fière mine, ni les grandes manières de Richelieu. C'est un calculateur et, en même temps, un joueur ; sa méthode est surtout empirique ; condottiere de la diplomatie, il ne s'impose pas, il s'insinue, il se fait petit pour se faire pardonner d'être grand. *Serviliter pro dominatione*. C'est une femme, une reine, une mère, non un roi ombrageux mais passionné pour la gloire et la splendeur de sa couronne, dont il entreprend de gagner la confiance ; inutile de chercher à convaincre son esprit, il faut régner sur son cœur. Il y réussit. Italien, diplomate, quelque peu homme d'Eglise, il prend à « faire la carrière » un plaisir tout romain ; il entre à merveille dans la peau de son personnage ; et quel acteur il fait ! Ses carnets, document psychologique incomparable, révèlent comment ses moindres actes, ses moindres paroles à la reine et jusqu'à ses attitudes, sont préparés, médités. Il a, comme Richelieu, la passion de la politique ; il éprouve, comme lui, cette jouissance sans pareille que le maniement des hommes et des affaires apporte aux esprits qui savent découvrir les ressorts cachés, faire mouvoir les marionnettes, savourer la joie de la partie bien jouée et du succès difficilement enlevé. C'est par là qu'il s'apparente à son illustre prédécesseur. Les affaires de la France sont devenues les siennes ; sa fortune et son amour-propre sont engagés à les bien gérer ; ce sentiment s'est élevé chez lui presque à la hauteur d'un patriotisme

désintéressé ; il a pu dire avec vérité que si son langage était étranger, son cœur était français. Ne lui demandons pas le secret de sa conscience, ses actions nous suffisent. Les hommes ne sont pas simples, cet homme-là moins que tout autre. « M. le Cardinal ne veut pas être deviné », dit Pascal. Quand on lit sa correspondance, que Cheruel a publiée, avec les agents diplomatiques, avec les négociateurs de Munster, avec Turenne et les autres chefs d'armée, on ne peut douter qu'il aime les affaires, qu'il y donne toute son intelligence, tout son cœur et qu'il identifie le succès de la politique française et la gloire de la couronne avec le succès de sa propre carrière et l'élévation de sa fortune. Le dernier mot de l'art, chez ces étonnants acteurs de la politique, — et celui-là est l'un des plus complets, — c'est la sincérité.

L A MÉTHODE POLITIQUE DE MAZARIN

La minorité de Louis XIV connut les mêmes périls que celle de Louis XIII. La « cabale des importants » voulait revenir, comme jadis Concini, à un rapprochement de la France avec l'Espagne et l'Empire ; on partirait ensemble dans une expédition pour restaurer en Angleterre le pouvoir absolu. Mazarin écarte doucement ces ambitieux donneurs de conseils qui oublient que la guerre est engagée et qu'il faut la conduire à une issue favorable ; il sait bientôt se rendre indispensable ; le voilà installé à la direction des affaires avec la plupart des anciens collaborateurs de Richelieu. Mais cet étranger, ce parvenu, est obligé d'user d'autres méthodes qu'un Richelieu parlant au nom d'un roi majeur ; il persuade plus qu'il n'ordonne. Son jugement est sûr et sa dextérité à franchir les mauvais pas, à trouver des biais, à imaginer des solutions, est sans rivale. Il tient moins que Richelieu au prestige : « Je ne suis pas façonnier, » écrit-il à Turenne. En langage de sport, on dirait aujourd'hui qu'il sait « encaisser » ; mais il n'est pas facile de le prendre sans vert, tandis qu'il excelle à découvrir, chez l'adversaire, le défaut de la cuirasse. Que ces traits de son caractère aient pu paraître des défauts aux Français témoins de sa scandaleuse fortune, on le comprend, mais il est certain qu'il conduisit la grande bataille diplomatique de Westphalie et des Pyrénées avec une maîtrise incomparable. Il est loin d'être un homme d'État de la taille de Richelieu ; comme diplomate il est parfois plus adroit.

En lutte, à l'intérieur, contre les factions, ami des arts, des livres et du « dolce farniente », Mazarin a désiré et cherché la paix, quoi qu'en aient dit les Espagnols. Il écrit à Servien le 29 mai 1648 : « Quant à la question que vous me faites, si vous devez conclure promptement en cas que la conjoncture s'en présente, il n'y a pas à hésiter beaucoup sur la réponse ; vous êtes à Münster pour cela, et le plus tost que

vous pourrez en venir à bout sera le plus agréable à Leurs Majestés. » Mais il ne la veut pas quelconque. Il écrit à d'Avaux, le 28 janvier 1648 : « Je me sens assez de force et de résolution pour me dévouer pour la paix et pour surmonter toutes les répugnances que la nature apporterait contre un tel dessein. Il y aurait pour moy des motifs et des attraits assez sensibles pour me le faire entreprendre et pour mettre ma vie pour une chose qui serait agréable à Dieu, utile à cet Estat, à qui je dois tant, et d'où rejailliroit sur mon nom quelque petit rayon de gloire, mais j'entends d'une paix haute ; car hors de là, j'aimerois mieux laisser plusieurs vies, si j'en avois autant, que d'en conseiller une honteuse, telle que nos ennemis la poursuivent par l'entremise des Hollandois, et qui nous rendist la fable du monde, pour faire bientôt après désavantageusement la guerre ensuite d'une paix que nous aurions faite désavantageuse. » Beau langage et grande leçon.

MANŒUVRES PRÉPARATOIRES
A LA PAIX DE WESTPHALIE

De 1643 à 1648, la diplomatie gravite autour de la paix qui se prépare. Les négociations de Münster et d'Osnabrück suivent les fluctuations du sort des armes. L'épée de Turenne et de Condé, de Torstenson et de Wrangel, voilà les meilleurs arguments de Mazarin et d'Oxenstiern. Des deux côtés, on cherche à dissocier la coalition adverse. Les Espagnols travaillent à séparer de la France les Provinces-Unies ; Mazarin cherche à isoler la Bavière de l'empereur et l'Espagne de l'Allemagne. La Suède n'a pas des intérêts identiques à ceux de la France. Mazarin, pas plus que Richelieu, ne souhaite une Suède trop victorieuse qui anéantirait en Allemagne l'influence catholique et l'Empire ; ce qu'il veut, c'est un équilibre de forces qui assure les « libertés germaniques » et offre à la France le rôle de médiatrice.

La guerre de Trente ans, à mesure qu'elle se développe, devient de plus en plus européenne. La Suède fait la guerre en Allemagne, mais l'empereur travaille à liguier contre la Suède les voisins qui lui disputent la maîtrise de la Baltique : Pologne, Danemark et même le tsar de Moscou qui déjà s'approche de la Baltique. Après la campagne terrible et victorieuse de Torstenson, rappelé de Bohême, contre le Danemark, la diplomatie française ménage le traité de Bromsebro (13 août 1645) qui donne à la Suède des avantages territoriaux en Scanie. La Suède et la France suscitent, contre l'empereur et les Hongrois, le prince de Transylvanie, Rakoczy, et poussent le sultan Ibrahim et ses Turcs vers le Danube. Au printemps 1645, Torstenson, vainqueur à Jankau, marche sur Vienne de concert avec Rakoczy ; l'empereur est aux abois. Rakoczy, grassement payé, mais ayant fait la

paix, le suprême péril est encore une fois écarté. Les affaires n'avancent ni à Münster, où négocient les princes catholiques sous la médiation du nonce Fabio Chigi et de l'ambassadeur de Venise Contarini, ni à Osnabrück où confèrent les princes protestants. On se perd en d'interminables préliminaires et querelles de préséance ;

en réalité, on se tâte. La France est représentée par deux hommes d'expérience et de savoir, le comte d'Avaux et Abel Servien, élevés dans la tradition diplomatique de Richelieu ; le gendre de



L'ALLEMAGNE AUX PIEDS DU ROY

(D'après une gravure de 1647 conservée au Musée de l'Armée).

Servien, Hugues de Lionne, travaille à Paris avec Mazarin. Mais les deux plénipotentiaires ne s'entendent pas et fatiguent Mazarin de leurs doléances ; un prince du sang, le duc de Longueville, est envoyé pour assurer à la fois l'unité et l'éclat de la délégation. Axel Oxenstiern, fils du chancelier, et Salvius représentent la Suède. L'Angleterre n'a pas de plénipotentiaire ; de ces grandes assises européennes elle est absente, occupée chez elle à sa révolution. Le rapprochement des dates est significatif : signature des traités, 24 octobre 1648, exécution de Charles I^{er} : 9 février 1649 (calendrier français).

**L A POLITIQUE DE
BAVIÈRE**

Durant la première phase des négociations, le jeu se présente ainsi : Maximilien de Bavière cherche à s'appuyer sur la France qui ne le décourage pas, tandis que Trauttmansdorf, chancelier de l'empereur, travaille à un accord avec les Suédois et les princes protestants ; il se résignera à sacrifier des évêchés de l'Allemagne du Nord pourvu qu'on ne touche pas aux domaines des Habsbourg. L'Espagne et la Bavière en font grief à Ferdinand III qui, d'autre part, n'avance pas du côté des protestants. Ceux-ci exigent l'abolition de la « réserve » ecclésiastique, c'est-à-dire qu'ils prétendent obtenir la faculté de séculariser les évêchés et abbayes qui sont encore nombreux en Allemagne ; ils demandent que l'amnistie, que l'empereur consent à accorder, remonte à l'année 1618, c'est-à-dire que les Tchèques dépouillés rentrent dans leurs biens. Devant ces exigences, Trauttmansdorf jette du lest, offre à la France la Basse-Alsace : c'est un premier pas. Mais Turenne et Wrangel passent le Main : l'empereur se décide à céder l'Alsace mais non Brisach. Le même jeu croisé continue : Oxenstiern reste intransigeant sur le rétablissement du Palatin dans ses honneurs et dignités, afin que le duc de Bavière, qui a profité de ses dépouilles, ne fasse pas la paix avec la France. Maximilien prétend garder pour lui la dignité électoral, mais accepte qu'un huitième électorat soit créé en faveur du fils de Frédéric V. Il consent à rendre le Haut-Palatinat pourvu qu'on lui rembourse 13 millions de florins ou qu'on lui cède en compensation la Haute-Autriche : coup droit au Habsbourg de Vienne. Saxe et Brandebourg soutiennent Maximilien ; celui-ci se sent vieillir, il a soixante-treize ans et son fils aîné n'en a que dix ; qui défendra la Bavière contre les protestants du Nord si ce n'est le roi de France qui ne veut ni d'un empereur trop fort, ni d'une Suède trop puissante ? Si l'empereur perd l'Alsace, ne cherchera-t-il pas des compensations aux dépens de la Bavière ? D'ailleurs le pays est épuisé, exsangue ; il faut mettre fin aux hostilités. Maximilien décide de négocier un armistice ; il se rapproche des Français, tandis que Trauttmansdorf se rapproche des protestants ; un envoyé bavarois, Gronsfeld, vient à Paris ; deux diplomates français, Tracy et Marsilly, et un Suédois se rendent à Ulm en février 1647. Oxenstiern et Salvius ont agréé un fort cadeau de 4 000 thalers et se montrent moins intransigeants vis-à-vis de la Bavière ; ils acceptent l'armistice, qui est signé pour six mois le 14 mars 1647 ; Maximilien donne en gage des places fortes. La manœuvre de l'empereur a échoué, celle de la France a réussi : l'Autriche est isolée. C'est le moment de la réduire à merci. Turenne s'apprête avec Wrangel à marcher sur Vienne, quand Mazarin l'appelle avec son armée en Flandre d'où Condé vient de partir pour la

Catalogne ; l'ennemi principal c'est l'Espagnol, le vrai objectif les Pays-Bas ; en Allemagne, la France ne veut que l'équilibre ; il ne lui convient ni de détruire l'empereur, ni de trop affaiblir les catholiques. L'armistice expiré, Maximilien retourne au parti de l'empereur et reprend une lutte qu'il ne dirige guère que contre les Suédois. La situation reste confuse et le succès balancé. Fait capital : les Hollandais viennent de faire défection, de s'entendre avec l'Espagne et peut-être se tourneront-ils contre la France : il faut veiller à la frontière du Nord.

L A DÉFECTION DES HOLLANDAIS
(JANVIER 1648)

Cette volte-face des Provinces-Unies, c'est l'événement qui précipite la paix et change la face des choses. La nouvelle république n'a pas tardé à prendre une physionomie originale et à devenir une grande puissance en s'engageant hardiment dans la voie du commerce maritime, de la navigation, de la pêche, de la colonisation ; en quelques années, elle est devenue capable de rivaliser sur mer avec l'Angleterre. Tromp et Ruyter lui assurent la suprématie navale. On trouve les marchands de Hollande et de Zélande à Constantinople, au Brésil, aux Indes, au cap de Bonne-Espérance, en Chine. Le développement de la Réforme a favorisé, en Europe, la naissance et le progrès du capitalisme en abolissant les répugnances de la morale catholique pour le commerce de l'argent. La Hollande s'arroge la royauté de l'or, la suprématie bancaire. Venise, Florence, Gênes, sont détrônées par Amsterdam, Rotterdam, bientôt Londres. L'or des nouveaux mondes, quand il n'est pas enlevé en mer par les corsaires anglais ou hollandais, ne fait que traverser l'Espagne pour s'en aller aux Pays-Bas. A la puissance de l'or, au *sea power*, les Provinces-Unies ajoutent la force de l'opinion ; elles sont un centre de propagande calviniste ; le rôle que Calvin a donné à Genève au seizième siècle, les Provinces-Unies le saisissent au dix-septième ; concurremment avec l'Angleterre et parfois avec Venise, elles représentent le principe libéral. C'est une politique nouvelle qui se développe. Les Pays-Bas deviennent l'asile de la presse libre, des gazettes et des libelles, en même temps qu'un foyer d'art et de haute culture. Ainsi, en face de la suprématie continentale et militaire de la monarchie française qui se dessine pendant la guerre de Trente ans et qui s'affirme aux traités de Westphalie, s'élève, par une évolution toute opposée, la république ploutocratique des Provinces-Unies, « Messieurs les États-généraux ».

La France, parce qu'elle avait favorisé la naissance de la nouvelle république, se fiait à son amitié : c'est un genre d'illusion qui n'est pas rare dans notre histoire. Charnacé, en 1633, avait scellé l'alliance contre l'Espagne ; d'Avaux, avant de se



LE CARDINAL DE MAZARIN
D'après une peinture du Musée de Versailles.

rendre à Münster, avait renouvelé le pacte (1^{er} mars 1644) ; il était stipulé que les deux gouvernements garderaient leurs conquêtes et ne feraient la paix que de concert. Mais les succès de la Suède inquiètent les bourgeois de Hollande qui ont l'ambition de constituer la première des puissances réformées et qui, ayant hérité de la Hanse, craignent que la Baltique ne devienne une mer suédoise et fermée. Les progrès de la France leur donnent de l'ombrage ; ils voient avec crainte sa frontière s'avancer vers le Nord, le long des côtes flamandes, et se rapprocher de la Zélande ; la France à Dunkerque, voilà l'objet de leurs appréhensions : *Gallus amicus, non vicinus*. L'Espagne cesse d'être redoutable, la France le devient. Les Pays-Bas protestants se sentent intéressés au maintien de l'autorité espagnole dans les Pays-Bas catholiques. Ils ont bien, en 1634, agréé des projets de partage, mais avec l'arrière-pensée de ne laisser à la France que des morceaux de terre wallonne dans la région de la Meuse. Ce sont précisément ces projets de partage qui ont ouvert les yeux des marchands de Zélande et de Hollande. Deux partis se déclarent dans les Provinces-Unies : la république restera-t-elle fédérative, gouvernée par les États-généraux, c'est-à-dire par une oligarchie bourgeoise, ou bien la famille des Nassau parviendra-t-elle à faire du stathoudérat un pouvoir héréditaire et souverain, et des Sept Provinces un état unitaire ? La diplomatie espagnole sait profiter des circonstances ; elle qu'on disait orgueilleuse et intransigeante sur le point d'honneur, n'hésite pas à sacrifier ses ressentiments envers d'anciens sujets révoltés à ses intérêts qui l'obligent à faire face du côté de la France. Le 30 janvier 1648, les Provinces-Unies signent à Münster la paix avec l'Espagne qui reconnaît leur indépendance ; elles se retirent de la lutte européenne.

Cet événement décisif éclaire le passé et ce qu'aurait pu devenir la politique de Coligny ; il explique l'avenir et la guerre de Louis XIV contre la Hollande. Pour le moment, il contribue à incliner Mazarin à la paix.

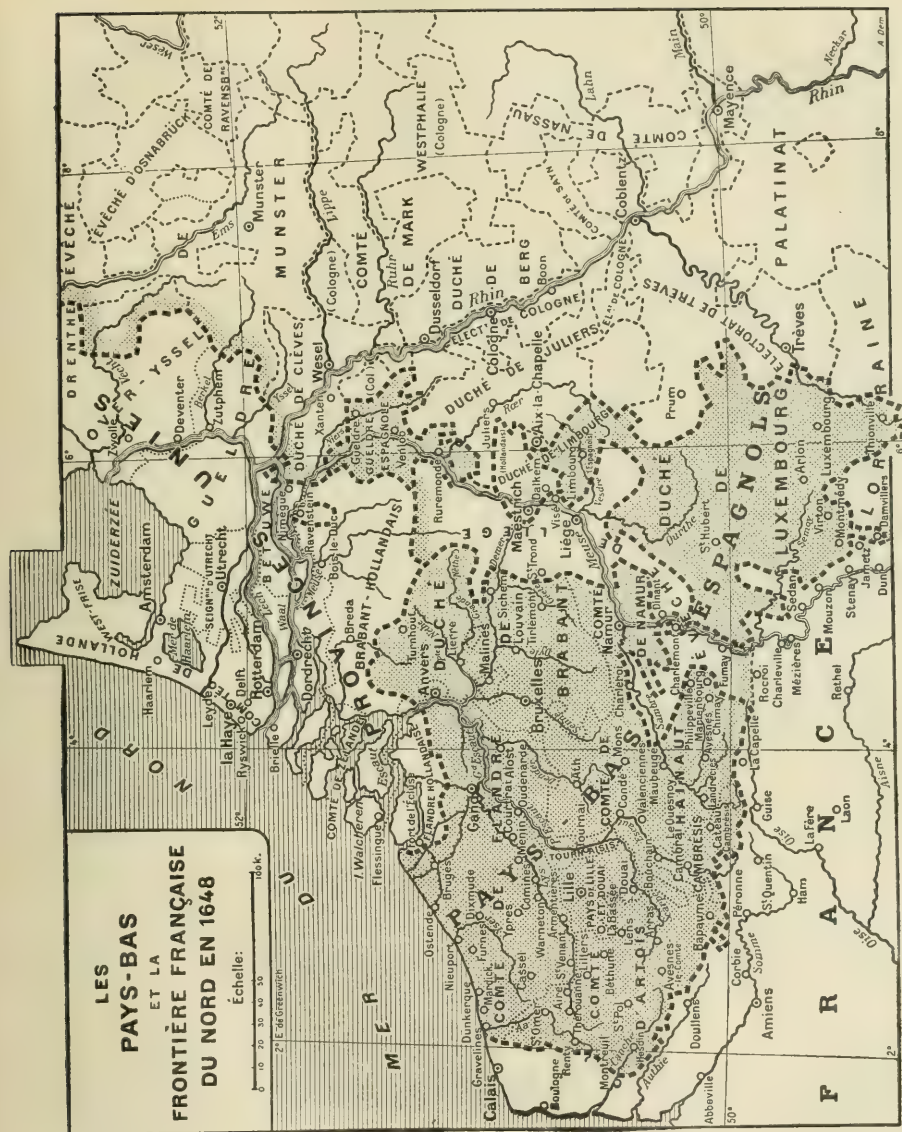
V^{ERS LA}
PAIX D'ailleurs, à l'intérieur, la situation s'aggrave. Au moment où Mazarin mène la partie diplomatique la plus difficile et la guerre la plus rude, les misérables intrigues des princes et des parlements ébranlent son autorité et diminuent le crédit de la France. Mazarin s'afflige, sentant grandir l'orage. Il se décide, la mort dans l'âme, à signer une paix qui n'est pas celle qu'il préparait. Il écrit à Servien, le 14 août 1648 : « Je vois et je pleure avec des larmes de sang qu'en mesme temps que le dehors nous apparoist beau, le dedans est extraordinairement gasté et que, par une fatalité déplorable, nous sommes en

train de nous faire nous-mêmes le mal dont nos ennemis n'ont scieu venir à bout (1). »

La paix qu'il voulait, il en a tracé lui-même le dessin dans la lumineuse instruction qu'il adressait, le 20 janvier 1646, aux plénipotentiaires du roi à Münster : « L'acquisition des Pays-Bas espagnols formerait à la ville de Paris un boulevard inexpugnable ; ce serait alors véritablement que l'on pourrait l'appeler le cœur de la France et qu'il serait placé dans l'endroit le plus sûr du royaume, puisque l'on aurait étendu les frontières jusques à la Hollande et, du côté de l'Allemagne, jusques au Rhin par la rétention de la Lorraine et de l'Alsace et par la possession du Luxembourg et de la comté de Bourgogne. » Ni à Münster, ni au traité des Pyrénées, ce programme n'a été intégralement réalisé. Les troubles civils en sont la cause principale. Navrante constatation que l'on retrouve à chaque page de notre histoire ! Nos hommes d'État devraient toujours méditer la lettre du 14 août 1648, si pleine de vérités essentielles, et notamment cette phrase : « Ce n'est pas les ennemis qui me font peine ; car il me semble qu'on pourrait facilement les réduire en plus mauvais estat qu'ils n'ont jamais esté et peut-être tel qu'ils ne s'en relèveraient jamais, mais ce sont les Français mesmes qui me donnent appréhension, estant, ce me semble, lassez de leurs prospérités et se conduisant en sorte qu'il paroist qu'ils veulent le désordre à quelque prix que ce soit. »

L'insuccès, ou plutôt le succès incomplet de sa politique en Italie porte aussi Mazarin à la paix avec les Allemands, puisqu'il n'est pas possible de réduire en même temps l'Espagne et l'Empire. Il ne s'agit de rien moins que de substituer l'influence française à l'influence espagnole dominante depuis Cateau-Cambrésis. L'opération préparée doit consister dans l'occupation des Présides espagnoles sur la côte de Toscane, afin de soustraire le duc à l'influence de Madrid. Les Napolitains se plaignent de la domination espagnole ; on les aidera à se soulever et on leur donnera pour roi un client de la France, le prince Thomas de Savoie, et, en échange des droits des Bourbons au trône de Naples, la France recevrait la Savoie et Nice. Le duc de Modène, Venise sont favorables ; Innocent X (Pamphili), élu en 1644, passe pour dévoué à l'Espagne. A Naples, un ambassadeur habile, Fontenay-Mareuil, attise le mécontentement et prépare l'insurrection qui éclate en juillet 1647 ; une flotte française vient croiser devant le port. L'ambition aventureuse du duc de Guise qui vient s'offrir comme roi aux Napolitains malgré les

(1) Lettres, III, p. 173. — Pour l'instruction du 20 janvier 1646, voir, dans l'excellent *Manuel historique de politique étrangère* de M. Emile BOURGEOIS, I, p. 44.



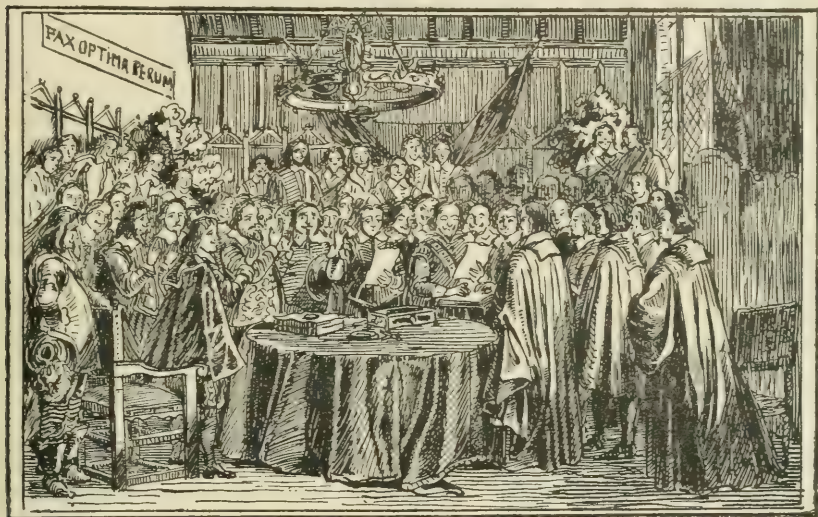
défenses de Mazarin, fait échouer la combinaison. C'est, pour Mazarin, un échec très sensible sur son terrain de prédilection. Son activité diplomatique et militaire n'a cependant pas été stérile ; il gagne Piombino et, dans l'île d'Elbe, Porto-Longone. La France victorieuse fait sa rentrée en Italie.

LES TRAITÉS DE WESTPHALIE Mais l'Espagne tient bon. Raison de plus pour en finir avec l'Empire en profitant de l'éclat de grands succès : victoire de Condé à Lens, qui enlève à l'empereur l'espoir d'un secours espagnol, de Turenne à Zusmarshausen, près d'Augsbourg, prise de Tortose en Catalogne, occupation de la moitié de Prague par les Suédois de Kœnigsmark. L'Allemagne est à bout de forces ; ruinée, saignée aux quatre veines, elle est dans un état de misère matérielle et morale indescriptible. Mazarin s'entend d'abord avec les princes. La Bavière, la Saxe, le Brandebourg posent les armes ; ce sont les princes de l'Empire qui obligent enfin l'empereur à se séparer de l'Espagne pour sauver l'Allemagne. Le traité est conclu à Münster le 24 octobre 1648 et, le même jour, à Osnabrück pour les États protestants, malgré l'opposition du général suédois Wrangel. L'acquisition définitive des Trois-Évêchés, Metz, Toul et Verdun, occupés en fait depuis Henri II, et de Moyenvic, le démantèlement des places fortes de Lorraine qui met le duc, auquel ses États sont rendus, à la merci de la France, enfin et surtout l'acquisition de l'Alsace sont, pour nous, les grands résultats territoriaux de la guerre de Trente ans.

Séparer les deux branches de la maison de Habsbourg, c'est surtout ce succès que les contemporains ont vu dans la réunion à la France de l'Alsace avec, sur la rive droite du Rhin, la tête de pont de Vieux-Brisach et, plus au Nord, garnison dans Philippsbourg. La plaine d'Alsace ou celle du Brisgau c'étaient, dès lors que les Français étaient maîtres des Trois-Évêchés et pouvaient entrer à volonté en Lorraine, les seules routes des Espagnols d'Italie aux Pays-Bas, le point où les forces espagnoles se soudaient à celles de l'Empire. Si on tenait Brisach, on pouvait se passer des quatre villes forestières. D'ailleurs, il est stipulé que la France ne les évacuera pas tant que l'Espagne restera en guerre et n'aura pas reconnu l'annexion de l'Alsace (convention signée à Münster le 28 janvier 1649).

LA RÉUNION DE L'ALSACE L'annexion de l'Alsace est une opération très compliquée. L'Alsace, en 1648, n'est pas une province faisant partie d'un grand État national ; c'est une expression géographique qui désigne le pays entre Vosges et Rhin. C'était alors une mosaïque de terres dépendant de l'Empire à des

titres et à des degrés très divers : les landgraviats de Haute et de Basse-Alsace étaient fiefs des Habsbourg et ne dépendaient que médiatement de l'Empire ; en général un archiduc autrichien était landgrave de Haute-Alsace, un autre de Basse-Alsace et, en même temps, évêque de Strasbourg ; c'est pourquoi Ferdinand III avait fait une telle résistance avant d'en consentir la cession. Les villes impériales d'Alsace (Haguenau, Colmar, Schlestadt, Wissembourg, Landau, Obernai, Rosheim,



LE TRAITÉ DE MÜNSTER
(D'après le tableau de Terburg).

Münster-au-Val-Saint-Grégoire, Kayzersberg, Turckheim) dépendaient au contraire immédiatement de l'empereur, c'est-à-dire, en fait, jouissaient d'une véritable autonomie ; mais le chef de la maison de Habsbourg était héréditairement bailli (landvogt, præfectus) des dix villes. Strasbourg était ville impériale et seigneurie épiscopale et en même temps république municipale gouvernée par son « magistrat » ; l'évêque résidait en général à Saverne, ne s'entendant guère avec la ville. Mulhouse et Montbéliard relèvent du duc de Wurtemberg. Ajoutez une foule de princes souverains, d'abbayes, de villes libres, de fiefs mouvant de la Lorraine ou de divers États d'Allemagne, et vous aurez une idée de la poussière de souverainetés diverses entre lesquelles s'émiettait l'Alsace. Il suffit de regarder

une carte de l'époque pour s'en rendre compte, encore qu'il ne soit pas possible de représenter l'enchevêtrement féodal des territoires et des suzerainetés. Le fait saillant c'est l'esprit particulariste de chaque fragment ; c'est l'attachement aux libertés locales, communales, aux franchises et coutumes de chaque coin de terre. Le maître étant loin et souvent étranger, on ne connaît guère que le débonnaire petit seigneur du pays ou le magistrat de la ville libre. L'Alsace a été le premier pays républicain de France, mais aussi le plus fédéraliste. L'histoire des républiques alsaciennes qui a été écrite par M. Pfister, par M. Louis Batiffol (1), éclaire le caractère de ce grand événement de notre histoire : l'acquisition de l'Alsace, la frontière française portée jusqu'au Rhin.

L'Alsace était un pays prospère, plein d'activité et de vie, ami du bon vin, de la saine gaieté des fêtes de villages et des réunions familiales ; mais, en 1648, c'est un pays ravagé, dépeuplé, ruiné par les armées de toute langue dont les bords du Rhin sont devenus le champ de bataille. Les reîtres de Mansfeld, les Suédois et Allemands de Bernard de Saxe-Weimar, les armées impériales, ravagent tour à tour atrocement les grasses plaines du Rhin. Richelieu et surtout Mazarin ne cessent de recommander à leurs généraux de respecter l'Alsace, mais encore faut-il vivre. Placés sur la grande route du Rhin, les Alsaciens regardent à la fois vers l'Allemagne du Sud avec laquelle ils ont, par la langue, des affinités, et vers la France qui, depuis Charles VII, ne cesse de s'approcher d'eux. Déjà, en 1501, Wimpheling constate et déplore les sympathies françaises des Alsaciens. Granvelle, en 1541, reproche durement à une délégation de Strasbourg les sentiments français de la ville. Durant les guerres contre Charles-Quint, nombreux sont les Alsaciens qui viennent combattre sous la bannière du roi de France. Henri IV cultive des relations amicales avec Strasbourg. La préoccupation des Alsaciens est d'échapper à une emprise trop complète et trop proche de l'Empire et surtout de l'Autriche. Tant que la guerre de Trente ans paraît tourner à l'avantage des Habsbourg et fortifier le pouvoir impérial, les villes d'Alsace regardent vers la cour de France. Il est avantageux, par les temps de crise, d'avoir des amis des deux côtés. Le comte de Salm, administrateur de l'évêché de Strasbourg, demande la protection du roi de France pour Saverne et Haguenau ; le 30 janvier 1634, Haguenau signe avec un officier du maréchal de la Force une convention par laquelle le roi accorde jusqu'à la paix générale sa protection à la ville, qui en échange promet de « jurer le serment et l'hommage convenables » ; de nombreuses cités concluent une convention identique. Après Nord-

(1) *Les Anciennes républiques alsaciennes*. Paris, Flammarion, 1 vol. in-16.

lingen (1634), les Alsaciens, craignant les vengeances impériales, appellent la protection française ; Richelieu ne répond à leurs avances que plusieurs mois plus tard, lorsque la France est entrée en guerre ; il conclut alors avec Colmar le traité de Rueil (3 août 1635) qui est adopté par d'autres villes : « L'Alsace se met en la protection du roi, » écrit le rédacteur du *Mercure françois*. Richelieu, tout d'abord, ne pense pas à réunir l'Alsace à la France ; ce qu'il veut c'est encercler la Lorraine pour l'annexer à la paix, et « acquérir une entrée en Allemagne ». Avec Mazarin, avec le succès, les intentions du gouvernement royal se précisent. L'Alsace sera la « récompense » française pour cette longue guerre. Mazarin écrit aux Alsaciens : « L'inclination que vous avez eue de tout temps pour la France oblige tous les bons Français d'en avoir le ressentiment » (29 août 1643). En 1646, quand les négociations de paix se précisent, la France est en Alsace depuis douze ans, elle a appris à la connaître, elle souhaite de la garder et de reporter sa frontière à l'ancienne limite de la Gaule, le Rhin. Mais demandera-t-elle l'Alsace en toute souveraineté, comme une province nouvelle s'ajoutant à la France, ou bien se contentera-t-elle de se substituer aux droits des Habsbourg, l'Alsace restant membre de l'Empire et le roi de France entrant, du fait de la possession d'une terre d'empire, dans le système impérial ? Mazarin écrit à Le Tellier en 1652 : « Je persiste à croire, comme j'ai toujours fait, qu'il est beaucoup plus avantageux au roy de tenir cette province comme un membre de l'Empire, ainsi que le roy d'Espagne fait de la Franche-Comté, de l'État de Milan et autres pays, que non pas de la posséder sans aucune dépendance ». L'opposition vient de l'empereur lui-même qui ne se soucie guère de voir Louis XIV devenir membre de l'Empire et préfère lui abandonner l'Alsace en toute souveraineté. Les Alsaciens souhaitaient garder leur dépendance nominale à l'égard de l'Empire ; ils avaient fait appel à la France afin de mettre obstacle aux tentatives absolutistes de Ferdinand II, mais ils ne tenaient pas à devenir les sujets du roi de France. Ils s'attachaient, comme la plupart des provinces « réunies », à garder leurs privilèges et franchises. D'ailleurs, si le roi de France devenait membre de l'Empire, avec droit d'être représenté à la diète, quel rang tiendraient ses représentants mandatés par un simple landgrave d'Alsace ? La France pourrait exercer son influence dans l'Empire sans en faire partie. Servien reçut l'ordre de se contenter d'obtenir les droits de la maison d'Autriche sur l'Alsace. Les textes du traité qui consacrent l'entrée de l'Alsace dans la famille française reflètent, d'une part, les hésitations de Mazarin et de ses collaborateurs sur la manière la plus avantageuse d'opérer cette réunion et, d'autre part, les résistances de l'empereur et des princes.

Quoi qu'il en soit, Mazarin et tous les contemporains, des deux côtés du Rhin, ont compris qu'une grande province était cédée à la France, mais aussi que des liens subsistaient entre cette province et l'Empire. Les Alsaciens, d'abord, en profitèrent pour réclamer le maintien de leurs anciennes franchises et, plus tard, les juristes et diplomates allemands pour contester les droits de souveraineté du roi de France. Il faudra, pour apaiser le différend, toute l'habile modération de l'administration française en Alsace et aussi les victoires de Louis XIV, la réunion de Strasbourg, les traités de Nimègue et de Ryswick.

LA SUÈDE La Suède, alliée de la France, victorieuse avec elle, s'installe dans l'Allemagne du Nord, consolide sa suprématie sur la Baltique ; elle devient la première puissance de l'Europe septentrionale ; par les traités d'Osnabrück et de Münster elle acquiert les côtes allemandes de la Baltique, la Poméranie citérieure, une partie de la Poméranie ultérieure avec Stettin, le port de Wismar, les îles de Wollin et Usedom, les évêchés de Brême et de Verden, des places sur le bas Weser, c'est-à-dire les bouches de l'Oder, de l'Elbe et du Weser. Elle règne à peu près sans partage sur la Baltique et réalise des avantages commerciaux considérables. Mais les rêves de Gustave-Adolphe, les ambitions fastueuses d'Oxenstiern se sont évanouis ; la France a aidé la Suède à conquérir la suprématie du Nord, elle n'a pas favorisé ses desseins d'Empire protestant en Allemagne du Nord. Ce que la Prusse a réalisé en 1871, la Suède a cru un instant l'obtenir pendant la guerre de Trente ans. Oxenstiern en 1633, à la diète de Heilbronn, demandait l'archevêché de Mayence et la dignité électoral ; la résistance des princes protestants, Saxe et Brandebourg, la diplomatie de Richelieu et de Mazarin, qui ne renoncèrent jamais à la protection des catholiques allemands, l'empêchèrent de prendre un rôle d'ailleurs au-dessus de ses forces. Le roi de Suède obtient, comme souverain de la Poméranie, trois voix à la diète allemande ; il est, avec la France, garant des « libertés germaniques » inscrites dans les traités de Westphalie, mais il n'a pas réussi à rompre, au profit de la Suède et des protestants, l'équilibre de l'Allemagne que l'empereur vaincu ne pourra plus menacer. C'est donc la politique française qui l'emporte et les prévisions de Richelieu qui se réalisent.

LES LIBERTÉS GERMANIQUES Les « libertés germaniques », c'est tout l'essentiel des traités de Westphalie ; c'est afin de les garantir que la France a voulu une entrée en Allemagne par Brisach et Philippsbourg et la Suède

par la Poméranie et Brême. « Libertés germaniques » ne signifie pas libertés individuelles ou politiques, mais indépendance des princes à l'égard de l'empire romain ; le principe *cujus regio ejus religio*, c'est-à-dire le droit pour les princes ou les villes souveraines d'imposer leur religion à tous leurs sujets, est reconnu par le traité. « Le traité de Westphalie, écrit le duc de Broglie, fut le contraire de l'édit de Nantes (1). » La tentative d'unification politique et religieuse de l'Allemagne par les Habsbourg a échoué ; les princes souverains auront le droit de conclure des alliances avec les États étrangers sans l'agrément de l'empereur, pourvu que ce ne soit pas contre lui. En face de la France, s'étend une Allemagne où se développe le particularisme des princes, des villes et des États et qui, pendant de longues années, sera assez occupée à réparer les désastres d'une des guerres les plus longues et les plus atroces dont l'histoire ait gardé le souvenir. La France a trouvé, sous la forme la plus pratique et la plus solide, sa sécurité. Par les traités de Westphalie, la France et la Suède ont réussi à articuler l'Allemagne à l'Europe : succès capital, et qui n'a jamais été renouvelé.

Mais si le vieil Empire, avec sa constitution archaïque, n'est plus guère qu'un souvenir, des forces vivantes ont grandi : du côté des catholiques c'est la Bavière qui acquiert le Haut-Palatinat et la dignité électoral ; du côté des protestants, c'est le Brandebourg qui s'avance vers l'Ouest en annexant Halberstadt, Minden, Camin ; la Saxe qui reçoit les Lusaces et une partie de l'archevêché de Magdebourg ; un huitième électorat est créé pour le comte Palatin. L'Autriche enfin, qui a supporté le poids de la guerre, n'en sort pas diminuée. Les Habsbourg perdent l'Alsace, très éloignée du centre de leur puissance, mais l'État tchèque, privé de ses institutions, de sa noblesse, de sa langue, reste soumis à l'Autriche. Ce fut, aux congrès de Westphalie, la faute de la France et de la Suède de n'avoir pas stipulé, en même temps que le respect des libertés germaniques, la restitution des libertés tchèques ; l'erreur s'explique par l'ignorance où l'Occident était du conflit historique des Slaves et des Allemands ; on a regardé les guerres hussites comme des guerres religieuses quand c'étaient des luttes nationales. Il ne faut pas d'ailleurs s'y tromper : les traités de Westphalie ont simplifié la carte politique de l'Allemagne en agrandissant les principaux États aux dépens des plus petits ; il reste cependant trois cents États souverains, plus environ quarante mille seigneuries et presque autant de maîtrises d'ordre, d'abbayes, de chapitres ayant tous des immunités et exerçant des juridictions privilégiées. Le morcellement et le particularisme ont

(1) *Frédéric II et Marie-Thérèse*, I, p. 258.

créé en Allemagne des réserves de vitalité qui se sont fait jour au dix-neuvième siècle.

La grande institution par laquelle le Moyen âge a essayé de concrétiser sa pensée politique, l'Empire, n'est plus, après les traités de Westphalie, que l'ombre de lui-même. La papauté, expression vivante de la Chrétienté, subit elle aussi une éclipse ; la Réforme a déchiré la catholicité ; les traités de Westphalie ratifient et codifient les conséquences politiques de la Réforme, paralysent le rayonnement supranational de la papauté et l'excluent en fait du droit international. En 1587, le huguenot La Noue demandait encore au pape de se mettre à la tête d'une grande ligue de la Chrétienté contre le Turc. Urbain VIII garde cet idéal supranational et invoque les intérêts supérieurs de la République chrétienne. La médiation du nonce Fabio Chigi à Münster est un dernier souvenir de ce rôle historique de la papauté ; mais combien timides et humbles sont les instructions du nonce pour sa mission conciliatrice ! Peut-être la papauté n'a-t-elle pas saisi le rôle nouveau qui s'offrait à son activité. Chigi proteste officiellement contre les médiatisations et sécularisations de biens d'Eglise que le traité allait sanctionner et contre le principe que la religion du souverain a seule le droit d'être exercée publiquement et légalement. Innocent X, par une bulle, représente les traités comme préjudiciables à la religion catholique et comme « perpétuellement nuls, vains, invalides, iniques, injustes, condamnés, réprouvés, frivoles, sans force et effet » ; personne n'était tenu de les exécuter même après serment. Ce que les contemporains jugèrent « sans force et effet », ce fut la protestation du pape ; mais elle a trouvé de l'écho à travers les siècles. La plainte d'Innocent X constate l'éclipse de l'idée de droit et d'équité dans la politique européenne. Leibniz dira déjà, et la postérité a ratifié son jugement, tout ce que l'Europe y a perdu. A la conception ancienne de Chrétienté se substitue la notion d'équilibre ; la politique sacrifie tout au bien de l'État ; elle confond, quand l'intérêt de l'État est en jeu, l'équité du partage avec la juste distribution des parts. L'idée « d'Europe », au sens politique du mot, apparaît ; elle est vide de tout contenu idéaliste, de toute idée de justice et de droit. « Il y a deux puissances, écrit à cette époque Henri de Rohan, qui sont comme les deux pôles desquels descendent les influences de paix et de guerre sur les autres États, à savoir les maisons de France et d'Espagne. »

**L'ALLIANCE ANGLAISE, LA CONFÉDÉRATION
DU RHIN ET LA PAIX DES PYRÉNÉES**

La paix de Westphalie sépare l'Empire de l'Espagne, les deux branches de la maison de Habsbourg ; c'est un grand succès pour la France qui

dissout la menaçante coalition qui pressait ses frontières ; mais l'objectif principal, pour la conquête duquel Richelieu s'est jeté dans la mêlée, n'est pas encore atteint. L'Espagne, après avoir habilement séparé les Hollandais de la France, s'est retirée du congrès de Westphalie ; la défaite de Lens ne l'a pas contrainte à la paix. La défection des Hollandais a remis en question les résultats qui semblaient acquis. Il faut un effort encore. Cet effort, la France est en mesure de le donner, elle a repris pied en Italie, elle arrête les passages de troupes d'Italie en Belgique. Cependant la lutte va durer encore onze ans. C'est que la France est en proie à la plus absurde, à la plus criminelle des guerres civiles. Les princes du sang, la haute noblesse, les chefs de l'armée, l'archevêque de Paris, voilà les chefs de la rébellion, comme si c'était une tradition que toute minorité royale, en France, soit occasion de troubles, de pillage et de ripaille. L'argent espagnol ne manque pas dans cette triste folie ; on dirait une médiocre réédition de la Ligue sans les mobiles élevés qui alors ennoblissaient les passions. Ces princes traîtres à la couronne et à la France, ces grandes dames frivoles et dévergondées, ces parlementaires vaniteux et brouillons, font triste figure dans l'histoire en face de l'étranger qui conduit avec tant de maîtrise et de sens national les affaires extérieures.

La France perd ses chefs militaires, ses places fortes avancées, ses conquêtes ; elle revoit l'invasion ; en 1650, l'archiduc Léopold prend Vervins ; on s'élève à Paris. La Catalogne, Dunkerque, Furnes, Gravelines, Mardick, Rocroi, Rethel, Mouzon, Sainte-Menehould et, en Italie, Porto-Longone, Piombino, Casal sont perdus. Turenne, durant quelques mois trop longs pour sa gloire, oublie qu'il est maréchal de France pour marcher contre la cour avec le duc de Bouillon, son frère. Condé, avant de servir dans les armées d'Espagne, appelle les Espagnols en Guyenne, négocie avec les Anglais pour leur livrer la Rochelle ; le gouverneur d'Alsace s'abouche avec les Espagnols pour leur ouvrir Brisach, clef de la province ; celui d'Arras est en marché pour leur vendre la ville. Il faut refaire la guerre, reconquérir, avec Turenne revenu à la raison, les places et les positions perdues. Si jamais la monarchie française eut une occasion favorable pour mettre la main sur les Pays-Bas espagnols, ce fut dans l'éclat de la gloire des traités de Westphalie, après la bataille de Lens. Tel était, nous l'avons vu, l'objectif de Mazarin. Après la Fronde, il est déjà trop tard. L'Angleterre est redevenue, avec Cromwell, une grande puissance active sur mer et sur le continent, et les Provinces-Unies s'opposent aux progrès de la France dans les Flandres. Pour empêcher l'Espagne de terminer la guerre à son avantage et la contraindre à signer une paix avantageuse à la France, deux conditions sont nécessaires : que l'Angleterre ou la Hollande

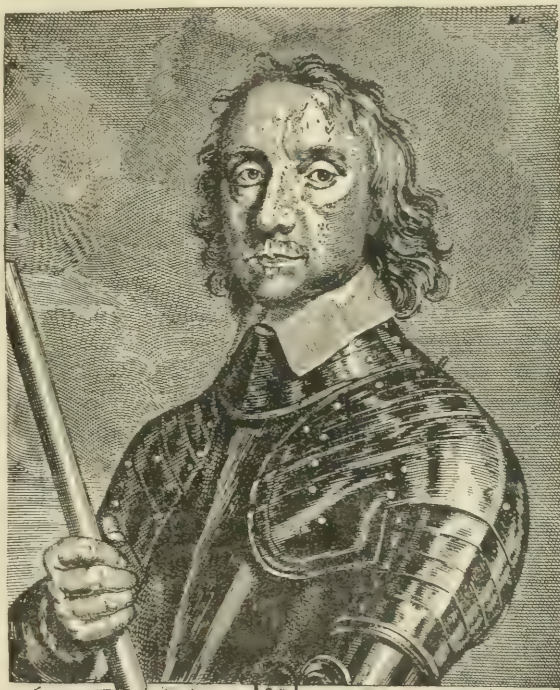
ne soient pas tentées d'aider l'Espagne ; que l'Espagne ne puisse pas recevoir un secours d'Allemagne, c'est-à-dire que l'empereur ne puisse pas reprendre les armes. Il s'agit en un mot d'isoler l'adversaire en gagnant pour soi des alliances : c'est le double objet de la diplomatie de Mazarin.

Si la France rapproche sa frontière du Nord de celle des Provinces-Unies, celles-ci s'émeuvent. La Zélande redoute la concurrence de Dunkerque ; Amsterdam, Rotterdam, Flessingue qui ont exigé, au traité de Münster, des clauses ruineuses pour le commerce d'Anvers, appréhendent de voir la France s'y établir à la place de l'Espagne. Dunkerque est un Calais qui menacerait à la fois l'Angleterre et la Hollande. Si le roi de France veut éviter la guerre avec les Hollandais, il faut qu'il modère ses avantages du côté des Flandres. Mazarin a pensé à un partage des Pays-Bas espagnols avec les Hollandais ou à l'établissement d'une république indépendante des Pays-Bas catholiques en faveur de laquelle il aurait abandonné ses conquêtes. Mais « Messieurs les États » se montraient irréductibles ; ce qu'ils préféreraient, c'était la continuation d'une guerre indéfinie.

Rebuté de ce côté, Mazarin se tourne vers l'Angleterre ; il négocie avec le chef tout-puissant de la révolution, le lord-protecteur Cromwell. L'Angleterre, avec lui, a édicté le fameux *Acte de navigation*, fondement de sa puissance navale et commerciale (9 octobre 1651), vaincu les Hollandais sur mer ; elle se met à la tête des puissances protestantes. La rigide et catholique Espagne, si délicate sur le point d'honneur, a, la première, reconnu la république régicide et lui a envoyé un ambassadeur. Philippe IV espérait le secours de l'Angleterre contre la France ; de fait, l'amiral Blake, en 1652, empêche la flotte de Louis XIV de secourir Dunkerque et saisit des navires français. Ni cet affront, ni le récent passé de Cromwell ne firent hésiter Mazarin. Il expédie à Cromwell le président Antoine de Bordeaux qui, admis le 21 décembre 1652, devant le Parlement de la République d'Angleterre, y tient ce langage, caractéristique du réalisme politique de cette époque : « L'union qui doit être entre les États voisins ne se règle pas sur la forme de leur gouvernement ; c'est pourquoi, encore qu'il ait plu à Dieu, par sa Providence, de changer celle qui était ci-devant établie en ce pays, il ne laisse pas d'y avoir une nécessité de commerce et intelligence entre la France et l'Angleterre ; ce royaume a pu changer de face et de monarchie devenir république, mais la situation des lieux ne change point, les peuples demeurent toujours voisins et intéressés l'un avec l'autre par le commerce ; et les traités qui sont entre les nations n'obligent pas tant les princes que les peuples, puisqu'ils ont comme principal objet leur utilité commune. »

Mazarin eut une idée hardie et heureuse ; il comprit que toute conquête dans

la Flandre maritime lui serait interdite s'il ne s'accommodait avec l'Angleterre en lui abandonnant Dunkerque pour prix de son alliance. C'était risquer gros jeu, réintroduire l'Anglais sur le continent, raviver le souvenir toujours cuisant de Calais, encourir l'impopularité, sans compter le blâme de Saint-Évremond. Il parut à Mazarin que le pouvoir de Cromwell n'était pas aussi fortement établi qu'il en avait l'air et que des crises politiques nouvelles apporteraient un jour à la France l'occasion de compléter ses conquêtes ; un Calais ou un Dunkerque, séparé par la mer de l'Angleterre, enclavé dans le territoire français, doit nécessairement finir par tomber aux mains de la puissance militaire continentale. Sur cette base fut signé le traité d'alliance offensive et défensive de Paris, le 23 mars 1657, « pour contraindre l'Espagne à la paix ». Cromwell avait compris que la supériorité militaire était désormais du côté de la France. Il avait déjà enlevé, en pleine paix, la Jamaïque aux Espagnols ; l'occasion de lâcher contre eux les escadres et les flibustiers de sa marine reconstituée serait toujours populaire en Angleterre. Si l'alliance ne fut pas sans nuages,



OLIVERIVS
ICÆ REIP. PRO-
EXERCITVM DVX
Coenrad Waumans fecit

CROMWEL,
TECTOR. EIVSDEM Q.
GENERALIS. ETC.
Van Meyssens sculpsit

OLIVIER CROMWELL, LORD-PROTECTEUR D'ANGLETERRE
(D'après un portrait de van Meyssens, gravé par Coenrad Waumans).
(Bibliothèque Nationale.)
(Une déchirure de l'original n'a laissé subsister que les dernières lettres
du mot : *Britannica*.)

l'opération fut décisive ; après la commune victoire des Dunes, Turenne conquiert toute la Flandre maritime, l'Espagne est contrainte à la paix.

Elle ne recevra pas de secours de l'Allemagne, la diplomatie française y a pourvu. A la mort de Ferdinand III (2 avril 1657), Mazarin fut tenté de faire élire Louis XIV à l'Empire, ou tout au moins le duc de Bavière, pour séparer l'Espagne de l'Empire ; le moyen eût été radical. François I^{er} l'avait essayé, Henri IV y avait songé ; mais l'élection d'un prince français à l'Empire s'est toujours heurtée à ce fait, supérieur à toutes les combinaisons diplomatiques et dynastiques : c'est qu'il y a une Allemagne et une France et, entre elles, incompatibilité d'humeur. La mission du maréchal de Gramont, assisté de Hugues de Lionne, n'empêcha pas l'élection de l'archiduc Léopold, mais elle fit mieux, elle persuada aux princes allemands « qu'ils avaient intérêt à faire cesser les troubles du Nord, à établir un repos profond en Allemagne » et à se grouper pour la défense des traités de Westphalie. Le nouvel empereur dut s'engager à ne jamais secourir les ennemis de la France et de la Suède. Les princes, catholiques ou protestants, constituèrent la Ligue du Rhin ; la France y adhéra (14 août 1658). Deux forces en Allemagne s'équilibraient, l'empereur d'une part avec les États héréditaires des Habsbourg, les princes d'autre part dont les libertés étaient garanties par le roi de France qui, dans toute l'Europe centrale et septentrionale, faisait figure de puissant médiateur et pacificateur. La sécurité de nos frontières de l'Est était assurée par une entente cordiale avec les princes souverains de l'Empire. La France, après les traités de Westphalie, prit soin d'avoir une politique en Allemagne et s'en trouva bien.

L'Espagne est isolée ; elle ne peut plus se dérober à la paix. Mais quelle paix ? Il est difficile aux hommes de notre époque d'apprécier avec justice l'œuvre du traité des Pyrénées, car la question du mariage de l'infante et du jeune Louis XIV la domine. La postérité s'est demandé, l'histoire en main, si le mariage qui devait apporter à la France la « succession d'Espagne » n'avait pas été plus pernicieux qu'utile aux intérêts nationaux. Mais la France sortait glorieusement d'une guerre plus longue que la guerre de Cent ans, d'une guerre qui, depuis l'avènement de Charles-Quint, n'avait été interrompue en fait que par des trêves plus ou moins longues. Valois et Bourbons avaient fait un formidable effort pour briser le cercle de fer dont la maison de Habsbourg enserrait le domaine national français ; Louis XIV et Mazarin allaient-ils permettre à l'unité brisée de se reconstituer par le mariage du jeune empereur Léopold avec l'infante, sœur et unique héritière du débile Charles II, destiné, croyait-on, à une courte existence sans postérité ? L'infante, dans les idées

du temps, ne pouvait épouser que Léopold ou Louis XIV. La reine et Mazarin voulurent donc le mariage et organisèrent, pour se le faire offrir, le stratagème du voyage de Lyon et du projet de fiançailles avec la princesse Marguerite de Savoie qui servit d'amorce. A Lyon arriva un envoyé de don Louis de Haro, premier ministre, qui offrit la paix et l'infante. On se mit à négocier. Les deux difficultés principales étaient le sort de Condé pour qui Philippe IV, par point d'honneur et par intérêt, exigeait l'amnistie et la réintégration dans ses honneurs et dignités, et la question des renonciations. Si Marie-Thérèse renonçait à tous ses droits au trône d'Espagne en devenant reine de France, le mariage n'était plus, pour Louis XIV, qu'une mauvaise affaire ; si elle n'y renonçait pas, l'Espagne se trouverait bientôt avoir le même roi que la France, ce que les Espagnols n'admettaient pas. Lionne imagina de subordonner la validité de la renonciation au paiement d'une dot de 500 000 écus d'or qu'on savait l'Espagne incapable de payer. Tout le sens du traité tient ainsi dans le fameux « moyennant » sur lequel la diplomatie allait disputer durant un demi-siècle. Mazarin était porté à espérer que toute la succession d'Espagne tomberait bientôt sous l'autorité du roi de France ; en attendant, il exigeait la cession de quelques morceaux nécessaires à l'établissement d'une bonne frontière au Nord et au Midi.

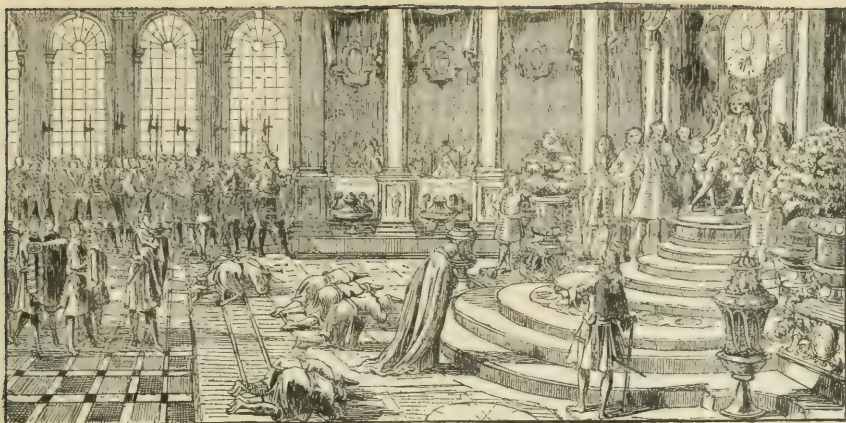
Les préliminaires furent conclus le 4 juin 1659, les négociations se poursuivirent dans l'île des Faisans, sur la Bidassoa, où le traité fut signé le 7 novembre. La France acquérait l'Artois tout entier à l'exception de la pointe qui s'avance vers le Nord avec Aire et Saint-Omer ; dans la Flandre maritime, Gravelines et Bourbourg, Saint-Venant sur la Lys ; dans le Hainaut, Avesnes, Landrecies et le Quesnoy comme rançon de Condé, Philippeville et Marienbourg ; Thionville, Montmédy et Damvillers dans le Luxembourg ; enfin le Roussillon. Le traité reconnaît l'annexion de l'Alsace et l'occupation de la Lorraine. La France abandonne le Portugal, la Catalogne et Naples dont elle avait encouragé les révoltes. Visiblement, la nouvelle frontière du Nord est une frontière d'attente, de sécurité provisoire ; la France occupe des places, marque des positions, pose des jalons.

Dangereuse méthode, en politique, que de trop attendre de l'avenir : « Un tiens vaut, dit-on, mieux que deux tu l'auras. » L'avenir n'allait-il pas aggraver les alarmes de la Hollande, accroître les inquiétudes de l'Angleterre établie à Dunkerque ? Mazarin, qui n'avait pu obtenir l'empire pour Louis XIV, lui ménageait la succession d'Espagne ; mais un tel accroissement de puissance, plus apparent d'ailleurs que réel et en tout cas subordonné aux hasards de l'avenir, n'allait-il pas coaliser l'Europe contre l'hégémonie française ? La politique de Louis XIV

est fondée tout entière sur la poursuite des résultats dont les prémisses ont été posées par Mazarin au traité des Pyrénées : conquête des Pays-Bas espagnols, à laquelle s'opposent la Hollande et l'Angleterre ; réalisation de la succession d'Espagne, contre laquelle l'Europe s'insurge.

L'élan de la monarchie en bataille contre l'Espagne et l'Autriche a été si vigoureux qu'il a imprimé à la politique française une direction qu'elle suivra encore, par la vitesse acquise, lorsqu'elle aura atteint et dépassé le but. Au moment critique de l'histoire où nous sommes arrivés, à cette date de 1660 où Mazarin descend vers la tombe et où le jeune « roi Soleil » monte au zénith, la France rayonne d'un éclat incomparable ; elle apparaît en médiatrice, protectrice, pacificatrice ; elle rétablit, par le traité d'Oliva (3 mai 1660), la paix du Nord et consolide la suprématie de son alliée la Suède sur les rives de la Baltique. Deux grands politiques, très dissemblables, Richelieu et Mazarin, l'ont portée à ce haut degré de gloire et de puissance qui repose surtout sur son unité. Ainsi s'achève, dans la splendeur des fêtes d'un mariage royal qui unit deux couronnes si longtemps ennemies, le duel tragique de la France et de l'Espagne associée à l'Allemagne.





CHAPITRE V

LA POLITIQUE DE LOUIS XIV

I. — LA PÉRIODE D'EXPANSION.

La formation politique de Louis XIV. — Hugues de Lionne. — La politique de prestige. — Les alliances. La diplomatie française dans le Nord. — La France entre l'Angleterre et la Hollande. Paix de Bréda. — L'alliance avec les Suisses. — La guerre des Pays-Bas. Le traité d'Aix-la-Chapelle. — Préparation diplomatique de la guerre de Hollande. — La grande alliance contre la France. — La campagne diplomatique pour la paix. — La paix avec la Hollande. — Les traités de Nimègue. — Louis XIV et Guillaume d'Orange. — Le retournement des alliances. — Les Chambres de réunion et la trêve de Ratisbonne. — Le rayonnement de la puissance française.



PRÈS les traités de Westphalie et des Pyrénées, la France s'épanouit et rayonne dans l'éclat de son triomphe. Les grands succès militaires et diplomatiques marquent de leur sceau toute cette époque qu'ils dominent et façonnent à leur mesure. Durant trois quarts de siècle la France s'était débattue dans les liens du traité de Cateau-Cambrésis, la voici dans l'exaltation des traités de 1648 et de 1659 : c'est le règne de Louis XIV. Le grand roi met en valeur, réussissant d'abord à l'accroître, réduit ensuite à le défendre, le capital de puissance et de force accumulé par

Henri IV, Louis XIII et Mazarin ; mais c'est surtout par la diffusion de la pensée et l'épanouissement de la civilisation française que ce temps est unique et qu'il a laissé dans l'histoire un sillon éblouissant. Pour toute l'Europe, la lumière vient de France, soutenue par la force, multipliée par le prestige d'un roi merveilleusement adapté à sa fonction. Cette France pleine de sève, de jeunesse et de gloire se reconnaît et s'admire dans le jeune dieu de Versailles, beau, élégant, amoureux, mais aussi ponctuel, sérieux, appliqué aux affaires de l'État. Le Louis XIV de 1665 est à la fois une réalité et un symbole.

J. R. Seeley, dans son livre si plein d'aperçus profonds, *la Formation de la politique britannique*, écrit : « On peut dire que 1646, année où Mazarin médite une intervention en Angleterre, est le zénith de cette grande époque de l'histoire de France que l'on peut appeler l'ère des cardinaux. Elle a été trop éclipsée par l'éclat plus apparent que réel de la période suivante. En 1646, l'Italien qui raccourcit son nom pour s'appeler Mazarin avait devant l'Europe une situation semblable à celle de l'autre Italien qui, quand il s'empara du gouvernement de la France, raccourcit aussi son nom pour s'appeler Napoléon... Mais c'est un fait important de l'histoire d'Angleterre, aussi bien que de l'histoire de France, que le déclin de sa fortune, et un déclin temporaire de celle de la France, commencèrent en 1667. » Peut-être une intervention française en Angleterre aurait-elle sauvé Charles I^{er} et modifié le rythme intérieur de l'histoire britannique ; la première Fronde, l'impossibilité d'aboutir rapidement à la paix avec l'Espagne comme le souhaitait Mazarin, arrêtaient ces desseins. La révolution de 1648 est l'origine d'une transformation radicale dans la politique anglaise qui devient plus parlementaire, plus protestante, plus maritime. Le règne de Louis XIV, surtout après l'avènement de Guillaume III en 1688, c'est déjà l'histoire de la rivalité anglo-française pour la suprématie navale. Depuis 1648 jusqu'à 1815, la France est en lutte contre la coalition protestante au service de la suprématie navale de l'Angleterre. Ainsi se vérifie la remarque de Seeley ; elle contient une part de vérité assez large pour qu'il soit utile de la placer en tête de ces pages où nous suivrons Louis XIV dans son effort pour développer les conséquences des traités de Westphalie et des Pyrénées.

LA FORMATION POLITIQUE DE LOUIS XIV

La politique extérieure de Louis XIV, c'est d'abord l'action personnelle du roi lui-même. Diriger les relations avec les États étrangers, c'est la prérogative essentielle de ce « grand métier de roi » dont Louis XIV s'astreint à remplir toutes les fonctions et

auquel il se plaît ; c'est donc celle dont il s'acquittera avec une exactitude particulièrement attentive, à laquelle il prendra le plus vif intérêt. Son instruction et son éducation sont dirigées vers l'art de gouverner les hommes. « Mme de Motteville a raison de dire que ce n'est pas le latin qui est le plus nécessaire aux princes et que la politique est la véritable grammaire qu'ils doivent étudier (1). » Pourquoi regrettera-t-il plus tard de savoir médiocrement le latin et se remettra-t-il à l'apprendre ? Pour lire lui-même les communications diplomatiques rédigées en latin, celles du Saint-Siège notamment. Les pamphlets de la Fronde et ce génial brouillon de Saint-Simon ont vilipendé Mazarin pour la façon dont il a compris son rôle de surintendant de l'éducation royale ; or il s'en est très bien acquitté, puisqu'il s'est appliqué à donner au jeune prince le goût et le sens des affaires. Mazarin a dirigé la formation politique de Louis XIV avec moins d'élévation sans doute, mais avec plus d'esprit pratique, que Fénelon celle du duc de Bourgogne. A seize ans, le roi assiste régulièrement à certaines séances du Conseil, il se rend dans le cabinet de Mazarin pour écouter un rapport de secrétaire d'État. Le ministre parti, le cardinal donne encore à son royal disciple, merveilleusement attentif, des explications « sur d'autres affaires plus secrètes ». « Quand il vient au conseil, dit Mazarin à l'abbé de Beaumont, il me fait cent questions sur la chose dont il s'agit. » Un entretien politique sur des données concrètes avec un maître de la taille de Mazarin, c'est tout de même autre chose comme formation, pour un prince de seize ans, qu'une version latine. Le jeune roi lisait d'ailleurs ce qu'il fallait, notamment la vie de son grand-père Henri IV. « Pendant la vie du cardinal, dit Colbert, il ne s'était passé aucune affaire de conséquence dont il n'eût été amplement informé. » Mazarin, dans sa correspondance avec la reine, se montre préoccupé d'éveiller l'intelligence, de former le jugement du jeune homme. Renoncer à Marie Mancini, c'est-à-dire préférer la politique à l'amour, voilà une expérience singulièrement éducative ; la résolution du roi donne au cardinal « une extrême joie ». Le jeune prince aime à interroger ceux qui savent, ceux qui ont vu, qui ont voyagé. Il savoure le plaisir d'être informé de ce que les autres ignorent. Il a appris de Mazarin à goûter cette jouissance profonde du maniement des hommes et des grandes affaires à quoi se reconnaissent les âmes prédisposées au gouvernement des peuples. Marc-Aurèle, dans la sincérité de son orgueil, nous apprend de quels maîtres il tient ses vertus ; si Louis XIV avait composé un *Εἰς ἑαυτὸν* il aurait pu inscrire en tête : « De Mazarin, mon maître, le goût et le sens de la politique. »

(1) LACOUR-GAYET, *l'Éducation politique de Louis XIV*, p. 72.

Louis XIV a le jugement naturellement juste, l'esprit pondéré, sans la promptitude d'intuition et de résolution de son aïeul Henri IV, mais avec l'application régulière et tenace de son autre grand-père, le paperassier Philippe II. Il est le fils d'Anne d'Autriche comme saint Louis est le fils de Blanche de Castille. S'il étonne les premiers ambassadeurs qui ont affaire directement à lui et qui attribuent sa connaissance des affaires à « une espèce de miracle », c'est qu'il a appris la politique, c'est qu'il a aimé à l'apprendre et qu'il continue à l'étudier avec bonheur : au vrai, c'est là son unique et véritable amour ; la passion pour la gloire en est l'achèvement. Ce qui lui est naturel c'est, dans les audiences accordées à des diplomates, dans les réceptions de princes ou d'hommes d'État étrangers, l'incomparable majesté jointe à l'infinie bonne grâce de son accueil, l'air de sérénité grave qui émane de sa personne et qui impose le respect aux plus hardis, la séduction de sa parole et l'élégance de ses manières qui attirent et retiennent, en un mot cette grandeur simple et vraiment royale dont est fait son prestige.

HUGUES DE LIONNE Richelieu avait légué Mazarin à la régente, Mazarin lègue à la France un roi qui sait et pratique lui-même l'art de régner, et à Louis XIV une pléiade de secrétaires d'État et de diplomates expérimentés. Ainsi, de Henri IV à Louis XIV, une seule solution de continuité, de 1610 à 1624, dans la lignée des grands politiques et dans la tradition diplomatique. Les ministres vraiment supérieurs sont ceux qui savent former des collaborateurs et obtenir de leurs services le meilleur rendement. Mazarin laisse à Louis XIV, comme secrétaire d'État chargé des relations extérieures, Brienne et surtout, pour les grands emplois diplomatiques, Hugues de Lionne qu'il avait rencontré en Italie et apprécié dès 1641. A la mort du cardinal, Brienne avait le département des Affaires étrangères, mais le jeune roi lui prescrit d'agir de concert avec Lionne et d'écrire aux ambassadeurs « tout ce qu'il vous dira ou mandera de ma part ». Il a, depuis 1659, le titre de secrétaire d'État, mais il ne devient titulaire des Affaires étrangères qu'après la démission des Brienne père et fils le 20 avril 1663. Nourri dans le sérail, Lionne possède le clavier des grandes affaires ; il est le véritable continuateur de Mazarin, avec une plume plus abondante et moins d'habile silence. Il a vu les trois grands théâtres de la politique, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne ; il a manœuvré, à Rome, le conclave qui, après la mort d'Innocent X, fit de Fabio Chigi le pape Alexandre VII. Neveu d'Abel Servien, il est, à Paris, le collaborateur immédiat de Mazarin pour les négociations de Westphalie ; le fameux « moyen-nant » qui annule les renonciations de Marie-Thérèse est sa trouvaille. Il a mené,



HUGUES DE LIONNE
(D'après le portrait gravé par de la Roussière). (Bibliothèque Nationale.)

avec le maréchal de Gramont, les négociations pour la Ligue du Rhin. Dans l'ombre de Mazarin et de Louis XIV, sa figure s'estompe, mais son rôle a été certainement plus important qu'on ne le dit. Il est mêlé à toutes les grandes négociations ; il est surtout l'homme du mariage espagnol et de la succession d'Espagne qui remplit tout le règne. Il apparaît laborieux, souple, plein de ressources, possédant non seulement la connaissance des affaires mais l'imagination qui trouve les solutions et l'autorité qui les impose ; il est le premier en date et le plus remarquable des « grands commis » aux Affaires étrangères de Louis XIV. Pour le roi et pour la France, il est mort trop tôt, le 1^{er} septembre 1671, à soixante ans.

L A POLITIQUE DE PRESTIGE Le *prestige* : ce mot résume toute une politique. Un jeune roi impatient de se signaler et passionné pour les affaires diplomatiques, un ministre expérimenté, des diplomates formés à l'école de Mazarin donnent, dès les premiers mois du gouvernement personnel de Louis XIV, une vive impulsion aux négociations. Ces hommes de tradition appliquent le conseil de Richelieu : négocier partout, négocier constamment. De quoi s'agit-il ? Du maintien et de l'exécution des grands traités qui ont fondé en Europe la suprématie de la France et de la Suède, traités de Westphalie, des Pyrénées, d'Oliva. A un nouveau règne conviennent des manifestations de vigueur et d'énergie qui en imposent aux étrangers et avertissent l'opinion. La victoire et les traités ont donné à Louis XIV la prééminence en Europe ; il saisit l'occasion de l'affirmer. Quelque chose est changé : le premier rang n'appartient plus à l'Espagne, ni à l'empereur, mais au roi de France. Il rappelle, non sans hauteur, à la réalité ceux qui seraient tentés de l'oublier. Le comte de Watteville, ambassadeur d'Espagne à Londres, ayant prétendu faire passer son carrosse devant celui du comte d'Estrades, ambassadeur de Louis XIV, et une rixe grave s'en étant suivie, le roi exige non seulement des satisfactions mais des garanties pour l'avenir ; il faut que le roi d'Espagne, sous peine de s'entendre déclarer la guerre, enjoigne à ses représentants dans tous les pays de ne jamais « concourir » avec les représentants du roi de France. L'Europe est avertie ; il ne lui est pas permis d'ignorer qui est sorti vainqueur du grand duel contre la maison de Habsbourg. — Sur mer non plus le pavillon français ne s'incline devant aucun autre. Sully, envoyé en Angleterre comme ambassadeur par Henri IV, avait dû se résigner, devant une brutale menace, à saluer le pavillon de l'amiral britannique ; depuis lors ce précédent fait loi et l'Angleterre en réclame le respect comme un droit : il n'en sera plus ainsi. Louis XIV le fait signifier à Charles II ;

désormais les deux pavillons seront égaux. — A Rome, centre de la Chrétienté, le roi Très Chrétien entend également être respecté : l'affaire de la garde corse met aux prises le pape Alexandre VII et le maréchal d'Estrées, ambassadeur de France ; il faut que le pape, menacé d'une invasion dans ses États, envoie à Paris son neveu, le cardinal Chigi, comme légat spécial, présenter en grande pompe à Louis XIV les regrets du gouvernement pontifical. Le roi soutient la religion mais, sur le terrain politique, à lui appartient la primauté, puisqu'il a vaincu l'empereur et l'Espagne et qu'il protège les Allemands.

De fait, comme Charlemagne, Louis XIV remplit les fonctions impériales dont l'essentielle est de défendre l'Europe chrétienne contre le Turc qui, avec les grands vizirs Keupriliü, redevient redoutable. Mazarin envoie le duc de Beaufort secourir les Vénitiens assiégés à Candie ; un corps français, sous les ordres de Coligny, prend une part très efficace à la bataille de Saint-Gothard, sur le Raab, où les janissaires sont mis en déroute. Les escadres françaises poursuivent sur les côtes d'Afrique, dans l'Archipel, les pirates barbaresques, fléau toujours renaissant de la Méditerranée ; le commerce de Marseille en bénéficie et les populations s'habituent à voir en Louis XIV le vrai successeur de Charles-Quint, étendant au loin sa protection et le renom de sa puissance. Naturellement, il est difficile de mener de front cette politique avec l'alliance turque : la mission de La Haye-Vantelet auprès du Sultan, en 1665, n'aboutit qu'à un rapprochement sans résultat pratique. La France n'a plus besoin, comme au temps du roi François, de l'alliance turque pour sauver son indépendance ; elle aspire à prendre la direction de la Chrétienté. Mazarin a songé à faire élire Louis XIV empereur. Le roi s'applique à devenir empereur de fait, c'est-à-dire arbitre de l'Europe et protecteur de la Chrétienté.

L ES ALLIANCES. — LA DIPLOMATIE FRANÇAISE DANS LE NORD

La diplomatie française se propose deux objets, d'ailleurs étroitement associés ; maintien et développement, dans l'Europe centrale, des traités de Westphalie ; réalisation de la succession d'Espagne et d'abord avancements d'hoirie, disons plus clairement, conquête des Pays-Bas espagnols et de la Franche-Comté.

Pour la stabilité de l'Europe centrale, la grande affaire c'est la paix du Nord et l'alliance suédoise. La Suède devient en quelque sorte, à la solde de la France, le gendarme de l'Allemagne du Nord ; mais pour qu'elle joue son rôle, il ne faut pas qu'elle ait querelle avec ses voisins de Danemark, de Pologne, de Moscovie ; la diplomatie française s'emploie à former autour de la Baltique un faisceau solide pour la stabilisation de la paix et l'exécution des traités. C'est d'abord, en 1661,

le traité de Fontainebleau avec la Suède : alliance pour le maintien du *statu quo* et pour la liberté du commerce ; la France donnera de gros subsides à la Suède qui enverra des troupes en Pologne pour faciliter l'élection du prince de Condé ou du duc d'Enghien au trône de ce pays. Avec le Danemark, dans l'été de 1663, un traité de commerce et un traité d'alliance, renouvelant celui de 1645, sont signés : le Danemark, lui aussi, coopérera au maintien des traités de Westphalie, il prendra au besoin les armes pourvu qu'il reçoive un subside. La mission du chevalier Terlon en Danemark et en Suède (en 1665) a pour objet d'aboutir à une triple alliance : France, Suède, Danemark. Il s'agit, d'une part, d'arrêter les progrès de l'influence anglaise et hollandaise dans les pays du Nord et, d'autre part, d'assurer l'intégrité de la Pologne et la stabilité des frontières fixées à Oliva. Les instructions à Terlon lui prescrivent d'empêcher l'élection en Pologne d'un candidat que n'agréeraient pas la France et la Suède et prévoient le cas où l'empereur chercherait à se faire élire ou à partager ce royaume avec l'électeur de Brandebourg et le tsar de Moscovie. Lionne voit loin et juste.

L A FRANCE ENTRE L'ANGLETERRE ET LA HOLLANDE. PAIX DE BRÉDA

Afin de réaliser ses desseins sur les Pays-Bas espagnols, Louis XIV doit écarter deux obstacles : la Hollande, l'Angleterre, hostiles l'une et l'autre pour les mêmes raisons. Plusieurs combinaisons se présentent : alliance hollandaise ou alliance anglaise ? En Hollande, c'est le parti républicain, celui des protestants modérés qui l'emporte, avec le grand pensionnaire Jean de Witt, sur la maison d'Orange-Nassau représentée par un enfant, le prince Guillaume. Charles II restauré a besoin de l'argent de France ; il vient de vendre Dunkerque à Louis XIV pour cinq millions, justifiant ainsi l'opération hardie de Mazarin ; avec lui on pourra toujours s'arranger : Louis XIV se prononce donc pour l'alliance hollandaise ; elle est signée par le comte d'Estrades le 27 avril 1662. La France garantit à la Hollande la sécurité des pêcheries, source de sa fortune, moyennant des assurances de neutralité en cas de guerre avec l'Espagne pour les Pays-Bas. Mais ces accointances françaises, exploitées par le parti d'Orange, compromettent Jean de Witt et la politique républicaine, comme elles compromettent Charles II et la politique monarchique. Une opposition calviniste irréductible se forme des deux côtés de la mer du Nord contre la politique française. Lorsque les deux pays seront associés, en 1688, par le lien d'un même souverain, l'expansion française sera arrêtée. A Waterloo, Wellington sera dans l'un des carrés et le prince d'Orange dans le carré voisin. Telles sont, en politique, les conséquences d'une option.

Le 14 mars 1665, la guerre éclate entre les deux puissances maritimes et coloniales. Le prétexte est un litige à propos de quelques forts sur les côtes de Guinée, tant les questions commerciales tiennent déjà en Europe une place importante. Que fera Louis XIV ? Il s'était lié à la Hollande en 1662, mais en gardant des relations amicales avec l'Angleterre. Les États-généraux se réclament de l'alliance. Lionne, conformément à l'avis d'Estrades, cherche longtemps à éviter de s'engager à fond. Cependant, Louis XIV est obligé de suivre son alliance. Après que Ruyter, forçant l'entrée de la Tamise, eut jeté l'alarme dans Londres, la médiation de la Suède, suscitée par Louis XIV, est accueillie et amène la paix de Bréda qui ne satisfait ni les Orangistes de Hollande ni les parlementaires d'Angleterre (31 juillet 1667). La paix de Bréda a fait peu de bruit dans notre histoire ; avec la défection des Hollandais en 1648, elle est cependant l'origine de très grands événements qui ne furent pas à l'avantage de la France. Le mariage de Monsieur, frère du roi, avec Henriette, sœur de Charles II, vint bientôt après manifester que l'entente des deux cours restait, malgré tout, le fondement de leur politique.

L'ALLIANCE AVEC LES SUISSES Entre temps, Louis XIV, réalisant pour la Franche-Comté ce qu'il avait tenté avec la Hollande pour les Pays-Bas espagnols, renouvelle solennellement avec les cantons suisses l'alliance de 1658 qui elle-même renouvelait les traités de François I^{er}, Charles IX, Henri IV (18 novembre 1663) ; l'alliance devait durer toute la vie du roi, de son fils et huit années encore après. Fêtés, flattés, séduits par les attentions du jeune monarque, subjugués par son ascendant, les Suisses s'en retournèrent conquis. Par un hasard presque sans exemple, les serments prêtés ce jour-là ne furent pas vains : l'alliance dura autant que la monarchie. Avec le duc de Lorraine, des négociations difficiles traînèrent longtemps ; le roi crut un moment mettre la main sur l'héritage du duché qu'il rendit finalement en gardant Marsal.

LA GUERRE DES PAYS-BAS. LE TRAITÉ D'AIX-IA-CHAPELLE Le simulacre de guerre avec l'Angleterre n'est pas terminé que déjà Louis XIV envahit les Pays-Bas espagnols. C'est, depuis Henri IV, la grande affaire de la politique française ; c'est l'objectif constant de Louis XIV hérité de Richelieu et de Mazarin. Le succès mettrait Paris plus loin de la frontière et ferait disparaître cette perpétuelle menace du Nord qui s'ajoute à celle du Rhin : problème de sécurité. Richelieu avait tenté d'organiser les Pays-Bas espagnols en provinces autonomes et

neutres ; Mazarin avait préparé leur réunion à la France : pendant deux siècles, l'Europe va se battre pour la Belgique. L'occasion n'a jamais été plus favorable pour la monarchie française : en Europe, nul souverain n'est comparable à Louis XIV, nulle armée, depuis Rocroi et Lens, à ses armées ; après les traités de Westphalie et des Pyrénées, nul royaume n'est plus sain et n'a plus de ressources de toute nature ; nulle puissance n'est, à cette heure critique, de taille à se mettre en travers des ambitions françaises dans la mesure où elles sont justifiées. L'expérience de l'histoire prouve que, si les Pays-Bas catholiques avaient été réunis à la France vers 1665, ils seraient aujourd'hui aussi français que le sont les populations de Lille, de Cambrai, de Dunkerque ou de Besançon. Pour Mazarin, comme pour Louis XIV et Lionne, la paix des Pyrénées n'est pas le dernier mot de la lutte ; les dépouilles de l'Espagne affaiblie sont trop tentantes, les frontières du Nord et de l'Est trop mal dessinées. Personne, en Espagne, pas plus qu'en France ou ailleurs, ne crut que le traité des Pyrénées mettrait fin à la lutte pour les Pays-Bas. Mais Louis XIV attendrait-il l'heure de faire valoir les droits de la reine à la succession de toute la monarchie espagnole, ou bien mettrait-il d'abord la main sur les morceaux à sa portée ? Il n'y a pas de doute que, si le gouvernement espagnol, à la mort de Philippe IV, avait organisé les Pays-Bas en province autonome ou même les avait cédés à Louis XIV en échange de quelques avantages matériels, l'Espagne aurait été moins affaiblie et épuisée..., mais les peuples ne vivent pas seulement de pain.

Jamais, depuis le traité et le mariage, Louis XIV n'avait essayé de gagner la confiance de son beau-père, de se faire l'ami, le tuteur de cette monarchie qui s'en allait par lambeaux. Pour aboutir au traité des Pyrénées, Mazarin avait abandonné le Portugal, accepté qu'il ne fût pas compris dans la paix, promis de ne plus lui fournir de subside ni de secours. A peine Louis XIV eut-il pris la direction de ses affaires que la question se posait de nouveau ; le Conseil fut d'avis que le roi n'était pas tenu d'observer toutes les clauses d'un traité auquel l'Espagne ne se faisait pas faute de contrevenir ; le baron de Saint-Romain, ambassadeur de France, fut autorisé à promettre l'aide française si le Portugal continuait la guerre. Le roi choisit, à cause de son origine étrangère, Schomberg pour l'envoyer à Lisbonne avec 80 officiers et 400 vieux soldats pour servir de cadres aux troupes de la reine Louise de Gusman, tutrice d'Alphonse VI. De son côté, Charles II d'Angleterre épousait l'infante de Portugal, tandis que la cour d'Espagne s'obstinait sans succès à poursuivre, pour l'unité de la péninsule, une guerre ruineuse. Aussitôt après la mort de Philippe IV, le baron de Saint-Romain conclut avec le Portugal

une alliance offensive et défensive (18 février 1667). L'affaire de Portugal était décisive : l'Espagne restait l'ennemi principal de la monarchie française.

Philippe IV mourut le 14 septembre 1666, ne laissant pour successeur qu'un enfant si chétif qu'à cinq ans il tétait encore sa nourrice. La régente Marie d'Autriche écoutait surtout les conseils du Père Nithard, son confesseur, un Allemand, ancien officier de cavalerie devenu jésuite. Aussitôt, les juristes de la couronne de France se mirent à l'œuvre ; ils découvrirent, dans les coutumiers de diverses provinces des Pays-Bas, des pratiques successorales dont ils firent état pour réclamer la plus grosse part des Pays-Bas. Ils soutenaient, dans le volumineux *Traité des droits de la reine* qui fut envoyé à la cour d'Espagne, qu'en vertu d'un droit dit de dévolution, Marie-Thérèse aurait dû, dès la mort de sa mère, recevoir la nue propriété des fiefs qui reconnaissaient cette coutume, l'époux survivant (en l'espèce son père) n'en gardant que l'usufruit. On ne se faisait guère illusion, à Paris, sur la valeur de ces arguments juridiques ; il s'agissait ou d'amener la cour d'Espagne à admettre la réalité des renonciations de la reine en reconnaissant une valeur au droit de dévolution, ou d'établir, en prenant possession de l'héritage, que la cour de France n'attribuait aucune valeur à ces renonciations. Le roi se décida donc, sans déclaration de guerre, — puisqu'il ne s'agissait que d'occuper un territoire qui était censé appartenir à la reine, — à se garnir les mains. Il lança un manifeste où il était dit : « Nous prétendons entretenir très religieusement la paix, mais nous tâcherons d'entrer en possession de ce qui nous est usurpé. »

Cependant, toute opération partielle ne pouvait être que dangereuse en amenant contre la France les oppositions toujours en éveil. Le moment paraissait favorable pour profiter de la supériorité de l'armée française, du dénûment où se débattait le marquis de Castel Rodrigo, gouverneur des Pays-Bas espagnols, et de la position diplomatique dominante que Lionne s'était assurée, pour marcher sur Bruxelles et mettre rapidement la main sur toutes les places importantes. Le roi préférait la guerre de sièges, lente et sûre ; il s'y appliquait avec passion, désirant à tout prix devenir capable de diriger ses armées. Cette stratégie répondait à son besoin d'exactitude, de circonspection, en même temps qu'à son penchant pour les entrées triomphales et tout ce qui grandissait sa gloire personnelle. Le roi et Turenne firent capituler en peu de jours Charleroi, Bergues, Saint-Vinox, Tournai, Douai, le fort de Scarpe, Courtrai, Audenarde, Alost, Dendermonde, Lille ; puis, en février 1668, M. le prince fit en quelques jours la conquête de la Franche-Comté. Mais déjà la réaction inévitable s'organise ; un diplomate franc-comtois, Lisola, ambassadeur d'Espagne à Londres, publie, en réponse au

Traité des droits de la reine, un violent pamphlet, le *Bouclier d'État et de justice*. Jean de Witt, effrayé des progrès français, offre d'assurer au roi une part des Pays-Bas et la Comté, pourvu qu'il s'engage à ne pas toucher au surplus. Ainsi les Hollandais se préoccupent moins de protester contre l'usurpation de Louis XIV que d'en fixer la limite et surtout de se réserver leur part. C'est déjà le système de la barrière, c'est-à-dire l'occupation, dans les Pays-Bas espagnols, de places fortes servant de défenses avancées aux Provinces-Unies. En Angleterre, l'avance des Français dans les Flandres produit la réaction accoutumée ; le marquis de Ruigny écrit à Lionne le 19 septembre 1667 : « Le duc de Buckingham assure que toute l'Angleterre est contre la France par une furieuse jalousie qu'elle a conçue de la puissance du roi ; il voit tout d'un coup la perte des dix-sept provinces et ensuite la leur qui lui paraît infaillible. Il en est persuadé comme les autres et il est vrai que c'est l'esprit général de tout ce pays-ci. » Charles II veut l'alliance, l'opinion souhaite la guerre. Buckingham et Arlington, les nouveaux favoris, acceptent l'alliance mais réclament pour l'Angleterre Ostende et Nieuport ; le roi de France, disent-ils, qui a donné Dunkerque à un usurpateur, ne peut moins faire pour un roi légitime ; l'alliance n'est acceptable que si elle rapporte quelque chose. Louis XIV refuse de se prêter à la combinaison. Le chevalier Temple, ambassadeur d'Angleterre à La Haye, négocie avec Witt une intervention médiatrice ; l'aristocratie dirigeante de Stockholm, grassement subventionnée, adhère à la combinaison. Ainsi est signée, le 13 janvier 1668, la Triple-Alliance de La Haye. Les parties contractantes s'engagent à s'opposer à ce que jamais le roi de France ne puisse recueillir la succession d'Espagne et, pour le moment, elles se préparent, d'après le système de Jean de Witt, à lui imposer la paix.

La diplomatie et les armées françaises ont deux ripostes magistrales : la conquête de la Franche-Comté en février et le traité dit de Grémonville, avec l'empereur, le 19 janvier. Le chevalier de Grémonville, ambassadeur à Vienne, a très habilement conduit cette intrigue ; il obtient de Léopold la reconnaissance des droits de la reine de France sur la succession d'Espagne, pourvu que le roi se bornât à revendiquer les Pays-Bas, la Franche-Comté, la Navarre, Rosas, les présides d'Afrique, les Deux-Siciles, les Philippines. En attendant, il gardera ses conquêtes aux Pays-Bas. Ainsi, au moment où la Triple-Alliance dénie au roi de France tout droit sur la succession d'Espagne, le chef de l'autre branche de la maison de Habsbourg la partage avec Louis XIV. Les conséquences de ce succès furent peut-être funestes, car elles disposèrent le roi et Lionne à desserrer leur étreinte, à renoncer pour le moment à étendre leurs conquêtes dans l'attente de l'heure où la succession s'ouvri-

rait et serait partagée dans les conditions prévues dans le traité de Grémonville. Dès lors la Triple-Alliance peut proposer sa médiation ; elle offre au roi de France et au roi d'Espagne le choix entre trois solutions : la France garderait ses conquêtes aux Pays-Bas en rendant la Comté, ou bien elle garderait la Comté, ou le Luxembourg, avec, dans les deux cas, quelques places sur la frontière du Nord. Si l'Espagne n'accepte pas l'une des solutions, les confédérés de La Haye se joindront à Louis XIV pour l'y contraindre, de même qu'ils s'uniront à l'Espagne contre lui s'il se dérobe à l'une des alternatives. En attendant, les Hollandais commencent à occuper des places espagnoles. La réponse du marquis de Castel-Rodrigo surprend les confédérés ; il choisit d'abandonner aux Français leurs conquêtes de 1667. Cette décision s'inspire d'une vue politique juste : l'avance des Français dans les Flandres brouillera la France et la Hollande et celle-ci est mieux placée que l'Espagne pour défendre efficacement ce qui restera des Pays-Bas ; personne au contraire ne viendrait aider l'Espagne à défendre la Comté ou le Luxembourg. Louis XIV avait lui-même, dès le 15 avril, accepté, par la convention de Saint-Germain, l'une des trois solutions. Il reçoit donc, par le traité d'Aix-la-Chapelle (2 mai 1668), un chapelet de places fortes échelonnées le long de la frontière du Nord ; chacune d'elles lui ouvre les avenues d'une pénétration à venir dans les Pays-Bas ; Bergues et Furnes c'est la Flandre maritime, Charleroi tient la Sambre et permet d'attaquer Namur ou Bruxelles, Tournai et Audenarde maîtrisent l'Escaut et menacent Gand, Armentières commande la Lys, Dyle la Deule, Douai la Scarpe, Binch la Haine, Ath la haute Dender. Cambrai, Valenciennes, Mons, Ypres, Aire et Saint-Omer ne sont plus que des enclaves espagnoles isolées en territoire français. L'Espagne, de son côté, remporte un succès dans la péninsule ; Alphonse VI a été renversé le 13 février 1668 et le Portugal a fait la paix.

Le traité d'Aix-la-Chapelle est avantageux pour Louis XIV ; mais, pour la première fois, une coalition s'est dressée en face de la France qui, en définitive, a cédé et qui, par là, invite ses adversaires à renouveler la manœuvre. Cette première triplique n'était ni très solide, ni très redoutable. Louis XIV, après l'in vraisemblable succès diplomatique de Grémonville à Vienne, n'avait qu'à pousser de l'avant, comme les chefs de ses armées le lui demandaient, à achever la conquête des Pays-Bas et à garder la Comté. Se fiant à son entente avec l'empereur, il crut plus habile d'attendre, de préparer l'isolement diplomatique de la Hollande et de ne réaliser l'annexion des Pays-Bas espagnols que par l'abaissement de la seule force qui osât se dresser devant lui, les Provinces-Unies. Mais les Provinces-Unies représentaient une grande puissance financière et une grande puissance d'opinion.

PRÉPARATION DIPLOMATIQUE DE LA GUERRE DE
HOLLANDE. L'ISOLEMENT DES PROVINCES-UNIES

Les moyens diplomatiques ne sont efficaces qu'à la condition de ne leur attribuer qu'une vertu relative. On n'incline la volonté des chefs d'État que dans le sens où les entraînent les intérêts permanents des peuples. La campagne diplomatique destinée à préparer la guerre contre la Hollande, qui fut la dernière de Hugues de Lionne, passe à bon droit pour un chef-d'œuvre de dextérité ; mais elle allait si évidemment contre les intérêts aussi bien que contre les inclinations des peuples qu'elle ne pouvait manquer de réserver des surprises à ceux qui la conduisirent. L'éclat que la France de Louis XIV jetait au dehors, les desseins de conquête que l'on attribuait au roi, offusquaient les autres princes et les républiques ; on était inquiet de voir, comme disait le chevalier Temple, « cette grande comète, qui s'est levée rapidement, le roi de France, qui veut être non seulement contemplé mais admiré par le monde entier. » La Triple Alliance de La Haye, tout en accordant une satisfaction à Louis XIV, lui interdisait la réalisation de ses desseins ; il s'agissait donc de dissoudre cette association, dont les membres s'entendaient contre Louis XIV mais se combattaient pour la domination des mers et le commerce. Les « Hautes Puissances » de La Haye avaient fait tort à tous les autres États : Brandebourg, Suède, Angleterre, Espagne, Portugal, France ; il était donc possible de grouper contre elles un syndicat de rancunes ; mais, du jour où elles seraient gravement menacées par la France, un syndicat d'inquiétudes surgirait pour arrêter Louis XIV : c'est toute l'histoire des négociations qui précèdent la guerre de Hollande et de cette guerre elle-même. C'est la répétition des mêmes actions et réactions. Ce qu'il faut noter, c'est l'activité toujours en éveil de la diplomatie française, son absence de scrupules, l'emploi intense de la corruption par l'argent : en Allemagne surtout, princes souverains et ministres se vendent et se revendent à beaux deniers comptants ; souvent ils touchent des deux mains, quittes à n'agir finalement que d'après leur intérêt et selon le succès.

Lionne se met donc en campagne. Charles II avait besoin de l'argent de France et le peuple anglais ne demandait pas mieux que d'assister à la ruine des Hollandais, ses rivaux sur mer. Colbert de Croissy, ambassadeur à Londres, put ainsi travailler à détacher l'Angleterre de la Hollande. Mazarin avait naguère cédé Dunkerque à Cromwell sur les dépouilles de l'Espagne ; Lionne, cette fois, offrait l'île de Walcheren avec Flessingue et Middelbourg, les îles de Goeree et de Voorne, l'Écluse et Cadsand, c'est-à-dire les bouches de l'Escaut. La sœur de Charles II, Henriette d'Angleterre, Madame, passa le détroit pour décider son

frère ; ce fut le traité de Douvres (1^{er} juin 1670). L'Angleterre recevait un subside annuel de 3 millions de livres, fournirait 6 000 hommes et 50 vaisseaux en cas de guerre contre la Hollande. La succession d'Espagne ne serait réglée que d'un commun accord. Des clauses secrètes, qui altéraient profondément le caractère du traité patent, indiquaient que le roi de France aiderait son cousin à rétablir le catholicisme en Angleterre.

Grémonville à Vienne, la diplomatie française en Allemagne reprennent leur travail. Il s'agit d'assurer la neutralité des États allemands quand on attaquera la Hollande et d'empêcher l'Espagne de rétablir les communications entre l'Italie et les Pays-Bas. Le duc de Lorraine, Charles III, ne cessait d'intriguer contre la France et laissait passer les troupes espagnoles par ses États à l'instigation de la cour impériale. Louis XIV réoccupe la Lorraine. L'empereur, sans vergogne, demande des subsides, promettant de rester neutre. En Allemagne du Nord, le personnage important est le margrave Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, duc souverain de Prusse, seigneur de Clèves sur la rive gauche du Rhin, à proximité du territoire des Provinces-Unies dont, en 1666, il s'était fait l'allié. Le Hohenzollern touchait de toutes mains et fortifiait son armée ; Vaubrun conclut avec lui le traité de Cologne-sur-Sprée (31 décembre 1669) : l'électeur s'oblige, moyennant un subside annuel de 40 000 écus d'or, à quitter le parti de la Hollande et, en cas d'ouverture de la succession d'Espagne, à aider Louis XIV moyennant la cession de la Gueldre espagnole. L'électeur de Trêves empêchera nos ennemis de passer par son pont de Coblenz. L'Électeur palatin entre dans la clientèle française et sa sœur devient, à la cour de Versailles, la seconde Madame. Tous, petits ou grands, reçoivent des subsides. L'essentiel de la manœuvre, c'est le resserrement de l'entente avec la Bavière. Le duc entre à fond dans le système français (traité de Munich, 17 février 1670). Il entraîne le Wurtemberg et Cologne, dont l'archevêque est un Wittelsbach, en même temps évêque de Liège ; ses deux conseillers, les frères François et Guillaume de Furstenberg, dont le premier est évêque de Strasbourg, sont de fidèles agents de la politique française.

Les troupes du roi pourront donc, sans violer le territoire des Pays-Bas espagnols, aller de France en Hollande et jeter des ponts sur le Rhin ; au contraire la Bavière, le Wurtemberg s'opposeront à tout passage de troupes hostiles à Louis XIV. Ainsi, à l'occasion de la guerre de Hollande, c'est tout un programme de politique en Allemagne que Louis XIV réalise ou continue ; son influence s'y répand de plus en plus, s'y assoit ; les États allemands retrouvent, après de si dures épreuves,

la paix et la prospérité à l'ombre de la monarchie française protectrice des « libertés germaniques ». Ces libertés ne sont nullement « un mensonge », comme l'écrit Lavisse ; elles répondent aux aspirations des princes et des peuples et assurent leur indépendance sans que la France abuse de sa protection. L'Espagne n'ayant pas payé à la Suède les subsides promis en 1668, le chancelier Magnus de la Gardie, dont les sympathies étaient françaises, n'a pas de peine à faire accepter à Charles XI l'or de Versailles, moins imaginaire que celui de Madrid. Il signe avec Courtin une convention (14 avril 1672) d'après laquelle, moyennant 600 000 écus annuels, la Suède attaquera les princes allemands qui prétendraient secourir les Hollandais. L'Espagne neutre, le Portugal allié, la Hollande est isolée. Louis XIV et Lionne ont atteint l'objet de leurs efforts. Charles II, pour gagner l'opinion publique, réclame pour l'Angleterre la reconnaissance de la souveraineté des mers. Il déclare la guerre à la Hollande le 29 mars, Louis XIV le 6 avril.

L A GRANDE ALLIANCE CONTRE LA FRANCE. L'ÉCHEC DE LA GUERRE DE HOLLANDE

Mais ces brillants édifices diplomatiques, étayés de beaucoup d'or, ne sont solides qu'à la condition d'être soutenus par de rapides et complets résultats militaires. La campagne de Lionne aurait été un succès si Louis XIV était entré dans Amsterdam, c'est-à-dire sans l'inondation ; elle aurait été un triomphe si le roi, après ses premiers succès et le passage du Rhin, avait accepté l'offre des Hollandais terrifiés (15 juin). Le 21 juin, Jean de Witt et son frère Corneille sont tués par des assassins que le prince d'Orange ne désavoue pas ; le 22, les écluses sont ouvertes. Le 29 encore, les États-généraux font offrir au roi la paix. Pomponne, qui venait de succéder à Lionne, conseille de traiter. Ce qu'ils offrent, c'est tout ce que Louis XIV peut raisonnablement souhaiter : les pays de « généralité », c'est-à-dire les régions (Maestricht, Grave, Bois-le-Duc, Bréda, Berg-op-Zoom, le Brabant hollandais, la rive gauche de l'Escaut) cédées par l'Espagne à la Hollande au traité de Münster qui, sans faire partie des Provinces-Unies, en étaient la propriété indivise et les séparaient des Pays-Bas espagnols. Louis XIV aurait ainsi complètement encerclé les Pays-Bas espagnols ; il aurait reçu 10 millions de livres. Il veut davantage ; se croyant assuré des succès rapides que lui garantit Louvois, il exige tout le Betaw, Nimègue, le fort de Schek, une partie de la Gueldre et 25 millions. Il veut surtout ne plus rencontrer en travers de son chemin cette république huguenote de marchands, de financiers, de libellistes. Guillaume d'Orange, à l'abri derrière le réseau de l'inondation, prépare une guerre longue et implacable et s'emploie à soulever l'Europe.

Déjà le château de cartes s'effondre : le gouverneur des Pays-Bas espagnols, comte de Monterey, fait passer des armes aux Hollandais et Louis XIV en profite pour attaquer ses places. Une surenchère a rangé l'électeur de Brandebourg, moyennant 15 000 écus par mois, dans le parti des Provinces-Unies ; Turenne est obligé de faire front à l'Est pour l'arrêter. L'empereur, dès juillet 1672, avait promis son appui et un corps de troupes aux Hollandais moyennant subsides. De tous les États d'Europe, la



SECONDE CONQUÊTE DE LA FRANCHE-COMTÉ

(Gravure de Cochin, d'après le plafond de Lebrun, à Versailles).

France seule, à cette époque, n'était pas mercenaire. Ainsi est formée « la grande alliance » de La Haye ; elle englobe les Provinces-Unies, l'empereur, l'Espagne, le duc de Lorraine, le Brandebourg, plusieurs princes allemands. En Angleterre, Charles II lutte péniblement, pour conserver les subsides de la France, contre le parti parlementaire, l'anglicanisme et le puritanisme coalisés pour arrêter ses vellétés de retour au papisme ; il quitte poliment l'alliance française, offre d'abord sa médiation et se prépare ensuite, sous la pression d'une opinion de plus en plus hostile aux Stuart, à la France et au catholicisme, à passer dans l'autre camp.

La guerre change de caractère, elle devient européenne ; partout les armées de

Louvois, aux ordres de Condé, Turenne, Luxembourg, y font face victorieusement ; elles poussent leurs avantages dans les Flandres, conquièrent pour la seconde fois la Franche-Comté. Louis XIV ayant manqué l'objet premier de la guerre, l'anéantissement de la Hollande comme grande puissance, cherche dès 1674 à faire la paix, mais il ne la veut que glorieuse et avantageuse ; il refuse d'abandonner ses alliés, Suède, Cologne, Münster. C'est le prince d'Orange qui souffle le feu de la guerre dont il a besoin pour établir définitivement dans sa maison le stathoudérat héréditaire des Provinces-Unies ; la guerre ruine les bourgeois d'Amsterdam, les marins, les pêcheurs, les commerçants, les financiers ; c'est la démocratie, les princes, les pasteurs qui sont belliqueux. La réforme luthérienne avait eu Gustave-Adolphe, la réforme calviniste trouve enfin un chef militaire.

La France, avec Henri IV, a opté pour le catholicisme ; malgré ses alliances protestantes et même grâce à elles, Henri IV, Richelieu, Mazarin ont sauvé l'Église catholique de la tutelle étouffante de l'Espagne sans laisser la Réforme prévaloir contre elle. Louis XIV ne conduit pas sa politique avec autant de prudence. Au fond, ses ambitions n'ont rien de démesuré, mais ses paroles le sont parfois. Les querelles d'étiquette et de préséance, où éclate non sans raideur sa prétention à une sorte d'hégémonie universelle, les clauses des traités avec les Électeurs allemands où l'élection du roi de France à l'Empire semble prévue, alimentent l'envie et attisent la polémique. D'Angleterre, d'Allemagne et surtout de Hollande partent des pamphlets, des libelles, où les actes et les intentions du roi de France sont dénaturés, amplifiés par une haine vigilante et astucieuse. C'est Guillaume d'Orange et les calvinistes qui donnent à la guerre un caractère religieux. Les catholiques des Provinces-Unies, en maints endroits, à Utrecht par exemple et dans les « généralités », avaient accueilli l'entrée des troupes françaises comme une délivrance, car la Hollande était loin d'être le pays de la tolérance. Le « gommarisme » est l'un des régimes les plus tyranniques que la conscience humaine ait endurés ; la tolérance, d'ailleurs relative, a été vaincue avec les frères de Witt et les « Arminiens ». Louis XIV, par ses tendances naturelles, et aussi par réaction contre les pratiques des Hollandais, va, lui aussi, pencher vers une politique plus confessionnelle et s'acheminer vers la révocation de l'Édit de Nantes. Moins fin qu'Henri IV, moins habile que Richelieu, il n'a pas trouvé sa route entre les deux écueils.

L A CAMPAGNE DIPLOMATIQUE POUR LA PAIX

Dès l'hiver 1673, Louis XIV, vainqueur, cherche la paix. Le congrès de Cologne, sous la médiation suédoise (juin 1673), échoue par l'attentat des agents de l'empe-

reur qui enlèvent Guillaume de Furstenberg, le conseiller de l'électeur de Cologne, partisan de l'alliance française. Louis XIV fait porter secrètement des assurances conciliantes aux États-généraux qui souhaitent la fin de la guerre. Guillaume d'Orange fait répondre qu'il ne désire qu'« acquérir de la réputation ». Sir William Temple, plus puissant que son roi parce qu'il traduit les sentiments de la bourgeoisie anglaise, travaille à faire échouer les tentatives de paix. D'ailleurs, les progrès de la marine française, la part brillante qu'elle a prise aux combats contre Ruyter sous les ordres du duc d'York, inquiètent l'opinion britannique ; le caractère de l'Angleterre moderne se dessine avec ses deux traits dominants : passion religieuse antipapiste, domination exclusive sur les mers. L'opinion publique et le Parlement forcent Charles II à la paix avec la Hollande qui est signée à Westminster le 19 février 1674. Dès août 1673, l'empereur et l'Espagne sont entrés dans la coalition contre Louis XIV. Léopold, dans un mémoire présenté à la Diète, fait appel aux Allemands « menacés de plus en plus par les étrangers », mais il n'oublie pas de demander des subsides aux Hollandais : 100 000 écus d'avance, plus 45 000 écus par mois pour 30 000 hommes sous les armes (traité du 30 août). Les Electeurs du Rhin quittent l'alliance française : les territoires de Cologne et de Trèves ont été foulés par les armées de Louis XIV et, quand elles se retirent, la pression des troupes impériales achève de décider les hésitants. Turenne, croyant retenir l'Electeur palatin, fait brûler cinq villes et vingt-cinq villages de ses domaines ; ces violences ont naturellement pour effet de le rejeter dans la coalition antifrançaise. La Diète impériale déclare la guerre à la France le 11 mai 1674. Seule la Bavière se sent assez forte pour résister à la pression de l'Allemagne du Nord et de l'Espagne et reste fidèle à l'alliance et aux subsides du roi de France. A la faveur d'une révolte de Messine contre l'autorité de l'Espagne, la flotte française, commandée par Vivonne, débarque des troupes en Sicile et fait de la grande île qui sépare la Méditerranée en deux bassins une redoutable base d'opérations ; la flotte hollandaise de Ruyter, venant à la rescousse des Espagnols, ne réussit pas à en déloger les escadres de Duquesne qui remporte deux victoires à Agosta et à Palerme (1676). La présence des Français en Sicile est un succès important mais un obstacle à la paix, car la suprématie navale de Louis XIV dans la Méditerranée porterait un coup très sensible à l'Espagne, à la Hollande et surtout à l'Angleterre.

Jamais les armes et la diplomatie française n'ont été plus brillantes et plus fortes. Le système échafaudé par Lionne a été bouleversé ; on cherche d'autres alliances au delà de cette Allemagne qu'il est toujours facile d'entraîner contre la

France, au delà des domaines des Habsbourg dont la politique reste liée à celle de Madrid. Contre la Hongrie habsbourgeoise, Louis XIV soutient la Transylvanie roumaine. Tekeli fait trembler Vienne. En Pologne, Sobieski, candidat de Louis XIV, est élu roi en mai 1674 contre le duc de Lorraine patronné par l'empereur ; par traité secret, il s'engage à soutenir Tekeli et à faire la guerre à l'Électeur de Brandebourg, duc de Prusse. La Suède reprend les hostilités en 1674 et attaque le Brandebourg, qui devient l'État le plus important et le mieux armé de l'Allemagne du Nord ; en 1673, les troupes du Hohenzollern remportent leur première grande victoire sur une armée suédoise à Fehrbellin.

La coalition d'ailleurs, comme toutes les coalitions, manque de cohésion. Montecuculli et le prince d'Orange ne marchent pas d'accord ; les Espagnols ne sont pas fiers d'avoir pour alliés leurs anciens sujets révoltés et hérétiques ; chacun tire à soi, cherchant les moyens de risquer peu pour gagner beaucoup. La « carte de la guerre », grâce à la conquête de la Comté, de Maestricht et de nombreuses places sur les frontières, Valenciennes (mars 1677), Saint-Omer, Cambrai (mai), Fribourg-en-Brisgau (novembre), est nettement en faveur de Louis XIV, malgré la perte de Philippsbourg et de son importante tête de pont. Sauf pendant la courte occupation de l'Alsace par les Impériaux, d'où les chasse l'immortelle campagne de Turenne, les Français n'ont pas cessé de faire la guerre sur le territoire de leurs voisins. La coalition a détourné les desseins de Louis XIV de la Hollande ; la diplomatie française cherche maintenant un rapprochement avec les Provinces-Unies par la médiation anglaise ; l'Espagne et l'Empire paieront les frais. Le roi Charles II reste favorablement disposé pour Louis XIV. Les États-généraux, se défiant des ambitions du prince d'Orange, souhaitent la paix. Guillaume d'Orange reste le principal obstacle à une entente.

L E CONGRÈS DE NIMÈGUE ET LA PAIX AVEC LA HOLLANDE

Un congrès s'ouvre à Nimègue à la fin de 1676 ; toute l'année 1677 on négocie sans résultat. La politique de Louis XIV subit un échec décisif ; les destins de l'Angleterre se fixent. Charles II, sous la pression de l'opinion populaire et parlementaire, donne au prince d'Orange la main de sa nièce Marie, fille de son frère le duc d'York, héritière de la couronne d'Angleterre. Louis XIV rêvait cette alliance pour le dauphin et la préparait ; mais Charles II comprit qu'il jouait sa tête. Il adresse à Louis XIV une offre d'arbitrage qui se termine par une menace. Le 10 janvier 1678, date mémorable, un traité d'alliance est conclu entre les Provinces-Unies et l'Angleterre. Louis XIV sent la nécessité de faire des concessions ;

il abandonne la Sicile. Il exécute un habile retournement diplomatique ; il a reçu de l'Angleterre une sorte d'ultimatum ; à son tour il en lance un à l'Europe, indiquant publiquement ses conditions de paix, qui devront être acceptées avant le 10 mai. Il appuie sa manœuvre d'un coup foudroyant : en huit jours une puissante armée française prend Gand, menaçant directement la Zélande. Les États s'inclinent ; malgré le stathouder, leurs plénipotentiaires reçoivent l'ordre de conclure.

Il restait un obstacle. Louis XIV, par loyauté et par politique, tenait à faire rendre à ses alliés suédois ce que les Danois et les Brandebourgeois leur avaient pris. Cette discussion faillit rompre les négociations et jeter effectivement l'Angleterre dans la guerre. Un plénipotentiaire suédois trouve « un expédient ». Enfin le 10 août, à 11 heures du soir, la paix est signée. Le prince d'Orange essaye encore de la rompre en attaquant, le 14, le maréchal de Luxembourg retranché à Saint-Denis près de Mons et se fait battre. La Hollande, en 1648, avait abandonné la France à Münster ; elle abandonnait, en 1678, l'Espagne et l'Empire. C'est pourtant la politique de Louis XIV que la plupart des historiens, même français, accusent de déloyauté. Les conditions de la paix sont simples, les deux pays n'étant pas voisins. Louis XIV rend Maëstricht où la religion catholique restera libre ; il restitue les possessions personnelles du prince d'Orange en France (Orange, le Charolais, Château-Chalon, etc.). Un traité de commerce avantageux pour les Hollandais, sur la base de la liberté des échanges, complète le traité politique. Les États-généraux signent une trêve avec la Suède.

L A PAIX AUX DÉPENS DE L'ESPAGNE. LES TRAITÉS DE NIMÈGUE

L'Espagne abandonnée se décide à la paix (17 septembre) ; c'est elle qui va payer les frais de la guerre. Encore est-elle trop heureuse de garder les Pays-Bas que le succès des Hollandais lui garantit en fait. Louis XIV lui rend plusieurs places qu'elle avait perdues au traité d'Aix-la-Chapelle, Charleroi, Binche, Ath, Audenarde, Courtrai, mais il garde la meilleure partie de ses nouvelles conquêtes : la Franche-Comté tout entière, Aire et Saint-Omer qui complètent l'Artois, Valenciennes, Cambrai, Bouchain, Condé, Ypres, Warwick, Warneton, Poperinghen, Bailleul, Cassel, Bavay, Maubeuge, Charlemont. Gouvernée par un bâtard de Philippe IV, don Juan d'Autriche, l'Espagne incline vers l'alliance française. L'empereur signe à son tour la paix le 5 février 1679 ; il garde Philippsbourg, mais Louis XIV garde Fribourg-en-Brisgau avec une route entre Brisach et Fribourg. Le duc de Lorraine recouvrera son duché, mais Louis XIV gardera

Longwy et Nancy avec, pour y parvenir, de larges voies d'accès, qui mettront en tout temps le duché à sa merci ; le duc refusant d'y rentrer, le roi garde tout.



LE MARÉCHAL COMTE D'ESTRADES
Plénipotentiaire au congrès de Nimègue.

Louis XIV seul n'abandonne pas ses alliés ; il s'apprête à attaquer le Brandebourg pour l'obliger à renoncer à ce qu'il a conquis sur la Suède. Frédéric-Guillaume s'humilie, écrit une lettre piteuse : « Votre Majesté, en me détruisant, s'en repentirait la première, puisqu'elle aurait de la peine à trouver, dans tout le monde, un prince qui fût, plus véritablement que moi, et avec plus de respect et de zèle, votre serviteur. » Le maréchal de Créquy occupe le duché de Clèves et marche sur le Weser. Le 29 juin 1679 est signé le traité de Saint-Germain-en-Laye ; la Suède recouvre ses frontières du traité de Westphalie ; l'Electeur devient l'allié de la France, s'engage à donner sa voix à Louis XIV en cas d'élection à l'Empire ; le roi lui alloue une gratification de 300 000 écus. Le

roi de Danemark, menacé dans l'Oldenbourg, signe le dernier, en novembre, rendant tout ce qu'il a conquis.

L A FRANCE APRÈS LE TRAITÉ DE NIMÈGUE. LOUIS XIV ET GUILLAUME D'ORANGE

L'Europe est en paix. Jamais la France n'est apparue plus puissante, ni le roi plus envié ; il a tenu tête à une coalition redoutable et l'a vaincue : *nec pluribus impar*. Son soleil rayonne sur le monde. Mais la constellation qui lui fait ombrage grandit : Angleterre et Hollande. La haine implacable, l'ambition toujours inquiète de Guillaume d'Orange attise les rancunes politiques, avive les passions religieuses. Un duel à mort commence. La guerre contre la Hollande pouvait être avantageuse si elle s'était terminée en quelques semaines par un succès complet ; elle aurait été, de toute façon, suivie d'une nouvelle entreprise sur les Pays-Bas espagnols, objectif de la politique française. La coalition, qui d'abord déconcerta Louis XIV, lui offrit en définitive le moyen de se tirer avec honneur et profit de l'affaire de Hollande. La Franche-Comté et un large morceau sur la frontière du Nord n'étaient pas des avantages de peu de prix. La fidélité du roi à ses alliances, son opiniâtreté à rétablir ses alliés dans leurs

limites de 1648, furent admirées des contemporains. Sir William Temple avoue, dans ses *Mémoires*, « qu'il n'a jamais vu, ni lu, qu'aucune négociation ait été ménagée avec tant d'habileté et d'adresse que celle-ci le fut de la part des Français, particulièrement depuis le mariage du prince d'Orange qu'on avait cru devoir être si fatal pour eux... La conduite des Français, dans toute cette affaire, a été admirable, tandis que nos conseils et notre conduite ressemblaient à ces îles flottantes que les vents et la marée chassent de côté et d'autre (1). »

L'activité, l'initiative de la diplomatie française, stimulée par l'application intelligente du roi, donnent un rendement effectif que la politique française a rarement atteint. Le ministre qui dirigea les négociations, Arnould de Pomponne, fut cependant disgracié peu après et remplacé par Colbert de Croissy. Il perdit sa charge pour avoir trop aimé sa terre de Pomponne et conseillé la modération. « Tout ce qui passait par lui, écrit Louis XIV dans ses *Mémoires*, perdait de la grandeur, de la force qu'on doit avoir en exécutant les ordres d'un roi de France qui n'est pas malheureux. » Voilà le véritable grief. Le frère du grand Colbert apporta dans les relations extérieures plus d'âpreté et de raideur que le neveu du grand Arnould. Ce sentiment trop vif de sa supériorité, que Pomponne cherchait à atténuer, a fait plus de tort à Louis XIV et à la France que ses succès et ses conquêtes.

L E RETOURNEMENT DES ALLIANCES Les dix années qui s'écoulaient entre les traités de Nimègue et la guerre dite de la Ligue d'Augsbourg (1688) sont les plus éclatantes du règne par l'épanouissement extérieur de la puissance française, mais c'est aussi le moment où une déviation se révèle dans la politique et dans les procédés du roi à l'égard des États voisins. Louis XIV a pris, en triomphant de la coalition de 1672, une confiance en lui-même qui n'amointrit pas son exacte prudence dans l'exécution, mais qui accroît jusqu'à la démesure la hardiesse de ses initiatives ; il réussit souvent, mais il amasse, contre sa couronne, des rancunes que, dans l'ombre, Guillaume d'Orange travaille à coaliser.

L'entreprise des Chambres de réunion qui consiste à arrondir ses frontières sans tirer l'épée, par le seul ascendant de la force étayée d'arguments juridiques, est sans doute la plus audacieuse qu'un roi de France ait tentée. Elle fut conduite avec une résolution et une prudence qui en font un chef-d'œuvre de politique réaliste. Le roi, à ce moment, sait qu'il peut oser beaucoup sans trop risquer. Charles II est toujours à sa solde : un nouveau traité verbal et secret de subsides est conclu

(1) DE FLASSAN, *Histoire de la diplomatie*, III, p. 445.

le 24 mars 1681 : Charles II renvoie son Parlement et promet de se détacher du parti de l'Espagne. Mais Louis XIV ne néglige pas de prendre, en même temps, ses sûretés du côté du « parti populaire » ; déjà il a envoyé, en 1678, un protestant de grande distinction, le marquis de Ruvigny, nouer des intelligences dans le Parlement et l'assurer des bonnes dispositions du roi de France. Barillon, en 1679, continue ces pratiques. L'essentiel était que la tranquillité intérieure restât précaire en Angleterre. Barillon écrit le 5 décembre 1680 : « Je vois que ce que Votre Majesté a le plus à cœur est d'empêcher qu'il ne se fasse une réunion de l'Angleterre par un accommodement de Sa Majesté britannique et de son Parlement. » Aussi bien le roi de France, dont les ministres sont des bourgeois, peut-il s'entendre avec la bourgeoisie d'Angleterre. Il cultive aussi celle de Hollande et s'efforce d'opposer au belliqueux Guillaume d'Orange les pacifiques banquiers et paisibles commerçants d'Amsterdam. Mais le jeu est dangereux. La double politique de Louis XIV est en partie responsable de l'avènement de Guillaume d'Orange.

L'alliance suédoise, durant la guerre de Hollande, avait donné à la France plus de déboires que d'appui effectif. La Suède avait fait une politique trop ample pour ses ressources ; son influence décline. Au point de vue religieux, c'est la Hollande et, après 1688, l'Angleterre qui recueillent le rôle de protectrice de la Réforme ; la direction passe des luthériens aux calvinistes. Louis XIV a besoin d'une alliance dans le Nord. L'Électeur de Brandebourg dont les États, par Clèves, touchent au Rhin et aux Provinces-Unies et, par le duché de Prusse, à la Pologne et à la Moscovie, a, dans la récente guerre, montré la valeur de son alliance en soutenant la Hollande et en résistant jusqu'au bout. Frédéric-Guillaume, homme pratique, a mesuré la faiblesse réelle de l'Empire et de l'Espagne : c'est du côté de la France, décidément la plus forte, que l'avisé Hohenzollern se tourne. Il propose son alliance et multiplie les protestations de dévouement ; Louis XIV, à qui d'abord ce zèle exagéré ne dit rien qui vaille, considère que le Brandebourg peut devenir un utile contrepoids en face de la Hollande. Charles XI, roi de Suède, lésé dans ses intérêts comme duc de Deux-Ponts, s'éloigne de la France. Dès lors, l'alliance brandebourgeoise est agréée, recherchée même. Par le second traité de Saint-Germain (25 octobre 1679), Frédéric-Guillaume, moyennant subsides, s'engage à appuyer le candidat français à l'Empire et au trône de Pologne ; il garantit, avec Louis XIV, le *statu quo* territorial sur la base des traités de Westphalie, de Nimègue et de Saint-Germain. Puis, le 11 janvier 1681, c'est un traité d'alliance défensive ; le Brandebourg admet et facilitera la politique des réunions. Enfin, le 22 janvier 1682, c'est un traité d'alliance plus



M^{rs} SIMON ARNAULD, Châtel.
d'Etat et des Commandem^{ts} de Sa
par le Choix du Roy en 1671. Sa Ma^{te} le
sateur Extraord^{re} pour la Seconde
en 1663. En 1668 il estoit passe de Cette
Sa Ma^{te} en 1671. auoit jûgé de Son Serui
honore par Sa Ma^{te} d'une place de Con^{se}
long-temps auparavant dans les Intendances des Armees de Sa Ma^{te} en Italie à Naples et en
Catalogne et en diuerses Negotiations aupres des Princes Estrangers particulièrement aupres des
Ducs de Savoye et de Mantoue &c.

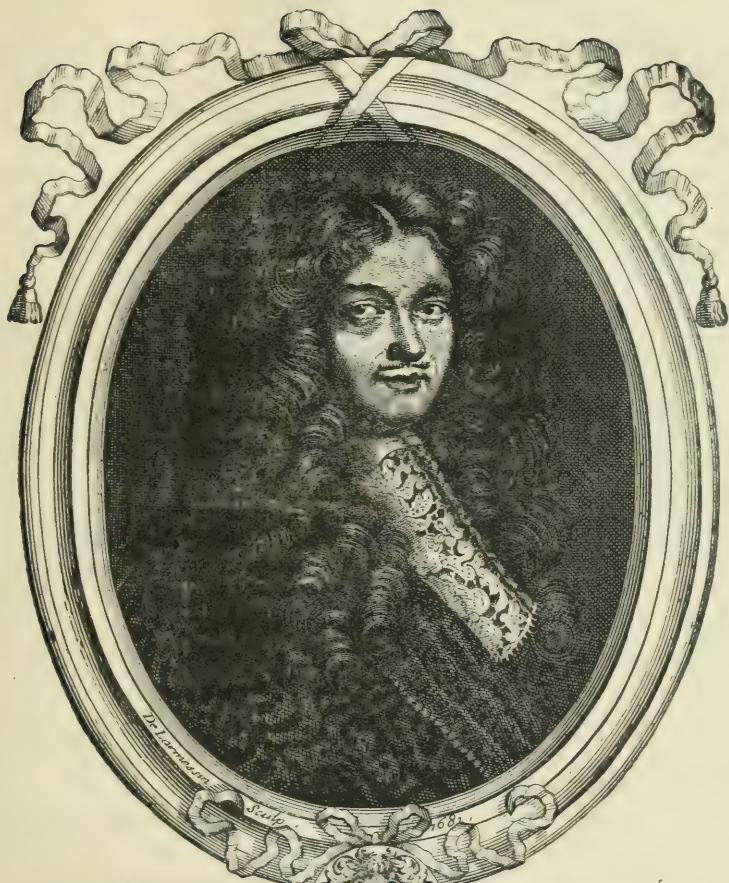
A Paris Chez B. Bertrand Rue S^t Jacques a la Pomme d'or proche S^t Severin. Avec Priuil. du Roy

SIMON ARNAULD, MARQUIS DE POMPONNE

Portrait gravé par de Larmessin (Bibliothèque Nationale).

explicite signé à Cologne-sur-Sprée. L'Électeur empêchera l'empereur ou la Hollande de troubler Louis XIV dans ses opérations et maintiendra la paix. La France paie cette alliance 400 000 livres avec augmentation en cas de guerre. Le Danemark entre dans l'alliance le 25 mars. La Saxe, l'Électeur de Cologne reviennent au parti du roi de France ; la Bavière y reste fidèle, le grand dauphin épouse une Bavaroise. Comment d'ailleurs l'empereur pourrait-il intervenir ? Tekeli le menace sur le Danube et appelle à son aide les Turcs qui, en 1683, assiègent Vienne. La diplomatie française, partout présente et active, remue l'Europe orientale et septentrionale. Louis XIV est libre d'agir sur ses propres frontières.

LES CHAMBRES DE RÉUNION ET LA TRÊVE DE RATISBONNE La forme d'action que choisit le roi est vraiment inattendue, inédite : elle n'est ni la paix, ni la guerre. Elle applique aux États des règles juridiques qui datent du temps féodal où le droit privé et le droit public se distinguaient mal et où la souveraineté se confondait avec la propriété. C'est, semble-t-il, Croissy qui trouva cette idée en élargissant la méthode qu'il avait déjà appliquée lorsqu'il siégeait au Parlement de Metz. Il s'agissait de rechercher, dans le fatras des vieux parchemins, les dépendances des seigneuries nouvellement acquises par le roi, notamment de l'Alsace, des Trois-Évêchés, de la Comté de Bourgogne. Durant les négociations de Nimègue, les plénipotentiaires de l'empereur avaient, à deux reprises, argué des plaintes des seigneurs immédiats et des villes impériales d'Alsace, prétendant que le traité de Münster n'avait rien changé à leur statut. Il fallait en finir avec cette controverse renaissante. Pour comprendre l'initiative, qui nous paraît insolite, de Louis XIV, représentons-nous que les frontières, surtout dans ces anciens pays d'Empire, étaient très mal délimitées, que les seigneuries s'enchevêtraient les unes dans les autres. En Alsace, des enclaves étrangères prétendaient échapper à la juridiction du roi. Le comté de Montbéliard dépendait du Wurtemberg. Le prince d'Orange possédait en France l'héritage de la maison d'Orange et de Chalon. Il ne s'agissait pas seulement de droits de propriété, mais de droits de souveraineté dont les ennemis du roi se servaient pour susciter des difficultés à son administration et préparer le chemin à l'invasion. En Alsace, Strasbourg restait ville libre et pays d'Empire, mais le Magistrat, durant la guerre de Hollande, avait manqué à la neutralité ; il avait plusieurs fois permis l'usage du pont de Kehl, dont il avait la garde, aux armées impériales, le refusant à celles du roi. Celui-ci en avait conçu un vif ressentiment et s'était promis de rendre impossible une nouvelle invasion de l'Alsace en fermant cette porte toujours ouverte à ses ennemis. A propos des déli-



MES^{re} CHARLES COLBERT
Lieux, Conseiller du Roy, en
President en sa Cour de Par-
et Secetaire d'Estat et des Com
mbassadeur et Pleniopotentiaire pour la Paix Generale au
Traite de Nimegue, &c.



CHARLES COLBERT, MARQUIS DE CROISSY
 Portrait gravé par de Larmessin (Bibliothèque Nationale).

mitations de la frontière, les magistrats chargés de ce travail s'étaient aperçus qu'en fouillant dans les archives féodales, en étudiant les héritages, les démembrements de fiefs, les spoliations anciennes, on pourrait revendiquer des pays entiers. Ce moyen plaisait à cet esprit légiste qui n'avait jamais cessé de se transmettre dans la diplomatie française : familles de robe longue, parlementaires ou cléricales. La nouveauté fut de rechercher et de poursuivre, par application des principes féodaux, la réalisation des droits ainsi découverts non seulement à l'intérieur des frontières, mais même au dehors, sur les confins.

En 1679 et 1680 trois « chambres de réunion » sont établies à Metz, à Brisach, à Besançon. La première prononce la réunion de plus de 80 fiefs, parmi lesquels des villes, des châteaux : Pont-à-Mousson, Salm, Hombourg, Sarrebourg, Sarrebrück, Vaudemont. La chambre de Brisach arrête que les villes de la préfecture impériale d'Alsace doivent entrer dans le domaine du roi, ainsi que la prévôté de Wissembourg. La chambre de Besançon adjuge Montbéliard au roi. Le plus étrange, c'est que des souverains étrangers étaient cités à comparoir devant la chambre : le roi de Suède fut ajourné à venir prêter l'hommage pour le duché de Deux-Ponts, déclaré dépendance des Trois-Évêchés ; s'il y manquait, le duché serait réuni à la couronne. Le roi d'Espagne fut cité pour le comté de Chiny. Cette mise en scène juridique, le sans-gêne des confiscations, l'abus de pouvoir manifeste, soulevèrent, dans l'Empire et dans toute l'Europe, les plus vives protestations ; les princes spoliés s'adressèrent à la Diète qui se tourna vers l'empereur. L'occupation de Strasbourg mit le comble à l'émoi.

En septembre 1681, des ordres de concentration sont donnés à de nombreux corps de troupes qui convergent vers l'Alsace ; Louvois se rend à Brisach pour diriger l'opération ; Strasbourg est entouré, les forts enlevés des deux côtés du Rhin ; la ville, intimidée par la puissante armée qui défile sous ses murs, se rend ; le Magistrat conclut avec Louvois un traité à Illkerck (30 septembre). Le même jour les troupes françaises occupent Casal, dans le Montferrat ; le duc de Mantoue, par traité, y autorisait le roi, mais Mantoue relevait de l'Empire. Louis XIV pensait, non sans raison, que les protestations ne seraient guère plus vives pour plusieurs coups de force que pour un seul. A l'ambassadeur de l'empereur il est répondu, sur le fait de Strasbourg, que la ville, s'étant volontairement soumise au roi, a cessé de faire partie de l'empire. Dans le Nord, la détermination des frontières donne lieu, avec l'Espagne, à des difficultés pareilles ; des commissaires siégeant à Courtrai sont chargés de régler les différends à l'amiable, car le roi tient à la paix. A Francfort d'abord, puis à Ratisbonne, des négociations se poursuivent. L'empereur a trop

à faire en Hongrie pour s'occuper du Rhin. La concordance des dates est frappante : Vauban assiège Luxembourg en même temps que Kara-Mustapha assiège Vienne. L'empereur crie au secours ; le pape s'adresse à Louis XIV, malgré les graves différends que l'affaire de la Régale a suscités entre eux. Le roi Très Chrétien laissera-t-il la Chrétienté périr sous les coups des Turcs ? Louis XIV lève pour quelques jours le siège de Luxembourg et offre 90 000 hommes, mais à des conditions onéreuses qui devaient provoquer un refus, et c'est Sobieski qui, malgré la diplomatie française, répond à l'appel du pape et délivre Vienne. L'empereur libéré, la cour de France comprend que le moment est venu de s'arrêter et de traiter. Le 15 août 1689 est signée pour vingt ans la trêve de Ratisbonne. Le roi obtient gain de cause ; il garde Strasbourg, le fort de Kehl, toutes les terres réunies par les chambres ; ses droits souverains sur toute l'Alsace sont reconnus ; mais les droits de propriété, distingués des droits de souveraineté, sont réservés aux anciens propriétaires. Avec l'Espagne une trêve est signée le même jour. Le roi avait offert de se désister de toutes prétentions sur les Pays-Bas, pourvu que l'Espagne lui cédât Luxembourg que Vauban déclarait indispensable à la sécurité du royaume. Le marquis de Grana, gouverneur des Pays-Bas, ayant rejeté cette requête, le maréchal d'Humières reçoit l'ordre de faire vivre ses troupes aux dépens du pays espagnol, puis il enlève Courtrai (novembre 1683), tandis qu'un de ses collègues prend Luxembourg. Le roi d'Espagne déclare la guerre ; mais les États-généraux signent avec la France un traité par lequel ils s'obligent à obtenir de la cour d'Espagne une trêve comportant une satisfaction pour Louis XIV, faute de quoi les Provinces-Unies se joindraient à la France pour la contraindre. L'Espagne capitule : Louis XIV lui donne à choisir, entre quatre places qu'il convoite, celle qu'elle devra perdre : elle se résigne à céder Luxembourg et la trêve est conclue pour vingt ans.



MÉDAILLE COMMÉMORATIVE FRAPPÉE A L'OCCASION
DE LA VISITE DU DOGE DE GÈNES A VERSAILLES.
(Cabinet des Médailles).

L E RAYONNEMENT MONDIAL DE
LA PUISSANCE FRANÇAISE

De telles conquêtes, par de tels moyens, attestent à la fois la puissance de Louis XIV et le désarroi de l'Europe ; mais elles lèsent des intérêts, suscitent des jalousies, et donnent aux pamphlétaires l'occasion de semer des haines qui n'ont que trop germé. Ses succès, la puissance de ses moyens, l'adulation de ses flatteurs, avaient, à la longue, troublé le jugement si ferme et la méthode si mesurée de Louis XIV.

C'est le moment où il oblige le doge de Gênes, pour le punir d'avoir construit quatre galères pour l'Espagne, à venir présenter à Versailles les excuses de la République qui, désormais, ouvrira moins volontiers son port aux troupes espagnoles (1685). C'est le moment où arrive à Versailles une ambassade solennelle du tsar de Moscovie, Féodor Alexievitch (1681), une autre du roi de Siam (1684), suivie d'un traité. Alger, Tripoli, Tunis signent des traités de paix, s'engagent à respecter le pavillon français, à refréner la piraterie. Le sultan du Maroc, Moulai-Ismael, envoie au grand roi une mission spéciale qui conclut un traité de bonne amitié à Saint-Germain le 29 janvier 1682. Le comte de Saint-Amand rend la visite au sultan à Tétuan, et c'est l'origine de relations suivies entre les deux cours. Partout rayonne le prestige du nom et du génie français. L'Europe entière copie Versailles. Toute la terre admire et respecte Louis XIV, type accompli du monarque, grand par les armes, par la diplomatie, par le commerce, par l'éclat des arts et des lettres. Mais son idéal d'unité, de centralisation, de culte monarchique, trouve des résistances et une limite dans l'esprit d'indépendance des autres peuples, dans les conceptions politiques des nations réformées, en France même dans la minorité protestante, enfin dans l'indépendance spirituelle du Saint-Siège, car les puissances morales sont l'écueil auquel viennent se heurter toutes les autocraties, que ce soit celle d'un souverain ou celle d'une assemblée.





CHAPITRE VI

LA POLITIQUE DE LOUIS XIV

II. — LA LUTTE CONTRE L'ANGLETERRE

Formation de la Ligue d'Augsbourg. Guillaume d'Orange roi d'Angleterre. — La paix de Ryswick. — La succession d'Espagne. Essais de partage préalable. — Le testament de Charles II. — Prodomes de guerre. — La grande coalition contre la France. — La guerre pour la Succession d'Espagne. — La guerre pour la Baltique et l'entrée en scène de la Russie. — Insuccès et humiliations de Louis XIV. — La négociation franco-anglaise. — Les traités d'Utrecht. — Les traités de Rastadt et de Bade. — L'Europe après les traités d'Utrecht et de Rastadt. — Le bilan de la politique de Louis XIV.



A guerre de Hollande fit mûrir dans l'esprit de Louis XIV un projet qui était l'aboutissement logique de tout son système de monarchie unitaire : la révocation de l'édit de Nantes. Il ne mesura pas les répercussions extérieures de son acte. Les 300 000 protestants français furent accueillis en Prusse, en Hollande, en Angleterre, précisément dans les milieux les plus hostiles à la France. Ils y portèrent des ferments de haine en même temps que des levains de progrès économique et de civilisation : double échec pour la politique française. Leur exode imprime à la lutte politique un caractère confessionnel plus âpre, plus passionné. Le juste ressentiment des protestants

français contre le gouvernement de Louis XIV s'est injustement étendu à la France. Leur haine active ne s'explique que trop ; cependant la rapidité avec laquelle ils se dénationalisèrent et combattirent leur pays d'origine indique que, malgré l'édit de Nantes, ils étaient restés, dans le royaume, comme un État dans l'État, et qu'ils avaient gardé des affinités et des liens avec les éléments européens les plus hostiles à la France. Le système des alliances protestantes qu'avait préconisé Coligny, que Henri IV et Richelieu avaient réalisé avec les tempéraments et les précautions que nous avons indiqués, n'était plus possible en face d'un Guillaume d'Orange ; il était incompatible avec la politique d'unité et de centralisation monarchique pratiquée par Richelieu et Louis XIV.

Les conflits avec Rome procèdent du même esprit despotique et autoritaire. L'affaire de la Régale, la déclaration de 1682, que rédigea Bossuet, l'affaire des franchises, révèlent l'intolérance et les prétentions abusives de la Cour de France à l'égard d'une puissance désarmée. Innocent XI désirait restreindre les « franchises » que certains diplomates avaient obtenues pour leur résidence, mais qu'ils étendaient à des quartiers entiers de Rome où se réfugiaient les malfaiteurs à l'abri de la police pontificale. Le duc d'Estrées, soutenu par le roi, refusait de se prêter à la moindre restriction de ses franchises. C'est le type de la difficulté qu'un peu de bonne volonté de part et d'autre peut arranger en quelques jours ; il en sortit un conflit diplomatique qui dura six ans (1687-1693), sous les pontificats d'Innocent XI, Alexandre VIII et Innocent XII, et qui se compliqua d'une querelle au sujet de la nomination d'un archevêque de Cologne, la France désirant le cardinal Guillaume de Furstenberg, évêque de Strasbourg, et le pape résolu à nommer un prince de la maison de Bavière.

FORMATION DE LA LIGUE D'AUGSBOURG. GUILLAUME D'ORANGE ROI D'ANGLETERRE

Louis XIV n'allait pas tarder à recueillir les fruits amers de procédés diplomatiques qui, plus encore que sa gloire, sa force et ses succès, lui aliénaient les princes et les peuples. Se faire pardonner d'être victorieux et heureux, c'est l'art suprême. Les « réunions » avaient naturellement alarmé l'Europe continentale ; le 9 juillet 1686, l'empereur Léopold, de nombreux princes de l'Empire, l'Espagne, la Suède, formèrent, à Augsbourg, une ligue dont l'objet était de résister aux empiétements de la France et de maintenir l'équilibre européen sur la base des traités de Westphalie et de Nimègue. Mais il manquait à cette coalition une âme et un chef. Une fois de plus Guillaume d'Orange fut l'animateur. Il eut une entrevue à Clèves avec Frédéric-Guillaume de Brandebourg qui,



RENOUVELLEMENT DE L'ALLIANCE AVEC LES SUISSES

Tapissière des Gobelins

(Musée de Versailles.)

naguère, recherchait avec tant de zèle l'alliance de Louis XIV et recevait si volontiers les écus d'or au soleil ; ils décidèrent d'un commun accord d'adhérer à la Ligue d'Augsbourg. La révocation de l'édit de Nantes avait découragé, dans les Provinces-Unies, le parti pacifique, cette bourgeoisie hollandaise que l'ambassadeur, comte d'Avaux, avait eu l'adresse d'amener à une entente avec la France, pourvu que « la barrière » protectrice des Provinces-Unies ne fût pas menacée. En Angleterre, la révocation de l'édit de Nantes fit paraître plus intolérable encore aux presbytériens aussi bien qu'aux anglicans l'appui que le successeur de Charles II, le duc d'York, devenu Jacques II, lui-même catholique, cherchait auprès du roi de France. Le parti que Guillaume d'Orange avait su se ménager en Angleterre, surtout depuis son mariage avec la fille du duc d'York, s'en trouva singulièrement renforcé. Jacques II ne pouvait sauver son trône qu'en sacrifiant ses inclinations personnelles aux préférences politiques et religieuses de ses sujets ; il inquiéta au contraire les tories comme les whigs en abrogeant le bill de Test, en rétablissant l'égalité des droits pour les catholiques et en leur réservant des faveurs ; les Anglais se persuadèrent que Jacques II et Louis XIV allaient rétablir le papisme abhorré, bon pour des Irlandais, et chasser les protestants. La protection de Louis XIV à l'égard de Jacques II ne fut ni assez discrète, ni assez efficace. Le 30 juin 1688, tous les partis protestants offrirent la couronne à Guillaume d'Orange. Les États-généraux ne lui permettraient de l'accepter et de passer en Angleterre avec les meilleures troupes des Provinces-Unies que si aucun péril ne les menaçait directement. Louis XIV commit une grande faute. Il déclara la guerre aux confédérés d'Augsbourg : Empire, Espagne, et lança ses armées dans la direction du Rhin. S'il avait attaqué les Pays-Bas, comme d'Avaux le lui demandait avec instance, il aurait arrêté l'embarquement du prince d'Orange. Celui-ci saisit l'occasion ; le 8 octobre, les États-généraux l'autorisent à partir ; le 5 novembre, il débarque à Torbay ; le 23 décembre, Jacques II quitte l'Angleterre où les Stuarts ne devaient plus jamais rentrer.

Sur la vie nationale de la France et ses relations extérieures, la révolution de 1688 a exercé une influence dominante. De 1600 environ à 1688, l'ascension de la monarchie française a été facilitée par les troubles civils qui déchiraient l'Angleterre. Voici au contraire établi, de l'autre côté de la Manche, un régime jusqu'alors inconnu en Europe : la monarchie parlementaire fondée sur la souveraineté populaire. Locke établit la doctrine qui va bientôt se répandre en France. Le calvinisme a trouvé sa formule politique. L'Angleterre achève de s'engager dans la voie que la nature lui traçait et que, pendant de longs siècles, elle avait dédaignée : elle devient

de plus en plus une grande puissance maritime et commerçante. Guillaume III, sur le trône d'Angleterre, régissant à la fois les Îles Britanniques et les Provinces-Unies, où Heinsius n'agit que par ses directions, unit en un faisceau, dont il est le lien, les forces antagonistes à la France et introduit, au profit de l'Angleterre, la notion de l'équilibre européen fondé sur la rivalité des nations continentales et la suprématie navale de la Grande-Bretagne. Dans la nouvelle phase, connue sous le nom de guerre de la Ligue d'Augsbourg, du grand duel entre Louis XIV et Guillaume d'Orange, il s'agit surtout de savoir si la forme de gouvernement qui vient de s'établir en Angleterre s'y consolidera et si elle imposera des bornes à l'expansion française. L'habile diplomatie de Guillaume III entraîne le duc de Savoie par l'appât du Milanais. Innocent XI lui-même exprime le vœu de voir le prince d'Orange « passer en Allemagne pour soutenir les intérêts de l'empereur et de Sa Sainteté ». Louis XIV a tant fait qu'au lendemain de la révocation de l'édit de Nantes il a contre lui protestants, catholiques et le Saint-Siège lui-même. Une Grande Alliance est conclue en 1689. L'électeur de Bavière abandonne le parti de la France pour s'y joindre, avec la promesse des Pays-Bas. Toute l'Europe, à l'exception de la Suède, est entraînée dans la lutte.

Le théâtre de la guerre est d'abord l'Irlande ; Louis XIV tente vainement, en soutenant trop tard les catholiques, de ramener Jacques II en Angleterre. Il est aussi sur mer ; la victoire de Tourville à Beachy-Head (juillet 1690) aurait pu changer les destinées du monde ; mais elle est suivie de la défaite de La Hogue (1692) qui assure aux Anglais le commandement sur les mers. De ce côté la question est réglée. Il ne s'agit plus que de savoir si Louis XIV réussira, sur terre, à vaincre ses ennemis et à se garnir les mains de façon à imposer la paix. La guerre est surtout aux Pays-Bas, où le roi d'Angleterre vient défendre les territoires espagnols, et en Italie. Luxembourg, Catinat, Vendôme remportent de brillants succès. Mons, Namur sont prises. La supériorité des armes françaises reste éclatante.

L A PAIX DE RYSWICK Dès 1693, on songe à la paix. Guillaume d'Orange en a besoin pour consolider son pouvoir, Louis XIV pour secourir la détresse de ses sujets. Le 15 octobre 1693, il écrit à d'Avaux, ambassadeur à Stockholm, qu'il accepte la médiation du roi de Suède et consent à l'établissement de l'électeur de Bavière aux Pays-Bas. Ainsi apparaît, en France aussi, la conception de « la barrière ». Puisque la France ne peut réussir à posséder en paix les Pays-Bas espagnols, que du moins ils appartiennent à une puissance de second rang et servent de protection à la frontière française la plus ouverte et la plus proche

de Paris. Le grand dessein de la cour de France a échoué par la conjonction des puissances maritimes et protestantes avec l'Empire et l'Espagne. Il faut avant tout briser ce cercle qui, comme au temps de François I^{er}, menace d'étouffer la monarchie française, et sauver les précieuses acquisitions du dix-septième siècle. Si la France admet, aux Pays-Bas, « la barrière » que souhaitent les Hollandais, si elle reconnaît Guillaume III comme roi d'Angleterre et renonce à la succession d'Espagne, la paix est possible. Guillaume d'Orange ayant satisfaction ne se souciera guère d'appuyer les revendications de l'empereur. La prise de Namur (1695), en menaçant la Hollande, donne à la coalition un regain d'activité et provoque le renouvellement de la Grande Alliance. La diplomatie française réussit à détacher le duc de Savoie. Depuis longtemps, Victor-Amédée se plaint de ses alliés ; des négociations très secrètes se poursuivent entre le comte de Tessé et Groppello. On promet au duc, sur la succession d'Espagne, le Milanais, en échange de la Savoie ; le roi lui cède Pignerol rasé, lui rend les conquêtes faites à ses dépens. Enfin Marie-Adélaïde de Savoie est fiancée au duc de Bourgogne, destinée au trône de France (traité de Turin, 29 juin 1696). Depuis 1693, Louis XIV s'est accommodé avec Innocent XII et lui a rendu Avignon. L'Italie se trouve ainsi neutralisée.

Depuis plusieurs mois le comte de Caillières poursuit en Hollande des pourparlers secrets. La paix de Turin aplanit les difficultés. Le congrès s'ouvre au château de Ryswick, en Hollande, sous la médiation de la Suède, le 9 mai 1697. La tactique française est de séparer, comme en 1678, les puissances maritimes des puissances continentales et d'essayer, avec les premières, une entente en vue de la succession d'Espagne que la santé de Charles II laisse prévoir prochaine. L'empereur, au contraire, cherche à prolonger la guerre et les négociations, afin que la Grande Alliance, à la mort de Charles II, soit encore en vigueur. Mais les États-généraux ne veulent pas plus voir l'Autriche à Bruxelles que la France. La manœuvre est habile ; la cour de France, si elle ne s'était pas, une fois de plus, laissé séduire par le mirage de la succession d'Espagne, aurait pu faire la paix avec moins de sacrifices et même obtenir des avantages considérables. Louis XIV consent à renoncer aux places conquises depuis le traité de Nimègue, y compris Strasbourg et Luxembourg ; il reconnaît Guillaume comme roi d'Angleterre, il admet que les Hollandais mettront, dans les Pays-Bas espagnols, des garnisons dans certaines places qui serviront de « barrière » contre un retour offensif de la France. En somme, le roi renonce aux Pays-Bas, pourvu que l'empereur en fasse autant. Guillaume d'Orange et Louis XIV s'entendent directement ; Bentinck, comte de Portland, et le maréchal de Boufflers aboutissent, le 1^{er} août, à un accord

sur les points essentiels. Dès lors, les négociations de Ryswick marchent vite. Louis XIV consent à exempter les vaisseaux hollandais du droit de 50 sous par tonneau et autorise l'entrée du hareng salé et du sel étranger. Le 20 septembre 1697, le traité est signé par l'Angleterre, les États-généraux et l'Espagne. L'empereur ne songe qu'à la succession d'Espagne et veut que le droit de son fils à l'héritage soit reconnu. A cette chimère il perd Strasbourg. Le délai pour la paix, avec l'acceptation par Léopold de la restitution de Strasbourg, expirait le 1^{er} septembre ; le terme passé, Louis XIV, certain de conclure avec Guillaume III, refuse Strasbourg. Léopold ne consent à signer que le 30 octobre. S'il ne recouvre pas Strasbourg, il obtient que la Lorraine soit rendue à son duc intégralement. La question des villes libres et des seigneurs immédiats d'Alsace n'est pas explicitement résolue ; mais, en annexant Strasbourg sans réserves, la France rend définitive et complète l'acquisition de l'Alsace.

Ainsi l'accord de Louis XIV avec les puissances maritimes, Angleterre et Hollande, fait la loi en Europe. L'Espagne, l'Autriche, l'Empire sont obligés de s'incliner. Chaque fois que la politique française a essayé de s'attaquer aux puissances maritimes sans réussir à les vaincre, elle s'est retournée contre les puissances continentales. A Aix-la-Chapelle, à Nimègue, à Ryswick, c'est la même manœuvre. La politique française a longtemps oscillé de Trafalgar à Austerlitz.

Le succès moral, cette fois, est nettement pour Guillaume d'Orange. Louis XIV subit l'humiliation de reconnaître la déchéance des Stuarts, ses alliés ; il renonce, au moins provisoirement, aux Pays-Bas. Vauban ne se console pas de rendre Luxembourg, qu'il regarde comme un bastion indispensable à la sécurité de la frontière, et Namur qu'il a fortifié avec amour. Louis XIV garde Strasbourg dont le sort est indifférent à Guillaume d'Orange. Les Habsbourg ne sont plus les dirigeants de l'Europe. Ceux de Vienne luttent péniblement contre les Turcs et les Hongrois, et c'est de ce côté-là qu'ils vont trouver, au dix-huitième siècle, un regain de gloire et de puissance. Ceux de Madrid agonisent ; Charles II aurait pu dire, comme un personnage de comédie, que, depuis trente ans, en Europe, on ne parlait que de sa mort. Sur mer, la suprématie britannique s'affermir. Domination de l'Angleterre sur les mers et équilibre de l'Europe continentale sont les deux termes d'une même équation.

L A SUCCESSION D'ESPAGNE. ESSAIS DE PARTAGE PRÉALABLE

La succession d'Espagne, préparée par Mazarin, ménagée par Lionne, convoitée par Louis XIV, était, depuis le traité des Pyrénées, la grande affaire du règne. On

sent que, durant les négociations de Ryswick, chacune des puissances belligérantes en est comme obsédée ; pas un homme d'État qui n'en comprenne l'importance et le péril ; chacun fait son jeu et réserve ses atouts en vue de cette échéance. Louis XIV, en 1697, a cinquante-neuf ans ; son activité ne se ralentit pas, mais il a acquis une conscience plus nette des résistances, de ce qui est possible et de ce qui excède ses moyens. Vieillissant, il reste superbe, indomptable, mais dans cette dernière partie, la moins heureuse, de son règne, sa grandeur, environnée de deuils et de ruines, apparaît plus touchante et plus humaine. Sa diplomatie n'a peut-être jamais déployé plus de ressources et de souple habileté.

La paix précipitée de Ryswick s'explique par l'intention des deux grands adversaires qui viennent de s'affronter, Louis XIV et Guillaume III, de prévenir une nouvelle guerre en réglant entre eux, à l'amiable, la succession d'Espagne dont l'ouverture paraît imminente. Cette époque n'avait pas la notion de ce que nous appelons aujourd'hui le droit des peuples. Guillaume III, à ce point de vue, n'est pas plus « libéral » que Louis XIV et il est moins excusable parce que son pays, durant les guerres précédentes, a mené la lutte non seulement par les armes, mais aussi par l'opinion, contre l'absolutisme de Louis XIV.

En politique, les desseins trop longuement couvés n'éclosent pas. Telle est l'influence, même passive, des individus dans l'histoire : le seul fait de la survie prolongée du valétudinaire Charles II a eu des conséquences incalculables ; imaginez Charles II mourant avant la paix de Nimègue, et voilà les destins changés. Le roi de France, après la paix de Ryswick, comprend que la succession va s'ouvrir à un moment défavorable pour lui.

Sa diplomatie cherche à prévenir la guerre. Il souhaite parvenir à une entente avec Guillaume d'Orange et régler par avance la succession d'Espagne, c'est-à-dire refaire la carte d'Europe aux dépens de la monarchie espagnole et au bénéfice de tous les États assez forts pour prétendre à une part. Mais il se trouve pris entre les deux branches d'un implacable dilemme : s'il arrive à un accord avec l'Angleterre et la Hollande, ce ne peut être qu'en renonçant au principal intérêt de la France dans la succession d'Espagne, c'est-à-dire aux Pays-Bas espagnols et au Luxembourg ; s'il cherche au contraire à s'agrandir dans cette direction, il se heurte à l'opposition irréductible de l'Angleterre et des Provinces-Unies ; de toute façon, il perd la partie ou il ne peut la gagner que par une guerre victorieuse. Louis XIV cherche avec persévérance, avec abnégation, un accord que les Anglais et les Hollandais ne rejettent pas ; mais une telle entente n'a tout son prix que si elle impose à l'empereur et à l'Allemagne la solution franco-anglaise. Si, au

contraire, il faut faire la guerre, il est évident que l'Angleterre et la Hollande ne demeureront pas solidaires de la politique de Louis XIV et ne s'associeront pas à des efforts militaires qui, par la force des choses, auront pour théâtre la Belgique et les bords du Rhin. Il s'agit, pour Louis XIV, de prévenir, par le moyen de l'alliance anglaise, le retour, entre les mêmes mains, de toute la monarchie espagnole comme au temps de Charles-Quint. L'empereur Léopold, bien qu'il ait implicitement reconnu les droits de la maison de France en signant le traité de partage de 1668, prétend assurer l'héritage à ses enfants et, afin de paraître plus modéré, il pose la candidature de son second fils Charles à qui l'Empire et l'Autriche ne doivent pas échoir.

Du côté Habsbourg, rien à tenter : Louis XIV négocie donc avec Londres et La Haye. Les pourparlers s'ouvrent au cours de la visite de lord Bentinck, comte de Portland, à Versailles, en 1698. Tallard négocie à Londres, puis au château de Loo, avec Guillaume d'Orange et Heinsius. Maximilien-Emmanuel de Bavière, qui, depuis 1694, gouverne les Pays-Bas au nom de l'Espagne et dont les troupes occupent, conjointement avec des contingents hollandais, les villes de la barrière, Luxembourg, Ath, Mons, Courtrai, cherche à vendre son concours au plus offrant. Le traité est conclu le 11 octobre 1698. Trois traits le caractérisent : la monarchie espagnole devra échoir au fils aîné de l'électeur de Bavière qui a, comme les maisons de Habsbourg et de Bourbon, des droits à la succession. Un Wittelsbach régnera à Madrid et à Bruxelles, c'est-à-dire un rival des Habsbourg, un allié intermittent de la France. Guillaume d'Orange et Heinsius refusent à Tallard le Luxembourg. Le dauphin devra se contenter de la précaire et décevante couronne de Naples avec les présides de Toscane. L'archiduc Charles, second fils de Léopold, régnera à Milan ; la présence des Habsbourg dans l'Italie du Nord balance l'avantage que la France aurait pu tirer en établissant son influence à Naples.

Charles II, dont on se dispute la succession, s'obstine à vivre et l'opinion espagnole l'engage à assurer, par un testament, l'intégrité de la monarchie avec tous ses domaines. Ses ministres affirmaient qu'un testament existait en faveur du prince de Bavière ; mais il meurt le 6 février 1699. La disparition de ce candidat met les Alliés de 1698 dans l'obligation de reviser leur plan. Et voici réapparaître les vrais objectifs nationaux français : l'archiduc Charles aura l'héritage, mais le dauphin, en plus du royaume de Naples et de la Sicile qu'il espère échanger avec le duc de Savoie contre Nice, la Savoie et le Piémont, aura le Milanais qu'il se propose de céder au duc de Lorraine en échange de son duché. Un nouveau marché est conclu le 11 juin 1699 avec Guillaume III, mais Heinsius

refuse d'y adhérer ; il ne veut pas de l'archiduc Charles à Bruxelles. L'intransigeance des Hollandais a beaucoup contribué à faire naître et durer la guerre ; ces bourgeois n'ont pas la largeur d'esprit de grands souverains tels que Louis XIV et Guillaume III. Ils cèdent enfin aux instances des deux cours et ratifient, le 25 mars 1700, le traité signé le 3 par la France et l'Angleterre. Mais l'empereur refuse, malgré les instances de Villars, toute combinaison qui lui ôterait le Milanais, vieux souvenir de l'époque de Charles-Quint ; il cherche à éloigner l'électeur de Bavière en l'envoyant régner à Bruxelles avec l'espoir d'arrondir ses propres domaines de tout le duché. Il fait offrir à Versailles un partage plus avantageux pour le dauphin. Ainsi, c'est bien la ligne générale de la politique française qui est en jeu. Louis XIV se trouve en mesure d'opter : l'alliance autrichienne ou les alliances maritimes ? Il s'en tient à l'entente avec l'Angleterre. En fait, ni l'une ni l'autre n'était sûre ; on savait, dans les chancelleries, que la succession d'Espagne ne se réglerait pas sans guerre ; l'entente anglo-française semblait la seule chance d'éviter cette extrémité. Retenons le fait de l'option de Louis XIV pour l'alliance anglaise et des déceptions qui s'ensuivirent.

L E TESTAMENT DE CHARLES II En Espagne, le parti français se trouve renforcé par la mort du prince de Bavière. Le marquis d'Harcourt, l'habile ambassadeur de Louis XIV, par son tact autant que par sa munificence, gagne des partisans. Le principal conseiller du roi, le cardinal Porto-Carrero, penche vers la solution française ; il estime qu'un Bourbon, soutenu par le roi de France, sera mieux en mesure de maintenir l'intégrité et la splendeur de la monarchie.

Autour de la succession, les appétits sont ouverts. Le roi de Portugal offre d'adhérer au traité de partage, mais il demande Badajoz et Alcantara. Est-ce cette vision de la dislocation de la monarchie qui, presque à ses dernières heures, décida tout à coup Charles II qui avait paru, sous l'influence de Marie de Neubourg sa femme, se rapprocher de l'empereur, à rédiger un testament en faveur du dauphin de France ? Le Conseil d'Etat d'Espagne, dans sa délibération de juin 1700, l'y avait engagé à l'unanimité moins une voix. Les cardinaux espagnols, consultés par Innocent XII, s'étaient prononcés dans le même sens ; les juristes acquiesçaient ; l'opinion inclinait nettement du même côté. Le 2 octobre 1700, Charles II, en pleine lucidité d'esprit, signa son testament en faveur du duc d'Anjou, second fils du dauphin ; il mourut le 1^{er} novembre. A l'Europe qui se partageait d'avance son empire comme un bien en déshérence, l'Espagne manifestait sa volonté. Ce fut,

dans toutes les capitales, une stupéfaction ; le seul fait du testament de Charles II réveillait en Angleterre toutes les jalousies, en Hollande toutes les défiances.

Louis XIV accepterait-il ? Ou bien s'en tiendrait-il au traité de partage, comme le lui demandaient son ambassadeur à Londres, Tallard, et, dans le fameux conseil tenu à Fontainebleau le 9 novembre, le sage Beauvilliers ?

En rejetant le testament, la France abdiquait, renonçait à tout ce qui avait été la politique de Louis XIV. N'oublions pas ce que la hantise de la reconstitution de la monarchie de Charles-Quint représentait encore pour les Français. Or, en vertu du testament, en cas de refus du prince français, c'est l'archiduc Charles qui deviendrait roi d'Espagne. Ce fut surtout l'argument de Torcy. N'oublions pas non plus ce que la monarchie espagnole, avec ses grandes traditions militaires, sa suprématie en Italie, ses Pays-Bas, ses Eldorados d'outre-mer, représentait encore de force et de grandeur : la France, alliée de l'Espagne à perpétuité, serait invincible. On n'avait pas encore mesuré la profonde détresse où s'enlizait la vieille monarchie, ni ce que pèse, dans la politique générale, la puissance sur mer et la richesse mobilière. S'asseoir sur le trône d'Espagne, c'était, pour la dynastie française, après deux siècles d'une âpre lutte, achever de gagner la partie, c'était réaliser à son bénéfice ce que Philippe II n'avait pu réussir en France en face d'un roi huguenot. La guerre ? N'était-on pas certain de l'avoir dans un cas comme dans l'autre ? Le roi, pendant deux jours, pesa ses responsabilités, et puis, le troisième jour (16 novembre), ce fut la grande scène décrite par Saint-Simon : « Messieurs, voici le roi d'Espagne... » et l'agenouillement de l'ambassadeur Casteldosrios devant Philippe V : « Quelle joie : il n'y a plus de Pyrénées ; elles sont abîmées et nous ne sommes plus qu'un. »

Il est intéressant de constater que Louis XIV, en acceptant le testament, ne suivait pas les errements de la vieille diplomatie, mais devançait l'époque moderne en tenant compte du droit des Espagnols à choisir leur souverain légitime. Philippe V fut accepté sans difficultés, à Milan comme à Bruxelles, à Naples comme en Amérique. C'est la coalition que formait Guillaume III qui allait à l'encontre du droit des peuples. Il était évident que, de toute façon, l'Angleterre serait du côté où ne serait pas l'Espagne, car elle entendait bien continuer à s'enrichir aux dépens des vaisseaux et des colonies espagnoles ; Louis XIV savait par Tallard qu'elle convoitait Gibraltar, Minorque, les Canaries. Le roi aurait pu garder l'héritage espagnol s'il en avait, dès l'abord, consenti le démembrement et s'il en avait laissé aux Anglais la fructueuse exploitation. Il s'y refusa. Le reste est détail ou prétexte.

PRODROMES DE
GUERRE

Sentant, dans tous les cas, la guerre certaine, Louis XIV fait occuper par ses troupes, sans coup férir, les places dites « de la barrière » où les Hollandais avaient des garnisons le long de la frontière française. Aucun article de traité ne les y autorisait, mais il avait été convenu à Ryswick qu'ils auraient cette faculté. Un nouveau roi d'Espagne n'était pas lié par de tels engagements et c'est au nom de Philippe V que les troupes françaises prirent la place de vingt-deux bataillons hollandais dans Audenarde, Ath, Courtrai, Mons. Cette précaution militaire avait paru indispensable ; les effets furent déplorable : l'opinion européenne se déchaîna contre Louis XIV perturbateur de la paix.

Le roi, même s'il se croyait assuré de ne pouvoir éviter la guerre, aurait eu avantage à ménager l'opinion adverse et à ne pas se donner, dans la forme, des allures de provocateur. L'enregistrement public, par le Parlement de Paris, sur l'ordre du roi, des droits de Philippe V et de ses héritiers à la couronne de France dans l'ordre normal de leur naissance était une menace à tous ceux qui redoutaient l'union des deux couronnes sur la même tête et une violation manifeste du testament de Charles II. Il eût été facile de maintenir les droits éventuels du roi d'Espagne à la couronne de France par quelque acte secret, d'attendre au moins pour les proclamer que la guerre fût déclarée. On en peut dire autant de la reconnaissance, à la mort de Jacques II, de son fils comme roi légitime d'Angleterre. Guillaume III savait assez la politique pour comprendre que Louis XIV eût considéré comme contraire à sa dignité d'agir autrement à l'égard d'une dynastie dans le malheur, mais cette bravade avait l'inconvénient plus grave de blesser l'opinion anglaise et de réveiller le spectre abhorré d'une restauration papiste soutenue par la France. Enfin, s'il était naturel que le vieux roi conseillât son petit-fils et s'inspirât du bien de sa propre couronne sans sacrifier l'avantage de celle d'Espagne, il eût été prudent, dans l'intérêt même de Philippe V — comme l'a montré Mgr Baudrillart dans son bel ouvrage — de prendre quelques précautions, de ne pas froisser l'ombrageuse Espagne, de ne pas alarmer les intérêts des grands, enfin de ne pas donner à croire qu'en effet, s'il y avait un roi à Madrid et un roi en France, il n'y avait qu'une politique, celle du cabinet de Versailles. Ces maladresses de forme, ces airs de bravoure que la politique française a toujours été trop encline à entonner, facilitèrent la tâche des agents de Guillaume III et d'Heinsius qui montaient contre la France la nouvelle Grande Alliance. L'Angleterre et la Hollande avaient reconnu, quoique sans bonne grâce, Philippe V pour roi d'Espagne ; si elles avaient reconnu l'archiduc, leur allié, il leur aurait été plus difficile de s'adjuger des morceaux de ses États et de détruire son commerce. L'union des deux

grandes monarchies catholiques soulevait, en Europe, les haines protestantes déjà exaspérées par la révocation de l'édit de Nantes ; les huguenots émigrés ont été parmi les plus actifs organisateurs de la coalition. L'acharnement de la lutte, dans cette suprême partie, révèle des passions plus violentes que le souci de l'équilibre européen.

L A GRANDE COALITION CONTRE LA FRANCE La coalition est l'œuvre des agents et de l'or de Londres et de La Haye. Pour la première fois, l'Allemagne, réservoir de soldats, est au service payé des intérêts britanniques ; l'Angleterre va prendre l'habitude de faire la guerre sur le continent avec les soldats des autres. La supériorité de l'argent appartient, cette fois, non plus à la cour de Versailles, mais aux deux puissances commerçantes et maritimes. Frédéric IV de Danemark renouvelle les alliances de 1690 et 1697 moyennant 300 000 écus par an, sur lesquels Louis XIV n'est plus assez riche pour surenchérir. Plus fier, Charles XII, roi de Suède, refuse de se prononcer. L'électeur de Brandebourg est payé par la couronne royale de Prusse (20 novembre 1700) et reçoit 150 000 florins par an pour 8 000 hommes de troupes. L'électeur palatin, l'électeur de Hanovre, le landgrave de Hesse, la plupart des princes protestants de l'Allemagne du Nord entrent dans la coalition moyennant finances et vendent leurs soldats. La Triple Alliance de La Haye est signée le 7 septembre 1701 entre l'empereur, l'Angleterre et la Hollande. Pour l'Empire, dit un mémoire de Ledran, il s'agit de recevoir « une satisfaction juste et raisonnable sur ses prétentions à la succession d'Espagne » ; pour l'Angleterre et la Hollande et pour leur commerce « une sûreté suffisante ». Une surenchère des coalisés qui offrirent au duc Victor-Amédée le Montferrat avec Alexandrie, tandis que Louis XIV lui refusait Milan, fit passer la Savoie dans le camp hostile à la France. Victor-Amédée avait d'abord accepté de Louis XIV un subside de 150 000 livres par mois et le titre de généralissime des armées du roi de France et d'Espagne en Italie ; il reçut le même titre des coalisés. Telle était la moralité politique de ce temps et en particulier de cette dynastie (traité de Turin, 6 avril 1701). Le pape Clément XI, Venise, Cosme III, ménagent les deux partis en attendant que la victoire décide. Pour n'avoir pas voulu sacrifier les droits de l'Espagne, Louis XIV voit le roi de Portugal abandonner son alliance et signer avec lord Methuen le fameux traité d'alliance par lequel le Portugal est devenu, pendant plus d'un siècle, une dépendance de la politique britannique (16 mai 1703). Par le Portugal, l'Angleterre et l'empereur disposent d'une porte pour introduire leur prétendant avec des troupes dans la péninsule ibérique.

La politique saine et habile que Louis XIV, après Richelieu et surtout Mazarin, a pratiquée en Allemagne, porte ses fruits. Les deux plus puissants princes catholiques, l'électeur de Bavière et son frère l'archevêque électeur de Cologne, évêque de Liège, restent fidèles à l'alliance française. Par les traités de Cologne (15 février 1701) et de Versailles (9 mars), l'un et l'autre mettent leurs troupes, moyennant subsides, à la disposition de la France et reçoivent la garantie de l'intégrité de leurs États. Maximilien-Emmanuel de Bavière s'engage à soutenir les droits de Philippe V et garde provisoirement le gouvernement des Pays-Bas espagnols. Les ducs de Wolfenbützel et de Saxe-Gotha restent aussi du côté français jusqu'à ce qu'ils soient contraints par la force à l'abandonner. Les cercles de Souabe, Franconie, Bavière, Haut-Rhin observent la neutralité autant que le permettent leur situation géographique et leur qualité de membres de l'Empire. La force et le lien de la coalition, c'est l'or anglais et hollandais et la maîtrise de la mer. Des passions religieuses animent des ambitions commerciales.

LA GUERRE POUR LA SUCCESSION D'ESPAGNE

Le 15 mai 1702, la guerre est déclarée à la France par les trois puissances de la Grande Alliance. Guillaume III n'est plus là pour voir le succès de ses efforts ; il est mort le 19 mars, mais son esprit et ses haines survivent ; la reine, Anne Stuart, conserve les mêmes ministres. La direction militaire échoit à Marlborough et au prince Eugène de Savoie, généralissime des armées impériales, la direction diplomatique à Heinsius. A tant d'ennemis, Louis XIV fait tête. Il a soixante-quatre ans. Jamais il n'a été plus appliqué, plus maître de lui ; les revers fondent sur sa tête, échecs de ses armées, deuils dans sa famille, angoisse pour son État, sentiment de ses responsabilités, mais ils n'ébranlent pas sa constance. Il dirige lui-même le travail intense de sa diplomatie ; il est de ceux qui savent que, vainqueur ou vaincu, il faut sans cesse, durant la guerre, préparer la paix. A aucune époque de sa carrière royale il n'a été plus complètement roi, ni plus vraiment français. Sa correspondance avec son petit-fils le roi d'Espagne, écrite tout entière de sa main, révèle des vues larges, un esprit élevé, en même temps qu'un vif sentiment des réalités politiques et des intérêts de l'État français. Ce sont des « lettres de direction » politique qui font honneur à celui qui les a pensées et écrites. Elles visent à la paix, mais à une paix honorable. On ne peut lire sans émotion, sans pitié, les concessions successives que l'infortune arrache au grand monarque, ni sans admirer la constance avec laquelle il soutient le poids de l'adversité. Dans le travail quotidien du cabinet, avec ses ministres, il apparaît bien différent du Louis XIV guindé et gourmé

que l'on imagine; l'insensibilité, que Saint-Simon lui reproche, n'est qu'une attitude; le chef ne doit paraître ni abattu ni préoccupé; ses douleurs intimes s'effacent devant les périls de l'État. On l'entrevoit assis au coin de la cheminée de Mme de Maintenon, sa vieille épouse, écoutant le rapport d'un ministre. A qui se confierait-il? Cette petite masque de duchesse de Bourgogne, qui cajole les deux vieillards, à qui ils témoignent une tendresse d'aïeuls, en profite pour leur soutirer des secrets politiques et militaires qu'elle se hâte d'écrire à son père, le duc de Savoie, qui en informe les coalisés; après la mort de la tant regrettée princesse, le roi s'aperçut, en visitant ses tiroirs, de ce jeu qui n'était pas innocent.

LA GUERRE POUR LA BALTIQUE ET L'ENTRÉE EN SCÈNE DE LA RUSSIE Le roi, en 1706, vit luire une grande espérance suivie d'une cruelle déception. La coalition n'allait-elle pas être prise à revers par le roi de Suède victorieux, le terrible Charles XII? La politique française, depuis les traités de Westphalie, n'avait jamais cessé de cultiver assidûment l'alliance de la Suède dont le concours avait, durant la guerre de Trente ans, ébranlé l'Empire et aidé au triomphe de la France. L'alliance suédoise a, dans la politique du dix-septième siècle, la même importance que l'alliance russe de 1891 à 1917. La Suède représente, avec ses institutions militaires perfectionnées, une force de premier ordre capable d'attaquer par le Nord l'Allemagne des Habsbourg. Mais la Suède, protestante, commerçante, ménage les puissances de la mer qui d'ailleurs la tiennent en respect par le Danemark. A la mort de Charles XI, dont le règne marque l'apogée de la puissance suédoise, monte sur le trône, en 1697, un jeune paladin aussi impropre à la politique qu'enclin aux aventures et passionné pour la gloire. Quel parti Charles XII prendra-t-il dans la grande lutte qui se prépare? D'Avaux, en juillet 1698, obtint de lui une alliance défensive moyennant subsides; mais le chancelier Bergt Oxenstiern est tout dévoué aux adversaires de Louis XIV et, en 1703, il fait signer à son maître un traité par lequel il promet son concours aux puissances navales dès que lui-même sera sorti des guerres où il est engagé. En réalité, la Suède enfoncée dans une lutte décisive pour la Baltique, en face d'une coalition redoutable, a besoin des puissances maritimes. Contre Charles XII sont ligués Frédéric IV de Danemark, Auguste II de Saxe, et un autre jeune monarque lui aussi impatient de se signaler, le tsar de Moscovie que l'histoire appellera Pierre le Grand. Auguste II est devenu roi de Pologne en 1696 à la mort de Sobieski, avec l'appui de l'Autriche et de la Russie, contre le candidat de Louis XIV, le prince de Conti, élu par la Diète mais qui, malgré l'énergie de Jean Bart, ne

réussit pas à débarquer à Dantzig. La guerre du Nord, la guerre pour la Baltique commence en 1700 et va durer vingt et un ans. Elle se développe parallèlement à la lutte pour la succession d'Espagne et les incidences de l'une sur l'autre sont constantes. En 1706, l'on put un instant espérer à Versailles qu'elles allaient se confondre.



LOUIS XIV ET MADAME DE MAINTENON ÉCOUTANT LA LECTURE D'UN RAPPORT

La diplomatie française ne cesse de travailler à la paix du Nord et de détourner Charles XII des aventures à l'Est. En 1700, le roi de Suède tombe comme un bolide en Danemark, impose la paix, court à Narva où il détruit l'armée russe, puis revient en Pologne et, pendant six ans, y mène rude guerre pour introniser son candidat, Stanislas Leczinski, à la place d'Auguste II. Par la Saxe, l'Allemagne se trouve mêlée à la lutte et c'est en pleine Allemagne, au camp d'Altranstadt, près de Leipzig, non loin des plaines où avait triomphé le grand Gustave, que Charles XII victorieux impose la paix à la Saxe (24 septembre 1706). Le Brandebourg signe tout ce qu'on veut ; l'empereur s'humilie, passe par toutes les

volontés du Suédois : « Vous êtes bien heureux, répond Léopold aux remontrances du nonce, qu'il ne m'ait pas proposé de me faire luthérien ! » Le maréchal de Villars lui écrit par ordre de Louis XIV, il lui montre du doigt le rôle glorieux de Gustave-Adolphe à saisir, l'alliance avec la Bavière, la loi à imposer à l'Allemagne, et la gloire de nouveaux traités de Westphalie. Le duc de Marlborough, tout couvert des lauriers de Ramillies, vient à son camp, cherche à séduire le jeune vainqueur qu'il trouve penché sur une carte de Russie. Un moment, le camp d'Altranstadt fut le centre de l'Europe. Mais Louis XIV était un vaincu, et sa grandeur irritait la jalousie de Charles XII. D'ailleurs les intérêts vitaux de la Suède n'étaient pas sur le Rhin, mais sur la Baltique, où la France n'était pas en état de lui prêter assistance. Par delà la Baltique, le jeune roi, lecteur de Plutarque et émule d'Alexandre, voyait l'Orient, l'Égypte, les Indes, l'empire du monde. Il faut d'abord punir la témérité du tsar de Moscou qui convoite les provinces baltiques de la Suède ; Charles XII s'enfonce en Russie, s'éloigne de la Baltique, attiré par les mirages de la steppe et les promesses de l'hetman d'Ukraine, Mazeppa ; il y trouve Poltava (8 juillet 1709). Réfugié durant cinq ans à Bender, sur le Pruth, il ne réussit pas, malgré l'appui de M. de Ferriol, ambassadeur de France, à jeter les Turcs sur la Russie, et, pendant ce temps-là, Pierre le Grand conquiert ses provinces continentales.

Un nouvel astre s'est levé en Europe ; une nouvelle armée menace l'Allemagne à revers. En 1712, Menchikof est à Berlin avec une armée russe, et Frédéric I^{er} avoue : « Nous sommes totalement à la discrétion du tsar. » Pierre le Grand se pose en adversaire de l'Angleterre qui prétend l'empêcher de modifier à son profit l'équilibre de la Baltique. Les cosaques ravagent la Poméranie, emmènent 100 000 personnes en esclavage. Frédéric I^{er} se hâte de signer la paix avec Louis XIV (11 avril 1713) et conclut avec la Russie une alliance qui devait avoir des suites (traité de Pétersbourg, 12 juin 1714). George, électeur de Hanovre et roi d'Angleterre, cherche à s'entendre avec le tsar. Voilà, du premier coup, la Russie intimement mêlée aux affaires d'Allemagne. Après la prise de Stralsund, Pierre le Grand est l'arbitre de l'Allemagne du Nord. L'entrée en scène de la Russie, la présence des armées russes, victorieuses de la Suède, en Allemagne du Nord, voilà des événements qui ont, pour une part, contribué à sauver la France en détresse.

INSUCCÈS ET HUMILIATIONS DE LOUIS XIV. OFFRES DE PAIX

Dès les premiers revers, Louis XIV admet que la monarchie espagnole ne pourra pas, quand il s'agira de la paix, demeurer intacte ; elle est un assemblage dynastique qu'une

nouvelle dynastie n'est pas tenue de maintenir. Dans sa pensée, si la fortune des armes lui sourit, les Pays-Bas catholiques et le Luxembourg devront revenir en tout ou en partie à la France ; si la guerre tourne mal, il faudra y renoncer ; on s'efforcera d'y établir le duc de Bavière ; le roi en obtient de lui la promesse par les conventions du 17 juin 1702 et du 18 août 1704. Mais, dès 1703, l'électeur a été chassé de ses États par la coalition, et Philippe V qui avait donné à son grand-père, en 1701, une patente de vicaire général pour les Pays-Bas, la révoque à la requête du même Louis XIV et la donne au duc de Bavière qui, établi aux Pays-Bas, s'y comporte en véritable souverain. Le vieux roi s'efforce, dans ses lettres, de faire admettre à son petit-fils la nécessité d'un démembrement de la monarchie espagnole : « Les négociations ne sont pas heureuses quand elles ne sont pas secondées par les événements de la guerre et j'avais au moins autant de répugnance que vous-même à consentir à la division nécessaire des États unis à votre couronne... Mais je devais à mes peuples et au soin que je suis obligé de prendre de leur conservation les démarches que j'ai faites pour finir bientôt une guerre onéreuse à mon royaume » (28 novembre 1706). Avec l'ennemi, les négociations, tantôt par intermédiaires officiels, tantôt par diplomates, sont presque continues ; le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, le marquis de Torcy, les dirige avec maîtrise. Torcy, fils de Colbert de Croissy et gendre d'Arnauld de Pomponne, réunit en sa personne deux dynasties ministérielles ; très expérimenté, prudent et ferme, loyal et droit, il est le ministre des mauvais jours, le conseiller inlassablement dévoué de Louis XIV vieillissant. Comme intermédiaires il prend ceux qu'il trouve ; c'est d'abord un officier prisonnier, le marquis d'Alègre, puis, en 1706, le long séjour à La Haye du président Rouillé que les Hollandais traitent sans courtoisie. Les conditions exigées sont plus lourdes à mesure que se multiplient les échecs et que la guerre se rapproche du territoire français. Nulle part la diplomatie ne réussit ; que peut-elle, en effet, si elle n'est appuyée par la victoire ? Les Hollandais accroissent sans cesse leurs prétentions pour leur « barrière », qu'ils finissent par considérer comme une véritable annexion. Ils demandent même des places françaises. Ils veulent et ils obtiennent de Mesnager, qui conduit les négociations économiques, le rétablissement du tarif de 1664, l'abolition du droit de 50 sous par tonneau, des privilèges dans les colonies espagnoles. Philippe V devra renoncer à tout l'héritage de Charles II

Mais voici l'année terrible : la prise de Lille par le prince Eugène et Marlborough après la défaite d'Oudenarde, puis le dur hiver de 1709, « tueur de pauvres gens », avec son cortège de misères et d'épidémies. C'est en de pareilles extré-

mités que la France est grande ; elle trouve dans sa détresse la fermeté d'âme de son roi, la prudence de Torcy, la charité de Fénelon, l'audace de Villars,



*John Baptist Colbert.
Eques & Marchio de Torcy.
Minist. et Secret. Statu etc.*

LE MARQUIS DE TORCY

(Gravure anonyme de la Bibliothèque Nationale.)

le coup d'œil de Vendôme. Les instructions du 5 mars 1709 pour Rouillé se rendant à La Haye renferment, signées de la main du roi, les ultimes sacrifices de son orgueil vaincu, de son patriotisme au désespoir ; Maubeuge, Tournai, Lille pour « la barrière », Dunkerque démantelé pour la satisfaction de l'Angleterre, Strasbourg pour l'Empire, toute la monarchie espagnole sauf Naples et la Sicile pour l'archiduc Charles. Les Hollandais veulent encore Ypres et Menin, le duc de Savoie Exilles, Fenestrelle, Briançon, Mont-Dauphin, le Fort Barraux, Monaco ; l'Angleterre exige la Sicile et que Louis XIV se joigne aux coalisés pour détrôner Philippe V à qui on ne laissera que la Franche-Comté. Du 4 au 28 mai les conférences se prolongent à La Haye ; Heinsius rédige les insolents préliminaires de La Haye. On y sent transparaître sa jalousie de bourgeois et sa hargne de huguenot contre le grand roi vaincu. Un armistice de

deux mois sera accordé à la France qui, durant ce temps, devra détrôner Philippe V ; si un seul article n'est pas exécuté la guerre recommencera aussitôt. Le 2 juin, Rouillé est rappelé : « Puisqu'il faut faire la guerre, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mon petit-fils, » dit le roi, et il fait appel à l'opinion nationale dans une lettre très noble où il expose et les sacrifices qu'il a offerts



HENRY, DUC D'HARCOURT, AMBASSADEUR DU ROI A MADRID (1697)
 (Estampe de la Bibliothèque Nationale).

et les exigences de ses ennemis. La France sentit que son roi souffrait avec elle.

Le roi et la France cependant n'ont pas encore touché le fond de l'abîme ; Malplaquet (11 septembre 1709) n'est qu'un sanglant et glorieux insuccès. On meurt de faim, on déterre des racines pour manger ; le roi envoie sa vaisselle plate et ses bijoux à la monnaie ; il faut traiter sans tarder. Le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac partent pour la Hollande porteurs de nouvelles concessions. Ils sont parqués, isolés comme des suspects dans une petite maison de Gertruydenberg ; chaque nouvelle concession de leur part est suivie de nouvelles exigences (mars-juillet 1710). Louis XIV finit par offrir un subside d'un million par mois pour solder les troupes de la coalition qui détrôneront son petit-fils, mais il refuse ses propres contingents ; il consent à céder Valenciennes aux Hollandais, l'Alsace moins Belfort au duc de Lorraine en échange de son duché ; il admet que Philippe V soit entièrement dépouillé, mais il exige — grand exemple pour les diplomates de tous les temps — que ses alliés, les électeurs de Bavière et de Cologne, soient rétablis dans leurs États. Ce n'est pas encore assez. Heinsius tient absolument à voir Louis XIV détrôner lui-même son petit-fils dans un délai de deux mois. Avec ces marchands orgueilleux et malappris de Hollande, il n'y a rien à faire que la guerre sans répit.

L A NÉGOCIATION FRANCO-ANGLAISE La guerre précisément prend meilleure tournure. Une grande victoire de Vendôme en Espagne (Villaviciosa, 9, 10 décembre 1710) affermit Philippe V sur le trône. Une série d'incidents favorables viennent dégager la situation de la France. L'empereur Joseph I^{er}, qui avait succédé à son père Léopold, meurt le 17 avril 1711, et son frère Charles, malgré les efforts de la diplomatie française qui cherche à pousser à l'Empire le roi Auguste II de Saxe et Pologne, va recueillir sa succession. Il ne peut donc plus devenir roi d'Espagne sans ressusciter cette monarchie de Charles-Quint dont la grande ombre hante l'Europe. Dès lors pourquoi se battre ? C'est ce qu'on se demande à Londres. La guerre, que l'Angleterre finance, est ruineuse. Les résultats ne sont-ils pas acquis ? L'Angleterre, avec des soldats allemands, a vaincu la France ; elle s'est garni les mains : Gibraltar, Port-Mahon, l'Acadie, etc. L'opinion demande qu'on en finisse, qu'on puisse enfin faire du commerce tranquillement, sans craindre les corsaires français. Les Anglais ne sont pas fâchés d'enlever la direction des négociations à leurs alliés hollandais, toujours concurrents. Cette lassitude favorise un revirement radical dans la politique intérieure.

Guillaume III avait maintenu au pouvoir les whigs qui avaient fait, avec lui

et pour lui, la révolution de 1688 et qui semblaient en incarner les principes et la politique. Mais les Anglais avaient-ils fait cette révolution pour se laisser gouverner despotiquement par un parti qui devenait une coterie de cour autour de la reine Anne ? Le duc de Marlborough aux armées, sa femme dans l'intimité de la reine, Godolphin et Sunderland, son beau-frère et son gendre, au gouvernement, accaparent l'État et lassent même la faveur de la souveraine. Les tories surent tirer parti de la situation ; ils n'ont jamais été un parti rétrograde et depuis longtemps ils avaient accepté la révolution et ses résultats sans aucun souci de la légitimité dynastique. Leurs chefs, Jersey, Harley, Rochester, Shrewsbury, Saint-John (Bolingbroke), reparaissent au pouvoir ; les élections de 1711 les y consolident. Leur programme est de liquider la guerre, mais sans rien abandonner des avantages de l'Angleterre et des résultats acquis. C'est une des grandes forces de la politique britannique qu'elle ne revient jamais en arrière ; un parti qui succède à un autre ne sacrifie rien des succès obtenus ou des réformes réalisées.

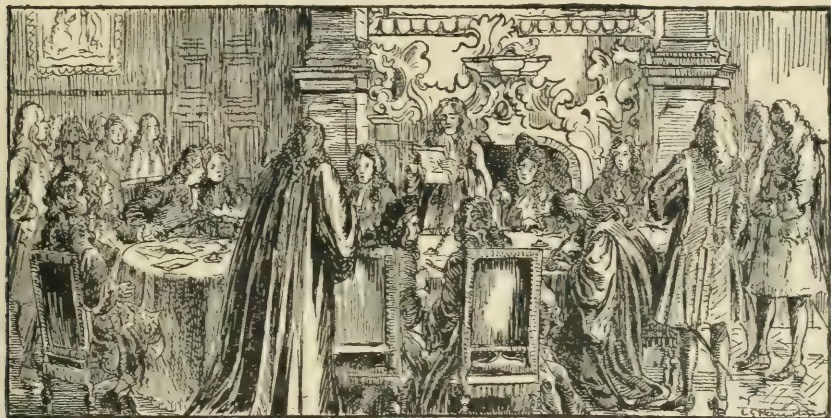
Un prêtre français, nommé Gautier, qui avait été aumônier du maréchal de Tallard lors de son ambassade et qui était resté en Angleterre, avait gagné la confiance de quelques-uns des chefs tories qui lui donnèrent une commission secrète pour la cour de Versailles ; c'est ainsi que, le 21 janvier 1711, le marquis de Torcy vit entrer dans son cabinet l'abbé Gautier qui à brûle-pourpoint lui dit : « Voulez-vous la paix, monsieur ? Je vous l'apporte. » La paix : le roi, Torcy et la France la voulaient ; peut-être même la voulaient-ils un peu trop et auraient-ils pu s'entendre avec les Anglais à meilleur marché. C'est l'inconvénient des négociateurs de rencontre, comme l'abbé Gautier, que, trop heureux de jouer un rôle, ils sont pressés d'aboutir et ne ménagent pas les concessions. Il est certain cependant que la situation des tories était délicate et que s'ils avaient sacrifié quelques-uns des avantages acquis par les whigs, ceux-ci auraient pu retourner une opinion toujours animée contre Louis XIV de passions violemment hostiles. Gautier rapporte bientôt les propositions du roi formulées le 23 avril : habilement, c'est surtout une paix commerciale que Torcy propose à l'Angleterre ; un membre du conseil de commerce nommé Mesnager avait présenté au roi des *Réflexions sur l'état de la négociation d'Angleterre* dont les indications furent suivies. Mesnager devient, avec Gautier, l'un des négociateurs de la paix : Philippe restera roi d'Espagne et gardera ses colonies, mais les bénéfices du commerce direct avec les possessions d'outre-mer seront pour l'Angleterre. Le cabinet de Londres réclame naturellement davantage. Il veut une « barrière » non seulement pour la Hollande, mais aussi pour l'Angleterre (la démolition des remparts et des bassins de Dunkerque), une « barrière »

encore pour l'Empire ; il exige Gibraltar, Minorque, Terre-Neuve, l'Acadie, la baie d'Hudson, c'est-à-dire la suprématie dans la Méditerranée et les avenues du Canada ; il demande cet abominable *assiento*, c'est-à-dire le privilège de la vente des noirs dans les colonies espagnoles ; de plus la séparation perpétuelle des couronnes de France et d'Espagne et la reconnaissance de la dynastie nouvelle en Angleterre.

Mais le principal, on le comprit tout de suite à Versailles, c'étaient les concessions commerciales et coloniales. Mesnager et Gautier mènent à Londres les négociations ; ils défendent énergiquement, d'après les instructions du roi, le droit de pêche à Terre-Neuve, mais ils abandonnent la baie d'Hudson. On aboutit, le 8 octobre, à sept articles qui constituent tout l'essentiel des traités d'Utrecht. En voici la substance : reconnaissance de la dynastie protestante en Angleterre — séparation des couronnes de France et d'Espagne — le commerce sera « rétabli et maintenu désormais à l'avantage de la Grande-Bretagne, de la Hollande et des autres nations qui ont accoutumé à l'exercer ». — Les Pays-Bas auront leur « barrière » afin d'assurer « le repos de la république de Hollande contre toute entreprise de la part de la France ». — L'Empire et la maison d'Autriche auront aussi « une barrière sûre et convenable ». — Les fortifications de Dunkerque seront démolies à la condition que le roi reçoive « un équivalent convenable ». — Le septième article dit, en termes généraux, que l'on s'arrangera pour que toutes les parties obtiennent quelque satisfaction.

LES TRAITÉS D'UTRECHT Les conditions sont dures, mais la coalition est virtuellement dissoute et même l'Angleterre, pressée d'en finir, est disposée à faciliter la pacification générale ; le jeu de Louis XIV est, au congrès d'Utrecht qui s'ouvre le 29 janvier 1712, d'amener les Anglais à servir de médiateurs. Depuis les traités de Westphalie, l'Europe n'avait pas vu d'aussi solennelles assises. Mais, cette fois, les situations sont inversées ; c'est la sécurité de l'Europe contre la France qu'il s'agit d'assurer ; le rôle que la France et la Suède avaient joué à Münster et à Osnabrück, l'Angleterre avec la Hollande le tiennent à Utrecht. Le maréchal d'Huxelles, l'abbé de Polignac et Mesnager sont les plénipotentiaires de Louis XIV. La grande affaire est d'abord d'assurer à l'Angleterre les satisfactions qu'elle réclame. La négociation commerciale se poursuit très serrée, très âpre, Mesnager cherchant, par ordre de Versailles, à sauvegarder nos manufactures et nos exportations de produits alimentaires. Le traité de commerce aboutit le 11 avril. Sur le terrain politique, la pierre d'achoppement c'est la renonciation de Philippe V à la

couronne de France : Louis XIV souhaitait qu'il gardât ses droits et que, dans le cas où il deviendrait roi de France, un autre prince français, le duc de Berry, ou à son défaut, le duc d'Orléans devînt roi d'Espagne. Le vieux roi appréhende de laisser le trône à un enfant débile et la régence à son cousin d'Orléans ; il préférerait, en cas de mort du fragile petit dauphin, se reposer du royaume sur Philippe V. Les Anglais offrirent une combinaison. Le duc de Savoie deviendrait roi d'Espagne, Philippe V serait roi de Sicile avec tous les États du duc de Savoie et garderait ses droits au trône de France. Mgr Baudrillart a publié la belle lettre où Louis XIV,



CONFÉRENCES PRÉLIMINAIRES AUX TRAITÉS D'UTRECHT

engageant son petit-fils à accepter, fait preuve d'un juste sentiment des intérêts de la France. Philippe V refusa : il était déjà trop entré dans son personnage espagnol ; l'éclat de la couronne de Philippe II l'emporta dans son esprit sur l'intérêt de la maison de France.

Cette décision produit en Angleterre une détente ; quelques jours après, le gouvernement britannique se retire effectivement de la guerre en négociant une trêve de quatre mois (19 juillet) et en rappelant les troupes du duc d'Ormond qui se retirent à Dunkerque. Le 24 juillet, Villars remporte à Denain la grande victoire qui sauve l'Alsace et Lille. Les Anglais nantis prennent décidément en main la cause de la paix ; aux conférences de Fontainebleau, entre Bolingbroke et Torcy, il est convenu que Louis XIV recouvrera Lille en échange des fortifications de Dunkerque. Strafford fait pression sur les Hollandais et les oblige à conclure en leur

assignant un délai de quinze jours ; Louis XIV leur abandonne Tournai et des avantages commerciaux, mais il garde Condé. Dès la fin de décembre les relations diplomatiques officielles sont reprises entre Londres et Versailles. Le duc de Savoie obtient la Sicile avec la couronne royale et les places d'Exilles et Fenestrelles. La renonciation de Philippe V est enregistrée par les Cortès le 5 novembre en présence de nombreux grands d'Espagne, celles des ducs de Berry et d'Orléans par le Parlement de Paris dûment garni de pairs (5 novembre 1712, 13 mars 1713). Il est remarquable que la renonciation de Philippe V porte dans le préambule : « Il a été proposé et fait instance par l'Angleterre, etc... » L'Angleterre devient en quelque sorte garante des renonciations et arbitre du droit public européen ; c'est elle qui empêche la monarchie de Charles-Quint de se rétablir au profit de la France. Le 30 janvier 1713 est signé le traité « pour la succession de la couronne d'Espagne et pour la barrière de leurs Hautes Puissances. » La Belgique doit échoir à la maison d'Autriche et les Hollandais y mettront garnison dans une série de places qui constitueront pour leur défense « une barrière ». Le roi de Prusse, lui aussi, se retire de la lutte à la suite de l'Angleterre, moyennant la reconnaissance de sa dignité nouvelle. Tant de concessions valaient à Louis XIV un avantage ; il pouvait repousser les prétentions exorbitantes de l'empereur. En donnant toutes satisfactions à l'Angleterre, il sauvait sa frontière de l'Est. La manœuvre, après tant de déboires, était habile et bien conduite. A Utrecht, le 11 avril, furent signés par la France sept traités avec l'Angleterre, les Provinces-Unies, l'électeur de Brandebourg, le duc de Savoie ; et, par l'Espagne, trois traités.

L ES TRAITÉS DE RASTADT ET DE BADE

L'empereur restait seul en face de Louis XIV. La campagne diplomatique qui avait dissous la terrible coalition de 1701 avait été sans doute largement facilitée par la politique britannique ; Louis XIV n'obtenait un succès relatif qu'au prix de durs sacrifices qui n'ont jamais été réparés ; mais le roi et Torcy eurent le mérite de saisir l'occasion et d'en tirer les avantages qu'elle comportait. La diplomatie française, en posture de vaincue, sut rester digne sans raideur, fière sans arrogance. Louis XIV a donné dans l'adversité un grand exemple de constance, de maîtrise de soi ; pas un instant, même quand il renonçait à défendre son petit-fils, il n'a abandonné ses alliés de Bavière et de Cologne. Après Denain, la fortune est revenue à ses drapeaux. Villars pousse ses avantages en Allemagne, prend Landau, Fribourg-en-Brisgau. Il rencontre à Rastadt le prince Eugène, et les deux grands chefs négo-

cient la paix sur la base du traité de Ryswick, c'est-à-dire Strasbourg restant à la France. Louis XIV demandait une satisfaction pour ses alliés et une compensation pour Fribourg. La négociation, comme l'année précédente à Utrecht, est accrochée par le désir de la France et de Philippe V de procurer une principauté souveraine à la princesse des Ursins, la *camerera mayor* de la cour de Madrid, qui avait bien servi la cour de France. Sur cette question, on rompit une première fois pour reprendre les négociations le 28 février 1714 et conclure enfin le 6 mars. Mme des Ursins n'eut pas de principauté, mais la France garda Landau avec Queichheim, Nussdorf et Dammheim. Les électeurs de Bavière et de Cologne étaient rétablis dans tous leurs biens et dignités. Les princes allemands adhèrent au traité à Bade en Argovie le 7 septembre. L'état de guerre ne subsistait, juridiquement, qu'entre l'Espagne et l'Autriche et c'est seulement en 1725 que le traité de Vienne y mit fin.

L'EUROPE APRÈS LES TRAITÉS D'UTRECHT ET DE RASTADT

Les traités d'Utrecht et de Rastadt donnent à l'Europe occidentale une physionomie nouvelle qui ne sera guère modifiée jusqu'aux guerres de la Révolution française. La succession d'Espagne a été la grande pensée, la préoccupation dominante du règne de Louis XIV ; elle se règle par un partage défavorable à la France.

C'est sans doute un avantage pour elle qu'un prince français règne à Madrid : sauf quelques nuages et même une courte guerre, l'amitié entre les deux royaumes s'est maintenue jusqu'à la Révolution ; mais l'Espagne ne possède plus rien en dehors de la péninsule, si ce n'est l'Empire des Indes. Sa ruine économique et sa déchéance politique deviennent plus manifestes après ce changement de dynastie, quand elle cesse de pouvoir se parer des riches dépendances européennes dont la conservation l'avait obérée mais qui, du moins, lui permettaient de faire figure de grande puissance. Gibraltar, Minorque sont aux mains des Anglais ; le Portugal est devenu, par le traité de lord Methuen, un vassal de la Grande-Bretagne. L'Espagne administre de vastes colonies, mais c'est pour le profit de l'Angleterre maîtresse des mers ; le système du monopole de l'État ne résiste pas à la concurrence d'une contrebande organisée et devenue licite en vertu des traités. L'Espagne apportera ainsi, souvent, à la politique française, au dix-huitième siècle, une charge plutôt qu'une aide.

C'est un bénéfice évident d'avoir, sur une frontière, supprimé l'adversaire qui, depuis deux siècles, tenait en échec la monarchie française. Mais c'est par les Pays-Bas et le Luxembourg, non par les Pyrénées, que la monarchie espagnole

faisait pression sur la France Dans l'héritage de Charles II, ce qui nous importait, c'étaient les Pays-Bas catholiques, la Belgique actuelle. La branche autrichienne des Habsbourg s'y installe. Louis XIV leur abandonne Ypres, Furnes, Tournai. Or, l'Autriche est en train de devenir forte parce qu'elle trouve, dans le bassin moyen du Danube, aux dépens des Turcs, un domaine d'expansion, parce qu'elle englobe des peuples slaves très militaires que recrutent ses armées, et parce qu'elle reste à la tête de l'Allemagne grâce à cette dignité archaïque, mais toujours vivace, de l'Empire. Les traités d'Utrecht établissent la domination de Vienne à Bruxelles, à Milan, à Naples : source de guerres futures, origine de maux infinis dont l'Angleterre est responsable. Il est remarquable que la puissance insulaire et navale, l'Angleterre, quand elle s'est trouvée en mesure d'organiser l'ordre et la paix sur le continent, a toujours semé la guerre. La crainte de la puissance française lui a fait commettre les pires fautes politiques. Il ne convient pas à l'Angleterre que la France soit trop forte, parce que la France est en situation de devenir une grande puissance maritime ; mais, pour la brider, la politique britannique a successivement grandi l'Autriche et la Prusse.

La Hollande a travaillé pour l'Angleterre ; sa rupture avec la France est la véritable origine de sa décadence ; la voici coincée entre les Iles britanniques, qui décidément l'emportent sur mer, l'Autriche maîtresse des Pays-Bas et la Prusse qui devient forte dans l'Allemagne du Nord. Sans doute, l'orgueil de ses bourgeois est satisfait ; ils ont triomphé du grand roi ; ils ont le droit d'occuper, dans les Pays-Bas autrichiens, « une barrière », c'est-à-dire un certain nombre de places où ils mettent garnison et dont la destination est d'arrêter toute offensive française. Ce droit est réglé par le traité d'Anvers, dit de la Barrière, entre l'Autriche et les Pays-Bas (15 novembre 1715). Mais la Hollande n'est plus à la tête des puissances protestantes ; ce privilège est passé à l'Angleterre et déjà, pour une moindre part qui grandira, à la Prusse.

Ce nouveau royaume se trouve donc, dès sa naissance, dans la clientèle de l'Angleterre et, comme il a une armée solide, organisée, disciplinée selon des principes nouveaux, le cabinet de Londres jettera souvent son dévolu sur lui pour en faire le soldat continental dont il a besoin. Comme l'Autriche, la Prusse puise sa force à l'Est où elle s'agrandit aux dépens des Polonais et des Lithuaniens. Elle a un pied sur la Vistule et le Niémen, l'autre sur la rive gauche du Rhin par Clèves et Juliers et un morceau de la Gueldre espagnole qu'elle acquiert à Utrecht. Frédéric I^{er} qui ceint la couronne royale en 1700 va, en perfectionnant avec amour son armée, prendre

dans la politique européenne une place grandissante. C'est un grand fait nouveau que l'existence et la croissance, au dix-huitième siècle, d'une monarchie militaire, née d'une croisade contre les Slaves et qui cherche à grouper les forces luthériennes, comme l'Autriche les forces catholiques. Charles XII, a manqué sa destinée ; dans la lutte pour la Baltique, la Suède est vaincue ; son rôle dans l'Allemagne du Nord est fini et c'est la Prusse qui s'en empare. Avec les rois saxons la Pologne décline ; mais, dans les grandes plaines de l'Est, une puissance nouvelle, déjà formidable, surgit : la Russie européanisée par Pierre le Grand.

Dans les remous de la guerre et des négociations, le duc de Savoie, comme l'électeur de Brandebourg, a recueilli une couronne royale. Son appétit grandit à la mesure de son nouveau titre. Ballotté entre la menace d'une ruine totale et l'espoir de hautes destinées, il a fondé sa fortune en portant sans vergogne son alliance de la France à l'Espagne et à l'Autriche ; maintenant que le Habsbourg de Vienne règne à Milan, il en deviendra l'adversaire. Les traités d'Utrecht et de Rastadt n'ont tenu aucun compte des intérêts spécifiquement italiens. Les terres italiennes n'ont été regardées que comme monnaie d'appoint pour satisfaire les vainqueurs ou compenser les pertes des vaincus. Sous l'hégémonie espagnole, les États italiens étaient à peu près libres de leurs destinées ; l'Autriche va exercer une influence plus directe, plus voisine, plus odieuse aussi à l'Italien, comme tout ce qui vient d'au delà des monts qui le séparent des *Tedeschi*. Le pape aura plus de peine encore à défendre son indépendance en face de l'Autriche qu'en face de l'Espagne. La Toscane a perdu le monopole du commerce de l'argent. L'Angleterre et la Hollande ont achevé de tuer Venise ; la domination britannique dans la Méditerranée est fondée ; d'ailleurs l'importance de la Méditerranée va déclinant : depuis Christophe Colomb, la vie se retire peu à peu d'une mer fermée et la puissance qui y domine est celle qui possède sur les grands océans le *sea power*. Les ports barbaresques sont toujours des repaires de pirates qui viennent jusque sur les côtes de Provence et de Languedoc faire des captifs et du butin ; l'enlèvement par les corsaires de Salé, du Rif, d'Alger, de Tunis n'est pas seulement une péripétie dans les comédies, c'est un cruel fléau que les expéditions navales n'arrivent pas à détruire et que la charité héroïque des Pères de la Merci ne réussit qu'à pallier. Les corsaires célèbres, comme Gargot qui a laissé des *Mémoires*, ont leur place dans la chronique du temps.

La Turquie, depuis les grands vizirs macédoniens Keupriliü (1656-1702), est retombée dans les tragédies de palais ; le siège de Vienne a été sa dernière entreprise offensive ; la voilà désormais qui recule : le prince Eugène la rejette derrière

le Danube, dans la péninsule balkanique, et même, un moment, établit sur la Serbie du Nord, le Banat et la Petite-Valachie, la domination de l'Autriche (traité de Passarovitz, 1718). Dans la politique française, la Turquie ne tient qu'une place secondaire ; Louis XIV ne recherche l'alliance de la Porte qu'au moment où des coalitions redoutables mettent sa puissance en péril. Tantôt, sous l'aiguillon du danger, il tente de renouer le pacte traditionnel, tantôt il retourne à son rêve d'hégémonie et s'admire dans le rôle de chef de l'Europe chrétienne conduisant vers l'Orient la croisade libératrice. L'ambassade du marquis de Nointel (1671), qu'Albert Vandal nous a contée, est, depuis Savary de Brèves, la première tentative importante pour renouveler l'alliance du seizième siècle. Ahmed Keuprili se plaint à lui qu'il rencontre toujours des Français parmi les ennemis de la Porte, à la bataille de Saint-Gothard, au siège de Candie. Nointel cependant obtient satisfaction au sujet des Lieux saints et renouvelle les Capitulations (1673). Son successeur, Guilleragues, exerce une grande influence à Constantinople. Mais, pendant la guerre de succession d'Espagne, la Turquie est en paix avec nos ennemis ; l'Anglais Paget est plus écouté que M. de Ferriol et, au moment de la plus grande détresse de Louis XIV, aucune diversion ne se produit sur le Danube. D'ailleurs, les jours de la grande puissance ottomane sont comptés ; l'Autriche se met en marche vers l'Orient et déjà Pierre le Grand a pris pied sur la mer Noire (1696) comme sur la Baltique et aperçoit, dans les rêves de sa jeune ambition, la coupole de Sainte-Sophie.

LE BILAN DE LA POLITIQUE DE LOUIS XIV

Ainsi se déplace peu à peu vers l'Est l'axe principal de la politique européenne en même temps que grandit l'importance du commerce maritime et colonial et de la domination sur les mers. La France, après les traités d'Utrecht et de Rastadt, dispose d'une puissance intrinsèque plus forte qu'au temps des deux grands cardinaux, mais sa puissance relative est amoindrie parce qu'à côté d'elle d'autres États ont prospéré. La grande espérance du règne, la succession d'Espagne, s'évanouit. L'acquisition de la Franche-Comté, de Strasbourg et d'une meilleure frontière du côté des Flandres n'est qu'une faible compensation à l'occasion manquée de réunir à la France la Belgique actuelle, le Luxembourg, la Lorraine. Les Pays-Bas catholiques, si la politique de Louis XIV avait réussi, seraient aujourd'hui aussi complètement français que Lille ou Dunkerque ; les influences méridionales dans notre politique intérieure trouveraient un utile contrepoids.

Durant le règne de Louis XIV, la France, par le chiffre de sa population com-

paré aux États voisins, par ses ressources en hommes, par sa richesse, son activité économique et intellectuelle, dispose d'une force très supérieure à celle de chacun de ses adversaires et presque égale à leur coalition. Mais Colbert n'a pas eu la faculté de réaliser l'organisation administrative, financière et économique qui aurait pu rendre immédiatement jouable et utilisable cette supériorité virtuelle. Louvois n'a pas complètement réussi à donner à la France une armée exempte des habitudes qui étaient alors en usage et qui, en même temps que les troupes conquéraient des terres nouvelles, blessaient et ulcéraient les habitants. Surtout, Louis XIV n'est pas parvenu à s'assurer cette maîtrise des mers dont Richelieu avait si bien compris l'importance décisive. C'est par là, en même temps que par le développement, en Hollande et en Angleterre, de nouvelles sources de richesse, que son œuvre d'expansion territoriale française a partiellement échoué. L'établissement d'un Bourbon à Madrid n'est pas une compensation adéquate à l'établissement de l'Autriche à Bruxelles.

Ainsi, la diplomatie de Louis XIV a dépensé des ressources extraordinaires d'habileté, d'activité, d'ingéniosité pour n'aboutir qu'à des résultats territoriaux incomplets, tant il est vrai que la diplomatie, si elle est un art en soi, trouve dans les ressources générales de l'État l'instrument nécessaire et la limite de ses succès. Jamais la diplomatie française n'a été plus active, mieux servie, plus avertie. Lionne, Pomponne, Croissy, Torcy sont les serviteurs expérimentés et exacts de la politique du roi, mais il est évident que, dans une mesure qu'il est impossible de préciser, leurs propres conceptions ont exercé une influence sur les décisions du maître. Louis XIV a été bien servi parce qu'il savait commander ; il est, dans tous les domaines, mais surtout dans la politique extérieure, l'animateur par excellence. Ce que les historiens ont appelé son orgueil, qu'on lui a tant reproché, est avant tout le juste sentiment de la maîtrise que la France du dix-septième siècle possède dans tous les domaines. Louis XIV a hérité de ses ascendants espagnols une hauteur distante qui fait contraste avec la grandeur simple et sans apprêt d'un Henri IV, avec les allures chevaleresques d'un Louis XIII, et il a souvent fait, à ses amis comme à ses ennemis, d'inutiles et dangereuses blessures d'amour-propre ; mais c'est surtout la supériorité française, animée et mise en œuvre par un roi laborieux, exact et appliqué, qui a suscité les jalousies, les appréhensions et provoqué la réaction générale des voisins. La politique de Louis XIV a été, en somme, modérée et, si elle a laissé le souvenir d'une France envahissante et conquérante, c'est que, dès cette époque, de Hollande, d'Angleterre et d'Allemagne, se répand en Europe une littérature politique qui exagère et déforme les desseins du roi de

France et de ses agents afin d'ameuter contre lui l'opinion publique dont l'influence ne cesse de grandir. Surtout depuis la révocation de l'édit de Nantes, les passions religieuses mêlent leur venin aux intérêts politiques. La France victorieuse, à la tête des nations catholiques, eût été autrement redoutable, pour les puissances protestantes, que l'Espagne ou l'Autriche, et c'est pourquoi une conjuration permanente poursuit avec âpreté l'amoindrissement de la monarchie française.

Cette résistance de l'Europe a réussi à contenir l'extension territoriale de la France ; elle n'a pas arrêté le rayonnement de sa civilisation. C'est par là que le siècle de Louis XIV est incomparable ; ses conquêtes pacifiques sont plus importantes que ses annexions territoriales. Toute l'Allemagne rhénane et même, loin au delà du Rhin, les cours de Munich, de Dresde, de Berlin sont des foyers où la culture française discipline et polit la rudesse et la grossièreté germaniques. Versailles et la cour de France deviennent le prototype de toute splendeur, et il n'est petit prince allemand qui ne cherche gauchement à imiter le grand roi, même et surtout dans ce qu'il eut de moins exemplaire. La langue française, la littérature française sont, dans toute l'Allemagne, le véhicule des belles manières, de la haute courtoisie ; le raffinement général de la culture et du goût à la mode française a pour conséquence un adoucissement des mœurs qui se font plus policées, plus élégantes. La langue française devient de plus en plus l'organe de la diplomatie et de la conversation. A l'origine de cette expansion, de cet éclat merveilleux de notre culture nationale, on trouve la volonté tenace et appliquée de Louis XIV, son sentiment juste de la grandeur et de la fécondité du génie français. La France de cette époque a été vraiment la lumière du monde et son monarque le roi soleil.





CHAPITRE VII

LA GRANDE LUTTE CONTRE L'ANGLETERRE

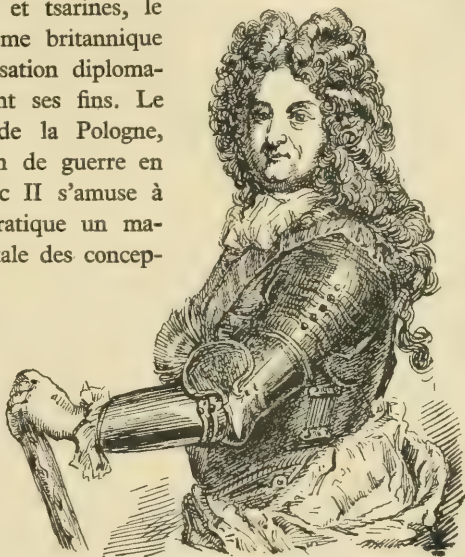
- I. *Dubois et Fleury. — La France et l'Europe au temps de la Régence. — Les conditions nouvelles de la politique française. — La politique de Dubois. — Le mariage polonais. — L'alliance de Hanovre. — La politique de Fleury. — La succession de Pologne et l'acquisition de la Lorraine. — Le marquis de Villeneuve à Constantinople et la paix de Belgrade.*
- II. *La guerre de la succession d'Autriche. — La guerre sur terre et sur mer. — La déviation de la politique française. — La paix d'Aix-la-Chapelle.*
- III. *Le renversement des alliances et la guerre de Sept ans. — La lutte pour la suprématie navale. — Le soldat continental. — Le péril colonial. — Le Secret du roi. — Le renversement des alliances. — Choiseul et le pacte de famille. — Traités de Paris et d'Hubertsbourg. — La politique de Choiseul. — La France et le premier partage de la Pologne. — Conclusion sur le règne de Louis XV.*
- IV. *Louis XVI, Vergennes et la grande lutte contre l'Angleterre. — Le nouveau règne. — Vergennes et sa politique. — La France et l'insurrection des colonies américaines. — La guerre d'Amérique. L'isolement diplomatique de l'Angleterre. — Le traité de Versailles. — La question d'Orient. — Complications aux Pays-Bas. — La Ligue des princes allemands. — L'Entente anglo-prussienne. — La politique française à la veille de la Révolution.*



AR leurs durables conséquences, par le contraste entre la période qui les précède et celle qui les suit, les traités d'Utrecht et de Bade ne le cèdent pas même aux traités de Westphalie. Les traités de 1648 gravent sur la carte la victoire de la France et fondent sa suprématie continentale ; ceux de 1713 consacrent le succès des puissances maritimes et confèrent à l'Angleterre l'hégémonie de l'Europe. Telle est, dans l'histoire, l'importance des grands traités ; ils pèsent très longtemps sur la vie des peuples et sur leur âme. En 1713 la France traite en vaincue avec l'Angleterre, en 1714 elle traite en égale avec l'empereur. Durant tout le règne de Louis XV, elle luttera vainement contre l'Angleterre, mais elle restera, sur le continent, la première puissance. Après les traités de Westphalie, la France rayonne en Europe d'un éclat sans pareil ; sa civilisation s'impose par la supériorité de la pensée, par la gloire d'un règne qui présente à la terre l'idéal de toute grandeur, le prototype de toute royauté. Après le traité d'Utrecht, les influences étrangères, celle de l'Angleterre surtout, s'infiltrèrent en France. Locke est au dix-huitième siècle ce que Descartes est au dix-septième. Les vainqueurs sont toujours imités ; les conquêtes de la pensée sont inséparables du succès des armes.

De 1715 à 1789, la politique française est plus complexe que de 1648 à 1715. Sur l'échiquier, les pièces évoluent plus nombreuses. La Russie, entrant en scène, élargit l'Europe et jette dans la balance le poids de ses masses asiatiques. Par l'affaiblissement de l'Empire ottoman, une « question d'Orient » surgit à laquelle s'intéressent, outre la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, la France. En face de l'empereur Habsbourg catholique, voici que se dresse, entre Rhin et Vistule, le roi de Prusse Hohenzollern luthérien. Le roi d'Angleterre est en même temps électeur du Saint-Empire comme souverain du Hanovre : par là, l'Angleterre se trouve mêlée à la vie continentale ; les Allemands du Nord prennent l'habitude de se faire ses soldats continentaux. La Pologne est coincée entre la Russie qui aspire à déboucher vers l'Ouest et la Prusse qui, depuis les chevaliers teutoniques, conduit les Allemands du Nord à la croisade et à la curée contre les peuples de la Baltique. Les rivalités européennes s'étendent outre-mer ; c'est le temps où l'Angleterre établit sa suprématie sur les océans et forme, aux dépens de l'Espagne, du Portugal et de la France, son empire colonial. Les guerres de Louis XV et de Louis XVI sont, avant tout, des luttes pour le *sea power*. Mais l'Angleterre du dix-huitième siècle n'est plus le pays qui a fait la guerre de Cent ans ; après

Venise et la Hollande, elle s'enrichit par le commerce maritime ; le prestige politique que confère la richesse mobilière passe à Londres. L'or met à sa disposition un autre moyen d'influence : l'opinion. Par des canaux secrets, la cavalerie de Saint-Georges s'infiltré sur le continent. Depuis cette époque, il a toujours existé, en France, des zélés de l'anglicisme qui n'ont pas toujours été désintéressés. A cette introduction d'éléments nouveaux, l'Europe ne gagne ni en stabilité, ni en moralité ; le despotisme des tsars et tsarines, le militarisme prussien, le mercantilisme britannique n'élèvent pas le ton de la conversation diplomatique, pas plus qu'ils n'ennoblissent ses fins. Le rapt de la Silésie, les partages de la Pologne, l'agression anglaise sans déclaration de guerre en 1756, caractérisent l'époque. Frédéric II s'amuse à écrire l'*Anti-Machiavel*, mais il pratique un machiavélisme grossier, caricature brutale des conceptions du grand Florentin. Jamais la raison d'État n'a été plus tyrannique, plus basement utilitaire ; jamais les scrupules de moralité n'ont été plus absents de la politique ; jamais non plus l'influence de la papauté dans les affaires européennes n'a été plus circonscrite.



LE RÉGENT PHILIPPE D'ORLÉANS
par Hyacinthe Rigaud

La complexité de la vie politique s'aggrave par le gouvernement intérieur de la France.

L'incohérence s'explique d'un mot : absence d'autorité, qui n'exclut pas abus d'autorité. Sous Louis XIV, à peine sait-on les noms des ministres, bien qu'ils soient gens de haut mérite ; sous Louis XV, les ministres ont l'air d'être les maîtres, mais ils n'ont jamais les coudées franches ; aux prises avec des intrigues de cour, inquiets à la fois de la clairvoyance du roi et de son impuissance à vouloir, ils ne sont ni orientés, ni soutenus. Un jour que la reine se plaignait d'un ministre qui lui avait refusé une grâce, Louis XV répondit : « Que ne m'imitiez-vous, madame, je ne demande jamais rien à ces gens-là. » La politique est l'art de choisir. Quand le chef qui doit choisir ne remplit pas son office, la

politique n'a plus de règle ; elle ne sait ce qu'elle veut, ni où elle va ; elle poursuit à la fois plusieurs desseins, souvent contradictoires, les brise, les interrompt, selon l'humeur des ministres et le cours des événements. Politique au jour le jour : on ne sent pas, sauf à de rares intervalles, une volonté sûre d'elle-même. La tradition des bureaux est stagnante lorsqu'elle n'est pas vivifiée par l'initiative intelligente du maître. L'esprit public, dont l'influence grandit à mesure que s'anémie le pouvoir, n'a pas toujours le sentiment juste de l'intérêt national ; il s'énervé, lui aussi, de ne pas se sentir dirigé. Jamais peut-être la France n'a eu à son service plus de talents, jamais non plus les résultats n'ont été plus décevants. Cette carence, à une époque où l'Europe se transforme, où des puissances nouvelles montent au zénith, a été un désastre pour notre pays.

I. — DUBOIS ET FLEURY

LA FRANCE ET L'EUROPE AU
TEMPS DE LA RÉGENCE

Après les traités d'Utrecht et la mort du grand roi, quelle direction va prendre la politique française ? Un prince de la maison de France s'est assis sur le trône d'Espagne : de ce côté, la question est réglée. Mais les traités de 1713 et de 1714 ont installé, dans les Pays-Bas catholiques, la branche autrichienne de la maison de Habsbourg, au lieu et place de la branche espagnole. De ce chef, les Habsbourg de Vienne accroissent leur importance européenne en même temps qu'ils la fortifient par des luttes heureuses contre les Turcs. Les Pays-Bas, le Luxembourg, la Lorraine et subsidiairement la Savoie, voilà des objets dignes d'occuper la politique française ; les réunir au domaine serait l'achèvement de l'œuvre nationale de la monarchie. Mais c'est l'Angleterre et la Hollande, non l'Espagne et l'Autriche, qui ont empêché Louis XIV d'annexer les Pays-Bas espagnols ; là est l'obstacle. Contre la Hollande et surtout contre l'Angleterre — la Hollande s'en va déclinant, « petite barque dans le sillage d'un vaisseau de haut bord » — c'est un conflit maritime qu'il faudrait affronter ; les colonies s'y trouveraient impliquées. Réciproquement, les Pays-Bas et, dans une certaine mesure, le Hanovre, voilà des gages pour obliger l'Angleterre à respecter nos colonies. De toute façon, le fort de la lutte sera aux Pays-Bas. Si la France s'enfonce trop avant dans les affaires allemandes, si elle subit des échecs, les colonies seront compromises. Situation embrouillée qui exige des décisions rapides, des choix hardis ; la politique française

ne fut pas toujours assez alerte pour y faire face. C'est toute l'histoire du règne de Louis XV.

Aux grandes crises et aux dures souffrances succède toujours une période d'accalmie, de convalescence : le ressort moral se détend. Après les longs règnes d'autorité, le ressort politique faiblit. Pour roi un orphelin de cinq ans, pour le suppléer un homme cultivé, intelligent et fin, mais paresseux, blasé, sceptique : voilà la régence.

Après la mort de Louis XIV, les ministres, les bureaux, la vieille cour, Mme de Maintenon, les légitimés, cherchent à continuer la politique ancienne : renforcement de l'alliance avec l'Espagne, paix avec l'Angleterre, reprise prudente d'une politique franco-espagnole d'influence en Italie et d'expansion aux Pays-Bas. Un parti à la cour et dans le pays préconise une entente avec les puissances maritimes : l'Espagne, n'est plus une force et l'on peut, de concert avec les tories d'Angleterre, gagner quelque avantage parmi les ruines de son héritage disloqué. On croyait généralement que le petit Louis XV ne vivrait pas : à qui irait le trône ? Au régent ou à Philippe V ? En dépit des renonciations, Philippe V peut revendiquer ses droits et abandonner l'Espagne à son fils ; sa seconde femme, Élisabeth Farnèse, préférerait l'éclat de Versailles aux austérités de l'Escurial et la Camerera mayor, l'adroite princesse des Ursins, — dont Mme Saint-René Taillandier a si joliment conté l'histoire, — trouverait en France un théâtre plus digne de ses talents. La vieille cour, surtout le gouverneur de l'enfant royal, Villeroy, s'imaginent que le duc d'Orléans n'a qu'une idée : supprimer le petit roi. Cette question dynastique domine la politique extérieure. Naturellement, les préférences de Philippe d'Orléans vont à une entente avec l'Angleterre. Tout le long du règne, on suit la trace de ces deux tendances qui souvent s'incarnent en deux factions : c'est la duchesse du Maine en face du régent et de Dubois ; c'est Chauvelin, puis Argenson, en face de Fleury. Entre les deux partis, Louis XV n'a pas l'énergie d'être arbitre ; il aura lui-même une cabale et travaillera à l'encontre des ministres. Ainsi, la politique extérieure qui ne devrait dépendre que des intérêts, se trouve associée aux luttes de deux coteries. Le labeur consciencieux, régulier, dans l'allégresse du pouvoir exercé comme un devoir, aimé comme la plus haute des jouissances, telle était la conception royale de Louis XIV et voilà ce qui manque à son successeur. Après la joie de régner, voici l'ennui de régner.

La crise économique et financière qui porte dans l'histoire le nom de l'Écossais Law a eu, pour notre politique extérieure, des conséquences graves qu'il faut définir d'un mot. La France a manqué l'occasion d'entrer dans une voie nouvelle,

celle du commerce, de l'industrie, de la richesse mobilière, du crédit, où la Hollande et l'Angleterre avaient trouvé le secret de leur puissance. La colonisation qui reçut de Law, malgré les vices de son système, une impulsion féconde, souffrit beaucoup de sa chute. L'opinion publique prit en aversion les colonies. A l'origine des désastres qui ont fait perdre à la France ses possessions d'outre-mer, il faut placer la ruine du système. Ce faux départ a fait manquer à la France, au moment opportun, la route des temps nouveaux.

De 1715 à 1740 la France, épuisée par les guerres de Louis XIV, en proie à une crise financière tragique, gouvernée par un roi mineur, cherche la paix. « J'ai trop aimé la guerre », avait dit le monarque expirant. L'Angleterre, elle aussi, désire la paix pour rétablir ses finances. N'a-t-elle pas obtenu tout ce qu'elle souhaitait ? Pour le maintien de la stabilité sur les bases du traité d'Utrecht, l'entente franco-anglaise est indiquée ; Jacques Stuart inquiète le roi George comme Philippe V inquiète le régent. L'obstacle à la paix vient d'Espagne. Son roi, Bourbon rêve de reconstituer, surtout en Italie, où l'attire l'ambition de la reine Farnèse, un empire espagnol et il intrigue à Paris pour s'assurer la succession éventuelle de Louis XV. Un ministre actif, intelligent, l'Italien Alberoni, entreprend de rajeunir la monarchie espagnole, de lui rendre son grand rôle européen. Mais la France ne veut pas être entraînée à de nouvelles complications ; elle fait, aux projets du roi d'Espagne, une opposition qui va jusqu'à l'hostilité, et qui scandalise « l'ancienne cour » fidèle aux amitiés espagnole et jacobite.

Londres est le centre de la politique européenne. Philippe V, pour la réalisation de ses projets en Italie et en France, cherche l'appui du gouvernement britannique ; il apporte un traité de commerce (14 décembre 1715) qui renouvelle les clauses d'Utrecht et notamment le privilège du « vaisseau de permission ». L'empereur entrevoit, dans la puissance hanovrienne anglaise, un contrepoids à la Prusse qui, à son gré, grandit trop vite. Le 24 mai 1716, il signe un traité avec le roi George par lequel les deux souverains se garantissent réciproquement leurs possessions. Philippe d'Orléans n'est pas assez sûr de son pouvoir pour braver l'opinion publique et négocier ouvertement avec l'Angleterre. Il a permis au prétendant, durant les premiers mois de la régence, de traverser la France pour s'embarquer à Dunkerque, et aidé une expédition jacobite qui échoua. Le rapprochement est amorcé par l'entremise de La Haye. Puis le régent envoie à Londres un personnage de second plan qui a sa confiance, souple et audacieux négociateur, aiguillonné par le besoin de faire sa fortune en assurant celle de son maître : c'est l'abbé Dubois.

LA POLITIQUE DE DUBOIS C'est un curieux personnage, bien de son temps et, malgré ses défauts, très supérieur à la légende dont Saint-Simon l'a noirci. Petit bourgeois, fils d'un médecin de Brive, il fait de fortes études à Paris et entre dans la maison du duc de Chartres comme adjoint au précepteur du jeune prince, fils de Monsieur. Le voilà dans la place. Un roturier, pour se pousser à la cour, devait avoir l'échine souple et porter l'habit ecclésiastique. Dubois obtient un bénéfice et le voilà « abbé » sans avoir reçu les ordres. Il est intelligent, laborieux, tenace, plein d'entrain et de verve, aimant l'action et l'intrigue, plus cynique dans ses propos que dans ses actes, plus dépravé en paroles qu'en effets. Comment, sans ses défauts qu'il porte en ostensoir, aurait-il, dans un pareil milieu, réussi à se pousser ? Or, il veut faire carrière par ambition, car il se sent de l'étoffe, par cupidité, car il aime l'argent. Il devient l'instrument, le conseiller, le premier ministre du régent qui apprécie en Dubois les qualités dont lui-même est dépourvu, l'application, la volonté. Pour prix de ses services, il obtient les avantages auxquels un bourgeois peut aspirer : archevêque de Cambrai, cardinal, académicien. Il n'est ni Richelieu, ni Mazarin, mais peut-être ne lui a-t-il manqué, pour faire grande figure dans l'histoire, qu'une vie plus longue et un maître plus résolu. Saint-Simon et d'Argenson ont dit qu'il avait reçu de l'argent de l'Angleterre, c'est possible ; mais il avait, à ménager le cabinet de Londres, de meilleures raisons ; sa diplomatie, si elle ne fut pas très fière, fut somme toute assez pratique pour un pays vaincu et en proie à une crise financière. L'alliance espagnole avec Philippe V et Alberoni, c'était l'aventure ; l'alliance avec l'Angleterre, c'était la sécurité ; mais il fallait en passer par la honte de l'expulsion du prétendant Stuart et la démolition des forts de Mardick qui devait remplacer Dunkerque. Telles sont les bases de l'accord que Dubois conclut avec Stanhope à Hanovre (10 octobre 1716).

Comme il arrive souvent aux négociateurs improvisés, Dubois n'avait pas vu, dans son impatience de réussir, que le roi George, à cause du Hanovre menacé par une coalition du Nord, avait besoin de la France et que Louis XV pouvait obtenir l'alliance à meilleur compte. L'accord devint la Triple Alliance de La Haye pour la garantie des traités d'Utrecht (4 janvier 1717). Philippe V, féru de politique italienne, agit, à l'égard de Charles VI, avec tant de maladresse provocatrice (occupation de la Sardaigne, août 1717, de la Sicile, juillet 1718) qu'il le pousse à se rapprocher de la Triple Alliance qui, par cette adhésion, devient la Quadruple Alliance le 2 août 1718. L'Angleterre commence les hostilités contre l'Espagne dans la mer de Sicile en détruisant une escadre. La conspiration de Cellamare entraîne la France dans la même voie : c'est une pauvre histoire, une coalition

d'intrigues de salon, de rancunes de cour, menée par la duchesse du Maine, où l'ambassadeur d'Espagne, Cellamare, eut l'imprudence de se compromettre; répétition, atténuée jusqu'au ridicule, des complots du temps de Richelieu, où l'Espagne finançait les révoltes de la noblesse. Le danger était que l'opinion publique, hostile à la politique anglaise du régent, ne comprenait pas que Philippe V, après tant de sang répandu pour le mettre sur le trône, ne fût pas l'allié de son neveu Louis XV. Mais, le complot découvert, la publication des papiers des conjurés ramène le sentiment public à la politique de Dubois. La guerre est déclarée (9 janvier 1719); Berwick entre en Espagne, tandis qu'Alberoni essaye de provoquer une révolte en Bretagne. Tout se termine par l'exil d'Alberoni et l'adhésion de l'Espagne à la Quadruple Alliance (20 mai 1720). Philippe V, guéri des ambitions imprudentes, en revient à la politique de famille, à l'alliance défensive avec la France comportant garantie réciproque des territoires (27 mars 1721); l'alliance anglo-française reste intacte et devient, par l'adhésion de l'Espagne, une nouvelle Triple Alliance (13 juin 1721). On aidera Philippe V à établir ses fils en Italie; l'infante épousera Louis XV et le prince des Asturies la fille du régent. La petite Marie-Anne-Victoire — elle avait trois ans — fut amenée à la cour de France et Mlle de Montpensier partit pour l'Espagne.

Ainsi triomphe la politique du régent, mais elle reste subordonnée et le succès est pour le cabinet britannique; il est l'arbitre de l'Europe pacifiée. Par l'adhésion de l'Espagne à la Quadruple Alliance, par le traité de Nystadt qui termine la guerre pour la Baltique, l'Europe devient une sorte de Sainte Alliance ou de « Société des États, » sous le haut patronage de l'Angleterre. C'est l'époque où l'abbé de Saint-Pierre, naguère secrétaire du congrès d'Utrecht, reprenant l'idée prêtée par Sully à Henri IV, propose son plan ingénieux et naïf de paix perpétuelle. L'Angleterre, l'empereur insistent auprès du régent, peu empressé, pour que Dubois obtienne le prix de ses services. Clément XI refusant le chapeau, Dubois devient d'abord (4 février 1720) archevêque de Cambrai, recevant en un seul jour la plénitude des ordres sacrés; enfin le cardinal Conti, devenu Innocent XIII avec l'appui de la cour de France, accorde le chapeau (27 juin 1721). Le voilà devenu l'égal de Richelieu et de Mazarin, cardinal et premier ministre (22 août 1722); le voilà célébré par l'Académie comme « un second Richelieu »; mais, presque aussitôt, le voilà mort, à soixante-six ans, le 10 août 1723. Le régent le suit de près (2 décembre).

L'occasion s'est présentée au régent d'une politique plus hardie, plus indépendante : c'est au moment où le tsar Pierre vint à Paris et offrit son alliance.



*Guilhelmus du Bois Archiepiscopus Cameracensis
Gallus S.R.E. Presbyter Cardinalis creatus
à SS^{mo} D N. INNOCENTIO PAPA XIII. in Consisto-
rio secreto die 16. Iulij 1721.
Obijt die 10. Augusti 1723.*

Domineus de Regis Haeres Io. Jacobi formis Romæ ad Templum S. M. de Pace cum Prual. S. P.

LE CARDINAL DUBOIS

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale).

Mais la Russie, en Europe orientale, a partout pris position à l'encontre de la politique traditionnelle de la monarchie ; elle menace les Turcs ; elle a soutenu l'empereur durant la guerre de succession d'Espagne ; elle a combattu la candidature du prince de Conti au trône de Pologne. Déjà, en 1697, Louis XIV avait fait honnêtement détourner le jeune tsar de venir en France. Même après Poltava, Pierre le Grand produisit dans cette vieille cour de Versailles, en 1717, l'effet d'un roi barbare. On lui fit de grandes politesses, mais on ne parla guère d'affaires. L'offre du tsar était incompatible avec l'alliance anglaise sur laquelle était fondée la politique du régent ; elle impliquait une entente amicale avec l'Autriche, c'est-à-dire un renversement des alliances, celui-là même qu'on hasarda en 1756 et qui produisit une telle perturbation dans la politique française. Était-il réalisable dès 1717 ? Saint-Simon paraît avoir eu l'intuition de la manœuvre à risquer sur cette voie d'avenir ; mais l'opinion n'était pas mûre et l'alliance anglaise ne laissait pas à la cour de Versailles assez de liberté de mouvement pour qu'elle pût opérer un tel revirement. Du moins, de bonnes relations furent inaugurées avec la Russie, un traité de commerce signé ; les envoyés de France, Campredon et Bonac, s'employèrent activement à la paix du Nord (traité de Nystadt, 1721) et à la paix des Balkans (traité de Belgrade, 1721).

L E MARIAGE POLONAIS

A la mort du régent, c'est un Condé, le duc de Bourbon, qu'on appelait Monsieur le duc, qui devient premier ministre ; Fleuriau de Morville reste secrétaire d'État aux Affaires étrangères ; la maîtresse du duc, Mme de Prie, et surtout le précepteur du roi, Fleury, exercent une influence prédominante.

Le régent et Dubois avaient réussi à tirer d'une bonne entente avec l'Espagne ce qu'elle pouvait donner et à la consolider par un projet de mariage. L'infante était élevée à la cour de France. La fille du régent, qui avait épousé l'infant don Luis, devenait, en quelques mois, reine d'Espagne par l'abdication de Philippe V (janvier 1726) et veuve (31 août). La politique des mariages est exposée à rencontrer des obstacles naturels. Le cours de l'histoire eût été changé si Louis XI s'était trouvé avoir un fils en âge d'épouser Marie de Bourgogne. Cette fois, la différence des âges fit rompre le mariage espagnol. Louis XV aurait vingt-trois ans quand l'infante en aurait seize. M. le duc jugea dangereux d'attendre si longtemps pour le marier ; il avait hâte que la naissance d'un dauphin éloignât du trône le jeune duc d'Orléans. La petite infante fut tristement acheminée vers les Pyrénées. Philippe V et la reine Farnèse, ulcérés, recommencèrent d'intriguer

contre la France. Mais il fallait marier le roi. De George I^{er} on essaya un refus ; une fille de la dynastie de Hanovre ne pouvait devenir catholique. On rejeta, pour ce même prétexte de religion, malgré des offres réitérées, Elisabeth, fille de Pierre le Grand et de Catherine I^{re}. On finit par choisir Marie, fille du roi détrôné de Pologne, Stanislas Leczinski, qui vivait pauvrement à Wissembourg. On n'a voulu voir dans ce mariage inattendu qu'un calcul d'ambition ou de jalousie de la marquise de Prie ; mais, si peu de chances qu'il eût de redevenir le roi élu de la république polonaise, Leczinski représentait, en face des rois saxons et du péril russe, le chef du nationalisme polonais, le candidat de la France et de Charles XII. Une entente entre l'Autriche et la Russie pour un partage de la Pologne et pour des conquêtes aux dépens de la Turquie était déjà dans l'air. Frédéric II y pensait de son côté. Une Pologne forte alliée à la Suède, une Turquie capable d'intimider la cour de Vienne, c'était le principe de la politique de Versailles : le mariage polonais avait donc une signification. La France s'en tenait à un système d'équilibre continental et d'alliance anglaise.

L'ALLIANCE DE HANOVRE Les rancunes de Philippe V troublaient l'Europe ; le successeur Bourbon de Charles-Quint rêvait de refaire l'union avec l'Empire, de rétablir l'influence prépondérante de l'Espagne en Italie : anachronismes dont son imagination se leurrait et qui inquiétaient Londres et Versailles. L'empereur Charles VI, lui, pensait à faire accepter par l'Europe sa Pragmatique Sanction, publiée en 1713, par laquelle il instituait héritière de ses couronnes sa fille Marie-Thérèse, au détriment des filles de son frère aîné Joseph, mariées l'une au roi de Pologne, l'autre au duc de Bavière. Il attachait du prix, pour entraîner d'autres adhésions, à faire reconnaître son acte par le roi d'Espagne. Il demandait aussi que l'Espagne ouvrît ses ports et ceux de ses colonies au commerce de ses nouveaux sujets des Pays-Bas catholiques pour lesquels il venait de fonder, à Ostende, une compagnie de navigation et de commerce qui alarmait fort les Anglais. Par le traité de Vienne (1725), Philippe V accordait à Charles VI ces satisfactions dangereuses ; l'empereur promettait une fois de plus la succession de Parme et de la Toscane à l'infant don Carlos qui épouserait « l'une de ses filles » et prenait l'engagement — assez vain puisqu'il n'avait pas de vaisseaux — d'aider l'Espagne à recouvrer Gibraltar et Port-Mahon ; nouvelle provocation à l'Angleterre qui réagit aussitôt en signant, le 4 septembre 1725, avec la France, la Prusse et un peu plus tard la Hollande, l'alliance de Hanovre, dont l'objet était d'arrêter les desseins de Charles VI et de Philippe V. La France se trouvait ainsi, par le manque de

doigté de la cour d'Espagne, plus attachée que jamais au système des alliances protestantes, mais elle n'en était plus, comme au temps de Richelieu, la directrice et la bénéficiaire. Elle ne pouvait se mouvoir que dans le cadre et dans l'ombre du traité d'Utrecht.



LE CARDINAL DE FLEURY

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale),

LA POLITIQUE DU CARDINAL DE FLEURY

Pour rendre à sa politique l'indépendance et l'élasticité, il fallait une longue paix réparatrice et l'éclat de quelque succès diplomatique. Ce fut le mérite du cardinal de Fleury de lui assurer l'une et l'autre. Les historiens n'ont pas toujours rendu justice au vieux précepteur : les pacifiques sont souvent méconnus. Certes, l'évêque de Fréjus n'a pas l'envergure de l'évêque de Luçon. C'est un vieillard ; il n'approchait pas encore du pouvoir à l'âge où Richelieu était déjà mort ; il a soixante-treize ans quand il gagne sa journée des Dupes, faisant renvoyer le duc de Bourbon malgré la reine (11 juin 1726). Avec le simple titre de ministre d'État, il de-

vient en fait le chef du gouvernement et reçoit le chapeau de cardinal. Il est enveloppant, insinuant, patient. C'est un valétudinaire qui aime le pouvoir mais qui en craint les tracas et les risques. Sa diplomatie est d'un homme d'église, d'un vieillard, émolliente, onctueuse, tâtonnante, mais elle ne manque ni d'invention, ni de persévérance, ni de bonheur ; la grande faute de Fleury fut de vivre trop

lontemps et d'attendre que la mort lui arrachât, nonagénaire, le pouvoir avec la vie.

La méthode générale de Fleury est simple. Afin de maintenir la paix durant une période où pèse sur la France une crise financière, il s'adosse à l'Angleterre et à la Hollande, tend la main à la Prusse et, entre l'Autriche et l'Espagne qui se sont rapprochées pour des raisons dynastiques et des intérêts de famille, il « joue du balancier ». Il sait qu'entre les Bourbons de Madrid et les Habsbourg de Vienne l'union n'est pas solide, l'Italie restant l'objet de leurs rivalités ; il cherche avec les uns et les autres des terrains d'entente. Ce n'est plus un axiome de la politique française que l'Autriche est l'ennemie nécessaire. En Angleterre, Fleury trouve, à partir de 1731, un premier ministre, Robert Walpole, libéral et pacifique, qui correspond à ses vues et à ses vœux ; par l'intermédiaire de son frère, Horace Walpole, ambassadeur à Paris, l'entente entre les deux ministres est très étroite (1).

L'alliance anglaise, par là même qu'elle est incompatible avec tout agrandissement aux Pays-Bas et avec l'alliance espagnole, soulève l'opposition de la diplomatie traditionnelle, représentée surtout par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Chauvelin. Fleury laisse faire : un commerce d'amitié avec Philippe V ne lui déplaît pas, dans la mesure où il ne porte pas ombrage à l'Angleterre. Chauvelin méditait d'aller plus loin ; en août 1729, il prépare un projet de traité pour assurer à l'Espagne Gibraltar, Minorque et les duchés italiens : de quoi mettre le feu à l'Europe. Fleury intervient ; la cour de Madrid n'aura que les duchés italiens (Parme, Plaisance et Guastalla) pour don Carlos. Le traité de Séville (novembre 1729) autorise Philippe V à débarquer 6000 hommes en Italie. La rentrée de l'Espagne en Italie est un succès pour la politique française ; l'Italie, siège de la papauté, n'est plus abandonnée à l'influence unique de l'Autriche ; dès lors qu'il y a dualité, surgit une possibilité de manœuvre. Charles VI négocie la reconnaissance de sa Pragmatique Sanction. Fleury se réserve ; il pense que le moment où s'ouvrira la succession sera favorable pour mettre à plus haut prix son adhésion ; mais l'Angleterre, à son insu, traite ; elle garantit la Pragmatique (traité de Vienne, mars 1731). Cette différence d'attitude manifeste la limite de l'entente cordiale : les Pays-Bas intangibles aux mains d'une Autriche assez forte pour les défendre.

LA SUCCESSION DE POLOGNE ET L'ACQUISITION DE LA LORRAINE

De 1731 à 1740, le grand intérêt diplomatique est dans l'Europe orientale. L'Autriche, tranquille dans les Pays-Bas, mène, pour l'influence en Pologne et

(1) VAUCHER (Paul), *Robert Walpole et la politique de Fleury, 1731-1742* (Plon, in-8°).

pour la conquête des provinces danubiennes de la Turquie, une politique offensive. La question d'Orient est ouverte. C'est l'un des grands faits nouveaux du siècle. L'entente est faite entre la cour de Vienne et la puissance nouvelle qui s'est révélée avec éclat sur le champ de bataille de Poltava et par son intervention en Allemagne du Nord : la Russie. La Prusse est à l'affût de toutes les bonnes occasions. Avec les rois saxons, l'influence allemande devient prépondérante en Pologne. Auguste II fait, dans l'histoire, figure de germanisateur ; ses manœuvres corruptrices, son or, l'action de son gouvernement, visent non à fortifier la République dont il est le roi élu, mais à la désagréger pour en faire l'annexe héréditaire de son duché saxon ; il détruit le patriotisme et la constitution polonaise avec la complicité d'une partie de la nation. Quand il meurt, en février 1733, l'Autriche, la Russie, la Prusse sont d'accord pour faire élire à sa place son fils Auguste. L'entente qui fera les trois partages de la Pologne est déjà réalisée. Ainsi se prépare la grande trahison de l'Autriche envers le catholicisme et de la Russie envers le slavisme ; c'est du moins sous ce jour que, dans le recul des temps, on a le droit de regarder cette crise de la succession de Pologne.

La guerre de succession de Pologne, c'est la guerre de la reine. Il est malséant que le beau-père du roi de France ne soit qu'un roi sans couronne ; la cour est favorable à une intervention qui replacerait Stanislas Leczinski sur le trône. Mais aussi une telle politique est conforme à la tradition du cabinet de Versailles, car la Pologne, avec la Suède et la Turquie, est l'une des maîtresses pièces du système français en Europe. Sur la politique à suivre, deux opinions se partagent la cour ; le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Chauvelin, incline à profiter de l'occasion pour reprendre la lutte contre l'Autriche avec l'alliance de la Pologne et de la Turquie ; le cardinal accepte de soutenir la lointaine Pologne par une action diplomatique, mais il sait que la guerre contre l'Autriche n'a un sens national que si elle a pour objet l'extension aux Pays-Bas. Or, de ce côté-là, rien à faire : l'Angleterre s'y oppose.

Le 12 septembre 1733, Stanislas est élu roi par la diète ; mais les troupes russes entrent en Pologne : une diète dissidente élit Auguste III, sous la pression de l'étranger, et Stanislas est obligé de se retirer à Dantzig. Pourra-t-on l'y secourir ? Impossible de transporter si loin par mer un corps suffisant. La petite expédition de mai 1734 n'avait pour objet que de sauver Dantzig et de ramener Stanislas. L'héroïque folie du comte de Plélo était vouée à l'échec. Les Polonais ne pouvaient être aidés directement que par les Turcs et c'est à quoi s'employait avec succès le marquis de Villeneuve, ambassadeur à Constantinople. Mais, indirectement, la



LA LORRAINE RÉUNIE A LA FRANCE
(D'après la gravure de C.-N. Cochin).

France pouvait faire pression sur l'Autriche. Où? Aux Pays-Bas? C'était chasse défendue. Mais il restait l'Italie et, l'héritier du duché de Lorraine, François, étant devenu l'époux de Marie-Thérèse, héritière de Charles VI, il y avait aussi la Lorraine. La guerre est déclarée à l'empereur. La Lorraine est occupée, nos alliés d'Espagne et de Savoie envahissent la Lombardie et Naples. Le résultat que cherchait Fleury est atteint; à l'insu de Chauvelin, le vieux cardinal négocie directement avec l'empereur et aboutit aux préliminaires du 3 octobre 1735 qui deviennent, le 18 novembre 1738, le traité de Vienne. Chauvelin a été disgracié en 1737. Fleury, avec sa manière pateline et doucereuse, a conduit sa manœuvre à l'égal des maîtres. Il reconnaît la Pragmatique Sanction; Stanislas renonce au trône de Pologne, mais il devient duc de Lorraine et son duché fera, après son décès, retour à la France dont sa fille est la reine. François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, devient grand-duc de Toscane. L'infant d'Espagne renonce à la Lombardie, mais il reçoit le royaume des Deux-Siciles, c'est-à-dire un grand État méditerranéen, que ne menaceront pas les ambitions de l'Autriche et de la Savoie, et qui, par mer, communique aisément avec l'Espagne. Fleury a lâché l'ombre et saisi la proie. Louis XIII et Louis XIV n'ont jamais réussi à garder la Lorraine par où la menace allemande s'infiltre en France et isole l'Alsace; c'est un succès d'importance que d'arracher cette épine et d'ajouter cette belle province, ces vaillantes populations de sang français, au royaume. Un rapprochement désormais est possible avec l'Autriche; le traité de 1738 en est l'amorce. Stanislas Leczinski a renoncé au trône de Pologne, mais la Pologne est restée intacte et voit se fortifier, sur ses frontières méridionales, la puissance ottomane.

L E MARQUIS DE VILLENEUVE A CONSTAN- Le dix-huitième siècle a été, TINOPLE ET LA PAIX DE BELGRADE comme le seizième, une période d'épanouissement de l'influence française dans le Levant. Nous avons vu le marquis de Nointel, de 1678 à 1680, rétablir dans son ancien lustre l'ambassade de France à Constantinople. Le rayonnement de la gloire de Louis XIV, la sollicitude, constamment stimulée par le pouvoir central, des agents diplomatiques pour les intérêts commerciaux français, la fréquente apparition des escadres royales donnant la chasse aux pirates, mettaient la France au premier rang. Albert Vandal, au début du beau livre qu'il a consacré à la mission du marquis de Villeneuve, écrit :

Au début du dix-huitième siècle, notre pays possédait en Orient une influence qui résultait d'une politique traditionnelle et formait l'un des ressorts de sa puissance. Il en retira trois avantages

principaux, répondant au triple moyen qu'il employait pour maintenir et propager son crédit dans les pays du Levant. Par ses relations avec la Porte, la France obtenait que les armées ottomanes fussent employées à prévenir, détourner ou amortir le choc de ses propres adversaires ; la protection qu'elle accordait aux catholiques de Turquie ajoutait à son prestige aux yeux de la Chrétienté tout entière ; enfin le commerce qu'elle avait établi avec les États du sultan figurait parmi les éléments nécessaires de sa prospérité.

L'ambassadeur du roi à Constantinople fait figure de souverain pour toutes les « nations » chrétiennes du Levant. Dans l'Archipel, à Smyrne, dans le Liban où elle prend « sous sa protection et sauvegarde spéciale » la nation des Maronites, à Jérusalem, en Égypte, la France rayonne ; elle tente de pénétrer dans la mer Rouge, en Perse où une mission officielle est envoyée en 1708 et d'où, en 1714, vient à Versailles un ambassadeur, au fond de la mer Noire où, à défaut des marchands, pénètrent les Franciscains qui s'établissent à Tiflis, les Jésuites qui abordent en Crimée, ouvrant la voie à l'établissement d'un consul à la cour du khan des Tartares à Batchi-Seraï.

C'est dans les premières années du règne de Louis XV que l'influence française et avec elle l'Empire ottoman lui-même, commencent à se sentir menacés par les progrès de l'Autriche sur le Danube et par la descente de Pierre le Grand vers la mer Noire. Le traité de Passarovitz, en 1718, cède à l'Autriche la forte place de Belgrade, le Nord de la Serbie et de la Bosnie actuelles et la petite Valachie jusqu'à l'Olt. La voilà en marche vers Salonique ou Constantinople. La Russie, rebutée à Versailles, cherche l'alliance de l'empereur et signe le traité de Vienne du 25 août 1726. Cette association menace directement la Turquie et indirectement la Pologne. Le danger est d'autant plus imminent que le Divan, sous le gouvernement du grand-vizir Ibrahim, paraît s'abandonner à la discrétion de ses ennemis. La France se voit retirer une partie de ses prérogatives commerciales et religieuses établies par les Capitulations. C'est à ce moment (1728) que Louis XV, sur la recommandation du chancelier d'Aguesseau, désigne pour l'ambassade à Constantinople un Marseillais, fonctionnaire expérimenté, le marquis Louis-Sauveur de Villeneuve, lieutenant général civil de la sénéchaussée de Marseille, qui, dans son milieu originel, s'était familiarisé avec les intérêts français au Levant, car la politique commerciale dans l'Empire ottoman a toujours été l'affaire des négociants de Marseille.

Un nouveau sultan, Mahmoud, sous l'inspiration discrète de Villeneuve et d'après les conseils du célèbre comte de Bonneval, ce gentilhomme français qui devint musulman et pacha turc, inaugure une politique plus énergique et plus fière ; il revient aux alliances traditionnelles avec la France, la Pologne, la Suède (1730). Au moment de la guerre de succession de Pologne, Villeneuve,

recevant pour instructions de préparer une puissante diversion contre les Russes et les Autrichiens, se concerta avec le comte de Monti, ambassadeur à Varsovie. Il envoya auprès du khan des Tartares, le baron de Tott, auteur de *Mémoires* si curieux, qui prépare une levée en masse de la redoutable cavalerie. Mais le grand-vizir refuse d'entrer en guerre si la France ne conclut d'abord avec la Turquie une alliance offensive et défensive comme celle qui unit l'empereur et la Moscovie. Si le sultan peut menacer l'Autriche par l'Est, il doit se défendre lui-même à l'Est contre les attaques du shah de Perse, Thomas Kouli-Khan, que soutiennent les subsides de la Russie. En Europe même, il lui faut compter avec l'agitation des populations chrétiennes des Balkans que le canon du prince Eugène a réveillées et qui ne cesseront plus de lutter jusqu'à leur complet affranchissement. Louis XV et Fleury, de leur côté, malgré l'opinion de Chauvelin, ne veulent pas se trouver entraînés trop avant dans les complications orientales ; le vieux cardinal répugne à une alliance avec l'Infidèle. Villeneuve ne parvient à triompher ni des scrupules de Fleury, ni de la prudence des Turcs. La réponse qu'il sollicitait, moins affirmative d'ailleurs qu'il ne la demandait, arriva enfin à Constantinople, après quarante-six jours de mer, le 10 juillet 1734 ; Dantzic avait capitulé le 2. Faute d'une diversion puissante, la cause de Stanislas Leczinski était perdue. Tant il est vrai que la France peut difficilement soutenir la Pologne, si elle vient à défaillir, sans le concours d'un allié oriental.

D'autres occasions allaient bientôt s'offrir au marquis de Villeneuve. Anna Ivanovna et ses conseillers allemands, Biren, Munich, étaient impatients de déchirer le traité du Pruth et de reprendre pied sur la mer Noire. L'Autriche, vaincue sur le Rhin, souhaitait d'étendre ses conquêtes dans les Balkans et de profiter des positions offensives que lui assurait le traité de Passarowitz. En détrônant Stanislas, c'est surtout la Turquie que les Alliés visaient. « Je veux la Pologne comme une planche pour aller à mes ennemis, » avait dit Pierre le Grand. Les provinces polonaises, à cette époque, descendent vers le Sud presque jusqu'à la mer Noire et séparent la Russie des Turcs. Le sultan, pris au dépourvu, s'en remet à la France du soin de son salut. Les principes qui prévalurent à ce moment à Versailles se trouvent développés dans un mémoire rédigé sous l'inspiration de Chauvelin et dont Albert Vandal a montré l'importance :

C'est la première pièce officielle dans laquelle la France proclame le maintien de l'Empire ottoman comme une nécessité d'ordre européen, indique l'intérêt commun des puissances à poursuivre cette œuvre et affirme sa volonté d'y employer les ressources de sa diplomatie, l'autorité de son nom, son crédit dans les différentes cours, en un mot toutes les forces morales dont elle dispose.

La France conseille la paix aux Turcs, mais pas à tout prix : plutôt la guerre, écrit Amelot (qui vient de remplacer Chauvelin) à Villeneuve (1^{er} juillet 1737), que de concéder aux Russes la liberté de navigation dans la mer Noire avec laquelle il n'y aurait plus de sécurité pour l'Empire ottoman et sa capitale. Sous l'aiguillon du péril, il se produit en Turquie un phénomène qui n'est pas rare dans son histoire : un sursaut de l'énergie de ce peuple militaire, une exaltation de la ferveur musulmane. Le sultan Mahmoud se prépare à mener énergiquement la guerre. Sur les conseils du pacha Bonneval, l'organisation militaire des troupes ottomanes est réformée, un plan de campagne préparé. Les Autrichiens avaient pris Nisch et s'avançaient vers Sofia. Quelques mois plus tard, l'armée turque victorieuse assiégeait la citadelle de Belgrade dont la position naturellement si forte avait été rendue presque inexpugnable par des fortifications neuves.

Mais les prédilections de Fleury sont pour la paix ; s'engager trop avant dans les affaires d'Orient, c'est risquer un conflit avec la Russie et se mettre à la discrétion de l'Angleterre : Villeneuve reçoit l'ordre de faire accepter sa médiation. Il avait obtenu, dès les premiers mois de 1738, les pouvoirs pour traiter au nom de l'Autriche ; la France, après avoir fait sentir à l'empereur sa puissance, lui offre ses bons offices. C'est une bataille diplomatique générale qui s'engage. La Porte, à l'instigation de Villeneuve, déclare qu'elle n'admettra aucune médiation collective ; elle n'a confiance qu'en la France. Louis XV notifie qu'il garantira les traités ainsi conclus sous ses auspices. La Russie, à son tour, accepte la médiation française et donne des pouvoirs à Villeneuve. Au printemps 1739, l'ambassadeur de France se met en route, en qualité officielle de médiateur, après une audience solennelle du sultan Mahmoud, pour rejoindre le grand-vizir au camp devant Belgrade. C'est là que, usant tantôt d'autorité, tantôt de dextérité, il négocie avec le comte de Neipperg les préliminaires de Belgrade. L'Autriche rend à la Turquie toutes ses conquêtes du traité de Passarowitz, y compris la forteresse de Belgrade dont la conquête avait excité tant d'enthousiasme à Vienne. « A l'expresse considération de la France », la religion catholique, avec une église, est autorisée à subsister dans Belgrade. A peine les préliminaires sont-ils signés, le 1^{er} septembre 1739, et la citadelle rendue, qu'on apprend à Vienne une grande victoire des Russes, en Moldavie. Impossible de reculer : la garantie de la France constitue un obstacle insurmontable. Charles VI se résigne, la mort dans l'âme, à ratifier le traité de Belgrade. Peu de temps après, la tsarine, à son tour, consent à signer sur la base de la neutralisation d'Azof et de la fermeture de la mer Noire à la marine russe ; elle restitue toutes ses conquêtes.

C'est un triomphe pour la diplomatie de Louis XV ; elle assure à l'Europe la paix et à la France, dans le Levant, un prestige sans précédent. Le traité de Belgrade couronne l'effort de Villeneuve et l'œuvre patiente et subtile de la diplomatie de Fleury. « Peu à peu, écrit A. Vandal, le cardinal avait atteint le but



LOUIS XV, par Van Loo

caressé pendant vingt ans de ministère : l'Europe subissait aujourd'hui son ascendant, et bien que la main sous laquelle elle fléchissait fût légère et un peu tremblante, se laissait conduire sans révolte. » La France, si abaissée au traité d'Utrecht, a retrouvé, sans guerre, grâce à une heureuse tactique de médiation et de pacification, par l'ascendant de sa force reconstituée mais maniée avec prudence et sans offusquer les États voisins, une situation politique et morale prépondérante. Fidèle à l'alliance anglaise, à laquelle Walpole de son côté reste attaché, elle l'est sans servilité. Sur le continent, Fleury orga-

nise puissamment le système français : en Occident, l'alliance espagnole et une couronne en Italie aux Bourbons ; en Orient, l'entente avec la Suède, la Pologne, la Turquie. Un traité d'alliance défensive est conclu, sous les auspices de sa diplomatie, le 19 juillet 1740, entre la Turquie et la Suède. La Turquie fortifiée, rénovée, fait contrepoids à l'Autriche. L'alliance austro-russe est brisée. Les

Capitulations, renouvelées par Villeneuve (28 mai 1740), confirment, éclaireissent et accroissent les droits et privilèges des sujets de « l'empereur de France » dans l'Empire ottoman ; jusqu'à 1914, les Capitulations de 1740 ont été la loi des Français dans le Levant et la sauvegarde des chrétiens. Une ambassade solennelle du sultan arrive à Paris en décembre 1741. Villeneuve lui-même, pacificateur de l'Orient, comblé d'honneurs et de gloire, revient en France, dans l'été 1741, accompagné de la reconnaissance des Turcs, des bénédictions de toutes les communautés chrétiennes et de la gratitude des négociants. La paix paraît assurée pour longtemps. L'Autriche, la Russie recherchent l'amitié, voire l'alliance française. L'an 1740 est le moment le plus glorieux du règne de Louis XV.

II. — LA GUERRE DE SUCCESSION D'AUTRICHE

**L'EUROPE ET LA SUC-
CESSION D'AUTRICHE** La mort de Charles VI, en octobre 1740, va bientôt remettre en question et la paix et l'orientation de la politique française. Fleury, à l'heure où il n'aspire plus qu'à mourir environné de paix et d'honneur, se trouvait en face d'une situation complexe qui exigeait des vues nettes et des résolutions fortes. La période qui s'étend de la mort de Charles VI au traité d'Aix-la-Chapelle et que l'on connaît sous le nom de guerre de la succession d'Autriche, apparaît très confuse parce que plusieurs courants d'histoire s'y mêlent et s'y entre-choquent. La France se trouve dans une situation difficile et fautive, parce que les appétits coloniaux de l'Angleterre et les ambitions territoriales des États voisins de l'Autriche se déchainent parallèlement ; la question de l'Europe centrale se trouve posée en même temps que celle du *sea power*.

La mort de Charles VI ouvre deux successions distinctes : la souveraineté des États héréditaires de la maison de Habsbourg, que la Pragmatique Sanction attribuée à Marie-Thérèse, et la dignité impériale que Marie-Thérèse espère faire obtenir à son époux François de Lorraine. Sur les États héréditaires des Habsbourg, la France ne prétend rien, puisque l'opposition de l'Angleterre et de la Hollande arrête net son expansion aux Pays-Bas. La crise successorale en Autriche coïncide avec le règne, en Prusse, d'un prince résolu à s'agrandir et qui en possède les moyens. Frédéric II dispose du solide instrument militaire créé par son père, le roi-sergent, et il est lui-même un grand capitaine ; en politique, l'auteur de l'*Anti-Machiavel* porte à sa plus haute perfection pratique la doctrine de l'utilité de

l'État érigée en critère unique du juste et de l'injuste et en souverain régulateur des actes politiques. Frédéric II convoite la Silésie qui unit le Brandebourg et la Prusse ; ambition dénuée même d'un prétexte, mais précise, limitée et poursuivie par tous les moyens. C'est le premier acte de ce long drame d'histoire qui dresse, en Allemagne, en face des Habsbourg, la puissance des Hohenzollern ; c'est la première étape décisive de l'ascension de la Prusse. Dans la monarchie des Habsbourg, faite de pièces et de morceaux réunis par héritage ou conquête, la force centrifuge fait déjà sentir son action dès que se relâche le lien monarchique et la vigueur de l'État. Les Hongrois se disposent à profiter de la circonstance pour obtenir confirmation de leurs libertés nationales. L'Espagne, la Savoie convoitent les domaines italiens. La Saxe cherche à vendre son alliance. Le Hanovre voudrait s'agrandir et, par le Hanovre, la politique britannique est engagée sur le continent. Le duc de Bavière ne réclame aucun territoire, mais, puisque la lignée mâle des Habsbourg est éteinte, pourquoi les Wittelsbach, plutôt que le duc de Lorraine, ne recueilleraient-ils pas l'héritage électif de l'Empire ?

La politique française est tracée par les circonstances : aider Marie-Thérèse à réaliser à son profit la Pragmatique Sanction et à se mettre en possession des États héréditaires, mais séparer l'Empire d'avec l'Autriche et faire élire à Francfort l'électeur de Bavière, Charles-Albert, dont la maison a été souvent l'alliée de la France. Richelieu, Mazarin ont esquissé une politique bavaroise ; elle tend à créer trois groupes en Allemagne en opposant la puissance bavaroise à celle de l'Autriche et du Brandebourg. Les progrès de la monarchie prussienne en Allemagne du Nord rendent cette tactique plus que jamais opportune, à la condition qu'elle soit réalisée par un compromis avec Marie-Thérèse plutôt que par une complicité avec Frédéric. Mais l'Angleterre est hostile à la candidature des Wittelsbach ; elle considère la Bavière comme une cliente de la cour de Versailles et s'oppose à tout ce qu'elle s'imagine accroître l'influence française sur le Rhin. Enfin, l'alliance des deux branches de la maison de Bourbon offre aux négociants de Londres une occasion magnifique de s'enrichir aux dépens de l'une et de l'autre. Déjà, en octobre 1739, l'Angleterre avait déclaré la guerre à l'Espagne qui s'opposait aux abus scandaleux du « vaisseau de permission », grâce auquel les Anglais prétendaient inonder de leur camelote les colonies espagnoles. Il fallut que la France expédiât en Amérique une belle flotte (août 1740). Ainsi la guerre commençait en fait, sur mer, avant même la mort de Charles VI. L'alliance avec l'Espagne impliquait, pour la France, guerre avec l'Angleterre aux colonies, et, dès lors, cet aspect de la bataille européenne devenait, pour le cabinet de Versailles, le plus important, car la guerre contre

l'Autriche ne pouvait « payer » que si elle était en même temps une guerre contre l'Angleterre pour les Pays-Bas. Mais alors, c'était de nouveau la coalition de 1700 contre la France, avec ses dangers. Mieux valait, tant qu'à faire la guerre, la mener énergiquement contre l'Angleterre et soutenir en Europe Marie-Thérèse et même François de Lorraine, afin d'obtenir, à titre de compensation, les Pays-Bas dont on obligerait par les armes l'Angleterre à reconnaître l'annexion. Telles étaient les incidences réciproques des affaires continentales et des questions maritimes et coloniales.

**L A GUERRE SUR TERRE
ET SUR MER**

Fleury discernait le parti le plus sage quand il inclinait vers une entente avec Marie-Thérèse pour le maintien de la Pragmatique Sanction, même en renonçant à pousser le duc de Bavière à l'Empire. Encore fallait-il le prendre résolument et l'imposer. Le comte de Belle-Isle, un petit-fils de Fouquet, soutenu par une cabale de cour, entraîna le vieux cardinal à une guerre qu'il réprouvait. La tradition autrichienne, qui allait de pair avec l'alliance espagnole, l'emporta. L'adresse de Frédéric II fit le reste ; il avait, aussitôt après la mort de Charles VI, envahi la Silésie, laissant à ses juristes le soin de trouver des raisons, et il éprouvait le besoin d'un appui ; ayant échoué en Angleterre, il conclut avec Belle-Isle le traité du 4 juin 1741. La France soutiendrait l'électeur de Bavière en faisant la guerre à l'Autriche et garantirait la Basse-Silésie à Frédéric ; celui-ci voterait pour le Bavaois et renoncerait à la succession de Clèves et Juliers en faveur d'une maison cliente de la France. Au conseil du 11 juillet, à Versailles, Belle-Isle fit approuver sa politique et décider la guerre. C'est à partir de ce moment que se dessine, dans l'opinion française, une divergence qui durera jusque sous l'Empire et qui aura les plus graves conséquences : entente avec la Prusse et l'Angleterre ou alliance avec l'Autriche et l'Espagne ? La Bavière et l'Espagne sont alliées de la France par le traité de



MAURICE DE SAXE

(D'après une gravure du Musée de l'Armée).

Nymphenbourg du 18 mai 1741. Walpole avait promis à Fleury de rester neutre ; à la nouvelle de l'élection à Francfort, le 23 janvier 1742, du duc de Bavière sous le nom de Charles VII, un violent remous de passion nationale soulève les gens d'affaires et le Parlement qui renverse Walpole et le remplace par un ministère



LA FRANCE TÉMOIGNE SON AFFECTION A LA VILLE DE LIÈGE

(Gravure de Demarteau, d'après C.-N. Cochin, 1771).

dirigé par lord Carteret avec, pour programme, la guerre maritime et coloniale (11 février). Déjà Frédéric II, nanti, trahissait ses alliés et se faisait céder, par le traité de Breslau (11 juin 1742), la Haute et la Basse-Silésie et le comté de Glatz. L'armée française aventure à Prague, isolée, est obligée à une retraite honorable mais difficile. La France se trouve, comme en 1701, seule avec l'Espagne contre une nouvelle Grande Alliance. Fleury meurt le 29 janvier 1743, nonagénaire. Le parti hostile à l'Autriche l'emporte sans contrepoids.

La guerre, dès 1743, prend un caractère nouveau et d'ailleurs naturel : on se bat pour les Pays-Bas et pour la suprématie navale. Les camps s'organisent. D'un côté la France avec l'Espagne, la

Bavière, la Saxe, la Prusse qui s'unissent par l'alliance de Francfort. De l'autre l'Autriche, la Hongrie, l'Angleterre, le Hanovre. Les objectifs se précisent : en Allemagne, la France se contente de soutenir ses alliés, son empereur Charles VII, mais elle évite de s'engager à fond. Son objectif est la Belgique qu'il s'agit de séparer de la Hollande, du Hanovre, de l'Angleterre. On tentera encore une fois de restaurer, de l'autre côté du détroit, une Angleterre amie

en débarquant en Écosse le prétendant Charles-Édouard Stuart : tentative d'abord heureuse, finalement désastreuse (bataille de Culloden, avril 1746). L'effort principal est porté en Belgique où la France, avec un grand chef, Maurice de Saxe, trouve la victoire militaire et le succès politique. La journée du 11 mai 1745, à Fontenoy, domine toute la guerre, parce que ce n'est pas l'Autriche qui y est vaincue, mais l'Angleterre avec ses soldats continentaux, Hollandais et Allemands. Fontenoy est un Waterloo heureux qui aurait produit en faveur de la France des effets décisifs si la politique avait été dirigée par une volonté claire et forte. Maurice de Saxe, après Fontenoy, Raucoux, la prise de Bruxelles et des places de l'Escaut, a remporté un succès sans précédent dans nos annales ; il est le maître de toute la Belgique actuelle jusqu'aux bouches de la Meuse ; il en tient toutes les places, toutes les avenues, il l'a rendue inattaquable. Rarement la France a plus nettement dominé l'Angleterre sur le continent ; malgré l'infériorité numérique de ses vaisseaux, elle tient tête sur mer. Si, en Amérique, elle perd le cap Breton et Louisbourg, aux Indes, La Bourdonnais fait de l'Ile de France le centre d'une grande puissance française, et Dupleix commence, par la prise de Madras, la fondation d'un empire. La Hollande tremble, nomme un stathouder, résignée à tous les accommodements. Entamée par la prise de Berg-op-Zoom et bientôt par le siège de Maestricht, elle demande à traiter. C'est un moment solennel dans l'histoire de la France : l'objet séculaire de ses aspirations nationales est dans sa main, à sa merci. Là où Philippe le Bel, Louis XI, François I^{er}, Henri IV, Richelieu, Mazarin, Louis XIV n'ont pas réussi, le succès s'offre à Louis XV. Il peut, vers 1746, faire la paix. L'Autriche offre la moitié des Pays-Bas pour être libre de reconquérir la Silésie. Frédéric II, dès 1745, a abandonné Louis XV ; la guerre pour la Belgique ne l'intéresse plus ; par le traité de Dresde il a acquis la Silésie. Il est hors de cause. Libre à Louis XV de traiter avec l'Autriche séparément. La transaction est tout indiquée : l'Empire à François de Lorraine, au duc de Bavière restitution de ses États, la Belgique à la France, à l'Espagne des avantages en Italie. L'Angleterre n'est pas en état de s'y opposer. Pourquoi l'occasion a-t-elle été manquée ?

L A DÉVIATION DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Après la mort de Fleury, arrivent aux affaires des hommes nouveaux qui n'ont pas reçu la forte empreinte des disciplines du grand règne ; la première génération des philosophes fait sentir son action sur la pensée, l'opinion publique et la politique. Son influence est caractérisée par deux traits principaux : l'invasion des idées étrangères, anglaises

en particulier, et l'avènement de la philosophie humanitaire. Voltaire, Montesquieu se mettent à l'école des penseurs britanniques et apportent en France l'admiration de libertés dont ils ne comprennent ni les origines historiques, ni l'adaptation au tempérament national anglais. Descartes est supplanté par Locke et Newton. Au moment où la politique de Londres devient, plus que jamais, utilitaire et s'adjuge l'empire des mers, la politique française s'imprègne de sensiblerie et de philosophisme. Au seizième siècle, la poussée de la Réforme, venue elle aussi de l'étranger, a faussé la politique extérieure de la monarchie française; mais la Réforme, destructrice de la vieille unité catholique, apportait cependant une doctrine forte et constructive; la « philosophie des lumières » démolit sans remplacer. L'engouement pour les étrangers, Anglais ou Prussiens, devient de bon ton à la cour et à la ville. On trouve ainsi, dans notre histoire, des périodes où la simple et claire notion de l'intérêt national apparaît mesquine et arriérée. Les hommes d'État deviennent plus jaloux des éloges des salons et des applaudissements d'une opinion factice que de succès diplomatiques. Le cosmopolitisme s'acclimate par la philosophie et plus encore peut-être par la finance.

Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le marquis de Voyer d'Argenson, qui est appelé au ministère en novembre 1744, a fréquenté les philosophes; il a été l'hôte assidu du Club de l'entre-sol, où il rédigeait des mémoires sur le droit international et s'entretenait avec le bon abbé de Saint-Pierre. C'est un esprit cultivé mais imaginaire, versatile et chimérique. L'ambassadeur de Hollande, qui vient implorer un accord avec la France et qui tremble pour son pays, l'entend avec stupéfaction dire que la France, dans cette guerre, ne poursuit qu'une politique de désintéressement et qu'elle ne souhaite pour elle aucun avantage territorial. Moins naïf était Frédéric II qui ne lâchait pas la Silésie, moins généreuse l'Angleterre qui poursuivait la destruction de la puissance navale et coloniale de la France et de l'Espagne. Mais Argenson et les philosophes sont les ennemis déclarés de l'Autriche. On continuera donc la guerre. A quoi bon si c'est pour restituer tout ce qu'on aura pu conquérir? Tantôt Argenson cherche à se séparer de l'Espagne afin de se rapprocher de l'Angleterre, tantôt il médite de ruiner l'Autriche avec l'aide de l'Espagne. Il ne voit pas que le succès de la guerre dépend de la domination de la Belgique et de la victoire sur les mers. Ainsi, au moment du plus grand éclat de nos armes, la politique française, que Maurice de Saxe rend si aisée et dont il indique dans ses lettres les directions, est menée par un idéologue. Louis XV laisse faire. La politique de son ministre, il ne la comprend pas, il ne l'approuve pas, il la supporte par paresse d'esprit, par

inertie morale ; il se contente d'organiser sa diplomatie privée et de faire sous-main de l'opposition à son propre gouvernement : observateur éclairé et sagace, chef sans volonté, deux fois coupable parce que, possédant la juste notion de l'intérêt du royaume et disposant de l'intégralité du pouvoir, il n'a su ni redresser, ni commander. L'absence d'autorité en haut entraîne le manque de coordination dans les rouages du gouvernement et du commandement ; chacun prétend être roi dans son domaine quand le roi n'est pas roi dans le sien.

LA PAIX D'AIX- LA-CHAPELLE

La fin de la guerre approche ; la conduite des affaires devient plus incohérente encore. Le marquis d'Argenson ne dirige plus la diplomatie ; la cabale de la Pompadour a obtenu de Louis XV un ordre de retraite pour le ministre (10 janvier 1747) ; on lui reproche, non sans raison,

de ne pas savoir faire la paix que l'opinion publique réclame et que le mauvais état des finances appelle. Son successeur est un Brulart de Puysieux ; il sait que le roi, la cour et la ville veulent la paix ; il la fera à n'importe quelles con-



LE MARQUIS D'ARGENSON

(D'après une gravure de la Bibliothèque Nationale).

ditions. Pour de telles besognes, les monarchies comme les républiques trouvent toujours des ministres. Maurice de Saxe menait des négociations avec le duc de Cumberland, son adversaire malheureux ; il était, lui, bien placé pour savoir ce qu'avaient coûté et ce que valaient ses conquêtes. On fit venir un diplomate intelligent mais sans caractère, le comte de Saint-Séverin d'Aragon, Italien d'origine, pour s'aboucher avec les Anglais. L'entente avec l'Angleterre est l'essentiel des négociations. L'Autriche ne pourra résister longtemps si l'entente se fait entre Versailles et Londres. L'erreur fut de croire que l'Angleterre signerait de bonne foi une paix durable qui ne lui donnerait pas tous les avantages maritimes, commerciaux et coloniaux qu'exigeaient ses marchands. La France aurait gardé la Belgique que la guerre de Sept ans n'en serait pas moins survenue. Comme s'il n'y avait pas eu Fontenoy et comme si les armées françaises ne tenaient pas les Pays-Bas, on retomba dans l'ornière où nous avait jeté le traité d'Utrecht ; on sacrifia tout au rétablissement avec l'Angleterre d'une entente qui ne pouvait être qu'un leurre ou une subordination : routine de bureaux, mais aussi exigence d'une opinion énervée par les divagations des philosophes et les caquets des salons, et surtout manœuvrée par les financiers qui, enrichis par la guerre, ont besoin de la paix pour agioter. Pâris du Verney domine la politique française ; « il fait tout l'ouvrage politique comme le militaire, » écrit Argenson ; Puysieux est sa créature. La Pompadour est sous la coupe des financiers. Cosmopolitisme financier, cosmopolitisme intellectuel. Voilà où sont les responsabilités de la paix.

Un congrès se réunit à Aix-la-Chapelle, en janvier 1748. Saint-Séverin y représente la France, lord Sandwich l'Angleterre, Sotomayor l'Espagne, Bentinck la Hollande. Saint-Séverin a pour instruction de ne demander que le rétablissement du *statu quo ante bellum*. L'adversaire, renseigné, joue sur le velours. La France adopte le parti du désintéressement ; c'est l'Angleterre qui exige que l'Autriche cède la Silésie à la Prusse, elle prépare sa prochaine alliance avec Frédéric II dont l'armée vient de faire ses preuves. L'accord entre la France et l'Angleterre n'est pas difficile à conclure. Versailles ne résiste sur rien, renonce à tout agrandissement aux Pays-Bas, accepte le maintien de la honteuse clause du traité d'Utrecht sur le désarmement de Dunkerque, reconnaît une fois de plus la succession protestante en Angleterre et s'engage à expulser le prétendant Charles-Édouard. Aux colonies, les deux parties se rendent réciproquement leurs conquêtes. Le 30 avril, l'entente franco-anglaise est conclue. Depuis le 15, Maurice de Saxe assiège Maestricht et écrit que la place ne tardera pas à battre la chamade. L'Autriche abandonne Parme et Plaisance à l'infant d'Espagne don Philippe, gendre de Louis XV, et au

duc de Savoie, roi de Sardaigne, un morceau du Milanais ; François de Lorraine est reconnu comme empereur. La question de succession, qui a été l'origine de la guerre, est résolue contre la France, puisque son candidat bavarois reste sur le carreau et que la Pragmatique est confirmée. Si la France avait perdu la guerre, elle n'aurait pas subi des clauses plus défavorables. L'opinion publique avait réclamé la paix ; elle s'indigna de celle qu'on lui apportait, elle la trouva « bête ». Jamais, en effet, la monarchie n'a manqué une si belle occasion, ni gaspillé de si brillants succès. La France faisait confiance à ses rois pour conduire la politique extérieure, assurer sa sécurité, sa grandeur, son unité. Le dépit du traité d'Aix-la-Chapelle discrédita Louis XV ; son impopularité a commencé de ce jour-là. La gloire de Fontenoy se dissipe dans la médiocrité de cette paix manquée.

III. — LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES ET LA GUERRE DE SEPT ANS

LA LUTTE POUR LA SUPRÉMATIE NAVALE Et encore est-ce bien la paix ? Hors d'Europe la guerre continue, en Amérique entre les colons des deux nations, aux Indes entre leurs protégés. On n'a pas délimité les frontières de l'Acadie, d'où contestations, coups de fusil. On se bat dans la vallée de l'Ohio. Il s'agit de savoir si la Louisiane française communiquera avec le Canada, encerclant les possessions anglaises de la côte, beaucoup plus peuplées, ou si les treize colonies s'ouvriront le chemin de l'Ouest. Le peuple anglais veut la guerre contre la France et l'Espagne afin de ruiner leurs marines et de prendre leurs colonies. Cette entreprise de domination et de conquête est imposée au gouvernement par le consentement général de tout un peuple transporté d'une ardeur belliqueuse et cupide. Voici un phénomène tout nouveau : une nation en pleine transformation économique qui, par la presse, par le Parlement, oblige à la guerre un gouvernement récalcitrant et un roi que son électorat de Hanovre intéresse plus que le Nouveau Monde. La longue lutte pour la suprématie sur les mers et les continents lointains commence entre la France et l'Angleterre ; elle ne finit qu'à Waterloo. William Pitt arrive aux affaires : l'Angleterre moderne, celle des armateurs, des marins, des commerçants, des banquiers, l'Angleterre des aventures belliqueuses et de la richesse mobilière, dominatrice et conquérante, s'incarne en cet homme. Pour la première fois dans l'histoire, le conflit vient des colonies en Europe. C'est une guerre d'un nouveau genre, la guerre mercantile, sans règles, sans foi, plus

âpre et plus dure que les vieilles contestations de frontières et d'héritages. La guerre est si populaire que, pour la rendre inévitable, l'Amirauté donne, en pleine paix, à l'amiral Boscawen l'ordre d'attaquer les vaisseaux français qu'il rencontrerait dans les parages du Canada; l'amiral se déshonora en faisant ouvrir le feu aussitôt après avoir affirmé à un capitaine français que les deux nations étaient en paix. Frédéric II, entrant en Silésie, laissait à ses juristes le soin de trouver des prétextes; les marchands britanniques ne se donnent même pas la peine d'en chercher: il suffit que leur intérêt commande.

L A POLITIQUE ANGLAISE EN EUROPE. LE SOLDAT CONTINENTAL

L'Angleterre, engagée sur mer dans une lutte décisive, a besoin de troubler l'Europe continentale. Nous touchons ici à un fait capital des deux derniers siècles: pour établir et maintenir sa suprématie navale, commerciale et coloniale,

l'Angleterre, par un dessein prémédité qui s'incrute dans les bureaux du Foreign Office et devient un impératif catégorique, ne s'accommode que d'une Europe où la rivalité des puissances engendre un état permanent de trouble et d'instabilité. Elle n'hésite pas à soutenir les partis révolutionnaires plutôt que de permettre à une suprématie continentale de s'élever en face de son omnipotence. Elle fait en sorte de pouvoir disposer d'un « soldat continental, » c'est-à-dire d'une armée dont le prince soit associé à ses intérêts et qui combatte pour elle et à ses frais.



LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE

(D'après une gravure de la Bibliothèque Nationale.)

Au dix-huitième siècle, la situation se complique du fait que le roi d'Angleterre est électeur de Hanovre et a, en Allemagne, des intérêts, des amis et des adversaires.

Pendant la guerre de la succession d'Autriche, les hommes d'État britanniques ont appris à connaître comme adversaire Frédéric II : voilà le champion qu'il faut à l'Angleterre. Il a pour lui l'opinion des philosophes que le gouvernement britannique a enrôlés à son service. La conjonction des forces d'argent et des forces d'opinion domine la politique. Le roi de Prusse est d'ailleurs trop fin matois pour être dupe. Il change d'alliance sans vergogne ; habile à se servir de ses partenaires, il ne les sert pas. Déjà, pendant les négociations d'Aix-la-Chapelle, Marie-Thérèse écrivait à Kaunitz (avril 1748) : « Il faut faire comprendre à la France que l'Angleterre et la Prusse travaillent à l'envi à l'affaiblissement des grandes puissances catholiques, par conséquent que nos intérêts communs exigent des mesures propres à tromper de telles manœuvres. » Et encore : « Le système anglais est percé à jour. Il consiste à assurer à nos dépens la grandeur de la Prusse et de la Sardaigne. » Voilà une toute petite phrase qui projette un faisceau lumineux à travers un siècle et demi d'histoire. « Le roi de Sardaigne, répondait Kaunitz, est devenu la marotte de l'Angleterre. » Le renversement des alliances se prépare déjà durant la guerre de la succession d'Autriche ; il chemine par les déloyautés de Frédéric et par ses succès. Il est, aux négociations d'Aix-la-Chapelle, la pensée constante du comte de Saint-Séverin. C'est l'explication de cette paix trop désintéressée qui permet à Pitt et à Frédéric II de prendre la mesure de l'incapacité du gouvernement de Louis XV. Le roi qui annexe la Silésie méprise le roi qui rend la Belgique.

A la cour de Vienne, les esprits inclinent à un rapprochement avec la France contre le ravisseur de la Silésie ; Marie-Thérèse est si indignée contre Frédéric II que l'entente se serait réalisée, sans doute, même si Louis XV s'était, à Aix-la-Chapelle, garni les mains. Frédéric met son alliance aux enchères entre Paris et Londres ; il ne se vendra qu'à bon escient, le plus cher possible. Louis XV, au contraire, agit comme s'il ignorait la valeur de l'alliance française.

LE RAPPROCHEMENT ENTRE LA FRANCE ET L'AUTRICHE ET LE PÉRIL COLONIAL

Quelle est la situation, quels sont les besoins de la France au moment où commence la guerre de Sept ans ? Louis XV est en présence d'une Angleterre toute nouvelle qui veut passionnément, cyniquement, s'approprier nos colonies, celles de l'Espagne et la suprématie sur les mers. Il lui faut défendre la grande tradition maritime et coloniale de la France qui, parfois interrompue par des soucis plus urgents, n'est jamais abandonnée. Quand l'action du gouvernement royal subit une éclipse, la politique coloniale, dans la

France décentralisée d'autrefois, où l'activité et l'initiative sont si intenses, est surtout la mission de quelques villes : Dunkerque, le Havre, Saint-Malo, Bordeaux, Marseille, Lyon et plusieurs autres. Marchands, marins, missionnaires, voilà les trois éléments sociaux qui entraînent les Français aux fortunes lointaines. La tradition s'établit au temps de François I^{er} que nous avons vu fonder le Havre et en donner le commandement au grand-père de Richelieu ; elle se transmet, par Henri IV et Champlain, au grand cardinal et de lui à Colbert. Law l'exalte en même temps qu'il la compromet. L'ère de paix Fleury-Walpole lui permet de prendre essor. Mais la voici en grand danger ; entamée déjà au traité d'Utrecht, menacée durant la guerre de la succession d'Autriche, restaurée au traité d'Aix-la-Chapelle, elle va subir le rude assaut de la puissance anglaise.

Sur quelle alliance la France pourra-t-elle s'appuyer ? La Hollande est inféodée à l'Angleterre ainsi que le Portugal, il ne reste donc qu'une seule puissance coloniale et maritime, l'Espagne, où règne un Bourbon dont les intérêts sont semblables à ceux de la France et semblable le péril. L'alliance autrichienne que Puyseulx et Saint-Séverin ont préparée durant les négociations d'Aix-la-Chapelle, ne peut être, contre l'Angleterre, d'aucun secours, si ce n'est en menaçant l'électorat de Hanovre : dangereuse tentation qui irrite l'Angleterre sans l'atteindre dans ses œuvres vives et qui attire la France trop avant dans l'Allemagne du Nord. Si la France s'allie à l'Autriche, nécessairement le roi de Prusse passera dans le camp adverse ; l'Angleterre d'ailleurs fera ce qu'il faudra pour l'y attirer, ne ménageant pas les subsides, car la Prusse lui garantit la sécurité du Hanovre plus efficacement que ne pourrait faire l'Autriche. Si la France s'allie à l'Autriche, elle s'interdit de saisir, sur le continent, le seul gage qui puisse, si elle est vaincue sur mer, lui assurer la restitution de ses colonies, c'est-à-dire les Pays-Bas. A Ostende, à Anvers, à Bruxelles, la France défend et sauvegarde ses colonies : la guerre de la succession d'Autriche l'a prouvé. Il n'est paradoxal qu'en apparence d'avancer que l'alliance autrichienne n'aurait été utile que si Louis XV, à Aix-la-Chapelle, avait séparé les Pays-Bas de l'Autriche qui n'y tenait guère et en avait fait soit une province française, soit une principauté vassale pour Maurice de Saxe. Dès lors la France, si elle avait perdu ses colonies, aurait pu, à son gré, ou les recouvrer ou garder la magnifique compensation de la Belgique.

L'alliance autrichienne entraîne la France vers un autre écueil ; elle compromet, elle détruit, en Europe orientale, l'ancien système de la politique française qui n'était pas seulement fondé sur la tradition, mais sur une juste appréciation des nécessités permanentes qui la conditionnent et qui groupait, par delà « les Alle-

maignes », la Pologne, la Turquie, la Suède. La paix de Belgrade vient de montrer les résultats que l'on peut attendre de cette politique quand un Villeneuve la dirige. L'alliance autrichienne, c'est la rupture avec la Porte et peut-être la ruine de la Turquie, car l'alliance avec l'Autriche entraîne l'alliance avec la Russie. Le renversement des alliances serait forcément une opération délicate que la puissance de Frédéric II ne justifiait pas encore. La France avec la Bavière, les électors rhénans, la Saxe qu'elle pouvait associer de plus en plus à la Pologne, la Suède et la Turquie, était en mesure d'assurer la paix continentale ; aucun danger ne la menaçait ; elle n'était pas obligée d'opter entre Frédéric II et Marie-Thérèse ; une diplomatie plus fermement dirigée aurait pu se rapprocher de Vienne sans rompre avec Berlin.

LE SECRET DU ROI Les inconvénients de la nouvelle politique frappent l'esprit pénétrant de Louis XV. A bien regarder ce système étrange qui porte dans l'histoire le nom de Secret du roi, qui juxtapose à la politique officielle des ministres une politique clandestine, dont le roi tient les fils, et des agents secrets, dont il inspire l'activité, on s'aperçoit qu'il a pour objet de parer aux inconvénients de l'alliance autrichienne en continuant en cachette les alliances traditionnelles. Le nœud de la politique du Secret du roi est la Pologne ; l'intrigue que dirigent, sur place, le comte de Broglie et, à Paris, le premier commis Tercier, a pour objet de la sauver. Ces agents, dont plusieurs furent des hommes de haut mérite (Broglie, Vergennes, Dumouriez et bien d'autres) que le roi, qui les payait sur sa cassette et leur donnait directement ses instructions, n'avait pas le courage de soutenir et d'avouer, eurent souvent le sentiment juste des intérêts français et de la manœuvre opportune ; ils estimaient d'ailleurs cette politique conciliable avec l'alliance autrichienne, pourvu que Louis XV prît la direction d'une main ferme. Mais cette double manœuvre, dont la seconde n'était que velléités, fut plus nuisible qu'utile aux intérêts mêmes qu'elle se proposait de défendre. La correspondance des agents du Secret est extrêmement intéressante et fourmille d'aperçus nouveaux, ingénieux et vrais ; mais le système a été néfaste par la pusillanimité du roi. Louis XV assistait à son propre règne en témoin intelligent, bien informé, jugeant et critiquant ses ministres, comme s'il n'avait pas le pouvoir d'imposer sa volonté.

LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES Voyons l'enchaînement des faits. Le rapprochement avec l'Autriche est dans l'air depuis les négociations d'Aix-la-Chapelle ; on y pense sérieusement à la cour de Versailles, notamment au minis-

tère des Affaires étrangères dont, de 1750 à 1757, Rouillé prend la direction. Dès 1750, on lit dans les instructions dressées pour le marquis d'Hautefort, ambassadeur à Vienne :

Le marquis d'Hautefort aura soin de jeter dans ses conversations avec les ministres impériaux, lorsqu'il en trouvera des occasions naturelles, que le roi n'est nullement affecté des anciennes défiances qui, depuis le règne de Charles-Quint, avaient fait regarder la Maison d'Autriche comme une rivale dangereuse et implacable de la Maison de France ; que l'inimitié entre ces deux principales puissances ne doit plus être une raison d'État et que Sa Majesté est, au contraire, très persuadée qu'elles trouveraient leur sûreté et leur convenance réciproques dans une alliance sincère et dans un parfait concert qu'elles cimenteraient entre elles ; que cette intelligence solidement établie préviendrait nécessairement, à l'avenir, des guerres qui, en épuisant les finances des souverains, sont toujours si funestes aux peuples qui en sont les victimes.

C'est à ce moment, et dans cet esprit, que le rapprochement avec l'Autriche aurait pu être réalisé avec fruit, car ce qu'il était utile d'y chercher c'était, en prévision de la lutte sur mer et outre-mer, la stabilité du continent. Tel était l'avis de Louis XV qui désirait la paix et qui se croyait certain de l'assurer par l'accord des deux principales puissances continentales. Mais Kaunitz, ambassadeur à Paris de 1750 à 1753, voulait davantage : reprendre la Silésie, c'est-à-dire faire la guerre. Devenu chancelier à Vienne, il était résolu, pour obtenir l'alliance, à abandonner soit une partie des Pays-Bas à la France, soit les Pays-Bas tout entiers à l'infant don Philippe qui aurait cédé ses domaines d'Italie à l'Autriche (conférence secrète de Vienne, 1755). Il aurait fallu, pour que le rapprochement avec l'Autriche fût avantageux, que la France prît la direction de la politique continentale. L'indolence de Louis XV attendit les événements et en devint le jouet. Tel est, en politique, l'avantage de l'initiative ; comme l'offensive en stratégie, elle est la moitié du succès. Louis XV, attaqué sur mer, comprend que, s'il marche sur le Hanovre, il déchaîne la guerre continentale. Machault, avec raison, réclame pour la marine toutes les disponibilités. L'intérêt français est d'assurer la paix continentale par un rapprochement avec l'Autriche, tout en ménageant Frédéric, et de neutraliser l'un par l'autre. Si la guerre sur mer tourne mal, il sera toujours temps de prendre des gages, Hanovre ou Pays-Bas.

L'initiative, cette fois, vient de l'Angleterre et lui assure la direction. Résolue à la guerre contre la France, elle se préoccupe de garantir le Hanovre, sans envoyer un seul homme sur le continent ; elle cherche donc « un soldat continental » qu'elle prendra à sa solde ; elle trouve l'une de ces forces nouvelles qui ont grandi en Europe orientale, la Russie, qui, par le traité de Saint-Pétersbourg (30 septembre 1755), met une armée à sa disposition. Coup de génie, car la menace

russe est la grande inquiétude de Frédéric, et le voilà aussitôt disposé à écouter les propositions de l'Angleterre et même à prendre les devants, d'autant plus que, renseigné par Knyphausen, il sait que la politique de Versailles flotte sans direction. Pour l'Angleterre, Frédéric est l'allié idéal : moins cher que la Russie, plus à portée du Hanovre et, par la position géographique de ses États, assurant le concours du Danemark et des États protestants d'Allemagne. Le traité de Westminster (16 janvier 1756) jette les bases d'une alliance destinée à durer.

Frédéric a donc, le premier, opté ; que va faire Louis XV ? Son intérêt est de ne pas écouter un ressentiment, d'ailleurs justifié, contre la Prusse et d'opérer avec la cour de Vienne un rapprochement amical n'ayant pour objet que la paix. Frédéric II ne souhaitait pas la guerre, redoutant une coalition, inquiet d'Élisabeth de Russie qui n'avait accepté l'or de l'Angleterre que dans l'espoir d'attaquer la Prusse. Frédéric croyait si bien que la France ne prendrait pas ombrage de son infidélité qu'il avait fait insérer dans le traité de Westminster, malgré la mauvaise humeur du cabinet de Londres, une clause secrète par laquelle les Pays-Bas étaient exceptés de la neutralité garantie par les deux parties contractantes aux États d'Allemagne ; c'était réserver à la France la possibilité de les occuper sans que la Prusse fût obligée de lui déclarer la guerre. La neutralité prussienne était, dans ces conditions, avantageuse à la France engagée sur les mers. Mais le traité de Westminster produisit, à la cour de Versailles, l'effet d'une trahison et la résolution fut prise d'écouter les propositions que Kaunitz faisait apporter par Stahremberg.

Marie-Thérèse et Kaunitz ne songeant qu'à la Silésie, leur jeu est d'entraîner la France dans leur querelle sans s'engager dans la sienne. C'est précisément le danger auquel la France ne devait pas s'exposer : même l'offre des Pays-Bas n'était pas une compensation suffisante, s'il fallait aller faire la guerre au centre de l'Europe en même temps que sur les mers, au Canada, aux Indes. Marie-Thérèse et Kaunitz savent ce qu'ils veulent ; Louis XV ne veut rien. Autour de lui, on poursuit des desseins contradictoires. La Pompadour désire la paix à tout prix ; c'est un chemin par lequel on est presque assuré d'aboutir à la guerre. Un de ses protégés, l'abbé de Bernis, ambassadeur à Venise, est appelé à Versailles pour s'aboucher avec Stahremberg. C'est un homme de cour qui ne demande qu'à plaire afin de pousser sa fortune ; dès qu'il a compris que le roi et la favorite souhaitent l'entente avec l'Autriche, il ne cherche plus qu'à la faire aboutir par tous les moyens ; il dépasse les vœux du maître qui ne désire pas aller jusqu'à l'alliance, encore moins jusqu'à la guerre. Mais le traité de Westminster fait naître dans

l'esprit de Louis XV la crainte d'une grande coalition contre lui ; il devenait dangereux de rejeter les propositions de l'Autriche. Après trois mois de pourparlers, la France entre dans la voie des concessions ; elle n'exige même pas que l'Autriche rompe avec l'Angleterre ; elle se contente de la neutralité ; elle promet en échange de respecter les domaines de Marie-Thérèse, notamment les Pays-Bas ; les deux parties se garantissent l'intégrité de leur territoire. Si l'une d'elles

est l'objet d'une agression, l'autre marchera à son secours avec une armée de 24 000 hommes. Voilà la France dans l'engrenage, car il est à prévoir que Kaunitz se fera attaquer par Frédéric. Tel est le premier traité de Versailles, signé à Jouy-en-Josas, dans le château de Rouillé, le 1^{er} mai 1756.

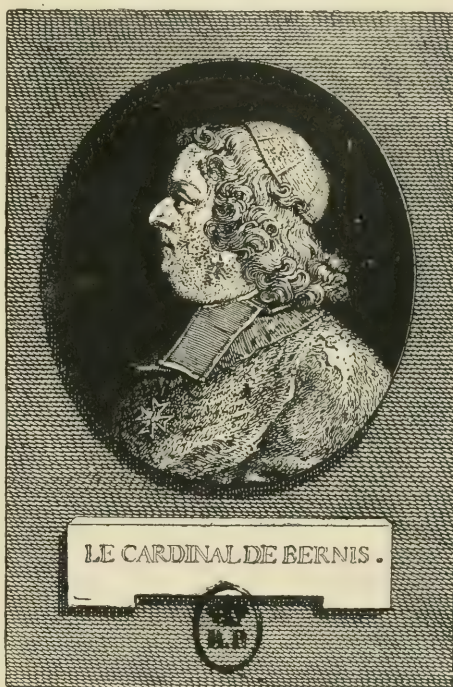
Mais il était entendu que la conversation continuerait. Kaunitz voulait « un beaucoup plus grand affaiblissement du roi de Prusse » et travaillait à constituer contre lui une ligue offensive. Il remportait un grand succès, obtenant l'alliance d'Élisabeth de Russie qui ne pardonnait pas à Frédéric le traité de Westminster ; il comptait que la Saxe, la Pologne, la Suède entreraient dans la coalition. Louis XV hésitait encore quand Frédéric, directement menacé, se hâta de prévenir ses adversaires et commença la guerre en attaquant les Saxons surpris en flagrant délit de rassemblement. La capitulation de Pirna ouvre la guerre continentale (15 octobre 1756). Le roi de Saxe et



LE CHANCELIER PRINCE DE KAUNITZ
Portrait de Vizanes, Gravé par Mansfeld.
(Bibliothèque Nationale.)

de Pologne, dont la fille, Marie-Josèphe, était dauphine, était l'allié de la France : Louis XV se trouvait donc directement offensé. Le comte d'Argenson et son successeur, le maréchal de Belle-Isle, qui avait déjà entraîné la France dans la guerre de 1742, poussent le roi à l'alliance avec l'Autriche et à l'offensive continentale. D'ailleurs, le *casus foederis* prévu au premier traité se présentait. Bernis devient secrétaire d'État et le comte de Stainville, de la maison lorraine de Choiseul, le remplace à l'ambassade de Vienne. Tout est à la guerre continentale : la Pompadour s'y est convertie et ses amis y poussent. Par le second traité de

Versailles (1^{er} mai 1757), la France s'engage à fond ; l'objet de l'alliance est de « réduire la puissance du roi de Prusse dans de telles bornes qu'il ne soit plus en son pouvoir de troubler à l'avenir la tranquillité publique ». En 1919 un autre traité de Versailles se proposera le même objet. La France promet un concours pratiquement illimité. Quand l'Autriche aura recouvré la Silésie, la France recevra Chimay, Beaumont, Mons, Ypres, Furnes, le fort de Knoche, Ostende, Nieuport ; ces deux dernières villes lui seront remises à la ratification du traité, c'est la seule clause qui soit indirectement dirigée contre l'Angleterre. Avec le reste des Pays-Bas et du Luxembourg, on constituera un État pour l'infant don Philippe qui abandonnera ses duchés de Parme, Plaisance et Guastella à l'Autriche. Ainsi ces Pays-Bas que les victoires de Maurice de Saxe avaient mis à la discrétion de la France, elle n'en obtiendra qu'un fragment, pourvu que surgisse un autre Maurice de Saxe ! La seule excuse du second traité de Versailles est que la ruine de Frédéric, encerclé par trois grandes puissances, paraissait inévitable. Mais la perte des colonies françaises avec le triomphe de l'Angleterre sur mer, étaient bien mieux assurés encore. La Russie, pour prix de sa victoire, se paiera aux dépens de nos alliés, la Turquie et la Pologne. L'Autriche victorieuse redeviendra un danger pour l'Europe. Aucune clause de sauvegarde n'est stipulée pour la Pologne. Il ne faut pas juger la politique de Louis XV à la lumière de 1813 et de 1870 ; en 1756, la Prusse n'est qu'une puissance de second plan : c'est la guerre de Sept ans et Rossbach qui en ont fait un État de premier rang. Le roi de Prusse s'aperçut



LE CARDINAL DE BERNIS

(D'après une gravure de la Bibliothèque Nationale).

que, des frontières de la France à celles de la Russie, il n'existait, dans toute l'Allemagne, qu'une force organisée, la sienne : la ruine du système des traités de Westphalie est impliquée dans cette constatation. Au conseil où il fut décidé d'accepter les propositions de Kaunitz et de conclure le premier traité de Versailles, le maréchal de Noailles rappela les traités de Westphalie et demanda que les princes allemands fussent assurés que la France continuerait de les protéger contre tout abus de pouvoir de l'Autriche. Il lui fut promis que le respect des traités serait inscrit dans un article. Mais les États immédiats se trouvaient, par la force des choses, pris entre les deux termes suivants : ou l'Autriche triompherait avec la France et dès lors, la Prusse étant ruinée, le Habsbourg s'appliquerait à rétablir sa domination en Allemagne, fût-ce en abandonnant les Pays-Bas ; ou la Prusse sortirait grandie de la lutte, alors c'est elle qui, dans son intérêt exclusif, deviendrait, à la place de la France, la tutrice des petits États et tendrait à les absorber ou à les vassaliser. La politique des libertés germaniques reçut à ce moment-là une première atteinte grave.

CHOISEUL ET LA FIN DE LA GUERRE DE
SEPT ANS. — LE PACTE DE FAMILLE.

La guerre se développe. Le seul capitaine qui se soit révélé en France, le duc de Broglie, est sacrifié à des cabales de cour ; contre toute attente, Frédéric II tient tête, souvent avec succès, à une coalition sans direction. L'Allemagne dévore les armées françaises qui s'y enfoncent ; les colonies sont abandonnées à elles-mêmes ; l'argent manque pour la marine. On avait mis le feu à la maison et on s'étonnait de ne pouvoir secourir les écuries. Toutes les conséquences du renversement des alliances éclatent à la fois ; elles écrasent l'abbé de Bernis qui les a prévues mais qui, tout en souplesse et en finesse, n'est pas de taille à faire face aux événements ; il se retire le 9 octobre 1758, nanti du chapeau, et c'est l'ambassadeur à Vienne, Stainville, devenu duc de Choiseul à l'occasion de la négociation du futur mariage de la petite archiduchesse Marie-Antoinette avec l'héritier du trône de France, qui est appelé au secrétariat d'État des Affaires étrangères. L'alliance autrichienne est établie : il ne peut être question de changer encore une fois de système ; mais Choiseul, à Vienne, a compris la nécessité d'en limiter les inconvénients et d'en tirer les avantages : homme de cour, très ambitieux, très personnel, il a cependant sur ses prédécesseurs cet avantage qu'il est capable de vues larges et à longue portée. Il se rend compte que l'affaire capitale n'est pas sur le continent — aux plus mauvais jours la France ne fut jamais menacée d'invasion : Rossbach est bien loin, en Saxe, — mais la mer, les colonies, le duel avec l'Angle-

terre. L'affaire est mal engagée, la partie perdue ; il faut liquider pour recommencer quand la France aura repris haleine ; ainsi raisonne-t-il : c'est du moins l'hypothèse la plus honorable pour lui. Par le troisième traité de Versailles (mars 1759), il limite les dépenses en hommes et en argent pour le service de l'Autriche, mais il abandonne aussi les avantages stipulés ; il ne réserve que l'occupation d'Os-tende et de Nieuport qui sont une menace contre l'Angleterre. Le comte de Bro-glie, qui dirige le Secret du roi, s'épuise au contraire à démontrer à Louis XV que la partie peut encore être gagnée en Europe centrale. En effet, Frédéric, à bout d'hommes et de ressources, désespère de se sauver quand la mort d'Élisa-beth de Russie et l'avènement de Pierre III, son ami, son admirateur et aussitôt son allié, vient le tirer d'affaire. Catherine II qui, six mois après, fait tuer le tsar son mari et lui succède, se retire du jeu, reste neutre et se prépare à recueillir, en Pologne et en Turquie, les bénéfices que préparent à la Russie les fautes de la politique française.

Choiseul cherche la paix avec l'Angleterre et se heurte à l'orgueil de la nation et à la haine de William Pitt. L'idée est née et s'est ancrée dans les cerveaux bri-tanniques que l'Angleterre doit devenir la maîtresse du monde en dominant les océans ; et c'est pourquoi la bourgeoisie mercantile anglaise a fait de Pitt, qui incarne cette conception simple et magnifique, son héros national. La France doit donc poursuivre la lutte sans pouvoir sauver ce qui reste de ses établissements d'outre-mer. Choiseul recherche et obtient la seule alliance qui puisse aider la France à soutenir la lutte : l'Espagne ; il conclut le Pacte de famille où entrent aussi les Bourbons de Naples et de Parme (15 août 1761). Politique utile et pratique qui rejoint la tradition de Louis XIV, qui unit toutes les forces susceptibles de se grouper autour de la France pour assurer l'équilibre sur les mers et qui fait contre-poids, en Italie, à l'influence exclusive de l'Autriche. Mais les affaires tournent mal : l'Espagne, engagée trop tôt dans une lutte désespérée, y perd Cuba sans aider efficacement nos escadres. Comme au temps de la guerre de succession d'Es-pagne, ce fut un changement de ministère en Angleterre, lord Bute remplaçant William Pitt que détestait George III, qui permit d'aboutir à la paix.

L ES TRAITÉS DE PARIS ET D'HUBERTSBOURG

Les préliminaires de Fontainebleau (3 novem-bre 1762) sont bientôt suivis du traité de Paris (10 février 1763). La prise de Minorque valut à la France de conserver Belle-Isle, la Guadeloupe et la Martinique, preuve que, si elle avait conquis des gages, ses colonies auraient été sauvées. Mais Louis XV cède son empire des Indes, à l'excepti-

tion de cinq comptoirs (Pondichéry, Yanaon, Karikal, Mahé, Chandernagor) ; il cède ses établissements du Canada, les vallées de l'Ohio et du Mississipi (rive gauche), toutes les îles, la Dominique, Saint-Vincent, Tabago, Grenade, les Grenadilles, Cap Breton, les îles du Saint-Laurent ; il garde Saint-Pierre et Miquelon avec un droit de pêche mal défini sur les bancs de Terre-Neuve. L'Espagne abandonne la Floride afin de recouvrer Cuba et, pour l'indemniser, la France, sa nouvelle alliée, lui cède la Louisiane. Enfin, en Afrique, Louis XV renonce au Sénégal sauf l'îlot de Gorée. L'admirable effort colonial de la France depuis François I^{er} est anéanti ; de ce premier partage du monde qui commence à la découverte de Christophe Colomb pour se terminer avec le dix-huitième siècle, la France ne garde presque rien. L'expansion coloniale, dont l'importance n'est apparue qu'à un petit nombre d'hommes sous l'ancienne monarchie, un François I^{er}, un Henri IV, un Richelieu, un Colbert, n'est jamais passée au premier plan des préoccupations de la masse des Français. Les rois, naturellement, regardent plutôt du côté de la frontière ouverte que vers les colonies. Les prodigieuses initiatives d'un Dupleix et d'un Montcalm ont échoué par l'ignorance des administrations centrales et la faiblesse du gouvernement ; un Godeheu n'est que le maladroit interprète de l'égoïsme mercantile d'une compagnie qui ne voit pas plus loin que le négoce et la pacotille ; les erreurs et les malheurs d'un Lally-Tollendal sont le triste résultat de l'indifférence coupable de la métropole dans le choix des fonctionnaires coloniaux. La légèreté de la cour conspire avec l'idéologie des philosophes pour se désintéresser des « arpents de neige ». Ainsi, la brillante histoire de l'expansion française est coupée d'heures de défaillance où l'opinion et le gouvernement s'abandonnent. La France continentale se relève toujours, non d'ailleurs sans dommages ; Richelieu a parlé du peuple français qui « ne se tenant jamais au bien revient si aisément du mal ». Mais, aux colonies, en face de concurrents acharnés, de telles désertions sont sans remède. Le traité de Paris est le péché mortel de la monarchie.

La liquidation continentale suivit de près la capitulation de la France sur mer. Le traité d'Hubertsbourg (15 février 1763) rétablit le *statu quo ante bellum* : Frédéric II a résisté à une formidable coalition, mais son État est si épuisé qu'il s'estime heureux de recouvrer l'intégrité de ses territoires. La Prusse, qui n'est encore qu'un petit pays de 2 millions et demi d'habitants, prend rang parmi les grandes puissances. Les princes allemands et les villes, désorientés par le rapprochement franco-autrichien, s'accoutument à regarder la Prusse comme le champion des libertés allemandes et comme le contrepoids luthérien à la catholique

Autriche. Marie-Thérèse, n'ayant pu venir à bout de la Prusse, même avec le concours de Louis XV et d'Elisabeth de Russie, ne tardera pas à chercher un rapprochement avec Frédéric II et, pour compenser la perte de la Silésie, elle préparera d'autres conquêtes. Les partages de la Pologne sont la conséquence des traités de 1762 et 1763.

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE DE SEPT ANS En France, les désastres de la guerre de Sept ans furent accueillis avec indignation, surtout par la bourgeoisie patriote. Le duc de Broglie, dans son livre *l'Alliance autrichienne*, remarque avec justesse que le renversement des alliances avait été salué « comme un gage inespéré de paix ». De mémoire de Français, on n'avait connu d'autre ennemi continental que la maison d'Autriche ; le souvenir des périls d'invasion et des souffrances de la fin du règne de Louis XIV évoquait l'Autriche unie à l'Angleterre. Séparer ces deux adversaires devait apparaître comme un heureux coup de partie. Personne n'imaginait de mettre en balance la puissance de la maison d'Autriche et celle d'un margrave de Brandebourg récemment promu roi de la lointaine et pauvre Prusse. Renoncer à l'alliance prussienne pour acquérir celle de l'Autriche, c'était gagner au change et assurer la paix continentale.

Et voilà que la combinaison se révélait désastreuse ; elle laissait la France seule et sans gages territoriaux en face de l'Angleterre ; elle ne réussissait même pas, sur le continent, à écraser un roitelet. Les philosophes voyaient donc clair quand ils vantaient les institutions parlementaires et la liberté politique, puisque l'Angleterre triomphait ; ils avaient raison encore quand ils représentaient Fré-



FRÉDÉRIC LE GRAND

(D'après une estampe populaire allemande. Biblioth. Nationale).

déric II comme le type du monarque éclairé. On admire toujours et on imite son vainqueur. C'est surtout après la guerre de Sept ans que les influences étrangères viennent altérer la pureté des traditions françaises, dans les mœurs, les lettres, la politique. Même en temps de guerre, les étrangers sont accueillis, choyés, admirés, les Anglais surtout. La franc-maçonnerie qui s'introduit alors chez nous, est une importation britannique. Tout ce qui vient de l'étranger paraît merveilleux. Jusque sur le trône de Russie, les Voltaire et les Diderot célèbrent le génie d'une Catherine II. Comment ne pas attribuer tant de revers inattendus au mauvais gouvernement de la France, à la pusillanimité d'esprit de Louis XV, aux ministres, créatures des favorites, pantins sans autorité, trop souvent changés, choisis pour des raisons indépendantes de leur mérite et toujours ballottés par les orages de la cour. Le rôle essentiel du roi c'est de conduire la politique étrangère, d'agrandir le territoire national, de préparer et de remporter la victoire. Les Français se détachèrent de Louis « le bien aimé » parce qu'il ne faisait pas son métier de roi. Le renversement des alliances, accueilli par tant d'espérances, lui fut reproché comme une suprême faute, presque comme une trahison : alliance d'ancien régime, alliance de réaction politique et religieuse, dira-t-on bientôt. Et les conséquences se répercutent très loin à travers notre histoire.

IV. — CHOISEUL. — LE DÉSASTRE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN EUROPE ORIENTALE

LA POLITIQUE DE CHOISEUL. C'est le mérite du duc de Choiseul d'avoir compris, après la liquidation douloureuse d'une politique mal engagée, que l'affaire capitale de l'heure, pour laquelle il faut concentrer toutes les énergies nationales et les alliances, c'est l'âpre bataille contre l'Angleterre pour réserver à la France sa place sur les mers et dans les colonies et y sauvegarder, contre la prépotence d'un seul, le droit de tous. Le ministre ami des philosophes est digne d'éloges parce qu'il restaure les forces de la France en vue de la reprise inévitable de la guerre contre l'Angleterre. Paix et équilibre sur le continent, réorganisation de l'armée et de la marine. La politique étrangère a d'abord pour fondement inébranlable le Pacte de famille, l'alliance intime avec les Bourbons d'Espagne, de Naples et de Parme. Elle a pour objet lointain la guerre contre l'Angleterre et, en attendant, elle rassemble et

recolle ce qui reste des possessions coloniales françaises, les vivifie par la liberté du commerce et par l'acquisition de nouveaux établissements tels que Dakar. Choiseul ne permet pas aux Anglais d'empiéter en pleine paix sur les droits et possessions de la France. Le désastre d'une tentative de colonisation en Guyane, où périrent près de 9 000 personnes, n'est qu'un accident provoqué par une administration imprévoyante que Choiseul et ses collaborateurs travaillent à réformer. L'essor économique de la France reçoit une féconde impulsion. Vergennes, ambassadeur à Constantinople, reprend la grande politique du marquis de Villeneuve.

L'acquisition de la Corse procède des mêmes desseins : s'assurer la maîtrise de la Méditerranée dont, grâce au pacte de famille, presque tous les rivages chrétiens appartiennent à des puissances amies. La Corse, par l'alliance des dynasties bourbonniennes, prend pour la France quelque chose de l'importance qu'elle avait pour l'Espagne au seizième siècle. Grâce aux négociants de Marseille, dont les relations avec la Corse étaient constantes, la politique royale, qui avait occupé l'île au temps de Henri II, ne s'en était jamais désintéressée ; en 1739, une petite armée française en chassait un aventurier allemand, installé avec la connivence de la Hollande et de l'Angleterre ; en 1746, Gênes accordait à la France le droit de garnison dans plusieurs ports ; en 1768, la république vendait à Louis XV ses droits sur l'île et les troupes du roi l'occupaient après une rude campagne contre les partisans de l'indépendance groupés autour de Paoli. La Corse est une conquête des Marseillais ; c'est par eux que le roi avait dans l'île un parti nombreux et dévoué, qui facilita l'occupation ; l'une des familles notables de ce parti était celle des Bonaparte. Le nom du fameux Roux de Corse, de Marseille, « qui fit un jour, dit Voltaire, la guerre aux Anglais en son propre et privé nom, » et beaucoup d'autres, méritent d'être honorés parmi ceux des meilleurs ouvriers de l'influence française dans la Méditerranée.

En France, comme en Espagne, l'amour-propre national était devenu si sensible sous l'impulsion de Choiseul que la guerre, à propos des îles Malouines (Falkland, au large du détroit de Magellan) colonisées par les Français, cédées à l'Espagne en 1767 et revendiquées par les Anglais, et à propos du droit de pêche à Terre-Neuve, fut sur le point d'éclater dans l'été de 1770. Mais une mauvaise politique intérieure, comme il arrive trop souvent en France, paralysait les efforts extérieurs. Choiseul lui-même se laissait entraîner à se servir du Pacte de famille pour faire pression sur Clément XIV et obtenir la dissolution de l'ordre des Jésuites. Les missions, et par suite l'influence française, furent les premières à en souffrir. On était au fort de la bataille contre les Parlements ; les finances de

l'abbé Terray ne permettaient pas de se lancer dans des entreprises coûteuses. Louis XV ne voulait plus entendre parler de guerre; il intervint pour demander impérieusement à Charles III de céder aux exigences britanniques et congédia Choiseul (24 décembre 1770). L'effet, sur l'opinion publique qui avait mis sa confiance en Choiseul, fut désastreux; il semblait que la monarchie, une fois encore, manquât à sa mission. Cependant, même durant les lamentables dernières années de Louis XV, sous le ministère du duc d'Aiguillon, l'alliance avec l'Espagne se resserre et la préparation de la guerre contre l'Angleterre continue. Le ministre de Charles III, Grimaldi, et son ambassadeur à Paris (à partir de 1773), d'Aranda, espéraient que, grâce à l'alliance française, l'Espagne triompherait des Anglais aussi aisément que des Jésuites. Les premières insurrections des colons américains contre les Anglais datent de 1773 et furent, dès le début, suivies de très près, encouragées par les agents du Secret du roi et par des missions spéciales. Les bureaux de Versailles ont préparé, au temps de Louis XV, l'intervention que réalisèrent Louis XVI et Vergennes.

L OUIS XV ET LE PREMIER PARTAGE DE LA POLOGNE

On croit rêver quand, après avoir étudié, dans les documents officiels, l'histoire du renversement des alliances et de la guerre de Sept ans, on suit, dans la correspondance occulte de Louis XV avec le comte de Broglie et les agents du Secret du roi, la trace d'une autre politique, toute différente, opposée même, qui se croise avec la diplomatie patente et la contraire, que les ministres ont parfois soupçonnée, mais qui jusqu'à la fin a échappé à leurs enquêtes. La politique personnelle de Louis XV, si elle fut clairvoyante, resta en définitive inopérante; elle n'eut d'autre effet que de jeter du trouble dans l'esprit de nos amis et du flottement dans l'action du gouvernement. Cette singulière histoire se rattache directement à la tragédie du premier partage de la Pologne et de la ruine du système français en Europe orientale qui jetèrent un tel discrédit sur les dernières années de Louis XV.

La Pologne, nation essentiellement catholique et qui devait à sa religion la conservation de son caractère original au milieu des Russes orthodoxes, des Allemands et des Suédois luthériens, régissait, dans ses provinces frontières, une certaine proportion d'orthodoxes et de protestants. Quand la Russie fut devenue puissance européenne et que la Prusse, naguère vassale des rois de Pologne, fit partie d'un État allant du Niémen au Rhin, il devint très dangereux pour la Pologne de garder une constitution anarchique et de rester sans armée régulière parmi des États puissamment organisés; ses voisins plus forts entretenirent le

désordre chez elle et se servirent, pour l'affaiblir, des minorités religieuses ou plutôt ethniques. La Suède, la Pologne, la Turquie constituaient, dans l'Europe orientale, le système français, et la monarchie ne pouvait deviner que la puissance d'avenir était la Russie.

Comment la France pouvait-elle assurer, si loin de ses frontières, le salut de la Pologne, la plus menacée de ses trois alliées ? D'abord en les unissant toutes les trois, ensuite en faisant pression soit sur la Prusse, soit sur l'Autriche, en Rhénanie ou aux Pays-Bas. Le renversement des alliances devait naturellement mettre la Pologne dans une situation critique, mais le cabinet de Versailles pouvait y trouver une voie nouvelle pour la soutenir : l'entente avec l'Autriche et avec la Saxe, dont le roi était en même temps le roi élu de Pologne. Louis XV aperçut-il, dès 1752, quand commença la mission secrète du comte de Broglie, toutes les conséquences d'une politique qui n'en était qu'à ses préliminaires ? Non, puisque le comte de Broglie devait préparer la candidature du prince de Conti au trône de Pologne quand mourrait Auguste III qui avait pris la place de Stanislas Leczinski, père de la reine de France. Autant qu'on puisse prêter, à l'esprit indécis et fuyant de Louis XV, un projet ferme, son idée était de reléguer la Russie en Moscovie, loin des affaires d'Europe. Pour cela il fallait adopter résolument le projet exposé dans les dépêches du comte de Broglie, fortifier, armer le parti français en Pologne, le réconcilier avec la Saxe en renonçant à la candidature d'un prince français ; il fallait, en un mot, distraire la Saxe de l'alliance anglaise ; mais alors ne risquait-on pas d'y jeter la Prusse et peut-être la Russie ? Il n'est pas douteux que les menées du comte de Broglie à Varsovie ont contribué au traité de Westminster. Lorsque la France, à son tour, eut exécuté son renversement des alliances, la politique de Broglie dut s'accommoder de ces conditions nouvelles ; elle le pouvait, à la condition que le roi qui disait de la nouvelle alliance : « C'est mon ouvrage, » eût une volonté et fît insérer aux traités de Versailles une clause par laquelle l'Autriche s'engageait à défendre l'intégrité de la Pologne. Mais, dans la nouvelle alliance que l'initiative de l'Angleterre et la volte-face de Frédéric II lui imposait, la France ne dirigeait pas, elle suivait ; et, dès lors que la reconquête de la Silésie était au premier plan, l'alliance avec la Russie s'imposait à Marie-Thérèse et par suite, tôt ou tard, l'abandon de la Pologne.

Choiseul comprit la situation quand il arriva au ministère et, avec l'audace qui était l'heureuse contre-partie de sa légèreté, il rechercha l'alliance de la Russie et tenta de détruire le Secret du roi en imposant à la lâcheté de Louis XV la disgrâce du premier commis Tercier. Il allait jusqu'à écrire que l'anarchie en

Pologne « convient aux intérêts de la France », mais il n'admettait pas qu'on touchât à son territoire. Il se rapprocha de la Pologne quand l'avènement de



LE DUC DE CHOISEUL (D'après Van Loo).

écrivait alors prophétiquement (8 avril 1763) : « L'ambition et l'injustice des voisins de la Pologne suffisent, sans que l'on ait recours à des événements singuliers, pour la démembrer, et cela même sans guerre. » En face du gâteau polonais, l'entente s'établissait naturellement entre Frédéric II et Catherine ; leur accord

Pierre III et de Catherine II eut prouvé l'inanité de ses desseins à l'égard de la Russie. Seule, la ruine de Frédéric II aurait pu arranger les affaires. La France, n'ayant pas réussi à rendre la Silésie à l'Autriche, se trouvait en quelque mesure sa débitrice, et l'Autriche avait au moins un prétexte pour s'agrandir aux dépens de nos alliés. La guerre finie, la puissance de la Saxe était anéantie, celle de l'Autriche diminuée ; en Pologne, le parti russe allait l'emporter sans peine à la mort d'Auguste III et faire élire roi Stanislas Poniatowski, l'amant de Catherine II (7 septembre 1764), sous la pression d'une armée russe. Le comte de Broglie qui continuait, par ordre du roi, à suivre de France les affaires de Pologne,

régentait d'autant plus aisément le Nord que la Suède était livrée à l'anarchie politique. Les deux compères étaient de mèche pour s'opposer à toute réforme intérieure en Suède comme en Pologne. Joseph, fils de Marie-Thérèse, devenu empereur à la mort de son père, ne cachait pas son admiration pour Frédéric II et préconisait une politique de rapprochement avec la Russie et la Prusse. Choiseul, instruit par l'expérience, revient à la vieille politique française ; il appuie les tentatives réformatrices du roi Poniatowski et surtout il tente d'envoyer des secours, argent et officiers, aux confédérés de Bar qui représentent la Pologne nationale et catholique en face des dissidents orthodoxes et protestants, en faveur desquels la Russie et la Prusse réclament l'égalité des droits politiques. Les agents du Secret du roi, parmi lesquels Favier, Dumouriez, Viomesnil, rentrent en faveur et combattent avec les confédérés et les patriotes dirigés par Mokranowski. Choiseul, par son ambassadeur Vergennes, incite les Turcs à soutenir les Polonais en combattant la Russie. Une armée russe occupe la Moldavie (1769) ; une flotte, partie de la Baltique à l'instigation de l'Angleterre qui soutenait la Russie contre l'influence française à Constantinople, pourvue de vivres et de munitions à Londres, arrivait dans l'Archipel et détruisait la flotte turque à Tcheshmé (8 août 1770). L'Angleterre qui croyait introduire en Orient un auxiliaire de sa politique, allait bientôt y trouver le plus redoutable des rivaux. Ce grand événement marque le déclin de l'influence française, si heureusement restaurée par Villeneuve et Vergennes, dans le Levant. L'Autriche, inquiète, conclut une alliance avec la Turquie et fit suspendre la guerre de ce côté-là, mais elle n'en fut que plus portée à s'entendre, en Pologne, avec la Russie. Frédéric servait d'entremetteur pour cette ingénieuse combinaison.

La disgrâce de Choiseul précipite la catastrophe en Pologne. Son successeur, le duc d'Aiguillon, n'a aucune connaissance des affaires étrangères ; plusieurs politiques françaises s'enchevêtrent et se paralysent. A Varsovie, à Vienne, il n'y a même plus d'ambassadeur. Marie-Thérèse est fort ébranlée ; c'était, de tout temps, dans la maison de Habsbourg, une tradition que la perte d'une province devait être compensée par l'acquisition d'une autre : un morceau de Pologne consolait l'impératrice de la perte de la Silésie. Bientôt, elle n'hésite plus ; la raison d'État fait taire les scrupules de sa conscience. Aiguillon tâtonnait, cherchant tantôt à se rapprocher de Berlin et tantôt de Vienne. Cette attitude hésitante et double acheva de décider Marie-Thérèse. Le 15 janvier 1772, le premier traité de partage de la Pologne est signé entre la Russie et la Prusse, l'Autriche y adhère le 19 février. Un seul moyen restait d'arrêter l'opération ; Marie-Thérèse et Kaunitz

n'étaient pas rassurés : « Si le duc de Choiseul était encore en place, écrivait l'impératrice-reine, il voudrait sans doute profiter de l'occasion pour nous enlever quelque partie des Pays-Bas où nous ne sommes pas en état de faire la plus petite résistance ; » elle cherchait à tromper la cour de Versailles par son ambassadeur Mercy-Argenteau et à l'amadouer par le crédit de la dauphine Marie-Antoinette, tandis qu'elle faisait annoncer le traité de partage. Louis XV laisse faire. L'Autriche prend le plus gros morceau : Russie rouge, Galicie, Ludométrie, c'est-à-dire tout le pays, en grande majorité peuplé de Polonais, que l'on englobe aujourd'hui sous le nom de Galicie, à l'exception de Cracovie. La Prusse s'adjuge la Poméranie polonaise, moins Thorn et Dantzig désormais isolés, séparés du reste du royaume. La Russie s'annexe une région peuplée en majorité de Russes : la nouvelle Russie blanche, à l'Est de la Duna, du Drut et du Dniepr.

En Turquie, Catherine reprend le cours de ses succès, son armée passe le Danube et impose à la Porte le fameux traité de Kioutchouk-Kainardji (juillet 1774). La mer Noire cesse d'être exclusivement turque ; la Russie y prend pied par Azof et Taganrog : la question des Détroits est ouverte. La tsarine se fait reconnaître le droit de protéger les chrétiens orthodoxes, c'est-à-dire la faculté d'intervenir en tout temps dans la politique intérieure de la Turquie. La question d'Orient devient aiguë ; c'en est fini de la prépondérance française à Constantinople.

En Suède, l'énergie du nouveau roi, Gustave III (12 février 1771), soutenu par Vergennes que le duc d'Aiguillon envoie comme ambassadeur, fait réussir un coup d'État absolutiste et réformateur conseillé par Louis XV (août 1771) ; l'attitude résolue de la France arrête les deux complices de Berlin et de Pétersbourg qui formaient le dessein de se partager les provinces continentales de la Suède. Petit succès, et qui ne devait pas être durable, en regard de tant de désastres.

CONCLUSION SUR LE RÈGNE DE LOUIS XV

Le renversement des alliances et les revers sur mer, aux colonies et sur le continent, dont il a été l'origine ou l'occasion, ont dérouté, troublé l'opinion nationale française. C'est le moment où, dans le langage courant de la politique, apparaît et se généralise le mot et l'idée de « nation », le mot et l'idée de « citoyen ». Le bourgeois français se fait une très haute conception de la puissance de « la grande nation » française. Jamais la « nation » ne s'est sentie plus forte, plus remplie de sève et de vitalité, mieux prête aux grandes tâches historiques ; elle souffre de ne pas trouver le chef qu'elle appelle de ses vœux. L'opinion éclairée reproche surtout au grand-père de Louis XVI ses échecs à l'extérieur. Choiseul a cherché sans grand succès



LE PARTAGE DE LA POLOGNE

Estampe populaire dite *le Gâteau des rois*, publiée à l'occasion du second partage de la Pologne.

à renouer la tradition. Mais l'Europe, autour de la France, s'est profondément transformée. Les fluctuations de la politique de Louis XV ont sans doute pour origine son incurable dilettantisme et son hypocrisie morale, mais aussi la transposition radicale des valeurs politiques et le déplacement des forces. S'il est permis à l'historien de raisonner sur les événements qui ne se sont pas réalisés, il paraît que, deux fois au moins, Louis XV eut l'occasion d'achever l'œuvre de ses prédécesseurs : l'unité de la France. Au traité d'Aix-la-Chapelle il était maître de garder les Pays-Bas catholiques que le maréchal de Saxe occupait en totalité ; l'Angleterre ne s'en serait montrée ni plus ni moins hostile. Au moment du renversement des alliances, il pouvait, quelque politique qu'il choisît, pourvu qu'il la conduisît fermement, obtenir pour prix de son concours tout ou partie des Pays-Bas. L'insuccès, dans la guerre de Sept ans, est dû à l'absence d'une autorité royale mettant l'ordre et l'esprit de suite dans tous les services de l'État, y compris l'armée. De ces occasions perdues, la France a eu le sentiment et le ressentiment. Si elle s'est peu à peu détachée de ses rois, elle leur a reproché non pas l'abus, mais la carence du pouvoir, l'oubli du devoir des monarques qui est de commander pour le bien et la grandeur des peuples. Choiseul a été populaire contre Louis XV ; c'est la génération grandie au temps de Choiseul qui a fait la Révolution ; ses élèves y ont tenu les premiers rôles.

V. — LOUIS XVI, VERGENNES ET LA GRANDE LUTTE CONTRE L'ANGLETERRE

LE NOUVEAU RÈGNE Un roi de vingt ans, une reine de dix-huit ; un prince sans expérience, sans connaissances, lourd de corps et lent d'esprit, trop conscient de ce qui lui manque pour mettre utilement en œuvre ce qu'il possède, c'est-à-dire le bon sens, le sentiment du devoir, le désir d'accomplir sa fonction royale ; une princesse parée de grâce et de charme, sans méchanceté, sans vices, mais sollicitée par les cabales de Versailles et surtout par la politique d'une cour étrangère astucieuse et dominatrice, d'exercer dans le choix des personnes et la direction des affaires une influence personnelle : c'est à ces deux faiblesses qu'incombe la charge de conduire, au milieu d'une Europe où aucune institution, aucun frein moral, aucun principe de droit ne limite plus la ruée des appétits et l'antagonisme cynique des ambitions, les destinées d'une France qui reste la plus forte et la plus saine puissance continentale, qui en a conscience et que les déceptions et les hontes du règne de Louis XV ont irritée,

énervée, préparée aux séductions fallacieuses de la philosophie des lumières et aux prestiges de l'esprit révolutionnaire.

L'opinion est simpliste : les déboires de la politique française, elle les impute à une cause principale, l'abandon de la politique traditionnelle de lutte contre la maison d'Autriche ; les grandes ombres de Richelieu et de Mazarin se lèvent pour condamner les nouveaux errements. Le public ne se rend pas compte que le système traditionnel ne peut plus être pratiqué parce que, d'une part, l'agrandissement de la Prusse et l'entrée en scène de la Russie en ont faussé le jeu, et parce que, d'autre part, les puissances septentrionales ou orientales sur lesquelles la politique française était accoutumée de s'appuyer, Suède, Pologne, Turquie, sont très affaiblies. La France peut défendre la Pologne ou la Turquie contre la ou les puissances prépondérantes en Allemagne par une pression sur le Rhin ; elle ne dispose d'aucun moyen de les protéger contre la Russie. L'alliance avec l'Autriche a été mal comprise et mal utilisée, puisque la direction est restée à l'Autriche qui a poursuivi, à la faveur de l'inertie de Louis XV, les fins de sa politique particulière. Le renversement des alliances, quelques critiques théoriques que l'on puisse lui adresser, se serait justifié si la diplomatie et la guerre avaient été mieux dirigées. L'histoire prouve que l'affaiblissement de la Prusse à cette époque aurait été un bienfait pour l'Europe ; mais les contemporains ne pouvaient pas le voir. Et puis, le succès n'est-il pas le plus sûr critère de la valeur d'une politique ?

Vergennes et sa Politique

Au jeune roi qui montait sur le trône le 10 mai 1774 incombait d'abord un devoir de redressement et d'assainissement. Les amis de Choiseul s'agitaient pour ramener au pouvoir l'exilé de Chanteloup. Il y aurait apporté ses capacités mais aussi ses rancunes, sa clientèle, son ambition autoritaire. La jeune reine travaillait pour lui, car, ayant préparé le mariage, il était, à Vienne, *persona gratissima* ; mais Louis XVI ne lui pardonnait pas son attitude frondeuse et les cabales qu'il avait menées contre le dauphin son père. Le roi eut la main très heureuse en appelant à diriger les affaires étrangères un diplomate de carrière, Charles Gravier, comte de Vergennes. Né à Dijon d'une famille parlementaire, il avait été successivement chargé de missions à Trèves et au congrès de Hanovre, puis ambassadeur à Constantinople (1754-68) et à Stockholm (1771). Initié au Secret du roi aussi bien qu'à la doctrine des ministres, il avait pu juger, en Suède et en Turquie, du recul de l'influence française et du trouble qu'une double politique avait jeté dans la diplomatie. Toute grande

politique est faite d'abord de bon sens, de droiture, et consiste en une continuelle adaptation des intérêts permanents de l'État aux circonstances et aux occasions.

Vergennes eut la délicate mission d'expliquer à Louis XVI ce qu'avait été, au temps de Louis XV, le Secret du roi. Le souverain et le ministre se trouvèrent d'accord pour en condamner la pratique. Louis XVI s'appliqua en conscience aux affaires extérieures; il les jugeait avec un bon sens relevé par un haut sentiment de sa dignité; il eut, comme Louis XIII, le mérite de soutenir son ministre, tant qu'il vécut,

contre les jalousies de cour et les intrigues étrangères; en quinze années de règne, jusqu'à la Révolution, Louis XVI n'eut que deux secrétaires d'État aux Affaires étrangères. « Honnêteté et retenue, écrit-il à son ministre le 11 avril 1775, doit être notre marche. » Le ministère de Vergennes, réparateur, victorieux, pacificateur, est l'une des époques les plus glorieuses de notre histoire.



LOUIS XVI

(D'après un portrait de Dumesnil. Musée de Versailles).

La politique de Vergennes est très simple. La France, depuis le traité d'Utrecht, est restée, en face de l'Angleterre, en état d'infériorité; la présence d'un commissaire anglais à Dunkerque le lui rappelle sans cesse. Par crainte de l'Angleterre, elle n'a pas osé, malgré Fontenoy, profiter de ses victoires. Elle a bien dissous la coalition en détournant l'Autriche de l'alliance anglaise, mais elle s'est laissé entraîner à de ruineuses guerres continentales, tandis que le véritable enjeu de la lutte était



CHARLES GRAVIER, COMTE DE VERGENNES
D'après un tableau du Musée de Versailles.
(Ecole française du XVIII^e siècle.)

sur mer ; elle a subi le honteux traité de Paris qui assure à l'Angleterre l'empire des mers et des colonies, l'Inde, le Canada. Voilà ce qu'il faut réparer ; on travaillera à affranchir la France de l'emprise anglaise. Choiseul a eu le mérite de refaire une forte marine, de préparer sur mer le rétablissement nécessaire. Il vise à réaliser l'isolement diplomatique de l'Angleterre ; dès qu'on sera prêt, on saisira l'occasion de l'attaquer, en s'appuyant sur l'Espagne et le Pacte de famille. Cette politique n'est possible que si l'Europe continentale est en paix : la paix résultera de l'équilibre des forces. Changer un système politique établi est toujours difficile et dangereux ; on restera fidèle à l'alliance autrichienne, mais on ne permettra pas à l'Autriche de nous entraîner à des aventures qui n'intéressent qu'elle-même. La Prusse est nécessaire en Allemagne comme contrepoids à l'Autriche ; elle ne saurait être dangereuse ; elle a trouvé un roi de génie, mais elle n'est qu'une puissance secondaire, puisqu'elle ne compte guère que 4 millions d'âmes. Tout en maintenant l'alliance autrichienne, on se rapprochera donc de Frédéric II. Il importe de déta-



MARIE-ANTOINETTE

(D'après un crayon original de Saint-Aubin. Esquisse pour un portrait non exécuté. Collection de M. Tabourier).

cher l'Autriche, aussi bien que la Prusse, de l'alliance russe ; la Russie n'est dangereuse qu'alliée à l'Autriche ou à la Prusse, comme on l'a vu en 1772 pour le partage de la Pologne. On travaillera à la rattacher à un système d'équilibre continental. L'objet final est d'empêcher le ministère anglais, « qui domine les mers et qui prodigue l'or à toute l'Europe pour l'inonder de sang (1) », de trouver un soldat continental capable d'empêcher la France de conduire sur mer une guerre victorieuse. La France ne peut plus espérer la conquête des Pays-Bas qui unirait contre elle Autriche et Prusse ; elle n'a donc à souhaiter sur le continent que le *statu quo*. Le premier objet est d'effacer la honte du traité de Paris. Après 1763, écrit Vergennes au roi, « la France, jadis l'objet de la terreur et de la jalousie des autres puissances, n'excitait plus qu'un sentiment contraire : réputée la première de l'Europe, à peine lui décernait-on une place parmi les secondes. »

Cette politique, fondée sur une vue très claire et très réaliste de la situation, se pare à l'occasion d'un vernis pacifique et humanitaire. Vergennes est l'ami des philosophes et les philosophes sont une force ; d'ailleurs Voltaire ne demande qu'à applaudir aux succès d'une politique française vigoureuse et saine. Vergennes voit la grandeur de la France, sur le continent, dans un rôle d'arbitrage et de pacification qui réponde à ses besoins et ajoute à son prestige : n'est-ce pas la tradition de Richelieu ? Guerre sur mer, paix continentale, prospérité commerciale et coloniale, voilà les trois aspects d'une politique dont l'objet est de remettre la France à son rang.

La France, dit Vergennes dans un Mémoire pour le roi, formée comme elle l'est, doit craindre les agrandissements, bien plus que les ambitionner... Elle a en elle-même tout ce qui constitue la puissance réelle... Placée au centre de l'Europe, elle doit influencer sur toutes les grandes affaires. Son roi, semblable à un juge, peut regarder son trône comme un tribunal institué par la Providence pour faire respecter les droits et les propriétés des souverains... Si Sa Majesté dirige sa politique à convaincre l'opinion que ni la soif d'envahir, ni la moindre vue d'ambition n'effleurent son âme et qu'elle ne veut que l'ordre et la justice, son exemple fera plus que ses armes. La justice et la paix régneront partout et l'Europe applaudira avec reconnaissance à ce bienfait qu'elle reconnaîtra tenir de la sagesse, de la vertu et de la magnanimité de Votre Majesté.

Avec l'Autriche, il faudra s'expliquer loyalement, lui faire entendre que l'alliance subsiste, mais qu'elle est défensive et a pour objet de maintenir la paix et l'équilibre, non pas la conquête, ni même la récupération de la Silésie, et que les avantages devront être réciproques. Il conviendra d'autant plus d'être sur ses gardes que le fils de Marie-Thérèse, l'empereur Joseph II, en sa qualité de souverain

(1) SÉGUR, Note sur un mémoire du comte de Broglie, dans *Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI* (I, p. 205).

« éclairé », a des sympathies pour l'Angleterre et pour Frédéric II. Vergennes a, sur ce point, la même conception que le comte de Broglie. Mais cette alliance restreinte, ce n'est point l'affaire de Kaunitz, ni de Marie-Thérèse, encore moins de Joseph II qui, dévoré d'une ambition inquiète, brûle de s'illustrer et d'agrandir ses États. Tous les trois cherchent à se servir, pour rendre à l'alliance son efficacité et en tirer le maximum d'utilité, de la jeune reine Marie-Antoinette. L'ambassadeur Mercy-Argenteau lui expliquera ce qu'elle doit dire pour servir la politique de sa mère et de son frère ; elle n'a qu'à se conformer à ses avis. La correspondance de Marie-Thérèse avec sa fille est pleine d'exhortations de ce genre ; même le bonheur conjugal de la jeune reine importe à sa famille surtout comme un moyen d'agir sur l'esprit du roi. Joseph II est brutal et impératif ; Mercy se plaint que la reine hésite à servir une alliance dont elle est « le gage », comme l'écrivait Marie-Thérèse au moment du mariage. Marie-Antoinette résiste souvent, mais souvent aussi parle et agit ; son influence s'exerce surtout sur le choix des personnes. A Vergennes, qui lui résiste respectueusement, elle dit un jour : « Enfin, monsieur, songez toujours que l'empereur est mon frère. » A quoi le ministre riposte : « Je m'en souviendrai, madame, mais je penserai surtout que Mgr le dauphin est votre fils. » Marie-Thérèse ne veut pas que sa fille soit trop Française, comme elle s'y efforce : « Rendez justice au vrai mérite de cette nation (l'Allemagne), lui écrit-elle en 1771, alors qu'elle n'est encore que dauphine ; n'ayez point l'air honteuse d'en être (1). » Quand on se représente tout ce qui a suivi, on ne peut que déplorer la passion politique et l'âpreté au gain de Marie-Thérèse et de Joseph II qui prenaient pour instrument une jeune princesse dont le rôle était de plaire et qui y réussissait avec une grâce naturelle et toute française.

On résistera donc à la reine ; le roi ne la mettra pas au courant de la politique extérieure. En Allemagne, on empêchera l'Autriche d'établir l'hégémonie qui est l'objet traditionnel de sa politique ; on fera revivre le traité de Westphalie qui institue la France garante des « libertés germaniques », et c'est pour qu'il subsiste un contrepoids à l'influence de Vienne qu'on se rapprochera de Berlin. Vergennes écrit dans un Mémoire au roi :

L'esprit de conquête n'animant point la conduite de Votre Majesté, l'alliance de Vienne peut paraître utile, en ce que, faisant une sûreté de plus à la conservation de la paix sur le continent, elle lui donne plus de moyens de veiller et de se mettre en mesure contre l'Angleterre.

(1) Jeanne ARNAUD-BOUTELOUP, *le Rôle politique de Marie-Antoinette* (Champion, 1924, in-8°, p. 30).

Voilà la grande affaire ! Vergennes continue :

Le roi de Prusse, considéré par rapport à la morale, peut ne pas paraître fort intéressant à ménager ; mais vu dans l'ordre politique il importe à la France, peut-être plus qu'à toute autre nation, de le conserver tel qu'il est... Qu'il soit affaibli, il n'y a plus de digue contre l'ambition autrichienne. L'Allemagne, obligée de plier sous les lois de la cour de Vienne, lui ouvrira un accès facile vers nos frontières... Quoique la Maison d'Autriche soit plus redoutable pour la France que le roi de Prusse, je n'en conclurai pas qu'il ne faut pas veiller sur l'ambition de celui-ci. Toute acquisition qui lui donnerait plus de puissance sur le Rhin doit intéresser la prévoyance de la France, mais, en la limitant de ce côté-là, il faut empêcher, autant qu'il est possible, qu'elle soit entamée sur l'Oder et sur l'Elbe...

Telle est la raison des ménagements envers la Prusse, ménagements que l'on retrouve en des circonstances parfois inattendues. C'est ainsi que Vergennes écrira encore :

On ne craindra pas de le dire : s'il fallait opter entre la conservation des branches de la maison de Bourbon en Italie et celle de la puissance prussienne en Allemagne, il n'y aurait pas à hésiter entre l'abandon des premières et le maintien de l'autre... Les Bourbons d'Italie, relativement à nous, ne peuvent être considérés que comme un objet de luxe politique. Il n'en est pas de même de la Prusse. Sa puissance consolidée, surtout depuis l'acquisition de la Prusse occidentale, lui donne un poids considérable dans la balance intérieure de l'Europe.

La politique d'équilibre que Vergennes pratique en Allemagne n'est donc ni autrichienne, ni prussienne ; elle est française (1). Il est difficile de voir plus juste et de se montrer plus sage. Nous sommes à l'époque où les diplomates eux-mêmes donnent leurs raisons.

LA SUCCESSION DE BAVIÈRE Joseph II, au contraire, ne rêve que conquêtes et agrandissements. Son ambition ne va ni plus ni moins qu'à l'annexion de la Bavière. L'électeur Maximilien-Joseph, vieux et malade, n'a pas d'héritier. Son successeur serait son cousin, l'électeur palatin, chef de la branche palatine des Wittelsbach, qui lui-même n'a d'autre héritier que son neveu, le duc de Deux-Ponts. Joseph convoite l'héritage. Mais la Bavière a toujours été liée au système français ; son indépendance est indispensable à la sécurité de l'Empire et à la liberté des princes germaniques dont la France est garante. Le duc de Deux-Ponts et l'électeur palatin sont des clients de la politique française ; on ne parle que français à leur cour qui se modèle sur Versailles ; Deux-Ponts subit « l'ascendant de Paris, auquel, dit Goethe, on ne pouvait plus se soustraire

(1) G. GROSJEAN, *la Politique rhénane de Vergennes* (les Belles-Lettres, 1925).

outre-Rhin ». Il est de l'intérêt de la France de ne pas abandonner ces princes qu'elle pensionne et de ne pas permettre aux Habsbourg d'absorber un morceau tel que la Bavière qui rapprocherait du Rhin le centre de gravité de la puissance autrichienne et qui relierait les États autrichiens d'Italie à ceux d'Allemagne. Joseph II, en 1777, vient à Paris ; il espère séduire son beau-frère par l'offre des Pays-Bas, tout au moins d'une partie. Vergennes met le roi en garde contre la tentation : sacrifier la Bavière aux ambitions de l'Autriche, ce serait perdre toute influence en Allemagne ; annexer, ne fût-ce qu'une partie des Pays-Bas, ce serait s'aliéner la Hollande, inquiéter la Prusse, déchaîner prématurément la guerre contre l'Angleterre, dont l'enjeu n'est pas en Europe, et mêler une fois encore la guerre continentale et la guerre sur mer. On écartera donc « le mirage des Pays-Bas ». Joseph II, fêté à Versailles et à Paris, n'obtient rien et s'en retourne, déçu, à Vienne.

Le 30 décembre 1777 mourait l'électeur. Joseph II, se prévalant d'un traité par lequel le défunt, dans l'espoir que l'empereur assurerait l'établissement de ses bâtards, l'autorisait à occuper certains territoires, fait entrer ses troupes dans plusieurs districts du Haut-Palatinat et de la Basse-Bavière (le quartier de l'Inn dont le centre est Braunau). L'affaire est grave. C'est l'équilibre de l'Allemagne menacé, le conflit imminent. L'électeur palatin, héritier présomptif, et la cour de Saxe font appel à Frédéric II qui pousse des troupes sur la frontière de la Bohême et déclare la guerre. N'est-ce pas le *casus fœderis* prévu par le traité de Versailles, et la France ne doit-elle pas assistance à l'Autriche ? C'est la thèse de Kaunitz, et Mercy s'emploie à la faire prévaloir à Versailles. En prévision de l'événement, le marquis de Jaucourt, quelques mois plus tôt, a conduit avec Frédéric II des négociations secrètes ; le roi de Prusse, devenu pacifique, s'engage à contenir, du côté de la Bavière et de la Turquie, les ambitions de l'Autriche et à observer une neutralité bienveillante en cas de guerre entre la France et l'Angleterre. Par delà l'Atlantique, Vergennes surveille l'insurrection des colons du Massachusetts et s'apprête à saisir l'occasion ; sa politique en Europe trouve là son explication et, s'il en était besoin, sa justification.

Vergennes exposa au conseil, le 2 février 1778, que l'intérêt de la France était que « les deux grandes puissances de l'Allemagne conservassent un tel équilibre que Sa Majesté décidât toujours la balance » ; on ne devait ni permettre à l'Autriche de s'agrandir sans droits en Bavière, ni se brouiller avec la Prusse. Il fut donc signifié à Vienne que la France ne se considérait pas, en l'occurrence, comme liée et garderait la neutralité. Ce fut, en Autriche, une explosion de colère que le marquis

de Breteuil ne réussit pas à calmer. La solution vint d'où Vienne ne l'attendait pas. Catherine II n'oubliait pas ses origines allemandes et rêvait de donner à la Russie figure de médiatrice et de protectrice des petits États allemands, c'est-à-dire de s'emparer du rôle que les traités de Westphalie réservaient à la Suède en même temps qu'à la France. Frédéric II, qui ne souhaitait pas la guerre, poussait la tsarine à intervenir ; Vergennes s'employait à lui ménager un accord avec la Porte. Catherine offrit donc à l'Autriche sa médiation et la France se joignit à elle. De là sortit le traité de Teschen (13 mai 1779) qui termina la guerre. L'Autriche renonce à toute prétention sur l'électorat de Bavière, reconnaît la succession palatine, moyennant la cession du quartier de l'Inn. Que la Russie apparaisse en Europe centrale dans un rôle d'arbitre, que le *quos ego* de Catherine II arrête les forces de l'empereur sur le point d'entrer en campagne, c'est un signe des temps ; c'est un péril pour la politique française. C'est surtout une menace pour la Turquie aux dépens de laquelle ne va pas tarder à s'opérer le rapprochement austro-russe. Mais il ne s'agit, pour le moment, que de maintenir la paix continentale, pendant que la France se battra sur mer. Les dates sont éloquentes. C'est le 2 février 1778 qu'a lieu la délibération du Conseil qui décide la neutralité, et le traité d'alliance avec les « insurgents » d'Amérique est du 6 février ; la France est en guerre depuis un an avec l'Angleterre quand est signé le traité de Teschen.

LA FRANCE ET L'INSURRECTION DES COLONIES AMÉRICAINES La monarchie française a trouvé un ministre qui sait ce qu'il veut : reprendre la lutte contre les puissances maritimes, affranchir la France du poids des traités de 1713 et de 1763. Tout converge vers ce dessein. La politique continentale a pour objet premier de rendre possible la politique maritime et coloniale ; mais, en retour, l'objet premier de la politique maritime est d'abaisser l'Angleterre afin de rendre possible le retour à la grande entreprise nationale sur le Rhin et aux Pays-Bas. Cette fois — et le fait est rare dans notre histoire — la France a compris où est son intérêt majeur et quelle est l'importance du « pouvoir sur mer » ; elle voit que la sécurité et la suprématie continentales s'acquièrent par la suprématie, au moins par l'équilibre naval. Vergennes est, avec Richelieu, l'un des rares ministres des Affaires étrangères français qui aient eu la pleine intelligence de cette vérité, et c'est par là qu'il est l'un des plus grands. Dans les secours que le gouvernement de Louis XVI va prêter aux « insurgents » d'Amérique, il ne faut pas voir une concession à l'esprit révolutionnaire ; la politique de ces temps ne s'embarrasse pas de scrupules ; Louis XIII et Louis XIV ont encouragé et aidé de

leurs subsides les parlementaires et Cromwell, pourquoi Louis XVI ne soutiendrait-il pas une colonie en révolte contre la métropole ? Les hommes qui ont porté leur épée aux Américains ont songé moins à aider des révolutionnaires qu'à combattre les Anglais. Choiseul et les ministres de Louis XV ont préparé cette guerre de revanche, Louis XVI et Vergennes l'ont voulue et en ont choisi le moment ; voilà ce qui compte. Le soulèvement des colonies est l'occasion ; le cabinet de Versailles ne compte guère sur les insurgents qui, eux-mêmes, au début, ne parlent pas d'indépendance, mais seulement des taxes illégales et des droits de la métropole sur les colonies.

Depuis 1765, Versailles surveille avec attention l'effervescence des Américains ; le premier combat (Lexington) est du 19 avril 1775 ; il y a un an à peine que Louis XVI est roi. En novembre de la même année, le Congrès de Philadelphie élit un Comité chargé de se mettre en relations avec « les amis de l'Amérique en d'autres pays », et décide d'envoyer un agent, Silas Deane, en France. Vergennes n'a pas attendu pour agir d'être sollicité par les Américains. Ni leur cause, ni leurs chefs ne sont très sympathiques à Versailles ; le généralissime est George Washington, cet officier qui, au début de la guerre de Sept ans, instrument d'une politique farouche, a tué sans déclaration de guerre l'officier français Jumonville ; les insurgents sont pour la plupart des puritains, et le Congrès, en proclamant l'indépendance le 4 juillet 1776 et en votant la « déclaration des droits », affirme : « Tout pouvoir dérive du peuple, dont les magistrats ne sont que les mandataires et les serviteurs. » Tout cela n'est pas fait pour plaire à Versailles, mais on n'y regarde pas de si près. Vergennes, dès son arrivée au ministère, a des agents en Angleterre, parmi lesquels Beaumarchais ; un autre agent, Bonvouloir, se rend en Amérique sous prétexte d'affaires, et tandis qu'officiellement on fait surveiller la contrebande des armes, secrètement on en facilite le trafic. On refuse d'entrer en relations avec Silas Deane, mais on l'adresse à des gens de confiance et Beaumarchais organise une maison de commerce qui expédie aux Américains tout ce dont ils ont besoin, même des soldats ; les arsenaux fournissent fusils, canons, poudre ; les volontaires sont autorisés, encouragés à partir ; des officiers d'artillerie, des ingénieurs vont organiser en Amérique les armes savantes ; de nombreux jeunes gens, La Fayette en tête, vont prendre du service chez les ennemis de l'Angleterre.

Mais la France ira-t-elle jusqu'à la guerre ? Il fallait d'abord qu'elle fût sûre de l'Espagne et que les flottes des deux pays fussent prêtes. Il fallait ensuite que les colonies révoltées prouvassent qu'elles étaient une force et qu'elles étaient résolues

à soutenir la lutte jusqu'à l'indépendance. Franklin, arrivé à Paris à l'automne 1776 en mission officielle, acclamé par le public, n'obtenait pas d'engagement du gouvernement. Les difficultés venaient de l'orgueil espagnol qui ne voulait pas paraître ne jouer qu'un rôle de second ; le ministre de Charles III, Florida Blanca, offrait sa médiation à Londres et s'imaginait obtenir Gibraltar sans guerre. La capitulation de l'armée anglaise de Burgoyne à Saratoga, le 16 octobre 1777, brusqua la décision. Franklin, désormais, représentait un pays libre et capable de vaincre ; un traité de commerce, d'amitié et d'alliance fut signé avec lui par Vergennes le 6 février 1778. Le 15 mars, les ambassadeurs étaient rappelés et le commissaire anglais expulsé de Dunkerque. C'était la guerre.

LA GUERRE D'AMÉRIQUE. L'ISOLEMENT DIPLOMATIQUE DE L'ANGLETERRE Les opérations diplomatiques de la guerre contre l'Angleterre font le plus grand honneur à Vergennes et à ses ambassadeurs : la diplomatie française a écrit là l'une des pages les plus honorables de sa brillante histoire. Il s'agit d'isoler l'Angleterre, de l'empêcher de trouver un « soldat continental », d'imposer une limite et des lois à son hégémonie maritime. Nous avons vu comment le traité de Teschen établit la paix continentale. Contre l'Angleterre, Vergennes procède méthodiquement. D'abord il resserre, par le traité d'Aranjuez (12 avril 1779), l'alliance avec l'Espagne ; Charles III déclare la guerre à l'Angleterre. Un vif enthousiasme anime la France et l'Espagne. Les chefs militaires se laissent prendre, une fois de plus, au projet aventureux d'une descente en Angleterre qui terminerait d'un coup la guerre ; la diplomatie est plus pratique et plus heureuse. Les négociations les plus difficiles furent sans doute celles avec les Américains. La France se heurtait à leur incompréhension et à leurs préjugés. Les uns, restés secrètement fidèles à l'Angleterre, n'aspiraient qu'à obtenir une autonomie administrative et ne souhaitaient pas la victoire des Franco-Espagnols ; d'autres, les puritains, se sentaient humiliés de recevoir le secours de deux puissances catholiques et d'accepter l'aide d'une jeune noblesse vaillante mais parfois présomptueuse et légère. Avant même d'être une nation, les Américains songeaient déjà à s'agrandir ; ils demandaient la Floride, promise par Vergennes à l'Espagne, et le droit de pêche dans les eaux de Terre-Neuve. Ce fut le mérite de La Fayette de conquérir, à force de bonne grâce et d'ardeur communicative, l'amitié de ces démocrates nourris de la Bible et du souvenir des révolutions anglaises, et particulièrement de Washington. Il travailla avec Franklin à obtenir l'envoi d'un corps expéditionnaire français de l'autre côté de l'Atlantique ; la France prêta libéralement aux Américains l'argent dont ils

avaient besoin, soutint leur papier-monnaie, leur fournit des armes, des munitions. Ce fut en grande partie grâce à La Fayette et au mouvement d'opinion suscité par sa propagande que l'effort militaire fut porté en Amérique avec Rochambeau et ses soldats d'élite. Néanmoins, jusqu'à la fin, la diplomatie française eut quelque peine à triompher des défiances et du particularisme ombrageux des Américains.

LA LIBERTÉ DES MERS ET LA LIGUE DES NEUTRES Le *Sea power* de la Grande-Bretagne se traduit en pratique par le droit de visite des navires neutres et par la saisie abusivement étendue à toutes les marchandises, même les vivres et légumes, que l'Amirauté estime de son intérêt de déclarer contrebande de guerre ; elle s'arroge le droit d'interdire aux neutres l'entrée des ports belligérants par simple déclaration de blocus, sans que le blocus soit effectif. En fait, le commerce n'est plus possible aux neutres qu'avec la Grande-Bretagne et ses colonies qui s'adjugent ainsi un véritable monopole. Vergennes, au contraire, prend une position plus libérale ; la déclaration de juillet 1778 affirme la liberté de la navigation pour les neutres, elle définit la contrebande de guerre qui ne s'étend qu'aux armes et munitions, elle ne reconnaît que le blocus effectif. Par cette adroite manœuvre, la France gagne d'abord une bataille d'opinion ; elle groupe autour de son intérêt les intérêts de tous les États neutres, elle oblige l'ennemi à disperser ses forces s'il veut établir le blocus des côtes franco-espagnoles. Les neutres sont invités à adhérer, dans les six mois, à la déclaration française afin d'en obtenir le bénéfice. Frédéric II, le premier, donne son adhésion et fait à la France des avances auxquelles le cabinet de Versailles ne répond qu'avec réserve ; il repousse les offres de l'Angleterre et favorise les insurgents américains. Entre Vienne et Berlin, Vergennes ne choisit pas, ou plutôt s'en tient à l'alliance de 1756, mais sans la laisser dégénérer en une combinaison offensive contre la Prusse ; il devient ainsi l'objet des prévenances des deux puissances qu'il neutralise par un savant jeu de bascule.

L'Angleterre comptait obtenir l'alliance russe ; Vergennes la lui enlève par un coup de partie prestement exécuté. L'Angleterre avait presque le monopole du commerce des peaux et des lins de la Baltique et des blés de la mer Noire ; la Russie, sans la marine britannique, aurait été coupée des marchés où elle s'approvisionnait et vendait ses marchandises. Sur cette base, une alliance pouvait s'édifier. L'Angleterre ne réussissant pas à trouver un allié continental, cherchait au moins un médiateur. Les Espagnols ayant saisi deux bâtiments de commerce russes, Catherine croit trouver l'occasion d'intervenir ; elle élève la voix, se

plaint ; elle propose aux neutres une déclaration (datée du 27 février 1780) qui garantit la liberté de la navigation pour les navires non belligérants ; elle annonce qu'elle armera ses forces navales « contre qui que ce soit, pour protéger l'honneur de son pavillon, la sûreté du commerce et de la navigation de ses sujets. » Aussitôt les cabinets de Versailles et de Madrid adhèrent à la déclaration russe, tandis que Londres fait des réserves ; le coup dirigé contre la France et l'Espagne se retourne contre l'Angleterre. Une véritable ligue des neutres se trouve constituée : le Danemark, la Suède, l'Autriche, la Prusse, la Hollande, le Portugal, les Deux-Siciles, s'y inscrivent. Les puissances baltiques, Suède, Danemark, Russie, arment une flotte. L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande (20 décembre 1780) pour l'empêcher d'adhérer à la ligue armée des neutres et surtout pour mettre la main sur ses colonies. Ainsi, l'Europe continentale se dresse contre l'Angleterre ; l'antique alliance anglo-hollandaise est rompue ; il n'y a plus, en face de la France, comme on disait au dix-septième siècle, « les puissances maritimes », mais seulement l'Angleterre, qui menace les droits de tous les autres États. La diplomatie française qui, discrètement, a suscité et dirigé tout ce mouvement, remporte un succès retentissant, cependant que nos flottes avec les Suffren, les Guichen, les Grasse, les La Motte-Picquet, tiennent tête avec succès aux escadres anglaises et que Rochambeau, entraînant les Américains à la grande guerre, aide Washington, La Fayette et de Grasse à bloquer et à faire capituler Cornwallis à Yorktown. Ce grand succès matériel et moral décide de l'issue de la guerre. Le remplacement de lord North par lord Shelburne indique que l'Angleterre est disposée à traiter.

LE TRAITÉ DE VERSAILLES L'art de Vergennes, dans les négociations pour la paix, fut d'écarter toute médiation et de négocier directement avec l'Angleterre. Les difficultés vinrent de l'Espagne, qui mettait son amour-propre national à obtenir Gibraltar, et des Américains qui espéraient s'étendre à l'Ouest jusqu'au Mississipi et, au Nord, s'agrandir aux dépens du Canada. Vergennes s'attache à maintenir la solidarité franco-espagnole. Les États-Unis mènent séparément une négociation avec les Anglais ; les Hollandais font de même, les uns et les autres restant en liaison avec le cabinet de Versailles. Les Anglais, maintenant qu'ils sont résignés à reconnaître l'indépendance de leurs colonies, cherchent à détacher les Américains de la France et à regagner leur sympathie ; ils y réussissent partiellement puisque, le 30 novembre 1783, les représentants du Congrès signent des préliminaires séparés qui ne devront, il est vrai, devenir définitifs qu'après la

conclusion de la paix générale. Le succès diplomatique que l'inexpérience des Américains et leur mauvais vouloir à l'égard de l'Espagne procuraient ainsi au cabinet de Londres, lui permit d'opposer, aux revendications des Espagnols sur Gibraltar, une résistance tenace. A la fin, le plénipotentiaire espagnol, d'Aranda, prit sur lui d'accepter la Floride en échange de Gibraltar. Les préliminaires furent conclus le 20 janvier 1783 ; les lenteurs des Etats-généraux de la Haye retardèrent la paix définitive qui fut signée à Versailles le 3 septembre.

Le traité de Versailles qui fut, en son temps, si âprement critiqué, est très glorieux pour la France et l'Espagne. D'abord, il consacre la naissance d'une nation nouvelle, les Etats-Unis d'Amérique, à laquelle de grandes destinées sont promises. Pour la première fois, l'Europe essaime hors

de chez elle un État indépendant de même sang, de même culture, de même religion qu'elle : c'est une extension de l'humanité civilisée, un accroissement de la famille européenne. Mais déjà l'enfant émancipé a sa personnalité originale ; il apporte une forme inédite de gouvernement, des conceptions politiques, religieuses, sociales, qui



LA FAYETTE

(D'après une estampe anonyme publiée pendant la guerre de l'indépendance américaine).

lui appartiennent en propre, et qui, à leur tour, vont exercer sur la vie européenne et d'abord sur l'histoire française, une influence novatrice. Après la découverte de 1492, le traité de 1783 est la seconde étape décisive dans l'histoire du Nouveau Monde. C'est un grand fait, dont l'importance historique est incalculable, qu'un État où domine le sang anglo-saxon naisse à la vie indépendante contre l'Angleterre, avec l'aide militaire et financière de la France. Ce n'est pas en vain que le sang des volontaires de La Fayette, des soldats de Rochambeau, des marins de Grasse a coulé sur la terre d'Amérique ; notre époque a vu les lointaines conséquences de l'intelligente et généreuse politique de Louis XVI et de Vergennes. L'assistance que les États-Unis ont reçue de la monarchie française sous la présidence de Washington, ils l'ont rendue à la république française, Woodrow Wilson étant président. Des querelles de politique intérieure ont obnubilé, aux yeux des Américains eux-mêmes, la grandeur de leur rôle ; mais le temps, qui effacera ces malentendus passagers, ne mordra pas sur le fait capital de l'intervention militaire des États-Unis en Europe. « La Fayette, nous voilà ! » reste une vérité historique.

Si l'on veut mesurer le succès de la France dans la guerre d'Amérique, il faut mettre en ligne de compte moins ce qu'elle gagne que ce que perd l'Angleterre et, au premier rang, les treize colonies d'Amérique émancipées, étendues jusqu'au Mississipi, la Floride cédée à l'Espagne ainsi que l'île de Minorque avec sa citadelle de Port-Mahon. La France et l'Angleterre se restituent mutuellement leurs conquêtes ; la France garde Tabago en échange de la Dominique ; elle recouvre ses établissements du Sénégal, perdus au traité de Paris, et dont l'avenir devait montrer l'importance ; elle garde les îlots de Saint-Pierre et Miquelon avec le droit de pêche sur les côtes Nord-Est et Ouest de Terre-Neuve, depuis le cap Saint-Jean jusqu'au cap Raye, en échange du même droit, mal défini par le traité d'Utrecht, sur la côte Est. Enfin, la victoire de la France, sa revanche des traités d'Utrecht et de Paris est symboliquement manifestée par le droit de fortifier Dunkerque et de ne plus subir le contrôle d'un commissaire britannique chargé de veiller au maintien d'une hypothèque humiliante sur la souveraineté française. Sur mer, l'Angleterre a trouvé une limite à son omnipotence et à l'arbitraire de ses marins. D'avoir non seulement tenu tête aux flottes britanniques, mais de les avoir, en plusieurs rencontres, nettement vaincues, apparaît aux Français comme un brillant succès ; l'alliance franco-espagnole s'en trouve fortifiée. Les résultats auraient été plus complets si la détresse financière n'était venue précipiter la paix et modérer les exigences des vainqueurs. Néanmoins, la guerre d'Amérique et le traité de Versailles jettent un lustre éclatant sur le règne

de Louis XVI. La France s'est révélée forte sur terre et sur mer ; sa diplomatie n'a jamais été conduite avec plus de modération, de fermeté et de succès. Après 1783, la France est trop puissante au gré de l'Angleterre qui ne lui pardonne pas ses échecs sur mer. Les agents et l'or anglais ont joué un rôle dans les origines et le développement de la Révolution ; la destruction de nos escadres et de nos arsenaux, par l'émeute dans les ports, l'atteste.

L A QUESTION D'ORIENT Toute médaille a son revers. La France, occupée sur les mers et en Amérique, n'est pas libre de soutenir la Turquie et de maintenir en Orient une situation favorable à son influence. Aussi bien, avons-nous dit, lorsque la menace, pour la Turquie, vient de Russie, la France est impuissante — à moins de faire la guerre de Crimée — à en arrêter le cours. Vergennes, ancien ambassadeur à Constantinople, connaît à fond les ressorts de la politique orientale et sait que l'affaiblissement de la Pologne ôte à la Turquie le seul voisin sur lequel elle puisse compter ; il esquisse une politique qui sera celle de la France et de l'Angleterre jusqu'en 1914 : sauver l'Empire ottoman en l'aidant à réaliser des réformes intérieures. Mais il se heurte déjà à l'insoluble dilemme : ou bien les réformes sont effectives et elles éveillent les désirs d'émancipation des populations chrétiennes de l'Empire, ou elles ne sont qu'un trompe-l'œil et elles deviennent, pour la Russie et l'Autriche, un prétexte à intervenir et à s'adjuger de larges morceaux. L'Angleterre n'est pas encore hantée par le péril russe dans la Méditerranée orientale et sa diplomatie incite au contraire Catherine II et Joseph II à attaquer la Turquie, alliée et cliente de la France. C'est le moment où se dessine la vocation politique et religieuse de la Russie que l'on rattache au testament apocryphe de Pierre le Grand. Catherine II, cheminant vers la mer Noire à travers les villages postiches de Potemkine, se voit sur le « chemin de Byzance ». Vers la mer libre, vers la cité des empereurs, Tsargrad, vers Sainte-Sophie, la Russie orthodoxe, byzantine et slave commence sa marche historique : la question d'Orient, dans sa forme moderne, est ouverte.

La question d'Orient est compliquée d'une question des Détroits. Celle-ci résulte de la position de Constantinople, capitale de l'Empire ottoman, sur l'étroit goulet du Bosphore. Tant que toutes les rives de la mer Noire appartiennent à l'Empire ottoman, elle reste une mer territoriale ; il n'y a pas de question des Détroits : « Le Sultan, écrit l'envoyé de Pierre le Grand, Galitzine, considère la mer Noire comme sa propre maison, où les étrangers ne peuvent point pénétrer ; c'est une vierge enfermée au fond du harem, cachée aux regards des étrangers ;

et il préférerait plutôt la guerre que de permettre aux autres nations de naviguer sur cette mer intérieure. » Pierre le Grand, le premier, apparaît sur la mer Noire, par la prise d'Azof qu'il ne réussit pas à garder. C'est en 1774, par le traité de Kioutchouk-Kaïnardji, que Catherine II stipule, pour le pavillon russe, la libre navigation de la mer Noire. La marche vers le Sud s'associe, dans la politique de la tsarine, aux partages de la Pologne. En 1782, l'activité inquiète de Joseph II imagine une combinaison qui lui donnerait la Serbie, l'Istrie et la Dalmatie, tandis que la Prusse s'agrandirait aux dépens de la Pologne et la Russie du côté de la mer Noire ; la France, pourvu qu'elle ne se mit pas en travers de ces vastes projets, recevrait l'Égypte. L'opposition de Louis XVI arrête net l'Autriche, tant les succès de nos marins avaient rendu de lustre à la politique française. Mais la Russie poursuit son entreprise ; la diplomatie française, afin d'éviter une guerre générale qui aurait coalisé la Russie, l'Autriche et la Prusse, avec la bienveillance de l'Angleterre, contre la Turquie et la Pologne, presse le sultan de faire des concessions à Catherine ; par la convention de Constantinople (8 janvier 1784), la Russie acquiert la Crimée et la région du Kouban ; elle touche pour la première fois au Caucase ; elle obtient la liberté du commerce sur la mer Noire, où, jusque-là, le pavillon français était à peu près seul représenté. Le traité de Jassy, en 1792, abandonnera la Crimée à la Russie. Désormais la mer Noire, de fait et de droit, n'est plus une « mer intérieure » mais, géographiquement et politiquement, elle reste une mer fermée, puisque les Turcs tiennent la porte qui y donne accès. L'objectif de la politique de la Russie va être d'ouvrir ou d'enfoncer la porte de la mer Noire, cette « cour intérieure » dont la fermeture défend la Russie contre l'invasion, mais où ses vaisseaux sont prisonniers. Désormais l'Europe est grevée d'une question d'Orient qui va, jusqu'à nos jours, engendrer tant de complications.

La politique française y cherchera son rôle, en changera parfois, sans cesser de développer parmi les musulmans son influence civilisatrice et d'exercer efficacement son protectorat sur les catholiques. La France est tentée de renoncer, en Orient, à son influence traditionnelle pour se rapprocher de la Russie : c'est la politique esquissée par Vergennes à la fin de sa vie et inaugurée à Pétersbourg par Philippe de Ségur. Il obtient un traité de commerce avantageux (11 janvier 1787) qui ouvre à la France, et particulièrement à Marseille, des débouchés nouveaux ; Choiseul-Gouffier, à Constantinople, assume la tâche ingrate de soutenir la politique russe et de la concilier avec les bonnes relations traditionnelles entre la Turquie et la France. Il soutient habilement ce jeu de bascule. En 1789, il négocie la paix entre la Porte et l'Autriche sur la base du *statu quo ante bellum*.

A la veille de la Révolution, la question d'Orient apparaît au premier plan, sous sa double forme, polonaise et turque. Pour la première fois, l'Angleterre, peu de temps après la mort de Vergennes (1787), intervient dans le rôle, qu'elle gardera jusqu'en 1914, de protectrice de la Turquie contre la poussée russe vers le Sud ; de concert avec la Prusse, elle engage la Turquie à la guerre, en même temps qu'elle excite la Suède contre la Russie. Elle cherche à supplanter la France dans sa politique traditionnelle. Joseph II, allié de la Russie, est battu devant Belgrade, et Catherine, désespérée, se tourne vers la France et recherche son alliance. Son offre équivaut à un renouveau, avec plus d'ampleur, du renversement des alliances de 1756. Mais les difficultés financières et politiques obligent Louis XVI à une prudente réserve ; il garde la neutralité et laisse passer l'occasion d'un rapprochement avec la Russie qui, réalisé à cette époque, aurait peut-être entraîné d'heureuses conséquences. La France trouve son avantage à défendre l'intégrité de l'Empire ottoman où elle exerce une influence politique et où elle a de grands intérêts moraux et commerciaux ; c'est la méthode qui s'imposera désormais à elle. Au contraire, dans tous les projets de partage de l'Empire ottoman (par exemple dans la lettre de Catherine II à Joseph II du 10 septembre 1782), la France est exclue ou reléguée en Égypte. Telle est, en face de la question d'Orient, la position du cabinet de Versailles.



CHOISEUL-GOUFFIER
Ambassadeur de France à Constantinople.
Par Boilly.

COMPLICATIONS AUX PAYS-BAS Après la guerre d'Amérique, Vergennes et, après lui, Montmorin, sont aux prises avec des complications provoquées par la politique anglaise qui s'acharne à diminuer l'ascendant de la cour de Versailles et à lui susciter des embarras sur le continent. Le cabinet britannique cherche à rompre l'isolement diplomatique où il s'est trouvé lors du traité de Versailles et à lier partie avec la Prusse pour soustraire la Hollande et l'Allemagne à l'influence française. Joseph II, de son côté, se propose soit

de rouvrir le port d'Anvers en effaçant la clause de fermeture inscrite dans les traités de Westphalie, soit d'échanger la Belgique contre la Bavière. Par là, il donne barre à la Prusse contre lui et, en inquiétant Louis XVI, il le rapproche de Frédéric II ; jeu très complexe et décevant pour la France, d'autant plus que les difficultés intérieures lui interdisent de passer aux actes et que la reine soutient, à l'encontre du ministère et de l'opinion, une politique d'entente avec l'empereur son frère.

L'un des résultats de la guerre d'Amérique avait été de soustraire la Hollande à l'emprise de l'Angleterre. L'Empereur, dans l'été de 1784, jetant sur le tapis l'ouverture d'Anvers et, en même temps, la question de Maëstricht, rapproche la Hollande de l'Angleterre pour exiger le maintien de la fermeture, et toutes les deux de la Prusse qui craint de voir l'Autriche renforcer sa situation en Belgique. C'est déjà la coalition de Waterloo. La France n'écartera-t-elle pas ce péril, tout en sauvant la paix, si elle-même reste liée à la Hollande et arrête la tentative impériale ? Si, au contraire, elle appuie l'empereur, c'est la guerre de Sept ans qui recommence. En France, le parti anti-autrichien s'agite ; Mirabeau écrit une brochure pour demander qu'on soutienne la Hollande ; le prince de Prusse, frère du roi-philosophe, est acclamé à Paris. La guerre est imminente après les coups de canon tirés sur l'Escaut, le 8 octobre, contre un bateau de commerce autrichien. Vergennes, au pied du mur, prend son parti ; une note du 20 novembre 1784 met l'Empereur en demeure de renoncer à l'ouverture de l'Escaut. Joseph II riposte le 30 par une démarche de Mercy à Versailles ; Kaunitz reprend son projet de 1777 : on établirait l'héritier du duché de Bavière, le duc de Deux-Ponts, aux Pays-Bas, tandis que l'Autriche s'agrandirait de la Bavière ; la France se dédommagerait avec le Luxembourg et Namur. Il n'y aurait plus de question de l'Escaut. Offre séduisante, que Vergennes n'écarte pas de prime abord ; mais le roi de Prusse et le corps germanique sont-ils consentants ou faudra-t-il leur faire la guerre ? Piège dangereux en réalité, la France ayant intérêt à maintenir une Bavière indépendante. Vergennes, malgré une « algarade » de Marie-Antoinette, refuse et conseille au duc de Deux-Ponts de rejeter l'offre de Joseph II.

L A LIGUE DES PRINCES ALLEMANDS

Mais voici poindre un autre péril. L'importance de la Prusse se trouve démesurément grandie puisque rien ne se fait en Allemagne sans sa permission. La cour de Versailles n'est plus seule à garantir « les libertés germaniques » ; Frédéric II tend à se substituer à elle et les intrigues de Joseph II l'incitent à grouper autour de lui les

princes allemands ; il conclut, le 25 juillet 1785, avec les électeurs de Saxe, de Hanovre (le roi d'Angleterre), les souverains de Saxe-Weimar, Gotha, Mecklembourg, Hesse, Bade, Mayence, etc., un *Furstenbund* (ligue des princes) ; il groupe autour de lui, avec la connivence de l'Angleterre, presque toute l'Allemagne. Vergennes, pour ne pas paraître en prendre ombrage, engage les clients de la France, tels que le duc de Deux-Ponts, à y entrer. Les souverains allemands, pour la première fois, se trouvent réunis, en vue du maintien des lois de l'Empire et de l'indépendance des princes, autour d'un roi allemand et luthérien. Ils ne voient pas que, seul, un souverain étranger a intérêt à sauvegarder leur autonomie, et que déjà l'armée prussienne est trop forte pour n'être pas dangereuse. Seule Catherine II comprend le péril et fait discrètement des remontrances.

L'opinion, en France, des hommes qui, demain, vont faire la Révolution, est toute favorable à la Prusse. Mirabeau, dans les lettres si curieuses qu'il écrit de Berlin durant sa mission secrète, travaille pour une alliance : France, Hollande, Angleterre, Prusse. « La coalition de la France et de l'Angleterre pour le bonheur du monde, » voilà le premier axiome de la politique que Mirabeau et ses correspondants, Lauzun, l'abbé de Périgord (le futur Talleyrand), préparent comme un complot. La Prusse, pays des lumières, mérite de devenir la première puissance en Allemagne ; Mirabeau ne s'inquiète pas quand il relate des propos tels que ceux du prince Henri : « Car enfin ne faut-il pas tôt ou tard que l'Allemagne prenne une assiette ? Que la Prusse ait une frontière (1) ? » Voilà pourtant le premier jalon sur la route de l'Empire Hohenzollern. Pour le moment, la politique de la France est toute d'équilibre et de paix. Joseph II, isolé, renonce à l'Escaut. Sous la médiation de la France est signé, le 8 novembre 1787, entre la Hollande et l'Au-



MIRABEAU

(1) *La Mission secrète de Mirabeau à Berlin (1786-1787)*. Introduction et notes de H. Welschinger. Plon, 1900, in-8°, p. 165.

triche, le traité de Fontainebleau ; l'Autriche reçoit, en échange de ses droits sur Maëstricht, une indemnité de dix millions de florins, dont 4 millions et demi seront payés par la France qui conclut avec la Hollande une alliance défensive.

L'ENTENTE ANGLO-PRUSSIENNE Mais la question hollandaise reparaît ; elle agite l'opinion française dans les derniers jours de l'ancien régime. Un conflit y éclate entre : d'une part, les « républicains » et les « patriotes », — le mot fera fortune dans la France révolutionnaire, — et, d'autre part, les partisans du stathoudérat héréditaire (en l'espèce Guillaume V, petit-fils de George II, roi d'Angleterre) ; une sorte de révolution démocratique, ou plutôt bourgeoise, s'opère, limitant les pouvoirs du stathouder (septembre 1785) ; une légion batave s'organise avec des officiers français. Vergennes tente vainement une conciliation. Lorsque Frédéric II meurt, en 1786, son successeur Frédéric-Guillaume II, beau-frère de Guillaume V, qui se flattait de germaniser la cour de Potsdam et qui se montra fort mal disposé à l'égard de la France, saisit une occasion d'intervenir en Hollande et d'y soutenir le parti d'Orange ; il rassemble 20 000 hommes et W. Pitt arme six vaisseaux. Le 13 septembre 1787, les Prussiens pénètrent en Hollande et rétablissent le stathouder dans la plénitude de la souveraineté. Montmorin, qui avait pris l'engagement de soutenir les « Patriotes » en cas d'agression étrangère, ne croit pas pouvoir intervenir. Une double alliance est signée, le 15 avril 1788, entre les Provinces-Unies et la Prusse d'une part, les Provinces-Unies et l'Angleterre d'autre part, tandis que, par le traité de Berlin, Anglais et Hollandais s'obligent (13 août) à maintenir la constitution de la république telle qu'ils venaient de l'établir. La Hollande n'est plus qu'un État vassal et qui paraît, comme la Pologne, voué à un partage. C'est, pour la politique française, un échec matériel et moral. L'opinion reproche très vivement à Montmorin une faiblesse qu'expliquent assez les difficultés intérieures, mais qui, par contre-coup, les aggrave, discréditant la monarchie, blessant l'amour-propre national.

POLITIQUE COMMERCIALE ET COLONIALE L'un des caractères de la méthode politique de Vergennes et de l'opinion à son époque, c'est la conclusion de traités de commerce ; un champ nouveau s'ouvre à la diplomatie. Le règne de Louis XVI est une époque de perfectionnement agricole, de développement des manufactures, d'expansion commerciale et coloniale. La science économique s'épanouit avec Quesnay, Gournay, Dupont de Nemours. Les traités de commerce s'inspirent à la fois des doctrines des physiocrates et d'inté-

rêts pratiques. Vergennes est persuadé que la France a besoin de produire pour s'enrichir et que la paix naît de la multiplication des relations commerciales et de la solidarité des intérêts. Il réussit à s'entendre, sur ce terrain, avec William Pitt qui commence sa carrière d'homme d'État. Le traité du 26 septembre 1786, avec l'Angleterre, marque une date dans notre histoire économique ; mais comme l'Angleterre, préludant à la profonde transformation qui allait faire d'elle la puissance industrielle et commerciale par excellence, avait des manufactures plus développées que les nôtres, le régime de libre échange, inauguré par le traité de 1786, a troublé l'essor de l'industrie française à l'avantage de celle de l'Angleterre, provoqué une crise de chômage, préparé des éléments de désordre. Le traité est contemporain des lettres que Mirabeau écrit de Berlin. Toute une école politique et économique préconise une alliance avec l'Angleterre, fondée sur la liberté absolue du commerce. Vergennes et son négociateur Rayneval étaient influencés par ces vues théoriques, tandis que les Anglais s'assuraient des avantages pratiques pour leur industrie. Les chambres de commerce, qui n'avaient pas été consultées, protestent. D'autres traités de commerce furent signés avec les États-Unis (1778), la Suède (1784), l'Espagne (1786), la Russie (1787) ; ils s'inspirent des mêmes principes.

En Afrique, la France a récupéré les établissements du Sénégal ; en Indo-Chine, Vergennes prépare un traité, qui fut signé après sa mort, avec l'Annam, qui assure à la France Poulou Condor, Tourane et des avantages commerciaux. Le nom de Vergennes se trouve donc associé au renouveau colonial à la fin du dix-huitième siècle ; il se rattache à la lignée des bons serviteurs de la plus grande France. Malgré vents et marées, la foi et l'énergie de quelques hommes a toujours maintenu la tradition. Par là encore, le règne de Louis XVI apparaît comme une époque de prospérité, de progrès, d'expansion.

LA POLITIQUE FRANÇAISE A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Au moment où la France entre dans une période de troubles révolutionnaires, sa situation matérielle et morale est très forte. Et c'est précisément parce qu'elle est très forte qu'elle est battue en brèche ; l'Angleterre poursuit une revanche de la guerre d'Amérique ; elle entend établir sa puissance maritime, économique et coloniale au-dessus de toutes les autres. La politique de William Pitt n'est ni scrupuleuse sur le choix des moyens, ni encline à l'idéologie. Le sentiment de l'intérêt anglais n'a jamais été plus général dans la nation, plus âpre, plus exclusif. La politique de Londres n'a jamais été plus active. Nous l'avons vue à l'œuvre en Allemagne, appuyée sur la Prusse, aux bords de la Baltique où elle achève de ruiner,

au Danemark et en Suède, l'influence française, dans la Méditerranée orientale où elle travaille à supplanter la France, en Espagne qu'elle tient en échec par le Portugal, à la cour bourbonnienne de Naples où, par l'aventurier Acton, elle règne sur le cœur de la reine. Partout la diplomatie française rencontre les trames de la politique anglaise ; que la France subisse une éclipse, et la suprématie britannique s'établira sans rivale sur le continent comme sur les mers.

Et voilà que, précisément, les idées anglaises, acclimatées par les philosophes, mal adaptées au tempérament national, s'introduisent en France. Malgré Louis XVI, la cour, par snobisme, raffole des modes anglaises, des chevaux, des chiens anglais. Le duc d'Orléans, le futur Philippe-Égalité, donne le ton de l'anglomanie ; l'aristocratie, en 1789, est férue de l'entente avec l'Angleterre et s'entend, sur ce terrain, avec ceux qui se piquent de philosophie et de libéralisme économique.

La France est sans alliances parce que, depuis 1756, elle oscille entre deux alliances ; la politique d'équilibre, si elle est gauchement conduite, aboutit à l'isolement. La diplomatie française est divisée, et divisée aussi l'opinion dont l'importance grandit chaque jour et qui prétend tout discuter. Les uns tiennent pour l'alliance autrichienne, renforcée par le pacte de famille, défendue à la cour par la reine, incarnée en Joseph II, son frère, le type du « despote éclairé ». Les autres, formés à l'école du Secret du roi, ont révééré, en Frédéric II, la plus forte expression du réalisme politique. Mais Frédéric est mort et il semble que la Prusse, champignon trop vite grandi, va se désagréger : « Pourriture avant maturité », c'est le diagnostic de Mirabeau. Alors, vers quelle alliance convient-il de s'orienter ? Vers l'Angleterre qui doit, s' imagine-t-on, sa prospérité à ses institutions parlementaires ? Mais la France a-t-elle besoin d'alliance ? N'est-elle pas « la grande nation », forte de sa cohésion, de sa prospérité, de ses victoires sur terre et sur mer, de ses « lumières » ? Jamais l'opinion française n'a été plus nationaliste. Louis XVI et Vergennes sont pacifiques, mais le public, les salons, la rue sont belliqueux et s'agitent. La prospérité économique et l'ivresse de philosopher sur toute chose ont fait monter au cerveau de la bourgeoisie française une sorte de fièvre patriotique. Le moment lui paraît venu des grandes réalisations politiques ; la monarchie a été trop prudente, trop lente ; elle n'a accompli qu'à demi sa tâche historique puisqu'elle n'a pas réuni les Pays-Bas autrichiens à la France ; l'heure est venue de construire — le mot est déjà courant — « l'Empire français ».





CHAPITRE VIII

LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

- I. — *Les sectes en diplomatie. — La France et l'Europe de 1789. — L'affaire d'Alsace et l'affaire d'Avignon. — La politique de Danton. — La diplomatie de la Convention en Orient. — Les traités de Bâle. — Le Directoire. — Bonaparte en Italie. — Le traité de Campo-Formio. — Le congrès de Rastadt. — Le Directoire et la Suisse. — L'expédition d'Égypte. — La seconde coalition et le traité de Lunéville. — Talleyrand et la réorganisation du ministère des Affaires étrangères. — Le grand projet d'alliance franco-russe 1800-1801. — L'option entre l'Autriche et la Prusse. — Le recès de la Diète de Ratisbonne.*
- II. — *La rupture de la paix d'Amiens. — L'essai d'alliance prussienne. — La troisième coalition : Austerlitz. — La destruction de la Prusse. — Le blocus continental. — L'alliance russe. — Erfurt. — La rupture avec la Russie et l'essai d'alliance autrichienne. — La destruction de l'Europe napoléonienne. — La restauration des Bourbons. — Le traité du 23 avril. — Le Congrès de Vienne.*

DANS l'histoire des relations de la France avec les pays étrangers, la Révolution n'est qu'un accident, en ce sens qu'elle n'altère pas les conditions générales de la politique française, qu'elle ne modifie pas ses fins ; la tradition diplomatique, après une courte période de trouble et d'effacement, retrouve son autorité et reprend ses droits. De Louis XVI, monarque absolu, à Napoléon, empereur des Français, en passant par l'essai de monarchie constitutionnelle et la répu-

blique, c'est la politique extérieure qui relie les unes aux autres ces périodes agitées. L'expérience révolutionnaire ne s'opère pas en vase clos et, souvent, ce sont les événements extérieurs qui préparent, provoquent ou au moins précipitent les crises intérieures. La politique intérieure subit directement l'influence de la politique extérieure ; mais, naturellement, la réciproque est vraie.

Aussi évidente que la continuité est la diversité. Mais la diversité est plutôt accidentelle qu'essentielle, plutôt formelle que fondamentale. La politique française change de ton, non pas de nature ; si elle se transfigure, c'est par exaltation, par extension, par une sorte de paroxysme d'énergie réalisatrice, par une frénésie d'action immédiate et définitive. L'effort national dispose d'un nouveau et puissant levier : la propagande révolutionnaire, qui dégénère bientôt en conquête.

LES SECTES EN DIPLOMATIE La nation française s'est formée et unifiée autour de ses rois bien avant les autres nations continentales ; elle se sent, au dix-huitième siècle, dans la plénitude de sa force d'expansion et de pénétration. « Au dix-septième siècle, remarque Guizot, c'est le gouvernement français qui agit sur l'Europe ; au dix-huitième, c'est la société française. »

L'un des effets les plus singuliers du renversement des alliances en 1756, c'est qu'il a porté les questions de politique extérieure, sinon déjà sur le forum et dans la rue, du moins à l'ordre du jour des salons et des clubs. L'opinion nationale s'est dressée contre le système d'alliance autrichienne et indignée des défaillances du gouvernement de Louis XV. Les sociétés de pensée, où s'élabore la doctrine jacobine, se passionnent contre la politique autrichienne et s'enthousiasment pour Frédéric II ; on l'invoque comme un Dieu. Raynal le supplie de « donner le repos à la terre » ; il est le type du monarque « ami des lumières ». Les écrits de Favier, qui représentent la tradition diplomatique du Secret du Roi sont lus, commentés, approuvés par les gens qui se flattent de diriger les esprits et de réformer l'État ; or, le plus clair de sa doctrine est l'anéantissement de l'Angleterre et l'alliance avec la Prusse. La prudente et large politique de Vergennes est mal comprise ; on lui reproche de manquer d'accent ; la glorieuse paix de Versailles est impopulaire. C'est que déjà l'esprit frondeur de la bourgeoisie parlementaire férue de philosophie fait, à propos de tout, opposition au pouvoir. Rien de plus chimérique, de moins réaliste, de plus ampoulé, que les théories de politique extérieure qui pullulent à la veille de la Révolution. L'esprit de système et d'à priorisme qui caractérise le jacobinisme, s'y épanouit. Ségur a un mot qui porte loin et que Sorel a relevé ; il se forma, dit-il, des « sectes en diplomatie ». Réunions

secrètes, missions clandestines comme celle de Mirabeau à Berlin, intrigues de coulisse, intransigeance des doctrines, violence des opinions, rien ne manque au caractère sectaire des opinions politiques de ce temps. La responsabilité première remonte à Louis XV et au Secret du Roi. Ces manigances occultes ont été continuées par les sociétés de pensée et les clubs révolutionnaires ; on en retrouve la trace jusque dans l'entourage de Napoléon. « Les sectes en diplomatie » sont étroitement mêlées à tout le mouvement de la Révolution.

C'est ainsi que le beau mot de « patriote » s'est trouvé peu à peu dégradé et traîné dans la boue sanglante des « journées ». Il s'applique, entre 1789 et 1792, à cette catégorie de Français qui reprochent à la vieille monarchie une politique extérieure trop timide et l'incriminent pour n'avoir pas réussi à réaliser les aspirations séculaires de la nation. La conduite des affaires ne leur apparaît plus comme la prérogative de la royauté ; ils jugent que la cour a mal rempli son office et que la direction doit appartenir à l'opinion éclairée ; ils dissocient le sentiment monarchique et la passion pour la grandeur de la « patrie ».

L A FRANCE ET L'EUROPE DE 1789

Or, quand ils regardent l'Europe, ils croient discerner la carrière éclatante promise à une France énergiquement conduite. « L'Europe s'était en quelque sorte pétrie elle-même pour la conquête, » écrit Albert Sorel. La conquête du pouvoir, pour le premier ban des hommes de la Révolution, ceux dont Mirabeau, Talleyrand, Dumouriez réalisent le type, c'est le moyen de réaliser certains desseins de grande politique européenne. Dès lors que « tout se réduit à la puissance », tout est possible et tout est permis à une nation forte de sa cohésion et de son unité. Les révolutions sont souvent, dans l'histoire des peuples, des époques d'effacement extérieur ; il n'en fut ainsi chez nous que durant les premiers mois, quand la monarchie, gênée par l'Assemblée nationale et la détresse financière, n'avait pas encore appelé au pouvoir les constituants. Comme Richelieu et Mazarin à l'époque de la Révolution anglaise de 1648, les cabinets européens, voyant la France paralysée par une crise intérieure, saisirent l'occasion de modifier à leur avantage l'équilibre européen, en Pologne, en Turquie, sur les mers, et même pour remettre en question, sur le Rhin et aux Pays-Bas, les résultats de trois siècles de puissance française ; si bien que les monarques européens eux-mêmes offrirent aux révolutionnaires français l'opportunité de mettre en pratique leurs doctrines.

La Révolution apparaît ainsi comme une poussée formidable pour la réalisation de ce que l'on appelait, bien avant Bonaparte, « l'Empire français ».

L'époque de Louis XVI correspond à une montée de prospérité, de richesse et de force ; l'esprit national s'exalte, prend confiance en lui-même ; c'est une période de forte natalité : de 1762 à 1789, la population passe de 22 à 26 millions ; l'origine de l'expansion française sous la Révolution et l'Empire remonte donc à l'effort heureux des physiocrates pour mettre en valeur les richesses naturelles. L'esprit français, la civilisation française exercent en Europe une véritable « magistrature », selon le mot de Joseph de Maistre. Il s'agit de transposer sur le plan politique cet ascendant du génie français. On était las de ces longues guerres qui n'aboutissaient qu'à d'insignifiants déplacements des frontières ou même, comme au traité d'Aix-la-Chapelle, qui rétablissaient tout simplement l'état de choses antérieur ; on ne voulait plus de ces luttes séculaires pour quelques bicoques et quelques arpents de terre, de ces traités toujours remis en question, toujours contestés. La raison se flattait d'inaugurer de nouvelles méthodes pour fonder une Europe éternelle où, chacun ayant sa place, « la grande nation », la France, occuperait la première.

Ces théoriciens d'une nouvelle politique oubliaient ce qu'une longue expérience avait appris aux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, à savoir que tout remaniement de la carte provoque des réactions et que l'expansion d'un peuple a pour limite l'essor des autres peuples. La méthode de prudence et de modération appliquée par Louis XVI et Vergennes avait donné des résultats excellents. Vergennes écrivait : « Un roi citoyen n'a pas besoin de conquêtes. » Raynal, dans un tout autre esprit, appliquait à Frédéric II cette même qualification de « roi citoyen ». Sous le bon « roi citoyen » de 1789, la France déjà s'ennuyait, comme dira Lamartine au temps de Louis-Philippe ; la passion de la gloire montait à son cerveau et troublait sa raison. Dans une Europe où l'absence de bonne foi était d'usage en diplomatie, Louis XVI et Vergennes avaient pris une position habile, parce qu'honnête : la France, disaient-ils, n'a pas besoin d'annexions ; elle est achevée ; elle n'aspire qu'à faire rayonner pacifiquement sa civilisation ; elle blâme les opérations de brigandage international telles que le partage de la Pologne de 1772 et elle s'y opposera. Jamais l'influence française n'avait été si forte parmi les États allemands, qui n'acceptaient la suprématie morale de la France et de sa culture que s'ils n'appréhendaient pas d'en voir sortir la conquête. Par sa seule présence, les armes à la main, la France tenait en bride, tout en maintenant la paix, les ambitions intempérantes d'un Joseph II, d'une Catherine II, d'un Frédéric. Les théoriciens impatientes de la nouvelle politique, les disciples de Favier, entrèrent dans la vieille Europe comme des éléphants dans un magasin de porcelaine ; ils cassèrent tout. Et il arriva que l'Europe qui, après vingt-cinq ans de guerres, se leva

des ruines, fut beaucoup moins perméable à notre influence que l'ancienne. Il manqua à ces hommes, quand ils furent au pouvoir, cette vertu si française de la mesure ; ils péchèrent par inexpérience et présomption et, quoiqu'ils aient fait de grandes choses, ils subirent jusqu'au bout la conséquence de leurs erreurs initiales. L'abandon de la méthode prudente de Vergennes et de Montmorin fut, pour la France, un malheur. Le mot vrai reste celui de Manon Roland à son vaniteux époux, qui s'étonnait de la sagacité dont Louis XVI faisait preuve au conseil en matière de politique étrangère : « Vois-tu, là-dessus, un roi en saura toujours plus long que toi ! » Infortuné Louis XVI, à qui l'opinion reprocha d'abord son amour de la paix et sa modération et qu'on finit par faire passer pour un tyran !

Ces augures ne sont pas d'accord entre eux. Talleyrand et ses amis prétendent fonder la paix de l'Europe sur l'entente de la France avec l'Angleterre ; la liberté économique doit être la forte assise d'une telle alliance. L'union avec l'Angleterre entraîne l'accord avec la Prusse. Talleyrand est le correspondant de Mirabeau pendant sa mission à Berlin ; ils font partie du même groupe où Mirabeau représente la force et l'évêque d'Autun l'astuce. Accord avec l'Angleterre, l'action politique de Talleyrand trouve là son unité, sa ligne directrice. Mais le groupe le plus bruyant, celui qui grandit à la Constituante après la mort de Mirabeau, celui qui dominera à la Convention et qui commencera la guerre, celui des Girondins et des Montagnards, de Brissot, de Danton, de Dumouriez, c'est celui des disciples de Favier ; il poursuit l'anéantissement de l'Angleterre, condition nécessaire pour l'annexion et la tranquille possession de la Belgique et de la rive gauche du Rhin ; mais, par une singulière contradiction, il s'obstine à rechercher, pour cette politique nationale française, l'alliance de la Prusse. La doctrine de l'alliance prussienne s'associe, pour les adeptes de cette « secte diplomatique », au « progrès des lumières » ; elle survit à Valmy et ne s'effondre qu'en 1806. A l'alliance prussienne, quelques novateurs ajoutent l'alliance russe, afin de prendre à revers la monarchie autrichienne : idée qui vient de Ségur et du Secret du Roi et qui se retrouve en 1800 et sur le radeau de Tilsitt.

Mais, à l'encontre des traditions diplomatiques, apparaît une doctrine qui vient directement des philosophes et en particulier de Rousseau. Elle n'est pas spéciale à la France : c'est en 1795 que Kant écrit son *Traité de la paix perpétuelle*, qui suppose la création d'une cité des nations (*civitas gentium*) embrassant tous les peuples de la terre ; mais elle est diffuse parmi les hommes qui vont diriger la Révolution et la pousser dans le sens démocratique ; elle est humanitaire et pacifiste. La souveraineté appartient aux peuples, qui ne se battraient jamais si les « tyrans » ne

les y obligeaient et qui, dès qu'ils seront maîtres de leurs destinées, feront fleurir sur la terre la paix et la vertu. Dirigés par la raison, les peuples sont éminemment capables de décider de leur propre sort ; la liberté pour les individus a pour corollaire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il n'est pas permis de les conquérir, de les morceler malgré eux. C'est l'origine d'une théorie dont le fondement moral est juste, mais que l'intérêt politique a souvent faussée et dont l'application est toujours difficile. Condorcet l'a formulée, dans son exposé du 20 avril 1792, en ces termes : « La Révolution française professe que chaque nation a le pouvoir de se donner des lois. » Le principe des nationalités en dérive, mais il en diffère aussi ; il est exclusivement d'ordre politique et il conduit à réaliser l'autonomie et l'unité de tous les groupes d'hommes qui ont conscience de constituer une nationalité et les moyens de la faire vivre indépendante. Ces influences philosophiques sont loin d'être prépondérantes dans la conduite des relations extérieures de la Révolution française ; la tradition diplomatique est la plus forte, mais l'action politique est souvent entravée, faussée par l'introduction du philosophisme qui fleurit dans les sociétés de jacobins ; les deux courants coexistent, se mêlent, forment des remous, se paralysent mutuellement au grand dommage de la France.

**L A POLITIQUE DES CONSTITUANTS. — L'AFFAIRE
D'ALSACE ET L'AFFAIRE D'AVIGNON**

Tout de suite, la Révolution française, par ses origines philosophiques, prit un caractère d'universalité ; elle n'avait pas besoin d'organiser une propagande pour que son exemple devint contagieux et alarmât les souverains dans une Europe où ne survivait aucun principe, aucune règle de morale internationale. Dès le début, des étrangers comme le Prussien Clootz et l'Anglais Paine prirent feu et flamme pour la Révolution, où ils voyaient l'instrument de la régénération des peuples. Mais les constituants avaient l'intuition du danger que cette propagande involontaire créait pour le pays ; le roi, Montmorin et la plupart des députés se montraient prudents et cherchaient à éviter une guerre qui achèverait de ruiner les finances et précipiterait la Révolution vers les extrêmes. Pour la même raison, les partis avancés ne tardèrent pas à désirer « la guerre des peuples contre les rois ». Le décret du 22 mai 1790 : « L'Assemblée nationale déclare que la nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes et qu'elle n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple, » est sans doute imprégné de philosophie, mais il est surtout un moyen d'éviter que la France soit entraînée dans un conflit contre

l'Espagne et les États-Unis. La diplomatie de Louis XVI s'emploie tant qu'elle peut à parer les dangers de guerre que la Révolution, dans sa marche audacieuse, suscite à chaque pas. Mirabeau disait « que tous les peuples libres forment entre eux une société d'assurances contre les tyrans », mais cette phraséologie n'avait d'autre objet que de préparer l'entente avec l'Angleterre ; comme lui, les constituants travaillaient, à la lumière de l'expérience, à sauvegarder les grands intérêts du pays.

Deux cas se présentèrent où les doctrines philosophiques se trouvèrent dangereusement aux prises avec les traditions diplomatiques : l'affaire des princes possessionnés d'Alsace et l'affaire d'Avignon.

L'incorporation de l'Alsace à la France était un état de droit, créé par les traités, et un état de fait, créé par l'habileté de l'administration royale ; mais de nombreux princes allemands gardaient en Alsace des possessions que le traité de Münster leur garantissait. En pratique, ces possessions les mettaient dans la dépendance du roi de France et ils constituaient l'élément le plus stable de cette clientèle de princes du Saint-Empire et de seigneurs « immédiats » qui vivaient des libéralités de Versailles, copiaient les modes de la cour de France et suivaient sa politique. Les décrets de la Constituante abolissant le régime féodal jettent bas cet édifice patiemment échafaudé. Merlin de Douai, dans son rapport, déclare :

Entre vous et vos frères d'Alsace, il n'y a pas d'autre titre légitime d'union que le pacte social formé l'an dernier entre tous les Français... Qu'importent au peuple d'Alsace, qu'importent au peuple français, les conventions qui, en des temps de despotisme, ont eu pour objet d'unir le premier au second ? Ce n'est pas à ces conventions qu'est due l'union opérée entre eux. Le peuple alsacien est uni au peuple français parce qu'il l'a voulu ; sa volonté seule a consommé ou légitimé l'union.

Voilà, imprudemment formulé, un droit nouveau ; mais alors tout le droit ancien, tout « le droit public de l'Europe fondé sur les traités » — c'est le titre de l'ouvrage de Mably — s'effondre. C'est un bouleversement général que la diplomatie tente de prévenir. Malgré les précautions de l'Assemblée qui, à l'instigation de Mirabeau et du comité diplomatique, fait voter, d'accord avec Merlin, que, par dérogation, les droits féodaux des princes possessionnés seraient rachetés, c'est de ce moment que les princes allemands s'éloignent de Versailles. La Prusse saisit l'occasion et cherche à se substituer à la France dans le rôle de protectrice des « libertés germaniques ». Les conséquences sont désastreuses ; c'est la destruction de l'admirable politique d'influence que la France a menée en Allemagne depuis Philippe le Bel jusqu'à Louis XVI. La Prusse intéresse dès lors les princes allemands à la conquête de l'Alsace et répand la haine de la

France ; elle souffle la guerre ; et c'est la prudence de l'empereur Léopold, jointe aux efforts de Montmorin, qui en retardent l'échéance.

L'affaire d'Avignon, elle aussi, met en cause les traités et l'ancien droit. Avignon voulait s'unir à la France et s'était soulevé ; Carpentras restait fidèle au pape. L'aile gauche de l'Assemblée réclamait l'intervention et l'annexion. Tronchet, dans son rapport, conclut que l'annexion n'est possible qu'avec l'assentiment du pape et des populations ; Malouet, répondant à Pétion et à



LES RÉPUBLIQUES SŒURS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(D'après une composition d'Esprit-Antoine Gibelin).

Robespierre, rappelle le décret du 22 mai, demande s'il suffit qu'un pays se soulève pour que l'annexion en soit légitime. A plusieurs reprises, l'intervention est ajournée ; mais la guerre civile, organisée par les clubs, sévit dans le Comtat. A la fin, le 25 mai 1791, l'Assemblée institue une consultation populaire par communes : 102 000 voix sur 150 000 se déclarent pour l'annexion ; 17 000 contre ; 31 000 s'abstiennent. L'Assemblée décrète l'annexion (14 septembre 1791). Le fait n'eut pas de sanction immédiate, le pape n'ayant pas d'armée ; mais le précédent était dangereux. Qu'ar-

rriverait-il le jour où des populations partiellement insurgées appelleraient la France et invoqueraient son secours ? Que devenait le respect de la souveraineté des États ? Que restait-il du principe de non-intervention ? Des guerres interminables devaient sortir de là.

LES TROUBLES DES PAYS-BAS

Précisément les Pays-Bas s'agitent. Le plus maladroit et le plus infatué des « despotes éclairés », l'empereur philosophe Joseph II, dans sa manie de centralisation et d'unification, avait blessé au vif les sentiments des Flamands et des Wallons ; il avait trouvé moyen de s'aliéner tous les partis, choquant les conservateurs dans leur attache-

ment à leur religion et à leurs franchises historiques, et ceux qu'on appellera plus tard les libéraux dans leur désir d'avoir part au gouvernement. Au nom de l'autorité et de la raison, la terreur s'abattit sur le pays ; mais les Belges révoltés vainquirent les troupes impériales, les chassèrent de Bruxelles où des représentants des diverses provinces se réunirent en États-généraux et votèrent en trois jours une constitution fédérative des États belgiques unis. Ceci se passait du 7 au 10 janvier 1790 et la coïncidence avec les événements de France était trop frappante pour qu'un courant de sympathie ne s'établît pas. Camille Desmoulins intitulait son journal : *les Révolutions de France et de Brabant*. La Prusse, par crainte d'une intervention française, proposait d'unir la nouvelle république à la Hollande : c'est le système qui prévaudra en 1815. Mais Pitt, résolu à rester en bons rapports avec l'Autriche, fit accepter, par l'Empereur et les États-généraux de la Haye, une convention, à laquelle il fallut bien que la Prusse adhérât, par laquelle ces puissances s'engageaient à n'agir que d'un commun accord pour tout ce qui concernerait la Belgique. Il entraînait, comme toujours, dans les vues du Foreign office que la Belgique dépendît d'une puissance faible ou lointaine.

Ces événements sont suivis, en France, avec une attention passionnée. Les « patriotes » y voient l'occasion d'une revanche de l'échec de 1787 ; ils s'imaginent que les Belges, révoltés contre l'empereur, sont naturellement acquis à la France. La Fayette, à l'Assemblée, demande l'intervention. Les partis s'emparent des troubles de Brabant, s'en servent pour s'entre-déchirer ou pour attaquer la cour et le ministère, dont la sagesse expérimentée conseille l'abstention ; ces orages révolutionnaires ont leur écho à Bruxelles, où ils inspirent tout autre sentiment que le désir d'une réunion à la France. Léopold II, qui succède le 20 février 1790 à Joseph II, inaugure un gouvernement moins doctrinaire, plus adroit. Il manœuvre pour garder les Pays-Bas sans effort militaire, en divisant ses adversaires. Il fait savoir à Londres que, si la Prusse l'attaque, il s'empressera d'abandonner les Pays-Bas à la France afin de recouvrer la liberté de ses mouvements dans l'Europe centrale. L'Angleterre se rapproche de l'Autriche et sa diplomatie ménage les entretiens de Reichenbach (juillet 1790), où la Prusse et l'Autriche s'accordent. Le rapprochement anglo-autrichien est interprété à Paris comme la dénonciation de l'alliance de 1756 ; les ennemis de l'Autriche exultent ; et c'est ainsi qu'on s'achemine vers l'isolement de la France et la guerre. A la fin de 1790, l'autorité de Léopold est rétablie en Belgique, raffermie par une politique modérée et le retrait des édits de Joseph II. L'année 1791 est occupée surtout par l'arrangement des affaires d'Orient (traité de Sistova, 4 août, entre

l'Autriche et la Turquie). L'année 1792 met la France en révolution en présence de l'Europe en armes.

L A GUERRE POUR LA BELGIQUE La guerre n'aurait vraisemblablement pas éclaté si certains partis français n'y avaient poussé. D'abord les émigrés : ils sont 20 000 à Coblenz à la fin de l'été 1791 ; les souverains étrangers se soucient peu d'écouter leurs doléances ; mais un tel rassemblement sur le Rhin entretient l'inquiétude, donne aux « patriotes » l'occasion d'ameuter l'opinion. La cour aussi souhaite la guerre, une petite guerre qui permettrait de réunir des troupes sans ruiner le pays. Le baron de Breteuil qui dirige la diplomatie secrète de Louis XVI, invoque, au nom de la solidarité des rois, l'appui des étrangers. La reine, par Mercy, correspond avec son frère l'empereur Léopold. La cour d'Autriche a toujours cherché à se servir d'elle pour l'avantage de sa politique ; à son tour, Marie-Antoinette, dans son trouble, tente de provoquer une intervention ; elle compte sur son frère. Mercy, qui lui écrit souvent et cherche à la régenter, ne lui laisse guère d'illusions : les puissances ne feront rien pour rien (lettre du 7 mars). Léopold, occupé en Orient, ne veut pas entendre parler de guerre. Frédéric-Guillaume de Prusse se mettrait volontiers en campagne, mais c'est à l'Alsace qu'il pense. Les deux souverains se rencontrent à Pillnitz et, de leurs entretiens, sort la fameuse « déclaration » du 27 août qui n'est qu'une fin de non-recevoir polie aux importunités du comte d'Artois, puisque les deux princes mettent comme condition à leur intervention l'unanimité des souverains d'Europe ; « alors et dans ce cas » seulement, ils marcheront ; or ils savent que Pitt n'est pas disposé à la guerre et se dispose à profiter des embarras intérieurs de la France sans mettre en mouvement les armées.

Mais, à la Législative, Brissot, Vergniaud et leurs amis poussent à la guerre, nécessaire à leurs yeux pour achever la Révolution et en imposer au dehors le respect et l'imitation. Le 19 novembre, l'Assemblée invite le roi à adresser aux princes de l'Empire, notamment à l'archevêque de Trèves, une sommation d'avoir à disperser les groupes d'émigrés en armes. Louis XVI, conscient des dangers qu'une grande guerre ferait courir à la monarchie, refuse de sanctionner le décret ; mais, à l'instigation de Marie-Antoinette et de Fersen, il écrit au roi de Prusse (3 décembre) pour lui demander de prendre l'initiative d'un congrès européen qui s'occuperait d'arrêter la contagion révolutionnaire et de châtier les factieux. Deux tendances se partagent l'Assemblée, le ministère et la cour, si tant est que, dans le remous formidable des idées et des ambitions, un classement rigoureux soit

permis : le ministre des Affaires étrangères de Lessart et ses services, plusieurs autres ministres fidèles à la tradition de Choiseul, tiennent pour la paix et l'alliance autrichienne ; à l'Assemblée, les constitutionnels, convaincus que la constitution ne résistera pas à la guerre, les appuient. La cour, le ministre de la Guerre Narbonne, La Fayette, Brissot et ses amis souhaitent la guerre. Narbonne se flatte de se servir de l'armée pour dissoudre l'Assemblée, Brissot et l'extrême gauche pour en finir avec la monarchie. Les uns et les autres comptent s'appuyer sur la Prusse. Narbonne suggère d'offrir le commandement de l'armée française au duc de Brunswick, tant la prestigieuse légende du grand Frédéric imposait aux esprits l'idée de l'alliance prussienne. Custine porte l'offre à Brunswick qui refuse. Danton, Robespierre, les futurs montagnards, sont opposés à une guerre que la cour conduirait et mènent au club des jacobins une âpre lutte ; ils entendent commencer par les « ennemis de l'intérieur » et arment « le peuple » des piques du 10 août : « Guerre aux conspirateurs et au despotisme, et ensuite marchons à Léopold, » s'écrie Robespierre le 11 janvier 1792. Mais la majorité des jacobins est pour une guerre nationale, « patriotique, » c'est-à-dire la guerre à l'Autriche. A l'Assemblée, le comité diplomatique, où dominent les girondins, y pousse de toutes ses forces.

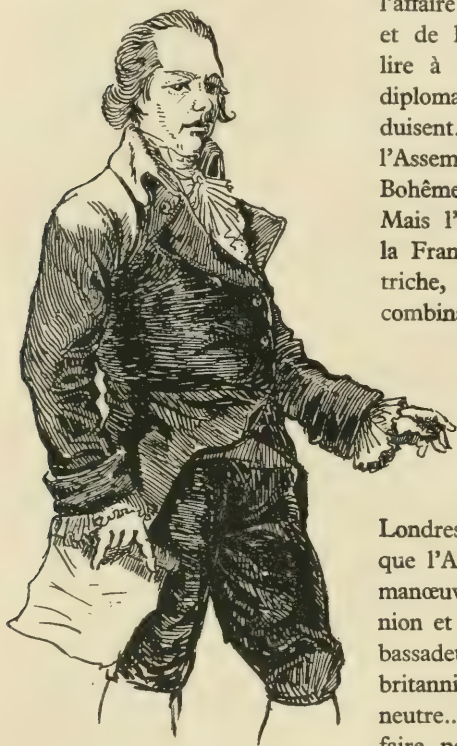
Mais l'Autriche, elle, veut la paix ! Léopold obtient de l'électeur de Trèves qu'il disperse les émigrés en armes. L'Assemblée multiplie les décrets provocateurs et, enfin, le 25 janvier 1792, invite le roi à adresser au chef de la maison d'Autriche un ultimatum pour lui demander « s'il entend vivre en paix et bonne intelligence avec la nation française et s'il renonce à tout traité ou convention dirigé contre la souveraineté, l'indépendance et la sûreté de la nation ». Il devra répondre avant le 6 mars ; « toute réponse évasive ou dilatoire sera considérée comme une déclaration de guerre. » En vain le ministère, toujours pacifique, obtient le renvoi de Narbonne ; les montagnards, maîtres de Paris, poussent à la guerre ; la politique extérieure est le principal sujet de leurs virulentes critiques. De Lessart et ses ambassadeurs s'évertuent à atténuer les démarches dont les charge la frénésie de l'Assemblée ; ils savent que, le 7 février, Léopold et Frédéric-Guillaume ont conclu une alliance, que la paix est faite en Orient. Les Brissotins obtiennent la mise en accusation et l'arrestation de Lessart, coupable de faire son devoir et de chercher la paix. Un ministère se forme le 11 mars où Dumouriez, aux Affaires étrangères, est le véritable directeur de la politique française. Ancien agent du Secret du roi, disciple de Favier, ami de Talleyrand et de Mirabeau, Dumouriez est l'homme de la guerre contre l'Autriche, mais il veut prévenir la guerre contre

l'Angleterre en évitant d'occuper la Belgique et surtout détacher la Prusse de l'Autriche. Au même moment le pacifique Léopold meurt subitement ; son fils François II est plus belliqueux. La cour de France, de son côté, incite les souverains à l'intervention. François II se sert, pour précipiter les événements, de

l'affaire des princes possessionnés en Alsace et de l'annexion d'Avignon. Dumouriez va lire à l'Assemblée toute la correspondance diplomatique ; des mœurs nouvelles s'introduisent. Le 20 avril, Louis XVI propose à l'Assemblée de déclarer la guerre au « roi de Bohême et de Hongrie » ; il est acclamé. Mais l'alliance du 7 février jouant aussitôt, la France se trouve en guerre contre l'Autriche, la Prusse, l'Empire ; les ingénieuses combinaisons des faiseurs de systèmes s'effondrent devant la réalité.

L'Angleterre s'abstient encore. Puisque la France s'affaiblit par ses dissensions pourquoi interviendrait-elle ? Le comte Saint-Martin de Front, ambassadeur de Savoie à

Londres, mande à sa cour, en février 1791, que l'Angleterre bornera son action « à des manœuvres secrètes pour entretenir la désunion et perpétuer l'anarchie ». Le même ambassadeur écrit, le 9 septembre : « Le cabinet britannique prend la résolution de rester neutre... Il trouve très doux de n'avoir rien à faire pour tirer le numéraire de France et s'emparer de son commerce. » Même après Pillnitz, surtout après Pillnitz, Pitt reste dans



WILLIAM PITT
(D'après un tableau d'Owen).

l'expectative ; il a les yeux fixés sur les Pays-Bas. Le 1^{er} mai 1792, il répond au roi de Prusse, qui lui communique un plan concerté avec l'empereur pour intervenir en France, que l'Angleterre ne bougera pas tant qu'on ne touchera pas à la constitution des Pays-Bas : « L'Angleterre tient à ce que les Pays-Bas restent autrichiens, parce que c'est le chaînon qui lie l'Angleterre au conti-

nent, » dit lord Grenville. Mais le cabinet de Londres n'est pas disposé non plus à se lier avec la France ; c'est donc un projet chimérique que Talleyrand, envoyé en mission le 24 janvier 1792, poursuit avec adresse à Londres. L'entente anglo-française, l'entente des monarchies constitutionnelles, c'est la pensée de Mirabeau qui avait été, au Comité diplomatique, le collègue de Talleyrand. Mais Pitt entend garder complète liberté de manœuvre ; il n'accueille les ouvertures de Talleyrand que juste assez pour tenir en alarme les cours continentales. Tout ce que peut gagner l'évêque d'Autun, c'est la déclaration de neutralité du 25 mai 1792 ; il obtient — et c'est un résultat qui fait honneur à son habileté — que l'Angleterre ne fera pas la guerre tant que les provinces méridionales de la Belgique seront seules en jeu ; il s'engage donc implicitement à ce que les armées françaises ne menaceront ni Anvers, ni la Hollande ; le problème se ramène à la fermeture de l'Escaut. Les hostilités commencées, Talleyrand insiste auprès de son gouvernement pour qu'il proclame le principe de non-intervention ; il n'a pas gain de cause et quitte Londres après le 10 août. La Convention donne l'ordre aux généraux de favoriser l'ouverture de l'Escaut ; elle prend le décret du 19 novembre 1792 que Danton réussit à faire rapporter le 13 avril 1793, mais dont l'effet est produit. Après l'exécution du roi, Chauvelin reçoit ses passeports. Bientôt toute l'Europe est en guerre contre la France, mais ce n'est pas la croisade des rois contre les peuples, c'est la ruée des appétits attirés par l'occasion ; c'est aussi et surtout la guerre normale, classique, la guerre pour Anvers et la Belgique.

L A POLITIQUE DE DANTON : LES FRONTIÈRES NATURELLES.

Mais, en France, les factions rivales continuent de s'opposer. Danton est, de tous les chefs cordeliers, celui que préoccupent davantage les destinées de la patrie ; il apporte à la politique extérieure ses passions, ses haines, son patriotisme outrancier mais réaliste. Il est, à sa manière, un disciple des Talleyrand et des Dumouriez. L'acquiescement, par la Haute Cour, du pacifique ministre Montmorin est l'une des raisons qui expliquent son rôle dans les massacres de septembre, où ce n'est point par hasard que périrent Montmorin et de Lessart. C'est toujours le mot de Ségur : « les sectes en politique étrangère. » La France est envahie par les Prussiens, sous les ordres de Brunswick qui, s'il l'avait voulu, se fût trouvé à la tête de l'armée française. On les repoussera, mais il faudra ménager la Prusse « amie naturelle » et la séparer de l'Autriche « ennemie héréditaire ».

Au lendemain du 10 août, Danton a un entretien avec Talleyrand qui revient de Londres. Il veut à tout prix gagner l'Angleterre, « nation libre », et obtenir

son alliance ; il y envoie un agent à lui, Noël, qui secondera Chauvelin. Ce sont aussi les vues de Dumouriez, qui reste en liaison étroite avec Danton, notamment par Westermann ; l'un et l'autre sont en relations, par l'intermédiaire de Choderlos de Laclos, avec le duc d'Orléans qui donnait, avant 1789, le ton de l'anglomanie. C'est Danton qui fait élire le citoyen Égalité député de Paris, tandis qu'Égalité fils (le jeune duc de Chartres) est à l'armée avec Dumouriez. Après Valmy, la tactique ne change pas, au contraire ; aussitôt Westermann entame des négociations avec le général prussien Manstein. Le roi de Prusse n'entre pas dans la combinaison, mais il se retire, craignant de faire le jeu de l'Autriche en Pologne. Les Français n'inquiètent pas sa retraite ; les émigrés accusent le duc de Brunswick de s'être laissé acheter par Danton. Le terrible tribun reste préoccupé de ménager l'Angleterre ; son agent Noël l'avertit que, si le roi est exécuté, l'Angleterre, qui a oublié Charles I^{er}, déclarera la guerre et l'Espagne avec elle ; et Danton cherche un biais pour sauver le roi. C'est le moment où il tente un effort désespéré pour réaliser ce que la monarchie n'a pas accompli. Il ne veut pas de la guerre de principes ; il n'admet pas qu'on renonce aux conquêtes. La nation française, libérée du despotisme, va enfin donner sa mesure, pourvu qu'à l'intérieur les partis fassent taire leurs rivalités, s'abstiennent d'attenter à la vie du roi, ce qui changerait le caractère de la guerre, et s'unissent pour réaliser les grandes destinées de la patrie. Danton apparaît ainsi — son historien, M. Louis Madelin, le dit avec raison — comme un nationaliste, le premier en date des nationalistes. Il se heurte à la violence des courants qu'il a lui-même contribué à déchaîner, à l'incompréhension des Girondins et du salon Roland, à la jalousie des démagogues.

L'idéologie révolutionnaire l'emportera-t-elle ? Ou au contraire les conceptions réalistes de Danton et de Dumouriez ? La question belge va devenir, aussitôt après Jemmapes, la pierre de touche du « patriotisme » à la nouvelle mode. La majorité des Belges, délivrés de la domination de l'Autriche, veulent constituer le pays en une république fédérale indépendante ; les sociétés de jacobins, les démocrates, organisent un mouvement d'opinion favorable à l'annexion à la France qui trouve faveur dans le populaire. Danton se fait envoyer en Belgique ; le 15 octobre, il est à Bruxelles, où une assemblée a proclamé la déchéance des Habsbourg et député à Paris pour demander la reconnaissance de l'indépendance belge ; le 28, il est à Liège, où il met fin au gouvernement du prince évêque. A Paris, un mouvement se dessine en faveur de la politique d'annexion. Dans la Savoie, occupée par Montesquiou, une « Assemblée des

Allobroges » demande la réunion à la France ; Anselme provoque à Nice un mouvement analogue ; Genève est occupée ; les soldats de Custine bordent le Rhin ; de toutes parts, la France atteint les bornes qu'une tradition séculaire appelait « les limites naturelles ». La déclaration du 22 mai 1790 est oubliée. Danton, revenu de Belgique, prononce le premier le mot fatidique : « Nos limites sont marquées par la nature. » A un député qui disait : « Pas de conquêtes, » il répond : « Les conquêtes de la raison. » Dumouriez, qui a vu de près les sentiments des Belges et qui ne se méprend pas sur les conséquences d'une annexion, leur avait promis, au nom de la France, la liberté, l'indépendance, une constitution fédérative ; mais les sociétés de jacobins réclament l'union à la France. A la Convention, Cambon, avide de mettre la main sur les ressources des Pays-Bas, réclame l'annexion. Danton, revenu en Belgique avec Delacroix, le 1^{er} décembre, déclare que l'annexion s'impose ; une Belgique indépendante serait cléricalle et réactionnaire et échapperait à l'influence française. C'est l'origine du différend qui sépare de plus en plus Dumouriez du gouvernement révolutionnaire et la cause originelle de sa désertion. Danton, revenu à Paris, fait voter, d'accord avec Cambon, un décret (13 décembre) : on organisera en Belgique une république élue non par les États, mais par le peuple, c'est-à-dire par les clubs : c'est un acheminement à l'annexion. Dumouriez, arrivé lui aussi à Paris le 1^{er} janvier 1793, ne réussit pas à se faire écouter ; il répond à Cambon : « Je ne serai pas l'Attila, le fléau de la Belgique et je ne jouerai pas, dans ce malheureux pays, deux rôles contraires, celui de libérateur par mes proclamations et celui d'opresseur par l'exécution du décret. Je ne veux pas être regardé comme un traître par une nation que je n'ai entretenue que de la loyauté française. »

Danton retourne en Belgique pour réaliser son œuvre ; il s'efforce de ramener à son avis Dumouriez, « son général », qu'il paraît avoir de sérieuses raisons personnelles de ménager. Liège vote sa réunion à la France par 9 660 voix sur 9 700 citoyens. Danton avait cru, dans son inexpérience, qu'il serait possible d'occuper la Belgique, y compris Anvers et d'en préparer l'annexion sans pousser irrémédiablement l'Angleterre à la guerre. Les nouvelles de Londres sont pour lui une déception profonde ; le ministère Pitt-Grenville pousse ses armements ; la présence de Dumouriez en Belgique a produit sur l'opinion britannique son immanquable effet. Danton a cru à l'alliance prussienne et voilà que Frédéric-Guillaume s'entend avec François II, moyennant un morceau de Pologne. A l'intérieur, les girondins sont restés sourds à ses appels à l'entente. Une seule voie reste ouverte, « la force des armes » ; c'est le mot que prononce Danton, revenu

précipitamment à Paris le 16 janvier, en motivant son vote pour la mort du roi.

Les jours qui suivent l'exécution de Louis XVI sont ceux où, précisément, la république revient aux traditions diplomatiques de la monarchie. Sollicitée par des pétitions plus ou moins spontanées de Liège, du Hainaut, de Nice, la Convention entend, le 31, le discours célèbre où Danton demande l'annexion de la Belgique et la politique des frontières naturelles : « Je dis que c'est en vain qu'on veut faire craindre de donner trop d'étendue à la république. Ses limites



DANTON

(D'après un croquis pris pendant les audiences du tribunal révolutionnaire par Vivant Denon. Collection G. Clemenceau.)

sont marquées par la nature. Nous les atteindrons toutes, des quatre coins de l'horizon : du côté du Rhin, du côté de l'Océan, du côté des Alpes. Là doivent finir les bornes de notre république et nulle puissance ne pourra l'empêcher de les atteindre. » De ce discours et de la résolution qu'il emporta, toute l'histoire de la France jusqu'en 1815 est sortie. La grande lutte commence contre l'Europe, surtout contre l'Angleterre, pour la réalisation des aspirations séculaires de la France. Ce que Richelieu et Louis XIV n'ont pu faire, la république qui vient de jeter en défi à l'Europe la tête du roi, l'accomplira-t-elle? C'est la crise aiguë de la politique française, le moment où elle put croire qu'elle

atteindrait ses fins historiques, mais où, emportée par son élan, elle les dépassa. La France révolutionnaire va se heurter à la réaction des intérêts menacés, des jalousies éveillées. Danton, qui a cherché à ménager l'Angleterre, se rend compte qu'elle est le centre et l'âme de la coalition. « Prenons la Hollande et Carthage est à nous. » C'est le discours du 10 mars. Le soir du même jour, le tribun fait voter l'institution du tribunal révolutionnaire.

Danton revient en Belgique avec Delacroix pour y réaliser l'annexion. Il procède à des votes dont la présence des troupes et la menace de la terreur faussent la sincérité. C'est une triste page de son histoire, une page dont la honte a laissé des traces durables en Belgique : pillages, ripailles, terreur. « Housardez », disait Delacroix aux soldats. La défaite fut la sanction de ces violences. Dumouriez aigri, humilié par des échecs qu'il a prévus, indigné des prévarications des représentants et du manque de foi de la Convention à l'égard des Belges, désolé de

l'effondrement de ses espérances, adresse à la Convention une lettre menaçante et s'enfuit dans les rangs ennemis. Danton a, jusqu'à la fin, tenté de le retenir, de le sauver, et c'en est assez pour que Lasource, dans un discours d'une violence calculée, l'accuse de complicité avec le général et la faction d'Orléans. Danton se sent touché au vif ; les Girondins ont ce jour-là cherché la mort, mais ils ont planté la flèche empoisonnée dans la tête formidable de leur ennemi.

Danton a conscience de cette course à l'abîme où les factions vont sombrer l'une après l'autre et peut-être la France avec elles. Quel moyen d'apaiser la terreur et de sauver la nation, si ce n'est de dissoudre la coalition ? Il est temps de mettre un frein à la propagande révolutionnaire qui ameute l'Europe : « Il nous faut avant tout songer à la conservation de notre corps politique et fonder la grandeur française. » Revenu au pouvoir, le 2 avril 1793, Danton cherche à négocier, à rassurer les petits États ; il cajole le baron de Staël que la Suède a envoyé pour la représenter à Paris malgré la mort de Louis XVI ; il envoie des agents qui cherchent à renouer les fils de la tradition diplomatique ; il ne renonce pas à dissocier la Prusse de l'Autriche. Depuis que l'armée française a perdu Anvers et évacué la Belgique, l'Angleterre se rassure et les libéraux reprennent crédit. L'exécution de Louis XVI a soulevé une réprobation générale ; le danger de la reine provoque l'angoisse et, de toutes parts, les agents de Danton rapportent que, si l'on veut traiter et dissoudre la coalition, il faut sauver Marie-Antoinette. Danton cherche à faire du précieux otage le prix d'une négociation qui arracherait les petits États et peut-être la Prusse ou l'Autriche à la coalition ; jamais son nationalisme n'a été plus frénétique qu'à ces minutes tragiques où il sent que le poids de fautes auxquelles il a eu sa large part entraîne la France à une guerre implacable. Il est débordé, accusé de modérantisme, il succombe (16 germinal-6 avril 1794). Avec lui disparaît celui des chefs révolutionnaires qui a eu, à côté d'illusions tenaces, les clartés les plus vives sur les conditions pratiques où se mouvait la politique française et qui a quelquefois tenté de faire passer l'intérêt national avant les systèmes ou les passions des partis. Il est des hommes qui, jusque dans les pires égarements, gardent ce que l'on a appelé, de notre temps, « le réflexe national » : Danton est de ceux-là. Lui disparu, une seule voie reste ouverte : la guerre, la guerre jusqu'à la victoire ou jusqu'à la mort.

L A DIPLOMATIE DE LA CONVENTION EN ORIENT

Même aux plus tragiques jours de la Terreur, la Convention ou plutôt son organe exécutif, le Comité de Salut public, dirige une campagne diplomatique très active ;

mais, de la mort de Danton à la mort de Robespierre, il ne s'agit que d'efforts décousus que les circonstances intérieures rendent inopérants et qui valent à nos malheureux diplomates plus d'affronts que de succès. L'Europe coalisée tient la France assiégée par terre et par mer. Pitt et Grenville mènent la bataille qui n'est nullement désintéressée. Il s'agit d'une coalition d'ambitions et d'une guerre de conquête. En Angleterre, on étudie des projets de démembrement de la France. La Prusse s'est mise en appétit en perpétrant avec la Russie le deuxième partage de la Pologne (23 janvier 1793) : dès que la puissance française subit une éclipse, la Pologne est en danger mortel. Frédéric-Guillaume, pour prix de sa duplicité, annexe Gdansk (Dantzig), Torun (Thorn), Poznan (Posen), avec trois millions de Polonais ; il unit la Prusse orientale avec le Brandebourg. La Russie s'attribue la Lithuanie, en deçà de la Duna. L'Autriche ne participe pas à ce nouveau dépècement. La tactique de Catherine consiste à neutraliser l'Autriche et la Prusse l'une par l'autre et à les lancer contre la France ; elle anathématise en propos violents la Révolution française, mais elle réserve ses soldats pour mettre à la raison les « jacobins de Pologne ». La Législative est impuissante à secourir les Polonais. C'est plutôt la résistance héroïque de la Pologne qui, en détournant du Rhin et d'Italie les armées des puissances centrales, contribue à sauver la France de l'invasion. Le troisième partage (traité du 24 octobre 1795) met fin à l'existence de la Pologne comme État indépendant : Varsovie devient ville prussienne, la Lithuanie tout entière et la Courlande sont annexées par la Russie, ainsi que la Russie blanche et la Petite-Russie jusqu'au Niémen et au Bug, tandis que l'Autriche reçoit Cracovie, Sandomir, Lublin. Les événements de Pologne sont inséparables de l'histoire de la lutte de la République française contre l'Europe ; les deux séries d'événements ont l'une sur l'autre de constantes répercussions. Après 1795 arrivent en France de nombreux et vaillants soldats polonais qui, sur tous les champs de bataille, vont se battre contre les destructeurs de leur patrie. La Suède, après l'assassinat de Gustave III, ne tient plus en Europe qu'une place secondaire. Ainsi s'effondre le système de la politique de Richelieu par l'agrandissement de cet élément nouveau, la Russie.

La Turquie est repoussée, démembrée par l'Autriche et surtout par la Russie ; l'influence française y subit le contre-coup des événements de Paris. Après le 10 août, Danton y fait envoyer le comte de Sémonville pour remplacer Choiseul-Gouffier. L'amiral Truguet l'amène jusqu'aux Dardanelles avec une escadre ; mais, après la mort de Louis XVI, le sultan refuse de recevoir l'ambassadeur. Un agent de la Convention, Descorches de Sainte-Croix, reprend les pourparlers et, tout de

suite, reparaît l'idée d'une entente entre Suède, Danemark, Pologne, et Turquie. La situation de la Convention est comparable à celle de François I^{er} ; elle cherche, elle aussi, à y parer par une diversion à l'Est. A partir de 1796, avec l'ambassade à Constantinople du général Aubert-Dubayet, reparaît la politique traditionnelle ; il obtient la restitution à l'ambassade de France de ses droits et privilèges, le rétablissement des églises catholiques à Galata, à Smyrne, en Syrie ; il s'emploie à réorganiser l'Empire ottoman, à rajeunir l'armée, à restaurer de toutes manières l'influence française dans le Levant. Mais la Porte, comme la Suède, n'est plus qu'une puissance de second ordre. La France reste seule en face de l'Europe coalisée que vont bientôt rejoindre les troupes russes après la mort de Catherine II (17 novembre 1796).

LES TRAITÉS DE BALE

A la coalition dont l'Angleterre est l'âme, la Convention, audacieusement, a signifié ses volontés. Elle ne traitera pas avec l'ennemi tant qu'il occupera son territoire ; et son territoire, c'est l'ancienne Gaule. Le décret du 13 avril 1793 déclare : « Qu'elle n'entend pas toucher aux droits des pays réunis à la république française et que jamais elle ne les abandonnera aux tyrans avec lesquels elle est en guerre, » car « les contrées réunies font partie intégrante de la république », « Le Rhin, avait dit le décret du 24 octobre 1792, coule entre la terre des hommes libres et la terre des esclaves. » La Convention décrète aussi (21 septembre 1793) la liberté des mers contre le monopole anglais et la défense de l'industrie nationale contre l'importation étrangère.

La Révolution est inséparable d'une formidable poussée de nationalisme ; la France du dix-huitième siècle, sous l'influence des philosophes et du snobisme aristocratique, était envahie par le cosmopolitisme, par les idées, les modes de l'étranger, d'Angleterre surtout, et par le poison subtil de la sensiblerie humanitaire ; la guerre révolutionnaire rejette ces scories et dresse la France nationale en face de l'invasion. Les émigrés eux-mêmes apprennent, à l'étranger, qu'on « n'emporte pas sa patrie à la semelle de ses souliers ». Les guerres révolutionnaires, c'est le plus puissant effort de réalisation nationale, de plénitude française que notre peuple ait tenté. Elles donnent à l'époque son caractère. Pour la première fois, une nation se dresse en armes en face de l'invasion étrangère. L'invasion est repoussée ; les armées atteignent partout les « frontières naturelles », mais la maîtrise de la mer reste aux Anglais, qui occupent la Corse et les Antilles.

Même au plus fort de la Terreur, la tradition diplomatique ne perd pas ses droits. La guerre contre la Prusse, on la regarde comme un malentendu déplo-

nable, qu'il faudra faire cesser lorsque l'occasion s'en présentera. Depuis Valmy, la conversation diplomatique n'a pour ainsi dire pas été interrompue. Sieyès, en 1795, présente au Comité de Salut public un projet de traité de paix, où apparaît, pour la première fois, l'idée d'indemniser, par la sécularisation des souverainetés ecclésiastiques de la rive droite du Rhin, les princes qui se trouveraient dépossédés sur la rive gauche par l'extension de la France ; ainsi le chapelet de petits États allemands, dont la monarchie avait respecté l'indépendance tout en les pénétrant d'influence française, se trouverait reformé, reporté au delà du Rhin, entre la France et le Brandebourg. Frédéric-Guillaume est pressé de retirer son enjeu à l'Ouest ; la guerre contre la France, hormis les subsides anglais, ne lui a procuré que des déboires. Si ses forces étaient retenues sur le Rhin, l'Autriche et la Russie n'allaient-elles pas achever sans lui d'écarter la Pologne ?

Les négociations s'ouvrent à Bâle le 12 janvier 1795. L'ambassadeur de France en Suisse, Barthélemy, un diplomate de carrière imbu de la tradition de Choiseul et de Vergennes, est mandaté par le Comité de Salut public ; ses instructions s'inspirent de l'idée de Sieyès sur les sécularisations et lui prescrivent de déclarer dès l'abord que « la République regarde le Rhin comme sa limite naturelle et est résolue à le conserver ». Le comte de Goltz puis, après sa mort, Hardenberg, représentent la Prusse. Les négociations sont aisées. La Prusse ne perd presque rien sur la rive gauche du Rhin, où elle ne possède que des enclaves, les duchés de Clèves et de Berg, la principauté de Meurs ; et on lui fait espérer, en dédommagement, la formation, sous sa direction, d'une Confédération de l'Allemagne du Nord. Le traité est signé sur ces bases le 5 avril. La Prusse reconnaît à la France le droit d'occuper ses possessions de la rive gauche du Rhin jusqu'à la paix générale et si, à ce moment, la France obtient la frontière du Rhin, la Prusse renoncera en sa faveur à ces territoires, moyennant compensation. Voici la France engagée d'avance dans les affaires de l'Allemagne. Elle « accueillera les bons offices » du roi de Prusse dans l'intérêt des États germaniques qui souhaiteraient d'adhérer à la paix sur ces bases. Les deux Hesse, la Saxe se retirent de la coalition. La Prusse, d'accord avec la France, trace, au profit de l'Allemagne du Nord, une « ligne de démarcation et de neutralisation ». Par là, une sorte de prééminence se trouve reconnue à la Prusse : dangereux précédent. La Pologne devient la première victime de cette pacification.

La république batave signe, le 16 mai, le traité de La Haye rédigé selon les vues de Sieyès : elle cède tous les pays situés sur la rive gauche de la Meuse, à l'exception de la Zélande, y compris Flessingue. L'Escaut est ouvert au com-

merce. La république batave doit payer 100 000 florins d'indemnité de guerre, livrer des objets d'art, des tableaux ; elle s'allie à la république française contre l'Angleterre et fournit un contingent de 12 vaisseaux, 18 frégates, 25 000 hommes. Des compensations lui sont promises à la paix générale. Pour le moment, le stathouder, réfugié à Londres, livre à l'Angleterre le Cap et Ceylan. L'Escaut ouvert, la Hollande sous l'influence de la France : c'est la guerre éternelle avec l'Angleterre. L'Espagne, à son tour, négocie à Bâle et signe la paix le 22 juillet ; elle récupère les territoires occupés par les armées françaises et cède la partie espagnole de Saint-Domingue. Charles IV reconnaît la république française ; ses bons offices sont acceptés pour la pacification du Portugal et de l'Italie. La Toscane avait précédé la Prusse et signé la première la paix le 9 février. Le Portugal, Naples, le duc de Parme, le pape reconnaissent la république et déclarent leur neutralité.

Voilà, par ces traités, la politique française définitivement orientée : la frontière du Rhin. Mais, déjà, le Rhin est dépassé ; Kehl, en face de Strasbourg, est occupé ; la république batave n'est qu'une dépendance de la république française ; la politique des sécularisations entraînera la France à intervenir dans les affaires allemandes où elle tend, contre l'Autriche, à fortifier la Prusse. Par l'ouverture de l'Escaut, elle est engagée à fond contre l'Angleterre et déjà Sieyès, au cours des négociations avec l'Espagne, esquisse le programme du blocus continental. Que fera-t-on des pays conquis ? La Belgique est divisée en neuf départements (1^{er} octobre 1795). Anvers est un chef-lieu de département français. Quant aux pays du Rhin, Carnot aurait voulu qu'on y organisât des États amis et qu'on se contentât d'annexer la ville de Luxembourg ; en bon officier du génie, selon la doctrine de Vauban, il juge cette place nécessaire à la défense des frontières. Mais l'annexion l'emporte. Le Rhin sera la frontière de la République une et indivisible : la Constitution de l'an III en fait une loi de l'État.



FRANÇOIS BARTHÉLEMY
Ambassadeur de la République française en Suisse
(D'après une gravure de la Bibliothèque du Ministère
des Affaires étrangères).

L A DIPLOMATIE DU DIRECTOIRE.
BONAPARTE EN ITALIE.

Avec le Directoire (30 octobre 1795), la politique extérieure apparaît moins fermement dessinée. Le Directoire a besoin de la paix ; l'opinion la réclame ; elle est nécessaire pour rétablir le crédit, consolider « les conquêtes de la Révolution » ; Carnot, l'un des directeurs, en est partisan ; la résolution d'unir à la France tous les territoires jusqu'à la « frontière déclarée », c'est-à-dire jusqu'au Rhin, est de nouveau discutée. Le Directoire volontiers transigerait ; il offre au roi de Prusse un rôle de médiateur pour la paix générale. Même la paix avec l'Angleterre ne paraît pas impossible. Talleyrand, revenu d'Amérique en septembre 1796, y travaille. Pitt charge Malmesbury d'ouvrir, à Lille, des négociations ; il appréhende de rester seul en guerre avec une flotte désorganisée ; il sait l'empereur enclin à la paix et cherche à sauver, sinon la Belgique, du moins Anvers ; il se sent isolé, intimidé par les préparatifs militaires du Directoire sur les côtes ; son agent, Wickham, ministre en Suisse, dirige en France des intrigues pour entretenir les luttes civiles et soutenir les royalistes. Mais les négociations de Malmesbury ne tardent guère à aboutir à une impasse et sont, une première fois, rompues (octobre-décembre 1796). Les vues de Talleyrand, les desseins pacifiques et conciliants de Carnot et de Barthélemy sont contrariés, dans le Directoire, par la résistance de l'Alsacien Rewbell et, aux armées, par la volonté du général Bonaparte.

C'est le propre des imaginations ardentes de faire, du théâtre où la fortune les emploie, le centre du monde ; c'est la marque des volontés fortes de traduire en actes les conceptions qui naissent des circonstances. Imaginez le jeune Bonaparte mis à la tête de l'armée du Rhin et voilà bouleversé le cours des événements. La guerre d'Italie, la politique d'Italie, par le génie du nouveau chef, passent au premier plan et la France est entraînée loin de l'objectif naturel et traditionnel de ses efforts, le Rhin et la Belgique. En quittant les rochers des Alpes pour prendre l'offensive dans « les plus fertiles plaines du monde », Bonaparte agit sans doute selon les règles d'une bonne stratégie, mais il désaxe la politique française. L'Italie n'est pas seulement pour lui le champ de bataille, la route de Vienne et de la paix ; elle entre, avec tout son passé historique, avec les intérêts contradictoires qui s'y enchevêtrent, dans la politique française, comme au temps de Charles VIII ; le génie corse de Bonaparte s'y donne carrière.

A peine a-t-il gagné ses premiers combats qu'il s'affranchit des ordres du Directoire. Il n'a pas de pouvoirs : il signe cependant, le 28 avril 1796, l'armistice de Cherasco qui met le Piémont hors de cause ; il a besoin, avant de s'élancer en Lombardie, d'être assuré du passage des Alpes et de la sécurité de ses

communications. Le traité définitif est réservé au Directoire et signé à Paris le 15 mai. Le roi Victor-Amédée III cède à la France la Savoie et le comté de Nice sans compensation. Bonaparte dispose des États et des territoires. L'idée d'organiser une république cisalpine qui serait étroitement alliée à la république française n'est pas une conception nouvelle; la république batave était déjà fondée par le traité de La Haye. Bonaparte applique en grand ce système qui est conforme aux méthodes jacobines. La vieille république de Gênes est taxée à quinze millions d'indemnité et devient république ligurienne; les ducs de Parme et de Modène payent rançon. Le Directoire, en la personne de Rewbell, voudrait que Bonaparte allât venger à Rome l'assassinat du diplomate français Basseville, écharpé par la populace, et mît fin au pouvoir temporel du pape. Le général explique que, menacé en Lombardie, il serait imprudent de franchir l'Apennin; il signe avec Pie VI le traité de Tolentino (19 février 1797), par lequel le pape cède Avignon et le Comtat, les légations de Bologne, Ferrare et Ravenne, livre des tableaux, des objets d'art, des manuscrits, trente millions de francs; les légations sont réunies, avec Modène, à la république cisalpine. La vieille république aristocratique de Venise, foulée par les troupes autrichiennes, occupée par les Français, se voit imposer, après la tentative d'insurrection de Vérone, une constitution démocratique. Jusque dans Naples, les volontés du vainqueur sont obéies: le roi promet de fermer ses ports aux Anglais. L'influence française redevient prédominante dans la Méditerranée; la république signe avec l'Espagne un traité d'alliance pour la liberté de la Méditerranée (19 août 1796). La Corse est réoccupée. La flotte anglaise sort de la Méditerranée, d'où elle sera absente pendant deux ans. Hoche prépare une descente pour aider l'Irlande insurgée.

L E TRAITÉ DE CAMPO- FORMIO

Au printemps 1797, une offensive audacieuse mène l'armée d'Italie à vingt lieues de Vienne; victorieux, mais isolé, en flèche au milieu de pays hostiles, inquiet pour ses communications, Bonaparte signe, le 17 avril, un armistice et, le 18, à Léoben, au Nord de Gratz, les préliminaires de la paix. L'Autriche reconnaît à la France « les limites constitutionnelles », c'est-à-dire la cession des Pays-Bas, du Luxembourg, de l'évêché de Liège. Mais les limites constitutionnelles, décrétées par la Convention le 1^{er} octobre 1795 (9 vendémiaire an III) avant de se séparer, ne coïncidaient pas complètement avec les « limites naturelles », c'est-à-dire le Rhin, comme l'avait voulu le gouvernement révolutionnaire, comme l'opinion publique s'était accoutumée à le croire. Un « dédommagement équitable

et à sa convenance » sera fourni à l'empereur. Celui-ci ne stipule qu'en sa qualité de souverain des États héréditaires ; pour la paix avec l'Empire, un congrès ultérieur en décidera « sur la base de l'intégrité de l'Empire ». Mais, si l'intégrité de l'Empire est respectée, la France n'obtient pas la frontière du Rhin. Il y a même contradiction entre cet article et celui qui cède la Belgique, puisque les Pays-Bas sont aussi pays d'Empire faisant partie du cercle de Bourgogne. En Italie, l'Autriche renonce à la Lombardie et reconnaît la conquête de Modène. L'accord se fait aux dépens de la république de Venise ; l'Autriche aura « la partie de la terre ferme de Venise comprise entre l'Oglio, le Pô, la mer Adriatique » et, en outre, la côte orientale de l'Adriatique, l'Istrie et la Dalmatie, peuplées de Slaves. Les territoires vénitiens situés à l'Ouest de l'Oglio, y compris le Tyrol et la Valteline iront grossir la république cisalpine que Bonaparte se dispose à organiser. L'empereur et Thugut d'une part, Bonaparte et surtout le Directoire de l'autre, se promettent, chacun à son profit, d'améliorer ces conditions lors de la paix définitive. En attendant, Bonaparte profite des circonstances qu'il a fait naître pour occuper militairement Venise et son territoire. Après onze siècles, la vénérable république de Saint-Marc va cesser d'exister.

Durant l'été de 1797 se débat, entre Paris et le quartier général de l'armée d'Italie, la question de la paix. Bonaparte et Clarke sont chargés des négociations avec l'Autriche, tandis que Treilhارد et Bonnier conduisent avec Malmesbury de nouveaux pourparlers qui sont plutôt destinés, dans l'esprit de Pitt, à amuser le tapis en attendant un revirement politique en France. Le coup d'État du 18 fructidor (4 septembre 1797), pour lequel Bonaparte a partie liée avec les membres intransigeants du Directoire, met fin aux espérances anglaises et aux négociations de Malmesbury. Talleyrand, devenu ministre des Relations extérieures, le 16 juillet 1797, s'entend avec Bonaparte. Ses instructions du 19 août prévoient que l'Autriche abandonnerait l'Italie, garderait seulement l'Istrie et la Dalmatie et serait indemnisée, en Bavière, par les terres épiscopales de Salzbourg et de Passau, les évêchés de Trente et de Brixen en Tyrol. Le système des sécularisations servira à établir un nouvel équilibre européen. La Prusse et l'Autriche s'arrondiront de biens d'Église et constitueront des États plus compacts, tandis que la république française s'agrandira en Belgique, dominera sur la rive gauche du Rhin et en Italie. Ainsi la politique des gouvernements révolutionnaires, à l'encontre de celle de la monarchie, tend à créer en Europe de grandes unités, au lieu et place de ce morcellement qui, en Allemagne et en Italie, favorisait si utilement l'influence française. Dès lors que la France était résolue à garder toute la Belgique et à faire pré-

dominer son influence directe sur le Rhin et en Batavie, la sagesse indiquait le maintien d'une Bavière forte, d'une ceinture de petits États allemands séparant la Prusse et l'Autriche de la France. C'est en Italie et dans les Balkans qu'il eût été habile d'inciter l'Autriche à chercher quelques compensations. Au contraire, Talleyrand,



SIGNATURE DU TRAITÉ DE TOLENTINO

(D'après un tableau d'Agriola).

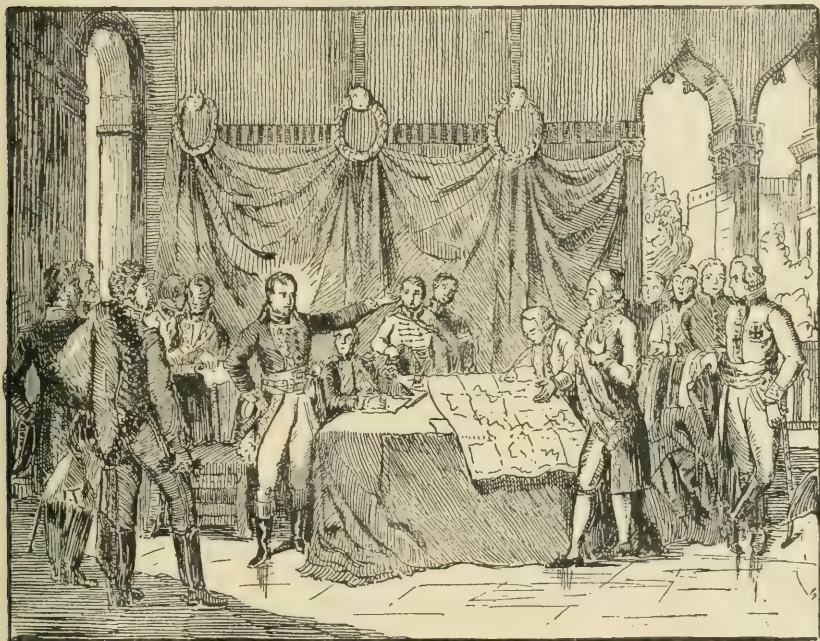
écrivait à Bonaparte, le 15 septembre, pour lui donner les instructions du Directoire, spécifie que « l'Empereur doit être entièrement écarté de l'Italie ». Et il répète, le 29 : « La rivière de l'Isonzo servira de limite. »

Les négociations pour la paix définitive ne se précipitent qu'à la fin de septembre quand arrive à Udine le comte Louis de Cobenzl, qui s'abouche avec Bonaparte resté seul plénipotentiaire pour la France et installé à Passariano, à quatre lieues des Autrichiens. A Vienne, on comptait sur le succès des conférences de Lille et surtout sur l'intrigue anglaise et royaliste à Paris ; on ne se résigna à traiter qu'après le départ de Malmesbury et le coup d'État du 18 fructidor. De son côté, Bonaparte, après la mort de Hoche (19 septembre) et la nomination d'Augereau à la tête de l'armée du Rhin, ne compte plus sur une marche combinée des armées

françaises sur Vienne. D'autres projets qu'il a conçus durant son séjour au château de Mombello, près de Milan, bouillonnent dans son imagination. Un matin d'octobre, le 13, voyant les Alpes se couvrir de neige, il dit à Bourrienne : « Il est temps de traiter. » Le traité, signé le 17 octobre, à Campo-Formio, est un compromis entre les desseins du Directoire et les possibilités militaires de Bonaparte. La politique des frontières naturelles ne semble pas sans inconvénients au général ; s'il admire Frédéric II, il ne partage pas sans réserves l'enthousiasme des Danton et des Sieyès pour la Prusse, ni surtout la conception de l'unité allemande par la destruction des petits États. Il écrit, le 27 mai, au Directoire : « Culbuter le corps germanique, c'est perdre l'avantage de la Belgique, de la limite du Rhin ; c'est mettre dix à douze millions d'habitants dans les mains de deux puissances de qui nous nous méfions également. Si le corps germanique n'existait pas, il faudrait le créer tout exprès pour nos convenances. » Cobenzl refuse d'acquiescer à la cession de Mayence ; Bonaparte refuse de céder Mantoue ; il n'insiste pas pour avoir toute la rive gauche du Rhin. Le traité reconnaît comme frontière de la France le Rhin jusqu'à Andernach (en aval de Coblenz). De là, une ligne rejoint Venlo, sur la Meuse, et la frontière hollandaise en laissant, hors de la France, Cologne et les territoires prussiens cédés cependant au traité de Bâle. En compensation, l'empereur recevra l'évêché de Salzbourg et le quartier de l'Inn, c'est-à-dire la Bavière jusqu'à l'Inn. Les princes allemands dépossédés obtiendront eux aussi des compensations en Allemagne ; un congrès se réunira à cet effet. En Italie, la république cisalpine s'agrandira de Modène (dont le duc recevra le Brisgau), des trois légations (Bologne, Ferrare, Romagne) et du territoire vénitien jusqu'à l'Adige. En échange, l'Autriche annexe Venise et ses possessions de terre ferme jusqu'au Pô et à l'Adige, avec l'Istrie, la Dalmatie, Raguse, Cattaro. La France prend pour elle les îles Ioniennes et les établissements vénitiens de la côte d'Albanie.

Le traité de Campo-Formio marque une déviation de la politique conçue par les hommes de la Révolution, en même temps qu'il la réalise dans une large mesure. Par les traités avec le roi de Sardaigne et avec le pape, la Savoie, Nice, Avignon reviennent à la France ; par le traité avec l'Autriche, le résultat tant désiré par la monarchie est atteint : les Pays-Bas jusqu'aux bouches de la Meuse, y compris Anvers, sont réunis à la France ; la Batavie forme une république amie. Mais tant que l'Angleterre n'a pas reconnu un tel résultat, rien n'est fait, la lutte continue. Quant aux pays de la rive gauche du Rhin, malgré l'expérience de Hoche qui avait tenté de constituer une république cisrhénane et de revenir à la tradition d'une ceinture d'États allemands amis et clients de la France, on se contente de les annexer

après les avoir foulés durant plusieurs années par des armées dénuées de tout et souvent réduites à vivre sur le pays. Le système démocratique ne rallie à la France qu'une plèbe peu nombreuse et sans influence, et quelques « amis des lumières », mais il éveille les défiances des classes dirigeantes, des propriétaires,



TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale)

du clergé. La France reparaît en Italie d'où elle était absente depuis Catinat ; elle s'y révèle avec un éclat foudroyant ; les populations vont à elle moins parce qu'elle prétend apporter la liberté que parce qu'elle est la force. Les gens d'au delà des monts sont toujours suspects au Lombard ; à Mombello, Bonaparte apparaît entouré d'une cour où se pressent tout ce que la Cisalpine compte d'esprits distingués et lettrés, mais Alfieri a déjà écrit son *Misogallo* (1793-1798). « Le temps de Charles VIII est passé, » disait Bonaparte ; mais il oubliait que les Italiens n'avaient

pas changé ; et, à peine aura-t-il le dos tourné, que son œuvre s'écroulera par l'inévitable réaction de la péninsule contre l'intrus. L'Italie du Nord est partagée entre l'Autriche et la clientèle française : compromis précaire, source de conflits prochains ; il faudra que l'un ou l'autre l'emporte. Dans l'intérêt de la France, il eût été préférable de laisser l'Autriche dominer en Italie pour l'éloigner du Rhin et de ramener l'électeur de Bavière à l'amitié française plutôt que de mutiler ses États.

La marque caractéristique du traité, c'est la direction nouvelle imprimée à la politique française vers la Méditerranée et le Levant. Cette vision a surgi dans l'esprit de Bonaparte en face de l'Adriatique, dans une méditation sur la fortune de Venise. Elle s'est précisée à Mombello. Bonaparte, tout en organisant l'Italie, promène sur les rivages d'Orient son imagination ardente à concevoir, prompte à réaliser. Il dit à Cobenzl : « La république française regarde la Méditerranée comme sa mer et veut y dominer. » Talleyrand et le Directoire encouragent ces ambitions. Il faut décider l'Angleterre à la paix. On peut la frapper soit chez elle, soit en lui fermant l'accès de la Méditerranée. La France s'établit à Corfou, fait flotter le drapeau tricolore sur les ruines du palais d'Ulysse ; Malte n'est pas loin et le Directoire prescrit à Bonaparte de chercher l'occasion de s'en emparer. On frappe à la porte de la Grèce pour la réveiller. Les souvenirs classiques se lèvent dans ces esprits imprégnés d'antiquité ; Volney fait surgir des ruines un passé qu'il serait glorieux pour la république française de ressusciter. Et, là-bas, l'Égypte se dessine dans la lumière du Levant, proie facile qui donnerait à la France la maîtrise de la Méditerranée et la route des Indes : là, on porterait à l'Angleterre un coup sensible.

L E CONGRÈS DE RASTADT ET LA MISSION DE SIEYÈS A BERLIN Le traité de Campo-Formio prévoit qu'un congrès discutera de la paix avec l'Empire. Le congrès qui s'ouvre, en décembre 1797, à Rastadt est la suite des négociations de Campo-Formio ; il en fait ressortir les contradictions et les impossibilités. Le Directoire y envoie naturellement le négociateur de Campo-Formio qui retrouve en face de lui Cobenzl. Mais Bonaparte ne se soucie pas de compromettre son prestige en de trop longs pourparlers. Il apparaît à Rastadt, avec Treillard et Bonnier, et revient à Paris, d'où il suit attentivement les négociations. Le Directoire veut obtenir la frontière du Rhin sur toute la longueur du fleuve ; les plénipotentiaires de l'Empire ne font pas difficulté de la lui accorder. Mais alors se pose la question des indemnités aux princes dépossédés, à la Prusse — conformément au traité de Bâle — et aussi à l'Autriche, car le traité de Campo-Formio stipule que, si la Prusse s'agrandit,

l'Autriche de son côté aura droit à un supplément d'indemnités. Ainsi tout le statut de l'Allemagne se trouve remis en question; le traité de Campo-Formio aboutit à une impasse. La cour de Vienne propose de chercher en Italie, aux dépens du pape, une solution qui permette de ne toucher que le moins possible à la constitution de l'Empire : l'Autriche et la république cisalpine partageraient les États pontificaux, le Saint-Siège ne gardant que Rome et sa banlieue. Le Directoire refuse, mais la question des indemnités reste en suspens et la paix n'est pas faite. A Vienne, le nouvel ambassadeur de France, Bernadotte, est menacé dans son hôtel par une foule exaspérée qui crie « Mort aux Français »; le drapeau tricolore est arraché, foulé aux pieds sans que la police intervienne (13 avril 1798) et Bernadotte quitte Vienne. De nouvelles conférences ont lieu à Seltz, en Alsace, entre Cobenzl et François de Neufchâteau, sans aboutir à une issue.

C'est à Berlin, où Frédéric-Guillaume III succède à son père le 16 novembre 1797, que se joue la partie diplomatique. Si la république, ainsi que l'ont cru Favier, Mirabeau, Danton, Sieyès

et les « amis des lumières », parvient à contracter alliance avec la Prusse, elle obligera l'Autriche à se plier à ses volontés, elle tiendra en respect la Russie, elle menacera l'Angleterre par le Hanovre, elle gagnera la partie sur le continent. Elle pourrait tenter aussi la politique contraire, celle de Bernis et de Choiseul; il suffirait de donner satisfaction à la cour de Vienne en Italie. Mais l'opinion dominante, à Paris, est en faveur de la Prusse. L'ambassadeur de France, Caillard, fait miroiter des offres tentantes, celles-là même qui deviendront plus tard réalités, le Hanovre, Hambourg, la Confédération de l'Allemagne du Nord sous la direction de la Prusse, et la couronne impériale. Il se heurte à l'indécision du roi, aux intrigues anglaises, aux menaces de Paul I^{er}, aux manœuvres de



SIEYÈS

(D'après une gravure de la Bibliothèque Nationale).

Thugut. Le roi, conseillé par Haugwitz, réserve la neutralité de la Prusse. Le Directoire tente un effort qu'il croit décisif. Sieyès lui-même, Sieyès le théoricien de l'alliance prussienne, est envoyé à Berlin, plein de confiance en son succès et en la valeur d'une doctrine politique qu'il médite depuis si longtemps (20 juin 1798) ; il est accueilli avec les plus vives démonstrations d'amitié, mais des troupes russes se concentrent près des frontières : Sieyès n'obtiendra que de bonnes paroles.

L E DIRECTOIRE ET LA SUISSE.
LE PAPE CHASSÉ DE ROME.

Les procédés du Directoire compliquent singulièrement la mission de ses ambassadeurs. C'est pendant les négociations de Rastadt et de Berlin que le Directoire détruit la vieille constitution de la Confédération suisse et attente à l'indépendance du Saint-Siège. Quelques jacobins suisses s'étaient abouchés avec des personnages influents de France, notamment avec des Alsaciens tels que Rewbell. La Suisse, d'autre part, abritait certaines intrigues royalistes et anglaises qui provoquèrent le coup d'État de Fructidor. Sans autre prétexte, Rewbell fait occuper l'Ajoie, ce district du Jura qui dépendait de l'évêché de Bâle, qui depuis a été, bien que catholique, rattaché au canton de Berne et qui s'enfonçait comme un coin en territoire français. Bonaparte, à Milan, a senti la nécessité d'être maître des routes du Simplon et du Grand Saint-Bernard, c'est-à-dire des bords du lac Léman et du Valais ; il a enlevé la Valteline aux Grisons. Comme Richelieu, il fait par nécessité une politique des routes. Un arrêté du Directoire déclare que la France prend sous sa protection les Vaudois. Partout les « patriotes » s'agitent ; ils imposent à la Suisse, avec la connivence du Directoire et l'appui d'une armée française, une constitution démocratique et unitaire. Le traité du 19 août garantit à la Suisse son intégrité territoriale et sa constitution, pourvu qu'elle accorde à la France son alliance et le droit de passage par le Simplon. Le Valais, qui était allié à la Confédération, en fera désormais partie intégrante. Mulhouse et Genève, elles aussi « alliées » de la Suisse, entrent de bon gré dans la patrie française (28 janvier-26 avril 1798). Mais la Suisse commande les routes et les eaux de l'Europe centrale ; du jour où s'y affirme la prépondérance française, l'Autriche s'alarme. Comment d'ailleurs admettre ces annexions en pleine paix qui modifient à l'avantage de la République l'équilibre de l'Europe ? L'Autriche va bientôt occuper la partie orientale de la Suisse et dominer dans les Grisons. Telles sont les conséquences d'une politique française de domination en Italie.

La cité de Calvin est devenue le chef-lieu du département du Léman ; la Rome des papes va voir les soldats de la République. Le général Duphot, venu à

Rome pour épouser Désirée Clary, belle-sœur de l'ambassadeur de France, Joseph Bonaparte, est tué au milieu d'une bagarre entre « patriotes » et soldats de la police papale, dans le palais même de l'ambassade (28 décembre 1797). Joseph Bonaparte quitte aussitôt Rome, où Berthier arrive, le 9 février, avec un corps de troupes et une constitution toute faite. Depuis les bandes huguenotes de Charles-Quint, la ville des papes n'avait pas vu d'ennemis sous ses murs. Pie VI acquiesce aux dures conditions imposées par le général et les troupes entrent pacifiquement dans Rome ; le gouvernement pontifical était respecté. Mais, quelques jours plus tard, les mêmes « patriotes » qui, partout, surgissaient pour ouvrir la route à la révolution et aux soldats français, s'agitent sur le Forum et proclament la république romaine. Le gouvernement pontifical est aboli. Généraux, soldats et « patriotes » pillent à l'envi dans la Ville Éternelle, tandis que s'égrènent sur les routes le cortège de Pie VI exilé et la fuite éperdue des cardinaux. Le pape se réfugie en Toscane, où la sagesse du ministre de France, Reinhard, l'aide à trouver un asile provisoire auprès du grand-duc. La faute que Bonaparte avait écartée en 1796, le Directoire l'a commise.

A Milan aussi, les agents du Directoire agissent en maîtres autoritaires et brutaux, imposent au gouvernement cisalpin une alliance onéreuse, « fructidorisent » les opposants. Même manœuvre à Gênes, capitale de la république ligurienne. A Turin, Guinguenê préparait une opération révolutionnaire dans le même style quand le Directoire le rappela. Mais il était évident que les jours de la monarchie piémontaise étaient comptés. Bientôt, ce sera le tour de Naples. La domination de plus en plus directe de la France, sous l'apparence de républiques alliées, s'étend sur toute l'Italie. Comment la Prusse, l'Autriche, la Russie n'en prendraient-elles pas ombrage ? Comment se fier à un gouvernement qui ourdit des révolutions dans toutes les capitales et pour qui, sous prétexte de volonté des peuples, les traités et le droit des gens paraissent lettre morte ? Contre la France révolutionnaire s'élève une clameur de haro ; les haines s'accumulent, attisées par l'Angleterre. Les ennemis de la Révolution regardent au loin vers Paul I^{er} et sur les mers où Nelson vient de détruire la flotte française à Aboukir. Pourquoi ne profiterait-on pas de l'absence de son meilleur général pour écraser enfin la France ?

L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE Dans l'histoire de la politique française, l'expédition d'Égypte n'est pas un accident, mais elle est une erreur. C'était une idée courante au dix-huitième siècle que l'Égypte deviendrait, en cas de

partage de l'Empire ottoman, le lot de la France dans la Méditerranée Leibnitz déjà désignait à Louis XIV la terre du Nil où avait combattu saint Louis. Talleyrand lisait à l'Institut, en juillet 1797, un mémoire où il célébrait les avantages de l'Égypte. Il se flattait d'ailleurs que la conquête ne serait pas inconciliable avec



PIE VI (D'après G. Eienter).

le maintien de l'entente avec les Turcs, dont l'ambassade du général Aubert-Dubayet, qui mourut malheureusement le 17 décembre 1797, avait si utilement renoué la tradition. L'Égypte n'était que nominalement possession ottomane et il ne serait pas difficile d'obtenir de la bonne volonté ou de la vénalité des hauts dignitaires de la Porte un acquiescement à l'établissement des Français au pays des Pharaons. M. François Charles-Roux, dans ses remarquables études sur les origines de l'expédition de 1798, a rappelé les relations commerciales de Marseille avec l'Égypte et, par l'Égypte, avec les Indes où Tipoo-Sahib, en lutte contre l'Angleterre, signait une promesse d'alliance avec la France pourvu que celle-ci envoyât une petite armée par la mer Rouge.

Bonaparte, maître de l'Italie, songait à l'Orient ; préparant sa marche sur Vienne, il représentait au Directoire l'effet que ferait « la prise de Trieste sur Constantinople, sur la Hongrie et sur toute l'Italie ». Au moment du traité de Campo-Formio, la marine et l'influence anglaises étaient à peu près évincées de la Méditerranée ; les Français occupaient Corfou, avaient repris la Corse, dominaient

l'Italie ; leurs alliés espagnols avaient les Baléares ; une brillante carrière méditerranéenne s'ouvrait devant eux. Mais fallait-il aller en Égypte ou, au contraire, développer la tradition d'entente avec la Porte ? Et combien l'occupation de Tunis ou d'Alger n'aurait-elle pas été plus intéressante et plus utile ?

Bonaparte avait été nommé, après la mort de Hoche, général en chef de l'armée d'Angleterre (26 octobre 1797). La tournée d'inspection qu'il fit, en février 1798, aiguilla définitivement son esprit vers le Levant ; son rapport au Directoire conclut contre le projet de descente en Irlande ou en Angleterre et préconise l'expédition d'Égypte. De fait, il était chimérique de s'imaginer que la France pourrait garder la maîtrise de la mer assez longtemps pour frapper un coup décisif dans les Îles britanniques. La politique maladroite du Directoire l'avait mis en état de guerre avec les États-Unis. La flotte de nos alliés bataves venait d'être détruite à la bataille de Camperdown (11 octobre 1797). Une action dans la Méditerranée pouvait donner, avec moins de risques, des résultats très importants. On atteindrait les intérêts anglais et on donnerait à la France une riche possession. On prendrait Malte en passant, on irait sans encombre débarquer à Alexandrie et l'Égypte serait aisément conquise. Le 5 mars, le Directoire se range à l'avis du général.

De fait, l'expédition enlève d'abord Malte, met fin à l'existence, comme puissance territoriale, du vieil ordre de chevalerie et arrive sans coup férir, bien que Nelson croisât dans la Méditerranée, à Alexandrie, le 1^{er} juillet 1798. Mais c'est à une garnison turque qu'il faut enlever la ville. Le sultan Sélim I^{er}, exaspéré, ouvre les Détroits aux vaisseaux russes, s'allie avec Paul I^{er}, déclare la guerre à la France, annule toutes les capitulations et traités (9 septembre), envoie des troupes par la Syrie vers l'Égypte. La flotte de Brueys est détruite à Aboukir, Malte est bloquée, Ferdinand de Naples s'allie aux Anglais, Port-Mahon est enlevé aux Espagnols, Corfou au général Chabot, Tunis, Alger, Tripoli déclarent la guerre à la France. Aux Indes, Tipoo-Sahib est battu et tué. D'un coup, voilà l'influence française, œuvre de longs siècles, très compromise dans le Levant. L'Angleterre domine la Méditerranée. Pour la première fois, Bonaparte fait la redoutable expérience de l'importance du *sea power*. Lui-même échoue devant Saint-Jean-d'Acre. Après le départ de son chef, Kléber continue son œuvre avec une fermeté et un esprit politique remarquables ; il établit solidement l'influence française en Égypte par son alliance avec le chef des mameluks, Mourad. Le Directoire et, après lui, le Premier Consul tentent de sauver l'Égypte en rétablissant la paix et l'amitié traditionnelles avec la Turquie. Tous les efforts se heurtent à la puissance maîtresse de la mer. Des-corches, désigné pour aller à Constantinople, ne peut dépasser Marseille. La capi-

tulation de Menou met fin à l'éphémère domination française en Égypte ; il ne surnage de ce grand naufrage que la gloire fabuleuse des soldats français et de leur jeune chef en Orient. L'occupation de l'Égypte est le premier exemple moderne d'une politique de protectorat appliquée par la France en pays d'Islam.

LA SECONDE COALITION ET LE TRAITÉ DE LUNÉVILLE

La bataille d'Aboukir rétablit la prépondérance anglaise dans la Méditerranée ; la nouvelle coalition est sortie de là ; elle est la première dont l'Angleterre prenne la direction et dont sa flotte forme le lien. Les Espagnols et les Hollandais, liés à la France par les traités d'alliance de Saint-Ildefonse (19 août 1796) et de La Haye (16 mai 1795), perdent eux aussi leur puissance navale et la plupart de leurs colonies. Nos ports sont bloqués, et déjà se fait sentir la cherté des denrées coloniales. L'Italie, par sa constitution géographique, subit directement l'influence de la marine dominante dans la Méditerranée ; Nelson est l'agent le plus actif de l'expulsion des Français d'Italie. Dès lors qu'elle est brisée sur les mers, la puissance française est fragile et l'œuvre de Campo-Formio précaire. L'Autriche se sent maintenant épaulée par Paul I^{er}, qui brûle de s'illustrer, de venger l'injure faite à l'ordre de Malte dont il est le grand-maître et de chasser les Français du bassin oriental de la Méditerranée pour y établir la puissance russe. Sa diplomatie agit fortement à Berlin et cherche à vaincre les hésitations de Frédéric-Guillaume III ; il devient l'âme de la coalition.

L'empereur et le baron de Thugut n'attendaient qu'une occasion pour agir ; elle vint d'Italie. La tradition des Habsbourg est que « la sérénissime Maison impériale » peut acquérir de nouvelles terres, mais n'en doit jamais perdre sans compensations. Elle aurait pu accepter la perte des Pays-Bas et du Luxembourg qui l'induisaient à des guerres et à des dépenses, si la France avait ouvert à son activité d'autres horizons. Mais les victoires de Bonaparte et le traité de Campo-Formio l'expulsent d'Italie, tandis que la Russie menace d'intercepter les avenues de l'Orient. L'Europe où, à cette époque, l'idée de justice se traduit par égalité dans la spoliation des faibles et qui avait assisté aux partages de la Pologne et à l'établissement de la domination britannique sur les mers et dans les colonies, aurait jugé équitable et naturel, pour le maintien de l'équilibre, que la France reçût aussi ce que la diplomatie moderne nommerait ses « apaisements » : la Belgique, la rive gauche du Rhin, la Savoie. Mais qu'elle prétendît y joindre la prépondérance en Italie et dans la Méditerranée, c'était trop, c'était le déséquilibre.

L'Italie a exercé, depuis le quinzième siècle, une puissante attraction sur la

France et l'Autriche ; longtemps elles s'en sont disputé la domination et les avenues. Une idée confuse de suprématie s'attachait à la possession de l'Italie, terre des Césars et des papes. C'était une tradition de la diplomatie française, reprise notamment au dix-huitième siècle par Chauvelin et par le Pacte de famille, d'éliminer d'Italie l'influence de l'Autriche. La voici qui reparaît chez Bonaparte ;



ASSASSINAT DES PLÉNIPOTENTIAIRES FRANÇAIS A RASTADT (1799)

(Gravure d'Helman, Cabinet des estampes).

le prestige du nom romain agit sur son cerveau corse. La première campagne d'Italie détermine sa carrière et fonde sa légende. Des succès au fond de la Thuringe ou sur la Sambre n'auraient jamais eu le retentissement populaire de ces victoires lombardes ; Hohenlinden, Hochstaedt sont moins sonores que Rivoli ou Marengo. L'Italie est devenue le théâtre des exploits de Bonaparte, le lieu de sa gloire ; il ne peut plus l'abandonner.

Bonaparte, durant son proconsulat de 1797, avait gardé, envers la population, des ménagements ; les militaires qui vinrent après lui appliquèrent brutalement la politique jacobine d'envahissement et de révolution qui plaisait au

Directoire : république ligurienne à Gênes, république romaine dans les États du pape, république parthénopéenne à Naples. Le roi Bourbon de Naples, Ferdinand IV, se retire en Sicile avec la reine et son amant tout-puissant, l'Irlandais Acton. Mais Marie-Caroline est la sœur de l'empereur ; nouveau grief qui s'ajoute à ce pullulement d'un essaim de républiques dont la ruche mère est la France. L'état d'équilibre en Italie, principe du traité de Campo-Formio, est rompu. L'Autriche s'enhardit ; elle occupe les Grisons d'où elle menace la Lombardie ; appuyée par la Russie, elle déclare la guerre, et voilà que les châteaux de cartes républicains s'effondrent. Même la Cisalpine et le Piémont, irrités des exactions et des violences des généraux, s'agitent derrière les armées de la République : le maître haïssable, pour l'Italien, c'est toujours celui qui est là. L'apparition de Souvarov en Lombardie donne plus d'accent à la guerre ; une armée russe en Italie, voilà une nouveauté qui montre tout le prix que la coalition attache à chasser les Français de Milan. Les soldats du tsar viennent en Occident comme champions des aristocraties, de l'équilibre et de la morale contre les « athées républicains ». Les armées du Directoire subissent, en Italie, quatre défaites graves ; sur les Alpes et sur le Rhin, la France est ramenée à 1796, aux frontières naturelles. Cependant Masséna arrête l'invasion par une grande victoire en Suisse, et Brune, en Hollande, rejette les Anglo-Russes à la mer.

C'est le moment où Bonaparte revient d'Égypte. C'est le moment aussi où se dessine sa carrière et où achèvent de se former les idées qui vont diriger sa politique. Le spectacle de ce qui s'est passé durant son absence, la destruction rapide de son œuvre de 1797, éclairent son jugement lucide et positif. Les peuples ne sont pas une matière malléable à volonté ; les conquérants ont la faculté d'en disposer, mais leur intérêt est de les ménager, de respecter leurs mœurs, leurs croyances. Les acclamations des villes, comme celles qui ont salué Bonaparte à Milan, sont fallacieuses ; les peuples ont été un moment satisfaits de voir disparaître les vieilles perruques, mais ils s'aperçoivent que la France révolutionnaire s'appuie sur la canaille ; on dit « les brigands » en parlant des Français et de leurs amis. En Italie, les aristocrates n'ont pas perdu toute influence sociale ; le clergé a gardé son autorité sur un peuple très attaché à ses croyances traditionnelles ; les dynasties, dont l'autorité était paternelle, n'étaient point haïes. On ne fondera pas la suprématie française sur le désordre. Bonaparte représentera donc l'autorité créatrice d'ordre ; il sera l'ordre. Il ménagera les aristocraties dont l'appui est un atout dans le jeu de l'Angleterre. Il gagnera les sympathies du clergé, il fera un accord avec le pape. Il est paradoxal de gouverner contre toutes les forces

sociales. Quand Bonaparte revient d'Égypte, c'est le général qui lui a donné la paix avec la gloire que la France acclame, à qui Paris fait fête ; on espère en lui parce qu'il est l'homme d'Arcole et de Rivoli, mais surtout parce qu'il est l'homme de Campo-Formio. Les frontières sont menacées : voici le victorieux. La France épuisée d'impôts et d'anarchie a besoin de paix : voici le pacificateur.

La paix, après Brumaire, le Premier Consul la promet dans ses proclamations, dans ses discours : « Français, vous désirez la paix. Votre gouvernement la désire avec plus d'ardeur encore... Le Premier Consul a promis la paix. Il ira la conquérir à la tête des guerriers qu'il a plus d'une fois conduits à la victoire. » Il jure de ne combattre que pour le bonheur de la France et le repos du monde. Mais la France est en guerre, une guerre que Bonaparte n'a ni provoquée, ni voulue. L'hiver 1800 est le moment où il regarde le monde en chef de gouvernement, cherchant sa voie ; c'est l'instant décisif, l'aiguillage. Non pas que Bonaparte se soit, à cette heure, forgé un système ; son esprit est trop pénétrant et souple pour s'embarrasser de formules ; il se laisse éclairer par les événements. Le gouvernement, l'action diplomatique ne sont pas différents des batailles qu'il est accoutumé de gagner ; l'essentiel est de juger vite et sainement de la situation réelle, de prévenir l'adversaire et de faire naître, avant lui, l'événement d'où sort la décision. L'histoire, c'est la double réaction de la volonté des individus, des chefs, sur les situations et des situations sur l'intelligence des chefs. Quand il s'agit d'un chef tel que Napoléon, l'influence du facteur personnel est capitale. Aussi est-il assez vain de se demander si, à ce moment, Bonaparte a voulu la paix ou la guerre ; il trouvait la guerre et son métier était de la faire. Il la fera avec tous ses moyens, mais il la fera pour arriver à la paix qui est l'objet de toute guerre. Aucun Français, à cette époque, n'aurait accepté n'importe quelle paix ; on s'était complu à l'idée que la France est la « grande nation » et qu'à elle doit appartenir « l'empire ».

Bonaparte, avant d'aller prendre le commandement de l'armée qu'il organise à Lyon, conduit une campagne diplomatique bien conçue qui doit donner, à défaut de la paix, l'adhésion de l'opinion nationale à un nouvel effort militaire. Le Premier Consul lance en Europe des coups de sonde, ou plutôt il envoie des reconnaissances qui le renseigneront sur la disposition du champ de bataille. Sous prétexte de négocier un échange de prisonniers, l'ambassadeur à Berlin, Otto, est envoyé à Londres muni d'instructions rédigées par Talleyrand qui, revenant à ses conceptions de 1790, n'a pas perdu l'espoir de fonder l'équilibre et la paix sur une alliance franco-anglaise. Bonaparte, plus réaliste, cherche surtout à obtenir un

armistice qui lui permettrait de ravitailler Malte et l'Égypte. Lord Grenville répond à ses ouvertures. Pitt, au Parlement, explique pourquoi il ne veut pas la paix ; il n'a pas confiance en la France ni en son gouvernement : *pacem nolo quia infida*. A Vienne, le baron de Thugut, espère pousser ses succès de 1799 jusqu'à la défaite de la France et sa renonciation à la rive gauche du Rhin ; il répond par des propositions insolentes à la lettre de Bonaparte qui offre de traiter sur la base de Campo-Formio. L'archiduc Charles, partisan de la paix, est remplacé à la tête des armées par le maréchal Kray. La capitulation de Vaubois à Malte (5 septembre 1800) et de Menou en Égypte a une conséquence inattendue. Grand



BONAPARTE

(Crayon de Dutertre, exécuté au moment de l'expédition d'Égypte. Collection Larrey).

maître de l'ordre de Malte, Paul I^{er} demande vainement au cabinet de Londres de lui remettre sa conquête que celui-ci, bien entendu, entend garder. Il n'admet pas non plus que l'influence anglaise s'établisse en Égypte. Mécontent de ses alliés, il retire ses troupes et son enjeu et, bientôt, il va se rapprocher de Bonaparte. Quant au roi de Prusse, il tergiverse toujours. Il faut lire dans la publication allemande de P. Bailleu, les piteuses instructions qu'il donne à ses ambassadeurs. Après les défaites des Français en Italie, il est prêt à se jeter dans les bras de l'Autriche, il réclame Clèves et ses terres de la rive gauche du Rhin ; mais après

la victoire de Masséna et le 18 Brumaire, il revient, sous l'influence d'Haugwitz, à des velléités d'accord avec la France. Il fait grand accueil à Duroc, puis au général Beurnonville ; il demande qu'on lui adresse des propositions, il est prêt à s'unir à la France, mais il voudrait recevoir beaucoup et ne rien donner. Il brûle de s'agrandir en Allemagne, de mettre la Prusse à la tête d'une confédération des États du Nord, mais il ne voudrait ni déplaire à la Russie, ni se brouiller avec l'Autriche. Il y a aussi le Hanovre ; là seule pensée que la France pourrait le lui offrir le comble d'aise et, en même temps, le jette dans les transes, tant il craint d'offenser le roi d'Angleterre. Ce mélange de pusillanimité et d'avidité inspire le mépris à tous les cabinets d'Europe. Il dépasse les bornes où la prudence devient duplicité. Son alliance avec la France aurait pu forcer l'Autriche et même l'Angleterre à la paix. Rien n'est capable de le décider.

Le Premier Consul fera donc la guerre. Après Marengo, l'empereur François se résigne à traiter ; Thugut est disgracié et remplacé par Louis de Cobenzl. Les

pourparlers commencent, mais l'Autriche prétend ne traiter que d'un commun accord avec les Anglais qui ont signé avec elle le traité d'alliance et de subsides du 20 juin 1800. La négociation, menée à Paris par Saint-Julien et Neipperg, dont les concessions sont désavouées à Vienne, met en relief les dispositions conciliantes du Premier Consul. Les conférences commencent à Lunéville, entre Joseph Bonaparte, assisté de Laforest, et Cobenzl. Pour la rive gauche du Rhin acquise à la France, l'Autriche ne fait pas de résistance ; tous les efforts de sa diplomatie visent à obtenir de larges compensations en Italie. Ce n'est qu'après Hohenlinden (3 décembre) que les plénipotentiaires de l'empereur admettent de négocier pour l'Autriche et l'Empire seuls, à l'exclusion de l'Angleterre. Il faut l'occupation de la Toscane et la menace imminente d'une attaque de Brune sur la Vénétie pour ébranler la résistance de l'empereur. Si les Français passent l'Adige, les frontières de l'Autriche seront reportées aux Alpes : « L'Autriche pourrait se considérer comme entièrement expulsée de l'Italie. »

Cette fois, l'empereur cède. Cobenzl signe le traité de Lunéville le 9 février 1801. L'empereur traite pour les États héréditaires et pour le « corps germanique », c'est-à-dire l'Empire. Bonaparte avait gardé mauvais souvenir du congrès de Rastadt et entendait en finir d'un coup. Les résultats de Campo-Formio sont confirmés, mais avec plus de précision. Le Rhin est la frontière de la France jusqu'à son entrée en territoire batave. C'est donc enfin l'aboutissement intégral de toute la politique de l'Ancien régime et de la Révolution. Si la France, alors, ne s'était pas trouvée engagée en Italie, au delà de ses « limites naturelles », peut-être eût-elle réussi à faire admettre elle-même, par l'Angleterre, le Rhin comme sa frontière. Mais Bonaparte avait dit que la France dominerait dans la Méditerranée, qu'elle regarde comme « sa mer ». Ce sont là des paroles que l'Angleterre n'oublie pas. L'abandon de l'Italie aurait paru, aux Français de cette époque, une concession inacceptable. L'influence dominante dans la péninsule, l'ancienne monarchie l'avait aussi cherchée. Abandonner l'Italie, n'était-ce pas la livrer à l'Autriche, avec ses ports et ses îles et, par suite, à l'Angleterre qu'il restait à vaincre ? Engrenage d'où Bonaparte ne s'évadera plus. Il cherchera successivement toutes les solutions : paix avec l'Angleterre, alliance russe, alliance prussienne, alliance autrichienne, empire continental en face de l'hégémonie maritime.

Bonaparte déclare, dans un message du 13 février, que les républiques batave, cisalpine, ligurienne, jouiront d'une véritable indépendance ; mais comment ne subiraient-elles pas l'ascendant du vainqueur ? La France règle les destinées de l'Italie centrale. La Cisalpine s'agrandit des Légations. La Toscane est

donnée à l'infant de Parme, gendre du roi d'Espagne, avec le titre de roi d'Étrurie : manœuvre politique qui affermit l'alliance avec l'Espagne confirmée par le nouveau traité de Saint-Ildefonse (1^{er} octobre 1801). La France acquiert la Louisiane. Le principe des indemnités à trouver en Allemagne au moyen des sécularisations, pour l'Autriche et pour le grand-duc de Toscane, est maintenu. Le duc de Modène aura le Brisgau. Bonaparte va implanter l'influence française en Italie par une politique de ménagements ; il y fait l'essai du Concordat qu'il médite de conclure pour la France. Si Anvers et la Hollande sont l'obstacle à la paix maritime, la domination sur l'Italie est l'obstacle à la paix continentale.

TALLEYRAND ET LA RÉORGANISATION DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les mois qui suivent la paix de Lunéville sont l'époque critique de la carrière de Napoléon. Il cherche sa voie et observe l'horizon. Il est le contraire d'un homme à système ; il inclinerait volontiers du côté de la paix, il la cherche, mais dans le cadre que toute l'opinion éclairée de son temps juge seul acceptable. Il s'agit, en 1801, de refaire le pays et le gouvernement, de les équiper pour une longue carrière de puissance et d'expansion. La réorganisation du ministère des Affaires étrangères est une partie de cette grande œuvre ; elle s'opère, sous l'inspiration du Premier Consul, par l'action de Talleyrand. La longue administration de Vergennes a peuplé le département des Affaires étrangères d'un personnel d'élite, nourri de la tradition diplomatique du grand siècle transmise par Choiseul à Vergennes. Ces modestes et admirables « commis », dont Frédéric Masson s'est fait l'historien en son livre *Le département des Affaires étrangères pendant la Révolution*, furent naturellement mal vus des agités qui voulaient « sansculottiser » les Affaires étrangères, et plusieurs payèrent de leur tête leur zèle au service. Mais la tourmente en épargna quelques-uns : Maret, le futur duc de Bassano, entré au département sous la protection de Vergennes ; l'alsacien Reinhard, dont Talleyrand, peu de jours avant de mourir, prononcera, à l'Académie des sciences morales, cet éloge qui est un morceau achevé d'éloquence classique et qui dépeint l'image du diplomate accompli ; Miot, La Besnardière, Hauterive : ils ont transmis à l'entourage de l'empereur la tradition des grands ministres de la monarchie. C'est là un fait capital. Talleyrand, revenant des États-Unis, trouve à Hambourg Reinhard, naguère collaborateur de Dumouriez, qui fréquentait là les anciens membres de « la faction d'Orléans », c'est-à-dire les partisans d'une entente avec l'Angleterre. A Paris, il se hâte de rameuter ces fins limiers de la diplomatie. Il devient le chef et le réorganisateur de ces bureaux qui fournissent à sa

lucide nonchalance les éléments dont elle s'éclaire. Par le comte d'Hauterive se transmet la tradition directe de Choiseul, dont Barthélemy, le négociateur de Bâle, avait été le protégé. L'exilé de Chanteloup avait prédit à l'abbé de Périgord et à Hauterive leur future collaboration : « Dans mon ministère, disait-il, — rapporte Artaud de Montor dans sa belle *Vie du comte d'Hauterive*, — j'ai toujours plus fait travailler que je n'ai travaillé moi-même. Il ne faut pas s'enterrer sous les papiers ; il faut trouver des hommes qui les débrouillent. Il faut gouverner les affaires d'un geste, d'un signe ; mettre la virgule qui décide le sens. Un galant homme qui a de l'esprit se contente du second rôle auquel il faut laisser aussi de la dignité. » Ce fut la méthode de Talleyrand. Reinhard d'abord, comme ministre des Affaires étrangères en juillet 1799, puis Talleyrand lui-même, ministre après le 18 Brumaire, procèdent au nettoyage des bureaux et à la reconstitution des services ; ils mettent au point l'instrument excellent qui, jusqu'à nos jours, n'a guère été remanié. Mais cette bureaucratie de grands commis, conservatrice de la tradition, gardienne vigilante et souvent hautaine des principes, a les défauts de tous les grands corps où parfois la tradition devient routine ; elle n'arrivera pas à suivre le rythme de la pensée napoléonienne, pas plus que l'empereur ne réussira à enfermer son imagination créatrice dans le cadre des formules du département. Après 1800, il est déjà trop tard pour rentrer dans les bornes de la vieille politique. De là les heurts entre l'empereur et le personnel des Affaires étrangères, Talleyrand en tête ; ils ne voient pas que le problème ne peut plus trouver une solution d'équilibre, qu'il faut tailler dans le vif et faire du neuf. Napoléon s'irrite de leur timidité, et eux, du haut de leur sagesse un peu courte, condamnent son « ambition ».

LE GRAND PROJET D'ALLIANCE FRANCO-RUSSE (1800-1801)

Or, en 1800 et 1801, les plus brillantes, les plus vastes perspectives d'avenir s'ouvrent devant le Premier Consul ; il touche du doigt le but : obliger l'Angleterre à mettre les pouces, établir la paix sur le continent. Paul I^{er} est exaspéré de l'échec de ses armées en Suisse et en Hollande et l'attribue, non sans raison, à l'impéritie du Conseil aulique de Vienne et à l'appui insuffisant de l'armée anglaise ; divers incidents, dont l'affaire de Malte, portent au comble son irritation. La personnalité de Bonaparte le séduit ; il a hâte de s'aboucher avec lui. La nouvelle de Marengo est bien accueillie à la cour de Pétersbourg ; des pourparlers commencent à Berlin entre les ambassadeurs de France et de Russie. Le tsar n'admet pas les procédés arbitraires de l'Amirauté qui arrête les bateaux neutres sous prétexte que la France

et ses alliés sont en état de blocus ; il renouvelle l'acte de neutralité armée qui avait alarmé l'Angleterre pendant la guerre d'Amérique et s'occupe de constituer une Ligue des neutres avec les cours du Nord, Prusse, Suède, Danemark. Des négociations extrêmement intéressantes s'ouvrent à Paris où arrive Kolytchef. Bonaparte offre de reconnaître Paul I^{er} comme grand maître de Malte et souverain de l'île, d'indemniser le roi de Sardaigne ; en Italie, il respectera Naples, en Allemagne, le Wurtemberg ; par la double entremise de la France et de la Russie, des indemnités seront accordées aux princes dépossédés en Allemagne. Telle sera la liquidation du passé. Une fois la paix rétablie, la France et la Russie alliées attaqueront les Indes : une armée russe, par Khiva, Boukhara, atteindra le haut-Indus ; une armée franco-russe, sous Masséna, par la mer Noire, la Caspienne, Hérat et Candahar arrivera sur le bas-Indus. Tout est prévu et préparé. Il s'agit, en somme, d'un partage d'influence en Europe et en Orient, la Russie prenant pied dans la Méditerranée, gardant le Caucase, la Perse et les Indes, la France l'Égypte et la Syrie. On n'avait pas parlé de Constantinople. Le projet était très sérieux et le génie de Bonaparte était de taille à le mener à bien. Quel rêve ! Déjà le rêve devient réalité. Louis XVIII quitte Mittau. La Prusse se dispose à céder à la pression franco-russe. L'Angleterre s'alarme ; Parker et Nelson attaquent en pleine paix la flotte danoise à Copenhague le 2 avril 1801.

Mais voici que tout s'écroule ! Le 24 mars, Paul I^{er} est assassiné : conjuration de palais à laquelle ne s'oppose pas le prince héritier Alexandre. L'argent anglais était-il du complot ? Bonaparte l'a cru et le fait est aussi vraisemblable qu'il est naturel qu'on n'en ait pas trouvé la preuve. *Is fecit cui prodest* : l'axiome est parfois menteur. Ce qui est certain, c'est qu'il existait à la cour une faction anglaise, que l'ignoble Platon Zoubof, le dernier amant de Catherine, son frère Nicolas Zoubof et leur sœur en étaient l'âme, que cette dernière était en relations avec l'ambassade d'Angleterre. Ce crime a retourné la situation européenne, rendu la paix plus difficile, avivé contre l'Angleterre le ressentiment français. Tout aussitôt, l'Angleterre recueille les bénéfices. Alexandre I^{er} se hâte d'écrire une lettre à George III et de signer, le 17 juillet 1801, un compromis par lequel, moyennant quelques satisfactions de forme, il abandonne le principe de la neutralité armée et le projet de Ligue des neutres. La Suède et le Danemark font la paix. L'Angleterre l'emporte dans l'Europe du Nord. Le duel devient plus serré, plus âpre. L'assassinat de Paul I^{er} et la destruction de la flotte danoise inspirent à Bonaparte des sentiments de haine et de mépris. Il se rend compte qu'entre lui et l'Angleterre il s'agit d'une lutte à mort. Mais, pour attaquer l'Angleterre chez elle, il faut être maître de la

mer, et c'est impossible avant plusieurs années ; ou bien il faut « surprendre le passage » et c'est bien aléatoire. Alors, peut-on trouver un système qui permette d'unir le continent contre l'île ? Quelles alliances s'offrent à la France ?

L A PAIX AVEC LA RUSSIE ET L'ANGLETERRE La ruine du grand dessein méditerranéen et oriental qui, en Italie d'abord, puis en Égypte et, surtout, au cours des négociations avec Paul I^{er}, occupe l'esprit de Bonaparte, précipite la paix générale. Après l'assassinat du tsar, le Premier Consul tente de raccrocher la négociation avec Kolytchef à Paris et par Duroc envoyé à Pétersbourg : c'est en vain. Non seulement l'alliance est impossible, mais la paix même devient difficile et le nouveau tsar pousse la Prusse à rester sur la réserve. Puisque le tsar et le roi de Prusse se dérobent à toute alliance, il ne reste qu'à achever la pacification générale en traitant avec la Russie et l'Angleterre. Les dates sont, ici, très significatives. Les négociations avec l'Angleterre commencent, par l'initiative du cabinet britannique, le 21 mars 1801, trois jours avant l'assassinat de Paul ; c'est la crainte d'une alliance franco-russe qui produit son effet. Les propositions de Bonaparte sont d'abord inacceptables tant qu'il espère amener à ses desseins le nouveau tsar. Pour le Premier Consul et pour la France, les deux négociations ont la même signification : renonciation, pour obtenir une pacification générale, à la domination méditerranéenne et aux grands rêves du Levant.

Les négociations avec l'Angleterre sont suivies parallèlement à celles avec la Russie ; l'incidence des unes sur les autres est constante. Bonaparte se hâte d'achever en Europe le système français tel qu'il le conçoit, puis, faisant la part du feu, il se résigne à l'accord avec l'Angleterre. A Londres, le ministère Addington, où Hawkesbury (plus tard lord Liverpool) est chargé des Affaires étrangères, adopte une politique de paix, avec l'assentiment de Pitt et de Grenville ; il offre de laisser à la France l'Égypte, l'Angleterre gardant Malte, la Martinique, la Trinité, Ceylan, le Cap, la Guyane, les cinq comptoirs de l'Inde. Le marché, s'il avait été conclu sans délai, pouvait être acceptable ; mais les pourparlers traînèrent et les circonstances, en Russie et en Égypte, devinrent de moins en moins favorables à la France. L'entente se fait sur les bases suivantes : l'Égypte à la Porte, Malte à l'Ordre des Chevaliers protégé par une puissance autre que la France ou l'Angleterre, Ceylan et la Trinité à l'Angleterre ; les Français évacueront les places du royaume de Naples, les Anglais l'île d'Elbe ; l'Espagne gardera le district portugais d'Olivenza. Les préliminaires sont signés à Londres par Hawkesbury et Otto le 1^{er} octobre. Huit jours après, Bonaparte signe avec la Russie. Le traité de

Paris, instituant la Russie médiatrice entre la France et la Porte, paraît abandonner Constantinople à l'influence russe. Le tsar, lui, prétend s'occuper de l'Italie et de l'Allemagne ; il prélude déjà au rôle, flatteur pour son amour-propre, de protecteur de l'ordre et de l'équilibre européen. Le lendemain de la signature, le Premier Consul conclut des préliminaires de paix avec la Turquie. En Égypte, Menou a capitulé le 30 août ; les derniers espoirs de Bonaparte en Orient s'évanouissent ; les préliminaires de Paris restituent l'Égypte au sultan ; les Sept-îles sont reconnues indépendantes sous la protection de la Russie et de la Porte ; les anciens traités entre la France et la Turquie sont remis en vigueur. C'était la paix générale. La joie fut plus vive encore en Angleterre qu'en France, car les Anglais, en guerre avec l'Europe occidentale, se trouvaient pratiquement exclus du continent, murés dans leur brouillard ; ils débarquèrent aussitôt nombreux, avides de voir Paris, le soleil et Bonaparte.

La transformation des préliminaires en paix définitive fut très difficile ; les négociations poursuivies à Amiens entre Joseph Bonaparte, dirigé de Paris par Talleyrand, et lord Cornwallis, durèrent six mois. Chaque jour, se révélaient les empiétements de la France sur le continent et les projets d'expansion coloniale que Bonaparte se préparait à réaliser à la faveur de la paix. On chicana surtout sur Malte que les Anglais entendaient s'arranger pour garder. L'évacuation devait se faire dans les trois mois après la ratification du traité ; mais la restauration de l'Ordre fut entourée de tant de conditions préalables qu'elle devenait improbable. Les derniers pourparlers furent très aigres. Enfin le traité d'Amiens fut signé le 25 mars 1802.

En Angleterre, les hommes d'État dirigeants savaient qu'ils ne concluaient qu'une trêve. Aucune force ne pouvait amener un gouvernement britannique à reconnaître définitivement Anvers comme siège de l'une des six préfectures maritimes françaises, les républiques batave, ligurienne, italienne comme dépendances de la république française. L'Angleterre traitait par lassitude, détresse financière, gêne économique, mais surtout disette d'alliés. Le *sea power* est inopérant lorsque s'organise, en face de lui, une puissance ou une ligue de puissances continentales qui ferme les marchés et les ports et ne lui laisse que les eaux et les îles. En 1801, l'Autriche s'est retirée de la lutte, la Prusse se cramponne à sa neutralité, la Russie, avec Paul, penche du côté de la France et, avec Alexandre, du côté de la paix. Le reste est territoire français ou lié au système français. L'Angleterre ne trouve plus le soldat continental dont elle a besoin. La motion qui accompagne le vote du traité par le Parlement britannique est significative.

Le Parlement approuve le traité, mais il met son entière confiance en la sagesse et la vigilance de Sa Majesté pour prendre toutes les mesures qui pourront être nécessaires dans le cas où les affaires publiques prendraient une tournure plus favorable et promet que, dans ce cas, le Parlement et la nation soutiendront Sa Majesté aux dépens de leur vie et de leur fortune, avec le zèle et la loyauté dont ils ont fait preuve dans la dernière guerre.

Il était impossible de dire plus clairement que la paix d'Amiens était provisoire et que, dès que soufflerait un vent favorable, le vaisseau britannique reprendrait la lutte jusqu'à la mort ou la victoire.

Ainsi averti, le Premier Consul a-t-il pu croire durable le traité d'Amiens? Sans doute, car s'il n'avait pas gardé cette confiance, il aurait fait des préparatifs de guerre contre l'Angleterre. On s'est demandé si Napoléon a sincèrement voulu la paix. M. Arthur-Lévy, dans *Napoléon et la paix*, a présenté des arguments solidement appuyés de faits pour montrer l'empereur subissant contre son gré les guerres où, finalement, sa fortune sombra avec celle de la France. Le débat est assez vain. L'imagination impétueuse de Napoléon l'entraîne aux vastes conceptions, mais son expérience de la guerre discipline les envolées de sa pensée ; c'est sur le champ de bataille, en face des réalités, qu'il prend ses décisions : « on s'engage, et puis on voit. » Il sait que c'est plus encore le pacificateur que le vainqueur que les Français ont acclamé en lui ; il a certainement souhaité la paix et cru prendre les mesures nécessaires pour l'assurer à son pays, tout en le maintenant au faite de la puissance. C'est l'enchaînement d'événements dont le contrôle n'est pas en son pouvoir qui l'a entraîné à des guerres qui s'engendrent l'une l'autre. Mais le champ de la lutte diplomatique est plus vaste, plus accidenté que le champ de la bataille napoléonienne ; certains éléments échappent à la vision du chef, notamment la part des traditions, nées elles-mêmes de nécessités permanentes, qui ramènent la politique des peuples à sa direction originelle comme une étoffe à ses premiers plis.

Ni Bonaparte, ni les hommes de son temps n'ont compris la Grande-Bretagne et le véritable caractère national de son duel contre la Révolution française. Le Premier Consul, après la paix avec la Russie et avec l'Angleterre, a cru la pacification générale assurée pour longtemps. Toute son application, tous ses projets d'alors se rapportent à l'organisation de la république et de l'empire français — ces deux mots n'ont rien de contradictoire dans le langage du temps, — dans le haut état de puissance et de gloire que ses victoires ont assuré à la France. C'est dans cet ensemble de réalisations hardies, de constructions solides qu'il convient de replacer les traités d'Amiens et de Paris, la création de la république italienne

et surtout le Concordat, signé le 16 juillet 1801, c'est-à-dire peu de temps avant les préliminaires de paix avec l'Angleterre. Malgré l'assassinat de Paul et la réserve d'Alexandre, le Premier Consul n'a pas renoncé à établir la paix de l'Europe d'accord avec la Russie, dont le concours lui paraît nécessaire pour obliger l'Angleterre à observer ses engagements. Ces vastes desseins de consolidation française et d'organisation européenne occupent ces belles années 1801, 1802, 1803, où la France, sous la forte main du Premier Consul, discipline sa jeunesse rénovée, canalise la sève qui déborde de son cœur et monte à son cerveau, assied sa puissance, pacifie les esprits et sourit à son avenir.

L'OPTION ENTRE L'AUTRICHE ET LA PRUSSE. — LE RECES DE LA DIÈTE DE RATISBONNE (25 FÉVRIER 1803) De quel côté la France pourrait-elle, si la guerre maritime venait à reprendre, trouver des alliances? Des deux monarchies bourbons, grotesques fantoches que leurs femmes ridiculisent, celui d'Espagne est l'allié de la république, l'autre, celui de Naples, est entraîné vers l'Angleterre par le favori de la reine. Mais quel parti vont prendre les deux monarchies allemandes, celle de Vienne et celle de Berlin? La tradition de la Révolution porte Bonaparte vers la Prusse; il a lu Favier, Raynal, écouté Sieyès; c'est vers la Prusse qu'il se tourne. Frédéric-Guillaume III y règne; c'est un jeune prince de trente-deux ans, honnête homme candide, sans expérience, timide, hésitant. « Il avait, sur les grands rapports de l'État, écrit son secrétaire Lombard, des idées avec lesquelles il aurait gouverné des anges plutôt que des hommes. Tous ces calculs lointains de la politique, qui sacrifient le présent à des intérêts futurs peut-être incertains, répugnaient à son sens moral. » Souverain, en vérité, peu fait pour régner sur les États de Frédéric II et tenir tête à Napoléon. « Avec les idées modestes d'un prince de troisième ordre, il avait toutes les susceptibilités d'un souverain du premier. » Des deux conseillers qui se succèdent dans sa faveur, l'un, Haugwitz, penche vers l'alliance française, l'autre, Hardenberg, croit que toute l'Europe devrait s'unir pour mettre un frein aux empiétements de la France. L'un et l'autre se retrouvent d'accord pour ne pas laisser échapper l'occasion d'agrandir la Prusse.

Le traité de Bâle promettait à la Prusse des indemnités pour les territoires qu'elle avait perdus sur la rive gauche du Rhin; une entente avec la France pouvait seule lui assurer un accroissement considérable. Le roi et les ministres voulaient bien se garnir les mains mais, refusaient de se les lier. Haugwitz disait : « Nous avons la Russie à ménager, l'Autriche dont il faut nous garder, la France à aimer. » Les projets de Paul I^{er} firent trembler la monarchie prussienne qui fut sur le point de se

jeter dans les bras de la France ; mais quand, en juin 1802, Alexandre eut passé quelques jours à Memel en compagnie des souverains de Prusse et que des liens d'amitié confiante se furent établis entre le jeune tsar, le jeune roi et la reine Louise-Amélie, on s'attacha à garder la neutralité pour mieux profiter de tous les côtés. Servir de trait d'union entre le grand empire de l'Est et celui de l'Ouest et profiter de l'occasion pour arrondir la Prusse, obtenir du roi d'Angleterre la cession du Hanovre, devenir dans une Allemagne régénérée l'État directeur et prépondérant, tel est le rêve de la cour de Potsdam (1). Mais cette politique ambiguë ne suffit pas au Premier Consul ; la Prusse est, à ses yeux, une petite puissance ; il la grandira si elle se donne à lui sans réticences ni réserves, si elle reste insensible aux caresses du tsar comme à l'or de l'Angleterre ; sinon il la brisera.

La question des indemnités promises, en Allemagne, par les traités de Bâle et de Lunéville, à la Prusse et à l'Autriche est pour Bonaparte l'occasion d'opter. Les sécularisations de principautés ecclésiastiques étaient en elles-mêmes une erreur à laquelle le système révolutionnaire entraînait la France, car les princes ecclésiastiques et les villes libres étaient des voisins inoffensifs, souvent les fidèles clients de notre influence. Mais, en 1802, des engagements étaient pris qu'il ne s'agissait plus que de réaliser. Bonaparte peut y trouver soit l'occasion d'un rapprochement avec l'Autriche, soit le moyen de gagner la Prusse à son alliance. Il choisit la Prusse. Il a cependant le sentiment qu'il est dangereux de la rapprocher du Rhin et lui offre d'abord des terres épiscopales en Franconie, ou le Mecklembourg dont les ducs seraient établis en Westphalie ; Frédéric-Guillaume refuse la première combinaison qui l'aurait mis aux prises avec l'Autriche, et les ducs de Mecklembourg rejettent la seconde. Après la paix d'Amiens, Bonaparte se montre plus accommodant et consent à indemniser la Prusse en Westphalie. Par le traité du 23 mai 1802, signé à Paris entre Lucchesini et le général Beurnonville, la France, d'accord avec la Russie, s'engage à faire obtenir à la Prusse les évêchés de Paderborn et Hildesheim, celui de Münster jusqu'à l'Ems, six grandes abbayes et trois villes libres dont Erfurt. Le prince d'Orange, ex-stathouder de Hollande, aura Fulda et Corvey. C'est peu, en regard des convoitises prussiennes ; c'est beaucoup si l'on considère que la Prusse a perdu quelques lambeaux de terre éloignés et qu'elle acquiert, au cœur de l'Allemagne, de beaux et riches pays, qu'elle encercle le Hanovre et devient prépondérante en Westphalie. En échange, malgré ses avances,

(1) Voir BAILLEU, notamment les instructions pour Lucchesini, ambassadeur à Paris (14-16 octobre 1800) et le rapport de Lucchesini du 21 janvier 1801.

la France n'obtient même pas l'alliance de la Prusse. En fait, le Premier Consul a voulu surtout ménager et gagner le tsar qui se considère comme le protecteur de l'Allemagne.

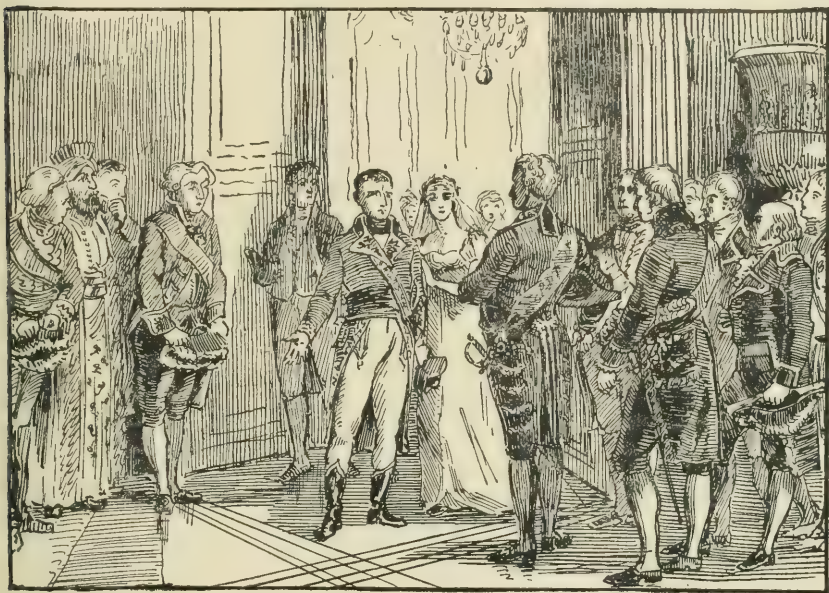
Le recès de la diète de Ratisbonne (29 février-24 mars 1803) confirme et entérine les conventions directement arrêtées entre la France et les États allemands. L'Autriche reçoit Trente et Brixen et reconnaît les changements opérés en Italie. Le grand-duc de Toscane est établi dans l'évêché sécularisé de Salzbourg transformé en électorat ; l'archevêque de Mayence, le seul électeur ecclésiastique qui subsiste, est transféré à Ratisbonne. Les ducs de Bavière, de Bade, de Wurtemberg, de Hesse-Cassel reçoivent de larges indemnités pour leurs très faibles pertes ; les trois derniers acquièrent la dignité électorale ; tous ces États forment, sur la rive droite du Rhin, un cordon continu, si bien que la France en aucun point n'est en contact direct soit avec l'Autriche, soit avec la Prusse. Sage précaution qui atténue l'inconvénient majeur de cette radicale simplification de la carte politique de l'Allemagne. La monarchie française avait adopté la tutelle des petits États et la sauvegarde des libertés germaniques ; la Révolution, Talleyrand et le Premier Consul agrandissent les États principaux, sacrifient les petits princes et les villes libres dont six seulement survivent. La France excite sans le satisfaire l'appétit des souverains. Elle favorise les prétentions du tsar à exercer sur l'Allemagne une sorte de tutelle. L'Autriche n'est ni diminuée ni affaiblie, mais elle est mécontente. La Révolution et Bonaparte sont entrés dans la voie ouverte par la Réforme, qui conduit l'Allemagne à l'unité au profit de la Prusse.

LA RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS

La paix d'Amiens ne pouvait être qu'éphémère. Le seul moyen de contraindre l'Angleterre à la respecter eût été une alliance de la France et de la Russie, un partage de l'hégémonie continentale entre elles ; c'est ce que le Premier Consul avait tenté. Le jeune tsar Alexandre est jaloux de Bonaparte ; sous main, il excite l'Angleterre à reprendre la lutte, l'assurant qu'elle ne manquera pas d'alliés continentaux ; il signifie avec hauteur au Premier Consul d'avoir à respecter l'indépendance et l'intégrité de la Turquie. En Angleterre même, Pitt et Grenville se préparent à renverser Addington et à reprendre le pouvoir à la faveur de la guerre ; les seuls partisans sincères de la paix sont Fox et le petit groupe de ses amis ; toute l'Angleterre déteste en Bonaparte son origine révolutionnaire, sa puissance plus que royale.

Aussitôt après la paix d'Amiens, Bonaparte développe un programme économique et colonial qui ne va pas à l'encontre du traité, mais qui est de nature à inquiéter

les Anglais. Ils espéraient pour leur industrie quelques tarifs de faveur ; ils n'obtiennent rien. Bonaparte refuse de renouveler l'erreur du traité de 1786 qui coûta si cher à la monarchie ; c'est l'une des principales raisons du mécontentement de l'opinion à l'égard de la France. Dans la Méditerranée, le général Brune, ambassadeur à Constantinople, a pour mission d'y restaurer, dans tout son ancien éclat, la



ALGARADE DU PREMIER CONSUL A LORD WHITWORTH
(D'après une estampe de Philippoteaux).

prééminence française. Un rapport du général Sébastiani sur la Syrie, la Palestine, l'Égypte, laisse croire que Bonaparte médite de vastes projets dans cette région. A Alger, les méfaits des pirates sont sévèrement réprimés. Jean Bon, qui avait été consul à Alger, fournit un plan de débarquement très précis qui aurait été exécuté si le dey ne s'était soumis à toutes les conditions qui lui furent imposées. Pour gouverner les possessions françaises de l'océan Indien, Bonaparte envoie Decaen ; il réorganisera les cinq comptoirs, en fera une base d'expansion, se ménagera des amitiés. Un établissement à Madagascar est prévu. Aux Antilles, tandis que Riche-

panse reprend possession de la Guadeloupe, Leclerc avec 25 000 hommes débarque à Haïti, où Toussaint Louverture a réussi à se rendre presque indépendant sans rejeter la suprématie française. Bonaparte se propose d'établir à Saint-Domingue le centre des possessions françaises d'Amérique. En même temps, par une étrange aberration, il vend aux États-Unis la Louisiane, que l'Espagne avait cédée à la France par le traité de Bâle. Mais l'expédition de Saint-Domingue s'achève par un double désastre : ruine de la domination française, ruine de l'île jadis la plus riche des Antilles. L'Angleterre n'admet plus de trouver des rivaux sur les mers et les continents lointains. Aux Indes, elle diffère l'exécution du traité. Dans la Méditerranée, elle refuse de rendre Malte, quoique le Premier Consul ait fait évacuer Otrante et Tarente. Cette résistance exaspère Bonaparte ; le traité d'Amiens lui semble le maximum des concessions que la France, au faite de la puissance, puisse consentir ; mais du moins veut-il que le traité soit intégralement exécuté. Le 13 mars 1803, il fait à lord Whitworth une algarade publique : « Il faut évacuer Malte, sinon ce sera la guerre. » La diplomatie britannique allègue les changements opérés par le Premier Consul à son avantage en Italie, en Batavie, en Suisse ; mais ces opérations n'étaient pas contraires à la lettre du traité d'Amiens. Enfin Bonaparte s'irrite des articles des journaux anglais, tandis que l'opinion anglaise prend ombrage des instances réitérées de la diplomatie française pour que soit refrénée l'insolence des publicistes. M. Pariset qui a rédigé, dans l'*Histoire de la France* de Lavis, le volume relatif à l'Empire, conclut : « Dans le bilan des responsabilités, les paroles les plus graves sont à la charge de Bonaparte, les actes les plus graves à la charge de l'Angleterre. »

La grande illusion de Bonaparte est d'avoir cru que la Russie ne lui ferait pas la guerre : « Il n'y a plus que deux États au monde, disait-il, l'Empire d'Orient et l'Empire d'Occident. Celui qui veut troubler la paix de l'Europe veut la guerre civile. » Mais déjà Alexandre se considère comme l'allié de l'Angleterre. Si l'Angleterre rompt la paix, alors les destins seront déchaînés. Le Premier Consul, dans la fameuse dépêche qu'il dicte à Talleyrand pour l'ambassadeur à Londres le 23 octobre 1802, aperçoit, dans une saisissante vision, tout l'avenir :

...Si l'Autriche se mêlait de quelque chose, ce serait alors l'Angleterre qui nous aurait forcés à conquérir l'Europe. Car, au premier coup de canon, nous serions maîtres de la Suisse, de la Hollande et, pour nous épargner tous les embarras dont ces pays sont la source et l'occasion, nous pourrions les réunir à la France. Nous pourrions en faire autant des républiques italienne et ligurienne au lieu de les laisser dans cet état métis qui paralyse des ressources immenses. Le Hanovre et la Prusse seraient également perdus, et toute l'Angleterre devrait se mettre sous les armes pour parer aux projets de descente qu'immanquablement on tenterait. Et si le Premier Consul se transportait à Lille ou à Saint-

Omer et faisait réunir tous les bateaux plats de la Hollande et 100 000 hommes sur les côtes, l'Angleterre serait dans des alarmes continuelles, joint à cela que, dans les deux premiers mois de la guerre, elle aurait perdu le Hanovre et le Portugal et constitué véritablement cet empire des Gaules, dont elle cherche à effrayer l'Europe... Le premier coup de canon peut créer subitement l'empire gaulois. Donnez à entendre à quel degré une nouvelle guerre peut porter la gloire et la puissance du Premier Consul. Il a trente-trois ans et il n'a encore détruit que des États de second ordre ; qui sait ce qu'il lui faudrait de temps, s'il y était forcé, pour changer de nouveau la face de l'Europe et ressusciter l'empire d'Occident?

L E PAPE ET L'EMPEREUR La reprise de la guerre avec l'Angleterre a pour conséquence directe l'avènement de Bonaparte à l'empire. L'institution impériale s'élève au-dessus des frontières nationales ; elle implique une suprématie au moins morale de l'Empereur sur les autres souverains. Elle a, cette fois, un sens plus précis ; elle signifie que la France, engagée dans une lutte à mort contre l'Angleterre, n'admet pas que son adversaire trouve aide et complicité en Europe. Tous les États sont enrôlés à la suite de la France pour la lutte suprême. L'empire doit d'abord servir, comme l'a montré M. Hanotaux, au recrutement : mobilisation des hommes, mobilisation des forces économiques pour le blocus de l'Angleterre. La flotte britannique, maîtresse des mers, ne doit pouvoir entrer dans aucun port continental ; elle se trouvera isolée, étouffée dans sa souveraineté maritime. Paix et indépendance relative aux nations qui se rangeront du côté de la France ; guerre, occupation et même annexion à celles qui prêteraient leur appui à ses ennemis. L'avènement de Napoléon à l'empire, c'est la consécration suprême des victoires de la France révolutionnaire sur les rois qui l'ont attaquée. La « grande nation » qui porte le flambeau de la civilisation, qui a établi, à la lumière de la philosophie, un gouvernement fondé sur la raison et sur la volonté du peuple, a le droit d'exercer son hégémonie sur l'Europe ; elle est au-dessus des rois, qu'elle a la puissance de faire et de défaire, ce qui constitue au premier chef un privilège impérial. Le mot empire était d'usage courant pour désigner la France avec ses possessions coloniales et son rayonnement universel ; l'institution de l'empire n'est pas une nouveauté. La France, par sa révolution, a rénové l'Europe, pris la direction de l'humanité éclairée ; elle s'étonne et se scandalise que l'aristocratie mercantile d'Angleterre, dont les ancêtres ont donné l'exemple d'une révolution émancipatrice et régicide, ose se mettre en travers des destins de la Révolution française ; elle ne voit pas que c'est la nation anglaise qui lutte pour sa vie et son honneur.

De la conception romaine et carolingienne de l'Empire, des vestiges ont subsisté à travers les siècles. Au contact de l'Italie et de ses prestiges, ces idées ont fermenté dans l'imagination du capitaine corse ; elles se greffent sur la notion française d'em-

pire déjà répandue, avant la Révolution, parmi les écrivains philosophes. La théorie impériale correspond à un idéal grandiose d'unité, d'universalité, d'ordre, de paix armée : c'est l'œuvre même de Bonaparte qui le conduit à l'empire. Il poursuit sa carrière de condottiere heureux qui, par son génie, a conscience de dominer son temps. Marie-Caroline de Naples, cette peu intéressante mais clairvoyante sœur de Marie-Antoinette, charge l'ambassadeur de France, Alquier, de dire de sa part au Premier Consul : « que je ne me lasse pas d'admirer l'adresse avec laquelle il a su profiter d'un temps où, Catherine et Frédéric n'existant plus, il n'y a plus, sur tous les trônes de l'Europe, que des hommes très méprisables. » « Le monde est vide depuis les Romains, » disait Saint-Just. Bonaparte occupe la scène. Dans l'opinion des hommes, celui-là est digne de l'empire qui domine l'Italie et à qui le Rhin obéit. Bonaparte est cet homme-là.

L'histoire de l'ancienne France est celle d'une lutte constante pour son indépendance et celle des autres États contre la domination universelle de l'empire représenté par une dynastie allemande. « Le royaume, a dit très justement M. Paul Bourget dans un article sur Maurice Barrès (*Figaro* du 19 décembre 1926), est un État modéré contenu dans des frontières très précises, peuplé de races trop diverses pour que l'expansion ethnique ne lui soit pas interdite et dont l'indépendance garantit l'indépendance des autres. » Mais ces frontières, la France a osé les dépasser et, par là, elle a soulevé l'opposition des autres États. Pourquoi la lutte contre l'empire ne pourrait-elle s'achever par la formation d'un empire français? Les hommes de ce temps ont pensé que l'heure était venue de tenter cet effort gigantesque. Mais alors la France cesse d'être, en Europe, « l'étalon de la mesure » et c'est elle, qui, dans cette ascension prodigieuse, inquiète les indépendances et coalise les jalousies.

L'empire ne repose pas seulement sur une force temporelle, il implique un élément spirituel. Pour légitimer l'ordre que les armes ont fondé, l'intervention du pouvoir spirituel est traditionnellement nécessaire. Les rois ne sont pas sacrés par les papes, mais le pouvoir des empereurs est d'une autre essence. Celui à qui Dieu accorde de prévaloir sur les rois est apte à recevoir la consécration de l'autorité en qui se perpétue la filiation romaine. En la papauté survit l'idée d'unité et d'universalité. Les papes ont accepté, comme une contingence déplorable, le morcellement de la Chrétienté en nations rivales et hostiles, mais le système que la Réforme a fait prévaloir et que les traités de Westphalie ont introduit dans le droit public a été trop nuisible au rayonnement supranational du pouvoir spirituel pour qu'un pape soit tenté d'en regretter la destruction. Le vicaire du Christ n'a pas sujet de s'alarmer si

une puissance, s'élevant au-dessus des autres, prépare la restauration de l'unité. Qu'importe que ce pouvoir soit issu de la Révolution, si celui qui en est revêtu a lui-même restauré la religion et rend hommage au pouvoir spirituel en lui demandant la consécration de son autorité ? La barque de saint Pierre ne s'amarre pas aux formes transitoires des pouvoirs humains. Samuel élit Saül, et puis David. *La politique tirée de l'Écriture sainte* n'enseigne pas la pérennité des trônes et des dynasties, mais la soumission des princes à l'autorité divine. Le sacre du 2 décembre 1804 est conforme à la tradition établie à la Noël de l'an 800. Si le nouvel oint du Seigneur accomplit les besognes d'un empereur, s'il ramène l'Europe à l'unité politique, prélude de l'unité religieuse, s'il repousse dans les steppes de l'Asie le tsar héritier de Byzance, s'il vient à bout de l'Angleterre schismatique, s'il délivre la Palestine du Turc, s'il malmène l'Autriche josphiste, le pape lui-même lui en saura gré, pourvu qu'il rende à Dieu ce qui est à Dieu, comme il l'a établi par le Concordat. Comment même ne supporterait-il pas, comme rançon de si grands bienfaits permanents, certaines brutalités, quelques bouffées d'orgueil, de la part d'un soldat heureux ? L'Église est indulgente aux instruments de la Providence, patiente parce qu'éternelle. La tradition et la doctrine nous invitent à imaginer que telles furent, dans Notre-Dame, la pensée et la prière de Pie VII.

Le peuple français y vit autre chose : l'aboutissement de son histoire, l'achèvement de ses frontières, l'accomplissement de son destin. La vieille monarchie, qui avait si bien commencé l'œuvre, a faibli au dix-huitième siècle ; mais la Révolution a retrempe les énergies nationales et la « grande nation » s'est élancée, comme le génie de Rude à l'Arc de triomphe ; dans un formidable effort, elle a voulu réaliser d'un coup toutes ses aspirations. Bonaparte incarne et dirige ce prodigieux sursaut : qu'il soit donc empereur et qu'il consacre par la paix l'œuvre de la Révolution et de la victoire. Les puissants et les profiteurs sont restés sceptiques ; ils vont, les uns après les autres, se lasser et abandonner l'empereur dans son ascension surhumaine ; mais le peuple s'est reconnu dans son génie et lui est resté fidèle. La tentative est destinée à échouer. Le conflit absurde et mesquin avec le pape y contribue plus qu'on ne l'a dit : il détruit l'unité d'impulsion. Mais de l'avoir osée, de n'avoir jamais désespéré des inépuisables réserves de courage de sa nation, Napoléon restera toujours admiré et honoré du peuple français. Balzac, dans le merveilleux récit d'un vieux soldat à la veillée, a rendu en grand historien cette sorte d'identification du peuple français et de son héros. Et, de l'extraordinaire épopée, il reste, selon la formule saisissante de Barrès, « Napoléon professeur d'énergie. »

L'ESSAI D'ALLIANCE
PRUSSienne

Puisque l'Angleterre reprend la guerre, la France cherchera des alliances, organisera le continent contre la domination maritime. En 1804, la Russie est nettement hostile, l'Autriche ne l'est guère moins. Napoléon cherche à réaliser l'entente prussienne. La question qui se pose est celle du Hanovre dont le roi d'Angleterre est souverain, mais qui est un État allemand presque enclavé dans les terres des Hohenzollern. Le Hanovre est le seul gage qui soit à la portée de Napoléon et qu'il puisse saisir et garder pour récupérer ses colonies ; il ne peut pas s'interdire d'y toucher. La cour de Berlin tremble ; l'occupation du Hanovre serait une violation de la neutralité de l'Allemagne du Nord que le roi de Prusse a décidé de faire respecter par la Russie aussi bien que par la France. La question du Hanovre agitée, ballottée en tous sens, va devenir l'objet principal des négociations franco-prussiennes jusqu'à la rupture de 1806. Avec cet appât, Napoléon espère gagner la cour de Potsdam qui convoite passionnément cette belle terre qui unirait le Brandebourg à la Westphalie.

Haugwitz jugeait la partie belle à jouer : mobiliser une armée, occuper le Hanovre et le garder en dépôt jusqu'à la paix générale ; mais il fallait aller jusqu'au bout, ou jusqu'à la guerre contre la France avec la Russie et l'Autriche, ou jusqu'à l'alliance française moyennant la suprématie prussienne de la Vistule au Rhin. Napoléon était disposé à mettre le prix, mais il voulait en retour une alliance effective. Le pauvre roi, très tenté, hésitait ; il n'était pas retenu par le scrupule de recevoir des Français ce qui ne leur appartenait pas, mais tourmenté par l'angoisse de se tromper et d'encourir le courroux de son ami le tsar Alexandre. Un conseil tenu à Cörbelitz, le 28 mai 1803, décida que la Prusse n'interviendrait pas dans la question du Hanovre, si ce n'est par la voie diplomatique. Les troupes françaises occupèrent non seulement le Hanovre, mais encore Cuxhaven et Ritzebuttel, territoires hambourgeois qui commandent les bouches de l'Elbe. Le roi envoya à Paris son conseiller intime, Lombard, qui revint séduit par les attentions de Napoléon, gagné à la politique française, persuadé que, dans l'esprit de Bonaparte, la grandeur de la Prusse était liée à celle de la France. Un rapport de son ambassadeur Lucchesini, après une lumineuse conversation avec le Premier Consul (30 novembre), confirma ces espoirs. Mais les deux hommes ne sont pas faits pour se comprendre. Frédéric-Guillaume voit trop petit ; il implore la réduction du corps d'occupation du Hanovre, la liberté de la navigation du bas-Elbe et, quand sa pensée ose s'élever, c'est pour caresser la chimère d'une entente entre la France, la Prusse et la Russie, qui aurait concilié son admiration pour Bonaparte avec son amitié pour Alexandre et assuré par là le repos de l'Allemagne du Nord. Le Pre-

mier Consul, lui, voit trop grand ; il veut une alliance générale, la Prusse entrant dans le système français ; le Hanovre, Cuxhaven n'apparaissent à son imagination ardente que comme des détails. Désespéré, le pauvre roi, par la déclaration du 3 avril 1804, accepte l'état de choses créé en Allemagne par l'occupation du Hanovre et garantit la neutralité de l'Allemagne du Nord. Ainsi les rapports restent cordiaux, sans aboutir à une alliance : Frédéric-Guillaume a donné à Bonaparte la mesure de sa faiblesse.

L'affaire du duc d'Enghien avait amené la rupture des relations diplomatiques entre la France et la Russie (août 1804). Le roi de Prusse s'indigne, mais il sera le premier à reconnaître et à féliciter Napoléon empereur. Pitt, s'occupant à former la coalition, compte sur Hardenberg qui remplace Haugwitz. Napoléon tente un dernier effort pour enlever l'alliance prussienne. Il fait insinuer à Potsdam par d'Arberg qu'il verrait avec plaisir le roi prendre le titre d'empereur, ce qui impliquait la suprématie effective dans toute l'Allemagne du Nord et les Hohenzollern marchant de pair avec les Habsbourg. Le roi, à ces avances qui séduisaient son entourage, répond par son *leitmotiv* : « le repos du Nord ; » il ne veut que cela. Napoléon en conclut qu'il a lié partie avec Pétersbourg et Vienne. L'arrestation en territoire neutre, d'un diplomate anglais, Rumboldt, faillit amener une rupture ; Napoléon écrivit au roi, en lui accordant satisfaction, une lettre si amicale (10 novembre 1804) que Frédéric-Guillaume, pénétré de joie, se crut de nouveau appelé au rôle de pacificateur de l'Allemagne et de l'Europe. Mais il se cramponne à la neutralité. L'aide de camp du tsar, Winzingerode, se heurte aux mêmes indécisions, à la même pusillanimité : « Quand le roi se mit à parler de Bonaparte, écrit Winzingerode, il s'échauffa au point de prononcer quelques paroles de blâme, puis, s'arrêtant brusquement comme effrayé de son audace, il ajouta : mais cela restera entre nous. » Le tsar a besoin de la Prusse pour le passage de ses troupes ; au besoin, il usera de violence : « Nous emploierons toutes nos ressources pour réduire la Prusse... S'il faut combattre, il est naturel qu'on tâchera de frapper aussi fort que possible. » Le pauvre roi, désolé, blessé des procédés de celui qu'il croyait son ami, mobilise une partie de son armée et la porte sur la frontière de Silésie.

Napoléon, de son côté, compte sur Frédéric-Guillaume pour empêcher la guerre continentale que, dans l'hiver 1804-1805, il est loin de souhaiter. Une coalition se forme contre lui ; pour l'arrêter, il tente encore une fois d'entraîner la Prusse par l'offre du Hanovre. L'ambassadeur La Forest en fit valoir les avantages : la conformation territoriale de la Prusse cesserait d'être « monstrueuse » (août 1805). Har-

denberg, qui était Hanovrien, fut séduit. La réponse de Berlin fut donc encourageante et aussitôt Napoléon expédia Duroc pour emporter les dernières résistances. Mais, à Berlin, on se proposait, tout en maintenant la paix, d'imposer des bornes, en Allemagne comme en Italie, à la puissance française. Napoléon voulait une alliance immédiate et une coopération militaire au cas où la Russie et l'Autriche ne renonceraient pas à leurs projets belliqueux. Une fois de plus, les deux conceptions se révèlent inconciliables ; l'âme craintive du roi se raccroche, comme un noyé à une planche, à la neutralité. Duroc négociait encore que déjà les Autrichiens avaient envahi la Bavière (9 septembre).

LA TROISIÈME COALITION : La coalition s'était formée non sans lenteurs ni difficultés. L'Angleterre n'avait qu'un véritable allié, la Suède ; la convention du 11 avril 1805 entre l'Angleterre et la Russie, qui est l'acte originel de la troisième coalition, est encore conditionnelle et ménage des échappatoires. L'Autriche redoute également la Russie, pour sa politique active dans les Balkans et ses visées sur la Moldavie et la Valachie, et la France, pour ses progrès sur le Rhin et en Italie. C'est le couronnement de Napoléon comme roi d'Italie à Milan, le 26 mai, c'est l'annexion de Gênes, le 6 juin, c'est l'intention évidente et logique de l'empereur d'annexer Naples, par où se faisait la soudure entre la Russie et l'Angleterre, et d'unifier l'Italie sous son autorité, qui dissipent à Vienne les hésitations que la diplomatie n'avait pu vaincre. Par la déclaration du 9 août, l'Autriche adhère à l'alliance anglo-russe : c'est la guerre.

La manœuvre d'Ulm permet à Napoléon de s'enfoncer en Autriche ; à mesure qu'il descend le Danube, allant au-devant de ces armées russes qui, en 1798, s'étaient révélées plus dangereuses que les *kaiserliks*, sa situation devient de plus en plus précaire ; il est à la merci d'un échec. Préoccupé avant tout de la célérité qui donne la victoire, il n'a pas pris garde, en traçant au corps de Bernadotte sa route du Hanovre au Danube que, sur le chemin, se trouvait Anspach, enclave de territoire prussien. Il sait d'ailleurs que les troupes russes s'apprentent à entrer en Silésie. Il n'en faut pas davantage pour rendre, à Potsdam, l'avantage au parti russe. Le tsar est reçu en libérateur à Berlin, mais le roi se réserve toujours. Par la convention du 3 septembre, il s'engage seulement à proposer sa médiation ; si elle est rejetée et si la fortune tourne contre la France, ce sera le prélude de l'intervention armée. Talleyrand qui, de loin, avec une partie de sa chancellerie, suit les étapes victorieuses de l'empereur, se préoccupe du péril qui, du jour au lendemain, peut venir de la Prusse. Alors se présente à son esprit la tradition de Choiseul et du

Secret du Roi, apprise dans sa jeunesse, à Chanteloup, et conservée dans les bureaux des Affaires étrangères, cette alliance autrichienne honnie des hommes de 1792 et qui a mené Louis XVI à l'échafaud. Pourquoi cette guerre, montée par l'Angleterre, ne se terminerai-elle pas par une entente avec l'Autriche? Du côté de la Russie, l'Autriche ne trouve que dangers. Pourquoi ne s'entendrait-elle pas avec la France? Il faut lire, dans sa spontanéité intime, la pensée du grand diplomate, avant qu'elle se soit formulée en un projet destiné à l'empereur. Le 11 octobre, il écrit à Hauterive, demeuré à Paris :

Je voudrais que l'empereur, le lendemain d'une grande victoire qui ne me paraît plus douteuse, dit au prince Charles : « Vous voilà aux abois ; je ne veux pas abuser de mes victoires. J'ai voulu la paix ; et ce qui le prouve, c'est que je la veux encore aujourd'hui ; les conditions d'un arrangement ne peuvent plus être les mêmes que celles que je vous aurais proposées il y a deux mois. Venise sera indépendante (*sic*) et ne sera réunie ni à l'Italie ni à l'Autriche. J'abandonne la couronne d'Italie, comme je l'ai promis. La Souabe, qui est un éternel sujet de discordes entre l'électeur de Bavière et vous, sera réunie à la Bavière ou à tel autre prince. Je vous aiderai pour vous emparer de la Moldavie et de la Valachie. A ces conditions, je ferai avec vous un traité offensif et défensif et toute idée d'alliance avec la Prusse ira au diable. Voulez-vous cela dans vingt-quatre heures? J'y consens ; sinon, craignez les chances qui appartiennent presque de droit à une armée victorieuse. » Voilà mon rêve de ce soir.



LE GRAND-MARÉCHAL DUROC
(D'après H. Vernet).

Le rêve de Talleyrand trace les grandes lignes d'une politique nouvelle. Il fait bon marché de l'Italie, se rendant compte qu'aucune alliance n'est possible avec l'Autriche si l'Italie n'est pas libre. Il fortifie, selon la tradition de la diplomatie, la Bavière pour en faire le pivot de l'influence française dans l'Allemagne du Nord. Afin de compenser les pertes de l'Autriche, on l'incitera à s'étendre en Orient aux dépens des Turcs, ce qui la mettra aux prises avec la Russie. C'est la tactique de Bismarck après Sadowa.

Mais ces vues pénétrantes ne concordent pas avec celles de l'empereur. L'Italie reste l'objet de ses prédilections ; il veut la compléter par Venise et les Deux-Siciles. Talleyrand envoie à l'empereur son projet mis en forme par Hauterive : il est rejeté « malgré dix mille bonnes raisons ». « On préfère, écrit le ministre à Hauterive, le 27 octobre, un traité avec la Russie après avoir affaibli l'Autriche ; ce n'est pas là mon opinion ; mais la mienne à cet égard est rejetée. » Après Trafalgar, le besoin d'une alliance continentale est plus que jamais évident ; mais, après Austerlitz, il serait presque surhumain d'obtenir du vainqueur, qui a conscience des dangers

qu'il vient de courir, la modération et l'oubli. D'ailleurs, le désastre sur mer n'est-il pas une raison de plus de bloquer l'Angleterre dans son île en lui fermant le continent? Pitt, malgré son triomphe sur l'Océan, entrevoit, à la nouvelle d'Austerlitz, ces possibilités d'un proche avenir, le continent dressé contre l'Angleterre, le formidable effort de la France couronné de succès et, de saisissement, il meurt.

Italie française, Allemagne organisée sous l'influence française, affaiblissement



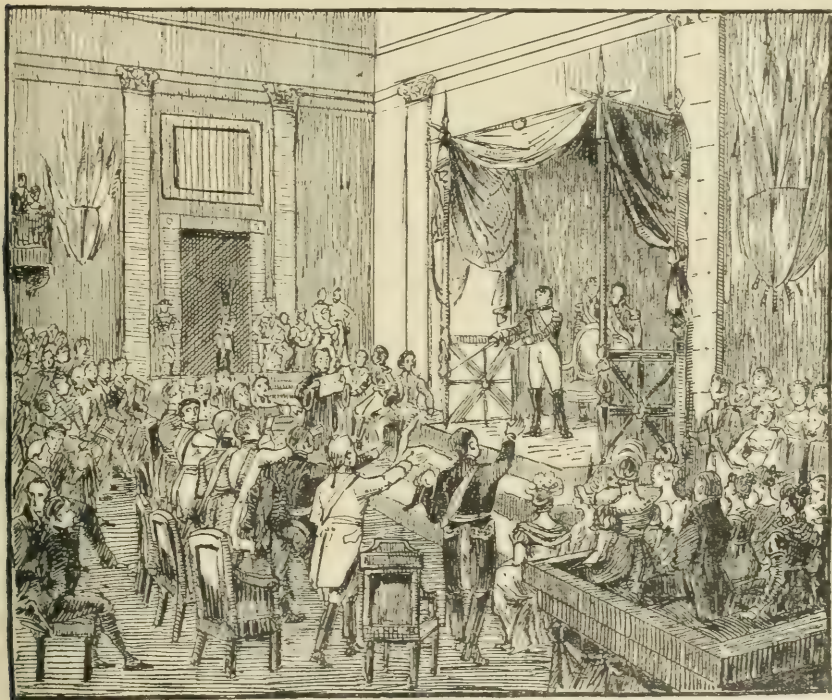
ENTREVUE DE NAPOLEON ET DE FRANÇOIS II APRÈS AUSTERLITZ
(D'après le tableau de Gros. Musée de Versailles).

de l'Autriche, telles sont les trois idées qui inspirent le traité de Presbourg. L'Europe, à l'exception de la Russie qui sera rejetée en Orient, entre dans le « système fédératif de l'Empire français ». La domination autrichienne est entièrement éliminée d'Italie. Venise, l'Istrie moins Trieste, la Dalmatie, c'est-à-dire les acquisitions de l'Autriche à Campo-Formio, sont réunies au royaume d'Italie

L'influence française englobe l'Adriatique, regardant vers l'Orient. Comme une conséquence naturelle, Napoléon, par voie de décret, prononce que « la dynastie des Bourbons de Naples a cessé de régner » ; une armée française installe sur le trône Joseph Bonaparte, tandis que le roi et la reine Marie-Caroline, inconsolables de la mort de Nelson, se réfugient en Sicile sous la protection des flottes anglaises. Élisabeth Bacciocchi devient grande-duchesse de Toscane, Pauline Borghèse princesse de Guastalla. Ainsi s'organise une Italie fédérative, sous l'hégémonie française. Le pape seul demeure indépendant, mais il lui faudra se plier aux volontés du maître du continent et de là sortira le conflit : lorsque l'Italie est unifiée sous une seule domination, l'indépendance du pouvoir spirituel cesse d'être garantie et, tôt ou tard, des difficultés graves s'ensuivent.

L'organisation de l'Allemagne et de ce que nous appellerions aujourd'hui la

sécurité de la France est conforme aux meilleures traditions diplomatiques. Elle consiste d'abord à éloigner l'Autriche du Rhin en fortifiant la Bavière et les États de l'Ouest qui ont toujours été clients de la politique française. La Bavière s'accroît du Tyrol, du Vorarlberg, des évêchés de Trente, Brixen, Passau, Lindau ; le Wur-



NAPOLEON EST RECONNU COMME PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN

(Lithographie de Madon).

temberg acquiert les « cinq villes du Danube », en Souabe ; Bâle s'agrandit du Brisgau, de l'Ortenau et de Constance. L'Autriche reçoit en compensation Salzbourg ; l'ancien grand-duc de Toscane, frère de l'empereur, devenu au traité de Lunéville électeur de Salzbourg, est transféré avec sa dignité à Wurzburg. L'Autriche, par le Tyrol, cesse de surplomber la plaine lombarde ; la sécurité de l'Italie, comme celle de la France, est assurée. La France garantit à l'Autriche l'intégrité de

ses États, ce qui veut dire qu'elle sera défendue contre la Russie ou la Prusse et que la Pologne ne sera pas refaite. Dans la pensée de Talleyrand, l'Autriche doit devenir une barrière contre les Russes, « car ce peuple, écrit Hauterive à Talleyrand, ne sortira jamais de la barbarie et sera toujours le fléau de ses voisins et l'ennemi de la tranquillité de l'Europe. » Ici la pensée impériale n'est pas très éloignée de celle de Talleyrand ; c'est en Italie qu'apparaît la démesure et la déviation.

L'organisation de l'Allemagne s'achève, en juillet 1806, par la création de la Confédération du Rhin. C'est une vieille conception française, réalisée par Mazarin, compromise par Louis XIV, reprise par Vergennes, dénaturée par la politique révolutionnaire des sécularisations, restée vivante dans la tradition des Affaires étrangères. Seize princes de l'Allemagne occidentale entrent dans la Confédération du Rhin, dont l'empereur des Français devient le Protecteur : ce sont les ducs de Bavière et de Wurtemberg qui prennent le titre de rois, le margrave de Bade qui devient grand-duc ; tous les trois sont rattachés par des alliances de famille à la dynastie napoléonienne, selon la tradition de l'ancienne monarchie. Viennent ensuite le landgrave de Hesse-Darmstadt, le grand-duc de Berg et Juliers qui n'est autre que Murat, investi des duchés de Clèves et de Berg cédés par la Prusse au traité de Schoenbrunn, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen (ce dernier épouse Antoinette Murat, nièce du grand-duc de Berg), de Salm-Salm et de Salm-Kirbourg, d'Isenbourg-Birstein, de Lichstenstein, le duc d'Arenberg, le comte de la Leyen et enfin l'électeur archichancelier, Dalberg, archevêque-primat. Tous les autres princes ou villes libres se trouvent médiatisés. François II renonce au titre d'empereur d'Allemagne : le Saint-Empire n'est plus qu'un souvenir historique. Si l'on regarde une carte, on s'aperçoit que les États qui constituent la Confédération du Rhin forment une masse compacte en Allemagne du Sud, entre le Main, le Rhin et les Alpes, et des têtes de pont le long du Rhin. Le grand-duché de Berg, avec la forteresse de Wesel, maîtrise le cours inférieur du fleuve et sert d'avant-poste à la Hollande, où règne Louis Bonaparte ; on sait l'importance que Henri IV et Richelieu attachaient à Clèves. Les princes de la Confédération du Rhin sont les alliés de l'empire français : empire militaire.

Les négociations avec la Prusse et l'Angleterre firent hésiter Napoléon sur la liste des États qui seraient admis dans la Confédération ; il s'en tint à ceux de l'Allemagne du Sud et du Rhin afin de ménager la Prusse. Tous les princes immédiats non désignés dans l'acte constitutionnel de la Confédération du Rhin perdent leur souveraineté, sont médiatisés. Ainsi se simplifie la carte politique de l'Allemagne.



ENTREVUE DE NAPOLEON 1er ET DE L'EMPEREUR ALEXANDRE 1er A TILSIT

D'après un carton de la Manufacture de Sèvres

L'esprit latin, logicien et centralisateur de Napoléon ne s'est pas rendu compte que la complexité, la diversité s'harmonisait avec l'esprit allemand et donnait prise à l'influence française ; il a, sur ce point, d'accord avec ses collaborateurs, faussé la tradition de notre diplomatie. L'électeur-archichancelier, Dalberg, quitte Ratisbonne pour Francfort ; le cardinal Fesch devient son coadjuteur. L'empereur François, invité à abandonner le titre, désormais menteur, d'empereur d'Allemagne pour se contenter de celui d'empereur d'Autriche qu'il avait adopté après le recès de la diète de 1803, se soumet aux volontés du vainqueur. Ainsi se transforme l'empire tel que l'avaient créé Charlemagne, Othon le Grand, Charles IV et Charles-Quint. Le principe de l'empire n'a jamais été héréditaire. Charlemagne en avait placé le centre en Belgique, Othon en Saxe, les Habsbourg-Lorraine à Vienne. Les plus grands de nos rois songèrent à se faire élire empereurs et il ne leur manqua, pour y parvenir, que la force et l'éclat des succès. Ce prestige, Napoléon le possède. Les membres détachés du corps germanique se rattacheront désormais à l'empire français ; ils n'en sont ni surpris ni froissés. Durant la conférence de Paris, qui précéda la publication de l'acte fédératif, on les vit surtout préoccupés de s'arracher les uns aux autres des lambeaux de pays, d'éliminer tel petit prince dont le territoire convenait aux plus forts : nul souci du droit des peuples, nulle protestation contre l'immixtion de la France en Allemagne. Les Allemands du Sud et de l'Ouest ne répugnent aucunement à entrer dans le système français, pourvu qu'ils conservent quelque ombre d'indépendance. La pensée allemande, qui florissait surtout à la cour de Weimar, était pénétrée de la culture classique française et de la philosophie humanitaire et universaliste du dix-huitième siècle ; l'influence française avait lentement imprégné toutes ces régions de l'Allemagne occidentale et l'idée révolutionnaire, portée par Napoléon, n'y était point mal accueillie. Goethe, à Weimar, se montre flatté des égards du conquérant. Le désastre de la Prusse, en 1806, n'apparaît pas aux Allemands de l'Ouest comme une catastrophe. Hegel, qui assistait, la veille de la bataille, à l'entrée de Napoléon à Iéna, écrit :

L'empereur, cette âme du monde, je l'ai vu traverser la ville à cheval, allant en reconnaissance. C'est réellement une impression prodigieuse de voir une pareille individualité qui, ici, monté sur un cheval, concentre tout sur un seul point, plane sur le monde et le domine.

La foule, « Sous les tilleuls », acclama les vainqueurs entrant à Berlin. L'Allemand salue le héros, le Siegfried, et révere dans la victoire une puissance mystérieuse et presque divine : « Salut à toi, couronné par la victoire ! » La pensée alle-

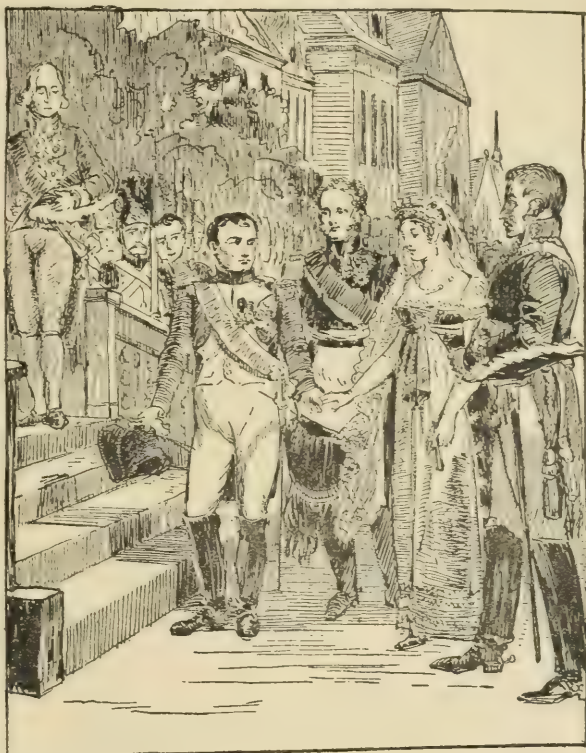
mande attendait, du contact de la France, une rénovation intellectuelle et une palingénésie politique.

LA DESTRUCTION DE LA PRUSSE La guerre avec la Prusse est en germe dans les théories et les tentatives d'alliance qui ont eu la faveur des partis dirigeants depuis la Constituante jusqu'à l'empire. Elle relève du dépit amoureux. A un autre point de vue, elle apparaît comme un épisode de la lutte pour le Rhin, car la Prusse, dès le temps de Frédéric II, aspire à diriger les destinées de l'Allemagne. Une Prusse gouvernée avec plus d'énergie et de décision, jouant un jeu plus franc, pouvait, avec le prestige intact de l'armée de Frédéric, obliger Napoléon à compter avec elle, soit comme alliée, soit comme ennemie ; elle ne sut être ni l'un ni l'autre en temps utile et devint, pour toutes les cours d'Europe, un objet de mépris et de dérision. C'est ainsi qu'elle finit par se trouver seule, sans allié, sans ami, en face du vainqueur d'Austerlitz.

Quand Napoléon part pour l'armée, en septembre 1805, il est convaincu qu'il n'obtiendra jamais du roi de Prusse une alliance sincère et efficace. L'affaire d'Anspach fit pencher la balance du côté que souhaitaient la reine et le parti russe. Cet incident, de peu d'importance en lui-même, produisit, sur les imaginations enfiévrées de la cour et de l'armée prussiennes, l'effet d'un choc électrique. Le roi se crut méprisé, traité en souverain de second ordre par un parvenu, tandis que le tsar lui témoignait une déférence délicate. Les Russes furent autorisés à traverser la Silésie et des troupes prussiennes furent envoyées en Hanovre. Une résolution immédiate, suivie d'une concentration sur le Rhin, aurait pu être dangereuse pour Napoléon, arrêter même sa marche sur Vienne. Le cabinet de Berlin s'en tint à une tactique de médiation ; il espérait encore sauvegarder la paix et avoir, en tout état de cause, le Hanovre. Le tsar, sans y être invité, accourut à Potsdam et enleva la signature du traité du 3 novembre 1805 ; le roi de Prusse s'engageait à proposer sa médiation armée aux belligérants et si, le 15 décembre, Napoléon n'avait pas accepté ses conditions, il se joindrait à la coalition avec toutes ses forces. Le soir, ce fut, sur le tombeau de Frédéric II, une scène de haute comédie, où les deux souverains se jurèrent une amitié et une alliance éternelles. Haugwitz se mit en route pour rejoindre Napoléon à Vienne, à petites journées, car il savait l'ardent désir de son maître de garder la neutralité et il jugeait prudent d'attendre l'issue de la bataille que tout l'art de Napoléon s'appliquait à hâter ; il arriva le 28 novembre ; quatre jours après, c'était Austerlitz !

Après son triomphe, Napoléon se demande s'il ne reviendra pas en France

par la Silésie et Berlin ; à la réflexion, il préfère ménager la Prusse et profiter du désarroi de Haugwitz pour conclure une alliance qui, cette fois, serait complète et sans réserves. Le 13 décembre, à Schoenbrunn, il reçoit Haugwitz dans le cabinet de Marie-Thérèse. « Eh bien ! vous savez que les jours se suivent et ne se ressemblent pas. J'ai voulu vous faire la guerre ; aujourd'hui, je vous offre le Hanovre. » Deux jours après est signé le traité de Schoenbrunn : la Prusse en échange du Hanovre, cède à la France Neuchâtel, à « un prince allemand » Wesel et le duché de Clèves, à la Bavière Anspach, et conclut une alliance offensive et défensive. A Potsdam, on ne sut pas prendre un parti aussi net ; la honte d'avoir signé un traité d'alliance « avec le monstre qui désole la terre », comme disait le conseiller Lombard à Gentz, dans le palais



NAPOLEON ET LA REINE LOUISE DE PRUSSE A TILSITT

(D'après le tableau de Gosso, Musée de Versailles)

même de l'empereur d'Autriche fugitif, fut vivement sentie à la cour ; les hésitations recommencèrent. Le roi prétendit amender le traité et envoya Haugwitz à Paris ; mais il se hâta d'occuper, « à titre provisoire », le Hanovre tant convoité. Cette fois, Napoléon se fâcha. La Prusse ne pouvait lui être utile que si elle était une alliée docile et fidèle qui l'aidât à imposer la paix aux Anglais ; sinon,

il devait garder le Hanovre, gage de la restitution de ses colonies. Il offrit à Haugwitz un nouveau traité moins avantageux, plus précis, obligeant la Prusse à fermer ses ports à l'Angleterre et à participer à la guerre ; Haugwitz mit en tremblant son nom au bas de ce texte qui faisait de son maître un confédéré de l'empire français (15 février 1806). Le roi, « pour des motifs connus à Dieu et peut-être à M. de Hardenberg », avait démobilisé son armée ; il signa, la mort dans l'âme, le 25 février.

Ainsi fut conclue cette alliance franco-prussienne que les hommes qui avaient dirigé l'opinion d'abord, puis la politique française depuis une cinquantaine d'années, avaient souhaitée et préparée ; mais dans quelles conditions ! Maintenant qu'elle était stipulée dans un traité, elle apparaissait inégale, inapplicable et on ne doutait guère, d'un côté comme de l'autre, qu'elle ne dût conduire à une rupture. Napoléon avait perdu toute confiance en le gouvernement prussien. Ce qui souvent n'était, surtout de la part du roi, que faiblesse et irrésolution, lui semblait duplicité et perfidie. Frédéric-Guillaume, de son côté, se sentait humilié, diminué par une alliance qui ressemblait à une vassalité ; il était désespéré ; on le voyait souvent pleurer : pauvre sire en face d'un Napoléon ! Les grands bouleversements que l'empereur, dans l'été de 1806, apporta à la constitution allemande, la création de la confédération du Rhin, l'établissement de Murat à Berg et l'invasion qu'il tenta aussitôt d'un petit territoire prussien pour arrondir ses domaines, la Hollande devenue un royaume pour Louis Bonaparte, troublèrent profondément le roi de Prusse et donnèrent beau jeu à la faction antifrançaise. Dès les premiers jours de juillet, on commença, dans le plus grand secret, quelques préparatifs militaires. Fox, devenu premier ministre à la mort de Pitt, jetait à la face du roi de Prusse le mépris que sa conduite inspirait au peuple britannique. Plus de quatre cents bateaux prussiens furent saisis à la nouvelle de l'occupation du Hanovre. La guerre déclarée par l'Angleterre, le 12 juin, fut, pour le commerce, une ruine. Le roi de Prusse ne retirait même pas de Londres son ambassadeur ! Napoléon l'incitait à faire la guerre à la Suède qui occupait sans droit le Lauenbourg et à s'agrandir de la Poméranie suédoise avec Stralsund ; il ne s'y prêtait pas. Dans l'armée et à la cour, l'exaspération était à son comble ; le prince Louis, avec quelques jeunes officiers, allaient briser les vitres du comte d'Haugwitz. Tout annonçait une prochaine rupture.

La mort de Pitt (23 janvier 1806), que remplaça Fox, amena des négociations de paix avec l'Angleterre. La première condition que posa le cabinet de Londres fut la restitution du Hanovre. Dès le 4 février, Napoléon, dans une note à Talleyrand, disait : « Dans les circonstances actuelles, si véritablement M. Fox est à la

tête des affaires de l'Angleterre, nous ne pouvons céder le Hanovre à la Prusse que par suite d'un grand système tel qu'il puisse nous garantir de la crainte d'une continuation des hostilités. » On donnerait donc quelques compensations à la Prusse. Faut-il voir là, selon l'expression de Gentz, « un trait d'infamie et de noirceur qui justifierait un demi-siècle de guerre » ? Napoléon eût été coupable en laissant passer, à cause du Hanovre, l'occasion d'une pacification générale. Il croyait y toucher. Le tsar avait envoyé à Paris un négociateur, d'Oubril, qui, le 20 juillet, signait avec lui un traité, il est vrai *ad referendum*. La négociation n'était pas sincère ; elle n'avait pour objet que de sauver la Prusse et de lui permettre de gagner du temps ; mais Napoléon en fut dupe. Il entretenait cependant le roi de Prusse dans la confiance et l'invitait à réaliser une confédération avec les États de l'Allemagne du Nord, Mecklembourg, Saxe, et même à prendre le titre d'empereur. Plein de joie, rassuré, Frédéric-Guillaume s'occupait aussitôt de cette confédération du Nord. Mais aucun prince ne se souciait d'entrer dans une organisation que l'on sentait précaire ; partout la puissance de Napoléon, même sans qu'il intervînt, se dressait devant la Prusse. Aux villes hanséatiques, l'empereur faisait savoir qu'il n'admettait pas qu'elles fissent partie de la confédération du Nord. Le landgrave de Hesse-Cassel cherchait à mettre son adhésion aux enchères entre les deux groupes. Frédéric-Guillaume d'abord satisfait, croyant, lui aussi, toucher à une paix générale qui laisserait la Prusse prépondérante dans l'Allemagne du Nord, n'éprouve que déceptions.

Dans la nuit du 5 au 6 août, arrive à Berlin une lettre de Lucchesini qui révèle, en dénaturant leur caractère, les négociations de la France et de l'Angleterre au sujet du Hanovre : lord Yarmouth, dans un banquet, avait, à dessein, trop parlé ! Le roi se crut joué, bafoué : ce Hanovre qui, disait-on à Pétersbourg et à Vienne, était le prix de sa félonie, Napoléon en disposait sans même le prévenir. Tout espoir de paix était perdu. Lucchesini soufflait sur le feu en parlant d'une reconstitution de la Pologne et des armements de Napoléon. Le parti de la guerre prit nettement le dessus. Le 9 août, Haugwitz fit décider de mettre l'armée sur le pied de guerre.

Si l'on considère les causes qui amenèrent cette mobilisation et par suite la guerre, écrit l'historien allemand de cette époque, Paul Bailleu, on verra que ce qui dicta la résolution d'Haugwitz et du roi, ce ne fut pas tel ou tel événement politique, ce ne furent pas les efforts de Napoléon pour attirer à la confédération du Rhin la Saxe ou la Hesse, ou la nouvelle qu'il faudrait peut-être restituer le Hanovre à l'Angleterre ; ce fut l'ensemble de la situation et des circonstances qui amenèrent la prédominance politique et militaire de la France en Allemagne qui forcèrent la Prusse à armer. Les plans hostiles prêtés à Napoléon pouvaient être plus ou moins fondés (et il est certain qu'à ce moment il ne songeait

aucunement à une attaque contre la Prusse), mais il n'en reste pas moins certain que la prédominance militaire de la France en Allemagne la mettait dans une situation à influencer à chaque instant d'une manière dominante sur la politique prussienne. Un tel état de choses était incompatible avec l'indépendance de l'Allemagne du Nord. Tout en s'armant pour la résistance, on avait bien déjà la pensée de ne poser les armes qu'après avoir mis fin à l'état précaire de l'Allemagne du Nord par l'éloignement des troupes françaises.

Napoléon, de son côté, apprend qu'Alexandre ne ratifie pas le traité d'Oubril et que le baron de Budberg, dévoué aux intérêts anglais, remplace dans sa confiance le prince Adam Czartoriski. Les négociations avec l'Angleterre aboutissent à une impasse. Tous les projets, tous les espoirs de l'empereur s'écroulent en même temps. Il y voit un plan concerté par ses ennemis : mensonge la négociation russe, mensonge les ouvertures anglaises, mensonge les protestations pacifiques de la Prusse : une nouvelle coalition se forme contre lui. Il n'est pas homme à attendre l'attaque de ses adversaires. Ainsi sombra l'alliance franco-prussienne, née d'illusions, nourrie de déceptions ; la guerre sortait à la fin d'un malentendu initial (21 septembre 1806).

L E BLOCUS CONTINENTAL Napoléon intensifie la guerre économique contre l'Angleterre : il est significatif que le décret qui organise le blocus soit daté de Berlin : 21 novembre 1806. Le blocus continental, c'est d'abord une riposte au blocus des côtes françaises que les Anglais maintiennent depuis la reprise des hostilités ; c'est encore une pierre d'attente pour un retour aux principes du droit des gens soutenus, au temps de la guerre d'Amérique, par la ligue des neutres ; c'est surtout un essai d'organisation du continent en face de la puissance navale insulaire. Le continent napoléonien contre la mer anglaise ; l'empereur écrit à son frère Louis : « Je veux conquérir la mer par la puissance de la terre. » Il s'agit d'une arme de guerre, mais il s'agit aussi et surtout d'un instrument d'organisation impériale. Que pourra l'Angleterre, même dominatrice des mers, si l'Europe entière lui est fermée et si Napoléon va chercher à Constantinople, en Égypte, aux Indes, les sources de la richesse britannique. L'Europe organisée suffirait à ses propres besoins économiques ; l'industrie de la France et de l'empire se développerait, se complèterait. La flotte commerciale britannique ne trouverait plus de fret et, dès lors, à quoi servirait la flotte de guerre ? La richesse de l'Angleterre en numéraire sera tarie si elle ne peut plus vendre au continent ses produits industriels et ses denrées coloniales ; avec sa fortune mobilière s'effritera sa puissance ; elle ne pourra plus « financer » les coalitions contre la France.

Projets chimériques ? Cette grande stratégie napoléonienne fut très près de réussir et de réduire l'Angleterre à merci. De tous les souvenirs de son histoire, celui du « blocus continental » est l'un des plus présents à l'esprit public de l'Angleterre ; il s'y est incorporé et réapparaît dans certains gestes réflexes de la politique



LE BLOCUS CONTINENTAL

Par ordre de Napoléon, les marchandises anglaises sont brûlées à Anvers.

(D'après Philippoteaux, Musée de l'armée).

britannique. L'Allemagne d'aujourd'hui, au contraire, admire en Napoléon l'homme qui a, le premier, tenté d'organiser l'Europe.

L'ALLIANCE
RUSSE Après Austerlitz et Iéna, la France se trouve face à face avec la Russie et l'Europe orientale. Sous la monarchie, comme durant la Révolution, la Russie est restée en dehors du système français. Ségur, au temps de Louis XVI, avait essayé de faire prévaloir l'idée de remplacer la Suède, la Pologne et la Turquie par la seule Russie ; mais la campagne de

Souvarov avait laissé de douloureux souvenirs et la tradition de la diplomatie française subsistait : fermer la porte de l'Europe aux barbares moscovites. Talleyrand, dans son mémoire d'octobre 1805 qui est la quintessence de la tradition des Affaires étrangères, aurait souhaité que Napoléon offrît ce rôle à l'Autriche. Il y a quelque exagération dans l'affirmation de M. Driault, dans le volume si remarquable qu'il intitule *Tilsit*, que « l'empereur prenait à l'égard des Russes la position des empereurs romains à l'égard des Germains », car Napoléon n'avait certainement pas oublié les projets que l'assassinat de Paul I^{er} avait ruinés. L'entente avec la Russie n'est pas exclue des possibilités de l'avenir ; mais serait-elle conciliable avec les vues de l'empereur sur l'Orient qui tiennent une place si importante dans sa pensée ? Pour le moment, il cherche à entraîner la Turquie dans son alliance contre la Russie, qu'elle menacerait par le Sud, et contre l'Angleterre à qui elle fermerait les Détroits. Le général Sébastiani, envoyé par Napoléon comme ambassadeur à Constantinople avant la rupture avec la Prusse, disait, dans un dîner chez Lucchesini, qu'il faudrait dresser une barrière de la mer Noire à la Baltique et refouler les Russes en renforçant la Turquie et en relevant la Pologne. « Triple alliance de Moi, Porte et Perse, contre Russie », disaient les instructions de Napoléon à Sébastiani en date du 20 juin 1806.

Après Iéna, Sébastiani entraîne Sélim III à la guerre (24 décembre). La flotte anglaise vient mouiller dans le Bosphore ; mais Sébastiani organise la résistance, hérissé de canons les vieux remparts, communique son ardeur au sultan et à ses troupes, intimide l'amiral Duckworth et l'oblige à se retirer, non sans avoir essuyé le feu des forts des Dardanelles : brillant succès, qui rend à l'influence française en Orient tout son lustre. Un envoyé de Perse, Mirza-Riza-Khan, vient trouver Napoléon en Pologne et le général Gardane part pour la Perse ; il devra ménager un rapprochement turco-persan, liquer l'Asie occidentale contre la Russie, regarder du côté des Indes.

« La Porte n'a perdu son indépendance que depuis l'anéantissement de la Pologne ; elle ne peut la retrouver que dans le rétablissement de cette monarchie, » écrivait Talleyrand le 6 décembre 1806. Napoléon, sur la Vistule, voit se poser devant lui la question de Pologne. Dans les circonstances où il se trouve, elle n'est pas simple, surtout après Eylau, car la Prusse ne fait pas la paix, la Russie n'est pas vaincue et l'Autriche peut menacer les communications de la Grande Armée. Ressusciter la Pologne, n'est-ce pas renforcer la coalition des trois partageants ? Et la Pologne reconstituée sera-t-elle une force ? Napoléon se tient sur la réserve : il lance d'abord un appel à la population. Sa politique se

ramène à dire aux Polonais : prouvez-moi en m'aidant, en me fournissant des renforts, que vous êtes dignes de vivre indépendants et, quand nous aurons vaincu les Russes, nous rétablirons votre patrie. Tous les Polonais n'accueillent pas les Français en libérateurs ; il en est qui redoutent la contagion des principes révolutionnaires. Durant l'hiver, au château de Finkenstein ou dans la grange d'Osterode, Napoléon est aux prises avec le grand problème de l'Europe orientale : c'est peut-être la période où la fécondité et la diversité de son génie s'est manifestée avec le plus d'éclat. Friedland ouvre la porte aux solutions attendues.

Il faut distinguer le traité de Tilsitt et les entretiens de Tilsitt. Nous connaissons le traité ; nous ne savons rien de précis sur les entretiens, si ce n'est ce qu'en ont eux-mêmes rapporté les deux hauts interlocuteurs : l'histoire, pauvre science conjecturale, sait rarement le fin mot des choses, parce qu'elle juge sur pièces et n'assiste pas aux entretiens des maîtres du monde, encore moins à leurs méditations solitaires.

Le traité est d'abord une consolidation. Le tsar reconnaît tout ce qui a été fait en Europe, notamment le statut nouveau de l'Allemagne. Si l'on se souvient que Paul I^{er} prétendait partager avec le Premier Consul la garantie des « libertés germaniques », au lieu et place de la Suède du dix-septième siècle, on peut mesurer le chemin parcouru depuis Souvarov. Le sort de la Prusse est réglé entre les deux empereurs : « Par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, » Napoléon consent à laisser à la Prusse ses domaines à l'Est de l'Elbe. Ce qui est à l'Ouest formera le royaume de Westphalie dont Jérôme Bonaparte devient roi et qui entre dans la confédération du Rhin. A l'Est, la Prusse perd la plus grande partie des terres usurpées sur la Pologne. La Poméranie est séparée presque complètement de



LE SULTAN SÉLIM III

(D'après un portrait rapporté de Constantinople par Caulaincourt en 1797. Appartient au comte d'Espeulles-Vicence).

la Prusse ducale par le territoire polonais et par Dantzig, qui devient ville libre sous la protection des rois de Prusse et de Saxe, et où Rapp s'établit avec une forte garnison. Comme aujourd'hui, les terres de la Poméranie polonaise reviennent à la Pologne, parce qu'elles sont peuplées de Polonais. Le roi de Saxe entre dans la confédération du Rhin et, comme au dix-huitième siècle, règne sur le grand-duché de Varsovie ; il dispose d'une route militaire à travers la Silésie prussienne, car Napoléon, comme les Romains, conquiert par la route. La Pologne, reconstituée autour de sa capitale historique, devient une sorte d'avant-garde de l'empire français ; mais elle n'englobe aucune des terres annexées par la Russie. En 1807, la France reconstitue la Pologne en face d'une Russie forte ; en 1919, en face d'une Russie désorganisée.

A Tilsitt, Napoléon se décide à faire l'expérience d'une alliance russe. Mais, pour qu'il consente à lui accorder certaines concessions, il faudra que la Russie lui prête contre l'Angleterre une aide efficace et complète. Le mirage oriental hante toujours l'imagination impériale. Le traité de Tilsitt cède à la France Corfou et Cattaro — que le traité de Presbourg cédait déjà, mais que les Russes avaient occupés. C'est l'amorce d'un partage d'influence dans les Balkans entre la France et la Russie, le versant adriatique, avec la Grèce, la Macédoine, la Bosnie, relevant de la France, le versant de la mer Noire et la Bulgarie actuelle, de la Russie. Mais que deviendra Constantinople ? Ni le traité patent, ni les articles secrets, ne posent la question. L'alliance est dirigée contre l'Angleterre : la Russie propose sa médiation ; si elle est rejetée, elle participera à la guerre.

Dans leurs entretiens fréquents et prolongés, les deux empereurs ont remué beaucoup d'idées, refait la carte du monde. Napoléon se plaît à éblouir son impérial ami ; devant l'âpre, mais vague ambition du tsar, il fait miroiter les brillantes perspectives d'un avenir prometteur ; il sonde les reins et le cœur de son partenaire : de lui, que peut-il espérer ou craindre ? A Tilsitt, on a parlé de la Turquie, d'autant plus que Sélim III venait d'être déposé au profit de Mustapha et que la décomposition de l'empire ottoman paraissait se précipiter. Les grands rêves de Mombello, de Venise, d'Égypte, des négociations avec Paul I^{er}, reparaissent. L'heure approche peut-être de les réaliser, afin de mettre l'Angleterre à genoux. Mais Constantinople ? La question reste en suspens. On entend Napoléon murmurer : « Jamais, c'est l'empire du monde ! » Voilà la pierre d'achoppement. Les vastes perspectives de l'alliance franco-russe se heurtent aux routines de la diplomatie française et à l'impétueux essor de l'imagination napoléonienne. Alexandre voudrait un « système entièrement nouveau », c'est-à-dire le monde

partagé entre deux maîtres, l'empire d'Occident et l'empire d'Orient. Mais Moscou n'est pas Byzance. Napoléon reste un méditerranéen. La conception générale, à cette époque, est qu'il faut garder l'Europe d'une invasion russe, c'est-à-dire asiatique. A Tilsitt, Napoléon parle beaucoup, mais livre peu. Il rapporte de magnifiques résultats : la paix continentale fondée par l'adhésion de la Russie à son système. C'est bien l'apogée de la grandeur française. Et la France espère que c'est aussi la paix ; elle fête avec allégresse, le 15 août 1807, la fête du vainqueur.

La pratique d'une grande alliance requiert des sacrifices réciproques, le sentiment, chez les deux parties, que l'égalité est observée. Le tsar accepte le statut napoléonien en Allemagne, en Italie, dans la Méditerranée ; mais il exige l'empire de l'Orient avec d'autant plus d'insistance qu'il lui faut vaincre l'opposition de son entourage. C'est l'instant de vertige où Napoléon croit avoir supprimé toute résistance. « Tilsitt le mit sur le chemin de l'abîme, écrit Albert Vandal, en lui inspirant le désir et en lui donnant le moyen de tenter l'impossible. » Il s'agit de fermer l'Europe à l'Angleterre, et c'est l'expédition de Portugal, la suppression de l'Étrurie et des États du pape, les préparatifs de l'expédition de Sicile, le Danemark requis de renoncer à la neutralité. Il n'y a plus, pour aucun État, d'indépendance ; il n'y a plus que la lutte du continent français contre la mer anglaise.

L'Angleterre frappe un coup pour prévenir la formation d'une ligue des États maritimes du Nord ; c'est le bombardement de Copenhague en pleine paix et la capture de la flotte danoise (1^{er} septembre 1807). Cette audacieuse violation du droit sert les plans de Napoléon ; sous le coup de l'indignation, Alexandre entre en guerre contre l'Angleterre (7 novembre) ; mais il insiste pour obtenir sa part. Napoléon, d'abord, détourne les ambitions du tsar sur la Finlande, possession suédoise dont la conquête compense l'intronisation en Espagne d'une dynastie française. Puis, c'est la Moldavie et la Valachie que Napoléon abandonne à l'influence russe, tandis qu'en échange il prolonge indéfiniment l'occupation de la Prusse. Mais ce ne sont là que préludes. Le 2 février 1808, Napoléon écrit à Alexandre la lettre célèbre où il expose le plan de conquête franco-russe dans les Balkans et en Asie pour obliger enfin l'Angleterre à céder : « Il faut être plus grands malgré nous. » Roumiantsof et Caulaincourt, à Pétersbourg, négocient, partageant



LE GÉNÉRAL CAULAINCOURT
(D'après H. Vernet).

le monde entre les deux empires. Napoléon cède enfin Constantinople, mais à la condition d'avoir les Dardanelles, c'est-à-dire les clefs de la maison. L'entrevue des deux empereurs est ajournée. Il n'y a rien de fait ? Qu'importaient cependant, à la grande France que Napoléon avait créée, Constantinople et les Détroits ? La Russie, devenant puissance méditerranéenne, serait plus sûrement ennemie de l'Angleterre. Napoléon, s'il refusait au tsar les clefs des Détroits, ne pouvait espérer garder son alliance. C'est à ce point culminant de l'éblouissante carrière que l'on est obligé de se demander si le grand condottiere corse n'a pas poursuivi, pour sa propre gloire qu'il identifie à celle de la France, l'empire du monde ?

Précisément à cette même heure, par la rébellion des forces morales, l'empire du monde commence à échapper à Napoléon. De Dantzig à Lisbonne, il embrasse trop pour pouvoir solidement étreindre. Charles IV d'Espagne est bien le plus piètre des rois et le moins intéressant des maris bafoués, la reine est bien la plus ignoble des mégères ; mais voici que, derrière les dynasties déconsidérées, se lèvent les peuples, que Napoléon, comme les rois ses contemporains, ont ignorés : l'Espagnol d'abord, indomptable dans son fier particularisme, le Napolitain, bientôt l'Allemand. La capitulation de Dupont à Baylen est une date critique. La leçon de la Révolution française, colportée à travers l'Europe par les armées de Napoléon, porte ses fruits dont la France sera la première victime. Stein écrit à Wittgenstein : « Les événements d'Espagne font grande sensation et démontrent ce que peut faire une nation qui a de la force et du courage. » L'insurrection de l'Espagne, suivie des préparatifs militaires de l'Autriche, oblige l'empereur à défendre son œuvre, loin de penser à de lointaines prouesses en Orient.

LES NÉGOCIATIONS D'ERFURT

La pratique des alliances exige de fréquentes mises au point. Les conférences d'Erfurt ont pour objet d'adapter l'alliance de Tilsitt aux circonstances nouvelles. Napoléon y paraît en maître, entouré des souverains de la confédération du Rhin, adulé par les plus distingués des hommes qui incarnent la pensée libérale et nationale allemande, Goethe, Wieland et autres. L'Allemagne attend que le grand homme, qui l'a libérée des Habsbourg et du vieil empire, révèle enfin la forme sous laquelle il lui sera permis d'organiser sa vie nationale et de s'associer à la gloire impériale. Autour de l'empereur, héritier de Charlemagne, commence à s'opérer une sorte de synthèse de l'esprit français et de l'esprit germanique ; mais il ne faut pas que le charme vienne à se rompre... Les négociations d'Erfurt sont l'épreuve décisive de l'alliance. Napoléon redoute d'avoir une fois de plus à vaincre l'Autriche ; cette

guerre serait inutile, dangereuse pour l'avenir. La Russie est en mesure de faire pression sur l'Autriche : que le tsar parle ferme, et François II ne bougera pas. C'est ce que Napoléon demande à Alexandre. Mais lui-même n'a pas, un an auparavant, saisi l'occasion de s'attacher définitivement le tsar ; les entretiens de Saint-Petersbourg n'ont pas abouti. En vain Napoléon cède à son allié la Moldavie et la Valachie ; il n'obtient pas la démarche péremptoire qui arrêterait la guerre. Les deux empereurs sont d'accord pour ajourner le débat sur le partage de la



CONFÉRENCES D'ERFURT

Turquie. La convention d'Erfurt comporte un article secret qui prévoit ce partage, mais ce n'est qu'un engagement platonique à longue échéance. Il faut d'abord arrêter l'Autriche ou la vaincre, terminer l'affaire d'Espagne, occuper la Moldo-Valachie. Napoléon fait les plus grands efforts pour empêcher l'Autriche de lui déclarer la guerre ; il croit y avoir réussi, puisque l'engagement de combattre l'Autriche de concert avec lui est inscrit dans la convention du 12 octobre ; mais il ignore que, dans la coulisse, le tsar n'a pas découragé le baron de Vincent, que Talleyrand, s'il en faut croire Metternich, a lui-même pris soin de faire savoir à l'Autrichien qu'il n'a rien à craindre de la Russie et qu'enfin l'astuce du prince de Bénévent a ressuscité toute la vieille politique rien qu'en jetant, au cours de ses entretiens avec Alexandre et Roumiantsof, ce mot : l'Europe. L'empereur Alexandre fut-il séduit par les perspectives que déroula à ses yeux Talleyrand ?

Ce qui est certain, c'est qu'à partir d'Erfurt, il s'admire lui-même par avance dans le rôle de restaurateur de l'Europe.

Le système napoléonien est la plus étonnante tentative qui ait été osée afin de réaliser les aspirations historiques de la France. Il implique la coalition de l'Europe continentale contre le maître de la mer, donc la destruction de l'Europe, au sens diplomatique du mot, c'est-à-dire de cette juxtaposition savamment équilibrée d'États inégaux en force, mais également impuissants à créer une solide unité, et englobant cet élément de discorde et de dissociation qui s'appelle l'Angleterre. Talleyrand et les fonctionnaires des Affaires étrangères, nourris dans la tradition, ne se sont jamais élevés à ces conceptions insolites et vertigineuses ; ils ont suivi et servi la fortune de la France, entraînée par le génie de Napoléon sur des sommets qui leur restent inaccessibles ; leur prédilection revient toujours à l'ancien système, moins aventureux, moins victorieux, moins définitif, plus diplomatique. Talleyrand, trahissant les pensées et les volontés de l'empereur, se présente aux souverains de l'Europe comme un homme d'État convaincu de la nécessité de restaurer le vieil équilibre et disposé à y collaborer ; il fait appel au tsar pour ce rôle de pacification et de consolidation. A son esprit avisé, l'insurrection de l'Espagne, Baylen, la mobilisation autrichienne apparaissent comme des signes avant-coureurs de la destruction de l'édifice impérial ; désormais, en ménageant sa propre fortune, il attend et s'applique à précipiter la chute du maître qu'il ne peut plus se flatter de diriger ; il ne voit pas, ou il agit comme s'il ne voyait pas, que le naufrage du parvenu corse sera, pour longtemps, la ruine de la grandeur française.

Napoléon est un stratège et un homme d'État plus qu'un diplomate au sens étroit du mot. Les roueries du métier l'irritent ; il manque de sang-froid et de patience, comme le jour où, discutant avec le tsar, il se mit à piétiner son chapeau. Après Erfurt, il aurait dû être édifié sur les intrigues de certains personnages de son entourage et sur la valeur de l'alliance russe. L'Autriche n'aurait pas fait la guerre, si elle n'avait escompté des complicités françaises. « Je vois, écrivait Metternich le 17 janvier 1809, M. de Talleyrand et son ami Fouché toujours de même, très décidés à saisir l'occasion si cette occasion se présente, mais n'ayant pas assez de courage pour la provoquer. » Alexandre, jusqu'au bout, joue double jeu, promet son concours le plus complet pour arrêter l'Autriche et, si c'est nécessaire, pour la vaincre, et, en même temps, assure Schwarzenberg qu'il fera tout ce qui sera « humainement possible » pour éviter de lui porter des coups. De fait, dans cette guerre, la France n'a pour alliés que les Polonais ; Poniatowski entre en Galicie,

acclamé par la population ; mais comment concilier la résurrection polonaise avec l'alliance russe ? La guerre de 1812 sortira de là.

L'Autriche, entrant en guerre, lance le 6 avril un appel « à la nation allemande » : singulier rôle pour un empereur d'Autriche, chef d'un État et non pas d'une nation ! Wagram arrête les mouvements de libération prêts à éclater. Napoléon a perdu toute confiance en la Russie. Il n'a plus d'allié. Dès lors, la prudence l'oblige à mettre l'Autriche dans l'incapacité de nuire. Le traité de Vienne l'enserme de tous côtés par des possessions françaises ou alliées de la France. Le duché de Salzbourg est réuni à la Bavière ; Braunau et Passau deviennent deux places d'armes qui tiendront Vienne en respect. L'Illyrie, c'est-à-dire la Croatie au Sud de la Save et une partie de la Bosnie et de l'Herzégovine, agrandissent la Dalmatie française ; elle communique directement avec l'Italie par Trieste et Fiume, l'Autriche perdant tout accès à la mer. L'Adriatique devient un lac franco-italien et l'Illyrie une base de départ pour une action balkanique. Enfin, au Nord, la Galicie occidentale, avec 1 800 000 Polonais, s'ajoute au grand-duché de Varsovie. La Russie reçoit un fragment de la Galicie à l'Est de la Vistule, mais cet os à ronger n'apaise pas son inquiétude de voir la Pologne renaître. « La Pologne est recrée, le temps ramènera promptement le reste, » écrit Champagny dans un rapport à Napoléon. Le tsar n'est pas dupe des protestations de Napoléon qu'il ne rétablira jamais la Pologne. Le traité de Vienne met aussi en échec la Russie du côté des Balkans, car la France se rapproche de Constantinople et de la frontière du Danube que Mahmoud défend avec succès contre les armées du tsar. Ainsi le continent achève de se fermer aux marchandises anglaises. Mais les stipulations de Vienne acheminent l'empire à l'échéance fatale de la guerre contre la Russie.

LA RUPTURE AVEC LA RUSSIE ET L'ESSAI D'ALLIANCE AUTRICHIENNE

De Wagram à la rupture avec la Russie, c'est l'époque où l'empire achève de s'organiser, non comme gouvernement de la France, mais comme gouvernement de l'Europe : « Je n'ai pas succédé à Louis XIV, mais à Charlemagne. » Napoléon est celui qui ordonne, qui simplifie et qui prépare la lutte contre les barbares. La Russie n'est décidément pas européenne ; il faudra donc barrer devant elle l'isthme entre Baltique et mer Noire, avec l'aide de la Pologne et, si c'est possible, de l'Autriche. En 1809, l'Autriche a un moment balancé la fortune de Napoléon et manifesté la valeur de son alliance. Le mariage autrichien se rattache à cette préoccupation d'entente ; il constitue une option entre la Russie et l'Autriche ; mais il est aussi un acte décisif dans l'organisation du grand empire, dont il rattache les

origines à la lignée des Césars et, du même coup, à la maison de France, puisque Marie-Louise est la petite-nièce de Marie-Antoinette. On s'étonne que Napoléon, dont l'esprit était nourri de l'antiquité romaine, n'ait pas préféré le système de l'adoption, qui a donné au monde la série bienfaisante des Antonins, aux hasards de l'hérédité. Il avait pourtant si peu à se louer de sa famille qu'il se voyait obligé de retirer à ses frères leurs couronnes. L'annexion de la Hollande, des bouches du Weser et de l'Elbe, l'étroite dépendance où est tenu Joseph en Espagne, répondent à la nécessité d'intensifier la guerre contre l'Angleterre par le blocus continental.

La suppression des États pontificaux répond au même besoin ; mais elle se



MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE
(Fragment d'une aquarelle de Heim. Musée de Sèvres).

rattache par ailleurs à la conception que se fait Napoléon du pouvoir impérial. Rome est le lieu de l'empire. Le pape n'a pas besoin d'un domaine temporel, puisque l'empereur le protège et reconnaît son autorité spirituelle : « Le pape est l'évêque de Rome, mais j'en suis l'empereur. » C'est cette formule que réalise le sénatus-consulte du 17 février 1810. L'Italie unifiée sous un seul souverain tend naturellement à revendiquer Rome capitale. Napoléon estime que le domaine temporel du pape n'est que l'un des moyens, et non sans doute le meilleur, de garantir l'indépendance du pouvoir spirituel. Dans une Europe unifiée, en lutte contre l'Angleterre et la Russie, l'une et l'autre schismatiques, l'empereur détient toute l'autorité temporelle ; il subvient au budget de la Propagande et devient, comme on disait au Moyen âge, l'avoué de l'Église. Il n'en est que plus nécessaire que l'autorité spirituelle soit entourée d'un respect inviolable, si gênante qu'elle puisse devenir à certaines heures. Les moyens de force n'ont jamais résolu de tels conflits ; les



TALLEYRAND

Peinture de Georges JEANNIOT.

D'après une lithographie anonyme (Collection de M. Georges Jeanniot).

brutalités de Napoléon à l'égard de Pie VII ont entamé le prestige de l'empereur et grandi celui du pape. La renaissance de l'autorité du Saint-Siège au dix-neuvième siècle date de là.

La guerre contre la Russie est la conséquence du système, l'achèvement de l'entreprise. L'alliance est virtuellement morte, dès lors que la Pologne vit et s'agrandit. La dernière négociation à ce sujet est de janvier 1810 : Napoléon refuse de s'engager à ne pas rétablir la Pologne. Czartoriski, en 1811, fait une suprême tentative pour réaliser une Pologne autonome dans le cadre de la Russie ; il s'aperçoit que le prestige de Napoléon entraîne vers lui les Polonais. Les annexions de l'empereur, en particulier celle des bords de la mer du Nord qui supprime les États du duc d'Oldenbourg, beau-frère du tsar, le choix de Bernadotte comme héritier du trône de Suède, font craindre à Alexandre que son allié ne travaille à l'isoler pour le mieux détruire. L'ukase du 31 décembre 1810, par lequel le tsar ouvre ses ports aux navires américains et, indirectement, au commerce britannique, fait sortir la Russie du système continental et par conséquent de l'alliance française. Plus décisifs peut-être sont les succès des armées russes sur la rive droite du Danube, en Bulgarie ; ils outrepassent les conventions de Tilsitt et menacent Constantinople, que Napoléon est résolu à ne pas abandonner au tsar. La défense de la ligne du Danube devient précisément la base de l'alliance avec l'Autriche. La Prusse est entraînée dans la combinaison. C'est la mobilisation de l'Europe contre la Russie. L'empereur y paraît dans sa fonction impériale, comme un Trajan ou un Charlemagne, entouré de rois feudataires ou vassaux, à la tête des contingents des États civilisés. Après la victoire, dont il ne doute pas, il montera au Capitole, avec le roi de Rome qui vient de naître ; il y sera sacré une seconde fois, comme l'annonce le sénatus-consulte du 17 février 1810 ; et alors l'Europe nouvelle, née de la Révolution française et du code Napoléon, sera constituée malgré l'Angleterre et contre elle.



NAPOLEON LE GRAND ET MARIE-LOUISE UNIS PAR LA PAIX
(D'après un dessin de Bolzot. Gravé par Gérard).

En face de la Russie, Napoléon en revient à l'idée, qui est celle de Talleyrand dans le mémoire de Strasbourg, d'une barrière européenne dont la Pologne devra former le bastion avancé. L'Autriche descendra la vallée du Danube et recevra des agrandissements en Moldavie, Valachie, Serbie. Au Sud, ce sera la Turquie sous l'influence française. Quand la diplomatie du tsar a essayé d'entraîner dans son alliance l'empereur François, Metternich s'est prononcé en faveur de l'alliance française (traité du 14 mars 1812), mais il a pris ses précautions pour que la Russie, en cas de succès, ne lui en tînt pas rigueur (mission de Lebzeltern, juin 1812). Metternich croyait au succès des Français et se ménageait l'opportunité d'en tirer profit à peu de frais. Quant à la Prusse, elle sollicita d'être admise à l'alliance française. Elle réorganisait secrètement son armée; elle n'avait jamais plus d'hommes sous les armes que le traité ne l'y autorisait, mais les hommes se renouvelaient souvent; les sociétés patriotiques agitaient le pays; Fichte écrivait son *Discours à la nation allemande*. Napoléon hésita; irrité de la mauvaise foi prussienne, il fut sur le point de donner à Davout, qui commandait à Hambourg, l'ordre de marcher sur Berlin; les humbles soumissions du roi et les promesses de Hardenberg firent accepter l'alliance et la participation à la guerre de Russie (traité du 24 février 1812). Dans la pensée de Napoléon, c'est donc l'Europe entière qui se dresse contre la Russie et refoule l'asiatisme. Franchissant le Niémen, l'empereur a conscience de jouer la partie suprême; il se croit si assuré de signer la paix à Moscou qu'il songe à l'Orient méditerranéen et prépare un formidable armement naval contre l'Angleterre.

Il aurait pu gagner la terrible partie s'il avait plus fortement constitué la Pologne et la Lithuanie derrière lui. La résurrection officielle de la Pologne (car le duché de Varsovie avait un duc saxon et ne portait pas le nom de Pologne) est réalisée à la Diète du 28 juin et l'archevêque de Malines, de Pradt, une créature de Talleyrand, est chargé de l'organiser et d'établir une base d'opérations pour l'armée et la politique françaises. Le choix n'était pas heureux. En outre, Napoléon était gêné, par son alliance avec l'Autriche, pour promettre la reconstitution de la grande Pologne historique. Une partie de la noblesse ne voyait pas sans appréhension une Pologne avec le code Napoléon et l'abolition des privilèges. En Lithuanie, l'Empereur s'aperçut que les habitants n'étaient pas « des Polonais comme les autres ». Malgré tout, la renaissance de la Pologne eut un retentissement considérable; même le prince Czartoriski, l'ami du tsar Alexandre, se crut obligé de venir servir son pays. Pour une campagne victorieuse en Russie, une Pologne fortement constituée était la base d'opérations et l'auxiliaire nécessaires. Napoléon a lui-même

reconnu plus tard que sa faute fut de vouloir terminer la campagne en quelques semaines au lieu d'y employer deux ans et d'avoir cru que la prise de Moscou amènerait la paix. Quand Lauriston vint offrir la paix au camp de Kutusow — singulière démarche après une victoire — le vieux général répondit : « Pour nous, la guerre commence. » Elle ne devait se terminer qu'à Paris.

L A DESTRUCTION DE L'EUROPE NAPOLEONNIENNE

L'imagination des hommes est courte ; leur esprit, comme une étoffe qui reprend ses plis, tend à revenir aux formes anciennes. Ainsi firent les rois d'Europe à mesure que reculait le soldat de génie qui avait brisé les antiques moules ; ils s'appliquèrent à restaurer, chaque fois qu'ils le purent, les souverainetés déchues et à retrouver les frontières anciennes.

Les négociations enchevêtrées de 1813 et de 1814 ne sont que trompe-l'œil. Napoléon crut un moment à la possibilité d'attacher à sa cause l'Autriche, qui ne tenait guère à grandir la Prusse et la Russie. Mais comment la froide raison aurait-elle réussi à se faire entendre quand se déchaînaient les passions antifrANÇAISES, les vengeances comprimées, les ambitions contenues ? En Allemagne et en Autriche, le mouvement contre la France est mené par les Stein, les Stadion, les seigneurs allemands au service de la Russie ; ils font appel au sentiment national des peuples et c'est ce qui donne à la campagne de 1813 un caractère nouveau et grand. On aperçoit aussi s'agiter des ambitions aigries, des impatiences brouillonnes : Mme de Staël, Bernadotte. Le tsar Alexandre parade sur le devant de la scène ; mais c'est la diplomatie anglaise qui mène le jeu ; elle tient, par l'argent, tous ces besogneux ; elle seule sait ce qu'elle veut et où elle va : la Hollande et Anvers séparés de la France, l'empire des mers que l'empereur du continent n'a pas réussi à lui ravir. Toute l'Europe, y compris les deux maréchaux de France Bernadotte et Murat, à l'exception du loyal Frédéric VI, roi de Danemark, dirige des troupes sur Paris pour ne pas manquer la curée. Le traité de Tœplitz (9 septembre 1813) consolide la coalition et dessine à larges traits son programme. Sous prétexte de rétablir un « équilibre européen », tous commencent par s'accorder sur un nouveau dépeçage de la Pologne. Mais le tsar réclame pour lui toute la Pologne et suggère que la Prusse pourrait trouver une indemnité à l'Ouest, l'Alsace par exemple. Par le traité de Ried (8 octobre), la Bavière abandonne la France, mais elle obtient des garanties : sauf le Tyrol, elle gardera ce que Napoléon lui a donné, y compris la couronne royale. Les Saxons, eux, tournent leurs canons contre les Français en pleine bataille de Leipzig. La confédération

du Rhin, l'Allemagne napoléonienne se disloquent, mais le Saint-Empire ne peut pas renaître puisque, comme à la Bavière, on promet aux petits États allemands la pleine indépendance. Ainsi l'Autriche s'élimine elle-même de l'Allemagne nouvelle et y fait le lit de la Prusse. La déclaration de Francfort (1^{er} décembre), par laquelle les Puissances « confirment à l'empire français une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois », n'est qu'une manœuvre. Le



L'EMPEREUR ET LE DUC DE REGGIO
A CHALONS-SUR-MARNE (JANVIER 1814)

Ce curieux croquis a été exécuté pendant la campagne de France par le grenadier Pils, père du célèbre peintre militaire du second empire.

memorandum que Castlereagh apporte de Londres à Bâle, le 18 janvier 1814, précise les volontés de l'Angleterre ; l'ultimatum de Châtillon (18 février) les signifie à Napoléon : les frontières de 1792. Le traité de Chaumont (6 mars) fonde l'alliance des quatre puissances, qui deviendra la Sainte-Alliance, pour achever la guerre et refaire l'Europe selon les intérêts de l'Angleterre. A aucun moment, les Alliés n'ont été sincèrement disposés à laisser à la France des limites plus larges que celles de 1792. Napoléon succombe en défendant les frontières nationales, la ligne du Rhin ; il y met son honneur de souverain et de soldat. « On ne dira pas, cette fois, dit-il à Caulaincourt après la rupture du congrès de Châtillon, que c'est pour

mon ambition que je combats, car il me serait aisé de sauver le trône ; mais le trône avec la France humiliée, je n'en veux point. » Il est au bout de son effort, abandonné des siens, de tous ceux qu'il a faits puissants et riches, soutenu jusqu'à la fin par la France populaire, ses vieux soldats, les paysans, ce merveilleux peuple français qui n'a besoin que d'une foi et d'un chef pour accomplir des prodiges.

L A RESTAURATION DES BOURBONS ET LES FRONTIÈRES

Le traité de Chaumont avait pour objet la chute de Napoléon ; mais, sur la reconstitution de l'Europe et le sort de la France, les Alliés n'avaient pris aucune décision, tant ils étaient éloignés de s'entendre entre eux. Napoléon avait essayé d'instaurer,

à la place de la vieille politique d'équilibre, un ordre européen nouveau fondé sur la suprématie politique de la France, sur l'universalité de sa langue et de sa civilisation, sur les principes juridiques et sociaux de sa Révolution, enfin sur sa force militaire. Cette tentative a échoué. Que va devenir l'empire napoléonien? Après des secousses matérielles et morales telles que la Révolution et l'empire, ceux-là même qui s'imaginaient replacer le vieux char européen dans les ornières de 1789 se leurraient d'autant plus que d'autres événements avaient modifié la figure du continent; le second et le troisième partages de la Pologne ne sont-ils pas de 1793 et 1795? C'est par là que le système de la « légitimité », par lequel Louis XVIII et Talleyrand essayèrent de masquer la ruine des espérances historiques de la France, se révèle fragile. Où s'arrête la légitimité? L'œuvre de la Révolution et de Napoléon n'était pas tout entière caduque.

Deux problèmes, d'ailleurs connexes, se posent. Quelles frontières seront données à la France vaincue? Que deviendront les diverses parties de l'Europe napoléonienne? La question dynastique est étroitement liée à celle des frontières et l'une et l'autre dépendent du cabinet de Londres. A mesure que les armées alliées s'avancent de la Vistule vers Paris, on voit la diplomatie anglaise s'insinuer au premier plan, dominer par la netteté de ses vues, s'imposer par le moyen des subsides. L'esprit chimérique et flottant d'Alexandre est accessible aux influences sentimentales, dès que son amour-propre n'est pas en jeu; la haine aveugle des Prussiens les porte aux extrêmes et leur fait perdre le sens du possible. Entre le tsar et Frédéric-Guillaume, une amitié personnelle et le traité de Kalisch laissent croire à une solidarité des intérêts et des volontés. C'est donc sur l'Autriche que le cabinet britannique compte s'appuyer; il lui livrera l'Italie et, en la mettant dans son jeu, il rompra la solidarité des Alliés, car toute entente continentale est pour l'Anglais un objet d'alarme. L'Angleterre, à mesure qu'elle craint moins Napoléon, s'inquiète davantage de la puissance moscovite; elle ne veut pas d'une Russie trop puissante, s'avancant loin vers l'Ouest par l'annexion de toute la Pologne, solidement alliée à la Prusse et aux États baltiques. Il convient donc, après avoir brisé sans retour l'empire de Napoléon, de laisser subsister une France assez forte pour que l'équilibre européen soit rétabli et pour que, vaincue par la ténacité de la Grande-Bretagne, la France puisse entrer dans son jeu et servir ses intérêts. C'est une loi de la politique britannique que, après une guerre à laquelle elle a pris part, dès que la victoire est assurée, elle prend ombrage de ses alliés, grandis par leur succès même, et se place du côté des

vaincus. C'est son jeu en 1814 et c'est à ce jeu que se prête Talleyrand, en laissant croire qu'il le mène.

Suivons l'ordre des faits. La première phase, ce sont les dures conditions imposées à la France par le traité de Paris du 30 mai. Mais ce traité n'est que la mise en forme de décisions antérieures prises en Angleterre. Metternich et Castlereagh se rencontrent, le 18 janvier 1814, à Bâle et s'accordent sans peine sur un point essentiel : la restauration des Bourbons est la seule garantie du retour de la France à ses anciennes limites. En mars, Metternich se rend à Londres. Entre ces deux ministres furent arrêtés les arrangements relatifs aux Pays-Bas, au Rhin et à l'Italie. L'Angleterre ne veut plus laisser l'Autriche à Bruxelles et à Anvers qu'elle s'est montrée incapable de défendre ? C'est un autre système qui va prévaloir ; on reviendra très loin en arrière, avant la séparation de la Néerlande protestante d'avec les Pays-Bas catholiques. L'Angleterre imagine de créer là une grande puissance qui jouera, en face de la France, le rôle de gendarme, sous un roi Orange, c'est-à-dire allié à la famille royale d'Angleterre. Avec le royaume des Pays-Bas et un Hanovre agrandi, l'Allemagne occidentale sera sous l'influence britannique.

Quant aux frontières de la France, ce seront, sauf rectifications de détail, celles de l'ancienne monarchie ; des conquêtes de la Révolution et de l'empire, elle ne gardera que les enclaves, Avignon, Mulhouse, Montbéliard. Il faut être bien assuré que la France, ou plutôt son gouvernement, accepte ces frontières et s'engage à ne rien réclamer au delà. Le gouvernement britannique a sous la main le prétendant au trône de France, le roi légitime, qui a pris le nom de Louis XVIII depuis la mort de Louis XVI et la disparition de Louis XVII. Que s'est-il passé entre Louis XVIII et le régent d'Angleterre ? L'histoire est ici réduite aux vraisemblances ; elle se heurte aux portes fermées derrière lesquelles ont lieu les entretiens décisifs entre souverains ou hommes d'État. Mais comment croire que le gouvernement britannique ait envoyé le comte de Provence régner à Paris sans avoir exigé de lui des engagements au sujet des frontières et de l'organisation de l'Europe selon les volontés britanniques ? Le roi de France a acquiescé d'avance aux volontés de l'Angleterre ; il a accepté les frontières qu'on lui impose. Castlereagh écrivant, le 14 août 1814, à Wellington, ambassadeur à Paris, le charge d'informer Talleyrand qu'il existe des engagements contractés « à une époque où l'Angleterre était loin de pouvoir compter le gouvernement français au nombre de ses amis » ; il ne peut s'agir que d'engagements souscrits par Louis XVIII au temps où Napoléon était encore florissant. Au moment où, à Paris,

Talleyrand s'imposa à Louis XVIII, il est vraisemblable qu'il eut une explication avec le nouveau roi qui lui révéla ses engagements : il n'est pas libre ; son représentant au congrès de Vienne ne pourra donc se mouvoir que dans les limites où le cabinet de Londres le lui permettra. Un tel rôle convenait à Talleyrand qui avait toujours été et qui resta jusqu'à sa mort l'homme de la politique anglaise. Il est possible que, lui aussi, ait pris vis-à-vis de Londres des engagements personnels ; mais il n'est pas indispensable de l'admettre pour expliquer son attitude. Celui qui n'est pas libre, c'est le roi.

Nous touchons ici à la responsabilité des Bourbons dans ce naufrage des espérances séculaires de la France. La Révolution et l'empire avaient atteint les buts historiques et traditionnels de la monarchie française, les Pays-Bas, le Rhin et les Alpes ; les événements avaient emporté Napoléon bien au delà de ces réalisations ; mais si la France, après ce formidable effort, était ramenée, meurtrie et saignante, à ses frontières de 1792, alors que ses vainqueurs conserveraient leurs conquêtes du dix-huitième siècle et de la période napoléonienne, à savoir l'Angleterre l'empire des mers et les colonies, la Russie la Finlande et, avec la Prusse et l'Autriche, la Pologne, les princes allemands les seigneuries laïcisées ou médiatisées en 1803, l'Autriche la Lombardie, la Savoie Gênes, etc., elle se trouverait *relativement* très diminuée. Pouvait-on éviter cette déchéance ? Que serait-il advenu si Louis XVIII avait refusé de régner sur une France qui ne serait pas celle à laquelle tendait la politique de ses ancêtres, avec la frontière du Rhin et des Alpes ? L'Angleterre aurait-elle reconnu Napoléon II ou quelque Bernadotte ? Elle avait besoin de la monarchie bourbonnienne à Paris pour réaliser l'Europe qu'elle voulait. Louis XVIII ne s'est pas rendu compte de sa force et des chances qui s'offraient à lui. N'aurait-il pas pu obtenir, au prix de quelques concessions pour Anvers et les Pays-Bas, les « limites naturelles », tout au moins une Rhénanie amie ? Il ne paraît avoir tenté en ce sens aucun effort ; on ne trouve pas trace de sa résistance aux conditions imposées par le régent. On dit que la monarchie seule pouvait accepter de régner sur la France de 1789 ; mais la France de 1814 n'était plus celle de 1789, car, autour d'elle, l'Europe s'était transformée et agglomérée. Nous sommes ici dans le domaine des hypothèses ; mais, si Louis XVIII n'avait consenti à monter sur le trône que dans une France plus large, qui sait si le retour de l'île d'Elbe et les désastres qui s'en sont suivis auraient été possibles ?

Le secret de la ruine de la monarchie française gît là. Mais Louis XVIII n'a rien d'un Henri IV ; son corps obèse, ses jambes lourdes lui rendent pénible le mouvement et disgracieuse l'action ; l'esprit est délié et souple, mais la finesse naturelle

est devenue, après tant de déboires et d'humiliations, ruse et cautele ; sceptique, blasé, il croit, en un temps où la grandeur d'âme et la générosité auraient mieux servi sa cause, à l'habileté. C'est aux premières heures de sa politique et à propos des frontières, qu'il aurait pu gagner le cœur des Français et vibrer à l'unisson d'une nation qui avait enduré trop de maux pour ne pas souhaiter le repos, mais qui avait goûté trop de gloire pour se résigner à la déchéance. Il laissa l'opinion se persuader qu'il avait payé le trône d'un consentement à une diminution de la patrie.

A Paris, le roi, qui s'était montré si humble en face du régent d'Angleterre et qui s'était plu à reconnaître qu'il lui devait « après la divine Providence » le rétablissement de son trône, se retrouve hautain et cassant à l'égard du tsar. Il lui garde rancune du temps où, après Tilsitt, il avait dû quitter Mittau pour chercher asile en Angleterre où il avait trouvé le climat de son intelligence et de son caractère : monarchie traditionnelle, ambiance philosophique et voltairienne. Le tsar, arrivant à Paris, mécontent de ses alliés, irrité contre les Anglais, laissa entendre à Louis XVIII qu'il lui assurerait la frontière du Rhin en échange d'une alliance et de sa liberté d'action en Pologne et en Orient : l'offre de Pierre le Grand à Louis XV. Mais l'entente avec la Russie n'entraînait pas dans les vues des bureaux des Affaires étrangères ; elle était contraire à la tradition de Choiseul et de Vergennes ; or, même des fonctionnaires de la valeur de Hauterive et la Besnardière trouvaient une compensation à l'humiliation de la France dans le retour au principe de l'équilibre, si propice aux subtiles combinaisons diplomatiques. Avec plus de souplesse et moins de scrupules, c'est ce même système qu'adoptait Talleyrand. Louis XVIII ne tenta pas de manœuvrer entre les deux politiques, entre les deux groupes : Angleterre et Autriche d'une part, Russie et Prusse de l'autre. Son parti est pris : il est lié. Alexandre penche pour Napoléon II ou Bernadotte ; c'est l'Angleterre qui rétablit les Bourbons ; l'aurait-elle fait si elle n'avait d'abord pris ses sûretés ?

L E TRAITÉ DU 30 MAI

Les Alliés et Louis XVIII se trouvèrent d'accord pour conclure la paix avant de procéder, dans un congrès, à la restauration de l'Europe. Le 23 avril, le comte d'Artois, comme lieutenant général du royaume, signe une convention, négociée par Talleyrand, selon laquelle toutes les places au delà de la frontière du 1^{er} janvier 1792 encore occupées par des garnisons françaises sont remises aux Alliés ; en échange, ceux-ci évacuent le territoire français. Louis XVIII fait son entrée à Paris le 2 mai. Lui-même et Talleyrand ont de nombreuses conférences avec Castlereagh. Le traité est signé

le 30 mai. Les Alliés avaient, à Francfort, et, plus tard, par la déclaration du 4 décembre, promis au peuple français « une étendue de territoire qu'il n'avait pas connue sous ses rois » ; ils interprétèrent cet engagement en accordant un demi-million d'habitants de plus qu'en 1792. Louis XVIII insistait pour un million et demandait Dixmude, Ypres, Courtrai, Tournai, Ath, Mons, Namur, Dinant, Givet, Arlon, Luxembourg, Sarrelouis, Kaiserslautern. Castlereagh n'accorda que Chambéry et Annecy, que Louis XVIII ne souhaitait pas enlever à son beau-frère ; Avignon, Montbéliard, Mulhouse ; Philippeville, Marienbourg, Landau, Sarrebruck et Sarrelouis, qui faisaient partie de l'ancien royaume à titre d'enclaves en pays étranger et qui sont réunies à la France par une bande de territoire : en tout 450 000 âmes. Par un article secret, la France s'engage à reconnaître la réunion des Pays-Bas belges avec la Hollande. Une déclaration, en tête des articles secrets, indique que l'Europe sera refaite d'après les principes arrêtés par les Alliés, ce qui signifie que la France n'aura qu'à acquiescer, d'après les dispositions générales suivantes : la Lombardie et la Vénétie à l'Autriche, le royaume de Sardaigne rétabli avec Gênes, mais diminué d'une partie de la Savoie, la Suisse réorganisée, les Pays-Bas unifiés en un royaume, la rive gauche du Rhin réservée à l'agrandissement de la Hollande ou d'États allemands. La France participerait au congrès, mais elle adhérerait d'avance aux dispositions que les Alliés jugeraient opportunes. Ferdinand VII, revenu en Espagne, s'oblige, par le traité du 5 juillet, à ne pas renouveler le pacte de famille. Aux colonies, l'Angleterre garde Malte, le Cap, Ceylan, l'île de France (Maurice), Tabago, Sainte-Lucie, Saint-Domingue, les Séchelles, Rodrigue ; la France recouvre les Saintes, les comptoirs de l'Inde, la Guadeloupe, la Guyane. Ainsi l'Angleterre efface les résultats du traité de Versailles qui avaient paru si amers à son amour-propre ; elle consolide sa domination sur les mers et les continents lointains.

LE CONGRÈS DE VIENNE Il fut relativement facile aux Alliés de s'entendre pour isoler la France et la maintenir dans l'impuissance ; lorsqu'il fallut reconstruire l'Europe et faire aboutir le congrès, les difficultés apparurent. L'Angleterre se préoccupe d'empêcher une nouvelle poussée d'expansion française, mais ses alliés continentaux se disputent des lambeaux de Pologne. Le tsar, sous l'influence d'Adam Czartoriski, travaille à constituer l'unité polonaise dans la mouvance de l'empire russe. Ne touchant pas aux frontières de la France, où prendrait-il sa part, si ce n'est en Pologne ? L'Autriche trouvera

en Italie des compensations à la perte de la Galicie, de ses anciennes possessions d'Allemagne (Brisgau, Ortenau, etc.) et de la Belgique : ainsi se dessine cette vocation italienne de l'Autriche qui, en fin de compte, l'a conduite à sa ruine. Quant à la Prusse, si elle abandonne Varsovie, Posen, Dantzic et quelques enclaves de l'Allemagne occidentale : Anspach et Bayreuth à la Bavière, Hildesheim et la Frise orientale que le régent d'Angleterre exige pour son Hanovre, elle demande, en compensation, un pays allemand dont le roi a été l'allié de Napoléon et dont les territoires réuniraient la Silésie avec le Brandebourg et la Prusse : la Saxe. Si la Prusse obtient la Saxe, toute la Saxe, son roi prenant le titre de roi de Prusse et de Saxe, ses destinées se fixeront en Europe orientale ; elle deviendra un contrepoids à la Russie et à l'Autriche. Si on la lui refuse, il faudra l'agrandir ailleurs. Ainsi se pose le problème. Si le roi de Saxe est établi sur la rive gauche du Rhin ou en Westphalie, la situation redevient ce qu'elle était avant la Révolution, c'est-à-dire que la France a, sur ses frontières de l'Est, de petits États qui trouveront leur intérêt à entretenir de bonnes relations avec Paris et qui chercheront à Vienne leur centre de gravité. L'intérêt de la France est donc très clair ; il se déduit de son histoire : une Russie forte qui tienne, par delà les « Allemaignes », le rôle que François I^{er} donnait à la Turquie, Richelieu à la Suède, Fleury à la Pologne et, puisqu'il n'est pas possible de sauver l'indépendance polonaise, une Russie agrandie de toute la Pologne et lui accordant une certaine autonomie ; une Prusse trouvant à l'Est de l'Elbe son avenir et sa fortune.

Mais la politique de Louis XVIII est opposée à la Russie. Castlereagh, dès les premières conférences (9 septembre) entre les *Quatre*, c'est-à-dire les grandes puissances alliées, déclare que la restauration de la Pologne serait bien vue du Parlement britannique, à la condition qu'il s'agit d'une Pologne indépendante, non d'une province de la Russie. Vraisemblablement, cette attitude était conforme aux résolutions prises à Londres avec Metternich, car l'Autriche ne voulait à aucun prix voir la Russie à Cracovie et sur les Carpathes. Talleyrand, le 28, détache de ses instructions une page très étudiée et fait une note où, après une déclaration platonique en faveur de la Pologne, il conclut qu'il serait dangereux de constituer une Pologne russe. Ainsi, la première manifestation publique de Talleyrand est conforme aux vues anglaises et contraire aux desseins du tsar. La politique française s'avère dépendante de la politique anglaise et, d'accord avec Londres, anti-russe.

Parmi les coalisés, deux camps se dessinent en fonction de la question polonaise :

d'une part, le tsar avec le roi de Prusse, alliance sentimentale entre les souverains qui n'empêche pas Hardenberg et Humboldt de travailler contre la solution russe du problème polonais ; ils veulent à la fois un morceau de la Pologne et toute la Saxe. Ils trouvent sur ce terrain des points de contact avec Metternich et Castlereagh. C'est au Congrès de Vienne qu'a pris naissance cette intimité anglo-prussienne qui a fait le malheur de l'Europe au dix-neuvième siècle. Dans le camp opposé à la Russie sont l'Autriche et l'Angleterre : Metternich mène le jeu, mais



LE CONGRÈS DE VIENNE

(Gravure de Chapon d'après le tableau de Girardet).

c'est Castlereagh qui tient les fils. A plusieurs reprises, on put se demander si un conflit n'éclaterait pas entre les deux partis. Alexandre entre à Vienne le 25 septembre, l'air soucieux et préoccupé ; on parle déjà de guerre. Des deux côtés, on arme. Alexandre fait blanc de son épée, mais finalement il cède. Il est très occupé de ses plaisirs ; il dispute à Metternich les faveurs de la princesse Bagration qui tient salon politique et fait concurrence à la duchesse de Sagan ; la police de Vienne croit que l'une et l'autre reçoivent des subsides de la Russie. La publication si curieuse et si peu édifiante du commandant Weil : *Les dessous du Congrès de Vienne*, nous révèle que tout ce grand monde est un triste monde : en vérité, Napoléon apparaît, par comparaison, le plus honnête homme de son temps.

Parmi ces intrigues et ces vénalités, un diplomate aussi délié que Talleyrand

pouvait, s'il avait été libre, trouver entre les deux camps des possibilités de manœuvre. La Russie seule était en mesure d'aider la France à garder tout ou partie de la rive gauche du Rhin, tout au moins à en écarter la Prusse. Les projets du tsar étaient évidemment les moins désavantageux pour la France. Quand on lit la correspondance officielle de Talleyrand avec Louis XVIII, publiée par Pallain, on s'aperçoit qu'à aucun moment, le ministre ne présente au roi les deux partis entre lesquels il avait apparemment le choix : entente avec l'Angleterre et l'Autriche, ou entente avec la Russie et la Prusse. Si Talleyrand n'offre pas au roi l'option, c'est que les positions sont déjà prises. La défense de la légitimité n'est qu'une attitude destinée à masquer la dépendance à l'égard de l'Angleterre. Le roi de Saxe avait été l'allié longtemps fidèle de Napoléon ; il aurait été aussi naturel, du point de vue où se plaçaient nos plénipotentiaires, de l'abandonner aux exigences de la Prusse que d'insister pour la déposition de Murat.

Le traité secret du 3 janvier 1815, qui lie les intérêts de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France et que Talleyrand a présenté comme un succès de la politique française, constate en même temps sa sujétion. Il ne déplaisait pas à l'Angleterre de se ménager l'alliance d'une France réduite, dont l'armée pourrait servir ses intérêts sur le continent. Castlereagh donne à Louis XVIII la satisfaction de rentrer dans le concert européen, de ne pas faire officiellement figure de vaincu ; Talleyrand obtient qu'on n'emploie pas le mot « les Alliés » pour les opposer à la France. Mais c'est tout : aucune concession sur le fond. Talleyrand, dans les conférences et les conciliabules, affiche un désintéressement qui n'est que façade et qui ne gêne même pas les ambitions cyniques des vainqueurs ; il joue son rôle avec virtuosité, mais il réussit à peine à masquer sa détresse.

Le règlement des affaires d'Allemagne est le plus délicat, parce que les questions de Pologne et de Saxe s'y trouvent impliquées. L'appétit des Prussiens s'étale au grand jour, sous l'impulsion du mouvement nationaliste de 1813. Stein, mal vu des princes, mais animateur de l'esprit public, prépare les grandes destinées de l'Allemagne ; il travaille, sans le savoir, pour le roi de Prusse. Caroline de Humboldt, dont le mari fut, durant cette période, le principal inspirateur de la politique prussienne, écrit, le 24 janvier 1815, cette lettre prophétique :

L'Allemagne marchera avec le temps vers son unification, et qui voudra s'y opposer s'y brisera. L'Autriche ne tardera pas à payer la dette de son bas égoïsme. Je crois même qu'une nouvelle guerre nous conduirait droit au but, mais il y aurait quelque chose d'affreux à désirer cette espèce de guerre civile. Tous les regards sont tournés vers la Prusse et tous les cœurs allemands sont pour la Prusse. Les gouvernements seuls sont contre nous et c'est la preuve de la frayeur que nous inspirons... Dieu merci, les peuples valent mieux que la plupart des gouvernements et le soleil de l'Allemagne vient de se lever.

Ces ambitions de la Prusse, Talleyrand et Dalberg les connaissent. Talleyrand, dans son entretien avec le tsar, le 23 octobre, lui dépeint le danger que serait l'agrandissement de la Prusse, mais c'est pour s'opposer à l'annexion de la Saxe, grâce à laquelle l'influence de la Prusse en Allemagne l'emporterait sur celle de l'Autriche ; il sera plus accommodant quand, pour dédommager la Prusse de n'avoir pas toute la Saxe, on l'établira sur la rive gauche du Rhin ! Une note d'agent secret, rédigée en français et datée du 1^{er} décembre 1814, dit :

Il existe deux partis en Prusse et même parmi les Prussiens qui sont ici. L'un est des Prussiens enragés qui, pour agrandir la Prusse, escaladeraient le ciel et n'épargneraient ni crimes ni vertus. Celui-ci veut la Saxe à tout prix, et puis il voudrait tout le Nord de l'Allemagne, visant en même temps à conquérir le Midi. L'autre est des Prussiens Germains, plutôt Allemands que Prussiens. Ils voudraient une Allemagne forte, inattaquable et regardée comme la patrie générale et véritable de tout ce qui parle allemand. Ils ne cessent pas pour cela d'être Prussiens, mais leur principe est d'être plutôt forts de l'influence prussienne en Allemagne que de la force intrinsèque de la Prusse. Ils détestent la réunion forcée autant qu'injuste de la Saxe à la Prusse et frémissent de cette idée qui dépopularise le Prussien en Germanie et leur fait faire l'acquisition d'un million de rebelles au lieu de sujets et les affaiblit par là au lieu de les renforcer.

La mission hollandaise à Vienne est très hostile à la Prusse :

Les Prussiens, dit-elle, sont de vrais coupeurs de bourse, des chevaliers d'industrie, sans conscience, sans scrupules, louchant de tous les côtés, tout comme les yeux de Humboldt. Le ministère prussien est plus faux, plus roué, plus perfide qu'il ne l'a jamais été.

L'idée d'établir la Prusse sur la rive gauche du Rhin paraît bien être venue de Castlereagh. La Prusse ne le souhaite pas, craignant d'être entraînée à disperser ses forces et redoutant le voisinage de la France. Mais c'est une solution. Le 6 février 1815, Castlereagh a un entretien avec Hardenberg. Il consent à réduire les agrandissements du Hanovre de 300 à 250 000 âmes et à accorder à la Prusse un million d'âmes sur la rive gauche du Rhin ; il en rend compte le même jour au régent. L'affaire de Saxe est réglée le 7 février. C'est sans doute parce que Castlereagh en a ainsi décidé que Talleyrand ne fait pas d'objections et trouve cette mauvaise excuse qu'il sera plus facile, pour la France, de reprendre la rive gauche du Rhin à la Prusse qu'à la Saxe dans le cas où elle serait devenue l'unique possession du roi de Saxe. Il est possible d'ailleurs que Castlereagh n'ait vu là qu'un expédient pour arranger les affaires et qu'il n'en ait pas aperçu les conséquences ; il ignorait la géographie et il fallut lui apprendre que Leipzig est en Saxe. La Bavière, elle aussi, est indemnisée par le Palatinat de ce qu'elle retocède à l'Autriche (Salzbourg, le Tyrol). Ainsi les deux plus fortes puissances militaires de l'Allemagne sont établies sur la rive gauche du Rhin. Il va sans dire

que personne ne songe à consulter les populations qui sont « dans le désespoir ». Talleyrand écrit au roi que les Prussiens n'auront ni Mayence, ni Luxembourg ; mais il glisse sur l'établissement de la souveraineté prussienne à Cologne, Trèves, Aix-la-Chapelle. Finalement, la Prusse obtient la Lusace, Posen, Thorn, Dantzig qui avait demandé à être ville libre, la Westphalie et la rive gauche du Rhin (donc la Sarre et la Ruhr).

La politique de Mazarin et de Louis XIV défendait, en Allemagne, les droits des faibles : évêchés, abbayes, principautés immédiates, villes libres ; le recès de 1803, réalisant les vues inscrites dans le traité de Bâle par Barthélemy, sacrifiait la plupart des souverainetés ecclésiastiques et des princes immédiats. Les souverains laïques, conservés par Napoléon et introduits dans la confédération du Rhin, s'étaient hâtés de le trahir ; mais ils prétendaient garder ce que Napoléon leur avait donné, terres et couronnes, et refusaient d'écouter les doléances de l'ancienne noblesse médiatisée qui assiégeait le congrès de ses réclamations. Le mot d'ordre de ces hobereaux était : organisation et constitution de l'Allemagne ; ils n'obtinrent rien ; la simplification de la carte d'Allemagne au profit des principaux États fut maintenue. L'Allemagne fut organisée en une confédération sous la présidence de l'Autriche. Metternich refusa, pour son souverain, le titre d'empereur d'Allemagne et une suzeraineté effective qu'il aurait pu exercer en s'appuyant sur la noblesse médiatisée et la bourgeoisie. C'est en 1815 que l'Autriche a commencé de s'évincer elle-même des affaires allemandes. Au contraire, la propagande prussienne accréditait l'opinion que, seule, une grande puissance militaire comme celle des Hohenzollern pourrait garantir l'Allemagne d'une nouvelle conquête française. L'organisation allemande de 1815 ne restaure pas le Saint-Empire d'avant 1805 ; elle ne détruit pas l'œuvre de la Révolution et de l'empire ; elle mécontente la noblesse ; elle ne satisfait pas les patriotes qui, avec Stein, veulent la grande Allemagne unifiée et la liberté politique : contradiction qui devait trouver son dénouement par la force prussienne.

En Italie, il s'agit purement et simplement d'une conquête autrichienne. Metternich rêve de donner à son empereur toute la péninsule. Il cherche à maintenir Murat et sa dynastie à Naples, espérant qu'un Napoléonide, isolé en Europe, sera plus docile qu'une dynastie bourbonnienne liée à la France et à l'Espagne ; il signe avec Joachim I^{er} un traité, qui ne fait honneur ni à l'un ni à l'autre, pour le partage des États du pape ; c'est bien à contre-cœur qu'il finit par restituer à Pie VII les Légations. Au contraire, Louis XVIII et Talleyrand s'acharnent à détrôner « l'usurpateur » de Naples. Les Bourbons, obligés, à l'intérieur, de faire

tant de concessions à l'esprit de la Révolution et de l'empire, s'appliquent, en Europe, à en effacer les dernières traces. Murat, essayant d'agiter l'Italie et d'y prendre la succession de la politique impériale qu'il avait trahie, se perd finalement lui-même et oblige Metternich à le détrôner, puis à le fusiller. Les Bourbons règnent de nouveau à Naples, le pape à Rome, l'Autriche en Lombardie, en Vénétie et en Toscane. Marie-Louise reçoit Parme sa vie durant et, contrairement au traité de Fontainebleau, Alexandre ne réussit pas à obtenir l'hérédité au profit de l'enfant qui grandissait dans la tristesse de Schœnbrunn et que les soldats italiens, en garnison aux environs de Vienne, appelaient « notre Napoléon ». Le roi de Sardaigne recouvre le Piémont et la Savoie augmentés de Gênes ; les deux antiques républiques maritimes, Venise et Gênes, ne sont pas rétablies. L'Autriche, qui domine l'Italie et pénètre par la Dalmatie dans la péninsule des Balkans, devient une grande puissance adriatique et dirige vers l'Orient ses rêves d'avenir. L'Angleterre règne sur la Méditerranée par Malte et les îles Ioniennes.

L E RETOUR DE L'ÎLE D'ELBE ET SES CONSÉQUENCES

La reine Hortense, dont les intéressants *Mémoires* ont été récemment publiés par le prince Napoléon et M. Jean Hanoteau, relate un entretien avec La Bédoyère le jour où il arrive à Paris avec l'empereur :

Ah ! Madame, s'écrie-t-il, si la France retrouve son indépendance et le rang qu'elle doit occuper parmi les nations, si l'empereur lui donne une constitution libérale, si la liberté des citoyens est assurée et repose enfin à l'abri des lois, je me trouverai heureux d'avoir contribué pour quelque chose à sauver ma patrie.

L'explication du retour de l'île d'Elbe est dans ces quelques mots, ainsi que l'association, qui va durer un demi-siècle, des idées libérales et des aspirations nationales. La France n'est pas « indépendante » ; elle n'a pas « son rang parmi les nations », si elle n'a pas ses frontières naturelles. Mais la résolution de Napoléon a été déterminée par des raisons plus immédiates. Il s'est représenté les Alliés plus profondément divisés qu'ils ne l'étaient en réalité ; le spectacle du congrès était de nature à le lui faire croire et des émissaires de l'Autriche, intéressés à le tromper, firent luire à ses yeux la possibilité d'une entente pour la paix. Il ne comprit pas que la seule nouvelle de son débarquement referait le bloc de la coalition.

Un diplomate allemand au service de la Prusse, le comte de Grote, écrit de Paris, le 10 mars : « Si Bonaparte réussit, aucun doute qu'il marchera de suite sur la Belgique et les départements du Rhin. C'est ici un vœu et un désir si général que même ceux qui ne sont pas ses partisans sont décidés à l'y aider. » Golovkine, dans

une dépêche à Nesselrode (Stuttgart, 21 mars), parle de la rive gauche du Rhin « dont les habitants sont tous en faveur des Français et de Napoléon ». Les officiers de la garde grand-ducale à Darmstadt boivent à l'empereur. Des troupes saxonnes, en Belgique, acclament son nom. A Vienne, le premier mouvement du tsar, irrité et déçu, le porte vers Napoléon, et les propos de la princesse Bagration, sa maîtresse, scandalisent les Alliés. Hardenberg, le 31 mai, mande à Goltz : « Nous ne pouvons pas nous cacher que toutes les opinions sont loin de se réunir en faveur des Bourbons. » Lieven, écrivant de Londres, le 24 avril, à Nesselrode, le met au courant des résistances que le traité du 25 mars rencontre en Angleterre : Castlereagh l'a fait appeler ainsi que l'ambassadeur d'Autriche et leur a déclaré qu'il était obligé de faire certaines réserves sur le texte du traité « et que les principes du gouvernement britannique ne lui permettaient pas d'adopter un système qui le mettrait dans la dépendance des intérêts isolés d'un monarque, malheureux sans doute, mais dont le peuple avait le droit de disposer de soi. » N'est-il pas singulier de trouver cette formule, destinée à faire tant de chemin dans le monde, sous une telle plume, relatant les propos d'une telle bouche ?

Malgré tout, la modération de Napoléon et ses dispositions pacifiques inspirent trop peu de confiance à l'Europe pour qu'un accommodement soit possible ; le traité du 25 mars, qui met Napoléon hors la loi européenne et solidarise les Alliés entre eux et avec les Bourbons, coupe court aux tentatives de négociations de l'empereur. Contre toute l'Europe coalisée et résolue à coordonner ses efforts, son génie est insuffisant. Toute sa politique, depuis le Consulat, s'opposait à ce qu'il s'abandonnât au courant patriotique mais révolutionnaire qui avait porté l'aigle de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. Joseph de Maistre, dont la haine est clairvoyante, a compris que l'empereur n'est plus lui-même et que son retour le perdra définitivement : « Déjà Bonaparte n'existe plus, écrit-il de Saint-Pétersbourg le 20 mai. Ce que nous voyons *n'est pas* lui ; c'est une effigie empaillée et cette effigie même périra. » Mais il ne prévoit pas que tout ce que Napoléon a apporté avec lui en Europe rayonnera avec d'autant plus d'éclat que lui-même ne sera plus à craindre et que « l'effigie » suffira à bouleverser le monde. Un autre ennemi de Napoléon, Jomini, écrit, le 14 mars, que son retour « est une crasserie qui fera bien du mal à la France. »

De fait, la France a payé cher cette page épique, mais néfaste, de ses annales. Après Waterloo, les Alliés qui, à les entendre, ne faisaient pas la guerre à la France, trouvèrent bon de prendre contre elle des précautions supplémentaires, c'est-à-dire de rogner ses frontières, de les laisser béantes à toutes les inva-

sions. L'Angleterre renforce sa barrière en faisant céder Philippeville et Marienbourg, françaises depuis Louis XIV, aux Pays-Bas, Sarrelouis à la Prusse, Landau à la Bavière ; Annecy et Chambéry retournent à la Savoie (traité de Paris). C'est encore le tsar Alexandre qui modère le zèle des Prussiens : ils voulaient l'Alsace et la Lorraine.

Les dispositions essentielles des traités de Vienne étaient arrêtées avant les Cent Jours et elles n'en furent pas modifiées. Le nouveau statut de l'Europe est fixé ; la commission de statistique a dénombré les âmes ; Talleyrand a suggéré qu'on tînt compte non seulement de leur nombre, mais de leur qualité, de leur valeur productrice, ainsi qu'il se pratique sur les marchés d'esclaves. Les puissances ont découpé l'Europe selon leurs convenances, car « les convenances de l'Europe sont le droit ». Pourtant la joie des Polonais, l'enthousiasme des Italiens, les espérances des Rhénans, à l'annonce du retour de l'empereur, auraient pu servir d'avertissement aux maîtres du jeu de ce monde. Ce statut nouveau de l'Europe, c'est surtout l'Angleterre qui l'a voulu et c'est elle qui s'en constitue la gardienne : de là vont sortir les révolutions et les guerres du dix-neuvième siècle.

Ainsi s'achève le plus puissant effort qu'un peuple européen ait jamais osé pour la totale réalisation de ses fins nationales. Deux époques, en France, ont eu le sentiment et la volonté du grand ; ce sont celles qui ont été pénétrées, chacune avec ses tendances propres, de la culture classique et, en particulier, de la grandeur romaine : celle de Louis XIV

et celle de Napoléon. L'une et l'autre ont aspiré à l'universel et extériorisé ce que le génie national français porte en lui de largement humain. Après le mouvement tumultueux et créateur de la renaissance classique, de la révolution



NAPOLEON LA VEILLE DE WATERLOO

(D'après un croquis au lavis. Collection de M. Germain Bapst).

protestante et de la réforme catholique, le sens français de la grandeur et de l'ordre s'incarne en Richelieu, Louis XIV et leurs générations. Après l'œuvre critique et dissolvante de la philosophie, après la révolution politique et nationale du dix-huitième siècle, l'aspiration vers une France plus ample, directrice et ordonnatrice de l'Europe selon la raison latine et cartésienne, s'est concrétisée en Napoléon. Un pape, franchissant les monts pour sacrer le nouveau Charlemagne, a reconnu ce que son système portait en lui d'universel et d'unificateur. Politiquement, Napoléon a échoué comme Louis XIV et plus encore que lui ; mais l'un et l'autre ont marqué l'Europe du sceau indélébile de la pensée et du génie français ; de cela est faite leur gloire : il y a le siècle de Louis XIV et il y a le siècle de Napoléon.





CHAPITRE IX

LA FRANCE APRÈS LES TRAITÉS DE VIENNE

- I. — LA RESTAURATION. — *Louis XVIII et l'Europe. — Le principe des nationalités. — L'intervention en Espagne. — Le canon de Navarin. — La politique de Charles X. — La France à Alger.*
- II. — LA POLITIQUE DE LOUIS-PHILIPPE. — *La révolution de 1830 en Europe. — La question des Pays-Bas. — La France et les insurrections nationales. — Les épreuves de l'Entente cordiale. — La question d'Orient. — La ruine de l'Entente cordiale et la chute de la monarchie de Juillet.*
- III. — LA SECONDE RÉPUBLIQUE. — *La politique de Lamartine. — L'Europe de 1848 et les nationalités. — La république et le tsar. — L'expédition de Rome.*
- IV. — LA POLITIQUE DE NAPOLEON III. — *La guerre d'Orient. — La déviation de la politique française. — Le congrès et le traité de Paris (30 mars 1856). — L'attentat d'Orsini et la conspiration de Plombières. — La guerre d'Italie et le traité de Zurich. — L'unité italienne. — Napoléon III et la Pologne. — La Convention du 15 septembre 1864. — La question allemande. — L'affaire du Mexique. — La crise de 1866. — L'Allemagne prussianisée. — Affaires de Belgique et du Luxembourg. — L'Europe de 1867. — La question romaine. — L'affaire d'Espagne et la guerre de 1870.*

I. — LA RESTAURATION



est rare qu'un peuple vaincu ne recherche pas l'alliance de son vainqueur. Louis XVIII et Talleyrand n'avaient, parmi les vainqueurs, que l'embarras du choix. La France, épuisée, déçue, a besoin d'une ère de paix et de prudence qu'une entente avec l'Angleterre lui assurera, car l'Angleterre n'a point intérêt à l'affaiblir outre mesure. Si le roi et Talleyrand se sont flattés d'obtenir davantage, de séparer l'Angleterre de ses alliés continentaux, de fonder une entente des puissances occidentales et constitutionnelles, ils ont méconnu le caractère insulaire et la tradition de la diplomatie britannique, qui évite autant qu'elle le peut de prendre des engagements à long terme et s'applique à entretenir, parmi les puissances continentales, une division et un équilibre dont elle reste l'arbitre. Des raisons de politique intérieure et dynastique interviennent dans le choix d'une telle alliance. L'Angleterre ne laissera pas la Russie travailler pour Napoléon II ; elle-même n'osera pas favoriser en France, à l'instar de sa propre révolution de 1688, les ambitions de la branche cadette dont on parlait déjà en 1814 et en 1815. Ainsi, Louis XVIII inaugure avec dignité une politique dépendante. Mais, en même temps, par une habile restauration des finances et une bonne loi d'organisation militaire, il travaille à rendre à ses mouvements plus d'aisance et d'amplitude. C'est par une scrupuleuse exécution des traités, un exact paiement des contributions de guerre, qu'il réussit à hâter l'évacuation du territoire français et des colonies.

Les Bourbons, restaurés par la victoire de l'Europe sur la France, sont naturellement attachés au système d'idées et de politique auquel ils doivent leur trône. Après les grandes crises apparaît presque toujours une idée d'organisation. Il s'agit, cette fois, de prémunir l'Europe contre un retour offensif de la Révolution et de ses principes. C'est, depuis le Moyen âge, le premier essai, d'ailleurs timide et incomplet, d'une organisation européenne. Le renouvellement du traité de Chaumont (20 novembre 1815) crée la quadruple alliance, c'est-à-dire un lien de solidarité entre les Alliés pour le maintien du statut territorial établi par les traités de Vienne. La Sainte-Alliance, signée le 26 septembre, est plus spécialement continentale ; issue de l'imagination idéaliste du tsar et de Mme de Krudener, elle est, en fait, dirigée par Metternich et devient, sous son inspiration, un instrument

de lutte contre l'esprit d'émancipation révolutionnaire des individus et des peuples ; elle a ses congrès, irréguliers mais fréquents, ses manifestes, ses décisions dont elle confie l'exécution à la force armée de l'un ou de plusieurs de ses membres. Mais ce système de restauration des principes monarchiques et des dynasties « légitimes » dépasse les intentions, irrite les sentiments et lèse les intérêts du Parlement britannique. Castlereagh s'est d'abord abstenu de signer le traité conclu entre « les trois mages » qui affirmaient « à la face de l'univers leur détermination inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite que les préceptes de l'éternelle religion du Dieu sauveur ». Il y adhère ensuite, mais avec l'intention d'en limiter l'action et d'en tempérer le zèle. Voilà, entre les alliés de Leipzig et de Waterloo, un germe de dissentiment et, pour la France, la possibilité d'un jeu nuancé et profitable.

L'Europe est le champ de bataille de deux forces antagonistes. C'est d'abord l'imposant appareil des monarchies, des dynasties, de la Sainte-Alliance, des traités de 1815. Une conférence de quatre ambassadeurs, où dominent Wellington et Pozzo di Borgo, l'ennemi corse de Napoléon devenu l'homme de confiance du tsar, est chargée de surveiller la France qu'occupent 800 000 hommes des armées de toute l'Europe : il s'agit de prévenir toute nouvelle poussée nationale et révolutionnaire. Et puis, c'est, dans la profondeur des masses populaires, parmi les bourgeois, les ouvriers, les paysans, la puissante fermentation des idées semées en Europe par la Révolution et Napoléon. Chateaubriand, en une phrase somptueuse, dit tout : « On sentait sous ses pieds remuer dans la terre des armées ou des révolutions qui venaient s'offrir pour des destinées extraordinaires. » Polonais et Italiens restent frémissants. Les princes allemands ont fait à leurs peuples des promesses qu'ils oublient après la victoire. Un travail souterrain mine les institutions et les frontières ; en face de la Sainte-Alliance, les forces libérales et révolutionnaires cherchent à se grouper. Le carbonarisme, né en Italie, répand en France ses « ventes ». Les idées libérales ou révolutionnaires s'associent à la haine de la Sainte-Alliance et des traités de 1815. Par-dessus les frontières, il s'établit des communications : la Sainte-Alliance coalise les rois ; l'enthousiasme national et démocratique soulève les peuples.

L A LÉGENDE DE NAPOLEON ET LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

Ces puissants remous d'opinion qui agitent les esprits, Napoléon en est, sans l'avoir voulu, l'auteur et l'animateur. Ce n'est pas le moindre prodige de sa carrière. Il lui a été donné par Dieu de prévaloir contre les rois, de les humilier et d'exalter les peuples. Balzac, dans son épopée légendaire de Napoléon, a merveilleusement compris de quelles sources découlait la popularité de l'empereur : la passion de

l'égalité et le goût de la gloire. Napoléon, façonnant à coups de cognée son Europe, taille et tranche selon les besoins de sa politique. Mais il a refait la Pologne ; il a détruit, en Allemagne et en Italie, ces petites souverainetés désuètes qui cachaient aux peuples leur propre personnalité nationale ; dans les Balkans, son nom a réveillé les Slaves et les Grecs. La légende de Napoléon a été plus puissante que Napoléon lui-même ; c'est contre elle que la Restauration et la Sainte-Alliance sont en lutte. La haine des rois, en couronnant sa carrière par l'exil et le martyre sur un rocher perdu au milieu des mers, a prêté, à ses actes et à ses paroles, un formidable retentissement ; transfigurée par l'imagination des peuples, sa disparition s'est illuminée comme une apothéose :

Lui qu'un pape a couronné
Est mort dans une île déserte

Le concept de nationalité et la notion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dérivent des principes révolutionnaires, qui ont défini les droits de l'homme. Groupés en sociétés, en nations, les hommes ont le droit de ne pas subir d'oppression dans leur conscience nationale, comme les individus dans leur conscience religieuse et dans leur liberté. La doctrine s'est répandue par la conquête napoléonienne. Quand, à Sainte-Hélène, l'empereur a cherché à caractériser son œuvre pour la postérité, il s'est présenté comme le défenseur des peuples et l'initiateur des grands groupements nationaux. Napoléon disparu, la scène du monde semble vide ; « quelques histrions qui font pleurer ou rire ne valent pas la peine d'être regardés, » dit Chateaubriand. Et voilà que, dans le silence de l'Europe, arrive du fond de l'océan la voix de Prométhée enchaîné et qu'elle révèle aux peuples leurs droits. Il faut lire cette page fameuse ; elle domine l'histoire du dix-neuvième siècle ; elle n'a pas cessé d'exercer son action.

« Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. Ainsi, l'on compte en Europe, bien qu'épars, plus de 30 millions de Français, 15 millions d'Espagnols, 15 millions d'Italiens, 30 millions d'Allemands ; j'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. C'est avec un tel cortège qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et la bénédiction des siècles... Alors, peut-être, à la faveur des lumières universellement répandues, devenait-il permis de rêver, pour la grande famille européenne, l'application du Congrès américain ou celle des amphictyons de la Grèce ; et quelle perspective alors de force, de grandeur, de jouissances, de prospérité ! Quel grand et magni-

fique spectacle !... Cette agglomération arrivera tôt ou tard par la force des choses ; l'impulsion est donnée et je ne pense pas qu'après ma chute et la disparition de mon système, il y ait en Europe d'autre grand équilibre possible que l'agglomération et la confédération des grands peuples. Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra tenter tout ce qu'il voudra. »

Ces phrases ampoulées et souvent inexactes sont à l'origine de ce mouvement des nationalités qui a transformé l'Europe au dix-neuvième et au vingtième siècle. *Mortuus adhuc loquitur*. Napoléon était déjà mort depuis deux ans quand, en 1823, fut publié le *Mémorial* de Las Cases. Plus que de l'œuvre impériale elle-même, c'est de ce texte que s'est nourrie l'opinion libérale et démocratique : une nouvelle politique en est sortie. Et voici qu'aujourd'hui le mouvement paneuropéen se réclame encore de la parole de l'empereur et le vénère comme le héros constructeur d'une Europe fédérée et unifiée. A un congrès tenu à Vienne, en 1926, les bustes de Kant et de Napoléon dominaient la salle et l'on entendit M. Wirth, ancien chancelier du Reich allemand, célébrer en Napoléon l'ancêtre et l'initiateur de l'union européenne.

LA POLITIQUE DE LOUIS XVIII

Voilà le conflit tantôt latent, tantôt flagrant, qui explique la politique de la Restauration. Dans le choc des deux forces antagonistes, l'Angleterre se garde de prendre parti ; elle ne se range du côté de la Sainte-Alliance que dans la mesure où ses intérêts y trouvent leur compte ; elle se sert aussi des forces libérales, si bien que la politique de la cour de France se trouve partagée entre la nécessité de ne pas se séparer de l'Angleterre et les affinités qui la rapprochent de la Sainte-Alliance. Mais, de quelque côté qu'elle cherche à se donner de l'air, la Restauration reste écrasée du poids des traités de Vienne. Les ambassadeurs étrangers s'ingèrent dans la politique intérieure, d'abord opposés aux « ultras », dont ils appréhendent que les imprudences ne provoquent un retour offensif de la Révolution, puis, à partir de 1818, hostiles à la politique libérale de Decazes qui traduit les préférences personnelles du roi.

Le duc de Richelieu se sert habilement de ses relations amicales avec le tsar et de la confiance qu'il lui inspire pour hâter la libération du territoire. La convention du 25 avril 1818 réduit à 265 millions de francs les « dettes particulières » de la France et règle le service des paiements par l'intermédiaire des banques anglaises (1).

(1) L'importance des banques dans la politique européenne devient, durant les guerres contre Napoléon que finança l'Angleterre, de plus en plus dominante. Wellington, le lendemain de son arrivée

Par des versements réguliers, Louis XVIII obtient l'évacuation du territoire. L'emprunt de 1817 et le paiement de 300 millions sont compensés par le retrait de 30 000 hommes. La convention du 9 octobre 1818 stipule que, le 30 novembre, le territoire resté français sera entièrement libéré. Au congrès d'Aix-la-Chapelle, Richelieu réussit à démontrer la loyauté de la politique de Louis XVIII ; avec l'aide du tsar et malgré la Prusse, il fait entrer la France dans le concert des



LE DUC DECAZES

(D'après une gravure sur bois de Thibaut, 1820).

quatre grandes puissances. Ainsi se trouve transformé le caractère des congrès ; ils cessent d'avoir pour objet unique cette surveillance de la France, dont Wellington croyait devoir se faire le spécialiste morose ; ils deviennent un organe de paix et d'ordre européen ; la conférence hebdomadaire des ambassadeurs à Paris cesse de se réunir. La France rentre dans « la communion de la grande famille européenne » ; mais, malgré tout, elle y est admise en parente pauvre et, pour gagner la confiance des Alliés, elle sert avec zèle la politique antilibérale que leur inspire Metternich. C'est ainsi que Decazes, qui s'appuie en France sur les libéraux de la Chambre, est obligé, au congrès de Carlsbad, de prêter son concours à la croisade que les souverains du continent entreprennent en Italie et en Allemagne pour la répression des mouvements nationaux et

des essais de gouvernement représentatif.

L'opposition entre les intérêts britanniques et les principes continentaux se manifeste à propos des colonies espagnoles d'Amérique. L'Angleterre favorise ouvertement et subventionne l'insurrection de l'Amérique du Sud contre l'Espagne ; sous couleur de libéralisme, elle se promet d'en tirer profit. Le tsar et Metter-

au congrès de Vienne, va dîner chez le banquier Herz. Le banquier Simons prête au tsar Alexandre de l'argent et... sa femme. C'est l'époque où commence la fortune des Rothschild. L'influence internationale des Juifs se trouve accrue. Ils sont désormais une puissance avec laquelle les gouvernements comptent. *Les Juifs rois de l'époque*, de TOUSSENEL, paru en 1847, éclaire cette diffusion de la richesse mobilière et de l'influence juive. L'Angleterre ayant, la première, développé, par l'industrie et le commerce, sa fortune mobilière, c'est en Angleterre que s'établit le centre de la puissance juive. « On dit que les Juifs n'ont pas de patrie. Ils en ont une, c'est la bourse de Londres. » Le mot est de Michelet.

nich, qui prennent la Sainte-Alliance au sérieux, cherchent en vain à démontrer à Londres, où l'on ne se pique pas de logique, le scandale d'une telle partialité en faveur de révolutionnaires. Il en résulte quelque aigreur dans les relations entre Londres et Pétersbourg et, pour Louis XVIII, l'occasion d'élargir son jeu ; il s'en tient habilement à un rôle de conciliation, d'équilibre et, au besoin, de médiation. En même temps, il cherche à se servir des congrès pour mettre un frein aux ambitions de Metternich et l'empêcher d'agir seul et sans contrôle en Italie.

La Sainte-Alliance a eu le mérite de tenter, après le pur arbitraire du dix-huitième siècle, une restauration de l'idée de droit, en passant par la notion d'équilibre associée au principe de légitimité. Le mérite en revient surtout à la politique française qui trouve son avantage et sa sécurité à se montrer bonne Européenne. C'est, aux congrès de Troppau et de Laybach, le rôle discret, mais efficace du duc de Richelieu. Cette tactique de modération et de loyauté, qui rend à la France de la Restauration une profitable autorité morale, ne satisfait ni les libéraux, ni les « ultras ». Les premiers, par l'organe impétueux du général Foy, exaltent les gloires militaires de la république et de l'empire ; les seconds comprennent que la monarchie des Bourbons ne sera définitivement consolidée que si elle apporte, elle aussi, à la France, la gloire et l'accroissement. Chateaubriand, comme Villèle, pense à la rive gauche du Rhin et souhaite une politique plus hardie qui ne pourrait manquer d'être aussi plus scabreuse. Après la chute du duc de Richelieu, quelques velléités d'une entente avec le tsar pour une intervention en faveur des Grecs restent sans effet ; l'influence de Metternich l'emporte et, malgré Bonald qui soutient qu'un Turc ne peut être un souverain légitime, l'insurrection grecque n'est pas aidée. Le philhellénisme devient une forme de l'opposition libérale.

L'INTERVENTION EN ESPAGNE Les affaires d'Espagne, où il s'agit de rétablir le pouvoir absolu de Ferdinand VII contre les libéraux, paraît offrir une occasion favorable, puisque l'intervention sera conforme aux principes de la Sainte-Alliance et que la France n'agira qu'en qualité de mandataire de l'Europe. Tel est le rôle que Montmorency, ministre des Affaires étrangères, et Chateaubriand, ambassadeur à Londres, s'efforcent, au congrès de Vérone, d'assurer au roi de France. La France, pour envoyer une armée en Espagne, osera-t-elle passer outre à l'opposition de l'Angleterre ? Telle est la vraie question. C'est l'époque où s'accomplit, de l'autre côté de la Manche, cette décisive métamorphose politique qui, consacrant une profonde transformation économique et sociale, crée l'Angleterre contemporaine. Avec Canning et Peel, une nouvelle formule conservatrice réalise

les réformes radicales demandées par les libéraux. Castlereagh se coupe la gorge et l'Angleterre, reprenant sa liberté de manœuvre, se sépare de la Sainte-Alliance. L'ouverture des marchés de l'Amérique latine intéresse le commerce anglais et devient, pour la nouvelle bourgeoisie, l'occasion de manifester son libéralisme ; le cabinet de Londres qui aide ouvertement l'insurrection espagnole, s'oppose à l'intervention française qui prétend rétablir l'absolutisme. Le président du Conseil, Villèle, avec le légitime souci des intérêts économiques et financiers de la France, craint de rompre en visière à l'Angleterre sans y trouver un profit direct pour la France ; ses instructions prescrivent à ses plénipotentiaires à Vérone de ne pas s'engager. Montmorency et Chateaubriand, le second surtout, croient discerner l'occasion de libérer la politique française, d'abord en faisant une guerre qui donnerait « aux Bourbons une armée capable de défendre le trône et d'émanciper la France » ; ensuite en associant la politique de la Restauration à celle du tsar sur le terrain de la légitimité et de l'absolutisme, afin de la dégager de l'emprise de l'Angleterre. L'intervention se recommande en outre des vieux souvenirs du pacte de famille. L'expérience, au point de vue diplomatique, fut concluante. Malgré l'opposition menaçante de Londres, la France, appuyée sur la Russie et la Sainte-Alliance, fit l'expédition d'Espagne. Ce fut un important succès moral, mais impopulaire, et dont la violence des partis ne voulut pas voir la portée diplomatique pour l'avenir. Ne serait-ce pas, cependant, le précédent de 1823 qui a rendu possible l'expédition d'Alger ?

Villèle, avec moins d'imagination et des vues plus modestes que Chateaubriand, avait la juste notion des réalités de son temps et des possibilités d'action dont la France pouvait disposer. Il pensait que « la France n'est assez forte ni pour résister à l'Angleterre sur mer, ni pour lutter sur le continent avec l'alliance formidable qui y existe. Que doit-elle faire ? Défendre son honneur et sa sûreté, renoncer à la prétention d'imposer aux autres des lois que nous ne sommes pas en mesure de faire exécuter, et attendre » (1). C'est le recueillement qui s'impose après les désastres et les crises sanglantes. Gambetta, vers 1880, tiendra le même langage. La France, huit ans après Waterloo, n'avait pas toute faculté pour s'émanciper de l'Angleterre ; elle trouvait du moins, dans cette amitié souvent pesante, un moyen de limiter les appétits de la Russie et de l'Autriche. Chateaubriand fut sacrifié à cette nécessité de l'heure. Débarrassé de ce téméraire collaborateur, Villèle s'en

(1) Cité par Charléty, dans *Histoire de France* de LAVISSE, t. IV, p. 262. — Voir, pour l'expédition d'Espagne, le livre très intéressant de M. Geoffroy de GRANDMAISON, *L'expédition d'Espagne en 1823*. Paris, Plon, in-16.

tient à une stricte neutralité ; il refuse un mandat pour agir contre les révoltés de l'Amérique espagnole et portugaise, qui l'aurait entraîné à des aventures et mis en conflit avec l'Angleterre et avec les États-Unis (la déclaration de Monroe est du 2 décembre 1823 : « l'Amérique aux Américains »). Défendre le principe de légitimité, c'était, d'autre part, se mettre en contradiction avec la tradition de la monarchie qui avait aidé les États-Unis à conquérir leur indépendance. Dans l'affaire du Portugal, on vit Canning venir à Paris, imposer sa volonté et faire accepter, à la grande indignation de l'extrême droite, le débarquement de 10 000 Anglais à Lisbonne.

L E CANON DE NAVARIN Dans l'affaire grecque, Villèle a contre lui non seulement les ultras comme Chateaubriand, mais les libéraux. Les souvenirs classiques aussi bien que les sympathies chrétiennes enflamment les imaginations ; la mort de Byron à Missolonghi, les massacres de Chio, les exploits des marins grecs passionnent l'opinion, inspirent les poètes et les peintres du romantisme à son début ; la manœuvre politique n'en est que plus délicate. Les ultra-royalistes ravivent le souvenir des croisades, comme si la tradition de la monarchie depuis François I^{er} n'était pas l'alliance avec les Turcs ; les libéraux s'enthousiasment pour la cause des peuples. L'insurrection grecque est un grand événement parce qu'elle oppose, dans les conditions les plus pathétiques, la politique des peuples à la politique des cabinets, les méthodes de la Sainte-Alliance aux doctrines du libéralisme. Après la mort du tsar idéologue, son successeur Nicolas I^{er} manifeste des intentions belliqueuses, ouvre la question d'Orient et l'antagonisme avec l'Angleterre. Chateaubriand, qui avait voulu étouffer la liberté des colonies espagnoles, demande maintenant la reconnaissance de l'indépendance des Grecs. L'Angleterre, qui avait fait mourir Napoléon à Sainte-Hélène, adopte la cause des peuples. Ainsi les positions politiques se trouvent renversées. Canning manœuvre pour empêcher la Russie d'agir seule contre les Turcs ; Villèle suit Canning : c'est le traité d'alliance de Londres, du 6 juillet 1827, entre l'Angleterre, la Russie et la France, dont l'objet est d'offrir à la Turquie une médiation et, par conséquent, de l'y contraindre si elle se dérobe : il en résulte la bataille de Navarin qui soulève l'enthousiasme et assure l'indépendance de la Grèce. A regarder les faits au point de vue de notre intérêt national, ce fut une faute politique ou, comme disait Wellington, « un accident déplorable », car l'influence française en Égypte et en Turquie en reçut une grave atteinte et le profit fut surtout pour les Russes.

La politique de Villèle, circonspecte, sage, mais peu reluisante, était adaptée

aux possibilités du gouvernement de la Restauration en face de l'Angleterre et de la Sainte-Alliance, mais elle n'était pas au diapason des aspirations nationales, que la république et l'empire avaient élevées si haut, trop haut puisqu'elles avaient débouché, et qui fermentaient dans les esprits de la nouvelle génération. Le mot de Quinet : « Nous revendiquons la gloire comme l'ornement de la liberté, » dépeint exactement l'état d'une opinion libérale qui s'étendait loin vers la droite. Charles X et ses ministres, après la chute de Villèle (3 janvier 1828), essayèrent d'une politique plus hardie et tentèrent de s'évader du cercle vicieux où les traités de 1815 et la tactique de Louis XVIII au congrès de Vienne avaient enfermé la politique française.

LA POLITIQUE DE CHARLES X

Nicolas I^{er} recueille les bénéfices de Navarin en occupant la Moldavie et la Valachie. Pour la première fois depuis 1815, le statut territorial de l'Europe est modifié. Chateaubriand et ses amis, aussi bien



CHARLES X (D'après le portrait de Gérard).

que les libéraux, estiment que le moment est favorable pour chercher une entente avec le tsar. Le ministère Martignac, avec La Ferronnays aux Affaires étrangères, s'inspire d'autres considérations. Il se met d'accord avec Londres pour expédier en Morée le corps d'occupation du général Maison, afin de faire contrepoids à l'invasion victorieuse des Russes en Roumélie par l'affranchissement du Péloponnèse et des Îles. Martignac mécontente ainsi les deux oppositions. Chateaubriand écrit : « Disons au tsar : si vous voulez aller à Constantinople, entrez dans un partage équitable de la Turquie ; donnez-nous l'Archipel. Les puis-

sances qui ne sont pas placées de manière à s'agrandir recevront ailleurs des dédommagements. Nous, nous voulons avoir la ligne du Rhin, de Strasbourg à

Cologne. » Voilà l'idée maîtresse des projets successifs qu'ébauchèrent Charles X et Polignac et qui avaient pour fondement cette entente avec la Russie que Talleyrand avait repoussée en 1815.

Ces velléités ne furent l'objet que de pourparlers sans précision. Le tsar avait déjà signé, le 15 septembre 1829, la paix d'Andrinople et il n'était pas disposé à entrer dans les vues de Polignac qui auraient ruiné les traités de Vienne et provoqué un bouleversement général. Les avances de la cour de France à la Russie eurent du moins l'avantage de faire naître chez Nicolas I^{er} des dispositions favorables, au moment où la question de la Belgique allait se poser et où l'armée française se préparait à prendre pied sur la terre d'Afrique.

L A FRANCE La conquête d'Alger est l'un des événements qui dominent
A ALGER l'histoire contemporaine de la France et l'orientent vers de nouvelles destinées. Charles X et ses ministres eurent le mérite de décider l'expédition et de ne se laisser arrêter par aucune opposition du dedans ou du dehors ; s'ils n'aperçurent sans doute pas tout le magnifique avenir dont ce premier pas sur la côte barbaresque était le prélude, ils eurent pleinement conscience qu'un acte considérable s'accomplissait.

Les griefs de la France contre le dey d'Alger étaient très anciens et innombrables : jusqu'au dix-huitième siècle et même jusqu'au dix-neuvième, les corsaires d'Alger infestaient la Méditerranée, venaient piller et enlever des esclaves jusque sur les côtes de Provence et d'Italie. La Méditerranée séparait deux mondes profondément différents et hostiles : l'Islam africain et la Chrétienté. Le souvenir n'avait disparu, ni d'un côté ni de l'autre, de l'époque où les Maures envahissaient l'Europe. Les chefs féodaux d'origine turque qui tyrannisaient les tribus n'avaient de commun que la religion avec les populations arabes ou berbères. Le commerce chrétien sur les côtes d'Algérie était l'occasion, depuis très longtemps, de la part des autorités locales, de toute sorte de vexations ; nombreux étaient, avant et après saint Vincent de Paul, les captifs provençaux et languedociens qui gémissaient dans les bagnes d'Alger. Louis XIV avait fait à plusieurs reprises bombarder la ville ; des établissements toujours précaires s'étaient fondés sur divers points de la côte. Napoléon fit étudier, avec le soin minutieux qu'il exigeait pour toutes les préparations militaires, un projet de débarquement à Alger, par le commandant Boutin, dont le rapport servit de plan directeur au général de Bourmont. L'expédition d'Alger est donc l'aboutissement, longtemps différé, d'une histoire séculaire.

On s'était, jusque-là, arrêté aux difficultés techniques d'un débarquement ; on

s'exagérait la puissance militaire du dey et des beys du littoral ; on n'apercevait pas les avantages d'un établissement durable sur la côte inhospitalière d'un pays mystérieux et redoutable ; enfin on appréhendait des jalousies européennes. L'Angleterre savait bien que la puissance militaire et navale de la France serait fortifiée si elle s'installait, en face de Marseille et de Toulon, sur la côte d'Afrique ; l'Espagne faisait valoir des prétentions périmées et le souvenir d'anciens établissements abandonnés. Des différends commerciaux étaient pendants entre la France et le dey qui s'oublia, au cours d'une discussion, jusqu'à frapper le consul de France de trois coups d'éventail (30 avril 1827). Ce ne fut pourtant que trois ans plus tard, et après de nouvelles « avanies », que le gouvernement de Charles X se résolut à l'action. Polignac, en arrivant au pouvoir, fut tenté d'accepter les propositions de Méhémet-Ali, qui s'offrait à punir l'insulte faite à la France. L'expédition fut enfin décidée, après l'échec des grands projets européens de Polignac, le 31 janvier 1830. L'Angleterre mit tout en œuvre pour l'empêcher. Le ministère, en quête de gloire et d'expansion, saisit l'occasion. L'attaque d'Alger une fois résolue, Polignac ne se laissa arrêter par aucune objection diplomatique ; il n'était pas fâché de montrer que la France n'avait pas besoin, pour se faire respecter, d'attendre l'agrément de Londres. Le baron d'Haussez, ministre de la Marine, rapporte, dans ses *Mémoires*, sa ferme réponse à l'ambassadeur qui tentait de l'intimider. La flotte britannique croisait au large de Toulon ; elle vit défiler l'imposante armada sans tenter de s'opposer à son passage. Charles X avait déjà remporté une victoire, et la plus difficile, avant que le corps expéditionnaire eût débarqué à Sidi-Ferruch le 13 juin ; le 5 juillet, le drapeau français flottait sur la Casbah. Les beys de Titteri et d'Oran firent leur soumission ; Bône fut occupée. C'était, depuis Waterloo, la première victoire nationale ; elle retentit profondément dans les cœurs français ; elle fit sensation dans les chancelleries européennes. La France signifiait à l'Europe qu'elle avait repris, avec sa pleine indépendance, son rang de grande puissance. Ainsi naquit l'empire français d'Afrique, à l'heure où une révolution emportait la vieille monarchie.

La politique extérieure des Bourbons restaurés a été ce qu'elle pouvait être, c'est-à-dire un effort patient et tenace pour libérer la France de l'hypothèque matérielle et morale que l'Europe, et surtout l'Angleterre, ont prise sur elle en 1814 et 1815. Louis XVIII et Talleyrand tentèrent l'impossible discrimination entre la Révolution et l'empire vaincus et la France monarchique reprenant le cours de sa carrière : vaine entreprise, car les gouvernements changent, mais les nations continuent ; d'un même peuple, les générations sont solidaires et n'ont ni le droit, ni la faculté de répudier l'héritage qu'elles se transmettent les unes aux autres. Jamais,

d'ailleurs, les rois coalisés n'avaient mené une croisade contre la Révolution ; ils poursuivaient, en abattant la puissance française, des avantages très précis qu'ils n'étaient pas disposés à sacrifier au plaisir de rétablir la dynastie légitime. En acceptant de régner sur une France diminuée, Louis XVIII s'était mis à la merci de l'Angleterre. Le roi et ses ministres ont déployé, pour s'affranchir et pour donner plus de jeu à leur politique, les ressources d'une diplomatie avertie, souvent habile, mais, par nécessité, circonspecte. Charles X chercha, lui aussi, à prendre du champ par des combinaisons d'alliances : Waterloo s'éloignait, la Sainte-Alliance se dissolvait ; la monarchie, au moment où la révolution de Juillet l'emporta, semblait toucher au but. Elle ouvrait vers l'avenir, par la prise d'Alger, de brillantes perspectives. Mais qui sait si ces premiers succès, décelant une capacité renaissante d'action vigoureuse, ne furent pas l'une des origines de la seconde révolution ? Il est rare que, de nos dissensions intérieures, la main et l'or de l'étranger soient absents. La Restauration est exposée aux attaques de l'opposition libérale parce que, succédant à l'épopée impériale, sa politique paraît mesquine et sans gloire ; mais dès qu'elle manifeste une volonté plus indépendante et plus énergique, elle excite les défiances de l'étranger. Par la conjonction de ces deux périls opposés, la vieille monarchie succombe pour la seconde fois. Or, en 1830, la question belge se pose et, par la prise d'Alger, la question méditerranéenne. Est-ce simple coïncidence ?

II. — LA POLITIQUE DE LOUIS-PHILIPPE

L A CONTRADICTION INITIALE

L'Angleterre n'a pas été étrangère à la chute de Charles X. Elle trouve en Louis-Philippe I^{er} un roi selon ses préférences ; il est le fils de ce duc d'Orléans qui, à la cour de Louis XVI, donnait le ton de l'anglomanie et clabaudait contre Vergennes. La révolution de 1830, dont il est l'adroit bénéficiaire, procède de la révolution anglaise de 1688 : elle substitue un prince de la branche cadette au roi légitime de la branche aînée, un pouvoir issu du peuple à une royauté de droit divin, un roi des Français au roi de France. Louis-Philippe a grandi dans l'admiration de l'Angleterre ; le premier de nos rois, il parle anglais ; c'est la lecture du *Times* qui l'initie à la politique européenne. La Restauration s'était établie avec le consentement de l'Angleterre ; mais Louis XVIII et Charles X, appuyés sur l'idée de légitimité, avaient fait des efforts partiellement heureux pour s'émanciper et établir un équilibre entre les influences

continentales de la Sainte-Alliance et l'Angleterre. Au contraire, la monarchie de Juillet issue, comme Bonaparte, d'une révolution et usurpatrice du trône, ne peut espérer trouver, sur le continent, des alliances qui lui permettent de balancer l'omnipotence anglaise. Elle est donc, par son origine, à la merci du cabinet de Londres qui exerce sur elle une tutelle qui devient tyrannie quand il est dirigé par l'esprit étroit, haineux et brouillon de Palmerston. Pour donner quelque aisance à sa politique et s'évader d'une amitié indiscrète, en même temps que pour faire accepter sa dynastie aux rois de l'Europe, Louis-Philippe cherche, lui aussi, à se rapprocher des monarchies de la Sainte-Alliance ; il essuie des rebuffades qui le rejettent du côté de l'Angleterre.

Pourtant « le roi des barricades » représente une force, une force formidable, mais difficile à canaliser et dont il juge téméraire de se servir : c'est la poussée révolutionnaire, c'est l'émancipation des nationalités comprimées. Mais cette force à laquelle il doit son trône, le fils du citoyen Égalité n'ose la déchaîner. Le souci dominant de son règne, c'est de se faire pardonner ses origines, d'être agréé dans l'aréopage des nations conservatrices et des dynasties légitimes qui, malgré le service qu'il leur rend en maîtrisant la révolution, s'obstinent à lui faire grise mine. L'alliance anglaise est un moyen d'ouvrir ces portes qui se ferment devant lui et devant ses enfants. Il est vain de se demander ce qu'il aurait pu advenir si le roi avait suivi les conseils de Laffitte, de Casimir Perier, de Thiers : la guerre, probablement, mais peut-être aussi la victoire. Il a voulu être le roi de l'ordre, le roi citoyen, le roi de la garde nationale, non le roi soldat. Quinze ans après Waterloo, la paix restait encore le premier besoin d'une nation à qui la gloire avait coûté si cher. Il a donné à la France dix-huit ans d'une paix profonde, sur laquelle la conquête de l'Algérie jette quelque éclat militaire. Cependant, les rares succès extérieurs que le gouvernement de Juillet ait obtenus, il les doit à cette terreur qui émanait de ses origines et à la force latente que représentait l'insurrection des peuples contre les rois et des nations contre les traités. De cette contradiction tragique entre la volonté du roi et la fatalité de ses origines vient le malentendu irréductible entre le roi et le « pays légal » d'une part, la masse de la nation de l'autre ; si bien qu'il est loisible à chacun, selon ses préférences, de vanter la sagesse d'une diplomatie qui maintint une longue paix ou de déplorer une politique qui laissa la France à la remorque d'une Angleterre rogue et hautaine. Jamais diplomatie ne fut plus active, ni plus vide.



ALPHONSE DE LAMARTINE
D'après le portrait de Privat.
(Musée de Versailles.)

LA RÉVOLUTION DE 1830 EN EUROPE.
LE « JUSTE MILIEU ».

La révolution de 1830 s'est faite à Paris, avec le drapeau tricolore, contre les traités de 1815 autant que contre Polignac et ses ordonnances. Elle est inséparable d'un mouvement européen vers la démocratie et l'émancipation des peuples. Ce fut, selon le mot de Louis Blanc, comme la rupture d'une digue. Les démocrates prêchaient la Sainte-Alliance des peuples, le retour à la tradition révolutionnaire et acceptaient avec enthousiasme l'idée de la guerre nécessaire. De 1815 à 1870, ce sont les partis démocratiques, républicain ou bonapartiste, qui font de l'agitation belliqueuse, et ce sont les rois et les bourgeoisies qui sont pacifiques. Comme l'a dit Quinet, la Révolution a rendu son épée en 1815 ; or, le peuple la veut armée ; le courant révolutionnaire se confond avec le courant bonapartiste ; liberté, ordre, gloire, frontières naturelles, c'est le souvenir confus qui est resté de la période révolutionnaire et impériale et c'est le programme des partis démocratiques. Louis-Philippe, qui a si prestement escamoté la révolution de Juillet à son profit, entend rassurer les trônes ; il est libéral, non pas révolutionnaire ; c'est « le juste milieu ».

Talleyrand, qui a joué le rôle principal dans le changement de dynastie, ne veut pas qu'il en sorte un changement de politique ; il se fait envoyer, dès la fin d'août, à Londres comme ambassadeur. Guillaume IV vient de monter sur le trône le 26 juin ; le 16 novembre, Wellington, l'homme de Waterloo et de la Sainte-Alliance, qui se croyait indéracinable au pouvoir, est renversé et remplacé par un cabinet whig ; une Angleterre nouvelle arrive à la vie politique. Avec lord Grey, Talleyrand s'accorde sans peine. Le règne de Louis-Philippe est présenté comme une garantie contre la révolution et un gage de paix. L'entente s'établit sur la base du principe de non-intervention, qui assure le maintien des traités de 1815, mais aussi la fin de la Sainte-Alliance dont le fondement, posé par le même Talleyrand en 1815, est l'intervention d'une ou plusieurs puissances là où il paraît nécessaire pour maintenir au pouvoir les gouvernements *légitimes*. L'Angleterre a trouvé la formule qui concilie sa politique utilitaire et ses tendances libérales, comme aussi le maintien de sa suprématie fondée sur les traités de 1815. La France suit, là aussi : c'est la « politique du juste milieu ». Elle a, dès l'origine, les préférences du roi ; mais, durant les premières années, il est obligé de ménager le parti libéral qui, avec La Fayette, Dupont de l'Eure, Laffitte, Bignon, le général Lamarque, cherche à l'entraîner à une politique de mouvement. Une coalition contre le roi de Juillet n'est pas possible dès lors que l'Angleterre le soutient ; d'ailleurs, à quoi servirait-elle ? Louis-Philippe n'est pas Bonaparte et l'Angleterre est moralement garante auprès des monarchies du continent que le nouveau pouvoir ne menacera pas les

trônes et ne cherchera pas la guerre. Talleyrand rassure le cabinet de Londres sur la prise d'Alger ; elle n'aura pas de suites, l'occupation ne sera peut-être pas maintenue ou, en tout cas, elle ne sera pas étendue ; une forte partie du corps expéditionnaire est rapatriée. La France se donne un gouvernement à l'image de l'Angleterre ; elle envoie à Londres Talleyrand, notoire adversaire de cette entente franco-russe dont la seule annonce venait d'inquiéter si fort le cabinet britannique. Quelles



JACQUES LAFFITTE

(D'après un croquis au crayon de Heim, 1832).

meilleures garanties peut demander l'Angleterre, au moment où la question belge se pose devant l'Europe ? Elle s'empresse de reconnaître, dès le 1^{er} septembre, le nouveau roi. Les monarchies continentales acceptent le fait accompli, non sans dédain, ni même, au moins de la part du tsar Nicolas, sans réserves maladroitement blessantes.

LA QUESTION DES PAYS-BAS L'union avec la Néerlande, imposée en 1815 aux Belges pour la sécurité de l'Angleterre et la satisfaction de la Prusse, était trop contraire au tempérament des peuples et aux sentiments des populations pour être durable. La maison d'Orange et les Hollandais pratiquèrent une politique de centralisation et d'assimilation qui exaspéra les Belges ; les esprits étaient mûrs pour la révolte quand la nouvelle des journées de Juillet déclencha le mouvement. Comment l'Angleterre, qui avait imposé en 1815 la création d'un grand royaume des Pays-

Bas, accepta-t-elle en 1830 la séparation de la Belgique et de la Hollande ? L'explication doit être cherchée dans la transformation intérieure de l'Angleterre, dans les garanties que lui offre la nouvelle monarchie française et dans les restrictions qui furent imposées à la liberté du nouveau royaume.

Une nouvelle génération, affranchie des préjugés de la vieille aristocratie, image de l'Angleterre industrielle et mercantile, arrive au pouvoir et réclame la réforme du suffrage. L'opinion publique sympathise avec la révolution de Juillet et le soulèvement des Belges. Talleyrand, à Londres, s'emploie avec succès à rassurer le gouvernement du duc de Wellington et, en même temps, à le renverser et à préparer l'avènement d'un cabinet whig. Il laisse entendre que l'opinion française,

qui vient de bousculer la monarchie légitime, ne s'apaiserait pas sans quelques concessions, faute desquelles le nouveau roi serait obligé de chercher à Pétersbourg et à Vienne son appui, ou dans la révolution son refuge. L'acte décisif est le protocole du 15 octobre 1830, signé par lord Aberdeen et Talleyrand, qui donne à l'Angleterre tous apaisements : Louis-Philippe ne cherchera pas à annexer la Belgique, qui sera indépendante, ni à y placer un prince de sa famille ; le sort des Pays-Bas sera réglé par une conférence des cinq grandes puissances ; la France ne s'opposera même pas à l'intronisation à Bruxelles d'un prince de la maison de Nassau. Ainsi, l'initiative de Talleyrand, pour la seconde fois, sans compensation, sans garantie de sécurité, par complaisance pour l'Angleterre, enlève à la France toute chance de déplacer sa frontière en se rapprochant du Rhin et de réaliser l'un des grands objets de ses aspirations historiques.

L'émeute du 18 octobre et l'arrivée aux affaires d'un cabinet présidé par Laffitte, dont certaines imprudences de langage alarmaient l'Europe, provoque la formation d'une triple alliance continentale qui se donne pour mission de faire triompher les principes de la Sainte-Alliance et le droit d'intervention contre l'esprit révolutionnaire. On ne peut plus guère espérer que l'Europe se laissera forcer la main par un peuple en révolte, dont le « congrès national » avait, à Bruxelles, le 18 novembre, proclamé l'indépendance. La guerre, à la fin de 1830, paraît inévitable, quand l'insurrection polonaise vient détourner l'attention et les forces des puissances continentales. Le protocole du 20 décembre reconnaît l'indépendance de la Belgique. Le congrès national belge est appelé à se prononcer sur le choix d'un souverain. Louis-Philippe, sous main, faisait préparer par son agent diplomatique, Bresson, la candidature du duc de Nemours, son second fils, tandis que les Anglais travaillaient pour le duc de Leuchtenberg, fils du prince Eugène. Nemours est élu, mais Palmerston déclare s'opposer à ce qu'il accepte le trône. Louis-Philippe, engagé par le protocole du 15 octobre et la parole de Talleyrand, est contraint de refuser son consentement à la solution qu'il désirait par-dessus tout. Palmerston n'admet, pour la France, aucun avantage, ni dynastique, ni territorial. On finit par se mettre d'accord sur la personnalité de Léopold de Saxe-Cobourg, Allemand de sang, Anglais par son premier mariage, symbole vivant de l'alliance de Waterloo. La Belgique doit beaucoup à ce prince énergique et clairvoyant qui, ménageant la France et son roi, sut rallier autour du drapeau de l'indépendance les partisans d'une union avec la France et ceux, plus rares, qui regrettaient la Hollande.

Le statut du nouvel État achève de rassurer l'Angleterre et les puissances continentales. L'Europe impose à cette terre, qui servait depuis tant de siècles de champ

de bataille, une neutralité garantie par les signatures des grandes puissances ; cette mesure est surtout dirigée contre la France et a pour objet de lui imposer comme définitive la frontière de 1815 qui laisse ouvertes les avenues de Paris par la Sambre et l'Oise. Le traité des 18 articles ne fut pas accepté par le roi de Hollande qui occupa Anvers et vainquit les jeunes troupes brabançonnées. Il fallut qu'une armée française vînt faire reculer les Hollandais. Guillaume I^{er}, grâce à l'appui de son beau-frère le tsar et de l'Angleterre, obtint que le traité des 18 articles fût modifié à son profit. Le traité des 24 articles (octobre 1831) porte, plus encore que le premier, la marque de la défiance de l'Europe envers la France ; la Belgique n'obtient la moitié du Luxembourg qu'en abandonnant une partie du Limbourg avec Maëstricht ; le reste du Luxembourg, avec la citadelle, constitue un grand-duché indépendant dont le roi de Hollande demeure souverain et qui garde des liens avec la confédération germanique. La rive gauche du bas Escaut, en aval d'Anvers, reste aux Hollandais ; tout est calculé pour que le port d'Anvers soit gêné dans son développement et puisse au besoin être fermé. La Belgique n'obtient donc qu'une liberté surveillée. Le vieil esprit du « traité de la barrière » survit, sous une forme nouvelle, dans l'acte de 1831. Guillaume I^{er} n'était cependant pas satisfait et refusa de retirer ses troupes d'Anvers. Une armée française, commandée par Gérard vint, avec le concours de l'Angleterre dont une escadre bloquait l'Escaut, prendre et occuper la citadelle. Malgré tout, l'indépendance de la Belgique est un succès pour la France : les traités de 1815, sur un point important, sont réduits à néant ; les mesures prises par les congrès de la Sainte-Alliance pour constituer un système de places fortes le long de la frontière française et en organiser l'occupation par les puissances continentales sont abolies par les conventions du 23 janvier 1832 et du 14 décembre 1835 ; une nation amie et désarmée s'organise sur notre frontière du Nord comme l'avait conçu Richelieu. L'entente franco-anglaise aboutit à une solution indigène de ce problème des Pays-Bas du Sud qui, depuis Philippe le Bel, armait l'Angleterre contre la France. La solution française, dont plusieurs fois l'occasion a été manquée, ne prévaut pas, ni non plus tout à fait la solution anti-française. Jusqu'au 2 août 1914, il n'y a plus, pour la France, de question belge ni de péril au Nord.

L A FRANCE ET LES INSURRECTIONS NATIONALES

Les journées de Juillet, dans leur retentissement européen, trouvent en Pologne des esprits tout prêts à l'insurrection. Les rêves d'Adam Czartoryski et les promesses d'Alexandre ne sont plus, sous Nicolas I^{er}, qu'un douloureux souvenir ; la Pologne

du Congrès est, de fait, annexée à la Russie. Mais, là-bas, dans la France libératrice, n'est-ce pas l'heure de l'insurrection des peuples contre les rois que vient de sonner le canon des « trois glorieuses » ? De ces illusions, les hommes de Juillet, surtout La Fayette, sont en partie responsables ; leur propagande imprudente, l'enthousiasme napoléonien qui entraîne beaucoup de fonctionnaires ou officiers français, persuadent aux Polonais que la France ne les abandonnera pas. L'opinion européenne croit à une poussée révolutionnaire venue de Paris. Le roi de Prusse est résigné : « Si les Français ne vont que jusqu'au Rhin, je ne bouge pas (1). » A Varsovie, l'insurrection éclate dans la nuit du 29 au 30 novembre 1830 ; elle va occuper, pendant trois ans, l'armée russe, inquiéter la Prusse et l'Autriche et, par là, sauver la Belgique. Mais la Pologne elle-même, une fois de plus, s'apercevra que Dieu est trop haut et la France trop loin. Louis-Philippe veut la paix qui fera accepter sa dynastie : c'est la signification de la disgrâce de La Fayette. Le roi envoie à Pétersbourg, en décembre 1830, le duc de Mortemart qui donnera au tsar l'assurance que la France ne prêterait pas assistance par les armes aux insurgés de Pologne.

Reste l'action diplomatique. Casimir-Perier tente d'y recourir. Son gouvernement (13 mars 1831-16 mai 1832) réalise, en faveur des peuples, tout ce que pouvait faire la France sans risquer une guerre générale : « Le sang de la France n'appartient qu'à la France, » disait-il. Il montre à l'Angleterre qu'au besoin il saura faire respecter nos droits, en donnant l'ordre à l'amiral Roussin de forcer l'entrée du Tage pour obtenir satisfaction de dom Miguel de Portugal (14 juillet 1831). Pour sauver les Polonais, dont l'héroïsme est si populaire à Paris, ne pourrait-on essayer d'une médiation ? Metternich souhaite le maintien d'une certaine autonomie polonaise. Mais il faudrait le concours de l'Angleterre et Palmerston se dérobe. Satisfait du côté de la Belgique, il répond négativement, à la fin de juillet, à la note remise par Talleyrand le 20 juin. C'est l'arrêt de mort de l'insurrection polonaise. Metternich s'en console en 1833, à la manière autrichienne, en annexant la dernière parcelle de Pologne indépendante, la république de Cracovie.

En Italie, comme en Pologne, les journées de Juillet sont accueillies avec enthousiasme. Les représentants de la France, très sincèrement, annoncent l'intervention inévitable du nouveau gouvernement et la délivrance de la péninsule ; les anciens soldats de Napoléon s'agitent. Le mouvement, loin d'être général, est dirigé par une partie de l'aristocratie et par quelques intellectuels démocrates embrigadés dans le carbonarisme : c'est le début du Risorgimento. L'agitation commence

(1) DEBIDOUR, *Histoire diplomatique*, t. I, p. 275. — Sur cette période, voyez l'excellent livre de M. Raymond GUYOT : *La Première Entente cordiale* (Paris, Rieder, 1926, 1 vol. in-16).

dans les États du pape, à Bologne, à Ancône, dans les duchés de Modène, de Parme, dont les souverains s'enfuient. Metternich prétend mettre partout à la raison les éléments révolutionnaires. Casimir-Perier, au nom du principe de non intervention et de l'indépendance du Saint-Siège, notifie à Vienne que la France ne permettra plus que des troupes étrangères pénètrent dans les États pontificaux et, en même temps, insiste, non sans succès, auprès de Grégoire XVI pour qu'il accorde quelques réformes libérales à ses sujets.

Dans l'hiver 1832, les troubles recommencent dans les Légations. Casimir-Perier, qui avait demandé vainement au pape que la France fût appelée à concourir au maintien de l'ordre dans les États pontificaux, apprenant que les troupes autrichiennes sont entrées à Bologne, envoie aussitôt par mer un régiment à Ancône (22 février 1832). En échange de l'acceptation du traité des 24 articles, Casimir-Perier avait obtenu de Palmerston qu'il ne s'opposerait pas à ses desseins sur l'Italie. Cet acte d'énergie produisit en Europe et particulièrement en Italie une impression considérable. Metternich, le pape lui-même, les cours du Nord se plaignirent : c'était la révolution encouragée, le droit public compromis. Perier, fort de l'appui de Londres, tint tête : « Il faut que l'honneur de la France aussi soit maintenu... J'ai droit à la confiance de l'Europe et j'y ai compté. » La tempête s'apaisa, une convention précisa que les troupes françaises resteraient à Ancône tant que les Autrichiens occuperaient les Légations. Le gouvernement de Louis-Philippe avait montré qu'il savait se faire respecter. Mais le choléra emporta Casimir-Perier, dont le roi subissait l'ascendant. Entre la révolution belliqueuse et l'effacement, ce grand ministre avait trouvé le « juste milieu » ; sans compromettre la paix et tout en rassurant les vieilles dynasties, il avait réussi à donner quelque prestige à la monarchie bourgeoise. Mais l'Angleterre continuait de dominer l'Europe.

LES ÉPREUVES DE L'ENTENTE CORDIALE

L'entente avec l'Angleterre est, pour la monarchie de Juillet, une nécessité congénitale, la condition et la limite de son action. Mais elle est loin d'être sans nuages. Palmerston est altier, acariâtre, égoïste pour son pays jusqu'à la maladresse et la duplicité ; dès qu'il n'a plus besoin de la France, il éprouve une joie maligne à la brimer.

L'opinion française suivait avec une vive sympathie l'ascension de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte qui, dans la décrépitude de l'empire ottoman, avait conçu le projet de fonder un grand État musulman européenisé dont Le Caire serait le centre et la France le modèle. Pour moderniser son pays, il s'adressait à des Français. Vu de Paris, cet audacieux Albanais, qui avait conquis la Nubie, le Soudan et les villes

saintes du Hedjaz, prenait les proportions d'un successeur de Bonaparte, héritier de sa pensée orientale. Une grande puissance allait se créer sur le Nil avec l'appui de la France et supplanter la Turquie, trop exposée aux coups des Russes. Notre tradition d'entente avec les sultans ne serait pas rompue, mais transplantée. Ainsi l'Europe se trouverait allégée de la question d'Orient par le rajeunissement et l'eupéanisation de l'empire ottoman. Naturellement, Méhémet-Ali, populaire à Paris, était suspect à Londres ; ne s'agissait-il pas des routes de l'Inde ? En 1832, Ibrahim, fils de Méhémet-Ali, plus heureux que Bonaparte, prenait Saint-Jean-d'Acre, conquérait la Syrie, battait les Turcs à Koniah et marchait sur Constantinople. Le sultan Mahmoud, éperdu, cria au secours. Les Anglais ne s'émurent pas ; mais Nicolas I^{er} offrit ses services et ses soldats ; 3 000 Russes débarquèrent sur la côte asiatique du Bosphore. L'ambassadeur de France, amiral Roussin, pressa le sultan de signer avec son vassal victorieux le traité de Kutaieh, qui laissait à Méhémet-Ali la Syrie et la Cilicie (18 avril 1833). Ainsi la France sauvait la Turquie, tout en assurant à Méhémet-Ali un vaste empire ; mais, faute d'avoir fait à temps les sacrifices nécessaires, elle laissait la Russie imposer au sultan le traité d'Unkiar-Skelessi (8 juillet), qui lui donnait un véritable protectorat sur l'empire ottoman, mettait à sa disposition la clef des Détroits avec la faculté d'ouvrir la porte de la Méditerranée ou de la fermer selon son intérêt. La Russie aux Dardanelles et à Constantinople, la France au Caire, à Suez et à Alger : l'Angleterre se sentit menacée. La lutte des partis à l'intérieur et la situation de l'Europe ne permettaient pas l'action immédiate ; mais, dès qu'elle en trouverait l'occasion, elle interviendrait pour rétablir son prestige ébranlé et ses communications menacées.

Les puissances continentales venaient, sous l'inspiration de Metternich, de refaire, aux conférences de München-Graetz, sans l'Angleterre, pour la sécurité des trônes et le maintien du *statu quo* en Pologne, une nouvelle Sainte-Alliance. Palmerston ne pouvait donc s'en prendre directement à la Russie et se trouvait obligé de s'en tenir à l'alliance française. L'Europe apparaissait divisée en deux groupes : les puissances fidèles au « système de conservation », au droit d'intervention et hostiles à tous les mouvements populaires de liberté ou d'affranchissement, et les puissances libérales, France, Angleterre, Belgique. A la notification des accords de München-Graetz, le duc de Broglie, ministre des Affaires étrangères, répondait avec hauteur qu'à l'égard de certains pays, comme la Belgique, la Suisse, le Piémont, « la France ne souffrirait à aucun prix une intervention des forces étrangères » ; à l'égard des autres, « elle ne peut pas s'y opposer d'une manière aussi absolue, mais elle suivra la ligne de conduite que ses intérêts exigeront. »

En Espagne et en Portugal, Palmerston entend faire triompher les partis libéraux avec les reines Marie-Christine et Marie, contre don Carlos et don Miguel, sans favoriser l'influence française ; le traité d'alliance du 22 avril 1834 met les deux pays à la discrétion de l'Angleterre. Talleyrand, qui n'avait pas été tenu au courant des négociations, se résigne à demander l'accession de la France à cette triple alliance où elle ne pouvait jouer qu'un rôle de comparse ou de dupe. « Le vieux Talley, » comme on disait à Londres, ne digéra pas l'affront ; revenu en France, ulcéré, il s'appliqua à persuader au roi que la monarchie de Juillet, désormais hors de pages, devait se rapprocher des puissances continentales. Ces conseils s'accordaient avec les secrètes ambitions de Louis-Philippe qui cherchait à consolider sa dynastie par le mariage du duc d'Orléans avec une princesse de sang royal.

Thiers, l'un des hommes de Juillet, avait dit : « Le roi règne et ne gouverne pas. » Or, Louis-Philippe entend gouverner. Il poursuit, par-dessus la tête des ministres, sa politique extérieure particulière ; mais son « secret du roi » est le secret de Polichinelle, car il se montre fort loquace, surtout dans ses entretiens avec les ambassadeurs étrangers, auxquels il s'applique à faire croire, en contrecarrant ses ministres, qu'il est le maître. Ce roi parvenu met son amour-propre à se faire agréer par les vieilles dynasties. Après la chute de Broglie (5 février 1836), Thiers, devenu président du Conseil, se fait l'instrument de cette double ambition royale par sa raideur menaçante à l'égard des radicaux centralistes de Suisse et par son insistance auprès de Metternich, afin d'obtenir, pour le duc d'Orléans, la main d'une archiduchesse, fille de l'archiduc Charles. Metternich désirait un rapprochement avec la France ; mais la dignité de la Sérénissime Maison impériale était en jeu : il répondit poliment par une fin de non-recevoir. « La Maison d'Orléans est une grande et illustre Maison, c'est le trône du 7 août qui la rapetisse, écrivait-il à son ambassadeur à Paris ; le duc de Chartres eût été un parti désirable, le prince royal des Français ne l'est pas. » Thiers et son ambassadeur Sainte-Aulaire durent dévorer l'affront qui, au-dessus d'eux, atteignait le roi. Le duc d'Orléans épousa Hélène de Mecklembourg-Schwerin, présentée par le roi de Prusse. Et Louis-Philippe appela le comte Molé avec Guizot (6 septembre 1836). Palmerston tira la morale de l'aventure : « La France va perdre en Europe son crédit auprès du parti libéral qu'elle abandonne ; jamais elle n'aura la confiance ou la faveur des hommes de la Sainte-Alliance. » Entre les rebuffades de Palmerston et les dédains des cours de l'Est, « le roi des barricades » était bon gré mal gré obligé de rester fidèle à ses origines. L'Angleterre n'a pas compris l'avantage qu'elle pouvait tirer de cette situation si elle renonçait à humilier la France : c'est Palmerston qui a tué la monarchie de Juillet.

L A QUESTION D'ORIENT De 1836 à 1840, les relations franco-anglaises vont se refroidissant ; on parle encore de l'alliance, on la pratique de moins en moins. La nouvelle crise de la question d'Orient, en 1840, rend manifeste l'isolement de Louis-Philippe. Le fond de l'affaire est assez clair. Palmerston dit un jour à Guizot, notre ambassadeur :

Est-ce que la France ne serait pas bien aise de voir se fonder en Égypte et en Syrie une puissance nouvelle et indépendante qui fût presque sa création et devint nécessairement son alliée ? Vous avez la régence d'Alger. Entre vous et votre alliée d'Égypte, que resterait-il ? Presque rien, ces pauvres États de Tunis et de Tripoli. Toute la côte d'Afrique et une partie de la côte d'Asie sur la Méditerranée, depuis le Maroc jusqu'au golfe d'Alexandrette, seraient ainsi en votre pouvoir et sous votre influence. Cela ne peut nous convenir.

Voilà, vu de Londres, tout le problème. Le fantôme de Napoléon se dresse à l'horizon du Levant. Il s'agit à la fois d'éloigner les Russes du Bosphore et de détruire la puissance de Méhémet-Ali protégé par la France. Palmerston gagna les deux parties, non sans brutalité, mais avec maîtrise. Une crise diplomatique n'est qu'accessoirement un assaut de finesse ; c'est, d'abord, une épreuve de force.

L'Angleterre est en mesure d'agir ; elle s'est rapprochée de l'Autriche (convention du 3 juillet 1838) et, par là, tient en échec la Russie ; elle a noué des intelligences en Syrie même, où la domination d'Ibrahim paraît plus lourde, parce que plus proche, que celle du sultan ; elle s'est assuré le contrôle de la sortie Sud de la mer Rouge en occupant Aden. Une entente était tout indiquée entre la France et la Russie ; un partage d'influence pouvait se faire, la Russie consolidant à Constantinople la prépondérance acquise par le traité d'Unkiar-Skelessi, la France exerçant son influence sur l'Égypte, la Syrie, la Mésopotamie ; mais Nicolas I^{er}, monarque absolu, haïssait Louis-Philippe ; la France détestait en le tsar l'oppressur de la Pologne et le soutien du despotisme en Europe. Cette incompréhension réciproque permit à l'Angleterre de l'emporter : Nicolas renonça aux avantages du traité de 1833 pour s'opposer avec l'Angleterre au succès du pacha d'Égypte, ami de la France.



LORD PALMERSTON
(D'après une gravure anglaise publiée dans *l'Univers illustré*).

Le 21 avril 1839, le sultan Mahmoud, à l'instigation de l'Angleterre, ouvre les hostilités. Son armée est battue à Nezib le 24 juin. Sa flotte, qu'accompagne une frégate anglaise et où servent plusieurs officiers anglais, va se livrer au pacha d'Égypte à Alexandrie. Ce désastre naval du sultan parut aux Anglais une injure personnelle, d'autant plus vivement ressentie que tout s'était passé sous les yeux et au su de l'amiral Lalande ; dès lors, en Angleterre, l'unanimité se fait contre la France et son protégé égyptien : il s'agit de la suprématie dans la Méditerranée. En France, l'enthousiasme est général. Thiers reproche au cabinet Soult de ne pas soutenir assez énergiquement le nouvel Alexandre. Nous sommes en 1840 ; une nouvelle génération, les épigones des héros de l'épopée napoléonienne, arrive aux affaires ; Thiers, historien de l'empire, se fait l'éloquent interprète de ces aspirations à une politique moins effacée, plus nationale. Avec le ministère Thiers (1^{er} mars 1840), ces nouvelles tendances vont se faire jour. Les cinq grandes puissances, y compris la France, ont évoqué devant la conférence de leurs ambassadeurs à Londres le soin de faire la paix entre le sultan et son vassal révolté ; tandis que de vains pourparlers se poursuivent, Thiers, jouant au plus fin, cherche à faire conclure directement la paix entre Méhémet-Ali et le sultan. Mais, à l'action isolée du cabinet de Paris en faveur de l'Égypte, Palmerston oppose l'action collective des quatre puissances en faveur du sultan. Le 15 juillet 1840, sans que l'ambassadeur Guizot soit même informé, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse signent le traité de Londres. Le principe de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman y est proclamé ; il est placé, ainsi que les Détroits, sous la sauvegarde des puissances ; un ultimatum est adressé à Méhémet-Ali : il abandonnera la Crète, la Cilicie et ne gardera la possession héréditaire de l'Égypte et viagère de la Syrie que s'il accepte, dans les dix jours, les conditions qui lui sont imposées ; sinon les quatre puissances alliées procéderont contre lui par les armes. Ainsi, à l'occasion de la question d'Orient, c'est une ligue contre la France qui se forme. « C'est un nouveau traité de Chaumont, » dit le maréchal Soult.

Sera-ce la guerre ? « L'Europe, écrivait *le Temps*, peut essayer de jouer avec nous le terrible jeu de la guerre, nous jouerons avec elle le formidable jeu des révolutions ! » C'est précisément ce que Louis-Philippe ne veut pas. C'est, en France, durant quelques semaines, un branle-bas de combat ; le souffle des guerres révolutionnaires passe sur le pays et agite les plis du drapeau tricolore, comme dans cette sublime *Marseillaise* de l'Arc de Triomphe que Rude venait d'achever. Méhémet-Ali marcherait sur Constantinople, les armées françaises entreraient en Italie et s'avanceraient vers le Rhin. Thiers, penché sur les cartes, fait des plans de bataille ; on pousse activement les fortifications de Paris. Le duc d'Orléans, très populaire, s'associe à

l'effervescence patriotique. Mais, en Europe, reparaît à la fois l'esprit de 1813 et la Sainte-Alliance. L'unité allemande commence à s'affirmer dans la haine de la France, comme au temps du Tugendbund. Le sentiment national se révèle plus fort que le goût de la liberté politique ; Becker chante : « Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand. » Voilà qu'à un détour de la question d'Orient apparaît le vieux drame historique : la bataille pour le Rhin :

Nous l'avons eu, votre Rhin allemand.
 Il a tenu dans notre verre.
 Un couplet qu'on s'en va chantant
 Efface-t-il la trace altière
 Du pied de nos chevaux marqué dans votre sang ?

C'était une grosse partie à jouer. Thiers s'y apprêtait résolument ; mais, alors qu'il se croyait soutenu, il était abandonné par le roi au moment critique où une politique plus ferme avait des chances de réussir. Déjà l'heure est passée où la supériorité militaire de Méhémet-Ali pouvait contribuer au succès. L'or anglais a miné partout le terrain ; l'armée d'Ibrahim évacue la Syrie sans combat (août-octobre 1840). En France, c'est de la stupeur et de la rage. La note du 8 octobre déclare que la France n'admettra pas que Méhémet-Ali soit privé de l'Égypte : sous de fières apparences, c'est une reculade, l'abandon des grands rêves. Le roi congédie Thiers, appelle Soult avec Guizot aux Affaires étrangères. Il réussit à liquider l'aventure avec dignité ; il est aidé par l'intelligente intervention du roi des Belges qui fait comprendre à sa nièce, la reine Victoria, que la politique de Palmerston, en poussant la France à bout, crée un danger pour l'Europe, et que l'Angleterre aura à regretter de ruiner le trône de Louis-Philippe. La brutalité de Palmerston opère un revirement dans l'opinion européenne. Par le hatti-chérif du 1^{er} juin 1841, Méhémet-Ali garde l'Égypte à titre héréditaire. Mais l'Égypte, avec son armée réduite à 18 000 hommes et l'interdiction de posséder une flotte, n'est plus une puissance et son vice-roi n'est plus qu'un vassal humilié. La chute de Palmerston permet de clore le différend. Un protocole signé par les quatre puissances alliées constate le règlement, puis la France, avec elles, signe la convention des Détroits du 13 juillet 1841, qui pose en principe la clôture permanente du Bosphore et des Dardanelles à tous les navires de guerre.

De cette crise, la France sort meurtrie, blessée dans son amour-propre, mécontente d'elle-même et des autres. Elle a oublié sa grande tradition diplomatique, la protection de l'intégrité de l'empire ottoman : elle a laissé ce rôle à l'Angleterre qui y gagne la prépondérance dans le Levant. Louis-Philippe fut-il sage de ne

pas céder à l'entraînement de l'imagination populaire? Il y a perdu son trône, mais peut-être a-t-il épargné à la France sans alliances une guerre contre l'Europe coalisée.

L A RUINE DE L'ENTENTE CORDIALE ET LA CHUTE DE LA MONARCHIE DE JUILLET

De 1841 à 1848, sous le gouvernement personnel de Louis-Philippe et de Guizot, la France cherche avec persévérance à faire vivre l'entente cordiale. Guizot, protestant, féru d'admiration pour l'Angleterre vivante incarnation de la monarchie bourgeoise, jouit à Londres de quelque crédit. Mais il règne, de l'autre côté du Canal, un esprit d'intolérante opposition à tout essai d'expansion et à tout ce qui pourrait ressembler à un succès pour la France. Avec les tories (sir Robert Peel avec lord Aberdeen au Foreign Office), de 1845 à 1846, l'accord, troublé par de menues querelles, est encore praticable; quand, en 1846, Palmerston revient au pouvoir, le divorce s'impose après les plus pénibles chipotages (si l'on nous passe le mot). L'affaire du « droit de visite » ravive, entre les deux pays, les souvenirs de rivalité navale et commerciale. Il s'agit, pour les Anglais, d'affermir leur supériorité sur les mers. L'affaire n'est réglée que par le traité du 29 mai 1845. En août 1843, le roi Léopold, qui voit dans l'entente anglo-française la garantie de l'indépendance belge, engage la reine Victoria à faire visite à Louis-Philippe; elle vient au château d'Eu. De cette époque date le mot d'entente cordiale (*good understanding*), dont la paternité semble appartenir à Aberdeen. Une visite de Louis-Philippe à Windsor en 1844, une nouvelle entrevue des souverains à Eu en 1845, entretiennent la cordialité des rapports officiels, mais des deux côtés l'opposition parlementaire envenime les différends. C'est d'abord la question de Tahiti, compliquée de l'affaire Pritchard. La France paie une indemnité à Pritchard, — un de ces individus à la fois négociants et missionnaires dont l'Angleterre se servait volontiers comme agents de commerce et d'expansion, — mais garde les îles de la Société, précieuse possession sur les grandes routes du Pacifique, où l'amiral Dupetit-Thouars avait établi notre protectorat.

L'affaire du Maroc est plus grave. L'Angleterre s'était résignée à accepter le fait accompli de la conquête de l'Algérie; elle voyait même sans déplaisir les forces françaises engagées dans une dure lutte contre Abd-el-Kader. Mais, en 1844, le sultan du Maroc ayant prêté assistance à l'émir, le maréchal Bugeaud pénètre sur le territoire marocain et gagne une grande bataille sur l'oued Isly, tandis que l'escadre du prince de Joinville bombarde Tanger et Mogador. L'Angleterre

s'émeut. Palmerston, chef de l'opposition, fulmine ; des préparatifs militaires sont activement poussés. « Le danger, écrit la reine Victoria à Léopold, était imminent. » Heureusement, la diplomatie française signe rapidement avec le sultan Abdur-haman le traité de Lalla-Marnia (1845), qui reconnaît l'indépendance du Maroc et règle la question de la zone-frontière (1).

Les mariages espagnols provoquent une brouille plus durable. Palmerston, revenu au pouvoir le 25 juin 1846, mène l'attaque. La reine régente Marie-Christine avait offert à Louis-Philippe de marier sa fille aînée, la reine Isabelle, au duc d'Aumale, et sa seconde fille au duc de Montpensier ; la cour d'Angleterre voulait faire épouser Isabelle à Léopold de Cobourg, neveu du roi des Belges. L'Angleterre tenait d'autant plus à faire prédominer son influence en Espagne que la France étendait ses conquêtes en Afrique du Nord. Louis-Philippe sacrifie à l'entente cordiale la candidature du duc d'Aumale, mais n'admet pas que le trône d'Espagne sorte de la maison de Bourbon. Les manœuvres indiscrètes de l'ambassadeur d'Angleterre, Bulwer, inquiètent la régente qui marie ses filles, l'une au duc de Cadix, son cousin, l'autre à Montpensier. Palmerston jette feu et flammes ; mais l'Europe refuse de s'émouvoir pour les intérêts espagnols de l'Angleterre. Le coup d'État absolutiste de Serrano est encore un échec à l'influence britannique ; Bulwer, menacé de mort,



GUIZOT

(D'après le portrait de Paul Delaroche).

(1) Le traité de Lalla-Marnia spécifie que les limites qui existaient autrefois entre le Maroc et la Turquie resteront les mêmes entre l'Algérie et le Maroc. Mais nos négociateurs reconnurent pour cette frontière l'oued Kiss qui ne servait de limite que depuis quelque vingt-cinq ans, au lieu de la Moulouya qui, de temps immémorial, avait séparé les deux Mauritanies puis, durant un siècle et demi, l'Algérie turque et le Maroc. Ibn Khaldoun indique, comme limite du Maghreb-el-Aksa, la Moulouya et l'oued Guir, laissant Oudjda au Nord, Figuig au Sud à l'Algérie. Le traité de 1845 ne trace pas de frontière dans les régions désertiques, « où la terre ne se laboure pas » ; il désigne seulement les tribus et les ksour qui dépendent de chacun des deux gouvernements et prévoit ce que l'on a appelé le droit de suite. Sur ce traité et les difficultés qui en sont issues, voyez mon livre : *l'Empire de la Méditerranée* (Perrin in-8°), p. 189 et suivantes.

est obligé de s'enfuir. Palmerston exige une réparation éclatante, mais son agitation fatigue ses collègues qui s'opposent à toute action militaire. Le fougueux ministre, exaspéré de cet échec, s'applique dès lors à combattre partout l'action de la France par une politique de surenchère libérale et démocratique.

Palmerston a certainement contribué à préparer le remous d'opinion qui emporta le trône de Louis-Philippe. De telles interventions se prouvent rarement pièces en mains ; mais ni le caractère vindicatif et hargneux de Palmerston, ni la lecture de sa correspondance ne permettent de mettre en doute ses responsabilités dans les journées de février. Après 1815, l'Angleterre considère la France comme subordonnée à sa politique ; l'idée même d'alliance, dans l'opinion anglaise, implique une nuance de protection mêlée de défiance. Vaincue à Trafalgar et à Waterloo, la France n'a plus le droit de se souvenir d'Austerlitz et des Pyramides ; son relèvement économique, militaire, naval, son expansion méditerranéenne et coloniale, préparés et patiemment réalisés par les deux restaurations, sont regardés en Angleterre comme une offense ou une menace. La monarchie de Juillet, du moment qu'elle ne se sentait ni la force de mener la guerre révolutionnaire, ni le goût de « coiffer le bonnet rouge », se trouvait, plus encore que Louis XVIII et Charles X, à la discrétion de l'Angleterre, seule monarchie européenne qui lui ressemblât et dont elle pût se réclamer. C'est de cela qu'elle est morte. Louis-Philippe et Guizot se sont soumis avec trop de condescendance aux fantaisies tyranniques de Palmerston ; ils éprouvèrent que, si la grande politique paye, la petite politique se paye. Cependant l'intérêt britannique eût été de s'appuyer, en Europe, sur une France forte qui, avec elle, aurait canalisé les impatiences révolutionnaires et contenu les appétits des monarchies ; il eût fallu consentir à lui faire de bon gré, dans le grand mouvement d'expansion coloniale qui commençait, sa modeste part. Mais, durant cette première partie de l'ère victorienne qui a été l'apogée de sa grandeur, l'Angleterre, grisée par un essor économique jusqu'alors sans second, n'entrevoyait ni une limite à son expansion, ni un terme à sa prospérité. Successivement, au dix-neuvième siècle, l'Angleterre, puis l'Allemagne ont forgé leur grandeur impériale sur l'enclume française : il est merveilleux que la France ait résisté à pareil martelage.

III. — LA SECONDE RÉPUBLIQUE

L A RÉVOLUTION DE 1848 ET LA
POLITIQUE DE LAMARTINE

Pour effacer les traités de 1815, la nation française a fait, contre le roi et le pays légal, deux révolutions. La conquête des droits politiques par la démocratie est associée, dans l'esprit populaire, à la destruction de l'Europe de 1815 et à l'affranchissement de la Pologne et de l'Italie. La petite bourgeoisie, ces « capacités » auxquelles Louis-Philippe et Guizot s'obstinent à refuser le droit de suffrage, les ouvriers qui, avec le développement de l'industrie, prennent conscience de leur force, n'ayant ni la responsabilité ni l'expérience du pouvoir, n'apportent aucun tempérament à leurs revendications. Les anciens soldats de Napoléon, les républicains, la nouvelle génération nourrie du *Mémorial de Sainte-Hélène*, de l'*Histoire* de Thiers, des *Girondins* de Lamartine (parus en 1847) et imprégnée de la légende impériale, rêvent de guerre, de conquêtes et de libérations. Arrivant en France à la nouvelle de la révolution, Louis-Napoléon écrit au gouvernement provisoire, le 25 février : « Le peuple de Paris ayant détruit... les derniers vestiges de l'invasion étrangère, j'accours pour me ranger sous le drapeau de la république. » La république, c'est le gouvernement qui repousse l'étranger, qui fait faire aux trois couleurs le tour du monde ; sa popularité vient de là. Elle se confond avec les souvenirs de l'empire : c'est en 1815, comme l'a dit Quinet, que la Révolution a déposé les armes ; il est dans sa destinée de les reprendre.

Jamais classe sociale ne fut plus pacifique que la bourgeoisie de Louis-Philippe ; mais les chefs de la démocratie et du socialisme mêlent les revendications politiques et sociales aux appels à la guerre. Ledru-Rollin, Louis Blanc, Blanqui et les « républicains de la veille » réclament une politique d'action : il faut venir en aide aux peuples soulevés contre les rois. On parle de la Pologne plus que du suffrage universel. Le 15 mai, Raspail lit à l'Assemblée la pétition des clubs qui lui enjoignent de se prononcer sans délai en faveur de la Pologne ; Barbès s'écrie : « Je demande qu'immédiatement et séance tenante, l'Assemblée vote le départ d'une armée pour la Pologne, un impôt d'un milliard sur les riches, la sortie des troupes de Paris, la défense de battre le rappel ; sinon les représentants seront déclarés traîtres à la patrie. »

A la nouvelle des « journées » de Paris, l'Europe prend feu. De 1815 à 1848, il s'est établi entre les partis démocratiques et révolutionnaires une solidarité qui

s'explique, sans doute, partiellement, par l'action des sociétés secrètes. C'est de France que viennent la lumière et le signal. A Milan, à Rome, à Venise, c'est l'explosion attendue du sentiment national contre l'Autriche. A Varsovie, c'est l'espoir de l'indépendance. L'Allemagne de l'Ouest et du Sud s'agite. Phénomène nouveau, la révolution éclate à Vienne ; Metternich est obligé de s'enfuir en Angleterre ; les sujets des Habsbourg : Slaves, Magyars, Roumains, s'agitent ; la Prusse elle-même est ébranlée : c'est la révolution européenne dont les remous n'épargnent que la Russie.

L'occasion est tentante pour la politique française. Que le drapeau tricolore apparaisse sur le Rhin, sur les Alpes, à Varsovie, en Irlande même, et les trônes seront balayés. Mais la guerre sortira infailliblement d'une intervention quelconque de la France et, cette guerre, à qui profitera-t-elle ? Même si elle est d'abord victorieuse, ne va-t-elle pas se heurter au nationalisme des peuples ? Les incidents de 1840 ont montré que, si l'Allemagne s'unit, ce sera contre la France ; si le peuple allemand se lève, ce sera pour marcher au Rhin ; s'il revendique ses droits, il se soucie peu de respecter les droits des autres. En Allemagne, en Italie, les peuples ne sont nullement disposés à accueillir les Français à bras ouverts, moins à coup sûr qu'en 1830. L'Italie croit n'avoir besoin de personne ; elle redoute la France à l'égal de l'Autriche. L'Allemagne suivra l'homme qui forgera son unité en l'entraînant contre la France.

Mais, en 1848 comme en 1830, les hommes qui assument la charge des destinées du pays comprennent que toucher à l'œuvre du congrès de Vienne, c'est déclarer la guerre et reformer contre la France l'alliance du continent. Ils connaissent l'Europe et leurs forces, ils savent que l'armée est peu nombreuse et que les meilleurs éléments sont en Algérie : ils s'emploient à canaliser la révolution. Devant Lamartine, ministre des Affaires étrangères, la question se dresse, paix ou guerre, intervention ou non-intervention ; sa position, après le 24 février, est comparable à celle de Louis-Philippe après Juillet, avec cette différence qu'il n'exerce d'autre royauté que celle de l'éloquence et du patriotisme. Pour donner satisfaction aux sentiments populaires, sans alarmer l'Europe, Lamartine a recours à la magie du verbe, car il sait qu'on mène les peuples avec des symboles. La France, dit-il, va « déclarer la paix républicaine et la fraternité française à tous les peuples ». Dès le 27, il rassure les ambassadeurs étrangers : « La forme républicaine du nouveau gouvernement n'a pas changé ses dispositions loyales et sincères à maintenir ses rapports de bonne harmonie avec les puissances qui voudront comme elle l'indépendance des nations et la paix du monde. »



ARRIVÉE DU ROI LOUIS PHILIPPE A PORTSMOUTH

D'après une esquisse à la gouache de Léopold
 (Bureau du Conservateur du Musée de la Marine.)

A ces traits, quel gouvernement ne se reconnaîtrait ? C'est donc la paix. Lamartine rappelle tous les ambassadeurs pour donner l'impression d'un changement de politique. Il adresse, le 4 mars, une circulaire aux agents diplomatiques ; dépouillée de ses ornements, elle se réduit à ceci : « La république française n'a pas besoin d'être reconnue pour exister, » mais elle serait satisfaite d'être reconnue et il n'y a aucune raison de ne pas la reconnaître, car — c'est ici la phrase capitale — « la guerre n'est pas le principe de la république française comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792 ». Lamartine refuse de s'aventurer dans ce que les hommes de Février croyaient être la tradition républicaine, démocratique et napoléonienne. Les traités de 1815 ne sont donc pas déchirés. Mais comment les hommes qui viennent de faire la révolution accepteront-ils cette reculade ? Lamartine s'en tire par des mots sonores : « Les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la république française ; toutefois, les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet comme base et point de départ dans ses rapports avec les autres nations. » Logomachie ? Oui, mais quelle sagesse ! La république française ne fera pas une politique de propagande et d'intervention ; « elle exercera, par la lueur de ses idées, par le spectacle d'ordre et de paix qu'elle espère donner au monde, le prosélytisme de l'estime et de la sympathie ». Deux cas seulement sont explicitement prévus : si la Suisse était envahie, « si on contestait à main armée aux États de l'Italie le droit de s'allier entre eux pour consolider une patrie italienne », la république française se croirait en droit, elle aussi, d'armer pour protéger « ces mouvements de nationalité ». Palmerston ne s'y trompe point : « Quand on a évaporé le gaz et enlevé l'écume, ce qui reste, c'est la paix avec les autres gouvernements. »

Pour sauvegarder la paix et ne pas mentir tout à fait aux promesses de la révolution, il n'est qu'une issue : l'entente avec l'Angleterre que Louis-Philippe, à la fin de son règne, avait abandonnée à propos des mariages espagnols. Lamartine, pénétré de l'histoire des Girondins, se représente l'Angleterre et la Prusse comme



LAMARTINE EN 1848

(D'après une étude au crayon de Chassériau).

des puissances « libérales » avec l'aide desquelles la France pourrait organiser la paix et l'indépendance des peuples. La modération et la prudence du grand poète apparaissent d'autant plus méritoires que, dans le ministère même, quelques-uns de ses collègues, notamment Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, cherchaient à lui forcer la main, en laissant s'organiser en France des bandes de volontaires républicains étrangers qui tentèrent de pénétrer l'une en Belgique, l'autre en Savoie, une troisième en Allemagne. A Paris, des clubs de chaque nation s'étaient constitués et venaient haranguer le ministre des Affaires étrangères qui les renvoyait avec de belles paroles toujours mesurées. Il ne put empêcher quelques aventures qui échouèrent misérablement. A l'autre extrémité de l'Europe, le tsar se posait en champion des monarchies légitimes et destructeur des républiques révolutionnaires ; après avoir réduit en quelques jours une tentative d'insurrection polonaise, il se préparait à intervenir chez ses voisins. Cette attitude exaspérait les Français. Lamartine et les hommes qui refusaient de jeter la France dans les aventures s'entendaient reprocher d'être « du parti des cosaques ». Après les journées de Juin, Caussidière disait à la tribune que « l'or cosaque ameutait les cent mille ouvriers sans travail ».

Lamartine voulait faire quelque chose : sa circulaire du 4 mars laisse prévoir que l'Italie deviendra le champ d'action de la France républicaine. Fatale attraction qui détourne vers les plaines du Pô l'attention et les énergies de la France, quand ses intérêts majeurs sont sur le Rhin. Une armée est concentrée dans le Var et en Dauphiné, une flotte à Toulon ; Bixio est envoyé au roi Charles-Albert et lui offre la coopération des forces françaises pour chasser les Autrichiens. La réponse est la fameuse déclaration : *Italia fara da se!* Le Piémont délivrera la péninsule ; la France n'est même pas remerciée. *Italia fara da se!* Ce fut Novare et Custoza. Du côté de la Pologne, la France ne pouvait pas songer à l'envoi d'une armée et s'en tenait à des déclarations platoniques qui avaient l'inconvénient d'irriter le tsar. Lamartine essaya d'une entente avec Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, qu'il croyait « libéral » ; mais la complicité des trois partageants de la Pologne, renforcée par les accords de 1833, était un lien assez solide pour résister à toute tentative d'action indépendante. Ainsi, de tous côtés, la politique de Lamartine est réduite à l'impuissance et à l'inaction ; personne ne lui sait gré d'avoir sauvé la paix, mérite négatif que les peuples n'apprécient guère. Il était, le 24 février, l'homme le plus populaire de France ; dès le 11 mai, il est remplacé aux Affaires étrangères par Bastide ; le 10 décembre, quand il s'agit d'élire un président de la république, il n'a pas huit mille voix. Louis-Napoléon Bonaparte triomphe avec cinq millions

et demi de suffrages. Pour détruire les traités de 1815, un Napoléon parut, à la France du suffrage universel, mieux qualifié qu'un poète.

L'EUROPE DE 1848 ET LES NATIONALITÉS La politique des nationalités était, pour la France, semée de périls. Les Allemands, déjà, l'interprétaient non pas comme le respect de la volonté librement exprimée des peuples, — principe démocratique, — mais comme un droit de la race manifesté par la langue. « Partout où résonne la langue allemande, là est la patrie de l'Allemand. » La démocratie allemande demande non pas des libertés, mais l'unité, et réclame l'Alsace, la Lorraine, le Holstein, le Slesvig. La « question des duchés » passionne l'Assemblée de Francfort. C'est le moment où se précisent les problèmes politiques qui agiteront la seconde moitié du dix-neuvième siècle et le commencement du vingtième. Si l'Allemagne réalise son unité, sera-ce au profit de l'Autriche ou de la Prusse ? L'État unitaire sera-t-il « grand allemand », c'est-à-dire englobant l'Autriche, la Prusse et tous les États germaniques, ou « petit allemand », c'est-à-dire à l'exclusion de l'Autriche ? Si la cristallisation allemande s'opère autour de l'Autriche, les Habsbourg devront se séparer de leurs sujets slaves qui n'ont pas de place dans le corps germanique. Palacky, au nom des Tchèques, refuse d'envoyer des délégués au Parlement de Francfort. La crise de 1848 marque la rentrée des peuples slaves dans l'histoire de la monarchie autrichienne. La Bohême, avec Palacky, retrouve sa langue et revendique son « droit d'État » ; les Croates se rangent du côté des Habsbourg avec le ban Jellachich pour écraser les Hongrois. Les Polonais, au contraire, avec Bem, Dembinski, viennent en aide à la Hongrie insurgée : précédent qui laissera des traces. La monarchie autrichienne paraît sur le point de se disloquer ; elle est sauvée par l'intervention des armées russes qui écrasent les Hongrois et par l'énergie du prince Schwarzenberg qui rétablit dans Vienne le pouvoir impérial et ensuite, dans toute l'Allemagne, l'hégémonie des Habsbourg et, en Italie, leur domination. Mais, en Europe, c'est la Russie qui tient la première place ; l'empereur d'Autriche doit au tsar sa couronne ; c'est la Russie qui veut une Autriche forte pour empêcher la Prusse de prendre trop d'influence en Allemagne. Napoléon avait dit : « L'Europe sera républicaine ou cosaque. » Après la crise de 1848, l'Europe semble en voie de devenir « cosaque ». A un Napoléon arrivant au pouvoir, il était naturel que la Russie parût la clef de voûte de l'édifice de 1815, l'ennemi à abattre.

LA RÉPUBLIQUE ET LE TSAR Une entente franco-russe pouvait, à ce moment, changer les destinées. Les années qui séparent l'élection de Louis-Napoléon du coup d'État sont décisives. L'alliance du tsar s'offre à la république française. Saisira-t-elle l'occasion ? Mais l'opinion publique s'enthousiasme pour la cause polonaise, alors que, dans la réalité diplomatique, la question de Pologne ne se pose pas, surtout pour la France qui n'a aucun moyen d'action directe sur la Russie. L'enthousiasme pour la Pologne est, de 1815 à 1870, l'un des thèmes de l'opposition démocratique, un instrument de lutte dans les querelles intérieures plutôt qu'un programme de politique extérieure. Les ministres eurent parfois le sentiment du danger ; mais comment concilier la « résolution » que vote l'Assemblée, le 24 mai, en faveur de la « reconstitution de la Pologne indépendante et libre » avec une politique de non-intervention, seule compatible avec la sécurité de la France et l'entente avec la Russie ?

Nicolas I^{er} a toujours tenu à distance « le roi des barricades » ; il lui reprochait, plus encore que son origine, sa duplicité et l'humilité de sa diplomatie. A la nouvelle de la révolution de Février, son premier cri fut : « Sillez vos chevaux, messieurs, la république est proclamée en France. » Mais bientôt, de nouveaux horizons s'ouvrent à son esprit avisé ; il comprend, le premier, où tendent les ambitions de la Prusse et qu'une Allemagne unifiée serait un danger pour la Russie comme pour la France : une entente entre l'empire des tsars et la république se présente à sa pensée. Il n'y voit pas d'impossibilité, pourvu que la France évite de se livrer à de platoniques manifestations en faveur de la Pologne. Après les journées de Juin, le tsar se persuade que le gouvernement français a terrassé l'anarchie ; la forme républicaine ne lui paraît pas un obstacle : « La république, disait-il, peut marcher de pair avec la monarchie absolue ; toutes deux ont pour objet direct le bonheur du peuple ; les constitutions, au contraire, ne sont faites que pour l'avantage de quelques particuliers (1). » L'accord n'était pas impossible. Lamartine a écrit, dans son *Histoire de la Révolution de 1848* : « L'empereur était trop juste, la république était trop sage pour ne pas se regarder avec sang-froid. » L'autocrate fit les premiers pas. Le chancelier Nesselrode chargea son gendre, le comte Chreptovitch, ministre à Naples, de faire connaître à Paris, par l'intermédiaire d'un jeune attaché de la légation de France, Edgard de Ségur, fils de « la comtesse de Ségur, née Rostopchine », les dispositions du gouvernement russe. L'intérêt commun de la Russie et de la France leur commandait

(1) Voyez *les Origines de la guerre de Crimée*, par M. Edmond BAPST (Delagrave, in-8°).

d'arrêter, dans la Méditerranée, les empiétements de l'Angleterre et notamment d'empêcher la Sicile, révoltée contre le roi de Naples, de devenir un protectorat britannique. Le général Cavaignac décida d'envoyer à Pétersbourg son ami, le général Le Flô, qui fut accueilli par le tsar avec une bienveillance marquée (26 septembre 1848) ; sa franchise un peu brusque, sa rondeur militaire ne déplurent pas au souverain. Dès ce premier contact, le général, emporté par sa fougue, parla d'alliance ; le tsar, loin de regimber, acquiesça : « Personne ne bougera et ne pourra rien en Europe tant que la France et la Russie seront unies et se donneront la main. » Mais l'élection de Louis-Napoléon à la présidence ne fut pas agréable à Nicolas ; elle retarda la reconnaissance de la république : « Nous avons peur du prince Louis, dit Nesselrode ; nous croyons que son élection amènera la guerre, et nous nous abstenons. » Pourtant, à l'audience de congé du général Le Flô, le tsar manifesta avec insistance ses sentiments à l'égard de la France : « Ce que je peux vous répéter, c'est que j'aime la France et que, dans mon opinion, la France se tirera d'affaire ; elle a un bon sens qui peut tout surmonter. »

A partir de 1848, la personnalité du Prince-Président entre en scène. Ses idées politiques, sa formation intellectuelle sont très différentes de celles qui dominent parmi les Français de sa génération. Il a vécu à l'étranger, il parle l'anglais et l'allemand, ses lectures vagabondes ont meublé son esprit, naturellement nébuleux, de connaissances variées, mais sans cohésion ni principes. Il s'est pénétré des documents venus de Sainte-Hélène ; les *Idées napoléoniennes*, qu'il publie en 1840, développent le passage du *Mémorial* sur les grandes unités nationales européennes. Il mettra sa gloire à réaliser la pensée impériale, car il aime la gloire et il est pénétré de l'idée qu'il est prédestiné à quelque haute mission ; sa politique sera un dangereux mélange d'idéologie et de confiance en soi, de foi en sa destinée et d'incertitude sur les moyens de la remplir.

Le Prince-Président cherche sa voie. Il ne rejette pas *a priori* l'idée d'une entente avec la Russie. Mais Drouyn de Lhuys, ministre des Affaires étrangères depuis le 20 décembre (1), se montre plus revêché ; vieilli sous le harnois au temps de Louis-Philippe, il regarde la Russie comme l'adversaire naturel d'un gouvernement démocratique et le pilier des traités de 1815. Le marquis de Ferrière, qui remplissait officieusement les fonctions de chargé d'affaires après le départ du général Le Flô, ayant, de son initiative, repris avec Nesselrode l'entretien politique, est averti par

(1) Ministres des Affaires étrangères de la république : Lamartine, 24 février 1848. — Bastide, 11 mai. — Drouyn de Lhuys, 20 décembre. — Tocqueville, 2 juin 1849. — Ducs de la Hitte, 17 novembre. — Drouyn de Lhuys, 9 janvier 1851. — Baron Brenier, 24 janvier. — Baroche, 10 avril 1851.

son chef d'avoir à garder une attitude d'expectative tant que la Russie n'aura pas reconnu officiellement le gouvernement de la république. Le tsar, à l'appel du jeune empereur François-Joseph, s'apprête, malgré son manifeste de non-intervention du 28 mars 1848, à envoyer des troupes en Hongrie ; il y poursuit des armées dont les chefs sont des Polonais et il vient au secours des Roumains de Transylvanie opprimés par les Magyars. Mais les Hongrois sont sympathiques à Paris et à Londres, en haine des Habsbourg. Pour atténuer l'effet de son intervention, Nicolas brusquement se



DROUYN DE LHUYS

décide à reconnaître la république. De fait, lorsque le ministre eut à répondre à une interpellation à l'Assemblée, le geste spontané du tsar fut un argument qui permit au président du Conseil, Odilon Barrot, de s'en tenir à de vagues expressions de sympathie pour les Hongrois. La Montagne réclamait l'intervention et la guerre : « La guerre, oui, je veux la guerre, criait le député Joly, plutôt que l'avilissement de mon pays, que l'anéantissement de ses libertés. » Ledru-Rollin comparait le manifeste du tsar (du 26 avril-8 mai) à celui du duc de Brunswick en 1792 ; il voulait que la France fût « debout, prête à répondre au despote de Russie ».

Le « despote » avait le bon goût de ne pas se froisser de ces violences verbales et, quand Tocqueville, ministre des Affaires étrangères, envoya à Pétersbourg son ami personnel, le général de La Moricière, député de la Sarthe, il accueillit l'illustre soldat avec cette noblesse mêlée de bienveillance qui donnait du prix à ses moindres paroles. C'est au cours de la première audience impériale, le 12 août 1849, que le général recueillit de la bouche du tsar des paroles d'une haute portée. Nicolas I^{er} jugeait avec sévérité la politique de son beau-frère, le roi de Prusse, en Allemagne : « Ne s'est-il pas mis un moment à la tête de ces fous qui rêvent l'unité de l'Allemagne !... Si l'unité de l'Allemagne, que vous ne désirez sans doute pas plus que moi, venait à se faire, il faudrait encore, pour la manier, un homme capable de ce que Napoléon lui-même n'a pu exécuter ; et si cet homme se rencontrait, si cette masse en armes devenait menaçante, ce serait notre affaire à vous et à moi. » Rarement souverain se révéla plus clairvoyant prophète. « Cet homme » existait ; il s'appelait Bismarck et représentait le

roi de Prusse au Parlement de Francfort, où il scandalisait les vieux diplomates par sa brutalité cynique. De ces paroles du tsar, on pouvait faire sortir une politique qui eût épargné à la France Sedan et l'invasion. Mais l'opinion publique n'était pas prête à l'accepter ; Tocqueville dit lui-même comment il accueillit ces avances :

Quant à moi, qui pense que notre Occident est menacé de tomber tôt ou tard sous l'influence directe et irrésistible des tsars, je juge que notre premier intérêt est de favoriser l'union de toutes les races germaniques, afin de l'opposer à ceux-ci. L'état du monde est nouveau : il nous faut changer nos vieilles maximes et ne pas craindre de fortifier nos voisins pour qu'ils soient en état de repousser un jour, avec nous, l'ennemi commun.

Du « despote » ou du philosophe, lequel a vu clair ? Tocqueville a laissé, dans ses *Souvenirs*, la trace écrite de son impéritie.

Nicolas I^{er} lui-même, par sa politique exigeante et hautaine, rendait le rapprochement difficile. Après les succès de Paskiewitch et la capitulation de Gôrgey à Vilagos, plusieurs chefs polonais de l'armée hongroise avec un millier de soldats, passant le Danube, s'étaient réfugiés en territoire turc ; l'Autriche et la Russie demandaient avec menaces à la Porte de livrer les fugitifs. Le sultan, soutenu par la France et l'Angleterre, refusa ; l'affaire fut à la veille de tourner mal ; les flottes anglaise et française mouillèrent à l'entrée des Dardanelles. Quand le général autrichien Haynau eut fait, au mépris de la capitulation de Vilagos, pendre ou fusiller quatorze généraux magyars à Arad, le tsar comprit, au cri de réprobation qui s'éleva en Europe, qu'il serait dangereux d'insister et il se désista de ses prétentions. En cette délicate affaire, il put apprécier la correction de la diplomatie française qui contrastait avec les procédés de « ce goujat de Palmerston », si bien que les bonnes relations ne furent pas altérées par ces pénibles incidents.

En 1850, l'Angleterre exerça à Athènes, à propos d'incidents d'importance



ALEXIS DE TOCQUEVILLE (1805-1859)
(D'après une lithographie de Léon Noël).

secondaire, une si brutale et injuste pression que le ministre de France, Thouvenel, agit de concert avec le ministre de Russie pour arrêter les mesures violentes édictées par Palmerston ; mais son initiative ne fut pas approuvée à l'Élysée (où résidait le Prince-Président), et le général de Castelbajac, qui remplaçait La Moricière à Pétersbourg, reçut pour instructions de se tenir sur la réserve. Le Prince avait besoin, pour le succès de ses desseins, de la bienveillance de Palmerston qui, prévoyant l'avenir, cherchait à mettre dans son jeu le futur empereur. La politique personnelle du Président devient de plus en plus prédominante au détriment des intérêts français. Deux dangers menaçaient la France, et Nicolas I^{er} les avait clairement discernés : c'étaient les ambitions de la Prusse et l'égoïsme de Palmerston ; la diplomatie du prince Louis faisait le jeu de ces deux adversaires.

LES MISSIONS DE PERSIGNY EN ALLEMAGNE

Les deux missions de Persigny en Allemagne, la première officieuse et destinée surtout à préparer la restauration de l'empire, la seconde en qualité officielle de ministre auprès du roi de Prusse, nous révèlent la pensée et les projets du chef du gouvernement français. Pour détruire les traités de 1815, c'est l'Autriche qu'il vise ; il l'attaque en Italie ; il favorise la formation de l'unité italienne et de l'unité allemande. Tandis que la Prusse et l'Autriche se disputeront l'hégémonie de l'Allemagne, la France trouvera l'occasion de s'étendre jusqu'au Rhin. Persigny, diplomate improvisé, écrit le 11 janvier 1850 au ministre des Affaires étrangères :

Si la Prusse marche résolument dans une politique qui modifie les rapports entre les grandes puissances et entame la triple barrière que le génie de la Sainte-Alliance avait élevée contre nous, c'est à l'attitude de la France qu'on le doit. C'est la France, en un mot, qui, en apparence simple spectatrice de ce grand débat (entre la Prusse et l'Autriche), en est en réalité la régulatrice, comme elle en sera un jour l'arbitre. » Et, le 22 janvier : « L'Allemagne qui, depuis 1815, était l'avant-garde de la Sainte-Alliance contre la France, a fait demi-tour... La révolution pousse l'Allemagne sur la Vistule et non pas sur le Rhin. »

Voilà les origines de Sadowa ; voilà l'aveu. Le général de la Hitte modère cet enthousiasme et indique une politique plus sage : observer, ne pas prendre parti, « témoigner une vive sympathie pour les droits et l'indépendance des États secondaires. » Mais c'est Persigny qui a l'oreille du maître. Le prince ne voulait agir que d'accord avec l'Angleterre, affirme Malmesbury dans ses *Mémoires* (30 mars 1849) ; mais comment imaginer l'Angleterre de Palmerston acquiesçant à une extension de la France vers le Rhin ? Le succès du prince Schwarzenberg est dû surtout à la bienveillance de Nicolas I^{er} que la politique de la Prusse

exaspère. Rien n'est possible en Allemagne sans l'assentiment du tsar. C'est lui qui impose la paix avec le Danemark (2 juillet 1850) et qui amène la Prusse à l'humiliation d'Olmütz (29 novembre) ; il rétablit l'Autriche dans sa puissance impériale allemande. Quand, aux conférences de Dresde, l'Autriche prétendit organiser la Confédération germanique en y entrant avec tous ses États non allemands, lord Palmerston et le Prince-Président se trouvèrent d'accord pour faire échouer une combinaison qui avait reçu l'approbation du tsar et à laquelle Castelbajac trouvait opportun d'acquiescer. De Paris fut envoyé en mission spéciale un diplomate, Mercier de Lostende, chargé de dire au tsar que la France n'admettait pas « l'extension arbitraire des limites de la Confédération germanique » et que, si cet accroissement se réalisait, elle se croirait en droit de demander des compensations. Schwarzenberg, sur le conseil du tsar, retira son projet.

L'EXPÉDITION DE ROME En Italie, la France et l'Angleterre avaient, de concert, après Custozza, sauvé Charles-Albert en obtenant un armistice (9 août 1848). Dans toute la péninsule, l'agitation se répandait, organisée par les sociétés secrètes. A Rome, le comte Rossi, ancien ambassadeur de Louis-Philippe auprès du Saint-Siège, devenu le premier ministre de Pie IX, un libéral sage et modéré, est assassiné le 15 novembre ; l'émeute, organisée par Mazzini, oblige le pape à s'enfuir et proclame la république. Bien que Cavaignac fit offrir asile à Pie IX, il se réfugie à Gaète, en territoire napolitain. A Florence, la république est organisée ; à Turin, Charles-Albert tremble pour son trône. Le pape chassé de Rome par une révolution : ce fait brutal pose devant chaque puissance catholique un problème politique qui est en même temps un cas de conscience. Les puissances catholiques, auxquelles Pie IX faisait appel, n'allaient-elles pas profiter de l'occasion pour intervenir dans la péninsule ? Convenait-il à la France d'en laisser le bénéfice à l'Autriche, à l'Espagne ou au royaume de Naples ?

Le 23 mars 1849, Radetzki écrase l'armée sarde à Novare, Charles-Albert abdique en faveur de son fils Victor-Emmanuel ; l'Autriche redevient maîtresse de l'Italie en détruisant les foyers de révolution. Dans ces conditions, le rétablissement du pape dans ses États ne s'imposait-il pas à la France comme un moyen de modérer le mouvement réactionnaire et de ne pas laisser l'influence autrichienne s'exercer seule à Rome ? L'indépendance pontificale est aussi nécessaire à l'équilibre européen qu'indispensable à l'exercice du magistère spirituel de la papauté. La tradition diplomatique, autant que l'influence des catholiques français et de Falloux, a déterminé l'initiative du Prince-Président. Un corps de troupes

débarque à Civita-Vecchia (25 avril 1849) et subit un échec devant Rome. Malgré l'Assemblée, le Prince écrit au général Oudinot de poursuivre son entreprise et d'entrer dans Rome. De trois côtés, des troupes autrichiennes, napolitaines, espagnoles pénètrent dans les États pontificaux. Après un mois de siège, Oudinot, le 3 juillet, pénètre dans la ville où le gouvernement pontifical est rétabli, tandis que le Prince-Président s'efforce d'obtenir de Pie IX et du cardinal Antonelli des réformes et l'amnistie ; c'est l'objet de la lettre à Edgar Ney où Louis-Napoléon définit très clairement sa politique. En même temps, la médiation franco-anglaise sauvait le Piémont et son *statuto* libéral, et obtenait pour Victor-Emmanuel une paix sans cession de territoire (6 août). Ainsi s'équilibrait en Italie la politique française ; elle s'efforçait d'arrêter les violences contre-révolutionnaires et garantissait l'indépendance du Saint-Siège dans les seules conditions qui, à cette époque, fussent réputées acceptables.

IV. — LA POLITIQUE DE NAPOLEÓN III.

L' AIGUILLAGE. Après le 2 Décembre, Louis-Napoléon qui, un an plus tard, devient Napoléon III, dispose d'un pouvoir qui n'a d'autres limites que les incertitudes de son esprit ; il est le maître d'aiguiller la politique de son règne. L'alternative qui s'offre à lui est celle-ci : entente avec l'Angleterre ou alliance avec la Russie.

Rechercher l'amitié de l'Angleterre, c'est aller à l'encontre de la tradition napoléonienne, c'est rester sous l'emprise des traités de 1815, c'est subordonner la politique française dans la Méditerranée et presque fatalement aboutir à un conflit avec la Russie. Le 2 Décembre avait été mal accueilli à Londres ; l'opinion publique se cabrait en face de cette résurrection de l'empire napoléonien, et Palmerston, qui approuvait le coup d'État, se voyait obligé de donner sa démission (20 février 1852). Le nouveau chef du Foreign Office, Malmesbury, est un ami de Louis-Napoléon ; et, dans l'opposition, Palmerston reste puissant ; l'influence du prince-consort incline doucement les sympathies de la reine Victoria vers l'Allemagne. Napoléon III serait donc imprudent s'il faisait fond sur une entente avec l'Angleterre. Il lui faut compter avec l'opinion française qui ne comprendrait pas qu'un Napoléon continuât l'humble politique du roi-citoyen. Sa mission n'est-elle pas d'affranchir la France de la servitude des traités de 1815 ? Lui-même l'avait dit dans son mani-

feste du 4 novembre 1852 : « Dans le rétablissement de l'empire, le peuple trouve une garantie à ses intérêts et une satisfaction à son juste orgueil... parce que, relevant avec liberté et avec réflexion ce que, il y a trente-sept ans, l'Europe entière avait renversé par la force des armes au milieu des désastres de la patrie, le peuple venge noblement ses revers sans faire de victimes, sans menacer aucune indépendance, sans troubler la paix du monde. » Dès lors, pratiquer une entente avec l'Angleterre, n'est-ce pas s'exposer à des déceptions ? On y trouvera peut-être un appui contre l'Autriche en Italie, mais non en Allemagne pour une extension sur le Rhin.

L'alliance avec la Russie ne serait pas scandaleuse puisqu'elle se recommande des souvenirs de Tilsitt. En 1852, comme en 1807, la pierre d'achoppement, ce sont les traditions respectables de l'influence française dans le Levant. Il faudrait sacrifier ces intérêts considérables sans avoir la certitude d'obtenir des compensations sur le Rhin. L'alliance, Nicolas I^{er} l'offre à la république, mais lui-même, s'il a l'esprit élevé et audacieux, n'est ni exempt de préjugés, ni accommodant ; le chancelier Nesselrode et surtout son suppléant Séniavine restent rogues et hautains à l'égard du pays de la Révolution et de Napoléon. Chez nous, un homme de la valeur de Drouyn de Lhuys devient intraitable dès qu'il s'agit de la Russie. Le tsar avait approuvé, dans le coup d'État du 2 décembre, une victoire de l'ordre sur la révolution ; mais il suivait avec inquiétude la campagne pour le rétablissement de l'empire ; les ouvertures du général de Castelbajac se heurtaient à des conseils amicaux mais pressants d'abstention et de prudence. Puis vinrent des conflits d'étiquette. Nicolas, dans les nouvelles lettres de créance qu'il envoyait à Nicolas Kisselef, son représentant à Paris, n'employait pas la formule usitée entre souverains : « Monsieur mon Frère, » et se servait de l'appellation : « Très cher et bon ami. » Napoléon III, conseillé par Morny, tourna spirituellement la difficulté ; lorsque Kisselef lui remit ses lettres, il les lut avec attention et chargea le diplomate de remercier particulièrement son maître pour la formule inusitée qu'il avait employée, car, dit-il, « on subit ses frères, mais on choisit ses amis. » Ces difficultés n'étaient pas dirimantes mais, par leur répétition, elles révélaient les obstacles permanents à une politique de collaboration entre le cabinet des Tuileries et celui de Pétersbourg. Déjà, par la question des Lieux Saints, s'ouvrait une crise orientale.

« L'empire, c'est la paix, » avait dit Napoléon III ; il le pensait et le souhaitait ; son esprit farci de rêves humanitaires s'accommoderait volontiers des œuvres de paix sociale et de progrès économique. Mais comment un Napoléon, sur le trône du grand empereur, ne se montrerait-il pas, sur le chapitre de l'honneur et de

la dignité nationale, plus exigeant que Louis XVIII ou que Louis-Philippe ? Il n'a ni désiré ni provoqué la guerre d'Orient ; il a tenté jusqu'à la fin de l'éviter, mais il tenait à l'alliance anglaise ; entre les deux directions qui s'offraient à lui, il a choisi. La guerre de Crimée fixe la politique de Napoléon III ; elle l'aiguille sur Sedan. Pourquoi le fils de la reine Hortense a-t-il abandonné la tradition classique de la politique française que Napoléon I^{er} avait suivie, en l'amplifiant jusqu'à la démesure, et a-t-il cherché à s'accrocher à l'alliance anglaise ? Il a d'abord mal compris la situation réelle : *Les idées napoléoniennes*, qu'il a développées dans son livre et tenté de réaliser, sont celles qui sont indiquées dans le *Mémorial*, mais non pas celles que son oncle avait appliquées. Le neveu qui a séjourné en Angleterre et parle anglais est entiché de ce libéralisme britannique que, depuis Voltaire, les Français ont toujours mal interprété ; il est, en outre, l'héritier de la tradition révolutionnaire rénovée par les hommes de 1848 ; il partage leurs préférences et leurs aversions. Or, la Russie, depuis 1815, est l'objet de la crainte et de la défiance des républicains et des bonapartistes ; le tsar cependant n'était pas à Waterloo, mais il incarne la « Sainte-Alliance » contre laquelle ont été faites les journées de 1830 et de 1848 et restauré l'empire. A cause de la Pologne, toute la littérature romantique est hostile à la Russie. On ne voulait pas que l'Europe fût cosaque. L'intervention en Hongrie avait renouvelé cette animosité. Un livre postérieur, mais qui reflète les sentiments de la génération républicaine et libérale de 1848, *L'Europe et la Russie*, d'Henri Martin, explique cet état d'esprit. L'ennemi de l'Europe, c'est le Russe, qui n'est pas un Slave, mais un Tartare ; seuls sont des Slaves les Polonais et les Ruthènes ; contre la Russie, il faut émanciper la Pologne, la Géorgie. Il convient aussi de favoriser l'unité allemande, car l'Allemagne est la barrière naturelle à l'invasion russe. Contre la Russie, l'Europe doit s'unir : « Toutes les guerres entre Européens sont guerre civile ; avec les Moscovites, c'est la guerre étrangère, la guerre pour l'existence. » Nicolas I^{er} a engendré les panslavistes « qui emploient Hegel à perfectionner Gengis Khan. » Michelet ne juge pas autrement la situation européenne, par exemple dans *La Pologne martyre* qui est de 1853. Telle est l'opinion des libéraux, des démocrates et des bonapartistes. Persigny a, dans la guerre de 1854, de lourdes responsabilités ; Morny, partisan d'une entente avec la Russie, est une clairvoyante exception.

L A GUERRE La guerre de 1854 est une guerre de diplomates ; bureau-
D'ORIENT crates et ambassadeurs, gardiens des traditions, se sont donné
 carrière dans les arcanes de la question d'Orient ; ils ont grossi des incidents et

des griefs secondaires et ils ont fini par devenir les prisonniers de leurs formules étroites. Lord Stratford de Redcliffe entraîne à la guerre le gouvernement de la reine Victoria ; Nesselrode n'admet pas que le tsar s'y dérobe ; Drouyn de Lhuys ne saisit pas les occasions que lui offre le destin. La guerre n'a pas été décidée ou voulue par l'un ou l'autre des souverains ; ils s'y sont laissé entraîner.

Ce n'est pas, d'ailleurs, que des intérêts importants ne soient en jeu. Le programme de Nicolas I^{er} n'allait à rien moins qu'à établir le protectorat de la Russie sur les onze millions de chrétiens non latins sujets du sultan et au démembrement de l'empire ottoman. Les querelles de préséance dans les Lieux Saints de Palestine, entre moines orthodoxes et religieux latins, sont futiles ; mais les Orientaux en observent l'issue afin de savoir laquelle des nations franques est prépondérante. La France, munie de la longue série des Capitulations, agit comme protectrice de tous les catholiques latins, tandis que la Russie revendique le protectorat de tous les orthodoxes. La diplomatie russe réussit à inquiéter les sentiments religieux du tsar en lui dépeignant le gouvernement français comme poursuivant la ruine de l'orthodoxie dans le Levant. Napoléon III laissa tomber l'affaire dès que le cabinet britannique eut déclaré qu'il ne soutiendrait pas les revendications de la France. Dans le Levant, l'Angleterre, anglicane, a toujours combattu l'influence française et catholique avec plus d'âpreté que les empiétements orthodoxes. La question des Lieux Saints est tant bien que mal réglée par un compromis. Une crise très grave s'annonçait ; mieux valait laisser de côté les revendications accessoires.

Les grandes crises de la question d'Orient se produisent chaque fois qu'aux éléments permanents de trouble et d'agitation que renferme l'empire ottoman viennent s'ajouter, pour les surexciter et les canaliser, l'intérêt d'une ou plusieurs puissances européennes. En 1853, le tsar crut arrivée l'heure de la liquidation de la Turquie. Ses ouvertures, confiantes jusqu'à la naïveté, à sir G. Hamilton Seymour, le 9 janvier et le 21 février 1853, ouvrent la période aiguë. Nicolas I^{er} prophétise l'avenir de l'empire ottoman et trace un tableau des intérêts européens qui s'y entre-croisent. Il commet une double erreur, d'abord en s'imaginant qu'il suffira de faire sa part à l'Angleterre pour l'amener à entrer dans ses vues, ensuite en écartant la France avec laquelle une entente était plus vraisemblable. Les entretiens des 9 janvier et 21 février sont dirigés contre la France que Nicolas accuse, non sans perfidie, de « brouiller les affaires en Orient, dans l'espoir d'arriver plus aisément à ses fins, par exemple à la possession de Tunis ». Si la Russie et l'Angleterre sont d'accord, si l'Angleterre obtient l'Égypte et Candie que lui offre le tsar, peu importe que la France soit mécontente. Quant à l'Autriche, Nicolas

affirme que ses intérêts sont « identiques » à ceux de la Russie. Impossible de se tromper plus lourdement, car c'est à ce moment que l'Autriche, rompant avec les traditions de Metternich, cherche à s'assurer la protection des peuples slaves des Balkans. Nicolas ne prévient même pas Castelbajac. Son chancelier fait pire ; écrivant au baron de Brunnow, son ministre à Londres, il se livre contre la politique française dans les Lieux Saints à un réquisitoire que le Foreign Office a soin de communiquer à l'ambassadeur de France. Le prince Menchikof, envoyé à Constantinople en ambassade extraordinaire, trouve moyen de froisser l'ambassadeur d'Angleterre, l'irascible lord Stratford de Redcliffe, qui fait échouer sa mission. La Russie, par l'occupation des principautés, Moldavie et Valachie, a alarmé l'Autriche et la Porte ; elle a échoué auprès de l'Angleterre et s'est aliéné la France : elle est isolée.

Pourtant, à la fin de mai, Nicolas, comprenant son erreur, cherche à couvrir sa retraite en recourant aux bons offices de la France ; il fait appel à la « haute raison et à l'esprit de justice de l'empereur Napoléon » ; il ne parle plus de démembrement de la Turquie ; il veut « autant que personne que la Turquie vive ». C'est le moment où Napoléon III pouvait intervenir, sauver la paix et devenir l'arbitre de l'Europe ; Drouyn de Lhuys essaye de préparer une conférence des grandes puissances. Mais, pour réussir, il fallait s'affranchir de la politique de Talleyrand et ne pas s'attarder dans le sillage de l'Angleterre. D'autre part, la haine de Nesselrode contre Napoléon III paralysait les efforts du tsar ; les responsabilités du chancelier et de ses bureaux, dans cette crise qui fut si funeste à la Russie, sont lourdes. Plus fin, Nicolas I^{er} sent que son succès ne peut venir que de la France ; il fait, à Olmutz, des avances au général de Goyon ; il se raccroche, pour obtenir une paix honorable, à toutes les interventions que fait échouer l'orgueil de Nesselrode. Au dernier moment (29 janvier 1854), Napoléon III fait encore une tentative de paix, car son bon sens naturel l'avertit, lui aussi, que la guerre où l'entraîne l'Angleterre le conduira plus loin qu'il ne veut aller ; mais le cabinet de Londres rend inutile ce suprême effort. Napoléon III fait la guerre pour ne pas laisser échapper l'alliance de l'Angleterre : vaine et déplorable politique qui le mènera, sans alliés, sans amis, à la catastrophe. Le 28 mars, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à la Russie ; le 12, elles ont signé un traité d'alliance avec la Turquie. Les dés sont jetés.

LES NÉGOCIATIONS DE VIENNE. — LA DÉVIATION
DE LA POLITIQUE FRANÇAISE.

L'histoire ne pénètre guère
dans la pensée renfermée et
nébuleuse de Napoléon III ; pourtant, s'il a existé, dans sa volonté incertaine,

un dessein permanent, c'est la libération de l'Italie. La recherche de l'alliance anglaise ne peut s'expliquer raisonnablement que par l'intention d'intervenir, l'heure venue, en Italie. La France qui a sacrifié devant Sébastopol 200 000 hommes, l'Angleterre qui y a révélé les vices de son organisation militaire, la Russie qui y a perdu la situation prépondérante qu'elle détenait en Europe depuis 1812, ont traversé des heures d'angoisse, et il est naturel que chacune d'elles ait gardé, envers ceux qui l'ont aidée à ces moments critiques, des dispositions bienveillantes. L'habileté ne suffit pas toujours ; il est des cas où il faut prendre parti : c'est ce que le comte Buol ne sut pas faire. L'Autriche, intéressée dans les affaires balkaniques, prétendait dicter la paix sans remuer un soldat. Drouyn de Lhuys put croire, durant les conférences de Vienne, dans l'hiver 1855-56, après le traité du 2 décembre, qu'il avait réalisé avec l'Autriche un accord qui aurait pour effet ou de la faire entrer dans la guerre ou d'imposer la paix ; il espérait arriver avec la cour de Vienne à une entente qui aurait éloigné Napoléon III des tentations italiennes. Mais l'Angleterre voulait l'anéantis-

sement de la Russie comme puissance navale et la continuation d'une guerre dont les meilleurs profits seraient pour elle et les plus lourdes charges pour la France. Napoléon III alla à Londres à la fin d'avril 1855 ; il y fut acclamé ; le lendemain de son retour, un télégramme à Drouyn de Lhuys amenait la rupture des négociations. L'heure de l'Autriche était passée.

Cavour se montra plus alerte. Il est vrai que Napoléon III lui avait indiqué le chemin en lui envoyant Persigny dès novembre 1854. La visite à Turin de ce maître en intrigues, qui fut le seul confident et l'inspirateur constant de la pensée impériale, est un point de repère : c'est toujours à l'Italie que pense Napoléon III. La convention avec Cavour est signée le 26 janvier 1855 ; les 15 000 hommes de La



LE DUC DE MORNY
D'après un daguerréotype.

Marmora viennent camper sur le plateau de Chersonèse ; le Piémont aura, aux négociations, la voix d'un belligérant. L'Autriche, pour avoir voulu ruser avec les uns et les autres, s'est aliéné toutes les sympathies ; elle s'achemine vers Solferino et Sadowa. La Prusse, déjà inspirée par Bismarck, suit une ligne de conduite très nette : se lier à la Russie, mériter sa gratitude à tout prix afin d'obtenir sa liberté d'action en Allemagne et sur le Rhin ; c'est à l'Ouest qu'elle prend des précautions militaires, qu'elle montre aux États allemands un danger, la France. Bismarck, comme Cavour, a compris. Que lui importent la flotte russe de la mer Noire et la prise de Kars ? La Russie, même vaincue, ne sera pas entamée et restera la plus précieuse des alliées. Telles sont les lointaines mais logiques conséquences des actes politiques. Les hommes d'État clairvoyants des petits États allemands, Beust le Saxon, Pfordten le Bavaïrois, discernent que l'entente de la France avec la Russie serait la plus sûre garantie des libertés germaniques ; ils travaillent à les rapprocher. Sur le champ de bataille, les soldats, dans une lutte loyale et parfois chevaleresque, apprennent à s'estimer. A Paris, la princesse de Liéven s'emploie à une entente. Après des victoires qui replaçaient l'armée française au premier rang, l'opinion aurait accepté un accord avec la Russie. C'était l'avis de Morny ; le fils de la reine Hortense et de Flahaut, qui avait dans les veines le sang de Talleyrand et celui de Louis XV, était la meilleure tête politique de l'entourage impérial.

Durant les négociations difficiles qui suivent la victoire décisive du 8 septembre 1855, l'entente s'établit sans peine entre la France et la Russie ; c'est entre Paris et Londres que les difficultés surgissent. Napoléon III et le successeur de Drouyn de Lhuys, Walewski, sont disposés à faire, au maintien de l'alliance anglaise, de grandes concessions ; mais ils sont pressés d'avoir la paix que le pays réclame. Napoléon III déclare que, si la guerre continue, elle changera de caractère et se fera, au nom du droit des nationalités, pour la Pologne, la Circassie, l'Italie, la Hongrie. La reine Victoria se plaint à l'Empereur, dans une lettre assez aigre, qu'il rende par là impossible la continuation des hostilités : à tant de sacrifices, la France n'a même pas gagné l'amitié britannique. La diplomatie de Palmerston va enrôler comme allié la Suède, par où les Alliés trouveraient, au printemps 1856, une base d'opérations. Enfin Alexandre II (Nicolas était mort le 2 mars 1855), menacé par l'Autriche, qui se décide trop tard à entrer en lice, et par la Suède, pressé amicalement par la Prusse, à bout de ressources, accepte les cinq conditions de l'ultimatum autrichien du 16 décembre : c'est la paix.

**LE CONGRÈS ET LE TRAITÉ
DE PARIS (30 MARS 1856)**

Le congrès s'ouvrit à Paris le 25 février 1856, sous la présidence de Walewski, assisté de Bourqueney. Les négociations ne présentèrent aucune difficulté sérieuse, puisque l'acceptation de l'ultimatum du 16 décembre réglait tous les points délicats. Napoléon III insista pour la réunion des deux principautés de Moldavie et de Valachie en un seul État ; c'était une heureuse application du principe des nationalités. La question fut ajournée. La Moldavie fut agrandie des districts méridionaux de la Bessarabie, par où la Russie touchait aux bouches du Danube. C'est seulement en 1857 que Napoléon III réussit, malgré l'opposition de l'Autriche et de l'Angleterre, à réaliser la libération de fait des deux principautés ; mais elles devaient rester séparées et avoir chacune son hospodar. Moldaves et Valaques s'entendirent pour choisir le même personnage, le colonel Couza (hiver 1859). Ainsi naquit la Roumanie. Lorsqu'elle se donna pour roi un Hohenzollern, on put croire que, là encore, la politique des nationalités poursuivie par Napoléon III, malgré son ministre Thouvenel, n'avait abouti qu'à des déboires. Un avenir plus lointain a montré que l'empereur avait été bien inspiré en aidant à s'organiser, sur le bas Danube, une nation latine qui est devenue un élément important d'équilibre européen.

Le congrès de Paris a, pour la France, toutes les apparences d'un triomphe ; c'est la revanche morale du congrès de Vienne. Pour la première fois depuis 1815, la France a participé à une grande guerre où elle a été brillamment victorieuse ; la politique française retrouve son indépendance, son autorité ; elle croit voir l'avenir qui s'ouvre devant elle. Si mal engagée que soit sa politique, la direction pourrait encore être redressée.

C'est, au contraire, la déviation qui s'accroît. Au moment où le congrès semblait sur le point de clore ses séances, on vit le comte de Cavour, évidemment encouragé par de hautes approbations, présenter, le 27 mars, une note sur la situation de l'Italie. A la séance du 8 avril, les plénipotentiaires eurent la surprise d'entendre Walewski, à propos de la Grèce, faire écho aux propositions de Cavour et, sous prétexte de résumer le débat, conclure dans le même sens que le plénipotentiaire du roi Victor-Emmanuel. Le rôle équivoque que l'Autriche avait joué durant la guerre ne lui permettait guère de parler haut et tout le succès des dernières séances fut pour Cavour qui, souple, adroit, insinuant, fait déjà figure de grand personnage : l'homme qui vient et à qui l'avenir sourit.

Le traité de Paris, qui codifie et consacre les longues négociations qui précèdent et suivent la guerre d'Orient, est une œuvre mûrement étudiée ; elle représente la solution que la France et l'Angleterre ont jugée la meilleure pour la question

d'Orient. Elle consiste à admettre l'empire ottoman « à participer aux avantages du droit public et du concert européen » avec sa pleine indépendance et l'intégrité de son territoire, sous la garantie collective des grandes puissances. Depuis François I^{er}, la politique française tendait à européeniser la Turquie, à l'acclimater dans la société des États civilisés, à la protéger contre les attaques et les ambitions de ses voisines, l'Autriche et la Russie. Sur ce terrain, la France rencontre souvent l'Angleterre, qui se préoccupe surtout de tenir libres les routes maritimes de la

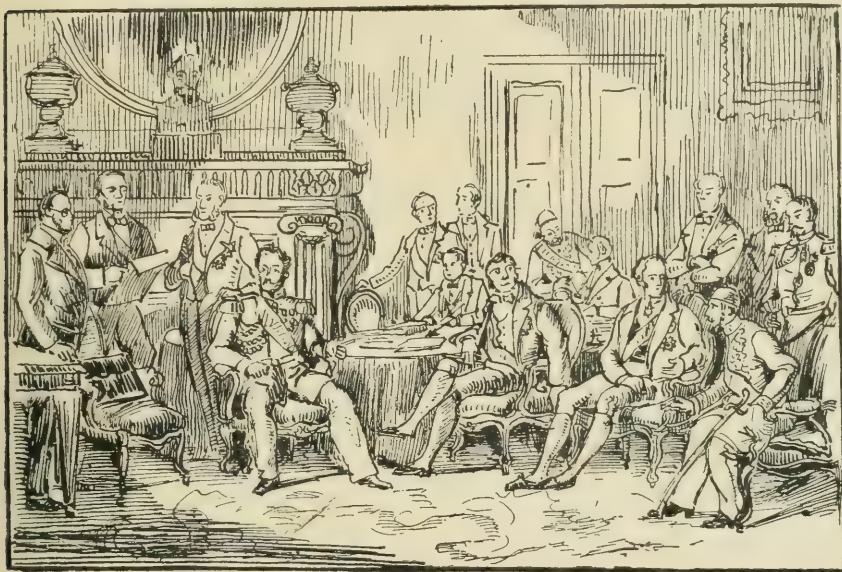


LE COMTE WALEWSKI
(D'après une lithographie anglaise).

Méditerranée en interposant une Turquie forte entre les Détroits et la poussée russe. Le traité de Paris est donc, jusqu'à un certain point, dans la tradition de la politique française. Mais, en fait, l'empire du sultan n'est pas un État européen comme les autres, car les puissances qui garantissent son indépendance exigent qu'il accomplisse des « réformes ». Sans doute, les apparences sont sauvegardées ; c'est le sultan qui, par un « acte de sa volonté souveraine », accorde des réformes à ses sujets en vue d'abolir toute différence de traitement entre chrétiens et musulmans ; il « communique ces réformes aux puissances, qui en constatent la haute valeur ». Si européen que soit réputé en droit l'empire ottoman, l'opinion publique, dans les autres pays, n'admettrait pas que des populations chrétiennes, une fois émancipées de la domination turque, y fussent

replacées par la force. Metternich l'a vainement essayé en vertu des principes légitimistes de la Sainte-Alliance. Au traité de Paris, la Serbie, les principautés danubiennes sont considérées comme faisant partie de l'empire ottoman, mais, en même temps, leur autonomie est garantie et aménagée. Telle est la politique des réformes, corollaire de la politique d'intégrité de l'empire turc. Il n'a tenu qu'aux sultans de la pratiquer loyalement pour se trouver peu à peu de plain-pied avec les autres États européens ; ils auraient épargné à leur pays les catastrophes prédites par Nicolas I^{er} dans l'entretien avec Seymour. Vaille que vaille, la politique des réformes, reprise et restaurée au congrès de Berlin, a sauvé l'équilibre de l'Orient jusqu'à la révolution turque de juillet 1908.

L'œuvre du traité de Paris est complétée, mais aussi compromise, par les clauses relatives à la mer Noire. Il renouvelle et confirme la convention de 1841, la charte juridique des Détroits, dont il reproduit le texte en annexe, mais il en tourne les clauses contre la Russie. Ce n'est plus seulement des Détroits que le traité de Paris l'exclut, mais de la mer Noire ; il l'oblige à ne pas construire, à ne pas entretenir



LE CONGRÈS DE PARIS

(Gravure sur bois de Ladmiral, d'après le tableau de Dubuffe).

d'arsenal maritime sur cette mer et à n'y posséder d'autre force navale que le petit nombre de bâtiments légers autorisés pour chaque puissance par l'acte de 1841. La mer Noire est déclarée neutre ; les Anglais avaient même prétendu y joindre la mer d'Azof et obliger le tsar à démolir l'arsenal et les fortifications de Nicolaïev. La Russie se trouve ainsi exclue de ces eaux dont elle est riveraine et sur lesquelles, en 1833, elle avait prétendu régner sans partage ; elle est traitée en suspecte, chassée de « la cour » de sa propre maison où, en dépit d'une neutralité illusoire, ses ennemis peuvent toujours, eux, avec la connivence de la Turquie, pénétrer sans obstacle. Ces clauses humiliantes, attentatoires aux intérêts les plus légi-

times et à la dignité de la Russie, furent une faute. C'est contre Napoléon III, bien qu'il ait réussi à modérer certaines « prétentions exorbitantes » de ses alliés, que s'agrit la rancune des Russes. Nesselrode, à la veille de sa retraite, traçant dans une note très intéressante la ligne de conduite que l'empire devrait suivre après le traité de Paris, écrit :

La Russie doit rester, comme par le passé, monarchique et antipolonaise. Nous ne pouvons pas faire cause commune avec Napoléon, s'il voulait conquérir la rive gauche du Rhin, car nous ne devons pas oublier que, dans la crise actuelle, la Prusse, seule de toutes les puissances, a fermement manifesté l'intention de ne pas nous être hostile (1).

Gortschakoff, en 1870, écrivait à Oukounoff, agent de la Russie auprès de la délégation de Tours :

La guerre de 1854 et le traité de 1856 ont été les premiers pas dans la voie des perturbations politiques qui ont ébranlé l'Europe et qui ont abouti à de si désastreuses conséquences. Quel que soit le système politique qui s'établisse en France, sa tâche sera de réparer les maux causés par un système politique dont le résultat a été si fatal.

Thiers, en 1870, à Pétersbourg, où l'amena son pèlerinage douloureux à travers l'Europe indifférente, éprouva que Gortschakoff avait médité les conseils de son prédécesseur et profitait du désastre de la France pour déchirer le traité de Paris. L'injustice imposée par l'Angleterre à la Russie, l'Autriche l'a payée à Solférino et à Sadowa, la France à Sedan. L'Angleterre doit à sa position insulaire le privilège de payer rarement ses fautes.

Il n'est guère, en histoire, de fatalités que la sagesse d'un homme d'État ne puisse éluder ou détourner. Napoléon III, après l'éclatant succès des armées françaises en Crimée, reste maître de sa destinée ; même après le traité de Paris, il est encore libre de choisir ses alliances. De Crimée, officiers et soldats français étaient revenus pleins de respect et de sympathie pour le courage des Russes. Durant les négociations, les procédés courtois de la diplomatie française n'avaient pas échappé à Alexandre II. Dans l'exécution du traité, Napoléon III se montrait accommodant, tandis que les Anglais émettaient de hautes prétentions. Morny, de sa mission en Russie pour le couronnement d'Alexandre II, revenait plus enclin que jamais à une alliance avec le tsar. Mais Persigny, à Londres, s'irritait qu'on eût l'air de ne pas savoir où l'on voulait aller et montrait qu'en ne soutenant pas l'Angleterre dans l'exécution du traité de Paris, on jouait un rôle ridicule et on ris-

(1) *Archives russes*, 1872, p. 337 et suivantes. Cité par P. H. MISCHIEF, *La mer Noire et les Détroits de Constantinople*, Paris, Arthur Rousseau, 1899, in-8°. — Cf. pour la question d'Orient : René PINON, *L'Europe et l'Empire ottoman et L'Europe et la Jeune-Turquie*, 2 vol. in-8°, Perrin.

quait de se trouver sans alliés. Napoléon III, hésitant, flottait ; il prodiguait les procédés amicaux envers la Russie, mais c'est à l'alliance anglaise qu'il s'accrochait parce que, de l'Angleterre, il attendait un concours au moins moral pour délivrer l'Italie et chasser les Autrichiens. Si sa politique a un sens, il est là. Il poursuit l'idée de sa jeunesse : indépendance et fédération des États italiens. Mais, afin de ne pas heurter de front les solides arguments de ses ministres dont la valeur n'échappe pas à sa finesse, il a sa diplomatie occulte et personnelle en dehors des cadres officiels ; le prince Napoléon, Persigny, le docteur Conneau, Arese, Pepoli sont les agents de ce nouveau Secret du roi. Déplorable méthode, ou absence de méthode, qui présage l'échec en face de partenaires de la taille d'un Cavour et d'un Bismarck.

De 1856 à 1859, c'est une période de préparation diplomatique. Les souverains viennent à Paris et Napoléon III leur rend visite. A chacun de ses auditeurs attentifs, il révèle son désir de reviser les traités de 1815 ; il met ainsi toute l'Europe en défiance. Rassembler en un corps de nation les fragments du peuple italien et du peuple allemand qui, de toute antiquité, vivaient sous des régimes politiques divers, c'était une entreprise contraire aux traditions de la politique française fondées sur l'intérêt national. Peut-être même était-ce un dessein partiellement artificiel, contraire au tempérament réel et aux aspirations profondes des peuples allemand et italien. Napoléon III se flatte naïvement d'obtenir pour ses projets un blanc-seing de toutes les puissances, sauf naturellement de l'Autriche. Sincèrement pacifique, les guerres qu'il a faites ont été ou voulues par d'autres ou la dernière ressource d'une diplomatie empêtrée dans ses contradictions. A Osborne où il est, en juillet 1857, l'hôte de la reine Victoria et du prince-consort, il essaye d'entraîner les Anglais ; il ne trouve guère d'encouragement ; mais, par le prince Albert, les cours allemandes sont averties. Le grand-duc Constantin vient à Paris en 1857 et Napoléon III rencontre Alexandre II lui-même chez le roi de Wurtemberg, parent des Beauharnais et beau-frère du tsar (26 septembre 1858) ; les ministres des Affaires étrangères, Gortschakoff et Walewski, sont présents. On parla beaucoup de la revision des traités de 1815 et le tsar y eût sans doute acquiescé s'il avait été aussi question de reviser le traité de 1856 ; on tomba d'accord pour suivre, dans la question d'Orient, une ligne commune ; mais Napoléon III ne voulait pas choisir entre Londres et Pétersbourg ; il refusait de se « brouiller avec l'Angleterre ». Dès lors, son travail diplomatique ne pouvait que rester stérile. Avec la Prusse, les relations étaient amicales ; le prince Guillaume vint à Paris et, dans l'affaire de Neuchâtel, Napoléon III tira d'embarras Frédéric-Guillaume III, tout en assurant l'indépen-

dance du canton de Neuchâtel et son association à la Confédération helvétique. A l'envoyé du roi de Prusse, Bismarck, Napoléon III parla de l'Italie ; le Prussien, dès ce moment, prit la mesure de l'idéologue.

Nous qui savons la suite, nous sommes frappés des contradictions et de l'incohérence de la politique de Napoléon III. Les contemporains voyaient surtout l'énigme. Que voulait la France qui, depuis le traité de Paris, était redevenue l'arbitre de l'Europe ? Des hommes d'État réalistes, comme Cavour et Bismarck, faisaient entrer dans leurs calculs le prix à payer à la France ; mais, naturellement, ils s'ingénierent à s'en tirer au meilleur compte. Napoléon III, qui avait trop d'idées, était dépourvu de caractère et d'expérience : le pire des défauts, pour un régime autoritaire, c'est de manquer d'autorité.

L'ATTENTAT D'ORSINI ET LA CONSPIRATION DE PLOMBIÈRES.

Voilà que, tout à coup, l'Europe apprend avec stupéfaction que le sphinx a parlé. Les républicains italiens ne pardonnaient pas à Napoléon III, qui avait été mêlé à leurs complots et avait partagé leurs enthousiasmes, de les avoir abandonnés en 1849 ; l'un d'eux, un mazzinien, ancien membre de l'assemblée romaine en 1849, Félix Orsini, aidé de deux complices, lance, le 14 janvier 1858, trois bombes auxquelles échappe Napoléon III, mais qui tuent ou blessent cent cinquante personnes. En manquant sa victime, Orsini atteint son but : l'indépendance de l'Italie. On ne saurait exagérer les conséquences de cet attentat ; il apporte dans les irrésolutions du souverain un élément de décision. L'ancien conspirateur donnait, dans son for intérieur, raison à l'assassin. Et puis, il eut peur : il était plein de sang-froid et de bravoure en face d'un péril visible ; mais une menace permanente qui guette dans les ténèbres a de quoi intimider les plus résolus. Parmi les familiers des Tuileries, on trembla pour l'empereur et pour l'empire. Fait significatif, c'est plus contre l'Angleterre, d'où Orsini était venu avec ses bombes, que contre les Italiens que l'indignation publique éclata. Il subsistait, parmi les vieux bonapartistes, surtout parmi les anciens soldats, une rancune inexpiable contre les Anglais. Ce sentiment se traduisit par des adresses très violentes que publia *le Moniteur*. Une adresse des colonels parle de l'Angleterre, « ce repaire d'assassins qu'on ira un jour chercher jusque dans son île ». Le gouvernement impérial demanda aux États voisins de prendre des mesures spéciales, au besoin de faire voter des lois pour prévenir les attentats politiques et surveiller les réfugiés français ; il en résulta des difficultés avec la Belgique, la Suisse et la Sardaigne, qui accordèrent quelques satisfactions, et surtout avec l'Angleterre. Palmerston demanda au Parlement une loi permettant

d'atteindre les complices d'un crime commis à l'étranger ; mais l'opinion britannique, si jalouse de son indépendance, prit feu et flamme ; aux Communes, ce projet fut rejeté et Palmerston donna sa démission. Un moment, la tension fut grave ; Persigny, exaspéré, donna sa démission ; l'empereur calma l'effervescence en nommant ambassadeur à Londres le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, et il reçut à Cherbourg la reine Victoria. Mais il resta, en Angleterre comme en France, de l'acrimonie et des préventions : les beaux temps de l'alliance étaient passés.

Le procès d'Orsini donna à l'Europe un spectacle scandaleux et déconcertant. Le véritable accusé fut l'Autriche et, de sa prison, Orsini devint l'inspirateur du gouvernement impérial. A la fin de sa plaidoirie, Jules Favre donna lecture, avec « la permission de celui-là même à qui ce document a été adressé », d'une lettre d'Orsini à Napoléon III où l'assassin adjurait celui qui avait failli être sa victime de délivrer l'Italie. La lettre, plus encore qu'une supplication, était un acte d'accusation contre l'empereur « qui a tué la liberté naissante de ma malheureuse patrie ». Orsini osait affirmer que les Italiens, en 1849, avaient perdu la liberté « par la faute des Français ». Ce réquisitoire calomnieux et mensonger d'un assassin, c'est Napoléon III lui-même qui lui assurait une publicité malsaine ! Après l'exécution, il faisait encore insérer au *Moniteur* la dernière lettre d'Orsini ; il engageait Cavour, qui feignait des scrupules, à publier à Turin ces étranges documents. De toutes les manières de provoquer l'Autriche et de préparer la guerre, celle-là était la plus maladroite et la plus dangereuse.

Napoléon III se plaît à mener la politique comme une conspiration ; il se confie aux intrigants étrangers. Il envoie le docteur Conneau à Cavour pour l'inviter à venir, dans le plus grand secret, s'entretenir avec lui, à Plombières, où il fait une cure (21 juillet 1858). Il est convenu entre les deux complices que la France et le Piémont seront alliés pour faire la guerre à l'Autriche et libérer l'Italie « des Alpes à l'Adriatique ». L'Autriche sera rejetée au delà de l'Isonzo. Le roi savoyard régnera sur la plaine lombarde, la Vénétie et une partie des Romagnes enlevées au Saint-Siège ; la Toscane formera un royaume indépendant ; le royaume de Naples pourrait être donné au prince Murat. L'Italie formerait ainsi une confédération de quatre grands États sous la présidence du pape. La Savoie et Nice seraient réunies à la France. A la réception diplomatique du 1^{er} janvier 1859, l'empereur dit au baron de Hübner, ambassadeur d'Autriche : « Je regrette que nos relations ne soient pas aussi bonnes que par le passé. » Quelques jours après, Napoléon III faisait insérer dans le discours du roi Victor-Emmanuel à l'ouverture des Chambres : « Si nous respectons les traités, nous ne sommes pas insensible au cri de douleur qui, de toutes les parties de l'Italie,

se lève vers nous. » Le traité d'alliance défensive avec la Sardaigne est signé en secret le 10 décembre 1858. La France promet 200 000 hommes « si l'Autriche commet quelque acte agressif ». Victor-Emmanuel aura le royaume lombard-vénitien, les Duchés et une partie des États du pape ; Napoléon III aura la Savoie et Nice.



VICTOR-EMMANUEL ET NAPOLEON III
(D'après un dessin publié dans *l'Univers illustré*, 1859).

Mais cette politique, dont les ministres ne sont pas avertis, trouve naturellement chez eux quelque résistance ; elle en rencontre encore davantage en Europe. Napoléon III, durant son règne, n'a eu qu'une volonté persistante : celle de détruire les traités de 1815, en commençant par l'Italie ; mais il hésite devant les conséquences, car il est, au fond, un pacifique. Il s'essaye à mener de front deux politiques, celle de 1848 et celle du 2 Décembre ; il risque un double isolement, en Europe entre les puissances, en France entre les partis. La politique italienne, d'inspi-

ration révolutionnaire et touchant à l'indépendance du Saint-Siège, lui aliénera conservateurs et catholiques. « La révolution incarnée dans Orsini, voilà ce qui a fait reculer la France, » dira le député catholique Keller en 1861. L'enthousiasme des républicains, qui poussent à la guerre pour l'Italie, n'est pas, pour le régime impérial, une compensation. Les entretiens de Plombières sont décisifs dans l'histoire du règne : la politique de Napoléon III s'enlize dans les complications décevantes des affaires italiennes.

La campagne diplomatique de 1858-1859 a un double objet : s'assurer la neutralité bienveillante de l'Europe, amener l'Autriche, à force de provocations, à prendre le rôle d'agresseur. Une mission du prince Napoléon auprès d'Alexandre II aboutit sans difficulté à un traité de neutralité bienveillante et d'assistance diplomatique. La France promet la révision de la clause du traité de Paris relative à la mer Noire. La Prusse, où le prince Guillaume est régent en attendant de devenir roi, reste sur la réserve, se déclarant liée à l'Autriche par les traités. L'Angleterre travaille au maintien de la paix ; la reine Victoria s'institue gardienne des traités de 1815, et le ministère tory embarrasse Napoléon III en lui représentant qu'il existe, en Italie, un État plus mal administré que les possessions de l'Autriche, celui du pape. En même temps, il conseille à l'Autriche des réformes libérales. Il redoute une alliance franco-russe pour la révision des traités de 1815 et de 1856. Lord Cowley, le 7 avril, avertit Napoléon III qu'il aura l'Angleterre contre lui s'il fait la guerre. Publiquement, l'empereur calme le zèle de Cavour qu'il encourage secrètement. L'Autriche, en donnant maladroitement dans leur piège, tire les deux complices d'embarras, paralysant les efforts pacifiques de l'Angleterre. L'ultimatum de Vienne crée enfin le *casus belli* escompté et permet à Napoléon III de se présenter à l'Europe comme obligé de secourir le Piémont.

LA GUERRE D'ITALIE ET LE TRAITÉ DE ZURICH A peine cette campagne, prévue et cependant improvisée, est-elle commencée que l'empereur, malgré les succès de ses troupes, voit surgir de tous côtés difficultés et déceptions. L'armée est très éprouvée par la chaleur et la mauvaise organisation des services. Milan acclame les Français mais, dans les campagnes, le régime autrichien n'est nullement abhorré. « Le cri de douleur » de l'Italie serait-il factice ? L'Allemagne s'agite ; les États secondaires demandent que le corps germanique secoure l'Autriche ; la Prusse mobilise quatre corps d'armée. Les partisans de la paix, à Paris et dans l'entourage de l'empereur, reprennent influence. Napoléon III demande une entrevue à François-Joseph (10 juillet). Il se fiait à son charme personnel et il lui plaisait de jouer à la générosité. De l'entretien de Villafranca sortent l'armistice et la paix. L'Autriche cède la Lombardie et abandonne, sans le dire, les petits États ses alliés. Un congrès réuni à Zurich achèvera de rétablir l'ordre et la paix. Mais la précipitation de Napoléon III, conséquence des conditions déplorables dans lesquelles il a commencé la guerre, prive la France des avantages qu'elle devait retirer d'une opération dont les inconvénients n'étaient que

trop visibles ; l'Italie n'étant pas libérée « des Alpes à l'Adriatique », Napoléon III n'ose plus demander la Savoie et Nice. Seule, l'Angleterre est satisfaite. La Prusse, dont la menace avait arrêté l'élan français, prend une haute idée de son importance en Europe. Les traités de paix sont signés à Zurich le 11 novembre. C'est un succès pour l'Autriche, car le droit des princes dépossédés est reconnu et les frontières des États ne devront pas être modifiées sans le consentement « des puissances qui ont procédé à leur formation et reconnu leur existence ». Le principe d'une confédération est admis.

L'UNITÉ ITALIENNE. — LA RÉUNION DE LA SAVOIE ET DE NICE A LA FRANCE. Napoléon III, qui avait déchaîné la tempête, s'imaginait qu'il pourrait l'apaiser. Il comptait sans Cavour et ses agents, sans la Société nationale et ses affiliés, sans les sociétés secrètes. Partout des mouvements nationalistes éclatent. Modène, Parme, la Toscane, la Romagne élisent des assemblées qui s'empresent de demander la réunion au royaume de Sardaigne. Cavour s'arrange pour faire échouer la confédération chère à Napoléon III et dont Pie IX ne voulait pas plus que Victor-Emmanuel. Pressé par les représentants des Duchés, travaillé par Arese, l'empereur, sentant ses intérêts en conflit avec ses principes si souvent proclamés et que Ricasoli, Farini et les autres ne manquent pas de lui opposer, se laisse forcer la main. Sous l'influence de Thouvenel, qui prend la direction des Affaires étrangères le 24 janvier 1860, Napoléon III se décide à faire la part du feu en assurant du même coup à la France la Savoie et Nice. Victor-Emmanuel annexera Parme, Modène, la Toscane, la Romagne, mais la France ira jusqu'à la crête des Alpes.

En France, les protestations de Pie IX troublaient les esprits et divisaient les catholiques. Le gouvernement cherchait à réveiller les vieilles doctrines gallicanes et engageait les fidèles à se désintéresser de la question de la Romagne qui était sans rapport avec le pouvoir spirituel du pape. La plupart des évêques et des fidèles se solidarisaient avec Pie IX et proclamaient avec lui son domaine temporel intégralement nécessaire à son indépendance spirituelle ; la force qui l'attaquait n'était-elle pas, d'ailleurs, issue de la Révolution dont le droit des peuples était une conséquence ? Aujourd'hui que nous avons vu l'autorité du Saint-Siège renforcée et son rayonnement supranational multiplié par suite de la destruction du pouvoir temporel, nous avons quelque peine à comprendre la violence des passions qui agitèrent alors la France. L'illustre Lamoricière, proscrit du 2 Décembre, alla commander l'armée pontificale ; une forte opposition

catholique se dessina contre l'empire dont, au contraire, les républicains soutenaient la politique italienne.

En Europe, l'obstacle venait surtout de l'Angleterre. Tout agrandissement de la France, toute atteinte aux traités de 1815 soulevaient son opposition ; elle appréhendait l'organisation d'une Italie qui serait, croyait-elle, sous l'influence française ; elle regardait l'annexion de la Savoie comme un précédent qui annonçait des projets sur le Rhin. Napoléon III ne savait quelle concession offrir ; il renoncerait à la Savoie,



L'ENTREVUE DE VILLAFRANCA

(D'après une gravure sur bois de G. Doré publiée dans le *Journal pour tous*, 1859).

se contenterait d'une simple rectification de frontière ; les pays voisins du lac de Genève seraient réunis à la Suisse. Cavour, sous main, attisait les résistances anglaises, ameutait l'Europe. A la fin, Napoléon III eut un sursaut d'énergie et passa outre ; le traité de cession fut signé. L'ambassadeur d'Angleterre rappela à l'empereur ses affirmations réitérées de désintéressement : par faiblesse, la politique impériale paraissait déloyale. La Russie, l'Autriche demandaient qu'il ne fût pas fait allusion à la volonté des peuples ; il n'était question que « du libre consentement du souverain légitime appuyé sur l'adhésion populaire ». Cependant, après la signature du traité public avec Victor-Emmanuel, le 24 mars 1860, il fut procédé à un plébiscite en Savoie et à Nice. Pour le Chablais et le Faucigny, un régime douanier et militaire spécial fut établi.

La réunion de la Savoie et de Nice est un acte glorieux, parce qu'il complète heureusement l'unité nationale en incorporant enfin à la France des populations très françaises. En outre, elle est la première application d'un droit nouveau, le droit des peuples. Depuis des siècles, le projet de réunir la Savoie à la France, en donnant à la maison de Savoie une compensation en Italie, avait été poursuivi par la monarchie française; il se réalisait enfin. L'importance de cet événement n'échappa point aux contemporains. Les Belges et les Allemands en conçurent des inquiétudes pour la Wallonie et la Rhénanie. En Italie, surtout parmi les républicains, chez Garibaldi, enfant de Nice, reparut le grief : Napoléon III n'avait pas délivré la Vénétie et cependant il exigeait le prix convenu à Plombières. Dès lors, les Italiens estimèrent que, vis-à-vis de lui, ils étaient désormais libérés de toute gratitude.

En mai 1860, Garibaldi et les Mille débarquent en Sicile avec la complicité de Cavour. En août, ils entrent à Naples. L'in vraisemblable succès de cette aventure s'explique par la situation européenne. Il dépendait du gouvernement de la reine Victoria que les Bourbons de Naples, ses anciens clients, fussent maintenus sur le trône; la moindre démonstration navale y eût suffi. Mais lord John Russel prétendait s'emparer du rôle, abandonné par Napoléon III, de libérateur de l'Italie; il poursuivait la formation d'une grande Italie unitaire qui serait un point d'appui pour l'Angleterre dans la Méditerranée et ferait contrepoids à la puissance française établie en Algérie. Il déclara que les peuples ont le droit « de renverser un régime tyrannique ». Cavour avait tout prévu; il avait mesuré la faiblesse de Napoléon III. Il imagina de représenter l'intervention de l'armée sarde comme nécessaire pour empêcher la constitution d'une république à Naples et la marche de Garibaldi sur Rome; mais il lui fallait traverser les Marches et l'Ombrie, territoires pontificaux, où, bien entendu, on organiserait des manifestations afin que l'armée sarde n'en sortît plus. Les moyens diplomatiques ne pouvaient intimider Cavour; il savait que l'empereur n'emploierait pas la force. Si Napoléon III n'a pas dit, à Cialdini et à Farini, envoyés auprès de lui à Thonon, le légendaire « *Fate, ma fate presto* », cette formule répondait à sa pensée intime. Toute sa politique était en porte-à-faux et, de quelque côté qu'elle se tournât, se heurtait à d'insolubles contradictions. Les troupes sardes bousculèrent à Castelfidardo la petite armée pontificale de Lamoricière sans que la garnison française de Rome intervînt. Tout se passait comme si Napoléon III et Cavour étaient complices; les Piémontais avaient soin d'en répandre le bruit : « Vous devriez savoir depuis longtemps, disait Cialdini au prince de Ligne fait prison-

nier à Castelfidardo, que tout se décide entre Cavour et l'empereur : il est plus italien que français. » Cavour avait si bien choisi son heure que personne ne put ou ne voulut intervenir. Le royaume de Naples, avec la Sicile, l'Ombrie, les Marches furent réunis, après plébiscites, aux États de Victor-Emmanuel qui prit le titre de roi d'Italie. Sauf la Vénétie et les États du pape, à l'Ouest de l'Apennin, l'Italie formait un grand État unitaire. Un tel résultat n'aurait pu être atteint sans l'adhésion de Napoléon III ; mais il avait manœuvré si maladroitement ou, si l'on veut, il avait été si adroitement manœuvré par Cavour, qu'il laissait dans le cœur des Italiens de profondes rancunes au lieu de la gratitude à laquelle il avait droit ; il s'était aliéné l'Angleterre et l'Autriche ; il avait éveillé les défiances de la Prusse. La Savoie et Nice pouvaient être obtenus à meilleur compte.

Le problème, d'ailleurs, n'était pas résolu. Cavour, maintenant, voulait Rome, car « sans Rome, capitale de l'Italie, l'Italie ne peut pas se constituer ». En face de Pie IX, déclarant que le Saint-Siège ne peut renoncer à aucune de ses provinces, Cavour pose le droit révolutionnaire des peuples à choisir leur capitale. La nation italienne veut Rome, ou du moins Cavour la veut pour elle. La diplomatie française s'efforce de poser la question sur le seul terrain où elle puisse trouver une solution : la liberté du Saint-Siège garantie par l'Europe ; elle voudrait obtenir un accord franco-italien qui permettrait de retirer la garnison française de Rome, tout en garantissant l'indépendance du pouvoir spirituel : « Un pape content n'est pas nécessaire à la France, disait l'ambassadeur Gramont, c'est un pape libre qu'il lui faut. » Peu de temps après la mort de Cavour (6 juin 1861), Napoléon III reconnut officiellement le royaume d'Italie, mais il spécifiait que, par là, il n'altérerait pas « la valeur des protestations de la cour de Rome » et que les troupes françaises resteraient à Rome tant que le Saint-Siège n'aurait pas reçu des garanties suffisantes. La tentative des « Chemises rouges » sur Rome (août 1862) obligea Victor-Emmanuel et son ministre Rattazzi à agir par les armes contre les bandes de Garibaldi, qui fut pris à Aspromonte, et sauva pour quelques années le pouvoir temporel. Il ne fut plus question de retirer les troupes françaises de Rome. Napoléon III se sépara de Thouvenel et rappela Drouyn de Lhuys (15 octobre 1862). La France essayait vainement de se dégager des affaires d'Italie ; au Sud des Alpes, une nouvelle grande puissance était née que ses ambitions, la Vénétie et Rome, portaient vers la Prusse et l'Angleterre. La France était isolée en Europe.

NAPOLÉON III ET LA POLOGNE

Napoléon III pouvait encore gagner les sympathies de la Russie, dans la mesure où il s'éloignerait de l'Angleterre. Une entente avec le tsar assurerait la tranquillité du continent. L'insurrection polonaise de 1863 allait de nouveau mettre en opposition les intérêts positifs de la Russie et la générosité téméraire de la France.

Les fautes diplomatiques de Napoléon III ont une excuse : les engouements de l'opinion publique et ses illusions.



LE COMTE DE RAYNEVAL,
AMBASSADEUR DE FRANCE
PRÈS LE SAINT-SIÈGE.
(D'après un crayon de Raffet).

Quand il s'agit de la Pologne, républicains et catholiques sont d'accord pour engager l'empereur, qui comprend le danger, à une intervention qui ne pourrait qu'irriter le tsar et compromettre la France sans aucun avantage pour les Polonais. L'Angleterre, qui invoque en faveur de la Pologne les traités de 1815, adopte le seul argument qui eût une valeur juridique ; mais précisément Napoléon III ne pouvait pas s'en servir. Hors de là, il n'y avait place que pour de vaines et dangereuses manifestations. Chaque fois que la question est évoquée, elle solidarise automatiquement les trois complices des partages. La convention du 18 février 1863 prévoit la collaboration russo-prussienne pour la répression de l'insurrection. Bismarck répondit aux démarches en faveur de la Pologne en montrant une carte où l'ancien royaume reconstitué coupait en deux la Prusse. Quant à l'Autriche, sous l'influence des Polonais de Galicie, elle essayait à la fois d'apaiser l'insurrection et de modérer la répression ; elle marcha quelque temps d'accord avec l'Angleterre et la France ; mais, menacée par le tsar d'une guerre dont elle aurait supporté tout le poids, elle s'empressa de faire son accommodement. L'insurrection fut

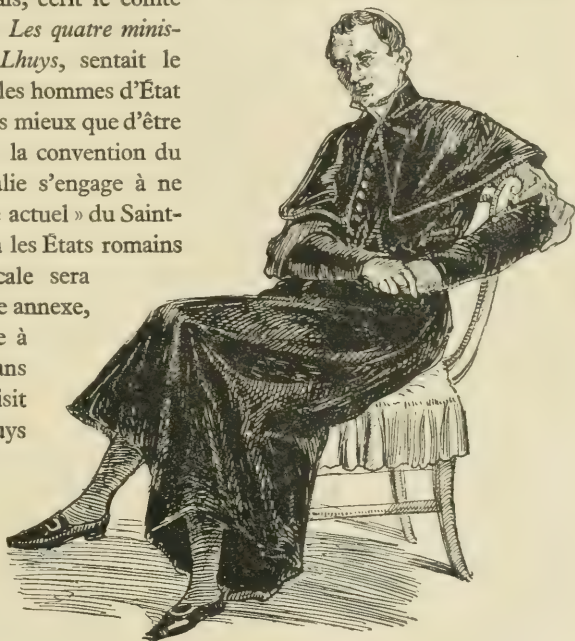
écrasée, mais les conséquences du conflit diplomatique de 1863 subsistèrent. Sans la permission de la Russie, la politique de Bismarck eût été impossible. L'Angleterre, qui avait poussé Napoléon III à une intervention, se dérobe. Durant cette période de 1860 à 1870, la France n'a pas eu de plus constant adversaire que la Grande-Bretagne.

LA CONVENTION DU
15 SEPTEMBRE 1864

Drouyn de Lhuys, revenant au pouvoir le 15 octobre 1862, s'attache à dégager l'empereur de l'Italie. Puisque la fédération rêvée par Napoléon III est impossible, il faut arrêter les soldats de Victor-Emmanuel aux portes de Rome par un accord assez solide pour que la France puisse retirer le corps d'occupation qui, depuis 1849, y tient garnison.

« Le gouvernement français, écrit le comte Bernard d'Harcourt, dans *Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys*, sentait le besoin d'arrêter l'Italie, et les hommes d'État italiens ne demandaient pas mieux que d'être arrêtés. » C'est l'objet de la convention du 15 septembre 1864. L'Italie s'engage à ne pas attaquer « le territoire actuel » du Saint-Siège. La France évacuera les États romains dès que l'armée pontificale sera organisée. Par un protocole annexe, Victor-Emmanuel s'engage à transférer sa capitale dans une ville de l'Italie ; il choisit Florence. Drouyn de Lhuys se flattait d'avoir résolu la question romaine ; il s'aperçut qu'il avait mécontenté tout le monde : Pie IX et Antonelli, qui ne se fiaient pas aux engagements du cabinet de Florence ; Victor-Emmanuel et ses mi-

nistres, qui entendaient réaliser intégralement leur programme ; les catholiques de France, qui estimaient la convention trop peu favorable au pape ; les républicains, qui la jugeaient contraire aux droits de la nationalité italienne. Garibaldi déclarait qu'il fallait « purifier l'Italie de la présence de Bonaparte, non pas en deux années, mais en deux heures ». Bref, au moment où se pose la question allemande, le gouvernement italien, pour achever la réalisation de l'unité, est prêt à se tourner contre la France.



LE CARDINAL ANTONELLI

(D'après une étude au crayon de Raffet).

LA QUESTION ALLEMANDE Le système fédéraliste, cher à Napoléon III, comme il l'était déjà au marquis d'Argenson, avait échoué en Italie. Pourrait-il, en Allemagne, l'emporter sur l'unitarisme ? Comme les années où s'ouvre la guerre de Trente ans, 1866 est, dans l'histoire de l'Allemagne, une époque climatérique. La nation germanique, depuis la fin du dix-huitième siècle, passe par une série de transformations intellectuelles et morales analogues à celles qui se succèdent dans la pensée de son prophète, Fichte. Au-dessus des formes variables de la politique, Hegel pose l'idée maîtresse de l'État ; il annonce et prépare Bismarck. Le peuple allemand n'achèvera pas son unité nationale par son propre effort ; il faudra qu'il y soit entraîné, même malgré lui, par la puissance de l'État incarnée dans un homme. Le hobereau prussien Bismarck, de cette race énergique des barons de l'Est qui ont mené la croisade germanique contre les peuples de la Baltique et les Polonais, représente une force extérieure à l'Allemagne historique, à demi étrangère. La Prusse reprend à son compte une politique qui fut, avec des nuances, celle de Gustave-Adolphe et celle de Richelieu, la fédération de l'Allemagne protestante, Berlin en face de Vienne. L'originalité de Bismarck est de rejeter les armes du libéralisme parlementaire de 1848 : « L'Allemagne ne sera pas faite par des décisions de majorité, mais par le fer et par le feu. » Il ne poursuit pas la chimère du patriotisme « grand-allemand », mais il réalise, par les moyens les plus directs et les moins scrupuleux, l'unité de la « petite Allemagne », par l'action et au profit des Hohenzollern. « C'est la Prusse seule, écrit Treitschke, qui a fait l'unité germanique. » La figure de Bismarck domine la politique européenne du milieu du dix-neuvième siècle à la fin ; une volonté consciente prépare les solutions et met en scène le drame. Bismarck ne doit rien à la Révolution française, ni aux philosophes du dix-huitième siècle ; il est, par là, l'antithèse de Napoléon. Sa supériorité vient d'une pénétration psychologique qui lui permet d'apercevoir la valeur réelle et l'exacte mesure des forces et des capacités de ses partenaires. C'est d'après ces données positives qu'il se décide ; mais si son action est brutale quand elle peut l'être sans danger, sa diplomatie est finement nuancée et adaptée aux circonstances ; le réalisme bismarckien ne méconnaît ni la force des idées, ni la valeur des « impondérables ». « La révolution est une force, il faut savoir s'en servir. »

Bismarck n'a nullement exclu, loin de là, l'idée d'une entente avec la France ; elle est assez puissante pour s'opposer, en Europe, à toute modification territoriale si elle n'y trouve avantage. Napoléon III, en 1860, a le champ libre ; il dépend de lui de réaliser, au moins partiellement, le vieil idéal de la monarchie sur la frontière du Nord-Est. Moment décisif dans l'histoire française où, pour n'avoir pas

su choisir le parti que commandait leur intérêt, l'empire et la France vont courir à une catastrophe sans précédent. La question des Duchés est l'occasion où Bismarck prend la mesure de l'Europe. La politique prussienne s'en sert à diverses fins ; elle fait pression sur l'Angleterre, protectrice du Danemark, et, en la menaçant d'une entente avec la Russie, paralyse son action ; elle s'ingénie à contrecarrer les desseins de la cour de Vienne, afin de manifester le déclin de son influence dans l'Allemagne du Nord ; enfin elle pratique, parmi les États allemands, une tactique de division, tout en préparant de loin l'annexion des trois Duchés à la Prusse. La diète de Francfort, le 1^{er} octobre 1863, décide que le Holstein et le Lauenbourg seront occupés militairement par des troupes de Prusse, d'Autriche, de Saxe et de Hanovre. Lord John Russel, très alarmé, se tourne du côté de Napoléon III. Mais la France pouvait-elle compter, après ce qui s'était passé dans l'affaire de Pologne, que l'Angleterre irait au besoin jusqu'à l'action ? L'empereur, ulcéré de cette récente expérience, refuse de s'engager. Le système de Drouyn de Lhuys, qui poursuit une entente étroite avec l'Angleterre et l'Autriche, se heurte, d'une part, à la politique maladroite et tortueuse du médiocre successeur de Metternich, Rechberg ; de l'autre, à l'étroitesse d'esprit et à l'incapacité d'action de Russel et aux influences prussiennes qui dominent à la cour. D'ailleurs, le programme formulé dans le discours du 5 novembre 1863, où Napoléon III proclame que les traités de 1815 ont cessé d'exister et parle des légitimes aspirations des peuples, était-il compatible avec l'alliance des puissances qui, ayant dicté les traités de 1815, avaient intérêt à les maintenir ? La Prusse, assurée de la neutralité bienveillante de la Russie, reste donc libre d'agir à sa guise dans les Duchés. A l'occupation du Holstein par les troupes de la Confédération, succède l'occupation du Slesvig par la Prusse et l'Autriche seules, et la guerre contre le Danemark (15 janvier 1864). Cette fois encore, l'Angleterre regarde du côté de la France ; le cabinet des Tuileries demande, pour le cas où une guerre sortirait de la démarche que Londres lui propose, une alliance effective et des avantages proportionnés aux risques. Russel et le cabinet whig, malgré leur désir de sauver le Danemark, reculent, en quelques mois, par trois fois. A l'origine des malheurs de l'Europe, il est équitable de placer la responsabilité anglaise.

L'affaire des Duchés et la guerre de la Prusse et de l'Autriche contre le faible Danemark permettaient de juger la faiblesse de la politique des grandes puissances et son immoralité : l'Angleterre abandonnait le Danemark qui s'était confié à elle ; l'Autriche s'engageait légèrement, dans une entreprise inique, loin de ses bases d'opération et ne comprenait pas qu'elle faisait le jeu de la Prusse. Les politiques

de la Triade (Saxe, Hanovre, Bavière), inspirés par Beust, mettant en branle les sévérités de la diète contre le Danemark, révélaient leurs passions mesquines et la vétusté de l'appareil de la Confédération germanique ; ils offraient à la Prusse, dont ils avaient peur, des verges pour les fouetter. Entre la Russie, la Prusse et l'Autriche réapparaissait la force du lien créé par l'écrasement de la Pologne ; il s'affirmait, en juin 1864, aux entretiens de Berlin, de Kissingen, de Carlsbad. Le champ était libre pour Bismarck. Quant à Napoléon III, son attitude est raisonnable et prudente ; l'affaire des Duchés intéresse d'abord l'Angleterre ; la France ne peut s'avancer que si elle est certaine d'être soutenue ; elle ne fera pas, en face de la Prusse, de l'Autriche et de la Confédération germanique unies et assurées de l'appui du tsar, un téméraire cavalier seul.

L'AFFAIRE DU MEXIQUE Déjà la force française n'est plus intacte. Moralement, elle est diminuée par les échecs successifs de la diplomatie ; matériellement, elle est entamée par l'expédition du Mexique. C'est l'une des grandes erreurs du règne. Sans doute, les intérêts français au Mexique étaient importants ; mais envoyer une expédition française dans un pays limitrophe des États-Unis, c'était se mettre en opposition directe avec eux, braver la doctrine de Monroe et achever d'isoler la France. L'entreprise commence en 1861, en collaboration avec l'Angleterre et l'Espagne, qui se hâtent de se dérober.

A l'origine, on aperçoit s'agiter un personnage qui, neuf ans plus tard, sera l'artisan de cette candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne, d'où sortit la guerre franco-allemande, le général Prim. Le rapprochement est troublant ; un bon connaisseur des affaires américaines, M. Philippe Bunau-Varilla, dans un discours prononcé à New-York le 11 janvier 1919, conclut que Napoléon III, en cette affaire, fut entraîné par un agent de Bismarck ; les faits corroborent cette hypothèse.

Les conséquences de l'expédition du Mexique furent désastreuses. L'empereur d'Autriche fut ulcéré de la fin tragique de son frère, l'archiduc Maximilien. Les États-Unis refusent de reconnaître Maximilien comme empereur ; le secrétaire d'État Seward, dès que la paix est rétablie entre le Nord et le Sud, envoie à Napoléon III un memorandum, qui ne diffère guère d'un ultimatum, pour exiger le retrait des troupes françaises, qui est aussitôt décidé. Mais, en 1870, après nos défaites, les griefs américains étaient encore si vivaces que le président Grant envoya au Congrès un message qui s'adressait indirectement à la cour de Prusse et la félicitait de son triomphe. Victor Hugo, dans *l'Année terrible*, se plaint d'une pareille attitude. L'expédition du Mexique, aggravée par la coïncidence d'une insurrection en Algérie, eut d'autres résultats déplorables ; si elle n'absorba pas un grand

nombre d'hommes, elle désorganisa les cadres de l'armée, les arsenaux, la mobilisation et le budget, au moment décisif où la France avait besoin de ses forces intactes.

LA CRISE DE 1866 Au moment où va se décider l'avenir de l'Allemagne entre l'Autriche et la Prusse, c'est d'un autre côté que se portent les pensées de Napoléon III : il cherche le moyen, en assurant à l'Italie l'annexion de la Vénétie, d'accomplir son programme « des Alpes à l'Adriatique » et de sortir de l'imbroglio italien. Le moment approche où il faudra choisir entre Vienne et Berlin. Les bonapartistes de la première heure, comme Persigny, et les républicains repoussent l'alliance « déshonorante » de l'Autriche. Eismarck, qui prépare l'unité de l'Allemagne du Nord, a les sympathies des milieux libéraux et voltairiens. L'entente avec l'Autriche est défendue, aux Tuileries, par l'impératrice ; sans doute espère-t-elle, par cette attitude, désarmer les salons aristocratiques qui frondent le régime et dont les épigrammes calomnieuses blessent au vif l'amour-propre de l'Espagnole de noble lignée qu'est Eugénie de Montijo. Cette politique recueille aussi les préférences des catholiques ; surtout elle a, pour elle, l'opinion de Drouyn de Lhuys et des diplomates. La tactique de l'Autriche, il est vrai, n'est, aux mains de Rechberg, ni habile ni sympathique. François-Joseph ne se résigne pas à faire des sacrifices en Italie pour gagner la partie en Allemagne avec l'aide de Napoléon III. Quant aux moyens et petits États allemands, que les diplomates de la Triade se flattent de grouper, s'ils ne représentent guère par eux-mêmes une force, ils incarnent du moins des intérêts et un principe qui ont toujours été soutenus par la France : les libertés germaniques, c'est-à-dire l'indépendance des petits États, la défense du germanisme occidental contre le germanisme slavisé et luthérien de l'Est.

Il arrive que deux politiques opposées puissent conduire l'une comme l'autre à des résultats favorables, pourvu qu'elles soient menées avec la résolution et les moyens nécessaires. Un arrangement avec la Prusse n'était pas irréalisable ; Eismarck resta longtemps disposé à des concessions en échange de sa liberté d'action en Allemagne du Nord ; il n'attachait qu'un prix accessoire à la rive gauche du Rhin. L'obstacle à un accord serait venu surtout de l'Angleterre, qui n'admettait pour la France aucun accroissement de territoire. L'empereur, en proclamant qu'il tenait pour abolis les traités de 1815 et en poursuivant une entente avec Londres qui attachait son honneur à les conserver, s'était acculé à une impasse d'où il ne pouvait sortir que par des victoires. L'Angleterre reste liée à la Prusse comme à Waterloo, malgré l'injure de la guerre contre le Danemark. La tradition

française de protection des petits États est étrangère à l'esprit de Napoléon III ; il ne rêve que grandes unités entre lesquelles lui serait dévolue une fonction gratuite d'arbitre. Cet utopiste trouve en face de lui deux terribles réalisateurs, Cavour et Bismarck. Peut-être a-t-on trop médité de son idéologie ; c'est surtout son imagination instable, irrésolue, les contradictions d'un esprit dont la pensée ne se précise pas, qui furent néfastes. Sa méthode, si l'on peut employer ce mot en parlant de lui, est l'opposé de celle de Richelieu ; il s'apparente plutôt au Louis XV du Secret du roi. Rarement d'ailleurs l'opinion publique, celle des oppositions républicaine et catholique, aussi bien que celle des masses qui soutinrent l'empire, a été plus mal inspirée et moins éclairée.

C'est à Biarritz, à l'automne 1864, que Bismarck eut avec Napoléon III des entretiens décisifs ; il le pénétra sans découvrir son propre jeu. Quels propos furent échangés entre les deux hommes ? L'histoire n'a, pour le deviner, que les confidences suspectes du Prussien. Il se fit tentateur, flattant la prédilection de l'empereur pour les grandes unités territoriales. Il montra la Belgique à acquérir ; la Prusse s'agrandirait en Allemagne du Nord et réformerait la constitution fédérale. Il ne déplut pas ; on le trouva intelligent et sans préjugés, mais casse-cou. Rentré à Berlin, il s'occupa d'acclimater dans l'esprit de son roi et dans l'opinion publique l'idée d'une guerre contre l'Autriche. Il revint à Biarritz en octobre 1865. Il ne pouvait rien faire sans le blanc-seing de l'empereur. Il obtint l'essentiel, à savoir que Napoléon III ne mettrait pas son *veto* à une guerre entre la Prusse et l'Autriche, ni à une alliance entre la Prusse et l'Italie. La guerre, pensait Napoléon III, tournerait contre la Prusse ; en tout cas, elle durerait assez longtemps pour que lui-même intervînt, imposât la paix et dictât le statut nouveau de l'Allemagne. L'Italie aurait la Vénétie ; la Prusse ne serait plus sur la rive gauche du Rhin. Constructions dans les nuages ! La résolution de Bismarck est prise ; la guerre contre l'Autriche est décidée depuis le conseil du 28 février 1866 ; il manœuvre pour la faire éclater avant que les troupes françaises soient revenues du Mexique. Il conclut le 8 avril son alliance avec le général Govone, envoyé par La Marmora. L'Italie promet d'attaquer l'Autriche avec toutes ses forces, pourvu que la Prusse commence. Les deux alliés ne feront pas la paix l'un sans l'autre ; Victor-Emmanuel aura la Vénétie, Guillaume des agrandissements équivalents en Allemagne. Les conventions sont valables pour trois mois. La Prusse multiplie les provocations, tandis que les journaux dénoncent les armements de l'Autriche. Rarement conflit fut plus résolument voulu, mieux préparé, plus cyniquement provoqué. Bismarck ramenait la Prusse, malgré les répugnances de son roi, à son industrie nationale : la guerre.

L'alliance italo-prussienne se fait avec l'assentiment de l'empereur : il espère par là pouvoir enfin retirer la garnison française de Rome. Le comte Arese, en mars, le prince Napoléon un peu plus tard, en portent l'assurance à la cour de Florence. A Paris, cependant, l'opinion publique s'émeut. Thiers, que sa haine contre l'empire rend clairvoyant, prononce au Corps législatif le fameux discours du 3 mai, où il montre quel péril sera pour la France la constitution d'une grande Allemagne unifiée et militarisée par la Prusse. Les traités de 1815, si pénibles qu'ils aient été pour la France, devenaient pour elle une garantie contre la destruction de l'Europe. C'était toucher Napoléon III au point sensible. Il répond, le 6 mai, à Auxerre, que les traités de 1815, détestés des Français, ne peuvent devenir « l'unique base de notre politique extérieure ». Il se croit assuré de rester l'arbitre de la situation. Il conclut secrètement un accord avec le cabinet de Vienne, le 12 juin ; François-Joseph espère donner une sévère leçon aux Italiens, puis il cédera la Vénétie à la France qui appuiera sa politique en Allemagne ; la Prusse recevra des agrandissements en Allemagne du Nord, l'Autriche restera prépondérante dans la Confédération germanique.

La combinaison était subtile ; mais une politique tortueuse finit toujours par se prendre à son propre piège, car c'est souvent la solution qui n'a pas été prévue qui se réalise. François-Joseph avait envoyé en Italie ses plus solides troupes avec son meilleur général ; il bat, le 26 juin, Victor-Emmanuel et La Marmora à Custozza ; mais, le 3 juillet, en Bohême, Benedek est écrasé par la concentration des armées prussiennes. L'heure de Napoléon III a sonné, mais elle ne le trouve pas prêt. Même après Sadowa, il reste l'arbitre de la situation, pourvu qu'il ait les moyens de sa politique. Bismarck a joué une terrible partie. La veille de la bataille, il dit à ses familiers que, si la fortune est contraire, il chargera « avec le dernier escadron, celui qui ne revient pas ». Le lendemain, il respire ; mais il n'est pas prêt à risquer une lutte contre la France ; il reste disposé à lui faire sa part. Il a pris une position politique qui gêne beaucoup Napoléon ; allié de l'Italie, dans le manifeste qui annonce l'entrée en campagne et dans la note du 9 avril, il fait appel, pour entraîner l'Allemagne derrière la Prusse, au suffrage universel, l'arme de la révolution qu'il oppose à la vieille diète fédérale ; il sépare la cause des peuples de celle des princes. Les États qui n'ont pas répondu à cet appel sont, après la bataille, des vaincus : Hanovre, Saxe, Hesse, Bavière. L'Allemagne est à la merci de la Prusse ; l'Autriche en est expulsée. Le statut de l'Allemagne est à refaire, l'Europe à reconstituer ; « dans une pareille situation, écrit le comte Bernard d'Harcourt, ce n'était plus l'Autriche seulement qui était en cause, c'était l'équilibre européen ». A Pétersbourg, le prince

Gortschakoff, vice-chancelier, se montre disposé à une intervention diplomatique de concert avec la France et l'Angleterre. Napoléon III, le lendemain de la bataille, a encore des atouts en main. Dès le 4, il reçoit de Vienne le télégramme par lequel François-Joseph remet entre ses mains la Vénétie et, avec elle, le moyen d'obliger l'Italie à la paix. L'Autriche dispose de la belle armée qui a vaincu à Custozza. Que 100 000 Français paraissent sur le Rhin et tout ce qui, en Allemagne, déteste la Prusse relèvera la tête. Le maréchal Randon, ministre de la Guerre, déclare que l'expédition du Mexique n'a pas sérieusement affaibli l'armée. Drouyn de Lhuys insiste pour des mesures immédiates ; il obtient, le 5 juillet, la convocation des deux Chambres ; mais Rouher et Lavalette interviennent, au nom des intérêts du régime : le décret n'est pas envoyé à l'*Officiel*. Le parti italien, le prince Napoléon s'agitent ; le cabinet de Florence ne veut pas d'intervention française ; la ruine de l'Autriche ne déplaît ni aux républicains, ni aux bonapartistes démocrates. L'empereur accepte d'abord une démonstration militaire, puis il l'écarte.

Beust, le lendemain de Sadowa, devenu ministre des Affaires étrangères d'Autriche, accourt à Paris ; reçu par l'empereur le 12 juillet, il le trouve souffrant.

Il ne cessait de balbutier comme un enfant : « Je ne suis pas prêt à la guerre. » Ce fut en vain que je lui adressai les paroles suivantes, dont il a pu se souvenir plus tard : « Je ne demande pas, Sire, que vous fassiez la guerre ; je suis, malgré tout, assez bon Allemand pour ne pas même la désirer ; mais il ne s'agit pas de cela. Vous avez cent mille hommes à Châlons ; dirigez-les sur la frontière ; faites partir une escadre pour la mer du Nord ; c'est tout ce qu'il faut. La ligne d'opérations de l'armée prussienne est déjà trop étendue pour que celle-ci ne soit pas obligée de faire halte ; à Vienne, à Munich, à Stuttgart, on reprend courage et l'Allemagne vous accepte avec reconnaissance comme médiateur. Si vous ne faites pas cela, vous aurez peut-être vous-même la guerre avec la Prusse dans cinq ou six ans, et alors je vous promets que toute l'Allemagne marchera avec elle contre vous.

Il est possible que Beust ait, en écrivant ses *Mémoires*, arrangé ce petit discours. Pourtant, tout homme clairvoyant pouvait faire la même prophétie. C'est ce même jour, 12 juillet, que l'empereur écrit au prince Richard de Metternich la lettre récemment extraite des archives de Vienne :

Je dois vous déclarer franchement qu'il m'est impossible d'aider l'empereur d'Autriche par la force des armes... Dans l'état actuel des choses, je crois qu'il serait dans l'intérêt de l'Autriche d'accepter les préliminaires de paix.

Plus clairvoyante, plus énergique, l'impératrice cherche à décider l'empereur à l'action : le 11, elle écrit au même ambassadeur :

Mon cher Prince,

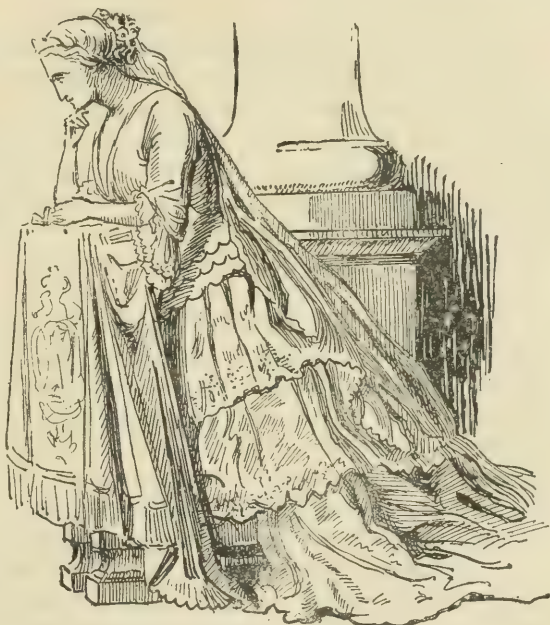
Que voulez-vous que je fasse ? Tout ce qui est humainement possible, je l'ai fait. On me répond par la responsabilité immense qui pèse sur celui qui doit décider ; on n'est pas prêt et on ne veut pas se jeter

dans les aventures, n'ayant pas de quoi appuyer une manifestation. Ma parole n'a plus de poids, je suis presque seule de mon avis ; on exagère le danger d'aujourd'hui pour mieux se cacher celui du lendemain. On sait, la partie est remise à plus tard. Moi, je ne puis vous dire qu'une chose : c'est que je suis triste mais je ne puis rien, je ne sais même plus ce qui se passe. La seule chose que je puisse vous répondre, c'est que l'empereur fera tout son possible pour que vous puissiez avoir la meilleure paix possible. Je suis désolée et je ne puis écrire plus long. Si vous pouviez leur donner une bonne frottée !

Il n'y eut pas de démonstration militaire. L'ambassadeur de France à Berlin, Benedetti, avait reçu l'ordre de rejoindre le comte de Bismarck et de proposer un armistice. Ses tribulations rappellent les mésaventures de Haugwitz à la veille d'Austerlitz à travers ces mêmes campagnes de Moravie. Il put enfin joindre, le 12 juillet, Bismarck qui rédigea un projet d'armistice que porta à Vienne le comte Lefebvre de Béhaine. Celui-ci a ra-

conté comment, revenant dans la nuit du 15 au 16, au quartier général, il trouva Bismarck, à deux heures du matin, étendu sur son lit et lisant un roman de Paul Féval ; il quitta sa lecture pour rejeter le contre-projet autrichien. Il cherchait à gagner du temps, amusant Napoléon III par une acceptation empressée de la médiation française, pourvu que le reste de l'Europe fût tenu à l'écart. Le cabinet de Florence faisait le jeu de Bismarck en cherchant des prétextes pour continuer les hostilités : il y recueillit le désastre de sa flotte à Lissa (20 juillet). Les hostilités furent suspendues

le 22 et, le 26, étaient signés les préliminaires de Nikolsbourg ; ils reproduisent les grandes lignes des conditions indiquées par Napoléon III : intégrité territoriale



L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE EN TOILETTE DE MARIÉE

(D'après un dessin de Mme Lefèvre-Daumier).

de l'Autriche, à l'exception de la Vénétie ; annexion par la Prusse des duchés danois, à l'exception du Nord du Sleswig, dont les habitants devront être consultés par plébiscite ; dissolution de la Confédération germanique, l'Autriche étant exclue de la nouvelle combinaison ; Confédération du Nord avec suprématie et commandement militaire prussien ; Confédération du Sud (au Sud du Main) qui aura une situation juridique indépendante et dont toutes les relations avec le Nord seront réglées d'un commun accord. Beust rapporte qu'il entendit, en 1871, à Gastein, l'empereur Guillaume dire : « J'ai été généreux avec l'Autriche ; à la vérité, je ne voulais pas avoir la guerre avec la France. » C'est le mot de la situation. Plus tard, Bismarck s'est fait auprès de l'Autriche un mérite de ne lui avoir pris aucun territoire et de l'avoir, malgré le roi, ménagée pour l'avenir. C'est la France qui, par son seul poids spécifique, a sauvé l'Autriche et la Saxe du démembrement.

Mais ce qui est plus grave que la perte d'un lambeau de territoire, c'est l'Autriche expulsée d'Allemagne, exclue de la principale scène où l'activité historique des Habsbourg s'est développée. Au même moment, elle perd son dernier morceau d'Italie ; une seule direction reste ouverte devant elle, celle qui descend le Danube vers l'Orient balkanique où Bismarck encouragera ses ambitions et où François-Joseph, jusqu'à la fin, cherchera des compensations aux pertes subies par sa maison en Allemagne et en Italie : tout découle de là, y compris la guerre de 1914 et la dislocation de l'empire austro-hongrois.

L'ALLEMAGNE PRUSSIANISÉE Bismarck n'annexe pas de territoires autrichiens, mais il absorbe, avec la permission de Napoléon III, des terres allemandes. Goltz, à Saint-Cloud, endoctrine habilement l'empereur, flattant sa prédilection pour les grandes unités territoriales et nationales ; il obtient, malgré Drouyn de Lhuys, tout ce qu'il veut. C'est le moment où l'empereur aurait pu encore exiger des compensations sur la rive gauche du Rhin, à la condition d'être en mesure de les prendre ; il était malade, incapable de vouloir. Goltz, stylé par Bismarck, indique aux rêves impériaux la direction de la Belgique où il trouverait le *veto* britannique. Napoléon III accepte la solution la plus avantageuse à la Prusse, l'agrandissement maximum, quatre millions et demi d'habitants, tout le Hanovre, le Nassau, la Hesse électorale et la plus grande partie de la Hesse grand-ducale (Hombourg), la ville libre de Francfort, plusieurs districts de la Bavière. La France déserte sa mission historique de protectrice des petits États allemands, de gardienne de ces « libertés germaniques » qui correspondaient aux préférences des princes et à l'instinct profond des peuples. Le traité de Prague (23 août) consacre

le nouvel état de choses ; la France n'en est pas signataire ; elle est exclue des affaires allemandes ; nous sommes aux antipodes des traités de Westphalie.

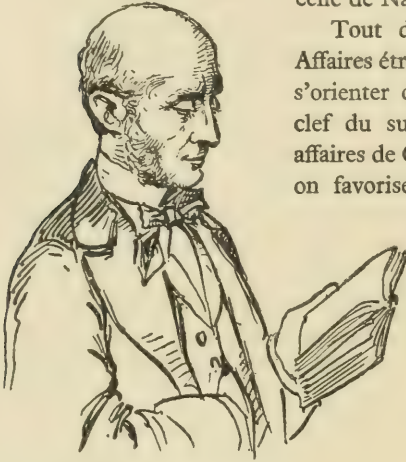
Goltz, à Saint-Cloud, avait promis verbalement des compensations en Rhénanie. Le rôle traditionnel de la France n'était pas d'annexer les petits États allemands, mais de les protéger. Dès que ses ambitions seraient connues, elles auraient pour effet de rejeter ces petits États du côté de la Prusse. Benedetti fut chargé de demander la réunion à la France du Palatinat bavarois et de la Hesse (rive gauche). Bismarck répondit que son roi ne consentirait pas à la cession d'un pouce de terre allemande (7 août) ; il ferait plutôt la guerre ; mais pourquoi la France ne chercherait-elle pas hors d'Allemagne des compensations ?

L'imprudence du cabinet des Tuileries permit à Bismarck d'apprendre aux Allemands comment Napoléon III entendait les protéger et d'avertir Alexandre II (marié à une sœur du grand-duc de Hesse-Darmstadt) que la France voulait annexer Mayence. En même temps, il modérait ses propres exigences à l'égard des États allemands et signait avec eux, contrairement aux préliminaires de Nikolsbourg qui stipulaient l'indépendance des États du Sud, dès les 17 et 22 août, des traités secrets d'alliance offensive et défensive. La domination prussienne en Allemagne est désormais un fait accompli. Depuis la démission de Drouyn de Lhuys (12 août), l'audace et l'insolence de Bismarck s'enhardissent de la faiblesse de son adversaire.

Bismarck, dans ses entretiens avec Benedetti, le chargeait d'assurer l'empereur que la Prusse le verrait sans regret acquérir la Belgique et le Luxembourg. Napoléon III mord à l'hameçon ; il sentait le besoin d'un succès quelconque ; les conseils de Rouher, ceux de Lavalette qui remplissait l'intérim des Affaires étrangères en attendant l'arrivée du marquis de Moustier, l'emportent ; on aurait le Luxembourg, on conclurait une alliance avec la Prusse qui étendrait son influence au Sud du Main, tandis que la France annexerait la Belgique. Ainsi le cabinet de Paris se faisait demandeur et donnait beau jeu à la Prusse. Benedetti, le 20 août, entretient Bismarck de ces projets. Le 16 septembre, paraît la fameuse circulaire diplomatique, manifeste de la nouvelle politique, où s'étale la théorie des grandes unités nationales et la satisfaction que les récents événements accomplis en Allemagne ne peuvent manquer d'apporter à l'Europe et en particulier à la France. L'instant psychologique, où une entente avec la Prusse pouvait réussir, est passé. Dès lors, la guerre entre la Prusse et la France apparaît fatale.

AFFAIRES DE BELGIQUE ET DU LUXEMBOURG

Il n'est guère, dans notre histoire diplomatique, de plus lamentable campagne que cette recherche fiévreuse et vaine, après Sadowa, de quelque avantage compensateur ; en face d'un adversaire de la taille d'un Bismarck, cette politique tâtonnante, à la fois gauche et cynique, de réalité faible mais d'apparence menaçante, est un triste spectacle. C'est la politique de Bismarck qui est astucieuse et sans scrupules, c'est celle de Napoléon III qui s'en donne l'air.



BENEDETTI

Tout d'abord, l'empereur et son ministre des Affaires étrangères, le marquis de Moustier, paraissent s'orienter dans une voie pratique ; ils sentent que la clef du succès est à Pétersbourg et, à propos des affaires de Crète, cherchent une entente avec la Russie ; on favorisera son expansion dans la Méditerranée, moyennant qu'elle ne contrariera pas les desseins français sur la Belgique. Pour gagner la partie, il fallait jouer cartes sur table, renoncer à maintenir, par égard pour l'Angleterre, les clauses du traité de Paris. Dès lors qu'on cherchait un agrandissement en Belgique, on devait s'attendre à dresser contre soi l'Angleterre et à provoquer une entente anglo-prussienne. Bismarck encourage les am-

bitions de Napoléon III, afin de l'amener à préciser et à formuler ses projets. Son art de subtile fourberie inspire confiance à l'ambassadeur Benedetti et l'induit à écrire et à laisser entre ses mains un projet d'alliance entre la France et la Prusse comportant l'attribution de la Belgique à la France, pourvu que la Prusse ait toute liberté d'étendre son influence au delà du Main ; de ce texte compromettant, Bismarck saura se servir au bon moment. Il est résolu à ne rien céder ; de la fin d'août 1866 à janvier 1867, il amuse Benedetti, se dérobant derrière son roi quand il est serré de trop près. A la fin, Napoléon III, impatienté, humilié, fait écrire par Moustier qu'il renonce à l'alliance et à ses projets sur la Belgique.

Mais il prescrit à Benedetti d'insister pour que la Prusse ne fasse pas obstacle à l'acquisition du Luxembourg, qui faisait partie de la Confédération germanique. En même temps, il poursuit avec la cour de La Haye une négociation qui s'an-

nonçait facile. Bismarck eut l'adresse de se servir de cette nouvelle démarche pour attiser les défiances des pays rhénans envers la France et disposer la Diète (Reichstag) de la Confédération germanique, nouvellement élue au suffrage universel, à accepter ses projets et à chercher un refuge sous la férule de la Prusse. Les fautes et les échecs de la politique impériale sont, dans le célèbre discours du 14 mars 1867, impitoyablement soulignés par Thiers au Corps législatif ; mais son vain succès ne fait qu'aggraver la situation. A l'orateur de l'opposition, qui demandait indiscrètement que la France déclarât que l'Allemagne du Sud resterait toujours séparée de l'Allemagne du Nord, Rouher répond par la théorie de l'Allemagne « divisée en trois tronçons qui ne se rejoindront jamais ». Aussitôt Bismarck fait publier les traités d'alliance conclus après Sadowa. Le ministre de Napoléon III ayant annoncé que, dans l'affaire du Luxembourg, le succès était assuré à bref délai, Bismarck signifie, le 3 avril, à La Haye, que la Prusse s'oppose à la cession du Luxembourg. Ainsi s'écroulent, l'un après l'autre, ces projets mal conçus et mal conduits. Humilié, bafoué, Napoléon III fut tenté de faire la guerre ; mais c'était le moment où la France conviait le monde aux pacifiques manifestations de l'Exposition universelle. Puisqu'on n'avait pas fait appel aux armes en 1866, il eût été absurde de s'y résoudre en 1867. Mieux valait s'alléger des affaires mal engagées, commencer une campagne diplomatique mieux conçue et surtout préparer une armée solide.

L'EUROPE DE 1867. L'EXPOSITION UNIVERSELLE.

Bismarck sait que, l'heure venue, il fera cette guerre ; il s'y prépare, de concert avec Moltke et Roon ; son art consiste à isoler la France et à déconsidérer sa politique devant l'opinion ; il met, selon sa propre expression, les « impondérables » de son côté. Napoléon III, lui aussi, a conscience qu'il n'évitera pas la lutte ; mais sa volonté, minée par la maladie, est de plus en plus flottante ; s'il aperçoit souvent les solutions justes, il n'a pas la force d'âme de les imposer. Les incertitudes du souverain s'aggravent des précipitations de ses conseillers qui, préoccupés de la situation intérieure, courent après le succès à tout prix. Peut-être est-il trop tard, car le second empire vieillissant récolte les fruits amers de ses premières fautes. Toutes les issues qui pourraient conduire à une combinaison d'intérêts rétablissant l'équilibre de l'Europe, rompu par la guerre de 1866, se ferment devant Napoléon III. Sa politique a inquiété tous les États, semé des germes de défiance que la diplomatie de Bismarck se charge de cultiver. L'alliance qui paraît indiquée, c'est celle de l'Autriche. Mais 1867 est le moment où Fran-

çois-Joseph dirige la monarchie des Habsbourg dans la direction où elle trouvera sa perte. L'œuvre de Beust et de François Deak, le « compromis » dualiste, qui accorde toute l'influence aux Allemands d'Autriche et surtout aux Magyars, à l'exclusion des Slaves, a rivé l'empire des Habsbourg au système antislave, donc à l'alliance allemande, et l'a opposé à la Russie où, à cette époque, se développe, encouragé par Alexandre II, le prophétisme panslaviste de Katkof et de Dostoïevski. Les Slaves, rejetés par Vienne, regardent vers le tsar. Pourtant, en 1867, les rancunes de la cour de Vienne contre Berlin sont encore toutes fraîches et Beust penche vers l'alliance française. Sur une entente qui paraît si naturelle, pèsent les conséquences de 1855 — où François-Joseph étonna le monde par son ingratitude, où Napoléon III exclut la Russie de la mer Noire, — car, pour ne pas rester vaine, l'alliance franco-autrichienne devrait attirer à elle le tsar. De 1815 à 1914, la Russie a été la clef de voûte de l'équilibre continental. Pour Napoléon III, toute possibilité de regagner la confiance d'Alexandre n'était pas exclue ; il eût suffi de jeter résolument par-dessus bord les clauses vexatoires du traité de Paris ; mais on s'aliénait l'Angleterre. Il fallait donc faire un choix et s'y tenir. Un système conservateur, tel qu'une entente avec l'Autriche et la Russie, se heurtait aux griefs que la politique révolutionnaire de 1859 en Italie avait fait naître. Afin de les dissiper, Napoléon III s'attache à maintenir l'indépendance de l'État pontifical et, par là, éloigne ce qu'il pouvait garder encore de sympathies en Italie.

L'Exposition de 1867, bien qu'assombrie par le drame de Queretaro, est un éclatant succès. La France étale, devant les étrangers envieux, ses ressources et son génie civilisateur. Le traité de commerce avec l'Angleterre, fondé sur le principe du libre échange, montre l'industrie française bien organisée, capable de soutenir toute concurrence. La génération du second empire se complait au spectacle de cette prospérité et s'y oublie. Elle présente un singulier mélange de susceptibilité nationale et d'égoïsme élégant et léger ; elle s'abandonne avec confiance à un gouvernement autoritaire en apparence, faible en réalité. L'opposition, de son côté, est si animée contre l'empire qu'elle perd de vue les intérêts du pays. L'atmosphère européenne se rassérène : un rapprochement se dessine entre la France et l'Angleterre et a pour premier effet d'obliger la Prusse à céder quelque chose dans la question du Luxembourg. Il ne s'agit plus d'une annexion à la France, mais de l'évacuation de la forteresse de Luxembourg par la garnison prussienne sous condition de démantèlement. Le grand-duché sera indépendant, sa neutralité sera garantie par les puissances contractantes, y compris la Prusse

(traité de Londres, 11 mai 1867). La concession était de peu de prix en elle-même ; pourtant Bismarck éprouvait que l'Europe ne se laisserait pas mener sans résistance et qu'il ne serait pas prudent de tendre trop la corde. Le tsar vint à Paris ; il y rencontra le roi de Prusse ; l'attentat du Polonais Berezowski et quelques cris de « Vive la Pologne ! » troublèrent son séjour et rappelèrent les mauvais jours de 1856 et de 1863. Napoléon III parut se désintéresser de la Russie pour se tourner du côté de l'Angleterre ; mais il n'obtint pas, même avec le concours de la diplomatie britannique, que la Prusse se décidât à exécuter l'article 5 du traité de Prague qui l'obligeait à consulter par plébiscite les habitants du Slesvig du Nord. Cette rebuffade donne la mesure du discrédit où est tombée la politique française. La nation allemande s'exalte de ces succès d'amour-propre ; elle subit docilement la forte emprise de la Prusse bismarckienne ; elle paye au prix de ses libertés historiques les satisfactions de son orgueil et de sa haine.

La visite des souverains français à l'empereur et à l'impératrice d'Autriche à Salzbourg (19 août 1867) a d'abord le triste objet d'offrir au frère de l'infortuné Maximilien les condoléances de Napoléon III ; elle est l'occasion d'entretiens politiques entre Beust et Moustier. Ils aboutirent à un memorandum où étaient présentées sans précision les principales questions sur lesquelles les deux empires avaient intérêt à se concerter. Cette manifestation de bonne harmonie parut cependant inquiétante à Bismarck qui, prenant l'offensive, lança la hautaine circulaire du 7 septembre où il affirmait que l'unité allemande s'achèverait, malgré l'opposition de Vienne et de Paris ; il habitua ainsi l'opinion allemande à ne regarder que vers la Prusse sans tenir compte de l'Autriche. Cette fois encore, Napoléon III mit les pouces, envoya à Berlin son aide de camp, le général Fleury, avec des paroles de paix et d'amitié ; elles correspondaient aux secrets sentiments de l'empereur, qui gardait un penchant pour la Prusse et une défiance invétérée envers l'Autriche ; elles avaient pour objet immédiat d'éviter toute complication sur le Rhin, tandis que le malheureux souverain essaierait encore une fois de se dégager des complications italiennes.

LA QUESTION ROMAINE

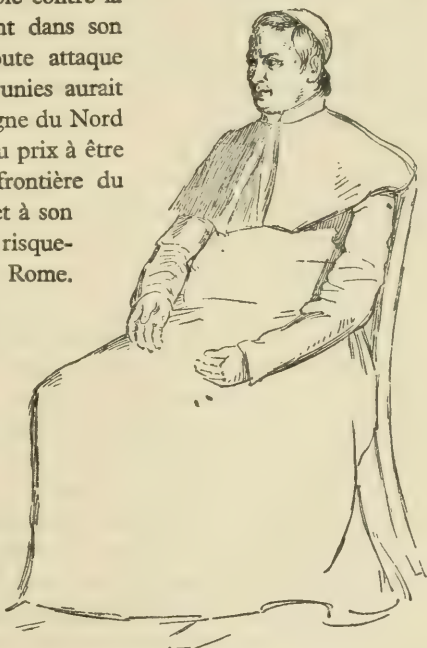
La garnison française, qui occupait Rome depuis 1849, fut retirée en décembre 1866. Napoléon III proposait la seule solution raisonnable : une garantie collective des puissances pour le domaine temporel de Saint-Pierre ; mais les gouvernements catholiques se dérobaient. Une armée pontificale s'organisait avec le concours de volontaires et sous la direction d'officiers français. Pie IX, menacé dans ses États par la révolution et Garibaldi, au service de la monarchie de Savoie, faisait appel aux armes spirituelles ; loin de réaliser les

réformes « libérales » que lui demandait Napoléon III et que lui conseillaient la plupart des gouvernements, il établissait fortement, dans son œuvre doctrinale, l'origine et les limites des pouvoirs humains et revendiquait la primauté du spirituel. Il appelait à lui les évêques de la Chrétienté et réunissait, en juin 1867, quatre cent cinquante d'entre eux dans une solennelle manifestation en faveur de l'indépendance du Siègne apostolique. Bismarck, pour faire pièce à Napoléon III, encourageait sous main Garibaldi et laissait entendre à Rattazzi qu'il irait jusqu'à soutenir Mazzini et les républicains qui accusaient Victor-Emmanuel de tiédeur et de lenteur dans l'achèvement de l'unité. Les alliés de 1866 restaient au fond d'accord ; ils espéraient, chacun poursuivant ses fins, profiter de l'agression audacieuse que Garibaldi préparait. Victor-Emmanuel et Bismarck ayant fait de la révolution l'instrument de leurs ambitions, il était naturel que Napoléon III leur résistât ; mais sa vieille complicité avec l'Italie révolutionnaire gênait ses mouvements. L'empire autoritaire, avec Rouher et les catholiques, tenait pour la défense de l'État romain, tandis que l'empire libéral, avec Émile Ollivier et l'opposition républicaine, voulait que la France s'abstint d'intervenir. Au « congrès de la paix », à Genève, Garibaldi annonce la guerre « à la race noire », la prochaine marche sur Rome. Les représentations de Napoléon III obligent Rattazzi à faire arrêter Garibaldi (22 septembre) : satisfaction illusoire, car les bandes pénètrent dans l'État romain et leur chef s'évade, avec la complicité du gouvernement, pour aller se mettre à leur tête.

Cette violation cynique de la paix et du droit risquait de mettre le feu à l'Europe. Le cabinet des Tuileries agit rapidement, fait embarquer à Toulon un corps de troupes avec le général de Failly, qui entre à Rome le 30 octobre et bat les « Chemises rouges » à Mentana. Le nouveau ministre Menabrea, continuant la politique à deux faces, fait arrêter derechef Garibaldi, tout en proclamant les « droits » intangibles de l'Italie sur Rome. Au Corps législatif, Rouher, aux objurgations de la gauche qui réclame l'évacuation de Rome, répond par la fameuse phrase : « Nous le déclarons au nom du gouvernement français : l'Italie ne s'emparera pas de Rome. Jamais, jamais, la France ne supportera cette violence faite à son honneur et à la catholicité. » L'empereur François-Joseph était venu rendre visite à Napoléon III à la fin d'octobre, mais Sa Majesté apostolique éludait de s'associer à la juste protestation du cabinet des Tuileries. Après 1867, la question romaine est plus éloignée que jamais de la solution qu'on avait cru trouver par la convention du 15 septembre 1864, l'Italie plus hostile, Pie IX plus intransigeant, la situation générale plus critique. Napoléon III reste prisonnier des insolubles contradictions où il

s'est enfermé en n'osant pas choisir entre ses origines et les préférences de ses partisans. Tous ses projets échouent ; isolé, en butte aux suspicions de toutes les puissances, il n'a qu'une politique à suivre : le recueillement et la force.

L'EUROPE Les mois qui précèdent la guerre décèlent, au contraire, une **EN 1870** activité diplomatique désordonnée. Le plébiscite du 8 mai 1870 montre que le régime n'est pas sérieusement ébranlé ; mais ses insuccès à l'extérieur inquiètent l'opinion éclairée. C'est vers l'Autriche que se tournent les efforts de la diplomatie. Mais l'empire dualiste est en pleine réorganisation intérieure ; l'agitation des Slaves inquiète le gouvernement ; le danger russe se dresse à l'Orient. Ecust comprend que le succès ne serait possible contre la Prusse que si elle se mettait clairement dans son tort par une agression, tandis que toute attaque venant de la France et de l'Autriche unies aurait pour effet de sceller l'union de l'Allemagne du Nord avec celle du Sud. De plus, il attache du prix à être garanti contre toute offensive sur la frontière du Trentin et de l'Isonzo ; mais l'Italie met à son alliance un prix que François-Joseph se risquerait à payer, et que Napoléon III refuse : Rome. En novembre 1868, arrive aux affaires, en Angleterre, un cabinet dirigé par Gladstone qui, selon la doctrine des libéraux, entend ne s'occuper des affaires du continent que dans la mesure où les intérêts anglais seraient directement engagés. Beust cherchait à grouper, pour la défense du *statu quo* en Europe orientale, l'Angleterre, la France et l'Italie avec l'Autriche ; il augurait que cette entente, si elle se réalisait en face de la Russie, obligerait du même coup la Prusse à ne pas troubler la paix. L'inconvénient de cette tactique était d'associer la Russie à la Prusse en un groupement d'autant plus dangereux que l'Angleterre, pourvu qu'il ne fût pas touché au traité de 1856, ne prendrait pas


PIE IX

(D'après un crayon de Raffet).

les armes. La conférence arbitrale, réunie à Paris le 9 janvier 1869, pour mettre fin au litige gréco-turc à propos de la Crète, fit apparaître cette situation. L'Angleterre exerce toujours dans le Levant une influence prépondérante; elle fortifie la Turquie : elle recueille les bénéfices de la guerre de Crimée, tandis que la France va bientôt en récolter les inconvénients. En juin 1869, des pourparlers plus actifs remettent sur le tapis la question d'une triple alliance entre l'Autriche, l'Italie et la France. Elles n'aboutissent qu'à un rapprochement entre les cours de Vienne et de Florence qui se promettent, en cas de guerre européenne, de suivre d'un commun accord une tactique de neutralité d'abord, de médiation armée ensuite. En un mot, elles se proposent de voir venir, mais elles entendent, lors des négociations de paix, obtenir leurs apaisements. L'archiduc Albert, venu en France en janvier 1870, rapporte de l'armée française une impression satisfaisante : la guerre sera certainement longue et disputée. Dans Rome toujours menacée, le concile du Vatican exalte le pouvoir spirituel et en concentre les armes aux mains du Souverain Pontife.

L'AFFAIRE D'ESPAGNE Dès le printemps 1869 apparaît l'incident, habilement filé par Bismarck, qui mettra le feu aux poudres : l'affaire d'Espagne. Qu'un prince appartenant à la branche catholique des Hohenzollern devint roi d'Espagne, il n'y avait pas là de quoi alarmer sérieusement la France ; mais il s'agissait d'une question de prestige ; après l'accroissement formidable de puissance que l'Europe divisée avait laissé prendre à la Prusse et les déboires qui s'en étaient suivis pour la France, l'établissement d'un prince prussien sur le trône de Charles-Quint apparaîtrait comme une nouvelle diminution de l'influence française en Europe. Bismarck n'attachait qu'un prix secondaire à cette affaire dynastique, mais il la gardait en réserve pour s'en servir si les circonstances étaient favorables à la guerre. Il y a des raisons de penser que le général Prim, dont nous avons déjà trouvé, à propos du Mexique, la remuante personnalité, faisait le jeu de l'Allemagne. Salazar, son agent, avait été ministre d'Espagne à Berlin. Ce furent ces deux hommes qui offrirent la couronne au prince Léopold de Hohenzollern, frère du prince Charles qui était devenu, en 1866, prince régnant de Roumanie. Napoléon III avait un candidat, le prince de Saxe-Cobourg, père du roi de Portugal ; l'idée de réunir les deux couronnes sur la même tête et de réaliser une union ibérique plaisait à sa manie, mais elle risquait de soulever l'opposition de l'Angleterre et elle n'aurait été nullement avantageuse pour la France. L'affaire d'Espagne ne semblait pas de nature à s'envenimer. Ce fut l'art de Bismarck de la dramatiser.

Quand on regarde de près les événements qui ont précipité la guerre de 1870, on s'aperçoit que, des deux côtés, la guerre a été voulue, mais d'une manière singulièrement différente. Le gouvernement impérial y aboutit en quelque sorte passivement, par une réaction de l'amour-propre national, blessé de tant d'insuccès. L'empereur et Émile Ollivier, président du Conseil depuis le 2 janvier 1870, étaient délibérément pacifiques et se rendaient compte, surtout depuis les rapports du colonel Stoffel, de la terrible partie qu'il faudrait jouer ; mais les anciens bonapartistes, fidèles à la formule primitive du gouvernement autoritaire, souhaitaient un succès militaire qui raffermît le trône et en assurât la transmission au prince impérial, âgé de quatorze ans. L'impératrice, inquiète comme mère et comme souveraine des défaillances de santé et de volonté de son mari, cherchait à inspirer une politique plus virile. Les ministres des Affaires étrangères, dans le cabinet du 2 janvier, furent d'abord Daru, puis, après le 15 mai, le duc de Gramont, ambassadeur à Vienne, homme de cour plus que diplomate, enclin à subir l'influence des coteries qui essayaient de substituer leur volonté à celle du souverain affaibli. Ainsi, du côté français, une politique incertaine qui n'ose pas imposer d'autorité, malgré les résistances d'un Parlement sans responsabilité, les mesures nécessaires pour parer au danger et qui, *volens nolens*, se laisse conduire à la catastrophe qu'elle précipite à la fin par une intransigeance déplacée.

De l'autre côté, une intelligence ordonnatrice à laquelle n'échappe aucun des ressorts de l'action politique, qui sait ce qu'elle veut et où elle va, qui dispose tout à ses fins, depuis les moyens de force jusqu'à cette poussière d'opinions qui crée l'ambiance nécessaire au succès. Ce n'est point par hasard, ni par soudaine intuition du génie, que les atouts sont attirés dans le jeu de l'homme d'État qui prépare de loin les résultats simples et clairs qu'il s'est donné pour mission d'obtenir et qui, discernant les fautes de l'adversaire, met toutes les chances de son côté. En cette année 1870, Bismarck juge que l'heure de la lutte suprême est arrivée. Il avait cru achever son œuvre par des moyens diplomatiques en attirant vers la Prusse les États de l'Allemagne du



ÉMILE OLLIVIER

Sud ; il s'aperçoit que les traités de 1866 ne réalisent pas l'unification morale de l'Allemagne ; les défiances qu'inspirent, au Sud du Main, en Westphalie et en Rhénanie, le caporalisme prussien, si étranger à l'esprit des Allemands de l'Ouest, se réveillent. Le *Zollparlament* ne se prête pas docilement aux vucs de Berlin. A Munich, le premier ministre, prince de Hohenlohe, tout acquis à la politique de Bismarck, est renversé en janvier 1870. Les dépenses militaires sont impopulaires dans toute l'Allemagne du Sud. Décidément, l'unité allemande ne se fera que sur l'enclume française,

par le fer et par le feu. Mais il faut que la provocation semble venir de la France, afin que reparaissent les fantômes de Louis XIV et de Napoléon.

Voici le fait capital : au milieu de juin, le roi Guillaume rencontre à Ems le tsar Alexandre II. Que se disent-ils ? On l'ignore ; mais leur bonne entente est manifeste. Pourvu qu'il ait la faculté de déchirer le traité de Paris, le tsar n'a pas d'objections à faire à une avance des armées prussiennes au delà du Rhin. La vieille complicité pour l'écrasement de la Pologne reste toujours active ; justement, à Vienne, un Polonais, le comte Potocki, vient d'être choisi comme ministre par François-Joseph, et, à Berlin comme à Pétersbourg, on regarde ce choix comme l'indice d'une entente prochaine avec la France. La Russie aurait



LE DUC DE GRAMONT

pu empêcher la guerre ; son attitude encourage au contraire les projets de Bismarck.

C'est alors que se dramatise l'affaire espagnole et que tout s'ordonne selon la volonté qui dirige. La candidature du prince Léopold au trône d'Espagne n'avait été jusque-là qu'une affaire de famille, dont le premier ministre affectait de se désintéresser. En mai, il s'avise de répondre en termes encourageants à une lettre du maréchal Prim, vieille de six mois ; les négociations marchent vite ; le roi Guillaume, comme chef de famille, autorise, par lettre du 28 juin, le prince Antoine à poser la candidature de son fils ; elle va être soumise aux Cortès. Bismarck ne pouvait douter que la candidature Hohenzollern ne suscitât aux Tuileries et dans l'opinion française une vive émotion. Il reste à l'écart, à la campagne ; la négociation ne regarde que le roi, comme chef de famille. Le 2 juillet, la nouvelle s'ébruite à Paris ; le 5, le duc de Gramont charge l'ambassadeur de Prusse, baron de Werther, qui se rend à Ems, de déclarer « que la France ne tolérera pas l'établissement du prince de

Hohenzollern, ni d'aucun prince prussien sur le trône d'Espagne ». Le 6, c'est, en réponse à une interpellation du député républicain Cocher, une déclaration qui est un véritable ultimatum rédigé en termes catégoriques, mais dignes :

Nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas. Pour l'empêcher nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol. S'il en était autrement, forts de votre appui et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse.

Cette déclaration a été très critiquée ; elle est un peu montée de ton, mais elle répond aux inquiétudes de l'opinion ; elle pose la question sur un terrain solide, celui de l'équilibre européen ; elle produit bonne impression en Europe. Le cabinet des Tuileries reçoit les satisfactions qu'il devait raisonnablement souhaiter. Le 9, le roi recevant, à Ems, l'ambassadeur Benedetti, lui dit qu'il a simplement autorisé le prince Antoine à poser la candidature de son fils, que, s'il la retire, il l'approuvera également et qu'il lui a déjà demandé quelles étaient ses intentions. Le roi, visiblement, prépare une retraite honorable. Les grandes puissances et Prim lui-même conseillent au prince de renoncer à sa candidature. Le 11, sur l'ordre exprès de Paris, nouvelle démarche de l'ambassadeur, nouvelle réponse courtoise du roi : la lettre du prince Antoine n'est pas arrivée, mais on l'attend ; que le gouvernement français prenne patience. Le 12, c'est la nouvelle que le prince Léopold retire sa candidature au trône d'Espagne. C'est, pour la France, un succès ; si elle s'en contente, elle remporte un avantage moral sérieux, elle se montre à la fois forte et modérée. Sous quelles influences le duc de Gramont prescrit-il à Benedetti de demander non seulement une approbation formelle de la renonciation par le roi, mais l'assurance qu'à l'avenir il ne serait pas permis au prince Léopold de revenir sur sa détermination ? Sans doute sous la pression du Corps législatif, de la cour et de l'opinion surexcitée par les journaux. Le gouvernement qui, par principe, aurait dû être fort, était le jouet des entraînements populaires. A la démarche courtoisement présentée de Benedetti, le roi répond qu'il approuvera la renonciation, mais qu'il ne peut rien faire de plus. Le lendemain 14, à la gare d'Ems, comme Benedetti, prenant congé du roi, insiste sur les garanties d'avenir, Guillaume, toujours maître de lui, répond qu'il n'a rien à ajouter à la réponse qu'il a donnée la veille.

Même après ces démarches maladroites, dont le moindre défaut était de compromettre, en voulant l'exagérer, un succès diplomatique déjà acquis, la paix était

encore possible, bien que, de part et d'autre, on eût commencé des préparatifs militaires et que l'opinion commençât à s'énervier. L'Autriche, par une note du 11, fait savoir à Paris qu'elle n'est pas prête, que le terrain lui paraît mal choisi pour une rup-



NAPOLÉON III, L'IMPÉRATRICE ET LE PRINCE IMPÉRIAL

(D'après un daguerréotype).

ture, qu'elle conseille la paix. C'est alors qu'intervient Bismarck. Revenu à Berlin le 11, il a déjà pris sa décision. Le 13, il annonce à lord Loftus, ambassadeur d'Angleterre, que les exigences de la France sont inadmissibles et qu'il compte demander une réparation. Le lendemain, après avoir pris l'avis de Moltke et de Roon, il arrange la dépêche d'Ems, qui relate le dernier entretien du roi avec

Benedetti, de manière à en faire un outrage à la France. C'est la guerre. La France la déclare le 17.

L'adresse de Bismarck la fait éclater à l'heure choisie par lui, dans les conditions les plus défavorables pour la France, qui s'est elle-même jetée dans la nasse. Elle est isolée. L'Angleterre ne désire pas la guerre ; elle craint à juste titre que la Russie n'en profite pour reprendre sa marche vers Constantinople ; le ministère Gladstone offre, jusqu'au dernier moment, une intervention arbitrale, proposant un texte qui peut satisfaire la dignité de la Prusse et celle de la France ; il est trop tard. Les sympathies de l'Angleterre, tout au moins celles de la cour et du gouvernement, penchent vers la Prusse, l'alliée de Waterloo, la grande puissance protestante. Le ministère appréhende une victoire de Napoléon III qui achèverait de détruire les traités de 1815 ; mais il se réserve d'intervenir, après les premières batailles, pour arrêter les hostilités. C'est ce que redoute Bismarck, et c'est l'heure qu'il choisit pour faire publier par le *Times*, le 25 juillet, le projet de traité relatif à la Belgique, laissé entre ses mains par Benedetti en 1866. Aussitôt s'évanouit ce qui pouvait survivre en Angleterre des souvenirs de Crimée. Tous les sacrifices que Napoléon III a fait au maintien de l'entente avec l'Angleterre sont perdus. Ainsi, en 1870, c'est la question belge qui entraîne les sympathies anglaises contre la France ; en 1914, c'est la question belge qui jette l'Angleterre dans le camp hostile à l'Allemagne : une menace sur Anvers a toujours déterminé l'attitude de l'Angleterre dans les conflits européens.

Sans doute, une victoire de la France aurait rallié bien des sympathies, dissipé certaines hésitations, révélé les pensées cachées des peuples et des rois, car Bismarck et la Prusse avaient déjà accumulé autour d'eux beaucoup de haines et de défiances. Christian IX et les Danois, François-Joseph et les Autrichiens n'auraient pas tardé à marcher au secours de la victoire, si elle s'était dessinée en faveur de la France (1). Victor-Emmanuel aurait, lui aussi, tâché de tirer pied ou aile de

(1) J'ai raconté dans ma brochure : *François-Joseph, essai d'histoire psychologique, 1830-1916* (Perrin, in-16) l'entretien d'un jeune secrétaire de l'ambassade de France avec l'empereur, d'après le témoignage inédit de M. de Vaugelas lui-même. « Vers le 15 août, après nos premiers revers, arrivaient de Paris des télégrammes pressant l'ambassade d'obtenir une réponse décisive. M. de Vaugelas, pour des raisons de famille, était *persona grata* à la cour impériale. Il alla donc, avec l'autorisation de son chef, trouver le comte de Bellegarde, premier aide de camp, qui, à peine entré, lui dit : « Voulez-vous voir l'empereur ? — Volontiers, si Sa Majesté veut bien me recevoir. » « Quelques instants après, écrit M. de Vaugelas, il me fit entrer auprès de François-Joseph. Il allait et venait dans son cabinet, le visage anxieux. En quelques mots, je lui démontrai l'urgence des secours qu'il nous faisait espérer. Il m'interrompit vivement et s'écria : « Pourquoi avoir ainsi brusqué les choses ? Vous saviez bien qu'il me

l'aventure, bien qu'il se fût engagé envers le cabinet de Londres à ne pas intervenir. Même, et surtout peut-être, en Allemagne, les armées françaises, si elles y avaient pénétré victorieuses, auraient trouvé des sympathies et des concours ; l'œuvre d'unité n'était pas achevée ; la conquête prussienne avait laissé des rancunes qui attendaient l'occasion de se manifester ; la défaite des Prussiens par un Napoléon aurait réveillé les souvenirs du premier empire et posé, sous sa forme historique et traditionnelle, la question des libertés germaniques. Le sort des Allemands était l'enjeu de la bataille : la force allait trancher. Aux heures décisives, tout dépend de l'armée et de ses chefs. Mais les revers militaires ont la même origine que les fautes diplomatiques : absence d'autorité, paralysie à la tête, relâchement de la discipline morale parmi les dirigeants. Après Sedan et Metz, la Prusse n'eut plus, en Allemagne, que des partisans et, en Europe, que des courtisans ou des envieux qui ne purent que se taire.

fallait six semaines pour mobiliser. L'archiduc Albert me les demande... L'Italie exige pour marcher avec nous à votre aide que vous retiriez vos troupes de Rome et l'autorisiez à y faire entrer les siennes. Il m'est impossible de marcher avec la menace de l'Italie au Sud, le péril certain au Nord et une lente mobilisation qui me laissera sans défense. » L'émotion de l'empereur était extrême ; c'est alors que j'ai vu de grosses larmes couler de ses yeux. »





CHAPITRE X

ENTRE LES DEUX GUERRES

I. — ÉQUILIBRE EUROPÉEN ET EXPANSION COLONIALE.

Le gouvernement de la Défense nationale. — Le traité de Francfort. — L'exécution du traité de Francfort. — L'Europe bismarckienne. — L'alarme de 1874. — La crise de 1875 et l'équilibre européen. — La France et la question d'Orient. — Le Congrès de Berlin. — La politique opportuniste. — La Triple-Alliance. — L'expansion coloniale. — La Tunisie et l'Égypte. — La politique coloniale. — L'alliance franco-russe. — Les tentatives pour rompre l'alliance franco-russe.



Le statut de l'Allemagne était par tradition, depuis des siècles, affaire européenne. Si les armées de Napoléon III n'avaient été que vaincues, mais non captives, la diplomatie aurait pu dire son mot et appeler l'Europe en tiers entre la Prusse et la France. Bismarck a dit lui-même qu'une telle intervention fut, durant la campagne, son souci constant. Mais la parole est vaine quand la force est absente. La France n'avait pas d'alliés ; le projet de traité, avec l'Autriche et l'Italie, du 10 mai 1867 n'avait abouti, en septembre 1869, qu'à un échange de lettres personnelles n'ayant, pour les souverains, que la valeur d'engagements moraux.

La révolution du 4 septembre facilita le recul de l'Autriche, l'abstention de

l'Italie et le silence de l'Angleterre. Nigra et Metternich, personnellement si bien en cour aux Tuileries et si engagés dans les négociations d'entente que leur zèle faisait illusion, eurent toute faculté de se dérober. L'indignation nationale à l'égard du gouvernement impérial qui avait follement déclaré la guerre et qui se montrait incapable de la conduire, était légitime ; mais le changement de gouvernement en présence de l'ennemi fut un désastre ajouté au désastre militaire. Le caractère républicain et révolutionnaire de la journée du 4 septembre n'était pas de nature à attirer la confiance et les sympathies des gouvernements monarchiques.

L E GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le choix de Jules Favre comme ministre des Affaires étrangères ne se justifiait par rien. La circulaire du nouveau ministre (6 septembre), si sincère qu'en soit l'inspiration patriotique, était plus susceptible d'inquiéter les cabinets européens que de les disposer à intervenir en faveur de la France. Elle affirmait une doctrine politique, fondée sur le principe des nationalités, qui était précisément celle de la révolution de 1848 et qui devait mettre en défiance les monarchies. La venue en France de Garibaldi et de ses « chemises rouges », qui se vantaient de combattre non pour la France mais pour la république universelle, acheva de compromettre le nouveau gouvernement et de fausser, aux yeux des étrangers, le vrai caractère du sursaut de patriotisme qui dressait la France en armes et sûre de son droit en face de l'envahisseur. Dans Paris assiégé, le ministre des Affaires étrangères n'était ni libre de sa manœuvre, ni assuré de ses informations ; il était à la merci d'un mouvement populaire tel que celui du 31 octobre qui coupa court aux pourparlers entamés à la suite de l'entrevue de Thiers avec Bismarck à Versailles.

La France, dans sa détresse, ne pouvait trouver qu'un seul recours : la Russie. Celle-ci, plusieurs fois, s'était offerte avant et après le traité de Paris ; elle avait toujours été écartée. Au gouvernement de Pétersbourg, la France, même vaincue, pouvait offrir un avantage matériel et moral : l'abandon spontané des clauses du traité de Paris qui restreignaient l'indépendance de la Russie dans la mer Noire et lui fermaient les Détroits. La même arme pouvait servir, maniée adroitement, à faire pression sur l'Angleterre. La Russie, depuis 1856, attendait l'occasion de s'affranchir des clauses du traité de Paris, imposées par l'Angleterre et la France pour le plus grand avantage de la première. Napoléon III, qui avait eu parfois des velléités de se rapprocher du tsar, n'avait jamais voulu envisager l'abrogation de ces stipulations ; le prince Napoléon, dans les entretiens préparatoires à la guerre d'Italie qu'il eut à Varsovie avec Alexandre II et Gortschakoff, et dont

M. d'Hauterive a publié le récit dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1928, s'était gardé d'offrir à la Russie le seul avantage qu'elle pût demander à la France. Le gouvernement de la Défense nationale n'avait pas les mêmes raisons, en face de l'invasion, de se montrer intransigeant. Mais il tenait, par-dessus tout, à ménager l'Angleterre. Thiers, qui quittait Paris le 12 septembre pour entreprendre son pèlerinage diplomatique à travers l'Europe, pouvait apporter à Pétersbourg, où il séjourna du 26 septembre au 9 octobre, l'adhésion de la France, principale signataire du traité de Paris, à la déclaration que Gortschakoff se préparait à faire. Une conférence devait nécessairement en sortir dont la France pouvait profiter pour évoquer devant l'Europe la question franco-allemande.

Mais Thiers partageait, à l'endroit de la Russie, les sentiments de son temps. A Pétersbourg, où il eut une audience du tsar et plusieurs entrevues avec Gortschakoff, il parla beaucoup, parla bien, écouta peu, n'offrit rien et ne parut pas s'apercevoir que la Russie était prête à une intervention, pourvu que la France lui offrit spontanément une revision et une résiliation du traité de Paris. Le cabinet de Pétersbourg se contenta donc d'une simple déclaration, datée du 31 octobre, dont communication préalable avait été faite à l'Angleterre le 9 octobre et à la France le 17 seulement. Le prince Gortschakoff porta à la connaissance des cabinets européens « que Sa Majesté impériale ne saurait se considérer plus longtemps comme liée aux obligations du traité de Paris du 18/30 mars 1856, en tant qu'elles restreignent nos droits de souveraineté dans la mer Noire ».

Le cabinet de Londres, dans sa réponse, demandait la réunion d'une conférence. Le gouvernement de la Défense nationale, malgré l'avis expérimenté du comte de Chaudordy qui dirigeait la délégation des Affaires étrangères à Tours, hésita à s'y faire représenter ; puis, quand il s'y résolut, Jules Favre voulut s'y rendre lui-même, afin de faire reconnaître la république française ; mais, enfermé dans Paris, il ne pouvait sortir qu'avec un sauf-conduit de Bismarck qui s'arrangea pour éluder sa demande. La France, en fait, fut absente de la conférence qui se réunit en novembre ; elle n'y fut représentée que dans les derniers jours par le duc de Broglie. Ces délibérations aboutirent à une déclaration platonique destinée à sauvegarder les principes du droit ; la notification du 31 octobre ne fut pas remise en question. L'Angleterre s'apercevait que, privée de l'appui de la France, seule en face de la Russie appuyée par la Prusse, elle était impuissante. La déclaration de Gortschakoff, comme la déclaration du cabinet de Florence qu'il ne se considérait plus tenu d'observer la convention relative à Rome, marquèrent la ruine du droit public européen dont la France était l'unique et nécessaire soutien et dont elle ne sut

même pas tirer parti. Ainsi s'évanouit la seule occasion d'agir sur la politique de Bismarck par les voies normales de la diplomatie. Thiers, au cours de son voyage, avait trouvé, à Londres, un accueil poli, mais un refus net : les sympathies de la cour et des libéraux étaient pour la Prusse. A Vienne, l'homme d'État français rencontra d'ardentes sympathies, terrorisées par la victoire prussienne, qui ne se seraient réveillées que si le signal d'une action diplomatique était venu de Russie.

Cependant un élément de force capable de peser sur les négociations se développait. La résistance s'organisait en province à la voix de Gambetta. Le gouvernement de la Défense nationale, privé de tout appui diplomatique, s'acquittait avec énergie du devoir patriotique. Malheureusement l'expérience lui manquait. « Gambetta et ses armées » ont étonné le vainqueur, balancé un moment sa fortune et forcé l'admiration du monde. Pour n'avoir pas désespéré de la patrie, le jeune tribun a mérité la reconnaissance des Français et préparé, en relevant l'énergie morale de la nation, le rapide redressement qui suivit la paix. Sa décision et ses actes eurent un autre résultat. Sans améliorer peut-être les conditions de la paix, — encore que la défense de Belfort jusqu'à l'armistice ait été un puissant argument pour garder cette place à la France, — ils eurent pour effet de laisser ouverte la question d'Alsace-Lorraine et de la placer sur son vrai terrain, celui du droit des peuples à n'être pas partagés et dépecés contre leurs vœux. Le traité qui nous priva de deux de nos provinces les plus patriotes n'est pas une transaction ; la France lutta, pour ne pas le subir, jusqu'à l'extrême limite de ses moyens : elle ne se résigna que le couteau sur la gorge. Déjà, tandis que se prolongent les hostilités, Bismarck inquiet, redoutant toujours que l'Europe ne se ressaisît, commence à parler d'une revanche française et à prendre des précautions en vue d'une nouvelle guerre.

L'armistice du 28 janvier, anéantissant les dernières espérances, mettait la France en présence d'une réalité qu'elle voulait, jusqu'au dernier moment, voiler à ses propres yeux : la défaite, l'abandon, le démembrement. De ce jour disparaissent ou du moins s'atténuent les deux illusions contraires dont la France avait souffert sous le second empire et qui avaient dévié sa politique : l'idéologie impériale des nationalités qui avait poussé Napoléon III à la guerre pour l'Italie, l'idéologie humanitaire que l'opposition avait adoptée et qui faisait encore dire à Edgar Quinet, le 9 septembre 1870, que la France, même vaincue, défendait « la cause du genre humain ». Les nationalités, dont la France avait aidé l'affranchissement, se retournaient contre elle : « Les nobles fils de la grave Allemagne, » dont avait parlé Lamartine, se révélaient des envahisseurs sauvages, des maîtres barbares. Thiers

avait dit, dans son fameux discours du 3 mai 1866 : « Nous sommes tantôt Italiens, tantôt Allemands, nous ne sommes jamais Français. » On allait apprendre à le devenir. Les idées que la France avait lancées dans le monde, celle notamment



JULES FAVRE AUX AVANT-POSTES ALLEMANDS DU PONT DE SÈVRES
Armistice du 28 janvier 1871. (D'après un croquis d'un correspondant de guerre belge.)

du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, allaient, maintenant qu'elle était victime d'une brutale conquête, se retourner en sa faveur. Elle représente désormais le droit primé par la force.

Le gouvernement de la Défense nationale, issu d'une révolution parisienne, commit la faute de s'enfermer dans Paris et de s'y laisser assiéger, n'envoyant à Tours et à Bordeaux qu'une délégation. Le ministre des Affaires étrangères était

coupé de ses communications avec le dehors ; le gouvernement était porté à croire que la capitulation de Paris serait la fin de la guerre. Gambetta, plus clairvoyant, disait : « C'est Paris qui est réduit, ce n'est pas la France. » La résistance en province rendait possibles les négociations. L'armistice était accordé en vue des élections ; elles se firent dans le pays sur la question : paix ou guerre, et presque partout se manifestèrent les dispositions pacifiques d'une bourgeoisie que le mot d'ordre de Gambetta, « la guerre à outrance, » effrayait. Thiers représente bien l'esprit de cette génération ; il n'a jamais cru à la possibilité d'un succès par les armes ; il fallait se résigner. Pourtant nous savons aujourd'hui que la fermeté de négociateurs plus hardis, menaçant de prolonger la guerre, aurait probablement obtenu des atténuations sensibles aux exigences territoriales de l'ennemi ou retourné l'Europe contre lui.

Dès les premiers succès des armées prussiennes, Bismarck était résolu à obtenir d'importantes annexions. La nomination de Bismarck-Bohlen comme gouverneur général d'Alsace est du 14 août, et c'est vers cette même date que l'état-major publia la fameuse « carte au liséré vert » où étaient tracées à peu près les frontières qui furent inscrites dans le traité de Francfort. Seule, une intervention de l'Europe aurait pu arrêter les exigences du vainqueur. Cependant, les idées de Bismarck sur les conditions de paix n'étaient pas absolument fixées. Après Sedan, il appréhendait la marche sur Paris et souhaitait traiter avec l'impératrice régente. Il était en lutte sourde avec les militaires et toujours harcelé par la crainte d'un réveil de l'Europe. Beust avait fait connaître qu'il était prêt à s'associer à toute intervention diplomatique. Le 17 février 1871, sir Robert Peel et le député Torrens attaquaient vivement le gouvernement Gladstone et lui reprochaient son inaction. Bismarck désirait donc conclure la paix le plus vite possible. Ses soucis venaient surtout du côté de l'Allemagne, des États secondaires, dont le particularisme menaçait la construction audacieuse d'un empire allemand sur des assises prussiennes, de l'empereur Guillaume lui-même qu'il désirait soustraire à l'influence des généraux. Moltke et l'état-major ne concevaient la sécurité de l'Allemagne et du Rhin que derrière un glacis constitué par l'Alsace et la Lorraine et flanqué de forteresses : Metz et Belfort. Bismarck voulait l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine ; mais, pour le reste, il se montrait enclin à une modération relative. Certains Allemands, entre autres le prince Adalbert de Prusse, avaient émis l'avis de ne prendre à la France que des colonies et des vaisseaux de guerre, outre une grosse indemnité. Il n'y avait donc pas unanimité parmi les dirigeants du nouvel empire ; ce n'est pas un courant d'opinion nationale allemande qui

entraînait le gouvernement à des annexions qui, Bismarck en avait l'intuition, créeraient entre les deux nations voisines un irréductible différend et blessaient profondément le sentiment national français. Tout n'était donc pas arrêté dans la pensée de Bismarck quand, aussitôt après les élections pour l'Assemblée nationale, Thiers se présenta, le 21 février, chez lui à Versailles.

Le plénipotentiaire du gouvernement de la Défense nationale se trouvait dans les plus fâcheuses conditions pour négocier. Les élections avaient édifié Bismarck sur les dispositions de la France nettement orientées vers la paix. Dès la première réunion de l'Assemblée, à Bordeaux, la motion Keller donnait lieu à un débat malencontreux et prématuré ; en exprimant la volonté de l'Alsace et de la Lorraine de rester françaises, elle indiquait que l'opinion considérait comme inévitable que la cession des deux provinces devînt l'une des conditions de la paix ; l'attitude de l'Assemblée présageait la résignation. Mais, si l'Assemblée était pacifique, elle était patriote ; en s'appuyant sur cette réunion d'honnêtes gens qui n'avaient pas voulu la guerre mais qui ne voulaient pas la mutilation de la patrie, Thiers pouvait atténuer le désavantage de sa position de vaincu en face du vainqueur. Dans ces tragiques circonstances, le plus sage eût été d'éviter le tête-à-tête. Bismarck ne manquait pas d'abriter son intransigeance derrière les ordres de son roi ; Thiers, au contraire, s'était fait donner d'avance pleins pouvoirs. Pas une seule fois il ne se réserva d'en référer à la commission de quinze membres nommée pour suivre les négociations. Il a compté sur son habileté, son éloquence méridionale, pour tenir tête au diplomate astucieux, expérimenté et silencieux qu'il allait affronter. Le Prussien eut vite fait de prendre la mesure de son adversaire : « C'est un homme aimable et habile, spirituel et brillant, mais ce n'est pas un diplomate : il est trop sentimental pour cela. Il est incontestablement plus fin que Jules Favre, mais il se laisse, lui aussi, bluffer trop facilement. Il a une regrettable manie ; il fait durer les négociations par des développements qui n'ont rien à y voir (1). »

Bismarck use de toutes ses supériorités. Il joue le jeu classique de tout négociateur. Pour se donner du champ et se ménager quelques concessions, il demande plus qu'il ne désire obtenir ; il parle d'abord, outre l'Alsace et la Lorraine y compris Belfort et Metz, de Nancy, même de la Savoie et de Nice qui feraient l'affaire du roi d'Italie, et de six milliards d'indemnité de guerre. Thiers se débat : « L'Alsace, Metz, ville française, et six milliards, tout cela est impossible. Nous discuterons. Si vous me demandez l'impossible je me retirerai et vous gouvernerez la France. »

(1) Maurice BUSCH, *les Mémoires de Bismarck*, II, p. 183.

C'était la note juste : Bismarck avait besoin de Thiers et de l'Assemblée dans toute la mesure où il avait besoin de la paix. Il fallait s'y tenir : « Nous discuterons » était de trop. De sérieux témoignages établissent que Bismarck aurait pu être amené à renoncer à Metz ; le kronprinz, après une entrevue avec Thiers, penchait en ce même sens. Le 23 février, le roi de Prusse, conférant avec le grand-duc de Bade, se montre très ému de penser « qu'il faudrait laisser Metz à la France ». Mais Thiers ne croit pas au succès. Il écrit à Dufaure ce même jour : « ...Tout est chagrin dans cette négociation, mais surtout la question d'argent. Toutefois, rien de ce qu'on nous demande n'excède l'opinion générale qu'on se faisait des prétentions ennemies. » Dès la seconde entrevue, il cède implicitement sur Metz : « Nous verrons si nous devons rompre. » Bismarck fait dire aussitôt au grand-duc de Bade qu'il faut prendre garde de laisser deviner que l'Allemagne aurait consenti à abandonner Metz. Dès lors tout devient facile. Thiers obtient Belfort avec une réduction d'un milliard que l'Angleterre, par un télégramme du 24, avait demandée. Les Prussiens occuperaient, au lieu de tout Paris, le quartier des Champs-Élysées, depuis le 1^{er} mars jusqu'à la ratification. Le 26 février les préliminaires de paix sont signés par Thiers et Favre d'une part, Bismarck de l'autre ; les représentants des États de l'Allemagne du Sud, introduits au dernier moment, sont admis à donner leur adhésion, non à signer, malgré l'insistance de Thiers.

Devant l'Assemblée nationale, Thiers défend son œuvre et hâte la ratification : continuer la guerre est impossible. La thèse de la reprise des hostilités est soutenue par des hommes de l'extrême gauche, par Victor Hugo, surtout Louis Blanc qui demandait la guerre de guerillas, et par les représentants des départements livrés à l'ennemi. La levée en masse pouvait être un argument de négociation, elle n'était pas pratiquement réalisable. Après la signature des préliminaires, il n'y avait plus qu'à les ratifier promptement. 846 voix contre 107 et 23 abstentions se prononcèrent pour la ratification. La célérité de l'Assemblée épargna à Paris une longue occupation ; l'entrée solennelle de l'empereur d'Allemagne qui devait avoir lieu le 3 mars, dut être contremandée, les ratifications ayant été échangées la veille. A l'Assemblée, la proclamation du vote fut suivie de la démission et de la protestation solennelle, lue par le député Grosjean, des représentants des provinces arrachées à la patrie : si connu qu'en soit le texte il convient de le citer, car il n'est pas seulement le cri de douleur sublime de Français que la force arrache à une patrie très aimée, il est encore l'origine d'une conception plus élevée de la justice dans les rapports internationaux, le fondement d'un droit nouveau : « Livrés, au mépris de toute justice

et par un odieux abus de la force, à la domination de l'étranger, nous déclarons encore une fois nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. Vos frères d'Alsace-Lorraine, séparés en ce moment de la famille commune, conserveront à la France, absente de leurs foyers, une affection fidèle jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. » Dans toute l'Europe, une voix seulement s'éleva pour faire écho à la protestation des Alsaciens-Lorrains, celle du Conseil national tchèque de Prague (1). La France s'est souvenue.

LE TRAITÉ DE FRANCFORT Les préliminaires de Versailles stipulaient que les négociations pour le traité définitif auraient lieu à Bruxelles. Elles s'ouvrirent le 24 mars entre le baron Baude et de Goulard pour la France, le comte Harry d'Arnim et le baron de Balan pour l'Allemagne ; mais elles ne furent abordées à fond qu'après que le siège en eut été transféré à Francfort où Jules Favre et Pouyer-Quertier s'abouchèrent directement, le 5 mai, avec Bismarck. La fatalité continue de peser sur la fortune de la France ; les pourparlers commencent avec l'insurrection communaliste de Paris et se terminent le jour où la défaite de la Commune est assurée par la prise du fort d'Issy (10 mai). Pour arracher la capitale à l'insurrection internationaliste, Thiers se voit obligé de demander à l'Allemagne l'autorisation d'augmenter l'effectif de l'armée de Paris, fixé à 40 000 hommes par les préliminaires du 26 février. Bismarck n'oublia pas de se faire payer une concession à laquelle cependant l'Allemagne était intéressée comme la France : « Chaque avantage obtenu au profit de l'ordre social, écrit A. Sorel dans sa belle *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, fut payé par une retraite sur le terrain diplomatique. » Le chancelier, durant cette période, se montra si odieux que l'on peut se demander s'il n'a pas cherché, en poussant la France à bout, à provoquer quelque incident, quelque agression qui eût justifié à ses propres yeux des exigences territoriales que son expérience politique lui montrait exorbitantes et qu'il s'appliquait à excuser par des raisons militaires. Il use et abuse de l'intimidation. Il ne renonce pas facilement à exiger le paiement des cinq milliards en espèces d'or et d'argent. Il prend prétexte de la Commune pour réclamer des garanties spéciales de paiement. Il s'immisce dans la politique intérieure française, tantôt menaçant de faire réduire par les troupes allemandes l'insurrection parisienne, tantôt travaillant sous main à une restauration bonapartiste. Des deux plénipo-

(1) Au Parlement roumain furent publiquement prononcées des paroles de sympathie. « Le cœur de la Roumanie est là où flotte le drapeau français. »

tentiaires français, l'un, Jules Favre, faible et pleurnicheur, se laissait troubler par les exigences et les brutalités de Bismarck ; seul, Pouyer-Quertier avait, au propre et au figuré, l'estomac nécessaire pour tenir tête au chancelier. Quant à Thiers, pressé d'en finir, il harcelait ses mandataires de télégrammes. Sur plusieurs points importants, soit dans la délimitation des frontières, soit dans la modalité des paiements de l'indemnité et de la durée de l'occupation, le traité de Francfort aggrave les préliminaires de Versailles. Le traité signé le 10 mai fut accepté par un vote de l'Assemblée nationale par 433 voix contre 98. Bismarck soumit l'instrument définitif à l'approbation des États de l'Allemagne du Sud. Les ratifications furent échangées à Francfort le 21 mai 1871.

La signature du traité de Francfort et l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine à l'empire allemand ouvrent, dans l'histoire de l'Europe, une ère nouvelle : celle de l'hégémonie continentale allemande. Le traité de Francfort est l'antipode des traités de Westphalie. La possession de l'Alsace est un symbole. La France n'est pleinement elle-même et son action sur l'Europe ne prend tout son sens que si elle est présente sur le Rhin. Par la perte de Metz, elle recule plus loin que le règne de Henri II, jusqu'à l'époque qui précède la Réforme. L'Allemagne qui s'est cherchée pendant des siècles, qui a placé, de son plein gré, ses « libertés » sous la protection des rois de France, ne réalise son unité qu'en perdant ces mêmes libertés qui semblaient essentielles à son génie et à son rayonnement intellectuel. La défaite de la France qui l'éloigne des bords du Rhin est l'une des faces d'un phénomène dont l'autre aspect est la prussianisation de l'Allemagne, la conquête de l'Allemagne particuliste et libérale de l'Ouest par la Prusse militaire, autoritaire, à demi slave.

L'unité achevée dans la galerie des glaces de Versailles, le 28 janvier 1871, a été préparée par la Révolution française et Napoléon I^{er}, systématisée et incorporée à la pensée allemande par Fichte, Hegel et par les historiens nationalistes, favorisée par Napoléon III, réalisée enfin, avec l'armée prussienne, par le génie despotique et dur du *junker* Bismarck, au profit de la Prusse et des Hohenzollern. Il n'est pas certain que l'œuvre de Bismarck et de Moltke ait été un bienfait pour l'Allemagne et que la route de l'unité dans la liberté, indiquée en 1849 par l'Assemblée de Francfort, n'eût pas été plus favorable et plus sûre. Mais ce qui n'est pas douteux, c'est qu'elle ait été funeste à l'Europe. Bismarck et l'état-major ne fondent la stabilité que sur la force militaire de l'Allemagne. La paix, Bismarck ne croit pas à sa durée ; il excuse ses attentats au droit des peuples par la politique qu'il suppose devoir être celle de la France. A Francfort, après l'échange des ratifications, il explique aux plénipotentiaires français les raisons qui l'ont déterminé

à des annexions si considérables : il a voulu « se mettre en garde contre de nouvelles agressions de la France ». Il le répète, à Berlin, au marquis de Gabriac. Par là se révèle la fragilité d'une politique sans vues sur l'avenir. Bismarck n'envisage pas l'organisation de l'Europe par un rapprochement avec la France. Il se condamne lui-même à un conflit perpétuel. Le général de Manteuffel, com-



CONFÉRENCE DES PLÉNIPOTENTIAIRES AU TRAITÉ DE FRANCFORT
(D'après un dessin d'un correspondant de guerre belge publié en 1873 à Bruxelles).

mandant l'armée d'occupation, était, à ce point de vue, plus clairvoyant ; de même le prince héritier Frédéric, mais celui-ci était sans influence : Bismarck se défiait de lui parce qu'il détestait la princesse, fille de la reine Victoria. Le chancelier a conscience d'avoir fait à la France une blessure profonde, inoubliable. Au moment où la force, qui se flatte de créer le droit, arrache à la patrie française non pas un coin de terre, une vallée ou quelques bourgades, mais deux provinces peuplées d'un million et demi d'habitants, il sait toute la précarité de ce « droit » qu'il prétend créer. C'est ce qui confère, au cas de l'Alsace-Lorraine, un caractère unique, une importance sans seconde. Il domine, entre les deux guerres, toute l'histoire de

l'Europe ; les groupements et les alliances s'ordonnent en fonction du différend franco-allemand. On a le droit de dire que si l'Allemagne, après 1870, n'avait pas arraché ce morceau de la France à la patrie française, toute l'histoire de l'Europe en aurait été changée. La question d'Orient elle-même se serait peut-être réglée pacifiquement. Les Allemands ont accusé les Français de troubler l'Europe par leur chauvinisme : c'est l'injustice commise par eux à l'égard de la France et de ses provinces perdues qui créait en Europe un état de trouble et de violence. La France, pendant quarante-quatre ans, a attendu. Il a fallu une nouvelle offensive



POUVIER-QUERTIER

allemande pour qu'elle se résignât à la guerre. Mais on s'est aperçu alors que sa querelle était devenue celle de tous les peuples victimes des abus de la force. Le temps qui efface tout n'a pas mordu sur la protestation du droit victime de la violence : un droit inverse de celui qu'avait prétendu imposer Bismarck à la conscience universelle en est sorti.

Ce cas de conscience diplomatique, après les plénipotentiaires de Versailles et le traité de Francfort, les penseurs et les historiens le discutent à leur tour. Pour certains philosophes et écrivains français qui admiraient de confiance une Allemagne née de leurs rêves, la guerre, la conduite des troupes prussiennes et surtout l'annexion

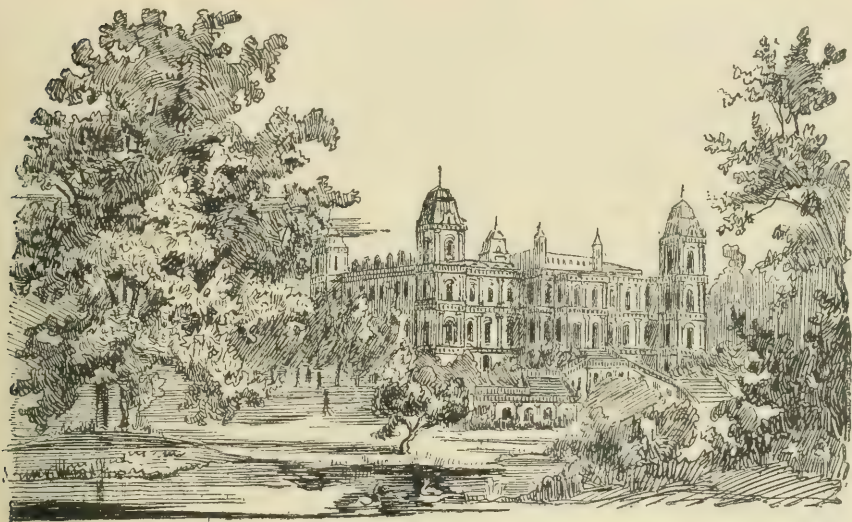
de l'Alsace et de la Lorraine furent une profonde désillusion ; ceux-là même qui avaient été les plus férus de la culture allemande et protestante ressentirent d'autant plus amèrement l'injure qu'ils se jugeaient partiellement responsables de la trompeuse sécurité où ils avaient endormi la France. Renan écrit : *Qu'est-ce qu'une nation ?* où il expose la thèse que c'est la volonté des peuples, le « vouloir vivre en commun » qui fait l'unité, l'existence même des nations. Michelet publie : *la France devant l'Europe*. Fustel de Coulanges qui n'a pas partagé les illusions de ses confrères, sans méconnaître la valeur historique des traités, admet que c'est par le libre consentement des peuples que se constituent les nations. Répondant, le 27 octobre 1870, aux trois lettres adressées par Mommsen au peuple italien pour justifier la revendication de l'Alsace par l'Allemagne, il écrit :

Ce n'est ni la langue, ni la race qui fait la nationalité... Les convenances géographiques, les intérêts politiques ou commerciaux, sont ce qui a groupé les populations et fondé les États... Il se peut que

ENTRE LES DEUX GUERRES

l'Alsace soit allemande par la race et par le langage, mais par la nationalité et le sentiment de la patrie elle est française. Et savez-vous ce qui l'a rendue française? Ce n'est pas Louis XIV, c'est notre Révolution de 1789. Depuis ce moment, l'Alsace a suivi toutes nos destinées... Elle n'a rien de commun avec vous. La patrie, pour elle, c'est la France. Tous les raisonnements du monde n'y changeront rien. Notre principe à nous est qu'une population ne peut être gouvernée que par les institutions qu'elle accepte librement, et qu'elle ne doit aussi faire partie d'un État que par sa volonté et son consentement libre. Voilà le principe moderne. Il est aujourd'hui l'unique fondement de l'ordre.

A la thèse française s'oppose la doctrine historique et raciale des professeurs



LE CHATEAU DE FERRIÈRES OU EUT LIEU LA PREMIÈRE ENTREVUE DE BISMARCK ET DE J. FAVRE
(D'après une gravure sur bois de Göring).

allemands. Ils invoquent surtout la communauté de langage. Mais, en ce cas, Metz et la Lorraine de langue française? Alors interviennent l'idée de race et les souvenirs historiques de l'ancien empire. Les plus sincères savent, comme le chancelier lui-même, que l'Alsace et la Lorraine devenues un Reichsland, c'est à dire une propriété collective des États qui constituent le nouvel empire, sont le ciment qui relie les pièces dont est bâtie l'unité allemande; la complicité dans un tel attentat, en même temps qu'elle réveille les appétits de conquête du Deutschtum, fait taire, en face de l'ennemi héréditaire, les revendications du particularisme germanique.

Bismarck n'a pas confiance en la solidité de son œuvre d'unification : contre les tendances autonomistes des princes, il fait appel au suffrage universel, expression de la volonté des peuples. Longtemps après, il écrit dans ses *Pensées et souvenirs* (I, p. 366) :

Si l'on supposait un état dans lequel toutes les dynasties allemandes seraient brusquement supprimées, il n'est pas probable que le sentiment national allemand, dans les conflits de la politique européenne, serait assez fort pour retenir tous les Allemands unis en corps de nation, fût-ce sous la forme d'une fédération de villes hanséatiques ou de bourgs d'empire.

L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE FRANCFORT

Le traité signé et ratifié, il reste à l'exécuter. C'est l'occasion, pour le gouvernement français, de prouver sa loyauté ; il a signé la paix, il pratique une politique de paix. Thiers, — c'est le grand mérite dont la postérité lui reste reconnaissante, — reconstitue les forces de la France et lui fait reprendre son rang en Europe. Il anticipe le paiement des indemnités de guerre afin de hâter la libération du territoire ; ses appels au crédit obtiennent le plus franc succès. Une loi militaire organise une armée animée des plus purs sentiments de patriotisme et d'abnégation. Sa politique est résolument pacifique. Il a le sentiment profond que préparer une guerre de « revanche » serait un jeu très dangereux. L'idée de « revanche », geste naturel de riposte en face des abus de la force, a ému le cœur des Français ; elle n'a jamais été, elle ne pouvait pas être, le programme d'un homme d'État. Thiers a défini son point de vue dans une entrevue avec l'ambassadeur d'Allemagne Harry d'Arnim. Après avoir affirmé sa volonté pacifique, il continue :

Après bien des années, quand la France aura retrouvé ses forces, sa tendance prédominante devrait être nécessairement de chercher une compensation pour les pertes subies et si, un jour, l'Allemagne devait être entraînée dans des embarras avec d'autres puissances, le moment serait venu de régler ses comptes, mais cela ne voudrait pas dire que, dans un pareil cas, la France devrait se lever contre l'Allemagne. Il ne serait pas impossible d'envisager que l'Allemagne, alors, serait disposée à acheter l'alliance française par des compensations qui pourraient rendre une guerre inutile (1).

C'est déjà la « justice immanente » de Gambetta. C'est le plus prévoyant et le plus sage des programmes politiques ; il a été celui de tous les gouvernements qui se sont succédé en France. Thiers choisit pour représenter au dehors la France vaincue mais pacifique, digne et fière, mettant toute sa bonne volonté à exécuter loyalement le traité, une pléiade d'ambassadeurs remarquables qui, portant des noms chargés de la gloire de la vieille France, obtiennent plus aisément, dans l'infortune, le respect

(1) *Le Procès d'Arnim*, Plon, 1875. — René PINON, *France et Allemagne, 1870-1913*. (Perrin, 1 vol. in-16).

et les égards, et se trouvent qualifiés pour renouer le fil de l'histoire : c'est le marquis de Gabriac et après lui le vicomte de Gontaut-Biron à Berlin, le marquis d'Harcourt à Vienne puis à Londres, le marquis de Vogüé à Constantinople, et tant d'autres. En même temps que la France se relève, l'Europe se ressaisit. La France est nécessaire à l'équilibre européen ; on s'en aperçoit un peu tard à Londres et à Pétersbourg. Le cabinet de Saint-James comprend que son abstention et la défaite de la France ont entraîné pour lui deux échecs graves : la déclaration russe du 31 octobre et le règlement des affaires de l'Allemagne sans la participation de l'Angleterre. La catastrophe de Napoléon III, qui pourtant avait compromis sa fortune pour garder l'amitié britannique, ne déplut pas à Londres ; mais, bien que d'étroites relations de famille rapprochassent la reine Victoria de l'empereur Guillaume I^{er}, le gouvernement de la Défense nationale et la naissante république, favorablement accueillis, purent reprendre avec le gouvernement anglais l'étude objective des intérêts communs. Thiers cultive assidûment ces bonnes volontés naissantes, mais il s'abstient de choisir entre elles ; il ne cherche ni alliances, ni ententes particulières.

Bismarck assiste avec surprise et non sans dépit à cette renaissance d'une France qu'il sait avoir blessée au cœur, et à cette résurrection d'une Europe dont il sent la muette réprobation. A l'égard de la France il se montre cassant, rogue, sans cesse la menaçant d'une guerre nouvelle : les preuves de vitalité qu'elle donne, le paiement anticipé de l'indemnité de guerre, la reconstitution militaire et économique, tout l'irrite. Le marquis de Gabriac dit en termes très heureux : « Il redoutait le relèvement d'une puissance vaincue et désarmée, mais non soumise, dont la vitalité lui paraissait comme une menace permanente qui était à la fois, pour lui, une excitation et un remords. » De tels procédés étonnent et inquiètent même quelques Allemands ; Manteuffel dit un jour à Saint-Vallier : « Le sentiment public de l'Europe se retournera contre nous, comme autrefois contre Napoléon I^{er}, et je tremble que nous ne finissions par payer chèrement ces violences hautaines inspirées par l'enivrement de la victoire (décembre 1871). » On dirait que Bismarck vise à provoquer la France à quelque acte de désespoir. Déjà, pendant la campagne, par la circulaire du 13 septembre 1870, Bismarck avait dit :

A la suite de la guerre, nous devons nous attendre bientôt à une nouvelle agression de la part de la France et non à une paix durable, quelles que soient d'ailleurs les conditions que nous lui imposions. La France considérera toute paix comme une trêve et nous attaquera de nouveau pour venger sa défaite actuelle aussitôt qu'elle se sentira assez forte, soit avec l'aide d'alliances étrangères.

Il s'agit pour lui de justifier ces prophéties téméraires ; il s'agit surtout d'organiser l'Europe en un syndicat de garantie pour le maintien du traité de Franc-

fort. « Vous avez le cauchemar des coalitions, » lui dit un jour Schouvaloff — « Nécessairement », répond le chancelier, en montrant une carte d'Allemagne. Il redoute une alliance franco-russe. Il craint davantage encore ce qu'il appelle la coalition Kaunitz, celle de 1757 ; il lui semble indiqué que le vaincu de Sedan se rapproche du vaincu de Sadowa ; il se persuade qu'une telle alliance se nouerait facilement sous les auspices du Saint-Siège, surtout si la France redevenait une monarchie avec le comte de Chambord pour roi.

L'offensive violente que le chancelier prend, en 1872, contre les catholiques d'Allemagne et qui est connue dans l'histoire sous le nom de *Culturkampf*, vise un triple but : arrêter les progrès du sentiment national polonais dans les provinces de l'Est, intimider les populations rhénanes parmi lesquelles une France catholique pourrait trouver des sympathies, abaisser l'influence du Saint-Siège. C'est la France qui est surtout visée. Bismarck dit au prince Orloff, en février 1874 :

La France peut se refaire une armée si elle veut ; il lui faudra bien du temps ; c'est son droit. Elle peut tenter de se créer des alliés, votre pays par exemple, nous n'avons pas à nous y opposer ; nous saurions, dans une telle éventualité, maintenir notre supériorité militaire et modifier notre système d'alliances ; mais il n'y a qu'une chose que nous ne souffririons pas, c'est que la France devint cléricale, qu'elle cherchât à grouper autour d'elle les éléments de cléricalisme qui existent en Allemagne et dans tous les pays d'Europe. Cela constituerait un danger pour nous, pour l'idée même de l'État.

Ce texte, qui n'est pas isolé, est particulièrement significatif. Bismarck comprend que le triomphe de la Prusse, l'établissement en Allemagne de la suprématie du roi Hohenzollern, *summus episcopus* de l'église luthérienne, l'érection d'un empire protestant dans l'Allemagne du Nord, réalisant le rêve de Gustave-Adolphe, sont pour la catholicité une menace et pour la papauté un échec. La réaction naturelle lui semble être une étroite entente entre la France et l'Autriche par l'entremise du Pape ; il est convaincu qu'une telle combinaison, en cas de guerre, trouverait des sympathies actives en Pologne et parmi les catholiques rhénans. Il prend donc l'offensive et tente de briser en Allemagne le catholicisme comme force politique centrifuge. Le *Culturkampf*, dont M. Goyau a écrit une si belle histoire, apparaît ainsi comme un instrument d'unification à l'intérieur et une arme dans la mêlée diplomatique européenne. Il a d'ailleurs échoué. Bismarck a été vaincu dans chacune des luttes qu'il a provoquées contre les consciences religieuses ou nationales ; il a éprouvé la puissance de ces forces morales que lui-même a nommées « impondérables. »

L'EUROPE BISMARCKIENNE

Bismarck étant persuadé, ou jugeant utile de le paraître, que la France ne tarderait pas à attaquer l'Allemagne, applique tout son art à organiser une Europe qui consolide et garantisse le traité de Francfort. Il ne cherche pas la guerre, mais il crée un état de choses qui lui permette, si l'occasion lui en était offerte, d'écraser définitivement la France. Le problème consiste, pour lui, à séparer la France de l'Autriche : il se sert, pour y réussir, de la Hongrie. Le système dualiste, établi par Beust et Deak en 1867, ne laissait aux Slaves aucune place dans le gouvernement de l'empire ; par là, François-Joseph s'était mis à la discrétion des Magyars qui, anti-Slaves par vocation historique et nécessité politique, devaient river la monarchie à l'alliance allemande jusqu'à la mort. Pour les Slaves de l'Europe centrale, la défaite de la France détruisait toute chance d'en appeler d'une telle exclusion ; leurs espoirs se tournent donc vers la Russie panslaviste. Bismarck avait discerné la place que pouvait tenir la Hongrie dans le jeu prussien. Il écrit dans ses *Pensées et Souvenirs* :

« Ce peuple brave et indépendant comprendra qu'il n'est en quelque sorte qu'une île au milieu de la vaste mer des populations slaves et que, étant donnée son infériorité numérique, il ne peut garantir sa sécurité qu'en s'appuyant sur l'élément allemand en Autriche et en Allemagne. » Thiers dit, dans ses *Notes et Souvenirs* : « Bismarck voudrait faire de la Hongrie une sorte d'empire intermédiaire, après avoir pris pour lui toutes les races allemandes. » La Hongrie est le centre du système bismarckien. Afin de détourner de l'Allemagne la politique de Vienne, le comte Andrassy, président du ministère hongrois, se fait l'instrument



M. THIERS (D'après Bonnat).

de la combinaison bismarckienne et de l'entente austro-allemande. Le président du Conseil autrichien, Hohenwarth, cherchait à s'appuyer sur les Slaves et penchait vers le fédéralisme ; le chancelier Beust restait fidèle, du moins en secret, à ses sympathies françaises. Après les victoires de l'Allemagne, ni l'un ni l'autre n'osèrent s'opposer à un rapprochement des deux empereurs qui se rencontrèrent à trois reprises à Ischl, à Gastein et à Salzbourg, dans l'été 1871. Les deux chanceliers eurent des entretiens. Bismarck, présentant l'amorce, indique à l'expansion austro-hongroise la direction de l'Orient ; Beust cherche une garantie « contre les empiètements de la Russie ». L'alliance avec l'Autriche opposera fatalement l'Allemagne à la Russie : la ruine du système bismarckien sortira de là.

Beust s'imaginait avoir séduit Bismarck, mais le rusé Prussien s'était entendu encore mieux avec Andrassy et, peu de temps après, Beust fut tout étonné de se voir remercié par l'empereur et supplanté par le Magyar ; en même temps tombait le ministère Hohenwarth. François-Joseph se tournait décidément contre les Slaves. Bismarck, en même temps, se servait des liens de famille entre Guillaume I^{er} et Alexandre II pour maintenir entre l'Allemagne et la Russie des relations confiantes, du moins en apparence. L'entente des trois empereurs, née après l'entrevue de septembre 1872, n'a jamais revêtu une forme écrite : « elle repose sur les sympathies entre les souverains, » a dit le chancelier autrichien ; mais elle permet à Bismarck d'intimider la France. Avec l'Italie, le chancelier se sert du principe monarchique pour engager Victor-Emmanuel à prendre appui sur l'entente des trois empereurs. La France sert d'épouvantail. Bismarck exploite habilement les sentiments catholiques de l'Assemblée nationale et la pétition des évêques demandant le rétablissement du pouvoir temporel, pour resserrer les liens d'amitié contractés en 1866. Ainsi se prépare la Triple Alliance.

En 1872, la loi militaire française est votée ; le 28 juillet, le succès extraordinaire de l'emprunt national permet de payer à l'Allemagne les trois derniers milliards. Le 15 mars 1873 a été signé, non sans de longues et difficiles négociations, un traité qui règle l'évacuation de la dernière place occupée, Verdun, en échange du paiement anticipé du dernier milliard. L'Assemblée déclare : « Le président de la République a bien mérité de la patrie. » Le 5 septembre, près d'un an avant la date fixée par les traités, la France achève de payer jusqu'au dernier centime la lourde indemnité de guerre. Le 16 septembre, le général de Manteuffel, avec les dernières troupes d'occupation venant de Verdun, franchit la frontière nouvelle à Conflans-Jarny. Bismarck s'était montré jusqu'au bout exigeant et tracassier, Manteuffel généreux et conciliant.

Sous l'impulsion du tenace et clairvoyant chef du gouvernement, la France se relève ; dans toutes les branches de son activité, elle déploie une énergie, une vitalité qui surprennent le vainqueur ; elle reconquiert sa place et son rang en Europe. Déjà, au moment de l'entrevue des trois empereurs, le tsar fait appeler notre ambassadeur à Berlin, Gontaut-Biron, et lui déclare que, s'il avait dû se tramer à Berlin quoi que ce soit contre la France, il n'y serait pas venu. Le prince Gortschakoff lui donne l'assurance que rien n'a été signé entre les souverains et que la France peut se relever en toute sécurité ; il ajoute : « Il faut que la France soit forte et sage ; il faut qu'elle soit forte pour qu'elle puisse jouer dans le monde le rôle qui lui est assigné. »

Le gouvernement de Thiers lègue, après le 24 Mai, à la république naissante, sous la présidence du maréchal de Mac-Mahon, une situation affermie en face d'une Europe qui se ressaisit et se transforme : le besoin d'un équilibre politique mieux établi se développe grâce à la prudence et à la loyauté de la France et par réaction contre l'humeur capricieuse et hautaine de Bismarck. Le chancelier sent autour de lui, en Europe, une opposition d'abord latente mais qui ne craindra pas de se manifester graduellement. Agité, souffrant de névralgies, Bismarck prend ombrage des moindres résistances ; le crédit que Gontaut, par son tact et sa loyauté, a su conquérir à la cour, notamment auprès de l'impératrice Augusta, l'irrite.



LE VICOMTE DE GONTAUT-BIRON
Ambassadeur à Berlin.

Il entend plier l'Allemagne et l'Europe à sa volonté, régenter même les affaires intérieures de la France. Son humeur, autant que ses actes, font comprendre aux cours d'Europe ce que serait l'hégémonie allemande si on lui laissait le champ libre. L'Allemagne victorieuse, loin de désarmer, augmente ses forces militaires. Le *Culturkampf*, par où Bismarck engage la lutte contre la papauté, alarme les puissances catholiques et soulève la réprobation universelle.

En Angleterre, les conservateurs, après le règne prolongé de Gladstone et des libéraux, reviennent au pouvoir, en 1874, avec lord Derby. Une longue période d'effacement à l'extérieur va prendre fin ; sous l'impulsion audacieuse et novatrice d'un juif, Disraeli, la Grande-Bretagne revient à la politique de Palmerston ; elle entre dans les voies de l'impérialisme économique et colonial. Ainsi, peu à peu, l'Europe se ressaisit et s'inquiète des progrès de l'Allemagne prussianisée vers la domination du continent ; elle n'est plus disposée à se laisser dicter la loi par Bismarck.

L'ALARME
DE 1874

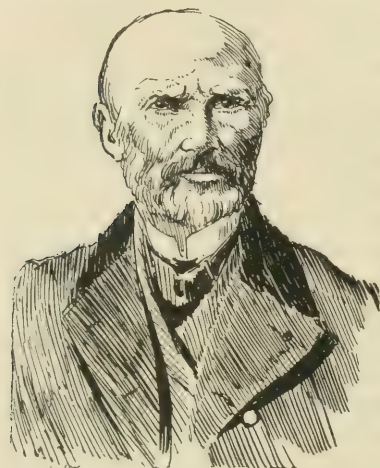
Quelle résistance effective la France et l'Europe peuvent-elles déjà opposer à l'hégémonie allemande ? C'est à propos des évêques français qui, par des mandements, ont témoigné leur sympathie aux évêques allemands emprisonnés par Bismarck, qu'une première crise diplomatique se dessine. En janvier, le chancelier fait appeler Gontaut et, grossissant sa voix, profère des menaces : « On foment la révolte chez nous. Eh bien, nous serons obligés de vous déclarer la guerre avant que le parti clérical, s'emparant du pouvoir, la déclare à l'Allemagne au nom de l'Eglise catholique persécutée. » Le duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, depuis le 26 novembre 1873, dans le cabinet du duc de Broglie, ne se laisse pas intimider ; c'est un homme prudent, mais adroit et ferme ; il donne quelques satisfactions à Bismarck, telles que la suspension de *l'Univers*, mais il guette les bourrasques d'humeur du chancelier et les signes d'impatience de l'Europe. D'Angleterre viennent à Paris des avertissements : « Soyez prudents ; » mais la reine Victoria écrit directement à l'empereur Guillaume et le tsar rassure le général Le Flô, ambassadeur de France : « C'est fini, on s'est calmé. » Du 11 au 25 février, l'empereur François-Joseph fait visite à Pétersbourg. Le tsar déclare : « L'amitié qui unit les trois empereurs et la reine Victoria est la plus sûre garantie de la paix si désirée par tous, si indispensable pour tous. » Et Gortschakoff dit à Gontaut, venu pour quelques jours à Pétersbourg : « On vous a cherché querelle... M. de Bismarck ne pouvait faire la guerre, car il aurait l'opinion morale de l'Europe contre lui. » Ainsi le rapprochement de la Russie et de l'Autriche — dont, depuis 1856, les relations

étaient très froides — préparé par Bismarck, se tourne contre lui. L'entente des trois empereurs freine les dangereux caprices du chancelier, loin de les stimuler. Bismarck profite de l'alarme dont il est l'auteur pour arracher au Reichstag le vote du budget militaire pour sept ans avec un effectif de 400 000 hommes (avril 1874). L'inquiétude redevient très vive au moment où Alexandre II est l'hôte de la reine Victoria (13 mai), puis rencontre à Ems Guillaume I^{er}. De Londres, on fait dire à Paris « qu'il faut redoubler de prudence et de vigilance ». Puis le calme se fait. La crise de 1874 annonce et prépare celle de 1875. Bismarck, une première fois, a tâté l'opinion : il ne l'a pas trouvée favorable.

Pourquoi, en 1875, renouvelle-t-il l'expérience avec plus d'ampleur ? C'est qu'il voit s'amonceler des nuages du côté de l'Orient. L'Allemagne, sans doute, n'y a aucun intérêt direct ; mais n'est-elle pas, sur le continent, la puissance prépondérante ? Et ne se trouvera-t-elle pas, si une crise vient à s'ouvrir, dans l'obligation délicate, redoutée par Bismarck, de choisir entre l'Autriche et la Russie ? Bismarck a dit, en des pages de pénétrante psychologie politique, ses angoisses devant l'option nécessaire. La Prusse doit sa haute fortune au tsar. Lorsque celui-ci viendra réclamer la contre-partie sous la forme de la liberté d'action en Orient et d'une neutralité bienveillante, le nouvel empire fera-t-il la sourde oreille ? D'autre part, l'Allemagne a besoin de l'Autriche-Hongrie. Il faut, pour le moment, tout en la maintenant dans sa forme dualiste qui exclut les Slaves, l'éloigner de l'Allemagne et de la France en la dirigeant vers l'Orient et, pour l'avenir, prévoir l'heure où, réduite à l'état d'une dépendance de la grande Allemagne, elle ouvrira au germanisme le chemin des Balkans et de l'Asie. Cette politique audacieuse, qui ne va à rien moins qu'à une subordination de l'Autriche, commence à se dessiner.

LA CRISE DE 1875 ET Tels sont les soucis de Bismarck au moment où
 L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN le voyage d'Alexandre II à Londres et les avertissements qui arrivent de Vienne annoncent que des événements graves s'élaborent en Orient. Afin de s'y préparer, Bismarck va procéder à une *Kraftprobe*, une épreuve de force. Il monte soigneusement une campagne d'intimidation qui a pour objet d'obliger la France à entrer dans le jeu de la politique allemande ou de mesurer sa capacité de résistance ; telle est la méthode bismarckienne. Le chancelier est engagé à fond dans le *Culturkampf* et sa politique anticatholique fait le vide autour de lui. Il s'en prend au gouvernement belge parce qu'un chaudronnier de ce pays est venu offrir à l'archevêque de Paris de l'assassiner. Il demande avec insistance au gouvernement italien de faire pression sur le pape et sur le conclave, que l'on pres-

sent prochain, et de modifier la loi des garanties. Fautes surprenantes ! C'est la courte période de sa carrière où Bismarck, grisé par le succès, emporté par sa lutte contre le catholicisme, perd le juste sentiment du réel ; il se croit l'homme fort, continuateur de Luther, incarnant la lutte du germanisme contre le latinisme dont Rome conduit la résistance. Le voilà qui déchaîne ses « reptiles ». La *Post* du 9 août publie le fameux article : *la Guerre en perspective* : l'Allemagne ferait la guerre si une alliance se formait entre la France, l'Italie et l'Autriche. La presse stylée



LE GÉNÉRAL LE FLÔ

accuse la France de troubler, avec la complicité des catholiques, la pacifique Allemagne qui se verra obligée de l'écraser par une attaque préventive. Le fin mot de cette machination, à la fois trop grossière et trop subtile, c'est Gontaut qui l'indique, dans sa lettre du 7 mai, à propos de la démarche ambiguë du prince de Hohenlohe, ambassadeur à Paris, auprès du duc Decazes. « Il s'agirait, il me semble, d'une proposition ou d'une éventualité d'entente possible, entre les deux pays, sur certaines questions encore reléguées à cette heure au second rang, telle que la politique en Orient. » Le concours de la France, si une crise s'ouvre en Orient, peut devenir un élément décisif de succès pour qui l'obtiendra.

Mais Bismarck a en face de lui le duc Decazes et la pléiade d'ambassadeurs remarquables choisis par Thiers. Le ministre des Affaires étrangères, éclairé par Gontaut, pénètre les intentions de son adversaire : « Il veut nous faire croire qu'il veut la guerre plus qu'il ne la veut en réalité. » Decazes saisit l'occasion d'alerter l'Europe ; il prend à témoins les puissances des brimades et des tracasseries que la France subit depuis cinq ans et de sa patience. Un tel régime est-il compatible avec l'équilibre européen ? Ne prépare-t-il pas « l'asservissement du vieux monde » ? Le général Le Flô, armé de documents par le maréchal de Mac-Mahon et le duc Decazes, ouvre au tsar son cœur et son dossier. Il recueille, de la propre bouche d'Alexandre II, les plus fermes assurances que la paix ne sera pas troublée, que l'empereur Guillaume ne veut pas la guerre et que toute cette agitation est entretenue par Bismarck pour assurer son pouvoir : « Ne vous alarmez pas, conclut le tsar, et

rassurez votre gouvernement... Les intérêts de nos deux pays sont communs et si, ce que je me refuse à croire, vous étiez sérieusement menacés, vous le sauriez bien vite... Et vous le sauriez par moi. »

Decazes discerne aussitôt tout l'avantage qu'il peut tirer des dispositions favorables de la Russie ; il ne les laisse ignorer ni à Vienne ni à Londres ; il travaille à créer autour de Bismarck une sorte d'isolement moral. Le jeu lui réussit. Schouvaloff, ambassadeur du tsar à Londres, reçoit mission de passer par Berlin et d'éclairer l'empereur Guillaume sur les vues de son souverain. Un concours inattendu vient à la France ; c'est l'article du célèbre correspondant du *Times* à Paris, Blowitz, inspiré par l'ambassadeur allemand lui-même, le prince de Hohenlohe, que les violences de son chef et du parti militaire alarment. La reine Victoria écrit à l'empereur Guillaume et le gouvernement anglais prend des mesures que Bismarck, exaspéré de l'intervention de cette « dame exaltée », qualifie « d'importantes et peu amicales à notre égard ». Et voici enfin que le tsar vient faire à Berlin une visite, depuis longtemps annoncée, qui est, pour lui et pour Gortschakoff, l'occasion d'exprimer fortement, dans leurs entretiens avec l'empereur et avec Bismarck, la volonté pacifique de la Russie. Recevant l'ambassadeur de France, vicomte de Gontaut, pour qui il professe la plus haute estime, Alexandre lui tient un langage dont l'avenir a confirmé l'importance historique : « ...Comptez sur moi et soyez tranquille... J'espère que nos relations seront de plus en plus cordiales ; nous avons des intérêts communs, nous devons rester amis. » Le 14 mai, Gortschakoff lance à tous les agents russes en Europe un télégramme *en clair* leur notifiant que le maintien de la paix est assuré. Quelque temps après, lord Derby parle des « représentations » que la Russie a faites à Berlin et que l'Angleterre a soutenues.

Bismarck ronge son frein ; il fait dire par ses journaux que ses relations avec la France n'ont jamais été « plus amicales et plus pacifiques ». Mais il conçoit, à l'égard de Gortschakoff et de la Russie, une rancune dont les effets s'épanouiront au congrès de Berlin. Le duc Decazes, admirablement servi par ses ambassadeurs, a mené ces négociations avec un sens diplomatique et une finesse de jugement remarquables ; il sait contenir les expressions d'une satisfaction justifiée qui s'épanche dans sa correspondance privée : « C'est la résurrection de l'Europe, » écrit-il à Gontaut. Dans sa concision, ce mot traduit parfaitement l'importance de la crise de 1875. Bismarck a voulu un triomphe trop complet, une Europe où l'Allemagne ne trouverait plus de résistance ; mais ses procédés envers la France ont fait sentir aux nations et aux souverains ce que serait la suprématie allemande s'ils la laissaient s'établir. Équilibre européen ou hégémonie germanique ? C'est l'alternative que

Decazes pose au bon moment devant les puissances, comme Rouvier la posera, en 1906, devant la conférence d'Algésiras. L'Europe répond : équilibre. « Si Bismarck a voulu tâter l'opinion, dit lord Derby au chargé d'affaires de France, Gavard, il a sa réponse maintenant. » La France est rentrée dans le concert européen, le « blocus moral » que Bismarck a voulu établir autour d'elle est levé. « L'Europe s'est réveillée à la voix de la Russie », écrit Decazes au général Le Flô ; ne pourrait-on pas tirer parti de ce premier succès ? Le ministre mande au marquis d'Harcourt qui, de Vienne, vient d'être accrédité à Londres :

Vous aurez, à Londres, un grand parti à tirer de cette première affirmation de vaillance de la part de l'Angleterre. Je persiste à moins compter sur elle que sur la Russie, mais je n'ai pas cessé d'espérer, entre ces deux puissances, un rapprochement qui nous permet de marcher avec elles sans choisir entre elles, il me semble que l'événement est en train de me donner raison (1).

Il est difficile de voir plus loin et plus juste : parmi les trop nombreux ministres qui ont dirigé les Affaires étrangères entre les deux guerres, le duc Decazes a été l'un de ceux qui ont déployé les plus belles qualités du diplomate : finesse, prudence, initiative.

Bismarck a compris son erreur. La crise de 1875 devient pour lui une expérience profitable ; il met au point sa méthode et corrige ses procédés. Le relèvement de la France est désormais accepté comme un fait ; elle a repris son rang de grande puissance. La résurrection de l'Europe apprend à l'Allemagne que, toute victorieuse qu'elle soit, il lui faut s'accommoder d'une politique d'équilibre et renoncer à régenter les autres États. La tactique du chancelier à l'égard de la France se modifie. Au congrès de Berlin, il adoucira pour ses représentants ce francement de sourcils qui fait trembler l'Europe. De temps en temps, lorsqu'il aura besoin de stimuler son Parlement, on le verra encore recourir à des procédés brutaux ou déchaîner des campagnes de presse ; c'est ainsi que l'affaire Schnöbelé, en 1887, eut pour objet d'obtenir du Reichstag le vote d'un nouveau septennat militaire. Mais l'heure des brimades systématiques est passée ; Bismarck semble même parfois chercher les conditions d'un rapprochement. Il a compris le tort que lui ont fait, dans l'opinion européenne, ses violences à l'égard des catholiques ; il se reconnaît vaincu par la force morale de l'Église et par la tactique parlementaire du Centre catholique et de son chef, le Hanovrien Windthorst. En France, après le 16 Mai 1877 et l'accession au pouvoir du parti républicain, c'est une politique « anticléricale » qui prévaut.

(1) Cité par M. Gabriel HANOTAUX : *Histoire de la France contemporaine*, t. III, p. 282. Son récit de la crise de 1875 est définitif.

Le ministre des Affaires étrangères qui succède à Decazes est un protestant, Waddington. Gontaut, à l'activité intelligente duquel, non sans quelque raison, Bismarck attribuait son échec de 1875, est remplacé par Saint-Vallier. Dès lors qu'il ne redoute plus que la France se mette à la tête d'un système d'alliance catholique, Bismarck est plus enclin à la paix avec le Centre allemand. Pie IX meurt le 7 février 1878, un mois après Victor-Emmanuel, non sans avoir protesté contre le titre de roi d'Italie que prend Humbert I^{er}. Le cardinal Joachim Pecci, sous le nom de Léon XIII, est l'élu du conclave ; Bismarck, qui s'était vanté de n'aller jamais à Canossa, négocie la paix ; un accord intervient : les « lois de mai » tombent en désuétude. C'est désormais à une organisation de l'équilibre européen en faveur de l'Allemagne que le chancelier applique son génie diplomatique. Cet ordre nouveau va sortir de la crise orientale.

**L A FRANCE ET LA QUESTION D'ORIENT.
LE CONGRÈS DE BERLIN**

A plusieurs reprises, au congrès de Vienne d'abord, puis sous Charles X, enfin sous la présidence et durant le règne de Louis-Napoléon, la France a manqué l'occasion de conclure avec l'empire des tsars une alliance qui aurait fondé en Europe l'équilibre et la paix. Mais l'Angleterre a mis en œuvre tous ses moyens d'action afin de prévenir une telle conjonction. La France et la Russie étaient séparées par les sympathies que l'infortune de la Pologne trouvait chez nous dans toutes les classes de la société. Les libéraux et les bonapartistes, fidèles à la tradition de la Révolution, se représentaient la Russie comme l'ennemie de toute liberté en Europe : « républicaine ou cosaque », avait dit l'homme de Sainte-Hélène. Même en 1870 les républicains restaient imbus de ces défiances ; elles ont gêné Thiers au cours de sa mission à Pétersbourg. Après la mutilation de la France, les questions diplomatiques apparurent sous un autre angle. Et voici que la crise de 1875 montrait Bismarck lui-même obligé de compter avec le tsar. Les hommes d'expérience et de haute tradition qui dirigeaient la politique de la France mutilée étaient guéris des générosités téméraires ; nos intérêts directs, même en Orient, n'étaient pas en opposition avec ceux de la Russie ; la question polonaise avait cessé d'être aiguë ; d'ailleurs n'était-ce pas travailler pour les Polonais que de dissocier la Russie d'avec la Prusse et l'Autriche ?

La question d'Orient, ouverte à nouveau, va créer en Europe de nouvelles circonstances qui pourront laisser plus de jeu à une diplomatie avisée. Que fera la France ? Dès le 15 janvier 1875, Gortschakoff interroge le général Le Flô. Après la crise de mai, il pose plus nettement la question. Le 13 août, après l'heureuse inter-

vention de la Russie, le tsar fait demander directement le concours du gouvernement français pour une démarche commune avec l'Autriche et l'Allemagne à Constantinople. La France peut devenir l'arbitre de la situation ; si elle s'accorde avec la Russie, si elle se range du côté des Slaves, l'Allemagne n'est plus la maîtresse, car Bismarck est engagé ; son choix est fait, il soutiendra l'Autriche, quelque danger qu'il en puisse résulter. Le chargé d'affaires de France en Russie, Laboulaye, écrit le 23 novembre 1875 :

Les intérêts allemands de l'Autriche sont aussi chers à l'Allemagne que ceux de la Prusse... Aux yeux de tout Allemand, tout ce qui est compris dans l'empire d'Autriche est l'héritage de l'Allemagne, et tout ce qui y sera ajouté sera considéré comme une acquisition allemande. La Hongrie est l'avant-garde de l'Allemagne, comme le prince de Hohenzollern en Roumanie est son poste avancé. Dans une guerre contre la Turquie et l'Autriche, la Russie est certaine de trouver l'Allemagne derrière l'Autriche.

L'Angleterre est traditionnellement hostile à tout progrès des Russes vers la Méditerranée. Mais, encore une fois, que fera la France ? A la fin de décembre, le tsar le demande encore au général Le Flô. Il n'est pas question de partage de la Turquie, mais de réformes, de « *statu quo* amélioré ». Le duc Decazes aperçoit les avantages qu'une diplomatie alerte peut faire sortir d'une pareille situation. Cependant la France a-t-elle le droit, dans sa position diminuée, de choisir entre la Russie et l'Angleterre qui, visiblement, est soutenue par Bismarck ? Et d'ailleurs Gortschakoff est exigeant, difficile à satisfaire. Decazes emploie donc ses efforts à maintenir la paix. Une politique plus audacieuse aurait peut-être tenté l'aventure d'une alliance avec la Russie, mais c'eût été courir de gros risques. Déjà l'opposition républicaine s'irritait à l'idée d'un rapprochement avec « les cosaques ». Le tsar n'obtient la liberté de ses mouvements, une liberté relative, surveillée, que moyennant la convention de Reichstadt (15 janvier 1877), c'est-à-dire un partage d'influence entre l'Autriche et la Russie dans les Balkans : à l'Autriche le protectorat de la Bosnie et de l'Herzégovine ; à la Russie la Bessarabie et le protectorat de la Bulgarie. La direction que Vienne se réserve est Salonique, l'objectif de la Russie est Constantinople. Quand l'armée moscovite entre en campagne, Bismarck l'a déjà si adroitement ligotée que sa victoire, qui s'annonce difficile, sera en tout cas vaine et sans profit. Le bénéfice sera pour l'Autriche qui empêchera tout agrandissement important de la Serbie, afin qu'elle ne puisse devenir « le Piémont des Slaves du Sud, » comme disait Andrassy. Bismarck, afin de mieux attirer Alexandre II dans l'impasse, l'incite à la guerre tandis qu'il engage le sultan à la résistance ; il est au fond d'accord avec l'Angleterre et l'Italie. Un diplomate clairvoyant écrit : « La guerre d'Orient n'est, en premier lieu, qu'une guerre entre Russes

et musulmans ; en dernier lieu, elle est la guerre entre le monde russoslave et le monde germanique. »

Durant cette grande crise, d'où est sortie l'Europe avec la physionomie qu'elle a gardée jusqu'en 1914, la France est absente. Les hommes qui avaient si habilement conduit les affaires en 1875 étaient capables de tirer de l'imbroglio oriental les avantages qu'il comportait. La politique française avait la faculté de choisir entre la Russie et l'Allemagne, entre la Russie et l'Angleterre ; elle pouvait aussi ne pas opter, pourvu que sa neutralité fût absolue et la préparât à un rôle d'arbitrage qui, en Orient, était dans sa tradition. Mais l'année 1877 est absorbée par des luttes intérieures : le 16 Mai, les élections du 14 octobre qui amènent pour la première fois une majorité républicaine. Le duc Decazes n'a plus la liberté d'esprit ni la foi en l'avenir nécessaires à de larges conceptions. Les chefs du parti républicain qui s'approche du pouvoir y apportent les préjugés de l'opposition ; il leur manque l'expérience des affaires. Ils penchent, en général, vers une entente avec l'Angleterre. Thiers, durant les derniers mois de sa vie, cherche les voies d'un rapprochement avec l'Allemagne et d'un désarmement. Les influences étrangères se mêlent aux luttes du 16 Mai. En 1877, Crispi, chef du parti libéral anticatholique d'Italie, vient à Paris et ensuite à Berlin. Il craint, pour l'unité mal affirmée, le triomphe des « cléricaux » en France ; il trouve des sympathies parmi les républicains et, à Berlin, il offre à Bismarck l'alliance de l'Italie. Bismarck, avant de faire sa paix avec les catholiques allemands, s'assure que la France ne fera pas une politique catholique. « L'anticléricalisme », qui a été la faiblesse de la politique républicaine, se trouve donc étroitement associé par ses origines à une certaine conception des affaires européennes. Le souvenir des obstacles que « la question romaine » a dressés sous les pas de Napoléon III l'explique partiellement ; l'entente avec les « libéraux » italiens, sur lesquels on nourrissait quelques illusions, faisait partie du programme des gauches. Bismarck laisse dire autour de lui que le seul danger de guerre serait le succès du parti « clérical » en France. Le maréchal de Mac-Mahon et ses ministres vivent sous la menace d'une intervention hostile de l'Allemagne. Comment, dans ces conditions, les luttes intérieures n'auraient-elles pas laissé de profondes blessures ? Le 16 Mai et l'arrivée au pouvoir d'une majorité nouvelle, à l'instant décisif de la guerre d'Orient et à la veille du congrès de Berlin, a eu, toutes proportions gardées, les mêmes inconvénients que le 4 Septembre ; la diplomatie française s'en est trouvée paralysée à un moment critique. L'Exposition universelle de 1878 a, d'autre part, absorbé, à l'instant psychologique, l'attention et les ressources de la France.

**LE CONGRÈS
DE BERLIN**

La guerre commence le 23 avril 1877. Le tsar comptait sur de rapides succès, après lesquels il aurait accepté avec reconnaissance une médiation pacificatrice ; la Turquie, au contraire, espérait tirer meilleur parti d'une guerre longue. Les événements n'offrirent pas l'occasion que le cabinet de Paris n'était d'ailleurs guère disposé à saisir. La France se réserve parce qu'elle croit que Bismarck se réserve. Mais, chez le chancelier, ce n'est qu'une apparence. Quel est, dans cette manœuvre décisive, son objectif et quelle est sa méthode ? En 1866, il a détruit la puissance de l'Autriche et établi la suprématie prussienne en Allemagne ; en 1870, il a vaincu la France et achevé l'unité allemande ; il lui reste, pour exercer sur le continent une hégémonie sans rivale et stabiliser la carte d'Europe telle que l'ont tracée les victoires allemandes, à éliminer la Russie dont l'agrément lui a été nécessaire pour enlever à la France deux provinces et établir l'empire dans la maison de Hohenzollern : il la jettera donc sur les baïonnettes turques. Si elle est vaincue, le problème est résolu, et il se donnera l'air de lui tendre une main secourable ; si elle est victorieuse, elle sera justiciable de l'Europe et, d'avance, la partie est organisée. Andrassy, s'il joue adroitement son rôle de comparse, aura, pour l'empire des Habsbourg, la Bosnie et l'Herzégovine, la route de Salonique. Dès lors qu'il s'agit d'une lutte décisive contre le slavisme, il est naturel qu'un Hongrois apparaisse au premier rang. L'accord est fait avec l'Angleterre : au congrès elle aura ce qui lui importe, le contrôle sur les Détroits et sur Constantinople, les Russes éloignés de la Méditerranée et de la route de Perse. Si c'est nécessaire, les occasions ne manqueront pas de faire sortir la guerre des affaires d'Orient ; l'Autriche aura, dans ce cas, le premier rôle, mais, — Bismarck en a prévenu Schouvaloff, — elle aurait des alliés. L'Allemagne, en 1877 comme en 1914, est solidaire de l'Autriche dans les Balkans.

Après de dramatiques péripéties, l'armée russe est à San-Stefano, aux portes de Constantinople, et le grand-duc Nicolas négocie l'armistice. C'est l'heure de Bismarck : par son discours du 19 février 1878, il éclaire la situation. Puisqu'il s'agit de modifier le traité de Paris de 1856 et la convention de Londres de 1871, l'intervention de l'Europe est nécessaire ; il y aura donc un congrès auquel seront soumis la totalité des articles du traité de San-Stefano. Le cabinet de Pétersbourg y a consenti d'avance, dans une négociation directe avec Londres, moyennant que l'Angleterre se désistât de son opposition à l'annexion de Batoum et Kars à l'empire russe.

Le rôle que Bismarck va jouer en artiste supérieur, la France pouvait l'assumer

soit seule, soit en liaison avec l'Angleterre ou l'Allemagne. L'appréhension d'une intervention française n'a pas cessé, durant les hostilités russo-turques, de hanter les nuits sans sommeil du chancelier ; elle explique ses intrigues avec les partis français et le ton radouci qu'il adopte avec nos diplomates étonnés. Gênés par les événements intérieurs, Decazes, qui reste au ministère des Affaires étrangères jusqu'au 19 novembre 1877, et son successeur Waddington n'osent ni prendre franchement parti, comme le suggérait Thiers, pour l'intégrité de la Turquie, ni offrir leur concours à la Russie, comme le général Le Flô le conseillait. La tendance dominante était de se rapprocher des Anglais, mais on ne savait au juste ni comment, ni dans quelles conditions, ni pour quelles fins.

L'invitation officielle à participer au congrès qui devait se tenir à Berlin sous la présidence du prince Bismarck mettait le gouvernement français en présence d'un cas de conscience politique et national. La personnalité qui signait les invitations n'était pas de celles qui pussent inspirer confiance et sympathie. Des hommes nouveaux arrivaient au pouvoir. Le jeune chef de la majorité républicaine, Gambetta, exerce dès lors sur la politique une action prépondérante. Pour la masse du peuple français, il personnifie la Défense nationale, il est celui qui n'a pas désespéré de la patrie. Ses harangues enflammées, l'ardeur rayonnante de son patriotisme, ont marqué pour la vie toute une génération. Il incarne, pour l'esprit simple du peuple, « la revanche » ; c'est le secret de sa force. Mais, à mesure qu'il s'approche du pouvoir, qu'il prend contact avec les réalités politiques, il mesure mieux ses responsabilités. Il sait que, dans l'entourage de Jules Grévy, on le représente comme l'homme de la guerre, que la presse bismarckienne prédit qu'il mettra le feu à l'Europe. Il ne peut



BISMARCK

(Fragment du tableau de Werner : *Le couronnement de l'empereur Guillaume I^{er}*).

pas apporter à la France ce qu'elle espère de lui : la situation intérieure est trop instable, l'Europe trop défiante, l'Allemagne trop formidable. Ne faudra-t-il pas pratiquer une méthode plus souple, plus « opportuniste » ? Il ne suffit pas à la France de se renfermer dans sa douleur et sa protestation et, puisque les puissances l'ont abandonnée dans sa détresse, de ne se mêler ni à leurs affaires, ni à leurs accords ; la politique a d'autres exigences et la France n'a pas, dans le monde, qu'un seul intérêt. La question se pose sous une forme concrète au moment du congrès de Berlin. L'abstention semblait séduisante : quelle autorité pourraient avoir en Orient les décisions d'un congrès que la France n'aurait pas contresignées ? Mais, d'autre part, le congrès se tiendra, même si la France refuse d'y participer, et alors que deviendront ses intérêts, sa clientèle en Orient, et que penseront ses amis, ceux qui sont intervenus en sa faveur en 1875 ? Ce serait, de gaieté de cœur, préparer l'isolement de la république dans une Europe hostile. L'Italie n'est-elle pas toute prête à s'emparer du rôle historique de la France en Orient et à mettre la main sur la Tunisie ? Spuller et Waddington, entre autres, firent valoir ces arguments auprès de Gambetta. De lui-même, il s'était prononcé : « Le refus serait une lâcheté ou une agression. »

La France ira donc au congrès. Elle y sera représentée par Waddington, ministre des Affaires étrangères, esprit sensé mais de médiocre envergure, Saint-Vallier, ambassadeur distingué qui vient de succéder à Gontaut à Berlin, et Desprez, directeur des Affaires politiques. Avant de notifier son acceptation, le cabinet de Paris formule des réserves : il ne sera parlé au congrès ni de Syrie, ni d'Égypte, ni des Lieux Saints, et les droits particuliers de la France ne seront pas mis en question : réserve prudente, mais qui pouvait aussi devenir gênante et qui d'ailleurs ne fut pas rigoureusement observée. Les plénipotentiaires français avaient pour instructions de voir venir, de ne s'engager avec personne : « les mains libres et les mains nettes. » Position difficile à tenir au milieu du débordement des appétits et des intérêts ; demi-abstention qui pouvait avoir les inconvénients d'une attitude ambiguë. Les prévenances même dont ses plénipotentiaires furent l'objet ne paraissent pas avoir révélé au gouvernement de la république les avantages de sa position et les possibilités de manœuvre qu'elle comportait.

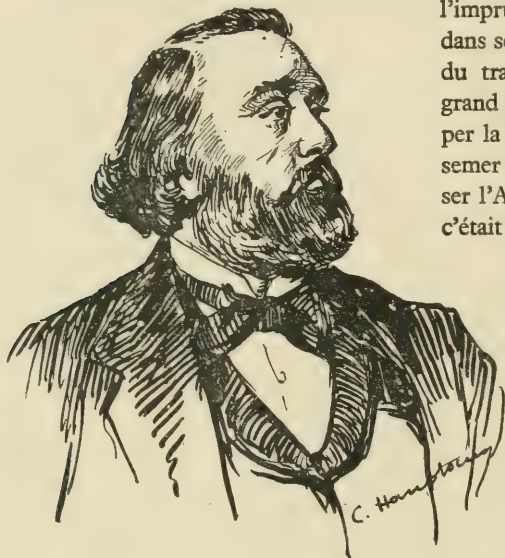
Bismarck voyait plus clair. C'est au moment où le congrès va s'ouvrir qu'il charge Henckel de Donnersmarck, le richissime époux de la Païva, qui reçoit, à son hôtel des Champs-Élysées, le Paris politique et lettré, d'amener Gambetta à une entrevue avec lui à Varzin. Gambetta y consentit ; il s'en promettait d'heureux résultats pour la paix européenne par un rapprochement avec l'Allemagne ; il avait lu,

avec une satisfaction dont on a peine à s'expliquer le motif, le discours du « monstre » du 19 février et il croyait y découvrir une entrée de jeu diplomatique pour la France et ce qu'il appelait « l'aurore radieuse du droit ». L'entrevue était fixée au 30 avril. Au dernier moment Gambetta, averti par ses amis qu'il risquerait sa popularité, se dérobe.

Le rôle des plénipotentiaires français à Berlin reste donc de second plan : ils jouent avec distinction les utilités ; écoutés avec déférence lorsqu'ils se mêlent au débat, mais laissés en dehors des grandes affaires, ils s'appliquent surtout à rester en liaison avec Disraeli et les Anglais ; ils interviennent en faveur des petits États, notamment de la Grèce. Par l'article 62, « les droits acquis à la France sont expressément réservés et il est entendu qu'aucune atteinte ne saurait être portée au *statu quo* dans les Lieux Saints ». Ainsi est constatée et consacrée la situation exceptionnelle que crée à la France le « protectorat » des catholiques dans l'empire ottoman ; l'œuvre commencée, au temps de François I^{er}, par Jean de La Forest et inscrite dans les Capitulations se trouve internationalement confirmée. L'Angleterre, au congrès, reste fidèle à son personnage historique de protectrice de l'empire ottoman ; la France l'appuie. Quand Disraeli eut signé avec les Turcs la convention du 4 juin 1878 qui assignait l'île de Chypre à l'Angleterre, ainsi que lui-même l'avait prophétisé dans un de ses romans de jeunesse, les plénipotentiaires britanniques se sentirent quelque peu gênés, et lord Salisbury, abordant Waddington, lui dit à brûle-pourpoint : « Vous ne pouvez pas laisser Carthage aux mains des barbares. Faites là-bas ce qui vous paraîtra bon ; ce n'est point notre affaire. » Bismarck, mis au courant, donne son adhésion. Lui, naturellement, avait un autre objectif que de faire plaisir à la France ; il cherchait à la brouiller avec l'Italie. Le maréchal de Mac-Mahon ne s'y trompa point : « Ah ! ils veulent nous f... l'Italie sur le dos maintenant, s'écria-t-il. Je ne veux plus qu'on nous jette dans une nouvelle querelle. Je ne veux pas, entendez-vous bien. » Pourtant, à la réflexion, le congrès terminé, le gouvernement se décida à demander acte à lord Salisbury de ces propos qui furent confirmés. C'était une pierre d'attente. Bismarck, d'autre part, incitait l'Angleterre à s'établir en Égypte ; il sentait bien que, par là, il la mettrait en opposition durable avec la France. Le chancelier, vieilli et un peu las, parut satisfait de son œuvre. Disraeli rentra à Londres, rapportant « la paix avec l'honneur ». Tous se congratulaient. En fait, l'œuvre du congrès de Berlin fut néfaste à l'Europe. Née dans l'intrigue, nourrie dans la fourbe, elle trompa tout le monde, y compris ceux qui se félicitaient de l'avoir menée à bonne fin.

Disraeli, en offrant la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche, a mis sous la stabilité européenne le tonneau de poudre qui devait la faire sauter un jour. Quant à Bismarck, en subordonnant la politique de Berlin à celle de Vienne, il lâchait les rênes des grandes affaires européennes et les confiait imprudemment aux Habsbourg.

Telles sont les lignes générales de la nouvelle politique imposée à l'Europe par



LÉON GAMBETTA, par Bonnat.

l'imprudence d'un homme d'État, isolé dans son orgueil. Les complications nées du traité de Berlin se multiplient au grand dam de la paix européenne. Couper la Bulgarie en trois tronçons, c'était semer pour l'avenir des difficultés. Pousser l'Autriche sur la route de Salonique, c'était organiser la rivalité austro-russe

et préparer un différend austro-italien à propos de l'Adriatique. Entre l'Autriche et la Russie, Bismarck a opté; sa volonté allemande refoule le slavisme, en même temps qu'elle protège l'empire des Habsbourg sous sa forme germanique et magyare. Devant l'Allemagne s'ouvre la perspective de l'empire ottoman à exploiter et à coloniser. Aucune nation sur le continent ne

pourra désormais entrer en balance avec la puissance allemande. Mais la même main qui construit ce savant édifice en prépare aussi la ruine, car la sagesse humaine est toujours courte et toute action appelle une réaction. La Triple-Alliance est sortie du congrès de Berlin, mais aussi l'alliance franco-russe et, en définitive, la Triple-Entente, avec, pour aliment à l'antagonisme des deux groupes, les insolubles difficultés balkaniques. L'Angleterre s'aperçoit trop tard que, pour arrêter les Russes, elle a introduit en Turquie une Allemagne autrement redoutable. Le congrès de Berlin apparaît, dans le recul de l'histoire, comme l'apogée de l'empire allemand et l'origine des fautes qui l'ont conduit à sa perte.

LA POLITIQUE OPPORTUNISTE Le traité de Berlin marque le moment où l'Europe étonnée voit la France sortir de son recueillement, rentrer dans la politique efficace et bientôt se hasarder à l'expansion au dehors. Naturellement, nos hommes d'État hésitent encore sur les voies à suivre. Dans l'entourage du président Grévy, qui succède au maréchal de Mac-Mahon le 30 janvier 1879, on nourrit des sympathies académiques pour une entente avec l'Angleterre. Gambetta et ses amis, tout en s'y prêtant, penchent vers une politique de réserve et d'attente avec, pour la première fois, des vues ouvertes du côté de la Russie. La revendication de l'Alsace-Lorraine ne peut pas devenir le programme d'une politique de raison et de paix ; le mot de Gambetta : « N'en parlons jamais, pensons-y toujours, » exprime une vérité de fait qui s'impose à tout gouvernement. L'attitude que conseille Gambetta à l'égard de l'Allemagne, il l'a indiquée dans ses discours de Cherbourg et de Ménilmontant (10 août 1880-13 août 1881) : dignité et fermeté, mains libres et mains nettes ; ne choisir personne dans le concert européen, rester bien avec tout le monde, « considérer la France non pas comme isolée mais comme parfaitement détachée des sollicitations téméraires ou jalouses. » Pour le futur : « les grandes réparations peuvent sortir du droit, l'avenir n'est interdit à personne... Si nos cœurs battent, c'est pour savoir s'il y a, dans les choses d'ici-bas, une justice immanente qui vient à son jour et à son heure. » Ainsi la France ne cherchera pas à recouvrer, par une guerre, les provinces qui lui ont été ravies, mais elle ne renonce pas à sa protestation et elle attend du temps et de circonstances imprévisibles la réparation de l'injustice. Elle ne recherchera pas l'amitié de l'Allemagne ; mais elle n'affectera nulle bouderie ; elle n'évitera pas systématiquement l'occasion de se trouver d'accord avec elle sur un point de l'échiquier politique, de faire avec elle des arrangements utiles sur un pied d'égalité avec avantages équivalents : ce n'est pas l'attitude d'un peuple humilié, c'est celle d'un pays conscient de sa valeur et de son droit et qui a besoin de quelques années pour refaire la plénitude de sa force. Telle est la méthode préconisée par Gambetta et, avant lui, par Thiers, et que suivirent les gouvernements qui se succédèrent en France jusqu'à l'époque où les circonstances amenèrent la conclusion de l'alliance avec la Russie ; il faut l'appeler d'un nom auquel on a attaché sans raison un sens péjoratif : la méthode opportuniste. Elle série les questions ; elle est raisonnable et pratique ; « l'opportunisme est une perpétuelle transaction », a écrit M. Hanotaux : transaction entre les témérités d'une politique de « revanche » qu'une partie de l'opinion demande, et les faiblesses d'une politique d'abdication ; elle réserve le présent et prépare l'avenir.

LA TRIPLE-ALLIANCE Bismarck, après le congrès de Berlin, organise l'Europe afin que, sous les dehors d'un système d'équilibre, soit en réalité consolidé le résultat territorial des victoires de la Prusse : l'Allemagne unifiée sous l'hégémonie prussienne et la dynastie des Hohenzollern, l'unité du nouvel empire cimentée par la possession en commun de l'Alsace-Lorraine, la Russie supplantée dans les Balkans par l'Autriche, arrêtée dans son expansion historique par la Roumanie et la Bulgarie, les Slaves émiettés et réduits à l'impuissance, l'Orient ouvert à l'expansion germanique, Rome capitale de l'Italie. Telle est l'Europe de la Triple-Alliance.

Bismarck, en 1877, a choisi entre l'Autriche et la Russie : s'il tient Vienne, la « coalition Kaunitz » qu'il redoute devient impossible ; la combinaison « horizontale », Pétersbourg, Vienne, Paris, est coupée en son milieu. Bismarck réalise à son profit la combinaison « verticale » : Berlin, Vienne, Rome. L'origine de la Triple-Alliance est le traité du 7 octobre 1879 conclu avec Andrassy. Le caractère des engagements de l'Autriche-Hongrie nous est maintenant bien connu par la publication de A.-F. Pribram : *les Traités politiques secrets de l'Autriche*. L'Autriche ne s'oblige pas à aider l'Allemagne contre la France ; elle n'est tenue de l'assister que dans le cas où elle serait attaquée par la Russie. L'Allemagne lui donne sa garantie dans le même cas. Le 20 mai 1882, la Triple-Alliance est complétée par l'adhésion de l'Italie ; Crispi était venu s'offrir dès 1877 et avait été dédaigné, il est accueilli en 1882. Le caractère du traité est défensif ; il sera renouvelé en mars 1887, juin 1891, juin 1902, novembre 1912.

Après le congrès de Berlin, l'irritation d'Alexandre II s'est exhalée par une lettre très vive à son oncle, l'empereur Guillaume I^{er} : « Votre chancelier a oublié ses engagements de 1870. » Mais la France républicaine n'inspire pas confiance au tsar ; elle n'a pas paru s'apercevoir, en 1875, que l'alliance de la Russie s'offrait à elle et, au congrès de Berlin, elle a manqué l'occasion de lui tendre la main. Bismarck se sert adroitement des sentiments de famille du tsar ; il le trouble par la crainte des révolutionnaires ; il parvient à lui faire signer, le 14 septembre 1884, la convention que l'on a appelée la contre-assurance de Skiernewice, qui stipule une neutralité bienveillante entre la Russie d'une part, l'Allemagne et l'Autriche de l'autre, pour le cas où l'un des deux groupes serait attaqué par une autre puissance. La Russie garantit ainsi un traité dirigé contre elle-même : c'est un comble d'audace, mais une dangereuse finesse diplomatique. En 1887 encore, profitant du séjour du nouveau tsar, Alexandre III, à Berlin, Bismarck obtient une confirmation, pour quatre années, du traité de contre-assurance. Quelques

jours après, il fait publier le texte du traité de la Triple-Alliance. Cette fois la mesure était comble. Le tsar comprend et il ne tarde pas à tirer les conséquences.

Cependant, longtemps encore, la France reste sans appui déclaré en Europe. L'Espagne penche vers l'Allemagne. La reine Victoria et lord Salisbury prolongent avec Guillaume I^{er} et Bismarck l'intimité nouée au congrès de Berlin.

L'EXPANSION COLONIALE L'Europe entre dans une ère d'expansion coloniale. Une fièvre prodigieuse s'empare des nations industrielles et commerçantes ; elles s'élancent au partage des terres dont la vie économique et morale n'a pas encore été transformée au contact de la civilisation européenne. L'Angleterre, en quête de débouchés pour la production de ses manufactures, de matières premières pour son industrie, de terres pour ses émigrants, donne le signal et s'attribue les plus beaux morceaux ; la Belgique, avec Léopold II, obtient le Congo, et, à partir de 1884, l'Allemagne elle-même suit le mouvement. Que va faire la France ? Dans l'isolement diplomatique où elle est confinée, toute activité extérieure peut devenir un danger pour elle. Mais, si elle renonce à prendre sa part dans cette expansion de la civilisation européenne, elle se trouvera définitivement exclue de cette Afrique où elle possède déjà les éléments d'un empire, de cette Asie, source d'inépuisables richesses, où elle compte des amis, des protégés, des clients.

La France n'est pas née d'hier ; elle possède, sur de nombreux points du globe, des établissements coloniaux, îles ou comptoirs qui peuvent servir de base à une pénétration à l'intérieur des continents. C'est d'abord quelques vestiges de son ancienne splendeur coloniale, échappés aux guerres de Louis XV et du premier empire : deux Antilles, la Guyane, les cinq comptoirs de l'Inde, Saint-Louis du Sénégal d'où, en 1823, René Caillié a retrouvé Tombouctou. Le gouvernement de la Restauration, surtout ceux de Louis-Philippe et de Napoléon III n'ont pas négligé les colonies ; Charles X a conquis Alger, la monarchie de Juillet a largement étendu l'occupation de l'Algérie et s'est établie à Tahiti, aux Comores, le second empire a pris possession de la Nouvelle-Calédonie. Faïdherbe organise et élargit le Sénégal, soumet les tribus maures, remonte la rivièr. Napoléon III fait rayonner la puissance française dans la Méditerranée : par la soumission de la Kabylie et la pénétration dans le Sud, au delà de l'Atlas, la conquête de l'Algérie est achevée et la colonisation s'y développe. L'expédition de 1860, au Liban, affirme la protection française sur les catholiques de Syrie et sauvegarde cette nation des Maronites qui,

déjà au temps de saint Louis, se réclamait de la France. Enfin le canal de Suez, conception française de Ferdinand de Lesseps, réalisation franco-égyptienne, manifeste la puissance industrielle et le génie civilisateur de la France. L'inauguration du canal par l'impératrice Eugénie et le khédive Saïd Pacha, en 1869, est une date importante dans l'histoire de l'expansion française.

Si la France ne revendique pas sa place dans le mouvement prodigieux d'expansion qui lance les peuples européens à la conquête du globe, elle subira une diminution relative de son importance politique et économique ; elle abandonnera les peuples qui ont mis en elle leurs espérances ; elle fermera devant elle les routes de l'avenir. Mais, si elle se lance dans la politique coloniale, avec quelle prudence ne devra-t-elle pas manœuvrer ? Si elle affaiblit la garde de ses frontières continentales, elle court le risque d'être rappelée à la réalité créée par le traité de Francfort. Elle ne peut s'engager en Asie ou en Afrique que si elle est certaine de n'être ni attaquée, ni menacée sur le continent, c'est-à-dire si elle est assurée de la neutralité bienveillante de l'Allemagne. Eugène Étienne, l'un des plus fervents initiateurs du mouvement colonial, a écrit, à propos du rôle de Gambetta, une phrase qui est à retenir :

Il ne voyait aucune antinomie entre une politique continentale avisée et une politique coloniale active, à l'expresse condition que la seconde, livrée à elle-même et à ses propres entraînements, ne risquât point de s'émanciper au point de gêner, voire de contrarier, les libres mouvements de la première.

La France, dans son expansion, va se heurter à l'opposition tenace, hautaine, de l'Angleterre ; elle ne peut conduire de front une politique continentale qui risque de se heurter à l'Allemagne et une expansion coloniale qui la mette en opposition avec l'empire britannique. Tout l'art va consister à mener la campagne coloniale sans compromettre la situation de la France en Europe et sans s'exposer à subir une pression sur la frontière de l'Est. C'est la tactique à la fois audacieuse et prudente qu'ont adoptée les hommes d'État qui ont dirigé la politique française de 1882 à 1898, particulièrement Jules Ferry et M. Hanotaux. Cette méthode diplomatique n'implique aucune concession humiliante à l'Allemagne, mais seulement, « de cas en cas », des négociations avec elle au même titre qu'avec d'autres puissances. Ayant réalisé en Europe l'objet de ses ambitions, Bismarck a intérêt à ménager la France et à dériver son activité vers les opérations coloniales. Une politique d'expansion, dans ces conditions délicates, était une entreprise ardue qui exigeait un tact diplomatique de tous les instants ; la France devait éviter que les litiges coloniaux avec l'Angleterre alassent jusqu'à une

rupture, et prévenir toute complication qui l'eût mise à la merci de l'Allemagne ; c'est pourquoi souvent, lorsque des difficultés sérieuses s'élevèrent avec la Grande-Bretagne, il fallut manœuvrer au plus près et prendre le vent pour négocier.

Au Parlement et dans le pays, cette manœuvre, d'apparence hésitante, prête le flanc à la polémique des partis : la politique extérieure est l'occasion de la plus vive opposition de la part des conservateurs et des républicains radicaux. Les uns et les autres, par un singulier rapprochement, se trouvent d'accord pour prêcher l'abstention. Du côté droit, le duc de Broglie, avec son éloquence tenace et prenante, sa dialectique serrée, combat toute politique qui disperserait les forces de la France et l'affaiblirait en face d'une Allemagne concentrée sur elle-même, formidablement armée, alliée de l'Autriche et de l'Italie ; il appréhende que la politique coloniale ne fasse naître des conflits avec l'Angleterre dont l'alliance serait précieuse sur le continent. « Ces entreprises détournent l'imagination de la France de ce qu'elle a perdu pour la reporter vers de nouveaux sujets d'ambition. » Seul, parmi les conservateurs, se prononce fermement en sens contraire l'évêque d'Angers, l'Alsacien Freppel, appuyant la politique d'expansion coloniale. Avec plus d'âpreté et de violence, les républicains d'extrême gauche adressent aux gouvernements modérés des critiques analogues ; ils préconisent une entente avec l'Angleterre et l'Italie : politique souvent tentée, toujours décevante. L'argumentation du chef le plus ardent du parti radical, M. Clemenceau, peut se résumer par ces quelques mots qui terminent le véhément discours du 29 juillet 1882 qui fit décider que la France n'interviendrait pas en Égypte : « L'Europe est couverte de soldats. Tout le monde attend. Les puissances réservent leur liberté pour l'avenir ; réservons la liberté de la France. » Les hommes d'État qui eurent le courage de poursuivre la politique d'expansion coloniale, malgré tant de difficultés, en dépit d'une opposition parlementaire inspirée par un patriotisme sincère mais étroit, ont mérité la reconnaissance nationale. Ils n'ont pas perdu de vue « la



LE GÉNÉRAL FAIDHERBE

ligne bleue des Vosges », mais ils ne se sont pas hypnotisés sur elle. Ils ont éprouvé des échecs, en Égypte par exemple, mais ils ont ajouté, à la patrie mutilée, un vaste et riche empire colonial ; ils ont réhabitué le pays à la victoire et à la gloire, permis à de magnifiques initiatives de se révéler, préparé cette phalange d'illustres soldats coloniaux qui ont plus tard fait si grande figure dans la guerre européenne.

L A TUNISIE ET L'ÉGYPTÉ Le cas de conscience politique se posa devant le gouvernement français, avec une singulière acuité, dans la Méditerranée, en Tunisie d'abord, en Égypte ensuite ; l'issue, dans les deux cas, fut différente. Après le congrès de Berlin et cette sorte de blanc-seing que la diplomatie française en rapporta sans l'avoir cherché, la question tunisienne se trouva posée. Les tentatives de l'Italie d'une part, les incursions des tribus de la frontière (Kroumirs) en Algérie de l'autre, obligèrent le gouvernement français à intervenir s'il ne voulait pas laisser s'établir, à côté de la province de Constantine, une domination étrangère et hostile ; une expédition rapidement conduite obligea le bey de Tunis à signer le traité du Bardo (ou de Kassar-Saïd) qui établissait le protectorat de la France sur la Régence (12 mai 1881). La république inaugurait par là une forme nouvelle de gouvernement tutélaire qui, tout en laissant subsister l'administration indigène et en ménageant les habitudes et les mœurs des habitants, assure à la puissance protectrice tout l'essentiel de la souveraineté, c'est-à-dire les relations avec l'étranger et la force militaire. Après le créateur, Roustan, un grand administrateur qui allait se révéler grand diplomate, Paul Cambon, développa cette formule neuve et en fit un instrument souple et simple qui a heureusement fait ses preuves pour le plus grand bien des populations tunisiennes et de la France. L'inconvénient du système, c'est qu'il laisse subsister dans leur intégralité les traités conclus par l'État protégé avec les puissances étrangères ; il fallut, quelques années après l'établissement du protectorat, toute une campagne diplomatique pour affranchir la Régence de ces hypothèques juridiques et économiques. L'établissement de la puissance française à Carthage et à Bizerte, dans cette position centrale qui commande, à leur point de jonction, les deux bassins de la Méditerranée, en face de la Sicile et de Malte, offrait un avantage capital, non seulement pour la France, mais pour l'équilibre méditerranéen. Le succès des soldats de la république sur cette terre où saint Louis était mort, où Charles-Quint avait échoué, faisait, pour la première fois depuis nos défaites, résonner le canon français et accroissait le territoire national ; il éveilla, malgré le dénigrement systématique de l'opposition, un joyeux écho dans le pays ;

la victoire revenait à nos drapeaux. Le jour de la signature du traité du Bardo, Gambetta disait : « La France a repris son rang de grande puissance. »

D'autant plus vive fut, l'année suivante, la déception dans l'affaire d'Égypte. Il s'agissait là d'une terre riche entre toutes où, sous la monarchie et surtout depuis l'expédition de Bonaparte et l'engouement national pour Méhémet Ali, la France avait prodigué les trésors de son intelligence, de son énergie créatrice et, sous toutes ses formes bienfaisantes, de sa civilisation : saint Louis et Bonaparte, Champollion et Lesseps. Depuis l'ouverture du canal de Suez, la Méditerranée, cessant d'être une impasse, devenait la grande route maritime des Indes et de la Chine : une grande révolution économique et politique était accomplie. L'Angleterre trembla que l'accès des Indes ne restât dans la dépendance d'une admirable réalisation franco-égyptienne dont elle avait tout fait pour empêcher le succès. L'Amirauté entendait que le canal passât sous le contrôle de la puissance maîtresse des mers.

L'occasion se présenta en 1875 de prendre une première hypothèque : le khédive Ismaïl, endetté, offrit au gouvernement français de lui vendre les cent soixante-seize mille actions souscrites par l'Égypte ; le cabinet de Broglie (1873) refusa ; en novembre 1875 le ministère anglais les acheta secrètement au prix de 100 millions de francs ; il acquérait ainsi un droit de regard sur la gestion du canal. Un contrôle financier anglo-français fut organisé sur l'Égypte, autant dans l'intérêt de ses créanciers que dans le sien propre ; un ministre remarquable, Nubar pacha, s'employait sans succès à calmer les susceptibilités du nationalisme égyptien. A l'automne 1881, une insurrection patriotique et xénophobe éclata sous la direction du colonel Arabi bey. Une intervention européenne devenait nécessaire ; Gambetta, ministre des Affaires étrangères, considérait l'affaire d'Égypte comme l'école d'application de l'amitié franco-anglaise et proposait une intervention collective que les conseils de Bismarck à Londres firent échouer : la chute du « grand ministère » fut la conséquence de cette déception. L'Allemagne ne voulait pas d'une entente franco-anglaise et l'Angleterre, de son côté, attendait l'occasion d'agir seule en Égypte. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Freycinet, préconisait une conférence et l'intervention collective de l'Europe. Mais les violences des nationalistes égyptiens réclamaient une action plus rapide ; une escadre anglaise et une escadre française croisaient devant Alexandrie. Quand, le 5 juillet 1882, le gouvernement de Londres prévint le cabinet de Paris que l'amiral Seymour avait reçu l'ordre d'adresser un ultimatum au colonel Arabi et de procéder par la force, le gouvernement français enjoignit à l'amiral Conrad de s'abstenir. Quelques jours plus tard, sous prétexte de tourner les défenses égyptiennes, le général Wolseley annonça l'intention de débarquer des

troupes sur le canal de Suez. Le ministère Freycinet demanda à la Chambre un crédit de quelques millions pour assurer la protection et la neutralité du canal, mais il fut battu par 416 voix contre 75. L'Angleterre avait le champ libre ; le 20 août, malgré les protestations de Lesseps, le général Wolseley occupa Port-Saïd et les établissements de la compagnie et ferma, durant quelques jours, le

canal à la navigation : Arabi fut aisément battu et les Anglais entrèrent au Caire. L'Égypte était « délivrée ».

Le cabinet de Londres s'était engagé à évacuer l'Égypte dès que l'ordre y serait rétabli. La formation au Soudan d'un puissant empire musulman et l'échec de plusieurs expéditions britanniques envoyées pour le combattre servirent de prétexte à la consolidation de fait de la domination anglaise sur toute la vallée du Nil. L'abandon de l'Égypte fut sensible au patriotisme français : cet échec, le plus grave que la politique nationale ait subi entre les deux guerres, était l'aboutissement de la polémique sans clairvoyance des partis, mais aussi de la diminution de prestige et



JULES FERRY, par Bonnat.

de force subie en 1870, enfin de l'isolement diplomatique réalisé par les manœuvres de Bismarck. Ainsi se révélait l'intimité persistante entre Londres et Berlin. L'hésitation, le recul du Parlement au moment critique étaient la conséquence des conditions particulièrement délicates dans lesquelles se mouvait la France mutilée par l'ennemi et divisée contre elle-même. L'échec était d'autant plus cuisant qu'il nous était infligé par l'Angleterre en qui l'opinion publique se plaisait à voir une amie.

LA POLITIQUE COLONIALE Le succès en Tunisie et l'échec en Égypte ouvrent une période de notre histoire que l'on a appelée quelquefois « période coloniale » et qu'il serait plus exact de nommer période d'expansion. Il fallut, pour réussir, une souplesse diplomatique, parfois aussi une réserve et une modestie dans les desseins, grâce auxquelles fut évité tout conflit grave en Europe tandis que se fondait le nouvel empire colonial. Ce ne fut pas sans difficultés, ni sans angoisses. L'initiative vigoureuse des officiers, des marins, des explorateurs donne l'élan, saisit les occasions, plante le drapeau. Les phases de l'expansion coloniale française sont les étapes sublimes d'une épopée d'abnégation et d'héroïsme dont le récit devrait être aux mains de tous nos écoliers. Les premiers succès ont été acquis par la ténacité de Jules Ferry : 1881, premier ministère avec Barthélemy Saint-Hilaire aux Affaires étrangères : affaire de Tunisie ; — second ministère, 21 février 1883-30 mars 1885 : Tonkin. Ferry a, le premier, précisé et défini la politique coloniale : elle est, « pour la France moderne, un legs du passé et une réserve pour l'avenir. » Ce ne sont pas des « compensations » que la France y cherche, dit-il en réponse à Pelletan, le 28 juillet 1885, à propos de Madagascar :

Il n'y a pas de compensation pour les désastres que nous avons subis. La vraie question, la question qu'il faut poser et poser en des termes clairs, c'est celle-ci : est-ce que le recueillage qui s'impose aux nations éprouvées par de grands malheurs, doit se résoudre en abdication ? Je sais que cette théorie existe ; je sais qu'elle est professée par des esprits sincères qui considèrent que la France ne doit avoir désormais qu'une politique exclusivement continentale... Dans l'Europe telle qu'elle est faite, dans cette concurrence de tant de rivaux, que nous voyons grandir autour de nous, les uns par les perfectionnements militaires ou maritimes, les autres par les développements prodigieux d'une population incessamment croissante ; dans une Europe ou plutôt dans un univers ainsi fait, la politique de recueillage ou d'abstention, c'est tout simplement le grand chemin de la décadence. Les nations, au temps où nous sommes, ne sont grandes que par l'activité qu'elles développent : ce n'est pas « par le rayonnement pacifique des institutions » qu'elles sont grandes, à l'heure qu'il est. Rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme un piège, comme une aventure, toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte, pour une grande nation, c'est abdiquer, et, dans un temps plus court que vous ne pouvez le croire, c'est descendre du premier rang au troisième et au quatrième...

La conception de la politique française définie dans ce langage élevé a été celle des gouvernements républicains, depuis 1879 jusqu'à la guerre de 1914, car les radicaux qui la combattaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition, l'ont, par une heureuse contradiction, appliquée quand ils sont arrivés au pouvoir. Trop souvent, l'expansion coloniale, qui aurait dû être une œuvre nationale, fut le champ de bataille des partis. L'opinion publique avait accueilli avec joie l'expédition de

Tunisie, mais le Tonkin fut impopulaire. La guerre avec la Chine, la fameuse guerre des pirates, conséquence de l'occupation du Delta, coûtait cher en hommes et en argent. Quand l'échec insignifiant de Lang-Son eut amené la démission du cabinet Ferry, emporté par une tornade parlementaire, l'entreprise indochinoise parut compromise. Que de fois, pour agir, les gouvernements n'ont-ils pas été obligés de louvoyer avec les Chambres, à qui manquait le courage des responsabilités ? Que de fois aussi les exécutants, perdus au fond de la brousse, n'ont-ils pas eu l'impression déprimante de se sentir abandonnés ?

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE Les Français, dans leurs inquiétudes de vaincus, craignaient que l'expansion coloniale ne détournât le gouvernement de la république de ses revendications continentales ; ce souci patriotique est à l'origine du mouvement qui porte dans l'histoire le nom du général Boulanger et qui fut soutenu par les deux oppositions de gauche et de droite. Ce fut le premier bienfait de l'alliance franco-russe d'apaiser ces alarmes en apportant à la France la sécurité. Une alliance entre la France et la Russie a été en gestation, nous l'avons vu, durant tout le dix-neuvième siècle ; depuis Paul I^{er}, elle a mûri lentement, elle s'est imposée par la logique des situations après la guerre de 1870 et le congrès de Berlin. La France a toujours recherché l'alliance de la puissance, quel que fût son nom, qui se trouvait en mesure de prendre à revers ses adversaires européens ; la Turquie, la Suède, la Pologne, la Hongrie ont, à diverses époques, tenu ce rôle dans nos combinaisons d'équilibre : c'est la lutte pour la vie. Mais, au dix-neuvième siècle, chaque fois qu'un accord fut sur le point d'aboutir ou même aboutit, comme à Tilsitt, l'ombre de la Pologne ou la réalité de la question d'Orient vint s'interposer. Nos désastres de 1870 et les déboires de la Russie en 1878 firent passer sur les obstacles moraux qui retardaient une entente dont l'appréhension hantait les insomnies de Bismarck. En France, les républicains gardaient, à l'égard de la Russie, certaines préventions ; et, en Russie, après l'assassinat d'Alexandre II (1^{er} mars 1881), son fils Alexandre III englobait jusqu'aux libéraux dans ses défiances douloureuses à l'égard des révolutionnaires.

Trois ordres de faits amenèrent le rapprochement : ce furent d'abord les déceptions de la politique russe en Bulgarie, où l'Autriche et l'Allemagne ne cessaient de la contrecarrer ; ce furent les mesures de police prises en France pour dépister les nihilistes et prévenir les attentats ; ce fut, enfin, l'ouverture du marché de Paris aux emprunts nécessaires pour le développement de l'industrie et des chemins de fer en Russie. L'opinion publique, dans les deux pays, mais



L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

A bord du "*Pothuau*" (1897).

M. Gabriel Hanotaux. — Le Comte Mouravieff.

surtout en France où elle se manifestait plus librement et spontanément, avait devancé les gouvernements ; l'instinct national français se représentait une alliance avec la Russie comme une garantie de sécurité et une espérance de réparation.

Les gouvernements, dans leurs accords, furent moins explicites et plus prudents. L'alliance franco-russe a été conclue en trois étapes. Le cabinet Freycinet (17 mars 1890-18 février 1892), où M. Ribot dirigeait les Affaires étrangères, négocia avec l'ambassadeur, baron de Mohrenheim, un « accord intime » qui était un premier pas vers l'alliance. Un traité d'alliance

aurait dû, aux termes de la constitution française, être soumis à la ratification des Chambres ; or, d'un côté comme de l'autre, on estimait que la nouvelle convention serait plus efficace si elle restait secrète. L'entente des deux gouvernements et l'amitié des deux peuples se manifestèrent avec éclat lorsque l'escadre de l'amiral Gervais vint saluer le tsar à Cronstadt (25 juillet 1891). Alexandre III monta à bord du cuirassé-amiral et écouta debout la *Marseillaise*. C'est le lendemain, 26 juillet, que les termes de l'accord furent arrêtés à Paris. L'objet de l'entente était nettement indiqué : le maintien de la paix, « étroitement lié au maintien de l'équilibre entre les forces européennes ». Les deux gouvernements s'engageaient à agir de concert pour sauvegarder la paix et, dans le cas où elle serait « menacée par l'initiative de la Triple-Alliance », ils se mettraient d'accord « pour utiliser simultanément leurs forces ». Cet accord, tout de vigilance, rétablissait, en Europe, l'équilibre militaire et assurait la stabilité.

L'année suivante vit s'accomplir un pas décisif : les obligations militaires réciproques furent précisées par une convention signée à Pétersbourg par le général de Boisdeffre, adjoint au chef d'état-major français général de Miribel. La convention devait avoir la même durée que la Triple-Alliance, ce qui achevait d'en déterminer le caractère ; elle fut définitivement confirmée, par un échange de lettres, le 4 janvier 1894. Cette fois encore, l'enthousiasme de l'opinion publique hâtait et renforçait la marche plus lente des cabinets. La visite de l'escadre de l'amiral Avellan à Toulon (27 octobre 1893) et le voyage des officiers et marins russes à Paris fut l'oc-



LE PRÉSIDENT CARNOT

casion de manifestations indescriptibles. Le président Carnot, dont la prudence éclairée assurait efficacement la continuité de la politique extérieure, alla passer en revue les navires russes et prononça un toast « à l'amitié des deux grandes nations et par elle à la paix du monde ». Un nouveau progrès fut réalisé enfin, lorsque le



L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE. LES ENTRETIENS A BORD DU « POTHUAU »
(D'après un document photographique inédit appartenant à M. G. Hanotaux).

deux chefs d'État, dans leurs toasts prononcés sur le *Pothuau*, se servirent de l'expression : « les deux nations amies et alliées. » Ainsi fut révélée publiquement une alliance formelle dont le premier avantage fut de donner à la politique des deux pays plus de jeu et plus d'aisance : la France put achever son empire colonial et la Russie tenir en respect les ambitions autrichiennes dans les Balkans.

cabinet Charles Dupuy arriva aux affaires avec M. Gabriel Hanotaux aux Affaires étrangères. Celui-ci, après des entretiens fréquents avec le baron de Mohrenheim et avec le prince Lobanoff, jeta les bases de l'alliance diplomatique, non plus secrète mais déclarée au Parlement. Cette alliance était exclusivement défensive et laissait en dehors de ses clauses notamment toute politique d'expansion russe vers Constantinople, dans les Balkans et en Asie. Elle fut annoncée aux Chambres et, quand le président Félix Faure alla faire visite au nouveau tsar Nicolas II à Pétersbourg, accompagné du ministre des Affaires étrangères M. Hanotaux, les

Ainsi, l'alliance avait un objet précis et limité : maintenant, en face de la Triple, la paix européenne ; elle ne pouvait servir à autoriser des initiatives qui pourraient la troubler. Il n'est pas inutile de préciser ce point capital. M. Hanotaux écrivait, le 12 janvier 1897, à l'ambassadeur marquis de Montebello :

J'ai dit au baron de Mohrenheim que, si un conflit venait à éclater à propos de la mer Noire et des Détroits, notre pays ne paraissait nullement disposé à prendre une part active dans les événements militaires qui pourraient survenir, alors que les risques seraient si grands et les avantages pour la France si peu apparents. L'ambassadeur de Russie a abondé dans mon sens et m'a dit qu'il connaissait trop l'état de l'opinion pour se faire la moindre illusion à ce sujet.

M. Hanotaux écrivait encore, relatant un entretien avec le comte Mouravieff :

L'Allemagne vous y poussera (vers Constantinople), je le sais ; elle a déjà offert au prince Lobanoff, puis à l'empereur Nicolas, le Bosphore qui, à vrai dire, ne lui coûte rien. L'Allemagne est une tentatrice experte. Vous auriez l'appui de notre diplomatie ; mais je ne pense pas que vous puissiez vous faire d'illusions en ce qui concerne notre concours militaire. Le vrai service que nous rendrions à la Russie serait d'observer une neutralité qui obligerait l'Allemagne à agir de même et l'empêcherait de prendre part au conflit.

L'alliance n'est donc dirigée contre personne. Elle maintient la paix et s'applique à éviter les grands antagonismes prévus que l'Allemagne, au contraire, s'acharne à exaspérer. Elle apporte aux Français cette sécurité qui naît du sentiment de l'équilibre ; elle leur rend la confiance en eux-mêmes et le goût de l'action ; elle est, pour cette génération qui a souffert en 1870, une revanche morale, la preuve de sa force refaite et de sa sagesse reconnue : de là son immense popularité ; la France vibrait au spectacle de sa propre résurrection. Au moment où elle est engagée dans les entreprises coloniales, l'alliance lui rend plus faciles, en leur ôtant toute apparence humiliante, les conversations diplomatiques avec toutes les puissances. Vis-à-vis de l'Angleterre, l'appui du cabinet de Pétersbourg donne à la politique de la république plus d'aplomb et de suite : elle n'est plus réduite à une seule carte ; elle sera libre, un jour, de choisir entre les grandes forces qui se divisent l'Europe. Mais, auparavant, elle aura rétabli son caractère de puissance « mondiale » par l'achèvement de son empire colonial.

Jusqu'à l'avènement d'Édouard VII, la politique britannique, même après le fameux télégramme de Guillaume II au président Krüger, ne se détache pas de sa traditionnelle sympathie à l'égard de l'Allemagne et de la dynastie prussienne. Même le commencement de la *Weltpolitik* et de l'essor économique et maritime du peuple allemand, — c'est en 1884 que Bismarck encourage la création des premières colonies allemandes en Afrique avec la bienveillance du Foreign Office, —

n'ouvre pas les yeux de l'Angleterre à l'apogée de sa puissance, dans la gloire du « splendide isolement ». Elle suscite partout des obstacles aux missions militaires, commerciales ou religieuses françaises ; elle fournit des armes à tous nos adversaires : Béhanzin, Samory, Rabah, les Touareg, les Malgaches, les Siamois. Dans toutes les guerres coloniales nous trouvons les agents et l'or de l'Angleterre, et partout c'est elle qui se plaint des empiétements de nos explorateurs et de nos officiers, comme si l'Asie, l'Afrique et l'Océanie étaient territoires

britanniques. Nous touchons au point critique de cent années de rivalité coloniale. La France a compris que la situation était favorable et elle ne perd plus une minute pour faire, de l'effort en ordre dispersé de ses explorateurs, une réalité diplomatique. De 1891 à 1898, c'est la période de grande expansion en Afrique et en Indo-Chine : le Dahomey en 1892, Tombouctou en 1894, Madagascar en 1895, la capture de Samory, la jonction du Congo et du Soudan en 1898. Il s'agit de délimiter, conformément aux principes définis par la conférence de Berlin (1885), les possessions de chaque pays. C'est la période des difficiles tractations avec l'Angleterre. De 1894 à 1898, M. Hanotaux, à qui revient l'honneur d'avoir assuré



LE COMMANDANT GALLIENI
(Expédition du Niger, 1885).

l'unité de notre empire africain du Congo au Sénégal et à la Méditerranée, d'avoir occupé Madagascar, fondé la colonie de Djibouti, enfin établi et pacifié la frontière de l'Indochine française, signe avec l'Angleterre et avec les autres puissances coloniales, tant en Afrique qu'en Asie, une série de conventions diplomatiques qui règlent autant de litiges délicats. Pour libérer la Tunisie du régime des Capitulations, qui gênait l'exercice du protectorat, et assurer ce que l'on a appelé à juste titre la seconde conquête de la Régence, il fallut deux ans de longues et difficiles négociations qui peuvent passer pour des chefs-d'œuvre de réalisation fructueuse.

Souvent, sur place, entre officiers ou voyageurs des deux nations, des contestations violentes éclatent que la diplomatie a la charge d'apaiser et de régler ; parfois

on paraît à la veille d'un conflit et tout s'arrange par des concessions réciproques. Le 12 mai 1894, l'Angleterre ayant conclu, avec l'État indépendant du Congo, en violation de l'acte de Berlin et des traités, une convention par laquelle, d'un seul coup et sans tenir compte des droits des tiers, le Foreign Office réglait à son profit toute la question africaine, M. Hanotaux, qui venait d'arriver aux affaires, déclara le traité « nul et de nulle portée ». L'Allemagne protesta de son côté sans associer sa protestation à la nôtre. Isolée, l'Angleterre dut céder. Au Soudan, à Madagascar, sur la côte des Somalis la prise de possession ou la délimitation des établissements français donnent lieu à des négociations difficiles qui se terminent par des accords satisfaisants. La vieille diplomatie est désorientée ; elle hésite à se mettre en frais de tractations pour les querelles de ceux qu'elle appelle « les coloniaux ». Le comte de Chaudordy clame, dans une brochure retentissante, qu'il faut abandonner toute entreprise coloniale plutôt que de risquer des difficultés avec l'Angleterre. L'opposition de droite et l'opposition de gauche sont de nouveau coalisées. L'œuvre d'expansion n'en est pas moins poursuivie ; la France, dans les dernières années du dix-neuvième siècle, a pris sa part dans « le partage du monde » et jeté les fondements de son empire colonial, le plus vaste après celui de la Grande-Bretagne. Loin d'accepter la perspective d'un conflit, le Foreign Office, sous la direction de lord Salisbury, vante l'autorité de la France dans le « concert européen ». C'est ce « concert européen », dont l'objet est le maintien de la paix, qui agit tantôt avec le concours de l'Angleterre, tantôt sans elle. La France se sent indépendante et fait ses affaires au mieux de ses intérêts qui coïncident avec les intérêts généraux.

En 1894, le Japon, qui se révèle une puissance militaire de premier ordre, a battu les Chinois et, par le traité de Shimonoseki, imposé à l'empire du Milieu des conditions qui touchent à son intégrité territoriale : la capitale et le gouvernement vont se trouver sous l'influence directe des vainqueurs. Sauvegarder l'intégrité de la Chine, tout au moins des « dix-huit provinces », était une mesure de haute sagesse internationale. La Russie et la France invitent l'Allemagne à se joindre à elles pour donner au gouvernement du Mikado « le conseil amical » de renoncer à l'occupation de la Mandchourie méridionale et de la péninsule du Liao-Toung avec Port-Arthur (8 mai 1895). L'Angleterre, sollicitée de s'associer à cette démarche, croit habile de rester à l'écart. Le Japon, dont la politique a toujours été si prudente et sage, s'incline. La France recueille un bénéfice direct d'une action diplomatique utile à l'intérêt général ; ses relations avec la Chine deviennent si cordiales que les conventions du 20 juin 1895 et du 20 juin 1897, signées par

notre ministre, Auguste Gérard, d'après les instructions de M. Hanotaux, mettent fin à la guerre des pirates, établissent la frontière de 1 200 kilomètres qui délimite la colonie d'Indochine et reconnaissent à la France une influence prépondérante dans le Yunnan, le Kouang-Si, le golfe et l'île d'Hainan. Rarement

manœuvre diplomatique plus secrète fut plus profitable.

Quelques semaines après cette action concertée en Extrême-Orient, la France et la Russie, conviées, comme toutes les autres puissances, par Guillaume II à l'inauguration officielle du canal de Kiel, s'arrangèrent pour que leurs escadres parussent ensemble sur la rade. C'était l'alliance proclamée à la face de ceux qui avaient sujet de la redouter. Le jeune empereur, depuis son avènement, saisissait chaque occasion d'user envers la France de procédés courtois ; il avait congédié Bismarck pour faire, avec Caprivi, une politique d'entente avec l'Angleterre et, en même temps, pour engager l'empire dans les voies de l'expansion maritime et commerciale ; tout en parlant souvent de « l'épée



LE TSAR NICOLAS II
(D'après un document photographique appartenant à M. Gabriel Hanotaux).

Pain 1896

aiguisée et de la poudre sèche », il se montrait pacifique et plus ambitieux de succès économiques que de gloire militaire. Il cherchait avec une sorte d'ostentation le terrain d'un rapprochement avec la France. On lui accorda, à Kiel, la politesse qu'il sollicitait et ce fut tout (18 juin 1895).

LES TENTATIVES POUR ROMPRE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

L'Allemagne et l'Angleterre ont cherché soit à rompre l'alliance franco-russe, soit à en paralyser les effets. Guillaume II a directement encouragé, notamment par la

correspondance privée qu'il échangeait avec Nicolas II sur la faiblesse duquel son audace avait prise, la politique russe d'expansion en Extrême-Orient et le dédain de l'adversaire japonais qui allait coûter si cher à la Russie. Cette diversion a réussi : l'empereur a réduit la Russie à l'impuissance de 1904 à 1910 environ, tout en se déclarant, avec une hypocrisie raffinée dont ses lettres et ses télégrammes restent un monument, le seul ami de Nicolas II et de son pays.

Quant à l'Angleterre, c'est presque aussitôt après la conclusion de l'alliance qu'elle a tenté de la briser sur la pierre de touche de la question d'Orient qui, en 1854, avait jeté la France dans la guerre de Crimée. Les affaires d'Arménie furent l'occasion de cette manœuvre qui eut d'abord pour effet, sans sauver un seul Arménien, de fournir, en France, des armes aux adversaires de la politique intérieure et extérieure du cabinet Méline. Quand, à partir de 1893, le sultan Abd-ul-Hamid organisa, contre les Arméniens des Hauts-Plateaux et ceux de Constantinople, une série de massacres administrativement réglés et prémédités, l'opinion occidentale s'émut : l'Angleterre, en 1895, se livra — pour reprendre un mot de Francis de Pressensé — à « une croisade de philanthropie agressive qui sert les intérêts britanniques » ; sa presse accusa la Russie d'encourager le sultan à décimer une nation qui se refusait à devenir l'instrument de la poussée russe vers le golfe d'Alexandrette. En France, les rapports de nos consuls, les récits de nos missionnaires soulevaient l'indignation. L'ambassadeur à Constantinople, Paul Cambon, conseillait une action coercitive ; il estimait que le « protectorat catholique », s'il n'obligeait pas la France à intervenir, du moins l'y invitait, bien qu'une petite minorité seulement des Arméniens fût catholique (la masse de la nation constitue une Église séparée). A ceux qu'une généreuse pitié émouvait pour la cause des victimes, se joignaient les adversaires de l'entente franco-russe qui représentaient l'alliance comme un obstacle à une intervention humanitaire. Les passions politiques, surexcitées par l'affaire Dreyfus, s'emparaient de la question arménienne pour attaquer le ministère Méline-Hanotaux.

Le ministre des Affaires étrangères devait voir plus loin. Convenait-il d'ouvrir une crise de la question d'Orient et de renoncer au sage principe de l'intégrité de l'empire ottoman sous l'autorité du sultan tempérée par des « réformes » ? Si les réformes étaient illusoirs, il appartenait à l'Angleterre d'y veiller puisqu'elle s'en était fait attribuer la faculté spéciale par la convention du 4 août 1878 qui lui donnait l'administration de Chypre. Le « protectorat » français n'était en cause qu'accessoirement, pour des incidents déplorables mais isolés tels que le meurtre du Père Salvator. Le cabinet de Londres semblait résolu à ouvrir une crise

orientale ; lord Salisbury prononçait en style biblique un discours où retentissaient, à plus de quarante ans de distance, les propos de Nicolas I^{er} à l'ambassadeur Seymour, prélude de la guerre de Crimée (août 1895) ; le 10 novembre, il laissait pressentir que l'Angleterre se préparait à agir seule : dix-huit vaisseaux anglais attendaient à Salonique, tandis qu'une armée russe se concentrait à Odessa. Le memorandum du 20 octobre 1896 sonnait le glas de l'empire ottoman. Pour que l'Angleterre fit bon marché de l'autorité du sultan, dont elle s'était, en 1877,



LE PRÉSIDENT FÉLIX FAURE

constituée la gardienne, et renversât ainsi les rôles, il fallait qu'elle eût de puissantes raisons : elle se proposait de séparer la politique française de celle de la Russie. M. Hanotaux ne se laissa pas entraîner à une périlleuse aventure (discours du 3 novembre 1896). Mais, par l'action conjointe des diplomaties française et russe, les massacres furent arrêtés, l'intégrité de la Turquie sauvegardée et une crise aiguë de la question d'Orient évitée. La formule « intégrité de l'empire ottoman », que la France avait résolument adoptée, non comme un expédient passager mais comme l'une des assises fondamentales de sa politique traditionnelle, réservait la possibilité d'une entente avec la Porte dans l'éventualité d'une guerre européenne et, en tout cas, n'abandonnait pas la Turquie affaiblie aux mains de l'Allemagne.

Car n'était-il pas évident que l'alliance de la France et de la Russie n'aurait toute sa valeur, en cas de guerre, que si les Détroits restaient à leur disposition et assuraient leur communication ? Malheureusement, la manœuvre de l'Angleterre portait ses fruits. Le voyage de Guillaume II en Palestine et à Constantinople, en 1898, ouvre dans l'empire ottoman l'ère germanique.

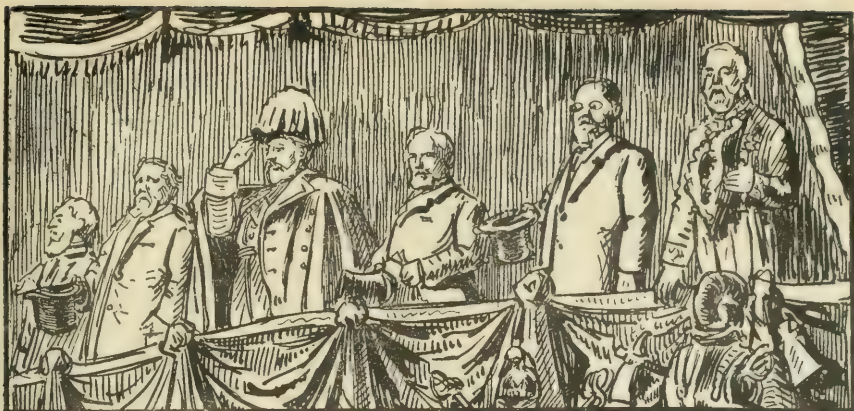
Les premières années de l'alliance franco-russe, de 1894 à 1898, sont une période où la France, confiante en son avenir, pacifique quoique forte, rayonne au dehors et fonde son empire colonial. La « paix latine » est préparée dans la Méditerranée par un rapprochement économique avec l'Italie et par des procédés amicaux à l'égard de l'Espagne durant sa lutte contre les États-Unis. Avec l'Angleterre, la convention

du 14 juin 1898 qui trace une frontière nouvelle à travers le continent africain, ne laisse plus subsister qu'un seul litige grave à régler, la question du Nil. Elle sera posée par la mission Marchand qui, décidée à la fin de 1895, reçut ses instructions de M. Guieysse, ministre des Colonies dans un cabinet Bourgeois-Berthelot, le 24 février 1896 et se mit en route au cours de l'été ; la solution est déjà préparée par les campagnes diplomatiques précédentes ; on devra la chercher dans le même esprit, par les mêmes méthodes de conciliation qui ont fait leurs preuves. Dans la Méditerranée orientale, l'Allemagne a, pour programme, comme la France et la Russie, l'intégrité de l'empire ottoman, l'autonomie de l'Égypte, la liberté du canal de Suez. Cette concordance des intérêts pourrait se traduire par une action diplomatique parallèle. Le 19 juin 1898, au moment où M. Hanotaux, démissionnaire avec le cabinet Méline, était encore chargé de l'expédition des affaires courantes, le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne, lui remit un memorandum où, à propos des colonies portugaises, se manifestait un désir d'entente avec la France ; il s'agissait de l'équilibre de l'Afrique et une telle collaboration aurait pu devenir l'amorce d'une négociation dont le terme pouvait être la question du Nil. Que serait-il advenu de ces ouvertures ? Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Delcassé, ne donna pas suite à la proposition ; la communication du comte Munster ne reçut aucune réponse et ne fut pas renouvelée. Le dernier litige grave entre la France et l'Angleterre, l'affaire de Fachoda, fut réglé dans un tête-à-tête entre les deux adversaires, en des conditions douloureuses pour nous (traité du 21 mars 1899).

Ainsi se termine une période de notre histoire qui n'a été ni sans gloire, ni sans profit. La France s'est redressée après ses désastres, elle a repris sa place en Europe et dans le monde ; elle pratique avec méthode une politique alerte et vigilante d'équilibre et de paix. Appuyée, depuis 1891, sur la Russie, elle vit en bonnes relations avec l'Angleterre et arrange à l'amiable avec celle-ci toutes les difficultés qui surviennent. La route sera ainsi déblayée, si la possibilité s'en présente, pour une intimité plus étroite ; mais la diplomatie française a soin d'éviter tout ce qui pourrait compliquer ses rapports avec l'Allemagne, compromettre la paix générale et l'espoir d'aboutir un jour à des règlements honorables : politique toute en finesse et en nuances qui exige autant de tact que d'expérience, autant d'audace que de prudence. Depuis Thiers et Decazes jusqu'à M. Hanotaux inclusivement, on découvre la continuité d'une même méthode au maintien de laquelle ont veillé les présidents Grévy, Carnot, Félix Faure. L'instabilité des ministères n'a pas permis aux hommes qui ont gouverné la France de réaliser tous leurs desseins, mais plusieurs d'entre

eux ont connu les longs espoirs et les vastes pensers. Ne croyant pas pouvoir, dans l'état de l'Europe, modifier l'équilibre établi par les traités, ils ont réservé l'avenir et maintenu la paix, en évitant de lier jamais la sécurité nationale aux affaires qui n'intéressent pas directement la France. L'acquisition d'un empire colonial se justifiait par elle-même ; elle n'était pas une occupation indigne de nos énergies restaurées. Mais quelques-uns de nos hommes d'État ont porté plus loin leurs vues et leurs espérances ; ils ont envisagé la possibilité de trouver, dans les colonies ou dans la situation générale du monde, la solution du problème toujours ouvert dont « on ne parlait jamais » et d'atteindre la « justice immanente ». Les rêves qui n'ont pas été réalisés appartiennent cependant à l'histoire dans la mesure où ils éclairent les actes et précisent les intentions.





CHAPITRE XI

ENTRE LES DEUX GUERRES

II. — LES CRISES EUROPÉENNES

Le rapprochement franco-anglais et l'accord du 8 avril 1904. — Les accords avec l'Italie et la rupture avec le Saint-Siège. — L'Allemagne et la question du Maroc. — La correspondance secrète de Guillaume II et de Nicolas II. — Le traité de Björkö. — La conférence d'Algésiras. — L'Europe de 1907. — Difficultés franco-allemandes au Maroc. — La crise orientale de 1908-1909. — La crise d'Agadir. — La guerre italo-turque de 1911-1912. — Les guerres des Balkans et le traité de Bucarest. — L'Europe après le traité de Bucarest. — Les armements de l'Allemagne. — La politique extérieure allemande. — Vers la guerre.



ENTRE 1898 et 1904, la situation européenne et la politique française se modifient sous l'influence convergente de plusieurs séries de faits.

C'est d'abord, en France, le développement de la politique du parti radical, à la faveur de l'affaire Dreyfus, après les élections de 1898, la démission du cabinet Méline-Hanotaux et la mort du président Félix Faure (16 février 1899). Théophile Delcassé reçoit le portefeuille des Affaires étrangères qu'il garde cinq ans. Le parti radical, sous l'inspiration de son chef, M. Clemenceau, a toujours été favorable à une entente avec l'Angleterre, peu enclin au contraire à l'alliance russe et à la politique coloniale.

C'est ensuite la profonde transformation économique qui, entre 1870 et 1900, fait de la vieille Allemagne agricole une nation industrielle, commerçante et maritime. La *Weltpolitik* (politique mondiale), à la recherche de débouchés commerciaux, est une conséquence de cette métamorphose ; elle engendre la rivalité anglo-allemande. Du jour où Guillaume II a prononcé la parole : « Notre avenir est sur l'eau, » il y a eu quelque chose de changé en Europe. Du jour où le tonnage du port de Hambourg a dépassé celui de Londres, l'Angleterre s'est cru dépossédée de sa suprématie. Invisible et présente, l'Amirauté inspire la politique du Foreign Office.

C'est enfin la Russie qui, à l'instigation de l'Allemagne, porte son activité vers les mers de Chine et qui, en 1904, s'enfonce dans la guerre contre le Japon ; l'alliance franco-russe perd de ce fait une forte part de son efficacité pratique pour la sécurité de la France et la paix européenne. La politique française travaille à établir son protectorat sur le Maroc et à couronner par là son œuvre dans l'Afrique du Nord. La révolution turque de juillet 1908 rouvre la question d'Orient. Les origines diplomatiques de la guerre de 1914 apparaissent déjà, origines d'ordre général, qu'il ne faut pas confondre, comme on tend à le faire, avec les responsabilités. Celles-ci ne sont pas atténuées parce que les mobiles n'en sont pas intelligibles.

L E RAPPROCHEMENT FRANCO-ANGLAIS ET L'ACCORD DU 8 AVRIL 1904

La convention du 21 mars 1898, qui met fin à la « crise de Fachoda », règle la question du Nil au bénéfice de l'Angleterre. Malgré les sacrifices auxquels le gouvernement de la république s'est résigné, il garde un empire qui s'étend d'un seul tenant de la Méditerranée au Congo et des confins du Bahr-el-Ghazal au Sénégal et au golfe de Guinée. Le terrain se trouve déblayé pour une entente avec Londres : l'ère des litiges coloniaux est close. Il se trouve que l'Angleterre, au même moment et pour de plus pressantes raisons, éprouve le besoin d'un rapprochement. En face de l'Allemagne qui grandit et qui ne cache pas son intention de lui disputer l'empire des mers et la prééminence économique, elle se voit obligée de revenir à sa tactique traditionnelle et de chercher des appuis pour sa politique partout exposée à tant de périls. Elle a pris conscience du danger allemand, pour la première fois, par le télégramme de Guillaume II au président Krüger au moment du raid Jameson (janvier 1896). La guerre contre les Boers lui a révélé l'insuffisance de ses moyens militaires. Le premier effet de cette inquiétude et de cette recherche fut une alliance anglo-japonaise. Le marquis Ito étant venu en Europe et n'ayant trouvé ni à Pétersbourg ni à Paris un gouvernement qui comprît

l'importance des propositions qu'il apportait, conclut, en quelques jours, à Londres, l'alliance du 30 janvier 1902. L'Angleterre pensait y trouver la sécurité des Indes et la protection de ses intérêts en Chine. Le résultat fut d'abord d'introduire, pour la première fois, le Japon dans la politique de l'Europe et de lui prêter l'appui moral sans lequel il ne se serait pas hasardé à une guerre contre la Russie.

En Europe, les difficultés coloniales une fois réglées avec la France, l'Angleterre pouvait chercher de ce côté le « soldat continental » dont elle avait besoin. Édouard VII montait sur le trône le 22 janvier 1901 et allait exercer, sur la direction de la politique générale, une influence directrice. Ses affinités l'attiraient vers la France ; il n'avait aucune sympathie pour son bruyant et indiscret neveu de Berlin. Le rapprochement franco-anglais fut son œuvre et celle du ministre des Affaires étrangères, lord Lansdowne, qui succéda en décembre 1900 à lord Salisbury ; ils trouvèrent à Paris, en la personne du ministre Delcassé, et à Londres, en celle de l'ambassadeur Paul Cambon, des partenaires disposés à correspondre à leurs desseins. Déjà, pendant la guerre de l'Afrique du Sud, la France avait donné des marques de ses dispositions amicales. Le Foreign Office poursuivit sa délicate manœuvre diplomatique avec souplesse et autorité.

Le 1^{er} mai 1903, le roi Édouard vient à Paris et y retrouve les amitiés qu'avait su s'y créer le prince de Galles. Le président Loubet lui rend sa visite à Londres en juillet. Les négociations commencent ; elles sont complexes et difficiles. Il s'agit notamment des droits de pêche à Terre-Neuve, c'est-à-dire de l'interprétation du traité d'Utrecht, et de la vieille querelle relative à l'Égypte. Par l'accord du 8 avril 1904, la France renonce, en Égypte et à Terre-Neuve, à ses droits anciens, à son influence traditionnelle. L'Angleterre, en retour, s'engage à ne pas contrarier la politique française au Maroc, pourvu que Tanger reste international et que la partie septentrionale du Maroc, celle qui fait face à Gibraltar, soit placée sous l'influence espagnole ; elle cède le petit groupe des îles de Los, qui ferme la rade de Konakry. L'accord du 8 avril est, en somme, une liquidation assez onéreuse pour la France ; il n'aboutit pas à une alliance. L'« entente cordiale » inaugure simplement une ère de bonne volonté réciproque qui succède à une période de difficultés. Aux colonies, l'inauguration de ces rapports amicaux consolide l'empire français tel qu'il est constitué en 1904 et permet d'en préparer l'achèvement par l'extension de notre influence au Maroc. En Europe, il suffit, pour mesurer l'importance d'un tel rapprochement, de rappeler le rôle de l'Angleterre à l'égard de la France depuis 1815 et particulièrement en 1870. Mais la

balance des pouvoirs ne va-t-elle pas se trouver modifiée? La France prend de nouveaux et graves engagements.

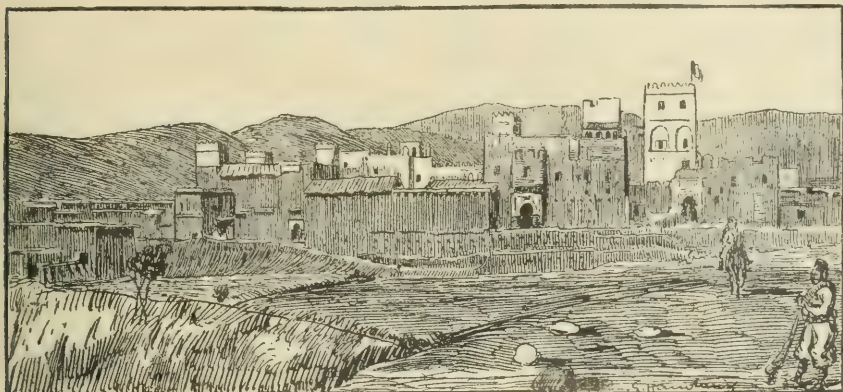
LES ACCORDS AVEC L'ITALIE ET LA RUPTURE AVEC LE SAINT-SIÈGE L'accord avec l'Angleterre est précédé ou accompagné par une entente avec l'Italie et avec l'Espagne. Dès novembre 1900, des notes sont échangées entre les cabinets de Rome et de Paris; le gouvernement français renonce implicitement à toute prétention sur la Tripolitaine, et réciproquement le gouvernement italien sur le Maroc. M. Camille Barrère entreprend à Rome un travail de rapprochement diplomatique dont le succès est indiqué dans les déclarations publiques des ministres des Affaires étrangères Prinetti et Delcassé : les deux puissances déclarent qu'elles ne participeront pas à une politique agressive l'une contre l'autre. La Triple-Alliance n'en était pas moins renouvelée. C'est surtout l'ambiance qui, à Rome, se trouvait modifiée favorablement. Avec l'Espagne, des négociations pour un partage d'influence au Maroc avaient échoué en 1902; elles reprirent en 1904, sous les auspices de l'Angleterre qui en faisait la condition sa propre entente avec la France sur la question marocaine; elles aboutirent à la convention du 3 octobre 1904. La Tripolitaine faisait partie de l'empire ottoman; si l'Italie s'en empare, la question d'Orient sera ouverte avec toutes ses conséquences; l'accord franco-italien blesse les justes susceptibilités de la Turquie et y consolide, par contre-coup, l'influence allemande. La visite du roi Victor-Emmanuel III à Paris, le 14 octobre 1903, confirme publiquement le rapprochement franco-italien. L'Italie reste membre de la Triple-Alliance, mais elle cesse d'y jouer, contre la France, un rôle actif; elle affirme son droit de mener une politique plus indépendante et de conclure au besoin des ententes méditerranéennes.

Le président Loubet rendit au roi sa visite; et il la rendit à Rome (24 mars 1904). C'était, depuis le 20 septembre 1870, la première fois que le chef d'un État catholique venait, dans la Rome des papes, visiter officiellement le souverain de l'État spoliateur. L'inévitable protestation de Pie X eut pour conséquence le rappel du nonce à Paris et de l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège et la rupture des relations diplomatiques. Le parti radical cherchait depuis longtemps l'occasion d'une telle rupture, bien qu'elle dût nécessairement profiter aux ennemis et aux rivaux de la France. Dans le Levant, en Amérique du Sud, au Canada, dans les pays catholiques de l'Europe, dans les pays de missions, des compétitions surgissaient, des antagonismes se dressaient, prêts à profiter de cette renonciation à nos plus hautes traditions. La France abandonnait, sans com-

pensation et sans élégance, un rôle historique séculaire. Partout, son prestige et son rayonnement extérieur en souffrirent.

L'ALLEMAGNE ET LA QUESTION DU MAROC

C'est à propos du Maroc que Delcassé réalise l'Entente cordiale et conclut des accords avec l'Italie et l'Espagne. La question marocaine devient donc d'intérêt européen. L'empire chérifien, par sa position géographique, à cheval sur la Méditerranée et l'Océan, offre aux possessions françaises de l'Afrique du Nord leur achèvement



AU MAROC : LA GRANDE KASBAH DE KENIFRA

indispensable par un débouché sur l'Atlantique. Mais, en raison même de cette situation géographique, d'autres intérêts s'entre-croisent au Maroc ; intérêt de l'Espagne à cause de son voisinage et des Présidios, intérêt de l'Angleterre maîtresse de Gibraltar, et même intérêt de l'Italie en tant que puissance méditerranéenne. Mais l'Allemagne ? Peut-on la négliger entièrement et la passer, en quelque sorte, par préterition ? Elle a, par la voix de Guillaume II, proclamé que sa politique devenait « mondiale », ce qui signifie qu'aucun changement territorial ou économique ne peut s'accomplir sur le globe sans que l'empire allemand prétende dire son mot et prendre sa part. Il n'a, il est vrai, au Maroc, que des intérêts secondaires ; Bismarck l'a reconnu en 1880, lorsqu'il a donné, à son représentant à la conférence de Madrid, l'ordre d'appuyer les plénipotentiaires français. Mais l'Allemagne de 1900 n'est plus celle de 1880. Il y avait là une situation nouvelle qu'il eût été prudent de prendre en considération. Or, on s'est adressé à l'An-

gleterre, à l'Espagne, à l'Italie : on leur a offert de larges compensations. Les relations avec Berlin ne sont pas mauvaises. En 1900, lors de l'expédition de Pékin contre les Boxers, un général français a été placé sous l'autorité du maréchal allemand comte de Waldersee. Avec l'Angleterre, l'Allemagne peut se considérer comme à l'abri de toute surprise ; la convention dite du Yang-tse, en septembre 1900, en est une preuve. Le 30 novembre 1899, Joseph Chamberlain, à Leicester, a encore préconisé une alliance anglo-allemande. Et voilà que le même ministre, dans son discours d'Édimbourg, le 23 octobre 1901, attaque ouvertement l'Allemagne. Entre ces deux dates, la politique britannique a changé. Toutes ces coïncidences ont une valeur que l'histoire ne peut négliger.

A mesure que s'accroît la rivalité anglo-allemande, le rapprochement anglo-français prend, aux yeux des hommes au pouvoir à Berlin, un sens antiallemand. Il ne l'a pas en réalité ; mais l'effet est produit et la presse anglaise ne fait rien pour en atténuer la portée. C'est à propos du Maroc que s'est opéré le rapprochement franco-anglais ; c'est donc au Maroc que l'Allemagne sera tentée d'éprouver la solidité de la nouvelle entente et de chercher à la briser. L'accord franco-anglais du 8 avril 1904 est communiqué au chancelier Bülow ; celui-ci déclare à notre ambassadeur qu'il n'a rien à y objecter. Mais voici que la Russie s'enferme de plus en plus en Extrême-Orient ; c'est l'occasion qu'attend Guillaume II et qu'il a préparée. A partir de ce moment, une série de crises diplomatiques se succèdent dans les rapports franco-allemands et finiront par aboutir au traité du 4 novembre 1911, par lequel la France cède à l'Allemagne une partie du Congo, sans que la mauvaise humeur réciproque soit apaisée. Le moins que l'on puisse dire c'est que la politique allemande, dans l'affaire du Maroc, a manqué de netteté et de franchise. Les éléments d'un accord auraient pu se trouver, dans l'ordre colonial, sans tant de tapage et d'éclat. La France qui avait offert des compensations à l'Angleterre, à l'Espagne, à l'Italie, pour obtenir sa liberté d'action au Maroc, ne pouvait s'étonner que l'Allemagne, à son tour, réclamât quelque chose. Les esprits, de part et d'autre, s'échauffaient. On faisait blanc de son épée d'un côté ; on parlait trop « d'encerclement » de l'autre. Telles sont les circonstances qui préparent et expliquent le débarquement de Guillaume II à Tanger.

L'empereur se rend compte que, s'il frappe « un coup de poing sur la table », son geste provocateur pourra le conduire plus loin qu'il ne voudrait aller ; il fait avertir le cabinet de Paris (entretien de M. de Kuhlmann avec le comte de Chérisey, à Tanger, le 11 février) ; le 29 mars, au Reichstag, le chancelier explique l'acte que va accomplir l'empereur. Guillaume II arrive le 31 mars devant Tanger et, après

avoir hésité durant quelques heures, comme s'il attendait une communication, débarque. Les dés sont jetés : à propos du Maroc un conflit européen est ouvert.

L'Allemagne cependant ne cherche pas la guerre, mais elle prétend faire reconnaître par l'Europe l'indépendance du Maroc et elle propose une conférence internationale. La France acceptera-t-elle de s'y rendre? C'est la question qui se pose devant le conseil des ministres le 6 juin 1905. Le président du conseil, Rouvier, interroge les ministres de la Guerre et de la Marine : « Nous ne sommes prêts à aucun point de vue, » est leur réponse. Le ministre des Affaires étrangères se prononce pour l'abstention et expose ses vues qui escomptent, en cas de guerre, le concours de l'Angleterre. Le conseil, sur l'intervention énergique de Rouvier, décide que la France acceptera de participer à la conférence. Delcassé donne sa démission. Telle fut, dans sa dramatique simplicité, cette scène historique autour de laquelle on a brodé tant de commentaires.

L'acceptation de la démission du ministre des Affaires étrangères signifiait que le gouvernement de la république, sans rien changer à la ligne générale de sa politique, était disposé à revenir, à l'égard de l'Allemagne, à la méthode suivie jusqu'à 1898 et à entamer avec elle des négociations, à propos du Maroc comme d'autres questions coloniales, dans un esprit de conciliation et d'entente. Une diplomatie allemande plus alerte et plus large d'esprit serait entrée dans ces vues et l'apaisement aurait pu se produire peu à peu. Guillaume II et ses conseillers ne l'ont pas compris. C'est le moment où le kaiser se flattait de parvenir, par d'autres moyens, à un rapprochement avec la France et cherchait à renverser les alliances européennes pour les tourner contre l'Angleterre. La publication, par le gouvernement des Soviets, de la correspondance secrète de Guillaume II avec Nicolas II a éclairé d'un jour tout nouveau l'histoire de cette époque.

L E TRAITÉ DE La correspondance privée entre le tsar de Russie et le
BJÖRKÖ roi de Prusse date des guerres contre Napoléon ; c'est une correspondance de famille, que ne connaissent pas les ministres, tantôt portée par deux aides de camp spéciaux, l'un russe auprès du roi de Prusse, l'autre prussien auprès du tsar, tantôt par dépêches télégraphiques ; elle permet d'aborder, sur le ton de l'intimité, des sujets délicats. Ainsi se maintinrent, entre Guillaume I^{er} et les tsars Alexandre II et Alexandre III, les relations affectueuses qui remontent à 1805. Entre Nicolas II et Guillaume II la correspondance continue. Les deux souverains s'y montrent avec leur vrai caractère, Willy abusant sans vergogne de l'ascendant qu'il exerce sur le malheureux Nikky, celui-ci honnête et timide jusqu'à

la naïveté. Nous y voyons Guillaume II engager Nicolas à continuer la guerre de Mandchourie et exciter ses défiances à l'égard de l'Angleterre et de la France. Le kaiser profite des embarras de son cousin pour lui offrir son alliance ; quant à la France, une fois le traité conclu, on la mettra au courant et elle sera obligée d'entrer dans le nouveau système : ainsi sera réalisé l'isolement de l'Angleterre et établie l'hégémonie allemande. Tandis qu'Édouard VII travaille au grand jour, Guillaume II tisse dans l'ombre sa trame. Après l'incident du Dogger-Bank (24 juillet 1904), où la diplomatie française contribue à prévenir une guerre entre l'Angleterre et la Russie, Willy dévoile son plan : une alliance germano-franco-russe. Nicolas mord à l'hameçon : il imagine de bonne foi que l'on pourra amener la France à entrer dans une telle alliance. Si elle refuse, Guillaume insinue qu'il faudra l'y contraindre ; elle sera isolée et « la flotte anglaise est incapable de sauver Paris ». La politique que son cousin fait luire aux yeux du tsar, qu'est-ce donc, sinon la vieille « ligue des neutres » pour la liberté des mers ? Nikky répond le 29 octobre 1904 : « L'Angleterre interprète à sa façon les règles de la neutralité. Il est certainement grand temps de mettre un terme à cela, » et il invite le kaiser à préparer les grandes lignes d'un accord. Guillaume II envoie son projet que le tsar approuve, mais, le 23 novembre, il reçoit un télégramme qui le désenchante : « Avant de signer le dernier projet, je juge convenable de le soumettre à la France. » Willy répond que, si on communique le document à la France, tout sera compromis, et il en reste là provisoirement.

Le débarquement à Tanger prend, à la lumière de ces documents, un autre caractère. Le coup de poing sur la table n'avait-il pas pour objet de savoir comment réagirait l'opinion française ? Ne serait-il pas, lui aussi, une *Kraftprobe* ? Conversant quelques mois plus tard, à Copenhague, avec Isvolski, ministre de Russie auprès de la cour de Danemark, Guillaume II lui expose son plan favori de triple alliance contre l'Angleterre et, comme Isvolski réplique qu'il aperçoit une grave objection, la question d'Alsace-Lorraine, le kaiser répond qu'il la considère comme close ; car, ajoute-t-il, faisant allusion à son débarquement à Tanger, « j'ai jeté le gant à la France qui ne l'a pas relevé. »

Brusquement, le 23 juillet 1905, c'est-à-dire peu après les événements qui amenèrent la démission de Delcassé, l'empereur annonce sa visite au tsar ; la rencontre a lieu à bord des yachts impériaux à Björkö près de Viborg. Willy, profitant de son ascendant sur Nikky, lui fait signer un traité d'alliance dont le texte a été publié par les *Iszvestia* du 29 décembre 1917. L'article premier dit : « Si un État européen quelconque attaque l'un des deux empires, la partie alliée s'engage à aider son

co-contractant par toutes ses forces de terre et de mer. » Il est dit, à l'article 4, que, dès que le traité sera entré en vigueur, c'est-à-dire lorsque la paix sera conclue entre la Russie et le Japon, « la Russie entreprendra les démarches nécessaires pour le faire connaître à la France et proposer à celle-ci d'y adhérer comme alliée. » Le traité est donc nettement dirigé contre l'Angleterre. C'est elle que Guillaume vise désormais.

Loin de son terrible cousin, Nicolas, éclairé par son ministre des Affaires étrangères, comte Lamsdorf, se rend compte de la portée des engagements imprudents qu'il a contractés. Heureusement, le 23 août 1905, le comte Witte signe à Portsmouth (New-Hampshire), avec le Japon, un traité de paix qui, grâce à l'entremise du président Roosevelt et aux bons offices de la diplomatie française, n'est, après tant d'échecs, ni très onéreux, ni humiliant.

Le gouvernement du mikado fait preuve d'une largeur d'esprit et d'une prescience de l'avenir remarquables. Délivré de ce souci, Nicolas II fait prescrire par le comte Lamsdorf à son ambassadeur à Berlin, Osten-Sacken, de déclarer au chancelier que le gouvernement russe considère le traité de Björkö comme inopérant, l'article qui prévoit que la France sera invitée à donner son adhé-



NICOLAS II ET GUILLAUME II

sion n'ayant pas été exécuté. Guillaume II ne renonce pas à son projet ; il adresse, le 12 octobre, à Nicolas une lettre qui est un chef-d'œuvre de rouerie : « Ce qui est écrit est écrit et Dieu est notre témoin. » Deux accords franco-allemands ont ménagé nos intérêts dans la zone frontière algéro-marocaine et Guillaume II mande au tsar « qu'il est très satisfait du règlement des affaires du Maroc » ; il attend donc avec confiance la conférence.

Si l'on se demande pourquoi l'Allemagne n'a pas fait la guerre en 1905, c'est dans le traité de Björkö qu'on en pourrait trouver la raison. Nicolas a déçu Guillaume en restant fidèle à son alliée ; il s'est aperçu que son cousin se jouait de lui. A la conférence, la diplomatie russe travaille en plein accord avec la France. C'est l'attitude de l'Allemagne à Algésiras qui achève de dissiper les illusions généreuses du tsar.

L A CONFÉRENCE D'ALGÉSIRAS

La conférence d'Algésiras est, à propos du Maroc, une lutte pour l'hégémonie entre l'Allemagne et l'empire britannique, entre le pouvoir sur mer et la puissance militaire continentale. La France est au second plan et même, en quelque mesure, elle est l'enjeu. L'Allemagne put éprouver ce que pèse, dans l'ordre européen, la diplomatie anglaise. La France, partageant avec l'Espagne le protectorat du Maroc, sous le couvert de traités qui imposent la porte ouverte et règlent le statut de Tanger international, ne porte ombrage à personne. Parfaitement représentée à Algésiras par Paul Révoil, elle conduit sa manœuvre avec autant de tact que de modération. Guillaume II s'agite, cherchant à regagner les sympathies britanniques, télégraphiant par trois fois au président Roosevelt, essayant d'intimider l'Italie et l'Espagne, menaçant les petits États, dépassant partout la mesure, alarmant tous les intérêts, inquiétant toutes les indépendances. L'Italie, brillamment représentée par le marquis Visconti-Venosta, reste fidèle à ses accords méditerranéens avec l'Angleterre et à ses accords marocains avec la France. L'Autriche elle-même se ménage un rôle de conciliation utile aux deux parties. La conférence refuse d'admettre l'internationalisation du Maroc. Au seul vote qui eut lieu et où les deux camps s'affrontèrent sur une question de forme, M. de Radowitz se trouva seul avec l'Autriche et le Maroc. Le comte Lamsdorf a pu parler de « la réprobation de l'Europe » que les procédés de l'Allemagne ont soulevé contre elle. L'Angleterre l'emporte ; c'est l'empire germanique qui apparaît isolé. La France n'obtient, pas au Maroc, toute satisfaction, mais elle a réservé l'avenir et sauvé la paix.

L'EUROPE DE 1907 Guillaume II, cependant, n'a pas encore renoncé à son plan d'entente à trois. Ce n'est que le 3 août 1907 qu'il rencontre de nouveau Nicolas II à Swinemünde. Les souverains sont accompagnés d'Isvolski et de Bülow. Le ministre des affaires étrangères du tsar déclare à son collègue qu'il devra considérer le traité de Björkö comme nul et non avenu. Tel fut l'épilogue de cette tentative d'isolement de l'Angleterre par l'Allemagne, révélatrice des desseins du kaiser. La situation, en 1907, s'est considérablement modifiée. Non seulement la Russie a conclu avec le Japon une paix honorable, mais, sous l'influence de l'ambassadeur de France, Auguste Gérard, dont les *Mémoires* apportent un témoignage de haute valeur à l'histoire contemporaine, et grâce à la clairvoyance du ministre des Affaires étrangères Motono, un rapprochement ne tarde pas à s'esquisser (accord du 30 juillet 1907). La Russie et l'Angleterre, avec les bons offices de Paul Cambon, préparent une liquidation de leurs litiges asiatiques : l'accord du 31 août 1907 met fin à de longues années de rivalité sur les confins des Indes, de la Perse et de l'Anatolie. L'alliance franco-russe se trouve par là consolidée ; mais elle doit, par là aussi, paraître plus redoutable à l'Allemagne. Si maintenant des difficultés balkaniques surgissent, elles n'opposeront pas la Russie et l'Angleterre. Guillaume II n'aura plus qu'un allié, l'Autriche, et, selon la prévision de Bismarck, il se laissera entraîner dans son sillage et trouvera en face de lui le tsar et son empire.

DIFFICULTÉS FRANCO-ALLEMANDES AU MAROC

L'acte d'Algésiras est un compromis ; il apporte une solution à une crise diplomatique dangereuse ; mais sera-t-il, sur place, exécutable ? L'Allemagne fait tout pour l'empêcher. Ses agents excitent les indigènes, suscitent partout des résistances à l'œuvre que la conférence a confiée à la France : chaque difficulté locale risque de dégénérer en conflit européen. La pénétration pacifique, dans ces conditions, se révèle comme une formule vide de réalité. L'assassinat du docteur Mauchamp à Marrakech (19 mars 1907) amène l'occupation d'Oudjda par le général Lyautey. Raisouli menace Tanger ; un roghi s'agite dans les Djebalas. Le meurtre de neuf ouvriers dont cinq Français, à Casablanca, oblige le gouvernement de Paris à débarquer des troupes sur la côte de l'Atlantique (août 1907) et à occuper provisoirement la Chaouia, au cœur du Maroc. Les caïds du Sud proclament sultan Mouley-Hafid, que l'Allemagne s'empresse de reconnaître, tandis que la France reste fidèle à son frère Abd-el-Aziz, signataire de l'acte d'Algésiras ; mais celui-ci a le dessous. A la fin, par une note du 14 septembre 1908, la France et l'Espagne reconnaissent Mouley-

Hafid qui, de son côté, accepte l'acte d'Algésiras. Le gouvernement allemand tient ouverte l'affaire marocaine.

Le 26 septembre 1908, un événement prévu et voulu se produit. Le consul d'Allemagne à Casablanca prétend faire embarquer six déserteurs de la Légion étrangère, dont deux sujets allemands et un autrichien ; il se plaint d'avoir été malmené, à cette occasion, par un sous-officier français. C'est le moment où, à la suite d'une interview de Guillaume II publiée par le *Daily Telegraph*, l'Allemagne traverse cette crise intérieure que l'on a appelée la « semaine noire de la monarchie ». L'empereur, attaqué par les orateurs des partis démocratiques, maladroitement défendu par les conservateurs, désavoué par son chancelier, subit une humiliation sans précédent dans l'histoire des Hohenzollern. Le cabinet dont M. Clemenceau est le président et M. Pichon le ministre des Affaires étrangères, soutenu par le sentiment national français et l'opinion européenne, résiste fermement aux exigences allemandes dans l'affaire de Casablanca. François-Joseph lui-même insiste en faveur de la paix. L'affaire se termine par un arbitrage (protocole des 10 et 26 novembre 1908 ; sentence de la cour de la Haye du 22 mai 1909). Mais la question de la Légion étrangère reste pendante, comme si l'Allemagne la gardait en réserve. En France, ces crises répétées tiennent en alerte l'opinion publique et l'armée ; l'idée que la guerre est possible, sinon probable, pénètre peu à peu les esprits.

Un pareil état d'insécurité et de tension diplomatique ne pouvait durer indéfiniment ; on sentit, à Berlin, le besoin de jeter du lest, d'autant plus que, dans les Balkans, s'ouvrait une crise infiniment plus grave. D'autre part, comme l'écrivait M. Tardieu, « la France, en affirmant sa capacité de résistance, avait manifesté sa capacité d'entente. » « On cherche un rapprochement sur le terrain des affaires ; l'accord signé le 9 février 1909, à Berlin, par M. Jules Cambon et le ministre Kinderlen-Wächter, une heure avant l'arrivée du roi Édouard VII, a pour objet de préparer une détente en associant les intérêts économiques des deux nations au Maroc. M. Pichon, en signant ce sage et prévoyant arrangement, eut sans doute l'espoir et, en tout cas, donna à la France l'illusion que l'ère des difficultés était close. Elles avaient seulement changé de théâtre.

LA CRISE ORIENTALE DE 1908-1909

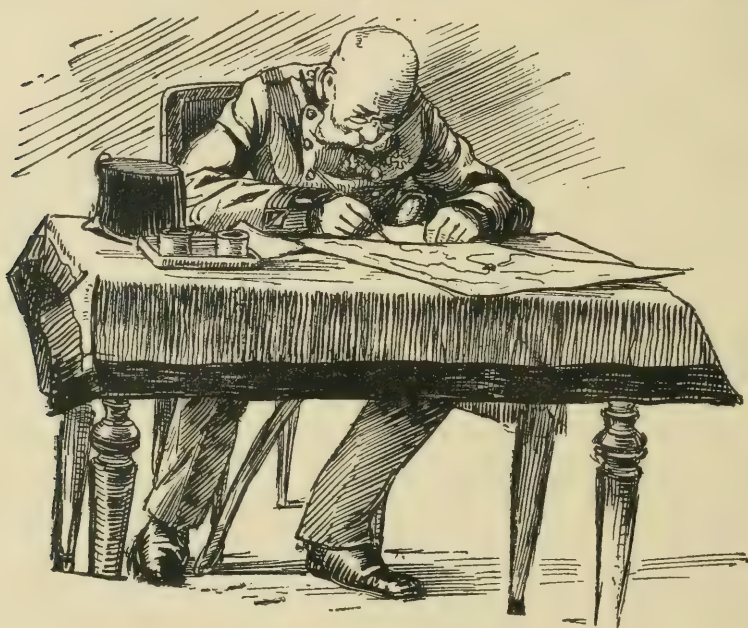
Les crises marocaines alternent avec les crises balkaniques. Au Maroc, il s'agit de mettre à l'épreuve l'entente franco-anglaise ; dans les Balkans, il s'agit d'ébranler l'entente anglo-russe établie en 1907. Mais, du côté de l'Orient, le jeu est plus dangereux. L'Allemagne est engagée à fond ; elle soutient l'Autriche-Hongrie dans sa poussée vers Salonique ;

elle la soutient avec d'autant plus de résolution que c'est par là qu'elle la domine. Si l'empire dualiste, qui est un État et une dynastie, mais non une nation, se lance dans une politique active, il se met à la discrétion de l'Allemagne dans toute la mesure où il soulève l'opposition de la Russie. L'Allemagne travaille aussi directement pour elle-même. Elle s'est implantée à Constantinople, politiquement, économiquement, militairement ; elle s'est substituée aux puissances occidentales et elle barre le chemin à la Russie. C'est dans les Balkans que l'agression de la masse germanique contre les peuples slaves va se préciser avec ses conséquences. Les desseins allemands d'expansion vers l'Anatolie et la Mésopotamie se révèlent par l'entreprise du chemin de fer de Bagdad. Une combinaison germano-turque se développe de Strasbourg en Perse, soutenue dans les Balkans par une expansion austro-hongroise. C'est l'aboutissement du *Drang nach Osten*. Hors de là, tout n'est qu'incidents ou apparences. Les petits États danubiens et balkaniques : Roumanie, Serbie, Bulgarie, Grèce, Montenegro sont des pions sur l'échiquier. Cependant, doués d'une vitalité énergique et d'un patriotisme ardent, ils se glissent non sans adresse parmi les rivalités des grandes puissances afin de pousser leur fortune et d'achever leur unité.

La convention de Reichstadt, conclue en 1876 sous l'inspiration de Bismarck, l'accord austro-russe de 1897 complété et renouvelé par la convention de Murzsteg, en 1903, dans l'esprit de l'alliance franco-russe, dessinent un partage d'influence dans les Balkans entre la Russie et l'Autriche. Devant la Russie s'ouvre la direction de Constantinople par Bucarest et Sofia ; devant l'Autriche la marche vers la mer Egée par Belgrade, Uskub, Salonique. Les deux lignes sont parallèles ; elles ne mènent pas au conflit. Mais l'Allemagne et l'Autriche minent sourdement l'influence russe en Bulgarie. On trouve leur main dans le complot qui renverse le prince Alexandre de Battenberg et intronise à sa place Ferdinand de Saxe-Cobourg. Et voici que peu à peu se modifie la situation. La Russie, arrêtée en Extrême-Orient, se retourne vers l'Europe ; elle y trouve la route obstruée par l'Allemagne et l'Autriche. L'assassinat du roi Alexandre de Serbie et le remplacement de la dynastie des Obrenovitch par celle des Karageorgevitch, qui passe pour dévouée aux intérêts de la Russie, transforme les conditions de l'équilibre balkanique : la Russie, par Belgrade et Cettigne, cherche à fermer toute issue à l'expansion autrichienne, tandis qu'à Bucarest et à Sofia l'Autriche barre le chemin à l'expansion russe. Les deux lignes se coupent : c'est le plus dangereux des enchevêtrements ; le conflit est au bout.

L'Autriche, la première, rompt le silence. Au prudent et pacifique comte Goluchowski qui avait coutume de répéter : « Je ne suis pas Bismarck », succède,

comme ministre des Affaires étrangères, à l'automne 1906, un diplomate pressé de se signaler à la reconnaissance impériale par quelque action d'éclat, le baron Lexa d'Aehrenthal. Est-ce l'Allemagne qui, après le rapprochement anglo-russe, incite le nouveau ministre à rouvrir la question des Balkans? Le discours du baron d'Aehrenthal, le 27 janvier 1908, ouvre la crise; il annonce l'intention



FRANÇOIS-JOSEPH A SA TABLE DE TRAVAIL

de reprendre, à travers le sandjak de Novi-Bazar, un projet de chemin de fer de Sarajevo à Mitrovitzza destiné à joindre la Bosnie à Salonique par Uskub et la Macédoine. Le ministre des Affaires étrangères du tsar, Isvolski, répond par un programme de chemin de fer « Danube-Adriatique ». Projets à longue échéance et difficiles à réaliser; mais, sur la carte, les deux tracés se coupent, symbolisant l'antagonisme des deux politiques.

Les événements se précipitent. L'initiative du gouvernement austro-hongrois est un acte décisif qui prépare une rupture prochaine de la paix en Europe. La

Russie, provoquée, s'irrite ; elle entend revenir, dans les Balkans, à une politique plus active. Les États balkaniques prennent leurs précautions. Toute l'Europe est en émoi. Édouard VII a senti, sans doute, la gravité de l'heure, car il se rend auprès de Nicolas II et le rencontre à Reval (4 juin 1908). Les deux souverains élaborent un programme de pacification pour la Macédoine. Un contrôle européen de la justice s'ajoutant à ceux des finances et de la police, la souveraineté turque s'effritera de plus en plus. Le programme de Reval est la cause immédiate et directe de la révolution jeune-turque qui éclate le 24 juillet 1908 parmi les officiers nationalistes des troupes de Macédoine. Cette révolution jeune-turque qui fait d'Abd-ul-Hamid un souverain constitutionnel et, un an après, un sultan détrôné, a son écho parmi les musulmans de Bosnie et d'Herzégovine ; ils demandent, puisqu'ils sont toujours juridiquement ottomans, à envoyer des députés au Parlement de Constantinople. C'est, pour l'Autriche, une occasion, presque une nécessité, de réaliser une annexion qui tient fort au cœur de François-Joseph. A l'entrevue qu'il a avec Isvolski à Buchlau le 15 septembre 1908, Aehrenthal fait part de ses projets, en termes plus ou moins précis, à son collègue qui n'élève pas d'objections de principe mais qui, en retour, compte sur la bonne volonté de l'Autriche quand il croira le moment venu d'obtenir, pour la Russie, la liberté des Détroits. Puis, brusquement, le 4 octobre, le gouvernement de Vienne annonce l'annexion ; le 6, le prince Ferdinand se proclame tsar de l'État indépendant de Bulgarie : l'accord entre Vienne et Sofia était conclu depuis plus d'un an, à l'entrevue d'Ischl, le 4 mars 1907.

Le traité de Berlin, sur deux points importants, est déchiré. Mais le droit ne peut être modifié qu'avec le consentement des signataires : la Russie, appuyée par la France, demande, conformément au précédent de 1871, la réunion d'une conférence. Un second débat, beaucoup plus grave, se greffe sur le premier. Si la Serbie n'est pas lésée en droit, elle élève une protestation fondée sur le préjudice matériel et moral que lui porte l'annexion à l'Autriche des populations de race et de langue serbes de Bosnie et d'Herzégovine. La note circulaire de M. Milovanovitch du 7 octobre, confirmée, aggravée, par son discours du 9 janvier 1909, expose ces réclamations où le langage de la race parle très haut et où cherche à s'affirmer le « droit des peuples ». Les Serbes et les Croates de Bosnie et d'Herzégovine resteront-ils libres de s'unir un jour à leurs frères serbes de Serbie, ou bien seront-ils englobés dans cette mosaïque de populations diverses dont est constitué l'empire dualiste qui deviendrait peut-être trialiste ? La question ainsi posée, à la suite de l'imprudente initiative d'Aehrenthal, est l'une des origines directes de la grande guerre. La monarchie austro-hongroise veut s'agrandir. La propagande yougo-slave tend à la

disloquer. La « plus grande Serbie » implique une plus petite Autriche. Un article semi-officiel de la revue militaire autrichienne (*Danzers Armee Zeitung*) précise les aspirations de l'empire d'atteindre Salonique en incorporant les populations yougoslaves. L'Italie elle-même, se sentant menacée, se dégage insensiblement de la Triple-Alliance et cherche à lier partie avec la Russie.

Metternich écrivait, le 17 avril 1817, à l'empereur François : « La base de la politique contemporaine doit être le repos ; or, l'idée fondamentale du repos, c'est la sécurité dans la possession. » L'Autriche du baron d'Aehrenthal a oublié ces sages principes et méconnu la vocation historique des Habsbourg ; c'est elle qui agite l'Europe et viole les traités. Le comte Schouvaloff, dont on sait le rôle au congrès de Berlin, écrivait en juillet 1882 : « Je ne me serais jamais imaginé que les difficultés que l'Autriche rencontre en Bosnie-Herzégovine soient aussi considérables. Le plus mauvais, dans cette cession de territoire, c'est que, dans ma profonde conviction, elle menace dans l'avenir la paix de l'Europe. C'est de là que partira un jour la fusée qui mettra le feu aux poudres. Ce sera le brandon qui décidera la question slave. » Schouvaloff voyait plus juste et plus loin que Beaconsfield. Peu s'en fallut, déjà en 1909, que la fusée n'atteignît les poudres.

L'affaire de Bosnie-Herzégovine n'intéresse directement la France que comme signataire du traité de Berlin. Mais le système des alliances est si serré, si enchevêtré, que, malgré les efforts de la diplomatie, « l'adaptation des alliances » n'empêche pas que chaque incident grave risque de mettre en feu toute l'Europe. L'alliance franco-russe, dans son principe, d'après les lettres si précises adressées au cabinet de Pétersbourg par M. Hanotaux, n'imposait à la France aucune obligation militaire en cas de conflit en Orient, pas plus que, réciproquement, la Russie n'était engagée dans les difficultés coloniales de la France. Mais il s'agit maintenant de l'équilibre européen et d'un traité dont la France est signataire. Le gouvernement français manœuvre avec prudence. Tant qu'il s'agit de la violation du traité de Berlin, il prête à la Russie un concours diplomatique actif. Mais lorsque la Turquie, indemnisée par l'Autriche et la Bulgarie, eut retiré sa protestation et qu'il ne resta que la plainte serbe, la France s'entendit avec l'Angleterre pour chercher, en union avec l'Europe, les voies de la conciliation. L'accord du 9 février avec l'Allemagne a pour objet le Maroc, mais il a pour conséquence les mains libres en Orient ; le même jour, 9 février, Édouard VII vient à Potsdam et insiste pour la paix. Personne ne souhaite la guerre, mais on la prépare activement à Vienne, et Budapest y pousse ; cinq corps d'armée sont mobilisés. La Russie est à peine remise de ses défaites de Mandchourie et des secousses révolutionnaires de 1905 ; Isvolski a déclaré,

dès le 7 octobre, au *Temps*, que la Russie ne fera pas la guerre pour la Bosnie ; elle soutient la Serbie, mais, au fond, elle sait qu'elle est engagée sur un mauvais terrain et qu'elle cédera : fâcheuse condition pour résister. Le chancelier Bülow, à Berlin, dirige la manœuvre, tout en se tenant au second plan ; il se prête aux tentatives de conciliation que proposent Paris et Londres, mais, sous main, il assure l'Autriche de son concours sans restriction et décline toute pression sur son alliée. Puis, le moment venu, il sort de son apparente réserve et précipite le dénouement. Le 23 mars, son ambassadeur, le comte de Pourtalès, porte à Isvolski un avis amical : « Si la Russie ne reconnaît pas sans délai ni réserve l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'Allemagne se verra dans la nécessité de laisser l'Autriche agir contre la Serbie. L'Allemagne, en ce cas, garantira à l'Autriche sa frontière de l'Est. » La capitulation ou la guerre. Vienne a hésité jusqu'au dernier moment ; mais Berlin a agi. Tout s'éclaire. C'est pour avoir les mains libres en Orient que l'Allemagne a jeté du lest au Maroc. La Russie s'incline. L'Allemagne remporte un succès diplomatique, mais elle se crée un adversaire formidable.

Cette crise a, dans l'histoire des origines de la grande guerre, l'importance singulière d'un précédent presque identique. L'Allemagne et l'Autriche répéteront, en 1914, le scénario de 1909 ; à Berlin et à Vienne on voudra, en 1914 comme en 1909, et plus complètement, l'abdication de la Russie dans les Balkans et l'établissement d'une hégémonie incontestée du germanisme. C'est Vienne qui, en 1914 comme en 1909, mènera le jeu, mais, à l'instant décisif, c'est Berlin qui passera au premier rang et se montrera résolu à obtenir l'humiliation de la Russie, fût-ce au risque de la guerre. Mais, précisément parce que la Russie avait capitulé en 1909, elle ne pourra pas subir, une seconde fois, la même diminution. La politique de Bismarck qui a opté, au congrès de Berlin, pour l'Autriche contre la Russie, aboutit par une pente naturelle à une telle issue. En vain il avait averti ses successeurs : pas plus que lui-même, ils ne pouvaient arrêter les conséquences logiques de la faute qu'il avait commise.

La France, elle aussi, est au second plan ; consciente du péril, elle s'efforce de le conjurer. Ses engagements à l'égard de la Russie ne l'obligent pas dans les questions orientales et lui laissent, au sujet de « l'équilibre européen », une certaine liberté d'appréciation. Mais elle-même, dans les affaires du Maroc, notamment à Algésiras, a obtenu l'appui sans réserve de la diplomatie russe ; il en résulte une sorte d'élargissement tacite du contrat. D'ailleurs, un grand fait domine tout : en 1909 comme en 1914, la question est européenne, non balkanique. Le dessein de l'Allemagne et de l'Autriche, non seulement déclaré mais entré en voie d'exécu-

tion, est de dominer l'Europe orientale à la faveur de l'écroulement de la Turquie. L'Allemagne est pleinement avertie du péril. La correspondance de Nikky et de Willy contient à cet égard des documents d'un haut intérêt psychologique. Les dépêches du tsar, rédigées sur des notes d'Isvolski, notamment celles du 12 janvier et du 9 mars 1909, expliquent parfaitement les dangers et les limites des concessions que la Russie peut consentir. Les réponses de Guillaume II sont déjà ce que seront, en 1914, les dépêches de la chancellerie allemande : il se dit impuissant à arrêter l'Autriche ; mais, au moment où l'Autriche effrayée a des velléités de reculer, il la pousse en avant. L'Allemagne tient d'autant plus à gagner « l'épreuve de force » de 1909, qu'elle a perdu celle de 1906 (Algésiras) et qu'elle se dispose à rouvrir la question du Maroc.

Après la crise de 1909, Guillaume II, à Vienne, le 14 mai 1909, célèbre le triomphe de l'Autriche épaulée par l'Allemagne. Le roi d'Italie s'associe sans conviction à ces effusions tripliciennes. Guillaume II et Bülow s'emploient à apaiser le ressentiment de Pétersbourg ; le 17 juin 1909, une nouvelle entrevue à Björkö rétablit la liaison directe entre les deux souverains. Le tsar rend visite au roi d'Italie à Racconigi et, en Serbie, le ministre Pachitch s'en félicite. Les rois Ferdinand de Bulgarie et Pierre de Serbie se rencontrent ; l'un et l'autre vont rendre visite, en mars 1910, au tsar et ensuite au sultan. En Russie, Isvolski est remplacé au ministère par Sazonof, le 1^{er} octobre 1910, et devient ambassadeur à Paris. C'est ensuite l'entrevue de Potsdam (4 novembre) entre Guillaume II et Nicolas II. La Russie admet que le chemin de fer de Bagdad pourra être prolongé jusqu'en Perse par Khanikin. Les deux puissances se promettent « de ne se laisser entraîner dans aucune combinaison qui puisse les mettre en désaccord » ; elles ont intérêt, l'une et l'autre, à la tranquillité en Orient. Tout est donc à l'apaisement en Europe. Mais l'Allemagne n'a pas perdu de vue cette « politique mondiale » dont Bülow s'est fait un titre d'honneur dans ses imprudents Mémoires : elle se retourne vers le Maroc.

L A CRISE D'AGADIR

L'accord du 9 février 1909 était une œuvre de circonstance. La France crut y trouver la fin de l'opposition allemande dans les affaires marocaines, au prix d'une collaboration économique qu'elle avait la bonne volonté de réaliser. Mais l'Allemagne avait conçu des espérances de profit immédiat que le Maroc ne pouvait lui apporter. Les nationalistes réclament de plus belle une part du Maroc et s'opposent à l'organisation d'une police sérieuse. Les tentatives d'association des intérêts (union des mines, société marocaine de travaux publics, etc.) se heurtent à des lenteurs difficiles à éviter, dont il faut lire

le récit dans le livre si précis de M. André Tardieu : *le Mystère d'Agadir*. Elles sont vouées à l'insuccès, ou, si elles réussissent, elles aboutissent à un condominium économique franco-allemand. Mais alors l'Angleterre s'émeut et intervient (discours de sir Édouard Grey, 14 mars 1911).

Les échecs se répètent sur d'autres terrains, au Congo notamment, où M. Pichon avait accueilli, dans l'esprit de l'accord du 9 février, un projet de consortium entre la compagnie de la Ngoko-Sangha et le Cameroun allemand. Pour des raisons de politique parlementaire, la commission du budget s'élève contre une telle collusion ; la Chambre paraît résolue à ne pas ratifier la convention ; le cabinet Briand-Pichon est renversé et remplacé par un ministère Monis avec M. Cruppi aux Affaires étrangères. Le projet de consortium est abandonné ; toutes les tentatives de collaboration échouent. « En Allemagne, dit laconiquement le rapport sénatorial sur l'affaire d'Agadir, on semble disposé à conclure de ces faits à l'impossibilité de mener à bien une association économique avec la France. » Le commerce allemand, Hambourg, s'impatiente. La *Post* écrit : « Il y a cinq millions de baïonnettes derrière chaque commerçant allemand. »

Au même moment, des violences locales mettent le gouvernement français dans la nécessité d'envoyer une colonne à Fez. Le chancelier Bethmann-Hollweg formule des conseils de prudence : « Je ne vous encourage pas », répétait-il à M. Jules Cambon. Le ministre des Affaires étrangères, Kiderlen-Wächter, diplomate de l'école de Bismarck, mais intelligent, pratique et modéré, prenant congé à Kissingen de notre ambassadeur, concluait : « Rapportez-nous quelque chose de Paris. » Le 12 juin, aux courses de Grünewald, le kronprinz, abordant M. Jules Cambon, lui dit : « Eh bien ! vous voilà à Fez, je vous en fais bien mon compliment. C'est un joli morceau que le Maroc. On n'en parlera plus maintenant. *Vous nous ferez notre part* et tout sera réglé. » L'occasion était favorable ; quand on apprit à Berlin que les troupes françaises, ayant assuré l'ordre, commençaient à évacuer Fez, on craignit de la manquer. L'état d'esprit de 1905 reparut et c'est une compensation territoriale que la presse allemande se mit à réclamer. Le 1^{er} juillet, la canonnière *Panther* mouillait devant Agadir.

Nouveau coup de poing sur la table ! Sous l'impression de cet étrange procédé, la négociation s'engage. L'idée première des Allemands était d'avoir leur part au Maroc même, probablement le Sous, ce qui expliquerait le choix d'Agadir. Mais, ici, ils se heurtent à l'opposition anglaise et battent en retraite. Ce n'est plus désormais un morceau du Maroc, mais une compensation au Congo que demande la Wilhelmstrasse ; le 7 juillet, le baron de Schoen en apporte l'assurance au nouveau ministre

des Affaires étrangères, de Selves. Sur cette base, l'entente se fait. Le traité du 4 novembre 1911 étend largement les frontières du Cameroun allemand aux dépens du Congo français et l'amène en deux points jusque sur l'Oubangui.

Une telle solution était dans la logique de la politique suivie depuis 1900. A l'Angleterre, à l'Italie, nous avons cédé des droits ; mais à l'Allemagne, comme l'a très bien dit M. Poincaré, « nous avons cédé de la terre, parce que nous n'avions pas de droits à céder ». Mais, après Tanger et Agadir, cet accord imposé ramenait durement la France aux procédés bismarckiens et lui rappelait les liens du traité de Francfort. « C'est la première fois qu'un si dur sacrifice est demandé à la France, » disait Albert de Mun à la Chambre. Mais n'était-ce pas aussi la première fois que la politique française donnait prise à l'adversaire ? La France payait cher la négligence avec laquelle on avait oublié l'Allemagne lors des arrangements méditerranéens. En Orient, comme en Occident, Guillaume II, après ce succès, pouvait se sentir le maître de l'heure.

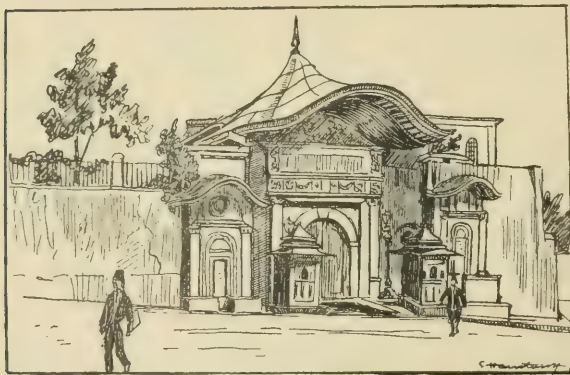
LA GUERRE ITALO-TURQUE (1911-1912)

La crise d'Agadir est à peine terminée que les affaires d'Orient de nouveau se compliquent. Suivons l'enchaînement des faits. En Italie, le prudent Giolitti, troublé par les critiques de la fac-

tion nationaliste, emporté par un de ces accès de fièvre expansionniste qui, de temps à autre, s'empare de l'opinion italienne, se décide brusquement à réaliser l'hypothèque morale que la France et l'Angleterre ont reconnue au roi Victor-Emmanuel III sur la province turque de Tripoli. Elle déclare la guerre à la Turquie le 29 septembre 1911.

Mais la conquête de

la Tripolitaine offre des difficultés inattendues et l'Italie, pour en finir, décide de bloquer les Dardanelles. Du coup, la question des Détroits est posée. La Russie,



LA SUBLIME PORTE
Ministère des affaires étrangères de Turquie.

la Roumanie, dont le commerce souffre beaucoup, interviennent et les Détroits s'ouvrent de nouveau. L'Allemagne, très gênée entre ses deux alliées, la Turquie et l'Italie, cherche à ménager une paix, mais en soutenant plutôt la Turquie, tant ses intérêts sont engagés dans l'empire ottoman. La Turquie ébranlée, les peuples balkaniques s'agitent ; la diplomatie italienne les y incite. Les Jeunes-Turcs, par leur politique ardemment musulmane et exclusivement turque, ont désespéré les chrétiens et même les Albanais qui avaient salué la révolution de 1908 comme l'avènement de l'égalité des races et de la liberté politique, et qui maintenant se sentent menacés jusque dans leurs propriétés par l'installation des *mohadjirs* émigrés de Bosnie. Sous les auspices de la Russie, la Serbie, le Montenegro et la Bulgarie se rapprochent, négocient, s'accordent. La Grèce se joint aux coalisés. Ce qui paraissait invraisemblable, une entente balkanique contre le Turc, est réalisé. Le tsar et Sazonof se flattaient de diriger, de canaliser, au mieux des intérêts russes, l'action de la confédération balkanique et de maintenir la paix. M. Poincaré, lorsqu'il se rend, comme ministre des Affaires étrangères, à Pétersbourg et prend connaissance des traités d'alliance balkanique, voit l'orage imminent et s'efforce de le prévenir (1). Trop tard : la guerre commence dans les Balkans au moment où l'Italie signe le traité d'Ouchy. Ainsi la guerre engendre la guerre et le premier brandon est allumé en Orient.

LA GUERRE DES BALKANS ET LE TRAITÉ DE BUCAREST L'Allemagne et l'Autriche n'ont rien fait pour empêcher la guerre, tant leurs états-majors sont convaincus que l'armée turque, instruite par des officiers allemands et munie de canons Krupp, sera victorieuse. Mais les événements se précipitent à l'encontre des prévisions germaniques : les Bulgares en Thrace, les Serbes en Macédoine, remportent des victoires foudroyantes. Les Bulgares vont d'un élan jusqu'aux lignes de Tchataldja. Cette fois la Russie s'inquiète : ses amis sont trop vainqueurs ; ne touchez pas à Constantinople et aux Détroits, sinon le tsar enverra des navires et des troupes. Les Grecs sont à Salonique. La victoire des Serbes a un formidable retentissement parmi les populations yougoslaves de l'Autriche et de la Hongrie. L'armée serbe s'approche de l'Adriatique : l'Autriche, épaulée par l'Allemagne, déclare que, si les Serbes prétendent s'établir sur cette côte, elle en fera un *casus belli* : elle mobilise, l'Italie l'appuie. Il ne sera pas permis aux

(1) Voir, pour toute cette période, les livres si émouvants et documentés de M. Raymond POINCARÉ : *Au service de la France. Neuf années de souvenirs*. Plon, 4 vol. parus.

Serbes et aux Monténégrins de s'unir en un seul État. La France, l'Angleterre, dans l'intérêt de la paix, obtiennent satisfaction pour l'Autriche. Mais, puisque la Serbie ne peut obtenir à l'Ouest les agrandissements qu'elle espérait, ses ambitions se reportent vers la Macédoine, où elle prétend se maintenir en dépit du traité de partage qu'elle a signé avec les Bulgares et de l'arbitrage que le tsar s'est réservé. La diplomatie austro-allemande pousse les Bulgares à l'attaque. Ils sont battus et, avec eux, une seconde fois, s'effondrent les espoirs de Vienne, de Budapest et de Berlin. Les Roumains ont abandonné les puissances centrales pour prendre à revers les Bulgares. Le traité de Bucarest (6 août 1913) consacre, dans les Balkans et sur le Danube, un état territorial et moral nettement contraire aux intérêts traditionnels de l'Autriche et de l'Allemagne. Les Serbes sont les principaux bénéficiaires des deux guerres. La Bulgarie est à peu près exclue de la Macédoine pour laquelle elle est entrée en campagne. La Roumanie, afin de maintenir le traité de Bucarest, a partie liée avec la Serbie.

L'EUROPE APRÈS LE TRAITÉ DE BUCAREST.
LES ARMEMENTS DE L'ALLEMAGNE

Ainsi, les situations se sont retournées. C'est l'Allemagne qui est maintenant en état d'échec général. La politique d'expansion germanique est contenue : l'Allemagne prétend en conclure que sa sécurité est menacée. La presse officieuse travaille les esprits. Le parti militaire prend le dessus. A Vienne, on pouvait mesurer l'impasse où la politique de 1867 qui ne faisait aucune place aux Slaves et aux Roumains englobés dans les limites de l'empire dualiste, avait fourvoyé la monarchie des Habsbourg. On ne pouvait se résigner à cette ascension soudaine d'une force nouvelle dans les Balkans. Peut-être aurait-on pu encore apaiser les amours-propres froissés et les faux calculs déconçus. Autour de l'archiduc héritier François-Ferdinand, on étudiait avec passion des projets trialistes ou fédéralistes ; mais François-Joseph, pour son empire et pour l'Europe, vécut trop longtemps. Toutes les puissances avaient conscience de l'utilité de la monarchie autrichienne comme facteur d'équilibre, mais non comme fauteur de troubles. Par deux fois, pour l'Albanie et pour Scutari, durant la crise balkanique, les grandes puissances avaient engagé la Serbie et le Montenegro à donner satisfaction aux revendications austro-hongroises. Mais la diplomatie de Vienne avait manqué de droiture et de perspicacité : elle avait soutenu les Turcs, excité les Bulgares, poussé à de nouvelles guerres ; elle recueillait les mauvais fruits de la mauvaise graine qu'elle avait semée. Elle avait déjà mobilisé en 1909 ; elle mobilisait deux fois durant la crise de 1912-1913 ; elle habitait ses états-majors à l'idée d'une guerre inévitable ; ils ne démobiliseraient pas une

fois de plus. Ainsi l'Europe s'acheminait vers la guerre et l'Autriche vers sa ruine.

La Russie, elle aussi, a sujet d'être déçue. Si elle a contribué à nouer l'entente balkanique, elle ne se félicite pas des résultats. Les États slaves des Balkans échappent à son influence ; elle n'a pas intérêt à grandir la Serbie jusqu'à détruire l'Autriche. A Belgrade, un diplomate russe téméraire, Hartwig, parle trop librement de la dislocation de la monarchie habsbourgeoise qu'il se vante de préparer ; mais le tsar et ses conseillers accepteraient volontiers une combinaison analogue à celles de 1897 et de 1903 qui stabiliserait l'état territorial nouveau dans les Balkans. La Turquie est de plus en plus dans la main de l'Allemagne. Le 24 janvier 1913, un coup d'État, organisé par Enver, l'homme des Allemands, abat Nazim Pacha et substitue, au gouvernement libéral de Kiamil Pacha, le régime jeune-turc. Le tsar cependant ne veut que la paix. Guillaume II lui-même, à la date de mai 1913, dans son *Tableau d'histoire*, note que « le tsar n'élève aucune prétention ni sur Stamboul ni sur les Dardanelles ; le sultan doit rester portier des Détroits. »

Mais, dès 1913, l'Autriche a pris son parti. Elle est résolue à saisir ou à faire naître l'occasion d'écraser la Serbie. L'unité yougoslave se fera à l'intérieur des limites de l'empire ou elle ne se fera pas. L'Allemagne l'appuie, elle est reprise « du cauchemar des coalitions » qui s'appelle maintenant « le cauchemar de l'encerclement. » Aussitôt après la première guerre balkanique, elle se lance dans de formidables accroissements de sa puissance militaire. Le 2 mars 1914, la *Gazette de Cologne* publie une correspondance d'allure officieuse où, dénonçant les armements de la Russie, elle déclare : « cette conduite de la politique officielle russe doit détruire une bonne fois la légende de l'amitié historique russo-allemande, » et conclut à la nécessité d'une guerre préventive. Toute une campagne de presse fait chorus : à ce moment, à Berlin, la guerre est déjà prévue et admise comme indispensable. La loi de 1912 porte les effectifs du temps de paix à 721 000 hommes, celle de 1913 à 866 000 : ce sont les forces nécessaires pour l'exécution du plan Schlieffen qui — Guillaume II le dit au roi des Belges — assure mathématiquement la victoire. Un impôt spécial sur le revenu doit donner le milliard nécessaire aux nouveaux armements, il sera fini de payer — la date est à retenir — le 1^{er} juillet 1914. Et comme, afin d'atténuer l'état d'infériorité où nous mettent les nouvelles lois militaires allemandes, le ministère Barthou fait voter le service de trois ans (19 juillet 1913), la presse allemande jette de hauts cris et accuse la France de provocation. En Orient, un nouveau pas est fait, qui constitue une nouvelle provocation à la fois à la Russie et aux puissances occidentales : en décembre 1913, l'Allemagne envoie en Turquie le général Liman

von Sanders qui reçoit le commandement du 1^{er} corps d'armée ottoman. Cette nomination, concertée entre les états-majors allemand et turc, à l'insu, dit-on, de la Wilhelmstrasse, révèle l'influence prédominante de la caste militaire. La guerre, déjà, est résolue ; l'heure en est fixée.

L A POLITIQUE INTÉRIEURE ALLEMANDE

En novembre 1908, au cours de la « Semaine noire », l'empereur a été bafoué ; le



PACHITCH

Des raisons de politique intérieure ont acheminé l'esprit de Guillaume II vers les risques suprêmes. « rocher de bronze » de la monarchie est ébranlé par la campagne socialiste et démocrate pour la réforme du suffrage en Prusse. Aux élections de 1912, les socialistes emportent 110 sièges et 4 250 000 voix. Plus la menace se précise, plus le parti des hobereaux s'appuie sur l'armée et, dans l'armée, sur la grande institution du premier Moltke, l'état-major général. Le parti militaire est encouragé par le kronprinz qui, ouvertement, critique la politique, à son gré pusillanime, de son père. L'affaire de Saverne montre à quel point est forte l'emprise du corps d'officiers sur le gouvernement et combien pèsent peu le Reichstag et les fonctionnaires civils. Un rapport officiel secret du 19 mars 1913 s'exprime ainsi : « Il faut mener les affaires de telle façon que, sous l'impression pesante produite par de puissants armements, par de considérables sacrifices et une situation générale tendue, le déchaînement des hostilités soit considéré comme

une libération, parce qu'il serait suivi d'une ère de paix et de prospérité comme au lendemain de 1870. » Le remède aux difficultés intérieures, c'est l'épée. Ainsi se développe peu à peu une ambiance de guerre et se préparent les résolutions fatales.

VERS LA GUERRE

Dans cette tragique période où l'Europe s'achemine vers la guerre, la France est attentive mais sans initiative directrice ; elle reste au second plan. Les difficultés marocaines sont atténuées : elles n'ont jamais sérieusement mis la paix en péril ; elles ont seulement ranimé, dans les esprits français, le sentiment du danger allemand et préparé les jeunes générations au suprême sacrifice. Mais, dans les complications qui s'annoncent, le Maroc n'est pas en jeu. Les incidents coloniaux sont réglés. En marge d'un rapport de l'ambassadeur allemand à Pétersbourg, en date du 6 mai 1913, qui rend compte de la détente produite par l'évacuation de Scutari par les Monténégrins, Guillaume II écrit : « La lutte entre Slaves et Germains n'est plus évitable. Elle vient certainement. Quand ? Cela se trouvera. »

L'heure vint en 1914. L'Allemagne est tournée vers l'Orient. S'il le faut, elle fera la guerre pour Salonique, Constantinople, Bagdad, le « grand dessein » de domination politique et d'expansion économique. Si le résultat peut être obtenu par une sorte d'abdication de la Russie, tout sera pour le mieux ; sinon, on recourra à *l'ultima ratio*. Le plan allemand implique l'absorption ou la subordination de l'Autriche, jugée incapable de défendre ses propres intérêts et de faire triompher le germanisme (1) : il eût été réalisé même si l'archiduc n'avait pas été assassiné. L'Allemagne court après son alliance qui la conduit à la guerre. Le crime de



PAUL CAMBON
Ambassadeur à Londres.

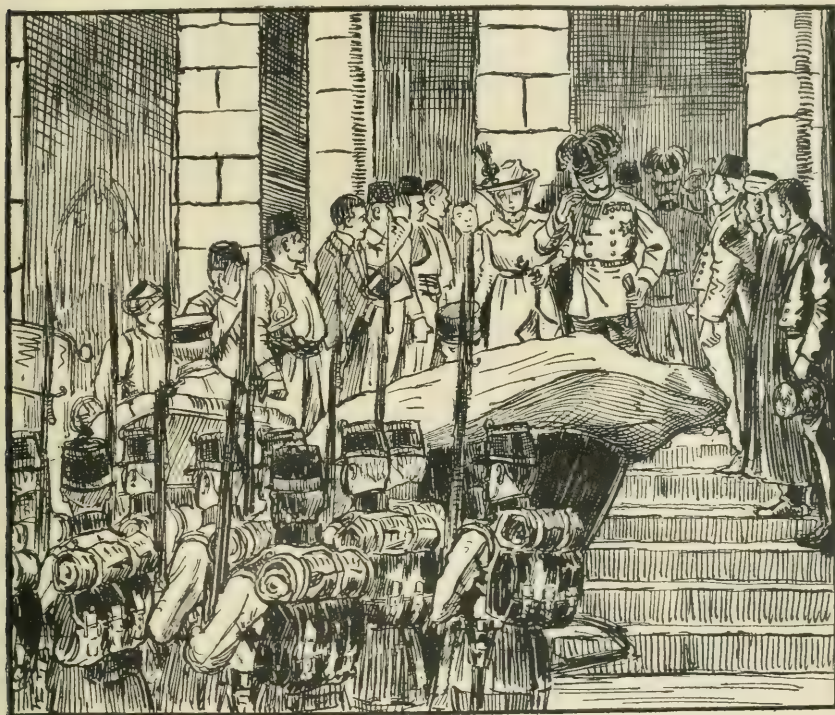
(1) M. Diamandy a rapporté, dans les *Souvenirs* si intéressants qu'il a publiés dans la *Revue des Deux Mondes* des 15 décembre 1927 et 1^{er} janvier 1928, de curieuses indications sur les entretiens de Konopicht entre Guillaume II et François-Ferdinand, le 12 juin 1914 : ils auraient tracé le plan d'une refonte de l'Europe centrale, l'Allemagne absorbant l'Autriche proprement dite, mais cédant une partie de ses provinces polonaises afin d'en constituer, avec la Bohême, la Moravie, la Slovaquie, un état slave dont l'archiduc serait devenu le souverain et dont il aurait pu transmettre la couronne à ses enfants.

Sarajevo offre l'occasion qu'on ne laissera pas échapper. Peut-être y eut-il, au dernier moment, une certaine hésitation, en raison de l'incertitude où l'on était sur le parti qu'allait adopter l'Angleterre ; mais l'état-major allemand, qui avait partie liée avec l'état-major autrichien dirigé par Conrad de Hœtzendorf, et dont les dispositions étaient prises et la volonté arrêtée, y mit fin en invoquant ses responsabilités. Les faits parlent avec une éloquente clarté.

Dès lors que la guerre est en perspective, la France passe au premier plan, parce que c'est l'armée française qui représente la force d'où dépend le sort final de la lutte. La guerre que l'Allemagne lui déclare le 3 août n'est sortie ni de la question d'Alsace-Lorraine, ni de celle du Maroc ; la France se bat, avec son alliée, pour sa vie, en même temps que pour « l'équilibre européen », contre l'omnipotence de l'Allemagne. La crise est née dans les Balkans, mais elle intéresse toutes les puissances, le monde entier ; se dérober serait pour la France un déshonneur et une déchéance, à supposer que la possibilité lui en ait été offerte. C'est le traité de Francfort et l'annexion à l'Allemagne de deux provinces françaises qui a imposé à la France son alliance ; c'est encore la politique allemande qui l'a cimentée, étendue. Durant la crise balkanique, M. Poincaré, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, a vu venir le péril et multiplié les avertissements et les efforts pour le conjurer ; il n'y a pas réussi. Le *Livre noir*, publié par les bolchevistes, n'apporte rien, à la charge de la Russie et de la France, qui résiste à l'examen d'un homme ayant quelque expérience de la politique et des conditions où se débattait l'Europe de 1914.

Lorsque les passions se seront apaisées, il faudra reconnaître qu'une seule puissance, — en dehors naturellement de l'Allemagne et de l'Autriche, — aurait pu empêcher ou retarder la guerre : c'est l'Angleterre. Lorsqu'elle a réalisé, en 1904, une entente avec la France, elle a tenu, selon ses traditions insulaires et la méthode constante de ses hommes d'État, à ne rien abdiquer de sa liberté d'action et de l'indépendance de sa politique. Une alliance comporte des obligations réciproques : l'Angleterre ne contracte pas d'alliances continentales, si ce n'est quand elle est en guerre. La suprématie navale lui donne toujours le temps, — du moins elle le croyait, — de voir venir et de n'opter qu'à bon escient : « qui je défends est maître ». Pourtant ses intérêts sont lésés : elle se sent menacée de tous côtés par le commerce allemand, elle s'effraye de l'accroissement de la force maritime allemande, elle s'irrite de la tentative de l'Allemagne pour se glisser, par Constantinople et Bagdad, sur le chemin des Indes. En 1912, lord Haldane est envoyé à Berlin. Sympathique au germanisme, ami de l'empereur, il est qualifié

pour porter à Berlin une sorte d'ultimatum dont les résolutions de l'Angleterre vont dépendre : limitation des armements navals. L'Allemagne, sous la pression de Tirpitz, se dérobe et lord Haldane revient déçu de sa mission. Mais, ni avant ni après cet échec, les efforts d'un diplomate de la valeur de Paul Cambon n'ont

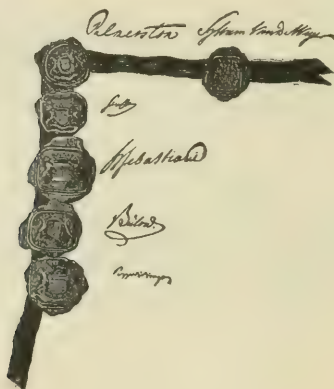


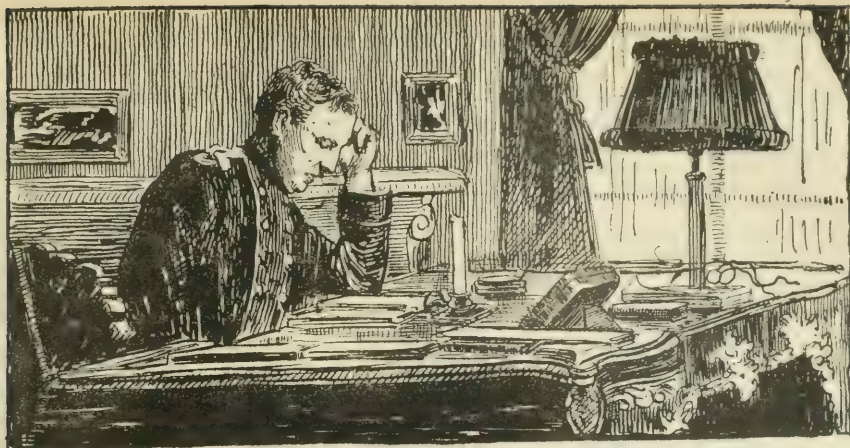
L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND SORTANT DE L'HÔTEL DE VILLE DE SARAJEVO
(D'après une photographie prise quelques instants avant l'attentat).

pu aboutir à une alliance qui, une fois déclarée, eût sans doute sauvé la paix ; quand il en était temps, sir Edouard Grey ne prononça pas le mot qui eût fait réfléchir l'Allemagne. La lettre pathétique du président de la république au roi Georges V n'obtient qu'une réponse amicale mais expectante. L'Angleterre s'en tient à la neutralité. Attend-elle que les fers soient liés et la partie engagée ? Mais, toujours, l'Angleterre a fait la guerre pour Anvers et la côte flamande.

En l'oubliant, l'état-major allemand a commis une incroyable aberration. La violation de la neutralité belge donne à la guerre de 1914 sa physionomie morale et son caractère politique ; elle décide l'entrée en campagne de l'empire britannique.

Ainsi, le 3 août 1914, la plupart des grands problèmes que l'histoire, depuis des siècles, ne cesse de reprendre sans les résoudre jamais définitivement, sont en jeu : suprématie navale de l'Angleterre, domination de l'Allemagne prussianisée sur l'Europe centrale et expansion vers les Balkans, slavisme contre germanisme, sécurité de la France au Nord-Est, indépendance de la Belgique, question d'Orient. Guerre complexe, où plusieurs guerres s'enchevêtrent ; conflit, dans le camp même des alliés, entre des intérêts contraires dominés de haut par le puissant intérêt général d'échapper à la domination allemande sur le continent et sur les mers. Guerre décisive, parce qu'elle met en mouvement toutes les forces actives de toutes les puissances militaires et qu'elle mobilise peu à peu la terre entière.





CHAPITRE XII

LA GUERRE ET L'APRÈS-GUERRE

La guerre et les alliances. — La liberté des mers et l'entrée en guerre des Etats-Unis. — La direction de la coalition. — La victoire des Alliés et les négociations de paix. — L'idée de manœuvre de M. Clemenceau. — L'Europe après les traités de paix. — La Société des nations. — La France, l'Angleterre et le problème allemand. — Les Pays-Bas. — Les peuples slaves et la ruine de l'empire austro-hongrois. — La France dans la Méditerranée. — Regards en arrière et en avant.



LA guerre a cette vertu de rétablir dans sa vérité l'échelle des valeurs. L'Angleterre, si elle est vaincue sur mer, ne sera plus. La France, si elle est vaincue sur terre, tombera au rang d'un état de troisième ordre. La diplomatie n'a de force persuasive qu'autant que les armes lui en prêtent : après la bataille de la Marne, la France peut élever la voix. Le respect qu'inspiraient les armées allemandes s'évanouit ; seule la terreur reste. Les massacres de Belgique et de Lorraine détruisent le prestige de la « culture germanique ». Il s'agit d'abord de renforcer la cohésion d'une alliance de fait. Par la déclaration de Londres (6 septembre), la France, l'Angleterre, la Russie s'engagent à ne pas conclure de paix séparée et à ne traiter que d'un commun accord. Dans le gigantesque branle-bas, les États qui ont une vie politique active et un rayonnement extérieur comprennent qu'ils ne compteront, la guerre finie, que dans la mesure où ils y auront participé. Le Japon, par un coup

de partie d'une audacieuse opportunité, allant au delà de ses obligations envers son alliée l'Angleterre, déclare la guerre à l'Allemagne et attaque Tsintao : la question chinoise est ouverte ; le Japon, tout en poursuivant ses intérêts asiatiques, devient une puissance mondiale.



NICOLAS II ET GEORGES V

Une bataille diplomatique se livre pour Constantinople. La Turquie est dans l'heureuse situation de pouvoir mettre à très haut prix son concours, tant le passage des Détroits a de valeur pour la Russie et ses alliés. Mais l'empire ottoman a échappé depuis longtemps à l'influence française et occidentale ; la faction jeune-turque a lié partie avec l'Allemagne ; un accord précise les conditions de l'alliance. Le *Gæben* et le *Breslau*, échappés aux escadres anglo-françaises, apportent

aux partisans de l'Allemagne et de la guerre l'argument sans réplique de la force. Les communications entre les puissances de l'Entente sont coupées. Seule, une résolution énergique et immédiate des gouvernements alliés ordonnant à leurs escadres de suivre dans le Bosphore les navires allemands et de les couler, aurait pu retenir l'empire ottoman dans la neutralité.

L'alliance turco-allemande accroît, sur l'échiquier de la guerre, la valeur de la Bulgarie. Son territoire ouvre une communication directe avec la Russie, son armée

est nombreuse et entraînée. Dès lors que la France, l'Angleterre et la Russie entraient en guerre, sinon à cause, du moins à l'occasion de la Serbie, le théâtre oriental prenait une importance qui ne fut comprise que plus tard et que certains méconnurent jusqu'à la fin. Si la coalition avait su créer une direction unique et capable de résolutions fortes, elle aurait réservé la Macédoine, enjeu des guerres balkaniques de 1912 et 1913, afin d'en faire, au besoin, le prix du concours de la Bulgarie. En cas de victoire, il était évident que la Serbie trouverait, aux dépens de l'Autriche, d'amples dédommagements ; en cas de défaite, elle perdrait tout, la Macédoine comme le reste. L'Angleterre et la France ont payé cher l'aveuglement de cette génération dans les affaires de l'Orient. Après la déroute des Russes sur la Dunajetz (1^{er} mai 1915) et l'échec anglo-français aux Dardanelles, les rancunes du roi Ferdinand l'emportent sur le véritable intérêt de son peuple : la Bulgarie se range du côté des empires centraux.

La diplomatie des Alliés fut plus heureuse en Roumanie. De profondes affinités françaises, un sentiment élevé de la justice et une exacte appréciation de l'intérêt national inclinèrent, dès les premiers jours des hostilités, l'opinion publique roumaine du côté des Alliés ; le conseil des ministres refusa de reconnaître un traité d'alliance que le roi Carol, un Hohenzollern, avait conclu de sa propre autorité avec l'Allemagne et l'Autriche. La neutralité de la Roumanie en 1914 était la conséquence de sa participation à la lutte en 1913 ; elle prépara son entrée en guerre dans le camp des Alliés le 27 août 1916. — En Grèce, M. Venizelos offrit, dès les premiers jours, aux Alliés un concours qui ne fut pas accueilli et que l'opposition du roi Constantin, beau-frère de Guillaume II, transforma, au moment critique, en une sourde hostilité qui ne prit fin que par l'abdication forcée du roi.

La Triple-Alliance, renouvelée en 1912, n'engageait l'Italie à soutenir ses partenaires qu'en cas de guerre défensive : sa neutralité est donc d'abord un jugement sur les responsabilités de la guerre. Le gouvernement du Quirinal avait vu clair dans ses intérêts dès 1912 et au moment où, en août 1913, l'Autriche lui proposa de se joindre à elle pour attaquer la Serbie et chercher en commun un arrangement adriatique. MM. di San Giuliano et Giolitti avaient décliné toute compromission de cette nature qui aurait fondé pour longtemps la prépondérance germanique dans l'Adriatique. Les mêmes raisons, en présence de l'agression allemande, déterminèrent le gouvernement du roi Victor-Emmanuel à la neutralité. Cette abstention était déjà un engagement puisqu'elle donnait à la France la possibilité de porter toutes ses forces vers le Nord. Mais, la guerre se prolongeant, l'expectative

devenait impossible pour une grande puissance. Parmi les hommes d'État italiens, les uns comme Giolitti, étaient d'avis de rester dans la neutralité et proposaient même d'accepter les offres du prince de Bülow (Trente et la frontière de l'Isonzo) ; les autres inclinaient vers l'Entente. La campagne populaire de Gabriele d'Annunzio, de Benito Mussolini, l'habileté discrète de l'ambassadeur de France, M. Barrère, le poids de la suprématie navale de l'Angleterre, firent pencher la balance du côté des Alliés. Ceux-ci, pour obtenir l'adhésion de l'Italie, se laissèrent entraîner à lui offrir des avantages qu'ils n'étaient pas certains, même en cas de succès, de pouvoir lui assurer. L'Italie déclara la guerre à l'Autriche le 24 mai 1915 et à l'Allemagne un an plus tard (27 août 1916).

Le tocsin de la mobilisation, l'appel des nations libérales et démocratiques de l'Occident, la bataille de la Marne, produisent en Europe une commotion libératrice. Les peuples endormis s'éveillent. La Pologne renaît comme par miracle. Le manifeste du grand-duc Nicolas, commandant en chef des armées russes, constitue déjà, en sa faveur, un engagement valable. La nation tchèque manifeste sa vitalité ; des milliers de soldats slaves des armées austro-hongroises cherchent l'occasion de se rendre aux Russes. Parmi les Croates, les Slovènes, les Roumains de Transylvanie, les espérances nationales enflèvent les esprits. La monarchie dualiste est virtuellement disloquée avant même d'être vaincue. Les Turcs, sous prétexte de prévenir un mouvement d'émancipation du peuple arménien, entreprennent, sous l'œil bienveillant des officiers allemands, un massacre général et méthodique de cette nation : environ un million de personnes périssent ; des milliers de femmes et d'enfants sont contraints de devenir musulmans. De la Belgique à l'Euphrate, depuis bien des siècles, l'humanité n'avait pas assisté à de telles horreurs.

L'ébranlement des États développe une tendance générale des populations conscientes de leur personnalité nationale à organiser leur indépendance. « Le principe des nationalités » travaille à démembrer les empires dont l'histoire n'a pas fait une nation homogène : Autriche, Hongrie, Turquie ; l'Allemagne même se sent menacée de perdre non seulement l'Alsace-Lorraine, mais aussi ses provinces polonaises et danoises. En revanche, les Allemands, retournant le « droit des peuples » contre leurs ennemis, trouvent de l'écho en Russie, parmi les Irlandais et les sujets asiatiques de la Grande-Bretagne.

LA LIBERTÉ DES MERS ET L'ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS

Il n'est pas de grande guerre qui ne soulève le problème de la liberté des mers. La supériorité navale de l'Entente se traduit par d'importants avantages :

communications assurées avec les colonies et avec les neutres, malgré les sous-marins ; possibilité de mettre l'adversaire en état de blocus. Mais la visite pratiquée sur les bateaux neutres ne pouvait manquer de conduire à des mesures vexatoires et à des conflits. Une « ligue des neutres » est généralement la conséquence d'un blocus qui dure. Cette fois, les États-Unis seuls étaient en mesure d'élever une protestation : ce fut d'abord contre la marine anglaise ; puis, quand les Allemands eurent généralisé la guerre sous-marine et coulé non seulement des cargos, mais des navires chargés de passagers, l'indignation vint à l'appui d'anciennes sympathies pour la France et d'affinités de famille avec l'Angleterre ; le torpillage du paquebot *Lusitania* détermina un courant d'opinion qui aida le président Wilson à entraîner l'Amérique à une croisade libératrice contre l'empire allemand. La France recueillit les fruits de la noble intervention de Louis XVI en faveur des colonies américaines en lutte pour leur émancipation. Pour la France et sous ses auspices, les beaux gars de l'Amérique ont traversé l'Océan et versé leur sang généreux. A ce grand événement, un sentiment de gratitude et d'amitié traditionnelle donne son vrai caractère. C'est, dans l'histoire, un fait trop rare pour qu'il n'y demeure pas gravé. Avant la fin de la guerre, dix États de l'Amérique latine, le Portugal, le Siam, la Chine s'étaient associés aux puissances libérales maîtresses de la mer. Sur le sol français et belge, des soldats de tous pays, de toutes couleurs, de toutes religions vinrent se battre. La guerre prit par là un caractère singulier d'universalité.

L A DIRECTION DE LA COALITION La direction d'une coalition est l'une des plus délicates opérations qui incombent à la diplomatie. Toute action de guerre importante est précédée d'une négociation diplomatique souvent difficile. C'est en partie pour une raison d'ordre politique que des forces françaises importantes furent, en août 1914, poussées en Belgique. Plus tard, afin de décider l'envoi à Salonique d'une armée qui, la première, mit hors de combat l'un des adversaires, M. Briand eut à déployer cet art de persuader où il excelle. C'est seulement le 26 mars 1918, à la suite d'échecs douloureux, que l'unité de commandement sur le front franco-belge fut acceptée et que le maréchal Foch réussit, par son tact autant que par l'ascendant de son génie, à l'exercer sans heurts, à la satisfaction de tous : la victoire en fut le prix.

L'unité de direction diplomatique n'aurait pas été moins nécessaire ; on ne tenta jamais de la réaliser ; mieux valait peut-être ne pas faire ressortir les divergences de vues et d'intérêts qui séparaient les Alliés. C'est pour les mêmes raisons

que les tentatives communes pour conclure la paix avec l'un des adversaires ne réussissent pas. La plus sérieuse, la seule qui aurait pu donner un résultat, fut la négociation conduite, après la mort de François-Joseph, avec le nouvel empereur Charles, par le prince Sixte de Bourbon-Parme, frère de l'impératrice Zita et officier dans l'armée française. Le négociateur était bien choisi ; mais la négociation ne pouvait aboutir qu'à deux conditions : la première, c'est que l'empereur Charles eût assez d'autorité pour échapper, non seulement à la surveillance de l'état-major allemand, mais surtout à la ténacité des Hongrois qui avaient conscience de jouer le tout pour le tout et qui, jusqu'à la fin, jusqu'à la ruine totale, rivèrent l'empire dualiste à l'alliance allemande ; la seconde, c'est que la France et l'Angleterre déclarassent ensemble à l'Italie qu'il devenait nécessaire, après la catastrophe de la Russie, d'en finir avec l'Autriche, ce qui entraînerait la prompte capitulation de la Bulgarie et de la Turquie, et que, par conséquent, les conditions promises pour l'échéance de la paix devraient être révisées. On aurait pu trouver d'autres combinaisons pour satisfaire l'Italie. Mais Ribot n'était pas l'homme des initiatives audacieuses. La négociation n'aboutit pas.

Ce n'est qu'après trois années de guerre que la France elle-même posa nettement la question de l'Alsace-Lorraine. C'est seulement en 1917 que le cabinet Painlevé déclara au gouvernement britannique que le retour des provinces détachées à l'unité française devrait être l'une des assises fondamentales de toute paix. Il ne fut pas précisé si nos deux provinces nous seraient rendues dans les limites de 1870 ou dans celles d'avant 1815. Rien ne fut prévu quant au sort de l'Allemagne prussianisée et aux moyens les plus sûrs de la mettre, pour l'avenir, hors d'état de nuire. Les traités de 1815 avaient été dressés comme une défense de l'Europe contre la France ; le traité de 1831 imposait à la Belgique des amputations et des servitudes dirigées à la fois contre elle et contre nous. Ces hypothèques ne seraient-elles pas levées ? Ces clauses ne seraient-elles pas retournées ? On n'en parla pas. Lorsque la victoire se dessina, au milieu de juillet 1918, le président du Conseil, M. Clemenceau, répondit à ceux qui l'interrogeaient par le fameux mot : « Je fais la guerre. » Que n'a-t-il aussi « fait la paix ! »

Cependant, toutes les puissances, l'Italie, la Grèce, l'Angleterre, la Russie, avaient posé leurs conditions. En Orient, les légitimes exigences du gouvernement du tsar avaient obtenu de ses alliés, dès 1915, avant l'attaque des Dardanelles, certaines promesses qui furent précisées par la convention de Londres (9 février 1916). La Russie aurait Constantinople et les Détroits ; l'Angleterre se réservait l'Égypte et les pays arabes ; la France, la Syrie et la Cilicie. Le cabinet britannique, en

l'absence de contingents français importants sur le front d'Asie, laissait se développer la politique arabe des Sykes et des Lawrence. Bien avant l'armistice, les agents anglais menaient déjà leurs intrigues en vue d'éliminer du Levant l'influence française. Non sans peine, l'accord Sykes-Picot réserva nos droits sur la Syrie jusqu'au Tigre et à la frontière de Perse. Lorsque la Russie bolchevisée eut signé les traités de Brest-Litovsk, la convention de Londres, à la grande satisfaction des Anglais, se trouva déchirée et, à mesure que se dessina la victoire, l'étendue entière de l'empire ottoman ne sembla pas, à l'empire britannique, une compensation hors de proportion avec ses sacrifices. De là, des complications ne pouvaient manquer de sortir.

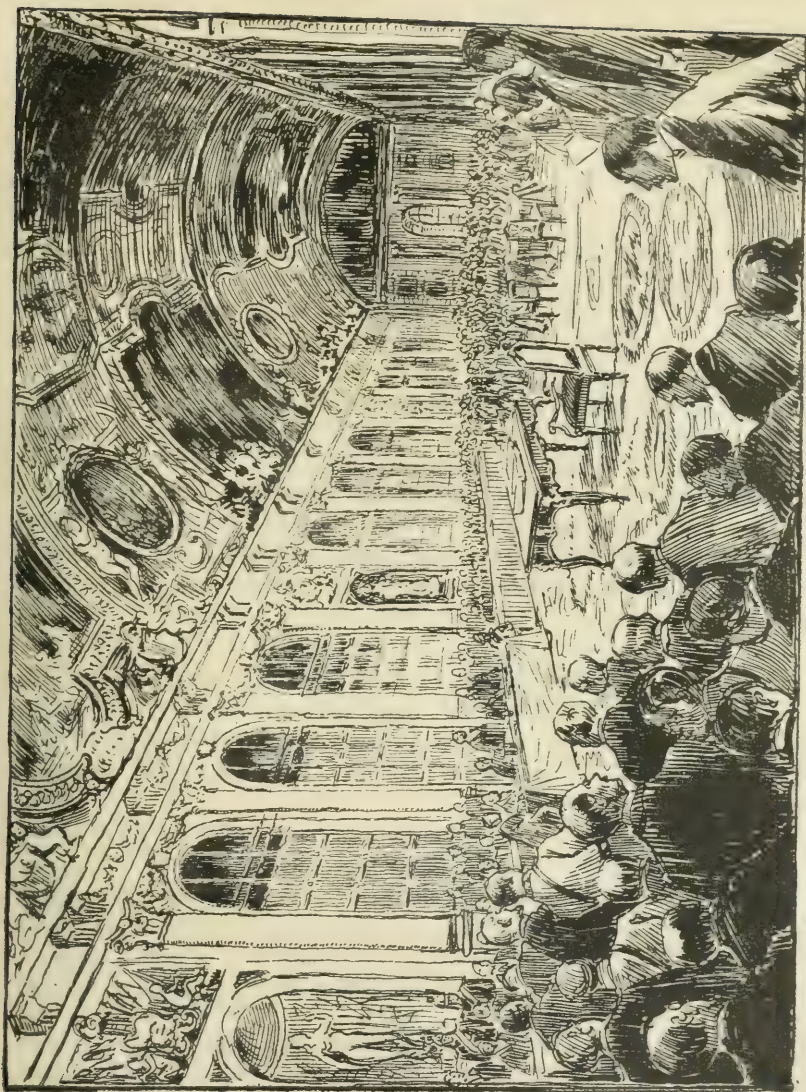
LA VICTOIRE DES ALLIÉS ET LES NÉGOCIATIONS DE PAIX Le drame de quatre années qui a coûté à l'Europe beaucoup plus de sang et de ruines que toutes les guerres de la Révolution et de l'empire additionnées, s'achève par la victoire de la coalition dont la France est l'âme et l'Angleterre le ressort. Cette victoire est complète sur le front occidental, sur mer, dans les Balkans, en Afrique ; elle est incomplète en Orient, où l'un des alliés de 1914, la Russie, a succombé sous l'effort de la révolution intérieure. Aux vainqueurs en Occident incombe la charge de suppléer à cette défaillance et de construire, avec leurs seules forces, la nouvelle Europe. De ce déséquilibre sort une première source de difficultés. Le programme du président Wilson, sa présence à Paris et sa participation aux négociations ont engendré d'autres complications. A vrai dire, aucun des « quatorze points » n'était inconciliable avec les conceptions françaises ; mais le président des États-Unis, qui avait passé l'océan avec les dispositions les plus favorables aux justes revendications françaises, revint d'une visite en Angleterre plus enclin à prêter l'oreille aux suggestions de M. Lloyd George.

La politique de l'Angleterre, aussitôt après l'armistice du 11 novembre, a été plus conforme aux traditions et à certains préjugés de sa diplomatie qu'à ses véritables intérêts. En juillet 1914, l'affirmation d'une solidarité franco-anglaise aurait prévenu la guerre ; en 1919, le maintien de l'union qui avait fait la victoire aurait prévenu les difficultés du règlement de la paix. L'Angleterre avait fait la guerre pour l'indépendance de la Belgique et la destruction de la puissance maritime et coloniale de l'Allemagne. A peine ces résultats étaient-ils assurés qu'un revirement se produisit dans l'opinion et la politique britanniques. Sans mesurer exactement l'épuisement de notre pays et l'importance du péril soviétique, les ministres anglais se persuadèrent que la France serait tentée d'abuser de sa victoire et d'éta-

blir son hégémonie sur l'Europe. L'effondrement de l'empire des Hohenzollern, la fuite éperdue des dynasties allemandes, firent une profonde impression sur une partie de l'opinion britannique ; elle se demanda si, en abattant une puissance germanique et protestante, on n'allait pas aboutir à exalter une puissance latine et catholique. Les Slaves, dans l'Europe nouvelle, allaient tenir une grande place, et l'Angleterre n'avait pas foi en leur avenir ou se les représentait comme les clients naturels de la politique française. Les vues de M. Lloyd George furent courtes ; il se retourna vers ses ennemis de la veille par une vaine crainte de ses alliés de la victoire ; il ménagea les bolchevistes contre la Pologne ; il excita l'opinion mondiale et notamment l'opinion américaine contre « l'impérialisme » français. Mais le danger réel était là où l'on ne voulait pas l'apercevoir. La France ne demandait que des réparations et la sécurité, tandis que l'Allemagne relevée et les Soviets sauvegardés pouvaient devenir un élément de trouble grave pour la stabilité européenne.

A ces mécomptes d'ordre psychologique s'ajoutent des erreurs de méthode. La négociation directe entre les chefs de gouvernement est condamnée par l'expérience de tous les temps. Thiers s'était trompé en négociant lui-même en 1871. Le président Wilson tomba dans la même faute ; entouré des autres « gros », il se tint trop à distance des nécessités pratiques et de l'opinion de son propre pays. Les maîtres de la négociation commirent d'autres erreurs, par exemple lorsqu'ils rangèrent la Belgique parmi les puissances « à intérêts limités », tandis que le Japon qui n'avait mené, en Extrême-Orient, qu'une guerre localisée, participait à la plupart des délibérations. Enfin, les négociations de Versailles eurent un caractère insolite en ce que les articles du traité de paix prirent la forme d'une sentence de condamnation fondée sur le fait de l'agression. Des coupables nommément désignés, au premier rang desquels l'ex-empereur Guillaume, devaient être jugés et punis ; mais à peine le traité était-il signé que M. Lloyd George proposait que l'on renoncât à des sanctions d'ailleurs inexécutables et qui avaient servi surtout à sa propagande électorale.

L'IDÉE DE MANŒUVRE Dans le maquis des négociations, si l'on cherche, **DE M. CLEMENCEAU** du côté français, ce que les stratèges nomment une idée de manœuvre, il est permis de conjecturer celle-ci qui est conforme au caractère et au passé de M. Clemenceau et qui s'accorde avec les faits. Le chef du gouvernement ne prenait conseil que de lui-même. Son ministre des Affaires étrangères, M. Stephen Pichon, homme de bon sens, entouré de services éclairés, n'était guère consulté. Seul, M. Tardieu, à force d'objurgations, arrivait parfois à



SIGNATURE DU TRAITÉ DE VERSAILLES

(Galerie des glaces, 28 juin 1763, d'après un dessin de G. Scott publié par *l'Illustration*).

fléchir la volonté tenace du vieillard. M. Clemenceau avait toujours été un ardent partisan d'une entente franco-anglaise et nous l'avons montré adversaire de la politique coloniale ; son patriotisme se concentrait vers une seule direction : le Rhin. Il fit, de propos délibéré, confiance à l'Angleterre. Lorsqu'elle réalisa la destruction complète de la flotte allemande, lorsqu'elle réclama la cession de toutes les colonies allemandes, il ne paraît pas qu'il ait élevé aucune objection, bien que l'intérêt de la France ne fût pas nécessairement conforme, sur ces deux points, à celui de l'empire britannique. Dans le Levant, il attendit longtemps avant d'opposer les droits historiques de la France aux envahissements de l'Angleterre. A moins d'admettre qu'il se laissa tromper par ignorance ou faiblesse, on doit penser qu'il crut, en laissant à l'Angleterre carte blanche hors d'Europe et sur mer, que, au moment où lui-même réclamerait ce qui lui tenait à cœur, c'est-à-dire la liberté d'action sur le Rhin et l'appui britannique pour le règlement du problème allemand, le gouvernement de Londres serait mal venu à faire obstacle à ses desseins. C'était là, en effet, une idée de manœuvre, mais à la condition qu'elle fût l'objet d'une négociation préalable et aboutît à des engagements précis. M. Clemenceau, ayant acquiescé à tout ce qui intéressait l'Angleterre, se heurta à une irréductible opposition quand il mit en avant ses propres revendications.

L'EUROPE APRÈS LE TRAITÉ DE PAIX. LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'Europe, telle qu'elle est sortie des traités qui ont mis fin à la grande guerre, est-elle très différente de celle dont nous suivons, depuis quatre siècles, les transformations ? C'est ce que nous nous bornerons, dans ces dernières pages, à indiquer.

La plupart des grandes guerres de l'histoire moderne ont été suivies de projets, plus ou moins viables, destinés à empêcher le retour d'horreurs que l'humanité condamne, mais dans lesquelles elle retombe, parce que le conflit des passions et des intérêts est inhérent à la nature humaine. A la fin de la dernière guerre, ces aspirations généreuses furent particulièrement ardentes parce que les masses profondes des peuples avaient pris part à la lutte et qu'elles possédaient, dans tous les pays, le moyen de faire entendre leurs voix.

L'idée de Société des nations est française par ses racines lointaines : Sully, l'abbé de Saint-Pierre, Jean-Jacques Rousseau, ont ébauché des projets de Société des États. Le mot de Société des nations apparaît dans les *Soirées de Saint-Petersbourg*. Mais l'idéologie de M. Wilson semble être surtout d'origine kantienne.

Durant les négociations de l'hôtel Crillon, Léon Bourgeois et les experts français s'efforcèrent vainement de doter l'organisme naissant de moyens d'action et de sanction. Depuis que la Société des nations est venue officiellement au monde, elle a prouvé son efficacité en maintes circonstances ; elle aurait pu, dès l'origine, rendre de plus grands services encore. « La paix des peuples » — c'est le nom dont on a justement caractérisé les traités de 1919, — était particulièrement difficile à établir parce que la reconstitution nécessaire de nations depuis longtemps privées de leur indépendance ou de leur intégrité comportait des opérations difficiles, parfois douloureuses. Le tracé de nouvelles frontières aurait laissé derrière lui moins d'acrimonie s'il avait été réalisé par un organisme anonyme, soutenu par l'opinion publique, tel que le conseil de la Société des nations. Le pacte qui la constitue dans la « ville-église » de Calvin fut simplement incorporé à chacun des traités. La France a prôné avec foi et servi avec désintéressement le nouvel instrument de paix qui se heurte, comme toutes les institutions inédites, à des préjugés et à des routines, mais aussi à des réalités historiques et à des intérêts. Les découvertes de la science, la rapidité des communications acheminent les peuples vers une certaine unification du décor extérieur de leur vie et de leurs instruments de travail. Cependant, jamais la discrimination des peuples les uns par rapport aux autres, jamais les aspirations des plus petits eux-mêmes à former des états distincts, n'ont été plus affirmées ; jamais ils n'ont plus sincèrement avoué « l'égoïsme sacré » qui inspire leur politique. L'histoire n'a connu jusqu'ici qu'une seule société des peuples qui ait vécu et qui ait donné des résultats, limitée d'ailleurs aux peuples de même foi, c'est la Chrétienté du Moyen âge. La tentative nouvelle aura d'autant plus de chances de réussir que, mobilisant l'opinion universelle en faveur de la paix, elle s'inspirera d'un plus haut idéal.

L A FRANCE, L'ANGLETERRE ET LE PROBLÈME ALLEMAND

Par le traité signé, le 28 juin 1919, à Versailles, dans cette même galerie des Glaces où avait été proclamé, le 28 janvier 1871, le nouvel empire allemand, la France retrouve, sur le Rhin, sa frontière de 1870 : l'Alsace et la Lorraine font retour à la patrie française une et indivisible. La grande réparation qui avait pour elle la force du droit, n'a pu s'accomplir que par le droit de la force ; mais cette force, ce n'est pas la France qui l'a déchaînée. La désannexion des deux provinces françaises n'est pas seulement un acte politique de haute portée, elle prend, à la lumière de l'histoire, la valeur morale d'une réparation de justice et d'un retour à l'ordre. En 1871, pas un de leurs habitants ne souhaitait se séparer de la France : la séparation était un fait de violence.

Il suffisait que les députés des deux provinces rentrassent au Parlement français, comme ils en étaient sortis le 1^{er} mars 1871, pour que toutes choses reprissent leur cours normal.

L'Alsace et la Lorraine feraient-elles retour à la France franches de toute charge ou hypothèque? La question ne semblait pas devoir se poser; il fallut cependant de nombreuses séances et toute la dialectique de M. Tardieu pour que, sur ce point, la thèse française l'emportât: ainsi se révélait la mauvaise volonté de certains alliés. L'Alsace et la Lorraine nous seraient-elles rendues dans les frontières de 1870 ou dans celles de 1789 et de 1814, c'est-à-dire avec Landau et la vallée de la Sarre? La question se lie à une autre plus générale: la France demanderait-elle et obtiendrait-elle que certaines clauses expressément dressées par l'Europe défiante, après les Cent-Jours, contre un retour offensif de la conquête française, fussent abrogées ou amendées? Les traités de 1815, en Europe, étaient depuis longtemps modifiés à l'avantage de l'Allemagne et de l'Italie; le seraient-ils, après la grande victoire, dans leurs clauses dirigées contre la France? Peut-être nos négociateurs choisirent-ils mal le terrain de la bataille qu'il leur fallait livrer à leurs alliés anglais qui se souvenaient trop d'avoir été, en 1815, les alliés de la Prusse. Toujours est-il que la seule satisfaction, d'ailleurs précaire, qu'ils obtinrent fut les articles 45 à 50 du traité de Versailles relatifs au territoire de la Sarre. Placé, pour quinze ans, sous l'administration de la Société des nations, agissant comme fidéi-commis-saire, le territoire de la Sarre aura le droit de choisir, par voie de plébiscite, à l'issue de cette période, entre la réunion à la France, le retour à l'Allemagne ou le maintien du régime de la Société des nations. Les mines de houille sont attribuées en toute propriété à la France en compensation des mines détruites par les Allemands dans le Nord et le Pas-de-Calais, mais l'Allemagne, si sa souveraineté est rétablie dans la région à l'expiration des quinze années, aura le droit de les racheter moyennant un prix payable en or. Cette région, depuis 1815 et surtout depuis 1870, a changé de caractère. Les tranquilles petites villes d'autrefois se sont transformées en grosses agglomérations ouvrières où ont afflué des Prussiens et des Polonais des provinces de l'Est. Aussi bien le destin de la Sarre n'est-il, au point de vue politique, qu'un aspect particulier du problème rhénan.

Il y a une question de la Rhénanie; il n'y a pas de question de la « rive gauche du Rhin », car le Rhin est devenu une large artère commerciale qui sépare moins qu'elle n'unit. C'est, au vrai, de la paix européenne qu'il s'agit. Mais le problème fut mal compris. M. Clemenceau disait au Sénat, le 11 octobre 1919: « Les Allemands sont allés des extrémités du particularisme aux extrémités de

la centralisation. » Affirmation téméraire ! L'œuvre unitaire des penseurs et des hommes d'État, de Bismarck en particulier, n'a pas réussi à extirper de l'instinct profond et traditionnel du peuple « la tendance qu'ont les Allemands à se séparer en groupements étroits » — l'expression est de Bismarck. L'unité allemande s'est réalisée non par la volonté populaire, mais par la conquête prussienne. La protestation de certaines provinces, comme le Hanovre, n'est pas éteinte. Les Rhénans, Prussiens par la volonté de l'Angleterre et l'erreur de Talleyrand, ont espéré jusqu'à 1870 la venue des Français. Si, au moment où les dynasties allemandes ont brusquement disparu, les troupes françaises, entrant en Allemagne, avaient, par une proclamation, fait connaître que la France n'annexerait pas un pouce de terre allemande, pas une âme allemande, que l'unité allemande ne serait pas menacée, mais que les provinces rhénanes, sans cesser d'être allemandes, cesseraient d'être prussiennes, une telle initiative eût été acclamée. La politique du général Mangin trouva, parmi les Rhénans, des sympathies très actives ; mal soutenue par Paris, elle se heurta à l'opposition des Anglais et des Belges et à la résistance des autorités prussiennes. Avant la conférence de la paix, la question a été mal présentée. Les plénipotentiaires français ont demandé la création d'un État indépendant sur la rive gauche du Rhin, d'une « Rhénanie indépendante » ; ils se sont heurtés, de la part des Alliés, à un refus irréductible. Les Anglais n'ont pas manqué de représenter qu'un État rhénan, sur la rive gauche du fleuve, indépendant du Reich, ne pourrait vivre qu'à la condition de s'allier économiquement, politiquement et militairement avec l'Allemagne ou bien de devenir le protégé de la France et de la Belgique. Dans le second cas, c'était la domination française établie sur toute la rive gauche du Rhin, ce que les Anglais, — qui confondent toujours la question rhénane avec la question belge et Mayence avec Anvers. — n'ont jamais admis. La seule formule qui eût chance d'être acceptée, qui eût été à la fois juste et conforme à la volonté des peuples, c'était : déprussianisation. C'eût été une légitime adaptation aux circonstances actuelles de la vieille politique des « libertés germaniques ».

Le président Wilson et M. Lloyd George ont offert à leur collègue français « la garantie militaire des États-Unis et de l'Angleterre en échange de l'occupation et de l'indépendance de la rive gauche du Rhin. » Mais cette garantie ne devait jouer que si le traité était ratifié par chacune des deux puissances. Or, on pressentait déjà, en Angleterre, que le Sénat des États-Unis serait réfractaire à tout engagement et ne ratifierait pas le traité. C'est en échange de cette promesse fallacieuse que M. Clemenceau renonça à son programme rhénan, d'ailleurs mal conçu. L'absence de ratification américaine rendit caduque cette clause illusoire qui s'intitule

« assistance à la France », comme si la France, après sa victoire, en était réduite à la mendicité diplomatique.

A la suite de cette fausse manœuvre, l'évolution interne de l'Allemagne s'opéra, par la puissance de l'État et par l'action du parti social-démocrate, dans le sens unitaire. Les rédacteurs de la constitution de Weimar ont été hantés par la crainte de la dissolution du Reich et pourtant ils ont été obligés d'y insérer un article 18 permettant à de nouveaux « pays » de se constituer. De savoir si l'Allemagne sera une grande Prusse caporalisée et centralisée ou un État fédéral et démocratique, c'est un problème d'avenir d'où dépend peut-être la paix de l'Europe. La lutte entre les deux tendances est symbolisée par le choix entre deux drapeaux, celui de 1848 et de Weimar, noir, rouge et or, celui de 1870 et de l'empire, noir, blanc, rouge.

La France, après l'armistice, a manqué l'occasion de ressaisir en Allemagne les attaches que l'histoire et la nature réclament entre les deux peuples voisins. M. Briand a tenté de suppléer à cette lacune par les accords de Locarno (16 octobre 1925) et la politique de rapprochement avec le Reich allemand qui en est la conséquence. Les accords de Locarno ne modifient pas les traités de 1919, ils en « humanisent » et en facilitent l'exécution dans un esprit de confiance mutuelle et dans un sentiment hautement pacifique. Si ces espérances étaient déçues, l'Angleterre et l'Italie se portent garantes du maintien des frontières occidentales de l'Allemagne, telles que les a fixées le traité de Versailles. De toute évidence, il n'est pas possible, dans les circonstances actuelles, d'attendre du gouvernement de Londres, du Parlement et de l'opinion publique, des engagements plus précis. L'Angleterre se réserve et réserve à ses élus la liberté de leur décision. L'empire britannique ne veut pas se trouver engagé dans les conflits qui peuvent surgir en Europe, en particulier à propos des frontières orientales de l'Allemagne. La France se trouve donc dans la nécessité d'appuyer sa politique de paix sur des amitiés continentales. Elle fait un effort loyal et sincère pour prévenir le retour de la guerre et elle compte que l'Allemagne fera, de son côté, le même effort. Le traité de Versailles n'a enlevé au Reich aucun territoire étendu dont la population soit en majorité allemande de cœur. Le problème difficile des réparations a donné lieu à l'occupation de la Ruhr en 1923 et, de l'occupation de la Ruhr, est sorti le plan Dawes qui règle les paiements, dont l'exécution est surveillée par un expert américain. Des essais d'entente économique ont donné des résultats encourageants. Il n'y a pas de raison, — si l'éducation des jeunes Allemands n'est pas dirigée vers l'idée de revanche et de suprématie germanique, — pour qu'une longue et peut-être définitive paix ne règne pas entre le peuple allemand et la nation française. Aussi bien, les conditions d'existence des

États européens se transforment. L'empire britannique organise sa vie nouvelle, sur les mers et dans les cinq parties du monde, avec les Dominions — parmi lesquels une Irlande autonome — et les colonies. En face du bolchevisme asiatique et de la formidable puissance financière et économique des États-Unis, le morcellement européen, aggravé par l'émancipation des peuples slaves, est un péril : l'entente continentale, appuyée sur une forte coopération franco-britannique, s'impose.

LES PAYS-BAS L'Europe croyait que la création du royaume de Belgique en 1830 et sa neutralité, garantie par le traité de Londres, avaient apporté une solution définitive à la question des Pays-Bas, ouverte sur la frontière de la France depuis le temps de Philippe le Bel. La violation préméditée de la neutralité belge par l'armée allemande montra qu'il n'en était rien. La Belgique d'après-guerre n'est plus neutre : elle a conclu avec la France une alliance défensive ; mais elle n'a obtenu d'autre dédommagement territorial que le petit district d'Eupen et de Malmédy, qui avait servi à l'état-major allemand pour préparer son attaque et dont les habitants wallons ont accepté ce transfert. La Belgique a manqué, en novembre 1918, l'occasion de poser la question de Maestricht par où les troupes allemandes en retraite étaient passées. La Flandre maritime hollandaise continue de faire peser sur Anvers et l'Escaut une hypothèque étrangère. Il ne déplait pas à l'Amirauté britannique que les bouches de l'Escaut ne dépendent pas d'un seul et même État. Le Luxembourg n'est plus rattaché à la Confédération germanique ; il a reconquis sa pleine indépendance et ses chemins de fer ont cessé d'être soumis au contrôle allemand ; de ce côté-là, une menace contre la sécurité de la frontière française a disparu. Le grand-duché a exprimé, par un vote, le vœu de former une union douanière avec la France ; il est même vraisemblable que la réunion à la France aurait rencontré le même accueil favorable. La république y a renoncé par égard pour les susceptibilités de la Belgique et c'est avec Bruxelles que le Luxembourg a conclu une union douanière. La Belgique, après les souffrances et les sacrifices d'une guerre qui, en consacrant son indépendance, a scellé entre elle et nous les liens d'une amitié indissoluble, est aujourd'hui, avec sa riche colonie du Congo agrandie d'une partie de l'Est africain allemand, en pleine prospérité. La constance du roi et de la reine, l'héroïsme des populations, la haute figure du cardinal Mercier, ont donné à ce noble pays un éclat et un rayonnement qu'il n'avait jamais connus. Mais les conséquences ultimes du principe des nationalités, faussé à l'usage de la propagande germanique, ont suscité

un mouvement flamingant, à la fois nationaliste, culturel et démocratique qui, sans menacer actuellement l'unité politique de la Belgique, porte atteinte à sa cohésion morale. Rien ne finit dans le domaine de la politique. Cependant, entre Wallons et Flamands, une forte union nationale n'a jamais été plus nécessaire.

LES PEUPLES SLAVES ET LA RUINE DE L'EMPIRE AUSTRO-HONGROIS

La guerre a bouleversé la carte politique de l'Europe centrale et orientale.

Une catastrophe sans précédent dans l'histoire a disloqué l'empire austro-hongrois ; il s'est brisé suivant les anciennes frontières ethnographiques. Il n'y a plus de place, dans l'Europe des nationalités et des démocraties, pour un organisme politique qui n'était qu'un État et une dynastie, mais non une nation. Du jour où François-Joseph, sous l'inspiration du comte d'Aehrenthal et sous l'influence des Hongrois, s'est laissé entraîner à une politique d'expansion et de germanisation, il s'est condamné à la vassalité à l'égard de l'Allemagne ou au morcellement de ses États. Quand le grand historien du peuple tchèque, Palacky, disait, en 1849 : « Si l'Autriche n'existait pas il faudrait l'inventer », il faisait allusion au rôle historique d'équilibre entre les peuples, de paix et d'union entre les races qui était la vocation historique des Habsbourg et la raison d'être de leur empire. Mais Palacky disait aussi : « La Bohême était avant l'Autriche ; elle sera encore après. » La ruine de l'empire austro-hongrois est une conséquence tragique de l'erreur et de l'injustice commises par la dynastie elle-même.

Des fragments de l'empire dualiste, une république tchécoslovaque est née. Les Polonais de Galicie ont rejoint la Pologne reconstituée. Les Roumains de Transylvanie et de Bukovine se sont unis à leurs frères du royaume. Les Croates et les Slovènes se sont associés aux Serbes pour créer l'unité yougoslave ; une grande Yougoslavie s'organise entre la Drave et l'Adriatique, elle englobe le Monténégro, le Nord de la Macédoine et elle attirera peut-être un jour, en un plus large groupement, la Bulgarie. La question de Bosnie, comme l'avait annoncé Schouvalof, a décidé du sort de l'empire des Habsbourg. La dissolution de l'antique organisme politique fondé par les Habsbourg, en même temps qu'elle a émancipé les groupes de populations jadis associés à sa vie par force ou par héritage et auxquels le système de 1867 ne faisait aucune place, a laissé isolés, faibles et désarmés les deux noyaux centraux, la Hongrie et l'Autriche. Leur vie économique est désorganisée comme leur vie politique. Les Magyars, dans les frontières que leur a tracées le traité de Trianon, sont réduits à huit millions d'âmes, et l'Autriche, dans les limites du traité de Saint-Germain, à six millions. L'Europe

gratifie l'Autriche d'une indépendance à laquelle, dans son désarroi, elle semble parfois disposée à renoncer, mais qui est indispensable à l'équilibre politique et à la paix. Le couloir danubien, entre l'Allemagne et l'Italie, doit rester libre et ouvert. L'indépendance que les traités imposent à l'Autriche et que la Société des nations soutient, ne saurait passer pour une oppression. Néanmoins, l'irritation hongroise et la propagande pour l'*Anschluss* menacent l'Europe nouvelle d'un double danger.

C'est la résurrection d'une Pologne indépendante qui donne à l'Europe de 1919 le trait dominant de sa physiologie. *Finis Poloniae*, avait-on dit. Que le peuple polonais, après plus d'un siècle de servitude et de dislocation, se retrouve intact dans son cadre national et catholique, c'est un fait dont la signification politique et la portée morale ne sauraient être exagérées. La preuve est faite qu'on n'assassine pas une nation : les trois dynasties copartageantes ont disparu, et la Pologne vit. Par la Poméranie polonaise qui a façade sur la Baltique, l'ancien duché de Prusse, qui était autrefois vassal de la Pologne, se trouve géographiquement séparé de l'Allemagne dont il reste partie intégrante. Cette situation difficile qui constitue pour le peuple allemand, bien plus que la perte de l'Alsace-Lorraine, la preuve matérielle de sa défaite, est conforme à la justice et à la logique politique, puisque les régions qui s'étendent entre la Posnanie et la mer sont peuplées d'une forte majorité polonaise. Au contraire, la Lithuanie, que l'on croyait unie à la Pologne par des liens historiques très solides, a réclamé et retrouvé son indépendance. Dantzig, ancien port de la Pologne, constitue, comme elle l'avait souhaité en 1815, une ville libre qui s'administre elle-même sous le contrôle de la Société des nations ; la Pologne tient des traités un droit d'usage dans son port. La Prusse orientale elle-même commence à reprendre conscience de son rôle « baltique ».

Pour comprendre l'Europe d'aujourd'hui, il faut se représenter que si, à l'Ouest, le traité de Versailles rétablit les frontières de 1870, il rétablit, à l'Est, l'état territorial antérieur au second et au troisième partages de la Pologne. Depuis le dixième siècle, la poussée germanique n'avait cessé de refouler les populations slaves, de les écraser, de les germaniser, sans réussir à les détruire. Les traités de 1919 sanctionnent le retour des Slaves à la vie. Rien d'étonnant à ce que ce grand bouleversement, cet extraordinaire recul du germanisme et du magyarisme associés, ne s'imposent pas sans difficultés ni résistances.

Par une étrange infortune, au moment où les peuples slaves reprennent en Europe une telle place, la Russie, abattue par la plus terrible révolution que le monde

ait connue, se désagrège et se transforme. La Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne s'en sont séparées. La Bessarabie devient roumaine. Les peuples du Caucase aspirent à l'indépendance. L'Ukraine retrouve sa nationalité tandis que la Russie perd jusqu'à son nom. Pétersbourg, devenue Leningrad, est déchue du premier rang. « L'Union des républiques socialistes soviétiques » adopte pour capitale la vieille Moscou. Voici donc la Russie qui retourne à ses origines d'avant Pierre le Grand ; après avoir joué, de 1812 à 1917, un rôle prépondérant en Europe, elle n'est presque plus européenne.

Durant la guerre, le tsar et son armée ont rempli avec fidélité et héroïsme leurs devoirs d'alliés envers la France, et réciproquement. Mais aujourd'hui, lorsque la France regarde au delà de l'Allemagne, ce n'est plus la Russie qu'elle aperçoit, c'est la Pologne, alliée de la Roumanie agrandie, ce sont les États baltiques. La Petite Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) s'est constituée et se donne pour mission, comme la France et avec son appui, en plein accord avec la Pologne, le maintien des traités de 1919 et du statut politique et territorial qui en est issu. Ainsi se consolide un équilibre nouveau de l'Europe centrale. Une évolution historique d'une puissance extraordinaire réenracine les peuples modernes sur leur sol originel.

L A FRANCE DANS LA MÉDITERRANÉE Dans le bassin occidental de la Méditerranée, la France a libéré son protectorat marocain de toute hypothèque étrangère. Le traité de Versailles sanctionne les renonciations allemandes. Ses relations avec l'Espagne sont amicales et elle a mené, en commun, avec elle, une difficile campagne pour la soumission du Rif. Mais elle doit compter avec la puissance grandissante et les susceptibilités nationales d'une Italie qui compte plus de quarante millions d'âmes et qui essaima ses travailleurs partout où s'offrent à eux des salaires avantageux. L'Italie qui avait combattu l'empire austro-hongrois, l'a vu s'effondrer et, à la paix, elle n'a plus trouvé en face d'elle qu'une petite Autriche, une faible Hongrie et des États en formation. Sa politique est fortement nationaliste, avec le régime fasciste instauré par M. Mussolini, et elle s'élève de la constitution, sur l'autre rive de l'Adriatique, où elle possède Trieste, Fiume et Zara, d'un puissant État yougoslave ; elle tend, par l'Albanie, à développer son influence dans les Balkans et, par le Dodécannèse (Rhodes, etc.), dans le Levant. Elle croit de son intérêt de semer la division dans l'Europe balkanique, afin d'y retrouver, à l'instar des Romains, un champ d'expansion et d'influence. L'Italie est devenue l'un des facteurs les plus importants de l'équilibre européen.

Aucun dissentiment passager ne saurait prévaloir sur le passé glorieux qui l'unit à la France.

Dans la Méditerranée orientale, la guerre a profondément bouleversé l'état de choses ancien. La France exerçait, depuis François I^{er}, dans toute l'étendue de l'empire ottoman, une influence civilisatrice ; elle protégeait, en vertu des Capitulations, confirmées par les traités internationaux et vivifiées par les actes du Saint-Siège, les catholiques. Ces privilèges historiques, justifiés par de longs services, n'ont pas survécu à la tourmente. Le gouvernement jeune-turc ayant fait à la France et à l'Angleterre, protectrices historiques de son intégrité, une guerre très vigoureuse, ayant vendu son âme à l'Allemagne et massacré sans motif un million d'Arméniens, ses sujets, il semblait que l'heure de la liquidation de l'empire ottoman eût sonné. Le traité signé à Sèvres, le 10 août 1920, par les plénipotentiaires du sultan, constituait une réalisation de cette fatalité historique. Mais l'absence de la Russie changeait les points de vue traditionnels. Les pays arabes (Arabie, Palestine, Syrie, Mésopotamie, Irak) étaient séparés des pays turcs. Une Arménie et un Kurdistan indépendants étaient créés. La Grèce s'établissait dans la région de Smyrne. Il ne restait à la Turquie que les pays proprement turcs sur les hauts plateaux d'Anatolie. Cependant, un gouvernement nationaliste se forma, à Angora, autour d'un chef militaire de grande autorité, Mustapha Kémal. La création des États indépendants prévus par le traité de Sèvres se révéla impraticable, faute d'argent et de forces militaires, dès qu'il fut avéré que les États-Unis n'entendaient pas s'y intéresser. L'accord signé à Angora par M. Franklin-Bouillon, le 20 octobre 1921, abandonnait à la Turquie la Cilicie arrosée du sang de nos soldats. L'Angleterre, qui avait mis la main sur Constantinople par le coup de force du 16 mars 1920, crut habile de se servir de l'armée grecque pour obliger la Turquie d'Angora à exécuter les engagements souscrits par le sultan. Mais les troupes helléniques, équipées à neuf et armées par l'Angleterre, furent battues et les soldats de Kémal poussèrent jusqu'aux Détroits et à Smyrne qui fut incendiée. La guerre entre la Turquie et l'Angleterre ne fut évitée que grâce à la prudence de M. Poincaré et à l'intervention des Dominions (armistice de Moudania, 11 octobre 1922). M. Lloyd George tomba et, avec lui, lord Curzon. Les Alliés avaient désormais devant eux non plus la Turquie vaincue de 1918, mais une Turquie nouvelle toute glorieuse de sa victoire sur les Grecs. Les négociations ouvertes à Lausanne n'aboutirent que très difficilement à un traité de paix qui laissait toute l'Anatolie avec la Thrace et les Détroits à la Turquie (24 mai 1923). La liberté des Détroits est inscrite dans les textes ; mais, en

temps de guerre, elle serait illusoire, la Turquie se réservant le droit de saisir la contrebande de guerre, c'est-à-dire d'exercer le droit de visite et, pratiquement, de confisquer toutes les marchandises. La Turquie d'Angora poursuit avec ses propres moyens une politique de nationalisme exclusif et d'eupéanisation ; elle a supprimé le Sultanat et aboli le Califat ; elle transforme l'écriture et rompt avec les mœurs traditionnelles. Des échanges de populations, prévus par le traité mais qui sont l'occasion de terribles souffrances, dépeuplent l'Anatolie de ses habitants chrétiens et les remplacent par des émigrants turcs venus de Macédoine et de Thrace.

Dans cette Turquie nouvelle, la France n'a plus ni les raisons, ni les moyens d'influence dont elle disposait dans celle d'autrefois. Ses écoles elles-mêmes n'ont plus la même indépendance. Mais la vieille « France du Levant » qui n'avait jamais pris jusqu'ici une forme territoriale, se concrétise désormais dans l'exercice d'un mandat de la Société des nations sur le Liban, où la nation maronite se réclame, depuis saint Louis, de la protection française, sur la Syrie avec Damas, le port d'Alexandrette, un arrière-pays qui se prolonge jusqu'à l'Euphrate et jusqu'au Tigre. La Palestine et l'Irak avec Mossoul sont sous mandat britannique.

Le mandat est une forme très souple de protection qui permet de proportionner l'action de la puissance à qui il est confié au degré de culture des populations qui en bénéficient. Le développement de l'indépendance nationale et de la liberté politique en Syrie n'est pas incompatible avec l'exercice d'une protection éclairée, prudente, forte. Le gouvernement de la république, héritier de longs siècles d'histoire, n'a pas voulu renoncer à être présent dans le Levant pour se resserrer dans l'Afrique du Nord. Sur les rives de la Méditerranée orientale, où chaque époque de notre histoire a laissé son empreinte, un avenir nouveau se prépare : la France ne pouvait s'en écarter. L'Orient, où tant de rois, tant de peuples, tant de prophètes ont imprimé la trace de leurs pas, reste une terre d'élection et de réalisation féconde. Le mandat syrien complète la France méditerranéenne ; il est l'ultime aboutissement de sa politique traditionnelle d'influence catholique et civilisatrice. L'effort séculaire de la France des croisades et de la « nation franque » des grands siècles n'a pas été perdu.

REGARDS EN ARRIÈRE ET EN AVANT

De ce sommet lumineux où la victoire a porté la France, si nous jetons un regard en arrière sur le demi-siècle qui sépare le traité de Francfort du traité de Versailles, que voyons-nous émerger ? La république, sous le coup de la défaite et de la perte de deux pro-

vinces, s'impose une politique de réserve et de restauration des forces nationales ; elle résiste aux tentations de la « revanche » ; elle s'assure des alliances qui ont pour objet la paix et la sécurité continentales ; elle conquiert et délimite, dans les conditions diplomatiques les plus difficiles, un empire colonial riche en hommes et en ressources. Attaquée, elle soutient, avec l'aide de ses alliés, une guerre de quatre ans, une guerre telle que l'humanité n'en avait jamais connu ; elle la gagne par l'héroïsme de ses soldats, la fidélité de ses amis, le génie de ses chefs ; elle retrouve ses provinces perdues. Le traité de paix qui reporte la frontière sur le Rhin, apparaît, quelles qu'en puissent être les lacunes et les erreurs, comme une étape glorieuse de notre vie nationale. Voilà, dans le recul des siècles, les traits saillants qui domineront l'histoire de notre temps.

Si maintenant, dix ans après la paix, nous considérons le présent, la France s'offre à nos regards appuyée au Rhin, assise, dans l'épanouissement de sa vitalité, sur les deux rives de la Méditerranée, essaimant une forte race coloniale dans ces anciens États « barbaresques » qu'elle a fait entrer dans la vie européenne, dirigeant ou aidant à se gouverner, en Afrique, à Madagascar, en Indo-Chine, en Syrie, dans ses vieilles possessions des Antilles, de la Guyane et d'Océanie, plus de soixante millions d'hommes. Elle n'a, en Europe, aucune aspiration territoriale ; satisfaite du lot que la Providence lui a assigné et que tant de guerres ont arrosé de sang, elle s'attache, de tout son cœur généreux, à l'organisation de la paix. Elle n'aspire pas à disputer à l'empire britannique la suprématie sur les mers ; après l'admirable fraternité d'armes de 1914 à 1918, si elle n'exclut pas l'éventualité de litiges avec les Anglais, elle n'admet pas la possibilité d'un conflit. L'Atlantique se rétrécit de plus en plus ; la robuste jeunesse des États-Unis est venue se battre en France et pour la France ; et quand, pour la première fois, un avion survole l'Atlantique comme une flèche, il atterrit sur notre sol et s'appelle *L'esprit de Saint Louis*. L'œuvre de paix, de fraternité humaine, de civilisation des peuples arriérés qui est la forme d'expansion que poursuit actuellement la France, la rapproche naturellement du Saint-Siège avec lequel elle a repris ses relations diplomatiques, renouant, là encore, une féconde tradition de son histoire.

Mais, autour de la France, l'Europe a plus changé en quatre ans que, dans les âges antérieurs, au cours de longs siècles. Avant la guerre, quand nous regardions vers l'Est, le continent nous apparaissait divisé en trois zones : la France, les trois puissances tripliciennes et, au delà, l'immense Russie, allant jusqu'au Pacifique. La carte est aujourd'hui singulièrement plus compliquée. Par le recul de la Russie se repliant vers Moscou et par la ruine de l'empire austro-hongrois, des

nations vivaces ont constitué ou agrandi des États entre la Baltique et la mer Noire et dans le bassin moyen du Danube. Le problème de la paix reste toujours d'articuler une Allemagne pacifique à une Europe pacifiée ; ni en France, ni en Allemagne, ne manque la bonne volonté active d'aboutir, avec le temps, à une entente durable qui marquerait, dans le développement de la civilisation chrétienne, un progrès décisif. Les idées d'organisation de la paix cheminent parmi les hommes. Mais, si larges que l'on suppose les frontières de la paix organisée, toujours, ou longtemps, viendront frapper à ses portes les flots d'une humanité plus famélique, plus prolifique, plus « barbare ».

Et si, enfin, nous nous tournons vers l'avenir, nous ne chercherons pas à y lire le destin de la France ; éclairés par le passé, nous savons que c'est nous-mêmes qui en serons les artisans. La France de demain sera d'autant plus obligée de se plier à la loi de l'effort continu que le temps est loin où elle était l'une des nations les plus nombreuses et les plus fortes du globe. Elle n'a, heureusement, rien à convoiter qui appartienne à d'autres, mais la défense et la mise en valeur de tout son domaine territorial et de tout son patrimoine moral exigent une vigilance constante, une discipline volontaire d'union nationale, d'incessante adaptation et d'organisation. Tout fléchissement interne se traduit au dehors par une dégradation de l'énergie rayonnante, une déperdition d'influence ; la France « porte-flambeau » ne peut défaillir sans se trahir elle-même et sans trahir l'humanité. L'histoire continue et ne comporte pas de conclusion. Pour reprendre une belle parole d'Albert de Mun : « la vie c'est la lutte, et non pas la victoire. »





TABLE DES ILLUSTRATIONS

HORS-TEXTE EN COULEURS

PAR MADAME CAMILLE HANOTAUX ET GEORGES JEANNIOT

Face aux pages.

I. — RICHELIEU SUR SON LIT DE MORT, d'après une peinture à l'huile de Philippe de CHAMPAIGNE (Collection de M. Gabriel HANOTAUX).....	en frontispice
II. — CATHERINE DE MÉDICIS, d'après une peinture du XVI ^e siècle (École de Clouet).....	96
III. — HENRI IV, d'après une peinture du Musée de Versailles (École française du XVI ^e siècle).....	144
IV. — ARMAND DUPLESSIS, CARDINAL DE RICHELIEU, d'après Philippe de CHAMPAIGNE (British Museum).....	176
V. — LE CARDINAL MAZARIN, d'après une peinture du Musée de Versailles.....	208
VI. — RENOUVELLEMENT DE L'ALLIANCE AVEC LES SUISSES, tapisserie des Gobelins (Musée de Versailles).....	256
VII. — CHARLES GRAVIER, COMTE DE VERGENNES, d'après un tableau du Musée de Versailles (École française du XVIII ^e siècle).....	336
VIII. — ENTREVUE DE NAPOLEON ET DE L'EMPEREUR ALEXANDRE A TILSITT, d'après un carton de la manufacture de Sèvres.....	416
IX. — TALLEYRAND, peinture de Georges JEANNIOT, d'après une lithographie anonyme (Collection de M. Georges JEANNIOT).....	432
X. — ALPHONSE DE LAMARTINE, d'après le portrait de PRIVAT (Musée de Versailles).....	464
XI. — ARRIVÉE DU ROI LOUIS-PHILIPPE A PORTSMOUTH, d'après une esquisse à la gouache de l'époque (Bureau du conservateur du Musée de la Marine).....	480
XII. — L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE. A bord du <i>Pothuau</i> (1897).....	576

ILLUSTRATIONS EN NOIR

PAR M. GABRIEL HANOTAUX FILS

	Pages.
GRAVURE COMMÉMORATIVE DE LA RÉUNION DE L'ALSACE, frontispice.....	1
LES ARMES DE FRANCE, cul-de-lampe.....	13
LES LIBERTÉS GERMANIQUES, frontispice.....	15
CARAVELLE DU XVI ^e SIÈCLE, cul-de-lampe.....	24
L'ENTREVUE DU CAMP DU DRAP D'OR, d'après un bas-relief de l'Hôtel de Bourgheroulde à Rouen, XVI ^e siècle, frontispice.....	25
ENGAGEMENT DE SUISSES MERCENAIRES, d'après une estampe allemande du Musée de l'Armée.....	29
LOUIS XI, d'après une médaille de Francesco LAURANA, cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale.....	32
PHILIPPE LE BON ET CHARLES LE TÉMÉRAIRE, d'après un dessin de l'époque.....	33
MAXIMILIEN D'AUTRICHE, d'après A. DURER.....	35
ANNE DE BRETAGNE, d'après une miniature du livre d'heures d'Anne de BRETAGNE.....	36
CHARLES VIII, d'après une miniature attribuée à Robert TESTARD.....	37
FRANÇOIS I ^{er} , d'après CLOUET.....	39
LES VÉNITIENS A MARIGNAN, d'après le <i>Kriegsbuch</i> de TROUSBERGER, 1575.....	43
LE PAPE LÉON X, d'après RAPHAËL.....	47
LE MARIAGE DE MAXIMILIEN ET DE MARIE DE BOURGOGNE, fragment du <i>Triomphe de Maximilien</i> , d'après Albert DURER.....	49
CHARLES-QUINT EN VOYAGE, d'après le <i>Kriegsbuch</i> de TROUSBERGER.....	54
CHARLES-QUINT, d'après TITIEN.....	55
LE SULTAN SOLIMAN II DONNANT AUDIENCE A SES MINISTRES, d'après une gravure des archives du Musée de l'Armée.....	59
JANISSAIRE, d'après G. BELLINI.....	66
HENRI II, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	69
FRANÇOIS DE GUISE, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	71
PHILIPPE STROZZI (1567), attribué à François CLOUET.....	73
FRANÇOIS DE GUISE SUR LES REMPARTS DE METZ.....	83
LE CARDINAL CHARLES DE LORRAINE, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	93
FLOTTE FRANÇAISE AU SEIZIÈME SIÈCLE.....	97
CHARLES-QUINT AGÉ, cul-de-lampe.....	98
CALAIS AU SEIZIÈME SIÈCLE, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale, frontispice.....	99
DUPLESSIS-MORNAY, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	103
LOUIS III DE BOURBON, PRINCE DE CONDÉ, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	104
FRANÇOIS II (École de Clouet).....	107
CHARLES IX, d'après CLOUET.....	109
HENRI III, d'après un dessin de l'époque.....	109
JEANNE D'ALBRET, REINE DE NAVARRE (École de Clouet).....	111
ANTOINE DE BOURBON, ROI DE NAVARRE (École de Clouet).....	111
L'AMIRAL GASPARD DE COLIGNY (École de Clouet).....	112
ENTRÉE DES ENVOYÉS POLONAIS A PARIS.....	115
HENRI DE GUISE, d'après une gravure de l'époque.....	118
HENRI IV JEUNE (École de Clouet).....	120
LE PAPE SIXTE-QUINT, d'après une gravure de THOMASSIN dans la <i>Vie de Sixte-Quint</i>	121
ABJURATION DE HENRI IV, d'après J. CALLOT.....	123
CHARLES X, ROI DE LA LIGUE, d'après une médaille frappée à Paris au temps de la Ligue, cul-de-lampe.....	124
ASSASSINAT DE HENRI IV, frontispice.....	125
HENRI IV ET MARIE DE MÉDICIS, d'après le médaillon de Guillaume DUPRÉ, cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale.....	128
ÉLISABETH, REINE D'ANGLETERRE, d'après le portrait de HOLBEIN.....	132
LE DUC DE BIRON, gravure de l'époque.....	134

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Pages.
LES DIGUIÈRES, d'après une peinture de PORBUS, musée de Grenoble.....	136
LE PRÉSIDENT JEANNIN, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	139
LE CARDINAL D'OSSAT, d'après le portrait en frontispice des <i>Lettres de l'ill. et révérend. cardinal d'Ossat, évêque de Bayeux, au roy Henry le Grand et à Monsieur de Villeroy</i> , Paris M. DC. XXIV.....	147
LE DUC DE BOUILLON. — ENTRÉE DES TROUPES ROYALES A SEDAN.....	149
CUL-DE-LAMPE.....	154
LES MARIAGES ESPAGNOLS, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale, frontispice.....	155
CONCINI, MARÉCHAL D'ANCRE, Musée du Louvre.....	158
LOUIS XIII, d'après Philippe de CHAMPAIGNE.....	168
LOUIS XIII ET GASTON D'ORLÉANS, d'après Abraham Bosse.....	173
CHARLES I ^{er} , ROI D'ANGLETERRE, d'après VAN DYCK.....	179
L'ARMÉE DU MARQUIS DE CŒUVRES ENTRE EN VALTELINE, d'après une gravure attribuée à J. CALLOT.....	181
ENTRÉE DU PORT DE LA ROCHELLE AU XVII ^e SIÈCLE, reconstitution d'après des documents de l'époque.....	183
GUSTAVE-ADOLPHE, ROI DE SUÈDE, d'après une estampe du XVII ^e siècle.....	192
VIEUX-BRISACH ET LE PONT SUR LE RHIN, d'après une gravure du XVII ^e siècle.....	198
L'ALLEMAGNE AUX PIEDS DU ROY, d'après une gravure de 1647, conservée au Musée de l'Armée.....	206
LE TRAITÉ DE MUNSTER, d'après le tableau de TERBURG.....	213
OLIVIER CROMWELL, LORD PROTECTEUR D'ANGLETERRE, d'après un portrait de Van MEYSENS gravé par Coenrad WAUMANS (Bibliothèque nationale).....	221
RICHELIEU, par VARIN (1630) cul-de-lampe.....	224
RÉCEPTION DES AMBASSADEURS SIAMOIS A VERSAILLES, frontispice.....	225
HUGUES DE LIONNE, d'après le portrait gravé par DE LA ROUSSE (Bibliothèque nationale).....	229
SECONDE CONQUÊTE DE LA FRANCHE-COMTÉ, gravure de COCHIN d'après le plafond de LEBRUN, à Versailles.....	241
LE MARÉCHAL COMTE D'ESTRADES, plénipotentiaire au Congrès de Nimègue.....	246
SIMON ARNAULD, MARQUIS DE POMPONNE, portrait gravé par DE LARMESSIN (Bibliothèque nationale).....	249
CHARLES COLBERT, MARQUIS DE CROISSY, portrait gravé par DE LARMESSIN (Bibliothèque nationale).....	251
MÉDAILLE COMMÉMORATIVE FRAPPÉE A L'OCCASION DE LA VISITE DU DOGE DE GÈNES, A VERSAILLES (Cabinet des médailles).....	253
CUL-DE-LAMPE.....	254
DESTRUCTION DU TEMPLE DE CHARENTON, novembre 1685, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	255
LOUIS XIV ET MADAME DE MAINTENON ÉCOUTANT LA LECTURE D'UN RAPPORT.....	269
LE MARQUIS DE TORCY, gravure anonyme de la Bibliothèque nationale.....	272
HENRY, DUC D'HARCOURT, AMBASSADEUR DU ROI A MADRID, 1697, estampe de la Bibliothèque nationale.....	273
CONFÉRENCES PRÉLIMINAIRES AUX TRAITÉS D'UTRECHT.....	277
MÉDAILLE FRAPPÉE EN SOUVENIR DE LA DÉFAITE DES ANGLAIS EN BRETAGNE (1694) cul-de-lampe.....	284
ENTRÉE PAR LA PORTE SAINT-ANTOINE DE L'AMBASSADEUR DU SULTAN MAHOMET V, ZAID PACHA EFFENDI, AUX CÔTÉS DU MARÉCHAL DE NOAILLES, 16 décembre 1741, d'après une estampe de FONBONNE, frontispice.....	285
LE RÉGENT PHILIPPE D'ORLÉANS, par Hyacinthe RIGAUD.....	287
LE CARDINAL DUBOIS, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	293
LE CARDINAL DE FLEURY, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	296
LA LORRAINE RÉUNIE A LA FRANCE, d'après la gravure de C.-N. COCHIN.....	299
LOUIS XV, par VAN LOO.....	304
MAURICE DE SAXE, d'après une gravure du Musée de l'Armée.....	307
LA FRANCE TÉMOIGNE SON AFFECTION A LA VILLE DE LIÈGE, gravure de DEMARTEAU, d'après C.-N. COCHIN, 1771.....	308
LE MARQUIS D'ARGENSON, d'après une gravure de la Bibliothèque nationale.....	311
LA PAIX D'AY-CHAPPELLE, d'après une gravure de la Bibliothèque nationale.....	314
LE CHANCELIER PRINCE DE KAUNITZ, portrait de VIZANES gravé par MANSFELD (Bibliothèque nationale).....	320
LE CARDINAL DE BERNIS, d'après une gravure de la Bibliothèque nationale.....	321

FRÉDÉRIC LE GRAND, d'après une estampe populaire allemande, Bibliothèque nationale.....	325
LE DUC DE CHOISEUL, d'après VAN LOO.....	330
LE PARTAGE DE LA POLOGNE, d'après une estampe populaire dite : le <i>Gâteau des Rois</i>	333
LOUIS XVI, d'après le portrait de DUMESNIL, Musée de Versailles.....	336
MARIE-ANTOINETTE, d'après un crayon original de SAINT-AUBIN, esquisse pour un portrait non exécuté. Collection de M. TABOURIER.....	337
LA FAYETTE, d'après une estampe anonyme publiée pendant la guerre de l'Indépendance américaine.....	347
CHOISEUL-GOUFFIER, ambassadeur de France à Constantinople, par BOILLY.....	351
MIRABEAU.....	353
ASSASSINAT DE L'AMBASSADEUR BASSEVILLE A ROME, d'après une estampe de l'époque, frontispice, ..	357
LES RÉPUBLIQUES SŒURS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, d'après une composition d'Esprit-Antoine GIBELIN.....	364
WILLIAM PITT, d'après un tableau d'OWEN.....	368
DANTON, d'après un croquis pris pendant les audiences du Tribunal révolutionnaire, par VIVANT-DENON. Collection de M. G. Clemenceau.....	372
FRANÇOIS BARTHÉLEMY, ambassadeur de la République française en Suisse, d'après une gravure de la Bibliothèque du ministère des Affaires étrangères.....	377
SIGNATURE DU TRAITÉ DE TOLENTINO, d'après un tableau d'AGRICOLA.....	381
TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.....	383
SIEYÈS, d'après une gravure de la Bibliothèque nationale.....	385
PIE VI, par G. EIENTER.....	388
ASSASSINAT DES PLÉNIPOTENTIAIRES FRANÇAIS A RASTADT (1799), gravure d'HELMANN. Cabinet des estampes.....	391
BONAPARTE, crayon de DUTERTRE, exécuté au moment de l'expédition d'Égypte. Collection Larrey..	394
ALGARDE DE BONAPARTE A LORD WHITWORTH, d'après une estampe de PHILIPPOTEAUX.....	405
LE GRAND MARÉCHAL DUROC, d'après Horace VERNET.....	413
ENTREVUE DE NAPOLEON ET DE FRANÇOIS II APRÈS AUSTERLITZ, d'après le tableau de GROS, Musée de Versailles.....	414
NAPOLEON EST RECONNU COMME PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN, lithographie de MADON.....	415
NAPOLEON ET LA REINE LOUISE DE PRUSSE A TILSITT, d'après le tableau de GOSSO, Musée de Versailles.....	419
LE BLOCUS CONTINENTAL, marchandises anglaises brûlées à Anvers, d'après PHILIPPOTEAUX, Musée de l'Armée.....	423
LE SULTAN SÉLIM III, d'après un portrait rapporté de Constantinople par Caulaincourt en 1797 appartenant au comte d'ESPEUILLES-VICENCE.....	425
LE GÉNÉRAL CAULAINCOURT, d'après H. VERNET.....	427
CONFÉRENCES D'ERFURT.....	429
MARIAGE DE NAPOLEON ET DE MARIE-LOUISE, fragment d'une aquarelle de HEIM, Musée de Sèvres.	432
NAPOLEON LE GRAND ET MARIE-LOUISE UNIS PAR LA PAIX, d'après un dessin de BOIZOT, gravé par GÉRARD.....	433
L'EMPEREUR ET LE DUC DE REGGIO A CHALONS-SUR-MARNE (JANVIER 1814), d'après un croquis du grenadier PILS.....	436
LE CONGRÈS DE VIENNE, gravure de CHAPON, d'après un tableau de GIRARDET.....	443
NAPOLEON LA VEILLE DE WATERLOO, d'après un croquis au lavis, collection de M. Germain BAPT.....	449
CUL-DE-LAMPE.....	450
NAPOLEON III, L'IMPÉRATRICE, LA REINE VICTORIA ET LE PRINCE CONSORT AU THÉÂTRE DE COVENT-GARDEN, d'après une lithographie anglaise, frontispice.....	451
LE DUC DECAZES, d'après une gravure sur bois de THIBAUT, 1820.....	456
CHARLES X, d'après le portrait de GÉRARD.....	460
JACQUES LAFFITTE, d'après un croquis au crayon de HEIM (1832).....	466
LORD PALMERSTON, d'après une gravure anglaise publiée dans l' <i>Univers illustré</i>	473
GUIZOT, d'après le portrait de Paul DELAROCHE.....	477
LAMARTINE EN 1848, d'après une étude au crayon de CHASSERIAU.....	481
DROUYN DE LHUYS.....	486

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Pages.
ALEXIS DE TOCQUEVILLE (1805-1859), d'après une lithographie de LÉON NOËL.....	487
LE DUC DE MORNY, d'après un daguerréotype.....	495
LE COMTE WALEWSKI, d'après une lithographie anglaise.....	498
LE CONGRÈS DE PARIS, gravure sur bois de LADMIRAL, d'après le tableau de DUBUFFE.....	499
VICTOR-EMMANUEL ET NAPOLÉON III, d'après un dessin publié dans l' <i>Univers illustré</i> (1859).....	504
L'ENTREVUE DE VILLAFRANCA, d'après une gravure sur bois de G. DORÉ, publiée dans le <i>Journal pour tous</i> (1859).....	507
LE COMTE DE RAYNEVAL, AMBASSADEUR DE FRANCE PRÈS LE SAINT-SIÈGE, d'après un crayon de RAFFET.....	510
LE CARDINAL ANTONELLI, d'après une étude au crayon de RAFFET.....	511
L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE EN TOILETTE DE MARIÉE, d'après un dessin de Mme LEFÈVRE-DAUMIER.....	519
BENEDETTI.....	522
PIE IX, d'après un crayon de RAFFET.....	527
ÉMILE OLLIVIER.....	529
LE DUC DE GRAMMONT.....	530
NAPOLÉON III, L'IMPÉRATRICE ET LE PRINCE IMPÉRIAL, d'après un daguerréotype.....	532
BISMARCK EN 1865, d'après le dessin d'A. MENZEL, cul-de-lampe.....	534
DÉPART DE NAPOLÉON III ET DU PRINCE IMPÉRIAL A LA GARE DE SAINT-CLOUD, 28 JUILLET 1870, d'après le dessin d'un correspondant de guerre belge, frontispice.....	535
JULES FAVRE AUX AVANT-POSTES ALLEMANDS DU PONT DE SÈVRES. Armistice du 28 janvier 1871, d'après un croquis d'un correspondant de guerre belge.....	539
CONFÉRENCE DES PLÉNIPOTENTIAIRES AU TRAITÉ DE FRANCFORT, d'après le dessin d'un correspondant de guerre belge publié en 1873 à Bruxelles.....	545
POUYER-QUERTIER.....	546
LE CHATEAU DE FERRIÈRES OÙ EUT LIEU LA PREMIÈRE ENTREVUE DE BISMARCK ET DE J. FAVRE, gravure sur bois de GÖRING.....	547
M. THIERS, d'après BONNAT.....	551
LE VICOMTE DE GONTAUT-BIRON, ambassadeur à Berlin.....	553
LE GÉNÉRAL LE FLÔ.....	556
BISMARCK, fragment du tableau de WERNER : le Couronnement de l'empereur Guillaume I ^{er}	563
LÉON GAMBETTA, par BONNAT.....	566
LE GÉNÉRAL FAIDHERBE.....	571
JULES FERRY, par BONNAT.....	574
LE PRÉSIDENT CARNOT.....	577
L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE. LES ENTRETIENS A BORD DU « POTHUAI », d'après un document photographique inédit appartenant à M. Gabriel HANOTAUX.....	578
LE COMMANDANT GALLIENI, expédition du Niger (1885).....	580
LE TSAR NICOLAS II, d'après un document photographique appartenant à M. Gabriel HANOTAUX.....	582
LE PRÉSIDENT FÉLIX FAURE.....	584
PIROGUE SUR LE NIGER, cul-de-lampe.....	586
LE ROI ÉDOUARD VII ET LE PRÉSIDENT LOUBET A LA REVUE DE VINCENNES, 2 mai 1903, frontispice.....	
AU MAROC : LA GRANDE KASBAH DE KÉNIFRA.....	591
NICOLAS II ET GUILLAUME II.....	595
L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH A SA TABLE DE TRAVAIL.....	600
LA SUBLIME-PORTE. Ministère des Affaires étrangères de Turquie.....	606
M. PACHITCH.....	610
PAUL CAMBON, ambassadeur à Londres.....	611
L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND SORTANT DE L'HÔTEL DE VILLE DE SERAJEVO d'après une photographie prise quelques instants avant l'attentat.....	613
LE « CHIFFON DE PAPIER », cul-de-lampe.....	614
ALBERT I ^{er} A SA TABLE DE TRAVAIL, frontispice.....	615
NICOLAS II ET GEORGES V.....	616
SIGNATURE DU TRAITÉ DE VERSAILLES, galerie des Glaces, 28 juin 1919. D'après un dessin de G. SCOTT, publié par l' <i>Illustration</i>	623
LA MARSEILLAISE DE RUDE, d'après un bois de A. LEFÈRE, cul-de-lampe.....	636

HISTOIRE DIPLOMATIQUE

	Pages.
RÉCEPTION DE LA REINE VICTORIA A SAINT-CLOUD, d'après une lithographie de l'époque, frontispice.....	637
MAXIMILIEN ET CHARLES-QUINT, d'après le tableau de STRUGEL, cul-de-lampe.....	642
ENTRÉE DE L'AMBASSADEUR DE PERSE A PARIS (1715), d'après une estampe populaire de la bibliothèque de la Ville de Paris, frontispice.....	643
CATHERINE DE MÉDICIS, d'après une médaille attribuée à Germain PILON, cul-de-lampe.....	646

CARTES

	Pages.
CARTE HOLLANDAISE DE LA ROUTE DES ARCHIDUCS D'ANVERS A MILAN, d'après l'ouvrage de M. RO- LAND, <i>les Cartes anciennes de la Franche-Comté</i> , 2 ^e partie, planche XV.....	89
LES ROUTES MILITAIRES FRANÇAISES ET ESPAGNOLES A TRAVERS LES ALPES.....	129
LES PAYS-BAS ET LA FRONTIÈRE DU NORD EN 1648.....	211



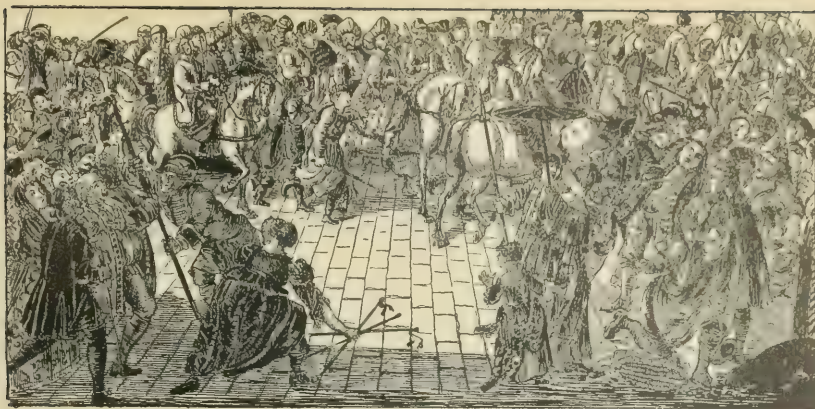


TABLE DES MATIÈRES

HISTOIRE DIPLOMATIQUE

	Pages.
INTRODUCTION. — LES CONDITIONS PERMANENTES DE LA POLITIQUE NATIONALE FRANÇAISE.	I
CHAPITRE LIMINAIRE. — LA POLITIQUE MODERNE.	15
Chapitre premier. — LA LUTTE POUR LA VIE CONTRE LA MAISON D'AUTRICHE.	25
<p>I. LES ORIGINES. <i>La renaissance nationale. Louis XI et l'héritage de Bourgogne. La politique française en Italie : Charles VIII et Louis XII.</i> — II. FRANÇOIS I^{er}. <i>LA POLITIQUE D'ÉQUILIBRE. Marignan et l'alliance avec les Suisses. Le Concordat de Bologne. L'élection à l'Empire. Le problème des communications. Les conceptions politiques de Charles-Quint. La politique orientale.</i> — III. HENRI II. <i>LE TRAITÉ DE CATEAU-CAMBRÉSIS. Henri II et ses conseillers. Montmorency et les Guise. La politique en Italie. La politique du Rhin. Conquête de la Corse. Trêve de Vaucelles. L'intrigue des Caraffa. Désastre de Saint-Quentin. Le traité de Cateau-Cambrésis. Sur les routes de l'Océan.</i></p>	

Chap. II. — LA POLITIQUE FRANÇAISE ENTRE L'ESPAGNE ET LA RÉFORME (1559-1595).....	99
---	----

La Réforme et l'Europe. La politique française au temps de la Réforme. La France et le concile de Trente. François II. La politique des Guise. Charles IX. La politique de Catherine de Médicis. La question des Pays-Bas. La politique de Henri III. La tentative du duc d'Anjou aux Pays-Bas. La mêlée des intérêts étrangers sur le sol français : Henri III, Henri de Navarre, Henri de Guise, Philippe II, Élisabeth, Sixte-Quint. Henri IV roi national et roi catholique. La France en Orient de 1559 à 1593.

Chap. III. — LA POLITIQUE NATIONALE DE HENRI IV.....	125
--	-----

Henri IV roi national. La guerre avec l'Espagne. Le traité de Vervins. Le traité de Lyon, 1601. L'alliance de Soleure et les passages des Alpes. L'indépendance des Provinces-Unies. La France et les Pays-Bas. L'ambassade du président Jeannin. Henri IV et Jacques 1^{er}. Henri IV et l'Empire ottoman. Henri IV et les princes allemands. Henri IV et l'Empire. L'évêché de Strasbourg. Le duché de Prusse. Henri IV et le duc de Bouillon. La succession de Clèves et Juliers. Les libertés germaniques. L'heure de l'action. La mort du roi.

Chap. IV. — LA GRANDE LUTTE CONTRE LA MAISON D'AUTRICHE.....	155
--	-----

I. L'ÉCLIPSE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE (1610-1624). Le renversement des alliances. Le premier ministère de Richelieu. La crise européenne de 1619-1620. L'affaire de la Valteline. — II. LA MÉTHODE POLITIQUE DU CARDINAL DE RICHELIEU. Le facteur personnel. Le service de l'État. Un nouveau droit international. La politique nationale. La méthode diplomatique de Richelieu. — III. L'ACTION POLITIQUE DU CARDINAL DE RICHELIEU. Le redressement de la politique royale. Richelieu et l'Angleterre. L'affaire de la Valteline. La libération de la politique française par l'ordre intérieur. La succession de Mantoue. L'Allemagne et l'Empire. Diète de Ratisbonne. L'entrée en scène du Nord. La politique de Richelieu en Allemagne. La France entre dans la guerre. Richelieu et la mer. L'œuvre de Richelieu. — IV. LA VICTOIRE FRANÇAISE : TRAITÉS DE WESTPHALIE ET DES PYRÉNÉES. Le cardinal Mazarin. La méthode politique de Mazarin. Manœuvres préparatoires à la paix de Westphalie. La politique de Bavière. La défection des Hollandais. Vers la paix. Les traités de Westphalie. La réunion de l'Alsace. La Suède. Les libertés germaniques. L'alliance anglaise. La confédération du Rhin et la paix des Pyrénées.

Chap. V. — LA POLITIQUE DE LOUIS XIV.....	225
---	-----

I. LA PÉRIODE D'EXPANSION. La formation politique de Louis XIV. Hugues de Lionne. La politique de prestige. Les alliances. La diplomatie française dans le Nord. La France entre l'Angleterre et la Hollande. Paix de Bréda. L'alliance avec les Suisses. La guerre des Pays-Bas. Le traité d'Aix-la-Chapelle. Préparation diplomatique de la guerre de Hollande. La grande alliance contre la France. La campagne diplomatique pour la paix. La paix avec la Hollande. Les traités de Nimègue. Louis XIV et Guillaume d'Orange. Le retournement des alliances. Les Chambres de réunion et la trêve de Ratisbonne. Le rayonnement de la puissance française.

Chap. VI. — LA POLITIQUE DE LOUIS XIV.....	255
--	-----

II. LA LUTTE CONTRE L'ANGLETERRE. Formation de la Ligue d'Augsbourg. Guillaume d'Orange roi d'Angleterre. La paix de Ryswick. La succession d'Espagne. Essais de partage préalable. Le testament de Charles II. Prodromes de guerre. La grande coalition contre la France. La guerre pour la Succession d'Espagne. La guerre pour la Baltique et l'entrée en scène de la Russie. Insuccès et humiliations de Louis XIV. La négociation franco-anglaise. Les traités d'Utrecht. Les traités de Rastadt et de Bade. L'Europe après les traités d'Utrecht et de Rastadt. Le bilan de la politique de Louis XIV.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Chap. VII. — LA GRANDE LUTTE CONTRE L'ANGLETERRE	285
<p>I. Dubois et Fleury. <i>La France et l'Europe au temps de la Régence. Les conditions nouvelles de la politique française. La politique de Dubois. Le mariage polonais. L'alliance de Hanovre. La politique de Fleury. La succession de Pologne et la paix de Belgrade.</i> — II. <i>La guerre de la succession d'Autriche. La guerre sur terre et sur mer. La déviation de la politique française. La paix d'Aix-la-Chapelle.</i> — III. <i>Le renversement des alliances et la guerre de Sept ans. La lutte pour la suprématie navale. Le soldat continental. Le péril colonial. Le secret du roi. Le renversement des alliances. Choiseul et le pacte de famille. Traités de Paris et d'Hubertsbourg. La politique de Choiseul. La France et le premier partage de la Pologne. Conclusion sur le règne de Louis XV.</i> — IV. <i>Louis XVI, Vergennes et la grande lutte contre l'Angleterre. Le nouveau règne. Vergennes et sa politique. La France et l'insurrection des colonies américaines. La guerre d'Amérique. L'isolement diplomatique de l'Angleterre. Le traité de Versailles. La question d'Orient. Complications aux Pays-Bas. La Ligue des princes allemands. L'Entente anglo-prussienne. La politique française à la veille de la Révolution.</i></p>	
Chap. VIII. LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE	357
<p>I. <i>Les sectes en diplomatie. La France et l'Europe de 1789. L'affaire d'Alsace et l'affaire d'Avignon. La politique de Danton. La diplomatie de la Convention en Orient. Les traités de Bâle. Le Directoire. Bonaparte en Italie. Le traité de Campo-Formio. Le congrès de Rastadt. Le Directoire et la Suisse. L'expédition d'Égypte. La seconde coalition et le traité de Lunéville. Talleyrand et la réorganisation du ministère des Affaires étrangères. Le grand projet d'alliance franco-russe 1800-1801. L'option entre l'Autriche et la Prusse. Le recès de la Diète de Ratisbonne.</i> — II. <i>La rupture de la paix d'Amiens. L'essai d'alliance prussienne. La troisième coalition : Austerlitz. La destruction de la Prusse. Le blocus continental. L'alliance russe. Erfurt. La rupture avec la Russie et l'essai d'alliance autrichienne. La destruction de l'Europe napoléonienne. La restauration des Bourbons. Le traité du 23 avril. Le Congrès de Vienne. Le retour de l'île d'Elbe et ses conséquences.</i></p>	
Chap. IX. — LA FRANCE APRÈS LES TRAITÉS DE VIENNE	451
<p>I. <i>LA RESTAURATION. Louis XVIII et l'Europe. Le principe des nationalités. L'intervention en Espagne. Le canon de Navarin. La politique de Charles X. La France à Alger.</i> — II. <i>LA POLITIQUE DE LOUIS-PHILIPPE. La révolution de 1830 en Europe. La question des Pays-Bas. La France et les insurrections nationales. Les épreuves de l'Entente cordiale. La question d'Orient. La ruine de l'Entente cordiale et la chute de la monarchie de Juillet.</i> — III. <i>LA SECONDE RÉPUBLIQUE. La politique de Lamartine. L'Europe de 1848 et les nationalités. La République et le tsar. L'expédition de Rome.</i> — IV. <i>LA POLITIQUE DE NAPOLEON III. La guerre d'Orient. La déviation de la politique française. Le Congrès et le traité de Paris (30 mars 1856). L'attentat d'Orsini et la conspiration de Plombières. La guerre d'Italie et le traité de Zurich. L'unité italienne. Napoléon III et la Pologne. La convention du 15 septembre 1864. La question allemande. L'affaire du Mexique. La crise de 1866. L'Allemagne prussianisée. Affaires de Belgique et du Luxembourg. L'Europe de 1867. La question romaine. L'affaire d'Espagne et la guerre de 1870.</i></p>	
Chap. X. — ENTRE LES DEUX GUERRES	535
<p>I. <i>ÉQUILIBRE EUROPÉEN ET EXPANSION COLONIALE. Le gouvernement de la Défense nationale. Le traité de Francfort. L'exécution du traité de Francfort. L'Europe bismarckienne. L'alarme de 1874. La crise de 1875 et l'équilibre européen. La France et la question d'Orient. Le Congrès de Berlin. La politique opportuniste. La Triple-Alliance. L'expansion coloniale. La Tunisie et l'Égypte. La politique coloniale. L'alliance franco-russe. Les tentatives pour rompre l'alliance franco-russe.</i></p>	

	Pages.
Chap. XI. — ENTRE LES DEUX GUERRES.	587
<p>II. LES CRISES EUROPÉENNES. <i>Le rapprochement franco-anglais et l'accord du 8 avril 1904. Les accords avec l'Italie et la rupture avec le Saint-Siège. L'Allemagne et la question du Maroc. La correspondance secrète de Guillaume II et de Nicolas II. Le traité de Björkö. La conférence d'Algésiras. L'Europe de 1907. Difficultés franco-allemandes au Maroc. La crise orientale de 1908-1909. La crise d'Agadir. La guerre italo-turque de 1911-1912. Les guerres des Balkans et le traité de Bucarest. L'Europe après le traité de Bucarest. Les armements de l'Allemagne. La politique extérieure allemande. Vers la guerre.</i></p>	
Chap. XII. — LA GUERRE ET L'APRÈS-GUERRE.	615
<p><i>La guerre et les alliances. La liberté des mers et l'entrée en guerre des États-Unis. La direction de la coalition. La victoire des Alliés et les négociations de paix. L'idée de manœuvre de M. Clemenceau. L'Europe après les traités de paix. La Société des Nations. La France, l'Angleterre et le problème allemand. Les Pays-Bas. Les peuples slaves et la ruine de l'empire austro-hongrois. La France dans la Méditerranée. Regards en arrière et en avant.</i></p>	
TABLE DES ILLUSTRATIONS.	637
TABLE DES CARTES.	642
TABLE DES MATIÈRES.	643



PARIS
TYPOGRAPHIE PLON

8, rue Garancière

Janvier 1929



DC
38
H3
t.9

Hanotaux, Gabriel
Histoire de la nation
française

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 01 16 07 055 7